

UNION POSTALE UNIVERSELLE

DOCUMENTS DU CONGRÈS DE HAMBURG 1984

TOME II

DÉLIBÉRATIONS

**TABLE DE CONCORDANCE CONCERNANT LA NUMÉROTATION
DES ARTICLES DANS LES PROJETS D'ACTES
ET DANS LES ACTES DÉFINITIFS**

BERNE 1985

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Hamburg 1984, tome II

Note. — Les documents suivants ne sont pas reproduits dans le présent volume étant donné qu'ils ont uniquement servi de documents de travail pour les membres de l'organe intéressé:

- Documents et procès-verbaux du Bureau du Congrès;
- Pièces de la Commission 1 (voir les rapports de cette Commission);
- Pièces de la Commission 10.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. Table des matières	3
2. Table des abréviations	5
3. Procès-verbaux et rapports	
— séances plénières	9
— séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	241
— séances de la Commission 2 (Finances)	265
— séances de la Commission 3 (Affaires générales)	271
— séances de la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation)	355
— séances de la Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération)	407
— séances de la Commission 6 (Poste aérienne)	495
— séances de la Commission 7 (Colis postaux)	521
— séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)	551
— séances de la Commission 9 (Coopération technique)	565
— séances de la Commission 10 (Rédaction)	599
— séances du Groupe de travail des formules	673
4. Table de concordance entre les projets d'Actes distribués à Hamburg et les Actes définitifs publiés ultérieurement par le Bureau international	689
5. Index alphabétique	703

TABLE DES ABRÉVIATIONS (SIGLES, SYMBOLES, ETC.) ET SIGNES EMPLOYÉS DANS LES DÉCISIONS DU CONGRÈS DE HAMBURG 1984

A. Abréviations, etc., courantes

Abonnements	= Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques
Administration	= Administration postale (cette abréviation n'est toutefois pas utilisée quand il paraît indiqué de préciser, pour éviter tout doute, qu'il s'agit d'une Administration postale et non d'une autre administration)
Arr.	= Arrangement
art.	= article
c	= centime
CAI	= courrier accéléré international
CCEP	= Conseil consultatif des études postales
CE	= Conseil exécutif
cf.	= conférer (dans le sens de comparer deux choses pour juger en quoi elles s'accordent et en quoi elles diffèrent)
Chèques	= Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	= centimètre
col.	= colonne
Colis	= Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	= Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	= Convention postale universelle
d...	= lettre à compléter selon le cas, comme suit: d', de, des, du (ce sigle est employé principalement dans les formules)
dm	= décimètre
Doc	= Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	= Droit de tirage spécial
Epargne	= Arrangement concernant le service international de l'épargne
form.	= formule
fr	= franc
g	= gramme
h	= heure
id.	= idem
kg	= kilogramme
km	= kilomètre
lb (16 onces)	= livre avoirdupois (453,59 grammes)
M...	= à compléter selon le cas, comme suit: Monsieur, Madame, Mademoiselle ou l'adresse (ce sigle est employé principalement dans les formules)
M.	= Monsieur
MM.	= Messieurs
Mlle	= Mademoiselle
Mme	= Madame
m	= mètre
Mandats	= Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage
Mandats, Bons	= Mandats, Bons postaux de voyage
max.	= maximum
mille marin	= 1852 mètres
min.	= minimum

Table des abréviations et signes

mm	= millimètre
mn	= minute (de temps)
No	= numéro
ONU	= Organisation des Nations Unies
oz	= once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	= page
p. ex.	= par exemple
Prot. ou Protocole	= Protocole final (de l'Acte respectif)
Recouvrements	= Arrangement concernant les recouvrements
Règl.	= Règlement d'exécution
Règl. gén. ou	
Règlement général	= Règlement général de l'Union postale universelle
Remboursements	= Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	= seconde (de temps)
t	= tonne (1000 kilogrammes)
t-km	= tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UPU ou Union	= Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AP = Abonnements	MP = Mandats
AV = Correspondances-avion	R = Remboursements
C = Convention	RP = Recouvrements
CE = Epargne	VD = Valeurs
CP = Colis	VP = Chèques

C. Autres abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

AI	= avis d'inscription
AO	= autres objets ou envois autres que les LC
AR	= avis de réception
BT	= bulletin de transit
F	= feuille d'avis ou feuille de route
LC	= lettres et cartes postales ou lettres, aérogrammes, cartes postales, mandats de poste, mandats de remboursement, valeurs à recouvrer, lettres avec valeur déclarée, avis de paiement, avis d'inscription et avis de réception
M (sacs)	= sac spécial contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination
PP	= port payé
R	= recommandé
SV	= sac vide
T	= taxe à payer
t.m.	= transit maritime
TP	= taxe perçue
t.t.	= transit territorial
V	= valeur déclarée
XP	= par exprès (indication de service taxée télégraphique)

Procès-verbaux et rapports

1. Séance inaugurale et séances plénières du Congrès
2. Séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)
3. Séances de la Commission 2 (Finances)
4. Séances de la Commission 3 (Affaires générales)
5. Séances de la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation)
6. Séances de la Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération)
7. Séances de la Commission 6 (Poste aérienne)
8. Séances de la Commission 7 (Colis postaux)
9. Séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)
10. Séances de la Commission 9 (Coopération technique)
11. Séances de la Commission 10 (Rédaction)
12. Séances du Groupe de travail des formules

Process-Verlauf der Projekte

1. Projektziele und -aufgaben festlegen
2. Projektorganisation und -struktur aufbauen
3. Projektplanung und -steuerung
4. Projektumsetzung und -überwachung
5. Projektabschluss und -bewertung
6. Projektorganisation und -struktur aufbauen
7. Projektplanung und -steuerung
8. Projektumsetzung und -überwachung
9. Projektabschluss und -bewertung
10. Projektorganisation und -struktur aufbauen
11. Projektplanung und -steuerung
12. Projektumsetzung und -überwachung

Inauguration solennelle du XIXe Congrès de l'Union postale universelle de Hamburg

Le XIXe Congrès de l'Union postale universelle est ouvert solennellement le lundi 18 juin 1984, à 15 heures, au Congress Centrum de Hamburg par

Son Excellence Monsieur Karl Carstens, Président de la République fédérale d'Allemagne,

en présence de M. Christian Schwarz-Schilling, Ministre fédéral des postes et télécommunications et de représentants des autorités de la République fédérale d'Allemagne, du corps diplomatique et des délégations des Pays-membres de l'Union postale universelle.

Après l'arrivée du Président de la République et au cours de la cérémonie, l'orchestre symphonique du Norddeutscher Rundfunk, sous la direction de Roland Bader, joue plusieurs mouvements de la Sérénade No 9 en ré majeur (sérénade pour cor de poste) de Wolfgang Amadeus Mozart.

M. Christian Schwarz-Schilling, Ministre fédéral des postes et télécommunications, prononce l'allocution suivante, au cours de laquelle il remet au Doyen du Congrès, M. F. Pageau, les premiers timbres-poste spéciaux émis par la Deutsche Bundespost à l'occasion du XIXe Congrès:

En tant que Ministre des postes et télécommunications de la République fédérale d'Allemagne, j'ai l'honneur et la joie de vous souhaiter de tout coeur la bienvenue, au nom du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, à l'ouverture du XIXe Congrès de l'Union postale universelle. C'est pour moi une joie exceptionnelle de pouvoir accueillir de nombreux amis et collègues de l'étranger et du Bureau international de l'Union postale universelle.

Je me réjouis spécialement de ce que notre très honoré Président de la République fédérale, Son Excellence, Monsieur Karl Carstens, ait bien voulu ouvrir solennellement ce XIXe Congrès postal universel et l'honorer de sa présence.

Je voudrais saluer également le Premier bourgmestre de la Ville libre et hanséatique de Hamburg, Monsieur Klaus von Dohnanyi. La Ville de Hamburg, dans le cadre de laquelle les participants au Congrès vont vivre et travailler au cours des semaines à venir, est un Land de la République fédérale d'Allemagne et en même temps l'une des plus grandes communes de ce pays. Nous vous souhaitons donc la bienvenue, Monsieur von Dohnanyi, en tant que représentant suprême de la structure fédérale de la République fédérale d'Allemagne.

La Ville de Hamburg a toujours manifesté un vif intérêt lors de nos immenses travaux de préparation pour le Congrès et a été prête à nous soutenir dans notre tâche. Je vous adresse, au nom de la Deutsche Bundespost, mes sincères remerciements.

J'adresse également de tout coeur la bienvenue au Doyen de ce Congrès, le porte-parole de tous les délégués, Monsieur Ferdinand Pageau, Directeur en retraite de l'Administration des postes canadiennes. C'est avec un grand plaisir que nous avons appris en 1982 que le Conseil exécutif de l'Union postale universelle avait désigné, sur proposition de la République fédérale d'Allemagne, ce fonctionnaire de mérite — je dirais même le grand maître de la poste internationale — comme Doyen du XIXe Congrès postal universel.

Peu nombreux sont ceux qui peuvent se louer d'être une personnalité aussi connue que vous, avec une telle expérience professionnelle et l'estime de ses collègues, cher Monsieur Pageau.

Nous sommes tous convaincus que grâce à la richesse de vos idées, à votre dynamisme et votre amabilité, vous allez grandement participer au déroulement de ce Congrès, que tous espèrent couronné de succès. Nous sommes très heureux que demain ce soit vous qui alliez remplir les tâches importantes qui reviennent au Doyen du Congrès postal universel lors de la mise en fonctionnement du Congrès et de ses organes.

Je voudrais profiter de l'occasion, cher Monsieur Pageau, pour vous donner, en votre qualité de représentant de tous les délégués, les premiers des timbres-poste spéciaux que la Deutsche Bundespost émet à l'occasion du XIXe Congrès postal universel et qui seront vendus à partir de demain matin aux guichets de la Deutsche Bundespost.

Il s'agit d'un bloc de timbres-poste de trois valeurs: une vignette montre le tri des correspondances dans des casiers de tri traditionnels, comme ils existaient déjà il y a 100 ans. Un autre timbre symbolise un lecteur automatique d'une installation d'indexation et de tri des correspondances. Entre ces deux timbres vous trouvez un autre timbre qui représente le Directeur général des postes, Heinrich von Stephan, âgé d'environ 45 ans.

Ces trois timbres vous donnent un aperçu des 110 ans qui se sont déroulés depuis la fondation de l'Union postale universelle à aujourd'hui, 110 ans pendant lesquels la poste s'est montrée à la hauteur du développement de la technique.

Les timbres-poste sont destinés aux délégués du XIXe Congrès postal universel. C'est à vous, cher Monsieur Pageau, que je voudrais remettre, en votre qualité de porte-parole de tous les délégués, ces premiers blocs de timbres-poste spéciaux émis à l'occasion du Congrès.

L'Administration des postes de la République fédérale d'Allemagne a l'immense honneur et la grande joie d'organiser le XIXe Congrès postal universel.

Depuis la fondation de l'Union postale universelle à Berne en 1874, sur l'initiative du Directeur général des postes, Heinrich von Stephan, la poste allemande a toujours eu un sentiment de grande responsabilité envers cette organisation mondiale.

Pour cette raison nous avons toujours considéré que c'était notre mission, héritée de Heinrich von Stephan, d'organiser un Congrès postal universel sur sol allemand. C'est un sentiment de joie et de remerciement qui nous emplit au moment de voir se réaliser ce souhait, 110 ans après la fondation de l'Union postale universelle.

La maxime de Heinrich von Stephan, témoin impressionnant de l'attitude admirable de cet homme qui visait au bien de l'humanité, n'a jamais été aussi valable que de nos jours: "Si vis pacem, para concordiam — Si tu veux la paix, prépare la concorde."

Puisse ce XIXe Congrès postal universel contribuer par ses travaux et ses décisions à l'esprit de son génial fondateur.

Ce XIXe Congrès postal universel se trouve, comme les Congrès précédents, face à un immense et difficile programme de travail. La réalisation de cet immense programme, conformément aux règles et dans les délais prévus, va exiger de la part de toutes les délégations un travail minutieux et discipliné, ainsi que la volonté de bien vouloir discuter et être prêts à des compromis et tolérances pour que le service postal international, qui fonctionne à l'échelon mondial, puisse être perfectionné pour mieux répondre aux exigences du présent.

Les Administrations des postes se trouvent actuellement, et au niveau mondial, au centre d'un processus de transformation de plus en plus rapide qui touche tous les domaines de la vie. Cela est valable aussi bien pour l'économie en général que pour la technique des communications en particulier.

Des médias anciens et modernes de télécommunications exécutent des prestations qui étaient traditionnellement du domaine de la poste. L'expansion du trafic routier et aérien de marchandises permet de plus en plus à des entreprises privées spécialisées d'organiser à un niveau national et international un transport et une distribution rapides d'imprimés, de communications écrites et de messageries. Ces entreprises peuvent se concentrer sur un groupe bien précis de clients et répondre à leurs désirs car elles ne sont pas obligées, comme les Administrations des postes, de réaliser les prestations de transport souhaitées en faveur de chaque expéditeur.

Les Administrations des postes sont de plus en plus contraintes d'assumer la position d'une entreprise de transport parmi d'autres qui lutte difficilement pour garder sa part au marché.

Toutes les Administrations doivent faire face à ce défi. Pour y arriver il est nécessaire d'avoir une gestion efficace liée à une technologie moderne, afin d'assurer l'amélioration nécessaire de la productivité. Grâce à de soigneuses stratégies de commercialisation, des prestations de service liées à la demande doivent être développées et offertes à des prix conformes aux tendances du marché et attrayants. Des capacités déjà existantes peuvent ainsi être exploitées au maximum et le résultat économique obtenu par les Administrations des postes peut être amélioré car des monopoles, à eux seuls, ne rendront pas de service durable aux Administrations des postes.

En essayant d'y parvenir, la poste rencontre continuellement de nouveaux problèmes causés par sa double nature:

D'une part, elle est une administration publique qui doit fournir, à des taxes aussi basses que possible, des prestations postales uniformes et de qualité à l'ensemble de la population et, d'autre part, une entreprise exposée à la concurrence qui, si possible, doit financer sans subventions ses dépenses par ses recettes. Pour les différents responsables à l'échelon de l'Etat il est de plus en plus difficile d'établir un rapport équitable entre les différents objectifs souvent contradictoires.

Je suis conscient du fait que ces inquiétudes et réflexions sont en premier lieu celles d'une Administration des postes d'un pays industrialisé du monde occidental. Il est très possible que la situation soit totalement différente pour les pays du tiers monde et les pays à économie dirigée.

Je vous prie toutefois de prendre en considération le fait que les problèmes des pays industrialisés se sont déjà présentés également dans d'autres pays ou qu'ils pourront s'y présenter dans un futur relativement proche.

Dans de telles situations la seule chance pour les Administrations des postes de surmonter les difficultés qui se présentent de tous côtés consiste à appliquer par principe des méthodes de gestion comme celles qu'emploient les entrepreneurs.

Par conséquent, il me paraît conseillé d'organiser au cours du XIXe Congrès postal universel un échange d'idées également sur ces problèmes.

Je suis très heureux de constater que de différents côtés des propositions ont été formulées et des préparations faites pour mener un débat général sur ces problèmes fondamentaux mardi et mercredi de la semaine prochaine.

Un tel débat doit contribuer à une prise de conscience commune des problèmes ainsi qu'à une attitude, si possible harmonisée, des Administrations des postes pour surmonter les difficultés. Par cela on viserait à ce que la situation économique des Administrations des postes dans tous les pays soit améliorée et que celles-ci soient en mesure de fournir des services postaux performants, également à l'avenir. Souvenons-nous également dans cet échange d'opinions de la philosophie profondément humanitaire et ouvrant de vastes horizons de Heinrich von Stephan, qui a formulé dans son "Mémoire sur une Union générale des postes" l'idée suivante:

"La communication est une force de l'esprit humain, de la même manière que la chaleur est une force de la nature; c'est à leurs effets qu'on reconnaît les forces."

Permettez-moi d'ajouter: et l'effet de la communication est la coopération pacifique entre tous les hommes, tous les peuples et toutes les cultures!

Les délégués de ce Congrès viennent de tous les continents et de presque tous les pays du monde. Pour cette raison nous voudrions profiter de l'occasion pour donner aux délégués la possibilité de se faire une idée de la République fédérale d'Allemagne, au-delà des limites de Hamburg. Cela leur

permettra de se détendre pendant les week-ends après des semaines de réunions, sans aucun doute fatigantes. Nous espérons que vous garderez après le Congrès un souvenir agréable de la République fédérale d'Allemagne et de son Administration des postes.

Pour conclure je voudrais remercier de tout coeur pour leur engagement assidu les nombreux collègues qui, à la Deutsche Bundespost, au Bureau international de l'Union postale universelle et dans les autres Administrations des postes ont participé aux préparations immenses et difficiles de ce Congrès.

Je suis convaincu que pour ces collègues la plus grande récompense résidera dans la réussite du Congrès et dans le fait que les participants seront satisfaits du déroulement du Congrès.

A tous les délégués qui participent au XIXe Congrès postal universel je souhaite, pour les six semaines à venir, un travail harmonieux et couronné de succès pour le bien de l'Union postale universelle et du monde entier que cette Union est appelée à servir.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

M. Ferdinand Pageau, ancien Directeur de l'Administration des postes du Canada, Doyen du Congrès, prend ensuite la parole:

Au nom des délégués venus du monde entier pour participer au XIXe Congrès de l'Union postale universelle, j'ai l'honneur, en ma qualité de Doyen, d'exprimer nos sentiments de gratitude envers le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour l'heureuse initiative qu'il a prise en invitant l'assemblée suprême de notre Union à tenir ses assises ici à Hamburg et pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée.

Nous sommes particulièrement touchés par la présence parmi nous du Président de la République fédérale d'Allemagne, Monsieur Karl Carstens, qui nous fait l'honneur de procéder en personne à l'ouverture du Congrès. Ce geste de haute courtoisie reflète fort bien le grand intérêt et l'estime que votre pays a toujours manifestés à l'endroit de l'Union postale universelle. De tout temps, l'Allemagne a été présente dans les événements importants de l'Union et elle a grandement contribué au progrès accompli dans les domaines de la modernisation postale et de l'intégration efficace du plus vaste réseau de communications dans le monde que constitue la poste, en partageant avec ses partenaires le fruit de ses expériences et de sa technologie de pointe. Nous lui sommes aussi redevables de son appui constant aux principes qui sont à la base de l'assistance technique au sein de l'Union et de ses contributions à ce programme tant sur le plan multilatéral que bilatéral.

Comme c'est la première fois que le Congrès se réunit sur le sol allemand, l'occasion ne saurait être plus propice pour évoquer la mémoire d'un illustre fils de votre pays, que fut Heinrich von Stephan. S'il fut considéré comme le plus grand réformateur et organisateur des postes allemandes, son oeuvre la plus importante demeure sans contredit la mise sur pied de l'Union postale universelle dont il est reconnu comme le fondateur. En nous associant de nouveau à l'estime universelle que mérite von Stephan, nous saisissons l'occasion de cette cérémonie pour renouveler notre attachement aux principes qui ont guidé cet éminent homme d'Etat en traçant la voie qui a conduit à la fondation de notre Union. Puisse le souvenir de sa réflexion, de sa prudence, de sa clairvoyance et de son esprit de conciliation être pour nous tous une source d'inspiration au cours de nos prochaines délibérations.

En remerciant Monsieur le Ministre fédéral des postes et télécommunications de ses aimables paroles de bienvenue, je voudrais en même temps m'adresser à nos collègues de son Administration. L'organisation d'un Congrès de cette nature est une tâche de grande envergure et fort complexe. Nous sommes bien conscients des moyens considérables que nécessitent l'organisation elle-même du Congrès et l'aménagement de son Centre pour répondre à nos besoins spécifiques. Même si nous connaissons bien l'esprit d'initiative, l'ingéniosité et le souci de perfection des Allemands, nous sommes remplis d'admiration devant tout ce qui a été mis en oeuvre en vue de favoriser le bon déroulement de nos

travaux. Toutes les facilités qui ont été mises à la disposition des délégués pour assurer leur bien-être, dans une ambiance propice à la réflexion, à la consultation, à la communication et à l'information, sont autant d'éléments qui rendront la tâche de chacun de nous plus aisée et plus efficace. Nous vous félicitons vivement pour tout ce que vous avez réalisé jusqu'ici en notre faveur. Nous témoignons également notre gratitude aux autorités de la Ville libre et hanséatique de Hamburg pour tous les accommodements auxquels elles se sont prêtées afin de rendre agréable notre séjour dans le merveilleux décor de cette ville-Etat au passé historique prestigieux.

Est-il besoin de répéter que les Congrès de l'UPU sont des événements marquants dans son histoire? Ils sont une occasion pour l'Autorité suprême de l'Union de revoir le chemin parcouru, de se renouveler et d'adapter ses structures et ses moyens d'action aux réalités des transformations sociales et économiques de l'heure.

Au cours de sa longue histoire, l'UPU ne s'est jamais départie de la tâche que lui avaient assignée ses fondateurs. Au contraire, elle a élargi le champ de ses activités tout en continuant de poursuivre à travers le monde sa noble mission pour le plus grand bien de la collaboration entre les peuples et les individus.

Nous vivons à une époque de changement perpétuel et rapide, tellement rapide que "électronique", "télématique", "ordinateurs", "satellites", "bureautique" et "robotisation" sont les mots clefs qui nous dominent comme s'ils devaient être les moteurs de la vie de l'homme, lui qui a mis pied sur la lune et marché dans l'espace, mais qui a peine à se tenir sur la terre.

Cependant, qu'on le veuille ou non, le progrès scientifique et technique marque notre époque et les transformations qu'il engendre dans toutes les sphères de la société actuelle ne sauraient manquer d'avoir des incidences sur l'organisation et le perfectionnement des services postaux, que ce soit sur le plan interne ou international.

A la lumière de cette évolution, le Congrès de Rio de Janeiro en 1979 s'est longuement penché sur la question de l'avenir de la poste et cette réflexion s'est poursuivie depuis lors. Fort heureusement, cette prise de conscience commune se poursuivra la semaine prochaine au cours d'un débat général de deux jours prévu pour une discussion portant sur les problèmes fondamentaux préoccupant l'ensemble des Administrations postales. Il s'agira de considérer si l'Union, aussi bien que les Administrations de ses Pays-membres, doivent se mettre au pas de l'ère électronique, et, le cas échéant, se donner les instruments nécessaires pour relever le défi ou si, au contraire, on peut se contenter d'assister en observateur plus ou moins silencieux à l'évolution rapide qui se produit dans le domaine des communications dont l'ONU a souligné l'importance en consacrant 1983 Année mondiale des communications, année à laquelle l'Union postale universelle s'est activement associée.

A cet égard, des gestes ont déjà été accomplis et je suis convaincu que nous avons raison d'être optimistes, car l'Union a toujours su s'adapter, dans la continuité de sa mission, aux réalités de l'heure, consciente que toute organisation qui joue un rôle dans la société moderne ne peut se contenter de l'acquit du présent.

Pour terminer j'aimerais, par votre entremise monsieur le Président de la République fédérale, adresser, au nom des postiers du monde entier, notre salut fraternel aux postiers de votre pays. Je salue également tous nos invités d'honneur, notamment Monsieur Erik Suy, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Pérez de Cuéllar, et les chefs des missions diplomatiques accrédités à Bonn. Nous sommes sensibles au cachet d'élégance que votre présence apporte à cette cérémonie.

Je souhaite enfin qu'il nous soit donné de jouir de quelques moments de détente qui nous permettent de nous initier aux attraits des diverses régions de la République fédérale d'Allemagne et de prendre contact avec les gens du pays.

C'est dans cet esprit de fraternité internationale que j'exprime mes meilleurs vœux de succès au XIXe Congrès de l'Union postale universelle et que je prie monsieur le Président de la République fédérale d'Allemagne de procéder à l'ouverture du XIXe Congrès postal universel de Hamburg, après que nous aurons entendu le 6e mouvement de la sérénade pour cor de poste de Mozart.

(Applaudissements.)

Enfin, M. Karl Carstens, Président de la République fédérale d'Allemagne, ouvre officiellement le XIXe Congrès:

Je souhaite la bienvenue aux participants du XIXe Congrès de l'Union postale universelle, vous, les représentants de tant d'Etats du monde.

Vous avez choisi la Ville libre et hanséatique de Hamburg pour ce Congrès de 1984. Je remercie de tout coeur les membres de l'Union postale universelle de ce choix, étant donné que c'est la première fois dans son histoire que le Congrès siège en Allemagne.

C'est également la première assemblée plénière d'une institution spécialisée des Nations Unies sur sol allemand.

Nous espérons que les expériences que vous allez faire lors de ce Congrès postal universel seront positives et que vous aurez envie de revenir nous voir en République fédérale d'Allemagne.

Hamburg est liée étroitement à l'histoire antérieure à la création de l'Union postale universelle. Déjà en 1863, lorsque 15 délégations se rencontrèrent à la Conférence de Paris, Hamburg, Bremen et Lübeck, les "Villes hanséatiques" y étaient représentées. A cette époque, le désir de créer un ordre postal international ne put être réalisé, mais la volonté de conclure une Convention postale internationale avait pris naissance.

En 1868, le Directeur général des postes, Heinrich von Stephan, incita à convoquer un Congrès général des postes dans le but de fonder une Union postale internationale. Ce plan est devenu réalité.

Sur la base d'un projet de Convention, préparé par Heinrich von Stephan, 22 Etats ont signé en 1874, lors du premier Congrès général des postes, une Convention instituant l'Union générale des postes. Les nombreux accords bilatéraux étaient remplacés par une seule Convention à laquelle adhèrent actuellement, dans le cadre de l'Union postale universelle, 166 Etats. L'Union postale universelle est ainsi l'organisation internationale possédant le nombre de Pays-membres le plus élevé.

Aux côtés de Heinrich von Stephan, nous pouvons noter Sir Rowland Hill, de Grande-Bretagne, inventeur des timbres-poste et l'Américain Montgomery Blair, l'initiateur de la Conférence de Paris en 1863 visant à faciliter les échanges postaux internationaux, qui ont, eux aussi, contribué à la naissance de l'Union postale universelle. C'est grâce à ces pionniers et à de nombreux autres qu'ont été posées les premières pierres d'un territoire postal s'étendant au monde entier. Les échanges postaux internationaux modernes ont leur base dans tous ces travaux de préparation.

Maîtrisant plusieurs langues, Heinrich von Stephan était prédestiné à une activité internationale. Il parlait couramment l'anglais, le français, l'italien, l'espagnol, le portugais, le suédois, le hongrois et même l'arabe. Grâce à ses connaissances linguistiques, il pouvait avoir des contacts avec des représentants d'autres Administrations postales. Ses capacités de persuasion, son habileté à mener des négociations ont permis de créer des liaisons postales entre les peuples, liaisons si solides qu'elles ont pu survivre à deux guerres mondiales.

Il est pour moi très étonnant que Heinrich von Stephan, déjà en 1874, donc il y a plus de 100 ans, ait prédit, dans un discours sur "La poste mondiale et la navigation aérienne" les possibilités d'une poste aérienne quand il disait: "Ce qui devrait être certain, c'est qu'aucune invention récente, au moins de celles connues jusqu'à présent, ne se révélera être aussi capable de perfectionner les communications entre les habitants du globe que la navigation aérienne." La réalité a donné raison à von Stephan.

En outre Heinrich von Stephan a créé, le premier, la carte postale. Actuellement, les Administrations des postes du monde entier en transportent environ 10 milliards par an.

Comme à l'époque de von Stephan, la poste s'efforce de développer de nouvelles techniques et possibilités de communication. Les Actes de l'Union postale universelle ont largement contribué au développement du droit international, car l'Union postale universelle n'est pas seulement l'une des plus anciennes organisations internationales, mais également l'une des plus performantes.

La coopération pacifique mondiale entre tant d'Etats dans le cadre de l'Union postale universelle repose, et non en dernier lieu, sur la volonté de cette organisation de continuer à développer le réseau postal universel et le consolider.

Des controverses politiques ou conflits entre les Etats ne doivent pas avoir de répercussions sur les échanges postaux internationaux et les activités de l'Union postale universelle. Cette organisation ne doit pas fonctionner seulement lorsque règne une parfaite harmonie entre les Pays-membres. La coopération étroite au sein de l'Union postale universelle repose également sur les nombreux contacts humains entre les représentants des différents Pays-membres.

Les relations amicales entre les délégués sont un terrain de choix où peuvent croître la volonté et le désir d'arriver à un accord dans le sens des échanges postaux internationaux.

Je suis convaincu que, sur ces bases, le Congrès postal universel de Hambourg mènera ses délibérations à bonne fin et je vous adresse à tous mes meilleurs vœux de réussite.

Je déclare ouvert le XIXe Congrès postal universel.

(Applaudissements.)

Séance d'ouverture du Congrès

Mardi 19 juin 1984

Présidence de M. F. PAGEAU, Doyen du Congrès, puis de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Secrétaire d'Etat, Président

La séance est ouverte à 9 h 45.

M. F. PAGEAU, Doyen du Congrès, assume la présidence du Congrès conformément à l'article 6, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès et déclare ouverte la première séance plénière du XIXe Congrès postal universel. Il salue très cordialement tous les participants et leur adresse des vœux de bienvenue. A la veille des travaux, il fait bon renouveler les liens d'amitié avec un collègue que nous n'avons pas revu depuis le Congrès de Rio de Janeiro. C'est l'écrivain anglais R. Kipling qui disait qu'il n'y a pas de plaisir comparable à celui de rencontrer un vieil ami, excepté peut-être celui d'en rencontrer un nouveau. Je tiens aussi à vous dire combien je suis sensible à l'honneur que vous avez fait tant à ma patrie qu'à moi-même en me désignant Doyen de ce XIXe Congrès. Je puis vous assurer que je ferai de mon mieux pour me montrer digne de cette haute marque de confiance et je compte beaucoup sur votre indulgence et votre amitié. En ce moment, je ne puis m'empêcher de penser au chemin parcouru par notre Union depuis 1957, date à laquelle j'ai participé pour la première fois à un Congrès: c'était à Ottawa, dans mon pays, alors que l'Union comptait 96 Pays-membres seulement. Ce chemin illustre bien l'universalité et la vitalité de notre Union.

Ouverture
du Congrès
par le Doyen

Sur les 167 Pays-membres de l'Union, 128 sont présents ou représentés, alors que 39 sont absents. Parmi ces derniers, les 4 pays suivants ont annoncé qu'ils ne seraient pas représentés au Congrès:

Appel des
Pays-membres

- El Salvador;
- Fidji;
- Grenade;
- Sierra Leone.

La liste des 128 Pays-membres représentés figure en annexe 1. Le quorum étant atteint, le Congrès peut délibérer valablement.

Le DOYEN: Avant de passer au point 3 de l'ordre du jour "Discours du Doyen", je voudrais vous rappeler la liste des collègues et amis décédés depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Ce sont:

Discours
du Doyen

M. K. SCHUCH, Conseiller ministériel, ancien Chef du service postal aérien et des colis postaux internationaux de la République fédérale d'Allemagne

M. G.W. WRIGHT, ancien Controller of Mails d'Australie

M. R. PABESCHITZ, Dr en droit, ancien Directeur général de l'Administration des postes et des télégraphes d'Autriche

M. THAN AUNG, ancien Directeur général, Département des postes et télécommunications de Birmanie

M. HLA GYAW PRU, ancien Vice-Directeur général, Département des postes et télécommunications de Birmanie

M. G. WANG, ancien Vice-Directeur général des postes de la République populaire de Chine

M. E. CHAPART, ancien Directeur adjoint à la Direction générale des postes de France

M. R. POINTEREAU, ancien Administrateur au Service des affaires internationales de France

M. F.-X. LOEMBET, ancien Directeur des services postaux du Gabon

M. S.K. GHOSE, ancien Secrétaire des communications de l'Inde
M. SOEHARDJONO, ancien Directeur général des postes et télécommunications de l'Indonésie
M. S.R. RIUPASSA, ancien Chef de la Division des relations internationales de l'Indonésie
M. G. MAMMANA, ancien Chef de la Division des chèques postaux de l'Italie
M. A. NAHOUL, ancien Directeur général des postes du Liban
M. M. MARTIN, ancien Chef du service de la réglementation postale du Luxembourg
M. P.N. CRYER, ancien Directeur général des postes de la Nouvelle-Zélande
M. A. SHAKOOR, ancien Directeur général adjoint principal du Pakistan
M. T. NYLUND, ancien Chef de division et Chef du service international de Suède
M. T. DJIBET ABDOULAYE, ancien Directeur des services postaux et financiers du Tchad
M. D. MANGUEL DINE, ancien Vice-Ministre des postes et télécommunications de l'URSS
M. A. BAKIR, ancien Secrétaire général adjoint de l'Union postale africaine, ancien Membre du Conseil d'administration de l'Organisme national des postes d'Egypte et ancien Secrétaire général de l'Union postale arabe
M. E. BÜHLER, ancien Conseiller adjoint au Bureau international
M. N. SIPLET, ancien Conseiller adjoint au Bureau international
M. N.I. BOUROV, ancien Chef du Service de traduction russe au Bureau international

Tous les collègues dont je viens d'évoquer la mémoire ont apporté leur précieuse contribution au développement de l'Union postale universelle et ont droit à notre gratitude. En hommage à leur mémoire, je prie l'assemblée de se lever et d'observer une minute de silence.

(L'assemblée observe une minute de silence.)

Je vous propose d'adresser un message de sympathie aux familles des défunts de même qu'un autre message exprimant nos meilleurs souhaits à nos anciens collègues et amis qui ont fait valoir leurs droits à la retraite depuis le Congrès de Rio de Janeiro (cf. annexe 2).

Mesdames, Messieurs,

Si hélas beaucoup d'amis et de collègues ont quitté la vie active, voire la vie tout court, la poste demeure, elle, bien vivante, active et prospère.

C'est pourquoi je voudrais tout d'abord rendre hommage aux efforts qui ont été déployés depuis le dernier Congrès par les Administrations des Pays-membres pour améliorer le service postal international en dépit des difficultés économiques et politiques que connaissent la quasi-totalité des Etats, et adapter celui-ci aux besoins économiques du monde moderne.

Malgré cela, force est de reconnaître que la disparité s'accroît de plus en plus entre les services postaux. Il est dès lors heureux que le Congrès, qui s'ouvre devant nous, nous donne, comme tous ceux qui l'ont précédé du reste, l'occasion d'une prise de conscience des responsabilités communes qui nous incombent en vertu des principes fondamentaux consacrés par le Traité de Berne qui fixa les bases du service postal international en 1874 déjà. En d'autres mots, les Congrès sont une éclatante manifestation de notre interdépendance et les participants éprouvent véritablement le sentiment d'être une partie intégrante d'un tout voué au service d'un idéal commun de coopération et d'entraide.

Conscients de cette mutualité d'intérêts, vous prendrez bientôt connaissance des résultats des activités de l'Union depuis le Congrès de Rio. A ce propos, il convient de rendre hommage à MM. Adwaldo Cardoso Botto de Barros, Leslie Kingsbury et Mohamed Ibrahim Sobhi, respectivement Président du Conseil exécutif, Président du Conseil consultatif des études postales et Directeur général du Bureau international, pour la haute compétence avec laquelle ils se sont acquittés du mandat qui leur avait été confié. Tant de dévouement au service de l'Union, pour le bénéfice de nous tous, mérite nos éloges et notre admiration.

Vous aurez ensuite à vous prononcer sur les nombreuses propositions de toute nature qui ont été soumises à votre examen et, enfin, à décider du programme d'action pour l'avenir de l'Union.

A mon avis, parmi les questions importantes qui retiendront votre attention, apparaissent celles qui sont liées à l'avenir de la poste, notamment aux incidences qu'auront, à cet égard, la révolution technologique et scientifique, la rapide expansion des services de messagerie parallèles et l'érosion du monopole postal. C'est du reste pour résoudre ces problèmes que l'Administration du pays hôte et le Bureau international ont pris l'initiative d'organiser un débat général de deux jours durant le Congrès.

Je me bornerai dans mes remarques à vous livrer quelques réflexions personnelles sur les thèmes que je viens de relever et auxquels j'ai fait allusion dans mon allocution d'hier.

Si, au début des années 60, la mécanisation et l'automatisation étaient au centre de nos soucis quant à l'avenir de la poste, ces préoccupations ont maintenant revêtu un tout autre caractère à l'heure où nous sommes déjà engagés dans l'ère de la technologie électronique et de la télématique, alors que les satellites entourent notre globe et que les ordinateurs ont envahi les milieux de travail, les milieux scolaires et les foyers.

Heureusement, afin de n'être pas prises au dépourvu, certaines Administrations ont fait oeuvre de pionniers en décidant d'emboîter le pas au progrès, en introduisant notamment un service postal de courrier électronique sur les plans interne et international. Ces initiatives ont conduit à l'établissement de contacts formels par le Bureau international et le CCEP avec l'UIT, afin de sauvegarder et de promouvoir les intérêts de la poste dans ce domaine.

Quant à la prolifération des services parallèles de messagerie et à l'érosion du monopole postal, nous pourrions nous demander si par le passé nous n'avons pas été un peu trop complaisants à cet égard et si ces incurSIONS dans un secteur de communications que nous nous sommes toujours plu à considérer comme chasse gardée ne sont pas dues, pour une bonne part, à la dégradation de nos prestations et à leur manque de fiabilité. Je dirais même que la situation est particulièrement grave dans certains pays en développement et que cela doit nous inciter à apporter notre aide à ces pays au nom de la solidarité et de l'interdépendance que j'ai déjà soulignées. Je me demande également si, face à la concurrence, nous avons réellement accordé toute l'attention voulue au contrôle de la qualité de notre service postal international.

Quoi qu'il en soit, il est réconfortant de constater que, dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la concurrence des services parallèles et adapter les prestations postales aux besoins du public, un nombre croissant d'Administrations exploitent avec succès un service de courrier accéléré, à l'échelle nationale et internationale, ce qui se traduit par une coopération internationale plus étroite.

A la lumière de ces réflexions, ne serait-il pas opportun que l'Union, par le biais de ses organes, joue un rôle plus prépondérant dans le développement harmonieux de ces nouveaux services et, si le besoin s'en faisait sentir, dans l'élaboration de nouvelles méthodes d'exploitation communes, sans devoir attendre le prochain Congrès? Certes, le Conseil exécutif a déjà fait un premier pas dans ce sens, en suggérant que lui soient données des compétences pour adapter le service postal aux nouvelles techniques. Mais, quand on songe que nos concurrents prennent des décisions qui portent parfois atteinte à nos prérogatives, au fur et à mesure des nouvelles exigences de la clientèle, il semblerait souhaitable que le Congrès prévoie des mécanismes plus souples encore ou des soupapes qui permettent aux organes permanents de l'UPU de prendre, de façon appropriée, les initiatives qui s'imposent dans l'intervalle des Congrès en consultant et en informant dûment les Pays-membres.

Dans la même optique, je me suis souvent demandé pourquoi, par exemple, nous devons attendre une réunion du Congrès pour modifier ou introduire de nouvelles formules ayant trait à l'exécution des services, bien que l'Union se soit dotée d'un Conseil exécutif dont les 40 membres, élus par le Congrès, ne représentent ni leurs pays respectifs, ni leurs groupes géographiques mais qui exercent leurs fonctions dans le seul intérêt de l'Union.

Mesdames et Messieurs, ces quelques réflexions tout à fait personnelles ne font qu'effleurer l'ensemble des travaux auxquels vous consacrerez bientôt votre sagesse, votre intelligence et vos énergies. J'ai simplement voulu souligner que quels que soient les problèmes auxquels nous sommes confrontés, il faut constamment s'adapter au changement car il est naturel et inéluctable.

J'ai la conviction que le Congrès de Hambourg saura relever le défi et ira de l'avant, à l'instar des Congrès précédents, dans l'intérêt de la collectivité internationale afin que la poste continue d'être une messagère de la paix et un instrument de progrès économique et social forgé dans un climat de coopération internationale. Je suis aussi convaincu que malgré les nouveaux défis qu'il y a toujours à relever, aucune technologie ne saurait amenuiser la mission qui est à l'origine même de notre raison d'être, c'est-à-dire un instrument de rapprochement des peuples et des individus à l'échelle du monde entier.

C'est dans cet esprit que je formule des vœux pour que la Providence vous guide dans vos délibérations et que vos travaux soient couronnés de succès.

(Applaudissements.)

Sur proposition du Doyen, M. Christian Schwarz-Schilling, Dr ès lettres, Ministre fédéral des postes et télécommunications de la République fédérale d'Allemagne, est élu Président d'honneur du Congrès par acclamation.

Désignation
du Président
d'honneur
du Congrès

Le DOYEN: M. Schwarz-Schilling, qui a manifesté un intérêt tout particulier aux divers problèmes occasionnés par l'organisation de ce XIXe Congrès, aurait bien voulu être présent à cette séance d'ouverture; mais il a dû se rendre d'urgence ce matin à Bonn pour des raisons exceptionnelles liées à sa fonction; il sera néanmoins parmi nous cet après-midi pour prononcer son discours.

(Applaudissements.)

Désignation
du Président
du Congrès

En vertu de l'article 7, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, le Doyen propose de désigner M. Winfried Florian, Dr en droit, Secrétaire d'Etat, à la présidence du Congrès. M. Florian est élu par acclamation et prend place à la tribune présidentielle.
(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie très sincèrement pour l'honneur que vous m'avez fait en me nommant Président du XIXe Congrès postal universel. J'accepte cette fonction et je voudrais en reporter l'honneur sur mon pays. Il n'est pas facile d'assumer la présidence d'un Congrès, mais soyez certains que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mériter votre confiance et pour m'acquitter le plus impartialement possible de cette lourde tâche.
J'invite maintenant le Doyen à proposer les candidats aux vice-présidences du Congrès.

Désignation
des Vice-
Présidents
du Congrès

Le DOYEN propose, dans l'ordre alphabétique français des pays, l'Argentine, la Chine (Rép. pop.), l'Ethiopie et l'URSS. Ces quatre pays sont élus par applaudissements et prennent place à la tribune présidentielle.

Discours
du Président
du Congrès

Le PRÉSIDENT s'adresse à l'assemblée en ces termes:

Monsieur le Président d'honneur,
Monsieur le Doyen,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

L'assemblée plénière vient de m'élire Président du XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

Je ne vous cacherai pas que ceci est un moment émouvant pour moi et j'aimerais vous remercier de l'insigne confiance que vous me témoignez par cette élection.

Pour moi se ferme ainsi un cercle qui a commencé il y a 20 ans, lorsque j'ai participé au XVe Congrès de l'Union postale universelle de Vienne, en 1964, en tant que délégué de mon pays.

A cette époque, j'étais vraiment loin de penser que je serais un jour élu pour assumer la fonction de Président d'un Congrès de l'Union postale universelle.

Depuis ma participation au Congrès de Vienne, je me suis toutefois également rendu compte de l'ampleur des exigences auxquelles doit satisfaire le détenteur de cette fonction et j'aimerais vous assurer que je m'emploierai de toutes mes forces à répondre à ces multiples exigences.

En exerçant cette fonction, je dépendrai de votre indulgence et de votre compréhension, que je vous prie très cordialement à l'avance de montrer envers moi.

Les tâches que le XIXe Congrès de l'Union postale universelle doit assumer sont extrêmement nombreuses et difficiles.

Un énorme travail doit être effectué dans la période mise à la disposition du Congrès, c'est-à-dire jusqu'au 26 juillet 1984.

Une prolongation du Congrès ne serait pas possible, car peu de jours après notre Congrès débute déjà un autre grand congrès dans ce Congress Centrum.

Si vous comparez la durée prévue du XIXe Congrès à celle des Congrès de l'Union postale universelle précédents, vous remarquerez que nous avons trois jours de réunion en moins à notre disposition pendant ce XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

Ce raccourcissement est le résultat d'études approfondies faites par le Conseil exécutif qui a trouvé une série d'améliorations pour le déroulement de la procédure à suivre lors du Congrès, lesquelles permettent le raccourcissement en question.

La modification la plus importante en ce qui concerne la procédure réside ici dans le fait qu'il est prévu maintenant que la réunion d'une des plus petites Commissions ait lieu en même temps qu'une réunion de l'assemblée plénière.

D'autres progrès seront encore faits dans cette voie déjà amorcée du raccourcissement de la durée des Congrès, comme on peut le constater dans les propositions correspondantes du Conseil exécutif qui sont présentées au Congrès.

Grâce à ces raccourcissements, on veut obtenir que les frais de participation au Congrès diminuent pour les Administrations membres et que les fonctionnaires de direction n'aient pas à s'absenter de leurs Administrations pendant un laps de temps si long.

Un raccourcissement aurait même eu pour effet d'alléger l'organisation d'un Congrès pour le pays hôte futur. Les représentants du Bureau international, responsables de l'établissement du calendrier des séances, m'ont assuré que les modifications de procédure n'entraînent aucun inconvénient et qu'un temps suffisant sera accordé au traitement de toutes les questions.

J'accorde moi-même une grande importance à ce que chaque point de l'ordre du jour puisse être discuté largement et de manière appropriée; je prie en même temps les délégués d'apporter aussi leur contribution afin que nous puissions avancer rapidement dans le traitement des points de l'ordre du jour, aussi bien en assemblée plénière qu'au sein de chaque Commission.

Il sera d'autant plus facile d'atteindre ce but que nos délibérations seront régies par l'esprit de la coopération postale et de la compréhension mutuelle, esprit ayant déjà fait ses preuves.

Je vous prie donc dès maintenant de bien vouloir travailler dans ce sens.

Notre tâche la plus importante est cependant d'obtenir de bons résultats dans notre travail dont non seulement les différentes Administrations postales, mais aussi tout le service postal international, pourront tirer profit.

L'Administration qui dépose une proposition devrait tenir compte non seulement des conséquences de cette proposition dans son propre domaine, mais aussi des répercussions dans le service postal international.

Il s'agit là d'un autre moyen de contribuer à consolider la position difficile des postes nationales et internationales face à une concurrence multiple.

L'Administration des postes et télécommunications de la République fédérale d'Allemagne espère pouvoir contribuer à la réalisation de ce but en prenant en charge l'organisation matérielle du XIXe Congrès de l'Union postale universelle et en invitant le Congrès en République fédérale d'Allemagne.

Nous ressentons comme un grand honneur l'adoption à l'unanimité de cette invitation par le Congrès de Rio de Janeiro; d'autre part, nous sommes conscients des importantes obligations et responsabilités rattachées à cet honneur.

Nous croyons pouvoir recueillir ainsi un héritage laissé par notre grand maître à penser dans l'Administration postale allemande, Heinrich von Stephan, qui a pris place aux côtés des grands initiateurs des postes, Rowland Hill et Montgomery Blair.

L'ampleur de l'évolution de l'oeuvre de ces fondateurs au fil de plus d'un siècle apparaît clairement dans le fait qu'environ 150 Pays-membres se sont annoncés pour ce Congrès, que ceux-ci négocient en huit langues et qu'ils ont pour la première fois lors d'un Congrès postal universel la possibilité de demander les documents en huit langues différentes.

Tout cela n'est pas moins dû à la compétence technique du Bureau international à laquelle nous avons recouru maintes fois lors de la préparation de ce Congrès.

Les documents qui nous ont été distribués annoncent que les semaines à venir ne seront pas faciles, comme cela a d'ailleurs toujours dû être le cas lors de chaque Congrès de l'Union postale universelle.

Nous espérons donc d'autant plus que les excursions prévues pour les week-ends contribueront à la détente des délégués et qu'elles leur permettront en même temps de faire meilleure connaissance du pays hôte du Congrès.

Dans ce contexte, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à la Ville libre et hanséatique de Hamburg parce que, elle aussi, se sent tout particulièrement responsable en tant qu'hôte des participants du Congrès.

En est témoin l'invitation de la Ville de Hamburg, par laquelle les participants au Congrès sont conviés à se rendre à la réception de ce soir dans le cadre impressionnant de l'Hôtel de Ville.

J'aimerais mentionner, en outre, qu'après la présente réunion, le Salon de la philatélie sera inauguré à 12 heures, au parc des expositions avoisinant. Ce Salon a été organisé à l'occasion du XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

Tous les délégués sont cordialement invités à l'inauguration de cette exposition si importante pour les postes et la philatélie.

Pour terminer, j'aimerais remercier tous ceux qui, dans ce pays et au Bureau international, ont effectué pendant une longue période les multiples préparations relatives à ce Congrès.

Je souhaite particulièrement à ses collègues que leurs prévisions s'avèrent justes et qu'ils soient en mesure de répondre à toutes les exigences que le Congrès requiert.

Je souhaite que le XIXe Congrès de l'Union postale universelle soit couronné de succès.

L'ARGENTINE: Je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour l'honneur que vous faites à mon pays en le désignant à l'une des quatre vice-présidences de ce XIXe Congrès de Hamburg.

Déclarations
des Vice-
Présidents
du Congrès

Je suis très heureux que nous ayons à accomplir notre tâche dans le pays de von Stephan, un des pionniers de nos services postaux, et dans cette Ville libre et hanséatique de Hamburg chargée d'histoire et de culture. Nous sommes venus avec la ferme intention de travailler au mieux pour ce Congrès, et le cadre dans lequel se déroule cette manifestation ne peut que nous inciter à déployer nos efforts et à contribuer, fût-ce modestement, au succès de ce Congrès.

(Applaudissements.)

La CHINE (RÉP. POP.): Nous sommes très honorés que la République populaire de Chine soit désignée pour assurer une des vice-présidences du présent Congrès.

Je tiens, au nom de la délégation postale de Chine, à adresser nos remerciements sincères aux représentants des pays qui, par ce geste, ont manifesté la confiance et le soutien qu'ils nous accordent. Nous sommes convaincus que, sous la présidence de M. Florian, notre Congrès s'acquittera avec succès des tâches qui lui incombent.

La délégation postale de Chine est prête à joindre ses efforts à ceux des représentants des autres pays afin que ce Congrès soit une pleine réussite.

(Applaudissements.)

L'ÉTHIOPIE: Au nom de ma délégation, je tiens à exprimer ma reconnaissance au pays hôte, au Gouvernement et au peuple de la République fédérale d'Allemagne pour l'accueil chaleureux et les excellentes dispositions qui ont été prises pour organiser ce XIXe Congrès.

Je voudrais remercier le Congrès de l'honneur qu'il a fait à mon pays en l'élisant à l'une des vice-présidences. Je suis sûr que nous saurons répondre aux attentes de cette assemblée.

Je souhaite que le XIXe Congrès de l'UPU contribue grandement au développement des relations amicales dans le monde grâce à l'essor des relations postales. Pour terminer, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection et je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

L'URSS:

Monsieur le Président,

Monsieur le Doyen,

Mesdames, Messieurs, Camarades,

C'est avec un sentiment de profonde reconnaissance que nous acceptons la décision du Congrès d'élire l'URSS en tant que Vice-Président du XIXe Congrès de l'UPU.

Je tiens à féliciter la nouvelle Direction du Congrès et à vous assurer que la délégation de l'URSS apportera sa pleine contribution aux travaux du Congrès.

Mesdames et Messieurs, j'ai l'honneur de vous donner lecture du message du Conseil des ministres de l'URSS à l'intention des participants au XIXe Congrès postal universel:

"Le Conseil des ministres de l'URSS adresse ses salutations aux participants au XIXe Congrès postal universel.

"L'échange postal, qui est l'un des moyens les plus anciens de communication entre les hommes, a une grande importance dans l'organisation des relations de bon voisinage entre Etats. Le développement des postes traduit la volonté des hommes de connaître le monde et de se familiariser avec la vie et la culture d'autres peuples; il contribue à l'extension des contacts économiques et culturels et à une coopération internationale multiforme.

"L'activité de l'Union postale universelle, institution spécialisée des Nations Unies, qui vise à améliorer le service postal international, à accorder une aide technique aux pays en développement et à faciliter les conditions de travail des millions d'agents des postes à travers le monde, mérite un profond respect.

"Le Congrès se réunit dans un contexte international sérieusement aggravé. De nos jours, préserver la paix est le premier besoin le plus urgent de l'humanité. L'Union soviétique fournit des efforts inlassables en vue de diminuer la tension internationale, d'endiguer la course aux armements et de conjurer la guerre nucléaire.

"Le Conseil des ministres de l'URSS se déclare certain que les décisions du Congrès vont contribuer à un perfectionnement continu du fonctionnement des services postaux dans les pays du monde et à l'approfondissement de la coopération internationale dans ce domaine.

"Nous souhaitons aux participants au Congrès des travaux fructueux, ainsi que des succès dans l'intérêt du développement de la liaison postale universelle, pour réaliser les objectifs élevés du renforcement de la paix, de l'amitié et de la compréhension entre les peuples."

Comme il est dit dans le message du Gouvernement soviétique, notre XIXe Congrès est un événement de premier ordre dans la vie des Administrations postales, une étape importante des activités de l'Union postale universelle qui contribue dans une large mesure au perfectionnement du service postal international. C'était essentiellement le but des travaux du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales de l'UPU. Les efforts de ces deux organes ont contribué au développement progressif de la coopération entre les Pays-membres de l'UPU au cours de la période comprise entre les Congrès de Rio de Janeiro et de Hamburg.

Permettez-moi d'exprimer notre gratitude pour le travail accompli au Conseil exécutif, avec M. Botto de Barros à sa tête, à la Direction de l'UPU, à savoir à M. Sobhi, Directeur général, à M. Cicéron, son adjoint, ainsi qu'à tout le personnel du Bureau international de l'UPU.

Comme on le sait, l'Administration postale de l'URSS prend une part active aux travaux de l'UPU touchant aux problèmes économiques, d'exploitation, techniques et autres du service postal.

Notre fonction commune dans le cadre de l'UPU permet d'étudier plus à fond les tendances actuelles du progrès technique dans toute la diversité de ses manifestations, compte tenu des particularités des divers pays du monde. Ceci, d'une part, aide les Administrations postales à développer leurs services nationaux, en tenant compte des recommandations générales émanant de l'UPU et, d'autre part, permet de réglementer en commun les activités de la poste au niveau de la communauté internationale et de parvenir à des décisions communément acceptables.

L'UPU poursuit sa noble mission consistant à promouvoir la poste dans les pays en développement et à intensifier la coopération internationale entre les Administrations postales des différents pays.

Les postiers de l'URSS sont sûrs que cette coopération dans le domaine de la poste ne peut évoluer et poursuivre sa noble mission qu'en temps de paix.

Dans ce contexte, le rôle de l'UPU, en tant qu'institution spécialisée de l'ONU, doit s'accroître pour consolider la collaboration entre les différents Etats.

Quoi que nous fassions — que nous cultivions le blé, étudions l'espace cosmique ou traitons les correspondances — les peuples ont besoin de la paix! Voilà pourquoi il convient d'en parler à notre forum très représentatif.

M. K. Tchernenko, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, en répondant à Mme Kelly, militante bien connue en République fédérale d'Allemagne pour ses activités sociales, a écrit:

"L'URSS continuera, comme par le passé, à faire tout son possible pour parvenir à une tendance générale à la normalisation de la situation en Europe et dans le monde en vue de préserver la paix et la sécurité des peuples."

Permettez-moi de vous remercier pour la confiance manifestée à l'égard de notre pays et de souhaiter à tous les participants au Congrès un travail fructueux et du succès dans les dignes activités des Administrations postales du monde entier.

(Applaudissements.)

Monsieur le Président,

Monsieur le Doyen,

Messieurs les Vice-Présidents,

Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs du XIXe Congrès postal universel,

Je tiens tout d'abord à féliciter chaleureusement de leur désignation:

- le Président d'honneur du Congrès, M. Schwarz-Schilling, Ministre fédéral des postes et télécommunications;
- le Président du Congrès, M. Florian, Secrétaire d'Etat;
- les Vice-Présidents du Congrès, représentants de l'Argentine, de la République populaire de Chine, de l'Ethiopie et de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

J'ai été très sensible aux aimables paroles que m'ont adressées le Doyen, M. Pageau, et le Président, M. Florian.

Je les en remercie et leur exprime mes meilleurs vœux de succès dans leurs tâches.

Permettez-moi aussi de m'associer à l'hommage que le Doyen a rendu aux défunts.

Enfin, je joins mes meilleurs souhaits à ceux qu'il a exprimés à l'égard des personnes retraitées.

Exposé du
Secrétaire
général

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

En cette solennelle occasion, je voudrais, en mon nom et au nom de mes collaborateurs du Bureau international, exprimer un témoignage de gratitude aux autorités de la République fédérale d'Allemagne et de son Administration postale, ainsi qu'à celles de la région et de la ville de Hamburg, pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivée sur le sol de ce pays et pour l'hospitalité généreuse qu'elles accordent au XIXe Congrès postal universel et à ses participants. En plus des conditions extrêmement favorables créées par ces autorités, il ne fait pas de doute que le cadre exceptionnel de la prestigieuse ville de Hamburg et de cet impressionnant Centre de congrès constituent une sérieuse garantie pour le bon déroulement de nos travaux et pour l'agrément de notre séjour.

A peine étions-nous revenus du Congrès de Rio de Janeiro, qu'un nouvel objectif nous fut fixé: le XIXe Congrès postal universel en République fédérale d'Allemagne, qui a constitué pendant cinq années le point de mire des activités des organes permanents de l'UPU et d'une partie de celles de vos Administrations postales.

Ces prochains jours, seront passées en revue les activités du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales. J'aimerais souligner la parfaite coordination du rôle du Bureau international avec les activités de ces organes et saisir cette occasion pour rendre hommage à leurs Présidents, avec lesquels nous avons entretenu d'excellentes relations de collaboration. Les qualités exceptionnelles de MM. Botto de Barros et Kingsbury, leur expérience et leur efficacité ont certainement beaucoup contribué à la réalisation des tâches confiées au CE et au CCEP par le Congrès de Rio de Janeiro.

Compte tenu des difficultés croissantes rencontrées par les Administrations postales, les programmes de travail des organes permanents de l'UPU deviennent toujours plus importants. Par son rôle d'appui, le Bureau international contribue à la réalisation complète des programmes du CE et du CCEP. Je suis heureux de pouvoir dire que le Bureau international a réussi à accomplir toutes ses tâches, en ayant constamment en vue les intérêts des Pays-membres et tout en donnant satisfaction aux aspirations légitimes de son personnel. Comme je l'ai fait au Congrès de Rio de Janeiro en 1979, au terme de mon premier mandat, j'ai décidé de vous présenter à nouveau un rapport d'ensemble contenant mes observations sur les activités de l'Union pendant cette dernière période de 1980 à 1984 et de vous rendre compte des options que j'ai suivies. Ce rapport, qui complète ceux du CE et du CCEP, fait l'objet du Doc 3 et sera soumis à votre examen ces prochains jours. Je n'ai donc pas l'intention d'en dire davantage aujourd'hui à cet égard, puisque nous aurons l'occasion d'y revenir, soit en séance plénière, soit en séances de Commissions, lorsque seront examinés les divers sujets auxquels il fait allusion.

Indépendamment des réflexions que j'envisage d'exprimer au moment où seront abordées ces différentes questions, j'aimerais illustrer quelque peu l'évolution de la situation au Bureau international depuis que j'ai l'honneur et le privilège de le diriger en tant que premier Directeur général du deuxième siècle de l'UPU, c'est-à-dire depuis une décennie.

Avant 1974, le Bureau international assumait la responsabilité financière seulement pour les publications produites dans la langue officielle, le français. Aujourd'hui, en vertu des décisions prises par les deux derniers Congrès, les frais de la production matérielle sont à la charge de l'Union, en totalité pour trois autres langues, et dans une mesure partielle pour deux groupes linguistiques supplémentaires qui ont demandé d'avoir recours aux services du Bureau international.

Ces décisions ont entraîné une forte augmentation du volume des impressions et ont presque triplé le nombre des publications traduites. Pour réaliser cette tâche, il a été nécessaire d'adapter le système de production des documents afin d'en augmenter la productivité, notamment par l'acquisition de nouvelles machines.

Cette évolution s'est réalisée pour ainsi dire sans problèmes.

A noter cependant que la forte augmentation du volume des publications dans les différentes langues a nécessité l'engagement, au cours de la décennie, d'une dizaine de dactylographes supplémentaires.

Parlant du personnel des catégories professionnelle et au-dessus, dont les postes sont soumis à la répartition géographique, je précise qu'à fin 1974, 34 nationalités étaient représentées au Bureau, alors qu'aujourd'hui les fonctionnaires de ces catégories se répartissent sur 48 nationalités.

Un autre domaine qui a été marqué par des changements fondamentaux est celui du financement des dépenses de l'Union. Un nouveau régime est entré en vigueur au cours de la période en question et remplace l'ancien, fondé sur le système d'avances généreusement fournies par le pays siège, la Suisse. Les expériences faites avec le régime actuel d'autofinancement ont montré qu'il fonctionne à l'entière satisfaction de l'Union et sans augmentation sensible des parts contributives, malgré les frais inhérents au Congrès.

En relation avec les finances, la comptabilité et l'établissement des décomptes généraux — décompte des coupons-réponse internationaux, décompte des frais de transit et des frais terminaux, etc. — s'est imposée

la nécessité de reviser les méthodes de travail. Afin de faire face aux nouvelles tâches et de rationaliser le plus possible les procédures, des équipements plus modernes ont été installés. Ainsi, l'ancien mini-ordinateur, qui rendait déjà des services appréciables, a été remplacé par un nouveau, encore mieux adapté aux besoins du Bureau.

Pour illustrer par un exemple probant les nouvelles possibilités offertes, je me permets d'attirer votre attention sur le Congrès — Doc 12, rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977—1981, qui contient des données extrêmement utiles pour les Administrations postales. La mise au point progressive de la Statistique des services postaux et l'analyse approfondie de la situation de la poste dans le monde ont été grandement facilitées grâce à l'application des nouvelles méthodes de travail et à l'utilisation de l'ordinateur. Dans le domaine de la coopération technique, le nombre total des experts, spécialistes et consultants qui ont accompli des missions pour le compte de l'UPU a augmenté de 25% environ de 1974 à 1983, malgré la situation financière difficile que connaît le PNUD depuis quelques années et la forte diminution des allocations fournies par ce Programme au titre de l'assistance technique postale. Cependant, si le nombre d'experts et de consultants au titre du PNUD a subi une diminution sensible, en revanche le nombre des missions de consultants financées par le budget de l'UPU a considérablement augmenté.

Les exemples que je viens de mentionner montrent que les conditions dans lesquelles le Bureau international est appelé à accomplir ses tâches se sont modifiées sensiblement au cours de la décennie et que cette évolution n'est pas allée dans le sens d'un allègement.

En dépit de cela, lorsque je parcours par la pensée les expériences faites à la tête du Bureau international pendant ces dix années, je constate que les changements intervenus — qu'il s'agisse du système de financement des dépenses de l'Union, du régime linguistique, ou encore de l'augmentation frappante du volume des impressions — n'ont pas créé de problèmes majeurs ni de perturbations graves dans le déroulement des activités du Bureau et que celui-ci a pu continuer à rendre aux Administrations postales les services qu'elles attendaient de lui, sans accroissement sensible de l'effectif du personnel et moyennant une augmentation modérée du budget.

J'ai déjà eu l'occasion d'exprimer quelques idées au sujet de la réunion de l'organe suprême de l'Union dans l'éditorial du numéro 1/1984 de la revue "Union Postale" et dans la première circulaire de cette année. Comme vous le savez, l'un des points forts de notre Congrès sera le débat général sur le sujet "Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications". Ce sujet d'actualité semble répondre aux soucis majeurs des responsables des Administrations postales de tous les pays du monde. A une époque marquée par les progrès techniques extrêmement rapides des moyens de communications, la poste est appelée à faire face aux conséquences de cette évolution. Plus que jamais, la solidarité entre toutes les Administrations postales est nécessaire pour s'efforcer ensemble de garantir la qualité du service et offrir des prestations qui répondent aux exigences de tous les peuples du monde.

A l'heure actuelle, le marché postal est en train de subir des transformations de natures toutes différentes de celles que nous connaissions il n'y a pas encore si longtemps. Les nouvelles technologies ne satisfont pas seulement des besoins nouveaux, elles en suscitent d'autres. De très fortes pressions s'exercent sur la poste, notamment en ce qui concerne le régime de monopole. Les coûts de fonctionnement augmentent rapidement. Dans tous les pays, aussi bien les pays avancés que les pays en développement, surgissent des difficultés que nous avons de la peine à imaginer naguère. Pourtant, je pense que déjà le fait d'en prendre conscience est un premier pas dans la recherche de solutions. Je reste donc persuadé que grâce à ses atouts et à ses possibilités, grâce notamment aux éléments de l'infrastructure dont elle dispose, la poste est en mesure de surmonter les difficultés et de répondre aux défis de notre époque.

Il en va de nos activités spécifiques comme des affaires générales du monde. Je suis parfaitement d'accord avec le Secrétaire général des Nations Unies lorsqu'il se dit profondément convaincu qu'une attitude plus positive à l'égard de maints problèmes nous aiderait beaucoup à triompher de ce qui nous apparaît actuellement comme des situations sans issue ou des obstacles insurmontables. Cette attitude positive doit s'inspirer essentiellement des espoirs nourris pour l'avenir, plutôt que des griefs légués par le passé.

Avant de conclure, j'aimerais faire part de ma vive satisfaction au sujet du travail consciencieux et efficace accompli par mes collaborateurs du Bureau international. L'esprit de solidarité qui a animé l'ensemble du personnel a beaucoup contribué à mener à bonne fin les travaux préparatoires pour le Congrès. Je me permets de citer les membres de la Direction, M. Cicéron, Vice-Directeur général a.i., les Chefs de division, MM. Baghdadi, Gharbi, Bäckström, et tous les autres fonctionnaires, qu'ils soient occupés ici à Hambourg au Secrétariat du Congrès ou qu'ils soient restés à Berne pour assurer la continuité des tâches du Bureau international. Il est bien entendu que dans le Secrétariat du Congrès sont intégrés, en plus des fonctionnaires du Bureau, toutes les équipes d'interprètes, ainsi que les rapporteurs et dactylographes mis à notre disposition par quelques Administrations postales.

Tout ce personnel se réjouit d'œuvrer solidairement, avec le maximum d'efforts, pour assurer la bonne marche des travaux, à l'entière satisfaction de la présidence et des délégations.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un travail fructueux, pour le plus grand bien de l'UPU et de ses Pays-membres.

Messages

Le PRÉSIDENT fait part des messages suivants transmis par le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Kohl, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. R. Reagan.

Message de
M. Helmut Kohl,
Chancelier de
la République
fédérale
d'Allemagne

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

"Au nom du Gouvernement fédéral, je salue les délégués et les participants au XIXe Congrès de l'Union postale universelle et leur souhaite cordialement la bienvenue en République fédérale d'Allemagne.

"Pour le Gouvernement fédéral, ainsi que pour tous les citoyens de notre pays, c'est un grand honneur, mais également un grand plaisir et une grande satisfaction, de voir l'Union postale universelle se réunir, pour la première fois dans son histoire, longue de plus de 100 ans, dans le pays duquel partit en 1874, grâce à Heinrich von Stephan, l'idée de la fondation d'une union universelle regroupant toutes les Administrations postales.

"Depuis le Congrès instituant l'Union postale universelle, il y a 110 ans, notre monde a changé fondamentalement, et ceci non seulement au niveau politique, mais également dans les secteurs social et économique.

"Dans bien des domaines, les progrès techniques et scientifiques ont rendu la vie plus facile et plus agréable. Pourtant, il y a encore beaucoup de régions sur notre terre où les hommes ont un besoin urgent d'aide pour être en mesure de participer, de façon adéquate, aux progrès réalisés dans les domaines de la recherche et de l'économie.

"Depuis plus d'une génération, il a été possible d'éviter des conflits armés mondiaux. La conscience des conséquences catastrophiques d'une guerre menée avec des armes modernes doit inciter les hommes d'Etat et les nations à poursuivre leurs efforts communs en vue de consolider la paix. L'un des moyens permettant d'atteindre ce but consiste dans la disposition à une meilleure entente mutuelle et à un échange d'idées plus poussé.

"Depuis longtemps, la poste sert cette idée, en véhiculant les communications entre les hommes et les nations. Il s'agit de faire face à cette tâche, sans répit, en s'adaptant, par-delà les frontières, à l'évolution des nouvelles techniques. Le fait que ce but ait pu être poursuivi au niveau international, depuis plus de 100 ans et d'une manière aussi excellente, est dû, avant tout, aux activités de l'Union postale universelle.

"Je suis sûr que vous réussirez, également à l'avenir, à assurer la coopération internationale des Administrations postales et à servir ainsi le commerce international et les relations entre les hommes.

"C'est dans ce sens que je souhaite que les travaux du XIXe Congrès de l'Union postale universelle soient couronnés de succès. Mais j'espère également que les rencontres au niveau humain résultant des travaux réalisés en commun mèneront à un échange d'idées et de suggestions qui se poursuivra également après la fin du Congrès.

"Meilleures salutations."

Message de
M. R. Reagan,
Président des
Etats-Unis
d'Amérique

"Au nom du Gouvernement et du peuple des Etats-Unis d'Amérique, j'adresse mes meilleurs vœux au XIXe Congrès de l'Union postale universelle. J'adresse également mes salutations les plus chaleureuses à vos hôtes, la République fédérale d'Allemagne et la ville de Hamburg.

"Depuis sa fondation en 1874, l'UPU est un exemple de coopération entre les pays. Elle a établi les règles de base et la structure des taxes qui continuent de faciliter la bonne transmission des communications et des biens entre les 167 membres de l'Union.

"En tant qu'un des fondateurs de l'UPU, les Etats-Unis croient fermement au principe selon lequel le libre flux des communications postales est un droit fondamental de l'homme. Les échanges internationaux de correspondances créent la compréhension entre les peuples et renforcent les processus démocratiques.

"Ce XIXe Congrès poursuivra, j'en suis convaincu, le rôle traditionnel de l'UPU, qui est d'améliorer l'efficacité des services postaux mondiaux et de supprimer les obstacles à ce libre flux des communications postales.

“Les Etats-Unis d'Amérique apportent à l'UPU leur compétence technique et leur expérience en tant qu'exploitant du plus grand service postal national du monde et expriment leur sincère désir de collaborer avec tous les membres de l'Union pour permettre à celle-ci de remplir avec succès sa mission. Les décisions prises à ce Congrès aideront à déterminer la capacité de l'Union à traiter la gamme de questions complexes qui détermineront la forme des communications postales pendant le reste de la présente décennie.

“Je souhaite au Congrès pleine réussite dans ses délibérations.”

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Secrétaire général des Nations Unies, M. Suy.

M. SUY, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES À GENÈVE, après avoir félicité les Président et Vice-Présidents du Congrès pour leur élection, lit le message suivant du Secrétaire général de l'ONU:

“C'est pour moi un motif de particulière satisfaction que de saluer le XIXe Congrès de l'Union postale universelle. L'Union a été fondée il y a plus de 100 ans pour répondre à un besoin précis, celui de faciliter et de réglementer la transmission d'une quantité croissante de courrier d'un pays à un autre et d'une région à une autre dans le monde entier. C'est précisément ce qu'elle a accompli avec une remarquable efficacité pour devenir un modèle quant à la façon dont une institution spécialisée fonctionnelle des Nations Unies peut agir grâce à une collaboration internationale pragmatique dénuée de toute polémique, cela pour le bien-être de tous les peuples du monde.

“A une époque où la tension est générale et où le dialogue international est mal assuré, nous avons toutes raisons de nous féliciter que la voie postale, qu'empruntent quelque 286 milliards d'envois par an, demeure ouverte. Elle est, pour les habitants de pays séparés par la distance et parfois par des divergences politiques et économiques, le moyen le plus fondamental et le plus économique de garder le contact et de chercher à se comprendre. Le mot “universel”, qui s'inscrit dans le titre de l'Union postale depuis 1878, revêt une signification spéciale, car l'organisation et le développement des services postaux, particulièrement à cet égard, doivent être universels. Nul pays, peuple ou territoire ne saurait tirer parti d'une interruption du service postal, de son exclusion du trafic postal ou d'une participation moins que maximale à la gestion postale. La Constitution de l'Union postale universelle prévoit que tous les Pays-membres forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. Ce principe est d'une importance capitale si l'on veut assurer un bon service postal à l'échelle du monde. En fait, il devrait servir d'idéal dans maints autres domaines car l'interdépendance entre intérêts nationaux et bien-être national exige que les gouvernements considèrent le globe comme un tout partagé par tous, devant être géré et exploité pour le bien de tous.

“Comme dans bien d'autres domaines, la communication postale a été le théâtre de progrès technologiques majeurs. Il est hautement louable que l'Union postale universelle ait entrepris de nombreux programmes visant à aider les pays en développement à tirer parti de ces progrès et à améliorer leurs services postaux. Les Administrations postales n'envisagent pas toutes l'avenir de la même façon, mais elles reconnaissent toutes la nécessité d'une modernisation. Permettez-moi de le souligner, la mise en place d'installations postales adéquates dans les régions rurales des pays en développement est une question qui mérite d'être étudiée en priorité, car la poste est souvent le principal lien entre des millions de personnes qui y habitent et le monde extérieur. A ce propos, je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour réitérer l'engagement de l'Organisation des Nations Unies, y compris des commissions régionales, d'aider les Pays-membres à poursuivre leurs efforts de modernisation et de développement de leurs services postaux.

“Dans ce domaine, la collaboration entre l'Union postale universelle et les autres programmes et organismes de l'ONU a donné de très bons résultats. Il devrait, il doit en être ainsi. La famille des Nations Unies possède de très importants moyens pour aider les pays qui en ont le plus besoin à progresser sur les plans économique, technique et social. Beaucoup a déjà été fait pour améliorer la santé, faire avancer l'éducation, promouvoir la justice sociale et favoriser le processus de développement, y compris améliorer les communications. Mais il nous faut constamment nous efforcer de coordonner et de combiner les capacités des divers organismes et bureaux pour mettre le mieux en valeur les ressources dont dispose l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies.

Message de
M. Pérez
de Cuéllar,
Secrétaire
général
de l'ONU

“Il y a beaucoup de travail difficile à accomplir pendant votre Congrès et je souhaite aux distingués délégués tout le succès possible dans leurs délibérations. Les résultats qui seront obtenus dans le cadre de cette conférence, qui réunit tous les Pays-membres de l'Union postale universelle et qui portera ses efforts sur les besoins d'un système postal global libre et moderne, peuvent entraîner d'importants avantages pour tous les peuples et Etats du monde.”

Le PRÉSIDENT: Je remercie M. Suy et lui demande de transmettre nos meilleurs vœux au Secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuéllar.

La séance est levée à 11 h 20.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Liste des Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
Royaume de l'Arabie saoudite
République argentine
Australie
République d'Autriche
Commonwealth des Bahamas
Etat de Bahrain
République populaire du Bangladesh
Barbade
Belgique
Belize
République populaire du Bénin
Royaume de Bhoutan
République socialiste soviétique de Biélorussie
République socialiste de l'Union de Birmanie
République du Botswana
République fédérative du Brésil
République populaire de Bulgarie
République du Cameroun
Canada
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République populaire de Chine
République de Chypre
République de Colombie
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Costa-Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
Royaume de Danemark
République de Djibouti
République arabe d'Egypte
Emirats arabes unis
Espagne
Ethiopie
République de Finlande
République française
République gabonaise
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Grèce
République du Guatemala
République de Guinée
Guyane
République de Haute-Volta
République du Honduras
République populaire hongroise
Inde
République d'Indonésie
Iran
République d'Iraq
Irlande
République d'Islande
Israël
Italie
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
République de Kenya
Kuwait
Royaume du Lesotho
République libanaise
République de Libéria
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar
Malaisie
Malawi
République du Mali
Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique
République populaire de Mongolie
République de Nauru
Népal
République du Niger
République fédérale de Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Sultanat d'Oman
Pakistan
Papouasie — Nouvelle-Guinée
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises
République du Pérou
République des Philippines
République populaire de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
République démocratique allemande
République populaire démocratique de Corée
République socialiste de Roumanie
Sainte-Lucie
République de Saint-Marin
Iles Salomon
République du Sénégal
République des Seychelles

Singapour
République démocratique du Soudan
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède
Confédération suisse
Royaume du Swaziland
République arabe syrienne
République unie de Tanzanie
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
République de Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
République socialiste soviétique d'Ukraine
Union des républiques socialistes soviétiques
République orientale de l'Uruguay
République de Vanuatu
Etat de la cité du Vatican
République socialiste du Viet Nam
République arabe du Yémen
République démocratique populaire du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie
République de Zambie
Zimbabwe

Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite

Pays	Nom et ancienne fonction
Allemagne, Rép. féd. d'	K. GSCHEIDLE, ancien Ministre des postes et télécommunications D. ELIAS, ancien Secrétaire d'Etat au Ministère des postes et télécommunications
Australie	A. SPRATT, ancien Directeur général R.J. PAGE, ancien Deputy Chief General Manager
Autriche	R. SCHWACH, Conseiller, ancien Administrateur à la Direction générale de l'Administration des postes et des télégraphes
Bangladesh	S.A. AZIZ, ancien Ministre des postes, télégraphes et téléphones A.M. AHSANULLAH, ancien Secrétaire au Ministère des postes, télégraphes et téléphones A.F.M. MAHBUBUL HAQUE, ancien Directeur général des postes
Barbade	O.K. HUSBANDS, ancien Postmaster General M.K. HEWITT, ancien Postmaster General
Belgique	J. MARIEN, ancien Administrateur de la Régie des postes, Vice-Président du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et Président du CCEP de 1976 à 1979 H. BONTE, ancien Directeur général des services de contrôle et d'inspection à la Régie des postes J. ANCIEN, ancien Percepteur des postes à la Régie des postes
Birmanie	BO SEIN, ancien Directeur général, Département des postes et télécommunications
Botswana	E. MULIKUOA TUMELO, ancien Directeur des services postaux
Brésil	Mme L. RIBECCO PENTAGNA, ancienne Adjointe à la planification et au développement de l'ECT
Cameroun	M. ANGO ADA, ancien Administrateur des P et T
Canada	A.W. BROOKS, ancien Conseiller

Pays	Nom et ancienne fonction
Chili	L.D. CONCHA MARTÍNEZ, ancien Directeur national des postes et télégraphes J. NOVOA BERROETA, ancien Sous-Directeur des postes
Chine (Rép. pop.)	W. QIAO, ancien Directeur du Département des affaires extérieures
Egypte	K.E.D. FAIZZI, ancien Président de l'Organisme national des postes Y.A. GHAFAR, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, Directeur de l'Organisme pour les affaires financières et de la caisse d'épargne A. TAWFIQ, ancien Directeur général des finances de l'Organisme
France	E. SIMON, ancien Directeur général des postes C. BIZET, ancien Inspecteur général des PTT P. LE SAUX, ancien Inspecteur général des PTT, Chef du Service des affaires internationales J. COLLOMB, ancien Inspecteur général des PTT, Chef du Service des affaires internationales A. VATTEONE, ancien Inspecteur général des PTT R. LEMAIRE, ancien Inspecteur général des PTT Y. DIET, ancien Administrateur au Service des affaires internationales P. FUMEY, ancien Administrateur au Service des affaires internationales
Grèce	V. NICOLACAROS, ancien Directeur
Hongrie (Rép. pop.)	G. KRÁLL, ancien Chef du service international de la Direction générale des PTT
Inde	D. SINGH, ancien Member (Postal Operations) M.L. GAIND, ancien Member (Postal Development) R.R. SAVOOR, ancien Member (Finances) S.K. GHOSH, ancien Directeur général adjoint (Mails and Transport Services)
Indonésie	M. SURYADI, ancien Directeur général des postes et télécommunications S. NASOETION, ancien Head of Research and Development Institute of the Department (Ministry) of Communications M. SOELAEMAN, ancien Deputy Director General for Posts and Giro
Iraq	M. A.K. MOHAMAD ALI, ancien Chief of Postal Researches and Studies
Irlande	L. O'REAGAIN, ancien Secrétaire de l'Administration des postes et télégraphes
Israël	S. AMBAR, ancien Directeur des services postaux
Italie	F. CAMMAROTA, ancien Directeur central des services postaux
Jordanie	A. AL-JABR, ancien Directeur des affaires postales S. AL-TAL, ancien Directeur de la planification
Kuwait	A.Y. KAFITY, ancien Chef de la Section des relations postales internationales

Pays	Nom et ancienne fonction
Malawi	J.W.L. KADZAMIRA, ancien Deputy Postmaster General (Postal Services)
Niger	A. MOUMOUNI, ancien Directeur des services postaux et financiers
Norvège	E. DØVING, ancien Directeur, Chef du service international
Nouvelle-Zélande	F.J. JEFFERY, ancien Head of International Mails W.H. HICKSON, ancien Sous-Directeur général
Pakistan	S.A. MAHMUD, ancien Directeur général S.R. ALI, ancien Directeur général
Pays-Bas	P. LEENMAN, ancien Directeur général H.P. PUTS, ancien Chef du Service des affaires postales internationales
Philippines	F.R. TANABE, ancien Postmaster General
Rép. dém. allemande	R. SERINEK, ancien Ministre adjoint G. VIEHWEG, ancien Directeur principal, Chef de la Direction de l'exploitation et du trafic des postes et journaux
Suède	K.A. LÖFGREN, ancien Directeur supérieur de l'administration E. LÖVGREN, ancien Directeur supérieur des affaires commerciales T. SEIDEN, ancien Chef de la Section des relations internationales
Suisse	M. REDLI, Dr en droit, ancien Président de la Direction générale des postes, ancien Président du Congrès de Lausanne 1974 et du Conseil exécutif de 1974 à 1979 H. GUBLER, Dr en droit, ancien Directeur des services postaux
Syrienne (Rép. arabe)	A. EL JABI, ancien Directeur des services postaux et ancien Conseiller au Secrétariat de l'Union postale arabe
Swaziland	R.B. BULUNGU, ancien Sous-Directeur des services postaux
Tchécoslovaquie	J. MANAK, ancien Premier Vice-Ministre des PTT R. KEMR, ancien Chef adjoint de la division internationale
Togo	E. IMAGNADE MESSANVI, ancien Inspecteur en chef, Chef de la division exploitation postale, Directeur des services postaux et financiers
Tunisie	S. BEZZAOUIA, ancien Directeur de coordination des services postaux et financiers
Yougoslavie	S. MILANKOVIĆ, ancien Directeur du Département des relations PTT internationales
Zaïre	T. TALULE, ancien Directeur régional des postes
Zambie	P. N'GOMA, ancien Directeur général

Pays

Nom et ancienne fonction

Bureau international

T. SCOTT, ancien Vice-Directeur général
M. AKBAR, ancien Sous-Directeur général
A. BERNEY, ancien Conseiller
L. KOSTER, ancien Conseiller
M. OUATTARA, ancien Conseiller
A. HARDIGALUH, ancien Conseiller adjoint
A. KUNZ, ancien Conseiller adjoint
Mlle A.-M. GIROUD, ancien Premier Secrétaire

Deuxième séance du Congrès

Mardi 19 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Communications

Le PRÉSIDENT: J'espère que votre participation à l'ouverture du Salon de la philatélie vous a intéressés et que cette exposition se traduira par des avantages pour la poste et la philatélie.

J'ai maintenant le très grand plaisir d'accueillir parmi nous le Ministre fédéral des postes et télécommunications, M. Christian Schwarz-Schilling, Dr ès lettres, que vous avez élu ce matin Président d'honneur du XIXe Congrès.

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR: Je voudrais vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en m'élisant Président d'honneur de ce XIXe Congrès de l'Union postale universelle. Je puis vous assurer que je vais suivre de très près le déroulement des travaux de ce Congrès, auxquels je participerai en personne chaque fois que mon emploi du temps très chargé me le permettra. Il est évident que j'assisterai aussi aux manifestations qui sont prévues, notamment aux excursions.

J'exprime le vœu que ce Congrès se déroule dans l'esprit de son fondateur, Heinrich von Stephan, et qu'il soit un succès sous votre présidence, Monsieur le Président.

A tous les participants, je souhaite un excellent séjour dans le "Land" de Hamburg de la République fédérale d'Allemagne qui leur permettra de raffermir des liens personnels et d'en créer de nouveaux.

Le PRÉSIDENT remercie le Président d'honneur au nom du Congrès.

Le PRÉSIDENT: Au début de cette deuxième séance, je souhaite la bienvenue aux observateurs qui suivent les travaux de notre Congrès, en particulier au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, représentant du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi qu'aux représentants de l'UIT, de la CEPT, de l'UAPT, de l'UPA, de l'UPAE, de l'UPAf, de l'APPU, de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes.

Belize est représentée par la Grande-Bretagne, Sainte-Lucie par le Canada. A cet égard, je rappelle qu'aux termes des dispositions de l'article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès, toute procuration pour représenter un autre pays doit être notifiée en début de séance au Président de la réunion concernée.

Déclarations

Le KENYA: Au nom du Gouvernement et du peuple du Kenya, et en mon nom personnel, je désire exprimer ma reconnaissance au Gouvernement et au peuple de la République fédérale d'Allemagne, ainsi qu'à la Ville de Hamburg et à l'Administration postale allemande pour leur hospitalité.

Au cours de vos travaux, vous allez vous occuper des questions qui traitent du transport des dépêches à travers le monde et des coûts qui en résultent. Des propositions destinées à simplifier ces procédures pour améliorer l'efficacité du traitement des dépêches internationales vont également être étudiées. Je voudrais vous en rappeler quelques aspects importants, notamment la situation des pays en développement, et plus particulièrement celle des pays du continent africain, qui sont les plus touchés par la situation d'inflation régnant dans le monde.

Le coût du transport et de la manutention a beaucoup augmenté à la suite du renchérissement du coût de la vie. Il doit y avoir une compensation pour répondre à l'augmentation des coûts des services postaux. Lors du Congrès de Rio de Janeiro, les problèmes liés au déséquilibre des échanges entre les différentes Administrations ont déjà été abordés. Au cours de ce Congrès, vous allez certainement prendre des mesures concrètes à la lumière de l'évolution qui s'est produite depuis le Congrès de Rio de Janeiro et qui résulte des progrès

techniques. Nous avons maintenant le courrier électronique, la transmission par fac-similé, qui réduit la nécessité d'envoyer des lettres par la poste. Les services postaux doivent trouver les moyens de transmettre le courrier au public à un prix acceptable afin de pouvoir faire face à la concurrence des sociétés privées qui défient le monopole postal. La clientèle, en effet, est prête à payer plus cher si elle a la certitude que le courrier ira plus vite. Nous devons donc offrir des services postaux de meilleure qualité et plus rapides.

Je lance un appel aux pays développés pour qu'ils collaborent plus étroitement avec les pays en développement et pour qu'ils leur apportent l'assistance requise. Il y a des pays où l'infrastructure en matière de transport est très précaire. D'autres reçoivent beaucoup de courrier et en expédient très peu. Il faut que des déséquilibres de cette nature soient compensés.

La poste se doit d'ignorer toute discrimination raciale et nous souhaitons que les résolutions adoptées à Rio de Janeiro à ce sujet soient rappelées à l'Afrique du Sud. Nous espérons que ce pays renoncera à l'occupation illégale de la Namibie et qu'il s'en tiendra aux dispositions de la résolution No 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le SÉNÉGAL: Des questions d'importance fondamentale sont inscrites à l'ordre du jour et les décisions qui seront prises à l'issue des débats conditionneront l'organisation et le fonctionnement de la poste à travers le monde pour les cinq années à venir. Consciente de leur importance, notre délégation est prête à collaborer à la recherche en commun des solutions adéquates durant ces assises.

Parmi les grandes questions évoquées ci-dessus, je voudrais souligner particulièrement les suivantes:

- le programme d'études du CCEP pour la période 1984–1989, qui devra prendre en compte les préoccupations de tous les Pays-membres de l'Union et notamment celles des pays en développement plus durement touchés par la conjoncture économique;
- l'avenir du service postal face à l'émergence de nouvelles techniques de communication;
- la concurrence de plus en plus menaçante de réseaux privés d'acheminement et de distribution du courrier;
- le programme de coopération technique pour les années 1984 à 1989, qui doit se montrer à la fois ambitieux et réaliste, eu égard aux besoins de nombreux pays de l'UPU en la matière, mais qui pourrait se trouver limité par la conjoncture économique mondiale;
- le problème des frais terminaux, dont le principe, retenu au sein de l'UPU depuis une quinzaine d'années, reste à consolider, en adoptant notamment des taux de rémunération justes et équitables, répondant à l'attente des pays en développement qui supportent l'essentiel du fardeau né du déséquilibre structurel des échanges postaux dans le monde.

Notre Congrès aura également à étudier d'autres questions très importantes liées au fonctionnement et à la gestion de l'UPU. Il s'agit de l'élection des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, de même que de celle du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international. D'autres questions d'ordre politique occuperont une place importante dans nos délibérations. C'est l'occasion pour moi de réaffirmer mon soutien aux frères d'Afrique australe, aussi bien aux combattants de la liberté en Namibie qu'à nos frères d'Afrique du Sud, pour qu'ils puissent retrouver leur liberté et que l'apartheid ne soit plus qu'un mauvais souvenir. Nous sommes persuadés que tous les pays représentés à ce Congrès partagent nos préoccupations dans ce domaine.

Je vous exprime la satisfaction de ma délégation de pouvoir participer au Congrès de Hamburg et de pouvoir apporter notre contribution tout au cours des travaux.

L'organisation parfaite mise en place par les autorités de la République fédérale d'Allemagne laisse présager la réussite du Congrès, qui sera également assurée par le travail du Secrétariat général du Congrès.

Enfin, je salue le choix de M. Pageau en qualité de Doyen du Congrès.

La déclaration que je viens de faire s'est voulue un message d'amitié, de solidarité et de militantisme en faveur de la paix universelle.

L'INDE: C'est un grand honneur de participer à ce Congrès qui réunit les différentes nations comme aucune autre organisation mondiale, surmontant toutes les barrières dues à la race, à la religion et créant ainsi une communauté unique. C'est l'endroit pour rendre hommage à ceux qui au cours du siècle précédent ont apporté l'universalité au service postal du monde fournissant ainsi la preuve de leur imagination et de leur foi en l'avenir.

Ce Congrès se réunit à un moment particulièrement troublé, alors que la poste connaît de nombreux changements dans le domaine des communications, ce qui suscite des interrogations sur la capacité d'adaptation du service postal et même sur l'utilité sociale de la poste. Je suis certain que cette assemblée saura trouver une solution aux problèmes qui se posent et qui pourraient nous amener à réorienter nos politiques et priorités.

En Inde, nous nous efforçons de déterminer les tendances du marché postal. Mais nous rencontrons des difficultés que nous espérons surmonter en profitant de l'expérience des autres Administrations. C'est dans cet esprit que nous participerons aux délibérations du Congrès. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne pour les dispositions prises pour l'organisation grandiose de ce Congrès et pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Le Gouvernement de la République démocratique allemande accorde beaucoup d'importance à l'activité de l'UPU et en particulier à celle de cette assemblée qui est son organe suprême. L'UPU, en sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies, apporte une contribution essentielle à la collaboration entre les Etats, à la compréhension entre les peuples et par là au maintien et au renforcement de la paix.

Après l'installation de nouvelles armes atomiques de première frappe en Europe occidentale, il nous appartient d'oeuvrer dans toute la mesure de nos moyens pour préserver le monde d'une catastrophe nucléaire. Devant cet état de choses, la République démocratique allemande aspire à l'application du principe de la coexistence pacifique pour le retour à la détente et pour la réduction et la limitation des armements.

Aux termes de sa Constitution, l'UPU s'est fixé pour but, dans le cadre des tâches qui lui ont été confiées, de travailler en étroite collaboration avec l'ONU. Le Congrès qui vient de s'ouvrir peut par son initiative et ses décisions contribuer de façon efficace à la réalisation des obligations et objectifs communs de l'UPU et de l'ONU pour le maintien de la paix.

C'est avec plaisir que je constate que nos hôtes ont tout fait pour assurer au XIXe Congrès postal des conditions de travail excellentes. La délégation de la République démocratique allemande participera de façon active et constructive aux délibérations de cette assemblée en apportant ainsi sa contribution au déroulement réussi du Congrès. Dans cette perspective, elle a présenté vingt-sept propositions destinées à souligner le rôle important de l'UPU dans le maintien de la paix et de la collaboration constructive entre ses Pays-membres.

La JORDANIE: C'est pour nous un grand honneur de nous trouver en République fédérale d'Allemagne, pays hôte du XIXe Congrès de l'UPU qui sera particulièrement important pour l'avenir des services postaux. Nous sommes optimistes quant à la capacité du Congrès à surmonter et à résoudre l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés. De Congrès en Congrès, l'UPU comble les lacunes de ses Actes qui vont constamment en s'améliorant. Quand nous nous rappelons que la Convention de Berne a été inspirée par un citoyen allemand sept ans avant la création de l'UPU, nous ne pouvons que rendre hommage à l'intelligence et à l'imagination de Heinrich von Stephan.

Notre responsabilité aujourd'hui est immense. Six millions de postiers travaillant dans plus d'un demi-million de bureaux de poste attendent les résultats du Congrès. Pour lutter contre la concurrence des compagnies privées, nous nous devons d'améliorer et de diversifier le service postal en faisant appel à l'ensemble des moyens scientifiques et technologiques, dans une atmosphère de solidarité et de coopération de la famille postale.

Les pays industrialisés maîtrisent déjà l'ensemble des techniques de tri mécanique et de traitement des textes, tandis que les pays en développement n'ont fait que des progrès très modestes dans ce domaine. Ces pays ont un besoin pressant d'assistance pour les aider dans la voie de la modernisation qui ne peut se réaliser que dans le cadre des programmes intégrés de coopération technique. Il est de notre devoir de coordonner notre action pour qu'elle s'inscrive dans le cadre de la stratégie pour le développement adoptée par les Nations Unies. Des services postaux de bonne qualité à des prix raisonnables, une technologie du traitement du courrier adaptée aux besoins et possibilités des pays en développement, tout cela peut et doit contribuer au développement du service postal international.

La Jordanie vous transmet aujourd'hui les salutations de son souverain, de son peuple et de son Gouvernement. Nos préoccupations sont celles de toutes les Administrations postales des pays en développement. Nous ne voulons aggraver personne, nous n'occupons pas les territoires des autres, mais nous n'acceptons pas non plus que les choses qui sont pour nous les plus sacrées soient foulées aux pieds. Nous sommes et resterons une même famille qui aspire à une paix fondée sur la justice.

Le LIBÉRIA: J'apporte le salut fraternel du Chef de l'Etat et Président du Conseil populaire du Libéria. Je félicite le Président et les quatre Vice-Présidents du Congrès pour leur élection. Je voudrais souligner l'accueil chaleureux qui nous a été réservé à notre arrivée et aussi combien nous sommes reconnaissants des excellentes dispositions prises à l'intention des délégués à ce Congrès.

Je rends un hommage tout particulier au Directeur général du Bureau international pour la façon efficace avec laquelle il a dirigé les affaires de cette organisation si complexe. En outre, je félicite le Président du Conseil exécutif sortant.

Mon Gouvernement condamne la politique raciale de l'Afrique du Sud et continue à demander l'isolement de ce pays et sa mise à l'écart de la communauté internationale jusqu'à ce qu'il ait entièrement cessé sa politique d'apartheid.

Le PRÉSIDENT soumet l'ordre du jour (Congrès — Doc 35) à l'examen de l'assemblée.

Ordre du jour
Congrès — Doc 35

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': En sa qualité de pays hôte, la République fédérale d'Allemagne souhaite que les travaux du Congrès se déroulent dans l'harmonie et dans un esprit de compréhension propice à l'accomplissement des tâches universelles de l'UPU. Or, nous nous trouvons dans une situation difficile du fait que le traitement de la proposition 026, portée sous le point 14 de l'ordre du jour, pourrait porter atteinte à la réalisation des nobles objectifs du Congrès, dont nous nous sentons particulièrement responsables.

Conformément à l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur, nous demandons que le débat sur le point 14 de l'ordre du jour soit ajourné pour la durée du Congrès.

Au cas où il serait nécessaire de mettre cette proposition au vote, nous demandons un vote au scrutin secret. (La déclaration de la République fédérale d'Allemagne est ensuite répétée en anglais par le représentant de ce pays.)

Le PRÉSIDENT: Selon l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur, lorsqu'une délégation propose l'ajournement du débat sur une question, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement, après quoi la motion est mise aux voix.

L'IRAQ: J'exprime ma gratitude et mon appréciation à l'Administration de la République fédérale d'Allemagne pour l'organisation de ce Congrès, en vue d'assurer le succès de nos travaux.

Cependant, en ce qui concerne la proposition faite par la délégation de ce pays, nous sommes d'avis qu'il conviendrait de déterminer la période pendant laquelle le débat sur cette question doit être ajourné. Un ajournement pour toute la durée du Congrès est incompatible avec l'esprit et le texte de l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur.

Etant donné les motifs cités à l'appui de la proposition 026, celle-ci doit être mise en discussion pendant le Congrès.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: L'article 15, paragraphe 2, du Règlement intérieur dispose que toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès. Elles doivent par conséquent être portées sous un point de l'ordre du jour. Il n'est donc pas possible de les supprimer. Le paragraphe 3 du même article stipule que, dès l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures. Ainsi, il serait possible d'accepter des amendements à la proposition 026. La République arabe syrienne appuie la déclaration de l'Iraq, à savoir que l'ajournement du débat doit être fait pour une période déterminée pendant la durée du Congrès. Ce point devrait être éclairci et tranché avant de passer à la motion d'ordre présentée par la République fédérale d'Allemagne.

Le PRÉSIDENT: Au sens de l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur, une délégation peut proposer l'ajournement du débat sur toute question pour une période déterminée. Ce texte est suffisamment explicite pour répondre à la situation donnée. La motion d'ordre de la République fédérale d'Allemagne ne porte pas sur l'application des paragraphes 2 et 3 de l'article 15 du Règlement intérieur. Elle ne vise que l'ajournement.

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur, la procédure de vote au scrutin secret doit être demandée par deux délégations. Y a-t-il des appuis à la demande formulée à ce sujet par la République fédérale d'Allemagne?

L'Australie appuie la demande de la République fédérale d'Allemagne, à savoir que le vote sur cette motion d'ordre se fasse au scrutin secret.

Le PRÉSIDENT: Le Congrès est saisi d'une motion d'ordre visant à ajourner le débat sur le point 14 de l'ordre du jour (Congrès — Doc 35) pendant toute la durée du Congrès. La proposition 026 ne serait ainsi pas traitée pendant cette période. La demande de vote au scrutin secret est appuyée. Les délégations favorables à la proposition d'ajournement présentée par la République fédérale d'Allemagne voteront oui.

Le SOUDAN: Notre délégation partage l'avis de l'Iraq et de la République arabe syrienne. Elle s'oppose à la demande de la République fédérale d'Allemagne, qui vise la suppression du point 14 de l'ordre du jour. La proposition 026, qui est présentée par plusieurs pays arabes, est parfaitement justifiée dans ses motifs.

Mise au vote, au scrutin secret, *la motion d'ordre de la République fédérale d'Allemagne visant à ajourner le débat sur le point 14 du projet d'ordre du jour (Congrès — Doc 35) pour la durée du Congrès est adoptée par 73 oui, 32 non et 15 abstentions.*

Le PRÉSIDENT: Ce résultat implique que la proposition 026 contenue dans le Congrès — Doc 44 mentionné sous le point 8 de l'ordre du jour, visant une future action à prendre concernant la proposition 026, est supprimée.

Compte tenu du vote qui vient d'avoir lieu concernant le point 14 du projet d'ordre du jour, je propose d'adopter cet ordre du jour dans sa version amendée.

Sous cette réserve, le projet d'ordre du jour (Congrès — Doc 35) est adopté.

La ZAMBIE demande si les communications figurant sous point 1 de l'ordre du jour font partie intégrante de cet ordre du jour, étant donné qu'on leur a accordé une place considérable et cela même avant l'adoption de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT signale que ce point 1 de l'ordre du jour a été inclus pour permettre l'intervention d'un certain nombre de ministres appelés à partir prochainement.

Commissions
du Congrès
Proposition 010

Le PRÉSIDENT présente la proposition 010 et signale qu'il est proposé, par rapport aux Congrès antérieurs et conformément au Congrès — Doc 6, chiffres 6 à 8, de modifier les attributions traditionnelles de certaines Commissions, afin de répartir les propositions de façon plus équilibrée entre les Commissions du Congrès.

La proposition 010 est adoptée.

Désignation
des Présidents
et des
Vice-Présidents
des Commissions

Le PRÉSIDENT invite le Doyen à proposer, conformément à l'article 7, paragraphe 2, du Règlement intérieur, les Pays-membres qui assumeront les présidences et les vice-présidences des Commissions.

Le DOYEN suggère les candidatures suivantes:

<i>Commission</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
1. Vérification des pouvoirs	Côte d'Ivoire (Rép.)	Autriche Hongrie (Rép. pop.)
2. Finances	Amérique (Etats-Unis)	Inde Pérou Soudan
3. Affaires générales	Espagne	Sénégal Tchécoslovaquie Thaïlande
4. Poste aux lettres — Réglementation	Brésil	Grande-Bretagne Rép. dém. allemande Syrienne (Rép. arabe)
5. Poste aux lettres — Tarification et rémunération	France	Colombie Pakistan Zimbabwe
6. Poste aérienne	Australie	Arabie saoudite Cuba Danemark
7. Colis postaux	Malaisie	Panama (Rép.) Portugal
8. Services financiers	Yougoslavie	Egypte Indonésie Pays-Bas
9. Coopération technique	Maroc	Barbade Nigéria Qatar
10. Rédaction	Belgique	Algérie Gabon

Ces propositions sont adoptées.

Le DOYEN propose, sur invitation du Président, les candidatures suivantes:

Désignation
des membres
des Commissions
restreintes

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Présidence: Côte d'Ivoire (Rép.)

Vice-présidences: Autriche, Hongrie (Rép. pop.)

Membres: Bénin, Guatemala, Irlande, Kenya, Nouvelle-Zélande, Singapour, Uruguay, Yougoslavie

Commission 10 (Rédaction)

Présidence: Belgique

Vice-présidences: Algérie, Gabon

Membres: Bénin, Cameroun, Canada, Finlande, France, Luxembourg, Mali, Niger, Suisse

Ces deux propositions du Doyen sont adoptées. Le Président constate que le Bureau du Congrès est ainsi constitué; il félicite les élus et se réjouit de travailler avec eux dans un esprit de collaboration et de compréhension.

La séance est levée à 17 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Troisième séance du Congrès

Mercredi 20 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le PRÉSIDENT: Selon une proposition adoptée par le CE dans le cadre de son étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès, il est recommandé aux délégations qui prennent la parole au Congrès de renoncer à s'exprimer sur des questions d'ordre général qui n'ont pas de rapport direct avec les points de l'ordre du jour dudit Congrès. Mais, en tant que Président, j'aimerais donner la parole à quelques ministres et hautes personnalités qui vont quitter Hamburg ces prochains jours et tiennent à faire une déclaration avant leur départ. Je renouvelle cependant mon appel pour que ces déclarations soient aussi brèves que possible.

Déclarations

MADAGASCAR: C'est un honneur pour moi de pouvoir exprimer les points de vue de mon pays, la République démocratique de Madagascar, à cette auguste assemblée qu'est le Congrès de l'UPU.

Permettez-moi d'abord de m'associer aux chaleureuses félicitations adressées à M. le Président dont la compétence nous permettra de mener à bien les différents débats pour le succès de notre Congrès.

Je salue aussi avec fraternité les délégations venues à ce Congrès afin de réexaminer les divers règlements pour que "les Pays-membres de l'UPU forment un seul territoire postal", aussi lointain que puisse paraître ce but pour le moment.

Ceci dit, la République démocratique de Madagascar estime tout d'abord que tous les textes régissant notre Union (Protocoles, Règlements, Actes, résolutions du Congrès, etc.) doivent former un tout cohérent. Nous estimons parfaitement absurde, par exemple, qu'une résolution du Congrès puisse être tournée par un article de la Constitution de l'Union. A propos de cet exemple, je veux parler de la qualité de membre de l'Union de la République sud-africaine. Mon pays estime justifiée toutes les résolutions des Congrès de l'Union excluant la République sud-africaine et maintient pour sienne la dernière en date, c'est-à-dire la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro. Qu'on ne nous réplique pas par des arguties juridiques. Le fond du problème est simple: ou l'on veut éliminer l'apartheid de notre monde, la République sud-africaine qui en fait une base de sa politique s'est exclue elle-même de la communauté internationale et n'a donc pas sa place ici, ou l'on tolère l'existence du régime d'apartheid et on n'a qu'à le dire sans détour.

Pour nous, Malgaches, ce système inique ne doit exister nulle part et nous continuerons à lutter contre l'apartheid. Quant à la possibilité de tourner une résolution du Congrès par d'autres Actes de l'Union, notre délégation a déjà fait une proposition à ce sujet. Nous sommes prêts à en discuter avec tous et n'avons aucune susceptibilité d'auteur s'il existe d'autres textes mieux conçus pour obtenir le même résultat.

Par ailleurs, la même sincérité nous oblige à constater avec amertume que la communauté internationale ne fait pas beaucoup de choses pour la poste dans les pays en développement.

Nous tenons maintenant à remercier le Bureau international de l'Union de l'envoi de la brochure "Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel dans les Pays-membres", afin de sensibiliser tout un chacun sur le rôle de la poste dans les problèmes de développement. Mais malheureusement force nous est de constater que les projets postaux n'ont pas eu l'écho souhaité pour leur réalisation parmi les projets présentés à la Commission économique pour l'Afrique à l'occasion de la Décennie des transports et communications.

Le problème primordial, dans les pays en développement, est d'abord l'acheminement du courrier. Sans vouloir minimiser les efforts de l'Union sur la formation des cadres, nous estimons qu'il serait plus profitable pour les pays en développement d'axer les efforts, dans les prochaines années, sur le renforcement ou même la création pour certains d'entre eux d'infrastructures d'acheminement, de transport et de tri du courrier. Car, pour beaucoup, la poste c'est d'abord la poste aux lettres. Et si le transport du courrier est irrégulier ou inexistant, la poste ne peut pas du tout jouer son rôle en faveur du développement économique, culturel et social.

Aussi, proposons-nous de créer au sein de l'Union une structure pour aider les pays en développement à réaliser les transports postaux. Cette structure se chargera d'aider les pays en développement qui en font la demande:

- à étudier la faisabilité et la rentabilité des transports postaux;
- à rechercher le financement de projets de transports postaux.

Nous savons bien qu'un projet pilote de transports postaux a été réalisé en 1982 au Laos avec *trois* véhicules. Mais cela ne nous paraît-il pas insignifiant face aux besoins et face aux autres dépenses! Mais que feront des cadres compétents s'ils n'ont même pas le moyen de faire transporter le courrier d'une localité à une autre! Aussi insistons-nous sur notre proposition exprimée ci-dessus.

Il ne me reste plus, Mesdames et Messieurs, qu'à souhaiter plein succès à notre Congrès et à vous remercier de votre attention.

Le BÉNIN: Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous exprimer la très grande appréciation de mon pays pour la décision de votre pays d'accueillir le présent Congrès, vous remercier pour l'accueil qui nous a été réservé et vous féliciter pour votre brillante élection à la tête de cette auguste assemblée. Depuis les premières assises de l'Union, de nombreuses et importantes réalisations ont été accomplies. La poste connaît déjà et connaîtra encore de grandes mutations face à l'évolution des techniques de communication et à la concurrence des entreprises privées de transport et de distribution du courrier. Les organes de l'Union postale universelle s'attachent à rechercher les moyens propres à remédier à certaines insuffisances qui sont à l'origine de la menace qui plane sur les services postaux. Il appartient au Congrès d'avoir un débat général sur cette question et d'essayer de trouver des remèdes qui sont à la mesure de l'importance du défi lancé à l'organisation des services postaux mondiaux. Il faudrait que l'ensemble des Pays-membres de l'Union postale universelle se mobilisent pour améliorer tout d'abord la qualité des prestations postales, pour restaurer la confiance du public et pour permettre à la poste d'avoir sa part dans le marché des communications. Car, si la qualité des prestations postales dans les pays industrialisés répond dans une large mesure aux exigences du public, il n'en est pas de même dans les régions en développement. Pour ce qui est de l'Afrique, le Plan d'action de Lagos, qui pose comme principe la pédagogie d'une autosuffisance collective pour l'Afrique en l'an 2000, prévoit un catalogue de projets postaux aussi urgents qu'ambitieux et s'inspirant de la stratégie et du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique. Les pays africains auront certainement besoin du concours actif de l'ensemble de la communauté internationale et plus particulièrement des pays industrialisés pour financer ceux des projets qui n'auront pas obtenu de financement auprès des pays africains eux-mêmes. Je suis particulièrement heureux de vous signaler que la République populaire du Bénin s'attache à donner à son service postal la double vocation d'améliorer et de développer son réseau interne et de s'ouvrir de plus en plus aux relations internationales, et plus particulièrement aux relations intra-africaines. Il est permis d'espérer que cette ambition sera réalisée lorsque, à l'horizon 2000, l'Office des postes et télécommunications aura une antenne postale dans chaque commune et sera doté d'un centre régional de transit postal prévu à Cotonou. Parallèlement à cette action, le Bénin s'attache à améliorer et à développer son potentiel de ressources humaines à tous les niveaux, ce qui nous permet d'envisager une participation directe aux activités de l'Union postale universelle. Au moment où le XIXe Congrès postal universel est appelé à traiter les questions les plus délicates de son ordre du jour, il nous paraît indispensable de lancer un appel à tous pour retrouver l'esprit de conciliation qui n'a jamais fait défaut dans les assises de notre Union. Pour sa part, la délégation de la République populaire du Bénin mettra tout en oeuvre pour se trouver aux côtés de tous ceux qui travailleront dans cet esprit. Je souhaite, Monsieur le Président, que, sous votre direction compétente et clairvoyante, les travaux du XIXe Congrès postal universel soient une réussite parfaite.

La PAPOUASIE — NOUVELLE-GUINÉE: Je vous apporte les salutations de la Papouasie — Nouvelle-Guinée ainsi que de son Premier Ministre, le Très Honorable Michael Somare, et de Son Excellence le Gouverneur général, Sir Kingsford Dibela. Au nom de ma délégation, je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance pour l'accueil qui nous a été réservé. Nous félicitons la République fédérale d'Allemagne

et l'Administration postale de ce pays pour l'excellent choix du lieu de ce Congrès et les excellentes dispositions prises pour en assurer le bon déroulement. L'Union postale universelle a été créée dans le dessein d'être utile. Nous ne devons pas en perdre de vue l'esprit ou le propos. La force de cette Union réside dans les efforts et les contributions de chacune des Administrations postales et de chacun des Pays-membres qui travaillent et planifient ensemble et mettent en commun leurs années d'expérience. La voie qu'empruntent les organisations postales à l'échelle mondiale a une portée incalculable que beaucoup sauront reconnaître. C'est la voie qui s'ouvre à tous, quels qu'ils soient et quels que soient leurs lieux d'origine. Les moyens de communication évoluent et continueront d'évoluer très rapidement, mais, en tant que bons gestionnaires et planificateurs, nous ne devons pas nous en alarmer ni en être troublés. Nous devons élaborer des stratégies pour ces nouvelles techniques en faveur de l'amélioration des services postaux à l'échelle mondiale. J'ai confiance que nous y arriverons durant ce grand Congrès.

La Papouasie — Nouvelle-Guinée a pleinement conscience de l'aide accordée par divers organismes sous les auspices de l'UPU. Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, nous leur exprimons notre sincère gratitude. J'espère que les portes de cette assistance demeureront ouvertes aux pays en développement, à des projets de développement et à des subventions.

En conclusion, nous avons une mission majeure à accomplir. Nos délibérations vont porter sur des questions ayant trait aux dialogues Nord-Sud, Sud-Sud et Nord-Nord. A titre de représentant d'un pays en développement, j'espère que les liens qui nous unissent seront encore affermis par ce Congrès et que nous partirons d'ici plus sages qu'avant notre arrivée.

Permettez-moi de souhaiter plein succès à vos délibérations. Je suis convaincu que les décisions prises durant ce Congrès donneront une nouvelle vie aux activités postales dans le monde entier. Même si mon séjour ici aura été des plus brefs, je garderai au fond du coeur la mémoire d'une merveilleuse communauté au service d'une digne cause.

Le NÉPAL: Je vous apporte les salutations du peuple de mon pays et, au nom du Gouvernement du Népal, je vous adresse les meilleurs souhaits pour le succès de ce Congrès. Grâce à la communication postale, nous arrivons à mieux connaître tous les autres peuples et toutes les autres nations, à diffuser les connaissances et à accélérer le progrès. J'espère que le Congrès de Hamburg sera celui de la paix et du progrès.

L'ARABIE SAOUDITE: Les délégations des Etats arabes participant au Congrès expriment leur étonnement devant la manière non réglementaire et partielle dont a été traitée la proposition arabe tendant à l'expulsion d'Israël de l'Union postale universelle, puisqu'on n'a pas laissé discuter de cette proposition et qu'on l'a retirée de l'ordre du jour, violant ainsi les Actes de l'Union postale universelle. En effet, cela a été fait sciemment pour éviter le débat sur ladite proposition et pour empêcher les délégués arabes d'émettre leurs points de vue sur cette importante question qui concerne un pays dont le comportement fait fi des réglementations et des législations internationales, comme il se moque des décisions prises par les organisations internationales et, à leur tête, l'Organisation des Nations Unies. Il n'a pas cessé de poursuivre son plan expansionniste qui est basé sur l'occupation des territoires et l'expulsion de leurs habitants arabes qu'il soumet au plus implacable des racismes. Même, il démolit leurs maisons et assassine leurs habitants dans des génocides qui secouent les consciences à travers le monde et font trembler le genre humain.

Les délégations arabes rappellent que l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, sur lequel s'est basée la délégation de la République fédérale d'Allemagne pour justifier sa proposition, stipule qu'"une délégation peut proposer l'ajournement du débat sur toute question pour une période déterminée". Or, tout le monde sait que ce texte vise seulement l'ajournement du débat jusqu'à une nouvelle séance dont il reste à fixer la date et l'heure. Il n'est pas possible de donner à ce paragraphe une autre interprétation, sauf si l'on tend à interpréter les Actes de l'Union suivant les convenances et les intérêts de certains pays déterminés. L'Union ne saurait élaborer un texte sur l'ajournement du débat pour l'utiliser à faire retirer les propositions faites par d'autres pays et pour museler les délégués de ces mêmes pays afin qu'ils ne disent pas des vérités qui gênent certains. De même, il n'est permis d'ajourner le débat que lorsqu'on arrive à la discussion de ce point d'après l'ordre du jour. Le Président du Congrès aurait dû permettre que l'on soumette cette proposition à l'assemblée lorsque son tour viendra dans l'ordre du jour, suivant la coutume et conformément au Règlement intérieur des Congrès.

Le délégué de l'Iraq s'est élevé contre la proposition d'ajournement présentée par la République fédérale d'Allemagne parce que cette proposition est contraire au texte du paragraphe 5 de l'article 18 précité, qui parle d'un ajournement pour une période déterminée, mais non d'un ajournement sine die. De même, le délégué syrien s'est opposé à cette proposition en soulevant un point d'ordre et a demandé d'entendre

l'avis juridique ainsi que le point de vue du Bureau international quant à l'interprétation du paragraphe 5 de l'article 18. Le délégué du Soudan a réitéré cette demande, mais le Président du Congrès les a ignorées, bien qu'elles fussent réglementaires, et a soumis au vote une proposition illégale après s'être donné le droit de modifier le Règlement intérieur des Congrès sans s'en référer au Congrès.

Aussi, les délégations arabes protestent-elles énergiquement contre les procédures non réglementaires qui ont été suivies par le Président pour traiter cette proposition. Elles considèrent cela comme un mauvais départ ainsi donné aux travaux du Congrès, comme un comportement non réglementaire et excessif et comme un dangereux précédent dans la coutume de l'Union postale universelle, ce qui expose toutes les propositions soumises à des agissements similaires.

Les délégations arabes considèrent la décision prise au sujet de cette affaire comme illégale et estiment qu'elle ne saurait être prise en considération. Elles désapprouvent aussi le fait que le Président, profitant de sa qualité d'hôte, n'ait pas tenu compte du point d'ordre soulevé par le Chef de la délégation syrienne qui demandait la consultation juridique et l'avis du Bureau international quant à l'interprétation du texte de l'article 18, paragraphe 5, pour se présenter à la fois comme juge et partie qui accepte les arguments fournis par la délégation du pays hôte en vue d'ajourner le débat, ce qui constitue un dangereux précédent puisqu'il donne le pouvoir à tout pays hôte du Congrès de dicter sa volonté aux congressistes.

Nous vous prions de prendre acte et d'inclure cette protestation dans les documents du Congrès.

Nous réitérons à cette occasion notre grande considération pour le peuple allemand et pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et nous réaffirmons notre ferme volonté de continuer à coopérer avec toutes les délégations pour la réussite du Congrès.

La présente déclaration est faite au nom des pays suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Qatar, République islamique de Mauritanie, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République démocratique et populaire du Yémen, Somalie, République démocratique du Soudan, Sultanat d'Oman, Tunisie.

La GRÈCE appuie le point de vue exprimé par l'Arabie saoudite au sujet de la façon dont a été traité le point 14 de l'ordre du jour relatif à la proposition 026 concernant Israël.

L'IRAN: Le vote intervenu hier au sujet de la proposition 026 était non seulement prématuré, mais la procédure suivie était illégale. Etant donné que plusieurs délégations ont protesté contre cette décision, il importe de connaître l'opinion du Président sur cette question.

Avant de passer au point de l'ordre du jour consacré à l'examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès, le SECRÉTAIRE explique à nouveau le fonctionnement du système de vote électronique.

Le contrôle des présences permet de constater que 133 Pays-membres sont présents ou représentés.

Le PRÉSIDENT passe à l'examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès, présentées par le Conseil exécutif. Selon l'article 28, paragraphe 1, du Règlement intérieur, chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement doivent être appuyées au Congrès par au moins dix délégations, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions. Selon le paragraphe 2 de l'article 28, les propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès. Etant donné qu'en ce moment 133 Pays-membres sont présents ou représentés, une modification de ce Règlement exige l'approbation par 89 voix. Les modifications qui vont être adoptées entreront immédiatement en vigueur.

Examen
des propositions
de modification
du Règlement
intérieur
des Congrès

Propositions
1703.1, 1715.1,
1716.1, 1716.2,
1716.3, 1717.1
et 1718.1/Rev 2

Proposition 1703.1 relative à l'article 3, paragraphe 1, du Règlement intérieur

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1703.1 qui vise à faciliter l'acceptation des pouvoirs des délégués en Congrès et à permettre aux délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée, de délibérer, de voter et de signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.

La proposition 1703.1 est adoptée.

Proposition 1715.1 relative à l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur
Le PRÉSIDENT présente la proposition 1715.1 et en expose les motifs.

La proposition 1715.1 est adoptée.

Proposition 1716.1 relative à l'article 16, paragraphe 4, du Règlement intérieur
Le PRÉSIDENT présente la proposition 1716.1 et précise que si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE) estime que les motifs à l'appui de cette proposition ne sont pas suffisamment explicites et il demande des explications supplémentaires.

Le SECRÉTAIRE illustre par un exemple la situation qui peut se présenter et qui a incité le Conseil exécutif à présenter la proposition en question. Il s'agit de permettre aux pays qui préfèrent la proposition originale à l'amendement de faire débattre la proposition de base, même si son auteur l'a retirée.

Après quoi, la proposition 1716.1 est adoptée.

Propositions 1716.2 et 1716.3 relatives à l'article 16, paragraphes 5 et 6, du Règlement intérieur
Le PRÉSIDENT suggère que les propositions 1716.2 et 1716.3 soient examinées en même temps.

CUBA: Il ne nous semble pas logique de laisser au Président du Congrès la faculté de décider si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition et d'abandonner ainsi un principe qui a toujours été appliqué. Il se prononce en faveur du statu quo.

L'URSS appuie la proposition de Cuba.

Le SECRÉTAIRE: La modification introduite par cet amendement consiste à ne plus faire discuter automatiquement les amendements avant les propositions auxquelles ils se réfèrent, mais de s'en tenir pour les uns et pour les autres au principe que l'on met en discussion d'abord le texte qui s'éloigne le plus du statu quo, sans égard au fait qu'il s'agit d'un amendement ou d'une proposition. Ce faisant, on ne donne pas un droit supplémentaire et arbitraire au Président, car l'ordre de discussion qu'il propose sur cette base peut être contesté par une délégation, ce qui a pour effet de soumettre au vote l'ordre proposé par le Président.

Les propositions 1716.2 et 1716.3 sont adoptées par 102 voix pour, 24 contre et 6 abstentions.

La proposition 1717.1 relative à l'article 17, paragraphe 3, du Règlement intérieur est adoptée.

La proposition 1718.1/Rev 2 relative à l'article 18 du Règlement intérieur est adoptée.

La séance est levée à 11 h 15.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Quatrième séance du Congrès

Mercredi 20 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le PRÉSIDENT: Nous allons examiner les propositions 1721.1, 1719.1 et 1721.2. La première est présentée par le CE, les deux autres par la Hongrie (Rép. pop.). Elles sont semblables sur le fond, puisqu'elles visent toutes à introduire dans le Règlement intérieur des Congrès le principe contenu dans la résolution C3 de Rio de Janeiro selon lequel "avant chaque vote concernant la modification de la Constitution, le Président s'assure que le nombre de délégations présentes est au moins égal à la majorité requise pour la modification de cet Acte". Le CE souhaite pour cela modifier l'article 21, la Hongrie (Rép. pop.) l'article 19. Je vous consulterai tout d'abord sur l'insertion du principe de la résolution C3 dans notre Règlement, avant que vous ne preniez une décision sur l'article qui sera modifié.

Examen
des propositions
de modification
du Règlement
intérieur
des Congrès
(suite)

Propositions
1721.1, 1719.1,
1721.2 et 1720.3

La HONGRIE (RÉP. POP.): Notre proposition a été dictée par le fait que les titres des articles 19 et 21 ne reflètent pas assez précisément leur teneur. Il serait souhaitable de grouper les règles concernant le quorum à l'article 19 et celles relatives aux conditions d'approbation à l'article 21. Si le Congrès est d'accord avec notre proposition, cette dernière pourrait être soumise à la Commission de rédaction, à moins qu'il ne préfère renvoyer le problème au prochain CE pour étude.

L'ESPAGNE: Nous souhaitons que le principe de la résolution C3 soit entériné dans le Règlement intérieur des Congrès pour les raisons suivantes: Il est dit, à l'article 19, paragraphe 1, du Règlement intérieur, que le quorum est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote. Ce quorum s'applique pour la mise en discussion des questions inscrites à l'ordre du jour et pour les votes sur la modification de tous les Actes, à l'exception du Règlement général pour lequel l'article 21 prévoit un quorum particulier. Il en résulte une situation étrange, en ce sens que le quorum pour les décisions à prendre au sujet du Règlement général est plus élevé que pour les décisions à prendre au sujet de la Constitution.

Le correctif à cette situation a été apporté au Congrès de Rio de Janeiro par la résolution C3 qu'il s'agit maintenant d'intégrer dans le Règlement intérieur conformément au vœu du dernier Congrès.

L'IRAQ et le SOUDAN appuient la déclaration faite par l'Espagne, le Soudan relevant par ailleurs une divergence entre les textes anglais et arabe.

Le Congrès approuve l'insertion de principe du texte de la résolution C3 dans le Règlement intérieur des Congrès.

Le PRÉSIDENT: Pour cette insertion, nous avons le choix entre l'article 21, qui traite des différentes majorités comme nous le propose le CE, et l'article 19 relatif au quorum, tel que nous le propose la Hongrie (Rép. pop.).

S'agissant de la proposition hongroise, je tiens à attirer votre attention sur l'article 28 du Règlement intérieur des Congrès selon lequel une proposition de modification de ce Règlement ne peut être mise en délibération que si elle est appuyée par dix autres délégations, lorsqu'elle a été soumise par une Administration postale.

L'URSS: Tout en appuyant la proposition de la Hongrie (Rép. pop.), qui au fond est identique à celle du CE, nous considérons qu'il s'agit en fait d'une modification d'ordre purement rédactionnel qui relève donc de la Commission de rédaction.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Nous n'avons pas d'objection à ce que cette question soit transmise à la Commission de rédaction.

La BELGIQUE: En ma qualité de Président de la Commission de rédaction, j'estime qu'il faut éviter de discuter dans cette Commission des problèmes de fond. Or, dans la proposition 1719.1, les mots "en principe" peuvent donner lieu à toute une série d'interprétations et de contestations. Cela étant, comme délégué de la Belgique, je dirai que la proposition du CE a ma préférence.

La JORDANIE appuie la suggestion de l'URSS.

CUBA demande au Président si l'article 19 du Règlement intérieur est applicable pendant que les propositions y relatives sont soumises à la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT: La résolution C3 du Congrès de Rio de Janeiro reste valable, cela d'autant plus que le principe de son insertion dans le Règlement intérieur des Congrès vient d'être adopté par ce Congrès.

Le BÉNIN: Il s'agit bien d'une question rédactionnelle. Mais, à la lumière de l'intervention du Président de la Commission de rédaction, nous craignons que le renvoi de ces propositions à cette Commission n'entraîne des discussions interminables. Dans ces circonstances, il incombe au Congrès lui-même de choisir entre les deux propositions en présence.

L'ESPAGNE: Nous partageons les inquiétudes de la Belgique et du Bénin, qui sont tous deux membres de la Commission de rédaction, quant à l'idée de transmettre la proposition hongroise à cette Commission. Cela étant, nous pensons que nous devrions nous rallier à la proposition du CE et transmettre celle de la Hongrie (Rép. pop.) au CE pour étude.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE), la FRANCE et la BELGIQUE se rallient à l'avis exprimé par le Bénin.

L'URSS: Le problème soulevé par les mots "en principe" et "cependant" n'est pas assez important pour que le Congrès s'en occupe en séance plénière. La Commission de rédaction est tout à fait à même de le résoudre.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Nous sommes d'accord de supprimer les mots "en principe" et "cependant" dans le texte de notre proposition et de renvoyer à la Commission de rédaction.

L'URSS n'insiste pas sur sa suggestion.

Le PRÉSIDENT: Aux termes de l'article 28, paragraphe 1, la proposition de la Hongrie (Rép. pop.), pour être mise en délibération, doit être appuyée par au moins dix délégations. Par conséquent, je prie les délégations qui appuient la proposition de la Hongrie (Rép. pop.) de me le signaler. Vingt-neuf pays appuient la proposition de la Hongrie (Rép. pop.).

Le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix la proposition 1721.1 du Conseil exécutif et ensuite la proposition 1719.1 de la Hongrie (Rép. pop.).

L'ESPAGNE: Nous aimerions rappeler que nous avons déjà appuyé l'idée de soumettre cette proposition au prochain Conseil exécutif si elle n'était pas adoptée.

L'AUTRICHE: Notre Administration est d'accord avec la proposition 1719.1 maintenant que son auteur a accepté d'en supprimer les mots "en principe" et "cependant". Elle satisfait à une exigence juridique que notre délégation désire appuyer. Ainsi, la question du quorum serait réglée à l'article 19. Nous sommes

également d'accord avec la proposition 1721.1 du Conseil exécutif. Il faudrait en effet qu'à l'article 21, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès la mention "les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote" figure tant à la lettre a) qu'à la lettre b).

Le BÉNIN: Même les Administrations qui sont d'accord avec la proposition de la Hongrie (Rép. pop.) ont éprouvé le besoin de faire un certain nombre de commentaires. Pour essayer de sortir de cette situation, nous suggérons une solution de compromis, à savoir que le Congrès adopte la proposition 1721.1 et confie la proposition hongroise au prochain Conseil exécutif pour étude. Ainsi, tous les aspects de cette proposition pourraient être examinés de manière approfondie et une nouvelle proposition soumise au prochain Congrès.

Le CAMEROUN: Notre délégation est d'accord avec la suppression du terme "en principe" mais pas du mot "cependant" dont le maintien est nécessaire tant du point de vue logique que juridique.

La THAÏLANDE: Etant donné qu'elles sont l'une et l'autre acceptables, le Congrès devrait voter sur les deux propositions.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Pour sortir de l'impasse, nous acceptons que le prochain CE étudie notre proposition.

Le PRÉSIDENT: Si nous renvoyons toute la question au Conseil exécutif, nous ne répondrions pas à la décision prise par le Congrès de Rio de Janeiro.

Afin de mettre un terme à cette discussion, je propose que le Congrès adopte la proposition 1721.1 du Conseil exécutif et simultanément renvoie la proposition amendée de la Hongrie (Rép. pop.) au Conseil exécutif.

L'ITALIE: Le Conseil exécutif devrait examiner la possibilité de grouper à l'article 19 tout ce qui concerne le quorum et à l'article 21 les conditions d'approbation des propositions.

Le PRÉSIDENT: La remarque de l'Italie figurera au procès-verbal, afin que le Conseil exécutif puisse en tenir compte.

Le Congrès approuve la proposition 1721.1 du Conseil exécutif et charge le prochain CE d'étudier les propositions 1719.1 et 1721.2 de la Hongrie (Rép. pop.).

Le PRÉSIDENT: Selon les auteurs de la proposition 1720.3, que nous allons discuter, il n'est actuellement pas clairement établi à quel vote donner la préférence lorsque les délégations demandent le vote par appel nominal et le vote secret. Il invite l'un des auteurs à présenter la proposition.

La JORDANIE: Actuellement, dans la pratique, c'est le vote secret qui a la préférence; mais ceci ne figure pas à l'article 20; il s'agit donc de combler une lacune dans le Règlement intérieur des Congrès.

La SUISSE: Nous désirons demander une précision aux auteurs de la proposition 1720.3. Au paragraphe 2, lettre b), de l'article 20, il est indiqué que l'appel nominal a lieu sur demande d'une délégation. Pourquoi le nouvel article 3bis prévoit-il deux délégations pour la demande de vote par appel nominal?

La JORDANIE: Le but essentiel de notre proposition est de préciser à quel mode de vote il convient de donner la priorité. Quant à la question de savoir si la demande de vote doit être présentée par une ou par deux délégations, nous n'avons pas d'avis tranché à ce sujet.

La TURQUIE: Cette proposition est bien fondée. Toutefois, nous aimerions suggérer à ses auteurs d'en revoir le libellé de sorte que l'on y retrouve les deux systèmes décrits à l'article 20, paragraphes 2 et 3.

L'OBSERVATEUR DE L'UPA: Nous avons simplement voulu que la priorité accordée traditionnellement au vote secret soit stipulée dans les Actes de l'UPU. Si nous avons parlé de deux délégations, c'est pour qu'il n'y ait pas d'équivoque entre les demandeurs. Notre but est simplement de faciliter la tâche du Président, si un tel problème se pose.

L'ESPAGNE: A notre avis, un problème pourrait se poser si le texte de la proposition en discussion était inséré tel quel dans l'article 20. En raison de l'existence de deux systèmes de vote différents (traditionnel et électronique), nous nous demandons si l'intention des auteurs de cette proposition n'est pas de préciser plutôt au paragraphe 3bis que: "Quel que soit le système utilisé, la préférence est donnée au vote secret."

L'OBSERVATEUR DE L'UPA: Notre proposition, je le répète, vise essentiellement à donner la priorité au vote secret. Nous acceptons volontiers la suggestion de l'Espagne.

L'ITALIE: La proposition de l'Espagne devrait plutôt être libellée de la manière suivante: "Quel que soit le système utilisé, la priorité est accordée à la demande de vote au scrutin secret", car c'est bien la demande qui doit recevoir la priorité.

La FRANCE propose la rédaction suivante: "Quel que soit le système utilisé, la préférence est donnée au vote secret lorsqu'il est régulièrement demandé."

Le SOUDAN suggère, quant à lui, le texte suivant: "Dans tous les cas de demande de vote, c'est la demande de vote au bulletin secret qui a la priorité absolue."

La JORDANIE: Nous appuyons la proposition ainsi modifiée.

L'ESPAGNE: Il y a un problème dans la traduction en langue espagnole, car le nouveau texte pourrait donner lieu à des confusions. En effet, on dit "Dans tous les cas de demande de vote"; or, dans le cas d'une seule demande de vote à main levée ou par appel nominal, il n'y a pas besoin d'établir une priorité.

Le PRÉSIDENT: Pour tenir compte des nuances dans la traduction dans d'autres langues, je propose que quelques délégations de langues différentes élaborent ensemble une rédaction qui convienne à chacun. Autrement, cette question devrait être renvoyée à la Commission de rédaction.

Le SOUDAN: La difficulté de traduction semble ne concerner que la langue espagnole.

L'ARGENTINE abonde dans le même sens que l'Espagne et suggère le texte suivant: "La demande de vote secret présentée par deux délégations aura la priorité sur la demande de vote par appel nominal ou enregistré."

Le BÉNIN suggère la formulation ci-après: "En cas de pluralité de demandes de procédure de vote, la demande de vote par scrutin secret a, le cas échéant, la priorité absolue."

Le PRÉSIDENT: Seul un problème linguistique d'ordre mineur subsiste. C'est pourquoi je propose qu'un Groupe de travail ad hoc mette au point un projet de texte rédigé dans les diverses langues de documentation du Congrès.

Le GABON: Nous estimons que le Congrès ne doit pas se substituer à la Commission de rédaction. L'accord sur le fond du problème est général et il convient de confier le libellé du texte à la Commission de rédaction.

La JORDANIE: Pour le bon fonctionnement de la poste, il est indispensable que les Actes de l'UPU soient clairs. La proposition étant acceptée dans son principe, il n'y a pas lieu de susciter des problèmes d'ordre linguistique à son sujet. Nous n'avons pas à nous soucier des problèmes de traduction qu'elle semble poser.

Le PRÉSIDENT: Le libellé du texte est très important. Le Congrès ayant accepté de confirmer dans les Actes la priorité du scrutin secret, il ne reste plus qu'à mettre le texte au point, ce qui devrait pouvoir se faire sans grande difficulté au sein d'un Groupe de travail ad hoc comprenant notamment la Jordanie.

Le CAMEROUN: Nous soutenons la proposition 1720.3, mais il s'agit en l'occurrence d'un texte de droit qui doit être libellé clairement. Nous donnons notre préférence au texte suggéré par l'Argentine, car il couvre tous les domaines visés dans cette proposition.

Le MAROC: L'une des raisons pour lesquelles la Commission de rédaction est une Commission restreinte est qu'il est difficile de rédiger un texte dans une Commission comprenant l'ensemble des Pays-membres. Le Congrès étant d'accord sur le fond, la Commission de rédaction est parfaitement habilitée en ce qui concerne la forme. Si, pour chaque proposition, un problème linguistique se pose au sein de cette assemblée et que des Groupes de travail sont chaque fois constitués, le Congrès devra inévitablement être prolongé.

Le PRÉSIDENT: Je partage les appréhensions du Maroc. Toutefois, la situation est cette fois-ci exceptionnelle, il est bon de la régler le plus rapidement possible.

Le SÉNÉGAL: Le problème est très simple; la langue de référence de l'UPU est le français. Il revient à la Commission 10 de mettre au point la rédaction en français de toutes les propositions acceptées par le Congrès, y compris celle actuellement en discussion. C'est sur la base de la version française que le texte de cette proposition sera traduit dans les autres langues. Quant au Groupe de travail ad hoc envisagé, il aurait des difficultés en raison de la diversité des langues des participants. Bref, le Congrès ne devrait pas s'attarder sur la forme, mais renvoyer la proposition à la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT: Après avoir résumé les débats, prie le Secrétaire général de faire part de son avis.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le Congrès vient de consacrer beaucoup de temps à la discussion d'une proposition déjà acceptée quant au fond, puisqu'il y a unanimité pour donner la priorité au vote secret. La Commission de rédaction est composée de douze Pays-membres possédant parfaitement la langue française, langue officielle de l'UPU. Sa tâche consiste à examiner les propositions d'ordre rédactionnel et à revoir, du point de vue rédactionnel, toutes les modifications apportées aux Actes ainsi que tous les projets de décisions qui sont soumis à l'approbation du Congrès. Le principe de la proposition 1720.3 étant accepté, il revient à la Commission de rédaction de s'occuper de la forme. En effet, si le Congrès crée des Groupes de travail à caractère linguistique, la Commission de rédaction pourrait perdre sa raison d'être.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 10 déclare que la Commission de rédaction est prête à examiner éventuellement la proposition dès sa première séance du vendredi 22 juin.

Sur proposition du Président, *la proposition 1720.3 est adoptée et est transmise à la Commission de rédaction pour mise au point.*

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Cinquième séance du Congrès

Jeudi 21 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Déclarations

Le NIGÉRIA: Je suis très honoré de prendre la parole au XIXe Congrès de l'Union postale universelle qui se tient dans la belle Ville hanséatique de Hamburg. Je voudrais exprimer au nom du Gouvernement militaire fédéral du Nigéria, en mon nom personnel et au nom de ma délégation, ma gratitude sincère au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, aux autorités de la Ville de Hamburg, au Bureau international de l'UPU et aux autorités postales qui sont nos hôtes pour leurs efforts concertés. Je voudrais également vous féliciter, Monsieur le Président, de votre nomination à la présidence de ce Congrès. Par ailleurs, je désire exprimer ma reconnaissance aux divers Pays-membres qui ont aidé mon Administration par des octrois de bourses ou des dons d'équipement.

Depuis le 10 juillet 1961, date de l'adhésion de mon pays à l'Union postale universelle, le Nigéria a eu l'honneur de faire partie du CE, de 1964 à 1974, et du CCEP, de 1974 à 1984. Jusqu'à présent, nous nous sommes acquittés consciencieusement de nos devoirs dans ces deux organes. Le Nigéria désire beaucoup être élu une fois de plus au CE et je me permets de vous demander votre appui. J'aimerais également lancer un appel au Congrès pour lui demander de bien vouloir se pencher sur les problèmes spécifiques des pays en développement dans le domaine de l'Administration postale et des communications.

L'élévation de la dignité humaine et la défense des droits de l'homme, la justice et la liberté pour tous les peuples et par tous les gouvernements sont des conditions préalables au règne de la paix. Je voudrais dans ce contexte évoquer la question préoccupante de l'appartenance à l'UPU de l'Afrique du Sud, pays qui pratique le système méprisable et dégradant de l'apartheid. Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'Afrique du Sud a été expulsée de l'Union, à la suite d'un vote majoritaire écrasant de 77 oui contre 44 non. Il est navrant de constater qu'en dépit de cette décision, l'Afrique du Sud ait pu exploiter la clause qui figure à l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution pour adhérer à nouveau à l'UPU. Il est par conséquent important que l'on adopte au cours de ce Congrès une nouvelle résolution qui empêcherait l'Afrique du Sud de redevenir membre de l'Union tant qu'elle n'aura pas renoncé à sa politique méprisable d'apartheid. Tous les hommes sont nés égaux et sont dotés de droits inaliénables leur permettant d'aspirer à la liberté, à la prospérité et à l'autodétermination. C'est la raison pour laquelle le système primitif d'apartheid pratiqué par l'Afrique du Sud, accompagné d'une politique de mépris et de dénigrement de la règle majoritaire, est détesté par le Nigéria. Mais mon pays n'est pas le seul à s'inquiéter du sort du peuple opprimé de l'Afrique du Sud; tous les membres de l'Union s'en préoccupent. Par conséquent, les délibérations de cette Union devront en tenir compte.

Monsieur le Président, je remercie le Gouvernement et le peuple de la République fédérale d'Allemagne pour sa grande hospitalité. En quittant ce pays pour rentrer dans mon foyer, je souhaite à tous les participants un plein succès dans leurs travaux, un séjour agréable à Hamburg et un bon retour dans leurs pays respectifs.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de transmettre à cette assemblée le message de notre Ministre.

Tout d'abord, je voudrais exprimer ma gratitude à ceux qui ont organisé ce Congrès, en particulier au pays hôte et à l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne. Le XIXe Congrès de l'UPU nous rappelle l'importance primordiale de la poste en tant que moyen de communication entre les peuples du monde. Sur la base de notre idéologie islamique, l'établissement de communications est nécessaire pour augmenter la circulation de l'information et assurer l'avenir. La poste permet en effet de répondre aux

besoins fondamentaux de l'homme dans les domaines politique, économique, social et culturel. Par conséquent, elle devrait être préservée de toute influence politique. Après la révolution islamique dans mon pays, la politique de développement postal a été révisée de façon à accorder la priorité aux petites villes et aux zones rurales. Un conseil spécial de formation constitué à cet effet a établi un programme quinquennal qui se projette sur une période de vingt ans. Ce programme a pris effet en mars 1983. Il a permis d'ouvrir à nos services postaux et à nos projets un champ d'application plus vaste que par le passé. Au cours des cinquante années qui ont précédé la révolution islamique dans mon pays, 930 agences postales et 670 bureaux de poste ruraux seulement ont été mis en service, alors que dans les cinq années qui ont suivi la révolution nous avons ouvert 1154 agences postales et 115 bureaux de poste ruraux.

Par ailleurs, les relations postales de la République islamique d'Iran avec l'étranger ont été modifiées de façon substantielle. Contrairement à la période prérévolutionnaire, au cours de laquelle les échanges postaux et le transit postal ne se faisaient que par un certain nombre de grands pays, les liens avec les autres pays islamiques et du tiers monde ont été renforcés. Cette décision a été prise par mon pays, non seulement en fonction de notre politique étrangère qui vise à renforcer nos liens avec ces pays, mais aussi compte tenu du fait que les grands pays et les superpuissances ont violé les règles postales et créé des problèmes internationaux pour sauvegarder leurs propres intérêts. Par exemple, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique n'a pas remis aux étudiants iraniens les livres envoyés par la République islamique d'Iran, sous prétexte qu'ils contenaient des documents révélant les complots de l'Ambassade américaine à Téhéran. Ce pays a également empêché ou retardé intentionnellement le paiement des allocations destinées aux étudiants iraniens. En outre, plus de 7000 sacs-avion ne nous ont pas été rendus par les Etats-Unis d'Amérique. D'autres Administrations retardent également le renvoi des sacs vides. Ces irrégularités, qui ont pour objet de discréditer notre pays, nous obligent à faire des enquêtes et de la correspondance avec preuve à l'appui. En ce qui concerne la domination des superpuissances, notamment des Etats-Unis d'Amérique, sur les peuples opprimés du monde, nous avons constaté au sein même de ce Congrès l'appui direct apporté à une entité sioniste qui a occupé illégalement la Palestine et qui jette son ombre satanique sur les peuples islamiques du Liban. Les délégations ont déjà beaucoup parlé de paix. Nous sommes également en faveur de la paix, mais en faveur d'une paix dans l'honneur et non pas d'une paix imposée. Cette assemblée a parlé de paix au moment même où il était question d'exclure de l'Union l'entité sioniste qui occupe des terres islamiques. Cette question a été escamotée contrairement aux règles de procédure. Au nom de mon Administration, je voudrais déclarer que nous nous opposons à la présence de cette entité sioniste et à celle du régime raciste de l'Afrique du Sud au sein de l'UPU.

Mesdames et Messieurs, lorsque les peuples opprimés du monde tournent leurs regards vers les instances internationales et constatent que les questions relatives à la condamnation et à l'exclusion d'une entité qui occupe illégalement des terres islamiques et qui a commis de nombreux massacres ne sont même pas examinées, qu'elles seront, à votre avis, leurs réactions à l'égard de ces organismes internationaux? Nous attendons que l'UPU ne se laisse pas influencer par la politique des superpuissances, mais au contraire qu'elle reconnaisse les aspirations des peuples opprimés.

Afin d'étendre nos relations avec les Pays-membres de l'Union et de participer plus activement à ses travaux, nous aimerions devenir membre du CE et du CCEP. Nous espérons, quand il sera mis un terme à la guerre qui nous est imposée, que nous pourrions promouvoir l'islam et améliorer la vie de nos peuples, grâce à la pleine utilisation de nos ressources humaines.

Enfin, puisque ce Congrès ouvre ses assises au milieu du Ramadan, je voudrais demander que pour la fixation des réunions futures les engagements religieux de toutes les confessions soient pris en considération. C'est la raison pour laquelle ma délégation n'a pas été en mesure de prendre part aux réceptions, ce dont nous nous excusons auprès de ceux qui ont eu l'amabilité de nous inviter. Nous espérons la victoire des opprimés sur les oppresseurs, au nom d'Allah.

Le MALAWI: Je saisis cette occasion pour transmettre les salutations fraternelles et les meilleurs vœux de mon Président, du Gouvernement et du peuple du Malawi à cet auguste Congrès qui se tient dans cette ville historique de Hamburg et pour exprimer la profonde gratitude de ma délégation pour la chaleureuse hospitalité qui nous est offerte par le pays hôte.

J'aimerais aussi vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir été élu à la présidence du Congrès. Mes félicitations s'adressent également aux Vice-Présidents et plus spécialement au Doyen. En parcourant l'ordre du jour, j'ai constaté qu'une très lourde responsabilité reposait sur vos épaules, mais j'ai la certitude que, grâce à votre compétence et à celle de nos Vice-Présidents, vous saurez vous acquitter de votre charge à la satisfaction générale.

Le Malawi a adhéré à l'Union postale universelle depuis que nous sommes devenus une République en juillet 1966. A l'époque, il n'y avait que 59 bureaux de poste et 85 agences postales pour desservir une population de quatre millions d'habitants vivant sur une superficie extrêmement vaste. Aujourd'hui, en 18 ans d'existence de notre République, les chiffres que je viens de vous citer ont doublé. Nous avons maintenant 119 bureaux de poste et 226 agences postales. Néanmoins, les facilités postales dont nous disposons sont bien en dessous des normes de l'UPU et j'imagine que c'est également le cas d'un grand nombre de pays en développement. Le Malawi est particulièrement reconnaissant pour l'aide financière fournie par votre pays dans les différents domaines économique, culturel et social. Actuellement, la République fédérale d'Allemagne fournit une aide financière pour la construction de huit bureaux de poste dans les zones rurales du Malawi.

Des sujets très importants, exigeant un examen approfondi, figurent à l'ordre du jour, mais je vous serais reconnaissant de bien vouloir laisser plus de temps aux questions relatives à l'assistance technique, notamment dans le domaine de la formation. Les pays en développement ont besoin de former leurs cadres supérieurs et moyens ainsi que les agents et préposés des bureaux de poste pour que ceux-ci puissent atteindre un niveau élevé sur le plan professionnel. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous pourrions maintenir la qualité des services exigée par notre clientèle. Je souhaite au Congrès tout le succès possible.

Examen
des propositions
de modification
du Règlement
intérieur
des Congrès
(suite)
Proposition
1725.91

Le PRÉSIDENT: La proposition 1725.91 du Conseil exécutif vise à insérer dans le Règlement intérieur des Congrès la procédure qui fait l'objet de la résolution C 4 du Congrès de Rio de Janeiro et qui a fait ses preuves à ce Congrès.

Le CANADA: Le texte de la proposition prévoit sous lettre a) l'attribution au CE des études pouvant entraîner une modification des Actes, alors que cette compétence n'est pas reconnue sous lettre b) pour le CCEP. Cette restriction nous paraît en contradiction avec l'article 104, paragraphe 11, du Règlement général, qui dispose que le CCEP est habilité à formuler lui-même des propositions à l'intention du Congrès. Notre souci est d'éviter un malentendu.

Le SECRÉTAIRE: La proposition qui est soumise au Congrès concerne la procédure à suivre pendant le Congrès, pour attribuer les études au CE et au CCEP. Ces règles ne portent nullement atteinte aux dispositions de l'article 104 du Règlement général qui régissent les compétences du CCEP dans l'intervalle des Congrès. En conséquence, il ne paraît pas opportun, voire souhaitable, de compléter l'article 25bis proposé par ce qui figure à l'article 104, paragraphe 11, du Règlement général et qui permet au CCEP de présenter des propositions au Congrès.

La proposition 1725.91 est adoptée dans sa teneur initiale.

Elaboration des
procès-verbaux
et des rapports
des Commissions
Proposition 011

Le PRÉSIDENT: La proposition 011 vise à étendre l'établissement de rapports, en lieu et place de procès-verbaux, aux réunions de toutes les Commissions du Congrès, à l'exception de celles des Commissions 3, 5 et 10.

La proposition 011 est adoptée.

Attribution
des propositions
d'ordre général
et des
Congrès — Doc
aux différents
organes
du Congrès
Congrès — Doc 44

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 44 contient une liste des propositions d'ordre général (annexe 1) et une liste des Congrès — Doc (annexe 2) dans lesquelles est suggéré l'organe qui pourrait être chargé de l'examen de chacune des questions faisant l'objet de ces documents.

Le Congrès — Doc 44 est approuvé sans modification.

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 46 reproduit une lettre de l'IATA qui demande au Congrès de lui accorder la possibilité de s'adresser à la Commission de la poste aérienne lors de l'examen du rapport sur les travaux de l'UPU et de l'IATA au sujet des taux de base du transport aérien du courrier.

Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du transport aérien international (IATA)

Congrès — Doc 46

L'INDE: Notre délégation n'est pas contre la présence de l'IATA, mais il faut relever que si le Comité de contact n'a pas réussi à aboutir à des résultats plus positifs, c'est partiellement dû au fait que l'IATA a été réticente à fournir les données concernant les recettes provenant du fret aérien. En outre, la présence de l'IATA ne devrait pas entraver la libre et franche expression des membres de l'Union et l'IATA ne devrait intervenir que pour répondre à des demandes d'éclaircissement.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Il est d'usage que l'IATA demande à s'adresser à la Commission 6 à l'occasion de l'examen des taux de base du transport aérien. Le Secrétaire général de l'IATA adresse ses remarques à la Commission et se retire. La Commission continue ses délibérations sans la présence de l'IATA qui, toutefois, peut être invitée pour répondre à des questions éventuelles. Ce sont là les limites de sa requête et de sa présence à la Commission 6.

Le Congrès accepte que l'IATA puisse s'adresser à la Commission de la poste aérienne du Congrès au sujet des taux de base du transport aérien, sans toutefois que le statut d'observateur lui soit octroyé.

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 47 reproduit une lettre par laquelle l'Organisation internationale de normalisation (ISO) demande de participer en qualité d'observateur aux délibérations concernant des questions qui intéressent cette organisation.

Demande de participation présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

Congrès — Doc 47

Le Congrès admet l'ISO comme observateur aux séances du Congrès à l'ordre du jour desquelles sont inscrits des problèmes communs à l'UPU et à l'ISO.

Le PRÉSIDENT: Brunei, qui a récemment acquis son indépendance, a entrepris les démarches pour devenir membre des Nations Unies et il entend adhérer ensuite à l'Union, conformément à l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution. En attendant que ces formalités soient accomplies, il souhaite pouvoir assister au Congrès en qualité d'observateur. Or, bien que la possibilité d'admettre de tels observateurs n'existe pas dans les Actes de l'UPU (notamment à l'article 5 du Règlement intérieur), une telle demande est acceptable, d'autant plus que de tels cas se sont déjà présentés dans le passé.

Demande de Brunei

Congrès — Doc 51

L'INDONÉSIE et la PAPOUASIE — NOUVELLE-GUINÉE appuient la demande de Brunei.

Brunei est admis comme observateur au XIXe Congrès.

Le PRÉSIDENT fait part de la demande de l'Association du personnel du Bureau international d'être représentée par deux de ses membres aux séances du Congrès et de ses Commissions lorsque des problèmes concernant le personnel sont à l'ordre du jour.

Demande de l'Association du personnel du Bureau international

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Selon la pratique établie, l'Association du personnel du Bureau international est admise en qualité d'observateur au Congrès et au Conseil exécutif lorsque des questions touchant aux intérêts du personnel sont à l'ordre du jour. J'appuie cette demande.

Le Congrès accepte que l'Association du personnel du Bureau international participe en qualité d'observateur aux délibérations qui touchent aux intérêts des fonctionnaires du Bureau international.

Le PRÉSIDENT: Cette proposition vise à réaffirmer la validité de la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, à confirmer que la République d'Afrique du Sud est exclue de l'Union jusqu'à la prise d'une décision contraire par un Congrès ultérieur et à décider qu'elle ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

Question concernant l'Afrique du Sud
Proposition 024

Le BRÉSIL: Au Congrès de Rio de Janeiro, le Brésil en tant que pays hôte s'est abstenu d'intervenir en séance plénière. Toutefois, sa position sur le sujet en discussion est bien connue. C'est un thème que nous avons abordé à de nombreuses réunions internationales auxquelles nous avons participé.

La situation actuelle dans le monde nous inspire quelques réflexions sur la nécessité de mobiliser toutes les énergies pour établir un ordre international juste et équitable, reposant sur certains principes de base, notamment sur la justice sociale comme condition première d'un développement harmonieux des sociétés. Il faut absolument préserver la paix sociale pour assurer l'expansion économique de chaque pays, ce qui ne peut être atteint que dans le respect de l'intégrité des racines socioculturelles des individus.

Le Brésil ne s'écarte pas de sa politique de modération et d'équilibre, inspirée de la forme pluraliste de sa société. La nation brésilienne est une mosaïque d'ethnies différentes qui ont forgé la culture et les traditions du pays, qui ont formé sa race et qui ont apporté leur contribution à la mise en valeur des richesses naturelles. Forts de notre expérience historique, nous sommes convaincus que les valeurs de notre patrimoine social peuvent être transposées sur le plan international.

Voué aux idéaux d'harmonie raciale, le Brésil condamne vivement toute forme de ségrégation et d'apartheid discriminatoire nourrie par des pays qui, de cette façon, rendent un mauvais service à la cause et aux intérêts que nous défendons comme moyen de préserver l'intégrité de l'homme.

Nous ne pouvons pas fomentér de crises plus importantes. Malheureusement, de nombreuses convulsions nous font craindre pour l'avenir de l'humanité. C'est la raison pour laquelle nous repoussons l'apartheid discriminatoire qui conduit à la désunion, à la lutte sociale et à l'aviissement de l'être humain, car ce sont des facteurs qui ont une incidence décisive sur l'éclosion de graves troubles sociaux. Il sied de rappeler à ce propos le Préambule de la Constitution de l'UPU qui résume les buts de notre Union, à savoir le développement des communications entre les peuples pour assurer un fonctionnement efficace des services postaux, tout en contribuant à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique.

Il s'agit là donc d'un souci de notre organisation dans le dessein d'assurer la coopération au niveau international de façon égalitaire. Nous ne comprenons pas les raisons qui conduisent un pays à adopter une politique axée sur la division de ses citoyens et qui simultanément prétend partager les idéaux de l'UPU selon lesquels toutes les nations ont le même droit au développement, à la sécurité et au travail, facteurs qui stimulent aussi l'expansion des services postaux.

Lorsqu'il s'identifie aux valeurs essentielles de la vie — la liberté, l'élévation de l'homme, le respect des droits individuels — le Brésil s'associe aux peuples opprimés et réaffirme son attachement aux principes d'égalité et de justice sociale, essentiels au maintien d'une société où le bien-être de l'homme puisse l'amener à concrétiser ses aspirations, dans un climat de liberté et de justice.

Le COSTA-RICA: Notre pays observe une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et nous aimerions que ce principe soit également appliqué au XIXe Congrès. L'UPU doit avoir pour politique non pas d'expulser les nations qui en font partie mais bien au contraire d'y faire entrer celles qui n'y appartiennent pas encore.

Nous ne pouvons ignorer que le premier objectif de l'UPU consiste à améliorer les services postaux au bénéfice des citoyens de tous les pays. Ainsi, l'objet de la proposition 024 ne rentre pas dans nos attributions. Les questions politiques doivent être débattues par les organisations créées à cet effet et l'UPU ne peut pas s'attribuer le rôle d'un organe chargé de prendre des sanctions politiques qui ne relèvent pas de sa compétence. Nous demandons aux honorables délégations de bien vouloir considérer notre position et de donner une fois pour toutes à l'UPU le champ d'action qui est constitutionnellement le sien.

Le Costa-Rica est d'avis que le Congrès ne peut pas entrer en matière sur le contenu de la proposition 024 qui ne rentre pas dans les attributions de l'UPU.

L'ÉTHIOPIE: Comme il nous en souvient, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé d'expulser l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle.

Cependant, nous avons appris avec surprise et consternation que l'Afrique du Sud est illégalement revenue à l'Union. Monsieur le Président, je dis illégalement, car nul organe autre que le Congrès n'a le pouvoir d'admettre de nouveau un pays expulsé. Comme vous le savez tous, Messieurs les délégués, l'Afrique du Sud a été à maintes reprises condamnée par diverses instances internationales pour son arrogante pratique de l'apartheid. Mais a-t-elle en quoi que ce soit tiré la leçon? Nullement, puisqu'elle persiste à appliquer cette odieuse et inhumaine politique d'apartheid.

En outre, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa résolution 2426 (XXIII) du 18 septembre 1968, a fait appel à toutes ses institutions spécialisées et aux organisations internationales

pour prendre les mesures qui s'imposaient pour cesser toute aide financière, économique, technique ou autre à l'Afrique du Sud tant que cette dernière n'aura pas abandonné sa politique de discrimination raciale. Il va sans dire que l'UPU, en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, devrait être l'une des premières à respecter la recommandation de l'organisation mère. C'est à la suite de cette recommandation que depuis 1974 l'Organisation des Nations Unies refuse d'accepter les lettres de créance du Gouvernement minoritaire de l'Afrique du Sud.

Malgré toutes les protestations et mises en garde des nations du monde éprises de paix et des organisations internationales, l'Afrique du Sud continue de pratiquer avec arrogance l'apartheid. Pourquoi conserverait-elle sa qualité de membre de l'Union postale universelle quand elle refuse de respecter les principes de notre organisation et ceux de l'Organisation des Nations Unies?

L'Afrique du Sud semble avoir négligé un élément important, à savoir le sens politique élevé de nos frères noirs opprimés. Nous sommes persuadés que l'heure du triomphe et de la victoire est venue pour eux.

La délégation éthiopienne appelle par conséquent tous les Etats-membres présents à ce Congrès à prendre pleinement conscience des répercussions dangereuses qu'aurait une réadmission de l'Afrique du Sud et à se prononcer pour son expulsion tant qu'elle n'aura pas radicalement modifié son attitude.

L'INDE: En ma qualité de Ministre des communications de l'Inde, je voudrais exprimer brièvement, en termes clairs et catégoriques, la position du Gouvernement de l'Inde à l'égard de l'Afrique du Sud.

En 1979, à Rio de Janeiro, le Congrès, organe suprême de l'UPU, a expulsé l'Afrique du Sud de l'Union. Cette décision marquait la colère et l'inquiétude de cette institution mondiale à l'égard des politiques racistes que ce pays ne cesse de pratiquer. Pourtant, à l'indignation et à la consternation de bon nombre d'entre nous, l'Afrique du Sud, en tirant parti d'une pure lacune dans les dispositions, est parvenue à entrer à nouveau à l'UPU. Ce faisant, ce pays a encore une fois bafoué l'opinion mondiale opposée aux pratiques de ce régime.

Comme l'Afrique du Sud a été réadmise à l'UPU du fait que la Constitution n'interdit pas expressément la réadmission d'un pays expulsé, l'Inde appuie les propositions présentées au XIXe Congrès pour combler cette lacune.

La position de l'Inde au sujet de l'apartheid est bien connue. Il est intolérable qu'un être humain soit considéré comme supérieur à un autre en raison de la couleur de sa peau. L'existence d'une société fondée sur ce genre de discrimination rend la civilisation muette. Il n'y a pas très longtemps, mais bien avant que le monde n'ait saisi les horribles implications de l'apartheid, le pacifique Mahatma Gandhi s'y est opposé avec toutes les forces de la non-violence. Une nouvelle prise de conscience était née.

Permettez-moi de réitérer que l'Inde continuera de s'opposer à l'apartheid dans toutes les instances et qu'ici, au Congrès, elle n'hésite pas un instant à donner son appui aux propositions concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union.

La MONGOLIE (RÉP. POP.): Notre délégation a étudié soigneusement la proposition 024 présentée par plus de trente Pays-membres de l'Union, relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU. La politique odieuse d'apartheid poursuivie par ce pays est en contradiction avec la volonté unanime de toutes les nations libres. Cette politique raciste a été condamnée par toutes les organisations internationales, y compris les Nations Unies, le Conseil de sécurité, les institutions spécialisées de l'ONU et d'autres organisations internationales. Par sa résolution C 2, le Congrès de Lausanne 1974 a décidé l'exclusion de la République sud-africaine du XVIIe Congrès de l'UPU et de tous les autres Congrès et réunions de l'Union postale universelle. Enfin, en adoptant sa résolution C 6, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé l'expulsion de la République sud-africaine de l'Union postale universelle.

Notre délégation tient à rappeler que le Gouvernement de la République populaire de Mongolie a condamné sans réserve et condamne toujours la politique odieuse du Gouvernement raciste de la République d'Afrique du Sud. Cela étant, elle appuie pleinement la proposition 024.

CUBA: Une fois encore, nous nous voyons dans l'obligation de perdre un temps précieux pour tenter de mettre un terme à l'injustice et à l'oppression pratiquées par le régime raciste d'Afrique du Sud.

J'ai en mémoire, et je pense qu'il en est de même pour la majorité des participants à cette séance plénière, les longues journées consacrées par le Congrès de Rio de Janeiro aux débats relatifs à l'expulsion du Gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Le résultat de ces heures interminables est encore présent dans nos esprits; à Rio de Janeiro, l'immense majorité des orateurs parlant le langage des peuples ont condamné le régime infâme du racisme et de l'apartheid. Mais là aussi, un petit nombre de participants ont tenu un langage très différent et se sont mis au service du régime de Pretoria pour défendre sa présence au sein de l'UPU en faisant

la sourde oreille à l'appel universel au respect des droits de l'homme et de la dignité du peuple sud-africain sur lequel le gouvernement de la minorité raciste exerce la répression et la discrimination la plus cruelle. Toutefois, à Rio de Janeiro, l'arrogance impérialiste des amis de Pretoria a subi un sérieux revers à la suite de l'adoption de la résolution C 6 par le Congrès qui, avec l'approbation des gouvernements de la majorité des Pays-membres de l'UPU et de l'opinion publique internationale, a décidé d'expulser l'Afrique du Sud de l'Union. Cette décision a marqué la condamnation du racisme et de l'apartheid dans les institutions internationales.

Peu après, par circulaire 200 du 29 juin 1981, le Bureau international de l'UPU a fait savoir que la République d'Afrique du Sud était réintégrée dans l'UPU. La formalité de réintégration du Gouvernement raciste d'Afrique du Sud a été opérée en vertu des dispositions des Actes qui définissent les mécanismes d'adhésion ou d'admission, cela en méconnaissance de la situation particulière de ce pays qui avait été expulsé par une résolution expresse de la plus haute autorité de l'Union, le Congrès. L'application de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution pour la réadmission de l'Afrique du Sud est un défi à la volonté de la majorité des Etats-membres de l'UPU et la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro a été bafouée. Ce stratagème juridique a suscité une vive réaction de la majorité des Pays-membres de l'UPU. Des débats animés se sont déroulés à la réunion du Conseil exécutif de mai 1982.

Les mêmes arguments d'ordre constitutionnel présentés au Congrès de Rio de Janeiro par les défenseurs du racisme et de l'apartheid ont été ultérieurement utilisés pour permettre la réintégration de l'Afrique du Sud, comme si des clauses constitutionnelles incomplètes et inadéquates pouvaient servir de frein à la volonté de la majorité de nos nations! Par quel raisonnement obscur peut-on conclure que la Constitution prime sur une décision du Congrès? N'est-ce pas par hasard le Congrès lui-même qui modifie et approuve la Constitution? Qui saurait nier aujourd'hui que nous sommes décidés à expulser l'Afrique du Sud de l'UPU, ou plutôt à ratifier la décision d'expulsion prise à Rio de Janeiro? Qui peut en outre nous dénier le droit et la compétence de modifier nos statuts pour faire prévaloir la justice au sein de notre organisation? L'article 11 de la Constitution doit être modifié afin qu'il ne puisse à nouveau servir d'instrument à ceux qui prétendent perpétuer la présence de l'Afrique du Sud dans l'Union contre la volonté de la majorité.

Depuis son expulsion, le Gouvernement d'Afrique du Sud n'a pas changé d'un iota sa politique de ségrégation raciale et d'oppression du peuple sud-africain et il ne serait pas faux d'affirmer qu'à partir de cette date sa furieuse toute-puissance s'est au contraire exacerbée, tant sur le plan intérieur contre la population noire sud-africaine que sur le plan extérieur contre les pays voisins.

Cette position qui, pour tous paraît absurde et disproportionnée, s'appuie sur le fait que le Gouvernement de Pretoria se sent soutenu politiquement et économiquement par de puissants intérêts de monopoles et d'impérialisme et par des pays qui, au mépris absolu des résolutions prises par l'Organisation des Nations Unies, lui apportent leur soutien. Il serait très utile de connaître actuellement le nombre de résolutions condamnatoires prises par l'ONU et ses institutions spécialisées et par d'autres organismes internationaux, comme le Mouvement des pays non alignés, contre le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud pour évaluer jusqu'où vont le sans-gêne et le dédain de ce régime à l'égard des institutions internationales et de l'opinion mondiale, attitude également adoptée par ses défenseurs.

L'existence et la perpétuation d'un régime fondé sur la politique raciale et sur l'oppression de la population noire d'Afrique du Sud, outre les calamités inhérentes à sa propre nature, constituent une importante source de tension et de danger pour la paix de la région.

C'est pour toutes ces raisons que notre délégation juge nécessaire d'adopter des mesures énergiques contre le Gouvernement d'Afrique du Sud, d'en ratifier l'expulsion et d'adapter nos textes afin d'éviter que sa présence nous soit à nouveau imposée contre notre volonté. C'est pourquoi nous apportons notre appui total à la proposition 024.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE approuve le projet de résolution 024 condamnant le régime raciste de l'Afrique du Sud et visant à expulser ce pays de l'UPU. La réadmission de l'Afrique du Sud, telle qu'elle s'est faite, ne peut signifier que le non-respect des décisions prises par les Congrès, qui sont ainsi annulées par des autorités subalternes à caractère exécutif. Cela signifie aussi qu'une tutelle est exercée sur les travaux de l'Union en fonction d'intérêts particuliers, sans aucune considération pour la volonté du Congrès et la majorité de ses membres.

La République arabe syrienne se déclare solidaire du peuple de l'Afrique du Sud et se range à ses côtés pour faire face au racisme qui se traduit par le régime de l'apartheid pratiqué dans ce pays. Elle a confirmé sa position dans le message transmis récemment par le Président de la République, Hafez Al Assad, au Comité de l'ONU de lutte contre l'apartheid, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple de l'Afrique du Sud.

Les pays arabes ressentent profondément les souffrances du peuple de l'Afrique du Sud, étant donné que notre peuple souffre également des méfaits du racisme exercé par le régime sioniste en Palestine et dans les territoires arabes occupés. Les deux systèmes en question sont nés du colonialisme. Chacun d'eux n'a pu voir le jour, se raffermir et exercer sa puissance que grâce au soutien des pays colonisateurs et plus tard de l'impérialisme mondial.

L'opinion mondiale a condamné, par de nombreuses décisions de l'ONU, les deux systèmes racistes qui règnent en Israël et en Afrique du Sud. Ces décisions successives invitent les pays du monde à punir les deux systèmes en question pour leurs crimes répétés. Malgré tout cela, l'impérialisme continue à les soutenir, les encourageant de ce fait à poursuivre leurs agressions et à appliquer le racisme. L'unité de tous les peuples est donc requise pour mettre fin aux actions racistes des forces qui les soutiennent. L'aboutissement de leurs efforts supprimerait du même coup cette tache de déshonneur dans l'histoire de l'humanité.

L'URSS: Ce n'est pas la première fois que les Congrès postaux traitent de la qualité de membre de l'Afrique du Sud à l'UPU et prennent des décisions qui condamnent la politique inhumaine d'apartheid et de racisme, l'agression contre les Etats voisins et l'occupation de la Namibie qui continue. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro, la politique de l'Afrique du Sud n'a non seulement pas changé mais est devenue encore plus agressive et provocatrice. L'Union soviétique et les pays de la communauté socialiste soutiennent la lutte des peuples contre le racisme et le colonialisme. Les peuples du monde ont récemment marqué le 20e anniversaire de l'adoption, sur l'initiative de l'URSS, d'une déclaration de portée historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux; cette déclaration constitue un stimulant vigoureux dans la lutte pour la libération nationale qui a conduit à la création de dizaines de nouveaux Etats en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'URSS appuie pleinement la proposition 024.

Je profite de l'occasion pour déclarer que, malgré la décision du Congrès relative à la proposition 026 concernant Israël, nous appuyons résolument ceux qui dénoncent sa politique d'agression et d'occupation de terres arabes, ses crimes sanglants au Liban et le génocide du peuple martyr de la Palestine qui a droit à avoir un Etat indépendant.

Nous restons convaincus que les peuples d'Afrique ainsi que les peuples arabes qui combattent l'agression d'Israël remporteront une victoire décisive dans leur lutte contre le racisme, l'apartheid et le néocolonialisme, qu'ils renforceront leur souveraineté et leur indépendance économique et politique et qu'ils s'ouvriront une voie vers un avenir lumineux.

Le SOUDAN: Il existe malheureusement au monde un pays qui a perdu toute sensibilité et tout sens de la dignité. Ce pays, c'est l'Afrique du Sud. Par le passé, nous l'avons expulsé de trois ou quatre Congrès de l'Union dont l'un des objectifs reste le développement de l'amitié entre les peuples dans la recherche de la paix. Ces condamnations n'ont pas amené l'Afrique du Sud à modifier sa politique odieuse d'apartheid basée sur la ségrégation raciale. Ce pays a, au contraire, dépassé la mesure et son but final reste l'élimination de la race africaine en Afrique du Sud et dans les régions environnantes. La politique de cet Etat raciste est une violation de tous les engagements et de toutes les pratiques religieuses ou temporelles. De plus, la politique de cet Etat a inspiré celle d'une autre entité du Moyen-Orient. Il s'agit d'Israël qui applique en Palestine la même politique raciste à l'égard du peuple arabe. Comme en Afrique du Sud, il y a en Israël ségrégation raciale et répression envers le peuple arabe de Palestine, dans l'intention de l'éliminer. Ces deux entités pratiquent la torture et l'assassinat. Mais il est certain que le jour viendra où les peuples africain et arabe auront raison de leurs oppresseurs qui ont perdu toute qualité humaine. Pour notre part, nous veillerons à ce Congrès à mettre un terme à toute application illégale des Actes de l'UPU par l'Afrique du Sud.

Le NIGÉRIA: La politique d'apartheid du régime d'Afrique du Sud est une question très préoccupante pour le Gouvernement et le peuple du Nigéria qui la condamnent dans toutes ses ramifications. Dans son allocution à la séance de ce matin, mon Ministre a précisé la position de notre Gouvernement. Les documents sont là pour prouver que l'Union a toujours été opposée à l'apartheid et qu'elle a toujours soutenu l'idée de l'expulsion de l'Afrique du Sud. Au Congrès de Tokyo 1969, l'UPU a adopté une résolution à cet effet et il en a été de même au Congrès de Lausanne 1974. La résolution adoptée à Rio de Janeiro en 1979 est la dernière de ces décisions. On constate avec tristesse que l'Afrique du Sud a encore trouvé le moyen d'entrer à nouveau dans l'Union en passant par la petite porte. A moins qu'il ne soit pris des mesures spécifiques lors du présent Congrès, l'Afrique du Sud réduira l'Union à un bouledogue ayant perdu ses dents, incapable de faire appliquer ses résolutions.

Comme chacun le sait, rien ne s'est produit depuis 1979 qui puisse faire revenir le Congrès sur sa résolution de Rio de Janeiro visant à expulser l'Afrique du Sud de l'Union. En fait, ce pays n'a cessé d'intensifier sa politique d'apartheid dans sa pire forme. Il ne peut être admis dans l'Union tant qu'il n'aura pas renoncé à son odieuse politique d'apartheid.

La poste est un service social censé promouvoir l'interaction sociale et raciale. Malheureusement, le Gouvernement d'Afrique du Sud ne croit pas à l'interaction raciale entre Blancs et Noirs sur son territoire et il ne peut par conséquent faire partie de l'Union tant qu'il n'aura pas renoncé à sa politique d'apartheid. La question de l'Afrique du Sud n'a cessé d'être traitée d'un Congrès à l'autre. Que le Congrès prenne les mesures nécessaires non seulement pour expulser l'Afrique du Sud de l'Union, mais aussi pour supprimer les échappatoires de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution que le Gouvernement d'Afrique du Sud continue d'exploiter pour tenter de revenir à l'Union par la petite porte.

Il est inconcevable que le Gouvernement d'Afrique du Sud traite les Noirs vivant sur son territoire comme des sous-hommes tout en cherchant à être admis dans l'Union, où ses délégués prendront place côte à côte avec d'autres délégués en tant qu'égaux. Cette position est absurde. Certains de nos frères ici présents peuvent nous considérer comme des personnes émotives et sentimentales sur la question de l'Afrique du Sud et de la politique raciale de ce pays. Ils sont en droit d'avoir leur opinion à ce sujet. Ils devraient cependant sonder leurs esprits et imaginer ce que seraient leurs sentiments si la situation avait été l'inverse et si les Noirs d'Afrique du Sud avaient traité la population blanche de là-bas comme des sous-hommes.

La position du Gouvernement et du peuple du Nigéria est que l'Afrique du Sud doit rester en dehors de l'Union tant qu'elle n'aura pas renoncé à sa politique d'apartheid et sur ce point je plaide en faveur de l'adoption intégrale de la proposition 024.

L'OBSERVATEUR DE L'UPA: Ce sujet n'est pas nouveau. Le Congrès de Lausanne 1974 a décidé d'exclure l'Afrique du Sud du Congrès et le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé de l'expulser de l'Union parce qu'il était convaincu de la justesse des motifs invoqués. Aujourd'hui, nous ne discutons plus des motifs et des raisons de l'expulsion, car ils sont connus et clairs pour tous ceux qui font partie des êtres humains. Accepter la réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union alors qu'elle pratique toujours la plus infâme des politiques de racisme, serait accepter la servitude de l'homme et la dégradation de sa dignité.

L'homme, où qu'il se trouve, est égal à ses frères dans tous les endroits du monde. Il a le droit à une vie libre, noble et digne. Notre devoir consiste à faire face à tous ceux qui ne se conforment pas à ce principe et à désapprouver leurs actes. Nous ne devons avoir aucune relation avec un pays quelconque qui ne respecterait pas les droits légitimes des hommes et ne reconnaîtrait pas que tous les peuples du monde, sans égard à leur couleur, leur race, leur langue ou leurs convictions, ont le droit à une vie digne et à l'autodétermination. Notre nature humaine nous impose cette prise de position et il est de notre devoir de la conserver et de respecter nos décisions précédentes, faute de quoi nous aurions rejeté notre caractère humain et nos valeurs. Nous devons prendre les dispositions adéquates vis-à-vis de tout Pays-membre qui ne respecterait pas le droit international et ne reconnaîtrait pas les résolutions des Nations Unies. En vertu de l'esprit du Préambule de la Constitution de l'Union, nous confirmons le rôle humanitaire et social de notre Union à travers le monde et nous estimons que la présence de pays racistes comme l'Afrique du Sud et l'entité sioniste dénommée Israël en tant que membres de l'Union est en contradiction avec le rôle en question.

Avant-hier, il a été décidé de reporter l'examen de la question de l'expulsion de l'entité sioniste par un procédé illégal et arbitraire adopté par la présidence du Congrès. Cette entité a les mains tachées du sang des innocents des habitants des territoires arabes occupés et ses méthodes racistes ne diffèrent nullement de celles de l'Afrique du Sud, sinon qu'elles les dépassent.

Les délégations arabes regrettent l'immense erreur commise par le Président du Congrès et approuvent la proposition 024 visant à expulser l'Afrique du Sud de l'UPU. Elles sont convaincues que le jour viendra où cette Union noble et humanitaire expulsera le dénommé Israël étant donné que la voix de la vérité, de la justice et de la paix est toujours plus forte que celle de l'injustice, du racisme et du mal.

Le ZIMBABWE: Les orateurs précédents ont tous donné des raisons pour exclure l'Afrique du Sud de l'Union, à l'exception du délégué de Costa-Rica à qui je voudrais dire que s'il avait la peau noire il serait traité d'une manière dégradante en Afrique du Sud.

Nous sommes contre toutes les formes de racisme en Afrique du Sud et en Israël, cela d'autant plus que nous venons de nous débarrasser d'un régime minoritaire raciste. Durant le Congrès de Rio de Janeiro, nous luttons pour notre indépendance et pour l'instauration d'une société libre et démocratique. Nous aimerions bien qu'il en soit de même en Namibie, en Afrique du Sud et en Israël. Nous nous associons donc à la déclaration

de l'Arabie saoudite, faite lors de la discussion de la proposition 026, et nous souhaitons que cette question reste à l'ordre du jour et soit discutée d'une façon plus libre et plus franche que cela ne l'a été. Toujours dans le même ordre d'idées, je tiens à rappeler que mon Gouvernement appuie également le peuple palestinien dans sa lutte pour l'autodétermination.

L'OBSERVATEUR DE L'UPAP: Je tiens à vous faire part de l'avis émis à ce sujet par les 38 Administrations qui ont participé à la dernière réunion de notre Union restreinte: l'Afrique du Sud doit être expulsée de l'Union et la lacune de l'article 11 de la Constitution, qui lui a permis de la réintégrer, doit être comblée. Lors de sa dernière réunion, l'UPAP s'est également accordée pour critiquer le Gouvernement suisse. Ce dernier a accepté la candidature de l'Afrique du Sud sans consulter sur ce point les Pays-membres de l'Union alors qu'une telle procédure est prévue à l'article 11 de la Constitution. De ce fait, la procédure suivie est, à notre avis, illégale.

Quels que soient les problèmes juridiques, l'UPAP est d'avis qu'il n'est pas possible de poursuivre notre travail avec un régime continuant de pratiquer une politique qui est un crime contre l'humanité.

Nous sommes pour l'universalité de l'Union, à condition que celle-ci ne compte que des membres qui soient dignes d'en faire partie. C'est aussi l'avis des pays qui ont présenté le projet de résolution 024 et qui s'indignent de voir bafouées les décisions des Congrès de Lausanne et de Rio de Janeiro. Il faut donc expulser l'Afrique du Sud de l'Union en adoptant la proposition qui nous est soumise à cet effet et veiller à ce que ce pays ne puisse plus être admis par la porte de derrière avec la complicité du Gouvernement suisse.

En ce faisant, le Congrès ne fera qu'appliquer les résolutions des Nations Unies qui ont demandé aux institutions spécialisées de prendre des mesures contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Sixième séance du Congrès

Jeudi 21 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Question
concernant
l'Afrique du Sud
(suite)

Proposition 024

Le PRÉSIDENT: Nous reprenons la discussion du projet de résolution faisant l'objet de la proposition 024 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU. Je donne en premier lieu la parole aux pays qui s'étaient déjà annoncés à la fin de la séance de ce matin.

Le CAMEROUN: Le peuple camerounais et son Chef d'Etat, Paul Biya, attachent une importance toute particulière à la paix et à l'amitié entre les peuples de la planète. Le soutien actif qu'ils apportent à l'UPU s'explique donc par le fait qu'ils considèrent que celle-ci constitue un excellent moyen de parvenir à cette paix et à cette amitié entre les peuples.

C'est sur la base de ces principes que le peuple camerounais et son Gouvernement condamnent sans appel toutes les formes de discrimination raciale, notamment cette forme odieuse et arrogante que pratique avec un rare talent l'Afrique du Sud, talent qu'on aurait plutôt aimé voir orienté dans d'autres domaines plus utiles à la communauté internationale.

Le Gouvernement du Cameroun et son peuple ne sont pas opposés à l'Afrique du Sud. Ils sont plutôt, et ils le sont résolument, contre la politique de racisme radical que pratiquent les gouvernants de cet Etat contre l'immense majorité des Noirs qui forment la population de ce pays.

Eu égard à ce qui précède, la délégation camerounaise, cosignataire de la proposition 024, confirme avec force sa signature et fait la déclaration suivante:

"Depuis que mon pays est devenu membre de l'UPU, en avril 1961, il s'est employé au mieux à s'acquitter de toutes ses obligations découlant de son appartenance à cette organisation. Il saisit l'occasion qui lui est ainsi offerte pour remercier tous les Pays-membres qui lui ont fait confiance à Rio de Janeiro en 1979 en l'élisant au Conseil consultatif des études postales et qui l'ont choisi pour abriter sur son sol, en 1981, la première conférence des acheminements postaux qui a eu lieu à Yaoundé.

Le succès remporté par ces assises témoigne de l'intérêt soutenu que l'Afrique apporte aux initiatives de l'UPU. Pour ce qui regarde le Cameroun lui-même, il est reconnaissant à l'organisation et à son Bureau international pour la contribution qu'ils ont apportée ces cinq dernières années à la formation de ses cadres ainsi qu'au développement de son plan postal national.

C'est pour toutes ces raisons et en vue de contribuer encore un peu plus, fût-ce très modestement, que le Cameroun a décidé de se porter candidat au Conseil exécutif de l'UPU. Il prie donc tous les Pays-membres de l'Union de lui renouveler leur confiance en soutenant sa candidature et les en remercie d'avance."

Le LIBÉRIA: La question de l'Afrique du Sud est une maladie chronique pour notre organisation et ce Congrès doit trouver le bon remède pour la vaincre. Nous ne devons pas négliger le fait que l'Union postale universelle a été créée en faveur de toute l'humanité, en particulier pour améliorer la condition de l'homme grâce à la collaboration internationale. Tous les pays pacifistes ont déclaré que la politique de discrimination raciale de l'Afrique du Sud était un crime contre l'humanité. Le Gouvernement d'Afrique du Sud est non seulement dépourvu de sens moral, mais il déshumanise, méprise les Noirs vivant dans leur propre pays et porte atteinte à leur dignité. Un des buts fondamentaux de l'Union postale universelle est de relever la condition de l'homme et de tout son environnement par la communication et la compréhension, ce à quoi l'Afrique du Sud ne croit pas. En réadmettant l'Afrique du Sud par la petite porte, le Gouvernement suisse n'a absolument pas tenu compte de la résolution C 6 prise par le Congrès de Rio de Janeiro et son initiative illicite et irrespectueuse devrait être mise en cause.

En raison de ce qui précède, mon Gouvernement continue de soutenir l'idée selon laquelle l'Afrique du Sud doit être catégoriquement exclue et expulsée de l'Union postale universelle tant qu'elle n'aura pas totalement éliminé les principes d'apartheid sous toutes leurs formes.

L'UKRAINE: La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine appuie les orateurs qui sont intervenus pour condamner la politique d'apartheid et d'agression pratiquée par l'Afrique du Sud à l'égard d'Etats indépendants d'Afrique et pour condamner l'occupation illégale de la Namibie.

L'apartheid est la forme la plus cruelle de tyrannie et constitue un défi à l'égard des peuples du monde entier, un danger sérieux pour la paix et pour la sécurité internationale.

La République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son entière solidarité avec les Etats qui combattent la politique d'agression d'Afrique du Sud, avec les patriotes de Namibie et d'Afrique du Sud qui, conduits par le SWAPO et le Congrès national d'Afrique, mènent une lutte courageuse pour se libérer du joug infâme du colonialisme, du racisme et de l'apartheid.

Nous sommes persuadés que les Nations Unies et ses institutions spécialisées doivent accorder à cette lutte leur soutien multiforme pour parvenir à une stricte application des décisions visant à isoler le régime d'apartheid et à dresser la communauté internationale contre ce régime.

C'est pourquoi nous appuyons les propositions dont le but est de prendre les mesures nécessaires pour exclure l'Afrique du Sud de l'UPU et interdire toute participation de ses représentants aux Congrès et à d'autres réunions de l'Union.

Le NÉPAL: Il est étonnant que je doive m'exprimer sur la question de l'Afrique du Sud vingt ans après le Congrès de Vienne. Entre-temps, le monde a changé; il est donc dommage que l'Afrique du Sud n'ait pas changé son attitude. Elle s'est raccrochée à une vieille politique inhumaine et primitive. Le Gouvernement de Sa Majesté du Népal a élevé sa voix avec force contre la pratique arrogante de l'apartheid au sein des différents forums internationaux, dont les institutions de la famille des Nations Unies. Je crois, comme représentant du Népal, que l'Afrique du Sud ne devrait pas avoir sa place dans la communauté des pays civilisés, car elle a un comportement non civilisé. Dans ce monde moderne, c'est un état de choses triste qui persiste en Afrique du Sud, c'est une honte pour la civilisation humaine.

Je prie Dieu que l'Afrique du Sud se réveille, regarde la réalité en face et abandonne sa politique raciste. J'espère qu'elle prendra des mesures compensatoires adéquates et qu'elle gagnera notre admiration dans un avenir pas trop lointain, autrement nous devrions dire au revoir à l'Afrique du Sud.

La SUISSE: La délégation suisse tient à rappeler que son Gouvernement condamne sans réserve la politique d'apartheid qui est contraire aussi bien aux traditions et à l'idéal de la Suisse qu'aux principes reconnus en matière de droits de l'homme par la communauté internationale. Toutefois, la délégation suisse déplore la présentation du projet de résolution 024 qui vise l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU. Pour des raisons de principe déjà énoncées à maintes reprises, la Suisse s'oppose à la mise à l'écart de tout Etat membre d'une organisation internationale à vocation universelle et ceci quel que soit l'Etat et quelle que soit l'organisation internationale, lorsque l'exclusion est fondée sur des critères qui ne sont pas expressément prévus dans le document fondamental de l'organisation en question.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'expulser un Etat-membre. En outre, les deux derniers paragraphes du projet de résolution 024 sont manifestement contraires à l'article 11 de la Constitution de l'UPU. Le non-respect des textes de base met non seulement en danger l'existence même d'une organisation internationale, mais, je ne vous le cacherais pas, pose de graves problèmes à l'Etat dépositaire. Même si l'on a des reproches à faire à la politique suivie par un Etat, ce n'est pas un motif suffisant pour l'exclure d'une organisation à vocation universelle, car toute atteinte au principe de l'universalité est non seulement contraire à l'esprit de la coopération internationale, mais encore se fait au détriment de son bon fonctionnement. L'exclusion d'un Etat membre d'une organisation est contraire à l'idée du dialogue. La Suisse est convaincue que le dialogue devient aujourd'hui dans notre monde toujours plus interdépendant de plus en plus nécessaire et ceci notamment avec des partenaires qui ont des vues différentes ou opposées. La délégation suisse estime par ailleurs que, particulièrement à l'UPU, des considérations politiques devraient être absentes des débats avant tout techniques, propres à cette enceinte.

Pour répondre aux questions qui ont été posées au sujet de l'attitude de l'Etat dépositaire, permettez-moi d'apporter les précisions suivantes: Les autorités suisses ont notifié aux Etats-membres de l'UPU la déclaration d'adhésion à l'UPU déposée en date du 11 juin 1981 par la République d'Afrique du Sud auprès du Gouvernement suisse.

Les raisons étaient les suivantes:

- Le Gouvernement de la Confédération suisse, en tant que dépositaire des Actes de l'Union postale universelle, est tenu d'appliquer les dispositions de la Constitution de cette Union qui le concernent. Ainsi, l'article 11, paragraphe 1, stipule que "tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union". L'article 11, paragraphe 3, prescrit que "le Gouvernement de la Confédération suisse notifie l'adhésion".
- La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union; elle lie aussi bien le dépositaire que les autres Etats-membres. Du moment que la déclaration d'adhésion remise au dépositaire par la République d'Afrique du Sud était conforme à la procédure fixée par l'article 11 de la Constitution, le Gouvernement de la Confédération suisse devait la reconnaître comme formellement valable.

Ce faisant, il s'est strictement tenu aux fonctions que l'Union postale universelle lui confère en la matière.

L'IRAQ: Nous appuyons fermement la proposition visant à expulser la République d'Afrique du Sud de l'UPU pour les motifs qui ont été invoqués dans la proposition 024. Il n'est guère possible d'admettre un Etat au sein de l'UPU ou de n'importe quelle autre organisation s'il ne cesse de pratiquer une politique d'apartheid ni ne respecte les droits de l'homme et les principes énoncés par toute organisation internationale. Comment est-il concevable que ce pays soit réadmis à l'UPU alors qu'il continue de pratiquer la même politique? En conséquence, nous croyons qu'il est nécessaire de prendre une décision quant à son exclusion du Congrès et de l'UPU. Nous pensons également qu'il faut adopter les mesures que le Congrès estime nécessaires pour empêcher son admission à l'avenir en qualité de Pays-membres de l'Union, tant que subsiste la même pratique politique, et cela en guise de protestation ferme contre ses comportements inhumains.

Respectant les décisions prises par les Congrès précédents, nous croyons que tous ceux qui sont ici présents ont des sentiments humains et que nul n'approuve que l'homme soit ainsi rabaissé.

Nous aimerions également souligner le fait qu'il y a eu quelques irrégularités de la part du Président du Congrès concernant la proposition 026 relative à l'expulsion d'Israël de l'UPU et la manière avec laquelle il a procédé alors que cette proposition figurait à l'ordre du jour. Par la suite, le Président du Congrès a respecté l'ordre des autres points soumis au Congrès.

De plus, la possibilité ne fut guère offerte aux congressistes de discuter de la proposition en question. Il y eut en outre insistance sur la nécessité de lui accorder la priorité et de procéder à un vote immédiat. La délégation syrienne se vit refuser la possibilité de présenter une demande concernant une motion d'ordre pour obtenir, de la part du Bureau international de l'UPU, l'avis juridique relatif à la proposition de la République fédérale d'Allemagne, en dépit des objections soulevées par la délégation iraquienne et la délégation soudanaise.

De nombreux autres pays ont soutenu nos positions durant les séances passées, en dernier lieu le Zimbabwe, pays ami.

Nous relevons ici l'irrégularité manifeste commise par le Président du Congrès relative à la présentation des points de l'ordre du jour, irrégularité qui se trouve être en contradiction flagrante avec l'hospitalité du Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne rencontrée par toutes les délégations, y compris la nôtre, et avec l'organisation parfaite de toutes les questions.

Les motifs invoqués dans la proposition relative à l'expulsion d'Israël de l'UPU sont clairs et nombreux. La majorité d'entre eux se retrouvent d'ailleurs parmi ceux qui sont mentionnés dans la proposition visant à l'exclusion de la République de l'Afrique du Sud.

Les deux régimes continuent à pratiquer une politique raciste de persécution et d'extermination des populations qui tombent sous le joug de l'oppression et de l'agression. En outre, ils ne respectent nullement les conventions internationales ni les décisions prises par les organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité.

Nous voudrions renvoyer, à ce propos, aux résolutions pertinentes des Nations Unies, notamment à celle du 4 mai 1982, qui mentionne que le soi-disant Israël n'est pas un membre épris de paix, ni ne cherche à appliquer les clauses figurant dans la Charte des Nations Unies et à les exécuter. Cela est contraire aux conditions essentielles pour toute nation désirant se faire admettre au sein des Nations Unies en qualité de membre, en vertu de l'article 4 de la Charte.

Nous appuyons avec fermeté la protestation que l'Arabie saoudite a présentée hier au nom de toutes les délégations arabes. Nous souhaitons que des mesures soient prises par le Congrès afin de revoir la question.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): La position des Etats-Unis concernant l'apartheid est claire et sans équivoque. Nous sommes d'avis que l'apartheid va à l'encontre des principes les plus fondamentaux sur lesquels

les Etats-Unis sont fondés et auxquels ils souscrivent toujours. L'apartheid est répugnant en théorie et en pratique. Nous nous unissons donc aux nombreuses autres Administrations qui ont condamné l'apartheid en Afrique du Sud et nous appuyons les efforts déployés pour promouvoir en Afrique du Sud la transition pacifique de l'apartheid vers un système gouvernemental entièrement démocratique qui ne pratique pas la discrimination.

Nous sommes d'avis qu'une politique d'isolement total de l'Afrique du Sud n'apportera pas de changement dans ce pays. Au contraire, selon nous, elle ne servirait qu'à affaiblir les forces en Afrique du Sud qui cherchent, par des moyens pacifiques, à changer la situation politique et consoliderait la position des partisans intolérants de l'apartheid au sein du Gouvernement de l'Afrique du Sud. Nous sommes d'avis que l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle favoriserait une politique d'isolement et irait à l'encontre du but recherché par ceux qui combattent l'apartheid ainsi que des habitants de l'Afrique du Sud qui sont victimes de ce fléau. L'expulsion de l'Afrique du Sud de l'UPU nuirait à tous les Sud-Africains, mais il ne nous semble pas que l'égalité dans la souffrance soit le genre d'égalité que notre organisation tient à promouvoir. L'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle pourrait également nuire à un certain nombre d'autres pays d'Afrique australe qui, pour divers services postaux, dépendent de l'Afrique du Sud. Les aspects négatifs de l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'UPU seraient aggravés par le fait que la résolution 024 viserait à expulser un pays selon une méthode qui, sans le moindre doute, est ouvertement et directement en violation de la Constitution de l'Union postale universelle.

Les aspects illégaux de la proposition 024 sont nombreux. Premièrement, la Constitution ne prévoit pas l'expulsion de l'un des Etats-membres de l'UPU elle-même. Il ne s'agit pas d'une inadvertance, mais bien de la prise en considération du principe sur lequel l'UPU a été fondée et selon lequel elle fonctionne, autrement dit de celui d'une authentique universalité. Lors des nombreuses revisions de la Constitution, notamment celles qui sont intervenues après les deux guerres mondiales, nos prédécesseurs à l'UPU n'ont jamais décidé que l'expulsion d'un Etat-membre servirait les intérêts de l'UPU ou de ses membres. Par conséquent, la proposition dont nous sommes saisis n'est pas seulement illégale; elle porte aussi atteinte au coeur, à l'esprit et à la tradition même de l'Union postale universelle; je souligne "universelle".

La proposition 024 n'est pas seulement contraire à la Constitution, elle se propose également, au moyen d'une résolution, de modifier la Constitution de l'UPU. L'article 11 énonce en termes clairs les conditions d'admission à l'UPU. Or, dans les deux derniers paragraphes de son dispositif, la proposition 024 tente d'imposer de nouvelles conditions qui ne sont pas prévues dans la Constitution. De même, l'article 2 de la Constitution précise quels Etats sont membres de l'Union. En vertu de cet article, l'Afrique du Sud est membre de l'Union et toute proposition visant à exclure l'Afrique du Sud de l'Union est une tentative de modification de la Constitution. Cela aussi ne tient aucun du principe fondamental de l'Union et n'a aucune valeur juridique et, en outre, ouvre la possibilité de créer un climat d'extrême instabilité au sein de notre organisation. En effet, si cette proposition est adoptée, personne ici ne pourra prédire quel autre Etat-membre sera expulsé par des moyens illégaux ou quelle disposition de la Constitution, considérée comme "gênante", sera, pour des raisons de convenance, supprimée ou modifiée par une résolution.

En résumé, nous partageons tous l'idée que l'apartheid est chose répugnante, mais cela, à notre avis, ne justifie pas une violation du coeur et de l'esprit de notre organisation. Et c'est ce que la proposition 024 ferait. Aussi, pensons-nous que les trois derniers paragraphes du dispositif de la proposition 024 visent, par des moyens illégaux, à un changement inconstitutionnel. Il ne fait aucun doute qu'une majorité des deux tiers serait nécessaire pour que la résolution soit adoptée, comme cela est le cas de toute proposition visant à modifier la Constitution. Ce minimum de légalité doit être respecté si l'on veut que l'avenir de cette noble organisation ne soit pas en péril.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Certaines délégations ont dit précédemment que le Congrès était un forum technique et que pour préserver l'universalité de l'Union des questions comme celle qui fait l'objet de la proposition 024 ne devraient pas y être discutées. Nous croyons au contraire qu'il s'agit en l'occurrence d'une question humanitaire et que le Congrès est l'organe approprié pour l'examiner. Comme le peuple de la Palestine occupée, les peuples de l'Afrique du Sud sont victimes de l'oppression et du racisme. Ils attendent avec angoisse le résultat des délibérations de nos réunions internationales. La position de mon pays, qui vient juste d'acquérir sa liberté, est nette sur ce point et je voudrais m'associer à nos frères d'Afrique pour appuyer totalement la proposition 024 visant à expulser de l'Union le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Le même degré d'attention devrait être accordé à la proposition 026 afin de prendre la même sanction à l'égard de l'entité sioniste qui occupe la Palestine.

L'OBSERVATEUR DE LA LIGUE DES ETATS ARABES: Je ne parlerai ni de l'atrocité des régimes racistes ni de leur persistance à porter atteinte aux droits des hommes, à méconnaître les principes élémentaires

du droit international et à ignorer la volonté internationale exprimée par les résolutions des Nations Unies, étant donné que ces faits sont connus de tous à l'exception de ceux qui essaient de nier la réalité et de masquer la vérité; d'autant plus que ceux qui sont intervenus avant moi m'épargnent l'effort d'expliquer ces problèmes.

La Ligue des Etats arabes, à l'unanimité de ses membres, partant de sa profonde conviction des principes de la liberté des peuples, de son attachement à la légitimité internationale dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et le colonialisme, étant persuadée du sort commun de ses peuples et de ceux du continent noir, a exprimé son attachement à la mise à exécution des décisions du Sommet arabo/africain, notamment celles concernant la participation à la lutte contre les deux régimes racistes de l'Afrique du Sud et d'Israël, déclarés comme tels par l'Organisation des Nations Unies (résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies No 3379). Permettez-moi de citer ici un paragraphe du rapport du premier Sommet arabo/africain: "Les Chefs d'Etat et de gouvernement africains et arabes réaffirment la nécessité du renforcement du front uni de leurs peuples dans leur lutte de libération nationale et condamnent l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme, l'apartheid et toutes les autres formes de discrimination et de ségrégation raciale et religieuse..."

Tenant compte de toutes les considérations précitées et d'autres encore, le Conseil de la Ligue des Etats arabes a pris une décision irrévocable consistant à approuver et à soutenir les peuples africains qui se trouvent sous la domination du régime raciste de l'Afrique du Sud, dans tous les domaines et par tous les moyens. De la même façon, l'Organisation de l'unité africaine partage le problème du peuple palestinien et le considère comme un problème africain.

Il est par conséquent naturel que tous les pays arabes appuient la proposition visant à exclure l'Afrique du Sud de votre organisation et défient toutes sortes de contraintes et de tractations.

Cette prise de position de la part des pays arabes n'est qu'une confirmation de leur attachement aux principes visant à défendre les droits des peuples à l'autodétermination et à la gestion de leurs propres affaires au vrai sens du terme et non pas selon l'explication donnée par le Chef de la délégation de Costa-Rica dont le gouvernement s'est instauré ces derniers jours comme le défenseur des régimes colonialistes et racistes qui ne prêtent aucune attention au droit des peuples à l'autodétermination.

La GRÈCE: Nous croyons à l'universalité et nous n'aimons pas voir un pays expulsé d'une organisation internationale. Mon Gouvernement qui est un Gouvernement libre et démocratique croit aussi aux règles fondamentales de la démocratie qui veut que la majorité décide et que la minorité soit protégée. Toutefois, dans le cas de l'Afrique du Sud, la minorité est l'opresseur de la majorité.

Le Gouvernement socialiste de Grèce est opposé à toutes les formes de racisme. Nous soutenons tous les mouvements de libération nationale. Nous soutenons tous les peuples qui luttent pour la liberté, la démocratie, l'indépendance nationale et la dignité nationale. Nous sommes fermement opposés à la politique de préjugés que le Gouvernement d'Afrique du Sud pratique à l'égard de la population noire de ce pays.

C'est pourquoi nous donnons notre appui total à la résolution 024.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): La question de l'Afrique du Sud continue de défigurer l'image de notre chère Union. Nous en sommes tous conscients. L'UPU a parmi ses nombreux nobles objectifs, non seulement de faciliter les communications entre les pays, mais également de promouvoir la coopération, la compréhension et les relations pacifiques entre les nations. La poste a réussi dans cette tâche capitale en instituant la notion d'un "seul territoire postal", où les peuples aux cultures, aux vies économiques, aux croyances religieuses, aux philosophies et aux orientations idéologiques différentes communiquent entre eux sans discrimination. La Tanzanie croit fermement au caractère universel de la poste qui doit être conservé à tout prix pour les générations futures. Tous les membres de l'UPU, malgré leurs inégalités et leurs différences, ont foi et espérance dans certains principes fondamentaux contenus dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les institutions spécialisées de l'ONU, dont l'UPU, adhèrent à ces mêmes principes.

Nous savons tous que l'Afrique du Sud poursuit une odieuse politique, diamétralement opposée à la Charte de l'ONU et aux droits de l'homme. Ce pays, dont la haineuse politique d'apartheid foule impitoyablement aux pieds les droits et libertés de la majorité de sa population non blanche, a été réadmis comme membre de l'UPU en usant d'artifices et ce à l'encontre de la volonté de la majorité des Etats-membres.

Les principes persistants et violents de l'apartheid, comme la relégation de la population non blanche dans les soi-disant Bantoustans, la colonisation de la Namibie au mépris des résolutions de l'ONU et de l'opinion mondiale, l'exploitation et la discrimination raciale de la population non blanche, les agressions

militaires contre les pays limitrophes ont été condamnés par tous les pays progressistes et épris de paix du monde. Nous sommes tous au courant de la condamnation répétée et constante du régime sud-africain lors de diverses sessions de l'Assemblée générale de l'ONU et de plusieurs conférences des institutions spécialisées de l'ONU, y compris l'UPU.

C'est la raison pour laquelle la Tanzanie tient à se joindre à tous les pays épris de paix, à tous les pays progressistes et clairvoyants pour réaffirmer sa position contre l'apartheid et condamner énergiquement la République d'Afrique du Sud pour sa violation flagrante des droits de l'homme du fait de sa pratique incessante, abominable et répugnante de l'apartheid. La Tanzanie tient à affirmer avec force et de façon catégorique son opposition à la réadmission de l'Afrique du Sud tant que celle-ci poursuivra sa politique d'apartheid.

La réadmission de la République d'Afrique du Sud comme membre de l'UPU est un événement regrettable qui préoccupe et indispose grandement la majorité d'entre nous, membres de l'UPU. On note avec regret que l'Afrique du Sud a été réadmise sous le prétexte de considération d'ordre technique relevant de l'application de la Constitution de l'UPU, cela contre la volonté et les décisions de précédents Congrès de l'UPU. L'expulsion de l'Afrique du Sud a été décidée en sachant que la Constitution de l'UPU reconnaît le Congrès comme l'autorité suprême ayant la prérogative de prendre des décisions conformément aux vœux de la majorité de ses membres. Pour ces raisons, la résolution prise lors de précédents Congrès d'expulser l'Afrique du Sud en tant que membre de l'UPU ne saurait en aucune façon être bafouée sous le prétexte de lacunes dans la Constitution, même pas en appliquant l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution. Par conséquent, la soi-disant réadmission de l'Afrique du Sud à l'UPU en vertu de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution est non seulement inacceptable mais aussi une atteinte à la suprématie même du Congrès.

Enfin, la Tanzanie tient à réaffirmer la validité des résolutions prises par les précédents Congrès, en particulier la résolution C 2 du Congrès de Lausanne et la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro et en appelle à ce Congrès pour agir de même et exclure l'Afrique du Sud de l'UPU tant qu'elle n'aura pas renoncé à sa politique d'apartheid.

Finalement, la Tanzanie voudrait avoir des éclaircissements à propos des nobles motifs et des principes humanitaires, s'ils existent, sur lesquels se basent ceux qui pardonnent et qui préconisent l'idée de réadmettre l'Afrique du Sud à l'UPU, sous le couvert du mythe désigné sous le nom de dialogue.

L'ALBANIE: Le Gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie est contre chaque forme de discrimination raciale et a toujours soutenu les peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance. Il a condamné la politique de discrimination raciale du Gouvernement de l'Afrique du Sud.

En application de la politique de son Gouvernement, la délégation de la République populaire socialiste d'Albanie est d'avis que la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 est en vigueur jusqu'à la prise d'une décision contraire par un autre Congrès de l'Union. Par conséquent, la délégation de la République populaire socialiste d'Albanie appuie la résolution 024 proposée par les pays africains sur l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union et déclare que ce pays ne peut être Pays-membre tant qu'il continuera à pratiquer la politique d'apartheid.

L'ÉGYPTE: Au moment où nous examinons le problème de l'expulsion du régime raciste de l'Afrique du Sud de notre organisation, nous le faisons dans le cadre de l'ordre international, de ses organisations et de ses diverses institutions. Cet ordre international condamne justement la politique d'apartheid et cherche à l'éliminer, depuis l'Assemblée générale qui refuse d'accréditer les pouvoirs de la délégation d'Afrique du Sud, jusqu'aux autres organisations internationales qui prennent à cet égard les mesures qu'elles jugent adéquates.

La délégation de mon pays a écouté le point de vue exprimé par celui qui a défendu l'universalité de l'organisation et s'est opposé à l'expulsion de l'Afrique du Sud parce que cette expulsion est contraire au principe de l'universalité. Cependant, la délégation de mon pays estime que c'est plutôt la politique d'apartheid qui est contre le principe de l'universalité, car l'universalité signifie l'égalité entre les Etats certes, mais entre les hommes avant toute chose. Quant à l'apartheid que pratique l'Afrique du Sud, c'est la séparation des gens d'après la couleur et d'après la race. C'est là un principe qui nie l'universalité et va à son encontre, comme il nie tous les actes concernant les droits de l'homme et la loi internationale. Si l'Afrique du Sud veut participer à cette organisation et à ses réunions qui groupent une majorité d'hommes de couleur, elle doit d'abord faire cela dans son propre pays. Le problème de l'apartheid n'est pas une affaire intérieure qui concerne seulement l'Afrique du Sud ni un sujet politique que nous ne devons pas examiner, mais c'est une question humanitaire. La poursuite de cette politique d'apartheid constitue une infamie dans

l'histoire de l'humanité après tant de combats durant les siècles précédents pour la liberté, l'égalité et le respect des droits de l'homme. Car l'apartheid constitue une humiliation et une violation du principe de l'universalité et offense les sentiments du monde entier et de l'Afrique en particulier.

Si l'Afrique du Sud profite d'une lacune dans les règles de procédure et les statuts de l'organisation pour revenir à celle-ci, nous devons souligner par cette décision d'aujourd'hui que nous condamnons et que nous protestons contre la politique affreuse pratiquée par l'Afrique du Sud.

La position de l'Egypte est connue pour sa condamnation de la politique de l'Afrique du Sud. Nous sommes coauteur du projet de résolution qui vous est soumis et nous invitons tous les Etats épris de paix et qui condamnent l'apartheid à ne pas se contenter de parler mais de prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue d'exprimer leur condamnation de cette politique et de l'Etat qui la pratique. Ils feront cela en soutenant le projet de résolution.

L'AUTRICHE: Il est généralement connu que l'Autriche ne veille pas seulement dans son propre pays au strict respect des droits de l'homme mais que, toujours, elle a défendu et défend encore le principe que ces droits de l'homme doivent être respectés dans le monde entier. Et c'est cet esprit qui nous anime aussi dans toutes les affaires des relations internationales. La délégation autrichienne défend cette position également à ce Congrès de l'UPU. Je voudrais rappeler à la haute assemblée de ce Congrès que nos gouvernements nous ont envoyés ici pour établir au profit de tous les hommes — indépendamment de leur couleur, de leur langue, de leur religion ou d'autres différences — les meilleures conditions pour les relations postales, pour les rendre de plus en plus denses, pour les accélérer, pour introduire de nouveaux services et pour éliminer tous les obstacles qui entraveraient le libre accès de tout le monde aux possibilités d'information et de transport des marchandises offertes par la poste internationale. Nous n'avons cependant pas été envoyés ici pour faire de la politique. Nous sommes des représentants de nos Administrations postales et nous nous occupons uniquement de choses faisant partie de notre métier. Malheureusement, c'est toutefois un fait que nous nous voyons confrontés à des questions touchant aux fondements même de l'Union postale universelle, questions d'une importance juridique fondamentale. Il s'agit ici au fond d'une question d'existence de l'Union postale universelle dont la Constitution ne prévoit nullement l'exclusion d'un membre et ceci pour une bonne raison; en effet, la tâche de l'Union postale universelle a toujours été d'inclure tous les pays existant dans ce monde. Pour cette raison, l'exclusion d'un Pays-membre s'opposerait à l'esprit et à la nature de l'objectif primordial que poursuit l'Union postale universelle.

Nous ne pouvons, en réalité, mesurer les répercussions d'une telle exclusion et nous ne pouvons pas non plus en assumer la responsabilité car ce n'est pas notre tâche d'établir des faits politiques; notre tâche est de veiller à garantir le libre accès à la poste internationale pour tous les citoyens du pays en question. L'exclusion de l'Afrique du Sud créerait des désavantages pour des millions de personnes.

C'est pourquoi ma délégation défend avec insistance cette position juridique et s'oppose pour des raisons juridiques et humanitaires à l'adoption du document qui a été présenté. Sur la base de réflexions de principe, nous sommes opposés à toute tentative d'exclure des Pays-membres de l'Union puisque ceci est contraire à la Constitution et contraire au droit. Par ailleurs, nous nous associons aux déclarations pertinentes des délégations de Costa-Rica, des Etats-Unis d'Amérique et de la Suisse.

L'AUSTRALIE: L'Australie s'oppose à l'exclusion d'un Pays-membre de l'Union postale universelle. Cette proposition est contraire à la lettre et à l'esprit de la Constitution de l'UPU. L'Australie considère comme fondamentale l'idée que des organisations techniques ne sont pas les instances appropriées pour se prononcer sur des questions politiques. En conséquence, il y a lieu de noter que l'opposition de l'Australie à cette exclusion particulière est le reflet de son souci du respect des principes en cause et n'implique aucune atténuation de son aversion notoire à l'égard de l'apartheid. En outre, l'Australie soutient le principe de l'universalité de la qualité de membre des organisations internationales. Sans le respect de ce principe, singulièrement pertinent en ce qui concerne l'UPU, la communication entre les peuples et pays ne saurait être efficace. Cette communication est à la base des objectifs sociaux, humanitaires et techniques du système des Nations Unies. Il s'ensuit que la délégation australienne s'oppose au projet de résolution faisant l'objet de la proposition 024.

La BIÉLORUSSIE: Les allocutions des orateurs qui m'ont précédé témoignent encore une fois que le système de l'apartheid, de la discrimination raciale et de la tyrannie coloniale s'oppose à toute évolution. La lutte des peuples d'Afrique australe pour l'autodétermination fait partie intégrante d'une lutte toujours plus étendue des peuples du monde contre toutes les formes d'oppression, d'exploitation, de domination, d'inégalité et de discrimination. La communauté internationale en est bien informée.

J'ai devant moi un document important de l'une des conférences très représentatives, dont je voudrais soumettre à votre attention quelques chapitres pertinents. Ce document contient ce qui suit. Je cite: "La conférence a condamné résolument le régime raciste de Pretoria pour ses actes systématiques et barbares de tyrannie et de discrimination à l'égard de la majorité de la population d'Afrique du Sud. Elle a lancé un appel pressant aux Gouvernements et, je le souligne, aux organisations internationales pour cesser tous contacts avec le régime raciste d'Afrique du Sud."

La conférence a condamné la politique de l'un des Etats occidentaux nommée "La coopération constructive", dont le but consiste à neutraliser la campagne internationale pour l'isolement total de l'apartheid en Afrique du Sud. La reconnaissance publique du régime raciste de Pretoria, en tant qu'amical et alié, incite celui-ci à augmenter les répressions et l'agression contre ses voisins et lui permet de persister dans son intolérance dans la question de l'indépendance de la Namibie.

Je pense que la plupart de ceux qui sont présents dans cette salle connaissent ce document. Ce que j'ai cité sont les extraits des déclarations politiques de la dixième conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés. Ce document est signé par les Chefs d'Etat et de gouvernement de plus de cent pays et la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie aurait pu poser sa signature sous chaque ligne précitée.

Notre République prend une part active à la lutte contre le racisme et le colonialisme. Dans les organes divers de l'ONU et de ses institutions spécialisées, les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie luttent pour l'adoption de mesures effectives contre les régimes racistes.

Il est à noter que la République socialiste soviétique de Biélorussie a été l'un des premiers pays à signer et à ratifier la Convention internationale pour la liquidation de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention sur la cessation des crimes de l'apartheid.

La République socialiste soviétique de Biélorussie est coauteur de plusieurs résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU sur les questions de la lutte contre le racisme et l'apartheid. Parmi elles, la résolution sur l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, soutenant toujours les sanctions contre le régime raciste de la République d'Afrique du Sud, et la résolution de la dernière Assemblée générale de l'ONU qui prévoit que les institutions spécialisées et les autres organisations et organes du système de l'ONU doivent s'abstenir de toute action qui peut supposer la reconnaissance ou le soutien de la légalité de la domination du régime raciste d'Afrique du Sud sur ce territoire. La République socialiste soviétique de Biélorussie appuie le projet de la résolution 024 sur l'expulsion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU.

Le DANEMARK: Je parle au nom des délégations des pays du Nord, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et le Danemark, afin de clarifier notre position.

La résolution contenue dans la proposition 024 n'est pas, dans son libellé actuel, acceptable pour nous, car l'exclusion d'un Pays-membre de l'Union postale universelle n'est à notre avis pas conforme aux stipulations de la Constitution de l'Union. Les Gouvernements nordiques ont toujours fermement soutenu le principe de l'universalité de la qualité de membre de l'UPU, de l'Union internationale des télécommunications et d'autres organisations des Nations Unies et ils continueront de le faire. Ce point de vue ne porte en aucune façon atteinte à notre position bien connue et constante sur la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud que les pays nordiques ont résolument rejetée et continueront de rejeter.

Le LESOTHO: L'opposition du Lesotho à une discrimination de l'homme fondée sur la couleur, la croyance ou la religion a été constamment exprimée en d'innombrables occasions dans toutes les réunions internationales. De même, la fermeté et la clarté de notre position en faveur du rejet de l'apartheid est de tradition constante. En raison de notre situation géographique unique en son genre, les conséquences que le peuple du Lesotho ont eues à subir du fait de cette inébranlable position de principe sont bien connues de la communauté internationale.

Ce Congrès est saisi de propositions et de résolutions visant à exclure l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, institution des Nations Unies spécialisée dans le domaine postal. L'article premier de la Constitution de l'UPU prévoit que des pays qui l'adoptent forment, sous le titre d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque d'envois de la poste aux lettres. La liberté de transit est garantie sur l'ensemble du territoire de l'Union. L'article 11 de la même Constitution qui traite de l'accession ou de l'admission à l'Union déclare que tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Toujours en raison de sa position géographique par rapport à l'Afrique du Sud, nous recevons et expédions l'ensemble de notre courrier de surface et de notre courrier-avion par l'Afrique du Sud. Nous ne disposons

d'aucune autre route. L'adoption de ces propositions aurait par conséquent des incidences et des effets dévastateurs sur la capacité constante du Lesotho à tirer parti des principes de liberté de transit et d'universalité garantis par la Constitution de l'UPU.

C'est pourquoi le Lesotho, tout en appréciant parfaitement l'esprit et les intentions à la base des propositions dont ce Congrès est saisi, tient à exprimer, comme nous l'avons fait au XVIII^e Congrès de Rio de Janeiro, notre difficulté à apporter notre appui à ces textes.

Le CANADA: Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour souligner que le Canada est très fier de l'honneur conféré à M. Pageau, qui assume la haute fonction de Doyen du Congrès.

La résolution à l'étude propose l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle en raison de la politique d'apartheid pratiquée par ce pays. Le Canada condamne cette politique exécrable et inhumaine. Notre position sur cette question est ferme et bien connue. Au cours des années, le Canada a pris un certain nombre de mesures pour bien marquer sa position sur ce point. Toutefois, ma délégation considère que la résolution 024 visant à expulser l'Afrique du Sud de l'UPU est inconstitutionnelle et contraire aux règles convenues. En effet, elle va à l'encontre du principe de la participation universelle que notre organisation a revendiqué par le nom même qu'elle s'est donné. C'est pourquoi le Canada est opposé à la résolution. En outre, nous sommes d'avis que l'expulsion de n'importe quel membre ne constituerait pas un exercice valable des pouvoirs du Congrès, car elle n'est pas constitutionnelle. Néanmoins, si la proposition devait être mise aux voix, nous estimons que, conformément à l'article 30 de la Constitution, une majorité des deux tiers serait nécessaire, car cela équivaldrait à une modification de la Constitution.

La RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE: La position du Gouvernement de notre République à l'égard du régime sud-africain est claire et bien connue. Nous condamnons énergiquement la politique persistante de l'apartheid pratiquée par le régime sud-africain et ses actes agressifs incessants contre ses pays limitrophes. C'est, à l'heure actuelle, une des fortes tendances des organisations internationales et des pays épris de paix d'expulser l'Afrique du Sud et de rompre toutes relations politiques et économiques avec elle. Il est dès lors naturel que notre Union se joigne à ce fort courant. En ce qui concerne l'expulsion de l'Afrique du Sud de notre Union, cela a été fait au Congrès de Rio de Janeiro de 1979 en raison de l'incessante politique d'apartheid appliquée par ce pays. Y a-t-il eu des changements dans ce domaine? Non. Aucun arrêt de cette politique n'a été constaté jusqu'à maintenant. C'est pourquoi la délégation de la République démocratique populaire de Corée apporte son plein appui à la résolution 024 proposée par de nombreux pays africains.

Le JAPON: A propos du projet de résolution 024 concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation du Japon voudrait préciser la position de son Gouvernement.

Le Japon est fermement et inconditionnellement contre la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et a saisi chaque occasion pour lancer un appel à ce pays afin que sa discrimination raciale soit abolie et que les droits fondamentaux et la liberté de chacun, quelle qu'en soit la race, soient respectés. Il est constaté, et on le déplore, que très peu de changements sont intervenus dans la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud. Sur ce point, nous partageons l'opinion et le sentiment de toutes les délégations présentes à ce Congrès.

Toutefois, je voudrais souligner que l'Union postale universelle a parmi ses buts et objectifs celui d'assurer la libre circulation des correspondances et des biens dans le monde entier. L'exclusion d'un pays de l'Union serait contraire à ces buts et objectifs. L'universalité de la qualité de membre est particulièrement importante dans cette organisation. Le Japon, bien qu'étant contre l'apartheid, ne peut par conséquent pas accepter l'exclusion d'un Pays-membre, y compris celle de l'Afrique du Sud.

La BULGARIE (RÉP. POP.): La République populaire de Bulgarie est un des premiers pays qui a ratifié la Convention internationale relative à la poursuite et au châtement des crimes résultant de la politique d'apartheid; cette convention est entrée en vigueur le 18 juin 1976.

Vous savez tous que la question de la politique d'apartheid a été débattue dans maints forums des Nations Unies. Après la résolution 1761 de la XVII^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, fut créé le Comité spécial contre l'apartheid. C'est à juste titre que la politique d'apartheid fut qualifiée par l'ONU de menace à la paix et à la sécurité internationales et de crime contre l'humanité. Il existe beaucoup d'informations qui reflètent le rôle de certains Etats qui ont contribué à la poursuite de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Il a été prouvé maintes fois que, privé d'une assistance de toute sorte de la part de ces Etats, le régime d'apartheid aurait été balayé par le mouvement de libération nationale des peuples asservis.

J'aimerais attirer l'attention des délégués ici présents que la politique pratiquée par certains Etats et la "politique de coopération constructive" avec Pretoria, à n'en pas douter, ne fait que compliquer la situation au sud du continent africain. L'apartheid et la discrimination raciale constituent une violation brutale et cruelle des droits et libertés les plus élémentaires de l'homme, à savoir son droit à la vie et à l'indépendance. La délégation de la République populaire de Bulgarie appuie les orateurs qui ont déjà pris la parole pour condamner la politique odieuse d'apartheid pratiquée par l'Afrique du Sud. Conformément à une politique constante de notre pays en ce qui concerne l'apartheid du gouvernement de l'Afrique du Sud, nous appuyons pleinement le document 024. C'est de cette façon seulement que l'UPU peut se joindre aux revendications de l'opinion publique et fortifier son prestige international.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Pour dissiper tout malentendu, je voudrais saisir cette occasion pour préciser une fois encore la position bien connue de mon Gouvernement à l'encontre de la politique d'apartheid. La position de la République fédérale d'Allemagne sur cette question est claire et sans ambiguïté. L'apartheid est une politique contraire aux principes humanitaires fondamentaux. C'est pourquoi mon Gouvernement l'a toujours publiquement condamnée. Toutes les délégations présentes dans cette salle connaissent la position de la République fédérale d'Allemagne.

Ma délégation ne peut cependant pas accepter la proposition 024 dans son libellé actuel et cela pour les raisons suivantes:

La République fédérale d'Allemagne estime que la proposition présentée est incompatible avec la Constitution de l'Union postale universelle qui ne prévoit pas l'expulsion d'un Pays-membre. L'Union postale universelle repose sur le principe d'universalité. Le maintien de ce principe d'universalité est une base indispensable pour les travaux de l'Union postale universelle. Seul le principe illimité d'universalité permet à l'Union postale universelle d'accomplir sa tâche qui est de garantir et d'améliorer les liaisons postales malgré les divergences d'ordre politique. La proposition 024 met ce principe en cause.

En outre, cette proposition vise à modifier la Constitution de l'Union postale universelle, dont l'article 11 stipule les conditions précises dans lesquelles un pays peut devenir membre de l'Union postale universelle. Or, le dernier paragraphe de la proposition 024 vise à établir, pour acquérir la qualité de membre, de nouvelles conditions qui ne figurent pas jusqu'à présent dans la Constitution. Or, il n'existe absolument aucune justification dans la Constitution et cela marquerait une évolution dangereuse. Aucune des délégations présentes dans cette salle ne peut prédire quel membre sera par la suite expulsé, ou quelle disposition de la Constitution sera abandonnée sur une simple proposition ou modifiée par un Congrès futur.

Toutes les délégations ici présentes en sont conscientes, et la délégation de Cuba l'a également fait observer, la proposition 024 est en fait une proposition de modification de la Constitution, laquelle ne peut être décidée que par une majorité des deux tiers des membres de l'Union postale universelle. Ceux qui sont intervenus pour présenter la résolution 024 en sont également conscients, puisque certains d'entre eux ont saisi la Commission 3 des propositions 1011.1 et 1011.2 qui visent à créer la base constitutionnelle à l'expulsion d'un Pays-membre.

Tant que l'amendement à la Constitution demandé dans les propositions 1011.1 et 1011.2 n'aura pas été adopté, la proposition dont nous sommes saisis représente une modification de la Constitution. C'est pourquoi ma délégation estime que, conformément à l'article 21, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, une majorité des deux tiers est nécessaire pour que cette proposition puisse être adoptée.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous rejetons énergiquement l'apartheid et la répression qui l'accompagne. Nous l'avons énoncé clairement à maintes reprises; récemment encore lorsque notre Premier Ministre a rencontré le Premier Ministre de l'Afrique du Sud au début du mois.

Il est à notre avis vraiment regrettable que l'UPU ait été saisie de cette proposition. Nous pensons que les mesures visant à expulser l'Afrique du Sud de l'UPU ne seront d'aucune aide à ceux qui souffrent de l'injustice en Afrique du Sud, ni qu'elles favoriseront dans ce pays le changement que nous souhaitons tous. Elles pourraient réduire le degré, déjà limité, dans lequel les habitants de l'Afrique du Sud peuvent exercer leurs droits de l'homme fondamentaux.

Selon le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, chacun a droit à la liberté d'expression: ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir, de transmettre des informations et d'émettre des idées de toutes sortes, quelles que soient les frontières...

C'est en exerçant ce droit que le peuple d'Afrique du Sud tient le monde au courant de sa situation. Nous nous opposons à toute violation de ce droit, soit par le Gouvernement de l'Afrique du Sud ou par des organismes extérieurs. Nous sommes convaincus que l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'UPU constituerait,

en pratique, une atteinte au droit de communiquer qui léserait la plupart de ceux que nous devrions chercher à aider. En outre, l'adoption de cette résolution pourrait avoir, sur les autres pays de la région, des répercussions pratiques qui devraient être soigneusement prises en considération.

Nous ne croyons pas que des conférences techniques comme celle-ci devraient être mises dans l'obligation d'examiner des questions politiques pour lesquelles d'autres organes de l'ONU ont davantage de compétence. En outre, nous demeurons convaincus que l'Union postale universelle devrait rester fidèle à son nom et rester universelle quant à sa composition. Dans des organes comme celui-ci, il faudrait éviter des jugements politiques sur la politique intérieure des Etats-membres, faute de quoi, il est difficile de prévoir à quoi cela pourrait aboutir.

Enfin, nous devons déclarer qu'à notre avis une décision du Congrès d'expulser un Etat-membre de l'Union est en contradiction avec la Constitution de l'UPU et que la résolution 024, si elle est adoptée, serait illégale. Nous pensons qu'elle pose des problèmes constitutionnels majeurs. Nous comprenons parfaitement l'horreur de l'apartheid exprimée par cette résolution, mais nous estimons que le Congrès commettrait une erreur d'emprunter la voie de l'illégalité. Le système de collaboration créé dans le secteur postal et ailleurs est le résultat de nombreuses années de travail de milliers de personnes. Il repose, en fin de compte, sur le respect de la légalité. L'abandonner, c'est ne plus respecter les normes de ceux qui, avant nous, ont su résister à des tentations semblables et empoisonner l'eau que nous et les générations qui nous succéderont devront boire.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: L'Assemblée générale de l'ONU a constamment condamné la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement d'Afrique du Sud. La dernière fois, c'était à sa 38e session où elle a adopté le 5 décembre 1983 quelques résolutions à ce sujet. L'Union postale universelle, qui est une des organisations spécialisées intergouvernementales, fait partie de la famille des Nations Unies et, à ce titre, elle ne saurait ignorer les aspirations de l'humanité exprimées à l'Assemblée générale de l'ONU et encore moins à un forum comme le Congrès qui est l'organe suprême de l'UPU. La Tchécoslovaquie a plus d'une fois exprimé sa position concernant l'apartheid en Afrique du Sud. C'est pourquoi, ici encore, au XIXe Congrès de l'UPU, nous appuyons pleinement le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 024.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: La politique extérieure de la République démocratique allemande repose, entre autres, sur le principe fondamental de la lutte contre toutes les formes de colonialisme, de néocolonialisme, de racisme et d'apartheid. C'est pourquoi, nous condamnons la politique brutale de l'Afrique du Sud, qui méprise les hommes et menace la paix. En accord avec cette position de principe, selon laquelle nous avons déjà agi au Congrès de l'Union postale universelle de Rio de Janeiro, nous appuyons également aujourd'hui le projet de résolution des pays africains relatif à l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle.

Le GHANA: Je voudrais tout d'abord déclarer combien j'apprécie les magnifiques sentiments de solidarité ainsi que les vœux de bien-être et d'espoir exprimés à l'égard des Africains par les orateurs qui m'ont précédé, en particulier le délégué de l'URSS, dans leur intervention concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de cette Union respectable et aux buts nobles. L'apartheid est chose odieuse pour tous les Africains et leurs véritables amis. C'est pourquoi je tiens à assurer ce Congrès que le Gouvernement du Ghana apporte son entier appui à toutes les mesures visant à expulser de l'UPU la République d'Afrique du Sud. Dès lors, la position du Ghana est simple et claire: l'Afrique du Sud, qui pratique l'apartheid, doit être à cette heure purement et simplement expulsée. Il n'y a pas deux façons de résoudre le problème. Il n'y a que l'expulsion, comme l'explique la proposition 024. L'expulsion une fois opérée, le Ghana continuera de s'opposer à toute tentative du Gouvernement de l'Afrique du Sud d'obtenir sa réadmission à l'UPU.

La TRINITÉ-ET-TOBAGO: La position de la Trinité-et-Tobago sur les principes d'apartheid appliqués par l'Afrique du Sud a été définie à maintes reprises dans diverses instances internationales. Je n'ai par conséquent pas l'intention de reprendre les arguments qui expliquent notre totale opposition au régime de Pretoria et notre détermination de ne pas avoir de relations avec ce pays tant qu'il n'aura pas cessé de réprimer systématiquement la vaste majorité de sa population, qui se trouve être noire. La résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 a justement exprimé le sentiment d'outrage éprouvé par la plupart d'entre nous à propos de la façon dont l'Afrique du Sud ne cesse de traiter avec brutalité et inhumanité sa population non blanche. Ma délégation a appuyé cette résolution et la décision qui en résultait. Depuis, l'Afrique du Sud n'a rien fait qui nous inciterait à annuler cette décision; aussi, avons-nous été surpris

de constater qu'il a été pourtant possible de le faire. Ma délégation est désormais prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour redonner force à cette décision, étant donné la continuelle intransigeance avec laquelle l'Afrique du Sud applique ses principes d'apartheid. Nous donnons par conséquent notre total appui à la résolution contenue dans le document 024.

La séance est levée à 17 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Septième séance du Congrès

Vendredi 22 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT: A l'ouverture de cette séance, je tiens à saluer la délégation du plus jeune Pays-membre de l'Union qui vient de rallier Hamburg, à savoir les Iles Salomon.

Déclarations

Les ÎLES SALOMON: En ma qualité de Ministre responsable des services postaux des Iles Salomon, j'ai le très grand plaisir de m'adresser pour la première fois aux membres de l'Union dans le cadre du XIXe Congrès postal universel. Comme vous le savez, les Iles Salomon sont devenues le 167e Pays-membre en date du 4 mai 1984. Par conséquent, cette occasion est historique, ce dont notre Gouvernement des Iles Salomon est parfaitement conscient.

Ce n'est pas seulement du plaisir que je ressens, mais également de la fierté et un insigne honneur d'être le premier représentant des Iles Salomon à m'adresser à la séance plénière du Congrès de l'Union postale universelle.

Depuis 1911, l'Administration postale britannique a joué un rôle important dans les affaires postales des Iles Salomon. Lorsque cela était nécessaire, nous avons toujours pu nous adresser à cette Administration pour obtenir aide et conseil. Je profite de l'occasion qui m'a été donnée ici pour lui exprimer ma reconnaissance pour son aide et son appui au cours de ces soixante-treize dernières années.

Comme vous le savez, mon pays se compose d'un grand nombre d'îles qui sont éparpillées sur à peu près 1000 km² de l'océan Pacifique, avec une population de 200 000 personnes. Etant donné cette situation, le service postal et les télécommunications sont d'une très grande importance pour le développement social et économique de notre peuple.

Les seuls autres moyens de communication, dans notre pays, sont la voie aérienne et la voie maritime qui coûtent très cher en termes de temps et d'argent; par conséquent, nous accordons une grande importance au développement des services postaux.

A cet égard, la formation du personnel est d'une importance capitale. C'est pourquoi, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma très grande satisfaction pour le travail excellent fait par l'Ecole de formation pour l'Asie et le Pacifique de Bangkok.

J'espère que nous pourrons continuer à bénéficier de ces possibilités et d'autres encore pendant de nombreuses années. Alors qu'à l'heure actuelle, nous exploitons 9 bureaux de poste et 93 agences postales sur l'ensemble du pays, cela ne nous permet pas de satisfaire la clientèle selon les critères fixés par l'UPU. Nos difficultés proviennent essentiellement des ressources limitées dont nous disposons. Celles-ci ne nous permettent pas de relever le niveau de nos prestations et de les étendre dans les zones rurales. Nous avons également d'autres problèmes dont nous devons nous occuper et pour lesquels nous aimerions pouvoir compter sur les experts de l'UPU.

(Applaudissements.)

L'ITALIE: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier Monsieur le Secrétaire général, Messieurs les Chefs de délégation et Messieurs les délégués, de vos activités en faveur du développement des communications entre les peuples.

Notre Union compte maintenant 167 Pays-membres et beaucoup de chemin a été parcouru depuis la création de l'UPU en 1874, création à laquelle a participé l'Italie parmi les 21 autres pays fondateurs.

Cette vitalité de l'Union témoigne de l'intérêt que chaque Pays-membre réserve au développement des communications et à la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, comme il est dit dans le Préambule de la Constitution de l'Union.

Un grand nombre de propositions sont soumises à votre appréciation et vos décisions donneront une impulsion nouvelle aux services que les Administrations postales mettent à la disposition des usagers.

Les difficultés économiques, qui touchent tous les pays, peuvent être atténuées par un service postal efficace, qui constitue une aide appréciable pour le développement des entreprises.

Au Congrès de Rio de Janeiro, la crise des services postaux a été examinée de près et plusieurs responsables d'Administrations postales ont apporté leur contribution; une étude a été confiée à ce sujet au CCEP.

Celui-ci a déjà tiré certaines conclusions; il doit poursuivre cette étude dans le cadre du futur mandat de cet organe.

L'avenir de la poste réside dans la fiabilité de ses services traditionnels, dans l'expansion des nouveaux services, dans l'utilisation des installations modernes de mécanisation postale et dans la simplification des échanges.

De plus, chaque Congrès postal apporte des nouveautés et témoigne de l'intérêt de la poste pour l'économie de chaque Pays-membre.

L'avenir nous réserve de grandes choses, étant donné notre expérience et notre capacité de travailler dans l'intérêt de l'Union tout entière.

(Applaudissements.)

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Tout d'abord, permettez-moi au début de ma brève intervention, de présenter mes remerciements au Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne de l'accueil réservé au Congrès et à la Ville de Hamburg des facilités qu'elle a accordées pour le succès dudit Congrès. Nous remercions également tous ceux qui ont contribué à sa préparation et à sa pleine réussite, spécialement l'organe exécutif de l'Union et l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne. Nous félicitons également le Président et nous lui adressons tous nos vœux de plein succès durant les séances du Congrès. Les thèmes qui figurent à l'ordre du jour englobent la grande majorité des questions qui préoccupent la famille postale dans toutes les régions du monde. Sans doute, l'échange des points de vue sur ces thèmes va donner des résultats positifs qui permettront de trouver les meilleures solutions à ces questions.

Notre pays s'efforce activement d'améliorer le service postal. Nous avons aussi obtenu quelques succès limités. Toutefois, nous avons le sentiment que des progrès encore plus vastes doivent être réalisés par le truchement d'une coopération internationale dans le cadre d'un système économique mondial meilleur. Nous pensons que l'UPU devrait assumer un rôle prépondérant à ce sujet. Le développement non parallèle des services postaux forme un obstacle qui empêche les pays du globe de tirer profit du progrès technologique dans ce domaine.

Les pays du tiers monde ne sont guère responsables du retard dont ils souffrent dans les différents secteurs économiques. Nous savons tous qui est le vrai responsable, dans le passé et aujourd'hui. L'important est d'entreprendre une action afin de combler le fossé existant entre les pays en développement et les pays avancés. Le programme de coopération technique est très modeste dans le domaine de la poste. Il est donc indispensable de le développer et de l'intensifier en vue de répondre à une partie des besoins des pays en développement.

Je n'ai pas l'intention de discuter des détails des questions soumises au Congrès. La délégation de mon pays participera aux travaux du Congrès et en traitera le moment venu.

La délégation de la République arabe syrienne s'est associée à la présentation de la proposition 026 qui réclame la condamnation de l'agression israélienne contre les pays arabes, de l'occupation des territoires et de l'expatriation de la population qui réside sur ces territoires. Elle demande également que l'entité sioniste et raciste soit exclue de l'UPU.

Nous aurions souhaité que cette question soit débattue durant les séances du Congrès. Toutefois, le Président a voulu la soustraire de l'ordre du jour et, ayant eu recours à des procédés peu enviables, a écarté la proposition 026 de la discussion.

Les délégations arabes ont exprimé leur réserve à l'égard de cette procédure, la considérant comme non légale. Je ne voudrais point répéter ce qui a été mentionné à ce sujet dans la note présentée par lesdites délégations. Nous considérons que la question figure à l'ordre du jour et qu'en conséquence elle doit être débattue dès que des conditions favorables le permettent.

A cette occasion, j'aimerais porter à la connaissance des membres du Congrès qu'Israël, soutenu et appuyé par les Etats-Unis d'Amérique, menace actuellement la République arabe syrienne, selon les propos de son Ministre de la défense et d'autres responsables encore, de vouloir l'attaquer. Il existe actuellement des

manoeuvres militaires communes entre les forces israéliennes et la flotte américaine en mer Méditerranée; ceci, en guise de préparation à cette agression. Nous croyons que ce genre d'agression sera lourd de conséquence pour la paix dans la région et dans toutes les parties du globe. Il importe donc que tous les peuples du monde s'associent pour affronter les intentions impérialistes et sionistes et pour sauver le monde du danger d'une guerre dont nul ne peut réellement mesurer les retombées.

Notre peuple est prêt à défendre sa patrie et il remercie tous les amis qui se tiennent à ses côtés dans cette situation.

Nous aspirons à une paix véritable et juste, dans cette région et dans toutes les régions du monde. Pour y parvenir, il est nécessaire d'appliquer les résolutions et décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité qui demandent l'évacuation par l'agresseur des territoires arabes occupés, le retour du peuple arabe palestinien à son territoire et l'édification de son Etat indépendant. Plus vite cela sera fait, mieux cela vaudra. La République arabe syrienne et d'autres pays arabes ont déjà annoncé qu'ils acceptent la tenue d'une conférence internationale où seraient représentées toutes les parties concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, afin d'examiner la question de la mise en application des résolutions et décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité. Le refus de cette proposition par les Etats-Unis d'Amérique et Israël atteste de leur intention de poursuivre l'agression et ne pas appliquer lesdites résolutions et décisions. Nous avons précisé notre position à l'égard de la résolution 024 concernant l'exclusion de l'Afrique du Sud, lors du débat sur cette affaire. Nous réaffirmons ici notre appui à cette résolution et à la lutte du peuple sud-africain pour éliminer le régime d'apartheid dans son pays. Nous soutenons également toutes les propositions présentées en vue d'éliminer toute trace du régime colonial dans les Actes de notre Union. Nous déclarons notre soutien aux efforts déployés pour atténuer la crise internationale et sauver le monde du danger d'une guerre mondiale nucléaire dévastatrice. Pour terminer, je souhaite au Congrès de réussir dans ses travaux pour le bien de la famille postale à travers le monde.

(Applaudissements.)

La CORÉE (RÉP.): L'année 1984 marque le 100e anniversaire de l'Administration postale de la République de Corée. Nous envisageons un certain nombre de manifestations solennelles, dont le point culminant sera une exposition philatélique mondiale qui s'appellera "FILAKOREA 84" et qui est prévue pour octobre de cette année.

Je voudrais inviter toutes les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à participer à cette exposition.

N'étant pas en mesure de participer au débat général, je saisis cette occasion pour vous faire part de quelques réflexions à ce sujet. Comme dans d'autres pays en développement, mon Administration a subi une transformation radicale pour répondre à un double défi: la menace que font peser les ordinateurs et les télécommunications sur le marché postal traditionnel d'une part et la concurrence des courriers privés qui nous enlèvent la "crème" du service postal d'autre part.

Face à cette situation, nous avons élaboré un plan de développement à long terme afin que le système postal devienne une entité commerciale au faîte des progrès technologiques et qu'il assure l'expansion du réseau des bureaux de poste jusqu'en l'an 2000.

Depuis que les délégués coréens ont participé au Congrès de Washington 1897, la Corée est restée un membre solide de l'UPU. Nous estimons que les activités de l'UPU, notamment les études entreprises par le CE et le CCEP, sont extrêmement utiles dans le processus de développement postal des pays du tiers monde tels que la Corée. C'est dans ce contexte que je compte sur les séances du débat général de la semaine prochaine et sur les discussions qui se dérouleront tout au long de ce Congrès pour trouver des solutions concrètes et efficaces à une vaste gamme de problèmes qui se posent aux Administrations postales.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'OUA: J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Nous avons écouté avec un vif intérêt et avec admiration les importantes déclarations de principe qui ont été faites jusqu'à maintenant, singulièrement celle du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, concernant les questions techniques; nous avons trouvé qu'elles étaient très stimulantes et riches en enseignement et qu'elles appellent à la réflexion. La question qui concerne à la fois l'exclusion et l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'UPU est inscrite à l'ordre du jour de notre Congrès depuis près de quinze ans; aussi espérons-nous qu'elle sera résolue une fois pour toutes ici à Hambourg par ce Congrès. En raison de la politique obstinée d'apartheid de l'Afrique du Sud, politique qui va à l'encontre de la

volonté unanime de toutes les nations libres, le XVII^e Congrès de l'UPU réuni à Lausanne en Suisse en 1974 avait décidé d'exclure le régime raciste de ce Congrès et de tous les Congrès et réunions ultérieurs de l'Union postale universelle.

Pourtant, le régime raciste, au mépris de cette résolution, a adroitement réussi à rester membre de l'UPU. La communauté internationale a dès lors décidé de prendre une nouvelle mesure collective plus ferme devant aboutir à l'expulsion de l'Afrique du Sud, en particulier du fait qu'à l'évidence la politique raciale de ce pays n'a pas changé.

Au XVIII^e Congrès de l'UPU tenu en 1979 à Rio de Janeiro au Brésil, la question a de nouveau surgi, le groupe africain ayant fait preuve de sa solidarité afin d'obtenir l'appui de la collectivité internationale pour extirper totalement le régime d'apartheid de l'Union postale universelle. Après un long débat sur la question, le XVIII^e Congrès, par sa résolution C 6, a décidé à une écrasante majorité d'expulser de l'Union postale universelle la République d'Afrique du Sud.

Depuis lors, le Secrétariat général de l'OUA s'est de plus en plus intéressé à la question, en particulier lorsque l'on a appris que certaines Administrations membres de l'UPU contestaient la légalité de la résolution C 6. C'est la raison pour laquelle l'OUA a décidé de lancer une nouvelle campagne visant à faire appliquer la résolution C 6. A sa trente-huitième session ordinaire (Addis Abeba, 22–28 février 1982), l'OUA a adopté la résolution CM/Res 917 (XXXVIII) appelant la communauté internationale et plus précisément les délégués aux Congrès de l'UPU à appliquer la résolution C 6 de l'UPU.

Nous comprenons les préoccupations de certaines délégations qui se sont prononcées hier contre la résolution 024 et nous admirons également la diplomatie à double visage adoptée ici par maintes d'entre elles. Hier, la plupart de ces orateurs nous ont dit qu'en principe leur Gouvernement ne soutenait pas la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, mais en ajoutant qu'ils ne soutenaient pas l'exclusion du régime raciste de l'UPU. Nous les invitons instamment à beaucoup mieux clarifier leur position.

Certaines délégations nous ont également dit hier que le Congrès de l'UPU n'est pas l'assemblée qui convient pour discuter de questions de caractère politique comme celle qui est à l'examen. Nous ne partageons pas ce point de vue, car dans toutes les autres instances traitant du nouvel ordre économique international, des droits de l'homme, des télécommunications ou des problèmes de dettes des pays en développement, la politique a toujours prévalu. Dans les discussions et négociations internationales modernes, il n'est plus possible d'éviter que les débats ne soient teintés de politique. C'est pour la même raison que la plupart des délégations sont ici dirigées par des ministres qui, dans la plupart des cas, relèvent de la branche politique de leur gouvernement et par des représentants de ministres des affaires étrangères. C'est pourquoi nous soutenons que les Congrès de l'UPU sont bien l'endroit qui convient pour résoudre des questions comme celle de l'expulsion de l'Afrique du Sud. En appliquant les résolutions pertinentes de l'ONU sur l'Afrique du Sud, la Conférence des plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications a pu exclure de ses réunions le régime raciste. Je pense que d'autres institutions spécialisées des Nations Unies en ont fait de même. Les activités de l'UPU ont-elles un caractère plus technique que celles de l'UIT?

Je ne voudrais pas prendre davantage de votre temps, cela d'autant plus que ce que je tenais à faire observer a déjà été traité par maintes personnalités éminentes qui ont, hier, éloquemment parlé en faveur de l'adoption de la résolution 024. A ce stade, je voudrais remercier tous ceux qui, avant moi, ont pris la parole pour appuyer notre résolution.

J'aimerais ajouter que la question à l'examen n'est pas d'ordre constitutionnel mais purement de procédure. Avant de quitter la tribune, je voudrais que soit consigné le fait que l'Organisation de l'unité africaine fait totalement sienne et appuie de façon catégorique et sans réserve la résolution 024 présentée par un grand nombre de ses membres, résolution que je demande par conséquent au Congrès d'adopter.

Le BOTSWANA: Tout d'abord, je tiens à appeler l'attention de cette auguste assemblée sur le fait que notre position ne diffère pas de celle que nous avons prise à Rio de Janeiro en 1979, à savoir qu'il ne nous est absolument pas possible d'approuver une résolution de ce genre.

Les raisons en sont données avec précision dans les procès-verbaux du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et, à cet égard, permettez-moi de me référer aux pages 1181 et 1182 (voir les pages en langue française) des procès-verbaux de la 6^e séance de ce Congrès. Apparemment, aucune disposition de la Constitution n'habilite le Congrès à expulser un Etat-membre de l'Union. En outre, nous n'avons trouvé, ni dans l'article premier de la Constitution (étendue et but de l'Union) ni dans aucun autre article de la Constitution, des éléments de preuve démontrant que l'Afrique du Sud ne s'est pas conformée aux objectifs de l'Union. Le Botswana est un des pays qui peut témoigner du fait que l'Afrique du Sud s'est toujours conformée à cet article, car il n'a jamais connu de problèmes avec l'Administration postale sud-africaine, alors même que la majorité de notre courrier passe par l'Afrique du Sud.

Nous avons constamment condamné la politique raciale de l'Afrique du Sud et nous continuerons à le faire tant que la dignité humaine n'aura pas été totalement respectée, mais il ne nous est pas possible de participer à une mesure contre l'Afrique du Sud qui pourrait à son tour nuire au Botswana.

Nous avons maintenu cette position dans toutes les instances internationales et nous considérons la présente résolution comme une de celles qui auraient de graves conséquences pour le Botswana. Si l'Afrique du Sud est expulsée ou exclue de l'Union, elle ne sera plus liée par les dispositions de la Constitution de l'UPU et de ce fait pourra refuser de traiter le courrier du Botswana et ne pas accorder la liberté de transit au courrier du Botswana en provenance des autres pays.

Comme cette auguste assemblée peut le voir, notre position n'a pas été prise à la légère et je ne peux que répéter que le Botswana ne peut pas adopter une telle résolution et qu'il demande aux autres délégations de comprendre cette position et également de reviser leurs points de vue à ce sujet.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: La délégation de Nouvelle-Zélande a écouté avec intérêt le débat sur la question de l'exclusion d'un membre de l'Union postale universelle. Je voudrais expliquer brièvement pourquoi la Nouvelle-Zélande ne saurait appuyer la résolution telle qu'elle est proposée dans le document 024.

Nos inquiétudes ne se fondent pas sur un désir d'encourager ou de consoler le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud. L'opposition de la Nouvelle-Zélande à la politique et aux pratiques de l'apartheid est en effet bien connue. Notre condamnation et notre refus de ces politiques sont notoires dans le cadre de l'UPU et dans d'autres réunions internationales plus appropriées.

Nous ne saurions appuyer la résolution, car la mesure qu'elle propose n'est pas conforme aux termes de la Constitution de l'UPU. Toute initiative visant à expulser un membre de l'Union entraîne le risque de voir d'autres membres ultérieurement jugés, pour des considérations d'ordre purement politiques, comme inaptes à devenir membres. Cela serait manifestement en contradiction avec le principe d'universalité qui est fondamental pour l'UPU et qui s'inscrit dans son titre.

Nous nous préoccupons également du fait que si la motivation à la base de l'introduction de la résolution est fort compréhensible, les arguments invoqués, qui sont d'ordre politique, ne sauraient avoir leur place dans les délibérations de ce Congrès. Celui-ci perdrait de son efficacité en tant qu'organe législatif d'une institution technique dont le but est de développer les communications entre les peuples grâce au bon fonctionnement des services postaux.

Le SWAZILAND: Pour un petit pays en développement comme le Swaziland, ce n'est pas un mince effort que de pouvoir participer à ce Congrès. De ce fait, nous nous préoccupons d'autant plus des résultats bénéfiques de cette réunion. J'aborderai immédiatement la question majeure dont nous sommes aujourd'hui saisis, à savoir celle concernant la République d'Afrique du Sud qui n'est en aucune façon nouvelle.

La position du Swaziland est bien connue de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine et aussi, j'en suis sûr, de cette auguste assemblée et je ne saurais trop souligner la situation désastreuse qui découlerait pour le Swaziland de l'adoption par cette assemblée des propositions touchant l'Afrique du Sud. Les conséquences et implications de ces propositions sont beaucoup trop grandes pour un pays enclavé comme le Swaziland et nous tenons, par conséquent, à faire connaître nos réserves sur ces propositions, en espérant sincèrement que notre démarche sera parfaitement comprise de tous les délégués, car l'intérêt du Swaziland est vital et d'une extrême importance pour nous sur ce point. Comme nous le voyons, il ne pourrait être garanti aucune liberté de transit au Swaziland pour l'échange de dépêches si les propositions relatives à l'Afrique du Sud devaient être adoptées; en outre, il est difficile d'imaginer comment le Swaziland pourrait, dans ce cas, communiquer avec le monde extérieur et assurer ses services postaux au niveau international.

Il y a d'autres points sur lesquels ma délégation désirerait prendre la parole au cours des débats en Commission et je serai toujours prêt à apporter une modeste contribution aux efforts visant à affermir le principe d'universalité de cette coopération authentiquement internationale fondée sur la justice, l'ordre et la loyauté.

La CHINE (RÉP. POP.): Les représentants de nombreux pays ont pris la parole pour dénoncer avec indignation la politique inhumaine d'apartheid que le régime raciste de l'Afrique du Sud pratique obstinément, ainsi que la répression cruelle et les persécutions criminelles qu'il exerce à l'égard des Noirs et des autres personnes de couleur. La délégation chinoise, pour sa part, estime que les autorités racistes de l'Afrique du Sud se moquent carrément de la Charte des Nations Unies ainsi que des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU; les autorités sud-africaines perpétuent avec obstination leur occupation illégale de la Namibie, répriment de manière barbare la lutte du peuple namibien pour

l'indépendance nationale et tentent en vain de maintenir leur domination coloniale et raciste. De plus, elles foulent aux pieds cyniquement les normes du droit international, se livrent sans cesse à des incursions militaires et à des activités subversives contre les pays voisins et occupent toujours une partie du territoire du sud de l'Angola. Tous ces agissements constituent des violations grossières de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ces pays. De tels agissements portent sérieusement préjudice à la paix et à la stabilité en Afrique australe et représentent une menace pour la paix mondiale.

Le Gouvernement et le peuple chinois condamnent énergiquement l'occupation illégale de la Namibie par les autorités sud-africaines; le Gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement la lutte pour l'indépendance nationale, menée par le peuple namibien sous la direction de la SWAPO; ils soutiennent fermement les efforts des pays africains en vue de la mise en oeuvre du Programme des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

Dans cet esprit, la délégation chinoise se prononce en faveur du projet de résolution 024 relatif à l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'UPU.

Le PRÉSIDENT signale que la Tunisie a demandé à figurer parmi les pays coauteurs de la proposition 024.

La TUNISIE est connue pour être un pays de modération, de mesure, de justice et de tolérance. Cependant, elle ne peut rester insensible face à la politique de racisme radical que suit le Gouvernement de l'Afrique du Sud contre nos frères africains. Elle n'a jamais cessé de condamner toutes les formes de colonialismes et de ségrégation raciale. Aussi, ma délégation appuie-t-elle totalement le projet de résolution 024 qui confirme l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union.

La POLOGNE (RÉP. POP.): Notre pays, ainsi que la majorité des autres pays, rejette la politique d'apartheid, de colonialisme et de néocolonialisme. Cette question a été exposée d'une manière suffisamment détaillée par de nombreux pays qui ont condamné la politique d'apartheid menée par l'Afrique du Sud et, à notre avis, n'exige pas d'explications supplémentaires.

La délégation de la Pologne estime que le Congrès a le droit de résoudre ce problème selon la proposition 024 présentée par de nombreux pays africains et, par conséquent, notre délégation appuie pleinement cette proposition.

La COLOMBIE: Comme cela a toujours été sa position traditionnelle et comme elle l'a fait à l'Assemblée générale des Nations Unies et dans les diverses instances internationales, la délégation de Colombie rejette et condamne la politique d'apartheid et de discrimination raciale, non seulement des pays où celle-ci se pratique ouvertement, mais également de ceux où elle s'exerce de façon voilée car les deux systèmes sont tout aussi ignominieux.

Toutefois, la délégation de la Colombie juge bon de formuler quelques observations sur la proposition 024, car nous désirons poser une série de questions au cas où l'on en arriverait à approuver l'exclusion d'un Pays-membre de l'UPU.

Avant tout, nous demandons au Congrès de Hambourg si l'adoption de la proposition 024 ne serait pas doublement critiquable; en effet, si les victimes de l'apartheid sont marginalisées par leurs compatriotes, n'aiderions-nous pas à la marginalisation de ceux qui, dans le monde, sont dans une situation analogue? N'apporterions-nous pas notre aide à l'agression de ces populations en coupant le cordon ombilical de la culture qu'elles reçoivent par l'intermédiaire de la poste?

Quelle serait la façon d'opérer qui leur permettrait de recevoir leurs lettres et, d'une manière générale, l'aliment spirituel de la communication écrite?

L'UPU doit marquer un temps pour songer à une autre solution assurant que les envois arrivent à nos frères d'Afrique du Sud et aux pays limitrophes concernés, soit par l'intermédiaire d'une autre Administration, soit par tout autre moyen.

Avons-nous déjà pensé à une solution? Non, nous n'en avons pas entendu une seule dans cette salle.

A-t-on pensé que ceux qui appliquent la discrimination raciale ont à leur disposition tous les moyens de communication modernes, comme le téléphone, le télex et les systèmes électroniques, et que la communauté maintenue en marge n'y a aucun accès; alors quel sera le sort des populations considérées?

Il y aurait lieu de se demander si les postes parallèles, profitant de ce que l'UPU se consacre à des discussions politiques, n'iraient pas pêcher en eau trouble pour tenter de s'emparer de ce marché. De ce fait, la sanction morale imposée par l'UPU perdrait toute sa valeur et serait sans application pratique.

Nous avons entendu près de 70 pays condamner l'apartheid, mais on ne voit de nulle part quelque chose de tangible; peut-être faut-il des mesures plus concrètes pour combattre cet apartheid. Il nous vient par exemple à l'esprit que le Congrès de Hamburg pourrait recommander à ses Pays-membres d'émettre des vignettes comportant des motifs invitant à l'intégration des peuples et des races, de diffuser des symboles de lutte contre la discrimination ou de recourir à toute autre mesure plus concrète, étant donné que l'on a déjà eu l'expérience du Congrès de Rio de Janeiro où une sanction morale a été appliquée.

En résumé, Monsieur le Président, nous désirons inviter le Congrès à penser de façon plus effective à aider ceux qui souffrent, faute de quoi, en censurant un Gouvernement, c'est tout un peuple qui serait injustement puni.

Le CONGO (RÉP. POP.): M. le Ministre des PTT du Congo a dû repartir hier à cause des lourdes tâches qui l'attendent; il m'a demandé de vous transmettre ses vœux les plus chers pour le succès des travaux de ce XIXe Congrès de l'UPU afin que se développent les services postaux dans le monde, pour le bien de l'humanité tout entière.

Pour en revenir à la question sur laquelle portent nos débats, nous considérons et réaffirmons que les motifs qui ont été à la base des décisions des Congrès antérieurs de Lausanne et de Rio de Janeiro sur l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'UPU gardent encore aujourd'hui toute leur valeur et leur tragique acuité.

Le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud pratique même avec de plus en plus d'arrogance son système abject de discrimination raciale.

L'une des raisons d'être de notre Union est de favoriser le développement continu de la communication entre les nations. Or, comme tout le monde le sait, l'Afrique du Sud pratique une politique qui refuse déjà toute communication entre les différentes fractions de sa propre population. Un tel pays ne peut, à notre avis, prétendre défendre les idéaux et les objectifs de notre Union.

Mon pays considère que la défense des libertés (dont entre autres la liberté de communiquer) et des droits de l'homme est une et indivisible.

C'est pourquoi ma délégation lance un vibrant appel aux délégations ici présentes pour qu'elles soutiennent massivement la résolution actuellement en discussion, afin de barrer la route à toutes les tentatives de banalisation d'un système qui constitue un défi pour la conscience humaine.

La ZAMBIE: Au nom de ma délégation, je voudrais exprimer notre reconnaissance pour l'atmosphère dont nous profitons ici à Hamburg et aussi pour le fait d'appartenir à un organisme responsable des communications entre tous les peuples du monde. La position de la Zambie est fort connue. Nous avons pris une position qui n'est pas celle du multiracisme mais celle du non-racisme. Les questions soulevées dans la proposition 024 sont des questions humaines. Certaines délégations se sont référées à la Constitution de l'UPU, qui a été promulguée avant qu'un Pays-membre quelconque ne se soit adonné à des pratiques répugnantes. La question de l'Afrique du Sud ne concerne pas l'oppression uniquement; c'est une question de violence contre l'humanité se fondant sur l'intolérance raciale.

Lorsque l'ONU, à laquelle appartiennent presque tous les Pays-membres de l'UPU, a reconnu que l'Afrique du Sud commettait des actes qui sont répugnants pour l'humanité, elle a donné des instructions à toutes les institutions spécialisées pour isoler ce régime.

Tant que la violence en Afrique du Sud contre les groupes ethniques concernés persiste, ce pays ne peut pas, je pense, garder sa qualité de membre de l'UPU en prétendant que son exclusion de l'Union signifierait une violation des Actes.

Nous fraternisons ici en vue d'atteindre un objectif commun et la seule raison pour laquelle on est en mesure de le faire est que chacun de nos pays s'efforce de respecter la dignité de l'homme. Lorsque cette dignité n'est pas respectée, je mets sérieusement en doute l'organisation elle-même.

L'esprit qui est à la base de la proposition 024 est parfaitement clair. C'est notre sens de l'humanité et non pas la politique. L'UPU ne peut pas exister si elle ne prend pas en considération les problèmes humains.

La politique mise à part, l'Afrique du Sud, selon les directives de l'ONU, devrait être exclue de la fraternisation au sein de l'UPU, parce que ce pays viole la dignité fondamentale de l'homme.

CENTRAFRIQUE: Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous apporter, ainsi qu'au peuple allemand et à son Président, le salut du peuple centrafricain, du Comité militaire de redressement national, que préside Son Excellence le général d'armée André Kolingba, Chef de l'Etat. Ce serait une ingratitude de notre part si nous ne remercions pas ici les autorités compétentes allemandes pour l'accueil chaleureux réservé à la délégation centrafricaine et la parfaite organisation des présentes assises.

Comme vous le savez, la République centrafricaine est cosignataire du projet de résolution 024 tendant à exclure la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle. Je n'apprends rien à tout un chacun ici présent sachant pertinemment que ce pays a déjà été exclu des travaux des divers Congrès (Tokyo 1969, Lausanne 1974, Rio de Janeiro 1979). Mais, se fondant sur les dispositions de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution, ce pays a presque aussitôt refait son entrée dans l'Union.

La République centrafricaine condamne avec force la politique odieuse d'apartheid menée par l'Afrique du Sud et demande à tous les Pays-membres de l'UPU d'adopter le projet de résolution 024 visant à exclure ce pays de l'Union et à empêcher son éventuelle réadmission, tant que ce pays continuera à pratiquer sa politique honteuse de discrimination raciale. Nous pensons que nous nous mettrons d'accord, sans plus tarder, parce que cela a trop duré. Au lieu de revenir à chaque Congrès sur cette affaire d'exclusion et de réadmission de l'Afrique du Sud, nous devons nous pencher sérieusement sur le travail qui nous attend. Pour me résumer, je citerai ce dicton "Time is money".

Le monde entier a traversé au cours de ces dernières années, et traverse encore, une période très difficile. Les pays qui, comme la République centrafricaine, sont classés parmi les pays les moins avancés, doivent déployer de gros efforts pour trouver la voie du progrès et maintenir le cap.

Dans ce processus, la poste joue un rôle très important. Aussi, le Gouvernement de la République centrafricaine a-t-il mis en chantier, avec l'aide de l'UPU, un programme d'action tendant à améliorer les prestations postales dispensées aux populations rurales.

Ce programme d'action commence à porter ses fruits et nous sommes prêts à communiquer les résultats de l'expérience acquise aux autres Administrations qui se trouveraient dans la même situation.

Monsieur le Président, honorables délégués, je crois donc que nous devons régler définitivement, au cours de ce Congrès, le problème du Gouvernement d'Afrique du Sud qui dénie les droits de l'homme à la majorité noire de la population d'Afrique du Sud. Nous pourrions alors nous consacrer au cours des prochaines années au développement des services postaux afin que le réseau postal mondial revête effectivement le caractère d'universalité qui est au coeur de la Constitution de l'UPU.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Lors des discussions portant sur la résolution 024, nous avons constaté que les délégations condamnent à l'unanimité la politique d'apartheid. Quant à mon pays, il condamne également énergiquement cette politique de discrimination.

Nous estimons que la République d'Afrique du Sud a bien été exclue de l'UPU par la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui, à notre avis, demeure toujours valable.

En conséquence, l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union, sur la base duquel l'Afrique du Sud est rentrée dans l'Union, ne peut s'appliquer à ce pays.

En ce qui concerne cette nouvelle résolution, nous l'appuyons également.

Le BÉNIN: Beaucoup de choses ont déjà été dites au sujet de la proposition 024 dont nous sommes coauteur. Il n'est donc peut-être plus nécessaire que nous intervenions. Mais nous voudrions quand même rendre un vibrant hommage à toutes les délégations qui ont spontanément et avec chaleur apporté leur soutien sans réserve à cette proposition.

Nous profitons de cette occasion pour faire deux constatations. La première est la persistance de l'apartheid, cette pratique étrange et anachronique qui avilit l'homme et qui, en définitive, consiste à dénier à la majorité de tout un peuple les droits les plus élémentaires. La deuxième constatation est que tout le monde est d'accord pour condamner cette politique et cette pratique.

Le point de divergence se situe au niveau de la manière dont il convient de sanctionner le pays en cause. A ce propos, force est de constater que le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a, par sa résolution C 6, pris une décision qui n'a pas été appliquée et que la grande majorité des pays représentés au Congrès de Hambourg demande d'appliquer désormais.

L'IRLANDE condamne sans équivoque les principes d'apartheid appliqués par le Gouvernement d'Afrique du Sud. Ces principes ne constituent pas seulement une violation des droits fondamentaux de l'homme, mais sont également une source d'insécurité et d'instabilité dans la région. Nous sommes convaincus qu'une pression internationale doit continuer de s'exercer et de s'intensifier sur l'Afrique du Sud si l'on veut éviter une catastrophe et apporter un changement pacifique. En conséquence, l'Irlande soutient l'idée que soient prises des mesures appropriées contre l'Afrique du Sud dans les instances internationales, y compris des sanctions par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

En outre, l'Irlande apporte son appui total au principe d'universalité au sein de l'ONU et elle soutient que ce principe s'applique également aux institutions spécialisées de l'ONU. Du fait qu'elle s'écarte de ce principe d'universalité, l'expulsion d'un ou plusieurs membres d'une organisation des Nations Unies porte atteinte non seulement à l'institution en cause, mais fait également peser une menace sur le système même des Nations Unies. De plus, nulle disposition juridique de la Constitution de l'Union postale universelle ne prévoit l'expulsion de membres.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, ma délégation ne peut pas appuyer la proposition dont notre Congrès a été saisi.

L'ÉTHIOPIE (motion de procédure): La proposition 024 a déjà été longuement débattue. La prolongation du débat entraînera simplement une répétition des arguments déjà avancés; elle nous empêche d'aborder d'autres problèmes qui devraient être les préoccupations réelles du Congrès. En conséquence, je demande la clôture du débat, en application de l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur (nouvelle version résultant de l'adoption, hier, par le Congrès de la proposition 1718.1/Rev 2).

Le PRÉSIDENT: Afin de clarifier la situation, je cite le nouveau paragraphe 5 de l'article 18: "Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix." J'invite donc deux délégations opposées à la motion à s'exprimer.

La SUISSE: Je propose que la décision finale soit ajournée jusqu'à ce que la Commission des affaires générales ait pris une décision sur les propositions 1011.1 à 1011.3. En outre, je demande que tous les votes concernant cette question se déroulent au scrutin secret.

Le PRÉSIDENT: La Suisse vient de proposer une autre motion de procédure qui a la priorité sur celle introduite par l'Éthiopie.

Le CANADA: Nous appuyons la motion présentée par la Suisse, ainsi que le vote au scrutin secret.

Le PRÉSIDENT constate qu'aucune délégation ne semble vouloir s'exprimer au sujet des deux motions.

L'ÉTHIOPIE: Ma motion a été présentée la première, il faut donc la mettre aux voix en premier lieu.

Le PRÉSIDENT: Le nouvel article 18, paragraphe 3, prescrit l'ordre dans lequel les motions de procédure doivent être traitées; il se lit en partie comme suit:

... une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

...

d) l'ajournement du débat sur la question en discussion;

e) la clôture du débat sur la question en discussion;

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, ...

Selon ces dispositions, il me semble que nous devons d'abord prendre en considération la proposition d'ajournement.

Le ZIMBABWE: Deux propositions ne peuvent pas être mises aux voix simultanément et la proposition de l'Éthiopie doit être tranchée d'abord. Ma délégation s'oppose à la motion de la Suisse.

CUBA: Il n'y a pas deux propositions simultanées. La proposition de l'Éthiopie est la première; elle doit être mise aux voix tout d'abord. Nous nous opposons à la motion de la Suisse.

Le PRÉSIDENT: Nous sommes en présence de deux motions de procédure et il y a deux orateurs qui ont parlé contre la motion suisse.

L'ÉGYPTE: Si je comprends bien, la proposition suisse visait à ajourner la décision, et non pas le débat. Par conséquent, l'ordre de priorité prévu à l'article 18, paragraphe 3, du Règlement intérieur ne joue aucun rôle pour la proposition de la Suisse.

Le PRÉSIDENT invite la Suisse à rappeler sa proposition.

La SUISSE: Nous avons proposé que la décision finale sur le projet de résolution 024 soit ajournée jusqu'à ce que la Commission des affaires générales ait pris une décision sur les propositions tendant à modifier l'article 11 de la Constitution.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Aux termes de l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, il ne fallait pas donner la parole à la Suisse pour présenter sa proposition. Je voudrais rappeler que M. le Président s'est refusé à donner la parole aux délégations qui la demandaient lorsqu'il s'est agi d'ajourner le débat concernant la proposition 026. Nous devons nous en tenir à ce qui est stipulé dans le Règlement intérieur des Congrès.

Le PRÉSIDENT: Je suis reconnaissant au délégué de la République arabe syrienne de nous rappeler que l'on devrait s'en tenir strictement au Règlement intérieur des Congrès. En effet, après la motion de procédure présentée par la Suisse, motion qui a la priorité sur la clôture du débat, j'ai accordé la parole au Zimbabwe et à Cuba, qui ont parlé contre la motion de la Suisse. Toutefois, à la lumière de la précision apportée par la Suisse, il est évident que sa proposition vise un ajournement de la décision et non du débat. Dans ces conditions, la priorité qui reviendrait à l'ajournement du débat tombe et nous devons procéder à un vote sur la motion de procédure de l'Éthiopie, c'est-à-dire sur la clôture du débat. Je signale encore que la Suisse a demandé le scrutin secret sur cette proposition et que sa demande a été appuyée par le Canada.

Le vote sur la clôture du débat donne le résultat suivant:

Pour: 91

Contre: 28

Abstentions: 7

La clôture du débat sur la proposition 024 est donc adoptée.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Huitième séance du Congrès

Vendredi 22 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Communication

Le PRÉSIDENT: La République centrafricaine représente la République populaire du Bénin.

Déclaration

L'OBSERVATEUR DE L'UIT: Avant de quitter Hamburg, permettez-moi de remercier très sincèrement l'UPU d'avoir bien voulu inviter l'UIT à participer aux travaux de ce Congrès en qualité d'observateur.

Depuis le XVIIIe Congrès de Rio de Janeiro en 1979, les liens étroits qui unissaient déjà nos deux organisations se sont encore renforcés. Par la présence d'observateurs aux diverses réunions de nos instances respectives, nous avons eu l'occasion d'entamer un dialogue et d'échanger nos idées et nos points de vue sur ce qu'il convient d'appeler "les nouveaux moyens de transmission électronique ou courrier électronique". Il a même été possible de mettre au point *en commun* une recommandation du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique qui traite des dispositions d'exploitation du service public international de télécopie entre les bureaux publics. Il est particulièrement réjouissant de constater que, grâce à l'instauration d'une collaboration pratique et efficace entre les instances appropriées de nos deux organisations, il existe maintenant des dispositions applicables tant par les services d'exploitation de la poste que des télécommunications, favorisant ainsi le développement des communications entre les peuples, conformément au principe de base de nos actes constitutionnels respectifs.

Pour souligner l'importance que le Secrétaire général de l'UIT attache à la poursuite de ce dialogue, M. Butler envisage de participer prochainement à vos assises et souhaiterait, le cas échéant, pouvoir adresser un message à votre Congrès.

Pour conclure, permettez-moi, au nom de la délégation de l'UIT, de vous dire tout le plaisir que nous avons eu à nous retrouver à Hamburg, grâce à la généreuse hospitalité du Gouvernement et de l'Administration de la Bundespost de la République fédérale d'Allemagne. Nous y avons retrouvé le même accueil chaleureux que celui auquel nous avons goûté, en automne dernier, lorsque la Société canadienne des postes invita le Groupe de travail ad hoc UPU/CCITT — service BUREAUFAX à se réunir à Ottawa. Nous avons ainsi pu constater que cette règle d'hospitalité est une constante au sein de la grande famille de la poste, qu'il s'agisse d'une réunion au siège du Bureau international, d'un Groupe de travail ou d'une réunion au sommet se tenant à l'extérieur. Nous vous remercions d'avoir encore élargi le cercle de la famille pour y accueillir les observateurs de votre organisation soeur: l'UIT.

Monsieur le Président, la délégation de l'UIT vous est reconnaissante d'avoir bien voulu lui accorder quelques minutes de votre temps si précieux et elle se permet de vous adresser ses vœux les plus sincères pour le succès des travaux du XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

Question
concernant
l'Afrique du Sud
(suite)

Le PRÉSIDENT: Nous passons au vote sur la proposition 024.

Proposition 024

Le COSTA-RICA: Notre délégation éprouve des préoccupations au sujet du vote qui va avoir lieu. Un certain nombre de délégations ont dit que l'adoption de la proposition 024 équivaldrait pratiquement à modifier les articles 2 et 11 de la Constitution qui devaient être complétés par une disposition prévoyant l'expulsion d'un Pays-membre. Or, celle-ci n'existe actuellement pas dans les textes. Cependant, comme

l'article 30 de la Constitution exige la majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union pour modifier la Constitution, nous demandons formellement un vote à la même majorité pour la proposition 024 ainsi qu'un vote au scrutin secret.

Le PRÉSIDENT: La proposition de Costa-Rica sur l'application de la majorité des deux tiers sera tranchée par le Congrès avant que celui-ci se prononce sur la proposition 024 proprement dite. Quant au vote secret, je rappelle que la Suisse, appuyée par le Canada, a déjà demandé que tous les votes concernant la proposition 024 aient lieu au scrutin secret.

L'AUTRICHE: Nous estimons qu'il s'agit d'une question constitutionnelle et nous appuyons la demande de Costa-Rica pour l'application d'une majorité des deux tiers, dite aussi majorité qualifiée.

Le SOUDAN conteste l'interprétation de Costa-Rica et de l'Autriche. La Constitution, de même que tous les Actes de l'UPU, ne contient aucune disposition spécifique concernant l'expulsion d'un Pays-membre de l'Union. Par conséquent, rien n'empêche ce Congrès d'examiner la proposition 024 et de l'accepter à la majorité simple. Au Congrès de Rio de Janeiro, le problème a été soulevé et tranché par un vote à la majorité simple.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit d'une question de procédure sur la façon de voter. Si le Congrès se déclare contre la motion de Costa-Rica, le vote aura lieu à la majorité simple; si le Congrès se prononce pour, il aura lieu à la majorité qualifiée.

L'ÉGYPTE: Vous avez dit que le vote allait commencer. Or, d'après l'article 20, paragraphe 4, du Règlement intérieur, quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote. L'intervention de Costa-Rica n'est pas une motion d'ordre. L'application de la majorité simple ou de la majorité qualifiée est une question de fond et non de procédure.

L'INDE approuve le Soudan et l'Égypte. Au Congrès de Rio de Janeiro, une résolution similaire à celle de la proposition 024 a été adoptée à la majorité simple. La proposition 024 ne vise pas la modification de la Constitution. Elle doit donc être tranchée conformément à l'article 21, paragraphe 2, du Règlement intérieur.

Le PRÉSIDENT: Au sujet de cette question, je crois utile de signaler que le Bureau international a précisé, dans un document préparé à l'intention des Présidents, que si un pays ou un groupe de pays estime que la question débattue doit être tranchée par une majorité qualifiée, on procède à un premier vote pour déterminer la majorité requise. Le deuxième vote a lieu quant au fond selon la majorité déterminée par le premier vote.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL confirme cette précision.

CUBA: La motion présentée par Costa-Rica ne figure pas à l'article 18, paragraphe 3, du Règlement intérieur qui cite les motions d'ordre pouvant être considérées comme telles. En deuxième lieu, nous appuyons ce qui a été dit au sujet de l'article 21, paragraphe 2, du Règlement intérieur. La proposition 024 ne modifie pas les Actes et doit donc être approuvée à la majorité simple.

Le PRÉSIDENT: Selon l'article 7, paragraphe 3, du Règlement intérieur, j'aurais pu trancher moi-même la question de la majorité requise. Par la proposition de Costa-Rica, cette décision délicate est laissée à l'appréciation du Congrès dont la souveraineté est toujours au-dessus de celle du Président. De plus, selon l'article 21, paragraphe 2, du Règlement intérieur, lorsqu'il y a doute avant le vote sur le problème de fond, le Congrès décide d'abord à la majorité simple de la majorité à appliquer. C'est exactement ce que nous allons faire.

La GRANDE-BRETAGNE: Je vous félicite, Monsieur le Président, de ne pas avoir pris une décision plus tôt car, selon la tournure des débats, il apparaît clairement que les avis sont nettement partagés. Il serait donc bon que le Congrès se prononce par un vote sur la proposition de Costa-Rica.

Le projet de résolution contenu dans la proposition 024 soulève une question d'ordre constitutionnel. Je conteste ce que les autres délégués ont dit lorsqu'ils se sont référés à ce qui s'est passé à Rio de Janeiro. Le projet de texte dont nous sommes saisis présente une certaine analogie avec celui de Rio de Janeiro, mais à certains égards, il va beaucoup plus loin. Ce texte vise à imposer des règles nouvelles et très lourdes pour la réadmission au sein de l'Union. Il attaque également la base de la Constitution en essayant de modifier les procédures d'admission.

Le PRÉSIDENT: Nous passons au vote. La question est la suivante: la proposition 024 doit-elle être approuvée à la majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union ou à la majorité simple des Pays-membres présents et votant?

CUBA: J'insiste sur le fait que la proposition de Costa-Rica ne représente pas une motion d'ordre. La prendre en considération est contraire au Règlement.

L'ÉGYPTÉ: Il est difficile de répondre à la question sur laquelle nous allons nous prononcer au moyen d'un mécanisme électronique. Que ce soit par la majorité des deux tiers ou par la majorité simple, nous ne pouvons pas répondre par oui ou par non. Je vous prie de bien vouloir préciser la question.

Le PRÉSIDENT: La demande de Costa-Rica est une question de procédure. Les délégations qui votent "oui" sont pour la majorité qualifiée des deux tiers des Pays-membres, celles qui votent "non" sont pour la majorité simple.

CUBA: Où se trouve, à l'article 18 du Règlement intérieur, la mention de la soi-disant motion d'ordre de Costa-Rica?

Le PRÉSIDENT: Il ne s'agit pas de l'article 18, mais de l'article 21, paragraphe 2, du Règlement intérieur. Nous votons sur la procédure à appliquer pour le vote sur le projet de résolution de la proposition 024.

Par 77 non, 51 oui et 4 abstentions, le Congrès repousse la demande de Costa-Rica et décide que la proposition 024 sera mise au vote à la majorité simple des Pays-membres présents et votant.

Le PRÉSIDENT: Nous votons maintenant sur la proposition 024 à la majorité simple. Les délégations qui votent "oui" sont pour l'adoption de la proposition 024, celles qui votent "non" sont pour son rejet.

La proposition 024 est adoptée par 77 oui, 46 non et 10 abstentions.

L'ARABIE SAOUDITE: Notre délégation se félicite et par la même occasion félicite vivement les délégations des pays africains ainsi que toutes les autres délégations éprises de paix qui ont pris la décision d'expulser l'Afrique du Sud de l'Union. Nous les félicitons tous pour cette victoire de la cause de l'humanité et de la liberté.

Monsieur le Président, en permettant aux délégations de s'exprimer librement, loin de toute intervention extérieure, vous aurez sans doute remarqué comme la vérité a pris le dessus sur le mensonge. Nous voulions et voulons encore que cette victoire soit celle de tous les peuples opprimés, dont le peuple palestinien qui a souffert et qui souffre encore de toutes sortes d'oppression et de racisme de la part d'Israël.

Mon pays est la source et l'origine du message céleste qui a été révélé à notre prophète Mohamed qui nous a appris à ne jamais faire de différence d'après la couleur de la peau. N'a-t-il pas dit que les gens sont égaux comme les dents du peigne, la foi étant la seule chose pouvant différencier un blanc d'un noir. Sur cette base, nous avons toujours condamné et nous le ferons toujours aussi vivement la discrimination raciale pratiquée par l'Afrique du Sud envers son peuple.

Nous sommes par conséquent heureux de son expulsion de l'Union dont les objectifs hautement humanitaires sont combattus et rejetés par la politique raciste de l'Afrique du Sud, politique dénoncée et réprouvée par tous les pays épris de paix.

La justice est l'élément essentiel et la pierre angulaire de la religion musulmane et des autres religions révélées. Par conséquent, en parlant hier et aujourd'hui du racisme pratiqué par l'Afrique du Sud et en demandant au Congrès d'expulser ce pays de l'Union, il est de notre devoir d'être justes et impartiaux. Nous ne pouvons en effet condamner un pays qui pratique des actes qui offensent l'humanité et ignorer un ou plusieurs autres pays qui jouent un rôle identique sinon pire. En parlant du même principe, nous

nous demandons avec beaucoup d'étonnement pourquoi le Président du Congrès n'a pas permis de délibérer sur la proposition 026 présentée par l'ensemble des délégations arabes à ce Congrès pour demander l'expulsion d'Israël de l'Union. Depuis sa création, ce pays a pratiqué et pratique encore la pire sorte de discrimination raciale et d'oppression humaine à l'endroit du peuple palestinien et se livre à des attaques répétées et préméditées sur les territoires arabes qui sont occupés par la force des armes et dont les habitants sont chassés et torturés.

Etant donné que nous sommes en présence de deux cas semblables, notre délégation prie le Président de ne pas nous faire ressentir que la justice et l'impartialité sont réservées à un groupe et pas à un autre. Nous demandons donc que la proposition 026 concernant l'expulsion d'Israël soit remise en discussion, selon la volonté exprimée par toutes les délégations arabes participant à ce Congrès, vu que le pays en question pratique le racisme, l'oppression et la contrainte envers le peuple palestinien et les peuples arabes dont les territoires sont occupés par la force des armes. Ce pays refuse depuis des années l'application et l'exécution de toutes les résolutions de l'ONU qui soutiennent les droits arabes ainsi que les revendications du peuple palestinien pour son droit à la liberté et à l'indépendance.

Nous félicitons les peuples africains et les autres peuples épris de paix pour cette immense victoire et nous pouvons considérer cette journée comme la journée de l'Afrique dans le Congrès. La journée de la Palestine viendra prochainement et sera soutenue par les peuples africains, comme ces derniers ont été soutenus par le peuple palestinien et les autres peuples arabes.

M. BOTTO DE BARROS, PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF présente le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif durant les années 1979 à 1984 (Congrès — Doc 1) et complète son exposé par les considérations générales suivantes:

Le Conseil exécutif est un organe important de l'Union. Il en est en quelque sorte le poumon qui lui fournit l'oxygène nécessaire à son fonctionnement. Présider le CE est une expérience enrichissante. L'administrateur de la poste aspire à poursuivre sa mission au milieu des convulsions qui agitent le monde dans lequel nous vivons. Il faut le faire avec un souci d'économie en assurant toujours la meilleure qualité de services. Il faut voir dans le mot "Union" le symbole même de nos vies. Il faut unir, souder, être forts et solidaires et tisser chaque jour qui passe la toile postale mondiale. Ainsi, les lendemains seront de moins en moins difficiles pour cette Union qui se veut d'être un territoire sans frontières pour l'échange du courrier.

Dans cette salle qui a pour toile de fond les traditions centenaires de cette ville hanséatique de Hamburg, il convient de méditer sur le moment historique que traverse notre Union à la veille d'un siècle nouveau. Nous sommes ici pour faire l'histoire de l'UPU. Les décisions que nous allons prendre pendant ce Congrès détermineront l'avenir de la poste. Faisons de ce Congrès un Congrès de la confiance mutuelle. Servir, répondre par des actions à l'attente des communautés, voilà l'objectif élevé que nous devons poursuivre dans cette rencontre mémorable.

Grâce à la collaboration des différentes organisations qui ont participé aux réunions du CE, nous avons obtenu d'excellents résultats. Il convient également de mettre l'accent sur l'esprit de collaboration qui a régné entre chacun des membres du CE. Je remercie spécialement les quatre Vice-Présidents et les Présidents et Vice-Présidents des dix Commissions, sans oublier la participation fructueuse du CCEP. Enfin, j'adresse mes remerciements sincères à Monsieur Sobhi, Directeur général, avec à ses côtés MM. Cicéron, Baghdadi, Gharbi et Bäckström et tous leurs collaborateurs. Je voudrais aussi faire une référence spéciale à MM. Scott et Akbar, deux collègues qui ont laissé leur empreinte au Conseil exécutif. Je souhaite un plein succès à ce XIXe Congrès.

Le Congrès — Doc 1 est approuvé après que le Président eut exprimé ses félicitations à M. Botto de Barros pour l'excellent travail qu'il a fait à la présidence du Conseil exécutif.

M. KINGSBURY, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES: Je me félicite, en tant que Président du Conseil consultatif des études postales, de pouvoir vous présenter le Congrès — Doc 2, le Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP pour la période de 1979 à 1984. Ce dernier contient un résumé des activités du Conseil au cours des cinq dernières années et donne des précisions sur un certain nombre de questions importantes. Le rapport contient, entre autres:

- une explication des résultats des études confiées au CCEP par le Congrès de Rio de Janeiro;
- une liste détaillée de toutes les études effectuées au cours des cinq dernières années;

Rapport
sur l'ensemble
de l'activité
du Conseil
exécutif
1979—1984

Congrès — Doc 1

Rapport
sur l'ensemble
de l'activité
du Conseil
consultatif
des études
postales
1979—1984

Congrès — Doc 2

- une partie consacrée aux relations avec les autres organisations internationales;
- quelques réflexions sur les méthodes utilisées par le CCEP pour accomplir son travail, notamment une étude sur la participation de ses membres aux travaux.

Je voudrais cependant faire quelques observations générales au sujet du travail du Conseil en vous donnant un aperçu plus large de sa situation après cinq années d'un dur travail depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

Au cours de ses cinq années, le CCEP a presque totalement mené à bien les tâches que lui avait confiées le Congrès de Rio de Janeiro. Celles qui restent à achever sont presque terminées ou des dispositions ont été prises pour qu'elles ne soient pas négligées. Les membres du CCEP ont travaillé ferme pour venir à bout d'un programme d'études très chargé mais, bien entendu, cette réussite n'est pas seulement le fait des membres du CCEP. Bon nombre d'autres membres de l'UPU ont participé aux études, au moins en répondant à des questionnaires. Il a été agréable de voir, à chacune de nos réunions annuelles, un certain nombre de représentants d'Administrations qui ne sont pas membres du CCEP assister à titre d'observateurs aux réunions de plusieurs groupes de travail.

Nos études ont porté sur tous les domaines de l'activité postale. Nous ne nous sommes pas bornés à examiner comment nos services fonctionnent actuellement. Nous avons aussi consacré une bonne partie de notre temps à envisager comment ils pourraient être assurés à l'avenir. Certes, personne ne peut prédire avec certitude comment ils se présenteront au cours des années à venir, mais nous avons fait des estimations raisonnables au cours de nos études des cinq dernières années. Même si seulement un certain nombre de nos prédictions se réalisent, nous aurons au moins profité de ce travail de réflexion. L'avenir des services postaux est étudié plus à fond dans le Congrès — Doc 14, mais j'espère que, lorsque nous examinerons ce document, le Congrès conviendra que nous avons apporté quelques utiles contributions.

Le Congrès sera, je l'espère, également satisfait de la façon dont nous avons terminé presque tout le travail inscrit dans notre programme actuel et aussi du programme futur que nous avons établi et présenté dans la proposition 014 et qui sera abordé plus tard en séance plénière.

Les délégués se rappellent que, vers le milieu de notre programme quinquennal, le CCEP a fêté son 25^e anniversaire, ce qui fut pour les Pays-membres et non membres du CCEP l'occasion de faire le point sur l'évolution du Conseil au cours de ces 25 ans. A la demande de notre Secrétaire général, M. Sobhi, un numéro spécial de la revue "Union Postale" a été consacré entièrement au CCEP et de nombreux dirigeants d'Administrations ont présenté des articles exposant divers points de vue intéressants sur l'organisation du Conseil. L'importance et l'utilité du travail du CCEP sont deux des points qui ont été le plus fréquemment mis en exergue par les Administrations. Bon nombre d'articles ont rendu hommage aux nombreuses études de grande portée effectuées par le CCEP et j'espère que vous conviendrez que d'utiles contributions ont été apportées au cours des cinq dernières années.

On a signalé qu'au début le CCEP était un organe particulier qui fonctionnait, dans une grande mesure, en faveur des pays développés et industrialisés et qu'au Congrès seul un nombre limité d'Administrations désiraient présenter leur candidature au CCEP. Heureusement, tout cela a changé. Les candidatures sont maintenant nombreuses et un équilibre a été atteint au CCEP entre les pays développés et en développement. Tous les Pays-membres de l'UPU et non pas uniquement ceux qui sont membres du CCEP ont désormais le droit de participer aux études et bon nombre d'entre eux le font. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une pratique nécessaire pour toutes les études, il va sans dire qu'elle est souvent utile et qu'elle rehausse la valeur et la représentativité des travaux du Conseil consultatif.

Comme l'auteur d'un article l'a dit, le CCEP est "une assemblée de nations riches et pauvres, développées ou en développement, favorisées et moins favorisées. A tous, elle offre les mêmes droits et privilèges".

Ce désir beaucoup plus marqué de participer au travail du Conseil est en soi un témoignage de l'importance sans cesse plus grande que les membres de notre Union attachent à ses activités et ses réalisations. En effet, un tiers des études du programme de travail actuel ont été dirigées ou animées par des pays en développement et bon nombre des études visent à répondre aux besoins de ces pays. Cette tendance est particulièrement encourageante, le rapport contenu dans le Congrès — Doc 2 démontre que les pays en développement participent désormais beaucoup plus aux études du CCEP. Néanmoins, le CCEP a estimé que l'on pouvait accroître davantage ce niveau de participation et nous avons par conséquent présenté une résolution (proposition 06) dans ce sens.

Outre nos études, qui demeurent évidemment l'essentiel de notre activité, nous n'avons pas hésité à revoir nos propres méthodes de travail, à les modifier et à proposer d'autres possibilités que le nouveau CCEP, qui doit être élu durant le Congrès, voudra peut-être envisager. Cela prouve abondamment que nous ne sommes pas un organe statique se contentant d'observer et de prendre note. Nous sommes au contraire prêts à examiner et à améliorer nos méthodes.

Nous y sommes arrivés, entre autres, en redonnant vie à l'idée de réunions de groupes de travail pendant la session annuelle du CCEP. Il a été estimé souhaitable de limiter les sujets à deux ou trois par an, afin de prévoir un jour, voire deux jours complets pour chaque sujet. On a pu ainsi parfois étudier en profondeur certains sujets, ce qui a rehaussé la valeur des réunions annuelles.

Les réunions des groupes de travail ont, à mon avis, fait du CCEP un organe plus ouvert et plus souple. Le jour ou les deux jours réservés à un sujet ont permis aux Administrations d'inviter des experts et des spécialistes, ce qui a donné lieu à des débats animés et à un examen approfondi des sujets à l'étude. L'expérience acquise est inestimable, non seulement pour les spécialistes qui ont pu rencontrer leurs homologues d'autres Administrations et échanger des idées, mais aussi pour les délégués qui ont beaucoup appris au cours de ces réunions entre hommes de métier. Les résultats de ces réunions sont, bien entendu, diffusés à tous les membres de l'Union afin qu'ils puissent tous en tirer finalement parti.

Plusieurs de ces réunions spéciales ont porté sur des sujets consacrés à l'avenir des services postaux. A la réunion de l'année dernière par exemple, nous avons tenu un colloque d'une journée où les cadres supérieurs de cinq Administrations différentes ont présenté des exposés très intéressants. Le fait que ces dirigeants aient volontiers pris sur leur précieux temps pour nous faire part de leur point de vue témoigne de l'importance et de la valeur des travaux du Conseil.

J'ai fait état de ces réunions des groupes de travail, car j'estime que cela aidera le CCEP à aborder de façon plus souple sa tâche qui est en fait celle de l'Union en général. L'auteur d'un des articles du numéro de l'"Union Postale" consacré au 25e anniversaire avait déclaré que les changements technologiques et autres se produisent trop rapidement pour que le CCEP se repose sur ses lauriers et les auteurs d'autres articles ont fait des observations analogues. L'institution de ces groupes de travail a été un moyen d'accélérer les échanges d'informations et d'améliorer la qualité de nos études.

L'apparente lenteur de la procédure plus traditionnelle de l'UPU est l'une des principales raisons pour lesquelles une activité internationale à l'extérieur de l'UPU s'est accrue au cours des dernières années. Les réunions tenues par le groupe des pays (connu sous le nom de Groupe de Paris) qui participent au nouveau service du courrier électronique ainsi que les réunions tenues par les pays participant aux services du courrier accéléré (EMS, Datapost, Postadex, etc.) sont tout autant d'autres exemples flagrants. Certes, l'UPU conduit à l'heure actuelle des études sur ces services, mais elle n'est pas intervenue dans leur institution. Les pays concernés ont préféré mettre au point ces services en se fondant sur les dispositions de l'article 6 de la Convention qui autorise les Administrations à créer, d'un commun accord, des services non expressément prévus par la Convention.

Une des raisons en est qu'il faut cinq ans pour terminer une étude classique et que celle-ci est de nature à déboucher sur des règles rigides et obligatoires. Une autre raison invoquée en faveur de cette façon de mettre sur pied de nouveaux services est que l'absence de réglementation au cours des premières étapes permet aux Administrations d'adapter leurs dispositions en matière de commercialisation et d'exploitation à l'évolution générale du marché et aux besoins connus des clients. On fait valoir que l'établissement d'une réglementation précise de l'UPU ne peut être tentée que lorsque les services se sont développés et fixés dans le cadre d'un schéma formel. Procéder autrement serait restreindre les processus essentiels d'évolution et de développement. J'ai été moi-même fermement partisan de ce point de vue dans le passé.

Je pense cependant que les Administrations commencent à reconnaître que la poste doit être beaucoup plus souple et innovatrice, étant donné le rythme toujours croissant des transformations sociales, économiques et technologiques qui nous touchent tous. A l'UPU, le CE et le CCEP ont commencé à le reconnaître également. En revanche, un certain nombre de pays importants participant au Datapost, ou à d'autres services du courrier accéléré, en sont venus à reconnaître qu'il ne leur est pas possible de se soustraire pour toujours à l'influence de l'UPU. C'est pourquoi le Congrès a reçu une proposition (qui fera plus tard l'objet d'un débat) d'un certain nombre de ces pays visant à ce que la question des services du courrier accéléré soit étudiée par le CCEP. Je suis, depuis quelques mois, en rapport avec plusieurs de ces Administrations et si le Congrès est disposé à accepter leur proposition, je sais qu'elles se rendront volontiers à la prochaine session du CCEP, en automne, pour en discuter en détail. Jusqu'à présent, les pays participant au Datapost ou à des services de courrier accéléré ont organisé leurs propres conférences à l'extérieur de l'UPU, mais ils estiment que cette nouvelle façon plus souple de procéder, réunions des groupes de travail et colloques du CCEP, pourrait leur convenir. Si le Congrès accepte leur proposition, et sous réserve bien entendu des décisions prises par le nouveau CCEP qui sera élu plus tard, je suis convaincu que la prochaine réunion de la Conférence internationale Datapost, sous la forme d'un colloque spécial de deux ou trois jours, pourra avoir lieu dans le cadre de cette session d'automne du CCEP. Je suis sûr qu'il s'agira là d'une évolution heureuse pour le Datapost, pour les services du courrier accéléré, et pour l'UPU.

Je suis convaincu que l'UPU s'engage dans la bonne voie en assouplissant ses méthodes et en s'ouvrant sur l'avenir et le CCEP a certainement un rôle important à jouer dans cette évolution. Nos réalisations de ces cinq dernières années ne sont qu'un début et j'espère que le nouveau CCEP qui sera élu plus tard à ce Congrès poursuivra la tâche, avec imagination et souplesse.

Nous avons déjà pris un certain nombre de mesures pour élargir nos ouvertures vers l'extérieur, par exemple nous avons invité à la session de l'année dernière le Directeur général de l'Institut international des caisses d'épargne. Son représentant a prononcé une allocution durant une des séances d'un groupe de travail spécial au sujet de la promotion des caisses d'épargne postale dans les pays en développement, sujet d'un intérêt commun pour son organisation et pour l'UPU. Les contacts que nous avons pris avec notre organisation soeur, l'Union internationale des télécommunications, revêtent peut-être une importance encore plus grande pour l'avenir. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des échanges à titre spécial, mais des dispositions plus officielles, prévues pour bientôt, préciseront comment le CCEP peut contribuer d'une manière positive, dynamique et ouverte au développement de notre Union. Ces échanges auront d'importantes répercussions sur la conduite de nos études dans des secteurs importants comme celui du courrier électronique.

Je ne voudrais pas dire que ce que le CCEP a accompli dans ces domaines constitue une révolution majeure, dans la réflexion ou dans la procédure de l'UPU; il ne s'agit en fait que d'un premier pas. J'espère néanmoins qu'il aboutira à une importante transformation de notre philosophie et s'il en est ainsi, je serais très heureux de la contribution apportée au cours des cinq dernières années.

Vous pouvez le constater d'après mes observations, je suis personnellement très satisfait du travail que le CCEP a accompli au cours des cinq dernières années. Je suis également convaincu que nous avons mis le CCEP sur la bonne voie pour les cinq prochaines années tant en ce qui concerne la nouvelle souplesse et les nouvelles perspectives que j'ai décrites qu'en ce qui concerne le nouveau programme de travail que nous aborderons plus tard. J'espère que vous partagerez aussi ce sentiment. Ce fut un très grand honneur pour moi d'assumer les fonctions de Président du CCEP pour cinq ans et j'ai grandement apprécié ce privilège.

Avant de terminer, je dois ajouter que ma tâche de Président a été facilitée par l'esprit de collaboration dont tous les membres ont fait preuve durant nos séances. Je remercie mon Vice-Président, M. Balma, de son appui et de son aide, les Présidents des Commissions des efforts qu'ils ont déployés pour diriger leurs Commissions et bien entendu, M. Sobhi, notre Secrétaire général et son personnel du Bureau international de tout le travail qu'ils ont accompli au cours des cinq dernières années pour préparer les documents et organiser les réunions.

Le PRÉSIDENT remercie M. Kingsbury pour son exposé et le félicite pour la manière avec laquelle il a dirigé les travaux du Conseil consultatif des études postales.

Le Congrès — Doc 2 est approuvé.

M. SOBHI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Au terme de mon premier mandat, j'ai présenté au Congrès de Rio de Janeiro un rapport sur la gestion du Bureau international. J'avais estimé à l'époque que le Directeur général du Bureau international, élu pour la première fois directement par le Congrès, devait rendre compte à celui-ci des résultats de la gestion et lui faire part des difficultés rencontrées et des problèmes à venir. Ce rapport était différent de celui relatif aux finances de l'Union qui traditionnellement fait l'objet du Congrès — Doc 4.

Il était également différent de tous les documents portant sur des sujets spécifiques et qui faisaient l'objet de divers documents soumis soit aux séances plénières, soit aux Commissions du Congrès.

En effet, le rapport consigné au Congrès — Doc 3 avait une portée générale relative à la politique suivie au sein du Bureau international en matière de gestion et faisait état de mes propres observations sur les activités et les problèmes de l'Union.

L'accueil favorable réservé par le Congrès de Rio de Janeiro au Congrès — Doc 3 m'a incité à présenter un nouveau rapport au Congrès de Hambourg portant également sur l'ensemble de la gestion du Bureau international. Ce rapport complète d'une certaine manière le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif (Congrès — Doc 1) ainsi que le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales (Congrès — Doc 2).

Les délégations sont donc en mesure, à travers les informations qui leur sont fournies par les Congrès — Doc 1, 2 et 3, d'évaluer l'ensemble des activités déployées par les organes de l'UPU autres que le Congrès, pour la période 1979-1984.

Cette évaluation leur permettra de s'assurer que les activités dont il s'agit se sont réalisées conformément aux buts de l'Union et aux orientations et directives données par le Congrès lui-même par les résolutions et décisions adoptées à Rio de Janeiro.

Le Congrès a ainsi la possibilité de reconsidérer la politique générale suivie au sein de l'Union et pourra mieux définir les grandes options à prendre pour l'avenir.

En d'autres termes, les Congrès — Doc 1, 2 et 3 sont à considérer comme une documentation d'ensemble, comme un tout cohérent qui reflète la structure des organes de l'UPU, leurs tâches et leurs responsabilités. Il s'agit d'un système au service de l'Union, qu'il faut bien harmoniser pour éviter des dispersions et des doubles emplois.

En ce qui concerne le Congrès — Doc 3, j'ai voulu non seulement rendre compte au Congrès des actions que j'ai menées dans le cadre du Bureau international conformément aux directives du Congrès et du Conseil exécutif mais également faire état des grands problèmes qui se posent à l'heure actuelle et dans l'avenir.

L'un des buts que j'ai poursuivis pendant la période 1979—1984 a été de rendre le moins bureaucratique possible les activités du Bureau international en utilisant tous les moyens disponibles pour lui permettre de capter les soucis des Administrations postales de manière à les refléter dans les mesures à prendre. Moi-même j'ai eu des contacts constants avec les responsables des services postaux afin de débattre des problèmes communs et d'inspirer ainsi convenablement les programmes d'action à exécuter par le Bureau international. Ces contacts ont porté notamment sur l'état des services postaux dans les pays en développement, sur la meilleure façon d'utiliser les ressources disponibles compte tenu de la crise économique mondiale, sur les problèmes auxquels sont confrontées les Administrations postales des pays industrialisés face à la concurrence du courrier privé et du système bancaire.

En outre, le Congrès — Doc 3 fait état des relations entre l'UPU et les Nations Unies, en particulier le PNUD et les autres institutions spécialisées du système commun. Y sont illustrés également l'appui accru fourni par le Bureau international au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, les mesures mises en oeuvre pour réaliser le nouveau régime financier et les modifications apportées au régime linguistique ainsi que les mesures prises par le Bureau international en matière d'information publique.

Enfin, j'ai voulu rendre compte des critères suivis dans la gestion du Bureau international et des efforts de rationalisation et de modernisation visant à rendre plus modernes la structure et les méthodes de travail du Bureau international.

D'une manière parallèle pour chaque domaine d'activité traité par le Rapport, je ne me suis pas borné à fournir des indications et des données relatives aux mesures prises, mais je me suis senti dans l'obligation de faire état des problèmes qui existent et qui se situent au centre de l'attention de tous les responsables des services postaux dans le monde. En effet, j'ai cru de mon devoir de tourner mon regard vers l'avenir. Mes fonctions m'ont permis de retenir l'essentiel de ces problèmes et de formuler un certain nombre d'observations.

La poste se trouve confrontée, dans les pays développés comme dans les pays en développement, à des difficultés de nature majeure qu'elle n'a jamais connues dans le passé. Il s'agit du déséquilibre existant entre pays développés et pays en développement, de l'impact des nouvelles technologies sur les services postaux, de l'utilisation de ressources inadéquates par rapport aux besoins lors de la mise en oeuvre de programmes d'assistance technique et surtout de la nécessité d'emprunter de nouvelles voies pour rendre la poste apte à se défendre convenablement sur le marché des communications. Il s'agit là d'un engagement de grande envergure qui doit toucher chacun parmi nous et pour lequel je mets à profit les expériences que j'ai accumulées dans l'exercice de mes fonctions. Je reste à votre disposition pour vous fournir tous les éclaircissements et informations complémentaires sur chacun des chapitres du Congrès — Doc 3, dans lesquels se trouvent réparties les différentes activités relatives à la gestion du Bureau international.

Le Congrès — Doc 3 est approuvé.

L'INDE félicite M. Botto de Barros, Président du Conseil exécutif de 1979 à 1984, pour son rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif.

L'Administration indienne regrette cependant de ne pas pouvoir être d'accord avec une partie du contenu du paragraphe 23 de ce rapport (Congrès — Doc 1), en particulier les conclusions 1^o et 2^o relatives au principe de l'équivalence pour la détermination des taux des frais terminaux. Elle se réserve de formuler des observations détaillées sur ce point lorsque le Congrès — Doc 10 concernant les frais terminaux sera examiné en détail par la Commission 5 du Congrès.

L'URSS: Le CE, sous la présidence de M. Botto de Barros, le CCEP, sous la présidence de M. Kingsbury, et le Bureau international, sous la direction de M. Sobhi, ont travaillé avec succès et méritent toute notre reconnaissance. Nous avons participé aux travaux du CE et du CCEP et nous considérons que ces deux organes se sont acquittés avec efficacité de leurs tâches, ainsi que le montrent les décisions prises dans le domaine de la coopération internationale pour faciliter les échanges postaux. Le Conseil exécutif s'est attaché en particulier aux questions complexes de la tarification qui seront examinées durant ce Congrès. Il peut y avoir différents points de vue, mais il faut reconnaître qu'un travail utile a été accompli, notamment sur le plan de l'assistance technique aux pays en développement, en dépit de l'insuffisance des moyens matériels et financiers mis à notre disposition, notamment par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La coopération technique s'est développée. En URSS, des séminaires ont été organisés avec la participation de plusieurs fonctionnaires postaux de rang élevé du côté soviétique. Un sentiment de reconnaissance a été exprimé au Bureau international pour l'aide qu'il a apportée à l'organisation de ces séminaires.

Le CCEP a dû s'occuper d'un grand nombre de sujets d'étude, ce qui a peut-être eu une influence sur la qualité du travail. A l'avenir, il conviendrait de réduire le nombre des études de façon à faire un travail plus approfondi, tant dans l'intérêt des pays développés que dans celui des pays en développement.

Le Bureau international, malgré ses petits effectifs, a fait un travail extrêmement utile lui aussi. Cependant, il faudrait peut-être que le Directeur général continue ses efforts sur le plan de la répartition géographique du personnel du Bureau international. Nous comprenons qu'il s'agit d'une question complexe. Le Bureau international est composé d'un petit nombre de spécialistes de la catégorie professionnelle. Cependant, nous espérons qu'au cours des cinq années à venir, les postes des fonctionnaires internationaux, notamment ceux des catégories supérieures, seront pourvus sur une base géographique plus équitable, permettant à de nouveaux pays d'être représentés.

En conclusion, je voudrais féliciter MM. Botto de Barros, Kingsbury et Sobhi pour l'accomplissement fructueux de leurs tâches depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

La CORÉE (RÉP.): Tout d'abord, je voudrais féliciter le Directeur général et son personnel pour l'excellence des travaux accomplis durant les cinq dernières années. Le rôle du Bureau international est particulièrement important pour les pays qui ne sont ni membres du CE ni membres du CCEP, car c'est précisément par son intermédiaire que ces pays sont informés des activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès. Les Administrations postales ont ainsi un accès aisé aux informations techniques provenant des autres Administrations. Ce qui signifie que le Bureau international pourrait jouer le rôle d'une banque de données postales dans le domaine de la gestion ou de l'exploitation des services postaux. De surcroît, les fonctionnaires des catégories professionnelles du Bureau international sont souvent appelés à donner au CE, au CCEP et même à des Administrations postales individuelles des avis sur des questions techniques ou de réglementation postale. Nous espérons que le Bureau international persévérera dans cette voie, même au risque de dépasser occasionnellement ses compétences habituelles.

Le PORTUGAL: Puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole, je voudrais féliciter le Président. En prenant connaissance du chiffre 8 (point 3.1.2) du rapport du CE, la délégation portugaise a pu se rendre compte de l'excellent travail réalisé pendant les cinq dernières années et souhaite féliciter vivement M. Botto de Barros.

La COLOMBIE: La délégation de la Colombie souhaite également s'associer aux félicitations adressées aux Présidents du CE et du CCEP ainsi qu'au Directeur général. En qualité de membre du CCEP, nous avons été témoin du travail accompli. La Colombie, qui porte un grand intérêt aux services postaux, a également participé à de nombreuses réunions du CE. Sur ce point, je voudrais faire ressortir le travail considérable effectué à la tête du CE par M. Botto de Barros qui a mis au service du Conseil son Administration et tous ses efforts pour que nous puissions disposer aujourd'hui d'un rapport aussi complet.

Un représentant de ma région, l'Amérique latine, a eu ainsi l'occasion de mettre toutes ses connaissances au profit de la cause postale. Nous aimerions dire à tous les pays de l'UPU qu'ils peuvent faire confiance à un représentant d'un pays de l'Amérique latine tel que M. Botto de Barros.

Je voudrais féliciter également Monsieur Sobhi de la façon dont il a dirigé le Bureau international de l'UPU au cours de la période quinquennale qui prend fin. C'est indépendamment de lui que l'Amérique latine ne fut pas mieux traitée en matière de coopération technique. Nous aimerions que la coopération technique au profit de l'Amérique latine se développe davantage au cours des cinq prochaines années.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL remercie l'URSS, la République de Corée, le Portugal et la Colombie des aimables paroles qu'ils ont exprimées à l'égard du travail effectué par le CE, le CCEP et le Bureau international. Les observations de l'URSS et de la République de Corée concernant respectivement le principe de la répartition géographique pour le recrutement du personnel et les avis émis par le Bureau international seront pris en considération au cours de la prochaine période quinquennale.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Neuvième séance du Congrès

Mardi 26 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communication Le PRÉSIDENT: Le Congrès va consacrer la journée d'aujourd'hui et celle de demain à un débat général sur quatre thèmes importants qui touchent toutes les Administrations postales des pays du monde.

Déclaration La THAÏLANDE: C'est pour moi un très vif plaisir que de me trouver parmi les distingués délégués au XIXe Congrès de l'UPU. Au nom de la délégation de la Thaïlande, j'adresse mes félicitations au Président du Congrès et j'exprime des vœux pour que les délibérations du Congrès débouchent sur des résultats fructueux permettant l'amélioration des services postaux dans tous les Pays-membres de l'Union. Je remercie vivement les autorités de la République fédérale d'Allemagne pour les excellentes dispositions prises et pour l'hospitalité qui nous a été offerte lors de notre arrivée dans cette belle ville de Hamburg.

La Thaïlande a participé aux Congrès de l'UPU depuis celui de 1885 à Lisbonne. Elle a toujours porté un grand intérêt aux activités de l'Union et a apporté sa collaboration effective à la réalisation des objectifs de l'Union en participant notamment aux travaux du CE et du CCEP. Alors que les ressources de la Thaïlande sont limitées, son Administration postale s'est toujours efforcée de participer aux activités régionales en envoyant des fonctionnaires aux cours de formation et aux séminaires organisés dans le cadre des projets régionaux. Des séminaires importants ont aussi été organisés en Thaïlande. L'Administration postale thaïlandaise a toujours joué un rôle important dans le cadre de l'APPU dont elle est un membre fondateur. L'activité principale est l'Institut de formation régionale dont le siège est à Bangkok. Il s'agit d'un organe autonome de l'Union restreinte qui fournit des cours de formation et des possibilités d'amélioration des services postaux dans toute la région. Le Centre est financé par tous les participants et par des contributions bénévoles sous forme de bourses. L'UPU et d'autres Administrations postales développées ont aussi apporté une aide alors que les avances de fonds sont consenties par l'Administration thaïlandaise. En ce qui concerne le développement local, j'espère que l'assistance technique qui nous a été fournie puisse porter ses fruits. Le Gouvernement thaïlandais est pleinement conscient que la fourniture d'un excellent service postal revêt une très grande importance pour le développement social et économique. C'est pourquoi des projets de développement postaux ont été incorporés dans le plan quinquennal de développement national. Ils comprennent l'expansion des services postaux dans les régions rurales, des services d'inspection et l'établissement de centres de courrier de surface. La Thaïlande vient de célébrer l'an dernier le centenaire de ses services postaux et de la coopération avec les autres Pays-membres de l'Union. En ma qualité de Ministre responsable des services de communication, j'exprime, au nom du Gouvernement thaïlandais et de ma délégation, l'espoir de continuer à jouer notre rôle actif dans toutes les activités de l'Union. Le Congrès va consacrer deux jours à la discussion générale du problème de l'avenir du service postal face à l'évolution des télécommunications. Je saisis l'occasion pour féliciter vivement ceux qui ont pris cette initiative, car c'est l'occasion ou jamais d'avoir des discussions à ce sujet dans un forum aussi important. En conclusion, j'adresse mes meilleurs vœux au Congrès et je suis persuadé que ses travaux aboutiront à de véritables succès. Dans cette optique, je vous assure de la plus entière collaboration de la délégation thaïlandaise. Merci!

Le PRÉSIDENT remercie le Ministre des communications de Thaïlande et lui adresse ses vœux de bon retour dans son pays.

Le PRÉSIDENT prononce l'allocution suivante:

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux, et d'ailleurs je pense que nous le sommes tous, de constater que le Congrès a décidé de prévoir deux journées entières, donc quatre séances, pour un débat général traitant tous les problèmes fondamentaux auxquels presque toutes les Administrations postales sont confrontées.

Presque toutes les Administrations postales du monde sont rassemblées dans ce forum. C'est ici que les représentants venus de tous les coins du monde peuvent présenter les difficultés existantes, les mesures prises, les expériences acquises et les résultats obtenus. Sous une forme ou sous une autre, les explications données à ce propos peuvent être utiles à chacune des Administrations participantes.

Le premier des débats généraux traitant de l'avenir de la poste et organisé à l'occasion du Congrès postal universel s'est tenu à Rio de Janeiro en 1979. Ce débat avait une certaine fonction de catalyseur et il a engendré d'autres manifestations dont le but était également d'arriver à une amélioration générale de la situation des Administrations postales.

Les principaux changements dans le domaine postal s'expliquent par une variété de plus en plus grande de services de télécommunications; dans certains pays, ce développement a déjà commencé il y a plusieurs décennies et il a constamment augmenté son influence sur le trafic postal et le développement de celui-ci. Les activités des entreprises de transport pour les petits objets sont une autre raison de ces changements; grâce aux moyens actuels et aux systèmes de transport développés, de telles entreprises sont pourvues de possibilités d'action nettement améliorées, ce qui engendre également des répercussions considérables sur le trafic postal.

Nous ne devrions pas du tout déplorer ce développement; cela ne ferait que compliquer notre tâche qui est de prendre les contre-mesures nécessaires pour améliorer la situation des Administrations postales et pour faire en sorte que les Administrations postales aient des comptes annuels équilibrés ne devant pas être subventionnés.

Dans ce contexte, il faut également prendre en considération que les instances responsables des Etats n'exigent pas l'impossible de leurs Administrations postales. Elles ne demandent pas qu'un service de bonne qualité soit assuré à long terme et à couverture nationale, et ce à un niveau de taxes constant qui soit le plus bas possible, tout en attendant encore que beaucoup d'emplois supplémentaires soient offerts à un niveau de salaire élevé et avec de bonnes prestations sociales.

Toutes les questions qui se posent peuvent être traitées sous l'un ou l'autre des quatre thèmes proposés qui sont résumés dans le Congrès — Doc 54. Voici les quatre thèmes que vous connaissez:

- La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public.
- Les problèmes financiers.
- Gestion moderne de la poste.
- Le rôle de l'Union postale universelle dans l'intégration des réseaux postaux nationaux.

Le débat général devra se dérouler à l'occasion de ce Congrès dans une forme particulièrement efficace. A cet effet, le Bureau international a élaboré certaines procédures décrites également dans le Congrès — Doc 54. Les présentateurs animateurs se sont préparés soigneusement à la tâche qu'ils assument dans le cadre de leurs sujets respectifs et ils ont élaboré des schémas pour chaque thème que vous trouverez en annexe au Congrès — Doc 54.

Les deux rapporteurs généraux ont également effectué toutes les préparations nécessaires pour pouvoir résumer rapidement, brièvement et clairement les résultats du débat afin que ces résultats puissent être présentés à la presse.

Je remercie très cordialement les présentateurs animateurs, les rapporteurs généraux et les collaborateurs du Bureau international pour les préparations très complexes qu'ils ont effectuées.

Avant de demander aux présentateurs animateurs de bien vouloir introduire le débat dans le cadre de la séance de ce matin, je voudrais donner l'occasion de prendre la parole à M. Sobhi, Secrétaire général.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: L'initiative prise conjointement par l'Administration des PTT de la République fédérale d'Allemagne et par le Bureau international de tenir un débat général dans le cadre du Congrès de Hamburg répond au souci de donner la possibilité aux hauts dirigeants des Administrations postales de procéder à une discussion approfondie des problèmes fondamentaux qui se posent à l'heure actuelle dans la gestion des services postaux. Ce débat devrait permettre également de dégager certaines conclusions et éventuellement des orientations qui serviraient de références dans les actions à entreprendre ou à poursuivre par les Administrations postales dans le domaine considéré.

Débat général
sur les mutations
de la poste face
à l'évolution
du marché des
communications

Congrès — Doc 54
et annexes

Le Président vient de mentionner l'impulsion donnée par le débat général organisé dans le cadre du Congrès de Rio de Janeiro. Je suis persuadé que celui d'aujourd'hui nous permettra de conduire ensemble une réflexion approfondie sur de graves problèmes dont la solution conditionne parfois la survie même de la poste. Je pense en particulier à l'indispensable adaptation de la poste aux besoins de la clientèle, en ce qui concerne aussi bien la qualité de service que la gamme des prestations offertes.

Le sujet choisi pour ce débat général, tout en étant de caractère général, permet l'approche des problèmes les plus importants et les plus variés. Afin de rendre cette discussion efficace et éviter toute dispersion d'idées, la présidence et le secrétariat général du Congrès ont convenu de définir une série de modalités pour le déroulement ordonné du débat. A cet égard, la lettre-circulaire adressée le 7 mai 1984 à toutes les Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes contenait déjà des indications dont l'essentiel a été repris dans le Congrès — Doc 54.

Une réunion de coordination a eu lieu, le 21 juin dernier, avec les pays ayant la charge de présentateur animateur, d'animateur ou de rapporteur général afin de mieux définir les tâches leur incombant et d'éviter les chevauchements dans la présentation des thèmes.

A cette occasion, il a été demandé aux pays présentateurs animateurs de fournir les schémas de leurs exposés. Vous êtes maintenant en possession de l'ensemble de ces schémas sous forme d'annexes au Congrès — Doc 54. On compte sur votre collaboration indispensable pour enrichir le débat. En prenant connaissance des expériences venant de responsables d'Administrations postales ayant parfois des soucis divers et devant faire face à des difficultés particulières, nous aurons une idée assez précise de l'ensemble des problèmes postaux et des approches à adopter pour les résoudre. La qualité des discussions dépendra aussi, dans une large mesure, du bon déroulement de nos échanges, ce qui facilitera le traitement systématique des divers aspects des thèmes prévus; c'est pourquoi il est suggéré d'aborder les questions une à une.

Pour ma part, je tiens à réitérer l'expression de ma gratitude à l'Administration des PTT de la République fédérale d'Allemagne et à remercier les Pays-membres qui ont bien voulu se charger de la tâche de pays présentateur animateur, d'animateur ou de rapporteur général, ainsi que les pays qui participeront au débat. Je suis sûr que, grâce aux efforts de tous, le débat général pourra renforcer la prise de conscience des difficultés qui se posent à la poste dans une société en pleine évolution, devant les besoins nouveaux du public et devant le défi lancé aux Administrations postales. Il pourra permettre aussi, dans une société en pleine évolution, de mieux définir la nature des difficultés rencontrées par la poste d'aujourd'hui et d'esquisser une stratégie commune pour les surmonter et pour aller au-devant des besoins de la clientèle postale. Il faut espérer aussi que ce débat général permettra une prise de conscience plus nette de la nécessaire solidarité de toutes les Administrations postales dans l'intensification de leurs efforts pour surmonter les problèmes auxquels elles sont confrontées.

Le PRÉSIDENT invite l'Australie à présenter le premier thème du débat général: La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public.

1er thème:
La poste entre
les exigences
du marché et
les impératifs
du service
public

Congrès —
Doc 54/Annexe 2

L'Australie: Le premier thème est particulièrement significatif pour l'Australie où l'Administration postale a été séparée de l'Administration des télécommunications pour être transformée, en juillet 1975, d'un Département d'Etat en une autorité dotée d'un statut propre. Le but de cette transformation était de permettre au service postal de se développer et d'opérer sur une base plus commerciale. Ce nouveau statut ne libère pas la Commission postale australienne de ses obligations de service public. Vous avez pu lire dans le schéma que la définition des obligations du service a été élaborée dans le cadre des circonstances propres à l'Australie. Notre discussion permettra donc d'établir une comparaison entre nos diverses situations. Je veux tout d'abord vous définir la position australienne. Les obligations d'un service public imposent à l'Australie de fournir les services aptes à satisfaire les besoins du peuple australien en matière sociale, industrielle et commerciale d'une manière aussi efficace et économique que possible. La poste doit veiller spécialement aux besoins des populations rurales, tout en étant obligée d'assurer des recettes couvrant au moins la moitié du montant des dépenses. En résumé, ses activités ont trait à une gamme de services entrepris dans

l'intérêt national sans qu'il y ait recherche d'un bénéfice commercial. En Australie, ces obligations revêtent diverses formes. Des obligations de comptabilité publique résultent du contrôle des Ministres, du Parlement et du public. Il s'agit, par exemple, de l'approbation préalable par le Ministre de contrats supérieurs à un demi-million de dollars; de l'examen préalable, par le Comité parlementaire des travaux publics, d'un montant de plus de deux millions de dollars; du contrôle exercé par le Trésor sur certains types d'investissements à court terme.

Les directives gouvernementales imposent des objectifs qui ne sont pas toujours compatibles avec les buts immédiats de la poste et qui peuvent même les contrarier. La législation concernant les prix et les revenus, la préservation des bâtiments historiques et du territoire, le développement régional de l'environnement sont à l'origine de frais dont le secteur privé n'est pas tributaire.

Les obligations gouvernementales en matière d'emploi dans le secteur public prévoient des conditions plus libérales et plus coûteuses que celles du secteur privé. Ceci comprend, en Australie, les allocations au personnel, les fonds de retraite pour tous, des facilités quant au logement. Les obligations de financement public, y compris la tarification et les emprunts, doivent être conformes à la politique économique du gouvernement. Les programmes d'emprunts de capitaux sont soumis au Conseil des prêts et sont contrôlés par le Département de la trésorerie et des finances. La poste australienne peut fixer ses propres taxes, mais elle doit obtenir l'accord gouvernemental pour ce qui est de l'ajustement des taxes de base. Il y a en outre une tradition consistant à fixer une tarification uniforme au niveau national. Par conséquent, les frais élevés résultant de la distribution du courrier en zone rurale sont subventionnés par les revenus du plus grand trafic entre les villes.

Quelques services imposés par la loi ne sont pas justifiés d'un point de vue commercial. A titre d'exemple, le service des "publications enregistrées" qui concerne les magazines, les journaux, etc., provoque des pertes substantielles chaque année. Le respect des lois comporte non seulement des conséquences financières négatives mais fait apparaître la poste comme un organisme bureaucratique incapable de fournir des services efficaces et rapides répondant aux besoins des usagers. A cet égard, il est important que les Administrations postales prennent des mesures pour améliorer leur image de marque qui est moins bonne que celle de ses concurrents. Ceci devrait être repris dans le débat général. La poste australienne s'efforce de conserver sa part du marché, afin de pouvoir améliorer les services et de financer les activités. La situation s'est cependant améliorée depuis que la poste australienne a obtenu une certaine autonomie. On peut à présent répondre plus rapidement aux besoins du marché.

En tant qu'entreprise gérée sur une base commerciale, le service postal devrait être organisé et géré de façon:

- à supprimer la responsabilité ministérielle en ce qui concerne la gestion journalière des services;
- à accorder une certaine liberté de prendre les décisions commerciales et de gestion nécessaires;
- à permettre l'exercice d'une certaine délégation de réglementation en matière de personnel et de gestion des services.

Ces mesures permettent de prendre des décisions plus rapides en dehors de tout contrôle parlementaire. En Australie, le Gouvernement a décidé en outre de maintenir le monopole postal pour le transport des lettres afin de protéger le service postal en tant que service public. Sans la protection donnée par le monopole, la poste australienne connaîtrait une baisse de trafic du courrier rentable. Ceci aurait un effet néfaste sur le courrier rural et sur le niveau des taxes. Les Administrations postales possèdent un monopole postal mais à des degrés différents. Certains considèrent que l'existence d'un monopole a pour effet d'empêcher certaines Administrations d'avoir une approche commerciale des services. Dans le contexte australien, on pourrait définir les "demandes du marché" comme des besoins de services, y compris les nouveaux services qui peuvent être satisfaits par la poste pour étendre sa part du marché. Nous souhaiterions voir discuter cette définition ici au Congrès.

La gamme des services principaux offerts par la poste australienne comprend le transport des correspondances à tarif plein, à tarif réduit (tel que le courrier prétrié), le courrier accéléré, la vente d'entiers postaux, le courrier électronique, le transfert de fonds ainsi que la philatélie. Le monopole est limité aux lettres jusqu'à 500 g et ce service représente les trois quarts du volume du courrier et 50% du revenu postal. Par conséquent, une part significative de nos affaires est sujette à la concurrence directe ou indirecte. D'autres transporteurs assurent la transmission des objets non protégés par le monopole, les colis, les envois non normalisés, etc. Des concurrents tentent de dévier le trafic vers le courrier électronique en offrant même d'autres services pour des objets couverts par le monopole. Le téléphone devient de plus en plus populaire du fait de l'abaissement des taxes; il en est de même pour la radiodiffusion et la télévision.

Environ 36% de nos lettres concernent des transactions financières et les méthodes électroniques de paiement constituent elles aussi une menace pour les services financiers postaux. Dans ces services, il nous faudra aussi diversifier la gamme de nos produits.

Faire face à ces situations est encore difficile en raison de nos obligations statutaires. Nous pensons que l'avenir réside dans le recours à un usage plus intensif du vaste réseau postal. Nous devons donc augmenter la productivité par un usage plus étendu de la technologie afin de limiter l'explosion des coûts. Les postes australiennes maintiendront trois activités principales:

- la distribution du courrier,
- les services de guichet, y compris les services d'agences à la fois publiques et privées et les services de transfert d'argent,
- les services de courrier électronique.

L'exploitation de ces services se rattache au rôle traditionnel des services postaux, mais les défis constants de l'avenir exigent la mise en oeuvre de méthodes nouvelles. Les résultats dépendront de notre compétitivité en matière de prix, de productivité et de capacité de réponse aux demandes des usagers. Il faudra étudier les effets coûts/bénéfices des nouvelles technologies d'ailleurs déjà introduites par certaines Administrations ou en voie de l'être par d'autres. Nos méthodes devront changer considérablement et les employés ainsi que les syndicats devront être convaincus de la souplesse nécessaire pour faire face à la concurrence. Une attention particulière devra être portée à la formation du personnel et aux méthodes de gestion. Des études de marché devront être entreprises afin d'utiliser pleinement le réseau disponible en limitant les coûts dans la mesure du possible, en particulier le coût du transport, et enfin de parvenir à l'amélioration de la productivité dans tous les domaines.

A titre d'exemple, je peux citer le service australien d'Intelpost. Il s'agit d'une sorte de courrier accéléré en service intérieur et international qui prévoit la livraison de l'envoi dans les deux heures porte-à-porte pour l'ensemble du territoire australien et pour les principales localités. Il comporte un réseau de 40 centres permettant de faire face à la demande. Intelpost a été étendu aux relations avec les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et Hong-Kong depuis mai 1984 et il sera introduit dans les relations avec d'autres pays prochainement. La mise en service d'Intelpost est significative pour la poste australienne qui entre ainsi dans l'ère du courrier électronique. Une loi a été nécessaire pour permettre l'exploitation du service électronique en régime intérieur et international.

L'intervention du Gouvernement peut donc avoir des effets bénéfiques et des effets contraires pour les services postaux. Mais nous estimons que, dans l'ensemble, la création de la Commission postale australienne en 1975 a permis de réduire le conflit entre la nécessité de respecter les impératifs d'un service public et le besoin de répondre aux demandes du marché. Nous pensons qu'au contraire tel n'aurait pas été le cas si la poste était restée une Administration gouvernementale pure. Notre avenir dépendra de notre capacité de maintenir notre service traditionnel et de nous défendre en présence de l'augmentation de la concurrence de services alternatifs.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous sommes les témoins d'une transformation rapide de la conception traditionnelle et sociale des services postaux vers une conception commerciale. Même si beaucoup d'Administrations n'ont pas encore pu définir leur opinion en ce qui concerne ce changement, il y a celles qui estiment que les services postaux devraient conserver leur caractère essentiellement social, d'autres ne relèvent pas de conflit entre les deux approches. Il y a des raisons importantes pour la commercialisation de la poste. Si la poste effectuait des études prospectives du marché, l'introduction des nouveaux services s'effectuerait avec moins de difficultés. La compétition d'autres techniques de communication constitue un autre motif militant en faveur d'une commercialisation plus poussée. L'existence de la poste peut être mise en question par ces nouvelles techniques qui fonctionnent plus efficacement et plus rapidement. Le problème n'est donc pas de savoir *si* la poste doit changer; la question à poser est de savoir *comment* la poste doit s'adapter aux exigences de ses clients. C'est dans cette perspective que j'aimerais discuter les problèmes relatifs à l'évolution des services postaux dans les différentes catégories de pays en développement. Etant donné que dans beaucoup de ces pays les réseaux de transport ne sont pas efficaces, le fonctionnement des services postaux est difficile et la qualité des services laisse à désirer.

D'une manière générale, le développement des services postaux dans les pays jeunes peut être illustré par le nombre de lettres par habitant. Le nombre moyen mondial étant de 34,44 lettres, les chiffres pour les pays industrialisés et les pays jeunes sont respectivement de 114,02 et de 6,59. Près de 80% de la population mondiale vit dans le tiers monde, mais moins de 17% du trafic mondial des lettres et 10% du trafic global des colis postaux y trouve son origine.

Il est paradoxal que 20% de la population mondiale profite de 90% des services fournis par le système postal global. Par conséquent, ce Congrès doit se pencher sur les moyens à utiliser pour rétablir l'équilibre.

Les pays jeunes doivent résoudre deux problèmes en même temps. Premièrement, ils doivent augmenter le nombre de bureaux de poste afin de pouvoir répondre aux responsabilités traditionnelles de la poste. En plus, dans les centres urbains, la qualité du service doit être améliorée et de nouveaux services créés, afin de faire face au danger imminent dû à la concurrence de la part des entreprises privées. Les jeunes Administrations ont la tâche difficile d'améliorer les services existants et de les étendre par:

- l'utilisation de moyens accrus permettant de disposer de bâtiments adéquats, du matériel et des moyens de transport nécessaires;
- une formation spécialisée du personnel;
- l'introduction de réformes de structure dans l'organisation et la gestion des services postaux;
- la réalisation d'une qualité acceptable de service en augmentant la productivité du travail et en adaptant, si nécessaire, la législation et la réglementation postales;
- la rationalisation des plans d'acheminement postal.

Il est possible d'envisager des actions pour les Administrations postales des pays jeunes dans le processus de modernisation de leurs services dans les domaines suivants:

a) Services du courrier

Continuer à étendre, par le biais de campagnes de publicité, l'utilisation des machines à affranchir, du service de courrier accéléré international, etc.

b) Services financiers

Étendre les services financiers de base dans les zones rurales. Le succès de ces efforts dépend naturellement de la croissance économique des pays. Par le biais de l'augmentation des taux d'intérêt octroyés pour les dépôts, l'épargne postale doit être stimulée.

c) Services des colis postaux

Le trafic des colis postaux stagne dans beaucoup de pays. La compétition de la part des entreprises privées augmentera, vu que les conditions de la poste dans ce domaine sont très restrictives. Une libéralisation radicale s'avère peut-être nécessaire.

d) Mécanisation

L'option de la mécanisation comme moyen d'augmentation de la productivité ne paraît pas très attrayante. Le volume de trafic est en général bas, la main-d'œuvre n'est pas chère, le "know-how" est souvent absent et l'entretien de machines compliquées pourrait causer des problèmes. Par contre, l'utilisation de machines simples augmentera et aura sans doute un effet positif.

e) Marketing

Étant donné que la force contraignante de la législation au sujet du monopole postal a tendance à s'affaiblir, les Administrations postales doivent faire face à une concurrence privée plus agressive. Ainsi, la connaissance des tendances du marché devient indispensable.

En conclusion, on peut remarquer qu'à cause des mauvaises conditions économiques prévalant dans les pays en développement et de la faible priorité accordée aux projets postaux, beaucoup de ces pays éprouveront des difficultés de plus en plus grandes dans leurs efforts pour suivre le développement de la technique.

Il est possible que l'évolution du service postal stagne et que la qualité des prestations rendues au public diminue en raison de l'absence de ressources adéquates.

Par conséquent, l'UPU doit faire un effort accru afin que des fonds plus importants soient mobilisés pour la coopération technique. Dans la dernière décennie, nous avons été les témoins d'un développement positif dans ce domaine. Mais il faut davantage de ressources et l'UPU doit formuler et implanter un grand nombre de programmes d'assistance technique en faveur des pays jeunes.

Les pays jeunes, eux-mêmes, devront participer aux études des organes permanents de l'UPU afin d'obtenir le "know-how" nécessaire pour faire face aux changements et aux innovations imminents.

Le PRÉSIDENT: Après avoir écouté les analyses excellentes de l'Australie et de la Tanzanie (Rép. unie) qui, malgré leurs différences, soulèvent certains problèmes communs, il convient d'aborder le débat. Le représentant de l'Australie a mentionné la question importante du monopole postal. La discussion de ce sujet dans le cadre de ce débat général paraît utile, bien qu'elle sera reprise à la Commission 4. Je propose d'entamer l'échange de vues en me référant aux deux orateurs précédents qui ont montré par des exemples comment les services publics sont définis et compris. Il convient de déterminer ce qui est demandé aux services postaux et d'évaluer dans quelle mesure les Administrations postales sont à même de répondre aux exigences du public.

Le PAKISTAN: Les Administrations postales se voient confrontées avec beaucoup d'obligations en fonction de la demande de prestations postales.

Il faut définir la catégorie et le type des services et, ne l'oublions pas, songer à la qualité à fournir, afin que la demande de nos clients soit satisfaite d'une façon optimale. Un nombre important de pays n'a pas toujours été conscient de cet aspect et n'a pas répondu aux exigences du marché. Dans ces circonstances, le succès de certaines entreprises qui offrent des services postaux parallèles ne peut guère étonner.

La situation de la poste dans mon pays, le Pakistan, peut être illustrée à l'aide de quelques données statistiques. Sur une population totale de 83 millions d'habitants, dont 78% vit en milieu rural, on compte un nombre de 11 500 bureaux de poste. De ceux-ci, 9000 se trouvent dans les centres urbains. L'effectif de personnel total est de 43 000 unités, dont 20 000 dans les zones rurales. Le trafic total annuel est de 750 millions de pièces; le nombre d'envois LC est trois fois plus important que le nombre d'envois de la catégorie AO. Une grande contrainte au développement postal est constituée par le fait que le budget postal, partie intégrante du budget national, est soumis au contrôle fédéral. La décision d'augmenter les tarifs est, de la même manière, une question fédérale.

Ces dernières années, l'Administration pakistanaise a pris un certain nombre de mesures. Premièrement, nous nous sommes efforcés de diminuer les délais d'acheminement. A cet égard, de meilleurs résultats ont été obtenus en milieu urbain, sans que les zones rurales soient négligées. Le fait que le courrier urbain est plus profitable d'un point de vue financier n'est pas étranger à ce phénomène.

D'autres mesures sont à signaler, en particulier la diversification des services dans les centres urbains, la stimulation des services d'agence, l'établissement d'une unité de fabrication du matériel postal, la création de centres de formation et la compensation financière versée à la poste pour payer les frais du service postal répondant en partie à des exigences de nature sociale.

En conclusion, il convient de souligner que, même si la concurrence est là, nous sommes dans la bonne voie pour acquérir et, le cas échéant, pour rétablir la confiance du public.

La CHINE (RÉP. POP.): La Chine est un pays en développement. Elle dispose d'un vaste territoire au relief très complexe et d'une population immense, tandis que ses moyens de communication ne sont pas encore très développés.

La poste chinoise compte 300 000 employés et plus de 50 000 bureaux et agences; les liaisons postales s'étendent sur un total de 4 700 000 kilomètres. En 1983, le volume global du trafic postal a été de l'ordre de 23,6 milliards d'envois. Le nombre des envois de la poste aux lettres a été six fois supérieur à celui qui fut enregistré au lendemain de la fondation de la République populaire, en 1949. En ce qui concerne les colis et petits paquets, il a été 25 fois supérieur; 30 fois supérieur pour ce qui est des mandats de poste et 47 fois plus élevé pour la diffusion des journaux et périodiques. Au cours de ces dernières années, la Chine a appliqué, vers l'extérieur, une politique d'ouverture et, sur le plan interne, une politique consistant à réactiver l'économie. Ainsi, l'économie et les conditions de vie matérielle et culturelle dans les régions urbaines et à la campagne ont connu un essor rapide, ce qui fait que la demande des usagers de la poste ne cesse de s'accroître. Cependant, les facilités postales mises à leur disposition marquent un certain retard et la qualité des prestations laisse à désirer.

Les principaux problèmes qui se posent à l'heure actuelle dans le domaine postal en Chine sont les suivants:

- une capacité insuffisante de transport. Cela affecte la rapidité de l'acheminement de certains envois et il s'ensuit parfois des accumulations et des retards;
- une capacité insuffisante dans le domaine de la distribution. En Chine, c'est à la poste qu'il appartient de diffuser les journaux et périodiques. Or, il en existe maintenant plus de 3000 catégories, soit plus de 200 millions d'exemplaires par numéro, alors que les effectifs des préposés dépassent à peine 100 000 personnes. Ainsi, dans de nombreuses localités, on n'est pas encore en mesure de distribuer le courrier à domicile;
- une insuffisance de bureaux de poste et autres établissements postaux qui sont d'un rendement faible en termes de superficie et de population desservies. Le niveau atteint est inférieur, non seulement à celui de certains pays économiquement développés, mais aussi à celui de nombreux pays en développement;
- des équipements techniques désuets. C'est seulement dans les grandes villes que certaines opérations sont effectuées à l'aide de machines; dans la plupart des autres cas, le travail est fait à la main;
- un faible niveau professionnel.

Ces problèmes se réfèrent à la situation générale de la poste. Bien entendu, dans un certain nombre de provinces et régions, localités et agglomérations urbaines, la qualité des prestations postales, le niveau atteint et la gestion sont assez satisfaisants.

Pour répondre aux besoins croissants en matière de correspondance, les mesures suivantes ont déjà été prises ou envisagées:

- Le renforcement de la gestion pour assurer la qualité. On a renforcé le travail quotidien de contrôle de la qualité. A ce sujet, des méthodes plus modernes de contrôle seront introduites progressivement et appliquées de manière systématique.
- L'extension du réseau postal. On a prévu l'implantation de 12 000 bureaux et agences postales à travers le pays d'ici à 1990. Dans les grandes villes, le rayon de la zone desservie par chaque établissement postal sera réduit de moitié, 500 mètres environ contre un peu plus de 1 kilomètre en moyenne. Sur le plan de l'exploitation, on a décidé d'utiliser davantage les organismes assurant des prestations à titre de mandataires et d'employer sous contrat du personnel extérieur à la poste. Dans les agglomérations urbaines, on généralisera l'utilisation de cases postales pour la distribution du courrier à domicile; dans les régions rurales, on essaiera d'assurer la livraison du courrier postal ainsi que des journaux et périodiques au domicile des usagers. L'Administration postale de Chine se prépare à développer le service du courrier accéléré international tout en créant, graduellement, des prestations de courrier accéléré intérieur ainsi que d'autres nouveaux services.
- Dans le cadre du perfectionnement du réseau postal, les chemins de fer seront toujours utilisés et on tirera pleinement parti du réseau aérien, tout en procédant à l'extension du réseau national de transport par la voie maritime et fluviale, ainsi que des réseaux régionaux de transport automobile. Ces mesures permettront d'accélérer l'acheminement du courrier postal et les délais requis seront plus brefs.
- Le renforcement de la formation professionnelle. L'Administration postale de Chine se prépare à fonder un institut spécialisé des postes et à compléter le programme d'enseignement des sections d'études postales des instituts et des écoles professionnelles des postes et télécommunications ou, le cas échéant, à créer de telles sections dans les établissements d'enseignement des PTT où elles font défaut. Les diplômés de ces instituts et écoles professionnelles viendront étoffer les rangs du personnel postal de niveau supérieur et intermédiaire. On renforcera, en même temps, la formation du personnel en service.
- L'élévation du niveau technique des opérations postales, ce qui implique l'utilisation et l'introduction de technologies et de matériel nouveaux. La mise en place de nouveaux noeuds de communications postales sera accélérée. Dans ce domaine, la Chine s'inspirera des progrès accomplis par d'autres pays et elle souhaite bénéficier de leur coopération.

A l'heure actuelle, le monde se trouve à l'aube d'une nouvelle révolution technique qui met la poste devant ce défi: sera-t-elle capable d'accélérer la transmission de l'information? C'est pourquoi je trouve très intéressant que, dans le cadre du Congrès, il y ait un débat général sur les perspectives de développement de la poste. Dans mon pays, le problème auquel font face les services postaux se traduit par le décalage considérable entre les procédés traditionnels des opérations postales et les besoins des divers secteurs de la société. Les services postaux, en Chine, ont entrepris des études qui portent principalement sur la réforme du réseau et de l'organisation de la poste, l'accroissement des investissements destinés aux services postaux, l'amélioration de la gestion et les divers moyens de motivation du personnel. La Chine s'efforcera de développer le courrier accéléré international; elle compte inaugurer ce service sur le plan intérieur et se prépare, en même temps, à lancer un service de courrier électronique. En ce qui concerne le courrier accéléré international, j'invite mes amis de toutes les Administrations postales à joindre leurs efforts en vue du développement de ce service et du renforcement de notre coopération et de la coordination de notre travail, afin de faire face à la concurrence des entreprises étrangères à la poste. Je suis convaincu que, si nous sommes disposés à nous écarter des pratiques traditionnelles du passé et si nous nous attachons tout particulièrement à éviter certains aspects de rigidité excessive pour insuffler davantage de dynamisme à la poste et de souplesse à l'exploitation postale, nous parviendrons à de nouvelles réalisations sur la base de la coopération internationale. Grâce aux efforts des divers secteurs, la poste chinoise a enregistré certaines réalisations. Mais, comparés à ceux des pays économiquement développés, ces résultats marquent encore un écart assez important. Ma délégation est prête à profiter de sa participation à ce Congrès pour s'inspirer des progrès des autres pays, afin de combler les lacunes des services postaux de son propre pays.

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE ARABE: Le thème que nous débattons est fondamental, étant donné ses implications sur le service postal, en particulier dans les pays en développement. Les prestations postales doivent être rendues rapidement de manière régulière, en toute sécurité et doivent être assez diversifiées et offertes aux coûts les moins élevés possible.

Or, on constate que certains services exécutés par la poste dans les pays en développement sont souvent d'une qualité insuffisante, ce qui est dû notamment à un manque d'équipement, de moyens de transport, de bâtiments. De là, découle l'importance de la coopération technique dont doivent bénéficier les pays en développement afin d'améliorer leur service postal en fonction de l'évolution du service postal international. C'est la loi qui précise le monopole des PTT dans la plupart de nos pays. Et c'est du monopole que découle une charge extrêmement lourde pour le service postal, amené à tenir compte des besoins de la population, des entreprises nationales et des services publics en général. Le monopole implique des limites à l'amélioration de la qualité et à la diversification du service postal qui ne peuvent se faire que grâce à une certaine liberté et à une plus grande souplesse de manœuvre.

Parmi les dangers qui menacent le service postal, il faut mentionner les moyens technologiques modernes et le secteur particulièrement performant des télécommunications qui fournit des services de moins en moins coûteux et de plus en plus rapides. Dans les pays en développement, ces nouveaux moyens technologiques vont soustraire la plupart du trafic en réduisant le service postal à la transmission de certains objets postaux. Il faut que l'infrastructure de la poste soit adaptée aux nouveaux besoins et que les techniques électroniques et traditionnelles soient utilisées par la poste.

Les entreprises privées ne sont pas apparues du fait des lacunes dans la législation du monopole. Leur succès est dû à l'évolution lente du service postal et aux besoins non satisfaits par la poste dans l'accélération de transmission des messages. Aujourd'hui, les Administrations postales ont pris conscience de cette nouvelle situation de concurrence et ont commencé à faire de la publicité pour attirer l'attention sur la sûreté et la fiabilité du service. Le service postal peut aujourd'hui et devrait pouvoir à l'avenir faire face à la concurrence des entreprises privées. Dans ce contexte, le service accéléré est un excellent moyen.

Nous devons encourager ces orientations dans toutes les Administrations postales, en particulier dans les pays en développement, en leur permettant de bénéficier d'une solidarité et d'une coopération accrues sur le plan international.

Le LIBAN: Le service postal est le moyen le plus répandu et le moins coûteux de communication entre individus et communautés. Son objet est le développement des relations culturelles et des relations privées. Il n'est plus fondé sur les seuls services et moyens traditionnels, car il doit s'adapter aux nouveaux moyens technologiques lui permettant de relever le défi de la concurrence des entreprises privées qui, elles, utilisent les moyens les plus sophistiqués pour gagner des usagers en leur fournissant un service rapide à un coût raisonnable.

La poste est un service traditionnellement déficitaire qui est renfloué par des subventions gouvernementales dans la mesure où il s'agit d'un service public. Par ailleurs, certains pays ont été amenés à transformer le service postal, en le confiant à des entreprises privées, dotées d'une personnalité morale et d'un budget propre, ce qui leur permet de mettre en oeuvre des projets visant à développer rapidement leur service.

Le fait que le public dépend de la poste pour la satisfaction d'un certain nombre de ses besoins nécessite l'adaptation du service postal à l'évolution technologique, surtout en matière de télécommunications, et une formation continue des cadres.

Les Administrations postales qui s'avéreraient incapables de suivre le progrès ne peuvent espérer survivre et, si certaines survivent, c'est précisément parce qu'elles ont adopté le principe de la mécanisation et de l'automatisation, en faisant appel à une main-d'oeuvre compétente.

En deuxième lieu, de nouveaux moyens d'action impliquant l'introduction de la mécanisation et visant à accélérer les diverses étapes de traitement du courrier doivent être recherchées.

Troisièmement, il convient d'améliorer les relations avec les usagers, qu'il s'agisse d'une entreprise nationale, d'un ministère, d'une institution culturelle ou d'un simple individu, de façon à adapter le service à leurs besoins.

Toutefois, il ne faut pas oublier que la qualité du service postal s'évalue en fonction de son évolution technique et que son exploitation ne peut se faire qu'en termes commerciaux, non pas pour réaliser des bénéfices, mais pour couvrir les dépenses encourues. C'est pourquoi les taxes postales, qui constituent les principales recettes, ne peuvent être fixes, car elles dépendent d'un certain nombre de facteurs et ne sont pas liées uniquement aux frais de transport.

L'autofinancement des services postaux ainsi que les projets de développement doivent se fonder sur des critères complexes, visant notamment à éviter que ces services soient déficitaires. Leur coopération avec les usagers devient une condition sine qua non de leur développement et de leur évolution, ainsi que le prouve l'extraordinaire croissance des entreprises privées, devenues concurrentes des services postaux publics, qui n'avaient pas su s'adapter. La coopération technique avec les Administrations postales qui ont su évoluer est une nécessité pour celles qui n'ont pas su s'adapter si ces dernières veulent sortir de leur immobilité.

L'INDONÉSIE: Les besoins des usagers varient en fonction des catégories auxquelles ils appartiennent, à savoir les organismes gouvernementaux, les milieux d'affaires et les usagers publics.

Ces trois catégories d'usagers ont des besoins communs. Ils souhaitent un service rapide et fiable.

Pour ce qui est des particularités propres à chaque catégorie, dont la poste doit tenir compte, elles appellent les considérations suivantes:

- Les communications écrites entre le Gouvernement central et les autorités régionales ou locales ne doivent pas être freinées, mais au contraire être traitées en priorité.
- Les activités commerciales progressent à un rythme très rapide dans le cadre du développement national. L'esprit d'entreprise exige un traitement rapide des envois postaux. La communauté commerciale est disposée à payer des tarifs relativement élevés pour un service de qualité.
- Le grand public a surtout recours aux lettres et aux colis et, très rarement, aux virements postaux. En effet, les petits détenteurs de capitaux préfèrent garder leur argent chez eux pour réaliser des transactions modestes. En revanche, la simplicité du service des mandats postaux rend plus acceptable l'envoi de fonds par la voie postale. Le public utilise le service postal chaque fois qu'il désire joindre des parents qui vivent dans des régions éloignées. Les populations rurales continuent à suivre l'adage: "Pas de nouvelles, bonnes nouvelles."

Pour ce qui est des usagers commerciaux, ils envoient surtout des imprimés et c'est très souvent la poste privée qui les transmet. Cette poste parallèle manipule bien souvent l'interprétation des textes juridiques relatifs au monopole postal. Ainsi, les lettres sont-elles intitulées "documents". Or, cette catégorie d'envois n'existe plus dans les services postaux depuis le Congrès de Vienne 1964.

La poste de notre pays partage pleinement l'idée que la meilleure façon de combattre la concurrence des postes parallèles consiste à améliorer la qualité des services offerts par la poste officielle.

Néanmoins, dans un pays formé d'îles, comme le nôtre, la défense du monopole postal par la voie juridique s'avère nécessaire. La nouvelle législation postale qui va être promulguée par notre Parlement fait obligation aux postes parallèles d'être munies d'une licence pour pouvoir exercer et les astreint au respect du monopole postal.

La FINLANDE: Les opérations postales font partie de la vie quotidienne. Les besoins humains varient constamment, en fonction notamment de l'accélération dans le domaine des communications. La poste doit évoluer pour être à la hauteur des défis ainsi lancés et faire face à la demande.

Il est essentiel pour l'avenir des services postaux de suivre la tendance du marché des communications. Nos services traditionnels sont menacés par les technologies nouvelles. La communication écrite, du fait de sa lenteur, sera peu à peu périmée. Dans un futur proche, les ordinateurs, les vidéotex et autres systèmes remplaceront la plupart des contacts écrits ou directs et même des échanges d'argent pourront se faire à partir de la maison par le biais de l'ordinateur.

Les mots clés de l'avenir sont la vitesse, condition première de toute communication, et la fiabilité. Ceci concerne la poste aux lettres ainsi que les petits objets et le trafic des colis postaux. Il faut faire en sorte de conserver la part du marché et, si possible, d'attirer de nouveaux clients.

Les progrès technologiques et les exigences des clients constituent une pression exercée sur les services postaux. Au sein des entreprises publiques, ces pressions exigent des opérations plus flexibles, des solutions aux problèmes financiers sur une base économique et commerciale et l'adoption d'une gestion efficace donnant des résultats positifs.

Récemment, les usagers se sont rendu compte qu'ils pouvaient négocier avec la poste de même qu'ils le font avec le monde des affaires. L'époque est révolue où les règlements et les directives édictées par la poste étaient acceptés sans contestation. Ainsi, les services postaux évoluent vers un système proche des entreprises privées.

Souvent, l'étude du développement des opérations postales présente deux aspects considérés comme contradictoires: d'une part, les demandes du marché, et, d'autre part, les obligations imposées aux autorités postales dans le domaine des services publics, sur la base de "l'intérêt public". La controverse est-elle réelle ou bien cette notion d'intérêt public ne sert-elle pas à dissimuler la peur de faire un marketing actif?

Il est manifeste que la poste est un service public, quelle que soit sa forme d'organisation. Elle devrait fonctionner selon ce qu'en attendent la société et ses membres. Cependant, pour être en mesure d'offrir des prestations modernes et de haut niveau, la poste doit fonctionner sur une base économique. Par conséquent, elle devrait obtenir une compensation adéquate pour des services de type social et souvent non rémunérateurs.

Fonctionner selon les principes de gestion économique et dans le sens voulu par le marché ne signifie pas ignorer l'intérêt public. Ces deux points de vue peuvent être conciliés, à condition de résoudre les problèmes financiers des opérations postales et de sortir du cadre rigide budgétaire.

Le SÉNÉGAL: Notre pays a réfléchi sur les points principaux qui devraient retenir notre attention et qui pourraient servir d'axes pour des actions concrètes à retenir à l'issue de ces débats pour faire face à la concurrence qui menace la poste, en dépit du monopole.

La première question se réfère à la notion de service public. L'Australie a donné des exemples pour le cas de son pays. Nous pensons que le service public devrait être ramené à sa signification première, c'est-à-dire la volonté de l'Etat d'assurer à travers le pays un réseau de communications d'abord pour lui-même. Cette première idée, qui a prévalu dans les pays développés, il y a quelques siècles, est encore valable dans les pays en développement où nous avons à organiser des Etats, une nation et, si possible, à amener nos pays à un niveau de développement valable, sur plusieurs plans, notamment sur celui de la communication.

L'Etat a la responsabilité de créer un réseau national et international de communications accessible à tous les habitants du pays, tant du point de vue géographique, grâce à la proximité des bureaux de poste, que du point de vue du prix des prestations.

L'Etat a confié la gestion d'un tel réseau à une entité qui est le service postal. Sa responsabilité va s'accroître de plus en plus dans nos pays, surtout avec l'apparition de la concurrence, ce qui devrait amener l'Etat à renforcer le monopole postal, encore fragile dans les pays en développement, tant au niveau législatif qu'au niveau des moyens dont ils disposent pour le défendre. La seule défense possible de la poste est d'assurer des prestations de bonne qualité grâce à des moyens matériels adéquats.

Le deuxième point que j'évoquerai est l'évolution prévisible du trafic postal. Au Congrès de Rio de Janeiro, le débat général portait sur l'avenir de la poste et le Sénégal avait déclaré que dans les pays en développement la poste a encore un bel avenir. Nous partageons toujours cet avis. Tout évolue dans le monde, en particulier dans les pays en développement, et la poste ne saurait rester en retard dans ce domaine.

Dans les pays en développement, des efforts sont faits pour promouvoir le développement sur tous les plans: économique, social et culturel.

Par ailleurs, il y a des facteurs favorables au développement de la poste, telles la démographie et l'alphabetisation. La poste classique, c'est-à-dire la poste aux lettres, mais aussi les colis et les services financiers profiteront de ces facteurs. Les chiffres cités par la Tanzanie (Rép. unie) au sujet du trafic moyen de lettres par habitant et par an seront alors largement dépassés.

Nous devons nous préparer à assurer ce trafic en augmentation dans les meilleures conditions, surtout que dans l'immédiat la concurrence ne va pas apparaître.

Une troisième idée que je voudrais développer est l'influence de la technologie moderne sur la poste dans les pays jeunes.

La poste va se développer dans les zones rurales et dans les zones urbaines, mais l'influence de la technologie moderne jouera un rôle. Les usagers, qui sont très divers, devront s'y adapter. Souvent, ce sont des succursales des maisons mères installées dans les pays développés qui apporteront cette technologie en travaillant de la même manière en matière de communication.

Un autre élément va jouer au niveau du transfert de trafic. Les journaux pourraient connaître un système de transmission nouveau qui ferait baisser le trafic de journaux transportés par la poste sur le plan international, ce qui poserait un problème au niveau des frais terminaux.

Mais nous craignons surtout que nos usagers les plus importants, les plus solvables, ne fassent plus appel à la poste. Il ne nous resterait que le trafic social, le moins rémunérateur, en particulier dans les zones rurales, ce qui entraînerait des problèmes d'ordre financier et budgétaire.

La dernière question que je voudrais aborder est celle de la coresponsabilité, de la solidarité, qui doit jouer au sein de l'UPU entre toutes les Administrations postales, car c'est le problème de la poste à travers le monde.

Notre mission est d'assurer un réseau fiable sur le plan international, car nous formons les maillons d'une chaîne à travers le monde.

Nous devons étudier les solutions par rapport à cette notion de solidarité, afin d'envisager des actions concrètes, par exemple dans le domaine de la coopération technique.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Dixième séance du Congrès

Mardi 26 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Le PRÉSIDENT donne la parole à la délégation de la Tchécoslovaquie.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Nous partageons les idées figurant dans les exposés des deux rapporteurs qui ont introduit le 1er thème. Néanmoins, il convient de remarquer que les problèmes qui se posent aux Administrations postales relèvent non seulement de ses communications postales et de ses services postaux, mais d'un certain nombre d'autres facteurs, notamment le type des systèmes économiques et sociaux des Etats et l'existence du monopole postal. Il s'agit de facteurs importants.

Les efforts des Administrations tendent à fournir des services aussi fiables que possible et répondant aux besoins de la société et des usagers. Des efforts sont également faits pour introduire des innovations techniques. Dans le cas de notre pays, nous sommes en train de réaliser l'automatisation postale.

Nous avons adopté aussi un système de surveillance de la qualité des services. L'implantation de ce système se fait graduellement; un certain nombre de problèmes de caractère conflictuel entre la direction de la poste et le personnel en découle.

Deux conclusions s'imposent. Tout d'abord, la qualité des services et des prestations doit être rattachée à la question des coûts et de l'efficacité de ces services. Il est indispensable d'examiner cet aspect dans le contexte propre à chaque pays.

En deuxième lieu, il est indispensable d'aborder le problème de l'utilisation des moyens électroniques dans les services postaux.

D'un côté, les télécommunications utilisent le personnel postal pour effectuer certaines de leurs prestations, par exemple la transmission des télégrammes. De l'autre côté, il est souhaitable que la poste puisse utiliser, elle aussi, les nouvelles techniques, notamment celles de transmission de données à partir d'un ordinateur. Cela à l'instar de ce qui se fait déjà pour le transport aérien ou par chemin de fer.

L'introduction des nouvelles techniques dans les services postaux permettra de consolider les liens mutuels entre la poste et les télécommunications et même de parvenir à une certaine forme d'intégration. L'adoption du service du courrier électronique facilitera l'accès des clients aux services postaux. Un système basé sur l'utilisation d'un computer et de terminaux développera les opérations financières postales, notamment les virements postaux.

Il faut également que la presse périodique bénéficie d'un acheminement accéléré. En conclusion, il faudra mener une politique plus active de commercialisation en faveur des services postaux et de télécommunications.

L'Administration des PTT tchécoslovaque prend des mesures énergiques dans ce sens.

La THAÏLANDE: Le service postal dans notre pays est un service public; son principal objectif est fixé par le Gouvernement.

Selon cet objectif, nous devons fournir un service de qualité à un prix raisonnable à toute la population dans toutes les parties du pays.

A cette fin, nous avons concentré nos efforts sur une meilleure gestion et une meilleure organisation des services postaux afin de les rendre plus performants.

Débat général
(suite)

1er thème:
La poste entre
les exigences
du marché et
les impératifs
du service
public
(suite)

En 1977, notre Gouvernement a décidé de changer le statut de l'ancien département des postes, qui est devenu une entreprise publique chargée des services des postes et télécommunications. Cette réforme nous a permis d'avoir plus de flexibilité, plus de liberté dans notre gestion ainsi que de nous débarrasser des nombreuses contraintes administratives.

En deuxième lieu, nous avons essayé de décentraliser notre gestion en créant des offices régionaux, de façon à confier la responsabilité de la gestion des opérations postales à des directeurs régionaux, à l'instar de ce qui se fait dans de nombreux pays développés.

Selon notre expérience, nous pensons qu'il est avantageux de regrouper la poste et les télécommunications dans une même direction. On peut ainsi envisager un système de financement ou de subvention réciproque entre ces deux secteurs. Cette organisation est aussi utile du point de vue de l'utilisation du personnel et du développement de l'équipement et de l'infrastructure postale.

La gestion combinée des postes et des télécommunications nous permet d'introduire également de nouveaux services.

En outre, nous avons fait de grands efforts pour que nos services soient mieux orientés vers les besoins des clients. A cet effet, nous avons effectué des études visant à identifier les tendances du marché.

Nous voulons également utiliser certains profits découlant de la gestion du service postal dans le milieu urbain pour développer la poste dans les zones rurales. Dans un but de modernisation, nous avons introduit le service du courrier accéléré du type CAI.

Nous assurons un certain nombre des services postaux fondamentaux, mais notre Administration a constaté qu'il serait bon d'ajuster nos services aux besoins réels des usagers, afin de pouvoir dégager plus de recettes, ce qui permettrait de gérer nos services d'une manière autonome.

Le JAPON: Je voudrais exposer la situation au Japon.

1. Développement du service des entreprises privées

Au Japon, d'une manière générale, lorsque la situation économique et sociale se diversifie et se fait plus complexe, les besoins des usagers se diversifient également. La clientèle tend alors à choisir le moyen de livraison le plus approprié. En fournissant les prestations répondant aux exigences des usagers, les entreprises privées ont vu le volume de leur trafic s'accroître. Presque tous les envois légers et de petites dimensions étaient transportés et distribués sous forme de colis postaux ou par la Compagnie nationale des chemins de fer. Or, en fournissant des services de livraison dans les vingt-quatre heures et des services de ramassage assez soignés, le service privé a porté un coup fatal aux chemins de fer nationaux et les a obligés à se retirer du marché.

En fait, les entreprises privées japonaises vont, semble-t-il, jusqu'à distribuer des papiers d'affaires qui peuvent avoir le caractère de correspondances.

Par ailleurs, le développement des entreprises privées n'est pas un problème concernant seulement le service des envois légers et de petites dimensions, il a aussi une incidence sur le monopole postal lui-même.

A l'évidence, le monopole postal est nécessaire pour protéger le droit fondamental de l'homme à des communications secrètes. Si l'on autorise les entreprises privées à s'emparer de la partie la plus rentable du marché, il sera impossible de continuer à gérer la poste sur des bases rationnelles.

C'est pourquoi nous devons continuer à conserver un monopole pour les envois de la poste aux lettres. Il est indispensable pour cela que nos efforts en matière de gestion soient compris et soutenus par le public.

2. Développement des moyens de télécommunication

Je voudrais maintenant fournir certaines indications au sujet du développement des moyens de télécommunication, autre menace qui pèse sur l'avenir de la poste.

Au cours des dernières années, en même temps que se créait une société axée sur l'information et que des progrès remarquables se réalisaient dans le secteur de l'électronique, les moyens de télécommunication se diversifiaient, se perfectionnaient et rapidement se répandaient en raison de la baisse des tarifs.

La bureautique a rapidement été adoptée et c'est ainsi que les systèmes de télécopie et de communication des données se sont répandus partout.

Parmi les divers moyens de télécommunication susceptibles de se diversifier ou de s'améliorer, il faut prêter attention à la télécopie, à la communication de données et à la télématique, quant à leur incidence sur le service postal.

La télécopie convient aux caractères complexes de l'alphabet japonais. Il est prévu que l'utilisation de la télécopie se répandra davantage avec l'expansion du réseau de télécopie numérique. A partir de 1982, dans le secteur de la communication des données, le Gouvernement a assoupli considérablement la réglemen-

tation concernant l'utilisation des lignes de télécommunication publiques. Ainsi, la transmission de données s'est répandue et près de huit mille systèmes sont maintenant en service. Enfin, depuis que la télématique japonaise a été normalisée, il est prévu qu'elle sera de plus en plus utilisée pour perfectionner la bureautique. En avril prochain, le service de télécommunications, actuellement assuré en régime de monopole par l'Office public de télégraphe et de téléphone (NTT) et par la Société internationale de télégraphe et de téléphone (KDD), sera presque entièrement libéralisé.

Après cette date, n'importe quelle personne pourra assurer de tels services. Il est donc probable que le service de télécommunications se diversifiera et s'améliorera plus rapidement, étant donné la concurrence acharnée que se feront les entreprises privées concernées pour s'assurer d'un plus grand nombre d'abonnés par la diminution des prix; ce qui signifie que la concurrence entre la poste et le service de télécommunications pourrait s'intensifier. Or, le service postal ne peut concurrencer les télécommunications sur le plan de la rapidité. En revanche, il est bien connu que le service postal présente des caractéristiques uniques: les documents sont distribués en original et, grâce au réseau capillaire dont il dispose, la distribution est assurée partout, les règles de sécurité sont respectées.

Afin de promouvoir le service postal et de lui permettre de coexister avec les télécommunications, il faut offrir des services mettant en valeur les caractéristiques susmentionnées et, simultanément, mettre au point un service intégré en profitant des avantages des systèmes de télécommunications.

3. Prestations de services répondant aux exigences du public

Notre Administration a pris certaines mesures pour améliorer le service postal.

Comme les colis postaux se trouvaient dans une situation fort difficile en raison de la croissance du service parallèle assuré par les entreprises privées, nous avons commencé à exploiter, à partir de 1982, un service de livraison J + 1 des colis non exprès échangés entre deux grandes villes, un service de transport aérien des colis exprès et nous avons également appliqué un régime de taxes réduites pour les colis déposés en nombre. Nous avons pris d'autres mesures pour améliorer le service, notamment la simplification du système tarifaire des colis, la vente du matériel d'emballage des colis et la distribution dans les vingt-quatre heures de toutes les catégories d'envois échangés dans le même département. Grâce à ces mesures, nous avons réussi à freiner la tendance à la baisse du trafic des colis postaux et je crois que le volume de ce trafic augmentera dans un avenir proche.

Par ailleurs, en février de cette année, nous avons radicalement modifié notre système traditionnel de transport du courrier s'appuyant essentiellement sur les chemins de fer, en recourant davantage aux liaisons automobiles qui relient une centaine de bureaux de tri régionaux et en décentralisant le travail sur ces bureaux. Cette revision a entraîné, entre autres, le transfert de 6000 agents des bureaux de poste ferroviaires aux centres de tri régionaux. Conscients de la situation critique dans laquelle s'était trouvé le service postal, nos syndicats ont également montré leur compréhension et coopéré avec l'Administration dans la mise en exécution de ce projet.

Le service postal a une longue tradition et il souffre en conséquence d'une structure ancienne. Le moment est venu de revoir entièrement l'organisation et l'exploitation de nos services postaux, tant au plan intérieur qu'international — à l'exemple d'une maison ancienne qui requiert une reconstruction plutôt qu'une réparation partielle — en vue de procéder à une réorganisation audacieuse permettant ainsi de faire face aux besoins de l'ère nouvelle.

Enfin je voudrais souligner que, par le passé, l'augmentation du volume du courrier allait de pair avec celui du développement économique représenté par le PNB. La situation actuelle est très difficile, voire critique, mais nous n'envisageons pas l'avenir de la poste avec pessimisme. Nous sommes au contraire confiants que la poste continuera à être un service essentiel pour le public à la condition que nous sachions l'adapter et la moderniser.

L'INDE: Les rapports présentés par l'Australie et la Tanzanie (Rép. unie) offrent toute une série d'éléments de réflexion parmi lesquels il faut souligner l'idée que, pour développer les services postaux, la distinction entre la poste en tant que département gouvernemental et la poste en tant qu'entreprise commerciale doit de plus en plus s'estomper. En particulier, nous devons améliorer la qualité des prestations rendues, afin de donner satisfaction à la clientèle.

Nous disposons de services de relations publiques, mais le rôle de ces services est assez modeste, compte tenu du fait qu'il leur incombe essentiellement de répondre aux plaintes du public. Par contre, ces services n'ont pas l'habitude d'une prise de contact direct avec les usagers.

Il faudra donc prévoir des réunions avec les représentants des différents milieux de la société. Il faudra également mettre sur pied des organes postaux consultatifs. Enfin, il serait souhaitable que l'on surveille constamment le marché pour voir qui sont les rivaux de la poste qui surgissent chaque année.

La Tanzanie (Rép. unie), dans son rapport, a soulevé le problème de la mécanisation et de la fabrication sur place d'équipements postaux. Nous croyons que les craintes des pays en développement relatives à l'introduction de la mécanisation dans les services postaux doivent être dissipées une fois pour toutes. La peur que la mécanisation postale puisse engendrer du chômage n'est pas forcément justifiée.

On pourrait même préparer un document à diffuser aux pays jeunes pour attirer leur attention sur certaines notions erronées que plusieurs d'entre eux nourrissent au sujet de la mécanisation.

Pour ce qui est de la fabrication d'équipements postaux et de machines, la coopération avec l'industrie et les fabricants locaux devient une nécessité. Mais l'industrie s'attend souvent à ce que le département des postes finance des programmes de recherche et les expériences qui en découlent. L'Administration postale doit également passer des commandes pour un certain nombre de machines pendant un nombre minimal d'années. Cela n'est pas toujours facile pour les jeunes Administrations parce que souvent elles ne disposent pas de propres unités techniques qui puissent leur fournir un avis dans ce domaine. En outre, lorsqu'il s'agit de mécaniser la poste, le calcul des coûts relatifs est extrêmement compliqué.

Nous devons également nous rendre compte que la poste est suffisamment structurée pour se charger de nouvelles fonctions. Nous ne demandons qu'à élargir notre domaine d'activité. Nos guichets doivent être notre point de force. Dans la plupart de nos bureaux de poste, nous disposons d'un bon système de comptabilité et d'un système de contrôle fiable.

Par ailleurs, il faudrait identifier les services rentables et ceux qui pourraient le devenir si un certain volume de trafic était atteint. Des efforts doivent être déployés pour les rendre plus populaires. Il faut étudier les raisons pour lesquelles certains services ne sont pas rentables. On a également mentionné le courrier électronique et le courrier accéléré. Nous pensons que les pays jeunes devraient s'intéresser au courrier accéléré plutôt qu'au courrier électronique, vu le stade actuel de leur développement. Néanmoins, nous nous rendons compte que le problème de l'introduction du courrier électronique se posera bientôt aussi pour nos pays. Etant donné que les Administrations postales ont, dans l'ensemble, une mauvaise compréhension du problème, il y a une tendance croissante qui se dessine, visant à laisser aux Administrations de télécommunications la gestion de ce service. Nous devons être extrêmement vigilants.

Dans nos propres pays où le service de fac-similé a démarré, il fait actuellement partie du réseau des télécommunications.

Plus nous éviterons à prendre position dans ce domaine, plus nous nous créerons des problèmes pour l'avenir.

Tout retard dans ce domaine va en effet aider l'Union internationale des télécommunications. L'année 1983 était l'Année mondiale des communications. Dans mon pays, l'accent a été mis sur les télécommunications beaucoup plus que sur la poste. Nous croyons néanmoins que la poste a un avenir radieux devant elle, même si nous estimons que l'avenir des télécommunications est encore plus radieux. Toutefois, nous devons évoluer avec notre temps et ne pas rester en arrière.

Le CAMEROUN: Je ne crois pas que c'est un hasard que ce débat général soit placé au début de nos travaux. Il permettra à toutes les Administrations ici présentes de prendre conscience des problèmes des pays en développement et des problèmes des pays développés. Toutes les Administrations postales ont des problèmes identiques mais à des degrés différents.

Je ne veux pas développer ici les solutions que nous avons trouvées et les efforts que nous avons déployés pour y remédier. Je voudrais uniquement éclaircir la notion de service public telle qu'elle est perçue dans mon pays, notion qui diffère un peu selon les pays. Au Cameroun, l'Administration postale fait partie de l'administration publique. La notion de service public est liée à l'intérêt général. La poste ne représente qu'un des secteurs de la vie du pays et elle n'y est pas un secteur prioritaire. Cependant, au niveau de l'Administration postale, nous avons accordé la priorité à la distribution du courrier. Nous avons accentué nos efforts sur l'acheminement du courrier, tout d'abord à l'intérieur du pays et, à plus long terme, à destination des pays africains.

Un autre point d'intérêt difficile à satisfaire est la qualité des services postaux. Nos normes ne sont pas les mêmes que dans les pays développés, mais nous essayons de distribuer le courrier partout dans les trois jours qui suivent le dépôt ou l'arrivée du courrier dans nos services.

Nous avons pris un certain nombre de mesures pour améliorer les services postaux, conformément aux objectifs fixés dans le cadre de l'UPU et des Unions postales restreintes. Ces mesures sont notamment l'adoption d'un plan d'acheminement postal, l'organisation de brigades de tri, le développement de la poste

rurale, l'augmentation du nombre de bureaux de poste. La délégation camerounaise pense sincèrement que les problèmes des Administrations postales sont universels, mais à des degrés différents. La solidarité facilite les solutions. Les pays en développement doivent avant tout compter sur eux-mêmes pour améliorer la qualité des services postaux. La coopération internationale favorise l'amélioration de ces services et en assure la survie.

Le MAROC: L'éminent animateur australien a dit que la poste subit la concurrence de la radio et de la télévision. Or, des études entreprises dans différents pays, notamment aux Etats-Unis d'Amérique et aux Pays-Bas, ont démontré le contraire, c'est-à-dire que le courrier s'est développé depuis la création de la télévision.

L'AUSTRALIE: Il y a peut-être malentendu. Ce matin, j'ai voulu dire qu'il y a une certaine influence de la radio et de la télévision sur le trafic postal à cause de la diminution de la publicité dans les journaux et les magazines. Nous avons également constaté une diminution de la distribution de publicité dans les boîtes aux lettres en raison de la concurrence de la publicité à la radio et à la télévision. Maintenant, j'en viens au résumé des débats. La discussion a révélé une très grande similarité entre les pays en ce qui concerne l'analyse des difficultés que rencontre la poste. Les préoccupations portent sur la qualité du service, le coût des prestations, la productivité du système postal, la conception du service postal, la force de la concurrence et les faiblesses du service postal, la lenteur dans l'adaptation de nouvelles techniques ainsi que la question très importante de la formation et de la motivation du personnel. Voilà les fils que j'ai trouvés dans la trame des différents orateurs.

1er thème:
Résumés

Les problèmes de pays en développement sont aggravés par le fait qu'ils doivent fournir une série de services traditionnels tout en faisant face à la concurrence de type commercial.

Etant donné toutes ces considérations, la question du monopole se pose. Le monopole ne peut pas arrêter la concurrence. Du fait que le marché se développe de façon agressive, certains pays estiment que c'est par le monopole que la poste peut le mieux résister. Selon une étude effectuée en Australie, 40% du trafic serait menacé si l'on perdait le monopole. Nous avons engagé notre propre personnel en fonction du volume du courrier acheminé. Nous avons constaté que nous sommes obligés de maintenir en place une infrastructure minimale. Chaque année, nous devons fortement subventionner la poste pour qu'elle puisse continuer à fonctionner même avec un trafic diminué étant donné le nombre de services que nous voulons offrir. Nous avons dit au Gouvernement que, en retirant le monopole, il menacerait la nature du service social que nous fournissons aux usagers. Les études menées en Australie et aux Etats-Unis d'Amérique vont dans le sens d'une confirmation du monopole postal.

Un autre domaine évoqué par différents orateurs est celui consistant à agir vigoureusement pour limiter les coûts, commercialiser les produits, mécaniser les services, rationaliser la distribution. Les frais de distribution du courrier à domicile dans des boîtes aux lettres privées représentent environ 30% des frais du personnel. On a parlé de l'utilisation de boîtes groupées, de boîtes collectives pour des immeubles résidentiels et d'autres mesures d'abaissement des coûts. Un autre domaine de recherche, c'est la question de l'accélération des services postaux. On a fait allusion au courrier accéléré international et à l'accélération du courrier ordinaire. En Australie, 94% de la distribution se fait le lendemain. C'est quelque chose qui nous coûte de plus en plus cher. Cela demande beaucoup de travail de nuit et durant le week-end, avec des heures supplémentaires, des primes à payer. Nous sommes en train d'étudier le marché pour savoir s'il est vraiment nécessaire, dans le cadre du courrier ordinaire, de faire tant d'efforts pour arriver à une distribution le lendemain. Est-ce qu'une distribution sûre dans les deux jours n'est pas acceptable?

Pour conclure, je voudrais encore évoquer un autre aspect qui va être soulevé lors de la discussion sur les problèmes financiers. Il s'agit de la question des investissements en capitaux. On a beaucoup insisté sur le fait qu'il fallait améliorer l'assistance technique, la coopération et la coordination entre certains Pays-membres. Ce sont des sujets qui relèvent plutôt du ressort de l'UPU. Dans certains cas, les orateurs ont parlé des difficultés rencontrées pour persuader les gouvernements d'attribuer des fonds pour l'acquisition de nouveaux équipements, pour l'introduction de la mécanisation et de l'automatisation. Cela pose des problèmes que je transmets à mes collègues qui traiteront du thème relatif aux problèmes financiers.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Très brièvement, je commencerai par dire: si l'universalité de la poste est vraiment quelque chose de réel, c'est bien dans les délibérations des délégués que l'on trouve une universalité des problèmes.

L'une des idées qui a été avancée est le rétablissement de la confiance du public dans les services que fournit la poste. Il faut donc absolument améliorer la qualité des services postaux en veillant à la sécurité, à la vitesse et à la fiabilité des prestations fournies à des coûts relativement bas.

Un autre domaine mis en relief, c'est le développement des infrastructures postales, notamment dans le domaine des transports dont dépend le courrier. Le nombre des agences de poste et des établissements postaux doit s'accroître afin que la poste soit accessible à un nombre aussi élevé que possible de personnes. Il y a la question de la formation du personnel, pour que la gestion des services postaux soit améliorée. Un grand nombre d'Administrations se sont lancées dans un système de contrôle de la qualité. Elles revisitent et mettent à jour les normes opérationnelles de leurs agences pour que la productivité du personnel puisse être augmentée.

Pour ce qui est du problème de la concurrence, il semble y avoir deux causes qui peuvent être mises en évidence.

D'une part, l'échec de la poste qui n'a pas réussi à fournir des services suffisamment efficaces. La solution serait évidemment d'améliorer la qualité des prestations.

La deuxième source de concurrence découle des nouvelles technologies sur le marché des communications et, là encore, la solution semble résider dans la politique de gestion de l'Administration postale qui doit être plus souple en vue d'adopter ces nouvelles technologies et créer des nouveaux services pour faire face aux besoins des usagers.

On a également dit que le moment est venu de se lancer dans des réformes structurelles de nos services postaux afin que la poste continue à avoir un rôle réel à jouer, maintenant et à l'avenir. Il y a des Administrations qui ont insisté sur l'importance de protéger le monopole postal, étant donné l'histoire et l'évolution de la poste, qui a toujours été un organe étatique et qui a satisfait aux besoins généraux de communication du grand public. Il serait donc important de renforcer les dispositions juridiques pour que les concurrents aient de plus en plus de mal à empiéter sur les plates-bandes de la poste. Enfin, Monsieur le Président, nous semblons tous être assez optimistes en ce qui concerne l'avenir de la poste. Il est vrai de dire que la communication par le mot écrit n'est pas à la veille de sa disparition, quelles que soient les réalisations technologiques dans le domaine des télécommunications. Nous pouvons peut-être ajouter que, pendant des années, la poste a joué un rôle précurseur à ce que l'on appelle aujourd'hui les communications modernes. La poste restera un facteur principal pour le développement et le progrès de l'humanité et cela pour longtemps encore. Je veux conclure en me déclarant très satisfait des réactions de mes éminents collègues.

Le PRÉSIDENT: Je remercie les deux présentateurs de leurs excellents résumés. Je ne crois pas qu'il faudra répéter leurs conclusions. Nous avons eu une excellente discussion et je vous remercie de vos nombreuses interventions.

2e thème:
Les problèmes
financiers
Congrès —
Doc 54/Annexe 4

La HONGRIE (RÉP. POP.): L'examen des problèmes liés à la gestion financière des Administrations postales fait apparaître une certaine dualité selon le mode d'approche fait par tel ou tel pays. Suite aux récentes études du CCEP, ces problèmes peuvent être résumés comme suit:

- 1° le service postal est-il une sorte d'organisme de prestations sociales dont toute la population doit bénéficier à des prix très bas et n'ayant aucun rapport avec des prix de revient ou,
 - 2° l'entreprise des postes est-elle une entreprise comme les autres qui s'efforce de couvrir les frais de fonctionnement de ses services postaux par ses propres recettes et cherche à obtenir des bénéfices?
- Ces deux questions se posent aussi à l'Administration postale de Hongrie vu qu'elle doit assurer certaines prestations postales même si celles-ci ne sont pas rentables.

Les postes hongroises sont gérées comme une entreprise autonome à laquelle s'applique toutefois le système étatique des régulateurs économiques. C'est pourquoi les tarifs postaux sont pour la plupart des prix dits "taxés" qui, pour des raisons économiques et politiques, n'augmentent que très rarement et dans une mesure relativement faible.

L'augmentation du bénéfice n'est pas seulement limitée par le système des "prix taxés" mais aussi par d'autres facteurs. Ainsi, la croissance lente du bénéfice entre 1981 et 1985, de l'ordre de 5,7 %, va de pair avec une augmentation des obligations financières envers l'Etat qui absorbent environ 60 % du bénéfice. De plus, 7 % du bénéfice doit être mis de côté comme fonds de réserve obligatoire et 20 à 23 % est utilisé pour financer le relèvement des salaires.

Les coûts d'exploitation (y compris les frais de personnel) ont accusé ces dernières années une hausse de 28 %, les salaires et les charges publiques constituant plus de 50 % des frais totaux.

Les services postaux se caractérisent par un besoin considérable en main-d'oeuvre, surtout en ce qui concerne, par exemple, la distribution à domicile des journaux. La prédominance de la main-d'oeuvre, l'augmentation de l'effectif pour assurer une meilleure qualité des prestations postales (la mécanisation n'entraîne pas nécessairement une réduction de l'effectif), la hausse des salaires ainsi que les dépenses sociales et culturelles en faveur des travailleurs rendent difficile une diminution des frais de personnel par rapport aux autres frais d'exploitation.

D'autre part, la mécanisation et l'automatisation, la motorisation de la distribution, la hausse des prix de transport et du carburant ainsi que les mesures visant à amplifier les prestations postales et à améliorer leur qualité ont entraîné une augmentation constante des frais d'exploitation, et cela indépendamment de l'évolution du trafic.

Tous ces facteurs ont conduit en Hongrie à une détérioration des résultats financiers. Entre 1975 et 1980, le secteur "postes" était déficitaire, de sorte que les tarifs des journaux ont dû être relevés le 1er février 1980 et celui des envois postaux et d'autres prestations, le 1er février 1981. La moyenne des augmentations a été de 90%, les divers tarifs ayant été relevés différemment sur la base des frais de production calculés pour chaque catégorie de prestations. Selon le système actuel, les prix doivent aussi être fixés en fonction de la qualité des prestations concernées.

Les postes hongroises, malgré leur monopole, doivent faire face à la concurrence. L'augmentation des tarifs risque de pousser la clientèle vers des entreprises concurrentielles. Il faut essayer d'augmenter la quantité et la qualité des prestations postales et d'attirer ainsi un plus grand nombre d'usagers. Nous procédons à des études de marché, le but de notre politique commerciale étant de répondre aux besoins des usagers.

L'Administration postale hongroise, pour qu'elle puisse fonctionner comme une entreprise autonome d'Etat, a besoin de certaines ressources pour le fonctionnement de ses services postaux et les investissements nécessaires pour l'avenir. Pouvant de moins en moins compter sur des subventions de l'Etat, elle s'oriente de plus en plus vers une gestion financière autonome qui ne compte plus tellement sur la tutelle confortable de l'Etat mais qui tente d'augmenter la rentabilité des services postaux en améliorant leur qualité et en introduisant de nouvelles prestations. Par exemple, notre Administration examine l'introduction du courrier accéléré dans le service international et la possibilité de créer une banque et une caisse d'épargne postale. Dans les petites localités où il n'y a pas de pharmacies, les postes se chargent de la fourniture de médicaments à la demande des habitants, service particulièrement apprécié par les personnes âgées.

Mon exposé visait à présenter certains aspects des problèmes financiers tels qu'ils se présentent au sein de l'Administration postale de Hongrie. Je suis optimiste et crois que nous réussirons, grâce aussi à la coopération internationale, à assurer à la poste sa place bien méritée dans l'économie nationale des Pays-membres de l'Union.

Le SÉNÉGAL: Après l'accès du Sénégal à l'indépendance en 1960, une loi a été promulguée pour ériger l'Office des postes et télécommunications (OPTS) en un établissement public doté d'une autonomie sur le plan de la gestion administrative et financière. Dès le début, certaines difficultés sont apparues. En effet, en créant une entité commerciale, voire industrielle, on a mis l'accent sur les prestations, sur le service public avec toutes les contraintes que l'on connaît, à savoir la nécessité d'assurer des services à travers tout le territoire national et de fixer également des prix à un niveau accessible à tout le monde, c'est-à-dire à un niveau trop bas par rapport au prix de revient.

Dans le cadre de ces prestations, poste d'un côté et télécommunications de l'autre, on est arrivé à relever le défi et après plus de vingt ans de fonctionnement on a pu atteindre certains résultats jugés satisfaisants. En ce qui concerne les structures de l'OPTS, je vous renvoie au Congrès — Doc 54/Annexe 5, qui mentionne principalement les trois points suivants, à savoir:

- politique tarifaire;
- relations financières avec l'Etat;
- financement (exploitation et investissements).

L'OPTS a une certaine autonomie et une certaine responsabilité dans la fixation des tarifs dans le cadre de la poste et des télécommunications. A ce propos, je vous signale que la notion de service public prédomine toujours. Une fois ces tarifs élaborés, le Ministère de l'économie et des finances les approuve. Ces tarifs sont

fixés en fonction des charges et des investissements, l'équilibre budgétaire n'étant pas recherché dans un secteur seulement, mais dans un cadre global. Au niveau de l'entité postes et télécommunications, l'équilibre est atteint sans trop de difficulté, étant entendu que les taxes arrêtées par l'Etat se réfèrent plus précisément à des soucis de rentabilité. En ce qui concerne la poste, nous pensons que l'introduction de nouvelles prestations telles que le courrier électronique ou autres procureront de nouvelles recettes qui permettront de couvrir les charges d'exploitation et de réaliser un certain bénéfice qui pourrait être réinvesti dans le réseau postal. En ce qui concerne les relations financières avec l'Etat, la poste apparaît comme étant "un correspondant du Trésor public", ce qui revient à dire que les fonds collectés au niveau des bureaux de poste sont d'abord mis à la disposition du Trésor public. Aucun intérêt n'est versé pour ces fonds mis à part les fonds de la Caisse d'épargne qui sont légèrement rétribués. Si les fonds déposés au Trésor public par la poste étaient rémunérés, cela permettrait de payer des intérêts plus élevés sur les dépôts des usagers et de ce fait l'épargne serait encouragée.

En ce qui concerne les excédents budgétaires, l'OPTS les utilise pour couvrir les charges d'exploitation et d'investissement. Quant aux dépenses budgétaires, il convient de relever qu'elles sont contrôlées par l'Etat qui n'accorde aucune subvention à la poste pour l'exploitation de ses services. Le troisième point que nous examinons maintenant se réfère au financement (exploitation et investissements). L'OPTS arrive à équilibrer ses charges d'exploitation dans une certaine mesure par le fait que les prestations fournies à l'Etat sont payées au même prix applicable à n'importe quel usager et sans tarif préférentiel, ce qui constitue un avantage certain.

D'autre part, la poste n'a jamais bénéficié d'un emprunt de l'Etat à des conditions préférentielles. Par contre, les télécommunications ont eu ce privilège, ce qui montre bien que la tutelle de l'Etat ne comporte pas uniquement des inconvénients, mais aussi certains avantages.

Quant à l'avenir des services postaux, il faudrait voir si l'existence d'un office postal comme le nôtre peut répondre à nos préoccupations, notamment dans le domaine financier. Le problème majeur est de savoir si la poste peut elle-même équilibrer ses propres dépenses d'exploitation. Il convient de définir les possibilités de diversifier les prestations postales assurées par l'OPTS. Ces prestations visent essentiellement les zones rurales où l'on sent très souvent une absence de telle ou telle administration. Par exemple, la poste s'y occupe de la vente des timbres fiscaux pour le compte du Trésor de l'Etat. D'autre part, il serait utile de procéder comme en Hongrie, c'est-à-dire d'assumer la distribution de produits pharmaceutiques par les établissements postaux à travers le pays. Par ailleurs, il y aurait lieu d'améliorer la productivité au niveau des bureaux de poste. A cet égard, une norme indique que les dépenses de personnel ne devraient pas excéder les 35% des charges d'exploitation. En outre, une comptabilité analytique devrait être mise en place entre les postes et les télécommunications de manière à bien préciser les prestations réciproques qui pourraient déboucher sur une augmentation de recettes pour la poste.

Enfin, j'aimerais encore faire une observation sur les tarifs des services postaux. Il y aurait lieu d'examiner ces tarifs de manière plus critique et plus pratique.

Nous pouvons constater en effet que les services des sociétés privées d'acheminement et de distribution du courrier, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, sont très coûteux et que leurs prix varient de 1 à 50, par rapport aux tarifs postaux. Ce constat permet de penser que les usagers sont disposés à payer des prix assez élevés pour les prestations que les Administrations postales leur offrent, sous réserve d'une bonne qualité de service.

Nous devrions réfléchir sérieusement à cette idée, face à la concurrence que subit la poste officielle dans nos pays respectifs.

Pour conclure, je tiens à relever que dans le cadre du courrier accéléré international, nous avons noté que la Hongrie veut y prendre part et je vous signale également que le Sénégal a déjà pris des contacts avec la France, la Tunisie, le Brésil et d'autres pays en vue de participer à ce service.

Le PRÉSIDENT: Nous voici en présence d'une bonne base de départ pour commencer la discussion. Les deux exposés qui viennent d'avoir lieu ont clairement indiqué à quel point les prestations postales sont influencées par des questions financières.

L'exposé des deux orateurs m'a vivement intéressé. J'attends d'aussi intéressantes interventions de la part des nombreux orateurs inscrits auxquels je donne la parole.

La FRANCE: Nous avons choisi de traiter le sujet "Les relations entre l'Etat et la poste".

L'analyse de la situation relative de la poste par rapport à l'Etat suppose qu'une réponse soit apportée aux deux questions suivantes:

- En quoi la poste a-t-elle besoin d'une certaine autonomie de gestion?
- En quoi les autorités politiques utilisent-elles la poste pour des fins qui ne la concernent pas directement?

C'est une évidence que la poste évolue de plus en plus dans un environnement qui connaît de profondes mutations économiques, sociales, technologiques. Les besoins des usagers changent, les nouvelles technologies vont profondément modifier le mode de production de la poste dans les années à venir. Il est donc nécessaire que la poste s'adapte aux exigences nouvelles des usagers et du personnel. Cette adaptation constante est rendue d'autant plus urgente que la poste est menacée par la concurrence qui porte sur tous les produits, protégés ou non par le monopole.

L'élaboration d'une stratégie de développement et sa mise en application supposent que la poste dispose d'une marge de manoeuvre.

Mais cette nécessaire autonomie de gestion de la poste doit se concilier avec la notion de service public qui caractérise toutes les organisations postales.

En tant que service public, la poste sera toujours soumise aux mesures de régulation économique prises par le Gouvernement. A titre d'exemple, on peut citer les contraintes qui pèsent sur la politique tarifaire.

Les tarifs postaux, comme l'ensemble des tarifs publics, sont parfois déterminés par les autorités gouvernementales pour établir une norme à l'intention des agents économiques. Les hausses de tarifs autorisées ne sont donc plus conformes à l'augmentation des coûts de production et s'intègrent plutôt dans le cadre d'une politique anti-inflationniste.

Il faut donc imaginer un système de relations entre la poste et l'Etat qui préserve la capacité d'adaptation de la poste à son environnement.

Ce système peut reposer sur un double principe: clarifier les responsabilités propres de l'Etat et de la poste et définir un cadre de référence au sein duquel s'établiront des relations entre les deux partenaires.

La clarification des responsabilités a pour objectif de donner une plus grande autonomie de gestion à l'institution postale. Cette clarification doit notamment porter sur les relations financières entre la poste et les pouvoirs publics, afin de redonner tout son sens à un compte d'exploitation de la poste.

En effet, cette plus grande autonomie de gestion doit s'accompagner d'un contrôle *a posteriori* sur la qualité de la gestion de la poste. Or, les résultats financiers font partie des indicateurs parmi les plus importants et les plus synthétiques qui permettent de porter un jugement sur la gestion.

Il est donc nécessaire de procéder à une clarification des responsabilités qui conduira à un jugement plus pertinent sur la qualité de la gestion en contrepartie d'une plus grande autonomie de gestion.

L'Administration française négocie actuellement ce qu'on appelle un plan d'entreprise à moyen terme, une sorte de contrat qui lierait la poste et l'Etat.

Ce plan devrait constituer l'instrument privilégié de la restauration de l'autonomie de gestion de la poste. Il s'agit en quelque sorte de fixer une règle du jeu entre la poste et l'Etat qui aurait la valeur d'un engagement gouvernemental sur un programme d'action pluriannuel. Quel serait le contenu d'un tel plan?

En contrepartie d'un accroissement de son autonomie de gestion, la poste s'engagerait à réaliser un certain nombre d'objectifs commerciaux, sociaux et financiers. Elle devrait s'engager sur des objectifs de qualité de service, de développement du trafic, d'amélioration des conditions de travail, d'accroissement des efforts de formation sous une contrainte financière clairement explicitée et acceptée par tous.

Ce plan ferait également apparaître les principaux programmes d'action à moyen terme que la poste entend mettre en oeuvre. Investissements pour: automatisation du tri, développement des nouvelles technologies, construction et rénovation des bureaux de poste.

L'élaboration d'un plan d'entreprise et d'un cadre de référence permettrait d'effectuer un meilleur choix des programmes en fonction des critères de gestion arrêtés en commun par la poste et l'Etat.

Ainsi se dessine progressivement un système à deux étages: le premier constitué par un accord quasi contractuel entre la poste et l'Etat sur les principales règles de gestion de la poste et le second consistant en l'élaboration précise d'un programme d'action interne dont les choix sont cohérents avec ceux du précédent.

La valeur de ce système est fonction de la volonté politique de l'appliquer. Il est certain que le développement futur de la poste est largement conditionné par le degré d'autonomie de gestion et la souplesse d'action que les pouvoirs publics lui accorderont. Faire ce constat serait insuffisant, la poste doit le faire partager par l'Etat. Elle doit faire preuve dans ce domaine d'une attitude offensive fondée sur un projet de développement dont la mise en oeuvre repose pour une large part sur la clarification des responsabilités entre la poste et les pouvoirs publics et sur la connaissance, par la poste, de ses marchés.

La BARBADE déclare remettre par écrit son intervention sur les questions générales et renoncer à son temps de parole.

Le SOUDAN: Je souhaite intervenir brièvement sur le sujet traité ce matin. Notre entreprise des postes et des télégraphes a été créée en 1978 lorsque les télécommunications sont devenues une entité séparée.

C'est pour obtenir une plus grande souplesse dans le cadre du travail que cette nouvelle organisation a vu le jour. A présent, nous sommes indépendants de l'Etat. Certes, cette indépendance n'est pas totale financièrement, mais une fois le budget approuvé nous sommes libres pour son exécution. Il y a donc eu amélioration de la situation des fonctionnaires et de la qualité du travail puisque l'action de notre Administration s'est déroulée dans un cadre moins rigide.

La deuxième action entreprise pour améliorer notre organisation a été de décentraliser la poste en créant des régions postales calquées sur les divisions administratives existantes.

Pour améliorer le service, nous nous sommes efforcés de présenter aux usagers la presque totalité des prestations postales: lettres, colis, virements. Nous venons de créer une caisse d'épargne. La collecte se fait dans le cadre du Ministère des finances et celui-ci rémunère notre intervention.

Quand on sait que la superficie du Soudan dépasse 1 million de milles carrés, on comprend aisément que nous ayons des problèmes pour acheminer les correspondances. En effet, les bonnes routes n'existent pas partout, ce qui nous oblige à utiliser le plus grand nombre possible de moyens de transport et à nous adresser à des transporteurs privés. Les bureaux de poste mobiles utilisés dans les régions du nord et du sud sont également d'un grand secours.

Malgré tous ces obstacles, nous nous efforçons d'obtenir une certaine rapidité du service.

Depuis la réforme, nous avons maintenu la poste comme service public, ce qui veut dire que les tarifs ne reflètent pas les coûts. Le service postal est donc au service du plus grand nombre et sa tarification n'est pas une source d'inflation.

Bien entendu, l'Etat paie le déficit qui est de règle dans les conditions de fonctionnement que je viens d'exposer. Je tiens à présent à vous faire part de la manière dont mon Administration a réagi lorsqu'elle s'est aperçue que des entreprises privées acheminaient rapidement du courrier. Cela était possible, car la loi sur le monopole postal comportait des lacunes. Après enquête, toutes les prestations fournies par les entreprises privées ont été incluses dans le monopole.

Par contre, lorsque l'Etat a souhaité que nous offrions de nouveaux services, nous avons pensé que l'entente avec les sociétés privées serait une bonne chose. Un accord a été signé en vertu duquel nous percevons sur tous les objets transportés par ces sociétés le même affranchissement que celui que notre Administration aurait perçu. A cette condition, les sociétés cosignataires de l'accord sont les seules habilitées à transporter le courrier vers et de l'étranger.

Le même accord prévoit que ces sociétés sont redevables de 2 dollars EU par kilogramme de courrier excédentaire entre les volumes en entrée et en sortie. Le fait que la redevance est en monnaie des Etats-Unis d'Amérique permet de protéger notre monnaie de l'inflation. De plus, toutes ces nouvelles recettes ont grandement amélioré nos comptes financiers. Cet accord a été signé pour cinq ans, ce qui nous permet de nous préparer pour introduire le courrier accéléré. Déjà, la publicité sur le thème "Déposé et distribué le jour même", est faite pour attirer la clientèle et lui donner confiance dans ce service.

Dans quatre ans, une fois notre propre service en place, les accords ne seront pas renouvelés et nous veillerons à ce que les entreprises ne s'immiscent pas à nouveau dans notre service postal.

Le PRÉSIDENT: Votre intervention contenait plusieurs informations financières. Elle avait donc parfaitement sa place à ce moment du débat.

Le PORTUGAL: Je voudrais dire quelques mots sur le premier thème, qui a été traité ce matin. A mon avis, il n'y a pas d'incompatibilité ou de contradiction profonde entre les exigences du service public et les impératifs d'une politique commerciale. Les Administrations doivent prendre conscience du phénomène, trouver des solutions locales aux problèmes locaux et financer les services déficitaires par les recettes réalisées dans des services rentables. Il faut donc toujours regarder la réalité financière en face.

Pour ce qui est de la politique commerciale, l'erreur la plus grande de nos Administrations a été de ne pas accorder assez d'importance à une bonne commercialisation de nos services. Nous n'avons pas toujours su répondre parfaitement aux besoins de notre clientèle. De ce fait, il devient nécessaire d'identifier les groupes de clients et les produits à fournir pour les satisfaire. Nous devons surtout intéresser la clientèle et la presse aux nouveaux produits que nous pouvons offrir.

En conclusion, je me permets d'affirmer que le conflit le plus ardu à surmonter est celui qui existe dans nos services entre des structures lourdes et rigides qui sont le propre de la plupart de nos Administrations postales et le besoin de structures plus souples, plus facilement adaptables à la réalité et aux stratégies à mettre en oeuvre. Voilà notre grand défi; à nous de le relever.

L'ÉTHIOPIE déclare remettre par écrit sa contribution au sujet du premier thème.

La HONGRIE (RÉP. POP.): J'ai suivi avec autant d'attention que d'intérêt les différentes interventions qui ont porté sur les questions financières des Administrations postales.

2e thème:
Résumés

S'agissant des conclusions à tirer, je fais les constatations suivantes:

- a) La majorité des Pays-membres désirent introduire une gestion financière autonome dans leurs Administrations postales en vue de leur permettre de couvrir leurs frais et d'augmenter leurs recettes. Cela permettrait d'investir plus d'argent dans le domaine postal.
- b) Dans plusieurs Administrations postales, le coût d'exploitation des services postaux augmente constamment. Par conséquent, la majorité des Pays-membres ont l'intention de trouver de nouveaux moyens susceptibles d'élargir la gamme des prestations postales.
- c) La question de la qualité des prestations postales a été soulevée par plusieurs orateurs. C'est un problème qui concerne sans exception toutes les Administrations postales. Dans la mesure où celles-ci peuvent fournir un service de qualité, elles obtiendraient la confiance de la clientèle.
- d) Les Pays-membres de l'Union s'efforcent de créer des modalités et des conditions permettant à leurs Administrations de fonctionner comme des entreprises autonomes. Si les Administrations veulent augmenter leur productivité, elles doivent faire usage des nouvelles technologies.
- e) Un programme d'action global a été proposé pour que les Administrations puissent atteindre le résultat financier souhaité.
- f) Il a été également question de l'introduction de différentes prestations postales dans les zones rurales, mais pour qu'une Administration puisse fonctionner d'une manière efficace, il faut trouver de nouveaux moyens pour assurer toutes les prestations postales non seulement dans les zones rurales mais aussi dans tout le pays.
- g) Le danger de la concurrence des entreprises privées existe. Les Administrations postales doivent en tirer les conclusions nécessaires. Il est essentiel qu'elles prennent plus nettement conscience de la gravité et de l'ampleur des problèmes auxquels elles sont confrontées ainsi que des dangers qui les menacent actuellement ou dans un avenir plus ou moins proche. Dans beaucoup de cas, elles doivent entreprendre une opération de survie pour garder leur part du marché des communications. Dans un monde en rapide évolution, les Administrations postales doivent être déterminées à tout mettre en oeuvre pour faire face aux nécessités.

Le SÉNÉGAL: Je partage entièrement et sans aucune réserve les conclusions auxquelles la Hongrie est arrivée. Je voudrais simplement en ajouter quelques-unes qui apparaissent également dans certaines interventions, comme celles du Soudan et de la France:

- a) J'aimerais d'abord évoquer la notion de contrat d'entreprise dont la Hongrie a d'ailleurs parlé. Il convient de bien préciser les relations entre l'Etat et la poste. Au sein de l'Office des postes et télécommunications du Sénégal, nous avons également adopté cette notion que nous appelons "contrat-plan sur quatre ans" et que nous négocions avec l'Etat. Je voudrais signaler que la Banque mondiale, qui fait des études dans plusieurs pays en développement en matière de gestion des postes et télécommunications, insiste beaucoup sur cette idée. Nous pourrions peut-être la retenir, car elle est intéressante en ce qui concerne la précision des responsabilités de l'Etat et de la poste.
- b) La deuxième idée concerne l'extension du monopole postal. Il a été constaté que dans certains pays des entreprises de transport privées assurent des prestations que la poste peut également fournir. Mais là se pose le problème de la qualité de service.
- c) La troisième idée a trait à la gestion commerciale dynamique et moderne avec tout ce que cela implique dans le cadre des prestations répondant aux besoins des usagers. Il faut connaître ces prestations, prendre toutes les dispositions pour les assurer selon l'attente du public et aussi les faire payer au prix que l'utilisateur est en mesure de payer.

- d) Il serait opportun dans les pays en développement d'assurer dans un premier temps une exploitation commune des postes et télécommunications. Les postes et télécommunications sont des secteurs complémentaires et dans nos pays il est pour le moment inopportun de créer, surtout dans les campagnes, un réseau des télécommunications différent de celui des postes. Les moyens en ressources financières pour les investissements sont limités et il serait mieux de les regrouper dans un premier temps. Cela permettrait, en particulier, d'assurer un équilibre financier et d'améliorer la qualité de service des postes et télécommunications.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Onzième séance du Congrès

Mercredi 27 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT: Avant de poursuivre notre ordre du jour sur le débat général, je voudrais vous signaler que la délégation du Gabon m'a prié de vous communiquer que le Ministre des PTT, devant quitter le Congrès aujourd'hui, voudrait vous adresser quelques paroles.

Communication

Le GABON: Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, au nom de la délégation de mon pays que j'ai l'insigne honneur de conduire et au mien propre, m'associer aux autres Chefs de délégation qui ont pris la parole depuis l'ouverture de nos travaux pour, d'une part, vous adresser nos vives et chaleureuses félicitations à la suite de votre élection à la présidence de ce Congrès et, d'autre part, vous exprimer notre profonde gratitude pour toute la sollicitude dont nous entourent depuis notre arrivée dans cette belle ville de Hamburg les autorités et le peuple allemands.

Je voudrais ensuite transmettre au Congrès les vœux de plein succès que forment pour lui S.E. El Hadj Omar Bongo, Président de la République gabonaise, et son Gouvernement, pour qui la poste reste et restera toujours une entreprise privilégiée dans le rapprochement entre les peuples. Ils assurent le Congrès de la disponibilité permanente du Gabon et de sa ferme volonté d'apporter sa modeste contribution dans la recherche des solutions aux problèmes qui se posent à notre Union.

C'est dans cet esprit que mon pays a oeuvré pendant cinq ans au sein du Conseil exécutif, où il a d'ailleurs beaucoup appris au contact d'autres Administrations.

Je remercie à cet effet tous les Etats qui nous ont jusqu'ici apporté leur concours inestimable et je voudrais à nouveau compter sur eux pour leur précieux soutien dans notre dessein de nous mettre toujours au service de l'Union et, partant, de la communauté postale internationale.

C'est sur cette note d'espoir que je termine mon propos, tout en réitérant nos vœux de plein succès à la Conférence.

Le PRÉSIDENT: Le débat de ce matin portera essentiellement sur la gestion moderne de la poste. Ce thème nous sera présenté respectivement par Cuba et la Suède.

CUBA: Permettez-moi de m'associer aux félicitations qui ont été adressées à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ce très important débat général.

Je voudrais exprimer notre profonde reconnaissance d'avoir été invité à participer en tant que présentateur animateur à un sujet très important.

La transmission des messages ou des communications, parmi lesquelles se trouve le courrier, constitue une branche économique importante. Les communications en général et la poste en particulier peuvent être considérées comme une activité productive et susceptible d'être exploitée sous forme d'entreprise.

D'autre part, la poste présente, dans son cycle de production, une caractéristique particulière, en ce sens qu'elle est une entreprise ouverte qui exerce son activité à l'échelle internationale.

Débat général
(suite)

3e thème:
Gestion moderne
de la poste

Congrès —
Doc 54/Annexe 6

Le but primordial du service postal est de répondre aux besoins croissants et changeants de toute la population et de toutes les institutions. Son activité commerciale ne peut donc dépendre des seuls critères de rentabilité et de bénéfice par rapport au capital investi. Il est évident que le développement continu de l'économie et ses répercussions sociales et culturelles constituent des éléments significatifs pour l'évolution du service postal.

D'autre part, nous nous trouvons en face du problème de la gestion et de la planification. Les solutions concrètes en la matière dépendent de la situation particulière dans chaque pays, de sa politique gouvernementale et des besoins de ses usagers. Le niveau des connaissances et les lois économiques à respecter jouent aussi un rôle.

On ne saurait ignorer le fait que la poste est essentiellement une entreprise de main-d'oeuvre, qu'elle a toutes les caractéristiques d'un service public et qu'elle occupe une place déterminée dans le plan du développement. Le passage de la poste à une activité d'entreprise doit donc répondre non seulement à la question "comment?", mais également à la question "quand?". En outre, il faut toujours se demander si la gestion sous forme d'entreprise est un moyen pour atteindre un objectif ou si elle est une fin en soi.

La croissance constante des frais d'exploitation et l'impossibilité d'augmenter proportionnellement les tarifs postaux imposent encore d'autres limitations. L'extension du réseau postal à travers tout le territoire national implique des investissements qui ne se traduisent pas à court terme dans des bénéfices.

La commercialisation des produits constitue aussi pour les entreprises des postes une nécessité, mais celles-ci ne doivent jamais perdre de vue leur caractère de service public. Le critère purement économique ne peut, en conséquence, être prédominant. Par exemple, les services postaux doivent aussi être rendus accessibles à la population dans les zones rurales et montagneuses indépendamment des considérations liées au seul concept du marché commercial.

Pour financer l'amélioration et l'extension du réseau postal, il est nécessaire d'introduire de nouveaux services permettant d'attirer un plus grand nombre d'usagers. Naturellement, les pays en développement et les pays développés ne sauraient avoir la même politique de commercialisation.

Dans les entreprises postales, la main-d'oeuvre est un facteur très important qui représente entre 60 et 80 % du coût total. Certes, la mécanisation et l'automatisation sont un moyen de réduction de l'effectif, mais la plupart des Pays-membres de l'Union ne peuvent y avoir recours pour diverses raisons.

La limitation des prestations et la réduction du réseau postal au détriment de la qualité ne sont pas non plus à conseiller. Reste essentiellement la voie de la rationalisation, conçue comme l'emploi de méthodes et de vues permettant de conduire à une meilleure efficacité dans l'utilisation du personnel.

Le Mémorandum sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel mentionne à juste titre le fait que la poste ne trouve pas toujours l'attention nécessaire dans les plans de développement des Pays-membres. On n'y pense souvent que lorsque les services postaux sont déficients. Pour remédier à cette situation, il faut lancer des campagnes d'information publique pour mieux faire connaître les objectifs et le fonctionnement des services postaux.

Aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, la poste doit faire usage des nouvelles technologies. Leur application, notamment la mécanisation et l'automatisation de certaines opérations postales, n'exige pas seulement des ressources économiques, mais également une infrastructure matérielle et humaine capable de les assimiler, ainsi qu'une organisation adéquate et un volume de trafic qui justifie ces mesures.

Nous espérons que notre exposé introductif amènera les participants à exprimer leurs propres idées sur ce sujet et que les résultats du débat contribueront à une collaboration accrue en vue d'améliorer les relations postales internationales.

Le PRÉSIDENT remercie le délégué de Cuba et invite la Suède à présenter son exposé en la matière.

La SUÈDE: Pour commencer, Monsieur le Président, au nom de la poste suédoise, je voudrais vous dire combien nous apprécions le fait que ce débat général ait pu s'instaurer. En effet, consacrer deux journées au débat pour traiter les questions importantes qui se posent aux Administrations postales est une bonne chose et cela devrait désormais devenir une tradition; il est aussi évident, compte tenu des discussions introductives, que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

Il va de soi que les Administrations postales diffèrent les unes des autres à bien des égards, mais leurs similitudes sont plus manifestes que leurs dissemblances. Quel que soit le milieu où elles doivent opérer, elles doivent toutes être gérées aussi efficacement et économiquement que possible et assurer des services de bonne qualité.

Un obstacle à une gestion moderne pourrait être une certaine désuétude de l'organisation postale — due à l'attachement du postier aux traditions — et qui ne laisse pas toujours assez de place à de nouvelles initiatives et à une gestion moderne. Pour cela, on peut citer l'exemple de l'Administration postale suédoise qui est l'une des plus vieilles Administrations dans le monde. En 1986, la poste suédoise aura 350 ans.

Les organisations anciennes ont tendance à se figer dans leurs habitudes au plan de l'organisation, de la répartition des responsabilités ou des compétences financières. Il faut modifier cette tendance et accepter le changement pour pouvoir gérer la poste d'une manière moderne à une époque où l'on avance rapidement vers une société caractérisée par un besoin intense de communications. Malheureusement, l'Etat, propriétaire de la poste, n'est pas souvent conscient de ce besoin de renouveau dont se rendent bien compte les gérants de la poste. Par ailleurs, il faut noter que le changement ne se fait pas d'un jour à l'autre.

Les entreprises industrielles et commerciales attendent de la poste des services qui soient à la mesure et aux dimensions de leurs besoins. Nous devons dès lors répondre à ces exigences si nous voulons simplement conserver nos clients. Pour connaître les besoins et commercialiser nos services, il faut tenir compte du fait que le marché se subdivise en différents secteurs, chacun de rentabilité diverse et ayant des caractéristiques propres qui déterminent les mesures à prendre. En premier lieu, il faut satisfaire les gros clients, sans toutefois négliger les petites entreprises et les particuliers.

Pour atteindre les buts visés, il convient de transférer de nombreux centres de décision au niveau local afin que le client et le postier puissent, sur le terrain, prendre les décisions pratiques nécessaires. Au niveau central, on ne doit se consacrer qu'à la coordination des activités.

Par ailleurs, il est d'importance majeure de former de manière adéquate le personnel — sans oublier celui qui a les contacts directs avec les clients — afin de mieux le motiver à fournir un travail optimal.

D'autres points importants à mentionner sont par exemple la rationalisation, la normalisation et l'application de nouvelles technologies.

En Suède, on est allé très loin dans cette optique, à tel point que nous avons dans quelques cas intégré nos services à ceux des clients, ce qui veut dire que du personnel postal travaille même dans les locaux du client. Les effets de la mécanisation que nous avons introduite dans nos services en matière d'amélioration de la productivité n'ont pas été très impressionnants. Il serait dès lors intéressant de connaître les expériences d'autres Administrations, par exemple celles des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne.

Parlant du personnel, il est naturel de faire mention des syndicats. Nous pensons que la Suède est assez fortunée dans ce domaine, car nous avons des relations patronat-syndicats très développées où la confiance mutuelle règne.

Les syndicats sont des partenaires valables et partagent généralement notre opinion des objectifs à atteindre, sans cependant toujours être d'accord sur les moyens à utiliser. Ils ne craignent pas d'aider à appliquer des solutions impopulaires mais nécessaires.

Enfin, il faut faire état de la nécessité d'assurer un service efficace d'information à la clientèle et au personnel. Les activités du Gouvernement, des organisations et entreprises de service public, sont caractérisées par une prudence excessive dans les prises de décision, alors que l'industrie et le monde du commerce agissent plus rapidement et sont prêts à prendre des risques, par exemple quand il s'agit de faire des investissements importants pour l'introduction de nouvelles techniques.

Le monde de la poste devrait donc s'inspirer de l'exemple des entreprises privées et essayer d'accélérer les choses lorsqu'il est question de changer des méthodes de gestion devenues vétustes.

Le **PRÉSIDENT** remercie la Suède pour son exposé et relève combien le thème de ce matin fait ressortir la nécessité d'une gestion moderne de la poste.

La ROUMANIE: Il convient de souligner le rôle important incombant à l'UPU dans le développement des communications entre les peuples. Notre Union a su s'adapter entièrement aux nouveaux besoins de la technique et du développement. Nous considérons que les thèmes proposés et les pays chargés de leur présentation ont été judicieusement choisis.

La poste actuelle doit faire face aux exigences de sa clientèle. Elle doit s'efforcer de satisfaire le public en lui offrant une bonne qualité de prestations tout en essayant de couvrir les frais d'exploitation par ses propres recettes. En Roumanie, le monopole postal est respecté et la poste n'a donc pas à faire face à la concurrence. Cependant, il est régulièrement procédé à des sondages et à des prospections. De nouveaux bureaux de poste sont créés et des installations techniques modernes tendent à développer et à augmenter la fiabilité de nos services.

Au sujet de l'avenir de la poste, et en tenant compte des thèmes actuellement discutés, nous considérons comme essentiels les points suivants:

- L'activité principale des services postaux continuera de porter sur le courrier traditionnel.
- L'avenir de la poste dépendra de la qualité, des coûts de ses services ainsi que de la productivité du travail.
- La poste restera, pour la population et les institutions, le moyen principal d'échanger des informations.
- Pour répondre aux besoins du public, la poste doit offrir de nouveaux services.
- La poste doit tenir compte des grands progrès réalisés dans le secteur des télécommunications.
- Les Administrations postales doivent introduire des techniques modernes, telles que le courrier accéléré, le téléfax, le télétexte, la télécopie, la téléimpression, etc., afin de pouvoir faire face à la concurrence.
- Les services postaux, mis en demeure de couvrir leurs frais d'exploitation, ne doivent pas perdre de vue que le client est attiré par la qualité des services, mais aussi par leurs coûts. Pour cela, nous souhaitons que le Congrès analyse à fond la tarification qui sera imposée dans les cinq ans à venir.
- Chaque Administration postale doit être réceptive à toute initiative visant à élever la qualité de ses services et doit se préoccuper d'introduire dans une large mesure la mécanisation, l'automatisation, tout en se souciant également de la rentabilité.

Un rôle primordial de la poste moderne réside dans l'information permanente du public. Il serait intéressant d'inclure un tel thème dans le plan des études du prochain CCEP.

Toute activité postale doit reposer sur trois parties: l'expéditeur, l'Administration postale et le destinataire. En Roumanie, la poste et les télécommunications collaborent étroitement et elles forment une seule direction. Nous savons que les autres Administrations postales ne bénéficient pas toutes de conditions identiques, mais, en tenant compte des buts élevés de notre Union, nous considérons que chacune d'elles consentira aux efforts nécessaires à la réalisation du but suprême et traditionnel de la poste: la communication entre les peuples.

Pour terminer, je considère ce débat comme extrêmement important. La poste roumaine continuera à déployer un effort permanent pour améliorer la qualité de ses services et contribuer ainsi au développement de la collaboration entre tous les Pays-membres de l'Union.

La COLOMBIE: Je me rallie à ce qui a été dit par les orateurs précédents. Mon Administration désire abandonner les structures législatives dépassées qui la régissent. Elle a recherché et évalué les raisons de l'abandon de la poste par les clients. Les principales conclusions de ces études sont les suivantes:

- La confiance des clients vis-à-vis de la poste n'est plus totale.
- Les usagers acceptent de moins en moins le principe du monopole postal.
- Se reposant sur ce monopole, les services postaux ne font pas l'effort nécessaire pour assumer leur responsabilité vis-à-vis du public.

Pour remédier à cette situation, il faudrait en premier lieu augmenter la vitesse, accroître la sécurité et garantir la régularité des services postaux. En outre, il convient de faire preuve d'une certaine souplesse lors de la réception des envois postaux qui ne correspondent pas tout à fait aux normes établies.

Pour ce qui est des services nouveaux, je préciserai que l'Administration de Colombie a introduit récemment avec grand succès le service des livres. Les bureaux de poste dans les zones rurales ont été convertis en mini-bibliothèques et s'occupent de la vente de livres. Nous avons aussi fait une bonne expérience avec le service des enquêtes par correspondance, par lequel le public est consulté, par exemple, sur ses désirs en ce qui concerne les programmes de télévision.

Enfin, mon Administration s'est fixé certaines tâches prioritaires pour s'acquitter de sa responsabilité envers la clientèle. Elle a pris des risques calculés en essayant de reconquérir la confiance du public, confiance qui va diminuant dans beaucoup de pays.

La TUNISIE: Je présenterai quelques aspects de l'action entreprise par mon Administration touchant à la défense du monopole postal, à l'équilibre financier et aux techniques de gestion moderne.

Les problèmes touchant au devenir de la poste sont au centre de nos préoccupations depuis quelque temps déjà et une commission d'étude a été chargée d'analyser la situation et de présenter des suggestions. Les problèmes de l'avenir de la poste, s'ils préoccupent à juste titre les pays développés, revêtent pour les pays en développement des dimensions autrement plus importantes. Les notions de monopole et de service public, dans leur acception traditionnelle, n'arrangent guère la situation et incitent plutôt à l'inaction. En Tunisie, nous avons pris conscience de l'importance et de la gravité de l'enjeu, surtout depuis que nous avons vu fleurir des postes parallèles qui sont venues, sous nos yeux, écrémer le trafic rentable. Pour remédier à la situation, des choix difficiles s'imposaient:

- soit renforcer le respect du monopole postal;
- soit combattre ces postes parallèles sur le terrain, en offrant à la clientèle un service de qualité égale, sinon meilleure, à un tarif plus faible.

Malgré les difficultés, c'est cette dernière solution que nous avons adoptée.

Ainsi, entre autres, le service "Rapid Poste" a été créé et nous sommes aujourd'hui satisfaits des résultats obtenus. Nous avons récupéré le trafic qui nous revient, les clients les plus réticents font de nouveau confiance à la poste et la plupart des postes parallèles ont cessé leurs activités. Cependant, il convient de rester vigilants et d'améliorer sans cesse la qualité des prestations.

Concernant l'équilibre financier de la poste, nous sommes convaincus qu'il constitue une condition essentielle pour une gestion économique saine. Une juste rémunération des fonds importants constitués par les dépôts des chèques postaux et de la Caisse d'épargne qui sont mis à disposition du Trésor de l'Etat, ainsi que le déficit chronique du transport et de la distribution des journaux sont des problèmes qu'il convient de résoudre d'entente avec le Gouvernement. Ayant misé très tôt sur l'informatique, mon Administration dispose aujourd'hui du réseau de téléinformatique le plus développé du pays. Ceci facilite les mutations futures, dans l'intérêt de notre clientèle.

Voilà, présentés brièvement, quelques aspects de l'expérience entreprise par un pays en développement pour défendre l'avenir de la poste et l'adapter aux réalités de son environnement.

ISRAËL: J'ai voulu intervenir au sujet du premier thème mais certains aspects sont communs aux trois thèmes traités dans ce débat général. Les services postaux sont un facteur dominant dans l'économie d'un pays. La technologie évolue et les services postaux doivent s'y adapter. Le marché sur lequel nous présentons nos services est un marché très compétitif et la concurrence s'est réservée la crème de notre clientèle laissant à la poste les secteurs les moins rentables. Les mesures prises par mon Administration sont les suivantes:

- 1° développer les services traditionnels et améliorer le tri et la distribution afin de réduire les frais;
- 2° créer des services selon les besoins des usagers tant sur le plan interne que sur le plan international afin d'augmenter les bénéfices;
- 3° stimuler le rendement des employés et augmenter les moyens de formation.

Pour augmenter la rentabilité, il faut présenter au public une variété de services et appliquer des méthodes qui permettent une souplesse et une marge plus large pour agir. Pour pouvoir répondre aux besoins de la clientèle, une gestion moderne et un statut indépendant de la poste sont indispensables.

La CHINE (RÉP. POP.): La modernisation de la gestion postale pose un problème dont la solution doit être trouvée sans délai. En Chine, nous constatons une certaine lenteur dans la transmission du courrier due essentiellement à l'état relativement arriéré de la gestion, à un manque de collaboration et de coordination entre les divers services et à un manque de rationalisation et de méthodes scientifiques de gestion. Des imperfections dans les systèmes de surveillance et de contrôle empêchent de découvrir à temps certaines infractions aux règlements et la responsabilité personnelle des agents lorsqu'il y a du retard dans le traitement du courrier. Il en résulte un faible rendement et des délais prolongés. Pour parer à ces inconvénients, une organisation et une gestion plus strictes sont nécessaires.

La gestion des bureaux de poste et des agences ainsi que la gestion du personnel ne sont pas normalisées, d'où des goulots d'étranglement qui entravent le mécanisme de la poste. Il y a aussi un manque de normalisation dans le domaine de l'équipement technique postal, ce qui affecte le rendement et la qualité du service.

Notre Administration postale a pris une série de mesures visant à une meilleure gestion. Le renforcement de la surveillance et du contrôle assure une amélioration de la qualité du travail. Une législation postale est en préparation en vue d'uniformiser les règlements et les normes opérationnelles.

Nous sommes en train d'établir des normes pour le traitement du courrier, pour l'utilisation du personnel et pour l'équipement technique de nos bureaux. Tout n'est pas encore fait. Certaines mesures ne sont qu'au stade de projet. C'est pourquoi nous souhaitons nous inspirer des expériences des autres Administrations. Nous demandons donc à toutes les Administrations avancées de nous faire bénéficier de leur riche expérience dans les méthodes de gestion modernes et de nous aider ainsi à moderniser nos services.

La RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: Le présent débat général est important pour l'avenir de la poste dans le monde. Il est capital pour la plupart des Administrations des pays du tiers monde qui doivent gérer au plus près les maigres ressources dont ils disposent.

Il y a quelques années encore, la structure administrative des postes centrafricaines était dominée par les impératifs des télécommunications qui étaient gérées par un office autonome commun aux postes et télécommunications. Devant la nécessité de reconstruire le réseau des télécommunications, l'office des postes a été détaché complètement des télécommunications en 1981. Depuis lors, deux entreprises d'Etat autonomes

des postes et des télécommunications existent, soumises à un seul conseil d'administration et au même ministère de tutelle. La poste gère son personnel et son propre budget d'une façon autonome. L'affectation générale des dépenses et des investissements est décidée par le conseil d'administration commun et approuvée par le Ministre des postes et télécommunications. Au moment de la préparation et de l'adoption du budget de la poste, le Ministère de l'économie et des finances, ainsi que le Haut Commissaire chargé du Plan, décident des subventions affectées au fonctionnement et aux investissements de la poste.

C'est ainsi que la gestion de la poste cadre dans les grands objectifs du Gouvernement. Les leçons que nous avons pu tirer de deux ans et demi de gestion autonome de la poste sont les suivantes:

- une plus grande rigueur dans la gestion des moyens;
- une meilleure appréciation des impératifs budgétaires et de trésorerie;
- une meilleure appréciation du coût du monopole par l'intermédiaire des subventions que le Gouvernement alloue à la poste. Il n'y a plus de compensation entre les résultats de la poste et ceux des télécommunications.

Cette expérience est enrichissante. Le coût supplémentaire entraîné par la séparation des deux offices est négligeable.

Cette expérience préparera mieux la poste aux défis dont nous avons parlé hier matin.

A cet effet, un plan de développement efficace des acheminements postaux a été mis sur pied, en collaboration avec l'UPU et l'assistance technique du PNUD, dans le cadre du projet CAF/80/003. Ainsi, des équipements postaux et des véhicules ont été mis à la disposition des services postaux, des cabines postales ont été installées dans certains quartiers de la ville et les points de contact à l'intérieur du pays ont pu être multipliés. Ce projet, qui est apprécié par la population, doit être poursuivi avec des moyens financiers nationaux. Toujours dans le cadre de ce même projet, certains fonctionnaires ont eu à suivre des stages et des cours de perfectionnement dans les pays de la région.

Afin de lancer un défi au développement accru du transport parallèle du courrier et de la messagerie par les transporteurs privés, la poste a également fait connaître les efforts qu'elle a dû déployer. Pour cela, elle a eu recours à une agence publicitaire agréée afin de la conseiller dans le domaine de la publicité qui se fait maintenant par la voie écrite, orale, radiodiffusée et télévisée, ainsi que par la presse. Face à la concurrence et à l'exigence de la clientèle, déterminées par l'évolution des techniques et les conditions socio-culturelles, les responsables de la poste sont appelés à s'interroger continuellement sur les genres d'activités à promouvoir dans un marché soumis à une grande concurrence.

Le CHILI: Les besoins en communications augmentent, les télécommunications progressent et la concurrence croît et se renforce. Les Administrations postales cherchent de nouvelles voies face à ce défi. Une de ces voies est l'esprit d'entreprise qui peut apporter une solution aux problèmes auxquels nous nous heurtons aujourd'hui. L'expérience du Chili le montre. Au Chili, la forme d'entreprise a permis d'améliorer les conditions de travail du personnel et certains aspects de l'exploitation.

La délégation de Cuba a exprimé le souci que le but social de la poste risque d'être affecté dans le régime d'entreprise qui considère la clientèle comme un grand usager. N'y a-t-il pas là un danger auquel les défenseurs du nouveau statut doivent prendre garde? Comme entreprise, nous dépendons de nos propres revenus et nous sommes soumis aux impôts sur le patrimoine et sur les revenus. Après la rationalisation de nos méthodes et de nos procédures, nous sommes arrivés à des bénéfices supérieurs à ceux des années précédentes. Mais la concurrence des entreprises privées se fait sentir davantage. Grâce à la nouvelle structure, nous pouvons lutter avec les mêmes moyens qu'eux. C'est un élément dont ceux qui rédigent les statuts doivent également tenir compte.

L'ITALIE: Une entreprise postale peut avoir la structure d'une entreprise d'Etat, d'un établissement public à caractère industriel et commercial, d'une institution de droit public ou d'une régie relevant du pouvoir exécutif.

Quelle que soit leur structure, les Administrations postales doivent fournir des prestations répondant aux besoins généraux. A côté des prestations traditionnelles, dont la qualité doit être améliorée, il y a la préoccupation de se moderniser en introduisant des services nouveaux.

Les Administrations postales, comme toutes les entreprises, doivent s'efforcer de fournir à leur clientèle un produit de qualité: un service fiable, sûr et rapide, qui devrait être l'image d'une entreprise moderne et dynamique.

En outre, elles doivent mieux faire connaître leurs produits, qu'il s'agisse des services traditionnels ou nouveaux.

Cette politique d'information doit répondre aux normes de la publicité en général; elle doit être véridique, rapide, claire et engendrer la confiance. L'information publique ne s'adresse pas seulement aux usagers mais aussi:

- aux autorités gouvernementales, car les contraintes dans d'autres domaines de la vie publique les amènent parfois à négliger les intérêts de la poste;
- aux partis politiques en vue d'éviter que leurs représentants soumettent au Parlement national ou régional des projets de loi préjudiciables à la gestion de l'entreprise postale;
- aux organisations syndicales qui doivent contribuer à concilier les intérêts du personnel avec les nécessités de service résultant des rapports entre l'entreprise postale et les usagers;
- à la presse afin qu'elle puisse bien refléter la complexité des prestations offertes par la poste;
- aux milieux industriels et commerciaux avec lesquels la poste, en tant qu'entreprise, entretient des relations.

A cette fin, les Administrations postales devraient se servir de divers moyens d'information publique et développer une stratégie en la matière. Il paraît notamment nécessaire d'informer le public au sujet des tâches, de l'organisation et des objectifs de l'entreprise postale et d'augmenter constamment la qualité des services afin d'améliorer l'image de l'entreprise, tout en veillant à la formation et à la motivation du personnel.

Il faut établir de bonnes relations avec le public, renforcer les liens avec les usagers de la poste et explorer périodiquement l'opinion publique par des sondages, etc., afin de connaître les besoins de la clientèle et d'être en mesure d'améliorer les prestations fournies.

L'UNION POSTALE ARABE: La poste, comme tout autre service, a besoin d'une gestion moderne afin de pouvoir fournir des services adéquats. Cela nécessite une réglementation bien définie, une infrastructure suffisante, un équipement adéquat, des effectifs pleinement qualifiés et des méthodes de travail clairement établies.

Les Administrations postales devraient informer le public et les autorités compétentes sur la nécessité et l'importance du rôle de la poste, afin d'obtenir l'appui et la promotion nécessaires.

Parfois, la non-connaissance des services fournis par la poste amène le public vers d'autres moyens de communication, ce qui confirme la carence d'une commercialisation convenable. Il convient donc de recourir à la publicité afin de bien informer le public sur la nature des services rendus et de pouvoir répondre aux besoins futurs en matière de services postaux.

Pour ce qui est de la rationalisation et de la normalisation, cette époque a vu se développer des moyens technologiques très importants qui ont posé de grands problèmes économiques, notamment aux pays en développement.

D'ailleurs, il est nécessaire d'entreprendre des études approfondies et d'envisager des mesures adéquates avant de procéder à toute inversion à caractère technologique.

Pour arriver à un certain degré de rationalisation, il faut avoir beaucoup de patience, accomplir beaucoup d'efforts et favoriser la coopération au niveau international. C'est pourquoi les pays en développement doivent se préparer et profiter de l'assistance technique ainsi que de l'expérience des pays avancés dans ce domaine. L'approche scientifique dans le travail ne devrait pas s'appliquer uniquement à la rationalisation, mais également à la normalisation, car celle-ci est très importante pour l'utilisation de l'équipement et des moyens modernes mis à la disposition des services postaux.

Développer un service par l'utilisation de technologies modernes ne signifie pas qu'il faudrait introduire dans tous les cas des machines électroniques de redressage, de timbrage ou de tri automatique, car la qualité des machines ainsi que le volume du courrier varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays qui ne connaissent pas un grand trafic du courrier, il n'est pas nécessaire de recourir à des moyens très sophistiqués mais des moyens plus simples peuvent être suffisants (machines de timbrage, timbres d'oblitération en acier, etc.). Par ailleurs, certains pays avancés ont besoin de l'automatisation et de la mécanisation pour accélérer la distribution et le traitement du courrier.

Un autre problème auquel font face certains pays est l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée.

Le personnel doit être formé afin qu'il ne voie pas dans l'automatisation un ennemi mais un moyen pour faciliter le travail. Au sujet de la commercialisation, nous pensons qu'il convient de renseigner le public sur l'importance des services postaux, car le manque d'information prive la poste de ses droits et l'empêche de recevoir l'estime et le respect qu'elle mérite.

Par ailleurs, il est nécessaire d'informer les autorités compétentes sur le rôle des services postaux et sur son importance à tous les niveaux: économiques, culturels et sociaux.

Pour ce qui est de l'utilisation rationnelle des effectifs, on doit surtout disposer d'un nombre suffisant de personnes qualifiées pour fournir des services adéquats.

Les pays en développement devraient aussi suivre les recommandations et les avis d'experts et tirer profit de l'expérience acquise dans les pays développés.

La CORÉE (RÉP.): Bien que je sois tenté de parler de toute une série d'aspects de la gestion postale dans le contexte de ce que fait mon Administration, je vais résumer néanmoins mon intervention et la limiter au problème de la gestion du personnel. Ainsi que l'a souligné le représentant de Cuba, la poste est une institution caractérisée par un fort recours à la main-d'oeuvre. Les responsables doivent donc accorder une attention toute particulière à la gestion du personnel.

A cet égard, je voudrais souligner un facteur trop souvent négligé, à savoir que l'un des obstacles à la gestion moderne des activités postales est le taux assez élevé de gaspillage au plan de la main-d'oeuvre. On parle beaucoup de la formation du personnel et des dépenses consacrées à cet effet, mais l'on porte très peu d'attention au fait qu'en matière d'engagement de personnel qualifié un retard s'est accumulé et qu'il sera difficile de combler cette lacune. A ce propos, il est malheureux de constater que les cadres qui ont suivi des cours de formation aux frais de l'Administration abandonnent souvent leur emploi à la poste. Par conséquent, les Administrations doivent apporter une attention toute particulière à ce problème.

Un autre aspect important de la question a été évoqué par la Suède qui disait qu'il y a lieu de motiver le personnel. A cet égard, je voudrais vous signaler que dans mon Administration nous procédons à des analyses des performances gestionnaires de chacun des 350 directeurs postaux et que nous en publions les résultats régulièrement. Chaque directeur est prié d'organiser des groupes de contrôle de qualité en tant que moyen permettant de rendre le personnel plus conscient des objectifs à atteindre, processus qui a porté ses fruits et a donné de très bons résultats.

Le BANGLADESH: Je n'aborderai qu'un seul aspect du problème, à savoir celui du développement "comparatif", vu les perspectives de développement des services postaux dans les pays industrialisés, d'une part, et dans les pays en développement, d'autre part. Nous avons tous largement profité des discussions qui ont eu lieu au cours de ce débat général portant sur les services postaux dans leur ensemble. Les statistiques fournies par la Tanzanie (Rép. unie) ont permis de comparer l'utilisation et le développement des services postaux dans ces deux groupes de pays entre lesquels n'existe que l'indicateur d'un fossé. Au vu des tendances actuelles de développement, le niveau des services postaux dans les pays en développement accuse un écart toujours plus grand par rapport aux services des pays développés et dans un proche avenir nous devons constater qu'il n'existe plus d'analogie. Pourtant, les services postaux des pays en développement ont également besoin d'être mécanisés et d'adopter les techniques électroniques modernes afin de pouvoir faire face à la concurrence privée.

Au Bangladesh, le service postal est un service public extrêmement important qui a été conçu pour répondre aux besoins du Gouvernement et des individus.

Le 85% de notre population vit dans les zones rurales et la croissance des services postaux est pratiquement nulle. Dans ces circonstances, nous devons constater que seules les zones urbaines intéressent les transporteurs privés qui y développent des services rapides. Pour combler cette lacune et pour faire face à cette concurrence privée, nous avons développé un service d'acheminement rapide entre Dhaka et cinq villes importantes du pays. Jusqu'ici, les réactions ont été extrêmement positives et nous avons pris des mesures pour répondre aux changements de la demande de notre clientèle.

Pour conclure, je voudrais dire que le développement des services postaux dans les pays en développement dépend grandement du transfert de capitaux et de la technique fournie par les pays développés.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous aimerions concentrer nos remarques sur la question du personnel et les relations dans le travail. Si l'on considère l'évolution de la situation de concurrence, les pressions gouvernementales pour atteindre les objectifs financiers et la nécessité d'augmenter l'efficacité des services postaux, la mécanisation ne suffit pas à elle seule. Les liens entre les télécommunications et la poste n'étant plus aussi étroits qu'auparavant par suite de l'avance de la technologie, il faudra, dans le domaine de la poste, procéder à d'énormes changements pour concurrencer les services privés, si nous voulons survivre.

Beaucoup de nos gestionnaires proviennent de la fonction publique. Ils sont des généralistes plutôt que des spécialistes et ont une attitude de fonctionnaire avec un sens commercial parfois insuffisant. Pour utiliser au mieux les nouvelles techniques, il faut pouvoir compter sur l'augmentation de la productivité, mieux organiser les transports et avoir un personnel qui sache manier intelligemment leurs rapports avec les syndicats. Il est donc nécessaire de recruter du personnel de meilleure qualité et de préciser leurs propres responsabilités afin qu'ils puissent contribuer à l'efficacité et au bien-être de l'entreprise. Il faut également améliorer les techniques de la gestion pour que nos futurs collaborateurs puissent mieux faire face à une situation qui

devient toujours plus complexe. D'autre part, il convient de recruter une bonne main-d'oeuvre de base qui puisse assurer pleinement les services d'exploitation. A ce propos, il y a lieu de constater que ce personnel défend souvent le statu quo et se méfie des nouvelles techniques.

Les fonctionnaires s'intéressent malheureusement plus à leur sécurité qu'aux objectifs commerciaux de l'entreprise postale. La productivité est insuffisante et les pratiques suivies en matière de recrutement de personnel ne sont pas aussi efficaces que celles de nos concurrents, raison pour laquelle il est indispensable d'avoir un meilleur système du contrôle budgétaire et des coûts unitaires. A ce propos, il est intéressant de relever que le plan de productivité introduit à Londres depuis trois ans a conduit à une augmentation de la productivité de 25 % tout en améliorant la qualité des prestations. En conclusion, nous devons arriver à une gestion plus professionnelle et à une meilleure utilisation des nouvelles techniques si nous voulons faire des progrès. Il faut surtout convaincre notre personnel des dures réalités du marché.

Le NIGÉRIA: Cette discussion arrive au bon moment, car la délégation du Nigéria s'intéresse beaucoup à l'avenir de la poste. Dans notre pays, il est très difficile de faire face aux besoins croissants de la poste et je suis heureux de pouvoir dire ici que notre délégation a grandement bénéficié des discussions qui ont eu lieu depuis hier.

Au Nigéria, la poste est gérée sous l'égide du Ministère des communications; il s'agit d'une entreprise commune des postes et des télécommunications. La gestion commune de ces deux services n'est pas conforme aux désirs de la clientèle. Nos départements sont dirigés par des directeurs qui dépendent du Ministère des communications. Les compétences du Directeur des services postaux sont par conséquent limitées.

Dans la situation actuelle, nous devons encore utiliser les méthodes traditionnelles de gestion pour faire face à la demande de l'économie. Le Département des postes et télécommunications est géré comme un service public. Malheureusement la bureaucratie est un peu lourde et nos services n'arrivent pas à s'adapter rapidement aux changements et à la technique moderne.

Cette situation nous a amené à nous demander quel devrait être le statut de la poste et nous sommes heureux d'avoir pu entendre les points de vue exprimés à ce sujet par les autres délégations. Quant à la gestion des services postaux, elle se fait avec beaucoup de main-d'oeuvre et nous souffrons à l'heure actuelle d'un manque de fonctionnaires expérimentés en raison de nombreuses mises à la retraite. Cet état de fait nous préoccupe beaucoup et nous saisissons l'occasion qui nous est offerte pour demander aux Pays-membres et à l'UPU elle-même de nous aider à obtenir un personnel nouveau, capable de répondre à la demande de nos clients. D'autre part, le système régissant à l'heure actuelle le statut et les conditions de service des fonctionnaires est peu propre à motiver le personnel.

CUBA: Je n'aurai pas la prétention de faire le résumé d'une discussion aussi complète, car l'avenir de la poste est un sujet complexe et j'ai entendu des interventions fondamentales et extrêmement intéressantes. Je me limiterai donc à faire une synthèse rapide des réflexions et des tendances principales qui se sont manifestées ce matin, en partant du point de vue selon lequel nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut absolument faire progresser les méthodes du service postal. On a ainsi reconnu la nécessité d'employer au mieux les connaissances afin de répondre aux besoins sociaux et économiques, de faire face à la concurrence et de mieux gérer les services postaux. Nous pensons qu'il est très important de tenir compte de la situation sociale et économique de chaque pays et des objectifs préalablement établis par chacun d'entre eux. Je pense que le système de gestion doit correspondre au degré de décentralisation de l'exploitation et de la prise de décisions et des résultats économiques, sans pour autant nuire à une planification centralisée en ce qui concerne les objectifs économiques et sociaux.

Nous avons dit qu'il est absolument indispensable de porter l'attention nécessaire à tout ce qui concerne la main-d'oeuvre, c'est-à-dire nos travailleurs, nos fonctionnaires, nos préposés et leurs organisations. Ainsi, nous verrons s'améliorer les résultats de leur travail, car notre personnel s'intéressera de plus en plus au fonctionnement de l'Administration postale et des conflits seront évités.

D'autre part, quels que soient les mécanismes d'élaboration, le développement postal va avec le développement général de l'économie. Développer les réseaux postaux, introduire de nouveaux services, améliorer substantiellement la fiabilité et la qualité des services dits traditionnels avec des résultats économiques satisfaisants, améliorer la qualité des services à la clientèle, accroître la productivité, voilà quels doivent être nos objectifs.

3e thème:
Résumés

Pour faire face à la concurrence, nous devons introduire les techniques nouvelles et ne pas nous laisser dépasser. A nous de savoir quand et comment nous devons agir. En effet, le moment peut être différent pour chaque pays, tant du point de vue économique que du point de vue social. La conviction qu'un monopole qui ne répond pas à la demande n'est ni satisfaisant ni viable amène à prendre des décisions pratiques qui permettent de faire face à la concurrence sans oublier le rôle social de la poste. L'information du public revêt également une importance particulière. Je crois que l'étude y relative faite récemment par le CCEP est très utile à cet égard.

Nous nous faisons l'écho de ce qui a été dit par le représentant du Chili, car dans notre pays l'entreprise n'est pas une finalité économique abstraite, mais un mécanisme de gestion qui garantit l'accomplissement des principes de notre système social et économique. Il s'agit de répondre aux besoins croissants matériels et spirituels de toute notre société. Nos entreprises sont, par leur essence même, gérées directement par des travailleurs et ont un caractère social.

Dans le domaine économique, nous avons les mêmes méthodes ou des méthodes analogues, mais les objectifs sont totalement différents.

Enfin, je voudrais dire que la tâche qui nous attend est gigantesque et que nos responsabilités sont lourdes. Nous sommes optimistes et ne pensons pas que les télécommunications vont tuer la poste.

En effet, les signaux de fumée n'ont pas remplacé les messagers indiens. Dans l'avenir également, il est fort probable que tous les moyens de communication se compléteront dans un nouveau cadre économique international, la différence entre les pays en développement et les pays développés diminuant grâce à une politique complète d'assistance technique.

Un vieux proverbe chinois dit: "Mille kilomètres commencent par un pas", et bien, je forme des vœux pour que ce premier pas soit solide et ferme et que nous puissions faire les mille kilomètres qui nous attendent avec succès.

La SUÈDE: Loin de moi la pensée de présenter une synthèse d'un tel débat. Je voudrais simplement souligner les remarques faites par Cuba et me concentrer sur trois thèmes pour lesquels je donnerai quelques commentaires spécifiques.

Comme l'ont déjà dit la Roumanie et la Colombie, il convient d'accorder une grande importance à la souplesse dans nos organisations postales, notamment en ce qui concerne les notions de prix et de services. Comme l'a souligné la Grande-Bretagne, nous avons l'habitude, jusqu'à présent, d'être un service public. Nous étions là, derrière nos guichets, et le client n'avait pas le choix. Il devait accepter les prestations offertes ou y renoncer. Mais aujourd'hui, nous devons être plus souples et nous informer en permanence des demandes et des exigences de la clientèle qui se traduisent en un mot: qualité du service. Si l'on peut donner cette qualité, alors on peut commencer à parler de prix et de services; comme le disait l'Italie, il s'agit de dynamiser l'organisation, mais cette expérience se fait plus facilement dans le secteur privé que dans le domaine public.

Mon deuxième commentaire concerne le débat portant sur le monopole postal. Personnellement, je ne suis pas l'ami de ce monopole et je ne pense pas qu'il puisse nous mettre à l'abri de la concurrence privée. D'autre part, comme l'a fait remarquer le Chili, la poste ne saurait pas tout simplement passer du secteur public à l'entreprise privée. Les remarques faites hier à cet égard par la France et par l'Australie étaient beaucoup plus réalistes. La même expérience a été faite semble-t-il en Grande-Bretagne. La négociation d'un contrat avec le Gouvernement ou l'Etat, par lequel celui-ci fixerait les objectifs économiques ou autres des services postaux, est une excellente idée. Par la suite toutefois, le service quotidien d'exploitation doit disposer d'une indépendance qui se rapproche de celle existant dans les compagnies et firmes privées. Il y a d'ailleurs une similitude intéressante avec la manière dont le Gouvernement négocie avec les lignes aériennes. Ces dernières passent très souvent des contrats avec l'Etat pour une durée de cinq ou dix ans en vertu desquels l'Etat leur accorde certains privilèges. Ces contrats, qui sont réexaminés périodiquement, rendent le travail plus réaliste car ils tiennent aussi compte des objectifs sociaux auxquels ont fait allusion Cuba et le Chili. En effet, on ne peut pas laisser certaines régions sans services postaux, le réseau postal devant couvrir l'ensemble du territoire. Les contrats passés avec l'Etat n'ont pas pour but de régler en détail les opérations quotidiennes de l'exploitation postale mais ils visent plutôt à fixer les objectifs à atteindre.

Enfin, je souhaiterais faire un commentaire à propos de la motivation du personnel et de l'importance de cette question.

D'après mon expérience en matière de formation du personnel, celui-ci est plus facilement motivé s'il est informé de façon continue sur les objectifs de l'entreprise et sur les conditions économiques dans lesquelles la poste travaille. L'ensemble du personnel, y compris les agents d'exploitation, devraient participer au débat des problèmes économiques et contribuer à atteindre les buts fixés.

Un personnel bien motivé est d'ailleurs souvent le meilleur ambassadeur dans nos discussions avec les clients.

Le PRÉSIDENT remercie les deux présentateurs animateurs pour leur brillante synthèse.

La séance est levée à 13 h 40.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Douzième séance du Congrès

Mercredi 27 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Débat général

4^e thème:
Le rôle de
l'UPU dans
l'intégration
des réseaux
postaux
nationaux

Le PRÉSIDENT: La présentation du quatrième thème du débat général sera différente de celle des trois autres thèmes. Le Secrétaire général nous fera tout d'abord un exposé introductif qui sera suivi par les exposés des animateurs, l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique, que je remercie d'avance pour leur importante contribution à ce débat.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Les thèmes traités jusqu'à maintenant ont exposé les problèmes de la poste devant le marché moderne des communications. Ils ont décrit des situations et esquissé quelques solutions valables surtout pour surmonter les difficultés intérieures. Le thème dont je vais vous entretenir, à savoir Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux, vise à concentrer l'attention sur les échanges postaux internationaux et à porter la réflexion sur l'aide que peut apporter l'UPU dans la solution des problèmes communs à toutes les Administrations.

En d'autres termes, les délégués au Congrès de Hamburg sont invités à réfléchir ensemble au meilleur usage qu'on peut faire actuellement de l'UPU en tant qu'organisation au service de la poste.

Quel rôle doit-on lui assigner dans l'interconnexion des réseaux nationaux et dans la solution des problèmes nouveaux? Quelles réformes doit-on introduire pour lui donner plus d'aptitude à affronter les défis modernes? Ce sont là les principales questions sur lesquelles il serait intéressant de recueillir les avis des participants au débat. Mon exposé n'apportera pas des réponses à ces questions mais visera plutôt à poser une série d'interrogations destinées à susciter les commentaires et les suggestions.

Dans les exposés précédents, la question au centre des débats était: "Quelle poste pour demain?" Dans le présent exposé, on s'interrogera sur "Quelle UPU pour demain?".

Quel devrait être son rôle, d'abord dans l'intégration des acheminements postaux qui constituent la fonction fondamentale de la poste?

Ensuite, on essayera de se demander ce qu'elle peut faire pour contribuer à une solution concertée des problèmes nouveaux, notamment ceux nés de l'avance technologique, de la concurrence et des changements de société.

En dernier lieu, on s'interrogera sur les réformes à apporter à l'organisation et au fonctionnement de l'UPU pour en faire un instrument capable de mieux aider les Administrations à répondre aux défis nouveaux qui leur sont lancés.

Une des faiblesses majeures du service postal est sa lenteur à une époque où la vitesse est la qualité première demandée par le public. La clientèle postale ne comprend pas que même dans les cas nombreux où les moyens de transport sont abondants et de bonne qualité, le courrier souffre de retards considérables.

Or, chacun sait qu'au plan international, aucun pays ne peut agir seul pour résoudre ce problème. Rien ne sert d'investir des efforts et des frais considérables à un bout de la chaîne pour accélérer les opérations si à l'autre bout la situation du service postal est mauvaise.

Que faut-il donc faire au plan de l'UPU pour favoriser la solidarité qui devrait normalement découler de l'interdépendance des réseaux nationaux?

Il faut d'abord localiser les déficiences; celles-ci peuvent se situer au niveau du traitement au départ, avant l'embarquement; elles peuvent se situer au niveau du transit ou du transbordement sur d'autres moyens de transport ou encore au lieu de destination. Elles peuvent être d'ordre interne à la poste et provenir d'une mauvaise utilisation des moyens existants, d'une mauvaise organisation du travail dans les centres de tri,

par exemple, ou d'une insuffisance de formation du personnel. Ces déficiences peuvent aussi être externes à la poste et provenir notamment de l'insuffisance de l'infrastructure des communications.

Dans la solution de ces problèmes se trouvent donc impliqués tous ceux qui interviennent, à un titre ou à un autre, dans le traitement du courrier, c'est-à-dire non seulement les Administrations postales mais aussi les transporteurs, les services douaniers et d'autres services gouvernementaux.

Que peut faire l'UPU pour améliorer la situation, sachant qu'elle entretient des relations aussi bien avec les Administrations des postes qu'avec les organisations internationales de transport et de douane?

Compte tenu de l'importance primordiale du secteur des acheminements postaux, il semble nécessaire de développer le rôle de l'UPU dans ce domaine. A cet égard, il faut se rappeler que la force des entreprises privées de messagerie réside dans leur gestion centralisée de l'ensemble de leur réseau. Il n'est bien entendu pas question de donner des pouvoirs analogues à l'UPU, mais à tout le moins lui confier la tâche d'identifier les principales insuffisances et d'intervenir chaque fois que possible, soit auprès des organisations de transporteurs ou de douanes, soit auprès des Administrations selon des modalités qui pourraient être définies au cours de ce débat.

On pourrait, par exemple, confier à un organisme de l'Union, semblable à celui créé par le Congrès de Vienne pour les questions d'enseignement, la charge d'examiner en permanence l'état de fonctionnement du réseau mondial. Sur la base d'informations convergentes concernant certains points faibles de ce réseau, cet organisme pourrait intervenir là où cela s'avère nécessaire selon des modalités adaptées aux différentes situations nationales. Sur la base de ce mécanisme de monitoring, il serait probablement plus facile de motiver les instances nationales compétentes en faveur d'une plus grande participation à l'effort de coopération technique.

L'intervention de l'UPU pourrait prendre plusieurs formes, depuis la simple lettre aux responsables postaux jusqu'à l'apport sur place d'une aide en expertise ou en matériel. Il s'agit là d'un exemple de possibilité d'intervention de l'UPU. Il serait intéressant d'avoir la réaction des participants à ce sujet.

Mais la notion de réseau postal n'est pas limitée aux acheminements des dépêches; elle signifie aussi un seul réseau pour les échanges financiers, l'introduction de nouveaux services et la concertation sur tous les problèmes qui intéressent la poste.

Là aussi, l'UPU peut jouer un rôle plus efficace d'encouragement à la collaboration de toutes les Administrations.

Le rôle de l'UPU pourrait être accru dans la solution concertée des problèmes nouveaux liés aux réseaux postaux et pourrait susciter quelques questions. Comment faire face à la concurrence? Comment intégrer les nouvelles technologies de manière coordonnée? Comment donner à la clientèle postale le sentiment qu'elle a affaire à une même entreprise pour tous les échanges postaux, au même titre qu'elle a affaire à la même organisation quand elle s'adresse aux entreprises concurrentes?

Sur toutes ces questions, les récentes études menées à l'UPU telles que celles relatives à l'avenir de la poste, aux perspectives du marché postal, au monopole et au courrier électronique ont contribué à jeter de la clarté dans un domaine qui paraissait assez obscur et inquiétant pour beaucoup d'Administrations. On est même allé plus loin puisqu'un modèle d'accord a été approuvé par le CCEP pour le courrier électronique et qu'une réglementation de ce service se fait en complet accord entre le CCITT et l'UPU.

De même pour le courrier accéléré international (CAI), un guide a été mis au point et diffusé aux Pays-membres. Pour la maximalisation du courrier aérien, beaucoup d'initiatives ont également été prises.

Il convient de souligner que toutes ces questions ne figurent pas dans les Actes de l'Union. Les résultats obtenus montrent bien qu'il est dans l'intérêt des Administrations d'élargir le champ d'activité de l'UPU. En effet, beaucoup de nouveaux services n'ont de chance de prendre un réel essor et de devenir rentables que s'ils sont exécutés par le plus grand nombre de pays. On en a eu la confirmation avec le CAI et avec le courrier électronique pour lesquels la clientèle intéressée exige un vaste réseau de liaisons. Or, ces liaisons ne peuvent se faire à grande échelle en dehors d'une organisation telle que l'UPU qui regroupe toutes les Administrations postales.

Les perspectives du marché postal sont encore très importantes, non seulement dans les services nouveaux comme le CAI où la part de la poste reste faible, mais aussi dans les échanges internationaux de marchandises où cette part est d'environ 4 % pour un pays comme la Grande-Bretagne.

Bien qu'une évaluation objective du travail accompli par l'UPU montrerait qu'elle s'acquitte de ses tâches de manière satisfaisante, on doit se poser la question de savoir si elle ne peut pas faire plus et mieux et l'occasion en est donnée par ce débat. Quelles réformes devrait-on introduire dans sa structure et son fonctionnement pour qu'elle réponde mieux aux besoins nouveaux des Administrations?

En ce qui concerne les mutations que doit subir l'UPU face aux transformations du marché postal, les principales critiques faites à l'UPU concernent la rigidité de ses Actes dont les textes sont figés pour une

période de cinq ans, sa lourdeur administrative incompatible avec les changements rapides que connaît la société actuelle, son caractère monolithique qui ne tient pas compte de la diversité de situation des pays.

Les auteurs de ces critiques souhaiteraient que pour certains services on instaure des modalités spéciales permettant, tout en en faisant mention dans les Actes sous une forme assez générale, d'en traiter sous forme d'avis ou de recommandations pouvant être modifiés tous les ans à l'occasion de la réunion des organes de l'Union.

Dans la pratique, l'UPU s'est déjà acheminée vers cette procédure en ce qui concerne le courrier électronique et le CAI pour lesquels, comme on l'a vu, on a élaboré des modèles d'accord ou des guides en dehors des Actes de l'Union.

On peut citer d'autres exemples où l'Union semble s'engager dans cette voie de flexibilité. Il suffit d'examiner certaines propositions présentées au Congrès de Hambourg, notamment celle du CE qui préconise de "réviser quant au fond, tous les Arrangements concernant les services financiers en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales".

Il en est de même en ce qui concerne la maximalisation du transport aérien que la proposition 4000.7 du CE tente d'introduire dans les Actes par une réglementation générale et simple.

En plus des critiques intéressant les modalités de travail, il est également souhaité de redéfinir la fonction de l'UPU afin de concentrer l'essentiel de ses activités sur de grands projets qui débouchent sur des améliorations sensibles du service postal.

On voudrait que l'UPU joue un rôle plus actif dans l'intégration des réseaux postaux nationaux, dans la promotion des nouveaux services et dans la centralisation et la diffusion des informations. Il faut que l'UPU puisse notamment épauler les Administrations dans leur effort de convaincre les gouvernements et le public de la priorité à accorder au secteur postal.

Elle doit pouvoir entretenir des relations suivies non seulement avec les organisations telles que l'UIT, l'IATA, le CCD et l'ISO mais aussi avec des organisations de gros usagers de la poste. L'UPU doit être le lieu où l'on délibère de toutes les questions importantes intéressant le service postal. Cela n'exclut pas que certains problèmes puissent être examinés au niveau régional ou de groupe de pays de même niveau de développement en raison de la diversité des situations, mais, dans ces cas, il est utile que l'UPU soit informée des résultats les plus importants afin de jouer son rôle de centre de documentation et d'information pour tous les pays.

Moyennant ces réserves, on convient généralement que l'UPU gagnerait à être plus largement exploitée comme terrain privilégié de rencontres, d'échanges d'idées et de recherche de stratégies communes. L'UPU s'y prête très bien en raison de sa longue expérience de coopération internationale. Le CCEP en est un exemple frappant, les dialogues sur les techniques les plus avancées comme les plus traditionnelles s'y déroulent avec la participation de toutes les régions et de tous les horizons culturels.

Les études qui y sont entreprises démontrent régulièrement que le service intérieur est inséparable du service international, comme sont indissociables les problèmes des pays développés et ceux des pays en développement, tant il est vrai que le service postal est une chaîne ininterrompue qui ne connaît pas les frontières.

Si le CCEP est un instrument précieux entre les mains de l'Union, son bilan peut être largement amélioré grâce à un apport accru de la part de toutes les Administrations. On pourrait en dire de même pour la collaboration au sein du Conseil exécutif.

En conclusion, on peut dire que l'UPU offre une plate-forme, qui, utilisée de façon optimale, est capable de rendre de grands services aux Administrations postales et de contribuer à leur donner la place qui leur revient dans le marché des communications.

Parmi les tâches du Congrès figure l'adoption du programme de travail pour cinq ans de ses principaux organes. Ce débat est une excellente occasion d'orienter ces programmes dans le sens qui répond le mieux aux besoins actuels. Le rôle de l'UPU et de ses organes doivent être repensés en fonction du nouvel environnement technique et social.

En fait, la poste contrôle l'échange du courrier au plan mondial et ceci depuis plus de 110 ans environ. A ce titre, elle bénéficie d'une infrastructure incomparable et d'une expérience très riche. Sa crise vient peut-être du fait qu'elle s'est installée dans la facilité conférée par le monopole. Elle doit maintenant faire peau neuve et pour cela elle a besoin des idées de tous et en particulier sur des sujets tels que ceux relatifs à l'interconnexion des réseaux postaux. Quelles devraient être les normes de qualités dans les liaisons internationales? Pourquoi toutes les liaisons disponibles ne sont pas toujours utilisées de façon optimale? Que faut-il faire pour améliorer la position de la poste? Quel devrait être à cet égard le rôle de l'UPU et quelles transformations devrait subir l'UPU elle-même pour faire face à ces tâches?

Comme vous le voyez, cet exposé n'a pas eu la prétention de donner des solutions à tous les problèmes soulevés mais plutôt de poser des interrogations afin de provoquer des échanges de vues sur la base desquels des mesures plus précises pourraient être proposées. Dans le cas le plus favorable, cela pourrait déboucher sur une sorte de "Déclaration de Hamburg" de nature à faciliter ultérieurement des interventions de l'UPU et à lui donner plus de poids.

Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général pour sa très intéressante présentation qui constitue une liaison entre les débats d'hier et de ce matin et menant au thème final qui a trait aux fonctions que l'UPU peut assumer dans le cadre des préoccupations mises en lumière au cours de nos discussions.

L'URSS: Je remercie le Bureau international et en particulier M. Sobhi d'avoir suggéré qu'un échange de vues général ait lieu au cours du Congrès concernant les problèmes les plus actuels auxquels la poste est confrontée. Je suis également reconnaissant au Président du Congrès d'avoir pris les dispositions nécessaires pour que ce débat puisse avoir lieu.

Les services postaux de l'URSS connaissent bien entendu les mêmes succès mais aussi les mêmes problèmes et difficultés que d'autres Administrations. Nos réalisations sont déjà importantes mais encore insuffisantes par rapport aux besoins du peuple et de l'économie soviétiques.

Les problèmes sont à la fois de nature objective et subjective. Du point de vue objectif, nous ne disposons pas toujours des moyens nécessaires pour l'établissement d'un vaste réseau de liaisons postales. Par exemple, le tri du courrier n'est pas encore totalement mécanisé parce que l'industrie a des retards dans les livraisons. D'autre part, nous n'avons pas assez d'agents dans le service postal par rapport à l'évolution démographique actuelle en URSS.

Sur le plan subjectif, il y a des insuffisances par exemple dans le traitement du courrier et en ce qui concerne le nombre des distributions. Les pays à économie planifiée comme l'URSS ne connaissent pas la pression de la concurrence pour des raisons évidentes, comme cela est le cas dans les pays ayant une autre forme d'économie. Une certaine forme de concurrence existe toutefois entre la poste et les organismes de transport qui assurent maintenant l'acheminement des envois, alors qu'antérieurement tout était effectué par la poste elle-même. Pour illustrer le volume de nos activités, je voudrais signaler qu'en URSS il y a 130 langues et 5 alphabets différents. Cela n'empêche pas les citoyens de bien s'entendre pour résoudre ensemble les problèmes complexes que pose l'existence quotidienne et d'échanger des correspondances d'affaires et personnelles au moyen des services postaux. Les journaux et revues périodiques représentent le plus grand pourcentage du courrier, chaque famille recevant en moyenne cinq journaux et revues de tout genre. Selon nos statistiques, le volume du trafic en 1983 a été de 9 milliards de lettres, 226 millions de colis et 45 milliards de journaux et de périodiques. Le moyen de transport le plus utilisé est la voie aérienne qui n'exige pas de surtaxe. Le plus grand nombre des 90 000 bureaux de poste assurent aussi le service des télécommunications. Les installations de tri mécanisé utilisant des ordinateurs et des microprocesseurs jouent un grand rôle dans la chaîne de traitement des envois. Dans la plupart des bureaux, il y a des systèmes automatisés de contrôle des mandats de poste. Par ailleurs, le courrier est de plus en plus acheminé dans des conteneurs. Toutes les opérations d'exploitation sont progressivement automatisées pour aboutir à une gestion rationnelle de tout le réseau postal. Bien des choses restent encore à accomplir avant que nous ayons atteint tous nos objectifs. Cela étant, nous comptons sur la coopération et la compréhension de nos collègues pour connaître ce qui se fait dans le cadre de l'UPU.

Le travail dans nos services postaux s'effectue en général de façon rentable, mais nous devons encore construire de nombreux bureaux de poste et moderniser certaines de nos installations. L'acquisition de machines sophistiquées et onéreuses pose toutefois un problème de rentabilité.

Sur les plans social et financier, nous déployons de gros efforts dans l'intérêt des familles en construisant des habitations sociales et en promouvant la formation.

Après vous avoir dépeint la situation des services postaux en URSS, je voudrais maintenant aborder notre thème de cet après-midi: "Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux".

Cette question n'est pas nouvelle pour l'UPU. Elle a fait l'objet de différentes études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales et elle est abordée dans le Mémoire sur l'avenir des services postaux ainsi que dans les études du CCEP Nos 501-504 et dans la synthèse des études effectuées au cours des années 1979-1984 (cf. Rapports du CCEP, Congrès - Doc 12 et 14).

Néanmoins, le problème revêt son importance pour l'avenir. Il faut distinguer les problèmes postaux apparaissant aux pays développés de ceux des pays en développement, sur le plan national et international. Le rôle de l'UPU est de tenir compte des intérêts de chaque groupe de pays, de trouver l'équilibre pour arriver au progrès général du service postal dans le monde entier.

Il est nécessaire de se baser sur le principe que ce progrès ne peut être atteint qu'à condition que, dans les pays en développement, faisant majorité à l'UPU, le niveau du service postal soit relevé considérablement. C'est ce qu'ont mis en exergue hier les représentants de la Tanzanie (Rép. unie), de l'Inde, de Cuba et d'autres pays.

L'UPU se compose de pays se distinguant par le niveau du développement industriel et économique, par le régime social, administratif et politique.

Très souvent, les facteurs internationaux et la conjoncture économique moderne exercent une influence sur leur développement intérieur.

La tension internationale, les relations économiques inégales, les difficultés financières croissantes exercent une influence négative dans les pays en développement.

Tout ce qui précède affecte le développement de l'infrastructure, y compris le service postal de tous les pays et surtout des pays en développement. C'est une très importante question de principe dont il est impossible de ne pas tenir compte en parlant des perspectives du développement du service postal.

Le thème que nous abordons devrait être examiné sur plusieurs plans et il semble impossible de l'épuiser dans notre brève discussion d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous voudrions analyser deux questions, à savoir primo: le rôle du développement du service postal dans les pays en développement, l'influence de ce développement sur le service postal international, et secundo: le rôle de l'UPU dans cette affaire.

Lorsqu'on parle d'intégration des réseaux postaux nationaux, il convient en effet de parler du rapport existant entre le développement des postes à l'intérieur d'un pays et de son influence sur les échanges postaux internationaux. Il faut ajouter ici que la poste joue et continuera à jouer un rôle social important répondant aux exigences même de la société. A cet égard, ce n'est certes pas un hasard que l'initiative de Heinrich von Stephan s'est fait jour vers les années 1870, c'est-à-dire ni trop tôt ni trop tard puisque c'est à ce moment que ces exigences sont apparues en Europe et en particulier en Allemagne.

A notre avis, le rôle du service postal ainsi que des télécommunications dans les pays en développement augmentera au cours des prochaines années. C'est une thèse qui a toujours été confirmée par les pays en développement.

Du fait que la plus grande partie de la population des pays en développement habite dans des villages, sur de vastes territoires où la densité de la population est faible, le service postal constitue le moyen de communication le plus répandu, étant donné le réseau peu développé de télécommunications rurales et son coût élevé.

D'autre part, l'accroissement de la culture, de l'instruction, de l'économie des pays en développement et la mise en valeur de leurs régions rurales provoqueront l'augmentation, à côté des télécommunications, des besoins en service postal, pour l'échange tant des lettres que des colis, des imprimés, etc.

Un vaste champ d'action s'ouvre devant l'UPU, consistant à fournir une assistance effective et variée dans la généralisation des expériences faites et dans l'organisation et la garantie de l'activité des services postaux dans les pays en développement.

Avec cela, on doit concevoir cette activité comme un élément d'un processus intégral touchant l'UPU dans son ensemble.

Jusqu'à ces derniers temps, l'UPU étudiait parallèlement les problèmes intéressant les pays développés, tels la mécanisation et l'automatisation, la construction de grandes entreprises, le marché postal et la concurrence, etc., et les problèmes particuliers aux pays en développement, comme le rôle du service postal dans l'infrastructure et l'assistance technique.

Il est facile d'expliquer cette séparation d'intérêts qui se maintiendra sans doute à l'avenir.

Cependant, comme il a été indiqué précédemment, il faudrait maintenant étudier les problèmes dans leur ensemble, en accordant une attention particulière à l'interdépendance des services postaux dans le cadre de l'UPU et à l'intérêt porté à l'essor du service postal dans le monde entier.

Il faut tenir compte que les services des pays d'origine et de destination doivent être également efficaces en réalisant leur trafic postal international. Le fonctionnement de l'entreprise postale la plus mécanisée, munie des machines à trier le courrier d'une nouvelle génération et d'autres techniques électroniques sera, au fond, sans résultats si le courrier d'arrivée reste en souffrance des mois entiers au pays de destination à cause du manque de personnel qualifié, de moyens de distribution, etc. Le moment est venu pour l'UPU d'en tirer les conséquences nécessaires. Le Congrès, le CE, le CCEP et le Bureau international doivent absolument prendre un ensemble de mesures qui constituent vraiment une aide effective au développement des services postaux des pays en développement et permettant des échanges internationaux globaux. Il ne suffit pas de formuler les problèmes et d'inviter les organes de l'Union de s'en charger. Dans ce contexte, il faut mettre en évidence l'importance des échanges entre les Administrations postales et de l'activité des consultants qui étudient sur place la situation locale. Ces activités doivent être élargies afin de formuler les recommandations

nécessaires. Il faut aussi utiliser les possibilités de l'assistance technique. L'UPU pourrait également jouer un rôle efficace dans le domaine de la mécanisation du tri du courrier et envisager même l'organisation d'expositions semblables à celles des télécommunications sous l'égide de l'UIT.

L'UPU et les Administrations effectuent des travaux en matière de normalisation et de réglementation qui facilitent le travail postal et il conviendrait de continuer dans ce sens en tenant compte simultanément des intérêts des pays développés et des pays en développement et en partageant l'expérience acquise.

La formation de cadres qualifiés est aussi très importante puisque sans cadres qualifiés à tous les niveaux, il est inutile de parler de développement et d'intégration des réseaux postaux. Sur le plan international, il serait intéressant d'élargir tout ce qui a trait à la formation des cadres en mettant l'accent sur la formation au plan régional. Ceci se fait déjà dans le cadre des écoles de formation des PTT mais il faut faire davantage afin d'aboutir à des résultats fructueux à l'instar de ceux qu'obtiennent les établissements de formation de l'URSS. On peut se demander à cet égard si le Bureau international ne pourrait pas jouer un rôle accru dans ces activités de formation.

L'UPU et certains pays font un énorme travail de standardisation et d'unification des envois postaux et des colis, ce qui facilite le traitement du courrier dans le service intérieur. Une action semblable devrait être entreprise sur le plan international.

L'UPU doit donc trouver de nouvelles méthodes et des moyens appropriés pour formuler les recommandations visant au progrès du service postal à l'avenir.

L'Administration postale de l'URSS est prête, comme auparavant, à prendre une part active à la noble activité de l'UPU dont l'objectif consiste à développer la coopération internationale dans le domaine postal dans l'intérêt de la compréhension mutuelle et de la paix entre les peuples.

Pour conclure, je voudrais préciser que l'Administration postale de l'URSS ne partage pas le pessimisme de certains quant à l'avenir de la poste. Nous sommes convaincus qu'elle saura faire face et aller de l'avant. Mon Administration est prête, en collaboration avec les autres pays, à participer, de manière active, à la tâche généreuse que mène notre Union en vue de développer, notamment, la coopération internationale dans le domaine des liaisons postales, dans l'intérêt du renforcement de la compréhension mutuelle et de la paix dans le monde. Car c'est seulement dans un climat de paix qu'il sera possible de traduire dans les faits toutes les intentions qui nous animent.

(Applaudissements.)

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Au cours des deux derniers jours, nous avons discuté un grand nombre de défis majeurs auxquels la poste doit faire face. Il nous incombe maintenant de nous efforcer de déterminer comment l'Union postale universelle, le seul organisme qui se consacre à plein temps au système postal mondial, peut nous aider à répondre à ces défis.

M. Sobhi nous a mis sur la bonne voie en soulevant de nombreuses questions qui incitent à la réflexion. La question principale qui se pose est la suivante: l'UPU doit-elle tenter d'améliorer la qualité du service postal entre les pays? Pour mon Administration, la réponse est affirmative. Une telle initiative mérite effectivement que nous lui consacrons des efforts communs.

Je ne suis pas un spécialiste des affaires de l'UPU, mais je les ai étudiées. Ce qui m'a le plus frappé c'est la tendance de l'UPU d'accorder plus d'importance aux questions secondaires qu'à la question principale qui est celle de savoir comment nous pouvons mieux exercer les activités qui sont notre raison d'être. Or, il est temps de s'attaquer au cœur du problème.

Il nous faut nous interroger sur ce que l'UPU peut faire pour renforcer le service postal international dans son ensemble et pour dégager et supprimer, dans toute la mesure possible, ses points faibles.

Cette initiative n'est jamais aussi bien tombée. Aujourd'hui, toutes les Administrations ici présentes doivent faire face à une concurrence, plus acharnée que jamais à l'échelle internationale, des services de communications électroniques, des entreprises de messagerie privées et des entreprises de groupage, souvent aidées par les compagnies aériennes. Nous ne pouvons attendre sans agir que nos usagers se tournent vers d'autres services de distribution.

Nos monopoles postaux nationaux nous assurent une faible protection en la matière et nous nous berçons d'illusions si nous pensons pouvoir nous abriter derrière eux. En effet, si nos clients ont des besoins pressants auxquels la poste ne peut pas répondre, ils trouveront d'autres moyens de livraison, monopole ou pas. Bien entendu, les textes régissant le monopole postal répondent à un besoin réel et doivent être conservés. Mais si nous voulons vraiment assurer notre position, un seul moyen est valable: fournir à un prix raisonnable un service international fiable.

La tâche que nous propose le Directeur général sera difficile à accomplir, d'une part, parce que l'UPU ne dispose pas de l'autorité nécessaire et contraignante auprès des gouvernements et des compagnies de transport

et, d'autre part, parce qu'elle manque de ressources financières. Cependant, quelle que soit la difficulté de notre tâche, nous devons essayer de l'accomplir.

L'UPU a ses points forts mais aussi ses limites. Elle peut notamment puiser à un vaste réservoir de compétences techniques, tant au sein du Bureau international que des Administrations membres. Elle possède, en outre, un certain pouvoir de persuasion.

Cela étant dit, en guise de préface, j'aimerais vous proposer une méthode à suivre, en espérant que mes remarques susciteront d'autres idées.

L'UPU doit agir rapidement. Il convient, dans un premier temps, d'analyser la situation du service postal à l'échelle mondiale en vue d'établir un diagnostic.

Nous disposons d'un grand nombre de statistiques sur le volume et les caractéristiques du courrier au plan mondial, mais nous ne possédons pas les données de base nécessaires nous permettant de déterminer la qualité du service postal international.

Tant que nous n'aurons pas mieux défini le problème, nous serons incapables de tirer le meilleur parti de nos ressources limitées. Il est, par conséquent, inutile de vouloir modifier les structures actuelles de l'UPU, mais nous devons les utiliser dans un esprit novateur afin de pouvoir réaliser cette première étape.

Plus précisément, j'invite instamment le CCEP à entreprendre en priorité, avec l'aide du Bureau international, l'analyse du service postal à l'échelle mondiale. Cette étude pourrait être menée par un Groupe de travail composé de dix Administrations qui détacheraient, dans la mesure du possible, des experts appelés à travailler à plein temps, en collaboration avec des experts du Bureau international, à Berne, pendant un mois ou deux mois pour lancer le projet. Cette étude pourrait avoir recours à des échanges témoins entre les grandes Administrations postales afin de déterminer les points forts et les points faibles du service, ainsi que l'a fait récemment l'Administration américaine avec treize autres Administrations postales.

Comme le temps presse, cette étape "diagnostic" ne devrait pas dépasser deux ans. Les résultats obtenus feraient l'objet d'un rapport, accompagné de recommandations, qui serait présenté au Conseil exécutif. Ce dernier pourrait alors lancer une série de programmes pilotes destinés à tester la capacité de l'UPU à combler les lacunes décelées par l'étude. C'est durant cette étape que surgiront les plus grandes difficultés et il nous faudra faire preuve de la plus grande imagination pour les surmonter.

Le Directeur général a suggéré certaines des modalités d'intervention auxquelles pourrait recourir l'UPU durant cette phase, telles que des démarches auprès des transporteurs, des Administrations d'expédition, de destination et de transit et des autorités douanières. Il a ajouté que les points faibles relevés pourraient servir de base à une assistance technique concertée.

Pour qu'elles soient couronnées de succès, ces démarches devront être entreprises avec plus de vigueur que cela est actuellement le cas dans des situations analogues. Ainsi, dans le secteur du transport aérien, il faudrait réorienter nos discussions avec l'IATA qui, à l'heure actuelle, portent presque exclusivement sur les tarifs, pour les concentrer sur le volet "service". Cela ne sera pas une tâche facile. Mais je sais qu'aux Amériques et en Europe, on s'intéresse de plus en plus à entretenir des relations nouvelles et dynamiques avec les compagnies aériennes qui se montrent en général très coopératives. Une initiative correspondante de l'UPU pourrait compléter ces efforts.

Il faut agir rapidement et avec une souplesse que l'on n'a traditionnellement pas connue dans notre organisation. S'il faut institutionnaliser sur certains points, le Congrès de 1989 pourra en débattre.

Je sais que bon nombre d'Administrations, dont l'Administration américaine, seraient disposées à prêter des experts techniques et à affecter des ressources à cette tâche, à l'instar de ce qui se fait à l'heure actuelle dans le cadre des projets d'assistance technique bilatérale.

L'exécution de ce travail, qui présente de grands avantages pour le système postal international, exige des efforts communs et une harmonisation des rapports entre les grandes et petites Administrations postales ainsi qu'entre l'UPU et les Unions restreintes. Nous constituons ensemble un seul monde postal totalement interdépendant et dans toutes nos activités postales, nous devons agir comme une seule entité, tout en respectant les différences existantes.

L'étude de nouveaux services comme la téléimpression et Intelpost, que M. Sobhi a mentionnés, ne doit pas se faire au détriment de nos services traditionnels, poste aux lettres, services AO et CP, qui demeurent essentiels.

Je crois également que l'UPU doit s'efforcer davantage de faire connaître l'importance de nos moyens de communication. On attache souvent peu d'importance au rôle de la poste lorsqu'on la compare aux autres rôles de l'Etat. Nous savons toutefois que la poste est l'âme de la communication mondiale. Grâce aux services que nous assurons, les gens s'éduquent, les entreprises prospèrent et les liens familiaux se resserrent. Il ne faut pas minimiser notre importance dans le monde ni laisser les autres le faire, car nous réduisons ainsi notre capacité d'obtenir les ressources nécessaires pour développer l'infrastructure postale.

Je pourrais aborder beaucoup d'autres sujets, mais je conclurai par un seul point. L'UPU ne doit pas s'attacher à des considérations bureaucratiques ni réglementer exagérément la poste internationale, notamment en ce qui concerne les nouveaux services qui sont particulièrement fragiles dans leur phase initiale.

L'avenir de notre entreprise réside dans notre aptitude à faire preuve de souplesse et à répondre aux besoins des usagers; il nous faut prendre grand soin de ne pas réglementer excessivement, au point d'empêcher l'esprit d'innovation au lieu de l'encourager. L'Union postale universelle doit s'intéresser aux usagers de la poste du monde entier, déterminer leurs demandes et apporter les modifications nécessaires pour les satisfaire.

(Applaudissements.)

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Nous sommes, pour l'essentiel, d'accord avec les conclusions des exposés présentés par l'URSS et par les Etats-Unis d'Amérique.

Toutefois, il convient de relever encore certains autres aspects susceptibles de favoriser l'amélioration ultérieure des travaux de l'UPU. Ces questions ont été abordées, en partie, dans le Congrès — Doc 54/Annexe 8, lettre c). Nous en avons également parlé dans le cadre du premier thème. Mais, il convient de consacrer plus de temps et d'efforts à l'amélioration de la qualité des services postaux et à l'introduction de nouveaux services. Ces techniques nouvelles qui existent d'ores et déjà dans certains pays ont fait l'objet d'une démonstration convaincante à l'exposition de l'équipement postal que nous avons pu visiter à Hamburg.

Afin d'assurer une plus grande souplesse dans les activités des organes de l'UPU, il serait nécessaire de confier au Conseil exécutif toute une série de décisions concernant l'exploitation et la tarification, en tenant compte du fait que le Congrès, lui, ne se tient que tous les cinq ans. Par ailleurs, le CE est l'organe où, sur une base équitable, sont représentées toutes les régions géographiques.

Il paraît indispensable de rechercher de nouvelles formes de travail pour les divers organes de notre Union, en vue d'accorder la priorité à la qualité du service et aux nouvelles technologies, en réduisant le temps consacré à l'étude des questions de caractère législatif. Ainsi, sommes-nous d'accord pour confier au CCEP une étude visant à améliorer la qualité des services postaux internationaux.

En ce qui concerne l'introduction de nouveaux services, à condition qu'ils soient rentables, il conviendrait d'avoir recours à l'expérience des pays où ces services existent déjà. Dans un premier temps, il ne faudrait pas qu'ils soient régis par une réglementation trop rigide. C'est d'ailleurs ainsi que procèdent d'autres organisations internationales, telles que, par exemple, l'Union internationale des télécommunications où les nouveaux services ne sont définitivement mis en oeuvre qu'après une période expérimentale suffisante. Des efforts devraient également être accomplis afin d'assurer plus de souplesse et de rationalité au système tarifaire, de façon à favoriser le développement de relations postales internationales de qualité.

Il paraît également indispensable d'augmenter la coopération avec l'UIT, notamment dans le domaine des moyens de télécommunication qui pourraient servir à des fins postales.

De plus, le Bureau international devrait s'efforcer de fournir aux Pays-membres de l'UPU des informations plus complètes sur le développement des services postaux et de technologies nouvelles. Finalement, il importe de mieux utiliser les moyens financiers existants pour la coopération technique.

Pour conclure, je voudrais souligner que nous apprécions beaucoup le travail effectué à ce jour par l'UPU et que l'Administration tchécoslovaque est prête à apporter sa contribution à la cause commune qui est le développement progressif des services postaux dans le monde entier.

Le CANADA: Les exposés présentés par l'URSS, les Etats-Unis d'Amérique ainsi que par le Directeur général nous donnent matière à réflexion.

Il est important de définir ici, à ce Congrès, les principes généraux qui devraient guider l'action future de l'Union, de ses organes et des Administrations postales.

On a beaucoup parlé, à juste titre, du rôle et de la fonction de l'UPU. Cela prouve que notre organisation se rend compte de ses insuffisances et qu'elle fait des efforts pour mieux s'adapter aux exigences du monde d'aujourd'hui.

Pour comprendre le sens des changements à accomplir, il faut tenir compte de l'évolution qui s'est produite au cours des dix dernières années, à savoir: la désintégration du monopole postal, la concurrence directe des compagnies de messagerie, la concurrence indirecte résultant des progrès accomplis dans les domaines des télécommunications et des ordinateurs, la prise de décision de plus en plus rapide.

Ce dernier élément, qui est à l'origine du succès rencontré par nos concurrents, nous fait défaut. La structure de l'UPU, qui comprend le Congrès, le CE, le CCEP et le Bureau international, est très lourde. Le Congrès, organe suprême, siège tous les cinq ans et la plupart des décisions suivent ce cycle.

Le service du courrier électronique existe déjà, d'autres innovations se dessinent à l'horizon. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de créer un organe de plus. Au contraire, il convient d'adapter les organes dont nous disposons pour qu'ils puissent relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Quelques orateurs ont insisté sur la nécessité d'améliorer les services postaux traditionnels, tant dans les pays développés que dans ceux en développement. Nous partageons ce point de vue. De même, nous appuyons l'idée d'entreprendre une étude sur les meilleurs moyens d'intégrer les services postaux à l'échelon international, ainsi que le programme de travail du CCEP relatif aux services traditionnels.

En ce qui concerne les services nouveaux, le Congrès s'interroge actuellement sur le meilleur moyen de les introduire. Le Canada pense que le CCEP est l'organe le plus indiqué pour trouver des idées novatrices. Il doit toutefois s'organiser différemment. Mon Administration est disposée à apporter sa contribution aux activités futures de cet organe.

Nous considérons avec intérêt des propositions telles que la proposition 022 qui vise à définir la réglementation des services postaux internationaux. Une certaine souplesse est nécessaire. Les règlements de l'UPU doivent être adaptés aussi bien pour les services traditionnels que pour les services nouveaux qui prennent de l'ampleur. Nous sommes persuadés qu'outre le mandat spécifique confié aux organes de l'Union, ce Congrès doit se fixer un objectif général pour les activités à entreprendre. L'élément le plus important est la rapidité de la prise de décision et l'adoption par les Administrations de recommandations qui seront exécutoires sans devoir attendre cinq ans.

Notre délégation souscrit au désir exprimé par le Directeur général de parvenir à une "Déclaration de Hambourg", qui serait le fruit de nos délibérations.

A moins que le Congrès n'oriente les activités pour les cinq années à venir, les autres organes de l'Union auront une tâche extrêmement difficile.

M. Finch des Etats-Unis d'Amérique a esquissé un canevas qui est un pas dans la bonne direction et nous devons nous prononcer à ce sujet avant la fin du Congrès.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: L'objectif de l'UPU est de perfectionner le service postal dans tous les Pays-membres et de renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

Lorsque notre organisation a été créée, l'idée clé était que les Pays-membres de cette Union postale deviendraient un tout à l'intérieur duquel il y aurait des échanges postaux. Depuis cent ans, l'UPU a oeuvré à la réalisation de cet objectif avec beaucoup de succès. Mais l'évolution ne s'arrête pas.

Les activités de l'Union se déploient à deux niveaux:

- tout d'abord, il s'agit d'unifier et d'adapter les dispositions et règlements qui régissent le trafic postal;
- ensuite, la coopération scientifique et technique doit permettre la mise au point de moyens techniques qui permettent à la poste de fonctionner dans les meilleures conditions.

Alors que la première tâche est assurée par la revision périodique des Actes de l'Union, le deuxième volet de nos activités est devenu de plus en plus important. A cet égard, il convient de souligner l'importance des travaux menés par le CCEP auxquels nous souhaitons qu'un nombre toujours plus grand de pays participent. En effet, c'est seulement grâce à un vaste échange d'expériences que ces études pourront être utiles pour l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

C'est pour cette raison que les études entreprises par le CCEP depuis 1979 et par les réunions spéciales organisées pendant cette période ont rencontré un écho si favorable.

La République démocratique allemande apportera toujours sa contribution active à la recherche des meilleures solutions au sein de l'Union. C'est pourquoi nous sommes de nouveau candidat à l'élection du CCEP, car nous aimerions mettre notre expérience à la disposition d'autres Administrations.

Dans ce but, la République démocratique allemande organisera à Dresden, en septembre 1985, un cours de formation qui portera sur la direction et la planification du service postal. Notre délégation est prête à donner de plus amples informations aux Pays-membres qui s'y intéressent.

Le PRÉSIDENT: Au lieu d'un rapport oral des conclusions du débat général, les rapporteurs généraux présenteront un texte qui sera annexé au procès-verbal de la séance.

La MALAISIE: L'étude proposée par les Etats-Unis d'Amérique sur la qualité des services a une importance majeure. Ces résultats pourraient constituer le fondement d'une surveillance continue de la qualité des services. Au niveau régional, ce contrôle pourrait être fait par les Unions restreintes et au niveau international par l'UPU.

Dans le domaine de la modernisation des services, l'UPU doit jouer un rôle de promoteur. Il faut disposer d'un éventail de stratégies qui pourraient trouver leur application dans des situations différentes. L'UPU doit

déployer un effort spécial auprès de l'ECOSOC, afin de convaincre les autorités politiques que des changements structurels sont nécessaires et que des ressources accrues devraient être prévues pour l'amélioration des services postaux.

Un autre aspect du développement concerne la formation. La qualité professionnelle des agents qui sont responsables de la gestion postale doit rester notre première préoccupation. Pour faire face au développement technique, la poste a besoin non seulement de spécialistes, mais de professionnels de la poste, c'est-à-dire de spécialistes qui sont avant tout des postiers. L'UPU peut jouer son rôle en stimulant l'organisation de cours postuniversitaires.

La GRÈCE: On peut se demander si l'UPU est au service de l'ensemble de ses Pays-membres, ou au service de quelques pays seulement. Les sept pays industrialisés qui ont participé il y a quelques années au Colloque de Tokyo ont 83 % du trafic postal des pays industrialisés et 50 % du trafic mondial. La poste leur permet d'étendre leurs intérêts économiques dans les pays en développement. Ainsi, ce sont leurs compagnies aériennes qui transportent la grande masse du courrier-avion de sorte que les recettes correspondantes leur reviennent.

Un changement de cette politique est nécessaire si l'UPU veut répondre à l'attente de la totalité de ses Pays-membres. L'introduction des nouvelles techniques de communication demande une coopération étroite entre les Administrations postales. Censée opérer dans un espace sans frontières, la poste se doit d'offrir au public des prestations équivalentes dans le monde entier.

En conclusion, l'UPU doit avoir pour objectifs:

- d'améliorer la qualité des services;
- de moderniser les services postaux;
- de familiariser le personnel avec les nouvelles méthodes;
- d'instaurer une coopération étroite entre les pays;
- de prêter assistance aux pays défavorisés.

La GRANDE-BRETAGNE: Les contributions de nos Pays-membres déterminent le niveau des ressources disponibles. Comme personne ne souhaite l'augmentation des contributions, il nous incombe d'accroître le rendement de nos ressources en utilisant mieux le Bureau international et en rendant plus efficaces les organes permanents de l'Union.

Nous appuyons entièrement la proposition des Etats-Unis d'Amérique et nous espérons que le CCEP inclura le contrôle de la qualité du service postal international dans son programme d'études.

Le PRÉSIDENT: Pour conclure, je voudrais inviter l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique à faire la synthèse de nos échanges de vues sur le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux.

L'URSS: Il a été suggéré qu'en conclusion de nos délibérations, le Congrès adopte une sorte de "Déclaration de Hamburg" pour faciliter les interventions de l'UPU auprès des instances compétentes en vue d'améliorer le service postal international. Ce texte n'existe pas encore, mais tous ceux qui ont participé au débat ont fait état de cette idée et le Directeur général du Bureau international l'a partagée. Il semble, en effet, que cette déclaration serait de nature à devenir un document de grande valeur.

La Tchécoslovaquie, appuyée par le Canada, a développé un programme d'action de l'Union et de ses organes pour les cinq ans à venir. Ce pays a émis plusieurs idées qui méritent une attention particulière et nous espérons qu'elles seront reflétées dans les décisions du Congrès. La tendance générale qui s'est dégagée de nos discussions va dans le sens d'un souci manifeste d'activer les travaux du CCEP pour donner à cet organe la place qui lui revient dans le cadre de l'Union. La Malaisie a parlé de la formation des cadres de niveau supérieur et signalé brièvement ce qui a été fait dans son pays à cet égard. Ces considérations seront certainement avancées pendant les travaux de la Commission de la coopération technique. La Grèce a souligné l'importance d'augmenter l'aide aux pays en développement pour amener leurs services d'exploitation au niveau de celui des pays industrialisés. C'est une idée que toutes les délégations partagent et qui sera certainement reprise dans les décisions du Congrès.

D'autres délégations, notamment celle de la République démocratique allemande, ont fait d'excellentes suggestions et je voudrais vous remercier tous pour l'attention que vous avez accordée aux idées et réflexions que nous avons formulées dans notre exposé. Je remercie également le Secrétaire général pour le travail de préparation du débat et le Président pour l'aide qu'il nous a apportée au cours de cette séance.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Dans leurs interventions, diverses délégations se sont exprimées sur la question générale: "Que doit être l'UPU et quels efforts les Administrations postales pourraient-elles entreprendre à l'avenir?" Les avis sont assez unanimes. On s'est surtout prononcé sur le thème central, à savoir le défi que nous devons nous lancer à nous-mêmes. Comme la Grande-Bretagne l'a rappelé justement, il faut améliorer le fonctionnement de l'UPU par tous les moyens.

La Tchécoslovaquie voit la solution dans l'établissement de directives précises et dans une organisation plus poussée de nos travaux. Pour le Canada, il conviendrait de bien délimiter les objectifs à atteindre au cours de la prochaine période quinquennale. On constate, en outre, et ceci fut le leitmotiv de plusieurs interventions, un appel généralisé en faveur de l'introduction de plus de souplesse dans la réglementation postale. Enfin, pour nous permettre de réagir plus rapidement à l'évolution du marché et des pratiques commerciales, certaines de nos tâches pourraient être confiées au Conseil exécutif.

Comme l'URSS l'a relevé, il semble que nous sommes d'accord sur la nécessité de publier une déclaration formelle sur la façon d'envisager l'avenir, car cet avenir est pour demain déjà et il est inutile de nous perdre en discussions sur ce que nous ferons dans quelques années. En sport, on a coutume de dire que l'avenir commence aujourd'hui. Ce qui est vrai pour le sport l'est d'autant plus pour une organisation comme l'UPU qui se réunit en Congrès tous les cinq ans. Les décisions ne peuvent être ajournées indéfiniment. Il faut les prendre rapidement, car dans le domaine qui nous occupe, l'avenir a déjà commencé.

Le PRÉSIDENT: En conclusion, je voudrais remercier encore une fois le Secrétaire général, M. Sobhi, M. Motine et M. Finch qui ont bien voulu apporter leur contribution à ce débat. Le résumé de la discussion qui s'est déroulée hier et aujourd'hui sera fait par les rapporteurs généraux, la France et la Chine (Rép. pop.), et sera distribué dans quelques jours.

En accord avec le Bureau international, nous avons décidé de publier après le Congrès une brochure ("plaque") qui résumera les conclusions et les résultats du débat général. Elle reprendra également les contributions des diverses délégations. Celles qui n'ont pu, faute de temps, prendre la parole voudront bien nous remettre encore le texte de leur contribution qui sera également incorporé dans cette brochure. Enfin, on a parlé à plusieurs reprises d'une déclaration du Congrès de Hamburg. Une telle déclaration sera préparée dans les meilleurs délais pour vous être soumise en séance plénière pour approbation.

Je voudrais remercier chaleureusement tous ceux qui ont participé à la préparation et au déroulement du débat général qui nous a apporté beaucoup d'idées neuves et beaucoup de points de départ qui nous permettront d'ouvrir des voies nouvelles. J'ai constaté que le débat s'est situé à un niveau très élevé, ce qui correspond d'ailleurs à nos prévisions. Nul doute que l'on pourra tirer d'utiles conclusions de toutes les idées qui ont été exposées à cette occasion.

La séance est levée à 17 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Rapport de synthèse du débat général présenté par la délégation française

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je dois d'abord vous dire combien la France s'est sentie honorée d'avoir été choisie par le pays organisateur du Congrès et par le Bureau international comme rapporteur général de notre colloque.

C'est une tâche dont je mesure pleinement toute la difficulté car, depuis deux jours, les débats ont été particulièrement riches et les rapports présentés par les huit pays animateurs et par notre Secrétaire général ont été d'un très haut niveau. Qu'il me soit permis de les en féliciter ici bien vivement ainsi que toutes les délégations qui ont participé aux discussions.

La première impression qui ressort de nos débats est que la poste est en train de vivre des années charnières susceptibles de faire basculer son avenir pour le meilleur ou pour le pire, et ceci dans tous les pays, qu'il s'agisse des pays développés ou des pays en développement.

Les inquiétudes les plus dramatiques se sont manifestées, mais un certain nombre d'entre nous ont bien voulu, au contraire, prévoir un avenir radieux, pour peu que nous en ayons la volonté.

Pour synthétiser les débats, je choisirai trois thèmes successifs:

- je ferai d'abord un *constat*;
- j'énoncerai ensuite quels sont les *atouts* de la poste;
- je résumerai ensuite les *recommandations* pour une *politique volontariste*.

1. Un constat

Les valeurs traditionnelles, qui ont longtemps garanti le sérieux de la poste, ne suffisent plus à assurer son avenir: la protection du monopole est devenue un rempart illusoire, impossible à défendre au seul plan juridique; une organisation souvent trop centralisée n'est plus compatible avec la dimension des entreprises et avec les aspirations des personnels; les liens administratifs de la poste avec d'autres organismes publics, qui étaient une garantie dans une situation de stabilité, sont devenus une contrainte dans le mouvement, limitant les initiatives et retardant les effets. Aujourd'hui, la situation se trouve remise en cause par des éléments circonstanciels:

- l'évolution très rapide des technologies, dont la poste n'a pas su jusqu'à présent profiter aussi rapidement que les télécommunications;
- le développement de la concurrence dans le secteur non protégé par le monopole, mais aussi dans le secteur que l'on croyait protégé;
- les difficultés économiques mondiales.

Notre réflexion prospective doit toutefois prendre en compte les contraintes du service public:

- universalité du service sur l'ensemble du territoire;
- tarification gouvernementale conservant des taxes suffisamment basses pour permettre l'accès des populations défavorisées au service postal;
- politique sociale avancée à l'égard des personnels de la poste.

2. Les atouts de la poste

Les débats que nous avons eus ont pourtant montré que la poste ne doit pas se laisser aller à un quelconque fatalisme. On a dit que la poste ne devait pas se contenter de se lamenter, ce qui ne ferait qu'aggraver la situation, mais qu'elle devait au contraire réfléchir aux actions à entreprendre.

La poste est aujourd'hui en mesure d'inverser le sens de son évolution par une stratégie résolue et volontariste de développement. Pour s'engager dans cette voie, la poste dispose d'atouts importants:

- un marché potentiel étendu. Dans les pays en développement, les trafics sont jusqu'à présent restés faibles, rapportés aux chiffres de la population: il existe encore pour ces pays des perspectives de multiplication de leur trafic par des facteurs qui avoisinent ou dépassent dix. Pour, tous les pays, l'activité traditionnelle de la poste doit de plus s'enrichir de services nouveaux et le développement des télécommunications, loin de compromettre l'expansion du trafic, aura un effet d'entraînement positif, tant il est vrai que notre civilisation demeure celle de l'écrit. Il permettra de plus de moderniser nos méthodes et de créer de nouveaux produits;
- le réseau des bureaux de poste constitue pour la plupart de nos pays un atout commercial unique, que nous sommes bien décidés à développer encore;
- la modernisation de nos outils de production a souvent été commencée depuis longtemps: modernisation de l'acheminement du courrier, informatisation des services financiers;
- la poste demeure souvent très proche des télécommunications, qui deviennent de plus en plus pour elle un moyen de transport privilégié;
- enfin l'existence de services financiers dans un certain nombre de pays peut être l'occasion de valoriser le réseau de contact des bureaux de poste et donne quelques éléments positifs à la poste dans la discussion budgétaire avec les autorités de tutelle. Elle est en outre souvent source de recettes et de disponibilité de capitaux.

3. *Recommandations*

Pour assurer sa survie, la poste doit mener une politique dynamique qui va la conduire à prendre rapidement un certain nombre d'orientations:

1° Mieux adapter les prestations offertes à l'évolution des besoins du public.

Une segmentation du marché a été proposée:

- courrier gouvernemental et administratif souvent prioritaire et mal rétribué;
- courrier d'affaire qui prend rapidement une importance croissante: prospection commerciale, transactions, gestion, facturation, exigent rapidité et régularité, mais correspondent à la demande d'entreprises qui sont prêtes à payer un service de qualité;
- courrier des particuliers enfin, à caractère plus nettement social et dont l'existence et les tarifs ne peuvent être préservés que grâce à la péréquation des recettes rendue possible par le monopole.

Dans cette recherche d'efficacité et de rapidité, il faut en même temps procéder à l'automatisation des courriers traditionnels, mettre en oeuvre des courriers accélérés compétitifs, nationaux et internationaux, et envisager le lancement du courrier électronique sous ses diverses formes. Enfin, c'est en engageant le dialogue avec sa clientèle que la poste saura situer son action dans le contexte économique national et international.

Simultanément, la multiplication des services financiers et la mise en oeuvre de machines de guichet évoluées doivent permettre à la poste de conforter sa position sur le marché financier, en recherchant les créneaux qui répondent le mieux aux besoins du grand public.

Ainsi de nouvelles relations doivent être établies entre la poste et sa clientèle; jusqu'à présent, la confiance des utilisateurs s'est effritée devant l'attitude frileuse des postiers qui se croyaient protégés par un monopole juridique. La responsabilisation du service postal et son engagement à maintenir un certain nombre de prestations de qualité doivent restaurer une approche véritablement commerciale. L'utilisateur sera sensible à la recherche de la vitesse, de la fiabilité, de la régularité des services postaux, ainsi qu'à un assouplissement des conditions d'accès.

Enfin, les problèmes de tarification doivent être abordés dans le double souci de préserver l'aspect social du service postal et d'éviter que des hausses mal calculées n'aient un effet négatif sur le volume du trafic.

2° Profiter plus complètement des opportunités offertes par le progrès des technologies modernes.

C'est déjà le cas pour la robotique appliquée au courrier et pour l'informatique appliquée aux services financiers. Mais il convient de prendre en compte les possibilités les plus récentes de l'électronique et des télécommunications, vidéotex financier à domicile, micro-informatique dans les bureaux de poste, emploi de carte électronique permettant l'identification de l'utilisateur et sa fidélisation à l'égard du service public postal.

L'introduction de ces nouvelles techniques doit s'accompagner naturellement d'études de rentabilité, comme cela a déjà été le cas pour l'automatisation du tri du courrier, qui a le plus souvent permis de dégager des gains importants de productivité.

Cette modernisation des techniques ne doit pas toutefois faire oublier qu'il est indispensable au départ d'assainir d'abord le fonctionnement des services traditionnels de la poste, qui constitueront encore longtemps l'essentiel des activités de nos entreprises.

3° Prendre le parti d'investir massivement.

L'investissement postal est en effet un investissement de progrès: progrès social, progrès économique. C'est un investissement rentable, car il permet à la poste de limiter le poids croissant de ses charges de personnel, et donc d'améliorer ses coûts.

4° Recueillir l'adhésion du personnel.

La poste est une entreprise de personnel, on l'a longuement souligné. Cette mutation qu'elle doit faire ne pourra s'engager sans l'adhésion complète des hommes qui la composent. Pour eux doit être entrepris un effort spécial d'information, de formation permanente et de motivation, en particulier pour les cadres.

Un nouveau cadre de travail doit être créé, de nouvelles relations sociales doivent être instaurées. La spécialisation des emplois de la poste doit être adaptée aux besoins croissants d'agents commerciaux et de techniciens.

A cette occasion la coopération des syndicats doit et peut certainement être obtenue si les objectifs ont été clairement explicités.

5° Améliorer l'image de marque de la poste.

Celle-ci a longtemps été excellente, mais elle s'est récemment ternie. Il faut sortir de la situation actuelle dans laquelle les médias ne s'intéressent à la poste qu'au moment où ses services sont déficients. Cette amélioration passe nécessairement par un renforcement rapide de la qualité des services offerts, pour laquelle un plan de redressement doit être mis en place.

6° La clarification des comptes.

Elle doit être obtenue à travers la recherche permanente de la rigueur de gestion, de la diminution des coûts et de l'équilibre des budgets. Dans cette optique, une redéfinition des relations entre l'Etat et la poste doit être effectuée. Cette redéfinition ne doit pas remettre en cause la notion de monopole. Elle peut aboutir à la constitution du service postal en entreprise publique autonome ayant à la fois son statut et ses contraintes et bénéficiant à la fois de la souplesse budgétaire et de l'initiative commerciale. Mais elle exige surtout qu'un contrat à moyen terme soit établi entre l'Etat et la poste sur une base pluriannuelle, pour fixer d'un commun accord les objectifs et les moyens.

Une fois ce cadre contractuel établi, une plus grande autonomie de décision doit être laissée aux responsables pour gérer quotidiennement les services.

7° Une déconcentration réelle des décisions et des responsabilités.

C'est une condition indispensable de survie pour des organismes qui, par tradition, ont trop longtemps gardé des structures centralisées étroitement contrôlées par les instances gouvernementales.

En résumé, Monsieur le Président, il me semble que nous sommes tous d'accord pour dire que la poste est arrivée aujourd'hui à la croisée des chemins.

Elle dispose d'une chance unique à saisir si elle accepte de renoncer à une routine ancienne et si elle se tourne résolument vers l'avenir:

- elle doit revoir son organisation et ses méthodes pour aboutir à une gestion financière saine;
- elle doit redéfinir ses prestations pour les adapter très précisément aux besoins de sa clientèle;
- elle doit donner à son personnel les motivations qui lui sont nécessaires pour croire à l'avenir de l'entreprise et pour l'inciter à jouer le rôle privilégié que toutes les nations attendent de leurs services postaux.

Pour entrer dans cette nouvelle compétition, il est nécessaire que les entreprises postales acceptent, quel que soit leur statut, de prendre des risques. Les réactions doivent être rapides. Les décisions ne peuvent pas, le plus souvent, attendre que des études économiques complètes aient été menées à leur terme. Ceci a été caractérisé ce matin par la phrase: "Il faut abandonner l'approche romantique pour une approche réaliste." A la fin de cet essai de synthèse, je crois nécessaire de reprendre ici ce qui a été dit sur le problème particulier des pays en développement. Les handicaps dont souffrent leurs services sont graves: l'insuffisance des infrastructures, la faiblesse des organes, la difficulté de trouver les financements nécessaires aux investissements et la disparité des besoins entre zones rurales et zones urbaines rendent ces pays particulièrement vulnérables aux attaques de la concurrence.

Mais il serait irréaliste de vouloir aligner sur un modèle unique les services postaux de pays dont les économies sont très différentes les unes des autres. Partant des mêmes principes de dynamisation des entreprises, d'assouplissement des structures et de responsabilisation du personnel, les solutions doivent être adaptées au cas particulier de chaque pays. Pour éviter que le fossé ne continue de se creuser entre pays en développement et pays développés, la coopération internationale doit être renforcée et doit aboutir à des actions d'assistance technique adaptées. L'UPU a, à ce stade, une place de choix à tenir, et son programme de travail pour les cinq ans à venir doit en tenir compte.

Mais ce n'est pas la seule voie par laquelle l'UPU peut favoriser cette transformation de la poste dans le contexte prévisible de l'évolution économique et technique.

L'UPU peut tout d'abord, en favorisant la concertation et en concentrant l'information, aider à améliorer la qualité des acheminements internationaux.

En élargissant son champ d'activité, l'UPU peut également participer à la mise en place des services nouveaux. En la matière, l'UPU peut adapter rapidement ses recommandations entre deux Congrès grâce au travail annuel de ses instances organiques. Elle pourrait également se rapprocher d'un certain nombre d'autres organismes internationaux, en particulier de l'UIT.

Enfin, en assouplissant ses structures, l'UPU peut participer à une campagne de sensibilisation des gouvernements et des usagers à la nécessité de faire de la poste l'entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique. L'UPU pourrait aussi montrer l'intérêt majeur de donner, aux services postaux, les moyens structurels et financiers nécessaires à leur transformation.

Monsieur le Président, je crois que notre Secrétaire général a clairement indiqué que l'UPU était une plateforme où les différents pays pouvaient échanger leurs idées et leurs expériences. Je souhaite que les discussions de ce colloque, organisé à l'occasion de notre XIXe Congrès, aient contribué à enrichir le dialogue entre tous les participants, montrant ainsi que l'UPU est capable de transcender les débats qu'elle a l'habitude de conduire sur le fonctionnement de nos services pour passer à une réflexion de haut niveau sur les orientations fondamentales de nos entreprises.

Rapport de synthèse du débat général présenté par la délégation chinoise en tant que rapporteur général

Monsieur le Président,

En tant que l'un des deux rapporteurs généraux, je vous remercie profondément, Monsieur le Président et Monsieur le Secrétaire général, pour avoir organisé ce débat général. En effet, celui-ci a porté sur des questions essentielles qui touchent à la survie et au développement futur de la poste. C'est pourquoi elles suscitent l'intérêt de toutes les Administrations postales et tous les participants à ce débat général leur ont accordé l'importance voulue. Les représentants de nombreux pays ont formulé des points de vue à la fois très intéressants et dignes d'attention. Leurs opinions s'avéreront fort utiles pour la solution des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Pour ce qui est de la synthèse des discussions des quatre thèmes inscrits à l'ordre du jour du débat général des 26 et 27 juin 1984, les deux rapporteurs généraux avaient convenu que M. Profit, de la France, se chargerait de la présentation du rapport de base. La délégation chinoise a eu un échange de vues avec la délégation française et certaines des opinions de la délégation postale de Chine (Rép. pop.) se reflètent déjà dans le rapport de synthèse soumis par la France. Je tiens à ajouter quelques remarques complémentaires en mettant l'accent sur les points suivants:

1. Les problèmes de marché et de prestations auxquels la poste fait face actuellement concernent les Administrations de tous les pays. L'une des causes qui sont à l'origine de ces problèmes est le fait que, dans le contexte d'une situation objective ayant évolué, nous suivons encore les sentiers battus des vieilles traditions, nos méthodes datant d'un âge révolu. Et là, le point essentiel, c'est l'absence de dynamisme au sein de la poste traditionnelle. Résultat: face à la concurrence extrapostale, la poste se trouve placée devant des difficultés considérables. Pour être en mesure d'y remédier de manière radicale, il faut déroger aux traditions, abandonner les méthodes périmées, entreprendre des réformes se prêtant aux besoins de la situation objective. C'est ainsi que l'amélioration de l'organisation et de la gestion, l'introduction d'un système de gestion semblable à celui des entreprises, le développement des services nouveaux, l'accélération de la transmission du courrier et, du côté des prestations, une plus grande souplesse, seraient autant de facteurs susceptibles de renforcer la compétitivité de la poste. Il importe également de former le personnel, afin que les cadres gestionnaires puissent être capables d'identifier les situations nouvelles et de s'y adapter.

2. Le monopole de la poste est indispensable, mais il ne représente pas l'unique formule. Cette prérogative tient de la nature même de la poste en tant qu'organisme d'utilité publique et de prestation, au service de tout le monde, que ce soit dans les agglomérations urbaines ou à la campagne, dans les zones disposant de moyens perfectionnés de transport et de communications ou dans des régions montagneuses reculées. Par conséquent, pour la poste, la question qui se pose n'est pas seulement celle de savoir s'il lui est possible de réaliser des bénéfices. Un rejet total du principe du monopole postal entraînerait une altération de la nature même de la poste. D'autre part, le maintien du monopole au moyen des seules mesures administratives ne saurait correspondre à la situation objective. En effet, sans dynamisme, la poste ne peut améliorer son travail, en élever la qualité. Si elle n'accomplit pas sa tâche de manière satisfaisante et si, par-dessus le marché, elle interdit aux autres organismes de fournir les prestations dont le grand public a besoin, elle s'aliénera le soutien de ce dernier. Par conséquent, dans les pays et territoires économiquement développés, lorsqu'il s'agit d'envois à caractère très commercial, comme le courrier accéléré, le courrier électronique et les paquets commerciaux, ce serait plutôt le principe de la commercialisation qui s'appliquerait. Dans ce domaine, il ne serait pas judicieux d'insister sur le monopole postal, car cela empêcherait la poste de se développer dans le cadre même de la concurrence. Ici, une condition préalable s'impose, la définition d'une politique rationnelle de taxation qui devrait se manifester sous deux aspects:

- les taxes devraient être fixées à des montants aussi faibles que possible afin d'assurer la compétitivité de la poste;

- les taxes devraient pouvoir rapporter à l'entreprise postale des recettes suffisantes pour le renouvellement de la production. Il faudrait disposer, à cet effet, d'une base économique permettant d'améliorer, par tous les moyens, la qualité des communications postales et de fournir de meilleures prestations aux usagers. Mais il appartient à chaque Administration de définir les barèmes de ses taxes.

3. Les questions ayant fait l'objet de nos discussions sont des problèmes d'intérêt commun. Mais comment les régler? Chaque pays devra, en fonction de ses conditions spécifiques, étudier les mesures qui s'imposent et envisager les méthodes adéquates. Ici, l'uniformisation n'est pas de règle. C'est ainsi que l'introduction de techniques nouvelles se fera en fonction du volume du trafic postal et des conditions financières. Cependant, pour ce qui est des questions présentant des points communs, telles que l'accélération de la transmission du courrier, l'élévation de la qualité des prestations, le développement des services postaux ainsi que la réduction des dépenses et du prix de revient, la formation du personnel, l'encouragement de la motivation et le renforcement de la gestion, il sera toujours profitable de poursuivre les échanges d'expériences afin d'apprendre les uns des autres. A cet égard, nous n'insisterons jamais assez sur la nécessité, pour l'UPU, de jouer pleinement son rôle de trait d'union et d'organisateur en favorisant, sous diverses formes, la communication et les échanges de renseignements entre les divers pays, et de disposer d'une plus grande souplesse d'action.

Bien que leur base économique soit encore assez faible et leur trafic postal très modeste, les pays en développement, y compris la Chine (Rép. pop.), possèdent des potentialités considérables en matière de développement postal et ils connaîtront un essor plus rapide s'ils redoublent d'efforts dans le domaine de la recherche, adoptent des mesures énergiques et des méthodes correctes. Pour certaines questions, il est tout à fait possible d'éviter les ennuis et les difficultés dans la mesure où l'on peut les prévoir à l'avance.

Bref, j'estime que si nous renforçons notre solidarité et joignons nos efforts, un avenir radieux nous attend. Je suis parfaitement persuadé que nous serons à même de surmonter les difficultés actuelles et de favoriser, par nos efforts, l'essor de la poste.

Pour terminer, je tiens à vous renouveler mes remerciements, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, et à tous les orateurs qui ont bien voulu nous accorder leur soutien.

Treizième séance du Congrès

Jeudi 28 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le DOYEN: Nous vous remercions de tout coeur, Monsieur le Président, de nous avoir invités à ce régal de musique qui nous fut offert par l'orchestre de la "Beethovenhalle" de Bonn, lequel nous interpréta d'une façon très brillante les symphonies de Beethoven Nos 6 et 7.

Communication

Le VATICAN: C'est un privilège pour moi de participer en qualité de Chef de la délégation du Vatican au XIXe Congrès de l'UPU. Ma délégation représente le plus petit pays du monde. Cependant, comme le souverain de ce petit Etat est le Pape, qui est en même temps le chef spirituel de centaines de millions de personnes réparties dans le monde, vous pouvez très bien comprendre que le travail de mon Administration va au-delà du territoire et de la population de notre Etat.

Déclarations

Même si le pape actuel Jean Paul II aime apporter personnellement aux peuples de divers pays son message de paix, des millions de personnes, chaque année, viennent au Vatican. C'est pourquoi le Vatican attache une grande importance à tous les moyens de communication et à tous les organismes nationaux et internationaux qui encouragent la communication. Membre de l'UPU depuis 1929, le Vatican a l'intention de continuer à donner son appui à ses activités et à se conformer à toutes ses règles et règlements. Nous sommes convaincus que l'UPU non seulement permet l'amélioration des services postaux, mais contribue également à promouvoir la compréhension mutuelle, la collaboration et la paix en facilitant l'échange de valeurs spirituelles et culturelles entre tous les pays du monde.

La RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE: Ce Congrès, qui se déroule dans une atmosphère d'amitié, est une occasion remarquable de développer les relations postales entre les différents pays du monde. La poste et les télécommunications représentent des facteurs essentiels du développement économique et culturel de tous les pays. Dans notre pays, la poste et les télécommunications connaissent un essor tout particulier depuis que le Président Kim Il Sung, notre grand leader, a libéré le pays du joug colonial. Maintenant, la poste et les télécommunications jouent un rôle important dans l'accélération du développement économique, social et culturel de notre pays. Leur tâche est de servir avant tout notre peuple. Grâce à l'organisation de la poste, conçue personnellement par notre Président, la distribution des lettres et des imprimés se fait directement dans chaque ménage. Conformément aux besoins de notre époque, la poste et les télécommunications se développeront davantage dans notre pays. Les années 80 verront l'introduction de méthodes nouvelles pour le tri des lettres et des colis. Nous utiliserons divers moyens de transport pour l'acheminement du courrier. Nous passerons également à l'application des méthodes électroniques. Nous sommes convaincus que, par l'élargissement de la collaboration entre les Pays-membres de l'Union, une contribution importante sera apportée au développement économique et social de tous les peuples.

La GUYANE: Ce Congrès traitera de questions importantes dans le but d'améliorer nos services postaux et d'assurer une coopération économique maximale fournissant en même temps des possibilités d'emploi à nos populations. Nous nous réjouissons de cet esprit de coopération et de bonne compréhension. Ce Congrès nous aidera à augmenter la richesse du monde et à combler le fossé entre les riches et les pauvres.

Je constate avec satisfaction que cette conférence a condamné la politique inadmissible de l'Afrique du Sud. Nous avons reçu d'Amnesty International des propositions pour que des timbres soient émis afin de marquer le 25^e anniversaire de cette organisation. La Guyane appuie la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais nous considérons que le respect des droits de l'homme devrait répondre à un seul et même concept dans le monde.

Alors que de nombreuses questions nous sont soumises, il faut s'assurer que nous survivrons à la guerre qui nous menace du fait des sommes considérables consacrées à l'armement et à la construction d'arsenaux militaires terrifiants pouvant détruire l'humanité tout entière. Il nous faut réfléchir à ces questions, car si le Congrès doit obtenir des résultats optimaux, nous devons nous sentir sûrs que la paix et la stabilité appuieront nos efforts ici et ailleurs. Tant qu'il y a ingérence en Amérique latine et dans la région des Antilles, au Moyen-Orient, dans le Golfe, tant qu'il y a un manque de sincérité pour traiter avec les Africains et en particulier au sujet de la question sud-africaine, tant que nous avons un gendarme international, nous serons en danger et nos discussions, ici, n'auront guère de sens.

Il faut que chacun de nous accepte le code moral connu et qu'il nous serve de guide. Alors que nous parlons de frais terminaux, les pays riches doivent faire preuve de courage et de sollicitude à l'égard des autres pays. Nous sommes venus ici prêts à travailler dans l'intérêt d'un meilleur service postal pour le monde entier, avec l'espoir que nos délibérations nous rapprocheront et que nos discussions nous permettront de parvenir aux objectifs de l'UPU.

Le PRÉSIDENT: Le problème des déclarations de caractère général a déjà été discuté au sein du Bureau du Congrès. Celui-ci a estimé qu'il fallait donner la possibilité aux Chefs de délégations de faire ces déclarations. Il a cependant recommandé de répartir ces déclarations afin que les travaux de certaines séances ne soient pas trop retardés par un trop grand nombre de déclarations. Cela étant, je demande que le texte des déclarations soit remis directement, à moi-même, au Chef du Cabinet ou au Secrétaire général. M'adressant aux délégations du Bhoutan, du Liban et de l'OLP qui m'ont demandé la parole, je les prie de bien vouloir reporter à plus tard leurs interventions afin que nous passions à l'approbation de l'ordre du jour.

Approbation
de l'ordre
du jour
Congrès — Doc 65

Le PRÉSIDENT signale que les questions mentionnées sous les points 3 et 4 de l'ordre du jour (Congrès — Doc 65) ont été reprises du Congrès — Doc 35 où elles figuraient sous les points 18 et 19 et que, de l'avis du Bureau du Congrès, les points 11 et 12 de l'ordre du jour devront être discutés ensemble.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): La Commission 4 a, dans son ordre du jour, les propositions 2000.14 et 2009.1 qui traitent du même sujet. Nous estimons donc que la proposition 2000.14 doit être renvoyée à la Commission 4.

Le PRÉSIDENT: Cette question a déjà été soulevée au Bureau du Congrès qui, sur le conseil du Secrétaire général, a décidé de procéder comme il est prévu dans l'ordre du jour.

La ROUMANIE propose de discuter les points 5 et 6 de l'ordre du jour ensemble, car ils traitent de problèmes très liés.

Le PRÉSIDENT DU CCEP: Il serait préférable de séparer les deux sujets. Le point 5 prévoit l'examen par le Congrès des propositions concernant les études qui seraient confiées au CCEP pour les cinq ans à venir, tandis que le point 6 porte sur la question de savoir comment les pays en développement peuvent participer aux travaux du CCEP.

Le PRÉSIDENT: Je pense que lors de la discussion sur le point 6 on pourra revenir sur le point 5 et que nous n'aurons pas de difficultés à procéder de cette manière.

Le SOUDAN: Nous appuyons la suggestion de la Roumanie et du Yémen (Rép. arabe).

A notre avis, la discussion sur la proposition 2000.14 pourrait être ajournée jusqu'à son examen par la Commission 4 afin d'éviter des décisions contradictoires.

Le **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**: Lors de sa dernière session, le Conseil exécutif a chargé le Directeur général du Bureau international d'élaborer pour le Congrès de Hamburg un projet de recommandation sur le choix des sujets de timbres-poste. Ce projet de recommandation, approuvé par le Président du Conseil exécutif au nom du Conseil, fait l'objet de la proposition d'ordre général 2000.14. L'examen de cette proposition a été prévu à l'ordre du jour simultanément avec le Congrès — Doc 5 et sa justification est exposée au chapitre VII (chiffre 12) dudit document. En effet, chaque année plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies mettent l'accent sur les efforts à entreprendre pour promouvoir les idéaux de paix, le développement de la coopération internationale et la compréhension mutuelle des peuples. D'où la relation directe avec la nature de la recommandation 2000.14.

La proposition 2009.1, quant à elle, vise à amender l'article 9 de la Convention. Etant donné que les deux propositions ont un même objectif, on peut les traiter simultanément, soit en séance plénière, soit en Commission 4.

Le **PRÉSIDENT**: Il existe vraiment un lien entre les deux propositions. Je vous propose donc de commencer l'examen du point 3 de l'ordre du jour d'un point de vue général et lorsque nous en serons au chapitre VII du Doc 5 nous pourrions décider si nous voulons examiner en séance plénière la proposition 2000.14 ou la renvoyer à la Commission 4.

L'**IRAQ**: Nous sommes d'avis d'examiner ces deux propositions simultanément.

Le **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**: Permettez-moi, maintenant, de présenter le Congrès — Doc 5 et son additif 1 concernant les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales.

L'Accord signé en 1947 entre l'ONU et l'UPU constitue la base juridique des relations entre les deux organisations, l'UPU étant devenue à ce moment-là l'une des institutions spécialisées des Nations Unies. Depuis lors, les relations de l'UPU avec les organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales se sont renforcées d'année en année. A l'heure actuelle, les activités de l'UPU ne sauraient se concevoir sans une coopération étroite et une coordination avec les Nations Unies et d'autres organisations internationales. Cette collaboration se manifeste sous la forme d'un important échange de correspondances, de rapports et de documentation concernant des questions très diverses. En outre, l'UPU participe à un certain nombre de réunions d'organismes des Nations Unies.

Chaque année le Conseil exécutif a été saisi de plusieurs rapports traitant des relations de l'UPU avec l'ONU, en particulier des questions importantes d'intérêt commun. Des résolutions de l'Assemblée générale ont été portées à la connaissance du Conseil, afin qu'il se prononce sur les mesures prises par le Bureau international et fasse part de ses directives éventuelles.

J'aimerais encore préciser que dans l'esprit des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui mettent l'accent sur les efforts à entreprendre pour promouvoir les idéaux de paix, le développement de coopération internationale et la compréhension mutuelle des peuples, le Conseil exécutif soumet au Congrès un projet de recommandation sur le choix des sujets de timbres-poste. Ce projet de recommandation constitue la proposition d'ordre général 2000.14, dont le principe et l'esprit ont été adoptés à l'unanimité par le Conseil exécutif à sa dernière session. On en trouve la justification sous le chiffre 12 du Congrès — Doc 5 et dans les conclusions. Par ailleurs, le Congrès — Doc 5/Add 1 attire l'attention sur deux résolutions de l'Assemblée générale relatives à la "Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix".

Enfin, j'aimerais ajouter que le Secrétaire général des Nations Unies^a a récemment attiré mon attention sur le 40e anniversaire des Nations Unies qui sera célébré en 1985 et sur le souhait exprimé à l'intention des Etats membres d'émettre à cette occasion des timbres-poste commémoratifs.

Le Bureau international diffusera très prochainement une circulaire à ce sujet.

De plus, j'ai reçu ce matin des Nations Unies une lettre dont je vous communique un extrait: "Le Gouvernement d'Autriche a décidé de célébrer simultanément le 30e anniversaire de son admission à l'ONU et le 40e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. De nombreux pays se trouvent dans une situation similaire et pourraient célébrer le 40e anniversaire de l'ONU en même temps que le 30e, le 25e, le 20e, le 10e ou le 5e anniversaire de leur admission." Cette lettre est accompagnée d'une annexe, dont les renseignements figureront aussi dans la circulaire du Bureau international.

Le Congrès — Doc 5 que vous avez sous les yeux ne présente que quelques-unes des questions qui font l'objet des relations entre l'UPU et l'ONU, compte tenu notamment du fait que les activités de la coopération technique — en particulier pour ce qui concerne le PNUD — sont exposées dans le Congrès — Doc 18. En outre, plusieurs aspects de la collaboration avec les institutions spécialisées de l'ONU et avec d'autres organisations internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales sont reflétés dans d'autres documents soumis au Congrès.

Congrès —
Doc 5 et Add 1

Relations
avec l'ONU et
avec d'autres
organisations
internationales

Proposition
2000.14

Choix des sujets
de timbres-poste

Le Congrès est invité:

- à approuver le Congrès — Doc 5 et son additif 1;
- à décider si le projet de recommandation relatif au choix des sujets de timbres-poste (proposition 2000.14) doit être traité en séance plénière simultanément avec la proposition 2009.1 ou renvoyé à la Commission 4.

De plus, le Congrès jugera peut-être utile d'inviter le Directeur général du Bureau international à prendre les mesures exposées dans le chapitre "Conclusions" (chiffre 16 du Congrès — Doc 5).

Le PRÉSIDENT: Nous avons le plaisir d'avoir parmi nous et pour quelques jours le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, M. Butler, qui désire s'adresser personnellement au Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL salue également la présence de M. Butler et s'associe aux paroles aimables que le Président lui a adressées.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT): Je suis très heureux d'être aujourd'hui parmi vous dans cette belle ville de Hamburg à l'occasion du XIXe Congrès de l'Union postale universelle. Pour moi, c'est à la fois un devoir et une faveur que de vous transmettre, en mon nom et en celui de l'Union internationale des télécommunications, tous mes vœux pour le succès de vos délibérations.

Je crois pouvoir affirmer sans crainte d'être contredit que la coopération traditionnelle entre les postes et les télécommunications ne cesse de se renforcer dans un monde où les systèmes et les techniques de communications enregistrent de rapides progrès. Par ma présence, je tiens aujourd'hui à réaffirmer le désir de l'Union internationale des télécommunications d'établir des relations encore plus étroites avec l'Union postale universelle pour étudier des problèmes qui présentent pour nous un intérêt commun. A ce propos, c'est avec plaisir que je reconnais parmi les délégués ici présents aujourd'hui de nombreux visages familiers, visages de délégués et d'amis qui, d'ailleurs, participent régulièrement aux travaux de l'UIT.

Nos Unions ont connu beaucoup de changements et relevé de nombreux défis depuis leur fondation alors que s'instaurait une coopération internationale dans le domaine des communications pendant la deuxième moitié du XIXe siècle et je suis certain qu'elles sauront résoudre avec souplesse les problèmes que l'on peut voir poindre aujourd'hui. Des mutations sont inévitables. Tout comme la réalisation de la ligne télégraphique transcontinentale aux Etats-Unis en 1861 mit un terme au Pony Express, de nouveaux systèmes de télécommunications remplaceront des services surannés et moins performants.

Dans le domaine des télécommunications, l'extension des réseaux téléphoniques et télex a entraîné une réduction spectaculaire des services télégraphiques publics dans de nombreux pays. Il ne fait aucun doute que l'introduction de nouveaux services de télécommunications aura des retentissements sur certains aspects du trafic postal mais qu'elle permettra également aux Administrations des postes d'offrir au grand public toute une série de nouveaux services.

La manière dont les responsables des plans envisagent le développement des communications évolue d'une manière extrêmement intéressante. Le développement rural est passé au premier plan des préoccupations des responsables, en particulier dans les pays en développement où 80% de la population vit dans ce que l'on peut appeler un environnement rural. L'intérêt de bonnes communications en tant qu'aide au développement dans ces régions est aujourd'hui pleinement reconnu, et a été stimulé de façon remarquable par les activités menées lors de l'Année mondiale des communications, développement des infrastructures et de communications (AMC) 1983. Il s'ensuit que le développement des communications doit être stimulé dans les régions rurales, les investissements faits dans ce secteur étant justifiés par les retombées qui en résulteront sous forme d'amélioration du bien-être économique et social de la population et non seulement de revenus financiers.

Les progrès techniques auxquels nous assistons permettront aux organisations d'assurer à l'échelon mondial le développement de nos services pour répondre aux besoins de toutes les collectivités. Le rôle de la poste dans les régions rurales est vital et, avec l'infrastructure actuelle, elle est bien placée pour servir de foyer aux communications dans de nombreuses collectivités dépourvues actuellement de services satisfaisants. Les investissements relativement modestes nécessaires pour mettre au point l'élément central des communications seront plus que compensés par les améliorations que l'on connaîtra dans les secteurs tels que l'agriculture, la santé et le développement d'autres activités telles que le tourisme qui seraient difficilement concevables sans communications.

Je tiens ici à remercier l'UPU de la collaboration et de l'appui dont j'ai bénéficié dans l'exercice du mandat d'organisme responsable dont l'UIT a été investi par l'Assemblée générale pour la coordination internationale des activités de l'Année mondiale des communications. Je rappelle que votre dernier Congrès a été en fait le premier organe des Etats membres du système des Nations Unies et la première institution à fournir des ressources et du matériel pour les activités de l'Année mondiale des communications ce qui, avec l'établissement de 78 Comités nationaux des communications et le Comité d'honneur de quelque 76 Chefs d'Etat a permis de mieux comprendre l'importance des infrastructures des télécommunications pour le développement et pour le succès de l'Année mondiale des télécommunications.

Je suis convaincu que notre collaboration à l'étude de nouvelles questions d'intérêt commun a pris un bon départ. La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi, 1982) a approuvé les mesures prises pour établir les bases de cette collaboration et notamment les dispositions prises pour renforcer la collaboration dans les domaines techniques entre le CCITT et le Conseil consultatif des études postales (CCEP). La résolution adoptée par ce Conseil à sa session de 1983 (résolution CCEP 1/1983) concernant les relations entre le CCEP et le CCITT a été étudiée par le Conseil d'administration de l'UIT à sa 39^e session et celui-ci a recommandé que la prochaine VIII^e Assemblée plénière du CCITT, qui se réunira en octobre, accorde une attention particulière à la demande qui lui a été faite par le CCEP.

Nous sommes aujourd'hui à l'ère de la société d'information. Force est de reconnaître qu'une diversification extraordinaire des services de communication est en cours de sorte qu'il est possible d'envisager les scénarios même les plus extravagants. Les administrations des télécommunications s'approprient à mettre en service ce que l'on appelle le réseau numérique avec intégration des services (RNIS) qui permettra aux abonnés d'établir des communications numériques de bout à bout pour des services allant du téléphone classique aux services vidéo à large bande, en passant par tous les types de services de transmission de données y compris le télex, le télétexte et la télécopie, etc. Les liaisons d'ordinateur à ordinateur ne sont déjà plus rares et les petits calculateurs gagnent de plus en plus de terrain et des postes de travail pour le traitement de texte, communiquant entre eux dans les bureaux, stimulent la demande de nouveaux services de transmission de données.

Cependant, la généralisation de l'emploi de ces nouveaux services n'est pas pour demain. Il existe dans les réseaux de télécommunication une inertie intrinsèque au changement qui est imputable aux investissements importants en matériel, dont le rendement se trouve limité par des techniques surannées. Le scénario le plus vraisemblable consistera en une évolution graduelle du caractère des réseaux, avec la mise en service de systèmes numériques spécialisés conçus pour satisfaire à une demande de nouveaux services bien précis. Ces systèmes numériques spécialisés seront amalgamés ou remplacés le cas échéant à mesure que le réseau évoluera vers un réseau numérique avec intégration complète des services en fonction des perspectives offertes par l'industrie et les nombreux systèmes et services interactifs nouveaux. Cette évolution donnera le temps et l'occasion d'étudier comment les nouveaux services de télécommunication peuvent servir au mieux les intérêts des Administrations postales. Il existe sans aucun doute des fonctions où la poste n'a pas de concurrent. Les progrès des télécommunications n'auront aucune incidence dans ces domaines. Cependant, je suis convaincu que nos Unions reconnaîtront qu'il existe un nombre important de fonctions pour lesquelles une coopération fructueuse leur permettra de mieux s'acquitter de leurs mandats respectifs.

Nous en sommes déjà à l'ère de la société d'information et la nécessité de communiquer ne fait plus aucun doute mais il est difficile de fixer des dates pour l'évolution future qui dépendra de facteurs les plus divers, certains relevant des structures, d'autres du comportement. Le vent du changement souffle et plusieurs de nos membres revoient les dispositions existantes pour assurer des services de postes et de télécommunication. La concurrence accrue dans la fourniture de services à l'échelon national et international combinée à une plus grande autonomie ne manqueront pas d'avoir une incidence sur le développement, la normalisation et la réglementation de ces services. La demande de nouveaux services est liée étroitement à la possibilité d'en disposer à un prix acceptable ainsi qu'à l'utilisation accrue d'équipements terminaux appropriés par les usagers. Les jeunes d'aujourd'hui seront vraisemblablement plus à l'aise avec les ordinateurs que leurs parents et la tendance actuelle à réduire les coûts des équipements permettra aux générations futures d'accéder plus facilement aux matériels nouveaux. Cette évolution stimulera la demande de services de télécommunication adaptés. Cependant, la demande de nouveaux services sera sans aucun doute dirigée par des organisations commerciales et les progrès seront fortement influencés par les forces du marché. Il faut donc que nos deux Unions fassent preuve de souplesse devant cette évolution de la situation.

Pour tous ces progrès technologiques, nous avons l'un et l'autre la responsabilité de rechercher les moyens d'assurer, à l'échelon mondial, le développement de nos services dans l'intérêt de toutes les collectivités.

En conclusion, Monsieur le Président, je tiens à assurer le Congrès que l'UIT poursuivra sa coopération pour maintenir et développer les relations entre les deux organisations afin de faciliter l'étude des questions qui nécessitent une collaboration entre les services postaux et les services des télécommunications.

Le PRÉSIDENT remercie le Secrétaire général de l'UIT de l'esprit de collaboration manifesté à l'égard de l'UPU.

L'UKRAINE: Pour obtenir des résultats positifs dans ses travaux, toute organisation internationale doit tenir compte des facteurs économiques et politiques qui déterminent le développement dans le monde. Une étroite relation entre les Nations Unies et ses organisations spécialisées est la garantie que leurs activités se déroulent en tenant compte de ces réalités. L'Ukraine accepte une telle conclusion du Directeur général du Bureau international (Doc 3) et estime que le statut de l'UPU exige que notre Union agisse de façon concertée avec l'ONU et contribue ainsi au maintien de la paix dans le monde, à la sécurité internationale et à une coopération efficace entre les peuples. Nous sommes convaincus que l'UPU peut apporter une contribution utile à la réalisation de ces objectifs.

L'ONU a déclaré 1986 "Année mondiale de la paix" et de nombreuses organisations apporteront leur contribution pour réduire la course aux armements et éviter la menace nucléaire. Nous aimerions à cet égard attirer l'attention sur la résolution 188, partie J, de la 38e Assemblée générale concernant le désarmement général et complet. De nombreuses initiatives de paix ont été prises par l'URSS et les pays socialistes, y compris leur récente Déclaration sur la paix et la coopération économique internationale où ils se prononcent pour le renforcement du rôle de l'ONU et des organisations de son système dans le traitement des problèmes actuels de la paix et de la sécurité. La République socialiste soviétique d'Ukraine continuera ses efforts dans ce sens.

Un autre point de l'ordre du jour est apparenté au point 3. C'est la question traitée dans le Congrès — Doc 15, à savoir l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées. Les décisions que nous prenons sont une contribution à la lutte pour la décolonisation et apportent notre appui moral aux peuples opprimés et aux mouvements nationaux de libération. Il en est ainsi de l'exclusion de l'Afrique du Sud de notre Union. Nous devons par ailleurs apporter une aide réelle à la Namibie et aux mouvements de libération d'Afrique australe. Le Congrès — Doc 15 fait également référence à la situation au Moyen-Orient. L'Assemblée générale de l'ONU demande aux institutions spécialisées une condamnation sans équivoque de la politique pratiquée par Israël. En conclusion, je puis assurer que la République socialiste soviétique d'Ukraine continuera d'appuyer les efforts de l'UPU en vue de réaliser les objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

L'INDE: Nous nous référons au chiffre 10 du Doc 5 relatif à l'Année mondiale des communications (AMC) 1983. En Inde, un certain nombre de séminaires ont été organisés à ce sujet et notre Gouvernement met actuellement au point un plan pour notre nouvelle politique des communications.

Nous aimerions savoir si d'autres pays ont publié des documents dans ce domaine et dans ce cas si le Bureau international pourrait envisager la distribution d'une publication sur la question, ce qui permettrait de comparer les résultats obtenus.

Dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif (Congrès — Doc 1), il est question de la création d'une chaire universitaire sur les communications. Nous aimerions également savoir quels seront les critères applicables à la création d'une telle chaire et dans quel pays elle se trouvera.

Le PRÉSIDENT: La suggestion de l'Inde adressée au Bureau international de déterminer quelles activités ont été entreprises par les différents pays dans le cadre de l'Année mondiale des communications est très intéressante. Dans les conclusions du Congrès — Doc 15, il est proposé de demander au Directeur général du Bureau international de continuer à suivre l'évolution des questions évoquées. Si le Congrès approuve ces conclusions, un mandat dans le sens du souhait de l'Inde sera ainsi donné au Bureau international.

La BIÉLORUSSIE: Nous sommes heureux de constater que les relations entre l'UPU et les organisations du système des Nations Unies se renforcent d'année en année. 1986 a été déclarée par l'ONU "Année mondiale de la paix" et sa proclamation le 24 septembre 1985 coïncidera avec le 40e anniversaire de l'ONU. L'objet de l'Année de la paix est de prévoir une période pendant laquelle les Etats membres des Nations Unies pourront consacrer leurs efforts à réaliser les idéaux de la paix.

A cet égard, nous avons pris note avec intérêt que le Congrès — Doc 5/Add 1 est consacré aux deux résolutions des Nations Unies 33/73 et 36/104 relatives à la préparation des sociétés à vivre dans la paix.

Notre Etat respecte entièrement les dispositions de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix et l'URSS a adopté une loi sur les mesures à prendre pour la défense de la paix. Historiquement, l'expérience nous prouve que pour défendre la paix, il faut compter sur la solidarité de tous les peuples qui luttent dans ce sens.

Le PRÉSIDENT: Il semble judicieux de ne pas traiter séparément les propositions 2000.14 et 2009.1. Je propose que la proposition 2000.14 soit renvoyée à la Commission 4.

Le Congrès décide:

- *d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international concernant les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;*
- *d'inviter le Directeur général du Bureau international à:*
 - a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit Rapport;*
 - b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;*
 - c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.*

Le Congrès décide en outre de transférer à la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation) la proposition 2000.14.

L'URSS: Les activités de notre Union dans le domaine des relations avec l'ONU sont une question importante qu'il convient de ne pas limiter au seul problème de l'émission des timbres-poste. Tous les aspects de nos relations avec l'ONU et les autres organisations internationales méritent notre attention. C'est un grand privilège et une haute responsabilité que d'être une organisation spécialisée. L'UPU comprend l'importance de cette responsabilité et participe activement aux actions des Nations Unies. Le travail de l'UPU, du Bureau international, du CE et du CCEP mérite notre approbation. Notre Union doit participer à tous les efforts entrepris pour garantir la paix dans le monde et, à cet égard, l'URSS estime que l'UPU a un rôle à jouer pour renforcer la paix et la solidarité entre les peuples.

Le BHOUTAN: Le XIXe Congrès aura à s'occuper pendant quelques semaines de certains problèmes globaux visant à améliorer l'efficacité des services postaux. Il ne manquera pas non plus de se pencher sur les questions qui préoccupent les pays en développement et en particulier les pays les moins avancés. A ce propos, je voudrais faire observer que le Bhoutan n'a pas accès à la mer et qu'il se trouve, de ce fait, dans une situation peu avantageuse. Je tiens à remercier les pays donateurs pour l'assistance technique accordée à mon pays et je formule l'espoir qu'ils continueront à l'aider soit sur une base bilatérale, soit par le truchement de l'UPU.

Déclaration

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le rapport qui fait l'objet du Congrès — Doc 15 a pour origine la résolution 1514 (XV), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960, et concerne la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a été élaboré conformément à la pratique suivie lors des trois derniers Congrès et notamment à la décision C 99 du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

Le chapitre I résume le développement de la question au sein des Nations Unies et rappelle qu'un programme d'action a été adopté pour l'application de la Déclaration auquel la communauté internationale a été invitée à apporter sa collaboration.

Le chapitre II expose les efforts déployés par l'Union et le Bureau international, en particulier pour donner suite aux recommandations formulées dans la Déclaration et dans les diverses résolutions y relatives adoptées chaque année par les organes de l'ONU. Le Conseil exécutif est renseigné, à chaque session, des mesures prises à cet égard.

Ce document est daté du 12 mai 1984 et reflète la situation à cette date. Le Congrès voudra bien, en se référant au chiffre III "Conclusions":

- 1° prendre acte:
 - de la résolution 38/51 qui résume les dernières directives données par l'ONU aux institutions spécialisées au sujet du problème de la décolonisation,

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
Congrès — Doc 15

- des extraits d'autres résolutions de la 38e Assemblée générale des Nations Unies qui n'ont pu être publiées à l'intention du CE et qui s'adressent aux institutions spécialisées,
 - des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux peuples coloniaux et aux territoires nouvellement indépendants;
- 2° dire s'il approuve la pratique suivie jusqu'ici et, le cas échéant, donner au Bureau international les directives qu'il juge nécessaires pour l'avenir.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Au sujet de la question posée par l'Inde dans le cadre du point précédent de l'ordre du jour au sujet de la création d'une chaire universitaire sur les communications, nous signalons que cette chaire a été créée en Nouvelle-Zélande. Le Bureau international dispose de toutes les informations utiles à son sujet mais nous communiquerons également les renseignements y relatifs aux Administrations qui le désirent.

Le LIBAN: Je me réfère au paragraphe 11 du Doc 5 traitant notamment de l'Année internationale de la paix (1986). Ce document a été adopté par le Congrès. Ma patrie, le Liban, aspire ardemment à la paix et à la sécurité et réclame instamment l'application des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Avant que la paix ne soit mondialement célébrée en 1986, je voudrais parler de la paix au Liban.

La délégation libanaise garde en son âme la tragédie de son pays et passe sous silence la tristesse profonde qui accable le peuple libanais, victime d'événements sanglants, de la guerre et de l'invasion des troupes étrangères qui sont encore maintenant sur son territoire.

Du Liban, dont le nom selon l'Ancien Testament signifie "l'encens qui embaume", de sa capitale Beyrouth, connue comme étant la "Mère des lois" et transformée par la guerre en bains de sang, du fond de notre chère patrie réduite à l'état de ruines s'élèvent aujourd'hui les cris des victimes innocentes, des orphelins et des mères ayant perdu leurs enfants, les gémissements des vieux mêlés à ceux d'enfants apeurés. De ce Liban, je tiens à lancer le même appel que notre Président de la République, S.E. Cheikh Amin Gemayel, lorsque, de la tribune de l'Organisation des Nations Unies, il a adressé au monde entier ces paroles: "Donnez-nous la paix et en retour nous étonnerons le monde."

Oui, notre Président a supplié le monde entier de ramener au Liban une paix perdue depuis dix ans. Il estime en effet qu'il incombe à tous les pays épris de paix de faire cesser cette guerre. Cette guerre qui se déroule sur le territoire libanais n'est pas une guerre civile comme d'aucuns se plaisent à le faire croire, mais plutôt "une guerre que d'autres se livrent sur notre sol". Ils lui ont donné l'aspect d'une guerre civile pour dissimuler les crimes qu'ils ont commis et qu'ils continuent de commettre, alors que notre peuple à bout de patience ne cesse de répéter les paroles de Dieu Tout-Puissant: "Ne désespérez pas de la miséricorde de Dieu, patientez et persévérez dans votre patience, Dieu est avec les patients." Nous sommes persuadés que la paix reviendra sûrement un jour au Liban.

Nous ne désespérerons jamais et nous croyons fermement au rétablissement de la paix dans notre patrie en souffrance car si certains s'acharnent à détruire la paix il y en a qui s'attachent à la rendre à ceux qui l'ont perdue. Nous croyons d'autant plus au retour de la paix que dans sa grande majorité la population, consciente du rôle important que le Liban en paix jouait, est convaincue du rôle qu'il pourra encore jouer dans le monde, non seulement dans le domaine postal, mais aussi dans tous les autres domaines, y compris au plan international. Le Liban est en effet l'un des pays fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes; il est aussi l'un des auteurs de la Déclaration des droits de l'homme. Nous souhaitons que l'appel de notre Président de la République soit entendu; que la paix ne s'éloigne pas de nous et que rien ne nous empêche de donner "ce qui étonnera le monde" comme ce fut déjà le cas et comme l'Histoire en est le témoin éloquent.

Dès notre arrivée en terre allemande nous avons repris confiance, car la République fédérale d'Allemagne, pays hôte de ce Congrès postal, a donné au monde une leçon de redressement. En effet, détruite par deux guerres mondiales successives, l'Allemagne a su panser ses blessures et elle est parvenue à retrouver une place de choix dans le concert des nations les plus développées du monde.

Nous sommes persuadés de pouvoir suivre l'exemple du peuple allemand et nous voici aujourd'hui ici pour vous témoigner notre désir d'exister en tant que peuple relié au reste du monde, même si l'on tente de nous fermer toutes les issues. Nous refusons de céder, face à la destruction et à la ruine. Comme le Phénix, nous renaîtrons entièrement de nos cendres et nous repartirons en avant, soucieux de conserver au Liban son unité et sa spécificité d'Etat épris de paix. Nous sommes convaincus d'y parvenir car nous savons que la guerre qui sévit au Liban n'est que la guerre que d'autres se font sur notre sol. Nous tenons à le rappeler,

nombreux sont les envahisseurs et occupants qui ont voulu s'approprier le Liban. Les rochers de Nahr et Kalb et les citadelles que l'on peut voir un peu partout en sont les témoins, mais le sort de ceux-ci était en définitif la défaite et le départ de ce petit pays.

En dépit de tous les revers subis et malgré la destruction des bâtiments principaux de l'Administration postale, l'endommagement des centres de remplacement, la fermeture du port et de l'aéroport international de Beyrouth, la poste libanaise continue dans une certaine mesure à rendre service au public. Elle a su maintenir ainsi les liens entre les émigrés et la mère patrie car une partie du peuple libanais, disséminée sur les cinq continents du monde, égale en nombre celle qui vit sur la terre libanaise. Ainsi, la poste ne cesse d'être présente dans tous les domaines et à tous moments.

Pour que les services postaux continuent d'être assurés, il faut, à n'en pas douter, que la poste soit aidée et soutenue. Aussi tenons-nous à rendre hommage ici aux Administrations soeurs et amies qui ont fait ce qui est en leur pouvoir pour nous apporter sous toutes ses formes une assistance technique, matérielle ou morale, cela dans l'esprit de la Constitution de l'UPU, selon laquelle tous les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal, comme une grande famille dont les membres s'entraident et soutiennent les plus faibles et sans arrière-pensée ni contrepartie. Parmi les Administrations postales qui ont répondu d'urgence à l'appel du Liban, nous nous faisons un devoir de mentionner celle de Chypre. Malgré ses modestes moyens, cette Administration a collaboré étroitement avec le Liban, notamment en assurant la réception et l'expédition du courrier libanais pendant la fermeture de l'aéroport international de Beyrouth. Notre délégation a l'honneur de rendre hommage à cette Administration représentée au Congrès par son Directeur général. Au nom du Liban, nous tenons à renouveler à Chypre l'expression de toute notre gratitude.

Nous sommes aussi reconnaissants aux autres Administrations qui ont répondu avec empressement à notre appel. Nous nous bornerons à rappeler l'aide des Pays-membres de l'UPA, ainsi que celle de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de l'Espagne, qui nous ont offert des ambulants postaux pour remplacer les bureaux endommagés à la suite de l'invasion de notre territoire et des événements qui s'y déroulent depuis dix ans. A cela il faut également ajouter l'assistance technique du Bureau international de l'UPU et du Secrétariat général de l'UPA. Combien aurions-nous souhaité que les sommes engagées pour la guerre au Liban aient servi à la construction, à la modernisation et à l'urbanisme et non pas à la destruction, à la dévastation et au massacre d'innocents!

En dépit de l'assistance reçue jusqu'à présent, nous prions les Administrations postales de ne pas cesser de nous apporter leur soutien; l'aide reçue est hélas sans rapport avec les dommages subis par notre Administration. Après avoir perdu la plupart des locaux et du matériel des bureaux principaux, nous voici à nouveau les mains vides. Toute assistance matérielle ou technique accordée par les Administrations donnera une nouvelle vie à la poste libanaise.

Dispersés par les actes de violence, les fonctionnaires de la poste libanaise ont payé à la guerre un lourd tribut, en subissant eux-mêmes et leurs familles d'importantes pertes matérielles et humaines. La mort a frappé certains de ceux qui avaient décidé d'accomplir leurs devoirs de postiers dans des circonstances dramatiques. Par ailleurs, les locaux de la poste ayant été détruits, une grande partie du personnel a connu l'épreuve de l'inaction au point de rendre absolument nécessaire le recyclage professionnel de tous.

Aussi nous tournons-nous vers les Administrations des pays développés et recherchons-nous leur concours pour la formation à tous les niveaux d'une nouvelle équipe de postiers. Des stages de trois à quatre mois seraient, nous semble-t-il, appropriés et redonneraient à nos services leur efficacité, tant il est vrai que les qualités personnelles et le niveau professionnel des fonctionnaires sont, pour une Administration postale, des gages essentiels de succès. Dans ce même dessein, nous envisageons la prochaine création de cinq centres régionaux de formation.

J'aurais tant souhaité vous parler du niveau que la poste libanaise avait déjà atteint en entrant, elle aussi, dans l'ère de l'informatique en 1960 et dans celle du tri électronique en 1970. Mais hélas aujourd'hui vous savez la souffrance et la destruction que la guerre et l'occupation ont infligées au pays. Tout a disparu ou est en ruine, les documents, les machines, le matériel d'avant-garde, le centre de tri électronique et les ordinateurs. C'est pourquoi nous n'avons pas pu faire face à nos engagements ni n'avons pu, en particulier, assurer le règlement de nos comptes.

Aux Administrations qui ont témoigné toute leur générosité dans ce domaine, nous tenons à dire encore une fois merci.

Nous avons perdu toutes les machines, tous les équipements, camions, voitures, bicyclettes, coffres-forts, machines à emballer, machines à détecter les explosifs, machines à photocopier, machines à écrire; en outre, nous avons perdu la bibliothèque, les archives concernant l'administration centrale avec ce qu'elles comp- taient d'actes, de contrats et de documents importants.

Toutefois nous n'avons perdu et nous ne perdons pas l'espoir de la venue de temps meilleurs, car nous sommes conscients qu'il n'existe aucun Etat qui n'ait une poste. C'est pourquoi nous avons mis au point un plan quinquennal de développement qui vise à améliorer les services postaux pour être à même d'affronter l'an 2000. Notre but est de limiter la concurrence qui existe entre l'Administration postale et celle des communications, et ceci en rétablissant la pleine confiance à l'égard du service postal qui en est arrivé à son plus bas niveau.

Nous tenons compte également du fait qu'il n'est plus possible de fournir des prestations postales par les moyens traditionnels, la poste étant le moyen le plus répandu et le moins coûteux utilisé par les particuliers et la collectivité. Le client ne se préoccupe que du fait d'être le mieux servi par la poste. N'était-ce le peu de temps qui nous est imparti, nous vous aurions fourni de plus amples détails au sujet de ce plan.

J'ajoute que le Liban a participé à tous les Congrès postaux universels et qu'il a été élu au CE deux fois consécutives entre le Congrès de Tokyo 1969 et celui de Rio de Janeiro 1979. Il a toujours été présent en dépit de la situation explosive au Liban en 1975. Il voulait prouver par là sa bonne volonté d'accomplir ses tâches, faisant fi de toutes les conditions défavorables qu'il traversait.

Nous ne nous sommes retirés du CE qu'en vertu des dispositions de l'article 102 du Règlement général. En dépit des voix que le Liban a obtenues à Rio de Janeiro pour devenir membre du CCEP, il ne put réaliser son entrée dans ce Conseil, vu qu'il lui manquait une seule voix.

Sur la base d'encouragements et de soutiens reçus par les Administrations postales amies, lesquelles se montrent compréhensives face à notre situation, nous avons présenté notre candidature pour l'élection aux deux Conseils susmentionnés, afin de regagner une certaine confiance et de démontrer notre intention d'assumer les responsabilités futures qui nous seront confiées.

La délégation du Liban profite de cette occasion pour exprimer sa reconnaissance pour les efforts qui ont été entrepris par les Présidents des deux Conseils, de leurs membres, du Directeur général du Bureau international, pour tout ce qu'ils ont fait durant la période précédant ce Congrès, étant donné que nous étions toujours parfaitement renseignés sur les conclusions des réunions et des efforts entrepris afin d'assurer le succès de tous les travaux.

Il ne nous reste plus qu'à remercier tous ceux qui ont bien voulu montrer de la compréhension pour notre cause, ceux qui nous ont aidés et qui ont l'intention de le faire, qui consolideront notre existence, soutiendront notre retour en qualité de membre, aux deux Conseils, contribueront au rétablissement de la paix au Liban.

Ce qui intéresse le peuple libanais, c'est de lever les obstacles afin que puisse s'édifier la paix sur sa terre unifiée qui en est éprise. Nous souhaitons que les forces du mal arrêtent d'opérer sur notre petite patrie, citant ici ce qu'a déclaré notre Ambassadeur à l'occasion d'une des réunions du Conseil de sécurité, lorsque les violations avaient dépassé les limites: "Laissez vivre mon peuple." Je le répète également: "Donnez-nous la paix, et prenez alors ce qui étonnera le monde!"

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE ARABE: Je voudrais me référer à la fin du Doc 15/Annexe 3 comportant les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies 38/180 concernant notamment la situation de Jérusalem et 38/79 concernant le rapport de la Commission chargée d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires arabes occupés. Ces deux résolutions confirment les motifs sur lesquels s'est basé le groupe arabe pour présenter la proposition 026 concernant l'expulsion d'Israël de l'UPU. Cette proposition, qui a été retirée de la discussion par le procédé illégal suivi au vu et au su de tous par la présidence du Congrès, voulait en fait attirer l'attention des peuples épris de paix sur les pratiques inhumaines, injustes, racistes, contraires aux lois internationales et aux résolutions des Nations Unies, suivies par Israël.

Il ressort des deux résolutions susmentionnées que le monde, représenté par l'Assemblée générale des Nations Unies, condamne le non-respect par Israël des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et demande à l'ensemble des pays et des organisations de ne pas reconnaître les changements de toutes sortes opérés par Israël dans les territoires occupés et d'éviter toute action, y compris celles qui entrent dans le domaine de l'assistance et qui pourraient être utilisées par Israël dans le but de poursuivre sa politique d'annexion et de colonialisme.

Cet exemple nous suffira pour rappeler aux congressistes les agissements d'Israël dans les territoires arabes occupés, afin que nous puissions faire face ensemble à l'injustice et à l'oppression, condamner, avec l'Organisation des Nations Unies, toute action raciste et inhumaine, combattre le mal et l'agression et préconiser l'amour, la paix et la justice entre tous les peuples.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Nous faisons nôtres les propos du Secrétaire général de l'UPA. Je voudrais insister sur le paragraphe 13 de la résolution 38/79, reproduite à l'annexe 3 du Congrès — Doc 15, et qui fait appel à tous les pays, aux organisations internationales et aux institutions spécialisées, de ne reconnaître aucune des modifications effectuées par Israël dans les territoires arabes occupés et d'éviter de prendre des mesures en faveur d'Israël. Nous appuyons également les remarques faites par les délégations de l'Ukraine et de l'URSS.

La BIÉLORUSSIE: L'élimination des derniers vestiges de colonialisme et du racisme demande un effort particulier de tous les pays. Dans ce contexte, l'application de ce qui figure dans la résolution 38/51 de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment les dispositions qui contiennent un appel aux institutions spécialisées pour appuyer les peuples des territoires coloniaux et leurs mouvements de libération nationale, mérite toute notre attention. L'UPU, dont l'attitude vis-à-vis de cette question est régie par l'article IV des Accords ONU/UPU, devrait accorder, dans la mesure du possible, l'assistance matérielle à ces peuples et à ces mouvements de libération nationale. L'expansionnisme de certains pays, dont notamment Israël, prend des dimensions inquiétantes. Il est impossible de prétendre que l'expansionnisme d'Israël ne soit pas inspiré par des objectifs de colonialisme. Israël cherche à diviser ses adversaires du Moyen-Orient afin de jouer lui-même le rôle de puissance dominante. Ayant adopté une politique contraire à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux, ce pays a été condamné par la communauté internationale.

L'OBSERVATEUR DE L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP): Etant donné que l'UPU est une institution spécialisée des Nations Unies, il convient de rappeler la résolution de l'ONU 33/79 D 30 qui assimile l'occupation israélienne à une discrimination raciale.

J'invite tous les pays à appliquer les résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Les autorités israéliennes devraient considérer le peuple palestinien comme un peuple humain, le traiter selon les principes élémentaires d'humanité et appliquer les résolutions pertinentes des Nations Unies, notamment la 35207, qui demande à Israël de ne pas annexer Jérusalem et de ne pas considérer cette ville comme capitale. L'UPU devrait se joindre aux autres institutions spécialisées pour exiger d'Israël de mettre fin à ses pratiques contraires aux droits de l'homme.

En conclusion, nous sommes d'avis que l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'UPU constitue une victoire pour les pays qui l'ont voulue.

La RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: Le chiffre 15, 1^o, lettre c), du Congrès — Doc 15 fait état des relations de l'UPU avec l'Afrique du Sud. Au moment de prendre acte de ce document, le Congrès devrait tenir compte de la proposition 024 concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union qui a été acceptée par ce Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le document 15 est daté du 12 mai 1984 et reflète la situation à cette date. Il est bien entendu que les conclusions de ce rapport doivent être révisées, sous chiffre 15, 1^o, lettre c), compte tenu des décisions prises par le Congrès au sujet de l'Afrique du Sud.

Le Congrès prend acte des conclusions du Congrès — Doc 15 et admet ainsi que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la pratique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation, dans la limite de ses compétences.

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Quatorzième séance du Congrès

Jeudi 28 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 05.

Déclarations

La ROUMANIE: Comme institution spécialisée de l'ONU, l'UPU a eu et aura toujours comme objectif principal la création d'un cadre organisé et réglementé pour les échanges postaux internationaux, en vue de favoriser le développement de la coopération internationale dans ce domaine.

La Roumanie, membre fondateur de l'UPU, a toujours apporté une contribution active, tant aux Congrès qu'aux travaux du Conseil exécutif et du CCEP. Sa participation lui a permis d'élargir et de diversifier ses relations politiques, économiques, culturelles et scientifiques avec plus de 150 Etats et, par conséquent, de contribuer à l'accroissement du volume des échanges postaux.

Conformément aux dispositions de l'article premier de la Constitution de l'UPU, l'Administration roumaine accorde aux envois postaux provenant des autres pays ou transitant par son territoire le même régime que celui qu'elle applique aux envois de son service intérieur, oeuvrant ainsi à la réalisation des buts élevés de l'UPU, à savoir la collaboration internationale et le rapprochement des peuples. Le réseau postal de la Roumanie se compose de bureaux répartis sur l'ensemble du pays, qui trient environ un milliard d'envois postaux par an. Notre participation à l'Union se base sur les principes qui régissent les nouvelles relations entre Etats, à savoir: l'égalité des droits, le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le non-recours à la force ou à la menace, principes rappelés souvent par le plus autorisé représentant de notre pays, le Président Nicolae Ceausescu. Notre délégation apprécie particulièrement que l'UPU agisse sur la base de ces principes unanimement reconnus, dans le cadre de sa mission permanente qui est de promouvoir une politique de détente entre tous les pays et d'éliminer la menace d'une nouvelle conflagration mondiale.

Dans cet esprit, la délégation roumaine s'efforcera durant les travaux du Congrès de contribuer au développement et à la modernisation des services postaux, qui ne devraient pas entraîner une trop grande augmentation des budgets nationaux, et participera activement aux prises de décisions dans l'intérêt général.

Au nom de la délégation de la République socialiste de Roumanie, du Ministère des transports et des télécommunications, au nom de la poste roumaine et en mon nom personnel, permettez-moi de formuler des vœux pour la réussite de ce Congrès.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Jeudi dernier, le délégué de la République islamique d'Iran a prononcé toute une série d'allégations totalement fausses et désobligeantes pour les Etats-Unis d'Amérique. Je ne vais pas comme ce pays me lancer dans des insultes dans cette enceinte, car ce n'est pas le lieu. Mais je voudrais rétablir la vérité au sujet de ce qu'il a dit à propos du service postal de mon pays et qui était totalement faux. Tout d'abord, le service postal américain n'a pas saisi de livres appartenant à des étudiants iraniens aux Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes totalement acquis à la cause de la liberté de parole et de la liberté des communications; la liberté dont jouissent des milliers d'étudiants iraniens qui ont choisi de poursuivre leurs études aux Etats-Unis d'Amérique en est la meilleure preuve.

En deuxième lieu, le délégué de la République islamique d'Iran a allégué que mon Administration n'avait pas rendu 7000 sacs postaux à son pays en 1982. Cette affaire fait l'objet d'une correspondance entre les deux Administrations intéressées et nous espérons que si la réclamation est fondée elle pourra être résolue conformément à l'esprit qui anime habituellement les relations postales. Il convient toutefois de noter que mon Administration possède quelque trente millions de sacs postaux et qu'elle n'a aucun intérêt à en retenir 7000 qui appartiennent à une autre.

Il a également été fait allusion à des objections qu'aurait soulevées mon Administration contre un timbre-poste iranien, ce qui est vrai. Nous nous opposons au timbre en question qui essaie de glorifier un acte universellement condamné, qui était en violation avec les normes internationales, à savoir la prise en otage des diplomates américains à Téhéran. Ce timbre contrevient directement et totalement à la recommandation C 93 du Congrès de Rio de Janeiro qui demande aux Administrations postales de choisir des sujets de timbres-poste qui contribuent à l'amitié entre les peuples et à la compréhension mutuelle. Cette recommandation, dont les termes ont été adoptés au Congrès d'Ottawa 1957, a été respectée en tant que principe humanitaire de l'Union depuis plus d'un quart de siècle. Il est déplorable qu'elle ne soit pas mieux observée et nous souhaitons que la Commission 4 se penche sur la question.

L'OBSERVATEUR DE L'UAPT: Etant dans l'obligation de quitter Hamburg la semaine prochaine et en l'absence du Président en exercice de l'UAPT, je vous transmets mes meilleurs souhaits de réussite pour les travaux de ce XIXe Congrès de l'UPU. Je voudrais également exprimer mon admiration et mes sincères remerciements pour la parfaite organisation de cette rencontre. C'est pour moi l'occasion de souligner l'ampleur et la bonne qualité de l'action de coopération que mène la République fédérale d'Allemagne en faveur des Administrations des pays en développement en général et celles des pays africains en particulier. Soeur aînée des organisations africaines de coopération dans le domaine des postes et des télécommunications, l'UAPT a en effet été créée dès 1961 par la volonté de pays africains soucieux, dès leur accession à la souveraineté nationale, de renforcer leurs liens de collaboration dans cet important secteur de la vie nationale. Après plus de vingt ans d'existence, notre Union régionale poursuit plus que jamais les objectifs qu'elle s'est assignés. Sa sphère géographique couvre aujourd'hui un territoire vaste de 47 millions de km² avec une infrastructure postale qui compte actuellement 2500 bureaux et établissements postaux.

Conformément à sa vocation, elle a permis d'harmoniser de façon sensible les méthodes d'exploitation pratiquées par les différentes Administrations membres dans le secteur de la poste aux lettres. En matière d'acheminement, des études sont en cours. Les résultats attendus permettront dans un très proche avenir d'améliorer la qualité de ce secteur et des échanges en général. Les Administrations membres ont également pris des dispositions dans le domaine des échanges financiers dont le service est assuré dans le cadre d'un accord spécifique unique en son genre dit "Accord de Kigali".

L'action dans le domaine de la formation a porté, outre le soutien aux écoles multinationales et nationales, sur l'organisation de cycles d'étude et de séminaires destinés aux agents de conception et d'exécution. En matière de coopération, je voudrais remercier, entre autres, les Administrations belge, espagnole, française, suisse et brésilienne de l'assistance qu'elles nous ont apportée dans le domaine de la formation.

Déterminée à poursuivre une coopération multiforme et sans exclusive, l'UAPT a renforcé ses liens avec la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre du programme de la décennie des transports et communications et avec l'UPU dont je souligne l'évolution qualitative de la coopération technique sous l'impulsion du Directeur général et de son équipe. Je voudrais enfin mentionner l'expérience entreprise depuis bien des années en matière de coopération horizontale dont le mérite a été de mettre des experts à la disposition des Administrations membres.

Toutes ces initiatives ont fait du territoire de l'UAPT une zone homogène en matière de réglementation, de tarification et de transit. Mais il reste beaucoup à faire. Dans les pays de l'UAPT, dont les statistiques sont disponibles, le trafic international (arrivée et départ) représente de 115 à 214% du trafic intérieur.

Confrontées à leurs problèmes d'exploitation et de développement, nos Administrations n'ont pas jusqu'à présent porté une attention soutenue au problème de la concurrence des entreprises privées bien qu'il s'agisse d'un danger réel. Toutefois, la situation n'est pas irréversible. Notre organisation espère que les contacts établis entre les Unions restreintes et l'UPU permettront de trouver une formule de coopération étroite susceptible d'accélérer le processus de développement de la poste en Afrique.

L'URSS: Nous aussi, nous aimerions faire une déclaration. Ces derniers jours, nous avons reçu dans nos boîtes postales une lettre hostile et offensante pour notre pays. D'autres délégués nous ont dit avoir trouvé également des lettres identiques. Nous sommes extrêmement blessés que la poste soit utilisée pour des objectifs aussi indignes. Nous vous communiquerons cette lettre, Monsieur le Président, pour que vous puissiez juger par vous-même de son contenu extrêmement troublant. Nous voudrions que des mesures soient prises pour éviter le renouvellement de cas semblables au cours de notre Congrès. Ils sont le fait de certains individus qui gravitent autour du Congrès et diffusent de la littérature hostile à notre pays, violant ainsi toutes les normes de la décence.

Ces critiques ne s'adressent évidemment pas à vous, Monsieur le Président, ou à votre Administration qui a fait tout ce qui était en son pouvoir pour que ce Congrès se déroule selon une organisation parfaite et dans

le respect de toutes les délégations. Au contraire, nous éprouvons des sentiments très positifs à l'égard du peuple allemand qui a donné au monde Marx et Engels, Hegel, Feuerbach, Beethoven, Wagner, Goethe, Schiller et d'innombrables grands hommes qui ont fait la grandeur du peuple allemand et qui ont apporté une grande contribution à la civilisation du monde.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit, dans le cas particulier, d'envois fermés adressés à des délégués et distribués dans les cases. Je saurais gré au délégué de l'URSS de me faire parvenir une de ces correspondances.

Programme
de travail
du CCEP pour
la période
1984-1989
Proposition 014

Le PRÉSIDENT invite M. Kingsbury, Président du CCEP, à présenter la proposition 014 qui traite du programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989.

La GRANDE-BRETAGNE (Présidence du CCEP): Cette proposition 014 est sans doute l'une des propositions parmi les plus importantes que nous allons discuter au cours de nos séances plénières. Elle fournit en effet la base de travail du CCEP pour les cinq prochaines années.

A ses débuts, le CCEP s'occupait principalement de mécanisation et de sujets intéressant plus spécialement les pays industrialisés. Actuellement, les études du CCEP portent sur des sujets beaucoup plus diversifiés qui intéressent l'ensemble des Pays-membres de l'Union. Avant de parler des études elles-mêmes, j'aimerais faire quelques remarques de caractère général.

La méthode utilisée pour élaborer ce programme est celle qui a permis de mettre au point les programmes précédents. Une consultation des Pays-membres a été faite à fin 1982 et les résultats obtenus ont été examinés lors de la réunion du CCEP en 1983. A partir d'une gamme très large de sujets proposés, le CCEP s'est attaché à mettre au point un programme équilibré qui met néanmoins l'accent sur les pays les plus défavorisés. Les études qui peuvent être traitées sur un plan bilatéral ont été écartées et seuls les sujets d'intérêt général ont été pris en considération. D'autre part, nous avons décidé de ne pas réactiver systématiquement toutes les études permanentes et de restreindre le nombre de sujets à retenir de manière à ne pas dépasser les possibilités et ressources du Conseil.

Le programme lui-même a tenu compte des opinions exprimées dans le numéro spécial de la revue "Union Postale" publié en 1982 pour commémorer le 25e anniversaire du CCEP. Entre autres, il a été souligné l'inconvénient d'un programme trop étendu qui risquerait de diluer l'efficacité des travaux du CCEP.

Le programme qui vous est proposé est divisé en deux parties. La première partie que constitue l'annexe 1 à la proposition 014 contient 23 études qui forment le programme de travail minimal. Ces 23 sujets ont été conçus sur la base de 44 propositions individuelles. Quant au programme de réserve qui figure à l'annexe 2 de la même proposition, il comprend 12 études combinées sur la base de 17 propositions différentes. En élaborant le programme de cette façon, nous avons essayé de viser deux choses. D'une part, répartir les sujets par ordre de priorité selon les préoccupations des Administrations et, d'autre part, fournir autant de souplesse que possible au prochain CCEP. Le programme, qui comprend donc à la fois des suggestions des Administrations et un certain nombre d'idées avancées par le Bureau international, comporte des sujets qui portent sur des techniques avancées (par exemple, le sujet qui figure sous le No 13 "Automatisation et informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste") et sur des questions de caractère plus traditionnel qui ont tout autant d'importance (par exemple, l'étude 9 "Utilisation des statistiques de base pour la gestion des services postaux dans les pays en développement" ou l'étude 12 "Philatélie — Emission et organisation de la vente de timbres-poste — Produits philatéliques"). Les sujets ci-devant ne sont pas plus importants que d'autres, mais sont mentionnés pour donner une idée de la gamme des sujets qui seront traités par le prochain CCEP. Il y a encore deux sujets dont je voudrais parler spécifiquement afin d'illustrer l'un des arguments que j'ai avancés récemment en présentant mon rapport sur les activités du CCEP au cours des cinq dernières années. Je disais que l'UPU et le CCEP en particulier devraient tourner leurs regards davantage sur l'extérieur et devraient être plus souples dans leurs activités. Le CCEP a déjà pris des contacts fructueux avec l'UIT qui vont se poursuivre.

Outre cette initiative importante, deux études sont prévues dans le projet de programme des travaux futurs qui développent ce thème des contacts extérieurs. L'étude 5 "Presse et trafic postal" qui traite notamment des relations avec les éditeurs de journaux périodiques et l'étude 7 "La collaboration entre les Administrations postales et les collectivités locales de base pour la desserte postale". Cette dernière étude est d'un intérêt tout particulier pour les pays en développement où la poste n'a pas toujours les moyens de faire face à ses obligations qui consistent à fournir un service à l'ensemble de la nation.

Je crois que nous sommes parvenus à sélectionner des sujets utiles et équilibrés qui touchent à divers domaines de la poste. J'espère que les explications que je viens de donner encourageront le Congrès à accepter la proposition 014 que je sou mets formellement à votre approbation.

La TANZANIE (RÉP. UNIE) félicite le Président et les membres du CCEP pour le travail effectué au cours des cinq dernières années et est tout à fait satisfaite du programme de travail élaboré pour la prochaine période quinquennale 1984—1989. L'accent a été mis sur la modernisation des services postaux dans le but d'améliorer la productivité et d'élever la qualité des prestations. Le programme est très bien équilibré tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement. La Tanzanie (Rép. unie) aimerait participer à certaines études figurant dans ce programme de travail qu'elle appuie pleinement.

La ROUMANIE se déclare tout à fait satisfaite du programme de travail élaboré pour les années 1984—1989 et relève avec satisfaction que le CCEP a pleinement tenu compte des recommandations formulées par le Congrès de Rio de Janeiro quant à la priorité à donner à certaines études. Elle propose d'introduire dans le programme de travail minimal l'étude 2 "Services nouveaux offerts à la clientèle" qui figure dans le programme de réserve. D'autre part, elle exprime sa satisfaction de constater que depuis le Congrès de Lausanne, un plus grand nombre de pays en développement ont pris une part active aux travaux du CCEP. A ce propos, elle propose d'ajouter une lettre f) au dispositif du projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 014 avec la teneur suivante: "charge le CCEP d'inviter les Administrations des pays en développement à participer plus activement aux travaux du CCEP".

L'INDE: Nous avons une suggestion à faire au sujet de l'étude qui figure sous le No 17 de la proposition 014/Annexe 1 "Le courrier accéléré international" (suivi de ce qui se passe non seulement dans le domaine du courrier accéléré, mais également dans d'autres sphères telles que le courrier électronique). Nous aimerions que cette étude soit scindée en deux. En effet, la plupart des pays en développement croient devoir accorder une priorité et un plus grand intérêt au service du courrier accéléré. Pour ce qui est du courrier électronique, les choses sont encore nébuleuses dans nos pays. Il va sans dire que notre suggestion est faite sous réserve que le Kuwait et le Maroc, auteurs des sujets proposés, acceptent notre proposition.

Le SOUDAN: Au début de la séance de ce matin, certaines délégations ont proposé que la discussion du programme de travail du CCEP pour les années 1984—1989 porte sur les propositions 014 et 06 en même temps, raison pour laquelle mon intervention sera axée sur ces deux propositions.

En ce qui concerne la proposition 014, j'appuie pleinement ce qui a été dit par les orateurs précédents et j'aimerais proposer que ce programme soit révisé d'ici la fin du Congrès en fonction des nouvelles propositions qui pourraient être faites dans le but de venir en aide aux pays en développement. Par ailleurs, le résultat des études devrait être diffusé le plus rapidement possible à tous les pays, notamment les études intéressant les pays en développement, de manière qu'ils puissent en profiter dans les meilleurs délais.

Quant à la proposition 06 "Participation accrue des pays en voie de développement aux travaux du CCEP", c'est une recommandation extrêmement importante. Mais cette participation ne devrait pas se limiter à la contribution aux études; il devrait y avoir participation active, c'est-à-dire que la distribution des sièges du prochain CCEP devrait être bien équilibrée, de telle sorte que les idées des pays industrialisés et celles des pays en développement puissent contribuer harmonieusement au développement des services postaux.

Enfin, suite au débat général de ces deux derniers jours, il serait souhaitable que la plaquette qui sera élaborée à ce sujet soit diffusée le plus rapidement possible à tous les Pays-membres de telle sorte que les pays qui en ont besoin puissent en tirer profit dans les meilleurs délais.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie de vos propositions concrètes qui portent également sur le point 6 de l'ordre du jour, proposition 06, que nous pouvons déjà intégrer dans notre discussion.

Le PAKISTAN: Ma délégation s'associe aux félicitations qui ont été adressées à M. Kingsbury pour la présentation claire et complète de ce document.

Les études effectuées par le CCEP sont très importantes du fait de leurs rapports avec les services postaux, car elles visent à résoudre les problèmes que connaissent certaines de nos Administrations et à rassembler, puis à diffuser les informations sur des domaines intéressant le plus grand nombre d'entre nous. Les études prévues dans le programme 1984—1989 vont dans le même sens.

Il m'est agréable de dire que les colloques organisés par le CCEP ont été extrêmement profitables aux pays participants comme au CCEP lui-même. J'espère que cette pratique se poursuivra, car elle est très utile aussi bien pour les pays en développement que pour les pays industrialisés.

Il ressort du rapport du CCEP pour la période 1979—1984 que 38% des études ont été particulièrement intéressantes pour les pays en développement, tandis que 55% ont répondu aux besoins des pays en développement et des pays industrialisés. A la lecture du programme de travail 1984—1989, on se rend compte que l'on a surtout mis l'accent sur les études destinées aux Administrations en développement. Une telle mesure est très encourageante et doit être louée.

Au cours du débat général, la plupart des orateurs ont souligné le rôle que le CCEP pouvait jouer en matière de fonctionnement des services postaux internationaux et je constate que cette préoccupation a été prise en compte dans le programme que nous examinons. Ceci est également très intéressant.

Tout en félicitant une fois encore le Président du CCEP, la délégation du Pakistan appuie le programme 1984—1989 qui nous est présenté et souhaite au CCEP toujours plus d'entrain.

Le CAMEROUN: Je m'associe aux autres délégations qui ont félicité le CCEP. Je constate, moi aussi, l'équilibre entre les propositions d'études intéressant les pays en développement et les pays industrialisés. Ma délégation souhaite cependant que l'avant-dernier paragraphe de la résolution 014 soit soumis à la Commission de rédaction. Il s'agit de la phrase "estimant que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait réserver...". Nous pensons qu'elle devrait être libellée: "estimant que le Conseil consultatif devrait réserver...".

La SUISSE: Nous nous plaignons, en tant que membre du CCEP depuis sa création, à souligner la compétence du Président du CCEP qui a su donner un souffle nouveau à cet organe devenu un instrument de travail très efficace. Vous aurez remarqué, comme déjà plusieurs orateurs l'ont souligné, que le programme suggéré est bien équilibré. Il comporte plusieurs études concernant essentiellement les pays en développement. Que ces derniers soient assurés de notre aide, comme par le passé. La Suisse a, en effet, conduit deux études importantes intéressant les pays dans le dernier programme. Le programme qui nous est soumis comprend également des études sur les problèmes d'avenir, ce qui le rend bien équilibré.

Nous appuyons donc sans réserve le programme proposé et déjà discuté au sein du CCEP. Il nous paraît, en effet, essentiel que le CCEP puisse orienter ses travaux de la manière qui lui semble la plus appropriée, comme cela est dit sous la lettre a) de la résolution en cours d'examen.

L'URSS: On peut remarquer que depuis sa création, voici déjà vingt ans, le CCEP a évolué dans sa façon de travailler et ses structures au fil des Congrès. Il a également accumulé de l'expérience et de l'autorité au sein de l'Union.

La création par le dernier Congrès d'un poste de Vice-Président confié à M. Balma (Tunisie) a été une bonne chose car cela a, une fois de plus, souligné l'importance pour le CCEP des problèmes des pays en développement.

Malgré cela, j'appuie la déclaration du Soudan qui désire que l'on accorde plus d'attention encore à ce groupe de pays au sein du CCEP.

Nous appuyons également le programme qui nous est présenté, mais nous pensons que le CCEP doit conserver une liberté de manoeuvre pour modifier, compléter et déterminer les méthodes de travail et les questions à étudier.

D'ailleurs, nous pensons que le document 014 est peut-être un peu trop détaillé ce qui pourrait gêner un peu la liberté de manoeuvre du CCEP.

Je conclurai en disant que le CCEP devrait avoir des pouvoirs étendus pour organiser son travail de la manière la plus efficace.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Je tiens à adresser au Président et aux membres du CCEP de vives félicitations pour les efforts qu'ils ont consentis lors de ces cinq dernières années et dont toutes les Administrations postales ont bénéficié, et en particulier celles des pays en développement.

Nous appuyons le programme de travail présenté ainsi que la demande faite par le Soudan. En effet, les études réalisées ces dernières années nous ont été grandement profitables. Nous pensons également qu'il est indispensable que davantage de pays en développement deviennent membres du CCEP. Leur participation aura certainement une influence positive sur les travaux du CCEP.

L'INDE: Nous suggérons que le point 2 du programme de travail de réserve "Services nouveaux offerts à la clientèle" (Proposition 014/Annexe 2) soit incorporé dans le programme de travail minimal.

Notre demande s'appuie sur les discussions de ces derniers jours où il a été souvent question de diversifier les activités postales. Nous sommes enclins à penser que cette étude serait utile pour tous les Pays-membres, en développement ou industrialisés.

Le PRÉSIDENT: Je tiens à résumer les interventions faites:

- la Roumanie, appuyée par l'Inde, a proposé que le point 2 du programme de réserve soit placé dans le programme normal;
- la Roumanie souhaite également ajouter au dernier alinéa de la résolution 014 une lettre f), où il serait indiqué que le CCEP est autorisé à demander aux Administrations des pays en développement une plus grande participation aux études;
- l'Inde a proposé que la proposition 17 soit subdivisée en 17a) traitant du courrier accéléré et en 17b) consacrée au courrier électronique;
- le Soudan a fait valoir qu'il lui paraissait nécessaire que le programme soit encore enrichi; à mon avis, dans la rédaction très large du mandat du CCEP, cela est possible;
- le Soudan, appuyé par le Yémen (Rép. arabe), souhaite que les études terminées soient diffusées le plus rapidement possible;
- le Soudan a demandé que toutes les propositions du débat général de ces derniers jours soient réunies et transmises au CCEP, afin qu'il les introduise dans le programme;
- le Cameroun a proposé que l'avant-dernier alinéa de la résolution soit examiné par la Commission de rédaction;
- l'URSS a souligné la nécessité d'une souplesse aussi grande que possible à accorder au CCEP grâce à des pouvoirs étendus.

Je prie maintenant le Président du CCEP de me donner son avis sur ces demandes.

Le PRÉSIDENT DU CCEP: Merci à tous ceux qui ont approuvé les propositions présentées dans la résolution 014. Il s'agit, cela va sans dire, du résultat des travaux effectués par l'ensemble du CCEP.

J'ai entendu quelques suggestions utiles, mais je pense que c'est au nouveau CCEP qui va bientôt être élu d'étudier ces demandes. De plus, nous-mêmes ne savons pas quel sera le programme complet, car le Congrès va probablement confier au CCEP de nouvelles tâches. En laissant ainsi plus de liberté au CCEP, nous répondons au vœu exprimé par certaines délégations comme celle de l'URSS.

Quant au détail, je ne vois pas d'objection à ce que la Commission de rédaction examine de près le texte du projet de résolution, mais il vaut mieux garder le libellé actuel, pas contraignant pour le nouveau CCEP. Il ne s'agit en fait que de directives pour le CCEP.

A propos de ce qu'a dit le Soudan concernant la participation des pays en développement au CCEP, j'aimerais rappeler que le Congrès de Lausanne a décidé d'introduire le principe d'une répartition géographique aussi étendue que possible pour l'élection du CCEP. De ce fait, la moitié des sièges sont réservés aux pays en développement et ce qui est demandé figure donc déjà à l'article 104 du Règlement général.

Le PRÉSIDENT: Je me rallie aux considérations du Président du CCEP, car rien ne s'oppose à ce que le Congrès laisse au prochain CCEP le soin d'examiner les propositions faites par les différents orateurs et qui figureront au procès-verbal.

Aucune objection n'étant formulée, compte tenu des remarques faites et des observations du Président du CCEP, la proposition 014 est adoptée.

La JORDANIE: Durant les deux dernières décennies, le CCEP a fait un travail excellent et efficace grâce à la compétence et aux efforts de nombreux postiers qui ont contribué au succès des études entreprises. La question est de savoir si les Administrations postales en ont véritablement profité. J'exprime le vœu que le prochain CCEP examine dans quelle mesure les Administrations postales ont mis en oeuvre les conclusions des études effectuées jusqu'ici par le CCEP.

Le PRÉSIDENT: C'est certainement une suggestion très importante adressée au prochain CCEP qui pourra s'informer sur l'utilisation effective des résultats des travaux menés avec tant de zèle.

Participation
accrue des pays
en développement
aux travaux
du CCEP

Proposition 06

Le PRÉSIDENT met en discussion la proposition 06 visant à une participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales (CCEP).

Le PRÉSIDENT DU CCEP présente le document dont le but est, d'une part, d'encourager les pays en développement à augmenter le niveau de leur participation aux travaux du CCEP en assumant le rôle de rapporteur ou d'animateur des études et, d'autre part, de charger le Bureau international d'accorder à ces pays l'aide nécessaire pour qu'ils puissent participer plus efficacement aux travaux du CCEP.

Le BÉNIN: M'associant aux préoccupations exprimées par la Jordanie, je suggère que le prochain CCEP réfléchisse sur la manière dont les pays en développement pourraient effectivement tirer profit des études effectuées. En effet, il est peut-être possible d'organiser des conférences régionales, à l'initiative des Unions restreintes ou bien avec l'aide du Bureau international, afin d'interpréter les résultats de ces études au niveau des pays en développement. Nous félicitons le CCEP pour la qualité du travail fourni et pour l'importance accrue vouée aux problèmes des pays moins développés.

Nous apportons notre plein appui à la proposition 06 présentée par le Président du CCEP.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Une participation accrue des pays en développement aux travaux du CCEP est d'importance fondamentale pour le développement des services postaux dans les pays jeunes. Nulle part ailleurs, ils peuvent acquérir les expériences et la formation fournies par les études faites par le CCEP pour améliorer leurs services. Mon Administration a tiré beaucoup d'inspiration et d'expérience des études faites par le CCEP et elle a pu améliorer le fonctionnement de ses services et obtenir un meilleur résultat financier. La participation des pays jeunes aux travaux du CCEP permettra également au Bureau international de mettre sur pied des programmes de formation et de développement adéquats.

Etant donné les ressources limitées dont disposent les Administrations des pays en développement et leur manque de personnel qualifié, les pays jeunes n'ont pas pu participer pleinement aux travaux du CCEP. Il faut trouver les moyens pour qu'ils puissent participer d'une façon plus active aux études entreprises par le CCEP, soit en octroyant des bourses, soit en créant un fonds à cet effet. C'est pourquoi nous appuyons la proposition 06.

La CHINE (RÉP. POP.): Le CCEP est un des organes importants de l'UPU et le résultat de ses travaux a un effet positif sur l'amélioration des services postaux des Pays-membres. Il est du ressort de cet organe d'étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et d'élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays. Une participation plus intense des pays jeunes aux travaux du CCEP aboutira à de meilleurs résultats pour les services postaux de ces pays. C'est pourquoi ma délégation est en faveur de l'adoption de la proposition 06 présentée par le CCEP.

Le GHANA: Il est réconfortant de constater que certains pays en développement apportent déjà une grande contribution au travail du CCEP. A côté de la participation active aux travaux du CCEP, la proposition de thèmes d'étude et l'intérêt dont témoignent les pays en répondant aux questionnaires constituent également une contribution importante. Des thèmes d'étude peuvent être trouvés auprès des services de douane qui collaborent avec la poste. Les besoins des usagers sont également à transmettre au CCEP.

La création de conférences régionales sur la mise en oeuvre des études techniques est certainement à recommander, mais il faut que les rapports techniques du CCEP soient plus simples, plus clairs et plus compréhensibles pour tout le monde afin qu'ils puissent être appliqués facilement.

Le NIGÉRIA: Deux choses semblent ressortir de la discussion. Il s'agit, d'une part, de la participation des pays en développement aux travaux du CCEP et, d'autre part, de l'utilisation des résultats des études du CCEP. Sur le premier point, le délégué de la Tanzanie (Rép. unie) a bien indiqué quelques raisons pour lesquelles certaines jeunes Administrations ne sont pas en mesure de participer efficacement aux travaux du CCEP. A ces raisons, on pourrait ajouter l'absence de capitaux, l'insuffisance des équipements et des connaissances, le manque d'infrastructure, etc. Tout cela devrait être examiné pour voir comment on pourrait faciliter la participation des jeunes Administrations au CCEP. S'agissant de l'utilisation des résultats, on pourrait instituer un système permettant de s'en assurer.

L'ÉTHIOPIE se rallie aux avis exprimés par plusieurs délégations et pense qu'il ne serait pas opportun de créer une cellule séparée au sein du Bureau international s'occupant de problèmes spécifiques des pays en développement. Il faut que les pays en développement profitent des expériences des pays développés.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je voudrais ajouter à ce qu'a exposé M. Kingsbury sur les méthodes de travail du CCEP, que celles-ci ne font nullement obstacle à la participation des pays en développement au travail du CCEP. Le Règlement intérieur du CCEP, annexe "Marche des travaux", prévoit à ce sujet que lorsqu'un Groupe de travail a été constitué, les Pays-membres n'appartenant pas au CCEP, mais désireux de collaborer aux travaux de l'étude à entreprendre, doivent en aviser le rapporteur, le Président de la Commission intéressée et le Bureau international. Ainsi, la pratique appliquée ces dernières années a été que les pays non membres du CCEP ont pu participer aux travaux de plusieurs Groupes de travail, ainsi qu'aux réunions de ces Groupes de travail et des Commissions correspondantes; c'est seulement aux séances plénières que leur présence n'a pas été admise.

Au sujet de la question importante des moyens disponibles en faveur d'une participation accrue des pays en développement, je signale que le Bureau international a été réorganisé il y a quelques années et que nous avons incorporé dans la Division de la coopération technique la Section s'occupant des questions du CCEP, afin d'assurer une association aussi étroite que possible des travaux du CCEP et des activités de coopération technique. En cas de besoin, le Bureau international est aussi disposé à envoyer des consultants pour assister les pays en développement chargés de la conduite des études. Bien entendu, ceci n'est possible que dans le cadre des ressources disponibles.

La recommandation faisant l'objet de la proposition 06 et visant la participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales est adoptée.

La NOUVELLE-ZÉLANDE présente, au nom du CCEP, la proposition 012 en rappelant que cette résolution est la conséquence de l'étude 508 "Contrôle de la qualité des opérations de ramassage du courrier, de guichet, de tri et de distribution" qui a été confiée au CCEP conformément à la résolution C 78 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et dont le rapport avec les résultats détaillés sera publié prochainement. La résolution vise à prier les Administrations postales d'intensifier leurs efforts dans le domaine des contrôles de qualité à tous les niveaux de l'exploitation dans le but d'améliorer l'efficacité et la qualité du service postal, ce qui permettrait de mieux satisfaire les besoins de la clientèle.

Contrôle
de qualité
Proposition 012

La proposition 012 est adoptée.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE présente, au nom du Conseil exécutif, cette résolution qui vise à changer la dénomination "Journée de l'UPU" en "Journée mondiale de la poste" pour faire ressortir davantage les activités de la poste et provoquer au niveau du public un impact plus grand sur ses activités. La résolution charge en outre le CE de déterminer le thème de la "Journée mondiale de la poste" et le Bureau international de communiquer ce thème aux Administrations postales et de coordonner les actions à mener par celles-ci.

Journée mondiale
de la poste
Proposition 019

Le JAPON: La résolution C 11, adoptée à l'unanimité par le Congrès de Tokyo, conserve toute sa raison d'être et mérite une plus grande attention de la part des Administrations. Le débat général d'hier et d'avant-hier a mis en lumière l'importance des mesures visant à maintenir et même à renforcer l'image de la poste face à la concurrence. Il importe aussi d'attirer l'attention du public et des autorités compétentes sur le rôle essentiel de la poste. La nouvelle dénomination proposée correspond bien à l'objectif recherché et c'est pourquoi le Japon appuie sans réserve la proposition 019.

Le NIGÉRIA: Enfin, l'Union postale universelle ne garde plus une attitude timorée et ne craint plus de faire de la publicité pour les services postaux. La "Journée mondiale de la poste" devrait être célébrée avec plus de faste, à l'instar de ce qui se fait pour les télécommunications, et en ayant recours dans tous les Pays-membres, à tous les moyens d'information. Il faut aussi ajouter que tous les gens du monde connaissent le mot "Poste" alors que le sigle "UPU" est beaucoup moins connu. Pour ces raisons, le Nigéria appuie la proposition 019.

La proposition 019 est approuvée à l'unanimité.

Nous n'avons pas épuisé les points inscrits à notre ordre du jour. Or, comme il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre en séances plénières, il est possible que nous devrions d'ores et déjà envisager une séance supplémentaire à celles qui ressortent du calendrier provisoire.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Quinzième séance du Congrès

Vendredi 6 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le DOYEN: J'ai reçu une demande de plusieurs dames accompagnant des délégués de notre Congrès me priant de ne pas attendre, si possible, la fin du Congrès pour remercier et féliciter les autorités de la Deutsche Bundespost pour le magnifique programme de visites, de divertissements et d'excursions qui a été organisé à leur intention. Elles m'ont surtout prié de bien vouloir faire ressortir combien elles sont touchées par la bienveillance, la grande amabilité et le dévouement des hôtes qui les accompagnent. Et puisque ce que femme veut, Dieu le veut, je vous communique ce message, Monsieur le Président, en vous confiant que ces sentiments de gratitude et de reconnaissance, nous les ressentons tous également envers toutes ces gentilles hôtes qui nous entourent de soins attentifs, que ce soit aux points d'accueil, dans les salles de délibérations ou au cours des excursions. C'est le Shakespeare allemand, Johann Wolfgang von Goethe, qui disait: "La femme est l'unique vase qui nous reste encore où verser notre idéalité." A ce propos, nous ne pouvons ignorer tous les efforts et le temps que ces hôtes ont consacrés au cours d'une période de trois ans à l'étude d'au moins deux langues afin de pouvoir mieux nous accueillir. Permettez-moi de vous dire que ces hôtes sont toutes charmantes et je dis cela en songeant que toutes les belles femmes ne sont pas nécessairement charmantes, mais que toutes les femmes charmantes sont belles.

Communications

Le deuxième point à mon ordre du jour, Monsieur le Président, concerne un événement qui est peut-être passé inaperçu, mais dont je me dois de faire mention. Il s'agit de l'élection de la Yougoslavie à la présidence de la Commission 8 (Services financiers postaux). C'est la première fois qu'une femme, en la personne de notre charmante et distinguée collègue, Mme Olga Ilić, préside une Commission du Congrès. Elle avait présidé d'ailleurs avec brio la Commission 8 du Conseil exécutif de Rio de Janeiro. Au risque de blesser sa modestie, je vous invite à vous joindre à moi pour la féliciter et, en même temps, remercier chaleureusement nos gentilles hôtes tout en présentant également nos respectueux hommages à toutes les femmes qui participent à nos travaux.

Le PRÉSIDENT remercie le Doyen et l'assure que le message de remerciement adressé à l'Administration des postes de la République fédérale d'Allemagne et aux hôtes du Congrès, au nom des dames et des délégués, sera transmis aux personnes intéressées.

L'ordre du jour (Congrès — Doc 79) est adopté.

Ordre du jour
Congrès — Doc 79

Les procès-verbaux des six premières séances du Congrès (Congrès — PV 1 à 6) sont approuvés.

Approbation de
procès-verbaux

Election du
du Directeur
général et du
Vice-Directeur
général du Bureau
international

Congrès —
Doc 24,
Congrès —
Doc 68/Rev

Le PRÉSIDENT: Depuis le Congrès de Lausanne 1974, il appartient au Congrès d'élire le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU. Les élections doivent avoir lieu selon la procédure prévue à l'article 108, paragraphes 1 et 2, du Règlement général et à l'article 23 du Règlement intérieur des Congrès. Celui-ci précise que les élections ont lieu au scrutin secret et que le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant est élu.

Les abstentions, de même que les bulletins blancs ou nuls, ne sont pas pris en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne la majorité. A la suite de la procédure ouverte par le Gouvernement de la Confédération suisse relative à la succession du Directeur général, nous sommes en présence des candidatures de MM. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil), Leslie Herbert Kingsbury (Grande-Bretagne), Murugasu Rajasingham (Malaisie) et Kostas Tsimas (Grèce).

Le SECRÉTAIRE annonce que Belize est représenté à la présente séance par la Grande-Bretagne, le Cap-Vert par l'Angola, la Dominique par la Barbade, la Guinée-Bissau par le Portugal, le Liechtenstein par la Suisse, le Mozambique par la République populaire du Congo et Sao Tomé-et-Principe par le Brésil.

La COLOMBIE: Nous référant au Congrès — Doc 68/Rev, nous exprimons nos regrets et ceux de nombreuses délégations au sujet de la décision du Gouvernement espagnol de retirer la candidature de M. Jaime Ascandoni, Dr en droit, au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU. Cette décision prive le Congrès de la possibilité de choisir une personnalité brillante. Nous adressons par ailleurs nos remerciements à M. M.I. Sobhi, Directeur général, qui va commencer aujourd'hui à transmettre ses responsabilités à son successeur, pour le travail extrêmement efficace qu'il a accompli au cours de ses deux mandats et pour l'intérêt qu'il a porté aux affaires postales de toutes les parties du monde. Enfin, nous formons des vœux à l'adresse de son successeur pour un plein succès dans ses fonctions.

Les pays suivants sont désignés comme scrutateurs: Algérie, Canada et Hongrie (Rép. pop.).

Le PRÉSIDENT déclare le scrutin ouvert et fait procéder à la distribution des bulletins de vote et à l'appel nominal.

Le résultat du vote au scrutin secret, au cours duquel trois scrutins ont eu lieu, est le suivant:

Résultat du premier scrutin:

Bulletins délivrés	145
Bulletins rentrés	145
Abstentions, bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés	142
Majorité requise	72

M. Botto de Barros obtient	51 voix
M. Kingsbury obtient	34 voix
M. Rajasingham obtient	20 voix
M. Tsimas obtient	37 voix
M. Rajasingham ayant obtenu le moins de voix est éliminé.	

Résultat du deuxième scrutin:

Bulletins délivrés	146
Bulletins rentrés	145
Abstentions, bulletins blancs ou nuls	2
Suffrages exprimés	143
Majorité requise	72

M. Botto de Barros obtient	65 voix
M. Kingsbury obtient	43 voix
M. Tsimas obtient	35 voix
M. Tsimas ayant obtenu le moins de voix est éliminé.	

Résultat du troisième scrutin:

Bulletins délivrés	146
Bulletins rentrés	146
Abstentions, bulletins blancs ou nuls	2
Suffrages exprimés	144
Majorité requise	73

M. Botto de Barros obtient	94 voix
M. Kingsbury obtient	50 voix

*M. Botto de Barros ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant, il est élu Directeur général du Bureau international de l'UPU.
(Applaudissements.)*

Le PRÉSIDENT: Au nom du Congrès et en mon nom propre, j'adresse à M. Botto de Barros mes vœux les meilleurs et mes félicitations à l'occasion de son élection au poste de Directeur général de l'UPU. Je lui souhaite bonne chance, pour lui personnellement, ainsi que pour son mandat de cinq ans. Ces cinq années seront sans aucun doute difficiles. Des tâches très importantes seront confiées au nouveau Directeur général. J'espère que, grâce à une collaboration empreinte de confiance, il en découlera de bons résultats pour l'UPU.

Par ailleurs, je remercie les trois autres candidats, MM. Kingsbury, Tsimas et Rajasingham de s'être mis à la disposition de notre Union.

M. BOTTO DE BARROS: Mesdames, Messieurs. C'est avec le plus grand plaisir que je m'adresse à vous, au moment où j'ai le privilège de voir mon nom désigné par le vote pour remplir le poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle.

Je remercie le Gouvernement de mon pays, le Brésil, d'avoir proposé ma candidature à cette élection et, tout en réaffirmant mon propos de bien répondre à cet honneur, je transfère au peuple brésilien les résultats ici obtenus, car j'ai la certitude que tous ont contribué à ce succès.

Je connais bien l'intensité avec laquelle le cœur de mes frères brésiliens a suivi cet effort. Je les remercie profondément de l'appui et du concours apportés.

Ce moment est également pour moi un temps d'interrogation et de réflexion, parce que je connais assez bien les responsabilités liées à ce poste ainsi que les graves problèmes auxquels il faut faire face, notamment au moment où les appels au renforcement d'un système postal autant que possible qualifié universellement se feront plus nombreux.

Les défis ne me font pas peur, habitué comme je suis à "administrer" des difficultés. Je suis issu d'une Administration postale qui était, jusqu'au début des années 70, connue justement par les moyens improvisés auxquels elle devait avoir recours pour répondre à la demande, et que je dois quitter prochainement dans des conditions qui, sinon optimales, lui font mériter une place parmi les bons systèmes postaux actuels. Et si je vous affirme mon espoir de mener à bien la tâche qui m'a été confiée, c'est sûrement parce que je suis convaincu de pouvoir compter sur le concours de l'ensemble des Pays-membres.

Le travail en équipe étant déjà pour moi une habitude, une équipe où absolument tous ont le droit de contribuer aux grandes solutions, c'est sur lui que reposent mes principes de gestion.

En tant que dirigeant, je ne me suis jamais plié au conformisme d'une gestion statique et j'ai toujours eu à cœur d'oeuvrer sur le terrain; car c'est là qu'on peut trouver l'homme: l'homme de la poste et l'homme du peuple qui en se donnant les mains font une chaîne et c'est là la raison pour laquelle on doit toujours les entendre avant de prendre de nouvelles décisions.

Je n'ai pas l'intention de faire de cette première allocution un plan d'action complètement élaboré. Ce n'est qu'après une approche plus détaillée que je pourrai ébaucher les principes d'action administrative. D'ores et déjà, je peux vous assurer que je me consacrerai à un travail sérieux et honnête, tourné vers la dynamisation de l'UPU, vers l'établissement de liens plus étroits entre l'ensemble des Administrations, vers la création des conditions favorables pour l'obtention des ressources financières nécessaires et de leur répartition équitable, pour que, tous ensemble, nous puissions surmonter les difficultés et oeuvrer au développement de la poste sur toutes les parties de la terre.

Ce jour-ci signifie le début d'une nouvelle étape pour laquelle je compte sur le concours de vous tous. Nous n'avons ici ni vainqueurs ni vaincus; il n'y a qu'un nouveau dirigeant qui garde l'espoir de marcher, la main dans la main, avec les amis de notre famille postale.

Notre tâche quotidienne, ce sont les communications postales et, en tant qu'homme ouvert au dialogue, je peux vous assurer que je tiendrai toujours libre un canal pour la conversation, pour l'échange d'idées, et que je serai toujours prêt à écouter, à répondre et, dans la mesure du possible, à entreprendre.

Je suis convaincu que nos relations avec l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations avec lesquelles nous entretenons des liens continus seront toujours fructueuses et utiles, telles qu'elles l'ont été jusqu'à présent.

Je tiens à réitérer ici toute la valeur que je peux déceler dans le travail des Unions restreintes. Je fais confiance à leurs apports au niveau du développement de leurs services postaux respectifs.

Je tiens enfin à remercier tous les délégués ici présents pour leur attitude exemplaire pendant les élections ainsi que les candidats avec lesquels j'ai eu l'honneur de disputer ce scrutin, pour leur courtoisie et pour l'entente qui nous a toujours guidés.

A vous, mes remerciements, et en particulier à M. Florian, Président de ce XIXe Congrès de l'Union postale universelle qui, en sa qualité de juge de cette séance, s'est acquitté de sa tâche avec la plus parfaite objectivité et indépendance.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je tiens à m'associer aux compliments que le Président vient d'adresser à mon cher ami, M. Botto de Barros, très brillamment élu Directeur général du Bureau international de l'UPU. Cher ami, au cours des dix années de mon mandat, j'ai eu souvent l'occasion de vous adresser des félicitations pour les fonctions que vous avez exercées avec grande compétence au sein des organes de l'Union postale universelle. Aujourd'hui, c'est avec plaisir que je vous exprime mes plus chaleureuses félicitations et mes vœux très sincères de plein succès dans l'accomplissement des nouvelles tâches qui vous attendent. Vous connaissant, je ne doute pas de votre réussite.

Dans cette ambiance particulièrement solennelle et empreinte d'émotion, où le Congrès vient d'accorder sa confiance à une personnalité du monde postal et à un ami, permettez-moi de dire quelques mots qui me viennent à l'esprit. Je pense à deux facteurs qui, pendant mon mandat, ont contribué à faciliter ma tâche et à supporter le poids des responsabilités. Comme Président du CE pendant les cinq dernières années, vous avez pu constater vous-même leur importance.

Le premier de ces facteurs est la prise de conscience des besoins des Administrations postales, alliée à la ferme volonté d'œuvrer dans l'intérêt de tous et de consacrer inlassablement tous nos efforts à répondre aux impératifs de cette noble mission.

Le deuxième est le fait que le travail au Bureau international a été celui d'une équipe solidaire. Je m'en voudrais de monopoliser les mérites des résultats obtenus. Ce que nous avons réalisé, nous le devons à la collaboration efficace des membres de la direction et de tous les fonctionnaires du Bureau à tous les niveaux. Cet esprit de compréhension mutuelle est la meilleure garantie d'efficacité.

Je suis persuadé, cher Monsieur Botto de Barros, qu'avec vos qualités bien connues, vous réussirez pleinement dans votre tâche. Je vous renouvelle mes sincères félicitations et mes meilleurs vœux pour votre succès, dans l'intérêt de l'UPU qui nous tient à cœur.

L'URSS: Au nom des délégations de la Biélorussie, de l'Ukraine, de l'Union soviétique et des autres pays de la communauté socialiste, nous félicitons sincèrement M. Botto de Barros pour son élection au poste le plus élevé de notre Union, celui de Directeur général du Bureau international.

Le choix entre les candidats était très difficile car nous les connaissons fort bien et nous les apprécions tous. Par conséquent, le résultat de cette élection ne traduit pas simplement le choix d'une personnalité. Il exprime surtout la volonté du Congrès d'honorer le Brésil et, à travers lui, l'Amérique latine. Ce n'est pas un hasard si nous avons fait ce choix, après l'ONU qui a également désigné un représentant de l'Amérique latine à la fonction de Secrétaire général.

Les peuples de l'Amérique latine se trouvent ainsi à l'honneur. Leur région, en plein développement, a dû lutter dans des circonstances extrêmement difficiles pour son indépendance politique et économique, poursuivant ainsi la grande tradition de lutte pour la liberté établie par Bolivar. Nous souhaitons sincèrement à M. Botto de Barros un plein succès dans sa fonction grâce à l'appui de tous les membres du CE et du CCEP ainsi que des fonctionnaires du Bureau international.

Enfin, je voudrais m'adresser à M. Sobhi, notre grand ami, qui a tant contribué au développement de notre organisation et à l'affermissement de son autorité dans le monde. Je lui souhaite, ainsi qu'à son épouse, une bonne santé. Je suis convaincu que pendant de longues années encore, nous pourrons faire appel à ses connaissances et que nous sentirons encore sa présence parmi nous.

Le REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU BUREAU INTERNATIONAL: Permettez-moi de saisir cette occasion tout d'abord pour remercier tous les délégués d'avoir autorisé l'Association du personnel du Bureau international à participer aux travaux du Congrès lorsque celui-ci traite des questions concernant le Bureau international. L'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général constitue, à l'évidence, une question de ce genre. Je peux vous assurer que le personnel du Bureau international dans son ensemble a attendu avec intérêt l'issue du scrutin de ce jour.

En premier lieu, j'ai l'honneur de féliciter sincèrement, au nom de mes collègues, M. Botto de Barros, qui sera notre patron à partir du 1er janvier 1985. Nous lui souhaitons une chaleureuse bienvenue. M. Botto de Barros n'est évidemment pas un inconnu pour nous puisque nous le rencontrons au Bureau international depuis des années. En effet, il a été Président des sessions annuelles du CE de 1980 à 1984, ainsi que Président du Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance de l'UPU. Je puis vous assurer, Monsieur Botto de Barros, que le personnel du Bureau international est prêt à participer activement aux tâches qui lui sont dévolues, afin de faciliter votre venue parmi nous.

Maintenant, j'aimerais m'adresser à M. Sobhi, le Directeur général actuel. Le 1er janvier 1985, le personnel aura travaillé dix années sous sa direction. Je tiens à souligner le rôle que M. Sobhi a joué dans les relations entre la Direction du Bureau international et le personnel.

Il faut tout d'abord considérer la situation particulière des fonctionnaires travaillant au Bureau international. Pour les fonctionnaires internationaux, dont certains vivent loin de leur pays et de leur famille, le rôle social du Bureau international a une importance considérable. Ce bureau doit prendre à sa charge un certain nombre de fonctions qui sont normalement assurées par l'Etat dont le fonctionnaire est ressortissant ou par sa famille. M. Sobhi a montré une compréhension naturelle pour cette situation, conscient que le travail s'effectue d'une façon plus efficace lorsqu'il y a solidarité entre la direction et le personnel, c'est-à-dire si de bonnes relations humaines existent. Ainsi, par exemple, il s'est montré en faveur de la représentation du personnel au sein du CE et au Congrès et il est lui-même intervenu à de nombreuses occasions au sein du CE ou du Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance, afin de prendre position en faveur du personnel, sans jamais dépasser les limites du possible ou du désirable. Je rappellerai également les nombreuses rencontres amicales qui ont permis à l'ensemble du personnel et de leur famille de se retrouver, resserrant ainsi les liens entre le personnel. Mais ce qui est le plus important, c'est le fait que la porte du bureau du Directeur général est toujours ouverte, ce qui nous permet de discuter des problèmes, quels qu'ils soient.

Je suis persuadé que tous ces éléments, y compris l'intégrité remarquable de M. Sobhi, ont abouti à une confiance mutuelle dont les effets positifs se sont fait sentir sur l'Union dans son ensemble. Monsieur Sobhi, le personnel du Bureau international vous remercie.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT passe ensuite à l'élection du Vice-Directeur général.

Deux candidats sont en présence: M. Abdel Kader Baghdadi (République arabe syrienne) et M. Félix Cicéron (France).

Le Japon, la Norvège et la Roumanie sont désignés comme scrutateurs.

Le vote au scrutin secret donne les résultats suivants:

Bulletins délivrés	146
Bulletins rentrés	146
Abstentions, bulletins blancs ou nuls	2
Suffrages exprimés	144
Majorité requise	73
M. Cicéron obtient	115 voix
M. Baghdadi obtient	29 voix

Par conséquent, M. Félix Cicéron est élu Vice-Directeur général du Bureau international.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Au nom du Congrès et en mon nom personnel, je voudrais cette fois encore féliciter M. Cicéron pour sa nomination au poste de Vice-Directeur général du Bureau international. Je lui adresse mes meilleurs vœux pour lui personnellement et pour son mandat de cinq ans. Ces cinq années apporteront au Vice-Directeur général un grand nombre de tâches difficiles. Nous espérons qu'une bonne collaboration s'instaurera entre le Vice-Directeur général et les Administrations postales des Pays-membres. Je remercie également M. Baghdadi d'avoir été candidat à ce poste de Vice-Directeur général et d'avoir ainsi offert ses services à l'Union postale universelle.

M. CICÉRON, VICE-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU INTERNATIONAL:

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les délégués et chers collègues, Je suis particulièrement sensible à l'honneur que me fait le Congrès en m'élisant au poste de Vice-Directeur général et je l'en remercie bien sincèrement. Mes remerciements et ma gratitude s'adressent tout d'abord à mon pays d'origine, la France, qui m'a toujours accordé un soutien actif tout au long de ma carrière au Bureau international. Mes remerciements vont également aux Administrations de toutes les parties du monde où j'ai le privilège de compter de nombreux collègues et surtout des amis qui m'ont apporté un précieux appui, tant administratif que moral, aux moments d'incertitude et de certaines turbulences. J'espère que vous voudrez bien me pardonner la faiblesse de m'adresser en particulier à mes frères antillais et guyanais dispersés sur une vaste aire géographique où s'est développée une culture spécifique avec des composantes amérindienne, africaine et européenne, sans oublier les apports d'Asie. Si je parle des Antilles, c'est autant pour céder au sentiment que pour mentionner ce microcosme, qui donne une idée, imparfaite il est vrai, de l'universalité qui caractérise notre Union.

En ce moment de joie, je me rappelle tout ce que je dois à deux grands Directeurs avec lesquels j'ai eu l'avantage de travailler en étroite collaboration. Je veux parler de MM. Weber et Sobhi.

Le premier a eu l'immense mérite de marier l'UPU avec son temps, dans les années 60, au lendemain de la grande vague des indépendances nationales; il a amorcé le processus d'internationalisation du personnel du Bureau international et ouvert la voie à l'assistance technique.

Le second, M. Sobhi, avec lequel j'ai collaboré pendant dix ans, a développé cette politique nouvelle dans le cadre élargi d'une gestion rigoureuse, efficace, largement ouverte aux préoccupations des pays défavorisés et, en même temps, soucieuse des intérêts des autres pays. Il y a lieu de relever aussi la grande courtoisie et le sens poussé du compromis dont M. Sobhi a toujours fait preuve.

Il m'a paru opportun de rendre un juste hommage à ces deux Directeurs qui, à mon avis, ont bien mérité de l'UPU.

Si j'apprécie la confiance que me témoigne aujourd'hui le Congrès, je mesure la responsabilité qui en découle pour moi. Bien sûr, le Bureau international est administré par un Directeur général, mais je pense — et je note que M. Botto de Barros partage cette idée — que, quelles que soient ses capacités et ses qualités, un Directeur général ne peut guère diriger le Bureau international sans le concours de son adjoint et de ses proches collaborateurs. Pour ma part, je tiens à déclarer que M. Botto de Barros, que je félicite de nouveau, pourra compter sur ma pleine et entière collaboration pour une gestion dynamique, efficace et équilibrée, et menée dans un esprit d'ouverture.

Une fois de plus, je tiens à remercier vivement le Congrès pour la décision qu'il vient de prendre à mon sujet et je tiens à l'assurer que je m'efforcerai d'exercer mes nouvelles fonctions du mieux de mes possibilités.

Je vous remercie pour votre attention.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. Cicéron vient d'être brillamment élu Vice-Directeur général du Bureau international. Je suis très heureux de pouvoir m'associer aux félicitations que le Président lui a adressées. M. Cicéron, qui est entré au Bureau international il y a plus de vingt années, est mon fidèle et dévoué collaborateur depuis dix ans et je me suis toujours félicité de pouvoir compter sur sa grande expérience et sur ses conseils avisés.

M. Cicéron est connu dans le monde entier pour ses grandes qualités et le résultat de son élection prouve la confiance que le Congrès lui témoigne.

Je suis sûr que comme collaborateur direct du nouveau Directeur général, M. Botto de Barros, il formera avec lui et les autres membres de la direction une équipe solide et efficace pour le plus grand profit de l'Union postale universelle.

Cher Monsieur Cicéron, permettez-moi de vous remercier de vos aimables paroles et de vous renouveler mes chaleureuses félicitations et mes vœux les plus sincères pour l'avenir.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous présentons ce projet de résolution avec la République fédérale d'Allemagne car nous estimons que le moment est venu pour l'UPU d'être plus ouverte aux organismes qui représentent nos clients. Dans le passé, il n'y avait pratiquement pas de contact avec ces organismes, ce qui a créé un certain ressentiment de leur part. Les clients jouent un rôle important et exercent des pressions, raison pour laquelle il est nécessaire de dialoguer avec eux sur les problèmes d'intérêt commun. Nous n'avons pas d'idée préconçue quant à la forme à donner à ces discussions. Nous sommes cependant convaincus qu'il s'agit là d'un important moyen de faire avancer nos intérêts et nous espérons que le Congrès adoptera la même position.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre pays est coauteur de la proposition en discussion et souhaite qu'avant de prendre des contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux, le CE étudie la façon d'établir au mieux ces contacts. Cette question devrait être examinée sans précipitation. Nous pensons que tous les clients et les organismes qui les représentent sont ouverts à cet effort de coopération. Ces contacts sont positifs pour la poste et représentent véritablement le service à la clientèle. Dans certains pays, des représentants des intérêts des clients exercent une influence telle sur l'Administration postale qu'elle est tenue de tenir compte de ces pressions. Avant de procéder à des contacts avec les organismes internationaux, il convient de bien étudier les effets de ces contacts sur nos activités et notamment sur les décisions du Congrès. En conséquence, nous souhaitons que le Congrès appuie ce projet de résolution.

L'ARGENTINE: Le projet de résolution qui nous est soumis charge le CE d'étudier les aspects juridiques et pratiques de l'établissement de contacts entre les organismes internationaux représentant les clients des services postaux et l'UPU. Selon les termes de cette étude, il y aurait lieu de prendre contact avec ces organismes afin de constituer un forum où des discussions d'intérêt mutuel pourraient avoir lieu, ce qui revient à dire que l'on anticipe en quelque sorte sur les résultats de cette étude.

Lorsque nous avons étudié le Congrès – Doc 46 (Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du transport aérien international (IATA)), il a été déclaré que le représentant de l'IATA s'adresserait au Congrès sur des questions relevant de la compétence de son organisation et qu'il fournirait aussi des explications complémentaires si nécessaire. L'IATA est une organisation internationale non gouvernementale et nous avons su fixer les limites du cadre dans lequel elle pourrait s'exprimer.

Certes, nous sommes au service de nos clients et nous devons être sensibles aux nouveaux besoins du marché. Cependant, nous ne pouvons pas approuver la portée qui est donnée à ce projet de résolution et ne pouvons l'appuyer.

Le SÉNÉGAL: Notre délégation appuie le projet de résolution 020. Au cours de ce Congrès, notre attention a été attirée, entre autres, sur la nécessité pour les Administrations postales d'engager une action commerciale dynamique et bien déterminée. Nous pensons que ce genre de contact pourrait constituer un élément très important de cette politique commerciale. Notre Administration a des contacts avec des organismes de ce genre depuis plusieurs années déjà et les résultats obtenus sont satisfaisants, voire fructueux. Ces contacts permettent de sensibiliser les gros usagers à nos problèmes et difficultés, mais aussi à nos projets. Ainsi, les usagers comprennent mieux l'importance de la poste et nous font souvent des suggestions intéressantes. En adoptant cette résolution, nous pratiquerions la même méthode que nos concurrents à l'égard des usagers et le résultat serait bénéfique pour toutes les Administrations postales.

CUBA: Il s'agit d'une résolution qui est le début d'un processus et dont les résultats sont imprévisibles. Actuellement, chaque client dialogue avec sa propre Administration postale. Celle-ci évalue, compare les demandes et peut connaître les nécessités de ses clients. Dans ce projet de résolution, on exclut nos usagers essentiels et l'on ramène tout à un problème commercial. L'exposé des motifs fait état d'organismes qui ne sont pas représentatifs. Il faut tenir compte de la vocation sociale de la poste et nous sommes d'accord avec la déclaration soumise par l'UNESCO à notre Congrès sur cet aspect. Si l'on veut favoriser la diffusion par la poste, il y a lieu de préconiser un nouveau système ou un nouvel ordre d'information qui tienne mieux compte des nécessités des pays en développement, ainsi que cela a été reconnu par le groupe des pays non alignés. Ce projet de résolution ne réalise pas cet objectif, raison pour laquelle nous ne pouvons l'appuyer.

Le CAMEROUN: Notre délégation pourrait soutenir ce projet de résolution si l'on modifie le deuxième considérant comme suit: "*reconnaissant* la nécessité pour les Administrations postales de susciter la création d'organismes qui représentent les intérêts des usagers là où ces organismes n'existent pas".

En effet, nous pensons que les organismes internationaux ne représentent pas les intérêts de tous les Etats et il conviendrait de créer de tels organismes nationaux dans certains pays en développement qui n'en ont pas.

L'INDE: Nous entrons ici dans un nouveau domaine et aimerions faire un appel à la prudence. Nous sommes d'accord avec les observations faites par Cuba et pensons qu'avant de nous lancer dans une étude de la question comme le propose le projet de résolution, il vaudrait la peine d'étudier la pratique suivie à ce sujet par l'UIT.

L'URUGUAY appuie les déclarations de l'Argentine et de Cuba et se prononce contre le projet de résolution 020.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Le projet de résolution qui nous est soumis vise à servir les intérêts d'un petit nombre de pays seulement. Un grand nombre de pays en développement ne connaissent pas en termes précis ou quantitatifs quels sont les principaux clients. Cette résolution donnerait au moins une impulsion, un encouragement aux Administrations pour qu'elles cherchent à connaître leurs principaux clients, d'une part, et à procéder à des études de marché, d'autre part. Ce projet de résolution traite le problème uniquement sur le plan international et nous pensons que son principe pourrait être adopté et appliqué au plan interne des Administrations, raison pour laquelle nous l'appuyons.

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.): Nous souhaitons que le Congrès émette une recommandation à l'adresse des Administrations postales plutôt qu'une résolution. Ce projet mérite d'être soutenu, dans l'intérêt de nos actions. Face à la concurrence qui est pour nous une préoccupation collective quant à l'avenir des services postaux, cette résolution ne pourrait que renforcer encore nos relations avec la clientèle dans la recherche de solutions efficaces, à l'instar de ce que certaines Administrations connaissent avec leur compagnie aérienne pour régler les questions d'intérêt commun. En conséquence, nous appuyons ce projet de résolution.

L'URSS: Nous appuyons l'avis exprimé par ceux qui ont déclaré qu'il convenait d'être prudent en la matière. Cette résolution, rédigée en termes généraux, ne précise pas avec qui il est envisagé d'organiser cette coopération. Nous devrions coopérer dans ce domaine avec l'UNESCO qui s'occupe déjà de problèmes spécifiques, ce qui serait conforme à l'annotation 2 de l'article 10 de la Constitution. Nous devons conserver toute liberté à cet égard et nous ne souhaitons pas que le CE soit lié par un mandat ou une recommandation.

Le GHANA: Il s'agit là d'une question qui pourrait créer d'excellents contacts entre les pays industrialisés et les pays en développement. En effet, les entreprises exportatrices de certains pays pourraient entrer en contact avec les Administrations postales étrangères et utiliser les moyens disponibles pour régler les problèmes au niveau régional ou local sur la base des mêmes critères que ceux qui sont utilisés pour les frais terminaux. Pour ces raisons, nous appuyons ce projet de résolution.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous appuyons la proposition 020. Lors des séances consacrées à l'avenir de la poste, tous les orateurs ont estimé qu'il était nécessaire de répondre aux besoins de nos clients. L'étude prévue par cette proposition devrait permettre d'appuyer les efforts des Administrations dans ce domaine. Nous verrons ainsi comment l'UPU peut passer des principes généraux à une application pratique. Cette étude aura des résultats, mais rien ne peut être préjugé car le CE devra tenir compte de tous les aspects. Certains d'entre nous pensent que l'accent est trop mis sur le caractère commercial de la poste au détriment de sa mission sociale. Mais aucun élément de cette proposition ne porte atteinte aux principes fondamentaux de notre Union. Rien n'empêche l'Union de se préoccuper des problèmes socioculturels en cherchant également à avoir de bonnes relations commerciales. Les nouveaux contacts qu'envisage cette résolution donnent l'occasion à l'UPU d'exprimer ses besoins et ses vœux aux grands groupes de clients potentiels. Il sera ainsi possible d'exercer sur ceux-ci une influence qui sera bénéfique pour les Administrations postales. L'adoption de cette proposition 020 est donc tout à fait justifiée.

Le SRI LANKA: Nous sommes du même avis que les délégations qui pensent que nous devons être prudents en la matière. En effet, les organisations représentant les usagers sont déjà amplement consultées au plan national. Nous n'appuyons donc pas la proposition 020.

La MONGOLIE (RÉP. POP.): Nous sommes également pour la prudence. Nous approuvons la déclaration de l'URSS concernant l'UNESCO. Comme nous avons appuyé le mémorandum présenté par l'UNESCO, nous pensons qu'il est prématuré de charger le CE d'examiner la question et nous nous opposons à la proposition 020.

La BELGIQUE: Depuis la création d'un service commercial, notre Administration a renforcé ses contacts avec la clientèle et notamment avec les représentants de la vente par correspondance. Des réactions de satisfaction et des nouvelles demandes de collaboration ont découlé de cette démarche. Les réunions nous ont permis de mieux informer les représentants des ventes par correspondance et parfois même de dissuader certains clients de faire appel à la concurrence. Les expériences nationales doivent donc être portées à un niveau plus élevé. Tout ce qui reflète l'opinion de nos services ne peut que retenir notre attention et nous aider. Nous appuyons donc la proposition 020.

Le LIBAN: Nous avons déjà établi des contacts avec des organisations qui, bien que n'ayant pas un caractère international, représentent une clientèle postale importante. Il nous faut adopter une résolution qui encourage les Administrations postales à améliorer et à faire évoluer leurs services. D'ailleurs, l'Administration libanaise prépare des textes concernant ces entreprises, qui seront communiqués à tous ceux que cette expérience intéresse.

Le CANADA: Nous appuyons la résolution 020, car elle sensibilise les Pays-membres aux demandes des groupements importants de clients. Certains craignent que la résolution ne modifie à la longue la structure et l'autonomie de l'UPU et qu'elle diminue l'efficacité des Administrations au sein de l'UPU alors qu'il s'agit seulement d'établir un canal de communication avec nos clients. De plus, la nature des contacts à établir n'est pas déterminée. C'est pour cette raison que le texte qui nous est soumis laisse toute latitude au CE pour organiser cette étude, qui n'aboutira certainement pas à ce que certains groupes aient automatiquement le statut d'observateur.

Le MALI: En recommandant que l'on veille dans le futur à ce que les organismes internationaux n'empiètent pas sur le domaine national, nous appuyons la proposition 020.

La GRANDE-BRETAGNE: Pour répondre à ceux qui pensent que nous agissons trop rapidement et que nous nous lançons dans un domaine inconnu, je reconnais également qu'il faut être prudent. C'est pour cette raison que le texte soumis propose deux stades: le CE est invité à étudier les possibilités juridiques et pratiques de tels contacts. Une fois les résultats de cette étude connus, on verra si des contacts peuvent être établis. La crainte de l'Argentine que des contacts soient établis avant que l'étude ne soit faite n'est donc pas justifiée. Cette proposition a été dictée par le fait que nos clients sont eux-mêmes souvent organisés sur une base internationale et qu'ils veulent s'adresser à nous au niveau national et international.

Plusieurs orateurs ont cité l'UNESCO comme point de contact possible, ce en quoi nous sommes d'accord car l'UNESCO est un exemple d'organisme représentant des intérêts de nos clients.

Pour répondre au Cameroun, nous reconnaissons que la création d'organismes nationaux pour avoir des contacts avec les clients dans les pays en développement est une question qu'il convient de résoudre. Mais l'étude 11 du prochain programme de travail du CCEP (organisation des services des relations publiques et d'action commerciale dans les pays en développement) répond parfaitement à la préoccupation exprimée par le Cameroun.

Cette proposition 020 est prudente. J'invite le Congrès à l'adopter.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Le Congrès a déjà dit que nous devons agir sur le marché. Cela implique que nous ayons des contacts avec les clients. Cette étude nous permettra de mieux voir quels sont nos clients. La proposition 020 propose une étude par le CE. Elle ne constitue pas une base juridique pour des mesures nationales. En revanche, il résultera de cette étude des suggestions en vue de mesures à prendre sur le plan national. Cela explique que les directives données paraissent trop floues à certains. Le CE a une marge de manoeuvre suffisante pour mener ses travaux.

CUBA, appuyé par l'INDE, la MONGOLIE (RÉP. POP.) et le MEXIQUE, intervient par une motion de procédure pour demander le vote secret sur la proposition 020.

L'Amérique (Etats-Unis), la France et la République arabe syrienne sont désignés comme scrutateurs.

La proposition 020 est adoptée par 80 voix pour, 52 contre et 9 abstentions.

L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979-1984

Congrès — Doc 14

Le PRÉSIDENT: Comme le principe en a été admis par le Bureau du Congrès, ces deux rapports seront examinés simultanément.

Le MAROC: J'ai le plaisir de rendre compte des résultats des travaux entrepris par le CCEP dans le domaine de l'avenir des services postaux.

Bien que le développement et le perfectionnement des services postaux à travers le monde soit une préoccupation constante de l'UPU, il faut cependant reconnaître que la question de l'avenir de ces services ne s'est réellement révélée préoccupante qu'à partir de 1977. C'est en effet à partir de cette date que le CCEP a axé sa réflexion sur le devenir de l'une des plus vieilles institutions de l'humanité. La poste, qui a longtemps et paisiblement vécu à l'abri de monopoles solidement ancrés dans les moeurs, s'est subitement retrouvée bousculée et menacée dans son existence. Le travail de réflexion réalisé de 1977 à 1979 a conduit le CCEP issu du Congrès de Rio de Janeiro à créer une commission spéciale chargée d'examiner la question de l'avenir des services postaux.

Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981

Congrès — Doc 12

Cette commission a eu à son programme de travail quatre études, toutes orientées vers l'avenir. Les thèmes de ces études figurent à la page 1 du Congrès — Doc 14. En plus de ces quatre études, la Commission de l'“Avenir des services postaux” a décidé de réactiver “l'étude prospective du marché postal”. Le Bureau international et le pays rapporteur ont été également chargés d'actualiser le Congrès — Doc 17 du Congrès de Rio de Janeiro, et le Congrès — Doc 12 soumis au présent Congrès en constitue une version actualisée et enrichie. Voilà pour le programme d'action.

Voyons maintenant les résultats. Je voudrais éviter d'aller dans les détails car ils figurent aux annexes 1 et 2 du Congrès — Doc 14, pour ne citer que les conclusions essentielles. Il y a lieu de relever tout d'abord que l'examen de la situation de la poste a débouché sur un diagnostic préoccupant. Les mutations que connaît le monde de la communication et qui se font à un rythme effréné font souffrir la poste, mais on estime qu'elle dispose encore des ressources suffisantes pour réagir.

Le colloque organisé en octobre 1983 à Berne confirme les possibilités d'une réaction positive de la poste face aux dangers qui la menacent, même si ces dangers ne sont pas envisagés de la même façon par les pays développés et ceux en développement.

Et comme pour concrétiser les facultés d'adaptation de la poste aux exigences du monde moderne, désireux de disposer de moyens de communication abolissant le temps et l'espace, le CCEP a réalisé trois études portant sur:

- 1° Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans des domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui).
- 2° Courrier électronique et autres services perfectionnés de la transmission de messages.
- 3° Politique générale en matière d'information publique.

Le travail d'approche ainsi accompli par le CCEP dans le cadre de l'avenir des services postaux a permis de constater que la poste est en train de vivre une grande mutation même si cette mutation n'est pas perçue de la même manière par tout le monde.

En effet, les pays développés ne disposent apparemment pas du recul suffisant pour émettre un jugement catégorique sur la portée des menaces qui guettent la poste et sur ses chances de succès.

Les pays en développement, quant à eux, en dépit d'une meilleure prise de conscience et des tentatives d'extension et de modernisation de leur service postal, doivent faire face à des problèmes immédiats et quotidiens nés d'une conception très poussée du caractère social de la poste.

Ce travail a aussi permis d'exposer les voies et moyens susceptibles d'étendre le champ d'activité de la poste soit par création de nouvelles prestations, soit par introduction de variantes à celles déjà offertes, de donner un exemple concret de service nouveau tel que le courrier électronique, le tout soutenu par une politique générale d'information publique.

Tel est l'essentiel du travail accompli. On estime cependant que la tâche est loin d'être terminée. Les défis iront certainement en s'amplifiant et la poste doit affiner sa stratégie car le combat de la survie ne fait que commencer.

En conclusion, il me semble que le Congrès doit se prononcer sur la suite à donner à cette étude, en décidant s'il doit s'agir d'une étude permanente qui sera actualisée au cours du prochain mandat de cinq ans, ou s'il faut considérer que le programme de travail du prochain CCEP contient suffisamment de sujets relatifs à la question qui vient d'être évoquée. Je pense notamment aux études 1, 2, 3, 6, 7, 8, 11, 17, 18 et 21.

Le PRÉSIDENT remercie le Maroc de son excellent rapport.

Le Congrès prend acte des Congrès — Doc 14 et 12.

La BULGARIE (RÉP. POP.): En présentant la proposition 04, nous désirons aider les Administrations eu égard aux modifications décidées par le Congrès dans le système de statistique, dans les tarifs postaux et dans l'Arrangement concernant les colis postaux. Les publications en cause sont extrêmement utiles et cette réédition permettrait une adaptation plus facile aux résultats du présent Congrès.

La HONGRIE (RÉP. POP.), le SOUDAN, l'URSS, le YÉMEN (RÉP. ARABE), la MONGOLIE (RÉP. POP.) et le SRI LANKA appuient sans réserve la proposition 04 et déclarent que la réédition de ces documents sera très utile pour toutes les Administrations.

La proposition 04 est adoptée.

Réédition des
— Guide
opérationnel
sur la
préparation
de la
statistique
et sur les
formalités
relatives
aux comptes
des frais de
transit et
des frais
terminaux
— Manuel sur
les règles
et les
procédures
pour
l'acheminement
du courrier
international
— Guide
opérationnel
du service
international
des colis
postaux
Proposition 04

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Conformément à l'article 125, paragraphes 3, 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à condition de le notifier au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

A l'issue du Congrès de Rio de Janeiro, l'Union comprenait 158 Pays-membres représentant 1050 unités de contribution. Depuis lors, des changements sont intervenus en raison de l'adhésion de nouveaux Pays-membres et du surclassement intervenu en 1981. Ces modifications figurent au chapitre II du Congrès — Doc 25. A la veille du Congrès de Hamburg, l'Union comprend 167 Pays-membres totalisant 1066 unités de contribution.

Les pays dont la liste fait l'objet du chapitre III du Congrès — Doc 25 ont notifié au Bureau international leur désir d'être déclassés.

En conséquence, les frais de l'Union pour le prochain régime financier seront à répartir entre 167 Pays-membres totalisant 994 unités de contribution. On enregistre ainsi une diminution de 6,7% par rapport à la situation à la veille du Congrès.

Changements
de classes
de contribution
Congrès — Doc 25

Le Congrès prend acte du Congrès — Doc 25.

Publication d'un
ou de plusieurs
livres traitant
de l'influence
de la poste
dans l'art

Proposition 023

La GRÈCE: Notre résolution vise à élever le niveau culturel des six millions de travailleurs postaux du monde et aussi à présenter largement au public un rôle important et peu connu de la poste. L'histoire de la poste est très ancienne et se perd dans les siècles. Dans la mythologie grecque, la poste était symbolisée par Hermès, préposé au service des dieux. Elle est également présente dans la Bible avec Job. Notre grand historien Hérodote a exprimé son admiration pour le service postal. Née en Asie et en Afrique dans la nuit des temps, la poste s'est développée au cours des siècles, au service de l'humanité. Aujourd'hui, l'influence de la poste dans la vie économique, sociale et culturelle n'est remise en cause par personne. Son influence, également très grande dans la littérature mondiale, la poésie et les beaux-arts, est par contre moins bien connue. Pourtant, tous les grands auteurs du monde, les poètes, les peintres et les compositeurs ont été inspirés par la poste.

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous tous qui avons l'honneur de participer à ce Congrès, Congrès qui a démontré qu'il ne s'intéresse pas seulement à la collaboration et à la promotion de nos services postaux mais aussi à la défense des idéaux de l'humanité, nous avons ressenti une grande émotion lors de l'inauguration officielle du Congrès en écoutant Wolfgang Amadeus Mozart. Mais tous les postiers du monde et notre public connaissent-ils ces liens qui existent entre la poste et les arts?

Pour conclure, je demande au Congrès d'adopter notre résolution et de charger le CE, en liaison avec le Bureau international, et, pour ce qui concerne le choix des oeuvres représentatives, avec la collaboration de l'UNESCO, d'examiner la possibilité de faire éditer un ou plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art. Un tel livre pourra être vendu dans nos musées postaux et en librairie; ainsi, en dehors du prestige qu'il donnera à la poste, permettra-t-il également des rentrées de fonds au profit des pays de l'Union.

L'URSS: Nous sommes favorables à l'idée de la Grèce, mais nous demandons cependant qui préparera cette publication et qui fournira les moyens financiers nécessaires. Il convient en effet qu'elle ait un niveau littéraire élevé et de bonnes reproductions. Bien entendu, le Bureau international pourrait à cet effet prendre contact avec des maisons d'édition, mais il aura nécessairement besoin d'aide et de conseils et ne pourra pas entreprendre cette tâche seul. En conclusion, nous appuyons cette proposition fondée sur une idée progressiste et humanitaire, mais nous souhaitons connaître le point de vue du Secrétaire général sur les questions que nous avons posées au sujet des responsables de la publication et des moyens financiers à mettre à disposition.

Le NIGÉRIA appuie la proposition 023 qui constitue une initiative utile à la promotion de l'image de la poste. Au Nigéria, le département de la culture tient une exposition permanente de timbres-poste. Cette exposition est l'un des centres d'attraction les plus importants du pays.

La POLOGNE (RÉP. POP.) appuie également la proposition 023. A l'occasion de la célébration du 400^e anniversaire de leur création, les postes polonaises ont publié il y a quelques années un ouvrage consacré à l'histoire des communications postales polonaises et des livres sur la poste sont édités régulièrement. Ainsi, aujourd'hui comme hier, la poste exerce une influence dans la vie économique et culturelle et il est naturel que le besoin de publier un livre traitant de cette influence de la poste dans l'art se fasse sentir. En outre, une telle publication constituerait une bonne publicité pour la poste. S'agissant finalement du problème évoqué par l'URSS, il semble de nature technique et devrait donc être facilement résolu.

La ROUMANIE: Mon pays donne un appui total à la proposition de la Grèce. Dans les motifs de cette proposition, il est suggéré de faire appel à la collaboration de l'UNESCO et à d'autres organismes spécialisés. Je voudrais signaler qu'il existe dans tous les pays des associations d'écrivains et de peintres qui pourraient s'inspirer de la vie de la poste et de la vie quotidienne des postiers pour nous présenter une oeuvre sur ce sujet.

Le SOUDAN: Nous appuyons la proposition 023. Il s'agit d'une idée très intéressante dont la réalisation serait de nature à améliorer l'image de la poste auprès du public.

Le KENYA: Mon Administration qui a elle aussi réalisé une publication sur l'histoire de la poste et sur les timbres-poste appuie la proposition grecque. Elle considère que la publication d'un livre sur l'influence de la poste dans l'art aurait une grande valeur historique et culturelle.

L'ARGENTINE: La possibilité de pouvoir disposer d'une oeuvre de cette nature permettrait à la poste de sortir du domaine spécifique qui est le sien. Nombre de pays apporteront leur contribution au Bureau international qui aura la charge d'en faire une synthèse. La question du financement, qui pose évidemment une interrogation, devrait cependant trouver une solution, en raison de la grande valeur que cet ouvrage représentera pour la poste. Les multiples associations philatéliques nationales et internationales, qui accueilleront sa publication avec intérêt et satisfaction, constituent autant de sources auxquelles nous pourrions nous adresser.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: L'idée de cette proposition est très bonne et les motifs en sont parfaitement clairs. La bibliothèque du Bureau international est riche en documents de référence sur l'histoire de la poste et en ouvrages intéressant les activités postales. En outre, tous les pays ont des bibliothèques et des musées bien pourvus en ouvrages sur la poste. Cependant, il convient de réfléchir sérieusement aux moyens qui permettront de réaliser cette idée. Le Bureau international n'est pas en mesure d'agir en maître d'oeuvre dans cette affaire et le CE devra se prononcer sur la possibilité de faire appel à des spécialistes des différentes disciplines artistiques.

La proposition 023 est adoptée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT: Dans le Congrès — Doc 63/Add 1, le Secrétariat, se basant sur les résultats d'une enquête préliminaire effectuée dans le cadre du CE, fait état d'une certaine réserve. Quelle est l'opinion de la Grande-Bretagne à ce sujet?

La GRANDE-BRETAGNE: Après examen, le CE a renvoyé cette question au CCEP pour étude. Par ailleurs, nous avons approuvé la proposition 020 qui charge le CE d'étudier la possibilité d'établir des contacts avec des organismes tels que la FIPP. Dans ce contexte, nous pensons qu'il est prématuré de prendre une décision sur ce point.

Le Congrès décide d'attendre les résultats de l'étude préconisée dans la proposition 020 qui envisage la possibilité d'établir des contacts avec des organismes tels que la FIPP. Le Congrès — Doc 63 et Add 1 devient ainsi sans objet.

La séance est levée à 14 h 20.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Demande
de participation
au Congrès
présentée par
la Fédération
internationale
de la presse
périodique
(FIPP)

Congrès —
Doc 63 et Add 1

Seizième séance du Congrès

Vendredi 13 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

Communications

Le DOYEN: Le 18 juin dernier, M. Karl Carstens, Dr en droit, alors Président de la République fédérale d'Allemagne, nous faisait l'insigne honneur de prononcer solennellement l'ouverture du Congrès de Hamburg. Depuis, M. Richard von Weizsäcker lui a succédé à la présidence de notre pays hôte. Il conviendrait donc que le Congrès transmette à Monsieur le Président von Weizsäcker un message de félicitations et de vœux à l'occasion de son élévation à la présidence de son pays et que nous lui renouvelions notre gratitude pour le grand honneur que la République fédérale d'Allemagne nous a témoigné en nous invitant à tenir nos assises dans son pays, lui fournissant, ainsi qu'à nous tous, l'occasion de rendre le plus grand hommage qui soit à la mémoire d'un de ses fils illustres, Heinrich von Stephan. Cela est une nouvelle preuve que le temps n'efface pas la trace des grands hommes.

En vous priant de faire droit à ma requête, Monsieur le Président, je ne fais qu'exprimer les vœux des délégués ici présents dont je me fais le porte-parole.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur Pageau. Comme vous l'avez dit, un changement est intervenu le 1er juillet à la présidence de la République fédérale d'Allemagne. M. le Président Richard von Weizsäcker se réjouira certainement beaucoup du message de félicitations que le Congrès va lui adresser.

Le Bureau du Congrès a siégé le 11 juillet écoulé et a examiné le déroulement des travaux des Commissions. Il a constaté que certaines Commissions pouvaient renoncer à l'une ou l'autre de leurs séances et que d'autres ont besoin de séances supplémentaires. Il y a donc lieu de procéder à une répartition du temps disponible de telle sorte que les Commissions aient terminé tous leurs travaux le 18 juillet prochain, c'est-à-dire à la veille de l'interruption de quatre jours du Congrès. Un corrigendum au calendrier des séances publié dans le Congrès — Doc 78 sera distribué prochainement.

Déclarations

Le COSTA-RICA: Je voudrais faire une mise au point au sujet de notre intervention faite en huitième séance plénière relative à notre position contre l'expulsion d'un Pays-membre de l'Union, quel qu'il soit. Au cours du débat, un collègue a laissé entendre que le Costa-Rica approuvait les politiques de discrimination raciale. Comme nos déclarations à l'ONU peuvent le corroborer, un tel jugement est absolument faux, tant il est vrai que nous ne nous contentons pas de déclarations de bonnes intentions: dans la région atlantique de notre pays, 60% de la population de plus de 18 ans est de race noire; les gens sont totalement intégrés dans les activités politiques, sociales et économiques du pays.

Nous, habitants du Costa-Rica, respectons et acceptons les représentations raciales et les groupes ethniques; nous soutenons et tenons pour sacré le principe de la liberté de croyance et de culte, de sorte que dans notre société tous les groupes religieux ont leur place et peuvent exercer leurs activités en toute liberté.

Pour conclure cette brève mise au point, j'aimerais signaler qu'il existe dans le système politique costaricien des partis politiques de toute tendance et de toute orientation idéologique, c'est-à-dire aussi bien des partis de gauche à tendance marxiste que des partis du centre gauche comme la Démocratie chrétienne et la Démocratie sociale et des partis de droite à tendance néo-fasciste. Ces partis sont légalement inscrits et fonctionnent sur l'ensemble du territoire national.

Je pense que cette mise au point rendra plus compréhensible notre position à l'égard du droit d'autrui. Or, si nous respectons les libertés individuelles, nous respectons de la même façon la souveraineté des Etats,

indépendamment du fait que leurs politiques nationales ont ou n'ont pas notre approbation. Tel est le cas des pratiques d'apartheid que nous ne partageons pas et n'acceptons pas. Cependant, il s'agit là d'un sujet qui, à notre avis, n'aurait pas dû être évoqué et encore moins tranché au sein du Congrès de l'UPU.

Notre délégation désire que cette déclaration figure textuellement et intégralement dans le procès-verbal, étant donné que ce que nous voulons mettre en évidence, c'est l'application de notre principe de neutralité.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Avant d'aborder la question inscrite à l'ordre du jour, je voudrais, à propos de certaines interventions faites au cours des dernières séances, appeler, au nom de la délégation de la République islamique d'Iran, votre aimable attention sur les points suivants:

1. Comme vous le savez tous, les motifs des timbres-poste évoquent principalement l'histoire des divers pays et illustrent naturellement les croyances, les cultures, l'art, les intérêts et les idéaux des pays du monde entier. Par exemple, on peut affirmer ici que certains événements importants, qui marquent fortement le destin des sociétés, sont des sujets se prêtant à l'émission de timbres-poste. Après la fermeture de l'ancienne ambassade des Etats-Unis à Téhéran par les étudiants de notre nation islamique libre, les Etats-Unis d'Amérique ont systématiquement tenté de tramer toutes sortes de machinations politiques, militaires et psychologiques en les accompagnant de dures sanctions économiques visant à mettre l'Iran à l'épreuve. La fermeture de ce "nid d'espions" a toutefois mis fin aux vastes et nombreux complots d'espionnage de l'Amérique au Moyen-Orient et, en fait, a empêché ce pays d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Iran. Il a été démontré que ce mouvement, qui était conforme à la poursuite de notre révolution islamique, a été pour nous l'illustration d'un événement historique important. Par conséquent, il ne saurait être juste que nous ratifions des propositions comme la proposition 2009.1, que nous supprimions ce droit indiscutable des Pays-membres et que nous nous soumettions totalement à la volonté des Etats-Unis et de leurs alliés.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis et ses alliés conspirent constamment sur plusieurs plans contre les nations libres, plus précisément contre les pays qui se sont libérés de leur dépendance et, singulièrement, contre les pays musulmans. Ces vastes complots se sont étendus partout. Les irrégularités délibérées dont notre Ministre a fait état dans sa déclaration ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres des conspirations tramées par le Gouvernement des Etats-Unis.

Il faut préciser qu'après la victoire des partisans de la révolution islamique, l'Administration postale de la République islamique d'Iran a décidé de fonder une nouvelle section chargée de créer ordre et régularité et de contrôler le retour des sacs vides à l'origine. A cet effet, elle a accordé une plus grande attention au renforcement du service de statistique.

3. Parmi les mesures les plus efficaces qui ont été prises pour étendre nos relations avec les autres Pays-membres, il y a lieu de mentionner les rapports plus étroits et plus stables qui ont été établis avec le Bureau international et, par conséquent, avec les Pays-membres, afin d'exposer nos différents points de vue et d'attirer l'attention des membres de l'UPU par voie de circulaires diffusées par le Bureau international.

4. Parmi les autres initiatives qui ont été prises pour supprimer les obstacles découlant d'irrégularités dans le service du courrier de surface d'arrivée et de transit, mentionnons celles consistant à développer les relations postales et la collaboration avec les pays voisins et à trouver des solutions à des problèmes communs dans ce domaine.

5. Le représentant de la délégation de l'Iraq a prétendu, à la séance du 20 juillet 1984 de la Commission 4, que l'Iraq était un pays épris de paix. Comment peut-on le croire? Au moment même où je vous parle, Naftshahr et d'autres localités à proximité de notre frontière occidentale sont encore occupées par des troupes irakiennes. En tout état de cause, ce point, comme les autres revendications du régime de ce pays, sont loin de la réalité. Il va sans dire que nous avons proclamé dès le début de l'agression du régime irakien sur notre territoire islamique nos conditions pour mettre fin à la guerre. Mais soyons francs, nous sommes contre le genre de paix imposée par le Gouvernement des Etats-Unis et devant être mise en oeuvre par ses alliés. Nous recherchons une paix honorable, dénuée de toutes ruses politiques, afin de montrer à l'agresseur la rigueur de son geste et de donner une bonne leçon aux autres.

Le régime irakien a, vous le savez tous, déclenché la guerre et agressé notre pays. Aujourd'hui, chaque mètre carré des zones résidentielles et non militaires des régions méridionales et occidentales de notre pays est le témoin réel et la preuve permanente de ces crimes contre l'humanité. Il ne reste aujourd'hui aucune trace de Honeizeh, ville qui était située au sud-ouest de notre territoire islamique d'Iran. Le fait le plus important à rapporter ici est que, dans les régions rurales et urbaines, de nombreuses personnes — des femmes, des enfants et des vieillards — victimes de sauvages bombardements par des fusées à longue portée de 9 et 12 mètres des forces irakiennes, sont mortes en martyrs alors qu'elles reposaient chez elles pendant la nuit.

6. Le régime irakien prétend avoir une politique antisioniste, mais le traité qu'il a récemment conclu avec les occupants de la Palestine sur la sécurité de ses pipe-lines passant par Aqaba vient prouver le contraire.

7. En outre, à propos du nom de "golfe Persique" sur lequel il a été formulé des observations erronées dans les motifs de la proposition 2009.1, nous attirons l'attention du Congrès sur les points suivants:

- a) Comme cela est prouvé à l'ONU, le nom de "golfe Persique" est internationalement reconnu. Signalons à cet égard que dans le document No AD 311/1 GEN de l'ONU du 5 mars 1971, le nom "golfe Persique" a été officiellement confirmé par cette organisation.
- b) L'Administration postale irakienne a, par la circulaire No 117 du Bureau international datée du 4 juin 1974 et intitulée "Acheminement des colis postaux à destination de Bombay, de Karachi et des ports du golfe Arabique", fait diffuser le message suivant:
"En raison de la cessation du transport du courrier par bateau pendant les mois de juin et de juillet, les colis postaux à destination de Bombay, de Karachi et des ports du golfe Arabique seront acheminés par l'intermédiaire de l'Administration de Kuwait, à laquelle seront attribuées les quotes-parts qui lui reviennent."

Apparemment, de l'avis de l'Iraq et de ses partisans, le très célèbre nom historique aurait été modifié ces dix dernières années, plus précisément au cours des cinq dernières années, après la victoire des partisans de la révolution islamique en Iran. Il a été appliqué la même procédure pour le nom de certaines de nos villes lorsqu'elles ont été occupées par les forces armées irakiennes.

8. Après la révolution islamique iranienne, afin de mieux respecter la réglementation internationale et de développer toutes les activités postales, les modalités ci-après ont été prises en considération:

- promotion des méthodes de formation et leur utilisation à tous les niveaux,
- renforcement du service des experts dans divers domaines de la recherche et de la formation,
- nécessité de mettre davantage l'accent sur la normalisation des envois et aussi du matériel postal,
- recours aux méthodes appropriées pour la formation des cadres de direction.

9. L'Administration postale de la République islamique d'Iran n'a cessé d'étendre ses services, même jusqu'aux premières lignes des champs de bataille — cela gratuitement — et elle a donné de nombreux martyrs à la Révolution islamique afin de sauvegarder l'indépendance et la liberté de la République islamique.

10. Comme nous l'avons déjà indiqué lors d'une des séances plénières, notre délégation condamne la façon dont une décision a été prise sur la proposition 026; il est regrettable de devoir rappeler ici que le projet de proposition visant à supprimer le point 14 de l'ordre du jour des séances plénières prévues du 19 au 22 juin 1984 dans le Doc 35 constitue un appui sans réserve au régime sioniste. Nous savons tous que le régime raciste de l'Afrique du Sud a été expulsé de l'Union par la ratification, le 22 juin 1984, de la résolution 024. Comme nous nous trouvons en présence d'une politique de racisme, d'agression et d'inhumanité analogue, la délégation de la République islamique d'Iran demande instamment au Congrès d'examiner à nouveau, dans une atmosphère dénuée de menaces et d'idées imposées, la résolution 026, et ce dès que possible au cours d'une des séances plénières.

11. Il y a un autre point important à évoquer: le rôle des nations dans l'amélioration de toutes les affaires d'intérêt national, dont les services postaux, ce qui a été négligé durant le Congrès. Je pense que dans la plupart des cas, le problème fondamental est celui du manque de confiance entre les nations et entre les gouvernements. En revanche, dans notre pays, après la révolution islamique, il a été tenu compte du rôle prépondérant de la population; l'encouragement à développer ses qualités morales et à recourir aux techniques modernes dans tous les domaines est devenu d'une importance capitale.

En fait, le peuple iranien a manifesté un grand intérêt à l'égard de la coopération et de la collaboration avec toutes les organisations dans tous les domaines, autrement dit même dans les motifs des timbres-poste. Monsieur le Président, aujourd'hui on ne peut pas séparer notre Gouvernement de notre peuple. Ils s'aident l'un et l'autre pour créer pour l'avenir une nouvelle infrastructure qui, à long terme, assurera la prospérité et la coexistence pacifique à nous-mêmes et à tous les pays du monde.

En conclusion, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur des Congrès, ma délégation demande l'insertion in extenso de mes observations et de ma déclaration au procès-verbal de cette séance du Congrès. Je vous remercie de votre aimable attention.

Dieu est le plus grand

Dieu est le plus grand

Dieu est le plus grand

Le PRÉSIDENT: Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du Règlement intérieur, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Je tiens à rappeler cette disposition à l'attention du Congrès.

L'ESPAGNE: Le Congrès — Doc 87, porté sous le point 9 de l'ordre du jour, contient un appel de l'Espagne au sujet de la décision prise par la Commission 5 concernant la proposition 3062.2, Frais terminaux, article 62, paragraphe 2, lettre b), de la Convention. Après avoir reconsidéré la question et compte tenu du pourcentage peu élevé de l'augmentation du taux des frais terminaux pour les sacs M, l'Espagne retire son appel et demande la suppression du point 9 de l'ordre du jour.

Approbation de
l'ordre du jour
Congrès —
Doc 88/Rev 1

Le PRÉSIDENT prend acte de la demande de l'Espagne qui ne soulève aucune objection.

Les procès-verbaux des 7e, 8e, 9e, 10e et 11e séances du Congrès sont approuvés.

Approbation des
procès-verbaux
des séances
plénières

Le LIBAN: Je ne parlerai pas des candidatures pour les élections au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales. Le Liban figure sur les deux listes et j'espère pouvoir compter sur votre appui. Je voudrais seulement me référer à la traduction de mon intervention durant la treizième séance plénière du 28 juin dernier. Après réception du texte français, quelques collègues m'ont interrogé au sujet de quelques expressions contenues dans celui-ci. Je les remercie de cette aimable intervention et je saisis l'occasion pour signaler qu'effectivement quelques expressions ne correspondent pas au texte arabe original. En conséquence et vu que le texte français constitue le texte officiel auquel toutes les autres langues se réfèrent, je présenterai un texte français révisé au début de la semaine prochaine. Je saurais gré aux collègues traducteurs et traductrices dans les autres langues de se référer à ce nouveau texte qui sera plus clair et plus complet quant à la forme et quant au sens.

Le PRÉSIDENT: Pour l'élection des membres du CE, les dispositions de l'article 102, paragraphes 1 à 3, du Règlement général, et de l'article 22, du Règlement intérieur, sont applicables. Le délai pour le dépôt des candidatures a été fixé au 9 juillet 1984. A cette date, le Secrétariat du Congrès a reçu 49 candidatures. La Bulgarie (Rép. pop.) ayant entre-temps retiré sa candidature, le nombre des candidats pour la zone 2 (Europe orientale et Asie du Nord) est égal à celui des sièges à repourvoir. Compte tenu de la pratique antérieure et sous réserve de l'approbation du Congrès, une élection pour les pays de la zone 2 n'est ainsi plus nécessaire.

Election des
membres du
Conseil exécutif
Congrès —
Doc 49,
Congrès —
Doc 73 et
Congrès — Doc 91

Aucune délégation ne s'y opposant, les membres de la zone 2 désignés ci-après sont élus tacitement: Hongrie (Rép. pop.), Pologne (Rép. pop.), Roumanie et URSS.

Le PRÉSIDENT: Le nombre des candidatures pour les sièges de la zone 1 (Hémisphère occidental), de la zone 3 (Europe occidentale), de la zone 4 (Asie du Sud et Océanie) et de la zone 5 (Afrique) étant supérieur à celui des sièges correspondants, un vote secret doit avoir lieu pour désigner les élus de chacune de ces zones.

Cent quarante et un Pays-membres sont présents ou représentés. Le quorum étant atteint, le Congrès peut délibérer valablement.

Le SECRÉTAIRE donne lecture de la liste des délégations de pouvoirs qui s'établit comme suit:

<i>Pays absents ou ayant momentanément délégué leurs pouvoirs</i>	<i>Représentés par</i>
Belize	La Grande-Bretagne
Le Cap-Vert	L'Angola
La République dominicaine	La Barbade
La Guinée-Bissau	Le Portugal
Le Liechtenstein	La Suisse
Le Mozambique	Le Congo (Rép. pop.)
Sainte-Lucie	Le Canada
Saint-Vincent-et-Grenadines	La Trinité-et-Tobago
Sao Tomé-et-Principe	Le Brésil

L'Argentine, le Canada, le Danemark, la Grande-Bretagne, le Maroc, les Philippines, la République arabe syrienne et la Tanzanie (Rép. unie) sont désignés comme scrutateurs.

Le Congrès procède à l'élection, au scrutin secret et par appel nominal, des membres du Conseil exécutif pour les zones géographiques 1, 3, 4 et 5.

Le PRÉSIDENT: Le dépouillement des bulletins de vote prendra un certain temps. Nous pouvons poursuivre l'examen des points portés à l'ordre du jour en attendant le résultat de l'élection des membres du CE.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE propose de passer au vote pour l'élection des membres du CCEP ce matin encore, de telle sorte que les résultats des deux élections soient connus cet après-midi à la reprise de la séance.

Le PRÉSIDENT: Le résultat des élections des membres du CE peut servir d'élément d'estimation pour le choix des membres du CCEP. Plusieurs délégations ont exprimé le désir de procéder à une interruption de séance avant l'élection des membres du CCEP afin de pouvoir se consulter.

CUBA, la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, le COSTA-RICA et le BRÉSIL appuient la proposition de la République dominicaine.

Le CHILI appuie également la proposition de la République dominicaine et ajoute que la séance ne devrait pas être levée avant de connaître le résultat de l'élection des membres du CE.

M. A.K. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il n'existe pas de disposition réglementaire qui interdise des votes ininterrompus pour l'élection des membres du CE et du CCEP. Toutefois, selon la pratique suivie jusqu'ici, on ne procède pas à l'élection des membres du CCEP avant de connaître le résultat de l'élection des membres du CE qui peut avoir une influence dans un sens ou dans un autre.

La MAURITANIE: Nous aimerions connaître le résultat du vote des membres du CE avant de lever la séance. Nous pouvons élire les membres du CCEP cet après-midi.

Le SÉNÉGAL appuie la Mauritanie.

L'ARABIE SAOUDITE partage l'avis de M. Baghdadi, Sous-Directeur général au Bureau international, et appuie également la proposition de la Mauritanie.

Mise aux voix, la proposition de la République dominicaine de passer à l'élection des membres du CCEP avant de connaître le résultat de l'élection des membres du CE est repoussée par 48 oui, 72 non et 20 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Le CCEP a constaté que ses efforts et ceux de l'ISO en vue de normaliser les documents commerciaux pourraient donner lieu à des résultats différents; ceci risque d'aller à l'encontre de l'intérêt général. Comme l'ISO a remis à plus tard sa décision dans ce domaine, il vous est proposé de charger le CCEP qui va être élu de poursuivre les travaux entrepris et de s'entendre avec l'ISO.

M. EICHER, OBSERVATEUR DE L'ISO, rappelle la raison d'être de l'ISO et ajoute: Nous sommes fiers des bonnes relations de travail qui existent avec l'UPU et nous sommes certains qu'une solution interviendra dans un laps de temps raisonnable, sur la question qui fait l'objet du document 13 et de la proposition 013.

M. SUMBLAD, OBSERVATEUR DE L'ISO: Ayant présidé le Groupe de travail qui s'occupe de la question dans le cadre du Comité technique de l'ISO compétent en la matière, je partage l'opinion exprimée par mon collègue. De bonnes possibilités d'harmonisation existent. Lors de la prochaine réunion, au mois d'août prochain, je pense que nous progresserons.

La proposition 013 est approuvée.

L'URSS: Dans le Congrès — Doc 75, page 5, l'appellation "Directeur général" figurant dans le titre et le texte de la décision C 6 devrait encore être complétée pour se lire "Directeur général du Bureau international".

Compte tenu de cette précision rédactionnelle demandée par l'URSS, les résolutions et décisions contenues dans les Congrès — Doc 75 et Add 1 et 81/Rev 1 et Add 1 sont approuvées.

Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes

Congrès — Doc 75 et Add 1,
Congrès — Doc 81/Rev 1 et Add 1

Le PRÉSIDENT: Il s'écoule habituellement dix-huit à vingt mois entre la signature des Actes et la date de leur entrée en vigueur. Les différences qui sont apparues par le passé proviennent de la date de signature des Actes qui varie selon la période du Congrès. La signature des Actes de Hambourg devant intervenir à fin juillet, il est proposé que ces Actes entrent en vigueur le 1er janvier 1986.

Mise en exécution des Actes du Congrès de Hambourg 1984
Congrès — Doc 94

Le Congrès — Doc 94 est approuvé.

Le PRÉSIDENT donne lecture des résultats de l'élection des membres du Conseil exécutif:

Election des membres du Conseil exécutif (suite)

Election des membres du CE — Résultats

Zone 1 — Hémisphère occidentale (8 sièges)

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	147
Bulletins valables	146
Bulletins blancs ou nuls	1

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Brésil	131 voix
Amérique (Etats-Unis)	119 voix
Mexique	113 voix
Colombie	100 voix
Pérou	89 voix
Chili	85 voix
Honduras (Rép.)	80 voix
Uruguay	71 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Guyane	70 voix
Panama (Rép.)	53 voix
Paraguay	45 voix

Zone 2 — Europe orientale et Asie du Nord (4 sièges)

Sont élus membres du Conseil exécutif (élection tacite):

Hongrie (Rép. pop.)
Pologne (Rép. pop.)
Roumanie
URSS

Zone 3 – Europe occidentale (6 sièges – non compris le siège réservé au pays hôte du Congrès (Allemagne, Rép. féd. d’))

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	148
Bulletins valables	148
Bulletins blancs ou nuls	—

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Suisse	137 voix
France	128 voix
Belgique	127 voix
Irlande	106 voix
Norvège	104 voix
Portugal	99 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Chypre	89 voix
--------	---------

Zone 4 – Asie du Sud et Océanie (10 sièges)

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	148
Bulletins valables	147
Bulletins blancs ou nuls	1

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Inde	131 voix
Japon	129 voix
Pakistan	109 voix
Arabie saoudite	107 voix
Australie	104 voix
Jordanie	101 voix
Nouvelle-Zélande	100 voix
Thaïlande	95 voix
Iraq	85 voix
Liban	84 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Indonésie	78 voix
Bhoutan	66 voix
Qatar	62 voix
Iran	29 voix

Zone 5 – Afrique (11 sièges)

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	148
Bulletins valables	148
Bulletins blancs ou nuls	—

Sont élus membres du Conseil exécutif:

Gabon	122 voix
Bénin	121 voix
Egypte	119 voix
Ethiopie	116 voix
Nigéria	114 voix
Sénégal	113 voix
Algérie	112 voix
Madagascar	108 voix

Côte d'Ivoire (Rép.)	106 voix
Zambie	106 voix
Cameroun	101 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Swaziland	78 voix
-----------	---------

Le PRÉSIDENT félicite les pays qui ont été élus au CE et remercie les scrutateurs qui ont assumé une tâche difficile.

L'URSS: Nous félicitons les élus de toutes les régions avec une pensée pour ceux qui ne l'ont pas été. A cette occasion, nous remercions fraternellement la Bulgarie (Rép. pop.) qui a fait preuve d'un sentiment d'authentique amitié en retirant sa candidature en faveur des autres candidats de notre région d'Europe orientale. Nous formons le vœu pour que d'autres pays s'inspirent à l'avenir d'un si bel exemple.

La séance est levée à 14 heures.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Dix-septième séance du Congrès

Vendredi 13 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Le PRÉSIDENT rappelle les dispositions des articles 104, paragraphes 1 et 2, du Règlement général et 22 du Règlement intérieur en soulignant notamment que les membres du Conseil consultatif des études postales sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible. Il donne ensuite quelques renseignements sur la manière de voter et signale que 56 pays ont présenté leur candidature.

Le CAMEROUN: Nous remercions tous les pays qui ont appuyé notre candidature lors de l'élection des membres du CE. Souhaitant la représentation la plus large possible de l'Afrique et conscients des lourdes tâches qui nous attendent maintenant comme membre du CE, nous retirons notre candidature à l'élection des membres du CCEP au profit de la République centrafricaine.

Le PRÉSIDENT remercie le Cameroun pour sa déclaration et, après avoir rappelé qu'il ne peut y avoir de report des voix, demande aux délégations de biffer le nom du Cameroun sur les bulletins de vote qui viennent de leur être distribués.

Le LIBAN: A l'occasion de la proclamation des résultats concernant les élections au Conseil exécutif, je voudrais vous exprimer à tous mes remerciements et ma considération pour votre appui et votre soutien afin que nous puissions nous joindre aux membres du Conseil exécutif. Vous nous avez accordé à nouveau votre confiance en nous permettant de revenir au domaine postal international pour travailler aux côtés de nos frères postiers et mettre nos modestes moyens au service de notre Union.

Je tiens à vous informer que vos souhaits pour nous commencent à donner leurs fruits avec le retour progressif de la paix au Liban et l'espoir d'une vie meilleure. Votre vote pour nous est arrivé à point pour souligner que le Liban est encore parmi vous et qu'il va retrouver sa prospérité d'autrefois grâce à la paix et à l'amitié.

En présentant notre candidature au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, nous n'avons pas cherché à occuper des sièges, mais notre but était de retourner dignement au domaine international afin d'assumer notre responsabilité et d'acquérir la connaissance et le progrès nécessaires à un meilleur développement.

Etant donné que le travail au sein des deux Conseils peut nous demander des efforts au-dessus de nos moyens, eu égard aux responsabilités qui nous incombent désormais au sein du Conseil exécutif, vu que l'Administration postale libanaise exige plus d'efforts, d'énergie et de disponibilité pour la promotion des services postaux, soucieux d'exprimer sincèrement notre reconnaissance à ceux qui ont appuyé notre candidature et finalement désirant laisser le champ libre à d'autres Administrations pour qu'elles puissent oeuvrer sur le plan international et nous contenter de notre qualité de membre au Conseil exécutif, je retire la candidature du Liban au Conseil consultatif des études postales en vous remerciant tous et en espérant être digne de votre appui et de votre confiance.

L'INDONÉSIE: En ma qualité d'observateur officiel de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, je voudrais au nom de l'APPU soulever la question de la répartition géographique des sièges au CE.

L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général stipule que les membres du Conseil exécutif sont élus sur la base d'une répartition géographique équitable. Pour l'élection au CE, les Pays-membres sont répartis dans les cinq groupes que chacun connaît. Comme il est indiqué dans le Congrès – Doc 49 du Congrès de Hambourg, le Congrès de Rio de Janeiro a élu les membres du CE sur la base de la classification suivante:

- 34 pays de l'Hémisphère occidental: huit représentants;
- 11 pays d'Europe orientale et d'Asie du Nord: quatre représentants;
- 26 pays d'Europe occidentale: six représentants;
- 45 pays d'Asie du Sud et d'Océanie: dix représentants;
- 51 pays d'Afrique: onze représentants.

Avant le Congrès de Bruxelles 1952, le CE était choisi à partir de trois groupes, savoir: Europe, Amériques et reste du monde. Ce même Congrès a introduit un changement en créant pour l'Afrique un groupe particulier et il a divisé l'Europe en deux groupes, Est et Ouest, les Amériques conservant leur structure originale. Le reste du monde est devenu le Groupe IV actuel (Asie du Sud et Océanie).

Les premiers groupes se fondaient sur divers types d'homogénéité: communauté d'intérêts en ce qui concerne l'Europe de l'Est et l'Asie du Nord ou l'Europe occidentale; frontières géographiques naturelles pour ce qui est de l'Hémisphère occidental et de l'Afrique. Notre Union a le sentiment que l'actuelle répartition des sièges du Conseil exécutif de l'UPU fait apparaître certaines injustices, des régions étant, d'un point de vue strictement mathématique, soit sous-représentées soit surreprésentées. Certes, il n'est pas aisé d'obtenir les mêmes rapports arithmétiques entre sièges et Pays-membres dans les cinq régions électorales, mais il y a, semble-t-il, place pour des améliorations. En outre, il semble qu'il y ait aussi la possibilité de revoir certaines des frontières régionales pour mieux prendre en considération les intérêts régionaux, comme cela est le cas pour les frontières territoriales de nos Unions restreintes et également des Commissions économiques régionales des Nations Unies. Par exemple, l'Union postale de l'Asie et du Pacifique englobe le même territoire que la région de la CESAP, à savoir le territoire situé entre l'Asie à l'est de l'Iran (ce pays compris), l'Australasie, la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie (soit en tout 45 pays).

Cela étant, l'APPU estime que le prochain Conseil exécutif devrait étudier la question de la répartition des sièges et des frontières régionales des groupes respectifs, en tenant compte des frontières géographiques des diverses Commissions économiques des Nations Unies, dans le dessein de déterminer quels sont les changements désirés par les membres. Le cas échéant, le Congrès de 1989 pourrait y donner la suite qui convient. Enfin, permettez-moi de le souligner, il n'est pas dans nos intentions de voir cette étude déboucher sur une augmentation du nombre des membres du Conseil exécutif. Cela avait été dans le passé la solution pour mettre fin à une répartition inéquitable des sièges au CE. Nous ne pensons pas que cela doive être nécessairement la solution dans le cas qui nous occupe.

J'attends avec intérêt que cette auguste assemblée étudie la question de la répartition des sièges au CE, selon les principes que j'ai énoncés, ainsi que la question de la structure des groupes de pays fondée sur les centres d'intérêts et l'homogénéité souhaitée.

Un autre point important à signaler: la division des Unions restreintes correspond aux frontières des Commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT: Le Congrès pourrait éventuellement reprendre le problème posé par l'Indonésie lorsqu'il décidera des études à confier au prochain Conseil exécutif.

L'Algérie, le Canada, l'Éthiopie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Thaïlande et l'URSS sont désignés comme scrutateurs.

La procédure d'élection est ouverte.

Après une interruption de séance de deux heures, le PRÉSIDENT donne lecture des résultats de l'élection des membres au Conseil consultatif des études postales:

Bulletins délivrés	148
Bulletins rentrés	148
Bulletins valables	145
Bulletins nuls	3

Sont élus membres du Conseil consultatif des études postales:

Japon	130 voix
Allemagne, Rép. féd. d'	117 voix
Suisse	111 voix
Amérique (Etats-Unis)	109 voix
France	107 voix
Inde	107 voix
Canada	103 voix
Chine (Rép. pop.)	102 voix
Brésil	101 voix
Espagne	101 voix
Tunisie	98 voix
Maroc	96 voix
Belgique	93 voix
Australie	90 voix
Grande-Bretagne	90 voix
Egypte	90 voix
Pays-Bas	89 voix
URSS	88 voix
Italie	88 voix
Bangladesh	87 voix
Algérie	87 voix
Cuba	85 voix
Sri Lanka	84 voix
Kenya	83 voix
Nouvelle-Zélande	82 voix
Argentine	81 voix
Autriche	76 voix
Soudan	74 voix
Tanzanie (Rép. unie)	73 voix
Yougoslavie	72 voix
Pakistan	71 voix
Indonésie	70 voix
Thaïlande	67 voix
Zimbabwe	67 voix

Ont également obtenu des voix:

Finlande	65 voix
Syrienne (Rép. arabe)	65 voix
Rép. dém. allemande	64 voix
Tchécoslovaquie	63 voix
Arabie saoudite	60 voix
Portugal	59 voix
Mexique	58 voix
Malaisie	57 voix
Hongrie (Rép. pop.)	54 voix
Centrafrique	51 voix
Iraq	49 voix
Libéria	48 voix
Irlande	48 voix
Kuwait	48 voix
Haïti	40 voix
Pérou	31 voix
Panama (Rép.)	30 voix
Guatemala	30 voix
Bolivie	24 voix
Iran (Rép. islamique)	21 voix

La Finlande et la République arabe syrienne ont obtenu chacune 65 voix et se retrouvent ex aequo à la 35e place. Il convient de les départager selon l'article 22 du Règlement intérieur des Congrès.

Le tirage au sort désigne la Finlande pour occuper le trente-cinquième siège du CCEP.

L'URSS: En cette heure solennelle pour 35 pays, nous devons constater à regret que, pour la deuxième fois à ce Congrès, l'Europe de l'Est se trouve insuffisamment représentée dans un organe aux travaux duquel elle a toujours essayé de prendre une part active. Nous regrettons que le scrutin secret ait entraîné une telle sous-représentation dans un Conseil si important. Nous espérons que cela nous donnera le droit de poser la question de principe au prochain Congrès, pour que nos droits et nos intérêts soient suffisamment représentés. Il est insupportable qu'une région soit si mal représentée et nous sommes très attristés par ces résultats et par le fait que les pays de l'Europe de l'Est, qui, constamment et objectivement, défendent les intérêts de toutes les régions de notre Union voient leurs intérêts si peu défendus lorsqu'ils ont besoin d'appui.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: De tout coeur, nous adressons nos félicitations à tous les pays qui viennent d'être élus au CCEP. Cependant, c'est avec tristesse et déception que nous apprenons les résultats qui viennent d'être annoncés. Le tirage au sort a écarté un pays arabe de plus et nous aimerions rappeler qu'au début du Congrès nous avons présenté une proposition visant à une répartition géographique équitable. Nous félicitons cependant sincèrement la Finlande, que le sort a favorisée.

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): Nous tenons à remercier tous les Pays-membres qui ont bien voulu voter pour nous lors des élections au CE et au CCEP. Notre indépendance est bien exprimée dans le slogan: "Ni l'Est, ni l'Ouest." Les résultats des votes ont été prévus d'avance et démontrent que les peuples opprimés du monde sont sous-représentés.

CUBA: Notre délégation souhaite remercier tous les pays qui nous ont honorés en votant pour notre pays. Nous voudrions remercier particulièrement les pays du tiers monde auxquels nous manifestons notre estime et pour lesquels nous travaillerons plus spécialement.

La séance est levée à 18 h 50.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Dix-huitième séance du Congrès

Lundi 23 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le DOYEN: Monsieur le Président, dans le programme que vous aviez élaboré pour notre divertissement, vous aviez prévu, à bon escient d'ailleurs, de nous fournir l'occasion de visiter les diverses régions de votre pays, ces régions qui ont chacune leur individualité et leur charme particulier et qui constituent l'ensemble de la République fédérale d'Allemagne. Jeudi, lors de la séance de clôture, j'aurai bien entendu l'occasion de vous remercier de tout ce que vous avez fait pour nous.

Cependant, je crois que mes collègues me reprocheraient de ne pas d'ores et déjà souligner d'une façon particulière l'intensité de l'allégresse, de la gaieté et de la reconnaissance que nous avons ressenties tout au long de cette excursion de quatre jours que nous venons de vivre et où le soleil s'est mis de la partie pour ajouter de l'éclat à ces grandes festivités postales.

Nous avons tout simplement été éblouis par toutes ces manifestations d'une rare qualité qui nous ont permis, d'une part, d'apprécier les richesses du patrimoine et les gens de votre pays et, d'autre part, de fraterniser comme seuls les membres de la grande famille postale internationale savent le faire. En ce qui concerne l'enthousiasme, le poète a dit: "Personne n'est sain d'esprit s'il ne sait être fou à l'occasion..."

Nous, nous avons tous été fous de joie.

En remerciant de tout coeur la Deutsche Bundespost pour sa bienveillance et sa générosité, nous vous saurions gré, Monsieur le Président, de transmettre nos sentiments d'appréciation et de félicitations à votre président régional, M. Meier, de Munich, pour l'excellente organisation et pour la qualité des manifestations que lui et ses collaborateurs avaient préparées en notre honneur. Ils ont mis trois ans à mettre ce programme au point et, il faut le dire, ce programme était au point.

Merci, mille fois merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT remercie le Doyen de ses aimables paroles et l'assure qu'il transmettra ses remerciements à tous les membres de la Deutsche Bundespost qui ont participé à la préparation de cette excursion.

Déclarations

Le ZIMBABWE: Nous n'avons pas l'intention de faire un discours, Monsieur le Président. Nous avons été comblés à Munich, mais notre délégation s'élève contre le discours prononcé par M. le Ministre-Président F.J. Strauss. Ce n'était ni le lieu ni le moment de défendre une telle cause. On nous a demandé de porter un vêtement sombre et on nous a tenu un discours sur l'Afrique du Sud. Nous avons été surpris d'entendre un tel discours et savons bien que vous n'en êtes pas responsable, Monsieur le Président. Nous n'avons pas besoin de leçon sur ce point et M. Strauss devrait se rendre en Namibie pour voir ce qui s'y passe. Ses propos ont été humiliants pour nous tous.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': La décision du Congrès d'exclure l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle a fait l'objet de commentaires très variés dans le public et dans la presse de mon pays. Il y a eu, d'une part, compréhension et approbation, d'autre part, critique et refus. Chaque citoyen de ce pays est libre d'exprimer son opinion personnelle au sujet des événements politiques, sociaux, économiques, etc., et peut y exercer sa critique et les commenter.

Lors de son allocution, prononcée à l'occasion de la réception qu'il a donnée au Château de Schleissheim, le Ministre-Président de l'Etat libre de Bavière, M. Franz Josef Strauss, a fait allusion entre autres à la

question de l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle et a déploré cette exclusion pour des raisons juridiques ainsi que pour des motifs ayant trait à l'universalité de l'UPU. Dans ce contexte, M. Strauss a souligné les excellents rapports personnels qui le liaient à des chefs d'Etat et de gouvernement d'un grand nombre de pays africains.

Permettez-moi d'appeler votre attention sur le fait que les textes distribués s'écartent du discours tenu par M. Strauss.

Chacun peut se faire sa propre opinion sur les paroles prononcées par le Ministre-Président de Bavière.

La délégation de la République fédérale d'Allemagne estime néanmoins que ce n'est pas l'affaire du Congrès de se pencher sur des déclarations faites en dehors du Congrès.

Le HONDURAS (RÉP.): En ma qualité de Ministre des communications, des travaux publics et transports de la République du Honduras, j'ai le plaisir de prendre la parole pour la première fois au sein de ce XIXe Congrès de l'UPU. Je saisis cette occasion pour vous saluer tous fraternellement de la part du Gouvernement de mon pays et j'espère que les résultats de ce Congrès se traduiront par l'amélioration des services postaux dans le monde entier. Je suis certain que l'étude et l'analyse de toutes les propositions et documents correspondront aux finalités et objectifs de l'UPU, dont la fonction primordiale est de perfectionner les services postaux et d'encourager le développement et la collaboration internationale ainsi que la coopération technique. Nous sommes tous conscients du rôle que joue la poste dans le développement économique, politique et culturel. Notre responsabilité est lourde de conséquences quant à l'amélioration des services postaux vis-à-vis des usagers et nous devons déployer tous nos efforts pour éliminer la concurrence des services de messagerie à caractère commercial. La délégation de la République du Honduras est très reconnaissante envers le Secrétariat de l'UPU, qui nous a remis une documentation de haute qualité. Mes remerciements s'adressent également au Gouvernement et au peuple de la République fédérale d'Allemagne pour toute la gentillesse qui nous a été témoignée depuis notre arrivée à Hambourg. Enfin, je ne voudrais pas oublier de remercier tout le Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne, qui a tout mis en oeuvre pour faciliter notre tâche tant par sa disponibilité que par sa serviabilité.

L'IRAQ: Il y a quelques jours, le représentant du régime iranien s'en est pris à l'Iraq et à sa politique, en recourant, selon l'habitude des responsables de ce régime, à la déformation des faits réels pour justifier leur politique d'agression. Je n'ai pas l'intention de répondre à tout ce qui a été dit. Je me contenterai de mentionner ce qui suit:

Dès l'accession au pouvoir du régime iranien actuel, le Gouvernement iraquien a pris l'initiative de lui exprimer sa satisfaction pour ce succès et de lui adresser une note contenant son désir d'engager des contacts fraternels profonds de coopération avec l'Iran. Cependant, les tenants du régime actuel, ayatollas et politiciens, ont diffusé des déclarations agressives à l'encontre de l'Iraq spécialement et des pays arabes du Golfe en général, au lieu de répondre positivement à l'initiative iraquienne.

Les déclarations susmentionnées ont porté sur le régime, sa nature, sa politique et sa souveraineté régionale et internationale. Elles ont abouti à l'expression d'une tendance à exporter le concept de "révolution islamique" aux pays voisins, comme couverture adéquate à l'expansion au détriment des pays arabes et afin de semer la discorde et les divisions, ainsi que l'esprit de fanatisme, d'amertume et de discrimination parmi les différents peuples de la région.

La tendance du régime iranien à exporter sa "révolution islamique" ne s'est pas limitée à des déclarations. Elle est allée au-delà de celles-ci et les a concrétisées sous forme d'actes réels spécialement dirigés contre l'Iraq. De là, le régime s'est efforcé d'organiser et d'entretenir le parti de l'"Appel", parti à caractère sectaire, lequel a commis toute une série d'actions terroristes et destructrices. Ces actions ont même visé à attenter à la vie du Vice-Ministre et du Ministre de la culture et de l'information de l'Iraq.

L'activité du régime iranien ne s'est pas limitée à cela. Ce dernier a entrepris de plus en plus fréquemment, grâce aux procédés susmentionnés, de faire renaître le mouvement d'insurrection séparatiste dans le nord de l'Iraq en invitant certains dirigeants de ce mouvement à se joindre à eux.

En outre, les forces armées iraniennes ont effectué plusieurs incursions en territoire iraquien. Par exemple, le nombre des violations de l'espace aérien de l'Iraq s'est élevé à 249 durant la période allant de février 1979 à septembre 1980. Le Gouvernement iraquien a enregistré tous ces incidents dans des notes officielles qu'il a adressées au Gouvernement iranien. Le nombre de ces notes s'élève à 293.

En date du 4 septembre 1980, l'escalade des actes criminels commis par l'Iran devint critique. Les forces armées iraniennes utilisèrent l'artillerie lourde de 175 mm pour bombarder les villes frontalières irakiennes. Dans les jours qui suivirent, les agressions armées de l'Iran continuèrent contre les villes, les objectifs civils et publics, les navires irakiens et étrangers. Le Gouvernement iraquien s'est vu obligé, en conséquence, en

date du 22 septembre 1980, de répondre à ces agressions pour défendre l'Iraq et son peuple, ceci étant un droit légitime confirmé par la Charte des Nations Unies.

L'Iraq, croyant en la justesse de sa cause et de sa position, a invité l'opinion internationale à se prononcer sur les hostilités qui opposent l'Iraq à l'Iran. Cette proposition a été soumise à l'approbation du Comité des "Efforts islamiques en vue de la paix", du Mouvement des pays non alignés et de l'Organisation des Nations Unies. L'Iraq a proposé la création d'une commission d'arbitrage neutre afin de condamner la partie belligérante qui a déclenché les hostilités et qui porte la responsabilité de leur perpétuation tout au long de cette période et afin d'évaluer les conséquences en pertes humaines et matérielles. Il a également déclaré qu'il était prêt à accepter les conclusions de cet arbitrage, ce que le régime iranien a refusé de faire. Nous pouvons nous demander quelles sont les raisons pour lesquelles l'Iran a refusé la création d'une commission d'arbitrage, alors qu'il s'agit là d'une proposition honnête et juste, en plus du fait que l'islam, dont le régime iranien prétend être un adepte, appuie ce genre d'initiative.

La réponse à cette interrogation est simple: l'adoption de cette proposition entraînerait sans aucun doute la confirmation de l'agression iranienne et irait à l'encontre des ambitions expansionnistes des dirigeants iraniens au détriment des pays arabes et de leur régime politique.

Le délégué iranien a prétendu qu'un accord avait été conclu entre l'Iraq et l'entité sioniste au sujet du pipe-line d'Aqaba. Ceci est pur mensonge et ne contient aucun fond de vérité. Le délégué de l'Iran ne vise ici qu'au camouflage de la coopération militaire existant entre l'Iran et les sionistes; ce point n'a d'ailleurs pas été mentionné par lui. Ignore-t-il vraiment que l'Iran importe des armes d'Israël? Je ne pense pas qu'il l'ignore!

Je souhaite que ma déclaration soit reproduite in extenso dans le procès-verbal du Congrès. Je vous en remercie.

Le BÉNIN: Nous sommes d'accord avec la délégation du Zimbabwe pour reconnaître que ce n'était ni le lieu ni le moment de faire état du problème de l'Afrique du Sud. Nous estimons qu'il s'agit là d'une expression politique personnelle et cette manière de voir n'est pas de nature à influencer sur la décision prise par le Congrès. Le Doyen n'a nullement trahi notre opinion. Il a exprimé exactement ce que nous avons ressenti en vous adressant, Monsieur le Président, des paroles de remerciements et de gratitude pour les quatre jours d'excursion que nous venons de passer. Nos félicitations s'adressent à travers vous, Monsieur le Président, à la Deutsche Bundespost ainsi qu'à la République fédérale d'Allemagne pour l'élection de votre pays à la présidence du CE ainsi que pour son élection comme membre du CCEP.

Pour la première fois depuis son indépendance en 1960, la République populaire du Bénin, qui est membre de l'UPU depuis 1961, vient d'accéder au CE et c'est l'occasion pour nous de remercier toutes les délégations qui ont bien voulu apporter leur soutien à notre pays. Nous remercions l'ensemble du Congrès pour la confiance qui nous a été témoignée. Nous ne voulons pas faire de promesses, mais nous vous assurons que le Bénin fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter sa contribution à la bonne marche de l'Union.

Ordre du jour
Congrès — Doc 98

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 98 contient tous les points qui doivent encore être examinés par le Congrès. Le travail considérable effectué par les Commissions en vue de la préparation des discussions finales a été terminé dans les délais impartis. Je saisis cette occasion pour exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui ont participé à ces travaux, notamment aux Présidents et aux Secrétariats. Grâce à eux, nous sommes maintenant en mesure de prendre des décisions.

Je voudrais appeler votre attention sur le point 3 de l'ordre du jour, qui concerne l'approbation de procès-verbaux des séances plénières. Quelques correctifs de ces procès-verbaux seront publiés aujourd'hui. De même, les Congrès — Doc 89 et 103, relatifs à l'attribution des études au CE et au CCEP et à l'approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances), n'ont pas encore été distribués. Ils seront traités ultérieurement.

Approbation
du rapport de
la Commission 1
(Vérification
des pouvoirs)
Congrès/C 1 —
Rapp 1

Le PRÉSIDENT soumet au Congrès le rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs), qui fait l'objet du document Congrès/C 1 — Rapp 1.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Ce rapport est définitif, la Commission 1 ayant décidé, à l'issue de sa deuxième séance, de ne pas présenter de rapports intérimaires. En effet, à cette date, un certain nombre de pouvoirs avaient été déposés, tandis que des initiatives étaient prises pour compléter ou faire

parvenir les pouvoirs relatifs à d'autres délégations. Comme il ressort du rapport, 146 pouvoirs, dont 11 ne comportent pas le droit de signer les Actes, ont été déposés jusqu'à aujourd'hui en bonne et due forme. Des 20 pays restants, 14 sont à considérer comme absents. En revanche, 6 pays ont participé aux travaux du Congrès, alors que le Secrétariat n'avait reçu aucun pouvoir des autorités compétentes. Il s'agit de la République des Maldives, de la Principauté de Monaco, de la République rwandaise, de la République des Seychelles, de la République démocratique de Somalie et du Royaume des Tonga. La République rwandaise a déposé ses pouvoirs ce matin même. De ce fait, le nombre de pays qui peuvent siéger valablement passe à 147.

Or, conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, les 5 pays restants ne devraient plus être autorisés à voter après l'approbation du présent rapport tant que leur situation n'aura pas été régularisée.

Toutefois, conformément à une pratique traditionnelle, la Commission m'a autorisé, en ma qualité de Président, à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir d'ici à la fin du Congrès, pour autant que ceux-ci ne soulèvent pas de difficultés. Je ne manquerai pas d'en informer le Président du Congrès.

Au cours de leurs travaux, les membres de la Commission ont soulevé un certain nombre de points relatifs aux modalités de dépôt des pouvoirs qui sont consignés dans le présent rapport et qui, éventuellement, pourront être pris en considération par le Secrétariat lors du prochain Congrès.

Trois pays ont présenté une déclaration qui se trouve à l'annexe 2 du document.

En ce qui concerne l'annexe 1, je vous prie de bien vouloir signaler au Secrétariat, à la fin de la séance, les éventuelles corrections qu'il convient d'apporter aux noms ou à la qualité des délégués qui y figurent.

Pour conclure, je tiens à remercier les Vice-Présidents et les membres de la Commission 1, ainsi que M. Cacciatore et Mlle Chandrasiri et Barabás, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli et qui a permis à la Côte d'Ivoire (Rép.) de remplir sa mission.

Le PRÉSIDENT: Les cinq pays qui n'ont pas encore déposé leurs pouvoirs ont donc la possibilité de le faire auprès du Président de la Commission 1, qui en informera le Président du Congrès.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Nous voudrions signaler une correction à apporter à la page 15 du texte arabe. Il convient d'écrire, à la première ligne de la République arabe syrienne, "M. RAAFIAT KURDI". Par ailleurs, nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour étudier en profondeur ce rapport, qui a été distribué avant la séance. Toutefois, nous voudrions faire la remarque suivante: à la page 2 dudit rapport, il est mentionné, d'une part, que les délégués de six pays ont participé ou participent aux travaux du Congrès, mais pour ces pays le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes, et que, d'autre part, conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces pays ne devraient plus être autorisés à voter après l'adoption de ce rapport tant que leur situation n'aura pas été régularisée. Ainsi, seule la République rwandaise ayant déposé ses pouvoirs entre-temps, les cinq autres pays vont être privés du droit de vote dès que nous aurons adopté ce rapport. Or, ce n'est qu'aujourd'hui, à la fin de ce Congrès, que la Commission 1 a décidé de nous soumettre son rapport.

Nous nous demandons donc quelles sont la validité et la légitimité des votes opérés pendant toute la durée du Congrès. En effet, certains votes dont le résultat était très serré ont eu de graves conséquences.

Ainsi, lors de l'élection des membres du CCEP, la République arabe syrienne et la Finlande n'ont pas pu être départagées par le vote et il a fallu recourir au tirage au sort. C'est la Finlande qui a été élue. Nous sommes en droit de nous demander pour qui ont voté ces cinq délégations en situation irrégulière. C'est pourquoi nous nous sentons lésés.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Nous renvoyons la République arabe syrienne à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, bien que cet article semble présenter des imperfections.

Le SECRÉTAIRE: La question soulevée par la République arabe syrienne est extrêmement importante. Toutefois, si nous ne laissons voter, dès l'ouverture du Congrès, que les pays qui ont déposé des pouvoirs en bonne et due forme, trop de délégations seraient privées du droit de vote, avec les conséquences et les réactions que l'on peut deviner.

C'est pourquoi, au sein de l'UPU, nous avons recours à une procédure qui est en fait une solution de compromis. L'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, qui résulte d'une longue pratique, a fait ses preuves. Il permet de laisser voter les délégations régulièrement annoncées, mais dont les pouvoirs font défaut ou sont entachés d'irrégularités, jusqu'à ce que le Congrès ait approuvé le dernier rapport de la Commission 1.

Le ZIMBABWE: Nous partageons l'avis de la République arabe syrienne. Il s'agit d'un problème constitutionnel auquel nous devons remédier. Un Congrès international, où sont représentés des Etats souverains, ne devrait pas autoriser à délibérer et à voter des délégations qui n'ont pas été dûment mandatées par leurs gouvernements. La Commission de vérification des pouvoirs devrait présenter son rapport avant tout vote. La Commission 1 ne l'a pas fait, ce qui a permis à six pays démunis de pouvoirs de participer aux votes. De ce fait, les décisions que nous avons prises pourraient être invalidées. Par ailleurs, certains gouvernements pourraient émettre des réserves. Tout ceci est nuisible à l'autorité du Congrès.

Le PRÉSIDENT: Les remarques formulées par le Zimbabwe sont pertinentes. Il conviendrait que le Bureau international y réfléchisse pendant la prochaine période quinquennale.

En effet, la Commission chargée de la vérification des pouvoirs devrait achever sa tâche dans les meilleurs délais, afin de pouvoir soumettre rapidement ses conclusions au Congrès.

Par ailleurs, lors des précédents Congrès, certains pouvoirs avaient posé des difficultés. C'est pour cette raison que la Commission 1 a retardé la présentation de son rapport, qui fait état des nombreux pouvoirs arrivés en cours de Congrès seulement ou qui ont dû être régularisés. Je pense que la disposition de l'article 3, paragraphe 3, est basée sur cette expérience acquise au fil des Congrès. En ce qui concerne la question posée par la République arabe syrienne, l'article susmentionné précise clairement que les délégations qui n'ont pas pu présenter leurs pouvoirs en bonne et due forme participent au Congrès de plein droit et ne sont privées du droit de vote qu'après l'approbation du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs par le Congrès. D'ailleurs, les cinq pouvoirs manquants seront peut-être déposés avant la fin du Congrès.

Le PRÉSIDENT est saisi, de la part des délégations de l'Iraq, du Libéria, de l'Arabie saoudite et d'Oman, de demandes de corrections à apporter à la liste du Congrès/C 1 — Rapp 1/Annexe 1. Il prie les délégations qui auraient des amendements à apporter à cette liste de bien vouloir les remettre par écrit au Secrétariat du Congrès, qui fera le nécessaire.

Le RWANDA: Nous n'avons pas remis de pouvoirs plus tôt car chacun sait les difficultés que certains pays ont en la matière. Par contre, nous avons informé par télex qui a été habilité dans notre délégation. L'article 3, paragraphe 3, est important, mais il nous semble que nous devrions faire preuve de plus souplesse, sans quoi nous allons nous trouver dans des situations délicates. Par exemple, de refuser le vote à des délégations qui, en fin de Congrès, présenteront des pouvoirs. Je pense que la situation va se régulariser lorsque les cinq pays restant sans pouvoirs recevront avant la fin du Congrès les documents en question.

Les TONGA: J'ai le regret de dire que les pouvoirs remis par mon suppléant dès son arrivée le 18 juin ont été égarés. Je n'arrive moi-même qu'aujourd'hui, retenu par la préparation du budget, et je possède les documents me concernant que je remettrai au Président de la Commission 1.

Concernant la question des pouvoirs, je tiens à demander que le Congrès soit animé d'un esprit pratique. Nombreux sont les pays qui ont de la difficulté à rédiger ces documents. Si des délégués sont envoyés à grands frais au Congrès, c'est bien pour qu'ils votent. Donc soyons pragmatiques.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Nous appuyons toutes les interventions très logiques des différentes délégations. Mais nous avons aussi demandé qui est responsable de la présentation tardive de ce rapport.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Nous avons délibéré et pris des décisions conformément aux Actes. Il n'y a pas de responsabilité à attribuer à quiconque en la matière.

Le PRÉSIDENT: Je pense que, pour ce Congrès, nous devons accepter la situation telle qu'elle est. Par contre, le Congrès pourrait demander au prochain CE d'étudier la question pour éviter les difficultés présentes.

Le SÉNÉGAL: Les interventions de plusieurs délégations montrent qu'il faut faire quelque chose, car l'article 3 en question n'est pas satisfaisant. En effet, une vérification des pouvoirs n'est valable que si elle est faite avant le vote. De plus, les délégations et les Etats sont sollicités suffisamment tôt de présenter les documents utiles. Les questions débattues lors du Congrès sont très importantes; avant de pouvoir voter, chaque délégation doit pouvoir prouver qu'elle est habilitée à le faire. Nous appuyons donc la suggestion du Président de confier cette question pour étude au CE.

Le PRÉSIDENT: Le Bureau international vient de me signaler que c'est en février 1984 que les pays ont été priés de faire en sorte que leurs délégations soient pourvues de pouvoirs en bonne et due forme. Nous devrions donc suggérer au CE d'insister davantage pour que les pays s'y prennent suffisamment tôt.

L'URSS: Nous appuyons la proposition du Président. Le rapport de la Commission soulève des questions de principe. Il ne s'agit pas de savoir si on doute des droits des cinq délégations encore sans pouvoirs. Mais on comprend le sentiment des délégations qui ont perdu un vote à une voix près, alors que cinq pouvoirs ne sont pas encore acceptés. Nous avons donc tous fait l'erreur de ne pas vérifier, avant les votes importants de ce Congrès, les pouvoirs effectifs des délégations. Le Congrès pourrait faire en sorte qu'il y soit remédié à l'avenir et nous appuyons toute décision qui ira dans ce sens.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous pensons que l'article 3 présente des lacunes. En effet, si des délégués sont ici, c'est bien qu'ils ont le pouvoir de voter. Nous devons donc éviter une interprétation trop rigide des textes, sinon on risque fort de commencer un Congrès sans le quorum. La forme des pouvoirs requis devrait également être revue. Mon Administration utilise un texte de pouvoirs qui est accepté dans toutes les organisations, mais pas à l'UPU. De ce fait, alors que le Ministre était présent au Congrès avec notre délégation, aucun membre de notre délégation n'avait le pouvoir de signer les Actes. Soyons pratiques et revoyons l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès. Mais, de toute façon, il convient de vérifier les pouvoirs avant le premier vote. Nous appuyons donc le Zimbabwe.

Le BÉNIN: Nous sommes parfaitement d'accord avec les délégations qui ont suggéré d'entreprendre une étude pour améliorer les procédures à suivre par la Commission de vérification des pouvoirs. En outre, nous souhaitons que des membres de la Commission 1 assistent dans le futur le Secrétariat de cette Commission lors de l'analyse des pouvoirs remis par les délégations. Et cela pour une question de principe, sans rien enlever à la compétence des membres dudit Secrétariat.

La MAURITANIE propose la clôture du débat.

Le rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) contenu au Congrès/C 1 – Rapp 1 est approuvé. En outre, il est décidé de confier une étude au Conseil exécutif pour revoir les procédures et les dispositions relatives au dépôt des pouvoirs et à la portée de ceux-ci.

Le PRÉSIDENT invite le Président de la Commission 9 (Coopération technique) à présenter le Congrès – Doc 104.

Approbation
du rapport
final de la
Commission 9
(Coopération
technique)
Congrès –
Doc 104

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 9: Conformément à la tradition, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur les travaux de la Commission 9, chargée de l'examen des questions de coopération technique. Le rapport contient un résumé suffisamment détaillé des délibérations qui ont eu lieu au sein de la Commission. Durant six séances, la Commission 9 a examiné plusieurs aspects importants de la coopération technique au sein de l'UPU; ceux-ci ont trait:

- à la politique de la coopération technique;
- au bilan et à l'évaluation des actions entreprises;
- aux perspectives et programme d'action pour la prochaine période quinquennale;
- à l'avenir de l'assistance technique;
- à la coopération technique entre pays en développement;
- à l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés et
- à l'action de formation postale au sein de l'UPU.

Toutes les mesures prises ou envisagées sont jugées satisfaisantes. Les observations et suggestions faites lors des débats ont surtout visé à l'amélioration du processus de la coopération technique et à une recherche permanente de meilleures performances en la matière. Ce souci, qui a été constant dans les interventions, reflète, à mon sens, une nette prise de conscience du fait que la poste reste une chaîne dont tous les maillons doivent être solides pour assurer une meilleure transmission du message et éviter la rupture.

Deux questions méritent également d'être mentionnées. Il s'agit de la déclaration faite par l'observateur du PNUD, qui a annoncé une amélioration sensible des ressources de ce fonds, ce qui permet d'espérer que le service postal profitera des retombées bénéfiques d'une telle situation. Il s'agit en outre du désir ardent d'assurer une meilleure complémentarité entre l'UPU et les Unions restreintes, notamment en ce qui concerne le nouveau concept de la présence accrue de l'Union sur le terrain.

Le PRÉSIDENT: Plusieurs débats au cours de ce Congrès nous ont montré que la coopération technique est un thème qui revêt une importance croissante parmi les activités de l'UPU.

Le rapport final de la Commission 9 (Coopération technique) est approuvé.

Déclarations

Le GABON: Le Ministre de l'information, des postes et télécommunications et le Directeur général de l'Administration des postes et télécommunications de la République gabonaise, à qui je viens de rendre compte du déroulement des travaux du Congrès et des résultats des élections au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, m'ont demandé, tout d'abord, de féliciter MM. Adwaldo Cardoso Botto de Barros et Félix Cicéron pour leur brillante élection aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international. Ils m'ont en outre demandé d'adresser leurs sincères remerciements aux pays amis qui, par leur suffrage, ont renouvelé la confiance qu'ils ont placée en nous depuis notre élection au Conseil exécutif de Rio de Janeiro en 1979.

M. le Ministre de l'information, des postes et télécommunications transmet à cette occasion ses remerciements pour l'accueil et l'hospitalité qui lui ont été réservés par les autorités municipales et l'Administration de la Deutsche Bundespost au cours de son séjour dans cette belle ville de Hamburg.

Le Gabon s'efforcera, dans la mesure de ses moyens, de mériter la marque de confiance que constitue son élection au nouveau Conseil exécutif de Hamburg, en participant activement à toutes les réunions de cet organe et en apportant sa modeste contribution à tout ce qui touche à la bonne marche de notre Union.

Le CHILI: Ayant approuvé le rapport de la Commission 1 "Vérification des pouvoirs", la délégation du Chili désire faire une brève déclaration concernant le document Congrès/C 1 — Rapp 1/Annexe 2, étant donné qu'il n'est pas possible de garder le silence face à la contestation des pouvoirs formulée par l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'Ukraine et la Biélorussie.

Les pouvoirs de la délégation du Chili ont été octroyés selon les formalités d'usage en la matière par le Gouvernement constitutionnellement établi dans le pays.

Ces pouvoirs, délégués par le Gouvernement du Chili, ont été reconnus dans toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et, d'une manière générale, par toutes les institutions internationales; c'est pourquoi notre délégation regrette de devoir dénoncer le document signé par l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'Ukraine et la Biélorussie comme une manoeuvre utilisée à des fins exclusivement politiques, qui n'est pas conforme aux objectifs techniques de l'Union postale universelle.

Par ailleurs, en 1979, le même Gouvernement du Chili a octroyé à sa représentation au Congrès de l'UPU tenu à Rio de Janeiro des pouvoirs qui ont été acceptés par tous les Pays-membres de l'Union, y compris les trois pays qui aujourd'hui contestent cette représentation. Il s'agit là d'un précédent dont le Congrès devra, de l'avis de la représentation du Chili, tenir compte lors de l'examen du document précité.

Approbation
des résolutions
et décisions
autres que
celles modifiant
les Actes

Congrès —
Doc 75/Add 2

Congrès —
Doc 81/Rev 1/
Add 2

La résolution C 83 (Congrès — Doc 75/Add 2), et les résolutions et décisions C 57 à C 82 (Congrès — Doc 81/Rev 1/Add 2) sont approuvées sans discussion.

Le Conseil exécutif est en outre chargé d'étudier la question de la répartition géographique des sièges du CE en fonction de certaines délimitations régionales, notamment celles des diverses Commissions économiques des Nations Unies.

L'INDONÉSIE, s'exprimant au nom de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU), fait remarquer, à propos de l'étude qui sera entreprise par le CE au sujet de la répartition des sièges au Conseil exécutif, que les Unions restreintes regroupent des pays en fonction de certaines affinités ou de leur situation géographique. Le CE pourrait entreprendre une étude de la constitution des Unions restreintes sur la base d'un regroupement des pays représentés dans les Commissions économiques des Nations Unies. En ce qui la concerne, l'APPU compte 45 pays, alors que la zone 4 comporte deux Unions restreintes.

Le PRÉSIDENT: Il est probable que le nouveau CE examinera cette question particulière dans le cadre de l'étude générale sur la répartition géographique des sièges du CE.

La séance est levée à 12 h 20.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Dix-neuvième séance du Congrès

Mardi 24 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Adoption de
l'ordre du jour
Congrès —
Doc 98/Rev 1

Le Congrès poursuit ses délibérations sur la base de l'ordre du jour révisé (Congrès — Doc 98/Rev 1), qui est adopté après quelques explications données par le Président.

Approbation
des résolutions
et décisions
autres que
celles modifiant
les Actes
Congrès —
Doc 75/Add 2,
Congrès —
Doc 81/Rev 1/
Add 2

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 10: Comme suite à l'examen, hier matin, des résolutions et décisions faisant l'objet du Congrès — Doc 81/Rev 1/Add 2, je signale, en accord avec le Président de la Commission 5, qu'il y a des modifications de forme à apporter à la résolution C 79. Ces modifications, qui découlent du compromis intervenu au sein de la Commission 5 au sujet de cette résolution, visent à mettre en concordance la terminologie utilisée dans la résolution avec celle du compromis en question. Ces modifications de forme seront communiquées au Secrétariat.

Approbation
du rapport de
la Commission 1
(Vérification
des pouvoirs)
Congrès/C 1 —
Rapp 1

Les TONGA: Je voudrais revenir au point 4 de l'ordre du jour, relatif à l'approbation du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs. Ce rapport mentionne que les Tonga n'ont pas déposé des pouvoirs en bonne et due forme. Or, les pouvoirs déposés par mon collaborateur le 22 juin lors de son inscription à l'enregistrement des délégués ont été retrouvés dans un bureau. Il y a donc eu une erreur puisque ce document n'a pas été transmis à qui de droit et mon Gouvernement est préoccupé par cette affaire. Il se peut aussi que d'autres erreurs du même genre aient été commises; les choses ne sont donc pas claires. Au cours d'une période de cinq ans séparant deux Congrès, des changements interviennent en ce qui concerne les responsables gouvernementaux et les hauts dirigeants des Administrations et les nouveaux venus ne connaissent pas toujours la procédure à suivre en matière de dépôt des pouvoirs. C'est pourquoi je suggère que, pour le Congrès de 1989, un fonctionnaire responsable accepte les pouvoirs des délégations au comptoir d'accueil, lors de leur inscription.

Le PRÉSIDENT: Des mesures pourront être prises pour qu'une situation de ce genre ne se produise plus à l'avenir.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Avec tout le respect dû à M. le Ministre des Tonga, j'affirme qu'il n'y a pas de confusion en ce qui concerne la procédure de transmission des pouvoirs. Par lettre datée du 3 février 1984, le Bureau international a informé tous les pays de la procédure à suivre pour la présentation des pouvoirs. Avant le Congrès, plus de cinquante lettres de pouvoirs sont parvenues au Bureau international aux fins de vérification de leur valeur. Dans ses réponses, le Bureau international, soit confirmait la valeur des pouvoirs, soit indiquait quels étaient les éléments à revoir ou à ajouter. Cette lettre du 3 février précisait le numéro et l'emplacement du bureau spécial, à savoir le Secrétariat de la Commission 1, chargé de la réception des pouvoirs, et, dès lors, on peut estimer qu'il n'y a pas de lacune dans le processus mis en

place. Si une lettre de pouvoirs est remise à un autre endroit que ce bureau spécial, les conséquences éventuelles sont à la charge de la personne qui a commis l'erreur. Mais il est bien entendu que les remarques des Tonga seront prises en considération en vue du prochain Congrès.

Les TONGA se déclarent satisfaites des explications fournies par le Secrétaire général.

Le RWANDA: Je voudrais vous adresser, Monsieur le Président, mes très sincères félicitations pour votre élection à la présidence des débats de cette auguste assemblée. La délégation que je conduis m'a fait part, avant de quitter mon pays pour Hamburg, de votre compétence et de votre souplesse, grâce auxquelles le Congrès se déroule dans les délais impartis et ce dans un climat des plus sereins. Nous sommes convaincus que vos éminentes qualités, conjuguées avec celles des autres personnalités élues au Bureau international, au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, dont il me plaît d'apprécier ici la composition actuelle, feront progresser les réalisations et l'unité de l'Union.

C'est aussi le lieu d'exprimer ma totale satisfaction quant aux actions d'aide et d'assistance menées au cours des cinq dernières années en faveur du Rwanda, aussi bien par l'UPU que par les Administrations postales amies. Mon vif souhait est de voir cette coopération renforcée après le Congrès de Hamburg, car de pareilles actions rencontrent chez nous des conditions d'accueil favorables créées par le mot d'ordre de S.E. le Président de la République rwandaise, le Général-Major Juvénal Habyalimana, qui ne cesse de se préoccuper de la promotion postale dans mon pays, comme cela ressort de son discours-programme du 8 janvier 1984. Je cite:

"Les services postaux devront bénéficier de plus d'attention. Il importe donc qu'ils soient dotés, suivant les possibilités, de nouveaux bâtiments, d'un équipement approprié et suffisant, et surtout d'un personnel compétent et honnête..."

C'est pour les autorités rwandaises une conviction, qui est également d'ailleurs la vôtre, Mesdames et Messieurs les congressistes, à en croire en tout cas les avis que vous avez pertinemment émis à l'occasion du débat général sur l'avenir de la poste dans le monde, que la poste ne peut fonctionner réellement et efficacement que si toutes les Administrations de notre vaste territoire postal sont suffisamment outillées pour offrir un service de haute qualité.

Aussi, je fais appel aux pays postalement avancés pour qu'ils apportent, au cours du prochain quinquennat, une aide encore accrue aux Administrations défavorisées comme la mienne, afin d'épauler celles-ci dans l'application plus aisée des décisions et résolutions issues de ce Congrès et de réhabiliter ainsi l'image de la poste, actuellement déformée par la concurrence.

Je m'en voudrais de terminer sans remercier très sincèrement M. Sobhi, Secrétaire général du Congrès, pour avoir su animer le Bureau international de l'UPU à la satisfaction de toutes les Administrations postales depuis dix ans, et surtout pour avoir fait comprendre au monde entier le rôle irremplaçable de la poste dans le développement économique, social et culturel des nations. Je lui souhaite ainsi qu'à toute sa famille une bonne santé et un bel avenir.

J'adresse également mes très chaleureuses félicitations à son digne successeur, M. Botto de Barros, élu Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, dont le dynamisme à l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes et au Conseil exécutif sortant lui a valu l'estime que le Congrès vient de lui témoigner.

Mes félicitations vont aussi à l'endroit de M. Cicéron, élu Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU, dont la compétence, mariée à l'expérience, a amené le Congrès à le confirmer à ce poste, dont il assurait déjà valablement l'intérim.

Je suis persuadé qu'au cours de la prochaine période quinquennale l'UPU remportera de plus grands succès grâce à une collaboration plus active des Etats-membres, au dynamisme des nouveaux Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales et grâce à une coopération plus franche et accrue.

SAINT-MARIN: En ma qualité de Ministre des communications et des transports de la République de Saint-Marin, j'interviens pour la première fois au cours de ce Congrès. C'est avec un réel plaisir que je transmets les meilleures salutations de mon Gouvernement à tous ceux qui participent aux travaux. Je suis particulièrement heureux des succès enregistrés par ces travaux. Je suis persuadé que les Actes qui seront adoptés par ce Congrès et qui seront inclus dans les règlements postaux des Pays-membres deviendront un moyen permettant de rapprocher les peuples et de parfaire leur amitié. Ceci correspond à l'esprit de l'UPU, qui a pour objectif de contribuer, grâce au développement des communications et des échanges, à de meilleures relations entre les peuples. Je puis vous assurer que la République de Saint-Marin a toujours essayé, selon ses moyens mais avec beaucoup de volonté, d'oeuvrer en faveur de la compréhension, de

l'amitié et de la coopération entre les peuples. Je félicite le Directeur général et le Vice-Directeur général qui viennent d'être élus. Je remercie tout particulièrement les autorités de la République fédérale d'Allemagne et la Ville de Hamburg pour l'organisation efficace des travaux du Congrès et pour le magnifique accueil qui nous a été réservé.

Approbation
de procès-verbaux
des séances
plénières

Le PRÉSIDENT soumet les procès-verbaux des 12e, 13e, 14e et 15e séances à l'approbation du Congrès. Il signale que le Liban a demandé une modification importante au procès-verbal de la 13e séance dont le Secrétariat tiendra compte lors de l'élaboration du procès-verbal définitif.

Le MAROC: Lors de la séance plénière du 6 juillet, le Congrès a procédé aux élections du Directeur général et du Vice-Directeur général, tout en continuant l'examen d'autres questions. Cette procédure est sans doute satisfaisante, mais elle risque de masquer certains problèmes importants. En effet, le rapport sur l'avenir des services postaux aurait dû appeler, de la part du Congrès, des commentaires de nature à orienter les travaux futurs dans un domaine aussi important que celui de l'avenir des services postaux. Le Maroc ne soulève pas la question du fait qu'il a été le pays rapporteur de l'étude dont il s'agit, mais le prolongement logique des deux journées de débat général aurait été de se prononcer de façon pratique sur la place à réserver à cette question de l'avenir des services postaux, dans le cadre des travaux du CCEP issu du Congrès de Hamburg. Bien sûr, le projet de "Déclaration de Hamburg" demande au CE et au CCEP de prendre des mesures pratiques pour donner un contenu concret à ladite déclaration. Or, il n'y a pas de lien apparent avec l'étude "Avenir des services postaux". Le dernier CCEP, qui a examiné le sujet, n'a pas fait de suggestion concrète à ce Congrès; il a préféré laisser cette question au Congrès lui-même et celui-ci ne s'est pas prononcé.

Le PRÉSIDENT: Nous pouvons déduire de votre intervention que vous n'avez pas d'objections formelles à formuler contre le procès-verbal, mais que vous voulez soulever encore une fois la question de savoir quelle sera la procédure future à suivre au sein du CCEP et du CE au sujet de l'avenir des services postaux. Je propose donc que:

- 1° cet après-midi, le CCEP soit saisi de la question que vous avez posée et cherche le moyen de poursuivre l'examen de cette question;
- 2° lors de l'examen du projet de la Déclaration de Hamburg, cette question puisse encore être débattue.

Le LIBAN fait part de son accord avec la proposition du Président en ce qui concerne le procès-verbal de la 13e séance.

Les procès-verbaux des 12e à 15e séances (Congrès – PV 12 à 15) sont approuvés, sous réserve de remplacer l'intervention faite par le Liban lors de la 13e séance par le texte remis par la délégation libanaise au Secrétariat.

Attribution
des études au CE
et au CCEP
Congrès – Doc 89

Le PRÉSIDENT soumet à la discussion le Congrès – Doc 89 et son annexe 1 relatifs à la répartition entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales des études à entreprendre à l'intention du prochain Congrès.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Selon l'annexe 1, l'étude de la proposition 2000.19 relative au courrier accéléré international a été confiée au CCEP. Or, ayant déjà mené cette étude, le CE dispose de certains éléments. Nous suggérons donc que cette proposition soit attribuée à la fois au CCEP et au CE. Par ailleurs, le titre de la proposition 5000.3 "Revision des quotes-parts territoriales et maritimes" devrait être, à notre avis, complété par les mots "des colis postaux".

La GRANDE-BRETAGNE: La question de savoir si l'étude concernant le courrier accéléré international devait être confiée au CE ou bien au CCEP a été longuement débattue au sein de la Commission 4 et a même donné lieu à la création d'un Groupe de travail. C'est finalement le texte proposé par ce Groupe de travail qui a été accepté sans objection. Dans les motifs de cette proposition 2000.19 du Groupe de travail, il est dit que "compte tenu des procédures employées au sein de l'Union et de l'expérience acquise en la matière, il a paru préférable de demander à un seul organe, en l'occurrence le CCEP, de mener l'action

à entreprendre, tout en laissant au CE la possibilité d'exprimer son avis à ce sujet". Il ne convient pas de renverser maintenant cette décision. Le CE peut intervenir à tout moment, mais il n'est pas indiqué de confier une étude à deux organes différents.

Le MALI demande que le titre des propositions 6000.2 et 6000.3 soit complété par le terme "postaux".

Le Congrès – Doc 89/Annexe 1 est approuvé, moyennant les corrections suggérées pour les titres des propositions 5000.3, 6000.2 et 6000.3.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2 présente le rapport final de sa Commission (Congrès – Doc 103), qui rend compte de l'ensemble de ses recommandations, décisions et résolutions soumises à l'approbation du Congrès. Il relève tout particulièrement que la Commission propose un plafond des dépenses pour les cinq années à venir ainsi que pour le futur Congrès, mais qu'il ne s'agit pas encore d'une autorisation de dépenser. Cette dernière est de la compétence du Conseil exécutif. Toutefois, la Commission recommande au Conseil exécutif de continuer à fixer le budget avec rigueur, à réexaminer le bien-fondé de certaines activités secondaires et à s'efforcer non seulement de respecter les plafonds proposés, mais de maintenir les dépenses en dessous de ces limites sans appliquer pleinement les mécanismes d'ajustement prévus aux paragraphes 3 et 4 de l'article 124 du Règlement général.

Approbation
du rapport
final de la
Commission 2
(Finances)
Congrès –
Doc 103

Le rapport final de la Commission 2 (Finances) (Congrès – Doc 103) est approuvé. Le Conseil exécutif est chargé d'étudier l'opportunité de fixer les montants des plafonds des dépenses par voie de résolution afin de donner un caractère permanent à l'article 124 du Règlement général.

Etant donné que la tâche du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales est d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès, *le Congrès décide la mise en vigueur immédiate des dispositions adoptées relatives au CE et au CCEP (proposition 033).*

Application
immédiate des
dispositions
adoptées par
le Congrès
relatives au CE
et au CCEP
Proposition 033

Le PRÉSIDENT: Nous sommes saisis d'un appel en plénière de la part de la délégation cubaine contre la décision prise à la Commission 4 pour ce qui concerne l'article 36, paragraphe 3, de la Convention (proposition 2036.2, Congrès – Doc 97). Selon le texte adopté par la Commission 4 au sujet de l'article 36, paragraphe 3, il sera dorénavant possible à l'Administration d'origine d'admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangée entre l'expéditeur et le destinataire ou les personnes résidant avec eux.

Appels
Proposition
2036.2
Interdictions,
article 36,
paragraphe 3,
de la Convention
Congrès – Doc 97

CUBA: Cette question est extrêmement importante, car elle affecte directement la nature des diverses catégories d'envois de la poste aux lettres. Aux termes de l'annotation 6 à l'article 18 de la Convention, les petits paquets ont été créés par le Congrès de Londres 1929 afin de permettre aux usagers d'utiliser les moyens rapides de la poste aux lettres pour la transmission de petites quantités de marchandises représentant une valeur vénale. Cela étant, admettre des correspondances dans les petits paquets dénaturerait totalement le sens du service rendu. Après une discussion très nourrie, la proposition suisse 2036.2 a été mise aux voix et a été approuvée par 51 voix contre 44. Ce vote est très peu représentatif, surtout quand il s'agit d'établir une nouvelle norme. Par ailleurs, plusieurs Administrations se sont vues contraintes d'exprimer des réserves quant à l'application de ce paragraphe de l'article 36 de la Convention. C'est pourquoi nous invitons le Congrès à revoir cette décision.

La SUISSE: Le but de la proposition 2036.2 est de donner la possibilité à l'Administration d'origine d'accepter dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Grâce à un amendement suggéré par l'Algérie, il est précisé qu'il doit s'agir de correspondance échangée entre l'expéditeur et le destinataire. Cette précision permet de contrevenir à tout abus. Une étude du marché a montré que la clientèle souhaitait vivement pouvoir joindre une communication à la marchandise expédiée dans des petits paquets, notamment lorsqu'il s'agit de cadeaux. Avant de présenter

cette proposition au Congrès, nous avons fait des essais dans nos relations avec la République fédérale d'Allemagne et la France durant deux ans. Ces essais ont été très concluants. Aucun des inconvénients que l'on pouvait craindre n'a été constaté, notamment aucun déplacement du trafic des lettres vers celui des petits paquets. Lors du débat général, plusieurs orateurs ont mis l'accent sur le fait que la poste se trouve à un tournant. Si nous voulons assurer notre avenir, nous devons agir avec plus de flexibilité et aller au-devant des besoins des usagers. La proposition de la Suisse est un pas dans ce sens. C'est aussi un élément dans notre lutte contre une concurrence qui se fait sentir de plus en plus. Nous vous prions donc de confirmer la décision de la Commission 4, qui ne porte pas de dommage aux pays destinataires.

Le BRÉSIL: Comme Président de la Commission 4, je confirme ce qui a été dit par Cuba en ce qui concerne le résultat du vote. La décision a été prise avec une marge plutôt mince. Vous en trouvez trace dans le rapport de la 4e séance de la Commission 4. La proposition de la Suisse a été acceptée par 51 voix pour, 44 contre et 4 abstentions. En tant que délégué du Brésil, j'appuie l'appel lancé par Cuba. Nous pensons que la majorité était trop faible pour introduire une modification si importante et que le statu quo en la matière est souhaitable. Si la décision est maintenue, mon Administration aussi se verra obligée d'exprimer des réserves.

L'INDE: Nous n'avons pas l'intention de répéter les arguments exposés aussi bien par Cuba que par le Brésil. Contrairement à ce que prétend la Suisse, la proposition telle qu'elle a été adoptée par la Commission 4 n'est pas un pas modeste sur la voie de la souplesse. C'est plutôt une manière de modifier fondamentalement la notion du service des petits paquets, qui a surtout pour objectif de servir des intérêts commerciaux et non des besoins familiaux. Ainsi qu'il a déjà été dit, 14 Administrations ont déjà émis des réserves à ce sujet et il est certain qu'un grand nombre de pays procéderont encore de la sorte. Pour toutes ces raisons, nous appuyons l'appel de Cuba.

L'URSS: Nous appuyons la proposition de Cuba. Il s'agit là d'un nouveau genre d'envoi. Le petit paquet passe par la douane, alors que la correspondance lettre n'y passe pas. La proposition de la Suisse introduit ainsi des considérations nouvelles qui auraient pour conséquence de rendre notre tâche plus difficile. D'ailleurs, il convient de relever que les lettres a) et b) du paragraphe 3 de l'article 36 de la Convention sont en contradiction. Personne n'empêche la Suisse, en accord avec la France, de poursuivre son expérience en cours, mais nous pensons que, pour le moment, de nombreux pays ne sont pas prêts à accepter une proposition de cette nature. Nous sommes très reconnaissants à Cuba d'avoir pris l'initiative de soumettre cette importante question en séance plénière.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre délégation estime que la décision prise par la Commission 4 était une bonne décision qui devrait être confirmée par le Congrès. Notre pays a également appliqué cette nouvelle disposition, qui a donné des résultats positifs. Notre expérience nous permet d'ailleurs de recommander une telle procédure simplifiée aux autres pays de l'Union, car l'insertion de correspondance dans les colis existe déjà et semble aller de soi. La clientèle que nous voulons garder à tout prix ne comprend pas les raisons qui interdisent d'insérer du courrier dans les petits paquets, alors même que cette pratique semble bien ancrée aujourd'hui dans les habitudes. Une interdiction qui s'écarte par trop de la réalité quotidienne n'a plus de sens et ne pourra être respectée. Nous recommandons donc au Congrès d'entériner la décision prise par la Commission 4 et de rejeter l'appel de Cuba.

La CHINE (RÉP. POP.): La délégation chinoise comprend pleinement que la proposition 2036.2 vise à mieux satisfaire les besoins de la clientèle. Néanmoins, elle estime que l'admission de courrier à caractère personnel dans les petits paquets est une question complexe qui touche aussi bien l'Administration d'origine que celle de destination. L'application de cette nouvelle disposition risquerait de créer des difficultés à l'Administration de destination lors du dédouanement des envois. Si l'on admet dans les petits paquets des documents ayant un caractère de correspondance actuelle et personnelle, il y a tout lieu de craindre que les usagers demandent les mêmes possibilités pour les imprimés et les colis postaux. A l'heure actuelle, les correspondances personnelles sont considérées comme des lettres. Par conséquent, si nous insérons cette correspondance dans les petits paquets, l'ensemble de l'envoi devrait être affranchi au tarif des lettres. La question de principe relative à la classification des envois de la poste aux lettres devrait être comprise dans l'étude que le prochain CE sera amené à entreprendre.

L'ARGENTINE: Nous savons qu'à l'heure actuelle le petit paquet est destiné à l'envoi de marchandises et objets. Par conséquent, il ne semble pas opportun de le transformer en un envoi mixte au tarif le plus bas, ce qui serait contraire aux dispositions de l'article 19, paragraphe 10, de la Convention et de la législation intérieure de la plupart des Pays-membres de l'Union. A ce propos, il est bon de rappeler que l'article 130, paragraphes 2 et 3, du Règlement d'exécution de la Convention permet déjà l'inclusion de certaines correspondances dans les petits paquets. L'adoption de la proposition 2036.2 n'aurait pas la portée limitée que lui donne la Suisse. S'il est vrai que le Congrès doit modifier profondément les Actes pour tenir compte de l'évolution du temps, nous pensons néanmoins que de tels changements doivent faire l'objet d'études approfondies et qu'il ne semble pas opportun de prendre une telle décision aujourd'hui. Le projet de résolution figurant dans la proposition 3000.5/Rev 2 présentée par tout un groupe de pays propose de faire une étude sur l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres en vue de modifier l'article 19 de la Convention. Cette résolution extrêmement importante a été adoptée par ce Congrès, si bien que nous pensons qu'il sera tenu compte du problème qui nous préoccupe. La proposition 3000.3 du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède demande également au CE d'examiner la possibilité de modifier le système de fixation des taux pour le courrier selon un concept qui serait basé sur la priorité et la non-priorité. Ce problème est connu de nous tous et il faut procéder de façon sensée, raison pour laquelle nous soutenons l'appel de Cuba.

Le PRÉSIDENT passe la parole au Gabon, qui désire présenter une motion d'ordre.

Le GABON: En application de l'article 18, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, nous vous demandons, Monsieur le Président, de bien vouloir prononcer la clôture du débat sur cette question et de passer au vote.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous sommes contre la proposition du Gabon qui demande de clore le débat. Notre délégation estime que les arguments avancés contre l'appel de Cuba n'ont pas été suffisamment entendus, de telle sorte que nous demandons que le débat continue en application de l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès.

L'INDE appuie la proposition gabonaise et demande un vote au scrutin secret sur cette question. Cette proposition est approuvée par l'Éthiopie.

Les PAYS-BAS: Nous appuyons la Nouvelle-Zélande et nous nous opposons à la clôture du débat. Nous regrettons cette procédure, car il y a ici des délégués qui sont venus de toutes les parties du monde et il est fort regrettable qu'ils ne puissent s'exprimer. A notre avis, il n'est pas démocratique d'imposer le silence de cette façon.

Le MEXIQUE: Notre délégation se prononce contre la motion d'ordre du Gabon et appuie l'appel de Cuba.

Le PRÉSIDENT attire l'attention du Mexique sur le fait que la question du vote a déjà été traitée, deux délégations ayant parlé contre la motion de clôture du débat.

Le BRÉSIL appuie la proposition de l'Inde et demande un vote secret sur la motion d'ordre présentée par le Gabon.

Le PRÉSIDENT désigne la Turquie, l'Argentine et le Bénin comme scrutateurs.

La motion de clôture du débat présentée par le Gabon est acceptée par 88 voix pour, 38 voix contre et 3 abstentions.

Il est ensuite procédé au vote secret sur l'appel lui-même. Le résultat en est le suivant: pour 93, contre 36, abstentions 6.

Dans ces conditions, l'appel de Cuba sur la proposition 2036.2 est adopté. La proposition 2036.2 est donc rejetée, l'article 36, paragraphe 3, lettre b), de la Convention ainsi que l'article VI de son Protocole final ne sont pas modifiés.

Appel
Proposition
2050.4
Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales.
Envois
recommandés,
article 50,
paragraphe 4,
de la Convention
Congrès —
Doc 105

Le PRÉSIDENT: Nous examinons à présent l'appel de cinq pays nordiques contre le rejet en Commission 4 de la proposition 2050.4.

Cette proposition suggérerait une augmentation de 66 $\frac{2}{3}$ % des indemnités prévues au paragraphe 4 de l'article 50 de la Convention. De ce fait, l'indemnité pour des envois recommandés perdus devait passer de 60 à 100 fr-or et celle des sacs spéciaux pour imprimés de 300 à 500 fr-or.

L'appel nous demande de majorer maintenant ces indemnités de seulement 25%.

La NORVÈGE: Les Commissions de ce Congrès ont déjà décidé des augmentations de 40 à 50% afin de compenser l'inflation intervenue depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

En toute logique, une augmentation de même grandeur du montant des indemnités s'impose. Nous notons d'ailleurs que les indemnités pour perte de colis postaux ont été augmentées de 50%. Si nous gardons le statu quo, cela revient, en pouvoir d'achat, à remettre à nos clients 40% de moins que l'indemnité qu'ils recevaient en 1979, selon les barèmes établis au Congrès de Rio de Janeiro.

Pour éviter cela, nous vous proposons une solution de compromis en prévoyant une augmentation de 25%.

Le PRÉSIDENT: Il nous est donc proposé non pas de reprendre la proposition refusée, mais une solution de compromis qui porterait les indemnités à 75 fr-or pour les recommandés et à 375 fr-or pour les sacs spéciaux d'imprimés.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous nous opposons à l'appel des cinq pays scandinaves et souhaitons le maintien du statu quo en la matière.

Les arguments avancés ne nous paraissent pas valables. En effet, l'indemnité versée pour la perte des envois recommandés n'est pas directement liée avec la valeur du contenu des envois, mais a le caractère d'une indemnité forfaitaire se rapportant à un intérêt lésé, donc difficilement quantifiable, comme cela est dit à l'annotation 7 de l'article 50.

Cela n'est pas le cas pour les colis postaux dont le contenu de l'envoi est pris en considération. Dans ce cas, l'indemnité, d'ailleurs très justement augmentée de 50%, doit suivre le cours de l'inflation, afin que les clients lésés trouvent une juste compensation du dommage qu'ils ont subi.

Dans le Congrès — Doc 105, on nous dit qu'une majorité de la Commission 4 s'était dégagée en faveur d'une certaine augmentation. Si on examine le rapport de la Commission, on s'aperçoit que six orateurs étaient contre et deux pour l'augmentation. Finalement, il y a eu rejet de toute augmentation. Une petite augmentation n'a jamais été suggérée. Par contre, il est vrai que la Commission a pensé que cette question devait faire l'objet d'une étude et nous nous sommes prononcés en faveur de cela.

Le BRÉSIL: Nous sommes en faveur du statu quo et nous nous opposons donc à l'appel.

Le JAPON: Nous appuyons l'appel faisant l'objet du Congrès — Doc 105. En effet, l'inflation mondiale a beaucoup réduit en valeur réelle le montant des indemnités versées.

Nous avons accepté des augmentations de 50% pour les frais terminaux, les taxes de base et pour les indemnités de perte d'un colis postal. Nous devons rester crédibles auprès de notre clientèle et ne pas donner des avantages supplémentaires aux messageries privées.

L'augmentation de 25% est raisonnable. Nous devons l'accepter.

La BARBADE: Nous appuyons l'appel des pays nordiques. Tout au long du Congrès, plus d'un a répété que nous devons satisfaire notre clientèle et relever le défi des sociétés privées de messageries, qui paient souvent des indemnités supérieures. Il nous faut reconnaître la réalité.

De plus, une légère augmentation est susceptible d'attirer l'attention des Administrations sur le problème de la sécurité des envois recommandés.

La GRANDE-BRETAGNE: Les explications de la Nouvelle-Zélande ne nous satisfont pas. Certes, l'indemnité n'est pas liée à la valeur de l'envoi, mais c'est aller trop loin en disant que l'inflation ne doit pas être prise en compte quand on parle de cette indemnité. En effet, si nous conservons le statu quo, la valeur réelle que recevra un client lésé deviendra à la longue si minuscule qu'il ressentira cela comme une injure. Pour que le montant remis reste raisonnable, quoique modeste, malgré l'inflation, nous devons appuyer l'appel des pays nordiques.

Certes, la question est importante et mériterait que l'on fasse une étude à son sujet, mais nous ne pouvons en attendre le résultat pendant cinq ans. Pour cette raison, une augmentation même modeste est nécessaire.

La CHINE (RÉP. POP.): Les arguments de la Nouvelle-Zélande sont pertinents; aussi souhaitons-nous conserver le statu quo.

CUBA: Nous appuyons la Nouvelle-Zélande et le Brésil. La proposition faite dans cet appel peut fort bien être étudiée par le CE. Nous nous prononcerons alors sur une base rationnelle et scientifique.

Nous proposer à si peu de jours d'intervalle une proposition d'augmentation de $66\frac{2}{3}\%$, puis de 25%, ne donne pas une impression de sérieux.

La JORDANIE: L'augmentation proposée obligera les Administrations à prendre plus de soin pour le traitement des envois recommandés. Par ailleurs, une rémunération équitable des indemnités ne peut que donner confiance en la poste, car nous devons être équitables envers nos usagers.

L'augmentation proposée est pertinente, juste et modérée, car conforme à l'évolution des taxes de base. L'augmentation de 25 % est raisonnable. Elle est donc parfaitement acceptable.

L'ARGENTINE: D'une façon générale, nous partageons le point de vue des délégations qui se sont opposées à cet appel car, en matière de taux et de responsabilité, il convient d'agir avec mesure. En effet, les taux retenus déterminent le prix de nos services. De même, l'étendue de notre responsabilité est fonction du montant des indemnités. Comme l'a fait remarquer très justement Cuba, la proposition initiale a fait l'objet de diverses suggestions en ce qui concerne le montant des indemnités. Cet appel vise à proposer encore de nouveaux montants. Or, les chiffres qui nous sont soumis ne reposent sur aucune base scientifique. Pour cette raison, nous pensons qu'il convient de charger le CE d'examiner cette question dans le cadre de l'étude plus vaste qu'il doit mener sur les taux de base. Nous nous opposons à cet appel.

L'INDE: Je serai bref car la Nouvelle-Zélande et le Brésil ont déjà exposé de façon éloquentes les arguments que je désirais développer.

A l'heure actuelle, aucune raison ne justifie l'accroissement du montant de l'indemnité.

Nous partageons l'avis de Cuba selon lequel cette question doit être étudiée par le CE, qui pourrait éventuellement présenter une proposition au prochain Congrès.

En conséquence, nous nous opposons à cet appel.

L'ESPAGNE: Nous voudrions nous référer à l'article 25, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, qui prévoit que "chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission". Ici, nous sommes en présence d'une nouvelle proposition, fort éloignée de l'originale, qui nous est présentée sous forme d'appel.

Pour une question de principe et de respect du Règlement, nous nous opposons à la discussion même de cette proposition.

Le PRÉSIDENT: L'objection de l'Espagne est parfaitement fondée. Nous avons été saisis de la proposition 2050.4 qui prévoyait une augmentation de $66\frac{2}{3}\%$ des indemnités. Elle n'a pas été retenue. Un appel ne peut avoir pour objectif que de réintroduire la proposition originale; il ne peut pas la modifier. D'ailleurs, le Président de la Commission 4, M. Landeira, partage ce point de vue.

En conséquence, je demande aux cinq pays nordiques concernés s'ils veulent que leur appel soit interprété dans ce sens ou s'ils désirent le retirer.

La NORVÈGE: Nous maintenons notre appel. Une situation identique s'est déjà présentée au Congrès de Rio de Janeiro au sujet d'une proposition destinée à amender la taxe pour les envois exprès. Nous avons déposé un appel dans les mêmes circonstances. Nous en avons conclu qu'il s'agissait d'une façon normale de procéder.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: La lecture de l'article 25, paragraphe 2, montre que seules les propositions adoptées ou rejetées en Commission peuvent faire l'objet d'un appel; les amendements à ces propositions ne sont pas admis. En conséquence, je ne peux que confirmer l'interprétation de l'Espagne.

L'ESPAGNE: Nous désirons soulever une motion d'ordre en vertu de l'article 18, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès. En effet, nous craignons que, sur la base d'un assentiment tacite de la plénière, des procédures contraires au Règlement ne se perpétuent et créent des précédents. Nous demandons que le Règlement intérieur soit respecté.

Le PRÉSIDENT: Compte tenu des précisions apportées par l'Espagne et par M. Baghdadi, les pays scandinaves concernés sont-ils disposés à modifier leur appel?

La NORVÈGE: Etant donné les circonstances, nous retirons notre appel.

L'appel faisant l'objet du Congrès — Doc 105 est retiré par les pays auteurs.

Appel
Proposition
4598.1
Numérotation
des étiquettes
des sacs-avion,
article 198,
paragraphe 1,
du Règlement
de la Convention
Congrès —
Doc 107

Le PRÉSIDENT: Je vous propose d'examiner maintenant le Congrès — Doc 107 relatif à l'appel déposé par l'Australie et neuf autres pays contre la proposition 4598.1 du Canada, adoptée à la Commission 6. Son objectif est d'indiquer sur l'étiquette AV 8 le numéro des sacs faisant partie d'une dépêche.

Les dix pays qui font appel contre cette décision considèrent que cette procédure créerait des difficultés considérables dans la pratique quotidienne. C'est pourquoi ils souhaitent que le Congrès examine de nouveau la proposition concernée.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Cet appel, lancé par la Nouvelle-Zélande et appuyé par neuf autres pays, est fondé sur les réserves exprimées par diverses délégations quant à l'utilité de la proposition adoptée par la Commission 6.

Les avantages qui découleraient d'une telle méthode ne sont pas à comparer avec le surcroît de travail qu'elle entraînerait. La vérification supplémentaire qu'elle crée est inutile. D'autres méthodes, utilisées traditionnellement, ont fait leurs preuves.

Par ailleurs, nous émettons des réserves quant au fonctionnement du système. Faudrait-il utiliser une feuille spéciale supplémentaire lors du chargement et du déchargement des avions et des véhicules qui assurent le transport des dépêches? Comment vérifierons-nous que la séquence des numéros est maintenue? Cette nouvelle disposition permettrait de constater qu'un sac est manquant, mais ne serait d'aucune utilité pour le retrouver.

Une proposition analogue concernant la numérotation des sacs de courrier de surface a été rejetée par la Commission 4 par 74 voix contre, 6 voix pour et 18 abstentions. Cette décision montre que les délégations avaient eu le temps de réfléchir et qu'elles s'opposaient à la généralisation du principe.

Compte tenu des difficultés d'exploitation, des réserves quant à l'utilité de cette disposition et de la décision prise par la Commission 4, nous considérons que le rejet de la proposition 4598.1 est justifié.

Le CANADA: A la Commission 6, 41 pays se sont prononcés en faveur de notre proposition et il serait juste, à leur égard, que nous expliquions les objectifs de la proposition 4598.1.

Il s'agit de compter les séries de sacs qui constituent une dépêche. Les étiquettes des sacs sont numérotées de façon consécutive jusqu'au sac F, où est inscrit le nombre total. Il n'y a pas de transcription de ces numéros sur une autre formule.

Le but de cette disposition est d'avoir le comptage exact des sacs qui constituent une dépêche. Cette précision est importante pour le calcul des frais terminaux. Par ailleurs, la Commission 6 s'est prononcée pour l'inscription globale du poids des sacs sur le bordereau AV 7, ce qui rend un comptage méticuleux d'autant plus nécessaire.

Des critiques ont été formulées quant au surcroît de travail nécessité par l'inscription de renseignements supplémentaires et quant à l'inefficacité de cette disposition pour permettre notamment de retrouver un sac manquant. L'expérience de notre Administration dans ce domaine nous permet cependant de dire que ces critiques ne sont pas fondées. En effet, ce comptage assure une vérification ultérieure plus simple et plus rapide aux aéroports, permettant de se rendre compte de l'absence d'un sac lorsque l'avion est encore à l'aéroport.

Par conséquent, nous demandons aux 41 pays qui nous ont appuyé à la Commission 6 de maintenir leur point de vue et aux 50 autres pays de prendre en considération cette méthode simple pour parvenir à une plus grande exactitude dans le pointage.

L'INDE: Nous constatons que cette proposition a été acceptée à une légère majorité à la Commission 6, ce qui traduit une certaine hésitation. A la Commission 4, une proposition identique a été nettement rejetée. Nous pensons que si la proposition canadienne était appliquée, elle conduirait à un accroissement de travail, alors que nous ne disposons pas de personnel supplémentaire. En même temps, elle accroîtrait de façon substantielle nos frais d'exploitation, ce qui provoquerait un plus grand déficit budgétaire. Ce sont les raisons pour lesquelles nous nous étions opposés à cette proposition au moment de son examen en Commission.

Nous demandons à la plénière de tenir compte des graves répercussions que l'application de ces dispositions entraînerait et d'appuyer cet appel.

Le Congrès accepte l'appel faisant l'objet du Congrès – Doc 107 par 102 voix pour, 16 voix contre et 8 abstentions. La proposition 4598.1 est donc rejetée et l'article 198, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention n'est pas modifié.

La séance est levée à 13 heures.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Vingtième séance

Mardi 24 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 05.

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 101 résume les idées principales du débat général et crée les bases pour les futures activités du CE, du CCEP et du Bureau international. L'idée d'un débat général a été exprimée il y a un an par le Directeur général du Bureau international et la Déclaration de Hamburg constitue le résultat d'une collaboration entre ce bureau et la République fédérale d'Allemagne. Le Congrès n'étant pas en mesure de modifier en séance plénière un texte de ce genre, il serait souhaitable que les délégations qui désirent proposer une modification le fassent par écrit. Le Bureau international en tiendra compte et la Déclaration constituera une base solide sur laquelle pourront prendre assise les activités futures du CE, du CCEP et du Bureau international.

Le CAMEROUN: Nous félicitons les auteurs de cette déclaration, mais nous aimerions que les considérants prennent une tournure plus percutante, par exemple en remplaçant "désire" par "demande", pour faire ressortir qu'il s'agit de la volonté du Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union.

Le SÉNÉGAL: Nous appuyons la Déclaration de Hamburg, qui résume les idées principales du débat général et des travaux de diverses Commissions; nous souhaitons qu'elle soit mise rapidement en application pour que les idées qui y sont exprimées se concrétisent. Cela dit, nous aimerions suggérer quelques modifications au texte de la résolution:

- paragraphe "étant donné": remplacer "assistance technique" par "coopération technique", car au-delà du mot, il y a une notion très importante de responsabilité et de solidarité;
- paragraphe "considérant": remplacer "la nécessité d'approfondir..." par "la nécessité d'étendre, de renforcer et d'améliorer les relations...";
- paragraphe "conscient": donner à la troisième phrase la teneur suivante: "de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier";
- paragraphe "désire", 4e alinéa: remplacer les termes "assistance technique" par "coopération technique";
- paragraphe "charge": ajouter le Bureau international.

La MALAISIE: Nous félicitons également les auteurs de cette déclaration et nous sommes heureux d'y trouver l'idée d'une supervision des organes de l'Union qui aidera à améliorer une situation de faiblesse passagère. Une telle déclaration est un acte solennel d'engagement; c'est pourquoi nous lui verrions volontiers un caractère plus emphatique que le projet en examen; dans sa dernière partie, nous avons l'impression d'avoir plutôt affaire à une résolution qu'à une déclaration. Cependant, de par son contenu, ce projet correspond à nos besoins et nous l'appuyons.

L'ESPAGNE: Nous félicitons le Directeur général du Bureau international pour sa brillante idée de vouloir faire ressortir dans un texte les principales décisions de ce Congrès. Nous aimerions attirer l'attention sur le dernier paragraphe de la page 2, car la Commission 3 a approuvé une résolution qui a justement trait à la réglementation postale internationale et qui charge le CE de quelque chose d'assez analogue à ce qui est dit ici. Nous attachons une grande importance à la Déclaration de Hamburg et nous ne souhaitons pas

qu'il y ait des interférences entre plusieurs textes. Pour cette raison, nous proposons que la dernière phrase de la page 2 soit supprimée et que le texte de la page 3 soit modifié comme suit: "*charge* le Conseil exécutif... des propositions pertinentes".

Le GHANA: Nous félicitons les auteurs de la Déclaration de Hamburg. Il s'agit d'un document de base, dont l'effet positif pourrait renforcer le rôle du Bureau international. En même temps, nous nous permettons de faire remarquer que sa rédaction nécessite encore une revision finale.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je remercie les délégations qui nous ont fait des suggestions. Il en sera tenu compte dans une version révisée de la Déclaration de Hamburg qui sera distribuée avant la fin du Congrès.

La Déclaration de Hamburg est approuvée par acclamation.

La séance est levée à 15 h 50.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Vingt et unième séance du Congrès

Mercredi 25 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Déclarations

L'IRLANDE: L'attention des dix membres de la Communauté européenne a été attirée sur les difficultés auxquelles a donné lieu l'expédition de courrier adressé à certaines personnes en Union soviétique. Un certain nombre d'Administrations postales des dix pays ont reçu, de la part d'expéditeurs, des réclamations concernant la non-distribution d'envois postaux en Union soviétique. Outre les réclamations présentées aux bureaux de poste et transmises à l'Administration postale soviétique au moyen de la formule C 9, des demandes de renseignements ont été directement adressées aux ministres compétents de certains membres de la Communauté européenne, notamment à la suite d'irrégularités répétées subies par le même expéditeur ou le même destinataire.

Certaines Administrations postales des dix pays ont déjà soulevé la question auprès de leur homologue soviétique. Toutefois, malgré les explications réitérées des autorités soviétiques, les Administrations postales de certains des dix continuent de recevoir de nouvelles réclamations.

Les dix membres de la Communauté européenne regrettent cette situation qui est contraire aux principes de l'UPU et ils prient l'Administration postale soviétique de donner, conformément à la proposition 2000.3 adoptée à l'unanimité par la Commission 4 du Congrès, des indications précises sur ce qui peut ou ne peut pas être transmis par la poste en URSS.

OMAN: Il m'est agréable, au début de mon intervention, de vous féliciter pour votre élection en tant que Président de cet auguste Congrès. Ce choix était pleinement mérité et vous avez su diriger les séances avec compétence et sagesse.

Votre pays a toujours été à la tête des pays qui cherchent à renforcer les liens d'amitié avec les peuples du monde, comme en témoigne son offre d'organiser ce Congrès. Nous avons terminé, ou presque, nos débats et nous avons apprécié l'organisation parfaite de ce Congrès et l'hospitalité généreuse réservée aux délégations participantes. Permettez-moi de vous présenter, en mon nom propre et au nom de la délégation de mon pays, nos vifs remerciements pour tout ce que vous avez fait pour nous tous.

Les peuples du monde attendent avec impatience et intérêt les décisions qui résulteront de notre Congrès, étant donné que la poste est le nerf de la vie politique, culturelle, économique et sociale. Le rôle de la poste dans la vie contemporaine est le rôle de la paix, de l'amour, du développement, de la collaboration et de la compréhension entre les peuples du monde. Je voudrais signaler ici qu'une importance particulière a été accordée aux services postaux dans mon pays, de la part de son Honorable Majesté le sultan Kabous Ibn Said, durant les quatorze dernières années de la renaissance de notre cher Oman, ce qui a eu une répercussion positive sur la modernisation et le développement de ses services. Je voudrais mettre l'accent sur le soutien efficace que nous avons trouvé auprès de l'UPU durant cette étape de redressement des services postaux d'Oman jusqu'à leur niveau actuel. Nous espérons de même bénéficier d'un soutien et d'une coopération accrue de la part de l'Union durant les prochaines années, afin que nous puissions améliorer le niveau des prestations postales et lui permettre d'aller de pair avec le progrès technologique dans ce domaine.

Nous avons tous apprécié le rôle joué par le Directeur général du Bureau international, l'Ingénieur Mohamed Ibrahim Sobhi, et ses collaborateurs. En effet, l'UPU a renforcé ses activités pendant la période durant laquelle l'Ingénieur Sobhi a dirigé cette Union. Nous tenons à relever avec estime le rôle qu'il a joué avec ses collaborateurs et à les remercier pour les efforts fournis. Nous souhaitons à M. Sobhi un avenir heureux.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour féliciter MM. Botto de Barros, le nouveau Directeur général, et Cicéron, Vice-Directeur général, et leur souhaiter succès et réussite dans la direction des affaires de l'Union en vue de la perfectionner.

Je ne voudrais pas être trop long alors que vous allez terminer votre programme de travail.

Je réitère mes remerciements à la République fédérale d'Allemagne et notamment à la ville historique de Hamburg pour l'organisation de ce Congrès et pour tous les efforts consentis pour sa réussite et pour le bien-être des délégués. Mes remerciements s'adressent aussi à M. le Ministre des postes et télécommunications, le Président d'honneur de ce Congrès, pour les soins dont il nous a entourés, ainsi qu'à vous-même, Monsieur le Président.

ISRAËL: La délégation d'Israël s'associe pleinement à la déclaration du distingué délégué de l'Irlande au nom de la Communauté européenne, se référant à diverses irrégularités et obstructions dans le traitement du courrier adressé à certaines personnes en Union soviétique.

A notre regret, l'Administration postale israélienne connaît depuis un certain nombre d'années des cas d'irrégularités et d'ingérence analogues en ce qui concerne le courrier expédié par des citoyens israéliens à leurs parents et amis en URSS.

De fréquentes requêtes de l'Administration israélienne auprès des autorités postales d'URSS en vue de remédier à cette situation ont été malheureusement vaines.

C'est pourquoi, conformément aux Actes et buts de notre Union et dans l'esprit de la Déclaration de Hamburg que nous venons d'approuver à l'unanimité, la délégation d'Israël demande à l'Administration postale de l'Union soviétique d'assurer le libre acheminement du courrier échangé entre nos pays.

L'URSS: A propos de la déclaration d'un groupe de pays occidentaux concernant des soi-disant irrégularités dans la poste soviétique, la délégation de l'URSS au XIXe Congrès de l'UPU tient à faire la déclaration suivante:

"La délégation de l'URSS proteste vivement contre la distribution en Congrès de déclarations franchement antisoviétiques, essentiellement sans rapport avec les travaux du Congrès et les activités propres à l'Union.

Les activités des organismes postaux soviétiques sont régies par les dispositions de la Constitution de l'URSS, la législation et les règlements intérieurs. C'est pourquoi la délégation de l'URSS rejette totalement les fausses accusations de certaines délégations à l'encontre de ses services postaux. Cela ne peut être qualifié que d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Union soviétique, de tentative d'introduction d'un esprit d'affrontement politique dans les activités de l'UPU et d'entrave à la coopération actuelle.

Il est symptomatique que les soi-disant défenseurs de la justice ne trouvent pas de mots pour blâmer le comportement agressif des racistes sud-africains. Bien au contraire, ils le soutiennent et ils ferment les yeux sur les représailles massives, sur la pratique terroriste à l'égard de peuples au Proche-Orient, en Afrique du Sud, dans certains pays d'Amérique latine et dans d'autres régions, ainsi que sur les actes de vandalisme et de génocide. La délégation de l'URSS estime que tous ces actes méritent d'être totalement condamnés. Nous sommes convaincus que la déclaration d'un groupe de pays d'Europe de l'Ouest, ainsi que celle de la délégation des Etats-Unis d'Amérique au Congrès, au même titre que l'envoi systématique à l'adresse des délégués de l'URSS d'ouvrages outrageusement hostiles à l'égard de l'URSS, sont autant d'activités coordonnées des forces qui s'opposent à l'élargissement de la coopération et au renforcement de l'entente internationale et aux activités de l'UPU. Il s'agit là de la poursuite de la politique des milieux dirigeants de pays occidentaux visant à compromettre les relations normales avec l'Union soviétique, à la poursuite de la pratique de "sanctions" et d'embargo en ce qui concerne les relations commerciales, technico-scientifiques et culturelles avec notre pays.

Nous déclarons également que, si l'UPU se trouve être impliquée dans cette campagne, les conséquences négatives éventuelles seront attribuées aux auteurs de ces déclarations.

S'agissant de l'URSS, son Administration postale soutient sans réserve l'activité de l'Union, prend part aux travaux de ses organes d'une manière active et constructive et apporte une contribution considérable au perfectionnement de l'échange postal international et à l'application des Actes de l'UPU, en participant par là même au renforcement de la collaboration internationale dans le domaine de la poste, à la compréhension mutuelle entre les peuples et au maintien de la paix dans le monde."

Le ZIMBABWE: Je voudrais attirer l'attention de la Conférence sur le Congrès — Doc 100/Add 7 de la Confédération suisse. Je pense que la plupart des délégués ici présents se souviennent du discours prononcé par mon Ministre lorsque nous discutons de l'affaire de l'Afrique du Sud. Cette question n'est pas nou-

velle. Elle a été longuement débattue à Lausanne, à Rio de Janeiro et, ici, à Hamburg. Si nous n'apportons pas de conclusion à la question, nous risquons d'en parler encore au XXe Congrès. Tout d'abord, on prétend promouvoir l'universalité. Mais l'application de l'universalité n'existe pas en ce qui concerne le courrier qui vient de l'Afrique du Sud, de l'URSS, de la République démocratique allemande et de Cuba.

Pour éviter que l'on discute encore de nombreuses fois de cette question, je vous demande si l'Afrique du Sud est membre de l'UNESCO, de l'OIT ou de l'UIT. L'UPU est-elle une institution des Nations Unies? Si elle l'est, il faut qu'elle applique les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Un avis juridique de la part du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourrait nous éclairer sur la constitutionnalité de notre décision qui veut que l'Afrique du Sud ne soit pas admise à l'UPU aussi longtemps qu'elle pratique la politique d'apartheid.

La Suisse, qui reçoit les instruments de ratification des Actes, prétend qu'elle n'a rien à voir avec la résolution du Congrès, dont les décisions sont souveraines. Alors, où est la souveraineté du Congrès si un pays individuel peut nier une décision qui ne lui convient pas? Nous sommes préoccupés par la position de la Suisse, qui veut que l'Afrique du Sud continue d'être membre de l'UPU en dépit de la décision du Congrès et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la Cour de justice internationale.

Je dois faire part de cette position à mon Gouvernement et j'espère que le Bureau international sera plus fidèle à nos décisions.

Le COSTA-RICA: Nous voudrions exprimer très clairement notre reconnaissance à l'égard du Gouvernement et de l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne pour les attentions multiples dont nous avons été l'objet à l'occasion de notre séjour dans ce magnifique pays. Nous félicitons M. Florian, Président du Congrès, ainsi que M. Sobhi et les membres du personnel du Bureau international du bon travail qu'ils ont fourni. Nous remercions le peuple allemand et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont été responsables de l'organisation et du fonctionnement de ce Congrès. A tous les collaborateurs et à toutes les délégations qui participent à ce Congrès, nous adressons un salut fraternel et un message de paix et de bien-être de la part du peuple et du Gouvernement de Costa-Rica.

Le GHANA: Les déclarations de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, du Japon et de la Confédération suisse sur l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle (Doc 100 et ses additifs) attristent tous les Africains et leurs vrais amis. Cette question a été considérée comme un fait accompli et on constate avec regret que six pays la soulèvent à nouveau et cherchent à se dissocier de la décision prise à la majorité des voix.

Les auteurs de ces déclarations prêtant à controverse déclarent qu'ils condamnent la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. En fait, la politique d'apartheid prônée par l'Afrique du Sud est la raison principale pour laquelle elle a été expulsée de cette respectable organisation mondiale où Blancs et Noirs sont assis côte à côte comme les touches d'un orgue. Si les touches blanches de l'orgue refusent d'admettre les noires, y aura-t-il mélodie? Non. Si les quatre pays condamnent la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud — et il est évident que cet apartheid est la raison de son expulsion — il vaudrait mieux, dans ces conditions, que les six retirent ces déclarations inattendues qui nous donnent, à nous Noirs, la nausée.

Nous sommes très reconnaissants pour l'hospitalité que l'un des auteurs de ces dangereuses déclarations a réservée à toutes les délégations, tant blanches que noires, depuis leur arrivée dans cette ville historique de Hamburg. Or, ces déclarations au Congrès sont parvenues à faire baisser notre moral qui, auparavant, était très élevé. Il est facile de comprendre l'embarras dans lequel ces six pays se trouvent en raison de leur incapacité de neutraliser la résolution, mais qu'y pouvons-nous?

Devons-nous déduire des réserves formulées dans les déclarations que les six pays désavouent les Actes de Hamburg? Lors d'une récente séance, l'attention du Congrès a été attirée sur une déclaration analogue du Chef de l'Etat bavarois et il a été rapidement précisé qu'elle émanait d'une personne en tant qu'individu et que la parole était différente de l'écrit. Mais les déclarations en question ont confirmé nos craintes. Frères et soeurs, nous devons résoudre ce problème avant notre départ si nous voulons éviter de repartir le coeur gros. On aurait pu penser que la version exacte des paroles du Chef de l'Etat bavarois serait reproduite. Hélas, il n'en est rien.

Enfin, je souhaite faire appel à la grande sagesse dont le Président a fait preuve au cours des six dernières semaines pour que le statu quo soit maintenu en ce qui concerne la résolution C 7 prise le 22 juin 1984 à une large majorité par le Congrès.

Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant à l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission 10 (Rédaction). L'article 25 du Règlement intérieur des Congrès prévoit que, en règle générale, chaque projet d'Acte est examiné article par article. Afin de gagner du temps, je vous propose d'examiner chaque Acte chapitre par chapitre, comme il a été fait lors des précédents Congrès, et d'approuver ensuite l'Acte dans son ensemble selon la majorité requise.

L'assemblée approuve cette procédure.

Le PRÉSIDENT: 123 pays étant présents dans la salle, donc plus des deux tiers des Pays-membres de l'Union, le Congrès peut examiner l'ensemble des projets d'Actes.

Le SECRÉTAIRE rappelle que, selon l'article 25, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes, ainsi que les références.

Le troisième Protocole additionnel à la Constitution est adopté par 118 voix sans opposition, la majorité requise étant les deux tiers des Pays-membres de l'Union, soit 111.

Le PRÉSIDENT rappelle que le texte de l'article 102 du Règlement général fait l'objet d'un rectificatif. De plus, le Bureau international donnera, au paragraphe 6 de cet article, une présentation plus logique, en ce sens que les lettres (bis), (ter) et (quater) seront placées à la fin du paragraphe.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS) fait la déclaration suivante en ce qui concerne l'article 124:

"Malgré les résultats positifs de la Commission 2 (Finances), le Gouvernement des Etats-Unis doit s'opposer aux plafonds financiers recommandés dans le rapport de la Commission 2. Ces plafonds — qui peuvent être ajustés par le Conseil exécutif pour tenir compte des changements intervenus dans les échelles des traitements et indemnités ainsi que dans le taux d'inflation suisse — tiennent compte d'une croissance de programme inacceptable pour chacune des cinq prochaines années; cette croissance est en contradiction avec la politique budgétaire du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard des quelque 90 organisations internationales dont il est membre. Cette politique consiste à ne soutenir que les budgets fondés sur un taux de croissance zéro pour les programmes et une absorption maximale des augmentations des dépenses obligatoires. Notre objectif est de demander aux organisations internationales de réaliser des économies grâce à une gestion saine et à la suppression des activités marginales, afin d'assurer le financement nécessaire pour exécuter des travaux ayant de plus hauts rangs de priorité. Nous prenons toutefois acte de la recommandation de la Commission 2 exhortant le Directeur général et le Conseil exécutif à réaliser des économies dans le domaine des activités de l'Union afin qu'il ne soit pas nécessaire de fixer les budgets annuels jusqu'aux plafonds autorisés. Monsieur le Président, je le répète, les Etats-Unis sont opposés aux plafonds financiers qu'il est recommandé d'insérer à l'article 124 du Règlement général."

Le Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès, est adopté dans son ensemble par 125 voix sans opposition.

Le PRÉSIDENT: La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution constituent les documents de base pour l'exercice du service postal international. Vu le grand nombre des modifications qui ont été apportées, il convient de rendre hommage au travail effectué par la Commission de rédaction sous la présidence de M. A. Bruggeman.

Pour l'examen de ces textes, il convient de tenir compte des modifications intervenues après l'établissement des projets d'Actes, notamment des conséquences de l'approbation des appels introduits en séance plénière par les Congrès — Doc 97 et 107 (cf. Congrès — Doc 110 et Add 1), ainsi que des réserves mentionnées dans le Congrès — Doc 108/Rev 1.

En outre, pour l'examen du Règlement d'exécution de la Convention, il convient de prendre en considération les rectifications figurant dans le document Conv., Règl./Projets d'Actes/Corr 1.

Approbation des projets d'Actes et des réserves non insérées dans le Protocole final de la Convention postale universelle

Congrès —
Doc 108/Rev 1
Congrès —
Doc 110 et Add 1

Troisième Protocole additionnel à la Constitution

Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès

Convention postale universelle, Protocole final, Règlement d'exécution et formules

Les chapitres I et II de la première partie de la Convention et les chapitres I, II et III de la deuxième partie sont adoptés sans discussion.

Le LUXEMBOURG: Etant donné que l'article 61 a été scindé en deux articles, il convient, au paragraphe 4 de l'article 66, de compléter la référence à l'article 61 par une référence à l'article 61bis.

Le chapitre IV de la deuxième partie de la Convention est adopté.

La troisième et la quatrième partie de la Convention sont adoptées sans discussion.

Le ZIMBABWE: A la fin du paragraphe 1 de l'article I du Protocole final de la Convention, il convient de remplacer "au Zimbabwe" par "à la République du Zimbabwe".

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Notre délégation a présenté hier une réserve à faire figurer à l'article II du Protocole final qui concerne l'exception à la franchise postale en faveur des célogrammes. Cette réserve déroge aux articles 17 et 19 de la Convention et à l'article 129 du Règlement d'exécution, les enregistrements en question n'étant acceptés que s'ils sont envoyés par une institution officiellement reconnue. En conséquence, le nom de notre pays doit être ajouté au paragraphe 3 de l'article II du Protocole final.

Le ZIMBABWE: Nous présentons une réserve à l'article 33 de la Convention (Protocole final, article IX, paragraphe 1).

La MAURITANIE: Etant donné que notre Administration n'accepte pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane, nous demandons que le nom de notre pays figure au paragraphe 3 de l'article XI du Protocole final.

L'AUSTRALIE, le BANGLADESH, le CHILI, CUBA, la GRANDE-BRETAGNE, les TERRITOIRES D'OUTRE-MER DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, le JAPON, le PAKISTAN, les PAYS-BAS, le SOUDAN, le SRI LANKA, le YÉMEN (RÉP. ARABE), la ZAMBIE et le ZIMBABWE présentent des réserves à l'article 187, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention et, en conséquence, désirent figurer à l'article XXVI du Protocole final.

Le PRÉSIDENT: Les pays qui désirent présenter des réserves doivent le faire par écrit avant la fin du Congrès, afin que celui-ci puisse les approuver. Les réserves qui viennent d'être exprimées oralement doivent également être confirmées par écrit dans les mêmes conditions.

La Convention postale universelle et son Protocole final sont approuvés dans leur ensemble.

La première partie du Règlement d'exécution de la Convention ainsi que les titres I, II, III et IV de la deuxième partie du Règlement d'exécution de la Convention sont approuvés sans discussion.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 5: Dans le cadre du réaménagement des articles du Règlement d'exécution pour tenir compte du nouveau système de statistique, le schéma suivant a été prévu en ce qui concerne les opérations permanentes. A l'article 169bis, on traite de l'établissement des relevés des sacs de courrier de surface C 12ter. L'article 169ter concerne l'établissement des relevés de poids des dépêches-avion AV 5bis. La transmission et l'acceptation des relevés C 12ter et AV 5bis font l'objet de l'article 169quater. Lorsque la Commission 5 a adopté l'article 169quater, elle a retenu le délai de six mois conformément à la proposition 3578.3 de la République démocratique allemande. Cette proposition, se fondant sur l'ancienne structure, prenait en compte uniquement les relevés du courrier-avion. La Commission de rédaction a inclus ce délai de six mois à l'article 169ter, qui traite uniquement de l'établissement des relevés dans la nouvelle organisation. On constate maintenant une contradiction entre les articles 169ter et 169quater. Le paragraphe 2 de l'article 169ter spécifie un délai de six mois et le paragraphe qui règle la transmission des relevés indique seulement "dès que possible". Nous proposons donc de supprimer la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 169ter et de remplacer l'expression "dès que possible" dans le paragraphe 1 de l'article 169quater par "dans le délai maximal de six mois".

Le PRÉSIDENT: Le Bureau international ne manquera pas de tenir compte de cette observation.

Le LUXEMBOURG: Nous voudrions signaler un problème de terminologie. Dans les articles 169bis, 169ter et 174bis, on trouve l'expression "bureau d'échange d'origine". A notre avis, il faut se conformer à la terminologie habituelle, c'est-à-dire "bureau d'échange expéditeur".

Une autre remarque concerne la mention de "dans ce cas" dans le paragraphe 6 de l'article 177bis. Dans la perspective de ce qui est stipulé dans le paragraphe 10 de l'article 179, nous proposons de supprimer les termes "dans ce cas" de la dernière phrase du paragraphe 6 de l'article 177bis.

Les chapitres 0 et I du titre V de la deuxième partie du Règlement d'exécution de la Convention sont adoptés, compte tenu des modifications proposées par le Président de la Commission 5 et par le Luxembourg.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 5: Il convient de faire deux observations concernant les articles 184 et 185. Premièrement, la proposition 3584.3/Rev 1 du Conseil exécutif, qui a été adoptée, visait la fusion des anciens articles 184 et 185. C'est-à-dire que l'article 184 actuel règle la revision des comptes de frais de transit et des comptes de frais terminaux du courrier de surface. Par contre, une proposition de supprimer l'ancien article 185 n'a pas été faite. En conséquence, la Commission de rédaction a maintenu ce dernier article, qui fait alors double emploi. Il faut donc le supprimer.

Notre deuxième observation concerne le paragraphe 7 de l'article 184. La proposition 3584.3/Rev 1 n'a pas changé ce paragraphe. Il s'agit d'une omission de la part de l'auteur de la proposition, étant donné que le membre de phrase "sur la base de la dernière statistique", à la troisième ligne de ce paragraphe, établit une référence avec l'ancien système statistique. Le membre de phrase en question doit donc être enlevé.

Le PRÉSIDENT: Nous apporterons les corrections demandées par le Président de la Commission 5, à savoir:

- l'article 185 sera supprimé, car son contenu a été repris dans l'article 184, paragraphes 1 à 3;
- les mots "sur la base de la dernière statistique" qui figurent à l'avant-dernière ligne de l'article 184, paragraphe 7, seront biffés.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 5: Nous voudrions appeler votre attention sur la formule C 16, qui est un bulletin de vérification utilisé seulement pendant le mois de la statistique pour signaler des différences soit sur le poids des sacs, soit sur leur classement selon les catégories LC/AO et sacs M. Aucune proposition de modification de cette formule n'a été présentée, alors que celle qui figure actuellement dans les Actes se fonde sur le classement des sacs par tranches de poids. Par ailleurs, en adoptant la proposition 3574.2 de l'URSS, la Commission 5 a décidé de renforcer les droits du pays de transit en lui permettant de vérifier le poids des sacs et, le cas échéant, de signaler aux pays expéditeur et destinataire les différences constatées. En conséquence, je propose que le Bureau international soit chargé de procéder à l'adaptation nécessaire de la formule C 16.

Le PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL DES FORMULES: Je vous prie de bien vouloir apporter un rectificatif aux formules C 12ter et C 15ter en complétant le renvoi qui figure au bas de chacune d'elles de la manière suivante: "à porter au relevé C 20bis et, le cas échéant, au relevé C 17". En effet, les deux formules telles qu'elles sont reproduites ne font mention que du relevé C 17.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous rappelons que la référence au numéro de chaque sac qui figure à l'article 198, paragraphe 1, doit être supprimé puisque l'appel de la Nouvelle-Zélande consigné dans le Congrès — Doc 107 a été accepté par le Congrès. Or, nous n'avons vu aucun document dans ce sens.

Le PRÉSIDENT: Les modifications qui résultent des décisions prises par le Congrès au sujet des appels de Cuba et du groupe de pays représentés par la Nouvelle-Zélande (Congrès — Doc 97 et 107) sont signalées dans les Congrès — Doc 110 et Add 1.

Compte tenu des modifications apportées au cours de la présente séance, les chapitres II et III du titre V, le titre VI de la deuxième partie ainsi que la troisième et la quatrième partie du Règlement d'exécution de la Convention sont adoptés.

Puis le Règlement d'exécution de la Convention et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Déclarations

CUBA: Il y a un instant, nous avons reçu en espagnol et à notre demande la déclaration contenue dans le document Congrès — Doc 100/Add 7. C'est la raison pour laquelle je formule ma déclaration maintenant. C'est sans étonnement et sans surprise que nous avons vu la distribution de ce document et de ses additifs ayant trait aux déclarations de divers pays au sujet de l'expulsion de l'UPU, pour la seconde fois, du régime raciste d'Afrique du Sud. Déjà, dans la période précédente, il lui a été permis de réintégrer l'Union au moyen d'une fausse interprétation juridique qui a ignoré l'autorité du Congrès.

J'ai dit "sans étonnement", car nous connaissons déjà la nature de ces actions et, dans notre déclaration sur l'expulsion de l'Afrique du Sud au cours du débat, nous avons signalé que les amis de l'Afrique du Sud — ils sont très peu nombreux — prétendent, par ces déclarations, passer outre à la volonté de la majorité des pays ici représentés. Nous attendions ces déclarations et nous n'avons jamais eu l'intention d'y répondre; mais le fait est que la déclaration contenue dans le document 100/Add 7 de la Confédération suisse revêt un caractère exceptionnel et totalement inacceptable, comme l'a dénoncé le représentant du Zimbabwe dans une déclaration que ma délégation appuie dans son intégralité.

Le Gouvernement de la Confédération suisse, en sa qualité de dépositaire des Actes et d'intermédiaire diplomatique pour l'entrée et l'admission à l'Union, devra reconnaître et accepter la décision majoritaire prise par le Congrès de Hambourg, organe suprême de cette organisation.

Ma délégation attend le respect des décisions adoptées par ce Congrès.

Je vous demande de faire consigner in extenso cette déclaration dans le procès-verbal de la séance.

Le CAMEROUN: Vous avez pu constater que le groupe africain a agi avec beaucoup de sagesse au cours de ce Congrès. Nous avons parfaitement harmonisé nos positions. Mais nous pensions que tous ceux qui sont épris de justice et de démocratie respectaient les lois et les règles élémentaires de cette démocratie, dont le principe fondamental est de s'aligner sur la majorité. C'est pourquoi le groupe africain s'indigne, s'étonne même que certains pays, que nous croyions démocratiques, s'écartent de ce principe fondamental. Nous voulons rappeler à ces pays le principe de la démocratie pour qu'ils respectent les règles de la majorité. Vous avez présidé avec sagesse et intelligence les travaux de ce Congrès. Nous avons pensé que tout le monde acceptait les décisions démocratiquement prises sans aucune contrainte et à la majorité, parfois même à la majorité qualifiée.

Le groupe africain s'indigne totalement du fait que certains font des réserves sur les décisions du Congrès. Ils ont participé aux délibérations, à la discussion; ils ont été battus par les votations. Il faut qu'ils en acceptent volontairement les conséquences. Nous pensons qu'il ne faudrait pas continuer à faire en sorte que tous les Congrès parlent de cette affaire de l'Afrique du Sud. Nous faisons appel à ces pays pour qu'ils respectent les lois démocratiques qu'ils ont établies eux-mêmes.

Je voudrais que cette déclaration figure au nom du groupe africain dans le procès-verbal.

Colis postaux,
Arrangement,
Protocole final,
Règlement
et formules

Le GHANA et CUBA demandent que leurs noms soient ajoutés à la liste qui figure à l'article Obis du Protocole final.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous avons quelques observations à faire à propos de l'article Obis du Protocole final. Les réserves qui figurent dans cet article découlent d'une étude du CE qui a apporté certains changements à l'article 46 de l'Arrangement et a supprimé la nécessité pour les Administrations de faire des réserves au Protocole final en ce qui concerne les quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles.

Il a été dit que ces changements pourraient conduire à des abus, en ce sens que des pays pourraient appliquer des quotes-parts particulièrement élevées pour obtenir des revenus supplémentaires. 121 pays ont fait des déclarations de ce genre au Congrès de Rio de Janeiro. Ici, 60 pays, c'est-à-dire presque la majorité des pays signataires, ont exprimé des réserves, ce qui traduit une certaine faiblesse des Actes. A l'article 46, paragraphe 1, lettre b), il est dit que les Administrations peuvent "majorer jusqu'à concurrence de leurs prix de revient leurs quotes-parts d'arrivée, à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts territoriales de départ". C'est en principe en vigueur depuis longtemps dans l'Arrangement concernant les colis postaux. En ce qui concerne les Administrations qui ont dû faire des réserves au Protocole final, le niveau de ces quotes-parts est soumis à examen, en principe, à chaque Congrès.

Il n'y a plus de mécanisme permettant de savoir si d'autres Administrations imposent des quotes-parts équitables ou non. Les taux ne sont pas publiés. Nous sommes préoccupés par le fait que les réserves de l'article Obis et les changements apportés à l'article 46 ouvrent la porte à des augmentations sans limite. Cela pourrait susciter une guerre des prix, ce qui n'est pas dans l'intérêt du service. Nous pensons que les Administrations doivent pouvoir couvrir leurs coûts de traitement en ce qui concerne les colis à l'arrivée.

Certes, ce qu'un pays demande à ses propres clients ne doit être contrôlé en aucune manière par un autre pays. Cependant, il faut qu'il y ait une réglementation internationale en ce qui concerne les taux que peut percevoir un pays auprès d'un autre pays.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que le CE doit examiner à nouveau la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts d'arrivée exceptionnelles afin que certains pays ne profitent pas des autres. Toutefois, nous ne nous opposons absolument pas au droit des pays à faire des réserves à l'article Obis. On ne peut pas, à ce stade, revenir sur une décision prise en Commission 7 sur l'article 46. Mais il est souhaitable qu'une solution soit trouvée par le CE pour le prochain Congrès de l'UPU.

Le PRÉSIDENT remercie la Nouvelle-Zélande de ses remarques et pense que le nouveau Président du CE ainsi que le Brésil, qui assumera la présidence de la Commission des colis postaux, ont écouté avec attention les remarques évoquées, qui seront très certainement reprises au cours de la prochaine période quinquennale.

L'ARGENTINE, L'ESPAGNE, le MEXIQUE et SINGAPOUR émettent une réserve à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux et désirent que les noms de leurs pays figurent dans la liste publiée à l'article Obis du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux.

L'INDE: Notre délégation appuie sans réserve ce qui a été dit par la Nouvelle-Zélande. En outre, nous aimerions que le Congrès charge spécialement le CE de procéder à une étude sur cette question.

La MALAISIE appuie l'idée de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde et relève les raisons pour lesquelles il y a autant de réserves à l'article 46. Un grand nombre d'Administrations, y compris la nôtre, ont pu constater que les coûts à l'arrivée étaient beaucoup plus élevés qu'au départ, du fait qu'il s'agit de traitement, de distribution et de remise du courrier. Il s'agit en fait de couvrir des frais, raison pour laquelle nous appuyons l'idée de faire une étude sur ce sujet en vue de limiter autant que possible le nombre des réserves, qui diminuent l'efficacité de l'article.

La YOUGOSLAVIE et le ZIMBABWE émettent une réserve à l'article I "Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles" du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux.

La FRANCE: L'étude suggérée par la Nouvelle-Zélande paraît tout à fait appropriée pour que l'on puisse juger d'ici au prochain Congrès quel est, dans l'application pratique, le résultat de la modification que nous avons introduite dans les textes.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous avons des doutes quant à la réserve formulée par la Roumanie à l'article IV, paragraphe 1bis, du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux. Il serait utile que la délégation roumaine nous explique la raison pour laquelle elle a jugé nécessaire de faire cette réserve, qui ne correspond pas à l'esprit de l'UPU.

Les dispositions préliminaires et les titres I à VI de l'Arrangement concernant les colis postaux sont adoptés.

Compte tenu des réserves exprimées, les articles Obis à Xbis du Protocole final de l'Arrangement sont adoptés.

Les chapitres I à VIII du Règlement d'exécution et les formules CP 1 à CP 25 sont adoptés sans discussion.

L'Arrangement concernant les colis postaux, son Protocole final, son Règlement d'exécution et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

En outre, le Congrès charge le Conseil exécutif d'étudier la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles et de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude au prochain Congrès.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Suite à l'approbation par le Congrès de l'Arrangement concernant les colis postaux, nous avons le plaisir d'annoncer que, pour la première fois, notre pays veut adhérer à l'Arrangement en question. Nous sommes parmi les membres fondateurs de l'Union et regrettons de n'avoir

pu adhérer plus tôt à cet Arrangement. En tant que membre du CE nouvellement élu et signataire de cet Arrangement, nous nous réjouissons de travailler au sein de la Commission des colis postaux, afin de contribuer au développement de ce service très important.

Le CANADA: Notre délégation souhaite déclarer ce qui suit:

"Tel qu'annoncé en Commission 7 (Colis postaux), le Canada entend signer l'Arrangement concernant les colis postaux adopté par le présent Congrès. Il deviendra ainsi partie à cet Arrangement pour la première fois.

Nos services auront besoin d'un certain temps afin de s'adapter à un Arrangement auquel ils ne sont pas habitués. Néanmoins, notre Administration tentera d'harmoniser progressivement ses procédés d'exploitation, fondés sur des ententes bilatérales, avec ceux de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution. La signature visée dotera la Société canadienne des postes d'un outil précieux susceptible d'appuyer ses efforts tendant à l'amélioration et à une plus grande compétitivité de son service des colis postaux internationaux."

Le PRÉSIDENT félicite les Etats-Unis d'Amérique et le Canada de leur adhésion à l'Arrangement concernant les colis postaux et considère qu'il s'agit là d'une nouvelle étape qui va dans le sens de l'universalité de l'UPU.

Le ZIMBABWE: C'est la première fois que nous participons au Congrès de l'UPU et il nous sera possible de signer les Actes obligatoires ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux. Nous espérons que les Administrations nous donneront le temps d'examiner et d'étudier ce dernier Arrangement de telle sorte que nous puissions l'appliquer le mieux possible.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Vingt-deuxième séance du Congrès

Mercredi 25 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Les titres I à V de l'Arrangement, compte tenu des corrections à apporter à l'article 6 (2,50 fr-or au lieu de 2 fr-or) et à l'article 130, paragraphe 2, lettre b) (suppression de l'espace entre "1)" et "MONSIEUR"), sont adoptés sans observation. Les parties I à IV du Règlement d'exécution et les formules MP 1 à MP 16 sont approuvées sans discussion.

Mandats de poste
et bons postaux
de voyage

Arrangement,
Règlement et
formules,
Protocole final

L'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, son Règlement d'exécution, les formules et le Protocole final sont adoptés dans leur ensemble.

Les titres I à IX de l'Arrangement sont adoptés sans discussion.

Chèques postaux

Arrangement,
Règlement et
formules

Les titres I à IX du Règlement d'exécution ainsi que les formules VP 1 à VP 15 sont adoptés sans discussion.

L'Arrangement concernant les chèques postaux, son Règlement d'exécution et les formules sont ensuite approuvés dans leur ensemble.

Les chapitres I à IV de l'Arrangement sont adoptés sans discussion.

Envois contre
remboursement

Les chapitres I à VII du Règlement d'exécution et les formules R 1 à R 10 sont adoptés sans discussion.

Arrangement,
Règlement et
formules

L'Arrangement concernant les envois contre remboursement, son Règlement d'exécution et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Les chapitres I à VI de l'Arrangement sont adoptés sans discussion.

Recouvrements

Les chapitres I à VII du Règlement d'exécution et les formules RP 1 à RP 3 sont adoptés sans discussion.

Arrangement,
Règlement et
formules

L'Arrangement concernant les recouvrements, son Règlement d'exécution et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Les chapitres I à VII de l'Arrangement sont adoptés sans discussion.

Service
international
de l'épargne

Les chapitres I à VI du Règlement d'exécution et les formules CE 1 à CE 6 sont adoptés sans discussion.

Arrangement,
Règlement et
formules

L'Arrangement concernant le service international de l'épargne, son Règlement d'exécution et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Abonnements
aux journaux
et écrits
périodiques

Les chapitres I à V de l'Arrangement sont adoptés sans discussion.

Arrangement,
Règlement et
formules

Les chapitres I à V du Règlement d'exécution et les formules AP 1, AP 4 à AP 6bis et AP 9 sont adoptés sans discussion.

L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, son Règlement d'exécution et les formules sont adoptés dans leur ensemble.

Déclaration de
la Yougoslavie
concernant
les services
financiers
postaux

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 8: Il m'appartient, au nom de la Commission 8, de faire une déclaration sur l'importance du développement des services financiers postaux. En adoptant la proposition 6000.1 du CE, la Commission 8 désire que le Congrès recommande:

- “— aux Administrations qui n'ont pas encore introduit des services financiers postaux sur le plan international de faire les démarches nécessaires auprès des autorités nationales compétentes en vue de les convaincre de la nécessité et de l'utilité de permettre le transfert des fonds par l'intermédiaire de la poste;
- aux Administrations exécutant le service des mandats de poste sur le plan national seulement d'accepter de payer les mandats de poste émis dans d'autres pays aux bénéficiaires se trouvant dans leur pays;
- à toutes les Administrations de prendre les mesures appropriées pour promouvoir le service des mandats de poste sur le plan international par tous les moyens disponibles en améliorant la qualité de ces prestations et en accélérant le règlement des comptes interadministrations.”

La Commission a accepté cette proposition de recommandation sans modification. Au cours de la discussion, quelques délégations ont exprimé le désir que les actions de promotion et de développement des services financiers postaux soient plus directes et plus dynamiques.

A cet effet, la question du développement des services financiers postaux devrait être évoquée à chaque occasion, notamment lors des séminaires, des rencontres des fonctionnaires supérieurs des Administrations et au cours des visites rendues par les hauts fonctionnaires du Bureau international aux pays dans lesquels ces services ne sont pas très développés. Ces actions devraient être menées à l'échelon supérieur de la hiérarchie des dirigeants et pas seulement à l'échelon des spécialistes. En outre, l'avis a été émis que le Conseil exécutif devrait se saisir de cette affaire.

Les avis exprimés sur ce sujet sont reproduits dans le rapport de la deuxième séance de la Commission 8.

On peut encore ajouter que les contributions et les interventions sur l'importance des services financiers pour l'avenir des services postaux faites au cours du débat général sont encourageantes et que le Congrès a déjà voué son attention à ce sujet. Cependant, la question du développement des services financiers postaux n'est jamais trop soulignée et je prie le Congrès et les Administrations d'attacher la plus grande importance à ces services à l'avenir.

Communication

Le PRÉSIDENT: Aux termes de l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur, les procès-verbaux des dernières séances qui ne pourront plus être approuvés au Congrès le seront par le Président. Ces procès-verbaux vous seront alors transmis sous forme de projet. Les demandes de modification éventuelles pourront être faites au Bureau international dans un délai de quarante jours.

Invitation pour
le XXe Congrès
postal

Le PRÉSIDENT: Le Congrès — Doc 33 est une invitation des Etats-Unis d'Amérique pour le XXe Congrès de l'UPU.

Congrès — Doc 33

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Recevoir le XXe Congrès de l'UPU serait un grand honneur et un privilège pour nous. Comme M. W.F. Bolger, Postmaster General des Etats-Unis, l'a dit au début de ce mois, le pays hôte de ce XIXe Congrès, la République fédérale d'Allemagne, nous a présenté une qualité d'accueil et d'organisation qui servira de référence à mon Administration pour le prochain Congrès.
(Applaudissements.)

Le Congrès — Doc 33 est ainsi approuvé. Le XXe Congrès postal universel, prévu pour 1989, se tiendra aux Etats-Unis d'Amérique.

Le PRÉSIDENT remercie le délégué des Etats-Unis de son aimable invitation. Les organisateurs du Congrès de Hamburg seront naturellement tout disposés à faire part à leurs collègues américains de l'expérience acquise au cours de ce XIXe Congrès.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): La confiance qui vient de nous être exprimée nous honore. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour organiser un Congrès aussi efficace et aussi hospitalier que celui que nous vivons actuellement.

Afin de présenter notre pays, nous avons apporté un film. Tous les délégués sont cordialement invités à la présentation qui aura lieu demain dans la salle 2 après la fin de la séance du matin.

La RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN: Notre délégation voudrait faire premièrement observer, comme vous le savez tous, que la politique du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans le monde entier est connue comme agressive, inhumaine, complotant sans cesse contre d'autres nations, plus particulièrement contre les nations islamiques et musulmanes du monde.

Deuxièmement, sa politique notoire d'appui total au régime sioniste est la meilleure façon d'expliquer la nature belliqueuse, antipacifiste et agressive des Etats-Unis d'Amérique. Nous avons tous vu de réels exemples de cette inhumanité au Viet Nam au cours des dernières décennies et récemment encore en République islamique d'Iran, par le soutien que les Etats-Unis d'Amérique apportent au régime baassiste iraquien, au Liban, par l'intermédiaire du régime d'occupation de la Palestine, en Amérique latine et dans d'autres territoires du monde.

En conséquence, notre délégation, en tant que première à le faire, refuse l'invitation au XXe Congrès de l'Union postale universelle et décide de le boycotter.

Enfin, je demande à tous les Pays-membres qui véritablement recherchent ou respectent la liberté, la justice et l'humanité d'appuyer notre proposition.

Le PRÉSIDENT rappelle la séance du 6 juillet au cours de laquelle le Congrès a procédé à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international. Il invite MM. A.C. Botto de Barros et F. Cicéron à venir à la tribune présidentielle pour recevoir leur acte de nomination et pour prêter serment. Il prie l'assemblée de se lever.

Prestation
de serment
par les nouveaux
Directeur général
et Vice-Directeur
général
du Bureau
international

M. BOTTO DE BARROS fait le serment suivant: "Je fais la promesse solennelle d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de fonctionnaire international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs."

(Applaudissements.)

Sont ensuite apposées au bas de la formule de serment la signature de M. Botto de Barros ainsi que celle du Président.

C'est alors au tour de M. CICÉRON de prononcer le serment ci-après: "Je jure solennellement d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de fonctionnaire international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs."

(Applaudissements.)

Sont également apposées au bas du serment la signature de M. Cicéron et celle du Président.

Le PRÉSIDENT: Avec cette cérémonie, nous avons rempli toutes les conditions formelles pour permettre aux nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général d'entrer en fonctions le 1er janvier 1985. Au nom du Congrès et en mon nom personnel, j'aimerais souhaiter à MM. Botto de Barros et Cicéron beaucoup de chance et beaucoup de succès dans la tâche qui les attend.

M. BOTTO DE BARROS:

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

Mes amis,

Le serment que je viens de prêter a pour moi une signification toute spéciale, outre le fait que mon élection est un grand honneur pour mon pays et pour moi-même.

Il traduit l'engagement que j'ai pris en recevant mes hautes fonctions de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle; pour ce faire, je vouerai tous mes efforts à l'accomplissement de mon mandat.

Lors de mon allocution du 6 juillet dernier, après mon élection, je vous ai fait part de mon intention de travailler au renforcement de l'Union postale universelle ainsi qu'au développement que nous tous — l'ensemble des postiers — souhaitons pouvoir imprimer à notre organisation.

Je vous ai également assuré de mon dessein de contribuer au développement des Administrations postales, notamment des Administrations en voie de développement, et d'entreprendre les démarches nécessaires pour mener une politique effective d'aide et de coopération technique basée sur le transfert intégral de la technologie choisie selon la demande et les paramètres du partenaire récipiendaire.

Je veux maintenant renouveler tout ce que j'ai dit après mon élection en vous réaffirmant mon sens des responsabilités face à la fonction que j'ai à remplir.

En me conformant aux règlements de l'UPU, à ses normes et à ses Actes, en comptant sur la collaboration de mon collègue — M. Félix Cicéron, Vice-Directeur général élu — sur celle des Sous-Directeurs généraux et sur celle du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales ainsi que sur l'efficacité professionnelle du personnel du Bureau international, je suis sûr de pouvoir accomplir une gestion fructueuse et harmonieuse au bénéfice de l'Union postale universelle et de pouvoir conférer à cette organisation le haut rang qu'elle mérite.

Le Bureau international joue un rôle très important auprès du CE et du CCEP. De ce fait, je n'épargnerai pas mes efforts pour que ces deux Conseils puissent mener à bien leurs tâches, lesquelles viennent d'être encore mises en valeur par la Déclaration de Hamburg. Ce document signifie un nouveau pas vers un plus grand développement de la poste mondiale, en plus de sa préservation en tant que service essentiel et dynamique face aux besoins croissants des sociétés. Il nous faut donc être attentifs au contenu de la Déclaration de Hamburg, pour que ces recommandations puissent atteindre leurs buts.

J'adresse un mot spécial à M. Mohamed Ibrahim Sobhi pour tout le travail qu'il a si bien accompli à la tête du Bureau international au cours de ces derniers dix ans. Je l'en remercie vivement et le félicite de ses efforts et de son dévouement au service de l'Union postale universelle, ce que nous tous reconnaissons volontiers.

C'est pour moi une grande satisfaction d'avoir été élu par ce XIXe Congrès de Hamburg, en République fédérale d'Allemagne — pays d'une solide tradition d'amitié envers le Brésil — dont je remercie le Gouvernement et l'Administration postale de tous les efforts d'organisation voués à ce Congrès.

J'aimerais aussi exprimer à M. W. Florian — notre illustre Président — ainsi qu'à ses adjoints et à tout le Secrétariat allemand ma reconnaissance toute spéciale ainsi que celle de la délégation brésilienne.

Enfin, mes chers collègues, je dois vous dire sur l'honneur que je tiens à respecter le serment solennel que je viens de prêter, notamment envers les pays qui ont bien voulu me faire confiance et que je remercie très sincèrement.

Déclaration

La HAUTE-VOLTA: Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole après un instant aussi solennel.

A quelques heures de la clôture de nos travaux, je voudrais saisir l'occasion que vous me donnez pour exprimer, au nom de ma délégation, tous mes remerciements et ma profonde gratitude à la République fédérale d'Allemagne, son Gouvernement et son peuple, pour la chaleureuse hospitalité qui nous a été réservée depuis que nous avons foulé le sol allemand.

Tout au long de ce Congrès, nous avons pu admirer le génie créateur des postiers de la Bundespost, qui ont fait montre d'une organisation exceptionnellement efficace. Nous les en félicitons.

Monsieur le Président, puisque vous m'avez donné la parole, permettez-moi de m'adresser brièvement aux très distingués délégués qui, ce 22 juin 1984, dans la Ville libre et hanséatique de Hamburg, sur la terre de Heinrich von Stephan, et en prenant à témoin les eaux de l'Elbe, ont appuyé sur le bouton vert, sur le oui de la liberté, et donné leur accord à l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle.

Chers délégués, la Haute-Volta vous apporte son salut.

Gloire à vous!

Honneur à vous!

Bientôt, vous serez de retour dans vos patries. Une fierté légitime doit vous animer. Car vous pourrez dire, pour la prospérité: "J'étais à Hamburg quand une communauté internationale a décidé d'éjecter de son sein l'Afrique du Sud raciste." Hommage à vous!

Monsieur le Président, la Haute-Volta était coauteur de la résolution 024 relative à l'expulsion de l'Afrique du Sud raciste de notre organisation. En accomplissant cet acte, mon pays tient cependant à préciser ce qui suit: la Haute-Volta n'est pas et ne sera jamais contre le peuple d'Afrique du Sud et le Camarade Capitaine Thomas Sankara, Président du Comité national de la Révolution démocratique et populaire, Chef de l'Etat, a dit dès le lendemain du jour historique du 4 août 1983, ce jour où le peuple de Haute-Volta a décidé de prendre son propre destin en main "... Ceux qui aiment leur peuple aiment aussi les autres peuples."

La Haute-Volta aime tous les peuples. La Haute-Volta oeuvre et oeuvrera toujours au rapprochement des peuples. La Haute-Volta est consciente que l'UPU constitue effectivement un moyen de rapprochement des peuples. Ce que la Haute-Volta condamne, ce sont toutes les formes de domination et d'exploitation des peuples. L'apartheid est une forme de domination particulièrement barbare!

Par conséquent, la communauté postale internationale ne peut et ne doit pas rester indifférente à l'égard de cette politique odieuse et méprisante qui agresse et viole la conscience humaine.

Qui a dit que, sans la politique actuelle des responsables racistes d'Afrique du Sud, ce sera la population noire et de couleur qui seule en souffrira? Non! Avoir un tel point de vue, c'est ignorer la volonté inébranlable du peuple d'Azanie et de Namibie à se délivrer du joug de l'oppression.

Car, la patrie ou la mort, nous vaincrons! Une fois de plus, illustres disciples de la justice et de la liberté, recevez le salut de la Haute-Volta.

La séance est levée à 16 h 15.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Séance de clôture du Congrès

Jeudi 26 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 10 h 10.

Le PRÉSIDENT:

Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Le Congrès ayant terminé ses travaux proprement dits hier après-midi, nous sommes réunis ce matin pour une séance solennelle de clôture, à la suite de laquelle nous prendrons congé les uns des autres. Je voudrais tout d'abord remercier très sincèrement notre Président d'honneur, Monsieur le Ministre Schwarz-Schilling, dont le Ministère a joué un rôle très important lors de la préparation de ce Congrès et a suivi très attentivement son déroulement. Monsieur le Ministre, nous vous en sommes extrêmement reconnaissants.

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR:

Monsieur le Président,
Monsieur le Doyen Pageau,
Monsieur le Directeur général Sobhi,

Lundi 18 juin, il y a donc six semaines, le Président de la République, M. Karl Carstens, a ouvert solennellement dans ce même bâtiment le XIX^e Congrès postal universel de Hambourg 1984. C'est la plus grande conférence internationale intergouvernementale qui s'est tenue en République fédérale jusqu'à ce jour. Pendant les six semaines écoulées, le Congrès a été, pour ainsi dire, un monde à part; chacun des mille participants a travaillé d'une façon intensive et s'est consacré à des tâches spécifiques. C'est ainsi que sont sortis des rouages de ce Congrès les nouveaux Actes de Hambourg de l'Union postale universelle, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1986. Ils seront valables pour un lustre et prolongeront dans le monde l'écho de la ville de Hambourg.

Je puis vous dire que notre Gouvernement fédéral et notre pays se félicitent que l'Administration postale ait pu organiser un Congrès postal, dans la patrie de Heinrich von Stephan, Congrès postal que nous attendions depuis longtemps et que nous n'avons pas pu organiser plus tôt en raison de circonstances indépendantes de notre volonté. Nous sommes très heureux que le Congrès se soit déroulé à l'entière satisfaction des participants. Tous les responsables de la Deutsche Bundespost et tous les collaborateurs qui ont participé à l'organisation du Congrès se sont appliqués à préparer pour nos invités un séjour dans notre pays aussi agréable que possible et à créer un climat propice aux travaux du Congrès.

Je voudrais mentionner à cet égard les importantes tâches d'organisation qui ont été entreprises et auxquelles un grand nombre de personnes ont contribué. Je remercie très sincèrement le Président, M. Florian, qui a dirigé pendant des semaines les travaux du Congrès. Quant à moi, je n'ai été que le Président d'honneur au sens strict. Vous comprenez qu'en ma qualité de Ministre des postes et télécommunications, il ne m'a pas été facile de me passer pendant si longtemps de la collaboration de votre Président.

Vous, Mesdames et Messieurs les délégués, avez dit à maintes reprises qu'à votre avis notre objectif avait été atteint. Au cours des excursions que j'ai faites avec vous à Bingen am Rhein, à Munich et hier lors de la soirée de clôture, j'ai été heureux d'entendre de nombreux commentaires positifs de la part des délégués. Les expériences faites à Hambourg auront certainement une influence quand il s'agira de décider dans quel pays et dans quelle ville une conférence internationale de plénipotentiaires peut être organisée. Je pense que Hambourg s'est montrée à la hauteur de sa réputation.

En ce qui concerne les résultats du Congrès, il est possible que certains ne soient pas satisfaits en tout point. Cela est parfaitement compréhensible dans une organisation qui groupe un nombre aussi élevé d'Administrations aux particularités si diverses. Chaque Administration, après le retour de sa délégation, devra faire sa propre analyse et arrivera probablement à la conclusion que les décisions du XIXe Congrès postal universel sont équilibrées et tout à fait acceptables.

J'ai été particulièrement heureux que vous ayez repris la suggestion faite dans mon allocution inaugurale du 18 juin et que vous ayez discuté dans un débat général de la situation difficile des Administrations postales dans la plupart des pays, afin de trouver les moyens d'améliorer cette situation. Il s'agit de ne pas perdre de temps, de tirer les conclusions qui s'imposent et d'appliquer les mesures appropriées. Chaque Administration doit le faire pour elle-même. Mais simultanément doit s'établir la collaboration avec d'autres Administrations sur le plan international, dans le cadre de l'Union postale universelle.

J'espère ainsi que les conclusions du XIXe Congrès postal universel seront un appui pour l'Union postale universelle. Ce sera d'ailleurs une tâche importante du Bureau de mettre en oeuvre ces conclusions, de les coordonner et de donner des conseils aux Administrations qui le demandent.

Ce Congrès a eu d'autres résultats positifs. De nouvelles relations se sont nouées, les amitiés existantes se sont resserrées. C'est là un élément très important qui permet de renforcer la collaboration entre les Administrations postales du monde. La poste n'est-elle pas placée sous le signe de la communication et de l'entente?

Les dispositions du Règlement général de l'Union postale universelle prévoient que le pays hôte du Congrès assume la présidence du Conseil exécutif pendant les cinq années qui suivent le Congrès. Cela assure une certaine continuité de la présidence du Congrès. La République fédérale d'Allemagne, c'est-à-dire la Deutsche Bundespost, est décidée à s'acquitter de cette nouvelle tâche dans toute la mesure de ses capacités, de la façon la plus consciencieuse et dans l'intérêt de l'Union postale universelle dans son ensemble. Pour cette tâche, nous comptons sur la collaboration des Pays-membres et du Bureau international, collaboration qui nous a déjà été accordée pendant le Congrès. Dans le passé déjà, la collaboration entre le Bureau international, sous la direction du Directeur général, M. Sobhi, et la République fédérale a été excellente et nous l'en remercions très sincèrement.

J'ai appris que le Congrès, à la suite de l'investiture du nouveau Président de la République, a adressé un télégramme au Président sortant, M. Karl Carstens, et à son successeur, M. Richard von Weizsäcker. Le Congrès a ainsi pris part à un événement important de la politique intérieure de la République fédérale d'Allemagne. Ce qui m'indique que vous avez suivi de très près la vie politique du pays qui vous a accueillis pendant six semaines. Je vous remercie de l'intérêt ainsi témoigné. Je vous remercie d'être venus en République fédérale d'Allemagne pour participer au XIXe Congrès postal universel. Vous voudrez bien m'excuser si, sur le plan de la météorologie, l'organisation n'a pas été aussi parfaite que nous l'aurions souhaitée. Ceux qui viennent de pays ensoleillés seront peut-être très heureux de rentrer et je les comprends. Je vous souhaite un bon voyage de retour et vous prie de transmettre mes salutations et meilleurs vœux à vos Gouvernements. A vous tous, je dis "au revoir".

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT:

Monsieur le Ministre,

Au nom du Congrès, je vous remercie des paroles que vous nous avez adressées à l'occasion de la séance de clôture.

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis de toutes les parties du monde,

Le XIXe Congrès postal universel de Hamburg 1984 touche à sa fin. Pendant six semaines, nous avons travaillé ici ensemble pour améliorer le service postal international et l'adapter à l'évolution actuelle. Je pense que le Congrès de Hamburg s'est acquitté et s'est même très bien acquitté de la tâche qui lui avait été confiée. Nous avons eu beaucoup de travail pendant ces six semaines. Nous avons tenu 23 séances plénières et c'est là qu'il a fallu discuter en dernier ressort des décisions des Commissions.

Permettez-moi de rappeler certains faits marquants.

J'ai été impressionné par le débat général qui s'est tenu la deuxième semaine du Congrès. Nous avons parlé des problèmes de la poste qui se posent dans le monde entier. Tous les orateurs ont évoqué les questions qui nous préoccupent: la question du statut public ou privé des services postaux, la question de

l'étendue du monopole postal, la question de la qualité des services et de l'introduction de nouveaux services, la question du financement de ces services et, enfin, la question de l'organisation et d'une gestion aussi efficace que possible des Administrations postales.

Je suis extrêmement heureux de constater que les résultats de ces débats ont pu être résumés dans la "Déclaration de Hamburg". Cette Déclaration de Hamburg nous occupera encore pendant longtemps, car elle constitue un ensemble de directives pour les activités futures des organes de l'Union postale universelle. Le Congrès a examiné d'une façon approfondie et critique les activités des organes permanents pendant la période écoulée, c'est-à-dire les activités du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international. De nouvelles tâches ont été fixées pour le prochain mandat. Il s'agira d'harmoniser le développement des services dans les Administrations des pays industrialisés avec celui des Administrations des pays jeunes et de coordonner cette évolution dans toute la mesure possible.

Les élections dans les divers organes de l'UPU ont une grande importance: élections des membres du Conseil exécutif et du CCEP, ainsi que du nouveau Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international.

J'exprime le souhait que les personnalités et les Administrations élues sachent donner pendant les cinq prochaines années la direction la plus appropriée à l'évolution des activités de l'UPU.

Je mentionne enfin le travail des 10 Commissions. Soixante-quinze séances ont été tenues. On y a discuté d'une façon intense, approfondie et avec grande compétence. La plupart des problèmes ont trouvé des solutions satisfaisantes.

Mesdames et Messieurs,

Un Congrès auquel participent des pays du monde entier ne peut pas complètement ignorer les situations politiques existant dans les différents pays et continents. Il n'est donc pas du tout surprenant que ce XIXe Congrès postal universel de Hamburg ait été amené à traiter de diverses questions de caractère politique. Je pense cependant que, grâce à nos efforts communs, il a été possible de limiter ces discussions, de les maintenir objectives et d'éviter que les activités vraiment techniques du Congrès en aient été affectées. Je ne partage pas le point de vue de ceux qui pensent que les nombreuses discussions de caractère politique sont le symptôme de difficultés plus vastes au sein de l'Union postale universelle. Au contraire, je suis optimiste et j'estime que le sentiment de communauté internationale qu'éprouvent tous les hommes et qui se manifeste depuis fort longtemps dans l'échange de communications écrites et de marchandises ne peut pas être affecté de manière profonde et durable par une évolution politique. Je pense qu'un observateur critique qui aurait suivi les travaux de notre Congrès aurait été précisément frappé par cet esprit de solidarité internationale qui anime les représentants de toutes les Administrations, esprit qui a caractérisé ce Congrès.

Pendant six semaines, nous avons travaillé intensément à Hamburg. Au début, cela semblait long, mais, par la suite, le temps a passé très vite et ce fut une période fort agréable et fructueuse. Permettez-moi de faire une remarque personnelle. Au début de 1983, quand j'ai commencé à participer aux travaux préparatoires de la Deutsche Bundespost pour le Congrès, j'ai constaté avec une certaine appréhension que la tâche était gigantesque. Des difficultés, suivies d'autres difficultés. Et la date de ce Congrès approchait inexorablement. Evidemment, au cours du Congrès, il y a aussi eu un certain nombre de problèmes. Mais je crois pouvoir dire avec vous que tous ces problèmes ont pu être résolus à la satisfaction générale.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de ces six semaines, en ma qualité de Président du Congrès, tâche que vous m'avez confiée et qui m'honore profondément, je me suis efforcé d'être aussi équitable et objectif que possible. Vous avez certainement constaté que j'ai suivi les débats avec énormément d'intérêt. J'ai été véritablement engagé dans le déroulement de ce Congrès et je ne me suis jamais senti à l'écart. Vous avez compris que la tâche de Président du Congrès n'est pas toujours aisée et vous m'avez considérablement facilité le travail.

Je constate avec grande joie — et je suis tout à fait d'accord avec M. le Ministre Schwarz-Schilling — que d'anciennes relations ont été renforcées à Hamburg et que de nouvelles ont été créées. Ces occasions se sont présentées pendant les séances, en dehors des séances et surtout au cours de ces merveilleuses excursions du week-end. Je suis persuadé que de nouvelles amitiés réelles et durables se sont nouées ici à Hamburg. Vous avez eu la possibilité de faire connaissance avec notre pays et avec nos concitoyens. Je suis certain que vous garderez longtemps les impressions que vous avez ainsi recueillies.

Avant de terminer, j'aimerais exprimer ma gratitude. Tout d'abord remercier mes collaborateurs de la Bundespost pour l'énorme travail accompli pour la préparation de ce Congrès et aussi pour leur aimable disponibilité à l'égard des délégués pendant tout le Congrès. Je n'oublie pas les personnes étrangères à la

Bundespost qui nous ont aidés. Je pense surtout au Centre de congrès de Hamburg et en particulier à MM. Brecker et Rosenthal, qui nous ont apporté leur collaboration efficace et quotidienne. Je remercie le Secrétariat du Congrès, c'est-à-dire les membres du Bureau international et tout particulièrement mon ami personnel, le Directeur général Mohamed Sobhi. Je remercie les délégués du XIXe Congrès postal universel de Hamburg et en premier lieu le Doyen, mon cher ami Fred Pageau. Je vous remercie de votre collaboration, de votre gentillesse et de votre compréhension. Je vous souhaite, Mesdames et Messieurs, un excellent voyage de retour dans vos foyers. Je vous souhaite de reprendre avec succès vos activités pour le bien-être des hommes. Je souhaite à mes collaborateurs de la Deutsche Bundespost et à vous tous de garder un bon souvenir, et pendant longtemps, du XIXe Congrès et de votre séjour en République fédérale d'Allemagne. Au revoir.

(Applaudissements.)

L'ARGENTINE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Au moment où nos travaux touchent à leur fin, nous pouvons nous estimer pleinement et sincèrement satisfaits de la tâche accomplie.

Les différentes Commissions et le Congrès en séances plénières ont examiné et étudié quelque 900 propositions. Au cours d'un travail constant et dévoué fourni avec enthousiasme et espérance en raison du caractère universel et élevé des buts poursuivis.

A l'heure du bilan, nous pensons que l'un des mérites majeurs de ce Congrès aura été la prise de conscience aiguë des grandes difficultés que traverse actuellement le service postal, confronté à une concurrence agressive difficile à surmonter. Le thème n'est pas nouveau, mais il a pris une importance grandissante au cours des dernières années.

A ce propos, et à simple titre d'exemple, nous pourrions mentionner la résolution C 56, par laquelle le Conseil exécutif est chargé d'une étude qui nous paraît d'importance fondamentale. Dans ce mandat, le Congrès fait ressortir clairement la nécessité de faciliter la souplesse d'application des règlements et d'en accélérer les modifications en fonction des nécessités fluctuantes du marché postal. Fait plus important encore, il suggère que le Conseil exécutif ne soit plus tenu de faire systématiquement appel au Congrès pour instaurer lesdites modifications.

Nous considérons qu'il s'agit là du point de départ d'une nouvelle conception de la réglementation des services postaux qui permettra désormais de répondre opportunément à une demande de services toujours plus exigeante.

D'autres études imparties au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales révèlent à certains égards de nouveaux critères en matière de service postal qui, selon le cas, pourraient conduire à remplacer certains schémas traditionnels par d'autres schémas mieux adaptés à notre époque, notamment le système tarifaire "priorité/non-priorité", qui tient compte, en premier lieu, de la qualité des services rendus.

Il va de soi que cette question devra faire l'objet d'une étude approfondie par le Conseil exécutif et qu'il nous est totalement impossible d'en prévoir les résultats, mais il est indéniable que le seul fait d'aborder ce thème met en lumière un climat de changement qui, à notre avis, se révèle très positif, voire indispensable si nous souhaitons réellement que le service postal tienne dans le futur le rôle prépondérant qu'il a toujours eu au service de la communauté.

Autre fait saillant, l'UPU, par l'intermédiaire du CCEP, a inscrit au programme de ses travaux une série de réunions pour traiter les problèmes liés au courrier international accéléré, réalité importante en pleine expansion. De sorte que ce thème, livré jusqu'à présent à l'initiative des seuls pays intéressés, s'intègre dans l'activité des organes de l'Union, ce qui permettra à l'avenir un meilleur développement de ce service.

Il est clair que le Congrès a pris de nombreuses autres décisions importantes mais, en l'occurrence, nous n'avons voulu en relever que certaines qui nous paraissent revêtir une importance particulière. Les bons résultats obtenus sont sans aucun doute le fruit de la compétence et de l'aptitude de M. le Président, ainsi que des Présidents des Commissions, du Bureau international, de l'ensemble des délégués; ils sont aussi le fruit de la compétence non moindre de tous ceux qui ont apporté leur contribution à l'accomplissement des diverses tâches, chacun à son poste et dans sa fonction, concourant à former un ensemble harmonieux et efficace, comme on peut l'attendre d'une équipe homogène et animée d'un bon esprit.

Nous soulignerons en outre la compétence et l'efficacité dans l'organisation ainsi que l'accueil que nous ont réservés, avec générosité et grandeur, le Gouvernement et l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne ainsi que son peuple, avec lequel nous avons eu la chance de nous rapprocher et de fraterniser. Cela sans oublier l'ensemble des délégués des autres pays frères du monde qui nous ont donné l'occasion inestimable de nous connaître et d'avoir des échanges de vues, en tant qu'hommes dignes du respect et de la considération attendue de tout être humain, sans distinction d'aucun ordre, chaque individu

originaires d'une certaine latitude du globe ayant eu la possibilité de voir, en l'homme provenant d'une latitude différente, son égal à protéger et à respecter comme on le ferait pour soi-même.

C'est l'occasion favorable d'accueillir avec joie l'élection de M. Botto de Barros au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU. A cet égard, et sans aucunement méconnaître les mérites des autres candidats à ce poste, nous pensons que cette décision du Congrès est particulièrement significative et nous sommes certains que M. Botto de Barros répondra amplement à la confiance qui lui a été témoignée par une si forte majorité.

Dans cette séance de clôture du Congrès de l'Union postale universelle, il me semble opportun de rappeler le Préambule de la Constitution de l'Union, lequel, pour la grande famille postale, doit servir de base à l'interprétation de notre Acte constitutionnel, fondement solide sur lequel repose ce grand édifice universel qu'est l'UPU, à savoir l'édifice qui préside à l'union et à la paix entre les peuples du monde.

C'est précisément dans ce Préambule que sont clairement énoncés l'esprit et la finalité de notre Constitution, qui consistent à "développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique".

Cela veut dire qu'un fonctionnement efficace des services postaux dans chaque pays ne suffit pas, mais que nous devons tous coopérer pour développer les communications entre les peuples, cette coopération devant être à la fois étendue et si possible généreuse.

Toutefois, même si l'on parvenait à un fonctionnement efficace des services postaux entre tous les peuples du monde, il semblerait que les buts élevés indiqués dans notre Préambule ne seraient pas totalement atteints.

Il serait de plus nécessaire de mettre résolument ce vaste réseau de communications mondiales au service de la collaboration fraternelle universelle dans les domaines culturel, social et économique, de sorte que cette communication harmonieuse s'oppose à ce que l'homme soit un loup pour l'homme, mais soit par contre son compagnon de lutte permanente pour la liberté, la justice sociale, le respect des droits de l'individu et la paix entre les peuples.

Messieurs, je terminerai en faisant appel à votre compréhension si mes propos ont parfois dépassé le domaine strictement technique, mais, en tant que fonctionnaire du nouveau Gouvernement démocratique de mon pays, je considère qu'il existe un lien intime entre les services à caractère hautement social qui nous incombent et la paix, la compréhension et la solidarité entre les peuples.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

La CHINE (RÉP. POP.) (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS):

Monsieur le Président d'honneur,

Monsieur le Président,

Monsieur le Doyen,

Mesdames, Messieurs,

Le XIXe Congrès de l'Union postale universelle va se clore avec succès. Grâce aux efforts conjugués des représentants des pays participants et à l'esprit de concertation qui a régné tout au long de ses travaux, notre Congrès, dont M. Florian a assumé la présidence, a abouti à des résultats remarquables.

Qu'il me soit donc permis de féliciter le Congrès au nom de la délégation postale de Chine. J'adresse mes remerciements à M. le Président d'honneur, à M. le Ministre fédéral Schwarz-Schilling, à M. le Président, à M. le Doyen, à MM. les Vice-Présidents, à M. le Secrétaire général et à M. le Secrétaire général adjoint du Congrès, à MM. les Présidents et Vice-Présidents des Commissions pour la contribution importante qu'ils ont apportée à la réussite de notre aréopage; je remercie les représentants des pays qui, par leurs efforts, ont assuré le bon déroulement du Congrès; je remercie sincèrement tous les membres du personnel du Secrétariat du Congrès ainsi que les interprètes et les traducteurs pour leur travail ardu et de longue haleine. Nous avons tous constaté l'excellente qualité du travail d'organisation du Congrès et son efficacité.

Ma délégation est convaincue que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales qui viennent d'être constitués ainsi que le Bureau international se distingueront par de nouvelles réalisations dans l'accomplissement des tâches définies par ce Congrès, dans l'amélioration des services postaux et la promotion du développement des communications postales dans les divers pays, de même que dans le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les pays.

Monsieur le Président,

Ma délégation a eu un séjour agréable de six semaines en République fédérale d'Allemagne, votre beau pays prospère et florissant, notamment dans la cité magnifique de Hamburg, qui est l'un des plus grands ports du monde, et elle a visité la célèbre ville de Munich. Par son génie, son labeur, son hospitalité, la population de la République fédérale aura laissé une profonde impression sur tous les membres de ma délégation. Je profite de cette occasion pour exprimer mes remerciements sincères au Gouvernement du pays hôte — la République fédérale d'Allemagne — et en particulier à son Administration postale, qui ont tout prévu pour assurer le succès du Congrès et réservé à ma délégation un accueil plein d'attention et de cordialité.

Pour terminer, Mesdames et Messieurs, je souhaite bon voyage à tous les représentants qui retourneront dans leurs pays respectifs et à tous je dis: au revoir!

(Applaudissements.)

L'ÉTHIOPIE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS):

Monsieur le Ministre, Président d'honneur du Congrès,

Monsieur le Président du Congrès,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Après plusieurs semaines de travaux, voici le jour et voici l'heure. Voici l'instant où tous les congressistes éprouvent le vif regret de devoir quitter leurs amis, anciens et nouveaux, aux côtés desquels ils ont vécu des moments intenses durant les six semaines de notre rencontre.

Au moment où le XIX^e Congrès postal universel va clore ses travaux, il m'est particulièrement agréable, au nom de toutes les délégations du continent africain, de réitérer nos vives félicitations à l'Administration de la République fédérale d'Allemagne.

Monsieur le Président,

Votre pays peut être fier d'avoir été le lieu privilégié de la rencontre au sommet des responsables postaux du monde et d'avoir su s'acquitter à la perfection de la lourde responsabilité d'accueillir un Congrès postal universel. Nous voulons vous renouveler notre gratitude pour la parfaite organisation du Congrès et pour le généreux accueil que vous nous avez réservé durant notre séjour dans votre beau pays.

Mesdames et Messieurs,

L'importance des décisions prises dans le respect absolu de la loi de la majorité, sans passion et dans une atmosphère de totale franchise, témoigne de la prise de conscience de toutes les délégations de la dimension de l'enjeu.

Parmi les décisions importantes, on peut citer la "Déclaration de Hamburg", véritable document de référence qui vise à fournir aux services postaux du monde le moyen de relever les défis de toute nature. Les engagements solennels pris par l'adoption de ce document permettent d'augurer un avenir sans nuages, malgré les assauts que la poste subit de toutes parts. C'est en effet en poursuivant inlassablement les recherches pour une adaptation des postes à l'évolution des techniques que notre secteur d'activité conservera sa place dans le marché des communications.

Il est une autre décision prise par le Congrès qui revêt une importance capitale pour les peuples épris de justice: l'expulsion de l'Union postale universelle de la soi-disant République sud-africaine, que la Communauté postale internationale continuera à maintenir hors de son sein tant qu'elle pratiquera sa politique honteuse d'apartheid.

Une autre décision d'importance porte sur le programme d'action adopté par le Congrès en matière de coopération technique postale. Certains éléments de ce programme, tels que la présence accrue de l'Union postale universelle sur le terrain, la coopération avec les Unions restreintes et la promotion des activités d'information marquent, à nos yeux, une volonté de dynamisation des activités de coopération technique. C'est le lieu de redire combien l'Éthiopie s'est sentie honorée de se voir confier une vice-présidence du Congrès; elle se félicite maintenant de pouvoir contribuer activement à la mise en oeuvre de la politique élaborée par le XIX^e Congrès, en sa qualité de membre du Conseil exécutif. Nous tenons à remercier tous les pays qui ont favorisé notre élection à ce Conseil et à les assurer de notre ferme volonté de remplir au maximum de nos capacités les fonctions de Président de la Commission de la coopération technique au sein du même Conseil.

Mesdames et Messieurs,

Si le XIXe Congrès postal universel a été un succès, le mérite en revient en tout premier lieu à vous-même, Monsieur Florian, qui avez été pour nous tous le Président le plus patient, le plus attentif, le plus compétent et le plus souriant.

Le succès du Congrès est également dû à M. Sobhi, Secrétaire général, et à M. Cicéron, Secrétaire général adjoint, pour le travail efficace qu'ils ont accompli. Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour remercier très sincèrement M. Sobhi pour les multiples et importantes réalisations effectuées sous son mandat à la tête du Bureau international durant les dix dernières années. Pour nous tous, votre nom restera lié à la formidable prise en compte par le Bureau international des problèmes concrets de développement des services postaux du monde en général et des pays défavorisés en particulier.

Nous voudrions adresser nos vifs et dévoués remerciements au Doyen, dont l'esprit d'à-propos n'a d'égal que sa culture universelle. Durant tout le Congrès, vous avez su, Monsieur Pageau, capter notre attention avec brio aussi bien dans vos fonctions protocolaires que dans vos improvisations de chef d'orchestre à Munich. Nous souhaitons que la fin de votre brillante carrière soit le début d'une paisible retraite pleine de santé et de joie.

Permettez-nous de renouveler nos sincères félicitations à MM. Botto de Barros et Cicéron pour leur brillante élection en qualité de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international. Nos vœux de réussite les accompagnent.

Nous voulons également remercier tous ceux qui, de près comme de loin, ont contribué au succès du Congrès, et je ne voudrais pas oublier les interprètes et les hôtes.

Au nom de toutes les délégations du continent africain que nous avons représenté à la vice-présidence du Congrès, au nom du Gouvernement éthiopien, au nom de la délégation de ce pays au Congrès, nous adressons à tous les congressistes un salut très amical.

Nous leur souhaitons un bon retour dans leurs pays.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements.)

L'URSS (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS):

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues,

Le Congrès de Hambourg arrive au terme de ses travaux. Notre délégation n'éprouve aucun doute à ce sujet: ce Congrès prendra une digne place dans l'histoire de l'UPU. Son travail constituera une stimulation importante pour le progrès et la coopération internationale dans le domaine des postes. Les discussions se sont déroulées de façon constructive. Basées sur un échange de vues sur les diverses questions, elles nous ont permis de mieux nous comprendre les uns les autres et d'arriver à des décisions qui sont dans l'intérêt de notre communauté postale. Ce qui est aussi particulièrement remarquable, c'est que l'UPU, organisation universelle, n'est pas restée, lors de son Congrès, indifférente aux problèmes qui préoccupent les peuples du monde entier: la lutte contre le racisme, l'apartheid, la paix, la sécurité pour tous les peuples. On ne saurait artificiellement écarter ces problèmes et nous avons pu le constater au cours de ce Congrès. Il est impossible de vivre dans un vide politique; on ne peut qu'ouvrir ou fermer les yeux. A notre avis, le Congrès s'est déroulé, dans l'ensemble, dans un esprit de compréhension, bien que certaines délégations aient essayé de troubler notre travail constructif en y apportant des éléments de confrontation. De lourdes tâches attendent les organes nouvellement élus de l'UPU, le CE et le CCEP. Espérons que, pendant la période qui nous sépare du prochain Congrès, ils sauront les mener à bien en assurant le développement des relations postales dans le monde et, avant tout, je tiens à le souligner, dans les pays en voie de développement.

Je voudrais remercier très chaleureusement le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, les responsables du Ministère des postes et télécommunications et vous, Monsieur le Président Florian, qui avez participé à notre travail avec tant de zèle et de conscience. Vous n'avez ménagé aucun effort pour nous aider, pour diriger de la façon la plus sage ce Congrès. Je tiens à remercier très sincèrement l'ensemble du Secrétariat allemand du Congrès, qui a réalisé un travail gigantesque. Il a fait preuve d'un sens exceptionnel de zèle et d'hospitalité. Nous en avons eu de nombreuses preuves ici à Hambourg tout au long du Congrès et sur l'ensemble du territoire de la République fédérale d'Allemagne.

Nous souhaitons plein succès à MM. Botto de Barros et Cicéron. Nos meilleurs vœux vont à M. Sobhi, nos félicitations à MM. Koller et Balma ainsi qu'à tous les nouveaux membres du CE et du CCEP. Enfin, comme mes collègues, moi aussi je voudrais vous dire: "Au revoir, bon voyage, et que le bateau de l'UPU continue à naviguer dans la paix!"

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL:

Monsieur le Ministre Schwarz-Schilling, Président d'honneur,

Monsieur Florian, Président et ami,

Monsieur Pageau, Doyen et frère,

Messieurs les Vice-Présidents,

Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs du XIXe Congrès postal universel,

J'aimerais tout d'abord remercier chaleureusement M. le Ministre et M. le Président, ainsi que les orateurs qui m'ont précédé, des paroles aimables et flatteuses qu'ils ont eues à mon intention et à celle de mes collaborateurs. Les compliments qu'ils m'ont adressés me touchent profondément.

Le 18 juin dernier — lorsque S.E. Karl Carstens, Président de la République fédérale d'Allemagne, ouvrit solennellement le XIXe Congrès de l'Union postale universelle en présence de M. Christian Schwarz-Schilling, Ministre fédéral des postes et télécommunications — nous pensions tous que les six semaines que nous allions passer ici seraient une période extrêmement chargée et qu'un travail intense nous attendait. Vous l'admettez sans doute avec moi, ces prévisions étaient tout à fait justifiées.

D'ailleurs, notre impression générale n'est-elle pas que le temps a passé extrêmement vite? A aucun moment nous n'avons eu le sentiment de nous ennuyer. Comme le dit une pensée russe, "le temps est derrière nous, le temps est devant nous, mais *il n'est jamais avec nous*".

Je me plais à constater aujourd'hui que le Congrès qui s'achève a été un rendez-vous particulièrement réussi. Une réelle volonté de coopération, un sens élevé des responsabilités chez tous les représentants des Administrations postales et les observateurs ont consacré la pleine maturité de notre organisation, créée il y a cent dix ans, et ont confirmé l'importance de sa noble mission.

Les efforts soutenus déployés par tous les participants pour la réalisation des objectifs fixés, six semaines d'un labeur assidu et réfléchi, ont conduit à des décisions constructives qui vont marquer le service postal — national et international — des cinq prochaines années et au-delà, dans le sens du développement et du perfectionnement.

J'ai cité la participation active des délégations. Mais je m'en voudrais de ne pas décerner le premier prix du mérite, accompagné de mes vives félicitations, à notre Président, le Secrétaire d'Etat W. Florian, lequel, assisté par des collaborateurs dévoués et qualifiés, a présidé les séances plénières et du Bureau du Congrès avec une assurance éclairée et courtoise et avec le souci permanent de permettre à toutes les opinions de s'exprimer librement. Cet état d'esprit a créé d'emblée un climat de confiance réciproque.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

En évoquant la réussite de ce Congrès, il est évident que j'y associe avec conviction:

- les Vice-Présidents du Congrès: MM. Nieto, Liu, Gebre Wold et Manakine;
- les Présidents des Commissions: MM. Aby, Duka, Ascandoni, Landeira, Pérrier, Smith, Rajasingham, Mme Ilić, MM. Aoujil et Bruggeman;
- ainsi que les Vice-Présidents des Commissions.

La tâche de tous ces responsables, dont l'engagement a été permanent, a trouvé un écho correspondant dans la contribution active et positive des délégués.

Mon intention n'est pas de passer en revue les résultats obtenus pendant ce Congrès et d'en faire l'inventaire. Les Actes issus du présent Congrès, les documents que le Bureau international va mettre au point ces prochains mois et les conséquences pratiques des décisions prises en sont l'illustration concrète. Je ne m'attarde pas sur cet aspect. Cependant, j'aimerais saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à tous les participants pour la confiance qu'ils ont manifestée à l'égard du Secrétariat général, le soutien qu'ils nous ont accordé et l'excellent esprit de coopération qui a inspiré nos relations réciproques.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Une autre tâche qui m'est particulièrement agréable est celle de rendre un chaleureux hommage — et je me permets de le faire en votre nom — au mérite inestimable du pays hôte, la République fédérale d'Allemagne, à ses autorités fédérales et régionales, à son Administration postale, la Deutsche Bundespost, et à tous les membres du Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne.

On n'estimera jamais assez la part prépondérante que tous les représentants de ce pays ont prise pour contribuer au succès du XIXe Congrès — qu'il s'agisse des fonctionnaires du Ministère à Bonn ou des fonctionnaires de la Direction régionale de Hamburg, ainsi que des collaborateurs de la présidence, ici au Congrès, ou des services à l'extérieur des salles de conférences. Nous savions que cette assemblée de l'organe suprême ne pouvait être qu'une réussite complète de l'organisation et du déroulement des travaux, compte tenu des hautes performances de la République fédérale dans tous les domaines. A parler franchement, la réalité ici à Hamburg a encore dépassé notre attente.

Cher Monsieur Schwarz-Schilling,

Cher Monsieur Florian,

L'inépuisable générosité de l'accueil par la Deutsche Bundespost, l'amicale hospitalité prodiguée sous les formes les plus diverses, l'organisation parfaite dans tous les domaines ont permis aux participants de travailler dans les meilleures conditions. Par-delà les divers aspects des travaux du Congrès, nous avons bénéficié d'attentions quotidiennes pour lesquelles nous vous exprimons notre plus vive gratitude. Nous avons aussi apprécié le privilège de goûter aux beautés des sites, qu'il s'agisse de la ville de Hamburg, qui fut pour beaucoup d'entre nous une révélation, ou des belles villes de Kiel, Lübeck, Brême, Goslar et d'autres, comme aussi de cette merveilleuse Bavière et sa capitale Munich, où nous venons de passer quelques journées inoubliables.

Partout, nous avons été touchés par la chaleur de l'accueil et par l'hospitalité sous diverses formes. Nous avons découvert — et cela fut pour nous un sujet de réflexion — une population courtoise et souriante, d'une efficacité organisée dans son travail quotidien, une population et des autorités intéressées aux questions de la poste et à l'évolution de nos travaux. Cet intérêt est le fruit d'une préparation soignée de la part du pays organisateur. L'information a bien passé, avant et pendant le Congrès. Nous y avons vu l'intervention quotidienne et consciencieuse du service de presse de la Bundespost et nous garderons en souvenir les bulletins de presse distribués régulièrement. Je fais une parenthèse pour souligner l'importance d'une information si efficace, qui contribue à faire connaître la poste, les buts et réalisations de l'Union postale universelle dans le sens des décisions prises par les derniers Congrès dans le domaine de l'information publique.

Monsieur le Président d'honneur,

Monsieur le Président,

En ma qualité de Secrétaire général mais aussi de Directeur général du Bureau international, permettez-moi, en mon nom et au nom de tous mes collaborateurs, de renouveler nos plus sincères félicitations et notre gratitude à vous-même et à tout le personnel de votre Secrétariat et de vous prier de bien vouloir transmettre ces sentiments au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Par la même occasion, nous exprimons nos vœux les meilleurs pour le succès des activités de la Deutsche Bundespost et pour la prospérité des citoyens de votre pays.

Mesdames et Messieurs,

Comment parler du Congrès de Hamburg sans mentionner l'une des personnalités les plus attachantes? Je veux parler — vous vous en doutez — de notre cher Doyen, M. Fred Pageau, dont la disponibilité permanente, l'amabilité proverbiale, son sens affiné des relations humaines en ont fait la vedette la plus populaire du Congrès, et pas seulement auprès des dames. A la séance d'ouverture, M. Pageau, citant l'écrivain anglais Kipling, a rappelé qu'il n'y a pas de plaisir comparable à celui de rencontrer un vieil ami, excepté celui d'en rencontrer un nouveau. Comme notre Doyen, pendant toute sa vie, n'a cessé de se faire de nouveaux amis, j'imagine la difficulté du statisticien qui aurait pour tâche de les dénombrer. Merci de tout coeur, Monsieur Pageau.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je prends la liberté d'abuser encore un peu de votre patience pour vous faire part de mes sentiments personnels à quelques mois de mon départ du Bureau international, à la fin d'une tranche de vie qui fut pour moi pleine d'expériences enrichissantes.

Je considère comme un privilège que ces fonctions m'aient donné la possibilité d'avoir des contacts avec des collègues de la poste dans toutes les parties du monde et de bénéficier ainsi de l'amitié inestimable de la grande famille des postiers. Ces contacts personnels que j'ai eus à l'occasion des réunions des organes de l'UPU et des Unions restreintes, ou lors de mes visites dans de nombreux pays, m'ont permis d'avoir d'utiles échanges de vues sur les activités de l'UPU en général et sur les problèmes spécifiques des pays en particulier.

Il me serait agréable de citer tous ces pays et toutes les amitiés nouées. Ce serait prendre beaucoup de temps et prolonger la séance à l'infini.

C'est avec une immense satisfaction que j'ai accompli mon mandat de dix années au service de l'Union, comme Directeur général du Bureau international et Secrétaire général des organes de l'UPU. Ce n'est pas le moment d'illustrer par des exemples l'évolution de la situation au Bureau international pendant ces dix années. Je ne ferais que répéter ce que j'ai déjà exposé dans mes rapports personnels présentés aux Congrès de Rio de Janeiro et de Hamburg et dans mon récent discours d'ouverture du présent Congrès.

J'ai la conviction d'avoir fait tout mon possible pour exercer mes fonctions au plus près de ma conscience, avec la volonté de servir les intérêts de tous les pays. J'espère avoir répondu dans la mesure de mes moyens aux espoirs que les Congrès de Lausanne et de Rio de Janeiro avaient placés dans ma personne. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître que les résultats obtenus l'ont été en parfaite coordination avec les organes permanents, le CE et le CCEP, avec leurs Présidents, MM. Redli, Botto de Barros, Struyf, Marien et Kingsbury, et aussi, bien sûr, grâce à l'appui et au soutien des Administrations postales.

Mais il est une autre famille, plus petite, c'est celle du Bureau international de l'UPU à Berne, où j'ai eu le bonheur de travailler dans l'ambiance d'une équipe solidaire et dévouée. Là aussi, la défense des intérêts de toutes les Administrations a été sans cesse la première de nos préoccupations. Je pourrais citer les noms de nombreux collègues de ce Bureau, dont la collaboration et le soutien m'ont été extrêmement précieux et qui connaissent maintenant les bienfaits d'une retraite bien méritée. Je pense par exemple à MM. Scott et Akbar, anciens Vice-Directeur général et Sous-Directeur général, dont l'expérience et le dévouement ont beaucoup contribué à la réussite de nos tâches.

Puisque l'occasion m'est offerte, je tiens à mentionner la collaboration étroite et permanente qui a existé entre la Direction du Bureau et les autorités du pays siège, la Suisse. Je remercie ici les représentants de l'Administration postale suisse de leur précieuse contribution et de toutes les facilités accordées à l'Union et à ses organes par la Confédération suisse.

Il me reste à exprimer à mon successeur, ce cher M. Botto de Barros, mes sentiments les plus sincères de pleine réussite. Ayant présidé le Conseil exécutif à Berne pendant cinq années, il connaît l'"air de la maison". Je suis convaincu que sa grande expérience et ses qualités personnelles bien connues — qui ont fait leurs preuves au Congrès de Rio de Janeiro et aux sessions du Conseil exécutif — de même que la confiance accordée par le présent Congrès sont pour lui de sérieuses garanties de succès. De plus, il peut compter sur la collaboration sans réserve des autres membres de la Direction actuelle — en tout premier lieu celle du Vice-Directeur général élu, M. Cicéron, dont j'ai plusieurs fois souligné les mérites. M. Cicéron a été pendant dix ans mon fidèle et dévoué collaborateur et je me suis toujours félicité de pouvoir compter sur sa grande expérience et ses conseils avisés. Aux mérites de M. Cicéron, j'associe ceux de MM. Baghdadi et Gharbi et de tout le personnel du Bureau international.

Je ne voudrais pas conclure sans souligner, moi aussi, la collaboration très qualifiée des interprètes, que je remercie.

Comme je l'ai dit il y a un instant, j'ai peut-être un peu abusé de votre patience. Conscient que je m'exprimais pour une ultime fois dans mon rôle qui va bientôt prendre fin, je savais que je pouvais compter sur votre compréhension amicale. Je vous en suis très reconnaissant.

A vous tous, je dis merci et j'exprime mes vœux sincères pour l'avenir. Optimiste par nature, je ne dis pas "adieu", mais "au revoir".

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT:

Monsieur le Directeur général, mon très cher ami, Monsieur Mohamed Sobhi,

Vous pouvez être certain que les paroles que vous venez de prononcer ont particulièrement ému les délégués du Congrès, parce que vous les avez prononcées non seulement dans la perspective d'un fonctionnaire de ce Congrès, mais également eu égard à votre activité de dix années à la tête du Bureau international, Bureau qui, sous votre égide, a eu tant de succès à son actif. Vous prenez une retraite bien méritée dans votre pays,

c'est-à-dire l'Égypte. Dans ce contexte, j'en reviens à ce fameux Heinrich von Stephan, dont on parle tant. Ce dernier, en 1869, avait été invité par le khédivé d'Égypte à assister à l'inauguration du canal de Suez. Il a eu l'occasion d'entreprendre un voyage de plusieurs semaines à travers l'Égypte et il a remonté le Nil fort loin. Connaissant un peu l'arabe et ayant, à cette occasion, observé de très près votre pays natal, il a écrit un ouvrage de 500 pages sur l'Égypte, ouvrage qui a été édité en 1872 chez un éditeur allemand. Cher Monsieur Sobhi, j'ai un exemplaire de ce livre vieux de cent douze ans, et je voudrais vous en faire cadeau.

(Applaudissements.)

Le DOYEN:

Monsieur le Ministre des postes et télécommunications Schwarz-Schilling, Président d'honneur du XIXe Congrès postal universel,

Monsieur le Président Winfried Florian,

Monsieur le Secrétaire général Mohamed Ibrahim Sobhi,

Mesdames, Messieurs,

"Fugit irreparabile tempus" (le temps fuit inexorablement), disait Horace. Avec le temps, tout ce qui a commencé a une fin et, dans quelques moments, les paupières du temps se fermeront sur le Congrès de Hamburg. Il appartiendra à l'histoire comme un témoignage vivant de la vitalité de notre Union et de son engagement plus que centenaire de poursuivre sa mission humanitaire visant à rapprocher tous les peuples et tous les individus, où qu'ils se trouvent dans l'univers et quels que soient les aléas du cheminement de l'homme dans son évolution "vers l'inconnu de son destin".

Lorsque le Congrès de Hamburg ne sera plus qu'une corbeille de souvenirs que nous apporterons précieusement, chacun chez soi, nous nous remémorerons alors tout ce que ces assises auront représenté pour chacun de nous en particulier et pour notre institution universelle.

Sur le plan personnel, nous nous rappellerons la chaleur avec laquelle nous avons été accueillis. Ce sont des bras grands ouverts et des visages charmants et souriants qui nous attendaient comme on accueille de bons amis.

Par la suite, lorsque nous avons pu visiter le Centre de congrès et les facilités qui avaient été mises à notre disposition, nous avons été remplis d'admiration. Nous nous sommes rendus compte alors des efforts considérables que nos collègues de la Deutsche Bundespost avaient déployés depuis la fin du Congrès de Rio de Janeiro en vue d'aménager ce Centre de façon à pourvoir à nos besoins et à notre confort dans des conditions et dans une ambiance des plus favorables.

Nous emporterons un souvenir inoubliable du vaste programme d'excursions et de manifestations qui avait été prévu pour les délégués et ceux et celles qui les accompagnaient. Cela nous a permis d'admirer les merveilles de la Ville libre et hanséatique de Hamburg et les sites historiques et les paysages remarquablement pittoresques de cette République fédérale d'Allemagne, si verte, si fleurie, si propre et si hospitalière.

Je m'adresse maintenant à notre affable et distingué Président d'honneur, le Dr Christian Schwarz-Schilling, pour le prier de transmettre à son Gouvernement nos sentiments de reconnaissance pour tout ce qu'il a fait pour nous en nous accueillant d'une façon aussi princière. Nous y joignons nos sincères félicitations pour l'esprit de finesse et d'imagination, le professionnalisme et la minutie dont était empreinte l'organisation impeccable du XIXe Congrès. Monsieur Schwarz-Schilling, en souvenir de l'intérêt que vous avez apporté à nos travaux et de l'honneur que vous nous avez fait en acceptant d'assumer la présidence d'honneur du Congrès de Hamburg, je serais heureux de vous remettre, dans un moment, une reproduction en bronze du monument de l'Union postale universelle, sis dans un beau parc de Berne, lequel est le symbole de l'unité entre les peuples de tous les continents.

Je m'adresse à vous maintenant, Docteur Winfried Florian, notre distingué Président, pour vous féliciter de la façon brillante avec laquelle vous vous êtes acquitté de cette lourde tâche que représente celle d'avoir assumé la présidence du Congrès. Nous avons pu admirer votre maîtrise et votre esprit d'équité, dont chacun de nous a reçu des preuves.

Bien sûr, nous n'avons pas toujours fait de notre mieux pour faciliter votre tâche. Mais vous saviez bien qu'aucun progrès n'a jamais été réalisé dans les sciences, la religion et la politique sans controverse. Grâce à vos qualités d'intelligence, de sûreté de jugement, d'impartialité et de tolérance, vous avez su créer la concorde et l'harmonie. Bref, en bon psychologue, vous avez su créer un climat propice à un travail efficace. Et de cela, nous tenons à vous remercier. Vous avez toute notre admiration pour cet éminent service que

vous avez rendu à notre Union. Nous prions Dieu de vous accorder, ainsi qu'aux vôtres, paix, santé et bonheur. Nous saisissons l'occasion qui nous est donnée pour présenter nos respectueux hommages à votre charmante épouse, qui est actuellement parmi nous.

Dans quelques instants, j'aurai le plaisir de vous remettre également une reproduction du monument de l'Union, qui se veut un signe tangible de notre gratitude et de notre amitié pour l'énergie et le dévouement que vous avez manifestés dans votre détermination de mener ce XIXe Congrès à bon port, celui de Hamburg.

Ces sentiments de gratitude et d'admiration, nous les adressons aussi à tous vos collaborateurs du Secrétariat allemand, qui ont été la cheville ouvrière de l'organisation de ce Congrès. Ils ont le droit d'être fiers à plus d'un titre de leur contribution à son succès.

Ils ont fait preuve d'un grand savoir-faire. Puissent-ils savourer le fruit de leur dur labeur en prenant conscience du fait que nous avons été émerveillés par l'ingéniosité et le sens inné de l'organisation dont nous avons été témoins depuis notre arrivée à Hamburg.

Monsieur le Président, si votre pays et bien d'autres ont, à maintes reprises, conféré les plus grands honneurs à Heinrich von Stephan, la façon magistrale avec laquelle le Congrès de Hamburg a été organisé et s'est déroulé compte certes parmi les plus vibrants hommages qu'on ait pu rendre à sa mémoire. Ce Congrès fut vraiment à la mesure du génie créateur de von Stephan.

Je me tourne maintenant vers M. Mohamed Sobhi, notre Secrétaire général, pour le féliciter de la façon impeccable avec laquelle la documentation pertinente à nos délibérations avait été préparée à Berne et l'a été par la suite à Hamburg. Tout au long de nos travaux, Monsieur Sobhi, vous êtes intervenu pour nous éclairer et nous prodiguer vos avis et vos sages conseils. Une fois de plus, nous avons été témoin de votre longue expérience, de vos hautes compétences et de vos qualités d'administrateur émérite.

Et puisque, pour plusieurs d'entre nous, c'est la dernière fois que nous avons le plaisir de vous voir, laissez-moi vous féliciter pour la nouvelle impulsion que vous avez su donner durant votre directorat à la coopération technique sous toutes ses formes et pour la persévérance et la persistance que vous avez démontrées en vue de nous convaincre de l'urgence de nous doter d'instruments modernes pour relever les nombreux défis auxquels la poste, aujourd'hui, se voit confrontée. Monsieur Sobhi, vous avez fait oeuvre stable et durable et vous avez donné à tous l'exemple des plus belles qualités dont un homme puisse, à juste titre, s'enorgueillir, c'est-à-dire l'énergie et le travail. Quand vous nous quitterez, le 31 décembre de cette année, je peux vous affirmer que vous serez présent dans nos esprits et dans nos coeurs. Nous vous considérerons toujours comme l'un de nos meilleurs amis et comme l'un des piliers de l'UPU. J'aurai le privilège de vous remettre une reproduction du monument de l'UPU en votre qualité de Directeur général sortant du Bureau international.

Encore une fois, Monsieur Sobhi, nous vous sommes reconnaissants, ainsi qu'à M. Cicéron et à tous vos collaborateurs du Bureau international, pour l'excellente façon avec laquelle le Secrétariat du Congrès s'est acquitté de ses fonctions.

Comme tous ceux qui ont aidé à porter le fardeau de nos travaux doivent en partager les mérites, nous tenons à remercier et à féliciter les Présidents des Commissions pour le grand dévouement dont ils ont fait preuve. Ils méritent tous beaucoup de nous. Nous exprimons également toute notre gratitude à Mme Meister et aux membres de son équipe d'interprètes pour leur excellente collaboration.

Enfin, nous adressons nos plus vives félicitations et nos meilleurs voeux à MM. Adwaldo Cardoso Botto de Barros et Félix Cicéron pour leur élection aux hautes fonctions de Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international. La tâche qui les attend à la suite de la Déclaration de Hamburg est de taille. En effet, la mise en oeuvre d'un plan de modernisation de la poste et de l'intégration de son réseau, impliquant des transformations aussi profondes que celles qui ont été abordées au cours de ce Congrès, ne saurait être le seul fait de spécialistes. Elle est l'affaire de tous les postiers. La tâche principale du Bureau international au cours des prochains cinq ans sera de canaliser l'impact de ces changements dans des directions constructives. Nous souhaitons à MM. Botto de Barros et Félix Cicéron plein succès en s'engageant dans cette voie.

Mes chers amis, le moment des adieux est arrivé. Il est facile et réjouissant de se retrouver... mais combien difficile et mélancolique de se séparer quand on s'est senti si bien ensemble. Si être poète c'est se confesser, je serai bref en disant: "Merci et adieu à tous ceux qui m'ont entouré, que j'ai connus et aimés et qui m'ont aimé. Les années pourront s'enfuir, les jours succéder aux jours; toujours la flamme de votre amitié éclairera mes souvenirs. Comme le disait le poète Félix Lopez, l'amitié, c'est l'âme des âmes."

Je voudrais vous redire combien j'ai été sensible à l'honneur que vous m'avez fait de me désigner comme Doyen de ce Congrès à l'invitation de la République fédérale d'Allemagne. Je prie la Providence de vous accorder beaucoup de succès dans votre vie professionnelle et beaucoup de bonheur dans votre vie familiale. Merci de toutes les gentilleses et des marques d'amitié que vous m'avez témoignées.

Vive la République fédérale d'Allemagne!

Vive la grande famille de l'Union postale universelle!

(Applaudissements.)

Avant de remettre les répliques du monument de l'Union postale universelle, j'aimerais rappeler que c'était à l'occasion du Congrès extraordinaire qui s'est tenu à Berne en 1900 que la décision fut prise d'ériger le monument de l'Union postale universelle. Ce monument fut inauguré le 4 octobre 1909 et nous célébrerons donc cette année le 75^e anniversaire de son inauguration. J'ai le plaisir maintenant de procéder à la remise des reproductions du monument.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Nous devons remercier très chaleureusement notre Doyen. J'ai toujours eu le sentiment que notre ami Pageau était l'esprit qui animait ce Congrès et j'ai souvent bénéficié de ses excellents conseils.

La BELGIQUE:

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Il m'échoit l'honneur et le plaisir d'adresser, au nom de tous les délégués, quelques paroles de gratitude à l'égard de notre cher Doyen, M. Fred Pageau.

Je n'essayerai pas de décrire la longue carrière de notre Doyen, car il me faudrait certainement dépasser le temps de parole qui m'est imparti. Tous ceux qui ont approché M. Pageau et qui l'ont côtoyé au cours des nombreuses réunions postales internationales savent que M. Pageau est un homme de coeur, qu'il a son franc-parler et qu'il n'a jamais ménagé ses efforts pour défendre les objectifs qu'il s'est tracés.

Bien avant sa désignation, par le CE, comme Doyen de ce Congrès, M. Ferdinand Pageau a déjà exercé les mêmes fonctions au sein d'autres réunions postales, ainsi qu'au Conseil exécutif même.

S'il fallait schématiser la personnalité de notre ami Pageau, je dirais bien volontiers qu'à l'UPU "Fred" est un "monument taillé dans le roc" et dont la figure restera dans la mémoire de tous les postiers.

Au cours du présent Congrès, Fred Pageau a été un excellent porte-parole et a assumé avec compétence et délicatesse toutes les tâches liées à la haute fonction de Doyen.

Mesdames et Messieurs, alors que nous pouvions nous rendre très détendus à toutes les manifestations, M. Pageau a dû prendre la parole au nom de nous tous, et ce près de quarante fois.

Aussi est-il normal qu'au moment de la clôture nous témoignions notre gratitude en remettant à notre Doyen quelques souvenirs.

Comme l'optique allemande est mondialement connue, il est normal que M. Pageau emporte, de son séjour en République fédérale d'Allemagne, un appareil photographique de première qualité.

En second lieu, je sais que pour Fred Pageau la Suisse est devenue sa deuxième patrie, vu les nombreuses réunions tenues à Berne. D'où le choix d'un produit suisse de qualité et de précision, une pendule neuchâtelaise. Celle-ci lui sera transmise directement de Berne à Ottawa.

Et enfin, Mesdames et Messieurs, vous avez encore tous à l'esprit ce qui s'est passé à Munich, au Hofbräuhaus et au Löwenbräukeller. Notre Doyen s'y est particulièrement distingué et même dépassé. L'objet de ce troisième cadeau est une surprise que je propose de dévoiler en premier lieu.

Mon cher ami Fred, dans quelques instants, j'aurai le plaisir de te remettre ces cadeaux.

Au nom de nous tous, je te dis merci, Fred. God bless you!

(Applaudissements.)

Le DOYEN: J'aimerais m'adresser à mon ami André Bruggeman, à celui qui m'a initié au service international en 1957, au Congrès d'Ottawa, et qui a cinq ans d'expérience de plus que moi dans ce service. Je suis vraiment touché, André, des paroles que tu a prononcées en ma faveur. Ces cadeaux que vous m'avez remis et ces éloges que vous m'avez faits, je ne saurais les accepter sans protester, étant donné que je n'ai rien fait

d'extraordinaire. La récompense a été largement supérieure à l'effort. J'ai autour de moi des amis. Ceci doit compter, parce que ces amis, ces frères et ces soeurs de nos coeurs constituent un des plus grands charmes de la vie. Tout ce que je fais, je le dois à mes amis de l'Union postale universelle. Je vous remercie de tout mon coeur!

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Merci Monsieur Pageau, et merci, Monsieur Bruggeman, pour vos très aimables paroles au nom des délégués.

La FRANCE:

Monsieur le Président d'honneur,

Monsieur le Président,

La délégation française adresse ses plus vives félicitations à l'Administration des postes de la République fédérale d'Allemagne pour l'organisation en tout point remarquable du XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

L'excellence des conditions matérielles de travail faites aux délégués de tous les pays présents leur a permis d'achever dans les délais prévus la tâche qui leur était impartie, sous la conduite courtoise et avisée du Président Florian et de celle des Présidents de Commission.

La France a été très sensible à l'honneur qui lui a été fait en lui confiant la présidence de l'une de ces Commissions.

Les nombreuses excursions inscrites au programme ont donné aux délégués un large aperçu des richesses touristiques et culturelles de la République fédérale d'Allemagne. La chaleur de l'hospitalité partout reçue comme la gentillesse du personnel du Secrétariat allemand leur ont fait oublier les caprices de l'été ham-bourgeois.

Au cours des débats, les délégations allemande et française ont très souvent pris les mêmes positions et se sont apporté un appui mutuel non démenti qui a illustré la réalité et la force de l'amitié et de l'entente franco-allemandes. C'est une raison supplémentaire, pour la délégation française, de renouveler ses compliments à l'Administration des postes de la République fédérale d'Allemagne et de lui souhaiter bonne chance et plein succès pour la lourde tâche que constitue la présidence du Conseil exécutif de l'Union postale universelle, tâche pour laquelle l'Administration allemande peut compter sur l'entière collaboration de l'Administration française, à laquelle ce Congrès vient de confier des responsabilités importantes au sein du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales.

La délégation française remercie vivement les Administrations qui lui ont apporté leur appui et manifesté leur confiance. Elle s'associe aux manifestations d'affection qui ont été prodiguées à notre cher Doyen, Fred Pageau, et adresse ses compliments à M. Sobhi et au Bureau international pour la qualité du travail fourni au cours de ce Congrès et des cinq années qui l'ont précédé. Elle est persuadée que ce Bureau, sous la conduite éclairée de M. Botto de Barros et de M. Cicéron, auxquels elle renouvelle ses plus vives félicitations pour leur élection, saura apporter une contribution déterminante à la préparation du XXe Congrès et au développement de la poste dans le monde.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE ARABE:

Monsieur le Ministre, Président d'honneur du Congrès,

Monsieur le Président du Congrès,

Monsieur le Directeur général du Bureau international,

Mesdames, Messieurs,

Il m'est agréable, à la fin des travaux du Congrès, de présenter au nom des délégations arabes membres de l'Union postale arabe nos sincères félicitations au pays hôte pour la réussite de ce Congrès et la réalisation de ses objectifs. Les efforts immenses fournis par toutes les autorités responsables de la République fédérale d'Allemagne, l'excellente organisation, l'hospitalité remarquable, les belles excursions et les paysages enchanteurs ont laissé en nous d'ineffables impressions et nous saisissons cette occasion pour adresser nos vifs remerciements et notre estime au Gouvernement et au peuple ami de la République fédérale d'Allemagne pour leur généreuse hospitalité et l'excellent accueil qu'ils nous ont réservés ainsi que pour la parfaite organisation de ce Congrès.

Nous voudrions aussi féliciter vivement M. Botto de Barros, le Directeur général élu du Bureau international, et M. Cicéron, Vice-Directeur général, et leur souhaiter succès et réussite dans leurs nouvelles tâches.

Nous aimerions de même saisir cette occasion pour souligner les efforts immenses qui ont été et qui sont encore fournis par M. Mohamed Ibrahim Sobhi, Directeur général du Bureau international, dont la bonne gestion, la sagesse, la constante activité et l'efficacité optimale sont bien connues de tous et laisseront leurs empreintes sur l'édifice postal international et sur les activités du Bureau international. Nous tenons à lui présenter nos sincères félicitations et à lui exprimer notre profonde admiration.

Nos félicitations s'adressent également aux pays qui ont gagné la confiance du Congrès en obtenant les sièges du CE et du CCEP, aux Présidents du CE, le Dr Koller, et du CCEP, M. Balma, aux Vice-Présidents et aux Présidents des Commissions, ainsi qu'à notre cher ami, M. le Doyen Ferdinand Pageau, qui a su exprimer admirablement tout ce que ressentaient les congressistes.

Nous affirmons de nouveau, devant cette assemblée, la volonté du groupe arabe de poursuivre la collaboration avec tous les pays en vue de réaliser les objectifs de l'Union et de permettre à ce service humanitaire de parvenir aux niveaux que nous aspirons tous à atteindre.

Que la paix et la bénédiction de Dieu soient avec vous!

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UNION AFRICAINE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS:

Monsieur le Président d'honneur,

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

A cette phase finale du Congrès, et me joignant aux honorables délégués et aux hautes personnalités qui m'ont précédé, je voudrais, au nom du Secrétariat général de l'UAPT et en mon nom personnel, exprimer tout d'abord au Directeur général et au Vice-Directeur général élus mes vives, chaleureuses et sincères félicitations pour leur si brillante élection à la tête du Bureau international de l'UPU, notre Union.

J'associe ensuite aux sentiments ainsi exprimés tous les membres élus du CE et du CCEP, allant des Pays-membres aux Présidents et Vice-Présidents de ces organes, sans oublier les Présidents des diverses Commissions.

Je pécherais par omission, Monsieur le Président, en passant sous silence les compliments que vous méritez si bien, compliments que des voix plus autorisées que la mienne vous ont témoignés déjà tant de fois, pour la compétence avec laquelle vous avez dirigé les débats du présent Congrès. A travers vous, Monsieur le Président, je voudrais manifester le même témoignage à l'adresse de tous les membres du présidium, sans distinction aucune, pour l'aide précieuse qu'ils vous ont apportée dans l'accomplissement de votre mission. Monsieur le Directeur général et Monsieur le Vice-Directeur général élus, le choix du Congrès porté sur vous parmi tant de candidats combien méritants, comme l'ont si bien souligné d'autres intervenants déjà, traduit un événement d'importance qui vous honore en même temps qu'il honore vos pays respectifs et je suis persuadé que vous-mêmes en appréciez la valeur et la signification dans toutes leurs dimensions.

Je ne suis ni prédicateur, ni devin, et je n'ai pas la prétention de le devenir; cependant, avec votre permission, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais mentionner à l'actif de M. Cicéron, bien connu de nos Pays-membres, que son élogieux passé au Bureau international (son curriculum vitae et les archives de l'UPU en font foi) et surtout l'efficacité dont il a fait preuve depuis le départ prématuré de M. Scott sont autant de faits marquants qui augurent, sans optimisme exagéré, le succès attendu de l'exercice des hautes fonctions dans lesquelles il vient d'être confirmé.

En ce qui concerne le Directeur général, M. Botto de Barros, son passé, marqué d'éloquents réalisations, le prodigieux développement de l'Entreprise brésilienne des postes sous sa vigilante direction, ses multiples et riches expériences des pratiques des organisations internationales, les talents qui lui ont été reconnus dans la conduite des travaux du XVIII^e Congrès de l'UPU en 1979 ainsi que de ceux du CE cinq années durant et surtout sa forte et dynamique personnalité, constituent des préludes de pleine réussite dans la lourde, délicate mais noble mission qui est désormais la sienne.

Monsieur le Directeur général élu, dans votre bref message du 6 juillet dernier, quatre passages ont retenu mon attention; il s'agit notamment de ceux où vous avez fait mention:

- de dynamisme,
- de dialogue,
- de travail d'équipe et
- de collaboration de l'UPU avec les Unions restreintes.

Le dynamisme, l'une de vos nombreuses qualités, servira de support d'adaptation constante et conséquente des objectifs de l'UPU à travers temps et espace.

Le dialogue et le travail d'équipe que vous préconisez dissiperont l'incompréhension en même temps qu'ils affecteront d'un effet multiplicateur l'efficacité de vos actions.

La collaboration UPU/Unions restreintes, quant à elle, nous nous en réjouissons et nous la souhaitons étroite et renforcée, pour une meilleure coordination et l'efficacité accrue de nos actions communes et complémentaires, dans l'intérêt bien compris de nos Pays-membres.

Pour sa part, le Secrétariat général de l'UAPT (et j'espère que les collègues des autres Unions restreintes ici présents ne nous désavoueront pas), le Secrétariat général de l'UAPT, dis-je, se réjouit des résultats satisfaisants des travaux de toutes les Commissions et plus particulièrement de l'accent mis sur cette notion de collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes par le Congrès tout au long des travaux de la Commission 9, chargée des problèmes de coopération technique.

Et c'est ici le lieu de rendre un hommage bien mérité à votre prédécesseur, M. Sobhi, et, à travers lui, à tous ses collaborateurs, pour l'impulsion qu'il a su donner à cette collaboration UPU/Unions restreintes, et ceci grâce à son esprit d'ouverture, à sa politique de dialogue et à sa permanente disponibilité.

Le souhait du Secrétariat général de l'UAPT, qui se veut celui de toutes les Unions restreintes concernées, Monsieur le Directeur général, c'est la poursuite intensifiée et redynamisée de cette politique si heureusement initiée et entretenue par M. Sobhi en direction des Unions restreintes.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je saisis l'occasion pour dire à M. Sobhi un merci à la hauteur de ses qualités et pour l'ensemble des divers et nombreux acquis inscrits à l'actif de son mandat et qui figurent en bonne place dans les annales du Bureau international de l'UPU. Je lui souhaite de tout coeur une longue et paisible retraite et, à toute sa famille, santé et bonheur.

Monsieur le Président, je m'en voudrais de terminer sans souligner l'organisation irréprochable à tous égards de ce Congrès. Aussi, par ma voix, le Secrétariat général de l'UAPT s'inscrit au rang de tous ceux qui l'ont devancé pour transmettre aux autorités du pays hôte et à tous ceux qui y ont contribué, de près et de loin, ses sentiments de satisfaction et de gratitude.

C'est sur cette note, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que je termine mon intervention en formulant à l'intention de tous les élus de ce Congrès mes voeux de bonheur et de succès dans l'exercice de leurs mandats.

(Applaudissements.)

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): La délégation des Etats-Unis d'Amérique s'associe à tous ceux qui ont relevé l'excellent travail accompli par le personnel de l'Administration de la République fédérale d'Allemagne pour faire de ce Congrès une réussite. Le Congrès se termine et je pense qu'il laisse un héritage très riche qui nous accompagnera dans les années à venir. Nous vous remercions de tout ce que vous avez fait pour notre délégation, de tout ce que vous avez fait pour chaque délégation dans cette salle et de tout ce que vous avez fait dans l'intérêt de la poste mondiale.

Il y a eu certaines références quant au temps maussade qu'on a vécu parfois ici à Hamburg durant cette période de six semaines. Mais le climat que vous et vos collègues ont su créer a toujours été chaleureux et agréable. Vous avez souligné que la création de nouveaux liens d'amitié et le renforcement des liens déjà existants étaient l'un des meilleurs résultats de ce Congrès. Nous partageons entièrement ce point de vue, parce qu'il est clair que les différentes Administrations ne peuvent coopérer de façon effective que si les personnes en question se comprennent.

En conséquence, je crois que votre plus grande prestation a été justement la création de ce climat chaleureux qui a fait prospérer tant d'amitiés. En vous remerciant sincèrement, nous promettons que nous essayerons de suivre votre exemple magnifique lors du XXe Congrès, qui aura lieu dans notre pays. En conclusion, nous désirons exprimer ouvertement notre reconnaissance à l'égard de deux très chers collègues, c'est-à-dire au Directeur général, M. Sobhi, et à notre grand ami et voisin canadien, notre Doyen, M. Pageau. Tous deux ont voué la majeure partie de leur vie au bien-être de l'UPU et à la poste mondiale. Ils ont apporté de concrètes contributions, mais, avant tout, ils ont insufflé à notre organisation un sentiment d'intégrité et de fraternité qui a resserré les liens entre nous tous. A ces deux personnes et à vous-même, Monsieur le Président, nous adressons nos remerciements de tout coeur.

(Applaudissements.)

L'INDONÉSIE: Au nom de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU) et au nom de ma délégation, je m'associe aux autres orateurs qui m'ont précédé pour féliciter très vivement le nouveau Directeur général et le nouveau Vice-Directeur général ainsi que tous les Pays-membres récemment élus au Conseil exécutif

et au Conseil consultatif des études postales. Je voudrais également exprimer notre reconnaissance au pays hôte, qui a si bien organisé ce Congrès et nous a accordé son hospitalité à un point tel que nous nous sommes sentis chez nous dans ce beau pays. Je voudrais également féliciter le Président du Congrès, qui a su mener à bien nos travaux. Permettez-moi de présenter nos meilleurs vœux à M. Sobhi, à qui nous souhaitons une retraite heureuse. L'Union postale de l'Asie et du Pacifique continuera à coopérer de près avec le Bureau international de l'UPU par l'intermédiaire de notre bureau central à Manille et par l'intermédiaire des différentes Administrations de notre Union restreinte.

L'URUGUAY: Monsieur le Président, la délégation uruguayenne est heureuse de vous féliciter à l'occasion de la clôture de ce Congrès pour les objectifs atteints. En même temps, nous félicitons les Présidents et les membres des diverses Commissions qui ont travaillé avec autant d'assiduité.

Monsieur le Président, nous voudrions souligner que vous avez réalisé un travail remarquable, au succès duquel nous avons collaboré par nos interventions empreintes d'un esprit constructif. Nous connaissons l'amabilité classique du peuple allemand. En plus, nous avons bénéficié de la gentillesse de tous ceux qui travaillent dans le service postal et qui ont fait preuve de beaucoup de compréhension et de patience. Nous allons rentrer chez nous heureux d'avoir eu des contacts avec des représentants de tous les pays du monde et d'avoir passé toutes ces semaines dans la terre de "Hummel Hummel" en République fédérale d'Allemagne.

Le PRÉSIDENT: Nous arrivons au terme de nos travaux. Je crois que nous avons eu une fort belle séance de clôture. Je vous en remercie et je vous dis encore une fois: au revoir!

La séance est close à 12 h 25.

Au nom du Congrès:

Le Président,
W. FLORIAN

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Le Secrétaire,
P. KLOSSEK

Rapport de la Commission 1

Première, deuxième et troisième séance

Vendredi 22 juin, mercredi 4 juillet et mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. J.B. KOUAMELAN (séance du 22 juin 1984)
et de M. A.E. ABY (séances des 4 et 18 juillet 1984), de la Côte d'Ivoire (Rép.)

La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie le 22 juin et les 4 et 18 juillet 1984, respectivement sous la présidence de M. J.B. Kouamelan, et de M. A.E. Aby, délégués de la Côte d'Ivoire (Rép.).

Pour la première séance, à l'exception de l'Uruguay, tous les membres de la Commission étaient présents, à savoir: Côte d'Ivoire (Rép.) (Président), Autriche (Vice-Président), Hongrie (Rép. pop.) (Vice-Président), Bénin, Guatemala, Irlande, Kenya, Nouvelle-Zélande, Singapour et Yougoslavie.

Pour la deuxième séance, seul le Kenya était absent.

Tous les membres de la Commission ont pris part aux travaux de la troisième séance.

Le secrétariat a été assumé par M. F. Cacciatore, Dr en droit, Conseiller supérieur au Bureau international, par Mlle V. Chadrasiri (séances des 22 juin et 4 juillet 1984), et par Mlle E. Barabás, Dr en droit (séance du 18 juillet 1984), Premiers Secrétaires au Bureau international.

Le Président a rappelé que la Commission a la tâche d'examiner les pouvoirs des Pays-membres conformément aux dispositions de l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès, dont le paragraphe 3 a été modifié par le Congrès de Hamburg (proposition 1703.1 approuvée par ledit Congrès).

Cette tâche consiste, d'une part, à examiner si les pouvoirs sont en bonne et due forme et, d'autre part, à en apprécier la portée.

Au cours de la première séance, la Commission a procédé à l'examen des pouvoirs déposés par les Pays-membres jusqu'au 21 juin 1984 et a reconnu que des 66 pouvoirs déposés, 60 comportaient les droits de délibérer, voter et signer les Actes, tandis que 6 ne comprenaient pas ce dernier droit. Par ailleurs, 3 de ces 6 pouvoirs ont été successivement complétés, de manière à comprendre le droit de signer les Actes.

Au cours de la deuxième séance, la Commission a procédé à l'examen des pouvoirs remis du 21 juin jusqu'au 2 juillet 1984 et a admis que des 66 pouvoirs déposés, 59 comportaient le droit de délibérer, voter et signer les Actes, tandis que 7 ne comprenaient pas ce dernier droit. Par la suite, 4 de ces 7 pouvoirs étaient complétés de façon à inclure le droit de signer les Actes.

Lors de la troisième séance, la Commission a admis comme étant en bonne et due forme 14 pouvoirs, dont 9 comprenaient le droit de signer les Actes et 5 uniquement le droit de délibérer et voter.

Des rappels par écrit ont été adressés, le 27 juin et le 10 juillet 1984, aux délégations concernées pour les inviter à déposer leurs pouvoirs ou à les compléter (dans les cas où leurs pouvoirs ne comprenaient pas le droit de signer les Actes).

Examen
des pouvoirs

La liste des pouvoirs examinés au cours des trois séances de la Commission 1 fait l'objet de l'annexe 1 au présent rapport. On peut considérer qu'au total 146 pouvoirs sont en bonne et due forme dont 11 ne comportent pas le droit de signer les Actes. Des 20 pays restants, 10 ont signalé qu'ils ne participeraient pas au Congrès; pour 4 autres pays, aucune information n'est parvenue; au total, 14 Pays-membres sont à considérer comme absents. Par contre, il résulte que les délégués de 6 pays ont participé ou participent aux travaux du Congrès, mais pour ces pays, le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes; il s'agit de la République des Maldives, de la Principauté de Monaco, de la République rwandaise, de la République des Seychelles, de la République démocratique de Somalie et du Royaume des Tonga (pour la République rwandaise, le Secrétariat n'a reçu qu'un télex).

Conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces derniers pays ne devraient plus être autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le présent rapport aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée.

Conformément à une pratique traditionnelle, la Commission a autorisé son Président à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir d'ici à la fin du Congrès, pour autant que ceux-ci ne posent pas de difficultés.

Dépôt
des pouvoirs
au Congrès

Outre l'examen des pouvoirs, la Commission s'est penchée sur certains problèmes:

Le voeu a été exprimé que plus de facilités soient prévues à l'avenir pour le dépôt des pouvoirs par les délégations au Congrès, notamment la possibilité de les remettre, le cas échéant, aux guichets de la réception, lors de l'enregistrement des délégués.

Il a été fait remarquer que, compte tenu de l'importance de ces documents, il serait souhaitable que les délégations continuent à remettre ces derniers au Secrétariat de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs), dont le bureau est ouvert à cette fin deux à trois jours avant le début du Congrès. A l'occasion du Congrès de Hamburg, le Bureau international, pour faciliter le dépôt des pouvoirs, a signalé déjà par lettre du 3 février 1984 le numéro du bureau du Secrétariat de la Commission 1 et l'emplacement de ce bureau au Centre du XIXe Congrès.

Délais de dépôt
des pouvoirs

Des observations ont été formulées à l'égard des délais de dépôt des pouvoirs. Il a été rappelé que, conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs et ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités, peuvent prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès, et cela, jusqu'au moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission 1. Par ailleurs, selon la pratique, la Commission peut autoriser le Président à reconnaître les pouvoirs qui parviendraient après ce délai jusqu'à la fin du Congrès pour autant que ceux-ci ne posent pas de problèmes. Cette réglementation assez souple tient compte de certaines réalités et notamment des difficultés que rencontrent des délégations à déposer leurs pouvoirs à l'ouverture ou au début des travaux du Congrès, mais elle peut entraîner la conséquence d'influencer des votes, si des délégations ayant participé aux votes sont reconnues par la suite comme n'ayant pas de pouvoirs en bonne et due forme.

Groupe de
travail de
la Commission 1

Un membre de la Commission a exprimé l'avis qu'un groupe de trois membres de la Commission 1 pourrait assister le Secrétariat de la même Commission lors de l'analyse des pouvoirs remis par les délégations. Cet avis ne concerne pas le travail du Secrétariat de la Commission 1 au présent Congrès mais il pourrait éventuellement être pris en considération lors de la définition des modalités à suivre pour l'examen des pouvoirs au prochain Congrès. Cependant, un autre membre a souligné l'utilité que des informations en ce qui concerne la pratique suivie à cet égard par d'autres institutions spécialisées des Nations Unies soient prises avant de modifier le système actuel.

Déclaration
de l'URSS,
de l'Ukraine et
de la Biélorussie

Enfin la Commission a pris note de la déclaration de l'URRS, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la République soviétique de la Biélorussie, remise au Président de la Commission 1 et figurant à l'annexe 2.

Compte tenu du fait qu'un nombre important de pays avaient déposé des pouvoirs en bonne et due forme à l'issue de la deuxième séance, la Commission a décidé de soumettre en séance plénière un seul rapport au terme de sa troisième et dernière séance, faisant état de l'ensemble des pouvoirs concernant les pays représentés au Congrès.

Au nom de la Commission: Le Président,
A.E. ABY

Le Secrétaire,
F. CACCIATORE

Les Secrétaires adjoints,
V. CHANDRASIRI
E. BARABÁS

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République démocratique d'Afghanistan	M. ZAZAI K.	M. BASIR A.
République populaire socialiste d'Albanie		MM. DERSHA H. KATUNDI M. MUÇA A.
République algérienne démocratique et populaire	MM. BESSAIH B. FERGANI Y. GADOUCHE M. MALOUM M. BERRAIRA M. BARKATI L. YOUNSIOUI A. MEKKAOUI O. BENMILOUKA M. SAOUDI S. KERMAD M. HAMMOUCHE C. TINJAOUI T. LOUANCHI M. SLAOUTCHI A.	
République fédérale d'Allemagne	MM. SCHWARZ-SCHILLING C. FLORIAN W. SCHÖLL F.	MM. KOLLER F. JANSSEN R. HILGERS H.J. WEISSER K.-J. SPERL G.-F. LEINUNG H.-F. ENGELKE H. BENDER W. SOLDA K. JÖBGES R. FRIES H. HASLÖWER K. OESTERHELT J. GIESDER M. HILGER R.-W. BRAUN B. BERG A.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Etats-Unis d'Amérique	MM. BOLGER W.F. FINCH J. BOND S.R. BIGLIN F.X. DUKA W.E. FOWLER III S. Mme HARRISON I. MM. JELLISON J.V. LEAVEY T.E. McCAFFREY E.J. NORTON D.C. ORLANDO J.E. REGAN M.J. SHEINBAUM G. VANDERNOOT P.G.	
République populaire d'Angola	MM. TAVARES RIBEIRO L. DE CASTRO GUIMARÃES J.J. PINTO E.R.	MM. TEIXEIRA C.F. DA CUNHA M.H. DE FARIA V.M.
Royaume de l'Arabie saoudite	MM. KAYAL A.D. BANAJAH S.H. SAMOUN A.M. KARKADANE M.S. KAHTANI S.A. ZAMZAMI N.A.-H.	
République argentine	MM. ORTIZ I.E. NIETO E.T. BRUNO I.I. GARGANTINI A.J.	MM. BEREAU J. EGUREN C. HERRERA H.A.
Australie	MM. ELTRINGHAM D.H. BRADY J.L. SMITH P.J. McKEOWN K.J.S. Mme MORRIS E.M.	M. CRIMMINS C.P. Mlle JONES E. M. SMITH P.M.
République d'Autriche	MM. ÜBLEIS H. NACHTNEBEL E. MITTERMAIER F.	MM. BROSCHE W. SEIFERT W. WOLF V. KROTTENMÜLLER G. TOIFL R. Mme KITTLER A.
Commonwealth des Bahamas	MM. BETHEL P.M. SAUNDERS J.V.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Etat de Bahrain	M. MATTAR A.E.	M. DALLAL F.A.
République populaire du Bangladesh	MM. AHMED F. AHMAD M.	
Barbade	MM. BARROW N.A. WEEKES L.B.	MM. GILL C.E. BENJAMIN G. Mme HAYNES A.
Belgique	MM. VAN USSEL M. MASSART A. MANISE J.	M. DE CROO H. Mme D'HONDT-YAN OPDENBOSCH P. Mlle SIMOENS A. MM. BONNIJNS H. WINDELS G. BRUGGEMAN A. DEBRAEKELEER D. LEFEBURE K. LOKKER C. REYNIERS J.
Belize	M. GEORGE A.A.* Mlle SMITH S.J.* * Délégués du Royaume-Uni de Grande Bretagne	
République populaire du Bénin	MM. BOURAIMA T. HOUNDADJO C.S. AIDOMONHAN C.F. DANSOU B. Mme ALINDE J.	
Royaume de Bhoutan	MM. PENJOR S. KATWAL D.N.	M. TENZIN J.
République socialiste soviétique de Biélorussie	MM. ULASSIK V. VYTCHEGJANINE E.N.	
République socialiste de l'Union de Birmanie	MM. LIN THAIN MOUNG MAUNG MAUNG LIN KYAW SOE	
République de Bolivie	M. CARRASCO MARIN M.	
République du Botswana	MM. BLACKBEARD C.W. LEKAUKAU C.M. BUTALE P.N. LEJOWA B.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République fédérative du Brésil	MM. CORRÊA DE MATTOS H. BOTTO DE BARROS A.C. SOUZA CUNHA A.	MM. CÉSAR DE ARAÚJO ITUASSU A. BALTHAZAR PORTELLA O.E. CARVALHO DE BARROS D. LOPES LANDEIRA N. CARNEIRO CILENTO M.F.
République populaire de Bulgarie	MM. VANTCHEV P. MARINOV I. GOTCHEV G. PETKOV S. GANTCHEV G. ATANASSOV P.	
République du Burundi	M. NTAWIGAYA B.	
République du Cameroun	M. MBELLA MBAPPE R.	MM. ENOCH KWAYEB NKLO FANGA J.-B.
Canada	MM. WARREN R.M. CLERMONT G.C. HALPIN J.G. BULLOCK D.G.	MM. HARRY K.J. FALLU A.
République du Cap-Vert		Mme SAGNÁ M. M. ALMEIDA H. Mme BRITO E.
République centrafricaine	MM. GAIKOUMA S. NZENGOU E. BAO B.	
Chili	MM. DELANO BARRIOS P. HERRERA CARGILL J.	M. VICUÑA ZEBALLOS C.E.
République populaire de Chine	MM. WEN M. LIU Y. WANG K.	MM. PENG M. CONG Y. LIU H. Mmes TANG G. HU S. SHI X.
République de Chypre	M. SPATHARIS K.	M. PIRISHIS A.
République de Colombie	MM. MORA URREA D. ALVARADO CARREÑO L.M.	MM. SILVA VASQUEZ E. MALAGÓN LONDOÑO F. Mme GORI V.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République fédérale islamique des Comores	MM. MBAE A. HASSANE A.S. SOULAIMANE L.	
République populaire du Congo	MM. ABIBI D. DJEMBO-TATY A. OMBAKA-EKORI V.R. MOUMBOU L. DEFOUNDoux C. BALOUNDA B. Mme MABIALA L.	
République de Corée	MM. OH M. et/ou SHIN Y.S.	MM. KIM S.E. KWON Y.S. KIM Y.W. HA C.H. CHUNG Y.H. LEEM J.T. SHIN M.H. SUH Y.K. YU K.T.
République de Costa-Rica	M. CASTRO CHAVES R.	
République de Côte d'Ivoire	MM. BARRY BATTESTI A. ESSIENNE D. KOUAMELAN J.B. DIARRAH H. ABY A.E.	
République de Cuba	M. PEÑA SUÁREZ M. Mme SEGRERA ARANDA O.C.	MM. MARTY VALDÉS F. BENITEZ MORÉ A. ESPRONCEDA VEGA R. Mme CURI BARAKAT G.
Royaume de Danemark	MM. WÜRTZEN H. ANDERSEN B.M. MYRVIC H. NIELSEN L. HANSEN M.T. NORDBO B. CHRISTENSEN G.T.	
République de Djibouti	M. OBSIE E.	
République dominicaine	M. GROUSSETT L.G.	
Commonwealth de la Dominique	M. SHILLINGFORD R.A.C.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe d’Egypte	M. SOKKAR H.A.A.	MM. SALEM I.F. FOUAD C. AHMED K.A.H. Mme ABDEL MESSIH S.A.S.
République de El Salvador		
Emirats arabes unis	MM. BU-HASSAN A.S. AL SHARHAN M.S. BALHAJ Y.M.	
République de l’Equateur	M. STACEY MORENO D.	
Espagne	MM. ENTRENA G. SOLER R. RIVERO A. VIDAL L. GONZALEZ L. ASCANDONI J. GARCIA CEREZO L.F. CIQUE A. DE LA ROSA D. DE FRUTOS J. SALAFRANCA J.I. COLLADO J.-L.	
Ethiopie socialiste	MM. WOLDE G.G. RETA L.A. KIDANE T. TESFAY K.B.	
Fidji		
République de Finlande	MM. TARJANNE P. SAVIAHO A.	MM. NIKKILÄ J. ALLARDT J. WALLENIUS M. LÄHDESMÄKI E. Mme LUOSTARINEN P.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République française	MM. MIGONE F. PÉRIER D. GUYADER M. MOUZIN J. BRENTA J.	MM. MEXANDEAU L. HERITIER B. DAUCET J. PROFIT A. GARRIGUE- GUYONNAUD P. GENET R. DARDELET P. Mme BATIFOL M. MM. MEYNIE G. MICHAUDET J. DELMAS G. MATHIEU G. LE VERT L. BILLARD M. VIRGILE L. ROBERT J. DAYAN E.
République gabonaise	MM. MYBOTO Z. SOUAH T. ROMBOGOUERA GOUZELE G. BIYOGHE BI NDONG F. NGUEMA ALLOGO A. MACKONGO C. IVORA-MANONZO V. MIHINDOU J. MBOULOU MVE M.	
République de Gambie		
République du Ghana	M. BENTIL A.O.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	MM. KINGSBURY L.H. GEORGE A.A. FOOT D.G. Mlle SMITH S.J. M. DIBBEN M.A.C.	MM. WOOD M.C. FERGUSON I.C. KING P.K. BIGGS N.W. CHISNALL S.J. ROBERTS P.J. ORBELL M.D. ARDLEY H.G.* LANGFORD R.J.* LI S.K.* WEBB H.A.* PHILLIPS G.* Mme DOWLING G.* MM. HONE G.H.* DEARING R.E.* COCKBURN W.* CAWTHORNE T.B.*
		* Fonctionnaires attachés
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. GEORGE A.A. Mlle SMITH S.J.	
Grèce	MM. TSIMAS C. DELIYANNIS D. MATHIOUDAKIS M. XENELLIS E. Mme MYTILINEOU M. M. POTAMIANOS S.	
Grenade		
République du Guatemala	MM. LANGE FUMAGALLI E.J. ANZUETO D.N. MUÑOZ GARCIA M.A. MUÑOZ ORDÓÑEZ C.R.	
République de Guinée	MM. KOUYATE A. CONDE S. BALDE M.F.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Guinée-Bissau		MM. JUNQUEIRO R.M.G.B.* MARTINS J.M.L.O.* MENDES V.D.S.* REINO F.* COSTA M.H.* MATOS E.P.C.* GOUVEIA J.P.* ROCHA V.H.F.* REIS A.M.* ANDRADE S.S.* MARTINS E.A.M.H.* * Délégation du Portugal
République de Guinée équatoriale		M. ONDO MITOGO P.
Guyane	MM. GREEN H. DORIS G. NOBLE E.	
République d'Haïti	MM. FERAILLEUR C. MERORES H. JEAN BAPTISTE J.E.	
République de Haute-Volta	MM. GUIBO C. BONCOUNGOU R.	
République du Honduras	MM. HANDAL HANDAL C. CABALLERO LOPEZ D. SOLANO DAVILA N.	
République populaire hongroise	M. TÓTH I. Mme JUHARI I.* ou M. OLAH L.* * Un des deux est autorisé à signer les Actes, en cas d'empêchement de M. TÓTH	MM. MOLNÁR C. SZIKSZAY F. SZÁVA I.
Inde	MM. MURTHY K.R. DEY R.N.	MM. GADGIL V.N. KORA K.T. TALUKDAR N.C. DEVARAJAN V. DEO P. GOPINATH P.K.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Indonésie	MM. ABDULRACHMAN S. SOEPAAT D.	MM. MUSTAFA A. ISKANDARDINATA SURACHMAN HAQ A. NOTOPRAJITNO M.S.
République islamique d'Iran	M. SOTODEH-MANESH H.	MM. NABAVI S.R. SAFAVI HOMAMI M. VAEZI JOSAIE H. MOHAMMED JAFARI M. YAZDANI H. RAHIMIAN H.* HAJI-TEHRANI M.* SHAFIE B.* MOSTASHARI S.A.-A.* * Fonctionnaires attachés
République d'Iraq	MM. RADHWAN G.A. AL-SALMAN N.S.* * En l'absence de M. RADHWAN G.A.	MM. WAFIQ A.M. ABDULRAZZAK R.H. HAMOUD H.J.
Irlande	MM. WARREN P.A. HINDS D.R. MORAIN S.O. COADY M. Mme BARRINGTON A. Mlle NI EANAIN D. MM. HARPER M. FARRELLY C.	
République d'Islande	MM. SKÚLASON J. KRISTJÁSSON B. JÚLIUSSON R.	
Israël	MM. LACHMAN E. ELIAV P. DOWEK E. EYLON E. ZEMEL I. ISSACHAROFF J.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Italie	MM. MONACO U. MAZZEI A. BUFARDECI L. VESCHI E. GRAZIOSI G. CONTURSI M. LEGROTTAGLIE D. DE FRANCHIS A. GIANETTI V. PANGALLO U. CUTILLO A. RAGUSA L. CIRIACONO P. PERGAMI R.	
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste		
Jamaïque		
Japon	M. MIYAZAKI H.	MM. NAGAOKA S. KAJITANI Y. IGUCHI Y. OZAWA T. EGUCHI H. Mme AOKI E. MM. FUJINO T. NAKAMURA K. Mme NAKAYAMA T. MM. SOMA M. FUJIOKA T. SENOO H.
Royaume hachémite de Jordanie	MM. BEN TARIF M. AL-QUDAH H.	
Kampuchea démocratique		
République de Kenya	MM. KOSGEY H.K. NG'ENY K.A. SHITAKHA G.A. MWAKITELE Z.D. MUDESHI N.M. ORUCCOSON G.R.E. JUMA S. KAMOTH O R.K.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Kuwait	M. AL-MAZIDI I.M.	MM. EID A.M.Y. AL-HAQQAN S.A. KHALIFA M.M.
République démocratique populaire lao		
Royaume du Lesotho	M. PHOOFOLO M.P.	MM. MAPHATHE K.T. TEKATEKA R.M. DE SILVA M.P. Mme RALEBESE H.L.
République libanaise	MM. TABBARA O.A. ABOU JAOUDE G.	
République de Libéria	MM. TOWEH S.G. KPAMU-SIE T. Mlle TOWEH C.G. M. PAYNE N.D. Mlles WISSEH E. EKAH I.	
Principauté de Liechtenstein	MM. BINZ H.-W.* NOBEL G.* CAPREZ O.* BURN E.* DUCOMMUN L.-P.* HAENGGI U.* CORDEY M.* RÖTHLISBERGER F.* Mlle NUETZI G.* * Délégation de la Confédération suisse	
Luxembourg	MM. HEINEN J. DONDELINGER C. VALENTIN A. KIHN P. WAGNER S. HOFFMANN J.	
République démocratique de Madagascar	MM. RAKOTOVAO A. RATOVONDRAHONA P. RAVELOMANANTSOA- RATSIMIAH R.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Malaisie	MM. LEO MOGGIE anak IROK D. RAJASINGHAM M.	MM. HAJA ALADWIN S.M. WONG SR CHIN NELSON LIAP KUDU
Malawi	MM. HARA S.C. MAYAYA A.L. MBEKEANI J.A. KADZUWA P.E. KAVALO F.A. LUNDU W.N. MSISKA L.S.	
République des Maldives		
République du Mali	Mme GAKOU F.N. MM. KEBE L. FAU J. YATTARA A.	
Malte		
Royaume du Maroc	MM. LAENSER M. WAKRIM M. AOUJIL M. AIT HSIKO A. OUGMENSSOR O. OUHADDOU A.	
Maurice		
République islamique de Mauritanie	MM. LOUT OULD SIDI MOHAMED DIENG OUSMANE MOHAMED OULD AHMED	
Etats-Unis du Mexique	MM. JIMÉNEZ ESPRIU J. OLAVARRIA MORENO R. JUÁREZ VÁZQUEZ G.	MM. GARRIDO MUÑOZ C.J. ORTIZ Y ORTIZ R. ARRIAGA GARCIA A.
Principauté de Monaco		
République populaire de Mongolie	MM. NOROVJAV I. NATSAGDORJ L. Mme ERDENETSETSEG S.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République populaire du Mozambique		MM. ABIBI D.* DJEMBO-TATY A.* OMBAKA-EKORI V.R.* MOUMBOU L.* DEFOUNDoux C.* BALOUNDA B.* Mme MABIALA L.* * Délégation de la Rép. pop. du Congo
République de Nauru	M. WESTON M.W.L.	
Népal	MM. SATYAL J.L. SRIVASTAVA S.	
République du Nicaragua		
République du Niger	M. SALAOU BARMOU Avec faculté de substitution	MM. DANDARE NAMEOUA ALI BOUKAR ALOU SIDI AHMED
République fédérale de Nigéria	MM. OMONIJO P.B. IKE T.N.	MM. ABDULLAHI A. ANOPUECHI A.A. NWANZE V.C.O.
Norvège	MM. BRU R.R. HISDAL I.J. STRØMSNES K. AARAK T. JOHNSEN A. HAGEN S.V.	
Nouvelle-Zélande	MM. WILLIAMS F.C.W. EVANS J.E.B. LAWLEY M.B. McNIVEN A. McLEOD N.A. Mme DOVEY L.M.	
Sultanat d'Oman	MM. AL BALUSHI A.S. AL SAID S.G.B.K. AL HARAMI M.M.S.	MM. TAQI M.H. AL KHANJARI B.H.S. AL ZUHR M.M. AL QABTAN T.A. AL MOHAMMED Y.A. AL ARAIMY N.M.S. AL RUWAHY S.S.
Ouganda		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Pakistan	MM. KHURSHEED M. MALIK G.N.Z. SHAH S.A.H.	
République de Panama	Mme SALAMANCA M. MM. BELL F. PERREIRA D.R.V.	
Papouasie — Nouvelle-Guinée	MM. EVARA R. WARI K. KAMARA D. MANIKOT S. TAMARUA M. NIBA J. KAMENG P.	MM. IGO S.* PAGUN P.* * Fonctionnaires attachés
République de Paraguay	Mme RAMÍREZ SÁNCHEZ M.C.	
Pays-Bas	MM. WIT C. VAN OMMEREN A.W.* KRIJGER J.B.* * En l'absence de M. WIT	MM. BAUWENS L.J.M. PIJNENBURG J.A.A. BETHE J.G. BRONGERS J.D. RÖVEKAMP P.F.L. DE JONGE C.L.F. VAN DE WEERT L.
Antilles néerlandaises	M. HERNANDEZ G.T.	
République du Pérou	M. MELGAR SAAVEDRA J.	MM. MONTALVÁN VERA S. DÁVILA PESSAGNO J.C.
République des Philippines		MM. GAMBALAN P.P. LAVINA N.D. INTIA I.V. TEJADA F.C.
République populaire de Pologne	MM. MAJEWSKI W. GURGUL W. DEMSKI K.	MM. SINIAKIEWICZ A. KOPER M. RABCEWICZ H. KALICKI G. Mme HAJDUK J.
Portugal	MM. JUNQUEIRO R.M.G.B. MARTINS J.M.L.O. MENDES V.D.S. MATOS E.P.C. REIS A.M.	MM. REINO F. COSTA M.H. GOUVEIA J.P. ROCHA V.H.F. ANDRADE S.S. MARTINS E.A.M.H.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Etat de Qatar	MM. AL-MOHDADI M.S. MOBARAK M.A.	
République démocratique allemande	MM. SCHULZE R. SCHUNKE H.* * En l'absence de M. SCHULZE R.	MM. PAUBEL W. SCHUMANN E. LOOS M. SCHRAMM K.-H. HEILMANN E.
République populaire démocratique de Corée	M. KIM R.H.	
République socialiste de Roumanie	MM. CEAUSESCU C. VOICESCU M. TANASE I. MARINESCU A. Mme SITARU M.	
République rwandaise		
Sainte-Lucie		MM. WARREN R.M.* CLERMONT G.C.* HALPIN J.G.* BULLOCK D.G.* HARRY K.J.* FALLU A.* * Délégation du Canada
République de Saint-Marin	MM. PASOLINI G. CAPICCHIONI L. GIACOMINI P. THOMAS D. HERDEN C.-H.	
Saint-Vincent-et-Grenadines	M. THOMAS C.C.	
Iles Salomon	MM. OLEA B.L. SIMISTER L.J.* SIVE S.* * En l'absence de M. OLEA	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe		MM. CORRÊA DE MATTOS H.* BOTTO DE BARROS A.C.* SOUZA CUNHA A.* CÉSAR DE ARAÚJO ITUASSU A.* BALTHAZAR PORTELLA O.E.* CARVALHO DE BARROS D.* LOPES LANDEIRA N.* CARNEIRO CILENTO M.F.*
		* Délégation de la Rép. féd. du Brésil
République du Sénégal	MM. KA D. SY E.H.M. GUEYE A. DIENG M. DIA A.A. FALL S.	
République des Seychelles		
République de Sierra Leone		
Singapour	MM. WONG L.H. LIM K.Y. CHEE K.T. CHUA C.H.	
République démocratique de Somalie		
République démocratique du Soudan	MM. BESHIR H.I. MOHAMED G.B.	
République socialiste démocratique de Sri Lanka	M. HAPUDENIYA A.P.	M. PERERA H.L.
Suède	MM. ZACHRISSON B. ZILLÉN T. KLEVBORN B. SANDRÉN P.O. ALLARD N.-U. JONSSON K.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Confédération suisse	MM. BINZ H.-W. NOBEL G. CAPREZ O. BURN E. DUCOMMUN L.-P. HAENGGI U. CORDEY M. RÖTHLISBERGER F. Mlle NUETZI G.	
République du Suriname	M. LEDE E.G.	
Royaume du Swaziland	MM. SHONGWE S. SIKHONDZE J.S. JELE W.M. MASEKO P.M.	
République arabe syrienne	MM. KURDI R. DALLOUL M. KIKI K. SARADAR A. KADIRI S. SHAMI M.	
République unie de Tanzanie		MM. ITATIRO G.A.M. MSAMBICHAKA J.A. MAEDA J.W.J. CHENGULA F.M.
République du Tchad	M. KHAYAR H.	MM. RODOUMTA B. SAKER A.M.
République socialiste tchécoslovaque	M. CHALUPA V.	MM. LAŠKA I. ŠMERÁK V. KULVEIT R.
Thaïlande	M. CHANTRANGKURN M.	MM. SUNDARAVEJ S. THONGMA C. SAOVAROS A. YUPHO K. PRAMUDWINAI D. SUDDHINOND D. REOPANICHKUL S. PHAOVIBUL S.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République togolaise	MM. AMEGBOH G. AITHNARD D. DABLAKE A.P. BADABO M.P. AHYEE A.	
Royaume des Tonga		
République de Trinité-et-Tobago	Mlle ALCANTARA J.	MM. ABDULAH F. PEMBERTON R.
Tunisie	MM. BALMA M. AMARA M. ABDELJAOUAD Y.	MM. KHOUAJA B. KETARI M. LARBI F.
Turquie	MM. BILGI S. BAYRAM M.* EKINCI N.* * En l'absence de M. BILGI	MM. POLAT D. AKKUS N. ÖZTÜRK A. ORTAKAYA A.
Tuvalu		
République socialiste soviétique d'Ukraine	MM. BOIARTCHOUK V.F. SLIPTCHENKO A.S.	
Union des républiques socialistes soviétiques	M. MANAKINE E.A.	MM. MOTINE E.A. KOZLOVSKII I.F. LOBANOV V.S. MOROZOV V.M. SOKOLOV N.A. VASSILIEV L.B.* KOULAGINE K.V.* CHATALOV K.V.* * Fonctionnaires attachés
République orientale de l'Uruguay	M. VIÑA DUPOUY D.	M. IBARROLA CORRAL O.
République de Vanuatu		
Etat de la cité du Vatican	MM. CORDISCHI A. ANDREANI P.G. PENTRELLA S.	
République de Vénézuéla	M. LOPEZ BRUZUAL R.	
République socialiste du Viet Nam	M. TRUONG V.T.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe du Yémen	MM. ZAYED M.A. EL ARCHI A.Y.	
République démocratique populaire du Yémen	M. QA'ID A.H.	
République socialiste fédérative de Yougoslavie	MM. ČAGORVIĆ V. VUKOSAVLJEVIĆ R.* * En l'absence de M. ČAGORVIĆ	MM. IVIĆ B. DRLJEVIĆ V. BERIĆ J. Mme ILIĆ O.
République du Zaïre	MM. MABOLIA INENGO T.B. MBELO OKOMA E.N. TSHISUMPA N. MASHALA K.	
République de Zambie	M. KAWESHA L.E.	MM. CHUULA F. MWAPE R.J. Mme JERE B.H.
Zimbabwe	MM. SHAMUYARIA N. SILCOX A.R. MAXWELL D.J. MADZIMBAMUTO D.N. SHEPHERD G.W.	

A l'attention de
Monsieur Kouamelan J.B.
Président de la Commission 1
au XIXe Congrès de l'UPU

Hamburg, le 2 juillet 1984

Les délégations de l'Union des républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la République socialiste soviétique de Biélorussie au XIXe Congrès postal universel considèrent comme nuls et nonavenus les pouvoirs des représentants désignés par le régime actuel de la junte chilienne au pouvoir.

Pour la délégation de l'URSS

(signé) E. MOTINE

Pour la délégation de la RSS d'Ukraine

(signé) A. SLIPTCHENKO

Pour la délégation de la RSS de Biélorussie

(signé) E. VYTCHEGJANINE

Rapports de la Commission 2

Première séance

Mardi 10 juillet 1984, 9 h 40

Présidence de M. W.E. DUKA, Président

En ouvrant la séance, le Président exprime sa gratitude pour l'honneur fait à son pays et à lui-même d'avoir été élu par le Congrès pour mener les débats d'une Commission aussi importante où l'on s'occupe non seulement de chiffres, mais à travers ces chiffres de la gestion du Bureau international et de l'Union dans son ensemble. Il félicite l'Inde, le Pérou et le Soudan de leur désignation comme Vice-Présidents pour le seconder dans sa tâche et il rend particulièrement hommage au Directeur général, M. M.I. Sobhi, en soulignant, outre ses excellentes qualités de gestionnaire et de chef très efficace, également sa personnalité et son habileté diplomatique.

Ouverture
des travaux

Pour sa part, le Secrétaire général tient à relever qu'au cours des cinq dernières années pendant lesquelles les Etats-Unis d'Amérique ont présidé la Commission des finances du Conseil exécutif, il a toujours rencontré auprès de son Président toute la compréhension souhaitable permettant à cette collaboration bénéfique d'agir dans l'intérêt général de l'Union.

MM. G. Beney, Conseiller, et R. Tallon, Conseiller adjoint, sont désignés respectivement en qualité de Secrétaire et de Secrétaire adjoint de la Commission.

Secrétariat

Il est rappelé que, selon la décision prise par le Congrès au cours de la cinquième séance plénière, les délibérations de la Commission feront l'objet d'un rapport pour chaque séance qui résumera les avis exprimés. En outre, un rapport général à l'intention du Congrès sera établi à la fin des travaux à l'instar de la pratique suivie lors des Congrès précédents.

Compte rendu
des délibérations

Pour les travaux de la Commission 2, les procurations suivantes sont valables: l'Autriche est représentée par l'Allemagne, Rép. féd. d', Belize par la Grande-Bretagne, Chypre par la Grèce, la Dominique par Barbade, le Kuwait par le Liban, le Liechtenstein par la Suisse, le Luxembourg par la Belgique, le Mozambique par le Congo (Rép. pop.), Sao Tomé-et-Principe par le Brésil, Sainte-Lucie par le Canada et le Suriname par les Antilles néerlandaises.

Procurations

Ayant noté que 77 Pays-membres sont présents ou représentés, le Président constate que le quorum requis est atteint en sorte de quoi la Commission peut valablement délibérer. Le Président lance un appel aux pays dont les délégations sont composées de plusieurs membres afin qu'ils envoient régulièrement des représentants aux séances futures de la Commission.

Quorum

Approbation
de l'ordre
du jour

L'ordre du jour (Congrès — Doc 36) est adopté sans modification.

Approbation
des comptes
de l'Union
des années
1979 à 1983

Congrès — Doc 4
(partie I)

La Commission entreprend l'examen de la première partie du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union. Une délégation a relevé que malgré les efforts déployés en commun par le Directeur général et le Conseil exécutif le taux d'accroissement des dépenses a été en moyenne de 8,5 pour cent par an durant la période quinquennale écoulée. Elle a exprimé le vœu qu'au cours de la prochaine période quinquennale ce taux d'accroissement ne dépasse pas 5 pour cent.

Au terme de son examen, *la Commission a marqué sa satisfaction et a adopté à l'unanimité deux projets de résolution par lesquels elle recommande au Congrès:*

- 1^o *d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union (Congrès — Doc 4/Annexe 5);*
- 2^o *d'approuver les comptes de l'Union des années 1979 à 1983 (Congrès — Doc 4/Annexe 6).*

Fixation des
limites des
dépenses de la
prochaine période
financière
(1986 à 1990)

Congrès — Doc 4
(partie II)

Une première discussion s'est déroulée au sujet de la base proposée par le Bureau international pour fixer le plafond des dépenses des cinq prochaines années, à savoir le budget de 1985 arrêté par le Conseil exécutif en février 1984 fondé sur les barèmes des traitements et indemnités du personnel applicables au 1er janvier 1984 et l'augmentation du coût de la vie en Suisse intervenue jusqu'à la fin de 1983 (Congrès — Doc 4/Annexe 7).

Une délégation a proposé de fixer le plafond des dépenses pour les cinq prochaines années en adoptant un taux de croissance des dépenses de zéro afin que le Bureau international et le Conseil exécutif soient obligés d'établir des priorités et de chercher les ressources nécessaires dans les limites fixées. En outre, il faudrait éliminer du budget arrêté pour 1985 les éléments de dépenses non récurrents dus au Congrès de Hamburg. En réponse à quelques questions posées par certaines délégations, le Bureau international a fourni des éclaircissements au sujet de certains postes du budget 1985 ainsi que des avancements d'échelons réglementaires du personnel.

Quant au personnel additionnel à prévoir durant les cinq prochaines années pour faire face au développement des tâches de l'Union, le Secrétaire général, appuyé par plusieurs Administrations, propose la création d'un poste de la catégorie professionnelle (P) et d'un poste de la catégorie des services généraux (G) par année en moyenne, soit au total 5 postes P et 5 postes G pour la prochaine période quinquennale. Ces chiffres n'ont néanmoins qu'un caractère indicatif vu qu'il ne s'agit pas d'une création automatique d'emplois, mais d'une autorisation donnée au Conseil exécutif d'augmenter l'effectif du Bureau international dans cette limite en cas de nécessité. Cela se fera par le biais des propositions budgétaires que le futur Directeur général soumettra chaque année au Conseil exécutif, lequel se prononcera en ce qui concerne l'opportunité de créer ces nouveaux postes de travail.

Sans vouloir restreindre la compétence du Conseil exécutif en matière de création de nouveaux emplois, plusieurs délégations ont estimé que le développement prévisible des activités des cinq prochaines années ne justifiait pas un tel accroissement de l'effectif du personnel et ont proposé de le limiter à 3 nouveaux postes P et 3 nouveaux postes G pour toute la période quinquennale.

Une délégation ayant demandé que ces deux propositions soient mises aux voix, le résultat du vote a été le suivant:

38 voix pour la proposition de 5 P et 5 G;

28 voix pour la proposition de 3 P et 3 G;

12 abstentions.

En conséquence, *la Commission propose au Congrès d'autoriser le Conseil exécutif à créer, si le besoin s'en fait sentir, 1 poste P et 1 poste G supplémentaires par an au cours des années 1986 à 1990.*

Concernant les activités des consultants UPU, la Commission des finances a pris acte de l'acceptation par la Commission 9 (Coopération technique) de la proposition 016 visant l'augmentation de 40 pour cent des crédits budgétaires affectés à cette activité d'assistance technique en vue de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Le crédit étant ainsi porté à 1 652 000 francs suisses

à partir de 1986, il y a lieu en conséquence d'inclure dans le plafond des années 1986 à 1990 l'augmentation de 472 000 francs suisses que le crédit précité accuse par rapport au montant de 1 180 000 francs suisses qui est déjà compris dans le budget 1985.

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
W.E. DUKA

Le Secrétaire,
G. BENEY

Le Secrétaire adjoint,
R. TALLON

Deuxième séance

Lundi 16 juillet 1984, 9 h 45

Présidence de M. W.E. DUKA, Président

Procurations L'Autriche est représentée par la République fédérale d'Allemagne, Belize par la Grande-Bretagne, le Cap-Vert par l'Angola, Chypre par la Grèce, la Guinée-Bissau par le Portugal, le Liechtenstein par la Suisse, le Luxembourg par la Belgique, le Mozambique par le Congo (Rép. pop.), Sainte-Lucie par le Canada et Sao Tomé-et-Principe par le Brésil.

Quorum Soixante-seize Pays-membres sont présents ou représentés.

Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1986 à 1990)
Congrès — Doc 4 (partie II) (suite et fin)

La Commission a poursuivi l'examen du Rapport du Directeur général sur les finances de l'UPU et notamment la partie relative aux autres frais de fonctionnement du Bureau international à prendre en considération pour la fixation du plafond des dépenses des cinq prochaines années.

La Commission a approuvé successivement le plan de renouvellement des machines du Bureau international (Congrès — Doc 4/Annexe 8) ainsi que le plan de maintenance du bâtiment de l'UPU (Congrès — Doc 4/Annexe 9, chiffre 14). Ces plans ne nécessitent l'adjonction d'aucun crédit complémentaire par rapport au budget 1985 retenu comme base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990. En ce qui concerne les installations techniques d'interprétation simultanée, *la Commission s'est prononcée en faveur de la réfection des installations de la grande salle de conférences* (moyennant un crédit supplémentaire de 50 000 francs suisses au cours de chacune des années 1986, 1987 et 1988) *ainsi que du réaménagement des cabines d'interprétation de la salle de réunion du rez-de-chaussée* (crédit supplémentaire de 70 000 francs suisses pour chacune des années 1989 et 1990). Ayant pris acte que les installations existantes permettent de faire emploi de huit langues au maximum, la Commission suggère au Conseil exécutif d'étudier, le moment venu, en collaboration avec le Bureau international, dans quelle mesure le développement de l'électronique permettrait d'envisager de nouvelles solutions vers la fin de la décennie actuelle ou au cours des années 1990.

La Commission a accueilli favorablement la série de mesures étudiées par le Bureau international en vue de réduire, à plus ou moins long terme, l'énergie utilisée pour le chauffage et la climatisation du bâtiment. Estimées sur la base des prix actuels, ces diverses mesures impliquent des investissements de l'ordre de 180 000 francs suisses en 1986 et 1987 puis de 120 000 francs suisses pour chacune des années 1988 à 1990.

A l'instar de la position prise par la Commission au cours de sa première séance en ce qui concerne le personnel additionnel, l'inclusion dans le plafond des différents crédits supplémentaires destinés au bâtiment et à ses installations n'implique pas encore l'engagement automatique de telles dépenses étant donné qu'il appartiendra au Conseil exécutif de se prononcer, le moment venu, par le biais des propositions budgétaires quant à l'opportunité d'entreprendre les travaux qui lui paraîtront nécessaires.

Par ailleurs, la Commission a dûment pris en compte les nouvelles dépenses récurrentes résultant de propositions adoptées par d'autres Commissions du Congrès. Outre l'augmentation de 40 pour cent des crédits affectés à l'assistance technique (dont la Commission avait déjà pris acte au cours de sa première séance), il a été tenu compte de la décision prise par la Commission 3 (Affaires générales) de porter de 50 000 à 150 000 francs suisses le montant qui sera alloué à partir de 1986 pour la reproduction des documents dans chacune des langues allemande, chinoise, portugaise et russe.

Compte tenu de l'ensemble de ces décisions, *la Commission a arrêté* en fin de compte *les limites des dépenses récurrentes aux montants suivants* qu'elle propose au Congrès d'insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général:

22 601 400 francs suisses pour l'année 1986;

23 028 100 francs suisses pour l'année 1987;

23 376 900 francs suisses pour l'année 1988;

23 798 100 francs suisses pour l'année 1989;

24 189 800 francs suisses pour l'année 1990.

La Commission a fait sienne la proposition formulée par certaines délégations demandant au Congrès d'enjoindre le Bureau international et le Conseil exécutif à continuer d'établir le budget avec rigueur, à réexaminer le bien-fondé de certaines activités secondaires et à s'efforcer, non seulement de respecter les plafonds financiers, mais de maintenir les dépenses en dessous de ces limites sans appliquer automatiquement les mécanismes d'ajustement prévus aux paragraphes 3 et 4 du Règlement général.

Enfin, en cas d'ajournement éventuel du prochain Congrès, la Commission a décidé que la limite de base pour l'année 1990 s'appliquerait également aux années subséquentes, c'est-à-dire que le plafond desdites années se déterminerait par extrapolation selon la méthode récurrente retenue pour fixer les limites des années allant de 1986 à 1990.

Ayant noté qu'à part les dépenses du prochain Congrès, aucune autre dépense non récurrente n'est envisagée, la Commission a adopté les estimations élaborées par le Bureau international et propose au Congrès de *fixer le plafond des dépenses du XXe Congrès à 3 345 000 francs suisses* étant entendu que la durée de cette réunion est ramenée à cinq semaines au maximum conformément à la résolution C 53.

Limites des
dépenses du
prochain Congrès
Congrès –
Doc 4/Add 1

Le Secrétariat a été chargé d'établir un rapport final à l'intention du Congrès reflétant l'ensemble des décisions prises par la Commission. Le Président a été autorisé à signer ce rapport au nom de la Commission.

Rapport final de
la Commission 2
(Finances)

Conformément à l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, les rapports des deux séances de la Commission seront approuvés par le Président de la Commission.

Approbation
des rapports
de séance

Un délégué s'étant demandé s'il ne conviendrait pas de donner un caractère permanent à l'article 124 du Règlement général et de fixer plutôt les montants des plafonds des dépenses par voie de résolution, la Commission a estimé que cette suggestion était intéressante mais ne pouvait néanmoins pas être soumise au présent Congrès faute d'une proposition écrite appropriée. Cette idée pourrait être étudiée par le Conseil exécutif à l'intention du prochain Congrès.

Divers

Après avoir remercié tous les participants pour leur précieuse contribution, le Président lève la séance à 12 h 10.

Clôture
des travaux

Au nom de la Commission:

Le Président,
W.E. DUKA

Le Secrétaire,
G. BENEY

Le Secrétaire adjoint,
R. TALLON

Procès-verbaux de la Commission 3

Première séance

Lundi 25 juin 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT exprime sa gratitude à l'assemblée pour avoir élu l'Espagne à la présidence de la Commission des affaires générales, Commission d'une importance toute particulière en raison de la nature des sujets qui lui sont confiés. Il souhaite la bienvenue aux délégations et aux observateurs puis salue les Vice-Présidents de la Commission, MM. A. Gueye, Directeur des postes du Sénégal, V. Šmerák, Chef adjoint de la Division internationale des postes de Tchécoslovaquie, et C. Thongma, Président de la Régie des communications de Thaïlande. Il salue également MM. M.I. Sobhi, F. Cicéron et A.K. Baghdadi, respectivement Directeur général, Vice-Directeur général ad interim et Sous-Directeur général du Bureau international et déclare ouverte la première séance de la Commission 3.

Ouverture
de la séance
par le Président
de la Commission

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je suis très heureux de participer à la première séance de votre Commission.

Comme pour les autres Commissions, l'ordre du jour est chargé; à côté des propositions soumises par les Pays-membres figurent celles qui sont le reflet de travaux importants accomplis par le Conseil exécutif de l'UPU pendant la période quinquennale qui s'est écoulée depuis le Congrès de Rio de Janeiro, travaux auxquels le Bureau international a collaboré activement.

Je suis persuadé que sous la présidence efficace de M. Ascandoni et avec son expérience, ainsi qu'avec votre collaboration à tous, ces travaux seront menés à bonne fin et que des résultats très positifs pourront être obtenus.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

Le PRÉSIDENT: Me référant au Congrès – Doc 55, je rappelle que MM. L. Chaubert, Dr en droit, et P. Klossek, Conseillers supérieurs, ainsi que M. H. Ranaivoson, Conseiller adjoint, au Bureau international, ont été désignés respectivement comme Secrétaire, Cosecraire (pour les questions de personnel) et Secrétaire adjoint de la Commission.

Désignation
du secrétariat
de la Commission

Le PRÉSIDENT: A la suite de l'adoption de la proposition 024 concernant l'Afrique du Sud, *les propositions 1011.1, 1011.2, 1011.3 et 1012.1 figurant sous le point 6 de l'ordre du jour ont été retirées par leurs auteurs (Congrès – Doc 61, 62, 64). De ce fait, ce point de l'ordre du jour est devenu sans objet.*

Adoption
de l'ordre
du jour

Congrès –
Doc 37/Rev 1

La ROUMANIE: Afin de permettre à l'assemblée de définir les compétences législatives du CE en pleine connaissance de cause, je suggère que le point 8 (organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès) soit discuté après les points 9 (compétences législatives du CE) et 11 (organisation, fonctionnement et méthodes de travail du CE).

Le PRÉSIDENT: Les différents points de l'ordre du jour sont classés selon leur importance et les conséquences qu'ils peuvent avoir les uns par rapport aux autres. A noter, en outre, que les mesures à court terme mentionnées au point 8 vont être ou sont déjà appliquées à ce Congrès; elles présentent de ce fait un certain caractère de priorité.

L'ARGENTINE suggère que l'on discute le point 9 avant le point 8, vu que la décision à prendre sur la compétence législative du CE peut avoir des conséquences sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès.

La ROUMANIE se rallie à la suggestion de l'Argentine.

Le projet d'ordre du jour (Congrès – Doc 37/Rev 1) est approuvé compte tenu du fait que le point 9 sera discuté avant le point 8 (voir Congrès – Doc 37/Rev 2).

Propositions
renvoyées à
la Commission
de rédaction

Le PRÉSIDENT: Par le Congrès – Doc 48, le Bureau international a publié la liste des propositions d'ordre rédactionnel. Parmi celles-ci figure la proposition 1031.1 R qui devrait être attribuée directement à la Commission de rédaction.

Or, étant donné que l'on touche à l'Acte fondamental de l'Union et que sa modification est soumise aux conditions d'approbation très élevées posées aux articles 30 de la Constitution et 21 du Règlement intérieur des Congrès, je propose que l'on procède à un vote sur cette question.

L'URRS: La proposition 1031.1 R ne soulève pas de problème: nous n'avons donc pas d'objection à ce qu'elle soit renvoyée purement et simplement à la Commission de rédaction.

A l'unanimité, la Commission décide de renvoyer la proposition 1031.1 R à la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE RÉDACTION: Je rappelle qu'une proposition identique à la proposition 1031.1 R avait été présentée au Congrès de Rio de Janeiro. La Commission de rédaction avait suggéré alors de ne pas l'adopter du fait que ledit Congrès n'avait apporté aucune autre modification à la Constitution de l'Union. En effet, si la proposition avait été acceptée par la Commission de rédaction et par le Congrès, il eut été nécessaire de prévoir un Protocole additionnel à la Constitution uniquement pour une inversion de deux termes et de soumettre celui-ci à la procédure de ratification. C'est pourquoi, si la proposition 1031.1 R est renvoyée à la Commission de rédaction, celle-ci devrait être invitée à émettre une réserve pour le cas où aucune autre modification à la Constitution ne serait adoptée par le Congrès.

L'ITALIE: S'agissant de la proposition 1507.4 R, elle n'est pas d'ordre rédactionnel car elle vise à atténuer, à l'article 107, paragraphe 1, du Règlement général, la distinction qui existe actuellement entre les deux groupes de langues utilisées pour les documents de l'Union, à savoir le français, l'anglais, l'arabe et l'espagnol d'une part, l'allemand, le chinois, le portugais et le russe d'autre part. Cela étant, nous suggérons de remplacer dans cette proposition les mots "toutefois" par "*pourvu que*".

Le PRÉSIDENT: La discussion ne porte pas sur le fond de la question. Il s'agit, pour le moment, de déterminer les propositions qui seront renvoyées à la Commission de rédaction et celles qui seront examinées par la Commission 3.

L'URSS: Nous ne nous opposons pas à la proposition de la République populaire de Chine mais elle devrait rester à l'ordre du jour de la Commission 3 puisque la discussion sur le fond a déjà débuté.

La Commission décide d'examiner la proposition 1507.4 R sous le point 19 de son ordre du jour.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit d'un point de l'ordre du jour de la Commission qui résulte d'une décision prise par le CE en 1983 pour faciliter les travaux du Congrès. Or, à mon avis, toutes les propositions soumises à la Commission sont importantes; c'est pourquoi je n'ai fait aucune proposition sous ce point de l'ordre du jour. J'aimerais savoir si la Commission a des suggestions à faire à ce sujet.

Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission

La Commission décide de n'inscrire aucune proposition sous ce point de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT soumet à l'examen de la Commission les propositions 1508.1, 1508.3, 1508.5, 025, 1508.2, 1508.6 et 07. L'adoption éventuelle de ces propositions aurait une influence sur l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général au cours du présent Congrès; c'est pourquoi leur examen est prévu parmi les premiers points de l'ordre du jour. Ces propositions forment deux groupes distincts: le premier, comprenant les propositions 1508.1, 1508.3, 1508.5 et 025, vise la durée du mandat des fonctionnaires élus et le second, formé des propositions 1508.2, 1508.6 et 07, concerne l'aspect de la répartition géographique à prendre en considération pour le choix de ces deux hauts fonctionnaires.

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

Le Président commente chacune des propositions du premier groupe et invite leur auteur à les présenter.

La GRÈCE expose les motifs de la proposition 1508.1 en mettant en évidence, d'une part, les inconvénients résultant pour l'Union de la prolongation du mandat des fonctionnaires élus et, d'autre part, les avantages que procurerait la limitation de leur mandat à une période de cinq ans. Elle met l'accent sur les avantages découlant d'un renouvellement plus fréquent de la politique exercée: jugement objectif et non influençable et direction exercée de manière désintéressée. En outre, la proposition voudrait combler une lacune existant dans l'article 108, paragraphe 1, actuel en ce qui concerne la fin du mandat des fonctionnaires élus.

Les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général ne devraient pas être considérés comme héréditaires. La Grèce s'oppose donc à la proposition 1508.3 et particulièrement à la proposition 025 qui vise à mettre immédiatement en vigueur les dispositions modifiées de l'article 108 du Règlement général et à favoriser ainsi une seule personne alors qu'il y a cinq candidats. Le délai d'introduction des candidatures a expiré le 31 mars 1984 et le Congrès ne saurait admettre une candidature introduite après cette date. La Grèce souhaite obtenir des éclaircissements et un avis juridique sur ce point. On peut s'étonner que les pays qui avaient proposé à Lausanne que les deux mandats concernés ne puissent être renouvelés qu'une seule fois figurent parmi ceux qui proposent aujourd'hui la possibilité de renouvellement de ces mandats pour une troisième période quinquennale. La Grèce invite la Commission à donner sa préférence à la proposition 1508.1 et demande qu'il soit procédé à un vote secret.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il ne s'agit pour l'instant que de la présentation des propositions, la discussion sur le fond n'étant pas encore ouverte.

Le SOUDAN: Par sa proposition 1508.5, le Soudan suggère un amendement à la proposition 1508.3 des pays arabes en espérant que ceux-ci l'accepteront. Jusqu'au Congrès de Lausanne, les Directeurs généraux du Bureau international étaient originaires d'une même région. Les temps ont changé ainsi que les circonstances. De nombreux changements sont intervenus, après la Deuxième Guerre mondiale, en particulier par suite de l'accession à l'indépendance de nombreux pays. Mais en raison de circonstances régionales, ces pays n'ont pas connu un développement économique aussi important que dans les pays développés. Au sein du tiers monde, nous avons des pays en développement, des pays encore moins avancés ainsi que des situations sociales et économiques différentes. Ces pays tentent de se développer en dépit des nombreuses difficultés économiques et politiques actuelles. Après la guerre, certaines institutions spécialisées des Nations Unies se sont préoccupées particulièrement de l'homme dans les pays du tiers monde. L'UPU compte parmi ces institutions et elle a adapté ses Actes en fonction de la situation nouvelle. L'UPU joue un rôle primordial dans son propre domaine et elle apporte son aide dans le développement économique et social. Les Pays-membres de l'UPU faisant partie du tiers monde ont tenté d'obtenir des postes dirigeants au sein du Bureau international en vue de participer à la politique de l'Union. L'UPU a élu un Directeur général provenant d'un pays en développement. Ce fonctionnaire a dirigé le Bureau ces dernières années en mettant en application les décisions et les objectifs de l'UPU. Pour la première fois, les pays en développement de l'Union ont pu apprécier l'Union à sa juste valeur ainsi que l'aide qu'ils ont reçue pour développer leur Administration postale grâce à la coopération technique. Il faut citer la formation professionnelle, l'aide financière et le développement des activités. Nous avons abouti ainsi à des réalisations très importantes. Par notre proposition, nous voulons préserver l'avenir. Les hommes dotés des compé-

tences auxquelles je viens de me référer sont rares. Si l'une des institutions spécialisées des Nations Unies a la chance d'avoir un tel homme, il convient qu'elle mette tout en oeuvre pour le conserver le plus longtemps possible. Notre proposition de modification du Règlement général offre à l'UPU la possibilité de prolonger le mandat du Directeur général et du Vice-Directeur général, qu'ils viennent de pays industrialisés ou de pays en développement. Ces deux postes de fonctionnaires élus reviendront sans doute un jour à des pays industrialisés mais il convient de penser aux objectifs actuels de l'UPU, à savoir le progrès sur le plan postal et, au-delà, sur les plans économique et social, des pays du tiers monde.

Au nom des auteurs de la proposition 1508.3, le YÉMEN (RÉP. DÉM. POP.) déclare que *cette proposition est retirée en faveur de la proposition 1508.5.*

Le PRÉSIDENT: Nous nous retrouvons avec deux propositions qui concernent la durée du mandat du Directeur général et du Vice-Directeur général: la proposition 1508.1 vise à réduire le mandat et la proposition 1508.5 à l'étendre. Ces deux propositions sont mises en discussion ensemble.

Le CANADA: Nous estimons que les changements éventuels de l'article 108 n'affecteront pas le Directeur général et le Vice-Directeur général élus sur la base du Règlement général de Rio de Janeiro, mais n'entreront en vigueur qu'après la signature des Actes de Hamburg.

Quant au fond, un mandat unique peut paraître une idée défendable lorsqu'on pense à rajeunir, à renouveler, à stimuler les changements rapides. Cependant, l'Administration canadienne n'est pas en mesure d'appuyer cette façon de voir les choses. Nous croyons que la réalisation du plein potentiel d'un Directeur général, quel qu'il soit, ne peut se faire jour et se développer qu'au bout d'un certain nombre d'années d'expérience et de connaissance des rouages de l'organisation. Un deuxième mandat est ainsi justifié; il ne devrait cependant pas constituer un droit implicite, mais faire l'objet d'une réélection.

Dans la proposition 1508.1, nous relevons un autre élément qui n'a pas encore reçu l'attention de l'assemblée. L'amendement au paragraphe 3 n'est nullement justifié. En effet, le Vice-Directeur général ayant exercé ad interim les fonctions de Directeur général ne devrait pas être empêché de faire acte de candidature au poste de Directeur général s'il remplit les autres conditions requises. Pour ces raisons, l'Administration canadienne estime que le statu quo est la solution la meilleure.

Les PAYS-BAS: Il ne s'agit pas de se prononcer sur les qualités des personnes qui se trouvent actuellement à la tête du Bureau international. La réglementation de l'UPU est actuellement alignée sur celle des autres organisations. En effet, à une exception près, le mandat du Chef de secrétariat et de son adjoint est renouvelable dans toutes les organisations de la famille des Nations Unies. La Grèce veut exclure tout renouvellement du mandat des fonctionnaires élus. Elle a fait allusion aux avantages d'un roulement plus fréquent et, par conséquent, d'un changement plus rapide de la politique exercée par les fonctionnaires élus, mais elle semble ignorer que la possibilité de renouveler une seule fois leur mandat a également des avantages. Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté les dispositions actuelles après mûres réflexions et sur la base d'une étude approfondie du Conseil exécutif sur la situation juridique du Directeur général et du Vice-Directeur général. Le Conseil exécutif avait auparavant examiné deux possibilités: un renouvellement sans limitation d'une part, et un mandat unique et non renouvelable des fonctionnaires élus d'autre part. Nous sommes d'avis que la disposition finalement adoptée tient le juste milieu entre ces deux possibilités. La faculté offerte par la proposition 1508.3 constitue une dérogation à cette règle d'or.

En supprimant la durée minimale de cinq ans pour le mandat du Directeur général et du Vice-Directeur général, la proposition grecque ne tient pas compte des problèmes qui peuvent se poser lorsqu'un fonctionnaire élu n'aurait pas accompli au Bureau international cinq ans de service, période minimale ouvrant droit à une pension selon la résolution C 52 du Congrès de Rio de Janeiro 1979. En effet, selon l'article 101, paragraphe 1, du Règlement général, l'intervalle entre deux Congrès peut être inférieur à cinq ans. Ces deux considérations plaident en faveur du maintien du statu quo, les modifications du Règlement général devant être évitées lorsqu'elles ne paraissent pas absolument nécessaires.

Le NIGÉRIA: La proposition 1508.1 ne permettrait pas au Congrès de réélire un Directeur général industriel et diligent. Un mandat de cinq ans est trop bref pour qu'un bon fonctionnaire puisse vraiment faire ses preuves. Un bon Directeur général devrait pouvoir être réélu pour un deuxième mandat, non de manière automatique mais par le Congrès. Si la proposition 1508.1 est un extrême, la proposition 1508.5 en constitue un autre puisqu'elle ne permet pas les renouvellements fréquents dans les hautes fonctions. Notre délégation appuie donc le statu quo.

La GRANDE-BRETAGNE: Nos prédécesseurs à Lausanne ont établi une bonne règle. La proposition grecque restreindrait indûment la durée du mandat d'un Directeur général satisfaisant. Pour tout le monde, une certaine période de rodage est nécessaire. Un deuxième mandat permet un épanouissement complet d'un candidat valable. Comme le Canada, nous ne voyons non plus aucune nécessité de supprimer la possibilité offerte à un Vice-Directeur général ayant été appelé à remplacer temporairement le Directeur général de poser sa candidature au poste de Directeur général.

Pour ce qui est de la proposition 1508.5, elle s'appuie sur le caractère exceptionnel de la mesure proposée. Toutefois, avec cinq candidats en lice, nous avons une gamme complète de candidatures et nous ne voyons pas de circonstances exceptionnelles qui justifieraient cette proposition. Cela étant, la délégation britannique est en faveur du statu quo.

La SUISSE: L'article 108 du Règlement général, qui règle l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international, a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974 après un débat nourri et sur la base d'une étude très sérieuse menée par le Conseil exécutif. L'aspect particulier de la limitation du mandat des deux fonctionnaires élus y a joui d'une attention particulière et cette règle y fut adoptée par 110 voix contre 0, soit à l'unanimité. Il n'est pas sage de la modifier la première fois qu'il faudra l'appliquer.

La proposition de la Grèce a certains attraits, mais la durée limitée de cinq ans peut s'avérer trop courte pour permettre aux deux dirigeants du Bureau international de mettre pleinement en valeur leurs capacités. En ce qui concerne la proposition 1508.5, nous devons louer le souci de ses auteurs d'émettre des conditions assez sévères à l'application d'une procédure exceptionnelle, mais la notion "à titre exceptionnel" est assez vague. Quand ces conditions seront-elles remplies et qui en décidera? A notre avis, il faut établir une réglementation aussi claire et aussi simple que possible. Le texte de l'article 108 en vigueur répond amplement à cette exigence et le statu quo représente le juste compromis entre les différentes possibilités. Par la même occasion, notre délégation appuie la demande de vote secret faite par la Grèce.

L'ITALIE: Nous croyons qu'une période de cinq ans est trop courte pour permettre à quiconque de jouer un rôle déterminant dans la direction d'une entreprise ou d'une institution importante comme la nôtre. Un programme sain ne peut être limité à cinq ans. Si le programme est plus vaste, il faut donner à son auteur la chance de le réaliser entièrement. La délégation italienne ne peut donc pas appuyer la proposition 1508.1.

Le PORTUGAL: Indépendamment de l'estime que nous portons aux personnes en cause, nous exprimons notre avis d'une façon objective. Les principes régissant l'élection des hauts fonctionnaires ne doivent pas être changés trop facilement. Le Portugal est opposé tant au mandat unique qu'aux mesures d'exceptions. Il accepte un seul renouvellement de mandat mais seulement en faveur de personnes exceptionnelles comme celles qui ont travaillé à nos côtés ces dernières années. Nous nous prononçons donc en faveur du statu quo.

La JORDANIE: Nous tenons à faire remarquer que, de plus en plus, les différentes institutions des Nations Unies élargissent la durée et étendent la possibilité de renouvellement des mandats des Directeurs généraux. La proposition des pays arabes est donc une solution de compromis. Elle offre au Congrès la possibilité d'accorder au Directeur général et au Vice-Directeur général un troisième et dernier mandat. Il s'agit de tenir compte des intérêts de l'Union au-dessus de toutes autres considérations, surtout quand le Directeur général et le Vice-Directeur général font preuve d'une compétence exceptionnelle.

Si le Congrès adopte cette proposition, ceci ne veut pas dire que le Directeur général et le Vice-Directeur général s'imposeront pour un troisième mandat car, dans tous les cas, la décision en la matière appartient au Congrès. Dans l'intérêt de l'Union, de la réalisation de ses objectifs et de l'accomplissement de ses programmes, nous estimons que cette proposition devrait être adoptée et nous invitons le Congrès à nous suivre dans cette voie.

Le SOUDAN: Il ressort des interventions que plusieurs délégations souhaitent maintenir le statu quo; or, le but de notre proposition est justement de pouvoir modifier le statu quo quand la qualité de nos dirigeants justifie un troisième mandat. En procédant de cette manière, nous ne nous éloignerions pas de ce qui se fait dans les autres institutions. En effet, dans toutes les organisations de la famille des Nations Unies, à l'exception de l'UIT, le mandat du Chef de secrétariat et de son adjoint est renouvelable indéfiniment. Nous pourrions donc admettre à l'UPU le renouvellement du mandat pour une troisième et dernière fois et profiter de ce que nous sommes réunis en Congrès pour effectuer ce changement. D'ailleurs, l'évaluation de candidats se fera beaucoup mieux si leur expérience repose sur de nombreuses années de service.

Le Congrès de Lausanne a mis au point l'article 108; rien n'empêche le Congrès de Hamburg d'innover en présence d'une situation nouvelle.

La BELGIQUE: Nous appuyons les déclarations faites par les délégués souhaitant maintenir le statu quo, car une limitation à un seul mandat pourrait être préjudiciable au fonctionnement du Bureau international, tandis que la proposition 1508.5 pourrait, dans certains cas, mener à l'arbitraire.

L'URUGUAY: Le Soudan a eu raison d'amender la proposition 1508.3 en vue de préciser que le renouvellement du mandat constitue une élection.

Mais la proposition 1508.5 ne nous donne pas pour autant satisfaction. En effet, on y trouve un paragraphe 1 contenant une interdiction générale et absolue, suivi d'un paragraphe 1bis contenant une norme permissive à caractère exceptionnel.

On aurait pu admettre à la rigueur que ces deux textes figurent dans un seul et même paragraphe.

Comme ce n'est pas le cas, nous préférons le maintien du statu quo.

Le QATAR: A part l'UIT, aucune institution internationale ne limite la possibilité de renouveler le mandat du Directeur général et de son adjoint. Notre proposition est donc un compromis entre le statu quo et ce qui se fait dans les autres institutions spécialisées.

Le NÉPAL appuie le statu quo comme solution moyenne entre deux extrêmes, à savoir un candidat unique non renouvelable et un mandat indéfiniment renouvelable.

L'ESPAGNE: Le Congrès de Lausanne a adopté à l'unanimité l'article 108 actuel, après une étude approfondie du CE. A notre avis, une étude semblable devrait être entreprise avant de procéder à une nouvelle modification de l'article 108. Par ailleurs, il n'est pas bon de changer constamment nos textes de base. Pour toutes ces raisons, nous optons pour le statu quo qui nous semble offrir la meilleure solution.

Le PARAGUAY: Nous sommes pour la prudence. Il nous paraît souhaitable d'éviter un mandat trop court ou trop long et nous appuyons donc le statu quo.

L'ARABIE SAOUDITE appuie la déclaration du Qatar en faisant remarquer que la modification demandée donnera une plus grande souplesse aux travaux du Congrès.

Le PRÉSIDENT: Avant de passer au vote, je donne encore la parole aux auteurs des propositions 1508.1 et 1508.5, c'est-à-dire la Grèce et le Soudan.

La GRÈCE: La proposition 1508.5 fait appel à des raisons exceptionnelles. Notre délégation ne voit pas de telles raisons pour justifier une modification de l'article 108 dans le sens de cette proposition.

Le SOUDAN: La délégation de l'Uruguay a soulevé le problème juridique que pose l'adjonction d'un paragraphe 1bis à l'article 108. En proposant l'introduction de ce paragraphe, nous visions la possibilité d'un troisième mandat à titre tout à fait exceptionnel. Pour le reste, nous sommes conscients que la formulation de l'article 108 à Lausanne se fondait sur une étude approfondie du CE. Il est évident que nous aurions pu procéder de la même façon, mais afin de gagner du temps nous avons préféré présenter la proposition 1508.5 telle quelle.

Le PRÉSIDENT: Puisque les délégations de la Grèce et de la Suisse ont demandé le vote au scrutin secret, je me permets de désigner comme scrutateurs la République démocratique allemande, l'Australie et le Danemark.

La proposition 1508.1 de la Grèce est rejetée par 108 voix contre, 14 pour et 3 abstentions.

La proposition 1508.5 du Soudan est également rejetée par 80 voix contre, 38 pour et 7 abstentions.

La proposition 025 est ainsi devenue sans objet.

La séance est levée à 12 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Les Secrétaires,
L. CHAUBERT
P. KLOSSEK

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Deuxième séance

Vendredi 29 juin 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

Communication

L'OBSERVATEUR DE L'UNION POSTALE ARABE: A l'occasion de la fête qui clôt le mois du ramadan, je voudrais adresser à toutes les délégations arabes et islamiques nos félicitations et nos meilleurs vœux pour que cette grande fête de l'islam soit la consécration de l'amour, de l'amitié et de la paix.

Le PRÉSIDENT et d'autres orateurs ont également félicité les pays arabes et formulé des vœux à l'occasion de la fin du ramadan.

Election
du Directeur
général et du
Vice-Directeur
général du Bureau
international

Propositions
1508.2/Rev 2,
1508.6, 07

Poursuivant l'examen du point 5 de l'ordre du jour, le PRÉSIDENT présente la proposition 1508.2/Rev 2 qui prévoit que les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international doivent être pourvus par des ressortissants de deux Pays-membres de l'UPU appartenant à deux régions géographiques différentes. L'article 1bis de cette proposition précise que ladite disposition ne s'applique pas si les candidats à ces deux postes proviennent tous de la même zone géographique.

La proposition 1508.6, qui est un amendement à la proposition précédente, vise à en atténuer le sens en introduisant l'expression "dans toute la mesure possible".

Nous nous prononcerons d'abord sur ces deux propositions avant d'examiner la proposition 07 qui est une conséquence de la proposition 1508.2/Rev 2.

Avant d'ouvrir le débat général, je souhaiterais entendre, en complément des motifs, les explications des auteurs ou coauteurs de ces deux propositions.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Il ne fait aucun doute que notre Union est universelle. Les 166 pays qui la composent représentent l'ensemble des régions et divers groupes économiques et sociaux des cinq continents. Il est, par conséquent, naturel d'essayer de réaliser un équilibre entre ces divers groupes au sein de notre organisation.

C'est dans cette optique que l'UPU a adopté le principe de la répartition géographique équitable pour la composition du CE.

De même, en ce qui concerne la politique de désignation et de nomination des fonctionnaires du Bureau international, le Congrès de Rio de Janeiro a adopté ce principe pour les postes de Sous-Directeurs généraux. Il est dès lors normal qu'il soit appliqué pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général.

En ce qui concerne l'amendement du Pérou, nous ne sommes pas d'accord avec sa proposition. Nous voulons des textes précis et non pas des formules attrayantes qui videraient le principe de la répartition géographique de son contenu réel.

En effet, chaque fois que les textes contiennent des expressions d'assouplissement comme "autant que possible", ils ont entraîné des difficultés d'interprétation.

Ainsi, pour l'élection des membres au CCEP, le Congrès de Lausanne a adopté le principe de la répartition géographique afin de réaliser un certain équilibre entre pays industrialisés et pays en développement. Il a décidé que la moitié des sièges devrait revenir aux pays en développement. Or, le résultat en a été une représentation bien moindre des pays en développement par rapport à celle des pays développés, car le texte retenu parlait de principe de la répartition géographique "aussi large que possible".

Nous demandons que le vote sur les propositions 1508.2/Rev 2 et 1508.6 se fasse au scrutin secret.

Le PÉROU: Notre proposition tient compte de diverses considérations. Tout d'abord, je rappellerai le vieux principe de l'unité de direction: les fonctions de Directeur général et de Vice-Directeur général doivent constituer une unité d'intention et représenter une unité de direction, seul gage de la bonne marche du Bureau international.

Leur élection constitue une haute responsabilité que le Congrès se doit d'assumer avec discernement, dans un cadre qui admette une certaine souplesse.

Bon en soi, le principe de la répartition géographique devrait être appliqué avec plus ou moins de souplesse selon les circonstances. Ainsi, il sera respecté avec plus de rigueur à l'échelon des Sous-Directeurs généraux, du fait de leurs fonctions spécialisées, qu'au niveau des deux postes qui nous préoccupent.

L'application stricte d'une norme pourrait nous faire perdre des candidats précieux. Elle doit donc être suffisamment souple pour nous permettre d'élire en toute liberté les fonctionnaires qui conduiront le Bureau international.

Le PRÉSIDENT: L'amendement n'a pas été accepté; par conséquent, il ne sera pas introduit dans la proposition initiale. Sur cette base, j'ouvre les débats.

L'URSS: Nous n'avons pas d'objection à formuler contre la proposition 1508.2/Rev 2. Cependant, la question se pose de savoir comment mettre en oeuvre l'article 21, paragraphe 1, lettre b), de notre Règlement intérieur et l'article 128 du Règlement général qui stipulent que les deux tiers au moins des Pays-membres doivent être présents au moment du vote. Au début de la séance, le nombre des présents était de 104 seulement.

Le PRÉSIDENT: Ce matin, nous avons constaté que le quorum exigé en vertu de l'article 19, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, pour que la Commission puisse délibérer valablement, était atteint.

Avant de procéder au vote, nous contrôlerons s'il en est de même du quorum requis pour l'approbation des propositions.

Le SOUDAN: Nous appuyons la déclaration de la République arabe syrienne au sujet des problèmes soulevés par les dispositions qui ne sont pas suffisamment précises.

Ainsi que l'a signalé le Pérou lui-même, il existe des textes qui appellent au respect du principe de la répartition géographique équitable dans les divers organes de l'UPU, mais aucun en ce qui concerne les deux postes les plus importants au Bureau international.

Plusieurs motifs peuvent expliquer notre proposition. J'en citerai un seul. Les membres du CE sortant, élus à Rio de Janeiro, se souviendront de la bataille de procédure qui s'est déroulée autour de la désignation au poste de Vice-Directeur général, cela à cause de l'imprécision de la clause relative au principe de répartition géographique.

La compétence des candidats étant garantie par les Etats-membres qui les présentent, le Congrès devrait pouvoir sans difficulté respecter ce principe.

Le SÉNÉGAL: Tout en comprenant les soucis fort louables des auteurs respectifs des propositions 1508.2/Rev 2 et 1508.6, nous pensons qu'il y a lieu de légiférer dans le but d'arrêter des dispositions qui permettent à notre Union de fonctionner de la manière la plus harmonieuse possible, sans oublier, bien entendu, toutes les qualités qui doivent caractériser les candidats.

A ce propos, il conviendrait de faire une synthèse et c'est cela certainement que le Pérou envisage dans le cadre de son amendement.

Sur cette base, notre délégation voudrait inviter les membres de la Commission à examiner avec beaucoup d'attention la proposition 1508.6 du Pérou, qui ne rejette rien de la proposition de base de nos frères arabes mais qui, apportant une souplesse, permettrait de nous éviter des problèmes à l'avenir.

L'URUGUAY: Nous estimons que ces propositions, dont nous appuyons le principe, ne touchent pas l'élection du Directeur général mais uniquement celle du Vice-Directeur général, car l'article 108 du Règlement général stipule que l'on procède d'abord à l'élection du Directeur général. Par ailleurs, elles soulèvent la question de savoir si l'on devrait parler de "répartition" géographique ou plutôt de "désignation" géographique étant donné que les candidats provenant de la même région que le Directeur général élu seraient à écarter d'office. Cette règle s'appliquerait également en cas de vacance du seul poste de Directeur général: le candidat à élire à ce poste devrait appartenir à une région géographique différente de celle du Vice-Directeur général en fonction. C'est là une interprétation à la lettre, alors que le droit devrait, comme l'a dit

un grand juriste, être interprété sur la base de ce qui est raisonnable. L'amendement proposé par le Pérou est louable en ce sens qu'il vise à éviter tout écueil, notamment dans l'hypothèse envisagée au paragraphe 1bis de la proposition de base.

Finalement, nous sommes d'avis que le problème soulevé par ces propositions est très complexe et mérite d'être étudié par le CE.

La FRANCE: Notre délégation s'associe aux remarques formulées par l'Uruguay, notamment en ce qui concerne la proposition 1508.2/Rev 2 dont le texte, en dernière analyse, semble interdire que les candidats proviennent de plus de deux régions.

Nous relevons, en outre, qu'un tel texte n'existe pas dans d'autres organisations internationales. Si le principe de la répartition géographique est d'application facile lorsqu'il touche un effectif nombreux ou la composition du CE, par exemple, la situation se complique s'agissant d'un effectif plus restreint. C'est pourquoi, pour la nomination des fonctionnaires au grade D 2, l'article 102 du Règlement général laisse une grande liberté d'appréciation au CE en ce sens qu'il applique le principe de la répartition géographique "dans toute la mesure possible" "compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international et tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau". Le problème est beaucoup plus délicat pour les deux plus hauts fonctionnaires du Bureau international. En effet, compte tenu des tâches qui attendent ce Bureau et l'Union face au défi que doit affronter la poste, l'élément efficacité est primordial. Or, le texte suggéré par la proposition 1508.2/Rev 2 laisse au Congrès moins de liberté que le libellé actuel de l'article 102 du Règlement général puisque aucune clause ne vient tempérer l'obligation de respecter la répartition géographique. On pourrait ainsi arriver à une situation dans laquelle il n'y aurait plus d'élection mais simplement une nomination automatique qui va à l'encontre de la souveraineté du Congrès. Par conséquent, la France estime qu'il faut laisser au Congrès le soin de choisir librement le Vice-Directeur général du Bureau international. C'est pourquoi nous ne pouvons pas marquer notre accord avec la proposition 1508.2/Rev 2, mais nous nous réservons le droit d'opter en faveur de la proposition 1508.6 du Pérou. Nous appuyons, en outre, la demande de vote secret présentée par la République arabe syrienne.

La THAÏLANDE: Notre délégation appuie pleinement la proposition d'amendement du Pérou. Nous préconisons également que l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général soit, comme prévu à l'article 102 du Règlement général, pour les Sous-Directeurs généraux, faite sur la base de l'efficacité. Par ailleurs, s'agissant d'un organisme tourné vers les études et l'action, il est indispensable que le Bureau international dispose à sa tête d'un Directeur général et d'un Vice-Directeur général provenant de pays ayant des niveaux de développement différents, ce qui leur donne une meilleure approche et des connaissances différentes des problèmes de développement. D'autre part, il convient de dire que la délimitation des régions au sein de l'UPU peut prêter à discussion. Il existe des pays développés dans certaines régions dites en développement et inversement. Ainsi au PNUD, organisme central de l'assistance technique de l'ONU, les deux dirigeants proviennent d'une même région, mais l'un d'un pays industrialisé et l'autre d'un pays en développement. En conclusion, nous appuyons la proposition 1508.6 du Pérou, à moins que le Congrès ne veuille maintenir le statu quo qui assure déjà une grande liberté de choix.

La TUNISIE: Nous ne saurions insister sur l'opportunité et le bien-fondé de la proposition 1508.2/Rev 2 dont la délégation tunisienne est totalement convaincue.

A ce propos, nous rappelons la position du Congrès de Lausanne dont les décisions sont à la base des dispositions actuelles régissant l'élection des deux plus hauts fonctionnaires du Bureau international. Lors de l'examen de cette question par la Commission des affaires générales, la tendance dominante était que ces deux fonctionnaires devaient appartenir à deux régions géographiques différentes. Le vote sur cette question avait le résultat suivant: 70 voix pour, 7 contre et 38 abstentions. La majorité requise à ce moment-là étant de 71 voix, une seule voix manquait donc pour l'adoption de cette proposition.

Le principe de la répartition géographique équitable étant bien établi dans les Actes, nous ne voyons pas de raison pour qu'il ne soit pas appliqué également aux deux plus hauts fonctionnaires du Bureau international de l'UPU.

La BARBADE: Il serait en effet souhaitable que les deux plus hauts fonctionnaires du Bureau international représentent autant que possible diverses parties du monde; nous pensons néanmoins que l'une des conditions dominantes requises pour ces deux postes devrait être la compétence. Il faut également

se rappeler que le Congrès est souverain et qu'il devrait avoir toute latitude pour élire les fonctionnaires qu'il souhaite à ces deux postes suprêmes du Bureau international. Cela étant, la Barbade préfère le statu quo mais serait prête à suivre la proposition 1508.6 du Pérou si le Congrès devait en décider ainsi.

Les PAYS-BAS: Cette question a déjà été largement discutée au Congrès de Rio de Janeiro ainsi qu'au CE qui l'a précédé. Le principe de la répartition géographique est bien établi dans nos Actes. Il a été aussi entériné par le Congrès de Rio de Janeiro pour le recrutement et la promotion des Sous-Directeurs généraux. Cependant, il ne devrait pas être appliqué de manière rigide pour l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général. A notre avis, cette élection devrait se fonder uniquement sur la valeur des candidats présentés. Notre délégation se prononce donc en faveur du maintien du statu quo.

La SUISSE: Les propositions 1508.2/Rev 2 et 1508.6 font référence à l'article 102 du Règlement général qui donne des directives au Conseil exécutif, c'est-à-dire à un organe subordonné au Congrès. Le Congrès devrait-il se donner des directives semblables? A notre avis, l'organe suprême de l'Union devrait élire le Directeur général et le Vice-Directeur général en toute liberté. Un problème se pose aussi en plus de ceux évoqués par le délégué de l'Uruguay, c'est celui de la formulation des limites à mentionner dans la mise au concours des postes considérés.

Pour cette raison, nous nous prononçons en faveur du maintien du statu quo ou, tout au moins, en faveur de l'idée avancée par le délégué de l'Uruguay de confier l'étude de cette question au Conseil exécutif.

Le PORTUGAL: Pour les raisons qui ont déjà été exposées par d'autres délégations, nous aimerions donner notre appui à l'amendement proposé par le Pérou qui confirme le principe de la répartition géographique sans le rendre absolu.

Le PRÉSIDENT: Ce point a déjà donné lieu à une longue discussion. Afin de ne pas prolonger le débat, je donne la parole aux deux dernières délégations qui l'ont demandée avant de passer au vote.

Le CANADA: Notre délégation se prononce en faveur du statu quo. Nous pensons que les délégués au Congrès devraient être libres de choisir, compte tenu des intérêts de l'Union, sur la base d'un certain nombre de facteurs, celui de la compétence devant être prédominant.

L'ITALIE abonde dans le même sens que le Canada.

Le PRÉSIDENT: Je donne maintenant la parole aux auteurs ou coauteurs des propositions en discussion, afin qu'ils puissent apporter quelques précisions supplémentaires s'ils le désirent.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Nous reconnaissons la souveraineté du Congrès, mais celui-ci devrait fonder ses décisions sur des textes précis et non pas sur des textes élastiques.

Les craintes éprouvées par un certain nombre de délégations devraient s'évanouir au vu du paragraphe 1bis de la proposition 1508.2/Rev 2.

Le délégué du Pérou a parlé de l'unité d'intention du Directeur général et du Vice-Directeur général, mais nous ne comprenons pas ce que cela veut dire exactement.

La JORDANIE: Le principe de la répartition géographique est bien établi dans les Actes de l'Union.

Les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général sont les plus importants du Bureau international. Nous aimerions éviter qu'un seul groupe monopolise les postes. Tous les problèmes du monde doivent être au centre des préoccupations de l'Union par la voie de cette répartition géographique. Aucune région ne doit être délaissée et la justice doit être garantie à tous les pays.

Le PÉROU: Notre amendement établit une norme souple garantissant la liberté d'action de chacun des délégués présents au Congrès.

Le PRÉSIDENT: Après avoir constaté qu'il y avait le quorum nécessaire, je vous invite à voter en premier sur la proposition 1508.2/Rev 2, qui s'écarte plus du texte actuel que la proposition 1508.6. La République arabe syrienne et la France ayant demandé le vote secret, je me permets de désigner comme scrutateurs l'Albanie, Singapour et le Togo.

La proposition 1508.2/Rev 2 des pays arabes est rejetée par 73 voix contre, 35 pour et 12 abstentions.

Pour le vote au scrutin secret sur la proposition 1508.6, le PRÉSIDENT demande à l'Uruguay, à la Suisse et à la Thaïlande de bien vouloir assumer la fonction de scrutateurs.

La proposition 1508.6 du Pérou est également rejetée par 61 voix contre, 50 pour et 11 abstentions.

La proposition 07 est ainsi devenue sans objet.

Constitution,
article 7
Monnaie type

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen des propositions relatives à la monnaie type, à savoir: 1007.1/Rev 1, 1007.3, 1007.2 et 05. Cette dernière sera examinée plus tard séparément vu que la décision la concernant dépend de celle qui sera prise sur les autres propositions.

L'ITALIE: Dans le 1er fascicule des Actes annotés par les soins du Bureau international, les annotations 1 et 2 à l'article 7 de la Constitution font l'historique de la monnaie de compte utilisée pour les règlements internationaux. On y explique le rôle de l'or et sa démonétisation décidée par le Fonds monétaire international en 1976 et entrée en vigueur depuis le 1er avril 1978. L'UPU a évidemment dû suivre cette évolution. C'est pourquoi le Congrès de Rio de Janeiro a reconnu la nécessité de fonder la comptabilité postale internationale sur la relation effective des monnaies nationales par rapport à l'unité de compte du FMI. Or, cette unité de compte, qui est actuellement le Droit de tirage spécial (DTS) peut varier quant à sa dénomination et sa composition. C'est la raison pour laquelle la proposition 1007.1/Rev 1 a été formulée en termes généraux. Il faut en effet éviter de devoir modifier la Constitution de l'Union si cette unité change. Les nombreuses circulaires publiées par le Bureau international permettent de constater que la plupart des Pays-membres de l'UPU ont adopté le DTS pour le service postal international. L'expérience de ces cinq dernières années démontre en outre que cette manière de faire n'entraîne aucune difficulté pratique.

Les motifs à l'appui de la proposition 1007.3 mentionnent les 146 Etats qui sont membres du FMI et qui, de ce fait, recourent au DTS dans leurs règlements internationaux. Mais la Convention postale universelle prévoit cependant la possibilité de recourir à d'autres monnaies de compte, ce qui donne une certaine souplesse au système préconisé par le FMI. Quant à la solution adoptée par l'UIT, à savoir la reconnaissance simultanée du franc-or et de l'unité monétaire du FMI comme unité monétaire, elle ne doit pas être prise comme exemple. A notre avis, le Congrès dispose d'éléments suffisants pour prendre une décision qui, en supprimant l'ambiguïté de la situation actuelle, constituera une reconnaissance officielle de la pratique dominante. Nous demandons le vote au scrutin secret pour toutes les propositions concernant ce problème.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Il y a une série de pays qui ne sont pas membres du FMI et qui ne sont donc pas en position d'appliquer les recommandations de cette organisation. Pour ces pays, le franc-or constitue encore une base claire, dont l'utilisation a fait ses preuves. Afin de respecter le principe de l'universalité cher à l'UPU, il est nécessaire d'adopter des solutions qui sont acceptables pour tous les Pays-membres dans le domaine monétaire. L'UIT a tenu compte de ce principe lors de la Conférence des plénipotentiaires de Nairobi où la décision de mettre sur pied d'égalité le franc-or et l'unité de compte du FMI a été prise par consensus. Cette décision, qui fait l'objet de l'article 30 de la Convention internationale des télécommunications, est entrée en vigueur dès le 1er janvier 1984. La proposition 05 de la Chine (Rép. pop.) prévoit également l'utilisation du franc-or et de l'unité de compte du FMI pour pallier les difficultés que pourrait susciter le seul recours à l'unité de compte du FMI comme unité monétaire de l'Union.

Notre amendement constitue donc une solution de compromis qui permettrait à chaque pays de fixer correctement ses taxes et d'établir ses décomptes.

Le PRÉSIDENT demande à l'Italie si elle peut, en sa qualité de porte-parole des coauteurs de la proposition 1007.1/Rev 1, accepter l'amendement contenu dans la proposition 1007.3.

L'ITALIE répond par la négative.

Le BANGLADESH retire sa proposition 1007.2.

CUBA: La proposition 1007.1/Rev 1 vise la suppression du franc-or en tant que monnaie de l'Union pour le remplacer par l'unité de compte du FMI. Or, le Congrès de Rio de Janeiro a décidé d'introduire à l'article 8 de la Convention une disposition permettant de faire référence au DTS au même titre qu'au franc-or. Ce faisant, le Congrès a tenu compte du fait qu'il fallait concilier les intérêts de tous les pays qui composent l'Union et respecter le principe d'égalité et d'équité qui régit notre organisation. La suppression du franc-or placerait les pays qui ne font pas partie du FMI, et ne pensent pas y entrer, dans une situation embarrassante. Ils seraient amenés à faire des réserves à la Convention.

L'article 7 de la Constitution ne devrait pas être modifié, autrement, les gouvernements des pays qui ne sont pas membres du FMI ne pourraient pas ratifier les Actes de Hamburg. Nous ne comprenons pas l'intérêt qu'il y a à vouloir supprimer le franc-or et à introduire l'unité de compte du FMI, du moment que cela pourrait léser les intérêts d'un certain nombre de pays. Notre volonté de perfectionner les Actes doit s'inspirer du respect des divers pays qui appartiennent aux différents systèmes qui composent l'UPU. L'UIT, pour sa part, a adopté une décision analogue. Notre délégation s'oppose en conséquence à la proposition 1007.1/Rev 1.

Le SOUDAN: Le Soudan est membre du FMI et utilise le DTS pour le règlement des comptes dans son service international. Nous appuyons donc la proposition 1007.1/Rev 1 qui reflète la réalité. Les pays dont les intérêts sont contraires à cette proposition ont le droit de faire des réserves ou d'établir des accords bilatéraux.

La MONGOLIE (RÉP. POP.): Le franc-or a été l'unité monétaire de l'UPU depuis fort longtemps et nous l'utilisons dans les décomptes du trafic postal et de télécommunications et cela à notre satisfaction. A notre avis, le maintien du statu quo ne porterait atteinte à aucun pays. Après avoir étudié la proposition 1007.1/Rev 1, notre Administration est devenue coauteur de l'amendement qui fait l'objet de la proposition 1007.3 pour les mêmes raisons que celles évoquées par la Rép. dém. allemande et Cuba.

Le JAPON: Notre délégation s'associe aux points de vue exprimés par l'Italie et le Soudan pour les raisons suivantes:

- 1° depuis que le FMI a démonétisé l'or en avril 1978, l'or a perdu sa base juridique comme référence pour les monnaies de 146 pays;
- 2° depuis l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le DTS est largement utilisé et sans aucune difficulté par la plupart des Pays-membres de l'Union. Le DTS est effectivement un dénominateur commun et réaliste pour la conversion des différentes monnaies des Pays-membres de l'Union;
- 3° selon les dispositions de l'article 8, paragraphe 2, de la Convention, les Pays-membres de l'Union peuvent choisir, d'un commun accord, une autre unité ou une de leurs monnaies nationales pour l'établissement et le règlement des comptes; par conséquent, il n'y aurait aucune difficulté sur ce point si la proposition était adoptée.

Le problème de l'unité monétaire doit avant tout être considéré sous l'angle pratique et tenir compte des expériences faites depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

Le CANADA abonde dans le même sens que l'Italie, le Soudan et le Japon. En adoptant la proposition 1007.1/Rev 1, nous entérinerions dans notre Constitution l'existence d'une seule véritable unité de compte. Quant aux Administrations qui ne peuvent pas appliquer le DTS, elles ont la possibilité de s'entendre entre elles sur une autre base pour le règlement de leurs comptes.

La SUISSE: Comme coauteur de la proposition 1007.1/Rev 1, nous aimerions répondre aux remarques formulées par les différents auteurs de la proposition 1007.3. Pourquoi voulons-nous la modification de l'article 7 de la Constitution? C'est parce qu'on y lit que "Le franc pris comme unité monétaire dans les Actes de l'Union est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/21e de gramme et d'un titre de 0,900". Or, selon le cours d'aujourd'hui, le kg d'or vaut 33 000 DM. A ce prix, le franc-or vaut environ 10 DM. Si l'on applique à la lettre la disposition de l'article 7 de la Constitution, on devrait payer pour le courrier aérien environ 17,40 DM par tonne-kilomètre. Il s'agit donc d'adapter nos textes à la réalité et non par sympathie pour telle ou telle monnaie. D'ailleurs il n'existe pas d'autres moyens pour convertir les monnaies entre elles, y compris le franc-or lui-même, sans passer par le DTS. En ce qui concerne le principe de l'universalité selon lequel chaque pays devrait trouver dans nos Actes le système qui lui convient pour la conversion de sa monnaie, l'article 8 de la Convention peut satisfaire à cette exigence.

Il a été dit qu'à l'UIT, le franc-or et le DTS sont mis sur un pied d'égalité. Mais, si nous sommes bien informés, à Nairobi, l'UIT n'a fait que reprendre sous une autre forme la solution retenue par l'UPU à Rio de Janeiro. Il y a en outre une différence institutionnelle entre les deux organisations. A l'UPU, nous avons une Constitution et une Convention. L'UIT, elle, n'a qu'une Convention qui est plus facile à modifier. La proposition 1007.1/Rev 1 vise à mettre en ordre nos Actes, à les rendre plus clairs et plus précis tout en tenant compte des difficultés qui peuvent surgir dans certaines circonstances particulières. Il s'agit d'une solution pratique qui répond aux besoins de la majorité des Administrations.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Comme membre du FMI, nous appliquons rigoureusement les décisions de cette organisation internationale et pour nous la proposition des Pays-membres de la CEPT est acceptable. Cependant, nous croyons que, pour tenir compte de l'universalité de l'UPU, il faut approfondir l'examen de l'amendement 1007.3 afin d'arriver à un compromis qui puisse satisfaire les intérêts des pays qui ne sont pas membres du FMI.

L'URSS: Nous appartenons à un groupe de pays qui ne sont pas membres du FMI. A Rio de Janeiro, divers orateurs ont prédit l'effondrement du système comptable de l'UPU si le DTS n'était pas reconnu comme monnaie type de l'Union. Cinq années ont passé depuis et nous constatons qu'une majorité d'Administrations appliquent le DTS dans leurs relations mutuelles, certaines pleinement, d'autres partiellement, d'autres utilisent le franc-or, et cela de manière satisfaisante, sur la base du compromis adopté à Rio de Janeiro. La Suisse a parlé du prix du kilogramme-or, pour justifier, pense-t-elle, l'irréalité du franc-or, mais nous savons tous qu'il y a un rapport entre le DTS et le franc-or, puisque ce rapport est mentionné dans la proposition 05 de la Chine (Rép. pop.), et dans nos Actes, à savoir 1 DTS = 3,061 francs-or. Certes, il est nécessaire de refléter la réalité dans les Actes, donc de tenir compte de l'existence du DTS. C'est pourquoi nous avons accepté un compromis à Rio de Janeiro à l'article 8 de la Convention. Comme pays non membre du FMI, nous sommes de nouveau prêts à accepter un compromis au niveau de la Constitution, cette fois-ci sur la base de la proposition 1007.3 ou sur toute autre base.

Le PRÉSIDENT rappelle que la demande de vote secret de la part de l'Italie n'est pas encore appuyée.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous appuyons la demande de scrutin secret sur les deux propositions en présence. Quant au fond du problème, nous sommes d'avis que l'article 7 de la Constitution doit être mis à jour. Des deux propositions à l'examen, la proposition 1007.1/Rev 1 est certainement la meilleure. Elle est simple, sans ambiguïté et, compte tenu de l'expérience faite, réaliste même à l'égard des pays qui ne sont pas membres du FMI. Le compromis présenté dans la proposition 1007.3 ne nous paraît pas satisfaisant. Elle introduit une ambiguïté qui ne conduira qu'à des contestations.

Le PRÉSIDENT: Avant le vote, je donne encore la parole à l'un des coauteurs de chacune des deux propositions pour qu'il réponde aux observations formulées au cours du débat.

L'ITALIE: Cuba a dit que la proposition 1007.1/Rev 1 vise à abolir le franc-or. Il ne peut être question de l'abolir puisqu'il n'existe pas.

La Hongrie (Rép. pop.) a demandé des égards en faveur des pays qui ne sont pas membres du FMI. L'article 8 de la Convention tient suffisamment compte de cette situation.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Un argument a été avancé selon lequel la Convention de l'UIT ne serait pas un Acte fondamental. J'attire l'attention de l'assemblée sur le fait que la Convention de l'UIT, tout comme la Constitution de l'UPU, est un Acte de base qui doit être ratifié par tous les Pays-membres de cette organisation.

La BULGARIE (RÉP. POP.): A l'heure actuelle, beaucoup de pays, et notamment des pays membres du FMI, sont à la recherche d'un nouveau système monétaire. Dans ces circonstances, il n'est pas sage de prendre une position extrême. Il faudrait plutôt, comme le suggère notre proposition, adopter une certaine souplesse en mettant sur un pied d'égalité le franc-or et le DTS.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il s'agit de propositions qui concernent la Constitution. Partant, il faut vérifier d'abord si le quorum des deux tiers des Pays-membres de l'Union est atteint avant de passer à la votation proprement dite. Le vote secret ayant été demandé par deux délégations sur les deux propositions en présence, l'Éthiopie, le Canada et la Finlande sont désignés comme scrutateurs.

Les résultats du vote sur la proposition 1007.1/Rev 1 sont les suivants: 84 oui, 29 non, 9 abstentions.

La majorité des deux tiers des Pays-membres n'étant pas atteinte, la proposition 1007.1/Rev 1 est rejetée.

Les résultats du vote sur la proposition 1007.3 sont les suivants: 50 oui, 51 non, 17 abstentions. La majorité des deux tiers des Pays-membres n'étant pas atteinte, *la proposition 1007.3 est rejetée.*

La séance est levée à 12 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Les Secrétaires,
L. CHAUBERT
P. KLOSSEK

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Troisième séance

Lundi 2 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

**Ouverture
de la séance**

Le PRÉSIDENT: J'espère que vous avez tous passé un bon week-end grâce aux excursions offertes par la République fédérale d'Allemagne à qui j'adresse, au nom de vous tous, les remerciements les plus sincères. Bien que le Bureau du Congrès ait décidé de limiter autant que possible les déclarations d'ordre général, je donne la parole à M. Warren, Chef de la délégation du Canada, qui désire s'adresser à la Commission.

Déclaration

Le CANADA: Le Congrès se réunit tous les cinq ans et offre la possibilité d'adapter notre réglementation en permanente effervescence. Mais cinq ans est une longue période pour s'adapter au progrès. Il est vrai que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales ainsi que le Bureau international font un travail utile et productif entre-temps.

Cependant, nous ressentons la nécessité d'une réglementation et d'une coordination plus formelles de la part des organes de l'UPU en matière de nouveaux services postaux internationaux. Ainsi, je voudrais lancer un appel à tous les pays qui sont intéressés pour un meilleur service du courrier accéléré et dans une gestion plus compétitive et orientée sur les usagers de se réunir sous les auspices de l'UPU, pour faire face à la concurrence des firmes multinationales privées de distribution du courrier et des télécommunications.

Dans le cas du courrier accéléré, les Administrations postales des pays développés ont investi plusieurs milliards de dollars, parce qu'elles ont été trop lentes à réagir et à découvrir l'importance de la demande de la part des usagers qui sont prêts à payer plus maintenant pour un service rapide et fiable. Certains d'entre nous ont déjà pris des mesures efficaces sur le plan du marché interne, mais que pouvons-nous faire sans coordination au niveau du marché international?

Nous devons également agir d'une façon mieux coordonnée et avec une stratégie intégrée face au courrier électronique, même si cette perspective est encore éloignée, afin d'éviter les erreurs du passé. Il est de toute urgence de développer une stratégie universelle et de construire un réseau de courrier électronique mondial. Le Canada est disposé à collaborer à toute étude relative à ces deux sujets importants pour l'avenir de la poste.

**Monnaie type
(suite)**

Le PRÉSIDENT: Partant du fait que le DTS est largement utilisé par la plupart des Administrations postales, la République populaire de Chine, dans la proposition 05, demande de compléter partout dans les Actes, les montants exprimés en francs-or par leur contre-valeur en DTS, selon le taux de raccordement 1 DTS = 3,061 francs-or fixé à Rio de Janeiro en 1979. J'invite la Chine (Rép. pop.) à présenter sa proposition.

La CHINE (RÉP. POP.): A l'article 7 de la Constitution, il est stipulé que la monnaie type de l'Union est le franc-or. Or, pour fixer les taxes postales et pour établir les comptes internationaux, la plupart des Administrations utilisent le DTS conformément aux articles 8 de la Convention, 103 et 104 de son Règlement d'exécution.

Bien que le Bureau international ait reproduit dans les annexes aux Actes annotés les contre-valeurs en DTS des montants exprimés en francs-or, il subsiste toujours sur le plan pratique une confusion. Il paraît donc nécessaire de fixer ces contre-valeurs en DTS dans le corps même de nos Actes. Au cas où le présent

projet de résolution serait adopté, la Commission de rédaction pourrait éventuellement arrondir certains montants, tels que les montants des indemnités pour les envois recommandés de la poste aux lettres ou les colis postaux par exemple, en s'inspirant des propositions 4617.6 et 5039.2.

Le PRÉSIDENT: A la séance précédente, nous avons examiné certaines propositions tendant à inclure dans nos Actes le DTS. Ces propositions ont été repoussées par manque d'appui. Sans toucher au fond, le projet de résolution 05 tend à rendre plus pratique la consultation des Actes pour les Administrations qui utilisent le DTS.

L'URSS: En principe, nous ne sommes pas opposés à la résolution de la Chine (Rép. pop.). Néanmoins, nous estimons utile d'y supprimer les considérants suivants: "vu l'évolution monétaire internationale" et "vu la démonétisation de l'or entrée en vigueur officiellement le 1er avril 1978". En outre, il semble superflu de faire une référence à la Commission de rédaction qui est un organe constitué par le Congrès pour revoir et mettre au point le texte de toutes les décisions prises en Congrès. L'énumération des articles concernés des Actes n'est donc pas nécessaire non plus, d'autant que l'article 77 de la Convention cité dans le dispositif n'a aucun rapport avec le DTS et le franc-or.

Le PRÉSIDENT: L'auteur de la proposition 05 accepte-t-il les amendements de l'URSS?

La CHINE (RÉP. POP.): Nous voudrions d'abord connaître les avis des autres délégations avant de nous prononcer. En outre, nous suggérons à l'URSS de présenter un projet d'amendement par écrit.

La SUISSE: Le texte de la Chine (Rép. pop.) est très équilibré. Il faut dire pourquoi on propose quelque chose et on ne peut contester qu'il y a eu une évolution dans le système monétaire international. En revanche, en ce qui concerne la référence à la Commission de rédaction, nous acceptons la proposition de l'URSS, non sans féliciter la Chine (Rép. pop.) de faciliter énormément la tâche de la Commission 10, en énumérant les articles impliqués par cette résolution.

Le CHILI: Dans son ensemble, le Chili appuie la proposition de la Chine (Rép. pop.) mais il éprouve une réticence en ce qui concerne le taux de raccordement proposé de 1 DTS = 3,061 francs-or. D'une étude effectuée par notre Administration, il découle de la dévalorisation du DTS par rapport aux monnaies de paiement un préjudice pour les Administrations créancières qui sont généralement des pays en développement. Il a été établi qu'en 1979 1000 francs-or correspondaient à 394,10 USD et qu'au 31 décembre 1983, par l'intermédiaire du taux de raccordement fixé à Rio de Janeiro, cette somme ne représentait plus que 337,83 USD, soit une perte de 56,27 USD par 1000 francs-or.

Il faut que le présent Congrès cherche un coefficient qui permette aux Administrations de faire face à cette érosion des recettes.

Le SOUDAN: L'amendement proposé par l'URSS est tout à fait raisonnable et ne déforme pas le texte original de la proposition 05 de la Chine (Rép. pop.) car le fait de mentionner les articles concernés par le DTS risque d'être incomplet. Notre délégation appuie donc l'amendement de l'URSS.

Le BÉNIN: Notre délégation estime que la proposition 05 est judicieuse et nous n'aurions pas d'objection à ce que ces indications figurent dans les Actes de l'Union si cette même Commission n'avait pas déjà repoussé l'idée de faire mention du DTS dans les Actes. Si le Congrès en décidait ainsi, nous nous posons la question de savoir si ce fait ne serait pas de nature à jeter le doute et fasse croire que le DTS est accepté par le Congrès.

Nous sommes partisans de l'idée d'annexer aux Actes de l'Union une liste de tous les articles contenant des montants en francs-or avec leur contre-valeur en DTS.

En tant que membre de la Commission de rédaction, nous estimons indispensable que la Commission 3 précise les modalités d'arrondissement des taux. En effet, comme il existe des taxes fixes et des taux seuils, il conviendrait de déterminer, pour ces derniers, à combien de décimales près la Commission de rédaction devrait s'en tenir.

L'ITALIE: Lors de la deuxième séance de notre Commission, on a parlé d'universalité et de respect des minorités. C'est à ce titre que l'on a maintenu le franc-or. Mais il ne faudrait pas pour autant négliger la majorité. Or, comme vous le savez, la Commission a décidé par 84 voix de reconnaître le DTS comme

unité monétaire. D'autre part, il convient de rappeler que l'UIT applique aussi le taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or, raison pour laquelle nous appuyons la proposition de la Suisse de laisser les considérants proposés par la Chine (Rép. pop.). Par ailleurs, compte tenu des remarques de l'URSS, nous suggérons d'éliminer de la résolution tous les éléments du dispositif commençant par "charge" et de les insérer dans une note pour la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT: Avant de passer la parole au Bureau international pour qu'il fasse un peu de lumière sur cette question, j'aimerais indiquer que la proposition 05 de la Chine (Rép. pop.) a reçu l'appui de la Suisse, du Chili, du Bénin et de l'Italie, cette dernière étant d'accord avec la seconde partie de l'amendement proposé par l'URSS. Je dois rappeler également que le Chili a insisté sur les problèmes que peuvent poser les taux de conversion et que le Bénin redoute que le DTS puisse être considéré comme étant accepté par le Congrès si l'on insère des montants en DTS dans les articles concernés.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je comprends très bien les soucis de la Chine (Rép. pop.) qui présente cette résolution. Lors du débat général, il a été fait état de la nécessité d'alléger nos Actes. Mais ce ne serait pas le cas si l'on procède conformément à la proposition de la Chine (Rép. pop.); c'est pourquoi je suggère que le Congrès charge le Bureau international de renseigner les Administrations sur la conversion du franc-or en DTS chaque fois qu'il le juge utile, comme cela a été fait par la circulaire 219 du 1er septembre 1980.

L'ARGENTINE: Suite à ce qui a été dit par le Chili sur le taux de raccordement qui figure dans ce projet de résolution, nous estimons qu'il s'agit là d'une question très importante qui mérite toute notre attention et qui doit faire l'objet d'une définition précise avant qu'intervienne une décision.

L'URSS: En énumérant les délégués qui ont appuyé la proposition de la Chine (Rép. pop.), vous n'avez pas mentionné que notre délégation a été la première à intervenir et à déclarer qu'elle appuyait cette proposition, qui peut être adoptée par consensus. L'unité monétaire du FMI n'est guère stable et le nombre des monnaies de référence a passé de seize au départ à cinq seulement aujourd'hui. Ceci dit, on pourrait adopter cette résolution sans fixer le montant du taux de raccordement DTS/franc-or mais en indiquant seulement qu'il existe une relation entre le coefficient du franc-or et celui du DTS.

Le PRÉSIDENT s'adressant à la délégation de l'URSS: Je n'ai pas mis en doute que vous avez appuyé la proposition de la Chine (Rép. pop.), étant donné que vous avez introduit un amendement à une partie de celle-là. Mais je voulais simplement différencier les délégations qui ont appuyé sans réserve la proposition chinoise, celles qui étaient d'accord avec la première partie de votre amendement et celles qui acceptent la seconde partie seulement de votre amendement.

Le CHILI: Nous appuyons l'idée de l'URSS d'amender le dispositif de la proposition 05 en supprimant le coefficient qui y figure. On y mentionnerait qu'il existe un rapport entre le DTS et le franc-or sans en fixer le montant.

Le PRÉSIDENT: Il est fondamental que nous retenions trois aspects de ce qui a été dit. Premièrement, faut-il faire figurer sous une forme ou sous une autre le taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or dans la résolution? Deuxièmement, faut-il insérer dans les Actes l'équivalent en DTS des montants indiqués en francs-or? Enfin, il convient de réfléchir sur la question de savoir si, afin de ne pas affecter les Actes, ces montants en DTS devraient figurer dans une résolution ou dans une note à part.

La CHINE (RÉP. POP.): En ce qui concerne le taux de raccordement du DTS et du franc-or, c'est une valeur qui a été définie lors du Congrès précédent. Quant aux propositions d'amendements de l'URSS et de l'Italie, nous aimerions avoir l'avis du Bureau international.

Le SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION: Si l'on examine ce problème de manière concrète, force est de constater qu'un taux de raccordement entre le DTS et le franc-or est indispensable au Bureau international pour qu'il puisse travailler sur une base précise. D'autre part, il convient de rappeler que l'UIT travaille avec le même taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or, comme indiqué dans le projet de résolution qui nous préoccupe.

La CHINE (RÉP. POP.): La formule proposée par l'Italie pourrait être acceptée par tout le monde.

La SUISSE: Le taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or est en fait une invention du Congrès de Rio de Janeiro qui l'a définie de manière à raccorder les deux systèmes. Lors de mon intervention de vendredi dernier, j'ai fait allusion au coût de l'or sur le marché et l'URSS a attiré mon attention sur le fait qu'il existe un taux de raccordement dans les Actes de l'UPU. A ce propos, je signale qu'il est indispensable que ce taux figure dans la résolution que nous discutons, sinon nous ne serons plus en mesure de travailler. Nous sommes d'accord avec le principe d'universalité auquel l'Italie s'est référé et avec le maintien des deux systèmes, mais ne supprimons pas la seule possibilité de raccordement qui existe, raison pour laquelle il nous paraît difficile de renoncer à cette précision.

Le CHILI ne s'oppose en aucune manière à ce qu'il existe un coefficient. Nous devons bien comprendre qu'il y a un taux de raccordement mais nous doutons que le taux de 1 DTS = 3,061 francs-or soit juste, authentique et basé sur la réalité. C'est pourquoi nous demandons que cette question soit étudiée avant qu'une décision soit prise.

L'URSS: La Chine (Rép. pop.) appuie dans une certaine mesure l'amendement de l'Italie. Je serais reconnaissant à ce dernier pays de bien vouloir nous présenter une fois encore son amendement.

Le PRÉSIDENT: Puisque la Chine (Rép. pop.) accepte la proposition italienne, je demande à l'Italie de bien vouloir nous indiquer, d'une part, la portée de sa proposition et, d'autre part, de quelle manière la proposition 05 devrait être rédigée, afin que nous comprenions bien ce dont il s'agit.

L'ITALIE: Notre intervention rejoint celle de la Suisse. Il s'agit de maintenir, d'une part, la première partie de la résolution telle que proposée par la Chine (Rép. pop.) et, d'autre part, le taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or afin que le Bureau international et les Administrations qui utilisent le DTS puissent travailler. Quant à la partie du dispositif commençant par "charge", il y aurait lieu de l'insérer dans une note destinée à la Commission de rédaction.

Enfin, j'insiste sur le fait que la Commission s'est prononcée vendredi dernier par 84 voix pour le DTS et 29 voix contre, ce qui revient à dire qu'une large majorité s'est prononcée en faveur du DTS, raison pour laquelle je vous prie d'accepter cette proposition compte tenu de l'amendement que j'ai proposé.

L'URSS: Tout en acceptant le principe de la proposition chinoise, nous souhaiterions que sa rédaction soit plus précise. Sans vouloir mettre en cause ce qui a été décidé à la séance précédente, nous sommes d'avis qu'il n'y a aucun besoin de se référer dans la résolution à l'évolution monétaire internationale ou à la démonétisation de l'or, deux considérations qui n'ont pas de rapport avec le caractère pratique de l'objectif de cette résolution. En d'autres termes, les deux premiers paragraphes du projet de résolution s'avèrent inutiles. Un autre problème concerne le taux de raccordement entre DTS et franc-or. Les débats ont mis en relief qu'il y a des doutes quant au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 francs-or. C'est pourquoi nous sommes en faveur d'un texte plus général qui permettra plus de souplesse. Afin d'arriver à un texte acceptable, nous proposons qu'un Groupe de travail ad hoc soit formé.

Le PRÉSIDENT: Des débats, il ressort que trois questions se posent. Premièrement, la Commission doit s'exprimer sur le principe de base du projet de résolution qui veut que les montants en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU soient désormais complétés par leur contre-valeur en DTS. Ensuite, nous devons décider s'il faut que la valeur numérique du taux de raccordement figure également dans les Actes. Ceci me semble nécessaire, étant donné que le choix de la valeur 3,061 par la Congrès de Rio de Janeiro n'était nullement arbitraire. Finalement, il faut savoir si à chaque article concerné on mettra l'équivalent en DTS ou si l'ensemble des équivalents feront l'objet d'une annexe. Une publication de ces équivalents, par le biais d'une circulaire du Bureau international, constituerait d'ailleurs une autre possibilité. Je propose que l'idée de l'URSS de constituer un Groupe de travail ad hoc pour mettre au point la proposition 05 de la Chine (Rép. pop.) soit adoptée.

Un Groupe de travail composé de la Chine (Rép. pop.) (Président), de l'URSS, de la Suisse, du Chili, de l'Italie, du Bénin et de la République démocratique allemande est formé pour mettre au point le texte de la proposition 05. Ce Groupe de travail est ouvert aux autres délégations que cela pourrait intéresser.

Le PRÉSIDENT: Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, je donne suite à une demande du Chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique qui a exprimé le désir de s'adresser à la Commission.

Déclaration

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Comme les délégués en ont été informés, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé d'être les hôtes du XXe Congrès de l'UPU en 1989. J'espère que les délégués ici présents jugeront bon qu'un tel honneur nous échoit et que si tel est le cas mon Administration saura — c'est mon espoir — faire face à ses responsabilités de la même façon que nos hôtes allemands l'ont fait.

Comme cela a déjà été observé, c'est la première fois qu'un Congrès de l'UPU a lieu dans le pays d'origine du brillant réformateur postal allemand, Heinrich von Stephan, dont les réalisations demeurent vivantes dans tout ce que nous accomplissons actuellement.

Le principe auquel von Stephan a consacré sa vie il y a un siècle reste énoncé en termes forts dans le Préambule de la Constitution de l'UPU qui parle "de développer les communications entre les peuples", formule simple, mais au sens si profond. Pour nos usagers partout dans le monde, la poste représente la possibilité d'accéder librement, sans restriction et à un prix favorable, à une communication avec la famille, les amis et tous les correspondants que l'on se choisit au-delà des frontières nationales. Le maintien et l'extension de cette liberté de communication par la poste constituent l'une de nos principales missions et, dans la mesure où nos travaux contribuent à la compréhension entre les peuples, ils favorisent également les relations pacifiques entre les nations, ainsi que le progrès dans le monde entier. Nous, les membres de l'UPU, assumons par conséquent de lourdes et importantes responsabilités.

Dans l'ensemble, nous les avons bien assumées et, d'une manière générale, les usagers de la poste internationale ont grande confiance en notre service.

Toutefois, comme cela a été signalé lors du débat de deux jours la semaine dernière, pour conserver cette confiance, il nous faut continuer d'assurer, à un prix raisonnable, un service fiable grâce auquel le courrier international parvient à destination dans des délais raisonnables.

J'approuve la tenue de ce débat et l'esprit des discussions qui s'y sont déroulées. A mon sens, il y a eu grande unité quant au but à atteindre et il a été exprimé un grand désir d'améliorer le service.

Nous pouvons en vérité être fiers des progrès que nous avons réalisés depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Depuis lors, en effet, quelques Administrations postales, dont la mienne, ont mis en place ou adapté dans leurs services d'exploitation des innovations techniques remarquables, notamment des lecteurs optiques de caractères, des machines à trier et des distributeurs automatiques.

Nous avons en outre assisté à une augmentation notable du nombre d'Administrations participant au réseau INTELPOST, service international de télécopie, et à un véritable essor du service de courrier accéléré international désigné aux Etats-Unis d'Amérique sous le nom de "Express Mail International".

Je crois que nous pouvons également nous féliciter de l'accroissement et de l'efficacité de l'assistance technique postale dans le cadre de l'UPU ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Je pense que désormais nous comprenons tous combien les éléments du réseau postal mondial sont liés les uns aux autres et combien il est important par conséquent que les grandes Administrations partagent leurs connaissances techniques avec celles qui ont moins d'expérience. Là également, je me félicite de l'attention qui a été accordée à cette question lors du colloque de la semaine dernière.

Sur plusieurs fronts — grâce aux nouvelles techniques... aux programmes pratiques d'assistance technique... et à des services nouveaux et innovateurs — nous avons poursuivi notre progression vers notre objectif commun, à savoir la création d'un seul territoire postal, vraiment universel, le rêve de Heinrich von Stephan et des autres fondateurs de l'UPU.

Mais notre progression est loin d'être terminée et, malheureusement, de très fâcheuses tendances se développent qui appellent l'attention de tous. Elles touchent l'essence même de l'UPU.

Comme je l'ai déjà affirmé, la force du réseau postal mondial réside dans la confiance que les usagers ont de pouvoir communiquer entre eux sans entrave au-delà des frontières nationales. Cette confiance ne s'est instaurée ni aisément ni rapidement. Elle a progressé lentement sur plusieurs décennies, en surmontant les obstacles créés par les tensions et conflits internationaux. Lorsque ce précieux climat de confiance est sapé par les agissements d'un seul membre, nous en souffrons tous. Ainsi, les pratiques postales de l'Union soviétique au cours des dernières années ont suscité des doutes dans l'esprit d'usagers postaux aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays occidentaux quant à l'intégrité de notre réseau universel.

C'est une question que mes collègues et moi-même étudions avec l'Union soviétique depuis au moins dix ans sans qu'il ait été relevé d'importants progrès. Il s'agit par conséquent là d'un sujet qui mérite l'attention des experts postaux du monde entier.

Le problème découle du fait que, systématiquement, les autorités soviétiques ne distribuent pas le courrier adressé à certains citoyens soviétiques. Cette pratique, qui s'est développée au fil des ans, est à ce point constante que l'on ne peut l'attribuer à de banales erreurs commises innocemment par des agents de la poste dans l'exercice de leurs fonctions, erreurs du genre de celles qui se produisent de temps à autre dans toutes les Administrations. La nôtre a reçu des milliers de réclamations concernant la non-remise de lettres et colis à leurs destinataires en Union soviétique. De leur côté, d'autres Administrations nous signalent le même phénomène pour le courrier expédié par des ressortissants de leur propre pays. Souvent, les envois en cause nous sont retournés comme non distribuables alors qu'en fait ils sont bien distribuables. Souvent, les envois sont portés sur des avis de réception ou, après réclamation, déclarés distribués alors même que d'autres sources d'information indépendantes ont établi qu'ils ne l'ont pas été. En outre, il y a eu d'innombrables saisies de lettres et colis qui, apparemment, ne violent pas des prescriptions internes dûment publiées.

Pendant des années, notre Union a passé sous silence ces transgressions à son esprit dans l'espoir que des améliorations interviendraient. Rien ne prouve cependant qu'il y en ait eu.

C'est pourquoi j'invite instamment les membres de l'Union à étudier par eux-mêmes les difficultés que leurs compatriotes ont pu avoir avec le courrier adressé à l'Union soviétique.

En outre, nous appuyerons tout effort impartial de l'Union postale universelle visant à l'étude de cette question. La nature grave et exceptionnelle de ce problème justifie un tel effort.

Il y a maintenant des années que le courrier subit ce genre d'interventions et de perturbations. Nous ne pouvons plus l'ignorer, car si ces pratiques se poursuivent cela risquerait de détruire l'excellente réputation que notre organisation a su se bâtir au cours des 110 dernières années.

Pour sa part, le service postal des Etats-Unis d'Amérique reste disposé à tenter de trouver une solution à ce problème par la voie bilatérale. Mais comme notre Administration n'est pas la seule concernée, j'ose espérer que tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'UPU traiteront eux aussi ce problème à sa source.

L'URSS: La déclaration des Etats-Unis d'Amérique ne correspond à aucun point inscrit à l'ordre du jour. Tout le monde sait que l'arrivée de dirigeants des Administrations postales à notre Congrès est un fait positif, parce qu'il témoigne du respect de ces pays vis-à-vis du Congrès et du développement de la coopération internationale dans le domaine postal. Pendant ces dernières semaines, on a pu entendre de nombreuses allocutions des Ministres qui nous ont fait part de l'importance qu'ils attachent au développement de la coopération postale internationale. Le Congrès a accueilli chaleureusement l'allocution du Chef de la délégation soviétique qui a transmis les salutations du Gouvernement de l'URSS à l'égard des délégations ici rassemblées et qui a exprimé le désir sincère de voir se poursuivre et se développer la coopération internationale dans le domaine des relations postales auquel l'URSS participe de façon active depuis de très nombreuses années. Il a fait remarquer que ce Congrès se réunit à un moment très grave pour les relations internationales et que le maintien de la paix dans ce monde est le besoin essentiel qu'éprouvent les hommes en ce moment. L'URSS fait des efforts continus pour diminuer la tension internationale, pour freiner la course aux armements afin d'empêcher qu'une guerre nucléaire ne se déclenche. Au cours de notre Congrès, nous avons entendu un appel des Nations Unies concernant la célébration de l'Année de la paix, et d'autres propositions excellentes visant la coopération internationale.

Maintenant, nous constatons avec regret une voix dissonante, celle du Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique. Il nous semble qu'il n'avait pas à traverser l'océan pour déverser au Congrès, forum suprême de l'UPU, une portion de mensonges et calomnies antisoviétiques auxquels les Etats-Unis d'Amérique se plaisent à exceller depuis un bon moment. Si j'utilise le jargon postal, je dois dire que la déclaration du Chef de la délégation américaine comporte une substance bactériologique, dont l'échange est interdit. C'est une tentative très nette d'empoisonner l'atmosphère dans laquelle travaille notre Congrès, l'ambiance d'amitié et de coopération. Et maintenant, quelques mots sur le fond. Nous entretenons une correspondance bilatérale avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet de nos échanges postaux. Cette correspondance ne date pas d'hier. Je suis aux postes depuis longtemps et je connais bien les activités de l'Administration postale des Etats-Unis. L'Administration américaine a confisqué et continue de confisquer des publications provenant de l'Union soviétique. Il s'agit de journaux pour les écoliers, de chefs-d'oeuvre de la littérature classique russe et toutes sortes d'autres publications. Nous n'avons jamais eu le manque de tact de nous adresser au Bureau international ou au Congrès pour évoquer ce genre d'affaires. Nous nous sommes rencontrés à Genève et nous avons, avec beaucoup de patience, expliqué l'absurdité de la position qui avait été adoptée par les Etats-Unis d'Amérique sur cette question. Néanmoins, cette campagne hostile contre la poste soviétique se poursuit. A ce Congrès, le représentant de l'Iran a pris la parole. Il a parlé de la conduite de la poste américaine à l'égard de la poste de son pays. Nous avons des centaines de protestations de citoyens soviétiques contre des milliers de messages hostiles à l'égard de nos citoyens, de notre Etat, de nos dirigeants.

Les interventions de ce genre ne sont pas admises, ni par notre peuple, ni par notre législation. Nous ne permettrons à personne de s'immiscer dans les affaires intérieures de notre Etat. Nous sommes favorables au développement de la coopération internationale et au développement de la liberté de l'information. Nous appuyons l'instauration d'un nouvel ordre de l'information et de la communication, dont s'occupent l'UPU, l'UIT et l'UNESCO. Il s'agit de créer un nouvel ordre dans le domaine des communications et cette idée ne plaît pas du tout aux Etats-Unis d'Amérique qui se sont lancés dans toute une série d'actions de chantage au sein de l'UNESCO en menaçant de se retirer de cette organisation. C'est l'affaire des Etats-Unis, de leur Administration et de leur Gouvernement.

Notre peuple veut coopérer avec tous les peuples du monde, y compris une grande nation comme les Etats-Unis d'Amérique, et cela dans l'intérêt du renforcement de la compréhension mutuelle et de la paix dans le monde entier. Nos dirigeants ont plus d'une fois souligné que des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS dépend le bien-être d'un grand nombre de peuples, de tous les peuples. Et c'est de cela que dépend le sort de la paix dans ce monde. Nous attendons avec patience que les Etats-Unis d'Amérique fassent preuve de réciprocité à notre égard. C'est pour cela que nous sommes indignés et nous réfutons les allégations du Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique. Cela n'a aucun rapport avec ce que nous faisons ici; cela ne répond ni à la réalité postale et ni à la nécessité d'élargir la coopération internationale. Nous regrettons beaucoup que cette intervention ait eu lieu. Nous regrettons également que nous ayons dû participer à ce genre de discussion et nous espérons que le Congrès voudra bien comprendre notre attitude.

Compétence
législative
du CE

Le PRÉSIDENT introduit le point 8 de l'ordre du jour qui se compose de trois groupes de propositions:

- la proposition 1022.1 et son amendement 1022.2 qui tendent à modifier l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution;
- la proposition 1502.1 et son amendement 1502.10 qui s'efforcent de développer, dans le Règlement général, l'idée contenue dans les deux propositions précédentes;
- enfin, la proposition 1519.91 et son amendement 1519.92 concernant notamment la procédure de présentation et de traitement des propositions soumises au CE.

Nous abordons en premier lieu la proposition 1022.1, de l'Argentine, qui vise à confier au CE la charge d'arrêter les Règlements d'exécution des divers services et à réserver au Congrès celle d'approuver les modifications à apporter aux instruments juridiques les plus importants de l'Union; en même temps, nous avons la proposition 1022.2 qui détermine, en outre, les compétences du CE et des Administrations postales en fonction du moment où les propositions de modification sont présentées pour les Règlements d'exécution.

L'ARGENTINE expose les motifs de la proposition 1022.1 et se réfère également aux propositions 1502.1 et 1519.91 afin de donner une vue d'ensemble de la réforme envisagée qui vise à décharger le Congrès d'une partie de ses tâches au profit du CE, dans le but notamment de réduire la durée de ses sessions.

En effet, l'étude réalisée par le CE sur cette question n'a pas donné tous les résultats escomptés.

Afin de trouver une solution, l'Argentine propose de confier au CE la révision des Règlements d'exécution qui devrait se faire dans les six mois suivant la clôture du Congrès. La composition de cet organe lui permettrait de s'acquitter de sa tâche de façon équitable.

Au Congrès serait réservée l'approbation des modifications à apporter à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et aux Arrangements. En effet, il est logique que cette assemblée, composée des plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres, traite des problèmes fondamentaux relatifs au fonctionnement de l'Union et non pas des dispositions techniques ou des questions secondaires.

J'illustrerai mon propos en indiquant qu'au 26 juin dernier, 503 propositions avaient été présentées pour les Règlements d'exécution, ce qui représente une charge de travail dont le Congrès pourrait être soulagé. Il s'agit d'un premier pas vers une rupture avec les anciens systèmes réglementaires de notre Union.

Une seconde étape consisterait à développer les attributions ainsi confiées au CE afin de lui donner la possibilité de mettre à jour les Règlements d'exécution dans l'intervalle des Congrès.

En effet, les impératifs de notre époque et, notamment, l'apparition de concurrents pour la poste, exigent des solutions nouvelles.

Enfin, l'adoption de cette proposition répondrait à un vœu exprimé dès les origines de l'Union, celui de ne pas alourdir les travaux du Congrès par l'examen de questions techniques et secondaires, comme il ressort de l'annotation 7 du Code annoté, relative à l'article 22 de la Constitution.

Par ailleurs, nous acceptons les amendements présentés dans les propositions 1022.2, 1502.10 et 1519.92, car ils apportent des améliorations.

Le PRÉSIDENT: Dans ces conditions, les débats porteront uniquement sur les propositions 1022.2, 1502.10, 1519.92.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': La proposition de base de l'Argentine et celles qui en découlent traitent de problèmes que l'UPU a rencontrés à maintes reprises et qui ont été traités par le CE dans le Congrès – Doc 6 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès.

En 1983, le CE s'est interrogé sur son mandat et s'est prononcé, je crois à juste titre, contre des pouvoirs législatifs qui lui seraient attribués.

Même si, comme l'Argentine, nous pensons qu'il est nécessaire de trouver un remède, la proposition 1022.1 ne nous paraît pas apporter la meilleure solution.

En effet, elle provoquerait des conflits au niveau de la répartition du travail entre les différents organes car, selon quels critères une question pourrait-elle être considérée comme fondamentale ou secondaire? Par ailleurs, la souveraineté des Etats-membres serait mise en cause.

En outre, elle soulèverait des problèmes d'ordre pratique, notamment l'organisation d'une session supplémentaire du CE qui durerait plusieurs semaines.

A la Commission des affaires générales du CE, nous nous sommes déjà penchés sur l'efficacité de ces conférences préparatoires et nous en avons conclu que ce genre d'examen préalable ne permettrait pas de résoudre les difficultés actuelles.

Par ailleurs, le délai de six mois imparti pour reviser les Règlements d'exécution soulèverait de nombreux problèmes.

En outre, la réglementation spéciale suggérée par le CE, dans la proposition 1502.6 pour faire face à des circonstances exceptionnelles, répond dans une large mesure déjà à la proposition de l'Argentine, de même que la proposition 022 d'élaborer des règles pour les services nouveaux.

En résumé, nous pensons que la proposition de l'Argentine, du fait des structures juridiques actuelles et pour des raisons pratiques, ne devrait pas être acceptée. Certaines de ses idées fondamentales pourraient être éventuellement incorporées dans l'étude dont sera chargé le CE, lorsque la Commission examinera la proposition 022.

La COLOMBIE: Mon Administration appuie la proposition 1022.1 car elle cherche à simplifier le travail du Congrès et à en réduire la durée; car, la situation de concurrence ne nous permet pas de quitter notre Administration pour une trop longue période.

Certains craignent que le CE n'aille au-delà des attributions qui lui sont confiées par le Congrès ou que des principes de nature juridique ne soient violés par cette réforme. Or, il n'est pas possible d'attendre cinq ans avant de mettre en pratique les études du CE et du CCEP. Il existe une série d'exigences prioritaires sur lesquelles nous sommes tous d'accord, ainsi que l'a souligné le Canada précédemment.

En conséquence, nous devons donner au CE toutes les compétences nécessaires pour remplir pleinement sa fonction.

Pour apaiser les craintes de certains, le CE devrait être doté d'attributions très précises et éventuellement de la faculté de consulter, par la voie diplomatique, les Pays-membres afin de savoir si les décisions délicates sont approuvées par les majorités requises. Ce problème pourrait amener la Commission à amender la proposition en discussion.

La SUISSE: La proposition de l'Argentine, amendée par l'Uruguay et le Chili, vise à alléger la tâche et la durée des Congrès en confiant au CE le traitement des questions relatives aux Règlements d'exécution. Cette question a déjà été étudiée par le CE et les discussions ont fait apparaître qu'une telle solution a ses avantages et ses inconvénients. L'étude du CE a tout de même conduit à des résultats intéressants: la durée du Congrès a été ramenée de 45 à 40 jours. L'appel lancé par le CE pour la limitation du nombre des propositions a été entendu, puisque ce nombre a fortement diminué et certaines tâches du Congrès ont été confiées au CE.

En adoptant dès maintenant la solution suggérée, nous risquons d'avoir des résultats contraires à ceux qu'on recherche. Nous estimons que les propositions en discussion doivent être englobées dans l'étude suggérée par la proposition 022 visant à revoir la réglementation postale internationale. Une étude par le CE ne retarderait pas nécessairement la mise à exécution de sa décision. Il serait peut-être possible, comme nous l'avons fait lors de ce Congrès, de prévoir que certaines décisions entrent en vigueur immédiatement.

CUBA: Les Règlements d'exécution complètent la Convention et les Arrangements; ils intéressent l'ensemble des membres de l'UPU. Ce n'est qu'au Congrès qu'on peut modifier les Règlements en tenant compte

des avis de tous les Pays-membres. L'adoption de cette proposition nous amènerait à augmenter le nombre des membres du CE et changerait complètement la conception de cet organe. Nous ne pouvons pas simplifier le travail du Congrès au détriment de la souveraineté des Pays-membres. Nous nous prononçons pour le statu quo et nous voudrions que cette question soit confiée au CE pour une étude approfondie.

La GRANDE-BRETAGNE: Je pense que cette proposition a un grand mérite, mais comme un certain nombre d'orateurs l'ont déjà dit, le problème n'est pas simple, il y a des questions fondamentales à prendre en considération; il faut tenir compte notamment du fait que certaines propositions concernant la Convention ont des répercussions sur celles concernant le Règlement d'exécution et vice versa. Par conséquent, j'appuie l'idée de renvoyer cette question au CE, afin qu'il puisse l'examiner en détail et en profondeur.

Le PRÉSIDENT demande à l'Uruguay s'il est d'accord pour que cette question soit confiée au CE dans le cadre de l'étude prévue par la proposition 022.

L'URUGUAY: Nous sommes entièrement d'accord avec cette suggestion. Mais on a soulevé certains aspects juridiques de ce problème et nous estimons que la proposition argentine est tout à fait conforme au droit. Il semble qu'il existe une certaine crainte de donner au CE des attributions d'ordre législatif. Or, la modification des dispositions de la Convention n'est pas du ressort exclusif du Congrès. Selon les articles 120 et 121 du Règlement général et de l'article 22 de la Constitution, les dispositions des Actes de l'UPU peuvent être modifiées entre deux Congrès.

Le PRÉSIDENT: Vous avez évoqué une question très importante, à savoir que les Administrations peuvent déjà modifier les Actes entre deux Congrès. Je crois qu'il faudra en tenir compte lors de l'étude sur la réglementation postale internationale.

Le BÉNIN: Pour alléger les travaux du Congrès et en raccourcir la durée, nous avons le choix entre trois solutions:

- celle des Conférences administratives, mais on aurait alors une sorte de minicongrès;
- celle proposée par l'Argentine: nous sommes d'avis que, du fait de sa complexité, il convient de la confier au CE pour étude;
- celle que nous suggérons et qui consiste à modifier le déroulement des travaux du Congrès.

Dans un premier temps, les experts qui ne seraient pas nécessairement plénipotentiaires se réuniraient pendant une dizaine de jours, pour examiner les points à l'ordre du jour du Congrès, d'abord en séance plénière, puis en Commission, et ensuite de nouveau en plénière et adopter des propositions à soumettre au Congrès. Dans un deuxième temps, le Congrès auquel participeraient des plénipotentiaires, des ministres et des responsables des services postaux se tiendrait pendant deux ou trois semaines pour examiner les résultats des travaux des experts et trancher définitivement les problèmes.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE) appuie également l'idée de renvoyer la proposition en discussion au CE pour une étude approfondie.

L'ARGENTINE: Il existe une majorité favorable à ce que cette question soit renvoyée au CE pour une étude, conjointement avec la proposition 022 de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de la Suisse; nous pensons que cette idée est acceptable et pourrait aboutir à des solutions concrètes, comme celles que nous avons proposées.

La Commission a ainsi décidé de charger le Conseil exécutif de prendre en considération les propositions 1022.2, 1502.10 et 1519.92 lors de l'étude sur la réglementation postale internationale prévue dans la proposition 022.

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Quatrième séance

Mardi 3 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le PRÉSIDENT présente au nom du Conseil exécutif le Congrès – Doc 6, qui fait état des résultats de l'étude approfondie effectuée par le CE. Son origine en est une suggestion faite en 1980 par les Administrations postales de l'UPAO (actuelle APPU) et qui vise à améliorer l'organisation et le fonctionnement du Congrès. Le chapitre II de ce document concerne des mesures qui pour la plupart ont déjà été adoptées et sont appliquées par le Congrès de Hamburg.

Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès

Il propose d'aborder en premier lieu les propositions concernant le Règlement intérieur et qui ont été attribuées à la Commission 3, à savoir les propositions 1702.1 et 1720.1, présentées par le CE, ainsi que la proposition 1720.2 de la Bulgarie (Rép. pop.).

a) Mesures envisageables à court terme

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1702.1 du CE, qui tend à préciser le statut des fonctionnaires attachés en ce qui concerne leur droit de participer aux délibérations.

La Commission adopte la proposition 1702.1 par consensus.

Le PRÉSIDENT continue avec la présentation de la proposition 1720.1 du CE, qui a pour but de préciser le moment où l'on doit procéder à un vote par appel nominal lorsque le résultat du vote à main levée n'est pas clair.

La proposition 1720.1 est aussi adoptée par consensus.

Les dix appuis nécessaires pour la mise en discussion de la proposition 1720.2 de la Bulgarie (Rép. pop.) étant obtenus (Règlement intérieur, article 28), le Président invite ce pays à présenter sa proposition.

La BULGARIE (RÉP. POP.): En présentant notre proposition au Congrès, nous estimons que le vote par appel nominal doit avoir lieu immédiatement après le vote à main levée pour que le nombre de délégations présentes reste le même. D'autre part, pour dissiper des doutes au sujet du résultat du vote, nous proposons que le vote par appel nominal ait lieu en présence de trois scrutateurs.

La HONGRIE (RÉP. POP.): La proposition soumise par la Bulgarie (Rép. pop.) est logique et susceptible de combler la lacune qui existe actuellement. Pour cette raison, nous appuyons cette proposition.

L'ALBANIE: Notre délégation appuie la proposition 1720.2 parce qu'elle clarifie la situation quand il y a des doutes au cours d'un vote à main levée.

La BELGIQUE: La procédure de vote à main levée prévue à l'article 20 nous paraît suffisante, d'autant plus que la proposition 1720.1 vient d'être approuvée. Il nous paraît superflu de désigner des scrutateurs et par conséquent nous ne sommes pas favorables à cette proposition.

L'URSS: Comme on l'a déjà dit, cette proposition est logique. Le vote par appel nominal exige que la procédure soit fixée de façon très nette et précise et, vue sous cet angle, la nomination de scrutateurs permettrait de donner plus de valeur au vote. Nous pensons tout de même qu'il serait préférable de mettre cette disposition à la lettre b) du paragraphe 2, où il est question du vote par appel nominal.

Le LESOTHO: Nous appuyons la proposition, mais nous aimerions que dans la première phrase du texte les mots "le Président peut" soient remplacés par les mots "le Président doit" afin qu'il y ait une obligation de procéder de la façon prévue.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Nous avons des doutes quant à la nécessité de la disposition proposée par la Bulgarie (Rép. pop.). Dans le cas d'un vote par appel nominal, on appelle les noms de pays selon l'ordre alphabétique, les pays votent ouvertement et le résultat du vote peut être suivi de façon absolument précise par chaque délégation. Nous estimons donc que l'adjonction proposée est superflue.

Quant à la suggestion du Lesotho, elle n'est pas fondée car après le mot "peut" on trouve la mention "à son gré ou à la demande d'une délégation".

Le PRÉSIDENT prie la Bulgarie (Rép. pop.) de signaler si elle peut accepter les propositions faites par l'URSS et par le Lesotho.

La BULGARIE (RÉP. POP.): Nous sommes d'accord avec l'URSS de mettre la disposition proposée sous la lettre b) du paragraphe 2, mais nous préférons que le mot "peut" reste dans le texte.

Le LESOTHO retire son amendement à la proposition.

Le PRÉSIDENT met la proposition 1720.2 au vote en précisant que, suite à l'amendement de l'URSS accepté par la Bulgarie (Rép. pop.), la proposition se rapporte à la lettre b) du paragraphe 2 de l'article 20 du Règlement intérieur des Congrès.

Le BÉNIN: La proposition comprend en fait deux parties. Il s'agit de l'adjonction du mot "immédiatement" à la première phrase, d'une part, et de la désignation de scrutateurs, d'autre part.

Le PRÉSIDENT: Vu que la première partie est identique à la proposition 1720.1 déjà adoptée, seule la partie concernant la désignation des scrutateurs est soumise au vote.

Le nombre de présences étant de 144, on constate que la majorité des deux tiers requise est de 96.

La proposition 1720.2 est repoussée par 55 voix contre 38 et 19 abstentions.

Aucune observation n'étant formulée, la Commission considère les mesures envisageables à court terme et énumérées dans le Congrès — Doc 6, chapitre II, comme approuvées.

b) Mesures
envisageables
à long terme

Le PRÉSIDENT présente le chapitre III du Congrès — Doc 6 — Mesures envisageables à long terme. Celles-ci ne seront applicables que pour le Congrès qui suivra celui de Hamburg. Certaines d'entre elles tendent à simplifier et à accélérer le déroulement des Congrès en déléguant certaines compétences au Conseil exécutif et en chargeant notamment cet organe de raccourcir la durée du Congrès sur la base des expériences faites à Hamburg.

Ces mesures ont été groupées en quatre catégories.

A. Allégement du Congrès par un examen préalable des propositions

Comme cela ressort des paragraphes 19 à 21 du Congrès — Doc 6, le CE s'est penché sur la question de savoir si la revision partielle ou totale des Actes de caractère technique pouvait être confiée à des Commissions préparatoires, à des conférences administratives ou au CE lui-même. Il a rejeté toutes ces possibilités, car elles n'apportent pas de solution satisfaisante; elles alourdiraient au contraire les procédures actuelles de revision des Actes.

Néanmoins, deux idées ont été retenues et mises en pratique; l'une charge les Présidents des Commissions du Congrès d'établir, en collaboration avec le Secrétaire, une liste des propositions qui pourraient être acceptées sans discussion; l'autre confie au Bureau international le soin d'appeler l'attention des Administrations sur certains aspects de leurs propositions.

L'URSS: Nous n'approuvons pas la création de Commissions préparatoires, car le Congrès comprend déjà des Commissions pour l'examen préalable des propositions. Nous avons exprimé notre opinion au CE sur la proposition 1502.5, à savoir que pour ce qui est du nombre des Commissions et de leurs compétences, le CE ne peut que présenter des recommandations ou des suggestions au Congrès.

Certes, le travail préparatoire effectué par le CE facilite la tâche du Congrès, mais la prise de décisions doit être laissée à ce dernier.

La proposition d'amendement 1502.9 correspond aux idées que nous avons exprimées au CE.

B. Programmation des séances du Congrès et de ses Commissions

Le PRÉSIDENT: En ce qui concerne la programmation des séances, il n'est pas possible de réunir les Commissions du Congrès avant l'ouverture des séances plénières, à l'instar de ce qui se fait pour les réunions du CE et du CCEP, car certaines questions, notamment celles d'ordre politique, doivent obligatoirement être traitées au début du Congrès.

Néanmoins, il a été décidé de transférer au CE une série de compétences de caractère administratif réservées jusqu'alors aux séances plénières du Congrès. C'est ce qui ressort des propositions 1502.5, 1705.1, 1707.1, 1709.1, 1724.1 et 1706.1.

La proposition 1502.5 du CE modifie le paragraphe 6 de l'article 102 du Règlement général et introduit les nouvelles lettres jbis) à jquater). Si vous êtes d'accord, nous allons examiner séparément chacune de ces lettres et, tout d'abord la lettre g), qui tend à attribuer au CE la compétence d'inviter les organisations non gouvernementales (ONG) à participer au Congrès. Les motifs qui accompagnent la proposition indiquent de façon précise ce qui est envisagé.

L'INDE: Actuellement, c'est le Congrès qui décide du choix des organisations non gouvernementales à inviter au Congrès de l'UPU. C'est donc après le début des travaux du Congrès qu'une telle organisation reçoit son invitation. Dans ce contexte, cette proposition nous paraît bien conçue.

Cependant, nous formulons quelques réserves. En effet, si cette proposition était adoptée, le Congrès devrait s'assurer que les organismes invités ont de vastes responsabilités sur le plan international. Ainsi, dans le cadre des Nations Unies, ces invitations ne sont adressées qu'aux institutions spécialisées, dont l'UPU. Ce principe est fondamental car la présence d'organismes extérieurs pourrait empêcher une discussion franche et libre.

Par conséquent, nous plaçons pour une grande circonspection avant d'adopter cette proposition.

Le PRÉSIDENT: Votre remarque est fort judicieuse et, puisqu'elle figurera dans les procès-verbaux, elle aidera le CE à prendre ses décisions.

L'URUGUAY: Il me semble qu'il faudrait étudier cette proposition en même temps que la proposition 1705.1, car il me semble qu'il existe une contradiction entre les deux. En effet, la proposition 1705.1 limiterait la participation des organisations non gouvernementales aux Commissions, alors que la proposition 1502.5 se réfère au Congrès.

Or, selon l'article 1 du Règlement intérieur, lorsqu'il y a divergence, c'est le Règlement général qui prévaut.

Le PRÉSIDENT: Le Règlement intérieur doit être subordonné, comme il se doit, au Règlement général. Lorsque le terme "Congrès" est utilisé dans le Règlement général, il ne s'agit pas de savoir s'il s'applique aux séances plénières ou aux Commissions. Selon la pratique suivie jusqu'ici à l'UPU les organisations non gouvernementales ne peuvent pas assister aux séances plénières car elles ne sont admises à participer qu'aux séances des Commissions qui traitent des points les intéressant directement. L'expérience prouve que ces points sont examinés par les Commissions. Le Règlement intérieur a donc cherché à être plus explicite que le Règlement général.

Le BÉNIN: Nous nous posons la question de savoir pourquoi le Congrès n'autoriserait pas une fois pour toutes certaines organisations internationales non gouvernementales à participer aux travaux du Congrès, ce qui permettrait au CE de les inviter automatiquement. Nous pensons que c'est le Congrès qui doit donner une autorisation préalable. C'est pourquoi nous proposons l'amendement suivant: "... les organisations non gouvernementales *autorisées par le Congrès*".

Le PRÉSIDENT: Un Congrès ne doit pas intervenir dans les décisions qui sont de la compétence du Congrès suivant. Le CE a présenté cette proposition pour permettre des contacts préalables avec certaines organisations mais c'est, bien entendu, le Congrès qui tranchera en dernier lieu.

La lettre g) de la proposition 1502.5 est adoptée sans modification.

Il en est de même de la lettre jbis) qui attribue au CE la compétence de déterminer le nombre de Commissions et d'en fixer les attributions.

Le PRÉSIDENT: Nous allons maintenant passer à l'examen de la lettre jter) qui confère au CE la possibilité de désigner les Présidents et les Vice-Présidents du Congrès et des Commissions, ainsi que les membres des Commissions restreintes, institutionnalisant ainsi la pratique actuelle qui permet aux Administrations pressenties à ces fonctions de s'y préparer.

La Chine (Rép. pop.) a proposé un amendement qui figure à la proposition 1502.9, selon lequel le CE recommande au Congrès des candidats mais ne les désigne pas.

La CHINE (RÉP. POP.): Je ne répéterai pas les explications qui figurent dans les motifs. Je tiens cependant à souligner que la désignation des Présidents et Vice-Présidents du Congrès et des Communications lors du Congrès par l'ensemble des Pays-membres est un acte plus solennel que leur désignation par le CE dont font partie seulement 40 Pays-membres et devrait rester une prérogative du Congrès. Par ailleurs, cet acte est un symbole de solidarité, de confiance. Il est significatif pour un bon début de Congrès. C'est pourquoi mon Administration tient à ce que ce soit le Congrès qui continue à les désigner.

L'URSS: Nous appuyons la proposition 1502.9 présentée par la Chine (Rép. pop.). Composé seulement de 40 membres, le CE ne peut pas désigner les Pays-membres qui assurent la direction des travaux du Congrès d'autant que ceux-ci sont à choisir parmi les 166 Pays-membres de l'Union. En fait, c'est le Bureau international qui contacterait les Administrations à pressentir et s'occuperait donc de l'aspect matériel de ces désignations. Dès lors, le CE ferait des recommandations proprement dites au Congrès, la décision finale appartenant à ce dernier.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE, le BÉNIN, le NIGÉRIA, le NÉPAL, le MAROC, le LESOTHO et le YÉMEN (RÉP. ARABE) se rallient aux observations de l'URSS et donnent leur appui à l'amendement 1502.9 de la Chine (Rép. pop.).

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': La proposition 1502.5 est le résultat d'une étude approfondie faite au sujet de l'organisation et du fonctionnement du Congrès par la Commission 3 du CE que nous avons présidée.

Pour le Congrès de Hamburg, notre Administration a, en collaboration avec le Bureau international, préparé la liste des personnalités à pressentir aux hautes fonctions à ce Congrès. En conséquence, avec le transfert des compétences recommandé par le Conseil exécutif, on ne ferait qu'entériner une pratique déjà ancienne. Une telle décision irait en outre dans le sens de la tendance générale de transférer au CE certaines compétences réservées jusqu'ici aux séances plénières du Congrès.

Nous estimons, par ailleurs, que cet organe de 40 membres est parfaitement en mesure d'assumer cette nouvelle fonction au nom du Congrès et de prendre les décisions nécessaires sur la base d'une discussion ouverte.

Pour cette raison, nous pensons que l'amendement de la Chine (Rép. pop.) n'est pas souhaitable et que la proposition 1502.5 du CE devrait être approuvée.

Le JAPON: Nous comprenons les raisons du transfert au CE de certaines compétences des séances plénières; néanmoins il n'est pas normal que l'organisation du Congrès, organe suprême de l'UPU, se trouve déterminée et fixée par le Conseil exécutif avant l'ouverture du Congrès.

Le Conseil exécutif peut évidemment préparer des recommandations concernant la présidence du Congrès ou la formation des Commissions; mais la décision finale doit être prise par le Congrès lui-même. D'ailleurs, d'après notre expérience des Congrès précédents, cela s'est fait sans problème et n'a pas pris beaucoup de temps au Congrès. Notre Administration appuie l'opinion exprimée par la Chine (Rép. pop.), l'URSS et d'autres Administrations.

La SUISSE: Pour concilier les différents points de vue qui ont été exprimés, nous proposons de rédiger le paragraphe 6, lettre jter), de la proposition 1502.9 de la manière suivante: "désigner, sous réserve de l'approbation par le Congrès, lors de la session précitée, les Pays-membres susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions en tenant compte, autant que possible, de la répartition géographique équitable des Pays-membres et de faire partie des Commissions restreintes du Congrès". Donc, le CE ne prend pas une décision définitive, le Congrès gardant toutes ses prérogatives en la matière.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je suis d'accord avec la proposition faite par la Suisse. Toutefois, compte tenu de la période très courte entre la dernière session du CE et le Congrès, du délai nécessaire pour permettre aux Présidents des Commissions pressentis de se préparer, je suggère que, dans le texte proposé par la Suisse, l'expression "lors de la session précitée" soit remplacée par "en temps utile".

La CHINE (RÉP. POP.): L'esprit de la proposition de la Suisse étant identique à celui de notre proposition, nous acceptons son amendement.

Le PRÉSIDENT demande à la Suisse de revoir le nouveau texte au paragraphe 6, lettre jter), en tenant compte des observations du Secrétaire général.

La SUISSE: Le paragraphe 6, lettre jter), se lirait "désigner en temps utile, sous réserve de l'approbation par le Congrès, les Pays-membres susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et les vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres, et de faire partie des Commissions restreintes au Congrès".

Le PRÉSIDENT: Nous nous trouvons devant deux propositions: la 1502.5 du Conseil exécutif et la 1502.9 amendée par la Suisse.

Faisant usage des dispositions de l'article 16, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, selon lequel le Président doit décider si l'on vote d'abord la proposition originale ou l'amendement selon le caractère plus radical de l'une ou de l'autre des propositions, je vous propose de voter en premier lieu sur la proposition 1502.5 du CE et, selon le résultat, nous passerons par la suite au vote de la proposition 1502.9 amendée par la Suisse.

La lettre jter) du paragraphe 6 de la proposition 1502.5, telle qu'elle a été formulée par le CE, est rejetée par 89 voix contre, 15 pour et 7 abstentions.

Mise aux voix, la lettre jter) du paragraphe 6 de la proposition 1502.9 de la Chine (Rép. pop.), amendée par la Suisse, est adoptée par 113 voix pour, 0 contre et 2 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Dans le cadre de la proposition 1502.5, il convient d'examiner maintenant la lettre jquater) tendant à permettre au Conseil exécutif de décider de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports.

L'URUGUAY: Nous croyons que la rédaction de ce paragraphe n'est pas vraiment opportune, car elle donnerait un pouvoir exclusif et absolu au Conseil exécutif dans ce domaine. Par ailleurs, s'il s'agit d'alléger les travaux du Congrès et de ses Commissions, il ne nous semble pas opportun que la décision sur la question de remplacer les procès-verbaux par les rapports ou les rapports par les procès-verbaux appartienne au Conseil exécutif. S'agissant d'une disposition du Règlement général, nous pensons qu'elle relève du Congrès.

Le PRÉSIDENT demande si une délégation appuie la proposition de l'Uruguay et, constatant que tel n'est pas le cas, il pose la question de savoir si la Commission s'oppose à l'adoption de la lettre jquater) telle qu'elle figure dans la proposition 1502.5.

La lettre jquater) de la proposition 1502.5 est adoptée sans modification.

Le PRÉSIDENT: La lettre jbis) sera mise au point par la Commission de rédaction, compte tenu de la lettre jter), dont la rédaction vient d'être adoptée.

Le CANADA: La Commission 3 devrait revoir elle-même le texte de la lettre jbis) afin d'éviter que la Commission de rédaction n'ait à interpréter les décisions de la Commission 3. C'est pourquoi nous proposons d'y remplacer "lors de la dernière session qui précède le Congrès" par les mots "en temps utile" utilisés dans la lettre jter).

Le PRÉSIDENT: Afin d'éviter la contradiction que relève à son tour le Canada, je propose que le procès-verbal mentionne celle-ci afin que la Commission de rédaction puisse en tenir compte et de donner aux lettres jbis) et jter) une rédaction homogène.

Le Président met ensuite aux voix les lettres g), jbis) et jquater) de la proposition 1502.5 après avoir constaté que le nombre de délégations présentes, qui est de 116, dépasse le quorum de 112 exigé.

Les lettres g), jbis) amendée par le Canada, et jquater) de la proposition 1502.5 sont adoptées par 109 voix pour, 0 contre et 2 abstentions.

Le PRÉSIDENT soumet à l'examen de la Commission la proposition 1705.1 en faisant observer que celle-ci est la conséquence de la modification qui vient d'être apportée au paragraphe 6, lettre g), de l'article 102 du Règlement général. Elle a une double portée: elle inclut au paragraphe 2 de l'article 5 du Règlement intérieur des Congrès les observateurs des organisations internationales non gouvernementales en indiquant que ces derniers peuvent uniquement participer aux travaux des Commissions du Congrès à la différence des organisations gouvernementales qui peuvent participer aux séances plénières et aux Commissions selon les sujets traités. Dans ce paragraphe 2, on supprime à la première ligne la référence au fait que les organisations gouvernementales sont désignées par le Conseil exécutif parce que cela figure déjà au Règlement général. D'autre part, dans cette proposition, on supprime le paragraphe 5 qui, d'après le Conseil exécutif, n'a aucune raison d'être.

La proposition 1705.1 du CE est adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT propose que la proposition 1707.1 soit laissée en suspens: le Bureau international en soumettra un nouveau texte, compte tenu de l'adoption de la proposition 1502.9 relative, entre autres, à l'article 102, paragraphe 6, lettre jter), du Règlement général.

Le PRÉSIDENT passe à la proposition 1709.1 du CE qui est également une conséquence de l'adoption de la proposition 1502.5 relative à l'article 102, paragraphe 6, lettre jbis), du Règlement général.

Etant donné que le Conseil exécutif est compétent pour désigner le nombre des Commissions au Congrès et leurs attributions respectives, il est indéniable que l'article 9 du Règlement intérieur des Congrès perd sa raison d'être.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Nous n'avons pas d'objection à la suppression de cet article, mais nous estimons que l'ordonnance des articles n'est plus logique, on traiterait de la création des Groupes de travail avant d'évoquer la composition des Commissions, c'est pourquoi nous suggérons que l'article 11 actuel devienne l'article 9.

Le PRÉSIDENT: Pour l'instant la question se pose de savoir si nous pouvons adopter la proposition 1709.1.

La proposition 1709.1 est adoptée par consensus. La Commission de rédaction est chargée en outre d'examiner la possibilité de mettre l'article 11 actuel à la place de l'article 9 ainsi supprimé.

La proposition 1724.1 du CE relative à l'article 24, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès est également adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT commente les propositions 1706.1 et 1706.2. La proposition 1706.1 du Conseil exécutif est le résultat de l'étude faite dans le cadre de l'organisation, du fonctionnement et des méthodes de travail du Congrès (Congrès – Doc 6). En dépit du transfert de certaines compétences du Doyen au Conseil exécutif, celui-ci a considéré bon de maintenir cette fonction mais en l'adaptant. Cette proposition est amendée par la proposition 1706.2 du Gabon.

Le GABON: Nous voulions apporter plus de clarté au texte présenté par le Conseil exécutif. Cependant, nous n'avons pas d'objection majeure si la Commission préfère la proposition du Conseil exécutif.

La SUISSE: Il y a lieu de rappeler que la proposition du CE a été longuement discutée au sein d'un Groupe de travail et que les termes en ont été pesés avec beaucoup d'attention. Nous lui accordons donc la préférence.

Le SÉNÉGAL: La Suisse vient de faire l'exégèse de la proposition 1706.1 du CE. Sans vouloir faire celle de l'amendement du Gabon, il convient de souligner que celui-ci apporte plus de clarté en ce qui concerne le rôle du Doyen du Congrès. La lecture de la proposition 1706.2 permet de mieux comprendre les attributions du Doyen et notamment sa contribution au bon déroulement du Congrès. Le Sénégal insiste sur la pluralité des fonctions du Doyen même s'il est difficile de les énoncer d'une manière exhaustive et manifeste son soutien à l'amendement du Gabon.

Le CANADA: Le Sénégal a fait ressortir les deux différences essentielles qui donnent un avantage au texte du Gabon sur celui du CE. Ces différences, qui n'ont pas été prises en considération dans l'analyse de la Suisse, concernent, d'une part, la pluralité des fonctions du Doyen et, d'autre part, la contribution de ce dernier au bon déroulement du Congrès. Sans attendre que le Président n'interroge la Commission pour recueillir les dix appuis nécessaires, le Canada marque sa préférence pour l'amendement du Gabon.

Le PRÉSIDENT indique, sous réserve de l'avis de la Commission, que l'amendement du Gabon ne nécessite pas l'obtention de dix appuis; en effet, aux termes de l'article 28, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, seules les propositions originales nécessitent ces appuis. Le Président évoque à cet égard également l'article 119, paragraphe 3, du Règlement général et l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès.

L'ITALIE: Le paragraphe 1 de l'article 6 prévoit que c'est au pays hôte de suggérer la désignation du Doyen du Congrès, sans définir aucun critère de choix. Or, la proposition du CE introduit précisément un critère de désignation dans le paragraphe 2 du même article. Il serait plus logique de replacer ce critère dans le paragraphe 1.

La SUISSE: La proposition 1706.1 du CE est une conséquence de la proposition 1502.5 qui transfère au CE des compétences jusqu'ici dévolues au Congrès, et notamment la désignation du Président du Congrès. Or, l'amendement 1502.9 de la Chine (Rép. pop.) adopté par la Commission maintient la compétence du Congrès pour désigner le Président et approuver définitivement les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Il en résulte que la fonction attribuée au Doyen par le paragraphe 2 de l'article 6 demeure. La discussion sur les propositions 1706.1 et 1706.2 est donc devenue sans objet et il convient d'en rester au statu quo.

Les demandes d'intervention étant épuisées, le PRÉSIDENT redonne la parole au Gabon pour faire savoir s'il maintient ou non sa proposition d'amendement et lui demande de tenir compte de l'intervention de la Suisse.

Le GABON observe que son amendement a reçu l'appui du Sénégal et du Canada qui ont mis en lumière son intérêt sur le plan d'une définition plus précise du rôle du Doyen. Toutefois, pour éviter une polémique, il accepte de s'en tenir à la proposition du CE.

La proposition 1706.2 est ainsi retirée.

La BELGIQUE, souhaitant concilier les positions exprimées par le Gabon et la Suisse, suggère que le texte du CE soit légèrement modifié, afin de mieux exprimer les attributions du Doyen. Elle propose à cet effet que le mot "fonction" soit remplacé par "rôle" et qu'à la fin de la phrase soit ajouté "...", ainsi qu'au bon déroulement de celui-ci".

Le LESOTHO est favorable au statu quo en raison de l'adoption de la proposition 1502.9 qui maintient la compétence du Congrès en ce qui concerne la désignation de son Président et donc celle du Doyen qui assume la fonction de Président jusqu'à sa nomination par le Congrès. Si la proposition du CE était adoptée, un vide serait alors créé dans la mesure où aucune disposition n'indiquerait à quel moment intervient la désignation du Président du Congrès.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): La question se pose de savoir, dans l'hypothèse de l'adoption de la proposition du CE, qui ouvrira la première séance du Congrès et présentera les propositions relatives à la désignation des présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions. Il conviendrait donc de conserver le statu quo.

Ayant obtenu 46 voix pour, 39 contre et 31 abstentions, la proposition 1706.1, dont l'adoption nécessitait l'approbation des deux tiers des Pays-membres représentés au Congrès, est rejetée.

L'URSS, précisant que son intervention se situe en dehors du cadre des travaux de la présente séance de la Commission 3, déclare avoir été informée qu'une délégation a l'intention d'utiliser le Congrès à des fins indignes et qui n'ont aucune relation avec ses travaux, en publiant à titre de document du Congrès une déclaration provenant de personnes qui ne sont pas membres d'une délégation; cela constitue une violation de nos règles de procédure. Elle indique que cette déclaration est inacceptable et ne devrait pas être publiée; si elle est publiée, cela aura des conséquences tout à fait négatives pour le travail du Congrès et sur la participation de la délégation soviétique à ses travaux.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Cinquième séance

Jeudi 5 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission est arrivée, lors de sa dernière séance, au chapitre III du Congrès – Doc 6, et que deux points restent encore à examiner sous ce chapitre, à savoir les points C et D.

Organisation,
fonctionnement
et méthodes
de travail
du Congrès

b) Mesures
envisageables
à long terme
(suite)

C. Modification de la périodicité des Congrès et autres mesures connexes

Le PRÉSIDENT indique que le CE s'est déjà prononcé en faveur du maintien du statu quo quant à la périodicité des Congrès et aux conditions d'approbation des propositions de modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Il a admis qu'il convenait de donner au CE une compétence générale pour résoudre les problèmes administratifs exceptionnels qui peuvent se présenter dans l'intervalle des Congrès, mais il a rejeté l'idée de donner à cet organe une compétence législative pour adapter les dispositions en vigueur aux exigences nouvelles.

La Commission prend acte du point C sans observation.

D. Autres mesures particulières à long terme

Le PRÉSIDENT: Il s'agit d'une série de mesures à long terme reprises ensuite dans les propositions correspondantes. La proposition 1519.1 du CE et son amendement 1519.2 de la Hongrie (Rép. pop.) tendent l'une et l'autre, à ce que chaque proposition n'ait qu'un seul objectif pour éviter les problèmes et les confusions que peut présenter une proposition portant sur des questions différentes. Ces deux propositions ne diffèrent que quant à l'emplacement de la disposition en question.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Tout en étant entièrement d'accord avec le texte de la proposition 1519.1 du CE, nous estimons que la place proposée pour cette disposition n'est pas la plus appropriée. Le paragraphe 1 de l'article 119 porte sur les délais à respecter lors de la présentation de propositions, tandis que la disposition proposée concerne le contenu des propositions. D'autre part, selon le paragraphe 3 du même article, la procédure prescrite au paragraphe 1 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites. Or, cette exception ne devrait pas être prévue au sujet du contenu des propositions. Pour ces raisons, nous sommes d'avis qu'il serait plus opportun et plus logique de faire figurer le texte proposé par le CE dans un nouveau paragraphe 1bis.

La TCHÉCOSLOVAQUIE et l'AUTRICHE approuvent la proposition du CE quant au fond et appuient l'amendement proposé par la Hongrie (Rép. pop.) dans sa proposition 1519.2.

L'IRAQ: Nous approuvons la proposition 1519.1 du CE, mais la version arabe du texte nous semble trop souple et confuse. Nous proposons le texte suivant: "Le contenu de chaque proposition ne doit pas englober plus d'un objectif et les modifications proposées devraient correspondre à cet objectif."

Le PRÉSIDENT indique que le texte proposé par l'Iraq dans sa version française est très proche du texte original et se demande s'il ne s'agit pas d'une erreur de traduction dans le texte arabe.

Comme le texte de la proposition 1519.1 du CE est entièrement repris par la proposition de la Hongrie (Rép. pop.), le Président met au vote la proposition 1519.2, qui constitue un changement plus radical par rapport à la situation actuelle.

La proposition 1519.2 de la Hongrie (Rép. pop.) est adoptée par 111 voix pour, 1 contre et 1 abstention. La proposition 1519.1 du CE devient sans objet.

En introduisant la proposition 1519.4, le PRÉSIDENT rappelle que, selon le Congrès – Doc 6, chiffre 27, le CE a pris en considération les difficultés qui découlaient de l'obligation de traduire les propositions dans les différentes langues et la nécessité de les faire parvenir le plus rapidement possible aux membres de l'Union et aux Unions restreintes, afin qu'ils puissent les examiner en temps utile.

L'URSS signale que la traduction russe des mots "ne sont plus recevables" de la dernière phrase de l'alinéa d) donne lieu à des confusions et propose de les remplacer par "ne sont plus prises en considération".

Le KENYA et le LESOTHO appuient la proposition de l'URSS.

La FRANCE: En français, le terme "recevables" est tout à fait adéquat, mais pour enlever tout doute dans les autres langues, je propose qu'on le remplace par "admises".

Le SECRÉTAIRE: Si l'on utilise l'expression "ne sont plus prises en considération", cela laisse entendre qu'il appartient au Congrès de ne pas prendre cette proposition en considération et que le Bureau international devrait néanmoins publier les propositions à l'intention des membres de l'Union. Or, je pense que si une proposition de ce genre arrive au Bureau international, elle ne doit plus être admise. A cet effet, le terme "recevables" nous paraissait être le meilleur, mais je pense qu'on pourrait le remplacer par "admises" que l'on trouve dans les autres parties du paragraphe 1 de cet article.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Au sein de la Commission 3 du Conseil exécutif que j'ai présidée, nous avons retenu le mot "recevables" parce qu'il s'agit d'une notion juridique fréquemment utilisée en droit. Mais je suis tout à fait disposé à accepter la proposition française qui vise à remplacer le mot "recevables" par "admises". Ce serait la meilleure solution. En effet, le terme "admises" apparaît dans toutes les subdivisions du texte de l'article 119, notamment aux lettres a), b), c) et d) du paragraphe 1. Il convient donc de préserver son unité en utilisant le même mot qui, par ailleurs, exprime de façon correcte ce que nous voulons dire quant au fond.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): La version arabe de ce texte indique "ne peuvent pas être reçues", ce qui implique le rejet de ces propositions. Afin d'éviter tout malentendu, nous préférons utiliser l'expression "ne sont pas prises en considération".

Le PRÉSIDENT: Comme la version originale de cette proposition est en français et étant donné que, à l'UPU, la langue française est la langue officielle, je vous propose de voter sur ce texte et de le transmettre à la Commission de rédaction pour mise au point, étant entendu que les différents groupes linguistiques choisiront l'expression qui reprend le plus fidèlement l'idée exprimée en français.

L'ITALIE appuie les arguments avancés par la République fédérale d'Allemagne.

L'Australie: Sur le fond de la question, nous appelons les délégations à se montrer prudentes avant d'adopter cet amendement. En effet, s'il est bon que le Bureau international ne reçoive pas les propositions trop tard afin de permettre aux Pays-membres de préparer convenablement le Congrès, il convient, toutefois, de prendre en considération certains aspects d'ordre pratique.

Ainsi, par exemple, l'Union postale de l'Asie et du Pacifique a dû attendre que le CE ait tenu sa dernière session, trois mois avant l'ouverture de ce Congrès, avant de pouvoir se réunir pour discuter les propositions. En conséquence, notre Union restreinte n'a terminé ses travaux que deux mois environ avant le début du Congrès, de sorte que si la proposition 1519.4 était déjà en vigueur, nous n'aurions pas été en mesure de soumettre à Hamburg les propositions qui ont découlé de cette réunion.

Le GHANA: La question que nous discutons présente des incidences juridiques; c'est pourquoi nous devons nous montrer très prudents dans le choix des mots.

Dans ce contexte, le terme "admissibles" me semble meilleur du point de vue pratique, bien que le mot "recevables" soit acceptable juridiquement.

L'INDE: Nous appuyons l'amendement français dans l'intérêt de l'uniformisation dans le choix des expressions. Dans le cas de l'article 119, paragraphe 1, partout où le texte français emploie le terme "admissibles", il est traduit en anglais par "accepted".

En conséquence, nous recommandons l'utilisation de ces deux mots, "admissibles" et "accepted", à la dernière phrase de la lettre d).

Le PRÉSIDENT: Toutes les interventions convergent. Il s'agit non pas d'un problème d'interprétation mais de traduction. Pour cette raison, il a été suggéré de remplacer le mot "recevables" en français par "admissibles", et de le traduire en anglais par "accepted".

Je vous propose de mettre aux voix la proposition 1519.4, en tenant compte de cet amendement en français. Les traductions dans les autres langues devront être fidèles au texte français.

La proposition 1519.4 du CE, amendée, est adoptée par 115 voix contre 2 et 0 abstention, étant entendu qu'à la lettre d) le mot "recevables" est remplacé par "admissibles".

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: En conséquence de l'adoption de la proposition 1519.4 qui limite le délai d'acceptation des propositions à deux mois avant l'ouverture du Congrès, l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès doit être modifié, pour y faire apparaître le fait qu'aucune proposition n'est admise déjà deux mois avant l'ouverture du Congrès. Cette mise en harmonie de l'article 15 du Règlement intérieur avec l'article 119 du Règlement général est d'autant plus souhaitable que, comme le prévoit l'article premier du Règlement intérieur des Congrès, le Règlement intérieur est subordonné aux Actes de l'UPU, au Règlement général en l'occurrence.

Sur proposition du PRÉSIDENT, le Secrétariat est chargé de proposer pour une prochaine réunion de la Commission un texte modifiant l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, dans le sens souhaité par la Commission.

Le PRÉSIDENT: En soumettant la proposition 1519.3, le CE a estimé que les propositions relatives aux Actes de base de l'Union, à savoir la Constitution et le Règlement général, devaient être soumises au Bureau international au moins six mois avant l'ouverture du Congrès, afin que chaque Administration ait le temps de les examiner de façon approfondie.

Une dérogation à ce principe est possible à la double condition qu'elles parviennent avec le nombre d'appuis requis et que le Congrès décide de les prendre en considération à la majorité des deux tiers des pays représentés.

Mise aux voix, la proposition 1519.3 est adoptée à l'unanimité par 114 voix.

Le PRÉSIDENT: La proposition 08 vise à confier au CE une étude pour limiter à cinq semaines le Congrès de 1989, afin de permettre aux principaux dirigeants des Administrations postales de s'absenter pour une période moins longue et de réduire ainsi les charges financières supportées par les délégués et le pays hôte.

La SUISSE: Nous nous demandons s'il n'est pas possible d'aller plus loin que le texte qui nous est soumis et de réduire la durée du prochain Congrès à quatre semaines, grâce à une étude approfondie du CE.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Nous appuyons entièrement la proposition du CE.

Un certain raccourcissement de la durée des Congrès a déjà été possible dans le cadre du présent Congrès. Il sera sans doute possible d'aller plus loin encore dans ce sens pour le prochain Congrès. La République fédérale d'Allemagne sera, quant à elle, prête à faire part de l'expérience qu'elle aura acquise au pays hôte du Congrès de 1989. La proposition de la Suisse mérite d'être étudiée de plus près. Toutefois, nous devons nous prononcer au minimum en faveur de la proposition 08, en accordant au CE la possibilité de réduire à moins de cinq semaines la durée du prochain Congrès.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous partageons l'avis de la Suisse et de la République fédérale d'Allemagne. Dans notre cas, nous sommes absents huit semaines, étant donné nos obligations dans le cadre des Unions restreintes. Nous espérons que le CE pourra réduire la durée du prochain Congrès à cinq semaines, sinon à quatre, quitte à prolonger certaines séances. Plus nous disposons de temps et plus nous retardons nos prises de décisions.

L'AUSTRALIE: Nous appuyons cette proposition tendant à réduire la durée des Congrès. Toutefois, j'aimerais de nouveau insister sur les difficultés que pose aux Unions restreintes le principe de la non-admission des propositions dans les deux mois qui précèdent l'ouverture d'un Congrès. Je remercie le Canada d'avoir été la seule délégation à partager ce point de vue. Nous nous demandons si notre préoccupation ne pourrait pas être prise en considération dans le cadre de la proposition 08 en prévoyant que le CE examine de toute urgence la période où se tiennent les Congrès. Par exemple, si nous pouvions nous mettre d'accord pour que le Congrès ne commence pas avant le 1er août, les Unions restreintes auraient encore l'occasion de se réunir après la dernière session du CE de 1989 et avant la période de deux mois qui précède l'ouverture du Congrès.

Le PRÉSIDENT: Le but de la proposition 08 du CE est de charger ce dernier d'examiner la possibilité de réduire la durée du prochain Congrès à cinq semaines au maximum. Compte tenu des tendances déjà exprimées à ce sujet, je propose que l'on abrège le débat, étant donné qu'il n'est pas question de procéder à une modification des Actes, mais simplement de charger le CE de rechercher une solution. Il va sans dire que, si une délégation insiste pour prendre la parole sur cette question, je ne m'y oppose pas.

L'INDE: Nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec les avis exprimés. En effet, compte tenu des discussions très intéressantes qui ont eu lieu dans le cadre du débat général, nous aimerions que de telles discussions puissent avoir lieu à l'occasion du prochain Congrès, raison pour laquelle nous serions même d'accord de prolonger de deux jours la durée du prochain Congrès afin qu'un tel débat puisse avoir lieu.

Le PRÉSIDENT: Je propose que l'on laisse le soin au prochain CE de tenir compte des avis exprimés à ce sujet.

La proposition 08 du CE est adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT propose de passer à l'examen de la proposition 1707.1 qui était restée en suspens et qui a été révisée par le Bureau international pour tenir compte des décisions prises au sujet du Doyen et de l'approbation des présidences et vice-présidences. Cette proposition figure sous la cote 1707.1/Rev 1 et se rapporte à l'article 7 du Règlement intérieur des Congrès qui traite des présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Lors de la dernière séance de la Commission 3, il a été décidé de confier au CE le soin de désigner les Vice-Présidents du Congrès ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions sous réserve d'approbation par le Congrès. En ce qui concerne le Président du Congrès, il a été admis que ce dernier continuerait à être élu par le Congrès lui-même sur proposition du Doyen.

C'est pour tenir compte de ces décisions que les paragraphes 1 et 2 de l'article 7 ont été remaniés par le Secrétariat dans le sens du projet soumis à votre examen.

La proposition 1707.1/Rev 1 relative à la modification de l'article 7, paragraphes 1 et 2, du Règlement intérieur des Congrès est adoptée par 117 voix sans opposition.

Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du problème de la monnaie type et plus précisément de la proposition 05 de la Chine (Rép. pop.), intitulée "Résolution relative à la contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et en centimes-or dans les Actes de l'UPU". A ce propos, pour concilier les points de vue exprimés au cours du débat, un Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de la Chine (Rép. pop.) et a préparé la proposition 05/Rev 1. J'invite la Chine (Rép. pop.) à bien vouloir présenter cette nouvelle proposition.

La CHINE (RÉP. POP.): Le Groupe de travail composé du Bénin, du Chili, de l'Italie, de la République démocratique allemande, de la Suisse et de l'URSS s'est réuni le 3 juillet 1984 en fin d'après-midi. Tous les Pays-membres étaient présents. A l'issue d'amples discussions et consultations, le Groupe de travail a approuvé à l'unanimité la proposition 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.) qui tient compte des suggestions faites en Commission.

La proposition 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.) est adoptée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT commente la proposition 022 présentée par l'Allemagne, Rép. féd. d', l'Autriche, la France et la Suisse. Cette proposition charge le CE d'étudier d'une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale sur la mise en oeuvre des nouveaux services. A ce propos, il convient d'examiner aussi la proposition 031 de la France qui amende la proposition 022.

Réglementation
internationale
des nouveaux
services

La FRANCE: Les Administrations postales s'efforcent de s'adapter aux nouveaux besoins de leurs clients. Pour cela, elles mettent en oeuvre, pour offrir des prestations de plus en plus diversifiées, telles que le courrier accéléré, la poste électronique ou même des prestations analogues à celles des banques. Ce foisonnement d'idées est certainement un signe de vitalité et une très bonne chose, à condition que cette prolifération ne confine pas à l'anarchie. Ainsi que nous l'avons expliqué dans l'exposé des motifs, il faudrait éviter de bloquer l'évolution normale de ces services par une réglementation figée par le cycle quinquennal de la session des Actes. D'autre part, il faut se souvenir que notre délégation a souhaité que le CE étudie le transfert éventuel à cet organe de certaines propositions présentées au Congrès afin que soit allégée la tâche de ce dernier. Pour faciliter la prise en considération des idées avancées précédemment par l'Argentine, l'Uruguay et le Chili, nous suggérons de compléter la proposition 022 par l'amendement figurant dans la proposition 031.

En conséquence, les motifs de cette proposition ont été légèrement modifiés pour tenir compte de cette adjonction.

La proposition 022 est retirée en faveur de la proposition 031.

L'URSS: La rédaction du dispositif de la proposition 031 ne nous paraît pas suffisamment claire. Nous souhaiterions quelques explications complémentaires.

La COLOMBIE: Le projet de résolution amendé par la France donne une autonomie au CE pour édicter la réglementation de certains nouveaux services sans en rendre compte au Congrès. Nous l'appuyons parce qu'il est tout à fait objectif; il aura des conséquences pratiques qui permettront au CE de faire quelque chose au sujet de ces nouveaux services.

La FRANCE: A la suite des interventions qui ont été faites, nous pensons que la rédaction pourrait être légèrement améliorée sans changer le fond de cette proposition, dont le but est d'éviter le recours systématique au Congrès pour la modification des Actes. Je suis prêt à donner la lecture du dernier alinéa modifié, si tel est l'avis de la Commission, ou à transmettre le texte que nous proposons à la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT: Il appartiendra à la Commission de rédaction de mettre au point le texte qui répondra aux différentes préoccupations et nous prenons note de l'intervention de la France de proposer un texte à la Commission de rédaction. Il s'agit maintenant de savoir si la proposition 031 reçoit l'approbation de la Commission.

Mise aux voix, la proposition 031 est adoptée sous réserve de sa mise au point éventuelle par la Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT: En introduisant son amendement, la France a mentionné que celui-ci visait notamment à tenir compte des préoccupations exprimées dans les propositions 1022.2, 1502.10 et 1519.92. En outre, il a été convenu lors d'une précédente séance que ces trois propositions seront incluses dans l'étude suggérée par la proposition 031. *En conséquence, les numéros de ces propositions seront mentionnés au bas de la résolution qui fait l'objet de la proposition 031.*

Organisation,
fonctionnement
et méthodes
de travail
du Conseil
exécutif
et délimitation
des compétences
entre le CE
et le CCEP

Le PRÉSIDENT introduit, au nom du Conseil exécutif, le Congrès — Doc 7 consacré à l'étude de l'organisation, du fonctionnement et des méthodes de travail du CE ainsi qu'à la délimitation des compétences du CE et du CCEP. Il rappelle notamment que l'origine de cette étude remonte à 1977, plus précisément à une initiative du Comité directeur du CCEP qui s'était interrogé sur l'opportunité d'une révision approfondie du fonctionnement et de la structure du CCEP, dans le dessein d'en améliorer les méthodes de travail. Il était alors vite apparu que toute modification de la structure, du fonctionnement ou des attributions du CCEP aurait des incidences sur les autres organes de l'UPU et plus particulièrement sur le Conseil exécutif.

Il commente ensuite, tour à tour, les chapitres II et III du document.

Le chapitre II traite du problème de la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP. Cette question fut réglée par la résolution C 4 du Congrès de Rio de Janeiro et la solution retenue à cet égard a été considérée comme bonne; elle a été reprise dans le Règlement intérieur des Congrès par l'adoption de la proposition 1725.91. Le chapitre III fait état de l'étude générale effectuée sur les compétences du Conseil exécutif et dont les résultats font l'objet de la proposition 1502.6 que le Président présente paragraphe par paragraphe. Il indique à cette occasion que les modifications préconisées correspondent à trois objectifs fondamentaux, à savoir: rédactionnel, logique et pratique.

Le Président procède au contrôle des présences avant de mettre aux voix la proposition 1502.6.

La FRANCE: Il nous semble préférable d'attendre que toutes les modifications relatives au Paragraphe 6 de l'article 102 du Règlement général soient introduites avant de mettre ce paragraphe aux voix.

Le PRÉSIDENT: En cas d'adoptions successives de modifications concernant une même disposition, la mise en harmonie des textes adoptés incombe à la Commission de rédaction. De ce fait, nous pouvons nous prononcer sur cette proposition indépendamment des autres qui pourraient être faites sur ce même paragraphe.

CUBA: A notre avis, la rédaction donnée au texte de la lettre o) enlève une certaine vigueur au Conseil exécutif. Il s'agit notamment de l'expression "peuvent être soumises" que nous suggérons de remplacer par "seront soumises".

Compte tenu de l'amendement présenté par Cuba, la proposition 1502.6 est adoptée dans son ensemble à l'unanimité.

Composition,
fonctionnement
et réunions
du CE et du CCEP

Le PRÉSIDENT: Nous devons examiner sous le point 12 de l'ordre du jour la proposition 1502.3 présentée par l'Argentine, ainsi que l'amendement 1502.7 de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de la Suisse au sujet du statut du pays hôte du Congrès au sein du Conseil exécutif.

Avant de vous soumettre ces deux propositions, je donne d'abord la parole à l'auteur de la proposition 1502.3, et ensuite à l'un des coauteurs de la proposition 1502.7, afin qu'ils nous expliquent les motifs de leur proposition.

L'ARGENTINE: Dans la pratique, le Conseil exécutif fonctionne avec 40 membres, puisque le pays hôte du Congrès, qui exerce la présidence, occupe également un siège aux séances de cet organe et participe aux délibérations avec droit de vote. L'article 16 du Règlement intérieur du Conseil exécutif stipule que chaque membre du Conseil dispose d'une seule voix et qu'en cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée. Il en découle que s'il n'a pas été conféré de droit de vote au Président pour départager les voix, son pays n'en a pas moins été pris en considération pour participer au vote en qualité de membre. Si tel n'était pas le cas, le pays ayant assumé la présidence du Conseil ne participerait pas aux autres décisions de cet organe. Dans les Actes annotés, cette réalité est admise puisque, d'une part, dans le cadre de l'annotation 5 à l'article 102 du Règlement général, les pays hôtes des deux derniers Congrès sont considérés comme membres du Conseil exécutif et parce que, d'autre part, l'annotation 10 à ce même article parle expressément de 40 Pays-membres. Compte tenu de ces considérations et du fait que l'exercice de la présidence par un pays ne devrait pas lui faire perdre sa qualité de membre du Conseil exécutif, il est proposé de modifier la partie pertinente de l'article afin de régulariser la situation évoquée.

Il convient d'ajouter que nous avons étudié la proposition 1502.7 présentée par la République fédérale d'Allemagne, la France et la Suisse. L'amendement rédactionnel proposé nous semble pertinent, puisqu'il donne plus de clarté au texte. En conséquence, nous acceptons l'amendement en question.

La FRANCE: Notre amendement vise simplement à préciser que c'est seulement le pays hôte, et non pas le groupe géographique auquel il appartient, qui bénéficie du siège de droit non soumis aux dispositions du paragraphe 3. C'est, du reste, ce qui avait été voulu au Congrès de Lausanne et précisé dans les motifs de la proposition présentée alors par le Canada.

CUBA: Ayant examiné le contenu de la proposition 1502.7, notre délégation est d'avis que son approbation éventuelle donnerait à un pays la possibilité d'être membre du CE pendant cinq périodes quinquennales consécutives. Nous considérons que cela va à l'encontre de l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général qui stipule notamment qu'aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès. Nous aimerions connaître l'avis du Secrétariat pour savoir si notre interprétation est correcte. Si tel était le cas, notre délégation ne pourrait pas voter pour la proposition 1502.7.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: De l'avis du Bureau international, l'interprétation donnée par Cuba est correcte. D'après le texte de la proposition 1502.7, un pays qui a exercé deux mandats et qui, après, organise le Congrès peut rester 25 années comme membre du CE. Toutefois, j'aimerais ajouter que ceci ne découle pas seulement du texte proposé, mais également du texte actuel. Cependant, le texte actuel n'est pas assez explicite et la proposition 1502.7 apporte une précision à la disposition actuelle.

CUBA: Après les explications de M. Baghdadi, nous aimerions que l'on discute de cette question parce qu'une telle hypothèse va à l'encontre des principes qui régissent le fonctionnement de cet organe et de répartition géographique équitable que l'on trouve dans nos Actes.

L'URSS: Nous sommes entièrement d'accord avec ce qui a été dit par le représentant de Cuba et nous considérons que les modifications suggérées par les deux propositions sont superflues quant au fond.

Le SOUDAN: La crainte exprimée par le délégué de Cuba est sans fondement. Le pays qui assure la présidence du CE doit avoir le droit de faire éventuellement acte de candidature au CE pour la période suivant celle de sa présidence.

Le CANADA: Notre délégation n'a pas l'intention d'essayer de justifier à nouveau la proposition qu'il a faite, il y a dix ans, à ce sujet. Néanmoins, l'observation de Cuba est correcte et M. Baghdadi l'a confirmée. D'ailleurs, on y avait déjà pensé lorsqu'on a rédigé les dispositions qui figurent maintenant dans le Règlement général.

En effet, le pays hôte du Congrès est membre de droit du Conseil exécutif, que ce soit comme Président ou comme membre en cas de désistement.

D'ailleurs, notre délégation ne voit aucun obstacle à accepter la proposition amendée qui rend plus précis quelque chose qui n'était pas exprimé aussi nettement auparavant.

L'URUGUAY: J'ai cru comprendre qu'il fallait interpréter les dispositions actuelles comme voulant dire qu'une période de 25 ans en qualité de membre du CE n'était pas possible. En effet, le Règlement général prévoit, d'une part, qu'un Pays-membre ne peut être réélu qu'une fois et que seul le pays hôte est habilité à rester au CE pour une troisième période consécutive, mais jamais pour une quatrième ou cinquième période consécutive.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre délégation est concernée par cette question pour une double raison, dont celle d'être coauteur de l'amendement 1502.7. Celui-ci a uniquement pour but de préciser la rédaction de la proposition 1502.3.

A mon avis, la discussion ouverte par le délégué de Cuba n'a rien à voir avec les propositions en discussion. Celles-ci n'ont d'autres objectifs que de clarifier la situation actuelle.

Au nom de notre délégation, je voudrais préciser que le choix d'un pays pour accueillir un Congrès est une décision souveraine du Congrès.

La situation juridique telle qu'elle découle des Actes actuels donne la possibilité qui a été évoquée, mais c'est en fait le Congrès qui peut refuser cette pratique en repoussant la candidature d'un pays pour l'organisation d'un Congrès lorsque celui-ci se trouve dans les circonstances qui ont été évoquées. Nous ne pouvons rien faire de plus que de discuter l'amendement et la proposition de base. On ne peut pas toucher à la situation juridique actuelle par le biais de l'amendement présenté par Cuba.

Le PRÉSIDENT: Je pense qu'il faut bien distinguer l'élection des membres du CE de la désignation d'office du pays hôte du dernier Congrès. Tous les Pays-membres de l'Union ont le droit d'être élus, à condition qu'ils n'aient pas occupé un siège au Conseil exécutif pendant deux mandats successifs. Mais la situation est différente pour le pays amphitryon d'un Congrès. Comme l'a dit le délégué du Canada, en tant qu'auteur de l'idée soumise au Congrès de Lausanne et qui figure à l'article 102, paragraphe 2, de l'actuel Règlement général, le pays qui organise le Congrès ne se trouve pas touché par cette règle puisqu'il n'a pas été élu mais désigné. Le pays qui accueille le Congrès peut entrer dans le jeu général des élections une fois que le mandat pour lequel il a été désigné est arrivé à son terme.

L'INDE: Pour répondre à la crainte exprimée par Cuba et empêcher qu'un pays n'exerce au CE un mandat de 25 ans, nous suggérons de remplacer, à la dernière phrase du paragraphe 3 de l'article 102 de la proposition 1502.7, le membre de phrase "aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès" par "aucun membre ne peut être membre du Conseil exécutif pendant plus de deux mandats". Nous aimerions préciser que nous sommes d'accord avec le principe de la rotation du siège du CE. Nous pensons par ailleurs qu'il existe actuellement une possibilité théorique pour un Pays-membre de continuer à siéger pendant 25 ans. Pour éviter cela, nous pouvons soit adopter l'amendement que nous venons de suggérer, soit faire figurer dans le Code annoté une interprétation dans ce sens.

Le BÉNIN: Le but recherché est d'éviter que le pays hôte du Congrès ne puisse rester membre du Conseil exécutif pendant 25 ans. Il semble que la majorité des pays ici présents sont d'accord pour que ledit pays puisse exceptionnellement assumer successivement trois mandats, mais pas un quatrième et ensuite un cinquième mandat.

C'est pour cette raison que nous approuvons la proposition de l'Inde, mais en lui apportant un léger amendement. A la fin du paragraphe 2 de l'article 102, on devrait ajouter: "Le siège attribué de droit au pays hôte n'est pas concerné par les dispositions du paragraphe 3. Toutefois, le pays hôte du Congrès ne peut exercer plus de trois mandats successifs au sein du Conseil exécutif."

La FRANCE (motion d'ordre): L'article 15 du Règlement intérieur des Congrès précise qu'aucune proposition de modification ne peut être considérée comme amendement, si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale.

Actuellement, le texte est parfaitement clair. Il précise au paragraphe 3 de l'article 102 qu'"aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès". Le siège attribué de droit au pays hôte n'est pas un choix, mais une attribution d'office.

Profiter de la discussion actuelle pour essayer de modifier un texte qui n'est nullement visé par ces deux propositions, à savoir le paragraphe 3 de l'article 102, est contraire au Règlement intérieur des Congrès.

Le PRÉSIDENT: Vous venez de formuler une motion d'ordre et, en vertu du Règlement intérieur, il appartient au Président d'apporter les précisions demandées ou de prendre la décision qui convient.

L'article 15 que vous venez d'invoquer est clair, mais la question posée ici a été faite dans le désir de voir les choses beaucoup plus clairement.

A ce stade de la discussion, je vais donner la parole à la délégation de Cuba pour savoir si après les idées échangées ici elle voit les choses différemment.

CUBA: Notre intervention à l'origine concernait la nécessité de maintenir le principe de la rotation des sièges du CE, étant donné que, comme l'a dit le délégué de l'Uruguay, il existe des dispositions qui limitent la participation à deux mandats.

Or, nous avons pensé que cinq mandats seraient excessifs. Nous reconnaissons en revanche le droit d'exercer trois mandats consécutifs dans le cas que nous sommes en train d'analyser. Nous estimons que si nos Actes contiennent des erreurs, c'est le moment de les corriger. Par conséquent, nous pouvons appuyer ce qui a été dit par le délégué de l'Inde.

Le PRÉSIDENT: Nous avons donc un amendement oral formulé par l'Inde à la proposition 1502.7, amendement que la délégation de Cuba a appuyé.

Je demande l'avis du Secrétariat pour que nous sachions exactement quelles seraient les conséquences d'une modification de la situation actuelle.

Le CANADA (motion d'ordre): L'amendement verbal de l'Inde est incompatible avec le sens et l'intention de la proposition 1502.7; il ne peut être pris en considération en vertu de l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès.

Le PRÉSIDENT: La Commission se trouve en présence de deux motions d'ordre identiques émanant de la France et du Canada. Je prie le Secrétariat de bien vouloir donner son avis au sujet de la situation afin d'éclairer la Commission sur la recevabilité de l'amendement de l'Inde.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Le Secrétariat considère que la Commission se trouve en présence d'un cas limite douteux et qui devrait faire l'objet d'un vote. Auparavant, il serait nécessaire que l'Inde formule une nouvelle fois son amendement verbal de façon à ce qu'il puisse être noté sans équivoque.

Le PRÉSIDENT: En vertu de l'article 18, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, je suis tenu de prendre immédiatement une décision et de la soumettre à la Commission. Toutefois, compte tenu de la situation délicate dans laquelle nous nous trouvons et sauf objection, je voudrais inviter l'Inde à préciser la teneur de son amendement verbal afin que nous puissions juger s'il est ou non compatible avec le sens de la proposition 1502.7. S'il y avait ensuite des objections quant à ma décision, celle-ci serait aussitôt mise aux voix, sans discussion préalable, comme le prescrit l'article 18, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès.

L'INDE: Je me bornerai à lire mon amendement qui a trait au dernier membre de phrase de l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, tel qu'il apparaît dans la proposition 1502.7: "aucun Pays-membre ne peut être membre du Conseil exécutif pendant plus de deux mandats consécutifs".

Le PRÉSIDENT: Avant de me prononcer en toute impartialité, je me permets de signaler à l'Inde que son amendement tel qu'il est formulé constituerait un obstacle à l'accomplissement d'un troisième mandat par un pays hôte d'un Congrès, pratique qui est autorisée par le même article 102, paragraphe 2. L'amendement écarte en effet la possibilité de confier la présidence du CE à un pays hôte d'un Congrès ayant déjà accompli deux mandats successifs. C'est pourquoi je demande à l'Inde si son amendement est ferme.

L'INDE: Telle n'est pas du tout notre intention. Nous estimions simplement qu'il était préjudiciable pour notre Union qu'un pays puisse siéger 25 ans durant au CE. Nous convenons que la situation est délicate et en formulant notre amendement nous estimions qu'il s'appliquait à tous les membres y compris les membres *de jure* du CE.

Le PRÉSIDENT: A présent, il convient de se prononcer sur les motions d'ordre de la France et du Canada qui considèrent les amendements verbaux de l'Inde et de Cuba comme incompatibles avec le sens et l'intention de la proposition 1502.7. Ces délégations estiment qu'ils tombent ainsi sous le coup de l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès. Tout en exprimant mon respect pour les opinions contraires, j'estime également que ces amendements verbaux sont incompatibles avec l'esprit et l'intention de la proposition originale. Ils sont en effet contraires à la règle actuelle qui permet, le cas échéant, à un Pays-membre ayant exercé deux mandats successifs, d'assumer la présidence de CE après avoir été pays hôte d'un Congrès. Je sou mets donc mon interprétation à la décision de la Commission. Les délégations approuvant mon interprétation voteront oui et celles qui la rejettent voteront non.

L'interprétation du Président est approuvée par 79 oui, 1 non et 29 abstentions.

CUBA (motion de procédure): En raison de l'heure tardive et me fondant sur l'article 18, paragraphe 3, lettre d), du Règlement intérieur des Congrès, je demande l'ajournement du débat sur cette question.

La motion de procédure de Cuba est adoptée par 84 oui, 14 non et 9 abstentions.

La séance est levée à 13 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Sixième séance

Lundi 9 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

Le PRÉSIDENT: Puisque c'est la première séance que nous tenons depuis l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international, j'aimerais adresser mes félicitations les plus cordiales à MM. Botto de Barros et Cicéron.

Ouverture
de la séance

Le PRÉSIDENT: Je vous rappelle que la dernière séance a été levée à la suite d'une motion de procédure qui demandait l'ajournement du débat. Par conséquent, nous allons reprendre l'examen de la proposition 1502.7. Avant la clôture de la séance, il avait été décidé de ne pas admettre l'amendement oral présenté par l'Inde.

Composition,
fonctionnement
et réunions
du CE et du CCEP
(suite)

Si la France est d'accord, je vous propose d'appliquer le paragraphe 3 de l'article 16 du Règlement intérieur des Congrès qui stipule que: "Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément."

La FRANCE accepte la suggestion du Président.

CUBA: Notre délégation avait demandé, lors de la dernière séance, l'ajournement des débats dans le but de préparer un amendement. Comme tous les membres de la Commission ne sont pas encore en possession du texte dudit amendement, je vous propose d'ajourner à nouveau les débats sur cette question.

Le PRÉSIDENT: Cuba vient de présenter une motion de procédure visant à ajourner le débat. Puisque aucune délégation ne demande la parole, nous allons procéder au vote.

Par 90 voix pour, 3 contre et 8 abstentions, l'examen de la proposition 1502.7 est ajourné jusqu'à ce que la Commission ait reçu le texte de l'amendement cubain.

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen de la proposition 1502.2/Rev 1 qui tend à insérer trois nouveaux paragraphes à l'article 102 du Règlement général, afin de combler une lacune dans l'hypothèse d'une vacance au sein du CE, ainsi que de l'amendement 1502.8 de l'Egypte qui apporte des précisions au paragraphe 3quater de la proposition argentine.

L'ARGENTINE: Le but de notre proposition est d'assurer, dans la mesure du possible, la présence régulière des membres du CE aux réunions, afin de permettre à cet organe de s'acquitter convenablement de ses tâches.

Elle vise à combler une lacune qui existe dans nos Actes en insérant une disposition qui se trouve dans d'autres institutions des Nations Unies.

Cette disposition prévoit que si un pays renonce à sa qualité de membre du CE ou s'il est absent à deux réunions consécutives, il doit être remplacé par le pays qui, sans être élu, a obtenu le plus grand nombre de suffrages lors de l'élection du CE.

Par ailleurs, l'amendement égyptien qui vise à compléter la lettre b) du paragraphe 3^{quater} en admettant l'éventualité d'une absence justifiée, acceptée par le CE, me paraît intéressant, dans la mesure où ce sont souvent les pays en développement qui éprouvent les plus grandes difficultés à être présents; or, il serait injuste de les pénaliser en appliquant cette règle de façon systématique.

Avant de prendre une décision, il convient donc d'analyser en profondeur la proposition 1502.2/Rev 1 ainsi que la proposition 1504.1 qui prévoit des mesures analogues pour le CCEP. Réfléchir sur ce sujet permettrait, en effet, d'améliorer les conditions de travail de ces deux organes.

L'ÉGYPTÉ: Nous partageons entièrement le point de vue exprimé par l'Argentine et nous estimons qu'il est nécessaire de renvoyer cette question au prochain CE pour un examen approfondi.

La JORDANIE: Sur le principe, nous sommes d'accord avec l'Argentine et l'Égypte. Toutefois, nous tenons à appeler l'attention de la Commission sur les lacunes qui pourraient se présenter lors de son application.

En premier lieu, si nous supposons qu'un pays s'absente pendant les deux dernières années de son mandat, il ne sera pas remplacé avant la tenue du prochain Congrès.

D'autre part, si un membre du CE est absent pendant la troisième et la quatrième année de son mandat, son successeur n'occupera ses fonctions que pendant une année, ce qui est une injustice car, en vertu de l'article 102, alinéa 3, du Règlement général, un Pays-membre ne peut occuper son siège au-delà de deux mandats.

Nous espérons que ces lacunes seront prises en considération par le CE.

L'ESPAGNE: La proposition de l'Argentine vise à obtenir que le CE et le CCEP siègent toujours avec la totalité de ses membres. Il s'agit d'un objectif louable. Mais, pour des raisons semblables à celles invoquées par la Jordanie, nous nous préoccupons de son application pratique, notamment du problème des absences à partir de la troisième session du CE. En effet, un nouveau membre rencontrerait des difficultés pour s'intégrer à une étude déjà amorcée.

Dans ce contexte, il serait utile de renvoyer cette question au CE et, sous réserve qu'il en examine les possibilités d'application pratique, nous pourrions approuver cette idée.

L'URSS signale que la proposition de l'Argentine reprend le principe de l'article 55 de la Convention internationale des télécommunications et que cet article n'a pas encore été mis en application. Cela étant, elle se rallie aux arguments de la Jordanie.

Le NIGÉRIA et l'ÉTHIOPIE appuient également l'idée de renvoyer cette étude au CE, compte tenu de ses difficultés d'application.

Le BÉNIN: Aux remarques faites par la Jordanie, nous voudrions ajouter deux suggestions supplémentaires. Premièrement, il serait intéressant de connaître l'effet concret de l'absence d'un Pays-membre sur le fonctionnement du CE et de déterminer le nombre d'absences pouvant mettre en cause la continuité des travaux avant de définir les mesures à prendre. L'autre question qui mérite notre attention concerne les conséquences juridiques à l'égard d'un membre du CE qui ne s'est pas fait représenter à deux sessions consécutives. Est-ce qu'un tel membre reste éligible comme membre du CE pour la période quinquennale suivante?

Le LIBÉRIA: Membre du CE pendant la période 1979–1984, notre pays a vécu certains événements l'empêchant de participer pleinement au CE durant cette période. Nous nous rallions aux commentaires des orateurs précédents mais nous sommes d'avis que, dans le cadre de l'étude à entreprendre, il faudra s'interroger également sur le rôle d'un pays qui participe à la cinquième session du CE à la place d'un autre absent à la troisième et à la quatrième session.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Nous doutons que les propositions en discussion, malgré leur objectif louable, fournissent un remède approprié. C'est au plus tôt lors de la troisième session du CE qu'une absence consécutive, telle que définie dans ces propositions, peut être constatée, ce qui réduit la période pendant laquelle le pays remplaçant occupe le siège vacant, et, partant, ne facilite pas son rôle. La période de remplacement compte-t-elle comme une période normale pour la réélection? Selon la réponse à cette question, le pays remplaçant pourra ou non prétendre à un troisième mandat au CE.

Ainsi donc, ces propositions créeront plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Nous ne les appuyons pas, mais nous ne nous opposons pas non plus à l'idée de leur étude.

L'ITALIE: Selon l'article 102 du Règlement général, le CE assure la continuité des activités de l'Union durant la période qui sépare deux Congrès successifs. L'étude devrait donc porter sur les problèmes que pose une absence prolongée au CE quant à la continuité de ses activités.

Le MAROC: Des deux études entreprises concernant respectivement le CE et le CCEP, il ressort que ces deux organes fonctionnent de façon satisfaisante. Cela ne signifie toutefois pas que l'on doive cesser de rechercher des améliorations. En conséquence, notre délégation n'est pas contre l'idée du renvoi de cette question au prochain CE.

La Commission décide de confier les propositions 1502.2/Rev 1 de l'Argentine et 1502.8 de l'Egypte au prochain CE pour étude, en tenant compte des problèmes soulevés au cours du présent débat.

Le PRÉSIDENT: La proposition 1504.1 de l'Argentine s'occupe de la même question que la précédente, mais cette fois en relation avec le CCEP.

L'ESPAGNE: Notre intervention de tout à l'heure concernait également la proposition 1504.1. Il est donc évident que nous appuyons son renvoi au CE pour étude.

L'INDE: A la troisième phrase du paragraphe 2bis de cette proposition, l'expression "groupe géographique" n'est pas applicable au CCEP. En effet, à l'article 104, paragraphe 2, du Règlement général, il est uniquement question d'une "répartition géographique aussi large que possible", tandis que l'annotation 4 au même article mentionne que "la moitié des sièges devrait d'une manière générale revenir aux pays en développement". L'application du paragraphe 2bis de la proposition n'est donc pas évidente et l'étude du CE devrait en tenir compte.

La BELGIQUE: Nous sommes aussi en faveur du renvoi au CE.

La Commission décide de confier également la proposition 1504.1 de l'Argentine au prochain CE pour étude.

Le PRÉSIDENT: Deux groupes de propositions doivent être examinés maintenant en relation avec la répartition des dépenses de l'Union. Le premier concerne l'article 21 de la Constitution; le deuxième groupe l'article 125 du Règlement général. Pour commencer, je demande à l'auteur de la proposition 1021.1/Rev 1 de la présenter.

Répartition
des dépenses
de l'Union

L'ARGENTINE: Notre proposition 1021.1/Rev 1 ne vise qu'à actualiser la Constitution en l'adaptant à la réalité.

Etant donné qu'aucune délégation n'a exprimé le désir de prendre la parole sur cette question, on peut procéder au vote. S'agissant d'une proposition concernant la Constitution, il faut vérifier d'abord que le quorum des deux tiers des Pays-membres de l'Union, à savoir 112, est atteint. 116 délégations étant présentes, la procédure de vote peut être engagée.

Les résultats du vote sur la proposition 1021.1/Rev 1 sont les suivants: 92 oui, 16 non et 7 abstentions.

La majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union n'étant pas atteinte, la proposition 1021.1/Rev 1 de l'Argentine est rejetée.

Le PRÉSIDENT: Nous abordons maintenant l'examen des propositions qui modifient l'article 125 du Règlement général. Nous commençons par celles qui touchent le paragraphe 1 de cet article. Il s'agit de la proposition 1525.1 de l'URSS, de la 1525.3 de la Thaïlande ainsi que de la 1525.4 d'un certain nombre de pays arabes auquel s'ajoute la Mauritanie conformément au Congrès — Doc 59. J'invite les auteurs respectifs à présenter leurs propositions.

L'URSS: Nous sommes évidemment en faveur de notre propre proposition. Mais nous sommes conscients du fait que la proposition des pays arabes fournit une plus grande souplesse et pourrait être appliquée sans difficulté. La proposition de la Thaïlande, en revanche, pose des conditions restrictives pour le déclassement à une demi-unité. Nous demandons à la Thaïlande de s'associer à notre proposition ou à celle des pays arabes, qui donnent de plus grandes possibilités de déclassement.

La THAÏLANDE appuie la proposition 1525.4.

Le SOUDAN: Nous nous rallions aux explications données par l'URSS. En effet, la proposition 1525.4 est très logique et convient autant aux pays en développement qu'aux pays riches. L'introduction de trois nouvelles classes de 40, 35 et 0,5 unités donne la possibilité aux pays, qui en ont les moyens, d'augmenter leur contribution et aux pays en développement de participer aux frais de l'Union dans la limite de leurs possibilités. Nous ne croyons pas que les pays qui sont maintenant dans la classe de 50 unités diminueront leur contribution ni que tous les pays en développement auront recours à la classe de 0,5 unité.

L'IRAQ: Le grand écart qu'il y a entre les classes à 25 et à 50 unités diminue la possibilité de voir d'autres Pays-membres participer aux frais de l'Union dans cette classe. D'autre part, la création d'une classe à 0,5 unité donnera aux pays en développement une plus grande latitude et réduira les retards dans le paiement de leur contribution.

La COLOMBIE: Nous appuyons la proposition 1525.4, qui donne une plus grande latitude aux pays moins développés en leur permettant de contribuer aux dépenses de l'Union d'une manière plus conforme à leur situation. Mais nous aimerions que le Secrétariat nous renseigne au sujet des incidences économiques pour l'UPU de la création de la classe à 0,5 unité.

Le PRÉSIDENT: Avant de donner la parole au Secrétariat, je voudrais indiquer que l'adoption éventuelle de l'une ou l'autre de ces propositions nous amènerait à prendre d'autres décisions corrélatives. Il faudrait notamment fixer un délai pendant lequel les pays pourraient signaler leur intention de passer à la classe de 0,5 unité, préciser le moment exact où cette disposition entrerait en vigueur et prendre en considération les répercussions éventuelles d'une telle décision sur l'article 112 du Règlement d'exécution de la Convention qui stipule que certains documents sont distribués aux Pays-membres en fonction de leur nombre d'unités contributives.

Le SECRÉTAIRE: Il est difficile de savoir à priori quels pays choisiront la classe de 30 ou 40 unités. On ne peut faire une estimation que quant aux conséquences de l'adoption de la classe de 0,5 unité. Si la possibilité de descendre à cette classe était offerte uniquement aux pays les moins avancés (PMA), au sens que l'ONU donne à ce terme, et parmi ceux-ci seulement aux pays qui sont dans la classe à 1 unité à l'heure actuelle, l'Union perdrait 15,5 unités contributives, ce qui, par rapport au total de 1066 unités, ne devrait pas avoir de conséquences considérables sur la valeur de l'unité contributive. Si l'on va plus loin et à supposer que les quelque 88 pays qui sont dans la classe à 1 unité, voudraient tous passer à la classe de 0,5 unité, la perte représenterait alors 44 unités, ce qui n'est pas non plus insupportable pour les finances de l'Union. Mais, comme le Président l'a déjà dit, d'autres problèmes connexes seront encore à résoudre lorsque vous aurez pris les décisions de principe que postulent les propositions en discussion quant à leur mise en vigueur.

La JORDANIE et la TANZANIE (RÉP. UNIE) abondent dans le même sens que le Soudan.

Le CANADA: Nous voudrions attirer l'attention des délégués sur le fait que lors de l'adoption des classes de contribution actuelles le but de l'Union avait été de réduire le montant d'une unité contributive en augmentant le nombre total de celles-ci. C'est dire que la création de la classe de 0,5 unité augmenterait le montant de chaque unité. Le principe qui est à la base des propositions discutées est de donner plus de liberté aux Pays-membres pour leur contribution aux dépenses de l'Union. La délégation canadienne respecte ce principe mais considère que les effets éventuels de cette liberté et de cette souplesse ne devraient pas être perdus de vue.

Le JAPON: Lors de l'examen du Congrès — Doc 25, nous avons constaté que le nombre d'unités contributives a diminué de 6,7% par rapport à la situation à la veille du Congrès de Hambourg et nous nous en sommes particulièrement préoccupés. C'est pourquoi la création des classes de 35 et 40 unités, suggérée par la proposition 1525.4, nous paraît très intéressante. Nous soutenons donc cette partie de la proposition.

Mise aux voix, la proposition 1525.4 est adoptée par 88 voix pour, 9 contre et 22 abstentions.

La proposition 1525.1 devient dès lors sans objet.

L'adjonction proposée par la Thaïlande pour limiter l'applicabilité de la classe à 0,5 unité (proposition 1525.3, paragraphe 1), est adoptée par 105 voix pour, aucune voix contre et 11 abstentions.

La proposition 1525.3 de la Thaïlande est également adoptée par 85 oui, 0 non et 34 abstentions en ce qui concerne le paragraphe 1bis.

La PRÉSIDENT: Dans la proposition 1525.3, paragraphe 3, de la Thaïlande, il est suggéré que les Pays-membres notifient au Bureau international leur décision de changer de classe de contribution dans les 180 jours qui suivent la clôture du Congrès. Je demande à la Thaïlande de bien vouloir expliquer la portée de sa proposition.

La THAÏLANDE: Le paragraphe 3 que nous avons proposé devrait être modifié de manière à permettre uniquement aux Pays-membres les moins développés de choisir la classe de 0,5 unité qui vient d'être adoptée, et ceci dans un délai de six mois à dater de la clôture du Congrès, faute de quoi ils auraient à attendre jusqu'au Congrès suivant pour choisir une classe de contribution inférieure.

Si la Commission n'était pas prête à accepter cet amendement, j'aimerais entendre d'autres suggestions au sujet des modalités d'application de cette nouvelle classe à 0,5 unité.

Le SOUDAN: Dans la proposition en discussion, il est indiqué que la classe à 0,5 unité est réservée aux pays les moins développés énumérés par l'Organisation des Nations Unies. Qu'en est-il de leur contribution lorsqu'ils ne sont plus considérés comme PMA par les Nations Unies? Doivent-ils choisir obligatoirement une autre classe de contribution?

Le PRÉSIDENT: Le paragraphe 3 suggéré s'appliquerait, d'après le texte proposé, à toutes les classes de contribution. Chaque Pays-membre disposerait d'un délai de 180 jours après le Congrès pour choisir sa classe de contribution. Quant à la classe à une demi-unité, il s'agit d'une faculté, et non pas d'une obligation. Théoriquement, il pourrait arriver qu'un pays classé dans les pays les moins avancés (PMA) ne demande pas d'être déclassé à la classe de 0,5 unité, mais qu'il désire rester à la classe à 1 unité. A ce propos, je vous signale que le principe du libre choix de la classe de contribution est consacré par l'article 21, paragraphe 3, de la Constitution et que celui-ci est valable pour toutes les classes de contribution.

Le BÉNIN: L'explication du Président est claire. Le nouveau paragraphe 1 est une faculté mise à la disposition des pays les moins avancés et à d'autres pays désignés par le Conseil exécutif, et non une obligation ou une disposition automatiquement applicable.

La SUISSE: En permettant à chaque pays de choisir, après le Congrès, sa classe de contribution, le paragraphe 3 proposé ouvre la porte à des résultats difficilement prévisibles. Je rappelle que le paragraphe 3 actuel a été introduit à Lausanne pour endiguer les déclassements pendant ou après le Congrès. Vu les nombreux déclassements qui ressortent du Congrès — Doc 25 et leurs conséquences sur le montant des parts contributives, nous nous demandons s'il est vraiment opportun de modifier le paragraphe 3 dans le sens suggéré par la Thaïlande. Cela risque de conduire à des situations catastrophiques. Une telle modification nous semble d'autant moins nécessaire que la mise en vigueur de la classe de 0,5 unité ne devrait concerner que le présent Congrès. A notre avis, le cas devrait être résolu par voie de résolution.

La FRANCE attire l'attention de la Commission sur les répercussions que pourrait avoir cette question sur le budget de l'Union que la Commission des finances aura à examiner dans les prochains jours et sur l'urgence d'une décision en la matière.

L'ITALIE: Le nouveau paragraphe 1 de l'article 125 constitue un droit imprescriptible. Mais les pays qui ne font pas usage de ce droit avant l'ouverture du Congrès, sont maintenus dans leur classe conformément au paragraphe 4 de ce même article. La possibilité de déclassement ne doit concerner que les pays rangés dans la classe à 1 unité et considérés comme PMA.

L'URSS: J'aimerais signaler que pour ce qui est du paragraphe 4bis, l'Union internationale des télécommunications applique cette disposition; donc nous pourrions également l'incorporer dans nos Actes.

La THAÏLANDE: Nous insistons sur le fait que contrairement au texte que nous avons proposé, le délai de 18 mois ne devrait concerner que les pays les moins avancés rangés dans la classe à 1 unité.

Le BÉNIN: Le paragraphe 3 de la proposition 1525.3 s'applique non seulement aux pays les moins avancés mais à tous les Pays-membres. Il a donc la même portée que le paragraphe 4 actuel avec lequel il est en complète contradiction. Cela étant, nous sommes en faveur du maintien du paragraphe 3 actuel et de l'adoption du paragraphe 4bis proposé.

Le MAROC: Pour la mise en application immédiate des trois nouvelles classes de contribution, une seule solution est valable, celle d'adopter une décision ou une résolution qui ne modifie pas les principes posés au paragraphe 3 et se limite aux nouvelles classes de contribution.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', la THAÏLANDE et l'ITALIE appuient la suggestion faite par le Maroc.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous appuyons l'avis exprimé par la France et d'autres délégations au sujet des difficultés que nous pourrions rencontrer sur le plan financier en cas d'adoption du paragraphe 3 proposé par la Thaïlande. En outre, il nous semble qu'il contredit le paragraphe 4 actuel.

La FRANCE: Nous voudrions souligner une nouvelle fois l'importance de la décision concernant la modification des parts contributives. Ceci nous paraît particulièrement important pour la préparation du budget de l'Union au sein de la Commission des finances.

L'URUGUAY: Nous pensons qu'il serait difficile d'harmoniser le paragraphe 3 de l'article 125 du Règlement général tel qu'il est proposé par la Thaïlande avec celui du paragraphe 4.

Le PRÉSIDENT: Etant donné que la rédaction du paragraphe 3 de la proposition 1525.3 de la Thaïlande semble contredire le paragraphe 4 de l'article 125 du Règlement général en vigueur, je propose de charger un groupe de travail de mettre au point le texte d'un projet de résolution pour la mise en vigueur immédiate de la classe à une demi-unité.

La FRANCE: Nous aimerions demander l'avis du Président de la Commission des finances sur les incidences financières des décisions que nous venons de prendre.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous pensons que l'intention de la Thaïlande dans le paragraphe 3 de sa proposition 1525.3 est de trouver, sans attendre le prochain Congrès, une solution acceptable pour les pays les moins avancés. Les conséquences financières de la création de la classe de 0,5 unité ne seront probablement pas très significatives et une résolution du Congrès dans ce sens serait sans doute la solution appropriée.

En ce qui concerne l'introduction de la classe à 40 unités, elle pourrait entraîner un déclassement de la part de ceux qui sont dans la classe à 50 unités avant le prochain Congrès. C'est pourquoi nous sommes d'avis que les incidences financières devraient être évaluées séparément.

L'AMÉRIQUE (ETATS-UNIS): Il nous est difficile de répondre à la France sans avoir étudié en détail la question qui nous préoccupe. Cependant, il est certain qu'une application immédiate de cette disposition aurait un impact financier significatif sur notre budget, non sur celui de 1985 qui a déjà été approuvé par le Conseil exécutif, mais sur celui de 1986. Compte tenu des indications données par le Secrétariat, il faudrait s'attendre à une réduction globale des contributions de l'ordre de 350 000 francs suisses.

Le CANADA: Il ne convient pas de donner au paragraphe 3 de l'article 125 une portée spécifique et limitative; aussi préconisons-nous le maintien de cet article tel quel.

L'ESPAGNE: Le choix de la classe de contribution constitue une décision qui doit être prise au niveau gouvernemental et non à celui des délégations. C'est la raison pour laquelle nous partageons les points de vue du Canada.

La ZAMBIE: Nous comprenons les préoccupations de la Nouvelle-Zélande au sujet de l'introduction des nouvelles classes de contribution de 35 et 40 unités. Quant à la nouvelle classe de 0,5 unité qui a été créée pour les pays les moins avancés (PMA), nous aimerions qu'elle soit mise en oeuvre le plus rapidement possible. C'est pourquoi nous demandons au Groupe de travail qui sera constitué d'examiner toutes les incidences financières de telle sorte que la Commission 2 (Finances) puisse en être saisie demain déjà.

La Commission décide de charger un Groupe de travail composé de la Thaïlande (pays rapporteur), de l'Allemagne, Rép. féd. d', du Bénin, de la Grande-Bretagne, du Maroc et de la Suisse de préparer un projet de résolution relatif à l'application, sous le régime des Actes du Congrès de Hambourg déjà, de la classe à 0,5 unité pour les pays les plus défavorisés.

Cela étant, le statu quo est maintenu pour le paragraphe 3.

Le PRÉSIDENT propose de passer à l'examen du paragraphe 4bis de la proposition 1525.3 de la Thaïlande et relève que l'URSS et l'Uruguay se sont déjà prononcés en faveur de ce paragraphe.

Sur proposition du YÉMEN (RÉP. ARABE), *la Commission décide de confier également au Groupe de travail précité l'examen du paragraphe 4bis de la proposition 1525.3 de la Thaïlande.*

Sur proposition du PRÉSIDENT, *la proposition 1502.4 de la Thaïlande, qui est une proposition corrélative à la proposition 1525.3, paragraphe 4bis, est donc laissée en suspens jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la proposition de base.*

Le PRÉSIDENT: La proposition 1021.1/Rev 1 de l'Argentine ayant été rejetée, *la proposition 1525.2 de ce même pays, qui en est une conséquence, devient sans objet.*

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Septième séance

Mardi 10 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le PRÉSIDENT: Nous reprenons l'examen du paragraphe 3 de la proposition 1525.3 qui concerne le choix de la classe à 0,5 unité pour le régime financier issu du Congrès de Hamburg. Pour rapprocher les différents points de vue exprimés sur ce paragraphe, nous avons créé, lors de la dernière séance, un Groupe de travail. J'invite la Thaïlande, pays rapporteur de ce Groupe de travail, à nous présenter ses conclusions.

La THAÏLANDE: Le Groupe de travail que j'ai eu l'honneur de présider a tenu sa réunion ce matin 10 juillet à 10 heures. Il était composé de la République fédérale d'Allemagne, du Bénin, de la Grande-Bretagne et de la Suisse, ainsi que de MM. Chaubert et Ranaivoson du Secrétariat. Le mandat confié par la Commission des affaires générales à notre Groupe de travail était double:

- 1° élaborer un projet de résolution concernant le choix de la classe de contribution à 0,5 unité réservé aux pays les moins avancés (PMA);
- 2° examiner le paragraphe 4bis de la proposition 1525.3.

Pour le projet de résolution, le texte élaboré par le Groupe de travail fait l'objet de la proposition 032. J'aimerais toutefois y apporter deux précisions, à savoir:

- conformément à la décision de principe déjà prise par notre Commission et aux dispositions en vigueur pour les déclassements, seuls les pays les moins avancés rangés actuellement dans la classe à une unité peuvent choisir la classe à 0,5 unité;
- le délai pour notifier ce choix a été fixé jusqu'au 31 décembre 1984 pour des raisons d'ordre pratique. En effet, pour permettre au CE de 1985 d'arrêter le budget de 1986, il convient que le Bureau international dispose assez tôt des éléments permettant de fixer la valeur de l'unité contributive.

En ce qui concerne le deuxième mandat du Groupe de travail, celui-ci a estimé préférable que la Commission des affaires générales réexamine elle-même le paragraphe 4bis de la proposition 1525.3 qui pose un problème de fond dépassant les compétences du Groupe de travail.

Le PRÉSIDENT met en discussion le proposition 032.

Aucun pays ne soulevant d'objection, la proposition 032 est adoptée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le paragraphe 4bis de la proposition 1525.3.

La SUISSE: Nous éprouvons des craintes quant à l'application pratique de cette proposition, en raison, notamment, de la présence dans le texte de formules telles que "circonstances exceptionnelles" et "catastrophes naturelles". Nous nous demandons selon quels critères le CE pourra juger s'il est en présence ou non de circonstances exceptionnelles et si les membres du CE ne seront pas avantagés dans une situation de ce genre. Par ailleurs, nous estimons qu'il existe des mesures d'aides internationales plus efficaces que le simple déclassement d'une classe de contribution.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Certes le CE pourrait éprouver des difficultés à déterminer l'amplitude d'une catastrophe ou d'une crise économique et à décider ensuite si un pays peut bénéficier des facilités prévues au paragraphe 4bis. Toutefois, comme une telle pratique existe dans le cadre des

Nations Unies, et étant donné que les pays victimes de telles catastrophes s'adressent en premier lieu à l'ONU, le CE pourrait peut-être tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies dans les cas de l'espèce avant de prendre sa propre décision.

La THAÏLANDE: Nous pensons qu'il faudrait s'en remettre au CE pour déterminer les critères à retenir.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE appuie le paragraphe 4bis mais demande des éclaircissements. Le CE peut-il autoriser un déclassement d'une seule classe ou peut-il accorder un déclassement de plusieurs classes?

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Notre délégation approuve le paragraphe 4bis dans son principe. Toutefois, nous ne comprenons pas clairement pour quelle période de temps est prévu ce déclassement. Est-il temporaire ou illimité?

L'URSS: Nous avons déjà appuyé cette proposition à la dernière séance, en mentionnant qu'une norme identique existe à l'UIT.

La Convention de Nairobi prévoit en effet que: "Dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant le lancement d'un programme d'aide internationale, le Conseil d'administration peut utiliser une réduction du nombre d'unités des contributions lorsqu'un membre en fait la demande et fournit la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution dans la classe choisie à l'origine." A la dernière session du Conseil d'administration de cette organisation, le Pérou, qui avait été victime d'un désastre naturel, a pu bénéficier de cette disposition.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE se demande si ce déclassement était temporaire ou définitif. Si nous partons du principe que la classe des contributions est choisie volontairement, le transfert devient permanent. Toutefois, si un pays souhaite payer de nouveau un nombre d'unités de contribution supérieur, il peut le faire à n'importe quel moment. Je suppose que la Thaïlande prendra en considération l'expérience de l'UIT.

Le PRÉSIDENT demande à la Thaïlande de bien vouloir répondre aux questions qui lui ont été posées.

La THAÏLANDE: En ce qui concerne la question posée par la République arabe syrienne, nous estimons que les déclassements de plus d'une classe ne sont pas admis. Le délégué de l'URSS a déjà répondu aux autres questions et nous l'en remercions.

L'ITALIE: Nous voudrions savoir ce qui se passera pour les pays qui se trouvent déjà dans la dernière classe de contribution et qui entrent dans la catégorie des pays pouvant bénéficier d'un déclassement. La norme ne doit-elle pas s'appliquer à tous?

La THAÏLANDE ne peut répondre à cette question et laisse au Congrès le soin de trancher.

Le BÉNIN: Nous constatons que l'application de cette norme soulève un certain nombre de difficultés. Nous proposons, en conséquence, que cette question soit soumise à l'étude du CE.

Le PRÉSIDENT demande aux délégués ce qu'ils pensent de cette suggestion.

La RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN appuie la proposition du Bénin.

Le MAROC: Nous pourrions peut-être ajourner les débats sur ce point particulier, car nous aurons certainement l'occasion d'analyser les cas de circonstances exceptionnelles lorsque nous aborderons le point 14 de l'ordre du jour relatif au problème des arriérés à l'UPU.

L'URSS: Nous exagérons le rôle du CE en lui transmettant toutes les questions pour examen. L'objectif du paragraphe 4bis est purement humanitaire. Une norme identique existe dans toute une série d'organisations internationales et a déjà été mise à exécution. Il nous paraît donc inutile de renvoyer cette question au CE. La Commission doit se prononcer sur ce point.

En revanche, nous ne nous opposons pas à ce que ce paragraphe soit examiné en même temps que le point 14 de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT: Nous sommes saisis d'une proposition concrète sur laquelle nous devons nous prononcer ou dont nous devons renvoyer l'examen au CE, ainsi que l'ont suggéré plusieurs pays.

Je vous propose de vous prononcer sur le paragraphe 4bis. En cas de rejet, nous mettrons aux voix la question de savoir si nous transmettons la question au CE pour étude.

La MALAISIE: Nous partageons l'avis de l'URSS. Dans un domaine tel que celui-ci, le CE doit user de son jugement pour examiner la demande d'exonération ou de déclassement d'un pays en difficulté.

L'ÉTHIOPIE abonde dans le même sens que l'URSS.

Le DANEMARK demande s'il ne faudrait pas remplacer les mots "autoriser le déclassement d'une classe de contribution" du paragraphe 4bis par d'autres termes plus précis.

Le PRÉSIDENT constate que la proposition du Danemark n'est pas appuyée par d'autres délégations.

Le paragraphe 4bis de la proposition 1525.3 est adopté par 104 voix pour, 1 contre et 14 abstentions.

La proposition 1502.4, conséquence de la proposition 1525.3, paragraphe 3bis, est également adoptée par 110 voix pour, 0 contre et 4 abstentions.

Règlement
intérieur
des Congrès,
article 7

Le PRÉSIDENT présente le Congrès — Doc 85 relatif à la suggestion de la Commission de rédaction de mettre en concordance le texte de la proposition 1707.1/Rev 1 déjà adoptée par la Commission des affaires générales et celui adopté également par cette dernière pour l'article 102, paragraphe 6, lettre jter), du Règlement général (proposition 1502.5). Le nouveau texte, suggéré pour la proposition 1707.1/Rev 1, précise dans le paragraphe 1 que les présidences et vice-présidences des Commissions sont également désignées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres, le paragraphe 2 étant supprimé en conséquence. Le Président indique par ailleurs que, pour être en pleine conformité avec le Règlement général, il faut ajouter le mot "équitable" après la mention "répartition géographique".

Aucune objection ne s'étant manifestée, les modifications de la proposition 1707.1/Rev 1 suggérées dans le Congrès — Doc 85 et par le Président sont adoptées par consensus.

Règlement
intérieur
des Congrès,
article 15

Le PRÉSIDENT rappelle que lors de l'adoption de la proposition 1519.4 il est apparu nécessaire de modifier en conséquence l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès pour y faire apparaître le fait qu'aucune proposition n'est admise déjà deux mois avant l'ouverture du Congrès. Le texte de modification du paragraphe 3 de l'article 15 élaboré par le Secrétariat dans ce sens figure dans le Congrès — Doc 86.

La Commission approuve la modification suggérée dans le Congrès — Doc 86 par consensus.

Composition,
fonctionnement
et réunions
du CE

Le PRÉSIDENT: Nous avons ajourné hier l'examen des propositions 1502.3 et 1502.7 afin de permettre à Cuba de présenter un amendement écrit à la proposition 1502.3. Cet amendement écrit fait l'objet de la proposition 1502.11/Rev 1. Je considère que le texte du paragraphe 3bis de cette proposition rentre dans le cadre de la décision prise le 5 juillet 1984 par notre Commission au sujet de l'amendement oral présenté par l'Inde, autrement dit que la proposition 1502.11/Rev 1 modifie le fond de la proposition originale. Conformément à l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, il appartient à la Commission de trancher la question de savoir si cette proposition peut ou non être considérée comme un amendement.

CUBA: Notre proposition reflète l'esprit de la proposition originale qui reconnaît le droit du pays hôte du Congrès à être membre du CE pendant un mandat supplémentaire et qui limite la participation des autres Pays-membres à deux mandats consécutifs. Pour cela, il est nécessaire d'assurer autant que possible la rotation des sièges du CE afin que tous les membres de l'UPU aient la possibilité de participer une fois ou l'autre aux travaux du CE. Nous nous opposons à l'ambiguïté du paragraphe 3 de l'article 102 actuel et nous demandons que notre proposition soit mise aux voix au scrutin secret.

La FRANCE (motion d'ordre) demande au Président des éclaircissements sur le déroulement du débat. Si nous avons bien compris, vous avez dit que vous considériez la proposition 1502.11/Rev 1 comme irrecevable eu égard à la décision prise antérieurement au sujet des amendements oraux présentés par l'Inde et Cuba.

Le PRÉSIDENT: C'est exact, mais j'ai ajouté que, conformément à l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur, il est nécessaire que la Commission se prononce elle-même sur cette question.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Le paragraphe 3bis de la proposition 1502.11/Rev 1 est en contradiction avec le paragraphe 2 qui stipule que "le siège attribué de droit au pays hôte n'est pas concerné par les dispositions du paragraphe 3". Il n'en est pas de même des propositions 1502.3 et 1502.7: elles n'apportent rien de nouveau par rapport aux dispositions qui figurent déjà dans nos Actes et doivent être considérées comme des amendements d'ordre rédactionnel.

La SUISSE (motion d'ordre): Nous attirons l'attention de la Commission sur la nécessité du respect du Règlement intérieur. La proposition 1502.11/Rev 1 de Cuba, si on prend en considération la définition d'un amendement figurant à l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur, n'est pas admissible. Nous ne voyons aucun rapport entre l'amendement suggéré par Cuba et la proposition originale de l'Argentine et nous demandons que cet amendement ne soit pas discuté.

Le PRÉSIDENT répète que la Commission doit se prononcer au sujet de la recevabilité de la proposition 1502.11/Rev 1.

CUBA: Nous estimons que notre proposition ne correspond pas à la proposition de l'Inde. Celle-ci éliminait le droit du pays hôte pour une troisième période consécutive, tandis que nous, nous le maintenons. Nous demandons qu'on applique les dispositions de l'article 16, paragraphe 5, du Règlement intérieur.

Le PRÉSIDENT: L'article 16, paragraphe 5, ne peut pas être appliqué car il y a certaines délégations qui contestent qu'il s'agit d'un amendement.

Le CANADA abonde dans le même sens que la Suisse et propose la clôture du débat sur cette question.

Le PRÉSIDENT: Nous sommes en présence d'une motion de procédure et je demande s'il y a deux pays qui y sont opposés.

CUBA: Nous nous opposons à la clôture du débat. Nous estimons que nous devons voter pour décider si notre proposition est un amendement.

L'URUGUAY: Nous nous opposons à la clôture du débat car nous estimons que cette discussion est très intéressante. Nous appuyons le texte présenté par la République fédérale d'Allemagne qui prévoit qu'aucun pays ne pourrait être élu par trois Congrès consécutifs, sauf le pays hôte. Il faut dissiper la confusion qui existe quant à l'interprétation des dispositions en question, car si l'on prend, par exemple, le texte du Congrès de Lausanne, on constate qu'il est possible qu'un membre du CE devienne un membre permanent en devenant le pays hôte du Congrès chaque troisième période. Nous sommes d'avis que Cuba cherche à préciser l'intention de la proposition de la République fédérale d'Allemagne.

La motion de procédure du Canada pour la clôture du débat est acceptée par 67 voix pour, 22 contre et 33 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Nous allons nous prononcer maintenant sur la question de savoir si la proposition 1502.11/Rev 1 présentée par Cuba peut être considérée comme un amendement.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE appuie la demande de scrutin secret présentée par Cuba.

Le vote donne le résultat suivant: 55 voix pour, 49 contre et 19 abstentions.

La proposition 1502.11/Rev 1 est donc considérée comme un amendement.

Le PRÉSIDENT demande à l'Argentine, auteur de la proposition 1502.3, d'indiquer si elle accepte l'amendement de Cuba.

L'ARGENTINE: Nous avons des doutes sur la portée réelle de cet amendement; c'est pourquoi nous préférons qu'on le traite séparément de notre proposition.

Le PRÉSIDENT: Etant donné que l'Argentine avait déjà accepté l'amendement 1502.7 de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de la Suisse, je mets en discussion cet amendement.

CUBA, appuyé par la République dominicaine et l'Egypte, demande le vote au scrutin secret.

Le vote donne le résultat suivant: 66 voix pour, 38 contre et 22 abstentions.

La majorité requise étant de 75 voix, la proposition 1502.7 est rejetée.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition 1502.11/Rev 1 de Cuba au sujet de l'insertion du paragraphe 3bis dans l'article 102 du Règlement général.

Les résultats du vote sont les suivants: 58 voix pour, 46 contre et 22 abstentions.

La majorité requise étant de 75 voix, la proposition 1502.11/Rev 1 est également rejetée.

Problèmes
des arriérés
à l'UPU

Le PRÉSIDENT présente le point 14 de l'ordre du jour qui concerne le problème des arriérés à l'UPU. Ce point comporte les propositions 09, 1526.1, 1526.91, 1526.92 et le Congrès — Doc 8 et Add 1 sur lequel se fondent toutes ces propositions. Tout d'abord, nous allons examiner le Congrès — Doc 8 et Add 1 qui fait état des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en exécution du mandat qui lui avait été confié par la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro.

Le Congrès — Doc 8 aborde, sous le chapitre II, les aspects financiers de la question en faisant une distinction entre trois catégories d'arriérés: ceux afférents à l'ancien régime de financement (antérieur à 1979), ceux afférents à la période de transition (1979 et 1980), ceux afférents au nouveau système de financement (à partir du 1er janvier 1981). Le montant total des arriérés s'élevait globalement à 4 223 824 francs suisses au 31 mars 1984.

Sous le chapitre III, le Conseil exécutif a analysé la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions spécialisées.

Le chapitre IV nous fait part des mesures qui peuvent être envisagées par l'UPU. Je vous propose d'examiner tout d'abord la proposition 09 qui contient le projet de recommandation concernant l'assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international. Il s'agit d'une procédure "sui generis" qui a le mérite d'assainir les dettes de certains pays à l'égard de l'UPU sans pour autant exiger de ceux-ci qu'ils obtiennent des autorités compétentes l'octroi de crédits importants et la permission d'exporter des devises.

Dans l'alinéa B du chapitre IV, on indique le contenu du système de compensation et on suggère que, lors du clearing qu'opère annuellement le Bureau international pour la liquidation des frais de transit et des frais terminaux, celui-ci inscrit dans le tableau de compensation du Décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface le pays qui a des arriérés de contributions en face d'un pays tiers qui est censé lui verser le montant global des frais de transit et des frais terminaux auquel il a droit, mais qui verse en fait cette somme au Bureau international pour amortir les arriérés de contributions du pays en question.

Il s'agit d'une procédure qui est appliquée depuis un certain temps; c'est pourquoi le CE suggère au Congrès de la reprendre.

Le SOUDAN: La proposition 09 est de nature à faciliter l'assainissement des arriérés pour les pays en développement; la procédure qu'elle suggère est valable; nous l'appuyons sans réserve.

La MAURITANIE: A notre avis, cette proposition du Conseil exécutif n'est pas recevable dans la mesure où elle affecte les prérogatives des Etats. Elle affecte la libre gestion des recettes des Administrations postales.

Le QATAR: L'étude effectuée par le CE est remarquable ainsi que ses résultats, très bons. Toutefois, notre délégation pense que les Administrations devraient payer leurs contributions directement, sans avoir recours aux recettes que sont les frais de transit et les frais terminaux.

Le PRÉSIDENT: Nous avons entendu une intervention favorable et deux opposées à cette proposition, en conséquence nous sommes dans l'obligation de voter.

Le vote donne le résultat suivant: 96 voix pour, 9 contre et 13 abstentions.

La proposition 09 est adoptée sans modification.

Le PRÉSIDENT: Parmi les mesures préventives qu'il a retenues au terme de son étude, le CE recommande au Congrès l'adoption de la proposition 1526.91 relative à la suspension de droit de vote. Le texte proposé est repris "mutatis mutandis" de l'article 19 de la Charte des Nations Unies; il s'inspire en outre de la pratique de la plupart des autres institutions spécialisées. Tout en privant automatiquement de leur droit de vote les Pays-membres qui ont des arriérés de contributions égaux ou supérieurs au montant représentant les sommes dues pour les deux derniers exercices financiers, cette disposition laisse au Congrès, au CE et au CCEP la possibilité de ne pas appliquer cette sanction.

Le débat est ouvert.

Le SOUDAN: Comme nous l'avons dit lors de la dernière session du Conseil exécutif, cette proposition est humiliante. Certains ont dénoncé ce terme "humiliante" comme ayant été prononcé sous le coup de l'émotion. Il n'en est rien. Cette proposition est humiliante parce qu'elle ne vise que les pays en développement. Elle introduit des sanctions sévères à l'égard de ces pays alors qu'ils ont à faire face à des difficultés économiques considérables. Cette proposition est contraire aux principes de collaboration internationale dans les domaines culturel, économique, politique et social qui sont à la base de notre Union ainsi qu'à l'esprit de solidarité qui caractérise l'UPU. Nous voudrions également souligner que le montant global des arriérés à l'UPU n'est pas excessif et que le nombre des pays débiteurs n'est pas important. Ces pays n'ont d'ailleurs jamais refusé de régler leurs arriérés, mais ont été seulement empêchés de le faire pour des raisons tout à fait justifiées.

Le Congrès — Doc 8 montre que notre Union ne fait pas face à une crise financière. C'est l'institution spécialisée des Nations Unies où la situation est la meilleure en ce qui concerne le pourcentage des contributions acquittées. C'est une raison supplémentaire pour ne pas copier ce qui se passe dans les autres organisations internationales. Pour résoudre le problème des arriérés, d'autres mesures peuvent être prises dont celle qui vient d'être adoptée.

Le LIBÉRIA: Après avoir examiné la proposition 1526.91 du CE et compte tenu de la crise économique récente qui frappe notre pays, nous nous opposons à l'adoption de cette proposition.

Le ZIMBABWE: Nous ne devrions pas nous laisser emporter par nos émotions lorsque nous nous penchons sur le problème des arriérés. Il est dit dans le paragraphe 26 du Congrès — Doc 8 que deux institutions spécialisées des Nations Unies qui ont adopté la sanction préconisée n'ont pas eu recours à celle-ci. Mais il ne faut pas perdre de vue les conséquences qui pourraient résulter pour notre Union de l'accumulation des arriérés à l'avenir.

Nous suggérons donc que cette question soit examinée par la Commission de manière plus rationnelle et nous nous rallions à la proposition du Conseil exécutif.

CUBA: Nous estimons que la suspension du droit de vote devrait être appliquée uniquement dans les cas extrêmes, lorsqu'il y a une responsabilité notoire de la part d'un Pays-membre vis-à-vis de l'Union. Dans les conditions économiques actuelles, n'importe quel pays sérieux peut avoir des difficultés de paiement, et l'application de la suspension du droit de vote pourrait porter atteinte à la composition des organes de l'Union. Cela étant, il nous paraît souhaitable que le CE continue d'examiner la question de façon à trouver d'autres mesures pour équilibrer les finances de notre organisation.

La HAUTE-VOLTA: Nous comprenons fort bien le souci qui a amené le CE à formuler cette proposition, à savoir: inciter les Pays-membres à accomplir leur devoir envers l'Union. Les conséquences d'une telle mesure coercitive sont cependant imprévisibles et pourraient être préjudiciables à l'universalité de l'UPU.

Par ailleurs, cette proposition, dans sa rédaction actuelle, donnerait le droit au CE de juger des circonstances qui ont entraîné le non-paiement, alors qu'elles sont parfois indépendantes de la volonté du pays concerné.

Finalement, nous pensons que cette proposition aurait pu prendre une autre forme, par exemple celle d'une résolution invitant les Pays-membres à respecter davantage leurs obligations financières vis-à-vis de l'UPU.

La MALAISIE: En plus des mesures que nous avons déjà prises dont celle de la création de 0,5 unité de contribution, nous devrions introduire dans nos Actes une clause minimale, voire une sanction à l'égard des pays qui auraient tendance à accumuler leurs arriérés et cela, sans attendre que l'Union soit au bord d'une crise financière. Il nous serait difficile d'échapper à une attitude concrète telle que celle proposée par le CE et qui a été présentée après une étude sérieuse et approfondie. Nous appuyons entièrement la proposition du CE.

Le LIBAN: Nous sommes étonnés de voir figurer un montant de 2976 francs suisses en face du nom du Liban dans le Congrès — Doc 8/Add 1/Annexe 2 relatif à l'état au 15 juin 1984 des arriérés afférents au régime transitoire arrêté. Comme, à notre connaissance, les factures concernant notre pays ont toutes été réglées, nous nous demandons s'il s'agit d'un malentendu ou d'un cas découlant de l'absence de communications régulières entre le Liban et l'étranger. Ceci nous amène à demander au Bureau international de nous fournir des précisions à ce sujet. Quant à la sanction proposée concernant le droit de vote, nous la trouvons trop sévère et il serait plus approprié de lui donner un autre libellé qui n'introduirait pas la notion de sanctions.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le résultat de l'étude relatif au problème des arriérés à l'UPU est exposé dans le Congrès — Doc 8 et Add 1, annexes 1, 2 et 3; il convient d'y ajouter que nous avons encaissé ces derniers mois environ un million de francs suisses. L'annexe 3 qui fait état des arriérés afférents au nouveau régime financier montre que le pourcentage des arriérés par rapport au montant total des contributions était de 1,63% pour 1981 (environ 290 000 Sfr), de 2,43% (environ 450 000 Sfr) pour 1982 et pour 1983 3,56% (environ 660 000 Sfr), ce qui représente au total une moyenne égale à 2,56%. A la suite des décisions prises par le CE et celles adoptées par ce Congrès, on pourrait s'attendre à ce que le total des arriérés diminue au cours des prochaines années. Nous sommes maintenant au milieu de la période de transition du régime financier qui est entré en vigueur en 1981 et qui se terminera en 1991. De ce fait, le prochain Congrès aura une situation plus claire relative à la question qui est posée aujourd'hui.

Cela étant, il ne me semble pas indispensable que le Congrès se prononce aujourd'hui déjà au sujet de cette proposition, d'autant plus que l'Union ne traverse pas actuellement une crise financière.

Quant à la question posée par l'honorable délégué du Liban, nous prendrons contact avec cette délégation pour lui fournir les explications nécessaires au sujet du montant qu'elle a cité.

Le PRÉSIDENT: Grâce aux explications très claires du Secrétaire général, nous sommes à même de mieux comprendre la portée de la proposition 1526.91 du Conseil exécutif.

Le LESOTHO: Chaque pays qui prend la décision d'adhérer à une organisation en étudie la réglementation, il s'engage, notamment, à respecter son règlement financier. Il est tenu, en outre, de s'acquitter de sa contribution pour la classe qu'il a délibérément choisie en fonction de son niveau économique de développement. Voilà pourquoi nous avons beaucoup de peine à comprendre les déclarations qui tendent à exagérer la portée de la situation économique pour combattre cette proposition du CE. Nos collègues à ce Congrès devraient savoir que la proposition 1526.91 évite toute crise financière à l'Union et mérite l'appui de la Commission.

L'ÉGYPTE: Nous sommes un pays en développement et, en même temps, l'un des 22 pays fondateurs de l'Union mais nous n'avons jamais tardé à nous acquitter du paiement de notre contribution. Toute idée préconçue à notre égard à propos de la proposition du CE est donc à écarter. Le contenu de cette proposition ainsi que de celle qui porte la cote 1526.92 sont contraires à l'esprit d'équité, de fraternité et de compréhension qui anime notre Union. Ainsi que l'a relevé le Secrétaire général, il n'y a pas, ni à court ni à moyen terme, de problème financier. C'est pourquoi nous nous opposons fermement à ces deux propositions.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Notre Administration a toujours payé ses contributions en temps utile, et ce en dépit du fait que notre pays compte parmi les pays en développement et des circonstances économiques difficiles que nous traversons à cause de l'agression israélienne et de la déportation de nos habitants qui provoquent des dépenses supplémentaires. Etant opposés aux propositions 1526.91 et 1526.92, nous approuvons le point de vue exprimé par le Soudan. Nous sommes convaincus que les Administrations postales ne se heurtent pas à trop de difficultés pour payer leur contribution à l'Union et savons que les Gouvernements, quelles que soient les circonstances difficiles qu'ils traversent, arrivent toujours, lorsque les organisations internationales insistent, à faire face à leurs obligations financières.

Le QATAR: En dépit du fait que notre pays a déjà réglé sa contribution à l'Union pour 1985 et que nous sommes pour ainsi dire toujours les premiers à exécuter nos paiements, nous nous opposons à toute sanction à l'égard des pays qui n'auraient pas acquitté leur contribution. Chacun doit pouvoir voter et participer aux réunions des différents organes de l'Union.

Le TCHAD: La proposition introduite par le CE est conforme à son souci de vouloir sauvegarder la survie de l'UPU. Chaque Pays-membre doit payer sa contribution, mais nous estimons que cette proposition est contraire à la vocation d'universalité de notre Union. A la suite des assurances données par le Secrétaire général et des arguments développés par les orateurs qui nous ont précédés, nous suggérons plutôt la recherche d'autres mesures propres à assainir ces arriérés et rejetons cette proposition 1526.91.

L'ÉTHIOPIE: Nous appuyons le principe de la proposition 1526.91 du CE parce que nous estimons que les contributions doivent être payées à temps. Mais nous savons aussi que certains pays éprouvent de grandes difficultés économiques et internes, ce qui les empêche de régler leurs dettes à l'égard de l'Union. Cette proposition, telle que formulée, est très dure. Tout en lançant un appel aux pays débiteurs, il conviendrait de leur donner la possibilité d'acquitter leurs dettes sur plusieurs années.

L'IRAQ: Notre pays figure, à l'annexe 3 au Congrès — Doc 8, parmi ceux qui n'ont pas payé leur part contributive de 1983. A ce propos, nous aimerions dire que le paiement de cette part a été effectué en juin 1984, avant l'ouverture du Congrès et que nous nous sommes également acquittés, à la même date, de la moitié de notre contribution due au titre de l'année 1984. Par ailleurs, estimant que la sanction figurant dans la proposition 1526.91 va à l'encontre des principes humanitaires de notre organisation, nous appuyons le Qatar et le Soudan et nous nous opposons à l'adoption de cette proposition.

La ZAMBIE: Nous sommes conscients du fait que pour qu'une organisation puisse fonctionner, elle doit être financée par les Pays-membres. Si les Pays-membres ne s'acquittent pas de leur contribution, l'UPU devra contracter des emprunts avec intérêts, de telle sorte qu'on assistera à une augmentation des contributions pour faire face au surcroît des dépenses budgétaires. D'un autre côté, nous savons que la banque centrale de certains pays en développement ne dispose pas toujours des devises nécessaires pour exécuter les paiements à l'étranger. Il n'est dès lors pas normal que les représentants des Administrations postales ne puissent participer aux réunions du Congrès, du CE ou du CCEP et soient privés de leur droit de vote pour des raisons financières dont ils ne sont pas toujours responsables. A notre avis, le Congrès devrait plutôt prendre une résolution pour inviter les pays à s'acquitter de leurs arriérés envers l'Union.

La MAURITANIE: La proposition 1526.91 du CE vise à écarter les pays à faible revenu de telle sorte que les pays industrialisés puissent disposer de l'Union à leur façon. Les sanctions contenues dans la proposition 09 que nous venons d'adopter sont suffisantes. En adoptant les sanctions en discussion, il y aurait ingérence dans les affaires des Administrations postales. Notre pays fait des efforts louables à l'heure actuelle pour s'acquitter de ses arriérés envers l'UPU. Pour les raisons évoquées ci-dessus, la Mauritanie s'oppose fermement à cette proposition qui va à l'encontre du principe d'universalité.

Le SOUDAN précise que, s'il s'oppose au principe des sanctions contenues dans les propositions 1526.91 et 1526.92 du CE, ce n'est pas parce que son pays figure parmi ceux redevables d'arriérés envers l'Union. En signalant que son Administration a effectué récemment un versement de 182 000 francs suisses, il s'engage à payer toutes ses dettes dès son retour dans son pays.

Communication

L'URSS: Durant l'interruption de séance, nous avons pris connaissance de la déclaration des Etats-Unis d'Amérique qui figure dans le Congrès — Doc 92. Sur cette question, des débats ont déjà eu lieu; le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique est intervenu et notre réponse figure au procès-verbal. A l'époque, nous nous étions élevés contre l'idée de ce que, dans le matériel destiné à notre Congrès, on trouvait des déclarations qui n'avaient aucun lien avec nos activités. La délégation américaine a ignoré cette exigence tout à fait légitime de notre part et a insisté néanmoins pour publier cette déclaration indigne et pleine de provocations. Nous pensons que l'action du Secrétariat du Congrès est injustifiée, car aucun document de l'Union ne donne le droit de laisser imprimer ce genre de document offensant à l'égard de notre Administration postale et de notre Gouvernement.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique peut être certaine que nous trouverons les mots qui conviennent dans une réponse écrite. Nous montrerons avec beaucoup de netteté la nature provocatrice et calomnieuse qu'essaient de jouer les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de notre Etat socialiste.

Pour cette raison, nous demandons qu'une décision soit prise par le Congrès, de telle sorte que des interventions aussi regrettables ne puissent plus se reproduire. C'est un cas sans précédent qui mérite d'être blâmé et condamné.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Il est regrettable que l'URSS ait choisi de faire un parallèle entre une question publique et officielle et une question de distribution de documents. Notre délégation s'est bornée à exercer un droit qui est à la disposition de nous tous, y compris de l'URSS. Ce document a été diffusé à la demande de la délégation des Etats-Unis d'Amérique et n'implique aucune responsabilité du Bureau international. Notre délégation souscrit à son principe national de liberté de parole, de la libre circulation de l'information; elle attend avec sérénité que l'URSS réponde à sa déclaration figurant dans le Congrès — Doc 92 en exprimant sa propre façon de voir.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Huitième séance

Mercredi 11 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT: Nous poursuivons l'examen du point 14 de l'ordre du jour et en particulier celui de la proposition 1526.91 du CE. Nous allons maintenant entendre les délégations qui avaient demandé la parole au moment de lever la dernière séance.

Problème
des arriérés
à l'UPU
(suite)

OMAN: Bien qu'étant un pays en développement, nous avons toujours été, depuis notre adhésion à l'Union, parmi les premiers pays à payer leurs contributions. Nous sommes néanmoins opposés aux propositions 1526.91 et 1526.92.

L'ARABIE SAOUDITE: Depuis Rio de Janeiro, nous avons augmenté nos contributions à l'Union et nous sommes actuellement à la classe de 25 unités. Nous n'avons jamais été en retard dans nos paiements aussi bien à l'UPU que dans les autres organisations internationales dont nous sommes membre.

Malgré cela, les deux propositions présentées nous paraissent injustes, inéquitable et incompatibles avec les principes fondamentaux de notre Union.

Lors des discussions relatives à l'Afrique du Sud, il a souvent été question de l'universalité de notre Union; or, ces deux propositions, avec leurs sanctions, aboutissent à une exclusion; elles sont donc contraires à cette universalité.

Les sommes non payées sont en fait assez modiques et ne méritent pas d'entraîner des sanctions.

Le Secrétariat nous a dit hier que la création d'une classe à une demi-unité n'aurait pas de graves conséquences sur les finances de l'Union. Nos finances sont saines. Il n'y a donc pas de raison valable d'adopter de telles propositions.

Le NIGÉRIA: Il est certain que le CE, par ses propositions, s'est préoccupé d'une situation qui peut dans l'avenir nécessiter des mesures rigoureuses.

Pour l'instant, il s'agit seulement de dissuader les Etats-membres qui ont des arriérés à persister dans leur situation sans réagir. Or, en raison des problèmes que connaissent les jeunes pays, nous pensons que les sanctions prévues auraient un effet contraire au but recherché. En effet, un pays peut être en retard dans ses paiements du fait de circonstances exceptionnelles. S'il ne participe plus aux décisions de notre Union, celle-ci perdrait de son universalité. Faire de l'UPU une Union de pays riches serait, en outre, aller contre l'identité particulière de notre famille postale. De plus, si nous excluons les pays pauvres, ils ne pourraient plus recevoir notre aide.

Il serait donc préférable de trouver les moyens d'encourager les pays pauvres à payer plutôt que de soutenir de telles propositions aux résultats néfastes certains.

La COLOMBIE: Avant de parler de sanctions, il serait préférable de s'intéresser d'abord aux causes qui font que certains pays sont en retard dans leurs paiements.

A notre avis, s'il existait vraiment des pays qui sont dans cette situation sans raison valable, nous serions les premiers à accepter les propositions de sanction. Mais en fait, les dettes des pays envers l'UPU sont limitées dans le temps et liées à des problèmes financiers spécifiques. Notre pays a une dette extérieure importante, mais nous avons toujours pu respecter nos engagements internationaux. Cependant, nous avons, comme de nombreux pays africains et latino-américains, subi la sanction de la finance internationale qui augmente

sans raison le taux des intérêts pour les sommes qui lui sont dues. Nous comprenons donc parfaitement les pays qui, sous la pression d'événements semblables, sont temporairement en retard dans leurs paiements. De ce fait, nous n'appuyons pas les propositions présentées.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Il est bon que nos organes continuent de s'occuper du problème des arriérés, car ceux-ci ont légèrement augmenté durant la période du régime financier transitoire.

Cependant, la trésorerie de l'Union est saine; nous avons une situation que peuvent nous envier bien d'autres institutions spécialisées. De ce fait, l'introduction dans nos textes de dispositions de la Charte des Nations Unies ne me paraît pas s'harmoniser avec notre activité humanitaire qui est liée aux facteurs humains, économiques et sociaux chère à notre Union. Cela irait, en fait, à l'encontre de l'universalité de l'UPU. Contre l'acceptation de tels textes, j'ajoute que, dans la plupart des pays, les retards ne sont pas dus aux Administrations postales, mais aux autorités financières. Il convient donc de légiférer prudemment: une recommandation du Congrès à l'intention des autorités financières me paraît être une solution préférable à celle qui nous est proposée.

Le COSTA-RICA: Bien que non concernés par ce problème, nous ne pouvons accepter les propositions présentées. En effet, les répercussions de ces dernières comporteraient plus d'inconvénients que d'avantages. Ces propositions vont à l'encontre même de l'existence de l'UPU, car si nous limitons la participation d'Administrations, les conséquences postales seront immédiates, ces dernières ne pouvant plus avoir recours aux facilités de notre Union. Nous savons tous que les retards dans les paiements ne sont pas volontaires; ils sont souvent liés à des problèmes de dettes extérieures que connaissent de nombreux pays. Les autorités financières fixent des priorités de paiement dont la poste bénéficie rarement. Voilà les vraies raisons des retards existants. Notre Union n'a pas de problèmes budgétaires et ce n'est pas un organisme financier. Son fonctionnement n'étant pas entravé par les retards de paiement constatés, nous n'appuyons pas ces propositions.

Le MALAWI: Nous avons écouté attentivement les remarques au sujet des incidences qu'auraient les sanctions prévues dans ces propositions en discussion. Le Malawi est un pays en développement et, en plus, sans littoral, donc connaissant tous les problèmes résultant de cette situation pour l'importation et l'exportation de ses marchandises. Il n'empêche qu'il s'est toujours acquitté avec ponctualité de ses obligations financières.

Bien que l'argument fondé sur la pénurie des devises ne nous ait pas convaincus, les sanctions prévues nous paraissent trop fortes, car les pays auxquels elles s'appliqueraient perdraient de leur prestige et auraient l'impression de ne plus appartenir à l'UPU. Voilà ce qu'il faudra avoir à l'esprit lorsque nous voterons sur ce point de l'ordre du jour.

L'ITALIE: Nous devons rechercher une solution raisonnable aux problèmes des arriérés. Ce but n'est pas atteint avec les propositions qui nous sont présentées.

Par contre, la proposition 09, adoptée hier nous paraît suffisante. Elle permet une solution équitable, conforme aux principes figurant dans le Préambule de notre Constitution. En effet, l'UPU n'est pas un organisme financier, mais une organisation à laquelle l'ensemble de ses membres devraient pouvoir participer.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Il est certain que nous nous préoccupons tous que l'Union ait les moyens financiers pour poursuivre sa mission. Mais priver, par exemple, un Etat-membre de sa participation au CE, alors qu'il y a été élu, nous paraît une mesure excessive. Les propositions 1526.91 et 1526.92 auraient été idéales pour les années soixante durant lesquelles le contexte économique était meilleur qu'actuellement et les pays en développement n'avaient pas encore de problèmes de devises. L'adoption de ces propositions aurait pour effet de sanctionner les pays en développement alors qu'il n'y a pas de faute de leur part. On peut même imaginer qu'un grand nombre de pays moins avancés seront exclus du CE, ce qui irait à l'encontre du principe de représentation équitable.

Pour toutes ces raisons, notre délégation s'oppose aux propositions qui nous sont soumises.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Afin d'éclairer le débat et en ma qualité de Président de la Commission des affaires générales du dernier CE, je souhaite retracer brièvement l'historique de cette question. Après l'introduction du nouveau régime financier de l'UPU, le Congrès de Rio de Janeiro a, par sa résolution C 89, chargé le CE d'entreprendre une étude de ce problème. En se penchant à cet effet sur la pratique de l'ONU et des autres institutions spécialisées, la Commission des affaires générales a constaté que ces dernières ont toutes

prévu dans leur Acte constitutif une réglementation relative aux arriérés de paiement des parts contributives. Sur cette base, le CE a pris en considération la responsabilité globale des Pays-membres à l'égard des finances de l'UPU. Il a par ailleurs reconnu les difficultés financières rencontrées par certains pays. Aussi n'a-t-il jamais été question pour lui de sanctionner, d'isoler ou d'exclure des pays en formulant ses propositions. Il s'est borné à remplir son mandat de façon objective en proposant des solutions qui sont déjà largement appliquées.

Le GHANA: Le nécessaire a été fait pour le paiement de nos contributions, mais par suite de difficultés d'ordre économique, le transfert des devises nécessaires s'avère difficilement réalisable. Nous pouvons assurer la Commission qu'avant notre départ le Département des finances avait pratiquement terminé les démarches et formalités nécessaires pour que nos arriérés soient payés à partir d'un compte à Londres. Il est très pénible pour un pays de figurer sur l'état des arriérés. En réalité, les pays en développement qui y apparaissent, font tout leur possible pour s'acquitter de leurs obligations. Le véritable problème est d'obtenir des banques centrales le transfert de devises vers les banques chargées des paiements internationaux. Dans ces conditions, peut-on décemment priver un pays de son droit de vote? Il est vraisemblable que d'autres pays en développement en sont aussi à ce stade et, qu'à son retour à Berne, le Secrétaire général aura connaissance du paiement de nombreux arriérés. Par ailleurs, je trouve très heureuse la solution consistant à utiliser les revenus des frais terminaux pour liquider les arriérés. Cette solution est parfaitement acceptable pour le Ghana et vraisemblablement pour d'autres pays connaissant la même situation. Pour toutes ces raisons, le Ghana demande à la Commission de rejeter les propositions 1526.91 et 1526.92.

Le PRÉSIDENT: Jusqu'à présent, 27 orateurs et le Secrétariat ont donné leur avis au sujet de ces deux propositions. Cette question ayant été ainsi amplement débattue, je suggère de la trancher par un vote.

Le SÉNÉGAL (motion d'ordre), appuyé par le GABON et l'ÉGYPTE, demande le vote par scrutin secret pour les deux propositions.

La proposition 1526.91 est rejetée par 40 oui, 78 non et 7 abstentions.

La proposition 1526.92 est également rejetée par 43 oui, 78 non et 6 abstentions.

Le PRÉSIDENT met en discussion la proposition 1526.1 prévoyant de porter de trois à six mois le délai de paiement des fournitures du Bureau international.

Mise aux voix, la proposition 1526.1 est adoptée par 114 oui, 5 non et 7 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Pour conclure l'examen du Congrès – Doc 8, il propose à la Commission d'examiner les chiffres 34, 39 et 40. Il s'agit de la conclusion d'arrangements spéciaux (chiffre 34), du déclassement des pays qui ont de gros arriérés (chiffre 39) et de l'absorption par l'Union de certains arriérés (chiffre 40).

Congrès –
Doc 8 et Add 1
(suite)

Le Congrès fait siennes les conclusions du CE concernant la conclusion d'arrangements spéciaux (chiffre 34), le déclassement des pays qui ont de gros arriérés (chiffre 39) et l'absorption de certains arriérés. Rien ne sera entrepris à ce sujet dans l'immédiat.

Le PRÉSIDENT: La suite de l'ordre du jour prévoit l'examen du point 15 relatif aux Congrès extraordinaires, aux Conférences administratives et aux Commissions spéciales.

Congrès
extraordinaires.
Conférences
administratives.
Commissions
spéciales

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS) (motion d'ordre): En assumant la présidence de la Commission des finances, nous demandons que les points 19 et 20 de l'ordre du jour, qui ont trait aux langues et qui peuvent avoir des conséquences sur le budget de l'Union, soient examinés maintenant pour que la Commission 2 puisse avancer dans ses travaux.

Le CHILI appuie la demande des Etats-Unis d'Amérique.

La Commission accepte sans discussion la modification de l'ordre de discussion des points de l'ordre du jour proposée par les Etats-Unis d'Amérique.

Abordant le point 19 de l'ordre du jour, le PRÉSIDENT soumet à l'examen la proposition 021/Rev 1 qui est présentée par des pays représentant les groupes linguistiques allemand, chinois, portugais et russe. Le paragraphe 1 de l'article 107 du Règlement général prévoit que les documents les plus importants sont reproduits en langues allemande, chinoise, portugaise et russe. Le paragraphe 6 précise que le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents dans ces langues est fixé par une résolution du Congrès. L'objectif de la proposition 021/Rev 1 est de porter le montant de ce plafond à 150 000 francs suisses par année et par groupe linguistique. J'invite les pays coauteurs à apporter d'éventuelles précisions.

Le BRÉSIL: Le groupe linguistique portugais a dépassé largement le montant de 50 000 francs suisses pour la reproduction des documents en portugais. Nous considérons que le Congrès de Rio de Janeiro a pris une décision peu réaliste.

La proposition 021/Rev 1 tend à corriger les différences énormes qui existent entre le crédit prévu au budget et les sommes effectivement dépensées.

L'AUTRICHE: Les arguments avancés tout à l'heure valent également pour la langue allemande. Nous avons été trop optimistes au Congrès de Rio de Janeiro en retenant le montant de 50 000 francs suisses.

La CHINE (RÉP. POP.): Les contraintes relatives aux frais afférents à la reproduction des documents empêchent de reproduire en chinois un grand nombre de documents importants de l'UPU. Ainsi, les postiers chinois n'ont pas la possibilité de tirer pleinement profit de la collection des études postales qui consignent les résultats des études du CCEP, du fait que très peu de ces plaquettes sont traduites en chinois. En outre, les frais consentis par l'Administration chinoise pour la publication en chinois des documents de l'UPU au cours des quatre dernières années dépassent, de loin, les dépenses supportées par l'UPU dans ce domaine. En conséquence, nous souhaitons que ce projet bénéficie de l'appui des Pays-membres.

Le PORTUGAL: Faute de moyens suffisants, une partie seulement des documents ont été traduits dans les Pays-membres de ces groupes linguistiques, notamment dans les pays les moins avancés. Pour les petits pays confrontés à de graves difficultés économiques, le problème qui se pose n'est pas purement économique. Ils se heurtent à une série de petits problèmes quotidiens liés à leur isolement tant géographique que linguistique. Il s'agit, par conséquent, d'une question de solidarité internationale.

L'URSS: Nous sommes l'un des coauteurs de cette proposition, ce qui ne signifie pas que nous soyons d'accord avec les décisions du Congrès de Lausanne, confirmées à Rio de Janeiro, qui ont instauré une discrimination envers la langue russe, en lui refusant le statut de langue de travail qui a été accordé à l'arabe, à l'anglais et au français. Cette décision est contraire à la pratique des Nations Unies et à celle de nombreuses autres organisations internationales. Nous avons créé à Berne notre groupe linguistique pour les pays qui utilisent le russe, ce qui nous coûte beaucoup d'argent et ne pourrait en aucune façon être compensé par les 150 000 francs suisses demandés. En effet, nous rémunérons le personnel du groupe linguistique et supportons les frais de location des bureaux. Nous pensons que le Bureau international trouvera un moyen de faire en sorte que le groupe linguistique russe ne soit pas traité comme un client extérieur et qu'il reçoive le statut juridique qu'il mérite. Nous appuyons cette proposition qui va dans le sens d'un traitement vers l'égalité.

Le SOUDAN: Les pays qui présentent cette proposition tirent la leçon de l'expérience des cinq dernières années, qui montrent que le montant de 50 000 francs suisses prévu par la résolution C 106 était inadéquat. Le principe de la solidarité et de la coopération appelle, de notre part, un appui total à ce projet de résolution.

L'ANGOLA: Les pays africains de langue portugaise éprouvent, pour des raisons connues, des difficultés à parler d'autres langues. Le travail de base du Congrès est de créer des normes universelles pour régir nos services. Nous avons, dans nos Administrations, la responsabilité de bien comprendre les règles et les décisions adoptées par le Congrès afin de les appliquer sur le plan interne. Les documents de l'UPU en portugais pourront aider certains pays en développement à améliorer leurs services et constitueront l'un des meilleurs moyens de garantir la coopération entre les pays.

La POLOGNE (RÉP. POP.): En tant que pays coauteur, nous tenons à rappeler les motifs indiqués dans cette proposition et à appuyer les arguments présentés par les autres pays coauteurs.

L'ITALIE: Le plafond de 50 000 francs suisses a été fixé à Rio de Janeiro sur la base d'une résolution présentée par les pays intéressés. Ce plafond n'ayant provoqué aucune discussion, il faut en déduire que la suggestion était basée sur des considérations d'ordre pratique permettant de faire face à la production des documents les plus importants. Le nouveau projet de résolution vise, cinq ans après, à augmenter de 300 % ledit plafond. Il est à présumer que dans quelques années, l'Union devra supporter des frais considérables au profit d'un nombre restreint de pays et sans aucun avantage pour les pays qui n'utilisent pas leur langue maternelle. Nous demandons aux pays coauteurs de cette proposition de prendre en considération la position des pays défavorisés par rapport à eux-mêmes.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE appuie le texte de la proposition 021/Rev 1 qui, à son avis, correspond à une demande légitime, équitable et juste.

La HONGRIE (RÉP. POP.) appuie entièrement cette proposition qui ouvre à tous les groupes linguistiques la possibilité de fonctionner normalement.

Mise aux voix, la proposition 021/Rev 1 est adoptée par 72 voix pour, 19 contre et 27 abstentions.

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1507.1 de la République populaire de Chine qui vise à modifier le paragraphe 4 de l'article 107 du Règlement général afin de lui conférer plus de souplesse.

La CHINE (RÉP. POP.): Notre proposition suggère d'accorder au Bureau international une certaine souplesse dans la distribution des documents. En général, les documents publiés dans la langue officielle, c'est-à-dire en français, sortent et peuvent être distribués un peu plus tôt que leur version anglaise, arabe ou espagnole, car la traduction prend du temps. La distribution de l'ensemble de la documentation s'en trouve retardée. Or, les pays qui utilisent les langues précitées peuvent utiliser les documents dès leur réception alors que les autres pays doivent les faire traduire dans la langue nationale.

La disposition actuellement en vigueur stipule que les documents sont distribués simultanément dans les différentes langues demandées, ce qui retarde le déroulement des travaux.

C'est pourquoi nous estimons que les documents publiés par le Bureau international doivent, comme c'est d'ailleurs la pratique, être distribués simultanément mais que, dans des circonstances exceptionnelles, la version officielle des textes urgents pourrait être distribuée en premier aux Administrations des Pays-membres.

Le PRÉSIDENT demande l'avis du Bureau international qui est responsable de la distribution des documents.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Selon l'article 107, paragraphe 4, les documents et publications doivent être "distribués simultanément dans les différentes langues demandées". La proposition de la République populaire de Chine vise à un certain assouplissement de cette règle par l'adjonction des termes "en principe". A l'heure actuelle, il est de règle que les versions produites à Berne soient diffusées simultanément, pour autant que par suite de circonstances exceptionnelles une version ne pourrait être achevée suffisamment vite et risquerait de retarder indûment la diffusion des autres versions. Cette situation ne se produit que très rarement. Les pays du groupe linguistique concerné sont informés en conséquence en relation avec la fourniture de l'exemplaire français qui leur revient.

Il y a lieu de noter que cette exigence de simultanéité peut entraîner un retard dans la distribution de certaines versions, la version française par exemple étant le plus souvent prête la première, puisque le Bureau international travaille dans cette langue. Selon le volume du document ou de la publication, ce retard peut se situer dans une plage de 1 à 10 jours.

Dans le cas des versions préparées dans les centres de traduction de Montevideo, Wien, Beijing, Brasilia et Moskva, la règle de simultanéité n'a pu être appliquée jusqu'ici, le délai de transmission des manuscrits à traduire entre le Bureau international et les centres de traduction respectifs, par exemple, entraînant un élément de retard inacceptable pour la diffusion des versions prêtes. Appliquer à la lettre et intégralement la disposition de l'article 107, paragraphe 4, entraînerait donc une importante complication administrative pour coordonner les dates de diffusion et des retards risquant d'être substantiels.

L'adoption de la proposition chinoise aurait ainsi pour effet d'aligner les textes des Actes avec la situation existant en réalité, laquelle devrait pouvoir être maintenue inchangée.

Cela dit, les documents imprimés à Berne continueront à être distribués simultanément. Le terme "en principe" s'applique essentiellement aux langues qui ne sont pas traduites à Berne.

Mise aux voix, la proposition 1507.1 de la Chine (Rép. pop.) est adoptée par 112 voix pour, 0 contre et 7 abstentions.

Le PRÉSIDENT: La proposition 1507.4 R de la République populaire de Chine a déjà fait l'objet de discussions lors de l'examen du point 3 de notre ordre du jour. La Commission a estimé que cette proposition n'avait pas un caractère rédactionnel et qu'il conviendrait de la mettre en discussion lors de l'examen du point 19.

La CHINE (RÉP. POP.): Ainsi qu'il est indiqué dans l'exposé des motifs de cette proposition, nous estimons que du point de vue rédactionnel, il y a répétition des termes "sont également utilisées" et que leur suppression allégerait le style et rendrait le texte plus concis. Lors de la première séance de notre Commission, l'Italie a suggéré un amendement à cette proposition. Il s'agirait de remplacer le mot "toutefois" par "pourvu que". Notre délégation est d'accord avec l'amendement proposé par l'Italie.

L'ITALIE: Le but de notre intervention était de donner une précision à ce sujet et pensons que les pays d'expression française pourraient intervenir sur ce point pour dire si ce mot "toutefois" reflète bien la réalité.

La FRANCE: La rédaction proposée par la République populaire de Chine est meilleure. Le terme "toutefois" nous paraît mieux marquer la différence qu'il y a lieu de faire entre les quatre premières langues et les quatre dernières. Nous suggérons en revanche de remplacer les mots "la production dans ces quatre dernières langues" par "la production dans les quatre dernières langues".

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous n'avons pas d'objection à la proposition 1507.4 R de la République populaire de Chine qui allège quelque peu le texte actuel. On devrait utiliser dans le texte anglais les mots "it is" pour qu'il corresponde au texte français.

L'ITALIE est d'accord avec l'amendement proposé par la France.

Le LIBAN propose d'amender le second membre de phrase comme suit: "toutefois, la production dans ces quatre dernières langues se limite aux documents de base".

La PRÉSIDENT: Je propose que nous n'introduisions pas dans les amendements quelque chose qui va au-delà du texte initial; la discussion devrait se limiter au texte proposé par la République populaire de Chine.

La GRANDE-BRETAGNE: La proposition 1507.4 R de la République populaire de Chine recherche une amélioration du texte du paragraphe 1 de l'article 107 du Règlement général, ce qui est tout à fait louable. Toutefois, eu égard aux avis exprimés à ce sujet, la chose semble être difficile, raison pour laquelle nous proposons le maintien du texte actuel.

Le PRÉSIDENT propose de passer au vote sur la proposition 1507.4 R.

Les résultats du vote sur la proposition 1507.4 R sont les suivants: 51 oui, 15 non et 52 abstentions.

La proposition 1507.4 R de la République populaire de Chine, dont l'adoption nécessite l'approbation de la majorité des Pays-membres représentés au Congrès, est donc rejetée.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE RÉDACTION: Je ne suis pas intervenu tout à l'heure au sujet de la proposition 1507.1, mais nous nous sommes penchés avec quelques membres du Comité de rédaction et du Secrétariat sur la terminologie utilisée dans toute une série d'articles de nos Actes que j'énumère ci-après:

1° Règlement général

L'article 103 est intitulé "Documentation sur les activités du CE" et l'article 105 "Documentation sur les activités du CCEP", au paragraphe 1 de l'article 107 que vous venez d'examiner, on parle de "production des documents de base les plus importants". Au paragraphe 4 du même article, il est question de "documents publiés directement par le Bureau international".

2° Règlement d'exécution de la Convention

L'article 107 est intitulé "Délai de conservation des documents", l'article 109 "Communications et renseignements à transmettre au Bureau international" et l'article 111 "Publications"; au paragraphe 4 de ce dernier article, on parle de "modifications apportées aux divers documents"; l'article 112 a pour titre "Distribution des publications" alors que le premier paragraphe de cet article commence par les mots "Les documents publiés par le Bureau international".

Vous comprendrez immédiatement que la terminologie est assez vague, ce qui a amené le Bureau international à faire une distinction entre documents et publications dans ses Prescriptions internes. La Commission 10 (Rédaction) aurait peut-être pu se pencher sur cette terminologie, mais eu égard à l'article 107 du Règlement général, une modification de cet article risque de toucher le fond du problème. Tenant compte de la nécessité d'apporter des précisions en la matière, je me permets de proposer que le CE examine la terminologie existante en vue d'uniformiser et de faire une distinction entre documents et publications. Le résultat de l'étude nécessitera vraisemblablement des modifications au Vocabulaire polyglotte.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je suis tout à fait d'accord avec la déclaration faite par le Président de la Commission de rédaction pour dire que si une étude doit être entreprise par le CE, elle devrait porter uniquement sur la définition des notions "documents" et "publications" et ne pas remettre en cause le contenu de l'article 107 du Règlement général qui a déjà fait l'objet de discussions difficiles par le passé pour atteindre l'équilibre qui existe actuellement à ce sujet.

La Commission charge le CE de procéder à une étude de portée purement rédactionnelle en vue de bien définir les termes "documentation", "document" et "publication" utilisés dans les Actes de l'UPU et d'écarter toute confusion à ce sujet.

La séance est levée à 12 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Neuvième séance

Jeudi 12 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Approbation
de procès-verbaux

Le PRÉSIDENT soumet à l'approbation de la Commission les deux premiers procès-verbaux de notre Commission.

Les procès-verbaux des deux premières séances de la Commission (Congrès/C 3 – PV 1 et Congrès/C 3 – PV 2 et Corr 1 et 2) sont approuvés sans observation.

Langues utilisées
pour les
délibérations

Le PRÉSIDENT: Les propositions à examiner sous le point 20 de l'ordre du jour sont relatives à l'article 107, les unes concernant le paragraphe 9 et les autres le paragraphe 12.

Nous traiterons en premier lieu les propositions relatives au paragraphe 9.

Il y a deux propositions principales: la 1507.2, qui suggère d'ajouter la langue chinoise aux langues de délibération actuelles; la 1507.7 des pays arabes, qui propose d'ajouter au paragraphe 9 la langue arabe. La 1507.2 fait elle-même l'objet de deux amendements, à savoir le 1507.6 qui ajoute l'arabe en plus du chinois et le 1507.8 ajoutant le portugais en plus du chinois. J'invite les auteurs ou coauteurs de ces propositions à présenter les propositions ou amendements s'ils le désirent.

La CHINE (RÉP. POP.) commente les motifs de la proposition 1507.2 et mentionne qu'elle accepte les deux amendements 1507.6 et 1507.8, car les langues arabe et portugaise sont utilisées couramment au sein de l'UPU. Il est donc normal qu'elles soient considérées également comme langues de délibération.

Les PAYS-BAS: L'importance des trois langues dont il est question est évidente, compte tenu de leur utilisation par une grande partie de la population du monde. Ces langues sont déjà admises dans nos réunions selon le paragraphe 10 de l'article 107 et un grand nombre de pays ont recours à cette disposition. Cependant, si nous cherchons à introduire ces langues dans le paragraphe 9, cela risque de rouvrir le débat sur la question des langues. Le maintien du statu quo nous semble dès lors préférable. Il s'agit pour nous d'une question de principe; de toute façon, les aspects financiers de l'introduction éventuelle de ces langues, et notamment les frais supplémentaires pour les membres de l'Union ne devraient pas être négligés, bien que, selon les motifs invoqués, il n'y aurait pas d'incidence financière pour l'Union.

J'attire par ailleurs l'attention de l'assemblée sur les termes de la proposition 1507.3, amendée par la 1507.5 qui, si elles sont acceptées, mettront à la charge de l'Union les frais d'interprétation des langues mentionnées au paragraphe 9 de l'article 107. Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à toutes ces propositions.

La SUÈDE: Nous souhaiterions savoir si les deux amendements en discussion sont vraiment acceptables comme tels, vu qu'ils ajoutent deux nouvelles langues à la langue chinoise suggérée dans la proposition de base. L'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès précise, en effet, que les amendements doivent avoir le même sens que la proposition originale. Je souhaiterais avoir l'avis du Secrétariat à ce sujet.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Ces deux amendements sont acceptables, car ils ne font qu'augmenter le nombre des langues de délibération.

La Suède a cité le paragraphe 4 de l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès. En fait, la réponse peut être donnée à partir du paragraphe 3 de cet article. En effet, ces amendements sont des propositions car ils ont été déposés dans les délais applicables aux propositions de base. Ce sont des amendements uniquement parce que leurs auteurs les ont appelés ainsi. Qu'ils soient dénommés amendements ou propositions, ces amendements sont donc parfaitement acceptables.

L'URSS: Nous acceptons volontiers que le nombre de langues de délibération de l'UPU augmente, d'autant que les langues concernées sont déjà utilisées. Ce n'était pas le cas au Congrès de Lausanne où l'unanimité que nous constatons aujourd'hui n'existait pas. De toute façon, nous souhaitons vivement qu'il y ait moins de discrimination en matière de langues.

Cela étant, nous aimerions que le Secrétariat nous fasse connaître comment les modifications suggérées au paragraphe 12 de l'article 107 seront appliquées si la proposition y relative est adoptée.

Le PRÉSIDENT: Devons-nous étendre la discussion aux deux autres propositions figurant sous ce point de l'ordre du jour étant donné la liaison étroite existant entre elles?

Le SECRÉTAIRE: Les propositions que nous discutons, si elles sont acceptées, auront pour effet essentiel de faire admettre officiellement trois nouvelles langues d'interprétation pour les délibérations des organes de l'Union.

En ce qui concerne la répartition des frais, elle se ferait entre les sept groupes linguistiques, selon le principe actuellement en vigueur, à savoir que l'on diviserait par sept le coût total des frais d'interprétation et, à l'intérieur de chaque groupe, les frais seraient répartis au prorata des Pays-membres qui en font partie et en proportion des unités de contribution.

L'URSS: Actuellement, avec quatre langues de délibération officiellement admises, nous divisons les frais d'interprétation en quatre parts égales. S'il existe sept ou huit langues, le montant des dépenses sera-t-il divisé par sept ou par huit? Pour la clarté des débats, il serait utile que le Secrétariat confirme cette interprétation.

M. BÄCKSTRÖM, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL A.I. AU BUREAU INTERNATIONAL: Effectivement, pour les quatre langues figurant à l'article 107, paragraphe 9, le montant global des frais d'interprétation est divisé en quatre parts égales, chacune de ces parts étant ensuite répartie entre tous les Pays-membres d'un même groupe linguistique. Donc, les pays appartenant à un groupe linguistique important paient moins que ceux faisant partie d'un petit groupe linguistique. S'il existe d'autres langues de délibération, le principe sera le même: on divisera le nouveau montant global des frais par sept ou par huit. On peut penser que, dans cette hypothèse, l'augmentation des parts contributives de chaque Administration ne sera que de quelques dizaines de francs.

Le SOUDAN: Nous voudrions, pour notre part, poser la question suivante au Bureau international: l'introduction d'autres langues nécessiterait-elle la mise en place de nouvelles installations techniques d'interprétation et les frais en découlant seraient-ils à la charge de l'Union?

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Pour répondre à la question posée par le Soudan, je voudrais préciser que le document présenté à ce sujet sera étudié par la Commission des finances le 16 courant. Ce document montre que l'équipement technique d'interprétation existant au Bureau international ne permet que l'utilisation de huit langues. Au-delà de huit langues, il faudrait envisager des frais qui dépasseraient plusieurs millions de francs suisses. Il y a lieu de signaler, en outre, que l'utilisation d'une neuvième langue qui a été pratiquée au cours de ces dernières cinq années allait à l'encontre du règlement en vigueur de la ville de Berne, qui définit des normes précises à cet égard. D'autre part, je voudrais ajouter quelques indications quant aux frais d'interprétation de chaque groupe linguistique lors du Congrès de Rio de Janeiro. Ces frais ont été répartis sur la base du paragraphe 12 de l'article 107 du Règlement général entre les Pays-membres faisant partie d'un même groupe linguistique et dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. L'unité contributive s'élevait pour le français à 413 francs suisses, pour l'anglais à 246 francs suisses, pour l'espagnol à 1127 francs suisses, pour le russe à 1745 francs suisses, pour l'allemand à 3088 francs suisses, pour l'arabe à 2545 francs suisses et pour le portugais à 2227 francs suisses.

Le PRÉSIDENT: Les chiffres cités par le Secrétaire général sont de nature à faciliter la suite du débat.

L'URSS: Pendant des années, nous avons parlé de l'inégalité du système tel qu'il a été établi. Si la répartition des frais d'interprétation devait encore être modifiée, nous demanderions que l'on nous rembourse, sur un délai de vingt ans, ce que nous avons payé en plus des autres groupes linguistiques.

La JORDANIE: Après avoir entendu des précisions relatives aux incidences financières que certains semblaient redouter, une telle question nous paraît maintenant tout à fait claire et nous approuvons l'adjonction de ces trois langues. Chaque groupe paiera donc ses frais.

La RÉP. DÉM. ALLEMANDE: Nous aimerions demander au Secrétariat de nous préciser les incidences financières pour les différents groupes linguistiques des propositions 1507.3 et 1507.5.

Le PRÉSIDENT: Les questions évoquées dans les propositions 1507.2 de la Chine (Rép. pop.), 1507.6 de l'Égypte et 1507.8 du Brésil sont différentes de celles posées dans les propositions 1507.3 de l'Argentine et 1507.5 de l'Égypte. Cependant, les précisions supplémentaires ainsi demandées au Secrétariat nous permettraient d'avoir une idée d'ensemble des aspects financiers de ces questions.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Si l'on adoptait la proposition 1507.2 de la Chine (Rép. pop.) visant l'adjonction d'une langue, les frais y relatifs seraient d'un ordre mineur. Quant à la question relative aux incidences financières de l'adoption de la proposition 1507.3 de l'Argentine, il me semble que la question de principe devrait être tranchée en premier lieu étant donné qu'il s'agit d'un problème à part.

L'ÉGYPTÉ (motion d'ordre): Étant donné que la proposition 1507.3 de l'Argentine porte sur le paragraphe 12 de l'article 107 du Règlement général, il ne nous semble pas judicieux de l'examiner maintenant alors que nous discutons des propositions relatives au paragraphe 9.

Le PRÉSIDENT: Votre intervention est justifiée. Je propose à la Commission de mettre aux voix la proposition 1507.6 de l'Égypte avec la proposition 1507.8 du Brésil. Les deux propositions ont été acceptées par la Chine (Rép. pop.) en tant qu'amendement à sa proposition 1507.2.

Le vote au scrutin secret est demandé par le Lesotho et appuyé par la Zambie.

La MAURITANIE ayant demandé que le scrutin ne soit pas secret, le Président mentionne que, conformément à l'article 20, paragraphe 3bis, du Règlement intérieur des Congrès, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.

La Suisse, l'Éthiopie et la Thaïlande sont désignées comme scrutateurs.

La proposition 1507.2 de la Chine (Rép. pop.), amendée par les propositions 1507.6 de l'Égypte et 1507.8 du Brésil, est rejetée par 50 oui, 57 non et 13 abstentions.

La proposition 1507.7 est retirée.

Le PRÉSIDENT passe à l'examen des propositions relatives au paragraphe 12 de l'article 107 du Règlement général; il s'agit de la proposition 1507.3 de l'Argentine et de son amendement 1507.5 de l'Égypte.

L'ARGENTINE: Les motifs de notre proposition 1507.3 sont simples et leur objectif est de parvenir à un régime équitable en ce qui concerne les frais des services d'interprétation correspondant aux réunions du CE, du CCEP et du Congrès de notre Union, singulièrement en ce qui concerne le CE et le CCEP, étant donné que les membres du premier nommé travaillent au nom et dans l'intérêt de l'Union et ceux du second dans l'intérêt de toutes les Administrations postales des Pays-membres de l'Union.

Notre proposition a pour but d'assurer l'égalité de traitement de tous les Pays-membres de l'Union qui travaillent dans les différents organes de l'Union: aucun membre de l'Union ne devrait être lésé du fait de son appartenance à ces organes ou à tel ou tel groupe linguistique. C'est pourquoi nous acceptons volontiers l'amendement 1507.5 proposé par l'Égypte car nous partageons le principe d'égalité qu'il vise.

L'URSS: Tout en appuyant la proposition de l'Argentine, nous aimerions que le Secrétaire général nous renseigne sur la pratique des autres organisations internationales quant à la structure et au fonctionnement de leurs services d'interprétation de façon que nous puissions faire une comparaison avec ces organisations.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Pour répondre à la question posée par l'URSS, il convient d'indiquer qu'il n'y a pas une pratique uniforme en ce qui concerne les services d'interprétation dans les différentes organisations internationales étant donné que chaque organisation a son propre système. Quant à la question posée précédemment par la République démocratique allemande, les incidences financières de l'adoption de la proposition de l'Argentine seraient, avec l'interprétation simultanée en français, en anglais, en espagnol et en russe de 220 000 francs suisses pour les réunions du CE et du CCEP et de 650 000 francs suisses pour le Congrès. A ces sommes, il faudrait ajouter un certain montant dû à l'inflation. L'adoption de la proposition de l'Égypte aurait pour conséquence que les frais d'interprétation simultanée pour huit langues à la charge de l'Union s'élèveraient à un demi-million de francs suisses par an pour les réunions de CE et du CCEP et à 1 600 000 francs suisses pour le Congrès.

Le PRÉSIDENT met en discussion le texte de la proposition 1507.5 de l'Égypte qui est un amendement à la proposition 1507.3 de l'Argentine acceptée par cette délégation.

Le YUGOSLAVIE: En introduisant sa proposition, l'Argentine a dit qu'il fallait traiter équitablement les langues utilisées au cours des réunions de l'Union. Nous ajoutons que cette équité n'existe pas et qu'elle ne pourra jamais exister tant que chaque pays n'aura pas la possibilité de s'exprimer dans sa propre langue. En ce qui concerne la question des conséquences financières pour l'Union, il nous semble qu'elles ne sont pas prévisibles dans la mesure où, au terme de l'amendement de l'Égypte, les frais des services d'interprétation supportés par l'Union concerneront les langues prévues au paragraphe 10 de l'article 107, dont la liste n'est pas limitative.

Le SOUDAN: Notre pays appuie la proposition de l'Argentine, amendée par l'Égypte.

Le LESOTHO: L'intervention du Secrétaire général a mis clairement en évidence les conséquences financières de l'adoption de la proposition argentine. Au vu de celles-ci, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait modifier le statu quo.

L'ITALIE: La question de la répartition des frais d'interprétation s'est posée depuis l'abandon de la langue française comme seule langue de délibération admise à l'occasion des réunions des organes de l'Union. Dans ses motifs, l'Argentine met l'accent sur le fait que les membres du CE et du CCEP remplissent leur mission au service de l'Union et non des pays qu'ils représentent. Cet argument est certes pertinent, mais si nous suivons l'Argentine, le risque est grand de voir des pays utilisant des langues peu répandues demander leur admission comme langues de délibérations. La charge financière qui en résulterait serait très lourde et, au nom des pays plus défavorisés que le nôtre, nous ne pouvons pas appuyer la proposition de l'Argentine.

Le SÉNÉGAL: Notre délégation salue et félicite la délégation yougoslave pour son intervention. Elle fait siennes les observations pertinentes de ce pays.

L'URSS: La délégation yougoslave a justement appelé l'attention de la Commission sur l'impossibilité pratique d'admettre l'amendement de l'Égypte à la proposition de l'Argentine.

L'exemple de la Yougoslavie est très significatif à cet égard puisqu'il s'agit d'une fédération utilisant plusieurs langues. Si la proposition de l'Argentine était adoptée, la Yougoslavie pourrait donc demander l'admission, au titre de l'article 107, paragraphe 10, d'une langue qui n'est pas véritablement une langue nationale. En fait, la situation que nous connaissons en matière de langue est unique. Le système en vigueur à l'UPU ne ressemble à aucun des systèmes utilisés par les institutions spécialisées des Nations Unies. Au sein de celles-ci les dépenses sont supportées par les institutions elles-mêmes et non réparties entre des groupes linguistiques. Par conséquent, si le Congrès n'adopte pas une solution radicale sur cette question, il serait opportun qu'il charge le CE d'une étude en vue de définir une répartition des charges équitables, en tenant compte notamment des expériences positives des institutions spécialisées des Nations Unies.

La CHINE (RÉP. POP.): Les dispositions des Actes de l'UPU ont déjà permis, ainsi qu'en témoigne la pratique actuelle, une augmentation des langues de délibérations utilisées au cours des réunions du CE et

du CCEP. La proposition de l'Argentine conduirait à élargir davantage encore le nombre de ces langues de délibération. En raison de la charge financière, très lourde à supporter par les pays de l'Union, qui en résulterait, notre pays estime préférable d'en rester à la pratique actuelle.

L'ÉGYPTE: Nous savons pertinemment qu'il existe une multitude de langues utilisées dans le monde. Nous estimons néanmoins qu'il convient de considérer équitablement les langues prévues respectivement aux paragraphes 9 et 10 de l'article 107 du Règlement général. Par conséquent, la prise en charge par l'Union des frais d'interprétation doit s'appliquer aussi bien aux secondes qu'aux premières.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous sommes nombreux à reconnaître que le système linguistique de l'Union est peut-être un peu défaillant sous certains aspects. Cependant, c'est un système qui fonctionne et nous avons une bonne expérience des problèmes qui se posent lorsque l'on essaie d'introduire un autre système linguistique. Notre Union représente une petite organisation sur la plan international, disposant de moyens financiers limités. Le Secrétaire général nous a indiqué quel serait le coût probable de l'adoption de la proposition argentine. C'est la raison pour laquelle notre pays souhaite le maintien du statu quo.

Le LESOTHO: Conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 3, du Règlement intérieur (motion de procédure), nous demandons la clôture du débat, estimant que la proposition de l'Argentine a fait l'objet d'une discussion suffisante.

Le PRÉSIDENT: Avant de mettre cette motion aux voix, et ainsi que le stipule l'article 18, paragraphe 5, de notre Règlement, je donne la parole à deux orateurs qui se prononceraient contre la motion du Lesotho.

La ZAMBIE: Nous souhaitons poursuivre le débat, à partir de la suggestion très intéressante de l'URSS visant à confier au CE une étude sur le système linguistique, proposition sur laquelle aucune délégation n'a encore donné son avis.

L'URSS: Nous sommes opposés à la clôture du débat pour les raisons évoquées par la Zambie. Sur cette question très délicate des langues, l'équité n'est pas respectée. C'est pourquoi notre proposition d'étude mérite l'attention du Congrès. Nous pensons que le Bureau international pourrait être chargé d'examiner dans le détail cette proposition et d'élaborer une résolution à l'intention du CE.

Le PRÉSIDENT: Au terme de l'article 18, paragraphe 5, je mets aux voix la motion de procédure du Lesotho.

La motion de procédure du Lesotho est acceptée par 74 voix pour, 24 contre et 18 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Le débat sur la proposition de l'Argentine est donc clos et nous pouvons passer au vote. Avant de donner la parole à ceux qui l'ont demandée, j'appelle l'attention de la Commission sur la proposition de l'URSS de confier au CE une étude sur le système linguistique, afin qu'il en soit tenu compte.

L'ARGENTINE: Nous souhaiterions savoir si la clôture du débat implique que les auteurs n'ont plus le droit de répondre aux questions pertinentes posées au cours de la discussion.

Le PRÉSIDENT: Le Règlement intérieur des Congrès prévoit, qu'en cas de clôture du débat, aucune délégation ne peut intervenir dans l'assemblée. Cependant, pour que la Commission puisse se prononcer en toute connaissance de cause sur la proposition, je vais autoriser l'auteur à faire valoir son droit de réponse. En conséquence, sauf objection de la Commission, je donne la parole à l'Argentine.

L'ARGENTINE: L'adoption de notre proposition aurait naturellement pour conséquence une augmentation du budget de l'Union, mais également une diminution de la charge financière de beaucoup de pays, les groupes linguistiques étant traités sur un pied d'égalité. Les frais seront en réalité similaires, mais répartis conformément à l'équité. C'est pourquoi, en rapport avec ce que la Yougoslavie a exprimé, nous insistons sur le fait que la proposition vise à un régime plus raisonnable que celui qui est en vigueur. Quoi qu'il en soit, en élaborant sa proposition, l'Argentine ne s'est livrée à aucun calcul financier, car ce que l'on recherche c'est parvenir à un traitement équitable en matière de frais d'interprétation. Enfin, nous remercions l'URSS de sa proposition visant à confier au CE la conduite d'une étude sur ce point, bien qu'à notre avis la modification des Actes eût été une meilleure solution.

La FRANCE: Nous souhaitons faire un rappel au Règlement comme nous y autorise l'article 18, paragraphe 1, du Règlement intérieur. D'accord avec le paragraphe 5 de cet article, l'auteur n'était pas autorisé à prendre la parole. Son intervention juste avant le vote, alors que le débat était clos, représente un avantage que le Règlement souhaitait sans aucun doute éviter.

Le PRÉSIDENT: Avant de donner la parole à l'Argentine, j'ai indiqué à la Commission mon interprétation de la procédure, en la soumettant à son avis. A ce moment, il n'y a pas eu d'objection.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Nous partageons entièrement le point de vue de la France auquel nous nous rallions. Il n'est pas possible, en effet, d'interpréter autrement le texte de l'article 18. En ce qui concerne le vote, nous souhaitons un scrutin secret.

La FRANCE ayant appuyé la demande de vote secret de la République fédérale d'Allemagne, l'Inde, la Tanzanie (Rép. unie) et le Chili sont désignés comme scrutateurs.

Le PRÉSIDENT: L'Argentine ayant accepté l'amendement de l'Égypte, je mets aux voix la proposition 1507.5.

Mise au vote, la proposition 1507.5 est rejetée par 81 voix contre, 32 pour et 8 abstentions.

L'URSS: Lors de la discussion de la proposition 1507.5, nous avons proposé que la question de l'utilisation des langues fasse l'objet d'une étude par le CE. Cette idée a été appuyée et nous demandons au Bureau international de rédiger un projet de résolution à ce sujet. Nous demandons de remettre en discussion cette question.

Le PRÉSIDENT: En fait, le fond de votre suggestion était de ne pas se prononcer sur la proposition 1507.5, mais de la renvoyer pour étude au prochain CE. Toutefois, je ne l'ai pas pris en considération, vu le manque d'appui nécessaire.

L'ARGENTINE: Notre délégation a appuyé l'idée soviétique, mais elle ne l'a peut-être pas dit assez clairement.

Le PRÉSIDENT: La suggestion de l'URSS étant ainsi appuyée, il convient à la Commission de se prononcer pour ou contre l'exécution de l'étude suggérée.

La SUISSE: En l'absence d'un texte clair, il n'est pas possible de voter sur cette question.

Le PRÉSIDENT: Il convient de décider si nous chargeons le CE de réaliser une étude sur les questions que posent les propositions concernant les langues de délibération. Comme il n'y a pas de proposition écrite et formelle à ce sujet, je demande à l'URSS et à l'Argentine de bien vouloir soumettre un texte dans ce sens à la prochaine réunion de la Commission.

L'URSS: Le Bureau international a plus d'expérience sur ces questions et pourrait préparer lui-même un projet de résolution.

La FRANCE (motion d'ordre): Il y a eu clôture du débat puis rejet de la proposition 1507.5. Cela doit avoir pour effet que l'on ne discute plus du problème qui faisait l'objet de la proposition en question.

L'ITALIE: Nous partageons l'opinion de la France.

L'URSS: Nous ne sommes pas d'accord avec la France et l'Italie. Notre proposition a été faite avant la clôture du débat et a reçu l'appui nécessaire avant le vote de la proposition 1507.5. C'est à la Commission de décider si elle accepte notre point de vue ou celui de la France et de l'Italie.

Le SECRÉTAIRE: Il n'y a pas de disposition précise qui permette de résoudre le problème de procédure soulevé par la France. Sa délégation a donné son interprétation du Règlement intérieur. Il n'appartient pas au Bureau international d'infirmer ou de confirmer cette interprétation. Une telle compétence appartient à la Commission elle-même. Quoi qu'il en soit, nous pensons qu'il serait plus opportun de soumettre au vote de la Commission l'opportunité de confier une étude au CE sur le problème des langues de délibération.

M. BAGHDADI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Tout en partageant l'avis du Secrétaire, j'aimerais ajouter que, lors des Congrès précédents, des propositions ont été rejetées, puis le Congrès en a confié l'étude au CE.

Le PRÉSIDENT: La Commission doit maintenant décider si elle est prête à considérer la possibilité d'une étude par le CE. Il s'agit d'une question de principe qui n'a aucune relation avec la décision de fond qui sera prise plus tard sur la base d'un document.

Par 53 voix pour, 36 contre et 26 abstentions, la Commission se prononce sur l'opportunité d'une étude par le CE de la question en discussion. Un projet de résolution sera établi ultérieurement par la délégation de l'URSS.

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen d'une série de propositions qui concernent la suppression ou la modification des articles intéressant les organes de l'Union. Il s'agit de deux propositions de base, la 1016.1 et la 1019.1, ainsi que trois propositions qui en sont des conséquences, à savoir la 1013.1, la 1501.1 et la 1506.1.

L'origine de ces propositions se trouve dans une décision du Congrès de Rio de Janeiro. Saisi de toute une série de propositions tendant soit à supprimer les dispositions relatives aux Congrès extraordinaires, aux Conférences administratives et aux Commissions spéciales, soit à faire une étude sur l'opportunité ou non de maintenir les dispositions en question, le Congrès de Rio de Janeiro a retenu la deuxième solution. Il a estimé qu'avant de modifier un Acte aussi important que la Constitution, il fallait connaître le degré d'utilité des dispositions en cause.

A propos des Conférences administratives, le CE est arrivé à la conclusion qu'il ne s'avère pas utile de les maintenir, étant donné qu'elles ne répondent à aucune nécessité présente ou future de l'Union. Partant, il suggère, par la proposition 1016.1, de supprimer l'article 16 de la Constitution relatif aux Conférences administratives.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Notre Administration a joué un rôle à l'origine de cette question. Vu le caractère anachronique des organes en question, nous nous déclarons tout à fait d'accord avec la suppression de l'article 16 de la Constitution. Nous appuyons également les propositions qui sont des conséquences de la proposition 1016.1.

Par 116 voix pour, 1 contre et 4 abstentions, la proposition 1016.1 du CE, qui vise la suppression de l'article 16 de la Constitution, est adoptée.

Le PRÉSIDENT: Par sa proposition 1019.1, le CE propose de supprimer l'article 19 de la Constitution, étant donné que, depuis la création du CE et du CCEP, il n'a plus été question des Commissions spéciales.

Par 121 voix pour, 0 contre et 0 abstention, la proposition 1019.1 du CE, qui vise la suppression de l'article 19 de la Constitution, est adoptée.

Les propositions 1013.1, 1501.1 et 1506.1 du CE sont également adoptées à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT: Comme il est indiqué au Congrès — Doc 1, chiffre 8, le CE a étudié le rôle de l'Autorité de surveillance après la décision du Congrès de Rio de Janeiro de renoncer aux services du Gouvernement suisse pour assumer la trésorerie de l'Union. L'étude a abouti à l'élaboration des deux propositions 1020.1 et 1509.1, ainsi qu'à certaines modifications, par le CE, du Statut du personnel et des Statuts de la Caisse de prévoyance. La proposition 1020.1 tend à faire apparaître à l'article 20 de la Constitution que le Bureau international de l'UPU est placé sous le contrôle du Conseil exécutif et non plus sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse.

La SUISSE appuie la proposition 1020.1.

La proposition 1020.1 est adoptée par 118 voix, aucune opposition et 1 abstention.

Le PRÉSIDENT: La proposition 1509.1 a pour objet de supprimer au Règlement général, article 109, paragraphe 2, lettre a), l'obligation de soumettre le budget annuel de l'Union à l'Autorité de surveillance. Il convient de remarquer, cependant, que la Suisse est observateur au CE lorsqu'elle n'est pas membre de plein droit. Elle peut donc toujours prendre connaissance du budget de l'Union en même temps que les autres membres du CE. Je saisis l'occasion pour renouveler à la Suisse l'expression de la reconnaissance de l'Union pour les services qu'elle ne cesse de lui apporter.

La proposition 1509.1 est adoptée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT: Pour sa proposition 1000.1, la République démocratique allemande suggère d'insérer un but supplémentaire parmi ceux figurant au Préambule de la Constitution, celui de la sauvegarde de la paix.

Préambule
de la Constitution

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: En vertu de l'accord conclu le 15 novembre 1947 avec l'ONU, l'UPU s'est engagée à favoriser la réalisation des objectifs fixés à la Charte des Nations Unies, notamment l'établissement de relations de paix et d'amitié entre les peuples. Aujourd'hui, il n'y a pas de but plus important que celui du maintien de la paix car, dans le contexte international actuel, il s'agit de mettre un terme à l'évolution dangereuse qui existe. De par le monde, des millions de gens adhèrent à des mouvements pour la paix en proclamant leur intention de la défendre. Ils refusent d'être les victimes de politiques hasardeuses de pays aux objectifs différents. Dans l'intérêt de la survie de l'humanité, la République démocratique allemande et d'autres Etats se prononcent en faveur de la poursuite du dialogue et de l'union de tous les pays en faveur de la paix. La collaboration internationale en faveur de tous, la recherche de solutions constructives à des problèmes complexes, l'application du principe de la coexistence pacifique et le retour à la détente revêtent de nos jours une importance toute particulière pour la recherche de la paix. Au cours du présent Congrès, ces idées ont été exprimées par de nombreuses délégations. Compte tenu de son rôle dans le domaine de la collaboration pacifique et de ses responsabilités, il est souhaitable que l'UPU apporte sa contribution active au maintien et au renforcement de la paix en complétant dans ce sens le Préambule de sa Constitution. J'attire l'attention sur le fait que cet objectif figure déjà dans la Constitution de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OIT et de l'UIT.

L'URSS approuve la déclaration de la République démocratique allemande. A Nairobi, en 1982, l'UIT a inclus l'objectif du maintien de la paix parmi ceux figurant au Préambule de sa Convention. Nous sommes par ailleurs tenus de respecter la décision adoptée lors de la 38e Assemblée générale de l'ONU suivant laquelle chaque institution spécialisée doit apporter une attention particulière dans le domaine du maintien de la paix. En approuvant cette proposition, l'UPU prouverait qu'elle a atteint sa maturité et qu'elle respecte les objectifs fixés par l'ONU.

La HONGRIE (RÉP. POP.) et le MEXIQUE appuient la proposition.

Le SOUDAN: Il est nécessaire de tenir compte de l'espoir de paix des peuples. Il ne s'agit pas uniquement de la paix entre les grandes puissances mais aussi entre les petits pays. Le Soudan est favorable à la proposition.

L'UKRAINE: L'urgence et l'opportunité de cette proposition sont manifestes et nous l'appuyons pour les raisons déjà invoquées. L'importance de cet objectif pour les institutions spécialisées de la famille des Nations Unies est parfaitement claire. L'Assemblée générale de l'ONU a déclaré l'année 1986 "Année mondiale de la paix". L'adjonction proposée pour le Préambule de sa Constitution serait une réaction adéquate à la demande des Nations Unies.

La POLOGNE (RÉP. POP.) félicite la République démocratique allemande pour son heureuse initiative et espère que les pays représentés au Congrès voudront bien s'y associer. La sauvegarde de la paix est le souhait le plus élevé de tous les peuples du monde malgré les différences de modes de vie, de couleur de peau, de niveau économique ou culturel. La paix est l'un des instruments pouvant contribuer à atteindre ce but. Nous savons tous que, dans ce monde, il y a des tensions qui pourraient déboucher sur des conflits armés. Pour ces raisons et compte tenu des déclarations faites lors de la séance du Congrès du 28 juin dernier, la Pologne (Rép. pop.) soutient la proposition 1000.1.

Le PRÉSIDENT: Jusqu'à présent, aucune délégation ne s'est prononcée contre la proposition et six orateurs ont encore demandé la parole. S'il s'agit d'interventions en faveur de cette proposition, je propose de clore la liste des orateurs en vertu de l'article 17, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès. Les demandes de paroles restantes sont celles de la Yougoslavie, de la Colombie, de la Chine (Rép. pop.), de la Mongolie (Rép. pop.), de la Biélorussie et de la République arabe syrienne.

Le SÉNÉGAL (motion de procédure): Je propose la clôture du débat, conformément à l'article 18, paragraphe 2, lettre e), du Règlement intérieur des Congrès.

Après avoir reçu l'appui de l'Angola, la motion de procédure sur la clôture du débat est adoptée par 106 voix pour, 1 contre et 6 abstentions.

Les résultats du vote sur la proposition 1000.1 sont les suivants: 85 voix pour, aucune contre et 32 abstentions.

La majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union n'étant pas atteinte, la proposition 1000.1 est rejetée.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Dixième séance

Lundi 16 juillet 1984

Présidence de M. J. ASCANDONI, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le procès-verbal de la troisième séance de la Commission 3 ainsi que ses corrigendums (Congrès/C 3 – PV 3 et Corr 1 et 2) sont approuvés.

Approbation
de procès-verbaux

Conformément à l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, *le Président est autorisé par la Commission à approuver les procès-verbaux des dernières séances qui ne pourront pas être approuvés en Commission.*

Le PRÉSIDENT présente le point 18 de l'ordre du jour, relatif au "Ressort de l'Union"; il comprend l'examen des propositions 1003.1, 1003.2/Rev 1 et 1003.3, qui concernent l'article 3 de la Constitution. La proposition 1003.1 du CE contient un projet de décision qui est, en fait, une interprétation de la lettre b) dudit article au vu de l'évolution du monde politique actuel. La proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba modifie la lettre b) pour y incorporer le texte de l'interprétation donnée par le CE; elle vise, en outre, à supprimer la lettre c) du même article. La proposition 1003.3 du Bangladesh tend à supprimer le texte actuel de la lettre b).

Ressort
de l'Union

Le Congrès de Rio de Janeiro a rejeté une proposition analogue à cette dernière. Toutefois, il a adopté la décision C 86 qui chargeait le CE de procéder à une étude sur l'éventuelle suppression de ce texte et d'en présenter les conclusions au Congrès de Hamburg. Cette étude, qui retrace l'évolution historique de la question, montre que la disposition en question pourrait s'avérer encore utile pour les bureaux de poste établis dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés.

CUBA: Nous estimons indispensable de faire figurer l'interprétation du CE à la lettre b) et de supprimer la lettre c) qui sert d'instrument au colonialisme et au néocolonialisme, ajustant ainsi ces dispositions à l'époque contemporaine, ainsi que l'avait fait, en son temps, le Congrès de Paris.

Le BANGLADESH: Notre proposition est conforme à l'esprit de la décision C 86 du Congrès de Rio de Janeiro. L'article 3 limite en fait la juridiction de l'UPU. La décision du CE en donne une interprétation. Or, nous estimons qu'aucune équivoque ne doit exister dans ce domaine. La suppression de la lettre b) enlève tout doute quant à l'étendue territoriale sur laquelle s'appliquent les Actes de l'UPU. Contrairement au CE qui envisage la question dans ses perspectives d'avenir, nous pensons qu'elle doit être adaptée à la réalité d'aujourd'hui.

L'ESPAGNE: Notre Administration est d'accord pour introduire l'interprétation du CE à la lettre b) de l'article 3, ainsi que le propose Cuba. En revanche, nous sommes en faveur du maintien de la lettre c), car sa suppression affecterait très concrètement les Vallées d'Andorre, Etat indépendant, dont les relations postales sont assurées par l'Espagne et par la France, sans que ce cas ne traduise, à notre avis, une situation de colonialisme. Enfin, nous sommes opposés à la suppression de la lettre b) préconisée par la proposition 1003.3 du Bangladesh.

La CHINE (RÉP. POP.): Le libellé de la lettre b) servait à l'origine les desseins du colonialisme. Pour en éliminer les survivances, la République populaire de Chine avait proposé, lors du Congrès de Rio de Janeiro, de charger le CE d'entreprendre une étude sur la possibilité de supprimer cette disposition. La proposition 1003.1 du CE a son origine dans cette étude.

Nous estimons que le fait de prendre une décision au lieu de modifier la disposition originale est insuffisant sur le plan juridique. Nous nous prononçons en faveur de la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba, car elle tend à supprimer radicalement les vestiges du colonialisme que contenait cet article en en modifiant le libellé, tout en envisageant les besoins éventuels de l'avenir.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE appuie la proposition 1003.2/Rev 1.

Le JAPON: Nous appuyons la proposition 1003.1, qui concrétise les conclusions de l'étude entreprise par le CE. Nous sommes d'avis que la lettre b) de l'article 3 conserve une certaine valeur pour l'avenir, ainsi qu'il en était ressorti des discussions au Congrès de Rio de Janeiro.

La FRANCE: Pour les raisons invoquées par l'Espagne, nous ne pouvons accepter ni la proposition 1003.3 ni la partie de la proposition de Cuba qui vise à supprimer la lettre c) de l'article 3.

En revanche, nous sommes favorables à la proposition 1003.1 du CE, qui précise la signification de la lettre b).

L'ARGENTINE: Notre délégation fait savoir:

- a) qu'elle se prononce en faveur de la suppression de l'article 3, lettre b), de la Constitution;
- b) que la République argentine possède dans son secteur antarctique des bureaux de poste et de télécommunications appartenant à son Administration postale;
- c) que ce qui est dit, dans les propositions 1003.1 et 1003.2/Rev 1, au sujet des bureaux de poste susceptibles d'être installés dans certains territoires n'est pas applicable aux bureaux installés, ou qui le seraient à l'avenir, dans le secteur antarctique argentin, étant donné que ce dernier fait partie du territoire national.

L'INDE: Comme Cuba, nous pensons que le CE n'a pas tenu compte du caractère préjudiciable des dispositions actuelles. Il est difficile de croire que le contexte historique dans lequel elles ont été créées a complètement disparu. Des situations semblables existent encore dans plusieurs parties du monde. C'est pourquoi nous sommes en faveur de la suppression de la lettre c) et appuyons la proposition 1003.2/Rev 1.

L'INDONÉSIE: Notre délégation se rallie au point de vue de Cuba, qui est conforme au principe de la non-appropriation de la Lune et autres corps célestes, qui a fait l'objet d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 5 décembre 1979. Toutefois, nous voudrions amender la proposition 1003.2/Rev 1 en ajoutant les mots "à des fins pacifiques" à la fin de la lettre b).

Les PAYS-BAS: Nous nous opposons à la proposition 1003.2/Rev 1 et, plus précisément, à la suppression de la lettre c), de l'article 3 de la Constitution, car elle permet de comprendre dans le ressort de l'Union certains territoires, sans qu'ils en soient membres. Les Vallées d'Andorre, mentionnées par la France, se trouvent dans cette situation, ainsi que d'autres territoires qui figurent à l'annotation 4 à l'article 3. Si l'UPU adoptait cette proposition, les Actes de l'Union ne seraient, en principe, plus applicables aux relations entre les territoires concernés et les Pays-membres. Les problèmes qui en résulteraient devraient être réglés par accords bilatéraux. En outre, le principe de l'application universelle des Actes de l'Union ne serait pas respecté.

La MALAISIE: Au CE, nous avons eu de longues discussions sur la façon dont il fallait formuler la proposition 1003.1. Dans le passé, l'article 3 de la Constitution a servi le colonialisme que nous rejetons tous. Maintenant, il peut être utilisé pour tenir compte de la situation présente ou future dans l'Antarctique et de celle qui se présentera, dans un avenir plus lointain, dans l'espace extra-terrestre. Nous ne devons pas modifier ce texte simplement à cause des pratiques du passé. En conséquence, nous appuyons la proposition 1003.1.

Le CHILI: L'étude du Conseil exécutif appelle les remarques suivantes: le continent antarctique est formé des territoires appartenant à de nombreux pays, dont le Chili. Le Traité sur l'Antarctique n'a fait que geler

les *nouvelles* revendications, respectant le statu quo existant avant la signature dudit traité. L'interprétation de l'article 3, lettre b), par le Conseil exécutif n'aurait pour effet que de voir l'UPU s'engager dans des affaires qui ne sont pas de son ressort et qui, par la suite, pourraient donner lieu à des discussions et à des affrontements au sein de cette assemblée. Elle n'aurait pour résultat que de créer des divisions internes, sans être d'aucun profit pour l'UPU. C'est pourquoi le Chili s'oppose à l'interprétation donnée par le Conseil exécutif et à la modification de l'article 3, lettre b), présentée par Cuba.

D'autre part, en ce qui concerne l'espace extra-terrestre, la délégation du Chili propose que le Conseil exécutif prenne contact avec la Commission des Nations Unies qui, depuis quelques années, étudie ce problème, afin qu'il y ait une certaine similitude de critères pour l'étude de ces problèmes.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE appuie la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba.

Le GHANA: La lettre c) de l'article 3 de la Constitution est dépassée et doit être supprimée. La proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba reflète pleinement notre façon de voir à ce sujet, raison pour laquelle nous l'appuyons.

L'AUSTRALIE considère que la proposition 1003.1 du Conseil exécutif et la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba reposent sur une fausse assertion, contenue dans le rapport CE/C 3 – Doc 13 de février 1981, quant au sens du Traité sur l'Antarctique. L'Australie constate avec inquiétude que ledit rapport déclare qu'en vertu de ce traité, il s'est produit une "internationalisation fonctionnelle" et que, du fait d'activités approuvées par le traité, on assiste, dans certaines zones revendiquées de l'Antarctique, à une interférence réciproque de juridictions différentes ou à "une suspension de toute administration étatique à titre exclusif". Ma délégation tient à souligner que l'Australie exerce une souveraineté sur une partie du continent de l'Antarctique et que le rapport du CE est, par conséquent, inexact dans la mesure où il donne à entendre que l'Antarctique n'est pas sous contrôle, qu'il est dans une possession commune ou internationalisée de la communauté internationale. Je me réfère expressément à l'article IV du Traité sur l'Antarctique, ainsi libellé:

"1. Nulle disposition du présent Traité ne doit être interprétée comme:

- a) une renonciation par une des parties contractantes des droits ou prétentions affirmées quant à la souveraineté territoriale en Antarctique;
- b) une renonciation ou une diminution, par l'une des parties contractantes, de toute base de revendication sur une souveraineté territoriale en Antarctique qu'elle aurait pu invoquer en raison de ses activités ou de ses ressortissants en Antarctique, ou autrement;
- c) une atteinte à la position de l'une des parties contractantes en ce qui concerne sa reconnaissance ou la non-reconnaissance du droit de la revendication ou de la base de la revendication d'un droit de souveraineté territoriale en Antarctique par tout autre Etat.

2. Nul acte, nulle activité durant la période d'application du présent Traité ne peut servir de base à la revendication, au soutien ou au refus d'une prétention à la souveraineté territoriale en Antarctique, ni créer des droits de souveraineté en Antarctique. Nulle nouvelle prétention, nul élargissement d'une prétention existante à la souveraineté en Antarctique ne peut être affirmée tant que le présent Traité est en vigueur." Le Traité sur l'Antarctique prévoit ainsi un mécanisme permettant d'écarter tout litige sur des prétentions quant à la souveraineté territoriale en Antarctique, sans pour autant porter atteinte à la position des pays en cause. Il ne nie pas ni n'annule les prétentions à la souveraineté territoriale sur le territoire australien de l'Antarctique. Au contraire, le traité fait en sorte que ni le traité proprement dit ni les actes ou activités intervenant pendant sa période d'application ne portent atteinte à la position juridique des parties en matière de souveraineté.

Compte tenu des dispositions du traité et de la position de l'Australie, nous sommes opposés aux propositions 1003.1 et 1003.2/Rev 1.

Le TOGO: En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'UPU devrait s'occuper uniquement de problèmes techniques. Nous constatons néanmoins qu'elle procède à des études qui ne devraient pas être portées devant le Congrès. Certes, le cas qui nous préoccupe est lié à la situation présente ou passée, à savoir celle de la domination et de la colonisation. L'étude du CE tient compte d'une telle situation, mais devrait être poursuivie dans le but de ramener le contenu de cet article à la réglementation des rapports de l'Union avec ses membres. Compte tenu de ce qui précède, nous ne pouvons appuyer la proposition 1003.1 du CE.

Le ZIMBABWE: Eu égard aux remarques formulées antérieurement, nous appuyons la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba.

La GRANDE-BRETAGNE: A l'origine de cette question, le CE devait examiner l'opportunité de supprimer la lettre b) de l'article 3 de la Constitution. A la suite des arguments avancés aujourd'hui à ce sujet, nous estimons que la proposition 1003.3 du Bangladesh se rapproche le plus du mandat ainsi confié au CE, raison pour laquelle nous l'appuyons et ne sommes pas en accord avec les propositions 1003.1 du CE ni 1003.2/Rev 1 de Cuba.

L'URSS: La lutte contre le colonialisme se produit sous différentes formes, mais c'est la lutte contre le néo-colonialisme qui a la plus grande acuité. Certains pays anciennement colonisés se sont libérés officiellement mais ne sont pas vraiment indépendants, politiquement et économiquement, de leurs ex-maîtres: hier, ces pays ont voté avec leur métropole contre les textes qui font état de la lutte contre le colonialisme; aujourd'hui, ils proposent que l'étude de la question soit poursuivie, quand bien même elle est close. L'article que nous discutons est un anachronisme dans notre Constitution, raison pour laquelle il convient de l'exclure de nos Actes pour faciliter la bonne marche de l'Union. Tout en tenant compte de l'étude faite par le CE, la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba apporte une solution juridique plus acceptable pour consolider notre Constitution. Nous ne voulons pas d'un vote au scrutin secret sur cette question, qui doit être tranchée par un vote non enregistré après que chacun se fut exprimé librement.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous sommes d'accord avec le point de vue exprimé par la Grande-Bretagne et appuyons la proposition 1003.3 du Bangladesh.

Le PRÉSIDENT: Avant de passer au vote sur cette question, je tiens à rappeler que le Bangladesh a amendé la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba en ajoutant "à des fins pacifiques" à la phrase figurant sous lettre b) de l'article 3 de la Constitution.

CUBA: Les arguments avancés dans l'exposé des motifs de notre proposition 1003.2/Rev 1 sont toujours valables. Nous acceptons néanmoins l'amendement de l'Indonésie et demandons que cette proposition soit mise au vote par partie.

Le BANGLADESH: La juridiction de l'Union devrait refléter la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui, de sorte que nous maintenons l'idée de supprimer la lettre b) de l'article 3 de la Constitution.

L'ESPAGNE suggère que l'amendement de l'Indonésie soit placé après "Pays-membres". La phrase figurant sous lettre b) de l'article 3 de la Constitution se lirait alors comme suit: "les bureaux de poste établis par des Pays-membres à des fins pacifiques dans des territoires... (le reste sans changement)."

Le PRÉSIDENT: Cette suggestion quant à l'emplacement des mots "à des fins pacifiques" ne me semble pas très heureuse étant donné que les bureaux de poste sont toujours établis à des fins pacifiques.

La FRANCE demande le vote secret sur cette question.

CUBA: Suite à la suggestion de l'Espagne et afin d'éviter toute difficulté d'ordre rédactionnel, nous préférons renoncer à l'amendement de l'Indonésie.

L'INDONÉSIE: Notre délégation insiste pour que ce membre de phrase soit ajouté et nous estimons que l'adjonction de ces quelques mots est objective et jette de la lumière sur la lettre b) de l'article 3 de la Constitution. Nous acceptons la suggestion de l'Espagne et demandons que notre amendement soit renvoyé à la Commission de rédaction.

La GRANDE-BRETAGNE appuie la demande de vote au scrutin secret faite par la France.

Le résultat du vote est le suivant: *la proposition 1003.3 du Bangladesh (suppression de la lettre b) de l'article 3) est rejetée par 47 voix pour, 42 contre et 23 abstentions, la majorité des deux tiers des Pays-membres n'étant pas atteinte.*

L'amendement de l'Indonésie à la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba est ensuite rejeté par 51 voix contre, 36 pour et 20 abstentions.

La lettre b) de la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba est également rejetée. Le résultat du vote a été le suivant: 53 voix pour, 41 contre et 22 abstentions. La majorité des deux tiers des Pays-membres n'a pas été atteinte.

La proposition 1003.1 du CE relative à l'interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution est en revanche adoptée par 56 voix pour, 40 contre et 17 abstentions.

La lettre c) de la proposition 1003.2/Rev 1 de Cuba est à son tour rejetée. Elle a obtenu 47 voix pour, 49 contre et 17 abstentions.

Le PRÉSIDENT présente la proposition 1023.1 de Cuba tendant à supprimer l'article 23 de la Constitution relatif à l'application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales et la met ensuite aux voix. Le résultat du vote sur la proposition 1023.1 est le suivant: 44 voix pour, 39 contre et 24 abstentions. La majorité des deux tiers des Pays-membres n'étant pas atteinte, la proposition 1023.1 est rejetée.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Les dispositions actuellement en vigueur permettent aux Pays-membres de formuler des réserves aux Actes de l'Union sous certaines conditions. Tout en reconnaissant la nécessité d'accepter des réserves pour tenir compte des particularités nationales des Pays-membres, l'Administration postale hongroise est d'avis qu'il serait souhaitable de limiter au minimum le nombre de réserves, car celles-ci constituent autant d'exceptions aux règles communes qu'acceptent les Etats parties aux Actes de l'Union. S'agissant de la procédure proposée dans notre proposition 01, elle est déjà pratiquée par le Bureau international. L'adoption de ce projet de résolution, dont le but est de favoriser l'application des dispositions uniformes prévues aux Actes de l'Union, fournirait un appui et une base de référence chaque fois que le Bureau international invite les Pays-membres avant les Congrès à revoir leurs réserves figurant aux Protocoles finals. Cela étant, il convient de rappeler que le Bureau international avait fait une étude détaillée pour le Congrès de Lausanne sur la pratique de l'UPU et des autres institutions spécialisées en matière de réserves.

Réserves
aux Actes
de l'Union

Le PRÉSIDENT: Je dois vous indiquer que les réserves sont des exceptions aux règles générales qui sont contenues dans les Actes et, par conséquent, il faut les réduire dans toute la mesure possible. En février 1984, le Bureau international a, par sa lettre-circulaire 2150(A)416, transmis à tous les Pays-membres une lettre pour rappeler les modalités de présentation des réserves et pour inviter les Pays-membres à reconsidérer leurs réserves afin d'en éliminer le plus grand nombre possible. La proposition de la Hongrie (Rép. pop.) tend à donner un caractère officiel à une procédure qui est déjà utilisée par le Bureau international.

Les PAYS-BAS: Tout en admettant qu'en cas de réelle nécessité les Pays-membres peuvent faire des réserves aux Actes, il est recommandable d'utiliser cette procédure d'une manière plus restrictive.

D'autre part, tous les Pays-membres devraient se demander si les raisons qui ont motivé l'inclusion d'une réserve dans le Protocole final lors des Congrès précédents sont toujours valables. Nous pouvons nous rallier entièrement à la proposition de la Hongrie (Rép. pop.).

L'AUTRICHE, L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D', et ISRAËL appuient la proposition 01.

L'URSS: Nous appuyons cette proposition, mais en même temps nous pensons qu'on ne peut pas empêcher tel ou tel Etat de faire des réserves pour préserver ses intérêts. Cette résolution ne devrait donc pas aboutir à une exclusion des réserves en tant que telles.

La proposition 01 est adoptée par consensus.

Le PRÉSIDENT aborde le point suivant de l'ordre du jour et demande à la Finlande de présenter sa proposition 02.

La FINLANDE: Les petites Administrations, et en particulier les pays en développement, disposent de ressources administratives limitées. Chaque Congrès prend un grand nombre de décisions apportant des amendements à nos législations et aux règlements des Pays-membres de l'Union; l'introduction de ces amendements demande un travail considérable. La suggestion faite dans cette proposition, et qui consiste à charger le Bureau international de faire un résumé des décisions principales du Congrès, est destinée à simplifier et à accélérer ce travail. A notre avis, elle permettra une mise en vigueur plus rapide des nouvelles dispositions. Nous pensons que la publication proposée pourrait être effectuée dans le cadre des travaux à faire après le Congrès et ne devrait entraîner aucune dépense supplémentaire.

L'URSS appuie la proposition et propose de préciser le délai dans lequel cette récapitulation pourrait être publiée par le Bureau international.

Le NIGÉRIA, l'ÉTHIOPIE et le GHANA appuient la proposition 02.

L'ITALIE: Nous appuyons la proposition, mais, pour des raisons de clarté, nous aimerions remplacer le mot "décision", dans le dernier alinéa du texte de la proposition, par le mot "modifications".

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE et CUBA appuient la proposition 02 et l'amendement proposé par l'Italie.

Le BÉNIN: Nous appuyons la proposition de la Finlande, car ce document assurera une meilleure application des Actes. En ce qui concerne les Actes de l'Union, nous estimons que la forme dans laquelle ils sont publiés fait de ceux-ci des documents de recherche, et non des documents de travail à l'usage des bureaux de poste. Nous suggérons donc de les éditer sous une forme plus simple, moins chère, sans annotations et chaque Acte séparément.

La HONGRIE (RÉP. POP.) se rallie aux suggestions de l'Italie et de l'URSS.

La SUÈDE: En tant que coauteur de la proposition 02, nous appuyons l'amendement de l'Italie. Mais nous pensons qu'il faut prendre en considération à la fois les amendements aux Actes et les autres décisions du Congrès, parce que certaines résolutions que nous adoptons ont également une incidence directe sur le service postal.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je suis d'avis également de mettre dans le texte de la résolution les mots: "les décisions et les modifications". Cela étant, c'est avec plaisir que le Bureau international se chargerait du travail qu'il est envisagé de lui confier par la présente résolution. Ceci non seulement pour les motifs indiqués dans la proposition, mais parce qu'il y a actuellement une certaine lacune en ce qui concerne la publication des résultats du Congrès, qui n'apparaissent en fait qu'au travers de la publication des documents définitifs et des Codes annotés.

Nous n'avons pas, comme dans d'autres organisations, un rapport final qui fait état des principaux résultats obtenus lors de la réunion de l'organe suprême. La publication suggérée par la Finlande serait en quelque sorte un rapport final dans lequel le Bureau international publierait aussi rapidement que possible les principales décisions prises par le Congrès en fonction non des articles, mais des matières traitées (Congrès, CE, CCEP, Bureau international, poste aux lettres, poste aérienne, colis postaux, etc.).

Le coût d'une telle publication est peu important en comparaison avec ses avantages. Quant au délai à prévoir pour sa diffusion, il devrait pouvoir intervenir au mieux trois à cinq mois environ après la fin du Congrès. Cela dépendra surtout de l'ampleur à donner à ce rapport final et des références que l'on voudra y trouver.

En ce qui concerne la suggestion du Bénin, je pense que le Bureau international pourrait étudier sa réalisation dans le cadre des disponibilités budgétaires allouées par le Congrès.

La FINLANDE accepte les amendements de l'Italie et de la Suède.

La Commission adopte par consensus la proposition 02, étant entendu que la publication demandée au Bureau international devra contenir à la fois les principales décisions du Congrès et les amendements apportés aux Actes groupés non selon l'ordre des articles, mais selon les sujets.

Le PRÉSIDENT se demande s'il y a des délégations qui désirent prendre la parole sous le point "Divers" de l'ordre du jour. Il constate que tel n'est pas le cas et il s'adresse à la Commission pour faire le bilan du travail accompli dans ces termes:

Point 23
de l'ordre
du jour

Divers

Au terme des dix séances de travail, la Commission des affaires générales est arrivée à bonne fin avec un bilan très positif; elle a traité toutes les questions inscrites à son ordre du jour, et cela dans un laps de temps plus bref que celui initialement prévu et malgré un programme extrêmement chargé. Ce résultat est dû à l'effort de chacun, à l'esprit de compréhension de tous et à l'atmosphère agréable qui a régné tout au long des séances de travail de la Commission. Les contributions apportées par chacun à la recherche des solutions optimales aux problèmes posés et l'esprit de collaboration qui a régné témoignent bien de l'esprit de solidarité qui caractérise l'Union postale universelle.

Je remercie la Commission pour la bonne disposition dont elle a fait preuve en acceptant ses suggestions et en excusant ses erreurs.

Mes remerciements vont également aux trois Vice-Présidents de la Commission, à M. Amadou Gueye, Directeur des postes du Sénégal, à M. Václav Šmerák, Chef adjoint de la Division internationale de la Tchécoslovaquie, et à M. Chao Thongma, Président de la Régie des communications de la Thaïlande. Mes remerciements s'adressent aussi au Bureau international, qui, de façon exemplaire, a préparé toute la documentation nécessaire aux travaux de la Commission et qui, par ses conseils et renseignements, m'a aidé à résoudre les nombreuses difficultés qui se présentaient. Mes remerciements vont particulièrement à M. Sobhi, Secrétaire général, à M. Cicéron, Secrétaire général adjoint, à M. Baghdadi, Sous-Directeur général, au Secrétaire de la Commission, M. Chaubert, au Cosecraire pour les affaires du personnel, M. Klossek, et au Secrétaire adjoint, M. Ranaivoson.

J'exprime aussi ma gratitude au Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne, aux rapporteurs, aux hôtes, aux interprètes et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué au bon déroulement des travaux. Je conclus en rappelant la phrase d'un grand poète espagnol qui disait: "Voyageur, s'il n'y a pas de chemin, c'est en cheminant que l'on fait le chemin." Notre Commission a ouvert un chemin, un sentier, en indiquant à l'UPU de nouvelles méthodes en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès. Elle s'est efforcée de jeter un peu de lumière sur de nombreuses questions qui affectent la Constitution, le Règlement général et le Règlement intérieur des Congrès.

(Applaudissements.)

M. AMADOU GUEYE, DU SÉNÉGAL: La Commission des affaires générales du Congrès de Hamburg vient de terminer ses travaux dans un temps relativement court, après avoir effectué une tâche considérable. En tant que représentant du Sénégal, j'aimerais mettre en évidence le bilan très positif de la Commission, qui se trouve confrontée aux questions politiques, juridiques et administratives qui concernent l'organisation et la vie de notre Union. Les décisions prises sont le résultat d'un débat constructif marqué par le sens des responsabilités, et surtout par la solidarité, la compréhension et la tolérance. Ces résultats sont dus à tous les Pays-membres représentés au Congrès, mais tout particulièrement au Président de la Commission. Je me dois de souligner ici ses belles qualités humaines et intellectuelles, marquées surtout par le savoir-faire et l'enthousiasme. Tout cela nous a permis d'arriver à de bons résultats, et nous devons l'en remercier. Ma gratitude s'adresse également à la délégation de l'Espagne, aux autres Vice-Présidents, à l'ensemble des pays représentés, à la Commission et à tout le Secrétariat du Bureau international et du Congrès. Il s'agit d'une équipe qui a su, sous votre conduite, effectuer un travail remarquable qui sera sans doute d'une grande utilité pour notre Union. Pour terminer, je tiens à vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en me désignant à l'une des vice-présidences de cette Commission et de l'expérience enrichissante qu'il m'a été ainsi permis d'acquérir pour le travail à effectuer pour l'UPU.

(Applaudissements.)

M. VÁCLAV ŠMERÁK, DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE: Les travaux que nous avons commencés le 25 juin n'étaient pas faciles; notre Commission a examiné un bon nombre de documents et de propositions, parmi lesquelles certaines, très importantes, ont été adoptées. La Tchécoslovaquie est très honorée d'avoir été désignée à l'une des vice-présidences de la Commission. Pour ma part, je suis très heureux d'avoir accumulé des expériences en travaillant avec les Pays-membres et en particulier avec le Président, que je remercie très

chaleureusement. La compétence de ce dernier pour diriger les débats ainsi que l'aide efficace du Secrétaire général ont toujours permis d'arriver à des solutions équilibrées et acceptables. J'adresse aussi les remerciements à toutes les délégations pour tous les travaux accomplis. Je souhaite également beaucoup de succès à notre Union, à tous ses organes, ainsi qu'à tous ceux qui aideront à mettre en oeuvre les décisions que nous avons prises dans le cadre de notre XIXe Congrès de Hamburg.

(Applaudissements.)

M. CHAO THONGMA, DE LA THAÏLANDE: Au nom de l'Administration postale thaïlandaise, j'exprime notre gratitude pour l'honneur fait à mon pays en l'élisant pour assumer une des vice-présidences de la Commission 3. Je voudrais féliciter toutes les délégations pour le succès des travaux auxquels ils ont pris une part active, notamment aux débats, discussions et délibérations. Mes félicitations s'adressent tout particulièrement au Président de la Commission, M. Ascandoni, pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a conduit les travaux; ses connaissances professionnelles ont permis de mener à bon terme nos travaux. J'aimerais exprimer également notre reconnaissance au Secrétaire général, M. Sobhi, ainsi qu'à tout le personnel du Bureau international, et surtout à l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne, qui a tout fait pour aider à la réussite de nos travaux. Mes meilleurs voeux à tous et beaucoup de succès pour vos carrières dans vos pays.

(Applaudissements.)

La PARAGUAY: Je voudrais féliciter très sincèrement le Président pour le dynamisme et la compétence avec lesquels il a dirigé nos débats. Mes félicitations s'adressent également aux Vice-Présidents et à tous les membres du Bureau international et de notre Commission.

(Applaudissements.)

La HONGRIE (RÉP. POP.): Au nom de la délégation hongroise, je voudrais vous remercier pour l'attitude positive, l'ardeur et la personnalité avec lesquelles vous avez dirigé les débats portant sur les questions très importantes de l'ordre du jour de notre Commission. Votre excellente conduite a permis à la Commission de bien mener à terme ses travaux. Nous sommes convaincus que les nouvelles dispositions qui ont été adoptées seront de nature à placer à un niveau plus élevé la réglementation juridique de notre organisation. Dans ce sens, le Congrès a fait un grand pas en avant. Notre gratitude s'adresse également à M. Sobhi et à tous les autres membres du Secrétariat de la Commission pour l'aide précieuse qu'ils ont apportée.

(Applaudissements.)

L'INDE: Au nom de ma délégation, je voudrais vous remercier pour la grande compétence avec laquelle vous avez dirigé cette Commission. Vos connaissances, votre objectivité et votre charme ont donné une nouvelle dimension aux fonctions que vous avez assumées. Votre tâche a été fort lourde, mais vous vous en êtes acquitté avec courage, vigueur et toujours avec le sourire. Vous méritez toute notre gratitude et notre admiration. Votre pays a retiré votre candidature à la Direction générale du Bureau international; c'est regrettable, mais votre réputation n'a fait que grandir grâce à votre travail et à vos compétences. J'aimerais également féliciter les Vice-Présidents et exprimer notre gratitude au Secrétariat pour les travaux accomplis.

Je vous remercie, une fois de plus, Monsieur le Président, et que Dieu vous accorde longue vie et bonne santé.

(Applaudissements.)

La SUISSE: Je suis certain que personne ne vous a envié lorsque vous avez été désigné pour assumer la présidence de la Commission 3, qui est l'une des plus difficiles au Congrès. L'ordre du jour comportait des sujets d'une grande importance, mais, grâce à votre préparation minutieuse et à votre connaissance du Règlement intérieur des Congrès, vous avez su trouver les chemins qui nous ont amenés à des résultats aussi éclatants. La compétence remarquable dont vous avez fait preuve a contribué à la réussite de nos délibérations, qui se sont déroulées dans une atmosphère calme et sereine — pour ainsi dire sans émotion. Mes félicitations les plus sincères vont également aux Vice-Présidents de la Commission et au Secrétaire général, mais mes propos s'adressent surtout à vous, Monsieur le Président, car vous les avez bien mérités.

(Applaudissements.)

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Permettez-moi, en ma qualité de votre prédécesseur à la tête de la Commission des affaires générales du Congrès de Rio de Janeiro, de vous adresser mes félicitations les plus

chaleureuses pour la façon exemplaire dont vous vous êtes acquitté de la direction des travaux de cette Commission à l'occasion du Congrès de Hamburg. Je sais, par expérience, combien il faut se préparer et combien il faut renoncer aux agréments de la vie du Congrès lorsqu'on occupe une telle fonction. Aussi, permettez-moi de recourir à une formule utilisée du temps des Romains lorsque quelqu'un avait assumé avec succès une activité dans l'intérêt de tous et de la paraphraser pour cette occasion. Par votre activité, en qualité de Président de la Commission des affaires générales, vous avez mérité la reconnaissance de toute l'Union postale universelle.

(Applaudissements.)

L'ÉTHIOPIE: Nous voudrions exprimer nos félicitations les plus chaleureuses à vous, Monsieur le Président, ainsi qu'aux Vice-Présidents, au Secrétaire général et à tous ses collaborateurs pour la qualité du travail fourni au cours de ces trois dernières semaines. Si vous n'aviez pas fait preuve de tant de sagesse dans la façon dont vous avez conduit nos travaux, nous n'aurions pas pu obtenir tant de résultats en si peu de temps. Nous vous félicitons encore une fois d'avoir mené à bon terme les travaux de notre Commission.

(Applaudissements.)

La COLOMBIE: Ce n'était pas une surprise pour ma délégation de voir avec quelle habileté vous avez dirigé les travaux de notre Commission, car le monde postal de l'Amérique latine connaît vos qualités hautement professionnelles. Nous vous adressons nos plus sincères remerciements pour la symphonie démocratique avec laquelle vous avez su diriger les travaux de notre Commission.

(Applaudissements.)

La FRANCE: Ma délégation souhaite ajouter sa partition au concert mérité de louanges qui vous ont été adressées et son chef souhaite également vous faire part de l'admiration qu'il a pour le travail que vous avez accompli.

(Applaudissements.)

L'ALGÉRIE: La voix de l'Algérie s'ajoute à toutes celles qui se sont exprimées pour vous féliciter du déroulement des travaux sous votre présidence particulièrement efficace. A ces félicitations, permettez-moi d'associer le Bureau international, qui a contribué aux travaux de notre Commission.

(Applaudissements.)

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Notre délégation voudrait joindre sa voix à toutes celles qui ont mentionné votre compétence, votre longue expérience et votre sagesse, qui ont largement contribué au succès des travaux de notre Commission. Nous saisissons cette occasion pour féliciter les Vice-Présidents de la Commission et le Bureau international pour leur collaboration.

(Applaudissements.)

L'ARGENTINE: Il est extrêmement difficile d'ajouter quelque chose après tout ce que nous avons entendu. Cependant, nous voudrions souligner votre mérite dans la façon dont vous avez dirigé nos débats: vous avez pu rendre simples les choses difficiles. En outre, vous avez mené les séances d'une maîtrise parfaite qui vous est si naturelle.

(Applaudissements.)

Le BÉNIN: Les applaudissements qui accompagnent chaque déclaration exprimée à votre égard montrent que toute la salle est du même avis. Notre délégation ne peut que se joindre aux expressions de gratitude qui vous ont été adressées.

(Applaudissements.)

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Je voudrais également vous féliciter très chaleureusement de la façon remarquable dont vous avez mené nos débats. Lorsque vous avez dressé le bilan de cette Commission, vous avez dit: "Voyageur, vous n'avez pas de chemin." C'est vous, Monsieur le Président, qui avez frayé la voie pour nous mener à bon port. Cela grâce à votre longue expérience, à votre sagesse et à la manière exemplaire avec laquelle vous avez traité les sujets très délicats à notre ordre du jour. Je vous souhaite le plus grand succès dans votre vie professionnelle. J'aimerais également féliciter les Vice-Présidents de la Commission, le Bureau international et en particulier le Secrétaire général pour le travail accompli.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je me souviens d'une phrase dont je n'ai jamais fait l'expérience auparavant et qui dit que, lorsque l'émotion envahit les sentiments, la parole devient un instrument d'expression difficile. Et c'est ce qui m'arrive en ce moment.

Tout ce que je peux dire, c'est merci beaucoup en mon nom personnel, au nom des Vice-Présidents, au nom du Secrétariat, et merci à vous tous en tant qu'amis et collègues, car chacun de vous mérite également des remerciements. En vous disant "Bon retour dans vos foyers", je souhaite que nous continuions à nous voir encore pendant de longues années dans l'intérêt de l'Union postale universelle.

(Applaudissements.)

La séance est levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J. ASCANDONI

Le Secrétaire,
L. CHAUBERT

Le Secrétaire adjoint,
H. RANAIVOSON

Rapports de la Commission 4

Première séance

Lundi 25 juin 1984, 15 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

En ouvrant cette première séance, le Président, après avoir souhaité une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 4, s'est dit flatté de l'honneur qui a été fait à son pays et à lui-même en l'appelant à la présidence. Il a exprimé l'espoir que la Commission effectuerait les travaux qui lui sont confiés dans la plus grande sérénité. Il a ensuite invité les Vice-Présidents de la Commission, à savoir la Grande-Bretagne, la République démocratique allemande et la République arabe syrienne à prendre place à la tribune.

Ouverture
des travaux

MM. J. Paillard, Conseiller a.i., U. Schauer, H. Liu, Premiers Secrétaires au Bureau international, et M. van Camp de l'Administration belge ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire, de Secrétaire adjoint et d'Adjoints au Secrétariat de la Commission.

Secrétariat

Il est rappelé que, selon la décision prise par le Congrès en séance plénière du 21 juin 1984, les délibérations de la Commission feront l'objet d'un rapport pour chaque séance. Celui-ci résumera les avis exprimés sans toutefois reproduire, à nouveau, les arguments figurant déjà dans les motifs des propositions ou des Congrès — Doc.

Compte rendu
des délibérations

Cent trente-huit pays ayant déposé leurs pouvoirs dans la forme prescrite à l'ouverture de la réunion, le quorum est fixé à 69 présences. La vérification des présences ayant montré que les représentants de 98 pays étaient présents dans la salle, la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

La République socialiste soviétique d'Ukraine et la République arabe du Yémen sont représentées respectivement par l'URSS et la République démocratique populaire du Yémen.

Procurations

L'ordre du jour (Congrès — Doc 38/Rev 1 et 38/Add 1/Rev 1) a été adopté sans modification.

Approbation
de l'ordre
du jour

Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération): Propositions 2501.1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2503.1, 2503.2, 2503.3, 2503.4, 2564.4, 2900.2 et 2918.91.

Propositions
renvoyées
à d'autres
Commissions

Commission 6 (Poste aérienne): Propositions 2000.1, 2000.12, 2000.13, 2000.16, 2021.1, 2054.1, 2502.1, 2511.1, 2518.1 et 2521.1.

Examen
des propositions
Propositions
d'ordre général

Propositions 2000.4, 2000.15 et 2000.18

Ces propositions visent le service du courrier accéléré international. La première charge le Conseil exécutif d'entreprendre une étude en vue d'inclure dans les Actes de l'Union des dispositions réglementant ce service. La deuxième proposition demande au CCEP d'entreprendre de toute urgence une étude générale sur ce type de courrier. Quant à la troisième, elle suggère de confier d'une part, au CCEP l'étude des problèmes techniques, économiques et pratiques et d'autre part, demande au CE de procéder à l'examen des résultats de cette étude du CCEP en vue d'insérer dans les Actes les principes de base relatifs aux envois du service de courrier accéléré international.

Tous les pays qui sont intervenus dans la discussion ont reconnu la nécessité d'entreprendre au plan de l'UPU des actions visant à développer, à promouvoir le service du courrier accéléré international et ce faisant, à contrecarrer la concurrence accrue des entreprises de transport privées.

Six pays se sont prononcés en faveur de la proposition 2000.4 en mettant l'accent sur l'importance que revêt le service du courrier accéléré international surtout pour faire face à la concurrence des entreprises privées et sur la nécessité de confier au Conseil exécutif une étude afin d'inclure des dispositions à son sujet dans les Actes. Pour six autres pays, le service du courrier accéléré international en étant à son premier stade de développement, il apparaît prématuré de fixer dans les Actes les conditions de son exécution. Par contre, s'agissant certes d'un service à l'état embryonnaire, mais à forte croissance, il devient nécessaire de rationaliser les efforts entrepris au sein de l'organe technique de l'Union, le CCEP (proposition 2000.15).

Enfin, cinq pays ont estimé que l'UPU devrait non seulement effectuer une étude sur tous les aspects du service, mais encore prendre toutes dispositions afin que ledit service figure dans les Actes. Pour ce faire, CCEP et CE devraient coordonner leurs efforts selon un certain calendrier afin que le prochain Congrès puisse se prononcer (proposition 2000.18).

La Commission a décidé, sur proposition du Président, de constituer un Groupe de travail chargé d'élaborer pour la prochaine séance de la Commission une proposition alliant les divers points de vue exprimés dans les trois propositions. Les pays suivants ont accepté de faire partie du Groupe de travail: Algérie, Amérique (Etats-Unis), Brésil (Présidence), Espagne, Grande-Bretagne et Maroc.

Proposition 2000.5

La proposition a pour but de charger le CCEP d'entreprendre une étude concernant l'application d'un système international de codification comme supplément aux systèmes nationaux de codification pour le tri des envois postaux.

Au cours de la discussion, trois pays se sont opposés à cette proposition en faisant valoir qu'une étude menée antérieurement au niveau du CCEP a fait ressortir que l'adoption d'un code pour le courrier international était prématurée. Ils ont estimé, dans ces conditions, qu'il ne serait pas indiqué de confier une nouvelle étude sur ce sujet au futur CCEP dont le programme de travail est d'ores et déjà suffisamment chargé.

En revanche, cinq pays ont été d'avis que l'application d'un système international de codification présente un intérêt évident pour les Administrations postales et que le futur CCEP devrait continuer à étudier le problème.

Le vote effectué à ce sujet a donné les résultats suivants:

Pour: 40

Contre: 43

Abstentions: 19

La proposition 2000.5 est donc rejetée.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

L'Adjoint,
M. VAN CAMP

Deuxième séance

Lundi 2 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

Le rapport de la première séance (Congrès/C 4 – Rapp 1) est approuvé sans observation.

Approbation
du rapport

La République socialiste soviétique de Biélorussie, le Kuwait, la République socialiste soviétique d'Ukraine et la République démocratique populaire du Yémen sont représentés respectivement par la République populaire de Bulgarie, le Liban, l'URSS et la République arabe du Yémen.

Procurations

La vérification des présences a montré que 98 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 72 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

Le Président a signalé qu'il avait été nécessaire de préparer une nouvelle révision de l'ordre du jour (Congrès – Doc 38/Rev 2 et Add 1/Rev 2), du fait du renvoi de trente-six propositions par la Commission 5 et du dépôt de quelques amendements. Le Président a prié ensuite les délégations de bien vouloir inscrire dans la deuxième partie de l'ordre du jour (Congrès – Doc 38/Add 1/Rev 2) au point 22 la proposition 2561.6, qui vient d'être déposée.

Approbation
de l'ordre
du jour**Propositions 2000.4, 2000.15, 2000.18 et 2000.19**

La Commission a poursuivi l'examen des propositions relatives au courrier accéléré international. Le Brésil, Président du Groupe de travail constitué lors de la première séance, a présenté la proposition 2000.19 élaborée par ledit Groupe de travail. Elle allie les diverses opinions exprimées dans les propositions 2000.4, 2000.15 et 2000.18.

Examen
des propositions
(suite)
Propositions
d'ordre général

La proposition 2000.19 a été adoptée sans objection. Les propositions 2000.4, 2000.15 et 2000.18 deviennent donc sans objet.

Proposition 2000.8

La proposition 2000.8 appelle l'attention des gouvernements sur la nécessité de protéger le monopole postal. Cet appel aux gouvernements est basé sur les préoccupations exprimées par les diverses Administrations à l'occasion de l'étude 522 menée par le CCEP.

La proposition 2000.8 a été adoptée sans objection.

Proposition 2001.1

L'objet de cette proposition est de prévoir, par une disposition expresse dans la Convention, le droit des Administrations postales de traiter les colis en transit selon leur législation nationale. Une telle disposition existe actuellement en tant qu'annotation 9 à l'article premier. Trois Administrations se sont opposées à l'incorporation de ce texte dans la Convention, arguant du fait que les cas d'infraction sont assez rares et ne justifient pas une modification de la Convention. De plus, la proposition pourrait se trouver en contradiction avec l'un des principes de base de la Convention, à savoir la liberté de transit.

Liberté
de transit,
article premier,
paragraphe 4

Le vote effectué à ce sujet a donné les résultats suivants:

Pour: 7
Contre: 80
Abstentions: 17

La proposition 2001.1 est donc rejetée.

Proposition 2004.2

De l'avis de son auteur, cette proposition a été présentée afin de combler une lacune dans les dispositions de la Convention sur le sujet dont il s'agit. Il ne fait en effet aucun doute qu'en cas de suspension temporaire du service, il est de la plus grande importance pour les Administrations d'en connaître la durée.

Cet avis a été partagé par l'ensemble des intervenants qui, pour la plupart, ont cependant argué de la difficulté de connaître exactement, et dès son début, la durée de ladite période de suspension du service.

Cela étant, la Commission a adopté la proposition 2004.2 ainsi que modifiée en annexe 1 au présent rapport.

Proposition 2004.1

En cas de suspension des services dans le pays de destination, la poste n'est pas en mesure d'honorer ses engagements vis-à-vis de l'expéditeur qui, dans bien des cas, a payé des taxes souvent élevées pour que son courrier soit délivré dans de bonnes conditions. Afin de pallier cet inconvénient, la proposition 2004.1 prévoit que l'Administration d'origine a la faculté de rembourser à l'expéditeur les taxes d'affranchissement, taxes spéciales et surtaxes représentatives des services qui n'ont pas été fournis.

Huit Administrations se sont déclarées pour l'adoption de la proposition, deux contre et deux autres, certes en faveur du but poursuivi, mais avec quelques réticences motivées par la difficulté de déterminer les services qui n'ont pas été rendus.

En conclusion, le vote effectué a donné les résultats suivants:

Pour: 94
Contre: 6
Abstentions: 14

La proposition 2004.1 a donc été adoptée sans modification.

Proposition 2006.91 et proposition d'ordre général 2000.9

Les études conduites jusqu'à ce jour ont montré qu'il était impossible pour l'UPU d'élaborer et d'adopter une législation universelle en matière de monopole postal. Pour cette raison, en proposant les conditions de la concertation entre les Administrations, l'auteur de la proposition 2006.91 a cherché à canaliser, dans la mesure du possible, l'action des "postes parallèles" afin que soient respectées les règles du service international. Pour ce faire, il propose la création d'un article 6bis à la Convention intitulé "Consultation entre Administrations" afin de poser les bases d'une défense contre la concurrence exercée sur le plan international et de défendre les Administrations de destination dont la législation pourrait être transgressée. La proposition 2000.9 est une recommandation faite aux Administrations postales afin qu'elles portent à la connaissance des autorités de leurs pays la disposition introduite dans la Convention par la proposition 2006.91 et que ces mêmes autorités associent toujours la poste à toute formalité visant à habilitier des entreprises de transport concurrentes de cette dernière.

Trois pays se sont prononcés pour l'adoption des deux propositions, deux ont donné leur accord de principe en regrettant cependant que l'action à entreprendre ne soit pas présentée comme exceptionnelle. Enfin, sept pays se sont prononcés contre les deux propositions, tant parce qu'à leur avis l'acceptation des postes parallèles dépend de la législation interne des pays que parce qu'il ne convient pas de les citer dans les Actes de l'Union.

Soumises ensemble au vote, les deux propositions ont recueilli 11 voix pour, 90 voix contre, 10 pays se sont abstenus.

En conséquence, les propositions 2006.91 et 2000.9 ont été rejetées.

Proposition 2009.1 et proposition d'ordre général 2000.14Timbres-poste,
article 9

La proposition 2009.1 vise à compléter l'article 9 par un paragraphe disposant que les sujets et les motifs des timbres-poste doivent être conformes à l'esprit du Préambule de la Constitution et des décisions de l'Union. Quant à la proposition 2000.14, elle recommande aux Administrations, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste, de tout mettre en oeuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays.

Toutes les Administrations qui sont intervenues dans la discussion ont reconnu que les timbres-poste doivent contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d'amitié entre les peuples, à l'instauration et au maintien de la paix dans le monde. Elles ont fait valoir en particulier que le voeu C 14 exprimé par le Congrès d'Ottawa 1957 et la recommandation C 93 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'ont pas empêché le choix contestable de certains sujets de timbres-poste. Elles ont estimé dès lors qu'une nouvelle action devrait être entreprise à ce sujet. Quelques Administrations ont toutefois fait observer qu'une recommandation ne serait pas suffisante et qu'une disposition expresse insérée dans l'article 9 de la Convention permettrait de mieux atteindre l'objectif recherché.

A l'issue du vote secret employé pour la proposition 2009.1 (scrutateurs: Botswana, Colombie et Suisse) le résultat suivant a été constaté:

Pour: 61

Contre: 24

Abstentions: 19

La proposition 2009.1 est donc approuvée.

Le vote (non enregistré) effectué au sujet de la proposition 2000.14 a donné les résultats suivants:

Pour: 110

Contre: 1

Abstentions: 0

La proposition 2000.14 est également approuvée.

Proposition 2010.1Formules,
article 10

Adoptée sans objection.

La séance a été levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention (réglementation) – Proposition

Article 4

Suspension temporaire et reprise de services

PAKISTAN

2004.2

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration postale se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégramme ou par télex, à l'Administration ou aux Administrations intéressées en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services. Elle a la même obligation lors de la reprise des services suspendus.

Motifs. — Les Administrations acheminant leur courrier destiné à d'autres pays par l'intermédiaire des services postaux du pays qui suspend l'exécution du service postal, notamment en raison de grèves postales, ne peuvent pas prendre immédiatement la décision d'acheminer leur courrier par une autre voie à moins que la durée probable de la suspension leur soit connue. Comme l'Administration expéditrice espère une rapide reprise des services, le courrier s'accumule, ce qui pose des problèmes d'entreposage. L'adjonction proposée aidera à remédier à une telle situation.

Troisième séance

Mercredi 4 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

La République socialiste soviétique de Biélorussie, la République centrafricaine, le Chili, le Kuwait et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentés respectivement par la République populaire de Bulgarie, la République populaire du Congo, la République orientale de l'Uruguay, le Liban et l'URSS.

Procurations

La vérification des présences a montré que 97 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 72 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

Proposition 2011.1

La proposition vise à porter à dix ans la durée de validité des cartes d'identité postales. Divers délégués ont signalé que dans leurs pays une initiative identique avait été prise en ce qui concerne des cartes d'identité nationales.

Examen des propositions (suite)

Cartes d'identité postales, article 11, paragraphe 4

En conclusion, la proposition 2011.1 a été adoptée.

Proposition 2022.1

Cette proposition modifie le paragraphe 1 de telle façon que les envois dépassant les limites de poids maximales fixées à l'article 19, paragraphe 1, puissent être remis aux destinataires après avoir été taxés d'après leur poids réel en appliquant une taxe complémentaire égale à la taxe internationale d'un envoi de poids correspondant à l'excédent constaté. En vue de préciser le texte, une Administration postale a proposé que l'on y ajoute les mots "de même catégorie et".

Envois admis à tort, article 22, paragraphe 1

Cela étant, la Commission a adopté la proposition 2022.1, ainsi que modifiée en annexe 1 au présent rapport.

Proposition 2028.2

Le but de cette proposition est d'autoriser formellement l'affranchissement des envois au moyen de marques d'affranchissement débitées par les distributeurs installés par certaines Administrations postales.

Modalités d'affranchissement, article 28, paragraphe 1, lettre abis)

La proposition 2028.2 a été adoptée sans objection.

Proposition 2028.1

La proposition a pour but d'uniformiser dans les Actes les dispositions régissant l'utilisation des langues autres que le français pour les mentions et étiquettes de service.

Paragraphe 1, lettre d)

L'examen de cette proposition a été l'occasion d'une discussion fournie au cours de laquelle neuf Administrations se sont déclarées en faveur du statu quo, deux pour une version remaniée et deux pour un ajournement de la décision en attendant la conclusion d'une étude qui devrait être faite par l'organe compétent de l'Union.

Cela étant, l'auteur de la proposition 2028.1 a décidé de la retirer.

Propositions
corrélatives
à la proposition
2028.1

Du fait du retrait de la proposition 2028.1 par son auteur, *les propositions suivantes deviennent sans objet: 2513.2, 2515.1, 3517.1, 2519.1, 2520.1, 2521.2, 2522.2, 2525.1, 2526.1, 2530.1, 2531.1, 2534.1, 3535.1, 3536.1, 2537.1, 3538.1, 3539.1, 3540.1, 3543.2, 2588.1 et 2589.1.*

Coupons-réponse
internationaux,
article 31,
paragraphe 2

Proposition 2031.2

Cette proposition vise à fixer la valeur du coupon-réponse international à la limite supérieure prévue pour la taxe d'une lettre de 20 grammes.

La proposition 2031.2 a été adoptée sans objection.

Paragraphe 3

Proposition 2031.1

La proposition a pour but de préciser que les coupons-réponse internationaux peuvent servir à acquitter l'affranchissement de lettres expédiées par voie de surface ou par avion jusqu'à 20 grammes.

La proposition 2031.1 a été adoptée sans objection.

Envois exprès,
article 32,
paragraphe 5

Propositions 3032.1 et 3032.2

La première proposition tend à porter à deux le nombre des essais de remise des envois par exprès. La seconde, quant à elle, prévoit qu'un deuxième essai de remise n'est entrepris que si la législation intérieure du pays de destination le permet et subordonne cette prestation au paiement de la taxe applicable en service intérieur.

La proposition 3032.2 a été examinée la première. Elle a donné lieu à de nombreuses interventions et à une demande d'amendement visant à ce que la deuxième tentative de remise ne soit effectuée que sur la demande de l'expéditeur. Le vote effectué sur le texte ainsi amendé a donné les résultats suivants: pour 17, contre 48, abstentions 27.

La proposition 3032.2 a donc été rejetée.

Lors de l'examen de la proposition 3032.1, une majorité importante en faveur du statu quo s'est dégagée. Le vote auquel il a été procédé a montré que 5 pays étaient pour, 64 contre et que 22 s'abstenaient.

Dans ces conditions, la proposition 3032.1 a également été rejetée.

Retrait.
Modification
ou correction
d'adresse
à la demande
de l'expéditeur,
article 33,
paragraphe 4

Proposition 3033.1

Le but de cette proposition est d'adapter les dispositions de l'article 33, paragraphe 4, pour tenir compte, dans la situation actuelle, de la suppression, par de nombreuses Administrations des télécommunications, du service "télégramme avec réponse payée (RPX)" dont l'application est d'ailleurs facultative (recommandation F 1 du CCITT de l'UIT) et de la situation dans l'avenir puisque l'Assemblée plénière du CCITT devra se prononcer en automne prochain sur la proposition de la Commission 1 de supprimer définitivement ce service.

La proposition 3033.1 a été adoptée sans objection.

Envois non
distribuables.
Renvoi au pays
d'origine ou
à l'expéditeur,
article 35

Proposition 3035.1

Cette proposition préconise de remplacer le terme "distribuables" par "distribués" car, de l'avis de l'auteur, les dispositions de l'article 35 concernent les envois dont la distribution n'a pas abouti.

La majorité des Administrations a marqué sa préférence pour le maintien du statu quo.

Dans ces conditions, la proposition 3035.1 a été rejetée.

Proposition corrélatrice: 3543.1.

Du fait du rejet de la proposition 3035.1, *la proposition 3543.1 est devenue sans objet.*

Article 143,
paragraphe 2

Propositions 3543.3 et 2933.91

L'auteur de ces propositions suggère la création d'une étiquette uniforme pour indiquer les causes de non-remise des envois non distribués afin de pallier les difficultés rencontrées actuellement et qui résultent de mentions insuffisantes ou difficilement lisibles.

Ces deux propositions ont recueilli l'assentiment des membres de la Commission. *Ainsi, les propositions 3543.3 et 2933.91 ont été adoptées.*

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention (réglementation) – Proposition

Article 22

Envois admis à tort

ITALIE

2022.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par les articles 19 et 21 et par le Règlement ne sont pas admis. De tels envois qui ont été admis à tort doivent être renvoyés à l'Administration d'origine. Toutefois, l'Administration de destination est autorisée à les remettre aux destinataires. Dans ce cas, elle leur applique, s'il y a lieu, les taxes prévues pour la catégorie d'envois de la poste aux lettres dans laquelle les font placer leur mode de fermeture, leur contenu, leur poids ou leurs dimensions. Si en outre les envois dépassent les limites de poids maximales fixées à l'article 19, paragraphe 1, l'Administration de destination peut les taxer d'après leur poids réel en appliquant une taxe complémentaire égale à la taxe internationale d'un envoi de même catégorie et de poids correspondant à l'excédent constaté.

Motifs. — La dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 22, tout en indiquant que les envois dépassant les limites de poids maximales fixées à l'article 19, paragraphe 1, peuvent être taxés d'après leur poids réel, ne précise pas de quelle façon les taxer.

La modification proposée semble combler ladite lacune.

Quatrième séance

Jeudi 5 juillet 1984, 9 h 40

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

La République socialiste soviétique de Biélorussie, le Kuwait, la République socialiste soviétique d'Ukraine et la République démocratique populaire du Yémen sont représentés respectivement par la République populaire de Bulgarie, le Liban, l'URSS et la République arabe du Yémen.

Procurations

La vérification des présences a montré que 99 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 73 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

Proposition 2036.1

Du fait du rejet, lors de la troisième séance, de la proposition 3035.1, *la proposition 2036.1 devient sans objet.*

Examen
des propositions
(suite)

Interdictions,
article 36,
titre

Proposition 2000.3

La proposition 2000.3 charge le Conseil exécutif de mener une étude visant à modifier la présentation de la Liste des objets interdits en vue d'en rendre la consultation plus aisée.

Les huit Administrations qui sont intervenues dans la discussion ont toutes mis l'accent sur la nécessité de rechercher une simplification de la Liste des objets interdits et un classement méthodique des catégories d'objets soumis à des restrictions ou à des interdictions. Elles ont appuyé sans réserve la proposition 2000.3.

La proposition 2000.3 a été adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2500.4

Cette proposition constitue un projet de vœu qui invite les Administrations à prendre des mesures en ce qui concerne les dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes. Elle est l'aboutissement d'une étude menée par le Bureau international à la demande du Conseil exécutif et du Comité de contact CCD/UPU.

La proposition 2500.4 a été adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Propositions 2036.2, 2530.2 et 2530.3

La proposition 2036.2 a été présentée afin que l'Administration d'origine puisse admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Il s'agit d'une disposition facultative qui laisse à l'Administration d'origine, qui en fait risque seule de pâtir financièrement de l'application de la mesure, le soin de décider de son application.

La proposition 2530.2, du même auteur, est une proposition corrélative qui prévoit l'insertion de cette facilité dans le Règlement de la Convention.

Interdictions,
article 36,
paragraphe 3
Petits paquets,
article 130,
paragraphe 3

Discutée la première, la proposition 2036.2 a été appuyée sans réserve par trois Administrations qui ont admis le principe de base, à savoir que l'Administration d'origine jugeait seule de l'opportunité d'effectuer le service. L'une d'elles a proposé un amendement, afin que soit limitée la correspondance insérée dans les petits paquets aux relations entre l'expéditeur, le destinataire ou les personnes résidant avec eux. L'auteur de la proposition 2036.2 a accepté cet amendement.

Deux Administrations se sont opposées à la proposition tandis qu'une troisième a proposé qu'on l'amende de manière à ce que l'assentiment de l'Administration de destination soit obtenu avant que ne soit introduit le service. Ce point de vue a été soutenu par trois Administrations tandis que l'auteur de la proposition 2036.2 n'acceptait pas cet amendement.

La proposition 2530.3 fut ensuite présentée par son auteur. Cette proposition reprend en fait les dispositions prévues dans la proposition 2036.2 ainsi que les idées exprimées dans les deux amendements proposés, en particulier pour ce qui concerne la subordination de l'admission des correspondances dans les petits paquets à l'assentiment des deux Administrations intéressées.

Cela étant, il a été décidé de procéder à un vote sur le texte de la proposition 2036.2 complétée par l'amendement visant à préciser la qualité des usagers autorisés à échanger des correspondances insérées dans les petits paquets (proposition la plus radicale par rapport aux dispositions actuelles).

Le vote a donné les résultats suivants: pour 51, contre 44, abstentions 4.

De ce fait, la proposition 2036.2 telle qu'amendée en annexe 1 au présent rapport est adoptée; la proposition corrélatrice 2530.2 est également adoptée. La proposition 2530.3 devient sans objet.

A l'annonce des résultats de ce vote, plusieurs Administrations ont fait part de leur intention de déposer des réserves au Protocole final de la Convention. L'une d'elles se propose de faire appel de cette décision en séance plénière.

La séance a été levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention (réglementation) — Proposition

Article 36

Interdictions

SUISSE

2036.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Sauf les exceptions prévues au Règlement, les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets:
- a) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;
 - b) ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur;

toutefois, l'Administration d'origine peut, par dérogation à la lettre a), admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre l'expéditeur et le destinataire ou les personnes résidant avec eux.

Motifs. — Cette facilité répond à un besoin évident des clients qui comprennent difficilement que leurs envois, notamment s'il s'agit de cadeaux, ne puissent être accompagnés d'un message personnel. L'Administration de dépôt doit avoir la liberté d'accepter des communications personnelles dans les petits paquets.

Déjà maintenant (article 130, paragraphe 3, du Règlement), l'Administration d'origine décide si le contenu d'un petit paquet consiste en communications personnelles ou non, par exemple lorsque l'envoi contient des papiers d'affaires ou des bandes sonores. D'ailleurs, c'est aussi cette Administration qui prend le risque d'une éventuelle perte de recettes.

Le risque que les petits paquets contenant des communications personnelles concurrencent les lettres est peu probable, du fait que, de par leur nature, les petits paquets offrent un moyen d'expédier de petites quantités de marchandises et non des documents ayant le caractère de correspondances actuelles et personnelles. De plus, la durée totale de transmission des petits paquets du pays d'origine au pays de destination est plus longue que celle des lettres, étant donné que les petits paquets sont, dans tous les cas, soumis au traitement douanier. Il en va de même à la livraison où ces envois ne jouissent pas de la priorité réservée aux lettres.

Dans la plupart des pays, seules les Administrations postales, en vertu du monopole, ont le droit de transporter des communications personnelles. En permettant de joindre de telles communications aux envois de marchandises, la clientèle est mise au bénéfice d'une possibilité que ne peut lui offrir aucun concurrent de la poste. Cet aspect commercial du problème ne doit pas être négligé. Il incombe aux Administrations postales de tenir compte des désirs de leur clientèle ou même de les prévenir si elles veulent conserver leur part de marché. Certaines Administrations, dont la Suisse, acceptent déjà maintenant des communications personnelles dans les petits paquets à destination des pays avec lesquels elles ont conclu des arrangements bilatéraux. Les expériences faites sont concluantes. (Voir aussi la proposition 2530.2 visant à modifier l'article 130, paragraphe 3, de la Convention.)

Appuis. — Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, France, Norvège, Pays-Bas, Suède.

Cinquième séance

Vendredi 6 juillet 1984, 16 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

Approbation
d'un rapport

Le rapport de la deuxième séance (Congrès/C 4 — Rapp 2) est approuvé sans observation.

Procurations

La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentées respectivement par la République populaire de Bulgarie et l'URSS.

Quorum

La vérification des présences a montré que 83 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 75 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Examen
des propositions
(suite)

Proposition 2036.3

Cette proposition vise à demander aux Administrations postales de préciser la nature des interdictions prescrites par les lois et règlements de leurs pays et de veiller à ce que ces indications soient toujours tenues à jour.

Interdictions,
article 36,
paragraphe 4bis

Des neuf délégations qui sont intervenues dans la discussion, cinq ont appuyé la proposition 2036.3 qui permettrait de remédier aux difficultés auxquelles se trouvent confrontées les Administrations postales d'origine dans leurs rapports avec la clientèle.

Par contre, quatre délégations ont estimé que les dispositions proposées n'ajouteraient rien de nouveau au texte actuel et que les renseignements contenus dans la Liste des objets interdits sont suffisants pour informer les expéditeurs. Elles ont dès lors opté pour le statu quo.

Une délégation, appuyée par deux autres, a demandé, par motion d'ordre, la clôture des débats.

Le vote au sujet de la proposition 2036.3 a donné le résultat suivant: pour 76, contre 12, abstentions 13.

La proposition 2036.3 est donc adoptée.

Paragraphe 7

Propositions 2036.4, 2036.6 et 2036.5

Ces trois propositions visent à donner à l'Administration d'origine toutes les indications devant lui permettre d'éviter que des objets non admis à l'importation dans le pays de destination soient envoyés depuis les bureaux de poste de son pays.

Les auteurs des propositions 2036.4 et 2036.5 ont considéré que le texte de la proposition 2036.6 (amendement à la proposition 2036.4) traduisait mieux et avec plus de précision l'idée contenue dans leurs propositions respectives. De ce fait, la discussion a porté sur la proposition 2036.6.

Les intervenants, dans leur majorité, ont appuyé ladite proposition; quatre ont cependant exposé que l'application pratique des dispositions qu'elle renferme provoquerait des difficultés avec leurs usagers. Cela étant, le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: pour 62, contre 32, abstentions 12.

Dans ces conditions, la proposition 2036.6 est adoptée; les propositions 2036.4 et 2036.5 deviennent sans objet.

Proposition 2037.1

Cette proposition suggère de supprimer le membre de phrase "et, le cas échéant, à les ouvrir d'office", cette disposition se trouvant, de l'avis de l'auteur, en opposition avec la législation intérieure de nombreux pays. Pour quatre Administrations, le texte actuel de l'article 37 traduit fort bien le fait que la présentation des envois de la poste aux lettres à la douane et l'ouverture de ces envois sont régies par la législation nationale des pays. Cinq pays ont par contre considéré que le texte actuel prête à confusion et appuyé la proposition 2037.1.

En conclusion, le vote effectué a donné les résultats suivants: pour 56, contre 34, abstentions 12.

La proposition 2037.1 a donc été adoptée.

Contrôle douanier,
article 37

Proposition 2000.10

La proposition 2000.10 émanant du Conseil exécutif vise à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU, compte tenu de l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre l'UPU et le CCD et des résultats concrets déjà obtenus.

La proposition 2000.10 a été adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Proposition 2000.11

Il s'agit d'un vœu qui recommande aux Administrations postales d'intervenir auprès des autorités de leur pays chargées des questions douanières, afin que celles-ci prêtent leur concours à leurs gouvernements en vue d'accélérer la ratification de l'annexe F 4 à la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers.

La proposition 2000.11 a été adoptée sans objection.

Proposition
d'ordre général

Proposition 3042.2

La proposition 3042.2 a été retirée par ses auteurs.

Réclamations,
article 42,
paragraphe 1

Propositions 3042.1 et 2052.2

La proposition 3042.1 a pour but d'insérer un paragraphe 1bis selon lequel les réclamations visant des envois totalement avariés ou spoliés ne sont admises que si elles sont formulées pendant ou immédiatement après la remise.

La proposition 2052.2 vise à porter la même notion à l'article 52, paragraphe 2.

L'ensemble des Administrations intervenantes se sont prononcées contre ces propositions, soit en ce qui concerne le choix de l'article 42 pour la première car elles ont considéré que les mesures pratiques suggérées trouveraient mieux leur place à l'article 52, soit parce que l'idée émise dans la proposition 2052.2 était à leur sens mieux reflétée dans la proposition 2052.1.

Cela étant, l'auteur des propositions 3042.1 et 2052.2 a reconnu la pertinence de ces remarques et décidé de les retirer.

Ainsi les propositions 3042.1 et 2052.2 ont été retirées.

et
Non-responsabilité
des
Administrations
postales.
Envois
recommandés,
article 42,
paragraphe 1bis,
et article 52,
paragraphe 2

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Sixième séance

Lundi 9 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

Approbation
de rapports Les rapports des troisième et quatrième séances (Congrès/C 4 — Rapp 3 et 4) sont approuvés sans observation.

Procurations La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentées respectivement par la République populaire de Bulgarie et l'URSS.

Quorum La vérification des présences a montré que 93 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 75 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Examen
des propositions
(suite)
Non-responsabilité
des
Administrations
postales.
Envois
recommandés,
article 52

Propositions 2050.2, 2052.1, 2565.4, 2565.91 et 2934.91
Le Congrès de Rio de Janeiro a décidé, entre autres, que la spoliation totale ou l'avarie totale du contenu d'un envoi recommandé est assimilée à la perte de l'envoi et entraîne la responsabilité des Administrations. Les cinq propositions citées ci-dessus ont été présentées par le même auteur afin que des dispositions analogues à celles prises en ce qui concerne les lettres avec valeur déclarée et les colis soient retenues pour les envois recommandés.
Les dix délégations qui sont intervenues sur ce sujet se sont déclarées d'accord, quant au fond, avec l'initiative prise par l'auteur des propositions. Si deux d'entre elles ont approuvé sans réserve les cinq propositions, les huit autres ont regretté que les modalités prévues soient bien compliquées et n'ont pas approuvé, dans leur ensemble, la création d'une nouvelle formule. Elles ont également émis des doutes quant à l'application pratique des mesures préconisées et, ce faisant, suggéré la suppression de la lettre b), paragraphe 1, de l'article 52 ainsi que proposé dans la proposition 2052.1.
Cela étant, il a été procédé à un vote sur chacune des propositions présentées.

Proposition 2052.1

Pour cette proposition (proposition principale), le vote a été effectué lettre par lettre pour le paragraphe 1.

Lettre a): pour 101, contre 3, abstentions 5.

La lettre a) est approuvée.

Lettre b): pour 48, contre 51, abstentions 7.

*La lettre b) est rejetée.**En conclusion, la proposition 2052.1 est adoptée ainsi que modifiée à l'annexe 1 au présent rapport.***Proposition 2050.2**

Pour 86, contre 10, abstentions 9.

*La proposition 2050.2 est adoptée.***Proposition 2565.4**

Pour 20, contre 70, abstentions 12.

La proposition 2565.4 est rejetée.

Proposition 2565.91

Pour 30, contre 61, abstentions 15.

La proposition 2565.91 est rejetée.

Proposition 2934.91

Du fait du rejet des propositions 2565.4 et 2565.91, *la proposition 2934.91 devient sans objet.*

Proposition 3042.3

Le but de cette proposition est d'adapter les dispositions de l'article 42, paragraphe 4, pour tenir compte, dans la situation actuelle, de la suppression, par un nombre d'Administrations des télécommunications, du service "télégramme avec réponse payée (RPX)" dont l'application est d'ailleurs facultative (recommandation F 1 du CCITT de l'UIT) et de la situation de l'avenir, puisque l'Assemblée plénière du CCITT devra se prononcer en automne prochain sur la proposition de sa Commission 1 de supprimer définitivement ce service.

La proposition 3042.3 est adoptée sans objection.

Réclamations,
article 42,
paragraphe 4

Propositions 2000.7 et 2000.17

Le but de la proposition 2000.7 est de charger le CCEP d'entreprendre une étude visant à instituer un service international simplifié des recommandés qui concernerait les envois de faible valeur intrinsèque et comporterait en particulier le versement d'un montant limité en cas de perte ou d'avarie.

Dans la proposition 2000.17, l'auteur suggère de confier au CE ou, le cas échéant, au CCEP, une étude des services internationaux des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée.

La Commission a constaté que les buts poursuivis dans les deux propositions étaient fort proches.

Cela étant, les auteurs de ces deux propositions ont annoncé qu'ils présenteront, à la prochaine séance de la Commission, une proposition commune reprenant les idées contenues dans lesdites propositions 2000.7 et 2000.17.

Propositions
d'ordre général

Admission
des envois
recommandés,
article 43

Proposition 2046.1

Cette proposition vise à porter la déclaration de valeur à un montant qui ne peut être inférieur à 7000 francs au lieu de 5000 francs.

La proposition 2046.1 a été adoptée sans objection.

Lettres avec
valeur déclarée.
Déclaration
de valeur,
article 46,
paragraphe 2

Proposition 3049.1

Cette proposition a été présentée afin que les dispositions relatives à un deuxième essai de remise ne soient pas en contradiction avec la réglementation interne des pays.

La proposition 3049.1 a été adoptée sans objection.

Remise
en main propre,
article 49

Proposition 2050.4

Cette proposition vise à adapter le montant de l'indemnité payée en cas de perte d'un envoi recommandé ou d'un sac spécial contenant des imprimés à la réalité des prix, compte tenu de l'augmentation considérable de ceux-ci depuis 1979.

Six délégations se sont opposées à l'augmentation du montant de l'indemnité forfaitaire en mettant l'accent sur le caractère excessif de ladite augmentation.

Certaines ont été d'avis que l'étude des taux d'indemnité devrait être confiée au Conseil exécutif comme cela est déjà le cas avec les taxes de la poste aux lettres, les taux de rémunération entre les Administrations postales et les surtaxes aériennes.

Un des auteurs de la proposition a alors présenté un amendement ramenant à 80 et à 400 francs les taux prévus respectivement pour une lettre recommandée et pour un sac spécial.

A l'issue du vote secret employé pour la proposition 2050.4 (scrutateurs: Argentine, République arabe syrienne et URSS), le résultat suivant a été constaté pour la proposition amendée: pour 51, contre 54, abstentions 4.

La proposition 2050.4 amendée est donc rejetée.

Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales.
Envois
recommandés,
article 50,
paragraphe 4

Paragraphe 4bis

Proposition 2050.1

Cette proposition prévoit qu'en cas de perte, de spoliation ou d'avarie totales d'un envoi recommandé, les taxes et droits acquittés doivent être remboursés à l'ayant droit.

Une seule délégation a appuyé la proposition 2050.1. Cinq autres ont combattu celle-ci en faisant valoir que, dans la majorité des cas, l'indemnité forfaitaire reste supérieure à la valeur du contenu de l'envoi recommandé et qu'ainsi elle couvre aussi les taxes et droits acquittés par l'expéditeur.

Le vote à ce sujet a donné le résultat suivant: pour 4, contre 81, abstentions 20.

La proposition 2050.1 a donc été rejetée.

Proposition 2050.3

Si cette proposition était adoptée, l'expéditeur qui ne réclamerait qu'une somme inférieure à l'indemnité forfaitaire ne recevrait certes que cette somme mais percevrait en outre les frais de transport jusqu'au montant de l'indemnité forfaitaire, la taxe de recommandation restant acquise à l'Administration d'origine. Pour six Administrations, la proposition change totalement la nature de l'indemnisation ce qui n'est pas acceptable, car on ne peut, par ailleurs, assimiler taxe de recommandation et taxe d'assurance des lettres avec valeur déclarée. Cela étant, elles se prononcent pour le statu quo. Deux Administrations ont apporté leur appui sans réserve à la proposition. Trois autres ont suivi l'avis d'une d'elles selon lequel il était souhaitable juridiquement que seule la décision prise par le Congrès de Londres 1929, aux termes de laquelle "Si l'expéditeur réclame une somme inférieure à l'indemnité forfaitaire, on ne lui paie que la somme demandée" et qui figure comme annotation 10 à l'article 50 dans le Code annoté, doit être intégrée dans le corps de la Convention, le restant du texte proposé (remboursement des frais de transport et attribution de la taxe de recommandation à l'Administration d'origine) n'étant pas acceptable.

L'auteur de la proposition ayant accepté cet amendement, le vote a été effectué sur le texte ainsi amendé. Il a donné les résultats suivants: pour 51, contre 51, abstentions 7.

Dans ces conditions, en application de l'article 21, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, *la proposition 2050.3 amendée est rejetée.*

Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales.
Lettres avec
valeur déclarée,
article 51,
paragraphe 5bis

Proposition 2051.1

Cette proposition vise à accélérer le traitement des réclamations, en particulier la prise de décision par l'Administration de destination quant au montant de l'indemnité à payer à l'ayant droit quand l'Administration d'origine n'a pu indiquer la valeur des objets manquants.

Au cours du débat, trois Administrations se sont opposées à la proposition, car, à leur avis, la valeur des objets manquants varie fortement d'un pays à l'autre. Une Administration a fait remarquer que l'on devrait garder le principe selon lequel l'Administration d'origine est obligée de fournir les informations nécessaires à ce sujet. Par contre, une autre Administration s'est prononcée en faveur de l'adoption de cette proposition pour des raisons pratiques.

En conclusion, le vote effectué a donné les résultats suivants: pour 43, contre 45, abstentions 20.

La proposition 2051.1 a donc été rejetée.

Proposition 2051.2

La proposition 2051.2 a été retirée par son auteur.

La séance est levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention (réglementation) — Proposition

Article 52

Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

RÉP. DÉM. ALLEMANDE

2052.1

Paragraphes 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise soit dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3; la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsqu'une spoliation totale ou une avarie totale est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi recommandé ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi totalement spolié ou totalement avarié;

/.../

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:
(le reste sans changement).

Motifs. — Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé, entre autres, que la spoliation totale ou l'avarie totale du contenu d'un envoi recommandé est assimilée à la perte de l'envoi et entraîne la responsabilité des Administrations. C'est pourquoi, la proposition vise à appliquer aux envois recommandés les dispositions analogues concernant les lettres avec valeur déclarée (article 53, paragraphe 1, lettres a) et b), de la Convention) et les colis (article 40, paragraphe 1, lettres a) et b), de l'Arrangement concernant les colis postaux) ainsi que les procédures y relatives conformément aux Règlements d'exécution correspondants.

Cela comblerait une lacune existant dans la pratique, le problème étant déjà abordé dans un commentaire du Bureau international contenu dans le Rapport annuel sur l'activité de l'Union en 1981 en réponse à une question sous chiffre 5.3.2.2; ceci d'autant plus que les Administrations procèdent de la même manière pour les colis jusqu'à 5 kg, c'est-à-dire avec la même responsabilité matérielle de 60 francs-or que pour les envois recommandés (article 39, paragraphe 3, lettre b), de l'Arrangement concernant les colis postaux).

Afin de délimiter la responsabilité entre les Administrations, il devient nécessaire, dans ce cas, que le bureau constatant l'irrégularité établisse, par analogie avec le service des colis postaux, un procès-verbal conforme au modèle C 34/CP 14. (Voir les propositions 2565.4 et 2565.91.)

Septième séance

Jeudi 12 juillet 1984, 9 h 30

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

- Approbation d'un rapport Le rapport de la cinquième séance (Congrès/C 4 — Rapp 5) est approuvé sans observation.
- Procurations La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentées respectivement par la République populaire de Bulgarie et l'URSS.
- Quorum La vérification des présences a montré que 85 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 75 présences, la Commission peut valablement délibérer.
- Propositions d'ordre général
Admission des envois recommandés, article 43 (suite) Propositions 2000.7, 2000.17 et 2000.20
Comme suite à la décision prise par la Commission, lors de sa sixième séance, les propositions 2000.7 et 2000.17 ont été fusionnées par leurs auteurs en une proposition commune (proposition 2000.20).
Après que l'un des coauteurs eût demandé que l'on biffe la dernière ligne du dispositif et une délégation que l'on ajoutât à la fin du dispositif " — à la facilitation de l'accès au service des lettres avec valeur déclarée", *la proposition 2000.20 est adoptée ainsi que modifiée en annexe 1 au présent rapport.*
- Transit à découvert, article 154, paragraphe 3 Propositions 2554.1, 2554.3 et 2554.2
La proposition 2554.1 tend à fixer des directives précises pour le conditionnement des envois à découvert par le pays d'origine en vue de permettre de réduire sensiblement le volume des travaux supplémentaires à effectuer par le pays intermédiaire. L'amendement contenu dans la proposition 2554.3 suggère la suppression de la mention "non recommandés" afin de ne pas limiter aux envois non recommandés le bénéfice de la proposition 2554.1.
La proposition 2554.2 vise à spécifier que l'indication du nom de chacun des pays de destination sur les étiquettes des liasses de correspondances expédiées en transit à découvert devrait être portée en caractères latins afin de faciliter le travail des bureaux de transit.
L'auteur de la proposition 2554.1 a accepté l'amendement proposé par la proposition 2554.3.
La proposition 2554.3 a été adoptée sans objection; la proposition 2554.1 devient donc sans objet.
La proposition 2554.2 est adoptée sans objection.
- Confection des dépêches, article 155, paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6, article 164, paragraphe 5, article 168, paragraphes 1, 2, 6 et 7 Proposition 2555.2
La proposition 2555.2 est adoptée sans objection.
Propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1
Les trois propositions inscrites ci-dessus ont été présentées par le même auteur afin que soit prévue dans les Actes l'utilisation des bacs et modules intraconteneurs dont l'usage est déjà fort répandu. Pour cette raison, l'auteur a employé le terme générique "réceptif" qui englobe tous les types de matériels utilisés: sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc. Bien entendu, l'adoption de la proposition principale 2555.1 obligera

à modifier les dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution qui ne visent actuellement que les sacs. Les propositions 2564.2 et 2568.1 sont des propositions corrélatives à la proposition 2555.1. L'auteur présente ses propositions. Plusieurs délégations se sont déclarées contre car, à leur sens, son adoption poserait de graves problèmes de manutention à de très nombreux pays qui par ailleurs ne disposent pas de locaux suffisants pour travailler avec des conteneurs. Par ailleurs, le retour des conteneurs vides ne manquerait pas de créer des situations embarrassantes et des coûts supplémentaires.

Il a, enfin, été fait remarquer que l'utilisation de tels matériels ne semblait pas compatible avec le système statistique retenu pour la détermination du montant des frais terminaux basé sur le poids moyen des sacs et qu'enfin le recours à ces matériels pouvait être réglé par la voie d'accords bilatéraux.

Pour ces raisons, il a été considéré par l'ensemble des intervenants qu'il était prématuré de prévoir dans les Actes l'utilisation de ces matériels et qu'il convenait, s'agissant de techniques d'avenir, de demander au CCEP d'étudier les trois propositions dont il s'agit.

L'auteur des propositions s'est rallié à cette manière de voir; cela étant, les propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1 sont transmises pour étude au CCEP. Le projet de décision à ce sujet constitue l'annexe 2 au présent rapport.

Une Administration qui emploie déjà les matériels en question a rendu compte des résultats très positifs obtenus et appelé l'attention de la Commission sur le fait qu'il conviendrait, nonobstant la décision prise, d'encourager les pays qui font oeuvre de pionnier dans ce domaine et d'inciter les Administrations à passer des accords bilatéraux afin d'utiliser ces moyens d'action supplémentaires. La Commission a pris acte de cet avis. Son auteur présentera un projet de recommandation pour la prochaine réunion de la Commission.

Proposition 2555.3

Cette proposition vise à ramener le poids maximal des sacs de 30 à 25 kilogrammes.

La proposition 2555.3 est retirée par son auteur.

Proposition d'ordre général 2500.1

La proposition 2500.1 recommande aux Administrations postales de réunir, dans la mesure du possible, les envois normalisés de dimensions semblables dans les mêmes liasses, cette procédure constituant une bonne façon pour les Administrations d'origine d'aider les Administrations de destination quant au traitement desdits envois.

La proposition 2500.1 est adoptée sans objection.

Proposition d'ordre général 2500.2

Cette proposition recommande aux Administrations de prescrire que les sacs doivent être fermés aussi près que possible du contenu de manière à assurer à celui-ci un maximum de stabilité.

La proposition 2500.2 est adoptée sans objection.

Proposition 2568.2

La proposition vise à préciser que le délai de conservation des documents relatifs aux sacs vides est celui prévu à l'article 107, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention, à savoir 18 mois.

La proposition 2568.2 a été adoptée sans objection.

Renvoi
des sacs vides,
article 168,
paragraphe 7bis

Propositions 2055.1 et 2055.2

Ces deux propositions ont été présentées dans le but que soient appliquées aux envois recommandés de la poste aux lettres les dispositions prévues à la Convention (article 56, paragraphe 3) pour les lettres avec valeur déclarée et à l'Arrangement concernant les colis postaux (article 42, paragraphe 3) lorsque les Administrations sont amenées à exercer leur droit de recours contre une entreprise de transport aérien dont les services ont été utilisés.

Il a été remarqué que ces deux propositions étaient, à quelques mots près, identiques. Cependant, constatant que la proposition 2055.1 reprenait exactement le même texte que celui de l'article 42, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant les colis postaux, la Commission a décidé, en accord avec l'auteur de la proposition 2055.2, d'adopter cette proposition.

En conséquence, la proposition 2055.1 est adoptée; cela étant, la proposition 2055.2 devient sans objet.

Détermination de
la responsabilité
entre les
Administrations
postales.
Envois
recommandés,
article 55,
paragraphe 2bis

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée, articles 56 et 56bis	<p><u>Propositions 2056.1 et 2056.91</u></p> <p>Le but poursuivi par les auteurs de ces deux propositions est d'isoler dans un article nouveau (56bis) les dispositions relatives à la détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Pour ce faire, ils proposent:</p> <p>a) d'extraire le paragraphe 3 de l'article 56 y relatif (proposition 2056.1);</p> <p>b) d'en faire un article séparé (56bis) (proposition 2056.91).</p> <p><i>Les propositions 2056.1 et 2056.91 ont été adoptées sans objection.</i></p>
Paie ment de l'indemnité, article 57, paragraphes 2 et 4	<p><u>Proposition 2057.1</u></p> <p>Le but de cette proposition est de prolonger le délai accordé dans les différentes phases de l'opération.</p> <p>Au cours de la discussion, une Administration s'est prononcée en faveur de l'adoption de la proposition. Par contre, quatre autres Administrations se sont opposées à celle-ci en indiquant tout d'abord que la fixation d'un délai de neuf mois ne ferait que retarder inutilement le traitement des réclamations et pourrait inciter certaines Administrations à instruire celles-ci avec moins de célérité. Par ailleurs, le délai de huit mois suggéré au paragraphe 4 ne serait pas compatible avec le délai de cinq mois fixé à l'article 147, paragraphe 12, du Règlement de la Convention. Il ne serait donc pas dans l'intérêt de la clientèle postale de prévoir des délais plus longs.</p> <p>En conclusion, le vote effectué a donné les résultats suivants: pour 18, contre 59, abstentions 25.</p> <p><i>La proposition 2057.1 a donc été rejetée.</i></p>
Article 147, paragraphe 12	<p><u>Propositions 2057.2, 3547.4 et 5043.1</u></p> <p>La proposition 2057.2 vise à indiquer clairement le jour à partir duquel sont calculés les délais prévus aux paragraphes 2 et 4. La proposition 3547.4 propose que le même délai soit accordé en ce qui concerne les réclamations relatives aux envois recommandés et lettres avec valeur déclarée. La proposition 5043.1, toujours du même auteur, prévoit l'inclusion de la même disposition à l'article 43 de l'Arrangement concernant les colis postaux.</p> <p>Pour répondre à une suggestion faite par l'auteur des trois propositions, M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, confirme que les précisions apportées par les propositions pourraient également trouver place dans des annotations détaillées faites aux articles correspondants.</p> <p><i>Cela étant, l'auteur a retiré ses propositions 2057.2, 3547.4 et 5043.1.</i></p>
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution, article 85	<p><u>Proposition 2085.1</u></p> <p>Cette proposition prévoit que les propositions relatives au Règlement d'exécution seront soumises au Conseil exécutif. Il s'agit d'une proposition corrélative aux propositions 1022.1 et 1502.1 présentées par le même auteur et qui prévoyaient la modification dans ce sens des articles 22 de la Constitution et 102 du Règlement général.</p> <p>Ces deux propositions n'ayant pas été adoptées par la Commission 3 (Affaires générales), <i>la proposition 2085.1 devient sans objet.</i></p>
Protocole final	<p><u>Congrès — Doc 21 et Add 1</u></p>
Appartenance des envois postaux, article I, paragraphe 1	<p><u>Proposition 2301.1</u></p>
Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe, article V, paragraphes 1 et 2	<p><u>Propositions 2305.1 et 2305.2</u></p>

Proposition 3309.1

Retrait,
modification
ou correction
d'adresse,
article IX

La Commission a adopté sans discussion les Congrès – Doc 21 et Add 1 ainsi que les propositions 2301.1, 2305.1, 2305.2 et 3309.1.

Proposition 2506.1

Cartes d'identité
postales,
Convention,
Règlement,
article 106,
paragraphe 4

Cette proposition vise à ajouter au paragraphe 4 de l'article 106, la possibilité d'autoriser l'utilisation des moyens modernes d'écriture (stylos à bille, etc.) utilisant un produit analogue à l'encre pour remplir les cartes d'identité postales.

La proposition 2506.1 a été adoptée sans objection.

Proposition 2507.1

Délai
de conservation
des documents,
article 107,
paragraphe 1

Cette proposition a pour but de réduire le délai de conservation des documents originaux lorsqu'il est fait usage des procédés photographiques modernes dans les services postaux internationaux.

La proposition 2507.1 a été adoptée sans objection.

Proposition 2000.6

Proposition
d'ordre général

Cette proposition présente un projet de résolution, en vue de charger le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude visant à déterminer si le délai de traitement des réclamations ainsi que le délai de garde des documents relatifs aux dépêches pourraient être réduits et, dans l'affirmative, de saisir le prochain Congrès d'une proposition à cet effet.

Une délégation s'est prononcée en faveur de l'étude proposée. Une autre s'y est opposée car une telle étude pourrait déboucher sur la fixation de délais différents pour l'introduction des réclamations, selon qu'il s'agisse de courrier de surface ou de courrier par avion, ce qui, en définitive, entraînerait une restriction des droits de la clientèle. Par ailleurs, il convient de ne pas surcharger le CCEP.

Le vote à ce sujet a donné le résultat suivant: pour 36, contre 50, abstentions 20.

La proposition 2000.6 a donc été rejetée.

Proposition 2509.1

Communications
et renseignements
à transmettre
au Bureau
international,
article 109,
paragraphe 1

Cette proposition a pour but de demander aux Administrations de communiquer au Bureau international la limite de poids maximale des sacs spéciaux. Il s'agit en fait d'une proposition corrélatrice à la proposition 3019.4 présentée par le même auteur et discutée par la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération).

Du fait du rejet de la proposition 3019.4 par la Commission 5, *la proposition 2509.1 devient sans objet.*

Proposition 2511.2

Publications,
article 111,
paragraphe 2,
lettre k),
et paragraphe 3

Cette proposition est le résultat d'une étude entreprise par le Conseil exécutif qui estime que le Catalogue de l'UPU (qui n'a pas été mis à jour depuis 1961) ne doit plus être publié sous sa forme actuelle et doit être remplacé par trois brochures séparées et rééditées à intervalles convenables. Il propose également d'ajouter aux publications énumérées dans le Règlement d'exécution de la Convention deux publications que le Bureau international publie déjà en vertu de décisions du Congrès de Buenos Aires 1939.

La proposition 2511.2 a été adoptée sans objection.

Proposition 2511.3

Paragraphe 2,
lettre l)

Le but de cette proposition du Conseil consultatif des études postales est d'ajouter le Fichier de l'équipement postal à la liste des publications effectuées par le Bureau international.

La proposition 2511.3 a été adoptée sans objection.

Adresse. Conditionnement, article 113, paragraphe 1, lettre h)	<p><u>Proposition 2513.1</u></p> <p>Cette proposition concrétise le résultat de l'étude du Conseil consultatif des études postales découlant de la décision C 53 du Congrès de Rio de Janeiro 1979. Cette étude a montré que la question de l'emplacement des mentions et étiquettes de service intéressait certes les usagers pour lesquels elle a un caractère de recommandation mais également les agents de la poste. Par ailleurs, il n'a pas paru opportun de limiter la réglementation à ce sujet aux seuls envois sous enveloppe mais plutôt de l'étendre à tous les envois et de lui donner un caractère obligatoire. Tel est l'objet de la proposition.</p> <p><i>La proposition 2513.1 a été adoptée sans objection.</i></p>
Envois soumis au contrôle douanier, article 116, paragraphe 1	<p><u>Propositions 2516.2 et 2901.1</u></p> <p>Cette proposition présentée par le Conseil exécutif en accord avec le Conseil de coopération douanière (CCD) tend à relever la limite de valeur du contenu des envois qui devraient être accompagnés de déclarations en douane C 2/CP 3 et qui sont soumis au contrôle douanier, de 300 francs-or à 918,30 francs-or (300 DTS).</p> <p>La proposition 2901.1 met les indications portées sur la formule C 1 en accord avec ces nouveaux taux.</p> <p><i>Les propositions 2516.2 et 2901.1 ont été adoptées sans objection.</i></p>
Paragraphe 3bis	<p><u>Propositions 2516.1 et 2561.3</u></p> <p>La proposition 2516.1 a pour but de préciser (paragraphe 3bis à l'article 116) la procédure de présentation en douane des sacs spéciaux contenant des imprimés à l'adresse du même destinataire.</p> <p>La proposition 2561.3 est une proposition corrélatrice à la proposition 2516.1.</p> <p><i>Les propositions 2516.1 et 2561.3 ont été adoptées sans objection.</i></p>
Conditionnement. Vérification du contenu, article 122, paragraphe 1	<p><u>Proposition 2522.1</u></p> <p>Le but de cette proposition est de prévoir l'application aux envois de livres de la réglementation relative aux conditions d'emballage des petits paquets.</p> <p>Deux délégations se sont prononcées en faveur de cette proposition qui vise à garantir une meilleure protection des envois de livres.</p> <p>Par contre, deux délégations se sont exprimées contre la modification suggérée qui admettrait un conditionnement plus favorable pour les livres que celui qui est prévu pour les brochures. L'une d'elles a suggéré que la proposition soit incorporée dans l'étude préconisée dans la proposition 3000.3.</p> <p>Cela étant, le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: pour 59, contre 25, abstentions 26.</p> <p><i>La proposition 2522.1 a donc été adoptée.</i></p> <p>La séance est levée à 12 h 40.</p>

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

AUSTRALIE, GRANDE-BRETAGNE**2000.20****Amendement aux propositions 2000.7 et 2000.17****Résolution**

Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service international simplifié des recommandés

Le Congrès,

notant

le coût élevé de fourniture des services des envois recommandés et avec valeur déclarée; et

les insuffisances de l'actuel service des recommandés qui ne permettent pas de répondre aux besoins, en constante évolution, de la clientèle,

conscient

des degrés variables de la sécurité fournie selon les Administrations, singulièrement dans le service des recommandés;

de l'utilisation sans cesse croissante du service international des recommandés dans le seul dessein d'obtenir la preuve du dépôt et de la distribution pour les envois de faible valeur; et

des possibilités de marché rentable qui s'offrent à des services d'envois en recommandé et avec valeur déclarée restructurés englobant un service pour les envois de faible valeur,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'entreprendre une étude des services internationaux des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée visant:

- à l'élaboration d'une méthode uniforme de traitement pour chaque catégorie;
- à l'assouplissement des règles de sécurité pour les envois n'ayant guère, sinon aucune valeur intrinsèque, tout en reconnaissant la nécessité d'une preuve du dépôt et de la distribution;
- à l'examen du montant de l'indemnité à verser;
- à l'examen d'une méthode simplifiée de traitement et de règlement plus rapide des réclamations;
- au recours à des services à la fois ultrarapides et sûrs; et
- à la facilitation de l'accès au service des lettres avec valeur déclarée.

Motifs. — La présente proposition est le résultat d'une fusion entre les propositions 2000.7 et 2000.17, respectivement de la Grande-Bretagne et de l'Australie.

Une restructuration des services des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée peut être avantageuse, à la fois pour les usagers et pour les Administrations postales. Cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, les usagers ne disposent pas d'un service peu coûteux pour les envois de faible valeur ou n'ayant pas de valeur réelle. Ils sont par conséquent obligés de recourir à la recommandation, alors qu'ils n'ont besoin que d'une preuve du dépôt et de la distribution (voir étude 429 du CCEP). Dans ces cas, nul besoin de prendre des dispositions particulières en matière de sécurité, les envois pouvant être ainsi acheminés avec le courrier ordinaire. En Australie, par exemple, un tel service existe (Certified Mail Service) et il fonctionne très bien. En Grande-Bretagne, il est désigné sous le nom de Recorded Delivery Service et d'autres Administrations possèdent des services analogues. La création d'un service international sur ce modèle permettrait d'offrir des prix moins élevés à la clientèle pour une partie de son courrier et de réduire les frais des Administrations postales. En plus de traiter le trafic actuel de ce service — onéreux — des recommandés, ce nouveau service pourrait entraîner les usagers du service ordinaire vers une solution plus rentable et, en fait, engendrer un nouveau trafic qui lui serait propre.

En second lieu, le service de recommandation proprement dit n'est pas exploité de façon uniforme dans les Administrations postales. A l'heure actuelle, les envois peuvent être inscrits soit globalement, soit individuellement, selon les exigences des Administrations en cause. L'existence même de deux niveaux de sécurité à l'intérieur du service pourrait être considérée comme inéquitable par certains usagers. On pourrait en effet soutenir que, par rapport à l'inscription individuelle, l'inscription globale offre moins de sécurité et que par conséquent l'usager en a moins pour son argent.

En troisième lieu, les procédures de traitement des réclamations ainsi que les dispositions de haute sécurité prises sont très onéreuses et — de ce fait — dans la majorité des cas, les services ne sont pas rentables. L'étude 429 sur les recommandés a conclu qu'il s'agissait d'un service coûteux, eu égard aux taxes perçues. Une méthode simplifiée de traitement et de règlement des réclamations est éventuellement possible.

En quatrième lieu, la clientèle ne peut pas à l'heure actuelle recourir à des services ultrarapides, qui offriraient en même temps les garanties de sécurité nécessaires.

L'étude pourrait notamment comporter la consultation du plus grand nombre possible d'Administrations afin de déterminer les diverses modalités de fonctionnement des services de recommandation et de déclaration de valeur et les possibilités d'existence d'un service de troisième niveau (à faible coût). Le service des envois avec valeur déclarée ne semble pas soulever actuellement de problèmes majeurs (si ce n'est les mêmes inconvénients qu'en matière de réclamations); il ne devrait pas cependant être écarté de l'étude, ne serait-ce que pour s'assurer que toute révision proposée est bien compatible ou complémentaire par rapport à lui.

Décision

Réipients utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.)

Le Congrès

décide

de demander au Conseil consultatif des études postales d'effectuer l'étude des propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1 et, à l'issue de ses travaux, de formuler éventuellement des propositions au Congrès.

Hamburg, le

Le Président du Congrès,

(Propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1, Commission 4, 7e séance)

Huitième séance

Lundi 16 juillet 1984, 9 h 30

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

Le rapport de la sixième séance (Congrès/C 4 — Rapp 6) est approuvé sans observation.

Approbation
d'un rapport

La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentées respectivement par la République populaire de Bulgarie et l'URSS.

Procurations

La vérification des présences a montré que 94 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 76 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

Proposition 2522.3

La proposition vise à prévoir au paragraphe 3 que l'empreinte produite à la machine à affranchir prévue à l'article 188 peut aussi être placée sous la pellicule de plastique.

La proposition 2522.3 a été adoptée sous réserve d'un amendement visant à remplacer à la 4e ligne le mot "et" par "ou". Cette proposition amendée constitue l'annexe 1 au présent rapport.

Examen
des propositions
(suite)
Conditionnement.
Vérification
du contenu,
article 122
(suite),
paragraphe 3

Propositions 2522.4, 2530.91 et 2555.4

En raison du rejet de la proposition 3019.10 par la Commission 5, lors de sa 6e séance, *les propositions 2522.4, 2530.91 et 2555.4 deviennent sans objet.*

Propositions
corrélatives
à la proposition
3019.10

Propositions 2593.1, 2931.91, 3909.2 et 2931.1

La proposition 2931.91 vise à fusionner les formules C 31 et CP 22, afin de pouvoir utiliser indifféremment une nouvelle formule C 31/CP 22 pour l'établissement de comptes relatifs aux sommes dues au titre d'indemnité, qu'il s'agisse d'envois de la poste aux lettres ou de colis postaux.

La proposition 2593.1 introduit les modifications nécessaires qui résultent de la création de la formule C 31/CP 22. Quant aux propositions 3909.2 et 2931.1, elles sont les conséquences de la proposition 2931.91. Toutes les délégations qui sont intervenues dans la discussion ont appelé l'attention sur les difficultés d'ordre comptable qui résulteraient de l'adoption de la proposition 2593.1 et précisé que les dispositions actuelles sont suffisantes.

Elles ont fait observer en particulier que l'utilisation d'une formule combinée C 31/CP 22 entraînerait des retards dans la liquidation des comptes concernant les sommes dues au titre d'indemnité pour les envois de la poste aux lettres d'une part et les colis postaux d'autre part.

Finalement, l'auteur a décidé de retirer ses propositions 2593.1, 2931.91, 3909.2 et 2931.1.

Décomptes
des sommes dues
au titre
d'indemnité
pour envois
de la poste
aux lettres,
article 193 et
formule C 31/CP 22

Paragraphe 3

Proposition 2593.2

Cette proposition fixe à trois mois le délai prévu pour la vérification et l'acceptation des comptes C 31, le délai actuel de deux mois étant jugé insuffisant par l'auteur.

Deux délégations ont appuyé la proposition. Par contre, trois autres ont estimé que le délai actuel de deux mois est suffisant, étant donné que les comptes C 31 ne comprennent que des indemnités payées dont le bien-fondé a été reconnu par les Administrations postales intéressées.

Le vote à ce sujet a donné les résultats suivants:

Pour: 36

Contre: 53

Abstentions: 21

La proposition 2593.2 a donc été rejetée.

Envois
sous enveloppe
à panneau
transparent,
article 123

Propositions 2523.1 et 2020.1

Ces propositions constituent l'aboutissement de l'étude 515 que le CCEP a entreprise conformément à la décision C 102 du Congrès de Rio de Janeiro.

Sur la base des résultats d'une enquête à laquelle ont donné suite 96 Administrations, le CCEP a jugé opportun — malgré quelques réticences de certaines Administrations — de proposer au Congrès l'admission des enveloppes comportant deux ou plusieurs panneaux transparents.

La proposition 2523.1 suggère les modifications nécessaires en ce qui concerne l'article 123 du Règlement d'exécution. Quant à la proposition 2020.1, elle est la conséquence de la proposition 2523.1 et vise à noter à l'article 20 les conséquences de l'adoption des enveloppes à plusieurs panneaux.

Trois Administrations se sont opposées à l'adoption des deux propositions en raison de la confusion qui pourrait être apportée lors du traitement des envois. Cinq Administrations par contre ont fait part des pressions qu'elles subissent de la part de leurs usagers importants et de la nécessité pour la Poste de s'adapter aux besoins du marché. Elles ont également signalé que les enveloppes à plusieurs panneaux utilisées dans leur régime interne ne provoquaient pas de difficultés particulières lors de leur traitement.

Le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants:

Pour: 69

Contre: 22

Abstentions: 29

En conséquence, les propositions 2523.1 et 2020.1 ont été adoptées.

Propositions 2020.3, 2523.3 et 2000.2 puis 2523.2 et 2020.2

Ces deux séries de propositions, chacune étant présentée par un seul auteur, visent, suivant des voies différentes choisies par leurs auteurs, à admettre que l'adresse de l'expéditeur soit également visible à travers le panneau quand l'enveloppe n'en comporte qu'un.

Propositions 2020.3, 2523.3 et 2000.2

Ces propositions ne visent que les envois normalisés. La disposition principale figure à l'article 20 (proposition 2020.3); elle est rappelée à l'article 123 (proposition 2523.3) et, dans la proposition 2000.2, l'auteur engage les Administrations à prendre toutes dispositions afin que l'adresse de l'expéditeur ne cause pas de confusions.

Propositions 2523.2 et 2020.2

Ces propositions intéressent tous les envois (normalisés ou non). La disposition principale très détaillée figure à l'article 123 (proposition 2523.2) et une simple notation est également portée à l'article 20 (proposition 2020.2).

Sur proposition du Président, il est délibéré sur la question de savoir si les Administrations peuvent admettre que les indications relatives à l'expéditeur apparaissent dans le panneau transparent des enveloppes à un seul panneau.

De l'avis de deux Administrations, la possibilité existe déjà suivant l'article 123, paragraphe 1, lettre e) du Règlement où il est spécifié que "l'adresse du destinataire doit seule apparaître à travers le panneau ou, à tout le moins, se détacher clairement des autres indications éventuellement visibles à travers le panneau". Elles n'ont pas été suivies dans leur interprétation et trois délégations ont manifesté leur désaccord, l'une d'entre elles proposant que l'on demande au CCEP d'effectuer une étude à ce sujet.

Le vote effectué sur le principe énoncé par le Président a donné le résultat suivant:

Pour: 42
Contre: 55
Abstentions: 22

En conséquence, les propositions 2020.3, 2523.3, 2000.2, 2523.2 et 2020.2 deviennent sans objet.

Propositions 2525.2 et 2525.3

La première modifie le paragraphe 5 afin d'étendre l'interdiction au fait de joindre ou d'attacher aux cartes postales des photographies, des coupures de toute sorte et des feuilles à replier.

La deuxième tend à préciser que les cartes postales de format non rectangulaire doivent être expédiées sous enveloppe dûment affranchies comme lettres.

La proposition 2525.2 est adoptée sans objection.

La proposition 2525.3 a donné lieu à de nombreuses interventions, favorables en général tout au moins dans le but recherché. Une proposition relative à l'inclusion des cartes postales de grand format dans la mesure préconisée a été faite et une délégation s'est prononcée pour le maintien du texte actuel.

Le vote effectué a donné les résultats suivants:

Pour: 93
Contre: 5
Abstentions: 16

En conséquence, la proposition 2525.3 a été adoptée.

Cartes postales,
article 125,
paragraphe 5

Propositions 2527.1 et 2527.2

Les deux propositions visent à autoriser également le renvoi d'une carte, d'une enveloppe ou d'une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire à une adresse située dans le pays de destination du premier envoi.

Tout d'abord, l'auteur de la proposition 2527.2 a considéré que la proposition 2527.1 exprimait mieux le but qu'il avait poursuivi en présentant sa proposition. Cela étant, la discussion a eu lieu sur la proposition 2527.1.

Une Administration a exprimé les craintes ressenties par un certain nombre d'entre elles qui considèrent que l'adoption de la mesure proposée ne manquerait pas de provoquer un détournement de trafic. Une délégation a signalé que malgré toute la compréhension dont elle pouvait faire preuve à l'égard de la mesure préconisée, elle ne pourrait pas l'appuyer et se verrait contrainte de déposer une réserve au Protocole final en cas d'adoption de la proposition. Le vote effectué a donné les résultats suivants:

Pour: 34
Contre: 52
Abstentions: 30

Dans ces conditions, la proposition 2527.1 a été rejetée; la proposition 2527.2 devient sans objet.

Imprimés.
Annotations
et annexes
autorisées,
article 127,
paragraphe 5,
lettre a)

Propositions 2529.1 et 2529.2

La proposition 2529.1 vise à ce que les enregistrements sonores expédiés par un aveugle ou adressés à un aveugle soient admis comme cécogrammes si cette faculté existe dans le service intérieur. La proposition 2529.2, amendement à la proposition 2529.1, tout en reprenant intégralement cette idée, prévoit que l'accord de l'Administration de destination doit être demandé au préalable en raison du trafic né de cette nouvelle facilité.

La proposition 2529.2 (amendement à la proposition 2529.1) ayant été retirée par son auteur, la discussion a porté sur la proposition 2529.1.

Deux délégations se sont opposées à la proposition 2529.1 arguant du fait que les nouvelles dispositions pourraient encourager des pratiques irrégulières de la part de certaines entreprises commerciales.

Quatre délégations ont appuyé la proposition en émettant toutefois quelques réserves quant à la manière de distinguer les enregistrements visés dans la proposition.

Le vote a donné les résultats suivants:

Pour: 57
Contre: 35
Abstentions: 24

En conséquence, la proposition 2529.1 est adoptée, la proposition 2529.2 ayant été retirée par son auteur.

Cécogrammes,
article 129

Envois
recommandés,
article 131,
paragraphe 8bis

Propositions 2531.2 et 2531.5

L'auteur de la première propose que l'Administration d'origine soit obligée de s'assurer que les envois recommandés remplissent les conditions prévues à l'article 131 avant de les expédier. La deuxième vise à amender la forme rédactionnelle de la première.

L'auteur de la proposition 2531.2 a considéré que le texte de la proposition 2531.5 traduisait mieux et avec plus de précision l'idée contenue dans sa proposition. De ce fait, la discussion a porté sur la proposition 2531.5. Une Administration a fait remarquer que les dispositions actuelles couvrent suffisamment ce problème et que, par conséquence, l'introduction d'un nouveau paragraphe lui semblait superflue.

De ce fait, les idées énoncées dans cette proposition trouveraient mieux leur place dans une recommandation ou un vœu. Une autre Administration, appuyant la proposition, a rappelé que le Congrès de Rio de Janeiro avait déjà adopté une telle recommandation (C 63).

Le vote effectué à cet effet a donné les résultats suivants:

Pour: 101

Contre: 0

Abstentions: 4

La proposition 2531.5 a donc été adoptée. La proposition 2531.2 est devenue sans objet.

La séance a été levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention, Règlement (réglementation) — Proposition

Article 122

Conditionnement. Vérification du contenu

AUTRICHE

2522.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les imprimés déposés en nombre dans les conditions prévues au paragraphe 2 peuvent, par dérogation au paragraphe 1, être insérés sous emballage en matière plastique clos, soit transparent soit opaque. L'adresse du destinataire, disposée dans le sens de la plus grande dimension, l'adresse de l'expéditeur, l'empreinte produite à la machine à affranchir prévue à l'article 188 ou l'empreinte d'affranchissement prévue à l'article 189 peuvent être placées sous la pellicule de plastique, de manière telle qu'elles soient parfaitement lisibles à travers le ou les panneaux transparents prévus à cet effet. (Le reste sans changement.)

Motifs. — L'affranchissement, au moyen d'empreintes produites à la machine à affranchir, des imprimés déposés en nombre représente une méthode très appréciée de la part des usagers de la poste. Or, si l'apposition de ces empreintes à l'extérieur de l'emballage en matière plastique implique bien des inconvénients, il n'en est pas de même, en règle générale, en ce qui concerne l'apposition soit des empreintes à la machine, soit des empreintes d'affranchissement sur le contenu même des envois. En présence de certains doutes quant à l'authenticité de l'une ou l'autre empreinte ainsi apposée, le service ou le bureau de poste intéressé est de toute façon autorisé, en vertu de l'article 122, paragraphe 2, à ouvrir l'envoi concerné pour en vérifier le contenu.

Appuis. — Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Italie.

Neuvième séance

Mardi 17 juillet 1984, 9 h 30

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

Procurations La République populaire du Bangladesh, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République de Chypre, le Kuwait, la République populaire de Mongolie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentés respectivement par la République socialiste démocratique de Sri Lanka, la République populaire de Bulgarie, la Grèce, le Liban, la République démocratique allemande et l'URSS.

Quorum La vérification des présences a montré que 79 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 76 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Examen des propositions (suite)
Envois recommandés (suite), article 131, paragraphe 10

Propositions 2531.3 et 2531.4
La proposition 2531.3 vise à prévoir également la possibilité de porter des empreintes du timbre à date du bureau d'origine sur les rubans adhésifs utilisés éventuellement pour la fermeture des envois recommandés. La proposition 2531.4, amendement à la proposition 2531.3, poursuit le même but mais précise qu'une marque ou une empreinte du timbre à date peut, au gré de l'Administration d'origine, être apposée à la fois sur le ruban adhésif et l'emballage quand le ruban adhésif ne porte pas de marque individuelle. La proposition 2531.4 a été acceptée par l'auteur de la proposition 2531.3. De ce fait, la discussion a porté sur la proposition 2531.4.

Trois délégations ont appuyé la proposition qui donne la possibilité aux Administrations postales d'origine de donner cours, après régularisation, aux envois recommandés fermés au moyen de bandes adhésives non pourvues de la marque personnelle de l'expéditeur.

Cinq délégations ont manifesté leur opposition pour diverses raisons. Il a été remarqué que les envois recommandés pourraient être spoliés en cours de transport dans le pays d'origine et munis ensuite de rubans adhésifs portant une empreinte du timbre à date du bureau où la spoliation s'est produite. Enfin, des doutes ont été exprimés quant au caractère facultatif de la disposition proposée, alors que le texte actuel du paragraphe 10 constitue une obligation.

Le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: 42 voix pour, 29 contre et 8 abstentions.

En conséquence, la proposition 2531.4 a été adoptée; la proposition 2531.3 devient sans objet.

Avis de réception, article 135, paragraphes 3bis et 4

Propositions 3535.5/Rev 1 et 3535.3
Ces deux propositions visent à préciser à l'article 135 (la première dans un paragraphe 3bis, la seconde au paragraphe 4) les personnes autorisées à signer l'avis de réception. A noter que, pour ce faire, la proposition 3535.5/Rev 1 reprend le texte qui figure actuellement au verso de la formule d'avis de réception (C 5). Les deux propositions sont présentées par leurs auteurs. L'auteur de la proposition 3535.3 propose un amendement à son texte initial afin de renforcer l'idée principale exprimée dans son texte, c'est-à-dire que, dans tous les cas, la signature du destinataire doit être recherchée. Les propositions étant en fait très proches l'une de l'autre, il a été décidé qu'un vote serait effectué d'abord sur le texte de la proposition 3535.3, telle qu'amendée par son auteur.

Le vote a donné les résultats suivants: 39 voix pour, 17 contre et 23 abstentions.

La proposition 3535.3 amendée a été adoptée telle qu'elle figure en annexe 1 au présent rapport.

Il fut ensuite procédé au vote sur la proposition 3535.5/Rev 1.

Le vote a donné les résultats suivants: 38 voix pour, 16 contre et 23 abstentions.

La proposition 3535.5/Rev 1 a été adoptée.

Afin d'éviter des répétitions dans le texte définitif des Actes, il est demandé à la Commission 10 (Rédaction) d'apporter les corrections nécessaires.

Propositions 3535.2 et 3909.3

La proposition 3535.2 ajoute que, si un avis de réception est renvoyé sans avoir été dûment complété, l'irrégularité est signalée au moyen de la formule C 9. La proposition 3909.3 prévoit une modification correspondante de ladite formule C 9.

Les propositions 3535.2 et 3909.3 ont été adoptées sans objection.

Paragraphe 4
et 5

Proposition 3535.4

La présente proposition complète les dispositions existantes en prévoyant que le duplicata de l'avis de réception est signé par le destinataire lorsque l'Administration du pays de destination détermine que l'envoi incriminé a été distribué.

En présentant sa proposition, l'auteur lui-même a proposé un amendement visant à ajouter les mots "si possible" concernant la signature du destinataire. Six Administrations se sont prononcées en faveur de l'adoption de la proposition ainsi amendée. Par contre, deux autres Administrations préféreraient d'autres formulations à ce sujet en se référant, d'une part, aux paragraphes 3bis et 4 déjà adoptés (propositions 3535.5/Rev 1 et 3535.3) et, d'autre part, aux termes déjà utilisés "ou celui qui le remplace".

Le vote sur la proposition 3535.4 amendée par l'auteur a donné les résultats suivants: 77 voix pour, 1 contre et 5 abstentions.

En conséquence, la proposition 3535.4 amendée est adoptée ainsi qu'elle figure à l'annexe 2 au présent rapport.

Paragraphe 5

Propositions 3536.2 et 3536.3

La proposition 3536.2 prévoit les modalités de remise dans le cas où l'expéditeur a demandé un avis de réception et une remise en main propre. La proposition 3536.3 amende cette proposition en précisant les modalités de remise quand le préposé ne peut être mis directement en présence du destinataire. L'auteur de la proposition 3536.2 n'ayant pas accepté l'amendement proposé par la proposition 3536.3, les deux propositions ont été examinées séparément.

Remise
en main propre,
article 136

Proposition 3536.2

Aucune Administration n'a appuyé cette proposition même après que son auteur ait proposé une modification afin d'en assouplir le texte.

Le vote effectué à son sujet a donné les résultats suivants: 8 voix pour, 34 contre et 31 abstentions.

En conséquence, la proposition 3536.2 a été rejetée.

Proposition 3536.3

Cette proposition a reçu l'appui de nombreuses délégations qui, cependant, ont demandé dans leur ensemble que l'on apporte quelques modifications à sa dernière phrase afin d'éliminer quelques ambiguïtés existant dans la rédaction originelle.

Cela étant, après que l'auteur de la proposition eut accepté certaines modifications, il fut décidé, pour répondre à une motion d'ordre, de clore le débat sur le sujet et de passer au vote sur le texte ainsi modifié. Ce vote a donné les résultats suivants: 62 voix pour, 0 contre et 15 abstentions.

La proposition 3536.3 a donc été adoptée telle qu'elle figure en annexe 3 au présent rapport.

La séance a été levée à 12 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention, Règlement (tarification et rémunération) – Proposition

Article 135

Avis de réception

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

3535.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment complétée (en donnant la priorité à l'obtention de la signature du destinataire chaque fois que cela est possible), à l'adresse indiquée par l'expéditeur; cette formule est transmise à découvert et en franchise postale par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Motifs. — L'article 135, paragraphe 4, n'explicite pas le membre de phrase "dûment complétée". Les usagers de la poste attendent des formules C 5 qu'elles portent la signature du destinataire ou celle de la personne qui a effectivement reçu l'envoi à l'adresse du destinataire. La date de remise et l'empreinte du timbre à date du bureau de destination doivent figurer sur la formule C 5.

L'adoption de la présente proposition rendrait en outre nécessaire la révision de la formule C 5 actuelle de façon que la signature d'un agent de l'Administration de destination ne soit autorisée que si la remise est effectuée lorsqu'il n'y a personne à l'adresse au moment de la distribution.

Convention, Règlement (tarification et rémunération) — Proposition

Article 135

Avis de réception

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

3535.4

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. A la demande de l'expéditeur, un avis de réception qui n'a pas été renvoyé dans des délais normaux est réclamé gratuitement au moyen de la formule C 9 prévue à l'article 147. Un duplicata de l'avis de réception, portant au recto en caractères très apparents la mention "Duplicata", est joint à la réclamation C 9. Cette dernière est traitée selon l'article 147. La formule C 5 reste attachée à la réclamation C 9, à moins que l'envoi n'ait été régulièrement distribué, auquel cas le bureau de destination retire cette formule, la fait compléter par la signature du destinataire, si possible, et la renvoie comme il est prescrit au paragraphe 4.

Motifs. — Dans les cas où l'expéditeur, dans un délai raisonnable, n'a pas reçu l'avis de réception, l'inquiétude est plus grande quant au sort de l'envoi. La présente proposition prévoit la signature du duplicata de l'avis de réception par le destinataire lorsque l'Administration de destination détermine que l'envoi a été distribué. Cela fournirait à l'expéditeur une réponse correspondant au service demandé à l'origine et en laquelle il aurait totalement confiance.

Convention, Règlement (tarification et rémunération) — Proposition

Article 136

Remise en main propre

SUÈDE

3536.3

Amendement à la proposition 3536.2

Le compléter comme suit:

Les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée à remettre en main propre doivent porter, en caractères très apparents, la mention "A remettre en main propre" ou la mention équivalente dans une langue connue dans le pays de destination. Cette mention doit figurer du côté de la suscription et autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Lorsque l'expéditeur a demandé un avis de réception et une remise en main propre au destinataire, la formule C 5 doit être signée par ce dernier ou, en cas d'impossibilité, par son mandataire dûment autorisé.

Motifs. — La Suède est en principe d'accord avec l'adjonction suggérée par les Etats-Unis. Toutefois, un libellé plus précisé du texte sera préférable. Vu les règles différentes appliquées dans les pays concernant la distribution et la remise au profit d'un mandataire, il est proposé d'insérer les mots "sauf impossibilité" et d'ajouter les mots "ou par son mandataire dûment autorisé".

L'amendement à la proposition des Etats-Unis, sans modifier l'idée sur laquelle elle est basée, vise à mieux faire préciser les cas d'incapacité qui sont d'ailleurs indiqués dans les motifs de la proposition originale.

Dixième séance

Mardi 17 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. N. LANDEIRA, Président

- Approbation d'un rapport Le rapport de la septième séance (Congrès/C 4 — Rapp 7) est approuvé sans observation.
- Procurations La République populaire du Bangladesh, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République de Chypre, le Kuwait et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentés respectivement par la République socialiste démocratique de Sri Lanka, la République populaire de Bulgarie, la Grèce, l'Arabie saoudite et l'URSS.
- Quorum La vérification des présences a montré que 80 pays étaient présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 76 présences, la Commission peut valablement délibérer.
- Examen des propositions (suite)
Réclamations.
Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée, article 147, paragraphes 4 et 9
- Proposition 3547.2
La proposition vise à rendre obligatoire la transmission sous recommandation des formules de réclamation C 9 aux Administrations intéressées.
Deux délégations se sont prononcées en faveur de la proposition. Par contre, trois délégations ont combattu la proposition en faisant observer que l'obligation de transmettre sous recommandation toutes les réclamations occasionnerait un travail supplémentaire considérable et fort coûteux pour les Administrations postales. Le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: pour 50, contre 16, abstentions 9.
La proposition 3547.2 a donc été adoptée.
- Paragraphe 11
- Propositions 3547.3 et 3547.5
Dans la proposition 3547.3, l'auteur propose de modifier le paragraphe 11, afin qu'il soit transmis, le cas échéant, à l'Administration centrale du pays intermédiaire un duplicata de la formule C 9 dans le cas où l'Administration du pays d'origine n'est pas sûre qu'il y a eu bonne transmission au pays de destination. La proposition 3547.5, qui est un amendement à la proposition 3547.3, se fonde sur l'opinion que la procédure suggérée dans ladite proposition 3547.3 ne ferait que retarder le cheminement du duplicata de la formule C 9. Elle préconise de modifier plutôt le paragraphe 10 en le complétant par une disposition précisant que l'Administration d'origine qui n'a pas reçu la formule C 9bis, dans un délai d'un mois, doit adresser à l'Administration intermédiaire une lettre de rappel accompagnée d'un duplicata de la formule C 9 originale.
L'auteur de la proposition 3547.3 a accepté l'amendement faisant l'objet de la proposition 3547.5.
La proposition 3547.5 a été adoptée sans objection; la proposition 3547.3 est devenue sans objet.
- Paragraphe 12
- Propositions 3547.1 et 3932.1
La proposition 3547.1 vise à prévoir la possibilité de transmission à un tiers du droit à dédommagement. La proposition 3932.1 vise à modifier la formule C 32 afin que cette nouvelle possibilité puisse être exercée. *Aucune délégation ne s'étant déclarée en leur faveur, les propositions 3547.1 et 3932.1 ont été rejetées.*

Propositions 2551.1/Rev 1 et 2551.3

La proposition 2551.1/Rev 1 suggère de considérer que les expéditions d'envois à découvert, excédant trois kilogrammes par dépêche ou par jour ou dont le nombre est supérieur à 100 objets de correspondance par dépêche ou par jour, peuvent entraver les opérations postales. La proposition 2551.3, amendement à la proposition 2551.1/Rev 1, vise à fixer le nombre des objets de correspondance à 250.

L'auteur de la proposition 2551.1/Rev 1 s'étant déclaré d'accord avec l'amendement faisant l'objet de la proposition 2551.3, la discussion a eu lieu sur la proposition 2551.3.

Le vote effectué à ce sujet a donné les résultats suivants: 19 voix pour, 56 contre et 10 abstentions.

La proposition 2551.3 est rejetée; la proposition 2551.1/Rev 1 est devenue sans objet.

Echange en
dépêches closes,
article 151,
paragraphe 1

Proposition 2551.2

Cette proposition vise à étendre les dispositions du paragraphe 4 actuel aux envois recommandés et en outre à supprimer l'obligation de recueillir l'accord préalable des Administrations intéressées, celles-ci étant dans tous les cas averties de la formation de dépêches extraordinaires au moyen d'un bulletin de vérification C 16 (annotation 3 à l'article 151).

Une Administration s'est prononcée en faveur de l'adoption de cette proposition.

La proposition 2551.2 a été adoptée sans objection.

Paragraphe 4 et 5

Proposition 2553.1

Cette proposition vise à ce que les Administrations intermédiaires soient prévenues au moins un mois avant le début du service.

Aucune Administration ne s'est opposée à la proposition.

La proposition 2553.1 a été adoptée sans objection.

Voies et modes
de transmission
des lettres avec
valeur déclarée,
article 153,
paragraphe 5

Propositions 2560.1 et 2912.1

La proposition 2560.1 prescrit de signaler, en cas d'inscription globale, la présence d'envois recommandés exprès ou avion, par une croix (x) dans une nouvelle case à créer dans le tableau VI de la feuille d'avis. La proposition 2912.1 modifie en conséquence ledit tableau VI.

Les propositions 2560.1 et 2912.1 ont été adoptées sans objection.

Transmission
des envois exprès
et des
correspondances-
avion comprises
dans des dépêches
de surface,
article 160,
paragraphe 4 et
formule C 12

Proposition 2561.1

Le but de cette proposition est d'empêcher l'échange des sacs M à acheminer en transit à découvert.

Aucune Administration ne s'étant prononcée en sa faveur, la proposition 2561.1 a été rejetée.

Transmission
des imprimés
à l'adresse
d'un même
destinataire,
article 161

Propositions 2561.2, 2561.5 et 2561.6

La proposition 2561.2 vise à supprimer la faculté, pour les Administrations de destination, de ne pas admettre les sacs spéciaux d'imprimés sous recommandation.

Les propositions 2561.5 et 2561.6 constituent des amendements à la proposition 2561.2. La première ajoute une précision à la modification suggérée dans cette dernière. Quant à la seconde, qui émane de l'auteur de la proposition amendée, elle introduit la faculté pour l'Administration d'origine d'accepter les sacs dont il s'agit expédiés sous recommandation.

L'auteur de la proposition 2561.2 ayant retiré sa proposition, seules les propositions 2561.5 et 2561.6 ont été examinées. La proposition 2561.6, plus radicale, a été discutée la première. Elle a provoqué des prises de position divergentes des Administrations intervenantes. Le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: 49 voix pour, 23 contre et 24 abstentions.

En conséquence, la proposition 2561.6 a été adoptée; la proposition 2561.5 devient sans objet.

Proposition 2561.4

Le but de cette proposition est de normaliser les conditions d'implantation de la lettre M sur les étiquettes C 28 et AV 8 accompagnant les sacs M.

La proposition 2561.4 a été adoptée sans objection.

Etiquetage
des dépêches,
article 162,
paragraphe 6

Proposition 2562.1

Cette proposition suggère d'ajouter le numéro du sac sur l'étiquette C 28 afin de faciliter le contrôle des sacs de surface.

Toutes les Administrations qui se sont prononcées ont remarqué que l'adoption de la proposition compliquerait les conditions d'exécution du service sans qu'il en soit retiré un bénéfice véritable en raison du très grand nombre de sacs qui composent les dépêches surface. Bien que la Commission 6 (Poste aérienne) ait adopté une proposition similaire (4598.1), il n'a pas paru à la Commission qu'elle devrait prendre la même attitude car la situation de l'exploitation du service "surface" diffère sensiblement du service "aérien".

Le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: 6 voix pour, 74 contre et 18 abstentions.

La proposition 2562.1 a donc été rejetée.

Acheminement
des dépêches et
établissement des
bulletins d'essai,
article 163,
paragraphe 3 et
formule C 27

Propositions 2563.3 et 2927.2

La proposition 2563.3 suggère d'imprimer en rouge les formules C 27, afin que celles-ci puissent être rapidement identifiées dans les bureaux d'échange d'arrivée. Quant à la proposition 2927.2 du même auteur, elle préconise un ajout dans la formule C 27 pour préciser que les bulletins d'essai doivent être renvoyés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

La proposition 2563.3 a été retirée par son auteur. La proposition 2927.2 a été adoptée sans objection.

Paragraphe 3 et
formule C 12

Propositions 2563.2 et 2912.2

Le but des propositions 2563.2 et 2912.2 est de signaler la présence d'un bulletin d'essai C 27 par une croix (x) dans une nouvelle case à créer dans le tableau V de la feuille d'avis.

Les propositions 2563.2 et 2912.2 ont été adoptées sans objection.

Paragraphe 3bis et
formule C 27

Propositions 2563.1 et 2927.1

La proposition 2563.1 introduit des dispositions relatives à l'établissement des bulletins d'essai pour les envois acheminés à découvert par l'intermédiaire d'Administrations de transit. La proposition 2927.1 corrélative modifie la formule C 27 pour tenir compte des nouvelles dispositions contenues dans la proposition 2563.1.

Les propositions 2563.1 et 2927.1 ont été adoptées sans objection.

Remise
des dépêches,
article 164,
paragraphe 4

Proposition 2564.3

Cette proposition vise à ce que la copie du bordereau C 18 soit toujours envoyée par avion au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, à moins que les deux Administrations n'en aient décidé autrement.

Deux Administrations ont appuyé la proposition. L'une d'entre elles présente un amendement visant à ce qu'une copie du bordereau C 18 soit aussi transmise à l'Administration centrale. Rappelant que cette possibilité existe déjà, l'auteur propose qu'il soit transmis une copie, soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale.

Cette manière de voir a fait l'unanimité si bien que *la proposition 2564.3 a été adoptée ainsi modifiée (annexe 1 au présent rapport).*

Paragraphe 5

Proposition 2564.1

Le but de cette proposition est d'inscrire en détail les sacs et les paquets de chaque dépêche sur le bordereau de livraison C 18.

Les avis exprimés étant divergents, il a été procédé à un vote qui a donné les résultats suivants: 26 voix pour, 48 contre et 22 abstentions.

La proposition 2564.1 a donc été rejetée.

Proposition 2564.5

Paragraphe 6

La Commission 6 (Poste aérienne) ayant adopté la proposition 4000.7 lors de sa cinquième séance, *la proposition 2564.5 a été adoptée sans objection.*

Proposition 2565.3

Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification, article 165, paragraphe 4

Cette proposition vise à supprimer l'indication "dans toute la mesure du possible" dans le paragraphe 4 de l'article 165 afin d'éviter des interprétations erronées qui amènent à ne pas considérer comme obligatoire la coupure de la ficelle en un seul endroit.

La proposition 2565.3 a été adoptée sans objection.

Proposition 2565.1

Paragraphe 9

Les dispositions nouvelles prévues dans cette proposition devraient permettre de rendre plus facile le traitement des litiges entre Administrations. Il est en effet proposé qu'une copie du bordereau de livraison comportant les réserves prises à l'encontre du transporteur parvienne à l'Administration d'origine de la dépêche pour qu'elle puisse effectuer les démarches nécessaires auprès du transporteur.

Aucune délégation ne s'est prononcée en faveur de cette proposition. Par contre, une Administration a considéré que la procédure prévue actuellement donnant entière satisfaction, il convenait de conserver le statu quo.

En conséquence, la proposition 2565.1 a été rejetée.

Proposition 2565.2

Paragraphe 10, lettre b)

Cette proposition vise à ce que, dans tous les cas, l'ouverture d'office d'une lettre avec valeur déclarée ne soit faite que si la législation du pays ne s'y oppose pas.

La proposition 2565.2 a été adoptée sans objection.

Proposition 2500.3

Proposition d'ordre général

L'auteur demande au Congrès de recommander aux Administrations de signaler immédiatement les irrégularités constatées.

La proposition 2500.3 a été adoptée sans objection.

Proposition 2587.1

Caractéristiques des timbres-poste, article 187, paragraphe 4

Cette proposition vise à rendre obligatoire l'indication, en chiffres arabes, du millésime de l'année d'émission sur les timbres-poste commémoratifs ou philanthropiques.

Si trois Administrations ont apporté leur appui sans réserve à la proposition, le plus souvent parce qu'elles portaient déjà le millésime de l'année d'émission sur leurs timbres commémoratifs ou philanthropiques, trois autres ont émis des réserves, tant en raison du peu de surface disponible sur lesdits timbres-poste que de difficultés d'ordre technique, et ont souhaité que la mesure n'ait qu'un caractère facultatif.

Cela étant, le vote auquel il a été procédé a donné les résultats suivants: 49 voix pour, 33 contre et 15 abstentions.

La proposition 2587.1 a été adoptée.

Proposition 2588.2

Caractéristiques des empreintes de machines à affranchir, article 188, paragraphes 1 et 3

Cette proposition vise à préciser que les empreintes de machines à affranchir doivent aussi indiquer le lieu d'origine.

La proposition 2588.2 a été adoptée sans objection.

- Proposition
d'ordre général
- Proposition 2900.1
Cette proposition vise à renouveler l'appel à toutes les Administrations postales (voeu C 8 du Congrès de Rio de Janeiro 1979) en les invitant à faire confectionner, en papier de bonne qualité, les formules à utiliser dans le service international.
La proposition 2900.1 a été adoptée sans objection.
- Formule C 2/CP 3
- Proposition 2902.1
La proposition 2902.1 vise à élargir de 10,16 mm la colonne 14 "No tarifaire" de la déclaration en douane C 2/CP 3, de façon à pouvoir y inscrire, d'une part, les nouveaux numéros tarifaires de la Nomenclature douanière qui passeront de quatre à six éléments dans un proche avenir et, d'autre part, les deux chiffres relatifs aux subdivisions territoriales.
La proposition 2902.1 a été adoptée sans objection.
- Etiquette C 4
- Proposition 2904.1
Cette proposition a pour but d'ajouter aux indications portées en dessous de l'étiquette C 4 la remarque que les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes C 4 portant lesdits codes.
L'auteur de la proposition a accepté un amendement visant à ajouter les mots "en plus des indications déjà prévues", une adjonction identique ayant déjà été adoptée par la Commission 7, s'agissant de la formule CP 8.
Le vote au sujet de la proposition ainsi amendée a donné les résultats suivants: 79 voix pour, 0 contre et 11 abstentions.
En conséquence, la proposition 2904.1 amendée a été adoptée telle qu'elle figure en annexe 2 au présent rapport.
- Formule C 9
- Proposition 3909.1
Cette proposition vise à modifier la partie 3 A de la formule C 9 afin de permettre l'indication du nom de la personne ayant pris livraison de l'envoi, ainsi que de la nature de son rapport avec le destinataire.
Si une Administration a appuyé la proposition sans réserve, trois autres ont considéré que son application compliquerait la tâche des services. Pour l'une d'entre elles, les indications demandées seraient susceptibles de provoquer des litiges avec les expéditeurs alors même que la législation en vigueur interdit, au nom du secret professionnel, d'indiquer à qui que ce soit le nom des mandataires des destinataires. 21 Administrations se sont prononcées en faveur de la proposition, 45 contre et 21 se sont abstenues.
En conséquence, la proposition 3909.1 a été rejetée.
- Proposition 3909.4
Cette proposition vise à compléter la formule C 9 pour donner au réclamant la possibilité d'indiquer si un envoi qui a été retrouvé doit continuer son trajet vers le destinataire ou bien être retourné à l'expéditeur. Une Administration s'est prononcée en faveur de l'adoption de cette proposition. Par contre, une autre a signalé que sa législation nationale ne permettrait pas son application.
Cela étant, le vote effectué à cet effet a donné les résultats suivants: 78 voix pour, 1 contre et 8 abstentions.
La proposition 3909.4 a donc été adoptée.
- Proposition 3909.5
Du fait de l'extension du service "S.A.L.", des réclamations intéressant ce service doivent être traitées. La proposition a pour but d'adapter la formule C 9 à cette nouvelle exigence.
La proposition 3909.5 a été adoptée sans objection.
- Proposition 3909.6
Cette proposition vise à modifier la formule C 9 afin de simplifier son traitement dans la mesure du possible et d'y intégrer des indications concernant le service "S.A.L."

Cela étant, la Commission a considéré qu'il convenait de retenir les deux mesures de simplification proposées puis, sur proposition de l'auteur, de substituer au tableau figurant dans le bas de la page 1 de la formule (Renseignements à fournir par le bureau d'origine et les bureaux réexpéditeurs) le même tableau prévu à la proposition 3909.5.

Cela étant, la proposition 3909.6 a été adoptée telle qu'elle figure en annexe 3 au présent rapport.

Proposition 2914.1

Formule C 14

La proposition 2914.1 vise à prévoir deux cases permettant au bureau qui prépare le bulletin de vérification d'indiquer brièvement la suite demandée et à remplacer les mots "sont parvenus en excédent" par "sont mal dirigés".

A la suite de l'intervention d'une délégation, l'auteur de la proposition a accepté de retirer la première partie de sa proposition (création de deux nouvelles cases au recto de la formule C 14). Il a maintenu la deuxième partie en précisant toutefois qu'il laissait subsister la rubrique "sont parvenus en excédent".

Le vote à ce sujet a donné les résultats suivants: 63 voix pour, 2 contre et 16 abstentions.

La proposition 2914.1 amendée a été adoptée telle qu'elle figure en annexe 4 au présent rapport.

Proposition 2918.1

Formule C 18bis

La proposition 2918.1 suggère de modifier la formule C 18bis en ajoutant, selon le contenu de la formule AV 7 actuelle, deux colonnes supplémentaires pour l'inscription des sacs M.

Une délégation s'est opposée à la suppression, entre autres, des colonnes 4 et 8 actuelles de la formule C 18bis.

Le vote effectué à ce sujet a donné les résultats suivants: 7 voix pour, 50 contre et 21 abstentions.

La proposition 2918.1 a donc été rejetée.

Proposition 2928.1

Formule C 28

La proposition 2928.1 vise à ajouter en caractères gras l'indication "Postes" près de l'oeillet de la formule C 28. A noter que cette indication figure, à l'heure actuelle déjà, sur les étiquettes CP 23 et CP 24.

La proposition 2928.1 a été adoptée sans objection.

Proposition d'ordre général 2000.21

Récipients autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier

Il s'agit d'un projet de vœu qui incite les Administrations à passer des accords bilatéraux afin d'utiliser, à titre expérimental, dans leurs échanges de dépêches internationales, des récipients autres que les sacs postaux. Il est demandé, en outre, à ces Administrations, de faire part au CCEP de leurs expériences dans ce domaine, dans le cadre de l'étude qui lui a été confiée conformément à la décision de la Commission lors de sa septième séance (propositions 2554.1, 2554.3 et 2554.2).

La proposition 2000.21 a été adoptée sans objection.

Proposition 2306.1/Rev 2

Convention, Protocole final
Petits paquets, article VI

Proposition 2310.91/Rev 1

Interdictions, article Xbis

Proposition 2313.1

Paiement de l'indemnité, article XIII

Les propositions 2306.1/Rev 2, 2310.91/Rev 1 et 2313.1 ont été adoptées sans discussion.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a remercié les membres de la Commission, les Vice-Présidents, le Secrétariat, les interprètes et les hôtes pour l'aide sans faille qu'ils lui ont apportée au cours des dix séances qu'a tenues la Commission. Il leur a exprimé toute sa gratitude pour les efforts qu'ils ont tous déployés afin que les travaux de la Commission soient effectués dans le plus pur esprit de compréhension mutuelle et puissent être menés à bonne fin dans les délais impartis. Il leur a enfin fait part du grand plaisir qu'il a éprouvé grâce à eux de diriger une assemblée qui s'était donné pour tâche d'améliorer encore le service que la poste traditionnelle offre à ses usagers.

La séance est levée à 19 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
N. LANDEIRA

Le Secrétaire,
J. PAILLARD

Le Secrétaire adjoint,
U. SCHAUER

Les Adjoints,
H. LIU
M. VAN CAMP

Convention, Règlement (réglementation) — Proposition

Article 164

Remise des dépêches

FRANCE

2564.3

Paragraphe 4. Modifier la dernière phrase comme suit:

Sauf entente spéciale entre les Administrations d'expédition et de réception des dépêches maritimes, une copie du bordereau C 18 est transmise par avion /.../, soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale.

Motifs. — Il apparaît nécessaire de poser le principe de l'envoi par avion d'une copie du bordereau C 18 au pays de destination, lors de chaque expédition de dépêches par la voie maritime.

En effet, la plupart des Administrations acheminent fréquemment leurs dépêches par des navires aux horaires irréguliers et les Administrations de destination sont dans l'ignorance de l'expédition de ces envois.

De plus, les compagnies maritimes signalent souvent avec retard l'arrivée de ces dépêches au service postal du port de débarquement.

La mesure proposée doit permettre à l'Administration de destination d'intervenir auprès de la compagnie maritime, dès l'arrivée du navire, pour la prise en charge des dépêches qui lui sont destinées.

La modification envisagée laisse toutefois la possibilité aux Administrations qui utilisent des liaisons régulières pour l'acheminement de leurs envois de s'entendre pour que cette mesure ne soit pas appliquée.

Appuis. — Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Italie, Pays-Bas, Yougoslavie.

Convention, Formules (réglementation) — Proposition

Etiquette C 4

JAPON

2904.1

Ajouter aux indications portées en dessous de l'étiquette C 4:

Convention, Rio de Janeiro, art. 131, par. 4 —

Dimensions minimales: 37 x 13 mm

Dimensions maximales: 50 x 20 mm

Remarque. — Les Administrations utilisant des codes
à barres dans leur service peuvent utiliser

des étiquettes C 4 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues.

Motifs. — Dans une Administration faisant usage d'un code à barres, le recours à une étiquette C 4 portant ce code permettrait de procéder au traitement automatique et rapide des envois recommandés et d'effectuer une prompte recherche des envois en cas de réclamation, cela dans l'intérêt des usagers.

Convention, Formules (tarification et rémunération) — Proposition

Formule C 9

AUSTRALIE

3909.6

Tableaux 1 et 2. Les modifier selon le modèle ci-après.

Motifs. —

Page 1, tableau 1

1. Un destinataire ne peut pas déterminer si l'envoi a été volé ou spolié, ou s'il a simplement perdu son contenu.
2. Les envois recommandés sont souvent des petits paquets. Cette modification supprimerait la nécessité de préciser chaque fois qu'il s'agit d'un "petit paquet".
3. Le service S.A.L. est un service bien établi.

Page 2, tableau 1

1. Le service S.A.L. est un service bien établi.

Page 2, tableau 2

- 1 et 2. Le service S.A.L. est un service bien établi.

Administration des postes d'origine

RÉCLAMATION
Envoi recommandé, lettre avec valeur déclarée ou colis postal

C 9 (page 1)

Indications. Une seule formule suffit pour plusieurs envois de la même catégorie – envoi recommandé, lettre avec valeur déclarée, colis ordinaire, colis avec valeur déclarée – déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur et expédiés par la même voie pour le même destinataire.

Bureau ou service d'origine

Date de la réclamation

Date du duplicata

Reference

Timbre du bureau d'origine

1. Renseignements à fournir par le service d'origine

Motif de la réclamation

Envoi

☐ non parvenu

☐ contenu manquant

☐ avarié

☐ retardé

Envoi recommandé

☐ Lettre

☐ Imprimé

☐ Petit paquet

Envoi avec valeur déclarée

☐ Lettre

☐ Colis

☐ Colis ordinaire

Valeur déclarée

Mentions spéciales

☐ Avion

☐ Express

☐ Avis de réception

☐ S.A.L.

Montant du remboursement et monnaie

☐ Remboursement

Poids (ne concerne pas les envois de la poste aux lettres)

Date du dépôt

Bureau de dépôt

N° de l'envoi

Voie d'acheminement (ne concerne pas les envois de la poste aux lettres)

Nom et adresse complète de l'expéditeur

Nom et adresse complète du destinataire

Contenu (description exacte)

Description extérieure (ne concerne pas les envois de la poste aux lettres)

Fac-similé de la suscription de l'envoi

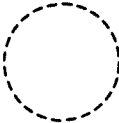
☐ annexé

☐ non annexé

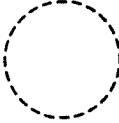
Renseignements à fournir par le bureau d'origine et les bureaux réexpéditeurs

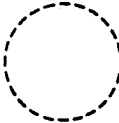
Dépêche de transmission de l'envoi	Date	De	Pour
<div><div><input type="checkbox"/> Avion</div><div><input type="checkbox"/> S.A.L.</div><div><input type="checkbox"/> Surface</div></div>			
<div><div><input type="checkbox"/> Avion</div><div><input type="checkbox"/> S.A.L.</div><div><input type="checkbox"/> Surface</div></div>			
<div><div><input type="checkbox"/> Avion</div><div><input type="checkbox"/> S.A.L.</div><div><input type="checkbox"/> Surface</div></div>			

C 9 (page 2)

Renseignements à fournir par le bureau d'échange du pays d'origine			
Dépêche de transmission de l'envoi			
		N°	Date
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.	
Bureau d'échange expéditeur			
Bureau d'échange de destination			
Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			

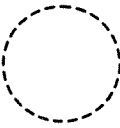
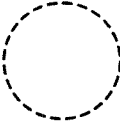
2. Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination en cas de renvoi ou de réexpédition (voir page 3, tableau 3 B)

Dépêche de transmission de l'envoi			
		N°	Date
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.	
Bureau d'échange expéditeur			
Bureau d'échange de destination			
Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			
Signature			

Dépêche de transmission de l'envoi			
		N°	Date
<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.	
Bureau d'échange expéditeur			
Bureau d'échange de destination			
Inscription	N°	N° d'inscription	Timbre du bureau
<input type="checkbox"/> Inscription globale			
<input type="checkbox"/> Tableau VI de la feuille d'avis (C 12)			
<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)			
<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)			
<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)			
Signature			

3. Renseignements à fournir par le service de destination

C 9 (page 3)

A. En cas de distribution	
Date de livraison	
L'envoi désigné d'autre part a été dûment livré à l'ayant droit	
En cas de spoliation, d'avarie ou de livraison retardée, indiquer succinctement le motif au tableau 4, sous «Autres communications éventuelles»	
Le montant du remboursement a été	Date N° du mandat
<input type="checkbox"/> transmis à l'expéditeur de l'envoi	Date N° du mandat
<input type="checkbox"/> transmis au bureau de chèques postaux	
Nom du bureau de chèques postaux	
<input type="checkbox"/> inscrit au compte courant postal	
Timbre et signature du chef du bureau distributeur	
	
B. En cas de non-distribution, indiquer le motif s'il s'agit d'instance ou de renvoi à l'origine	
Traitement de l'envoi	Nom du bureau
<input type="checkbox"/> Il est en instance	Date
<input type="checkbox"/> Il a été renvoyé au bureau d'origine ¹	
Motifs	
<input type="checkbox"/> Il a été réexpédié ¹	Nouvelle adresse complète
	Date
<input type="checkbox"/> Il n'est pas parvenu à destination. La déclaration du destinataire est ci-jointe	
Timbre et signature du chef du bureau distributeur	
	

4. Réponse définitive

(à donner par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Administration suivante)

Les recherches ordonnées dans notre service sont demeurées infructueuses. Si l'envoi recherché n'est pas parvenu en retour à l'expéditeur, nous vous autorisons à dédommager le réclamant dans les limites réglementaires	
<input type="checkbox"/> Le montant entier payé pourra être inscrit au débit de notre service dans un compte récapitulatif CP 16	Reference
<input type="checkbox"/> En raison de l'inscription globale, il est impossible d'établir où la perte s'est produite. La moitié du montant payé pourra être inscrite au débit de notre service dans un compte récapitulatif CP 16	Reference
<input type="checkbox"/> En raison de l'accord entre nos deux Administrations, il incombe à votre Administration de dédommager le réclamant	
Autres communications éventuelles (suite au verso)	
Timbre, date et signature	
La présente formule doit être renvoyée à	

¹ Acheminement voir tableau 2.

Convention, Formules (réglementation) — Proposition

Formule C 14

CANADA

2914.1

Recto. Ajouter deux cases permettant au bureau qui prépare le bulletin de vérification de préciser brièvement la suite demandée. Remplacer, dans la partie 1, les mots "sont parvenus en excédent" par "sont mal dirigés". Modifier la formule selon le modèle ci-après.

Motifs. — Plusieurs formules C 14 — Bulletin de vérification (BV) sont envoyées principalement à titre de renseignement, ou encore appellent une suite par l'Administration d'origine sans qu'il soit nécessaire d'y répondre.

Compte tenu de ce fait, et du grand nombre de BV échangés entre les Administrations, il semblerait judicieux de prévoir des cases permettant au bureau préparant le BV d'indiquer clairement s'il souhaite une réponse. Ceci n'est pas toujours clair en ce moment, ce qui peut semer une certaine confusion.

De tels renseignements seraient de nature à accélérer les réponses aux C 14, en permettant d'isoler rapidement les BV qui nécessitent une réponse des autres.

Par ailleurs, il semblerait utile de substituer les mots "sont mal dirigés" à "sont parvenus en excédent" dans la partie 1. Irrégularités concernant des sacs ou des plis. En effet, le premier concept est plus large (tout en comprenant le deuxième). Les détails concernant les sacs ou les plis mal dirigés se trouveraient au verso de la formule C 14.

Administration des postes d'origine

BULLETIN DE VÉRIFICATION
Echange des dépêches

C 14 (recto)

Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin	N°	Dépêche n°
	Date d'expédition	Heure	
Bureau de destination du bulletin	Nom du paquebot		
	Train n°, voi n°, etc.		
	Bureau d'échange expéditeur		
	Bureau d'échange de destination		

1. Irrégularités concernant des sacs ou des plis

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des récipiènts litigieux								
			<input type="checkbox"/> sacs		<input type="checkbox"/> plis						
			rouges	blancs	bleus	LC	AO	CP			

☐ Les sacs et plis décrits ci-dessus

☐ ne sont pas parvenus ici

☐ sont mal dirigés

☐ sont-ils parvenus à votre bureau?

☐ sont parvenus en excédent

☐ sont parvenus en mauvais état

☐ ont été réparés ici

☐ sont parvenus sans étiquette

2. Irrégularités concernant des documents

Documents manquants (prière de transmettre une copie)		Nombre des envois recommandés reçus		
<input type="checkbox"/> Bordereau AV 7	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis	N°		
<input type="checkbox"/> Bordereau AV 2	<input type="checkbox"/> Liste spéciale			
<input type="checkbox"/> Le bordereau AV 7 a été corrigé ainsi d'après les indications de poids de l'étiquette	LC	AO	CP	Le poids total a été contrôlé ici
<input type="checkbox"/> En raison d'une erreur de calcul, les totaux du bordereau AV 7 ont été corrigés ainsi				
Irrégularités concernant la feuille d'avis sous les tableaux	inscrit	Reçu	Observations	
	<input type="checkbox"/> II. Nombre des sacs			
	<input type="checkbox"/> III. Total des envois recommandés			
	<input type="checkbox"/> Listes spéciales			
	<input type="checkbox"/> Feuilles d'envois			
	<input type="checkbox"/> Total des envois avec valeur déclarée			
<input type="checkbox"/> V. Sacs en retour, etc. Nombre				

A transmettre sous recommandation

Procès-verbaux de la Commission 5

Première séance

Vendredi 29 juin 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le PRÉSIDENT: Avant d'ouvrir les travaux de la Commission 5, j'adresse tout d'abord mes souhaits de bienvenue aux délégations présentes, ainsi qu'aux représentants des Unions restreintes et autres organisations internationales ayant délégué des observateurs.

Ouverture
de la séance
par le Président
de la Commission

Je voudrais ensuite vous dire que c'est un grand honneur pour moi d'avoir à présider cette Commission et je vous exprime, au nom de mon Administration, toute ma gratitude pour la confiance que vous avez bien voulu accorder à la France.

Pour assurer les fonctions de Vice-Présidents de la Commission 5, la Colombie, le Pakistan et le Zimbabwe ont été désignés et ont bien voulu accepter cette responsabilité. J'invite donc les représentants de ces trois pays, à savoir MM. L.M. Alvarado, Sous-Directeur de l'exploitation postale, M. Khursheed, Directeur général, et M. Madzibamuto, Directeur, à prendre place à la tribune.

Je salue à mes côtés la présence de M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, qui nous fait l'honneur de participer à nos travaux.

Je vous propose, enfin, de désigner M. Muñoz, Conseiller supérieur, M. Pinheiro, Conseiller adjoint, et M. Kossignon, Deuxième Secrétaire, pour assumer respectivement les fonctions de Secrétaire, Secrétaire adjoint et Adjoint de la Commission.

Je saisis cette occasion pour présenter mes félicitations au personnel du Bureau international, et particulièrement à ceux qui ont préparé les travaux de cette Commission, pour leur compétence, et je les remercie pour leur dévouement et leur efficacité. De plus, M. E. Dayan, mon proche collaborateur, m'assistera au cours des travaux.

Avant de délibérer, il est nécessaire de vérifier si le quorum requis est atteint et, à cet effet, je vous demanderai de manifester votre présence en appuyant sur la touche "oui". J'ai reçu les procurations de l'Ukraine au profit de l'URSS, de la Biélorussie au profit du Viet Nam et du Nigéria au profit du Libéria.

Le nombre des présents étant de 101, la Commission va pouvoir délibérer valablement.

Je rappelle que cette Commission fonctionne pour la première fois au sein d'un Congrès de l'UPU. En effet, l'importance prise par les questions de tarification et de rémunération, la complexité grandissante des problèmes à résoudre, l'influence des facteurs financiers sur le développement du trafic postal, l'extrême attention accordée à ces questions par l'UNESCO ou les fédérations d'éditeurs par exemple, justifiaient, comme notre projet d'ordre du jour le montre, l'existence de cette Commission.

Malheureusement, le nombre et l'intérêt des questions à examiner sont tels que ce sera pour nous une tâche extrêmement difficile que de pouvoir mener nos travaux à leur terme au cours des neuf réunions prévues (plus de 200 propositions sont soumises à notre examen, dont une cinquantaine tomberont automatiquement lorsque le système statistique aura été choisi).

Adoption
de l'ordre
du jour
(première partie)

Congrès –
Doc 39/Rev 1
et Add 1/Rev 1

Le PRÉSIDENT: Je vous propose de passer à l'examen et à l'approbation de notre ordre du jour et de définir ensuite, d'un commun accord, une méthode de travail.

Le document 39/Rev 1 et Add 1/Rev 1, qui s'intitule "Ordre du jour, première partie", classe dans un ordre qui nous a semblé logique les Congrès – Doc ainsi que les articles traitant des questions de principe. Le Congrès – Doc 39/Rev 1/Add 1/Rev 1 est à compléter par la proposition 3035.2 du Cameroun qui a été retirée.

Les articles visant le Règlement concernent, pour l'essentiel, le système statistique et feront l'objet d'un ordre du jour, deuxième partie, qui vous sera proposé, si vous le voulez bien, ultérieurement.

CUBA (motion d'ordre): Si la présentation de l'ordre du jour contenu dans le Congrès – Doc 39/Rev 1 a une certaine logique, il faut néanmoins tenir compte du fait que cette Commission devra se prononcer sur le Congrès – Doc 10 et en conséquence sur le principe de l'équivalence. Cela pourrait nous placer dans une situation différente à l'égard des trois possibilités d'augmentation des taxes de base qui nous sont proposées (propositions 3019.11, 3019.12 et 3019.13). Je demande donc que le point 5 de l'ordre du jour devienne le point 8 et que le point 8 devienne le point 5.

Le BANGLADESH: Nous appuyons la proposition faite par Cuba.

L'Australie (motion d'ordre): Nous aussi, nous partageons les préoccupations exprimées par Cuba et le Bangladesh au sujet de l'ordre dans lequel seront examinées les questions de taxes de base des envois de la poste aux lettres et des frais terminaux. Comme tout le monde le reconnaît, ces dernières questions sont très liées et, en conséquence, nous proposons d'enlever l'examen des propositions 3019.11, 3019.12 et 3019.13 et des Congrès – Doc 19 et Corr 1 du point 5 de l'ordre du jour et de l'inclure entre les points 7 et 8 de celui-ci.

Le BRÉSIL: Le point de vue de l'Australie est également le nôtre. J'aimerais tout de même m'étendre sur la corrélation très nette entre les taxes de base et les frais terminaux. En considérant la proposition 3062.4 du Conseil exécutif qui figure au point 8 de l'ordre du jour, on constate que la rémunération prévue par kilogramme de courrier reçu en plus n'est pas encore indiquée. Les valeurs en question ne peuvent être déterminées qu'après la décision concernant l'augmentation des taxes de base.

L'INDE: Cette Commission doit décider si les frais terminaux doivent être liés avec les taxes de base comme proposé dans le Congrès – Doc 10. Il convient de prendre cette décision de principe avant de fixer le niveau des taxes de base. C'est pourquoi nous appuyons la motion d'ordre cubaine.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous nous associons aux idées exprimées par l'Australie et le Brésil.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous sommes maintenant en possession de deux demandes contraires. Selon Cuba, le Bangladesh et l'Inde, les points 5 et 8 de l'ordre du jour doivent être intervertis. D'autre part, nous sommes en présence de la suggestion de l'Australie, du Brésil, de l'Amérique (Etats-Unis) et de nous-mêmes, qui souhaite qu'on examine le Congrès – Doc 19 et Corr 1 et les propositions 3019.11, 3019.12 et 3019.13 juste avant le point 8 de l'ordre du jour. Afin de trouver une solution, il paraît approprié de passer au vote.

Le PRÉSIDENT: Deux propositions de modification de l'ordre du jour sont donc introduites. La première consiste à inverser l'ordre des discussions des points 5 et 8. Selon la seconde, les Congrès – Doc 19 et Corr 1, les propositions 3019.11, 3019.12, 3019.13 ainsi que les propositions corrélatives 3000.2, 3005.5/Rev 1 et 3000.6, feraient l'objet d'un point 7bis à placer entre les points 7 et 8 de l'ordre du jour.

L'ÉTHIOPIE, le PAKISTAN et la RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE appuient la proposition de Cuba.

L'ARGENTINE: La proposition de l'Australie est plus logique et nous l'appuyons. Il faut en effet connaître les niveaux des taxes de base pour ensuite fixer le montant des frais terminaux. Ceux-ci découlent logiquement des taxes de base, quel que soit le critère retenu pour déterminer les recettes des Administrations et les montants compensatoires revenant aux Administrations de destination.

Le PRÉSIDENT: La proposition qui s'éloigne le plus de la présentation actuelle de l'ordre du jour est celle de Cuba; je propose à la Commission de procéder à un vote à son sujet. Toutefois, quelle que soit la décision, la Commission devrait maintenir, sous le point 5 de l'ordre du jour, l'examen du Congrès – Doc 20 pour tenir compte de la présence, ce jour, de Mme Zaher, représentant l'UNESCO.

Mise aux voix, la proposition de Cuba d'inverser les points 5 et 8 de l'ordre du jour est adoptée par 63 oui, 48 non et 4 abstentions.

Le Congrès – Doc 39/Rev 1 ainsi modifié est adopté.

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour étant adopté, je vous précise selon quelles modalités seront examinés les documents qui vous sont soumis par le Conseil exécutif. La France présentera les études menées sur les taxes de base qui font l'objet du Doc 19, complété par le Corrigendum 1, ainsi que les propositions corrélatives 3019.11, 3019.12 et 3019.13. Dans le domaine de la tarification, la République arabe syrienne nous présentera la proposition 3303.1 du CE de modification à l'article III du Protocole final. L'étude sur les frais de transit qui fait l'objet du Doc 9 et les propositions corrélatives 3061.3, 3061.4, 3061.5 seront présentées par les Etats-Unis d'Amérique. Le Brésil aura, quant à lui, la charge de présenter, d'une part, le Doc 10 qui concerne l'étude sur les frais terminaux ainsi que la proposition 3062.4 et la résolution 3000.4. L'Argentine, enfin, nous présentera l'étude sur le système statistique traitée dans le Doc 11 ainsi que les propositions de fond corrélatives 3065.5/Rev 1 et 3065.6. Pour accélérer le déroulement des travaux, je suggère de présenter les autres propositions. Bien entendu, pour certaines d'entre elles, les pays auteurs ou le Bureau international pour celles du Conseil exécutif notamment, seront invités à apporter les compléments d'information nécessaires.

Le nombre et la densité des problèmes me laissent espérer coopération et compréhension de votre part et je vous invite à cet effet à limiter vos interventions. De plus, pour que le dialogue soit le plus riche possible, je vous propose que nous nous imposions une contrainte en limitant le temps d'intervention à un strict minimum. Pour ma part, je veillerai à m'imposer les mêmes règles et vous donne l'assurance que nos débats seront conduits avec impartialité.

Sauf objection de votre part, et en formulant des vœux pour que nos travaux soient couronnés de succès, je vous invite à passer à l'examen du point 3 de l'ordre du jour.

Les propositions figurant sous le point 3, lettres a) et b), de l'ordre du jour sont renvoyées directement aux Commissions 4 et 9, tandis que la proposition figurant à la lettre c) est transmise directement à la Commission 10.

Propositions
renvoyées à
d'autres
Commissions

Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission 3 a rejeté la proposition 1007.1/Rev 1 relative à l'article 7 "Monnaie type" de la Constitution. De ce fait, la proposition 3008.1 est sans objet.

Monnaie type.
Equivalents

Le BANGLADESH annonce qu'il retire la proposition 3008.2, aussi devenue sans objet, compte tenu du retrait en Commission 3 de la proposition 1007.2.

Le PRÉSIDENT: Le Directeur général de l'UNESCO a fait parvenir au Bureau international, le 19 mars 1984, un mémorandum sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel. Ce document, reproduit en annexe 1 au Congrès – Doc 20 et élaboré à l'intention du XIXe Congrès postal universel, a fait l'objet d'une distribution parmi les Etats membres de ladite organisation par lettre-circulaire du 16 mars 1984. Par la même occasion et dans le cadre de la coopération qui s'est instaurée entre nos deux organisations depuis le Congrès de Bruxelles en 1952, il a été décidé de procéder à la diffusion de ce même document auprès des délégations participant au XIXe Congrès.

Memorandum
sur la circulation
internationale
du matériel
éducatif,
scientifique
ou culturel
Congrès – Doc 20

Ce mémorandum de l'UNESCO vise à attirer l'attention des Pays-membres sur les mesures qui pourraient être prises en faveur de la libre circulation des livres et autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels. Ces mesures intéressent particulièrement les pays en développement car elles sont de nature à faciliter un transfert d'informations en leur faveur (paragraphe 5).

A cet effet, l'UNESCO compte sur la bonne volonté des Pays-membres de l'UPU pour que soient appliquées, sans restriction, les dispositions d'ordre tarifaire prévues actuellement dans les Actes en faveur des expéditions de livres, journaux et autres objets assimilés.

Je rappelle que ces dispositions concernent notamment la réduction de 50% accordée sur le tarif des imprimés et l'extension de la limite de poids à 10 kg pour les expéditions de livres.

Par ailleurs, l'UNESCO souhaite que les taxes d'affranchissement soient fixées au niveau le plus bas possible (paragraphe 6) et espère que les frais terminaux n'entraveront pas la libre circulation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel (paragraphe 46).

D'autres dispositions sont espérées par l'UNESCO et concernent notamment la tarification des catalogues de librairie et des enregistrements sonores et visuels, un abaissement des surtaxes aériennes et l'interprétation de l'article 23 de la Convention qui vise les dépôts de courrier effectués dans les pays tiers.

Je suis persuadé que les délégués sauront se souvenir de cet intéressant document pour étayer nos discussions tout au long des travaux de notre Commission.

Je propose à Mme Celia Ribeiro Zaher, que je salue ici et qui assure à l'UNESCO la Direction de la Division de la promotion du livre et du développement des échanges culturels internationaux, de faire, si elle le souhaite, tout commentaire qu'elle jugera utile.

Le REPRÉSENTANT DE L'UNESCO: Au nom du Directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow, j'exprime notre reconnaissance à M. le Directeur général du Bureau international de l'UPU d'avoir pris les mesures nécessaires pour que notre mémorandum sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel figure à l'ordre du jour du XIXe Congrès de l'UPU. Je félicite le Président pour son élection à la présidence de la Commission et je le remercie pour la présentation de notre document. Je souhaiterais ajouter quelques informations susceptibles de mettre en lumière l'action de l'UNESCO. Le mémorandum à l'examen a été distribué à tous les Etats membres de l'UNESCO pour attirer leur attention sur quelques points méritant d'être inscrits à votre ordre du jour. Il s'agit de réductions tarifaires pour certaines catégories d'imprimés en vue d'assurer une meilleure diffusion mondiale de la culture et de la connaissance. Le document mentionne aussi d'autres problèmes qui pourraient être étudiés dans ce forum. Je suis certaine que les délégués ont pris bonne note de nos préoccupations et qu'ils considéreront notre mémorandum à l'avenir. Nous reconnaissons volontiers les efforts consentis dans le sens voulu par des Administrations postales mais nous souhaitons encourager d'autres Administrations à trouver des solutions aux problèmes soumis à votre Congrès. J'exprime le voeu que durant vos délibérations vous gardiez à l'esprit que le transfert des connaissances et la diffusion de la recherche sont d'une importance fondamentale pour le développement matériel. Je souligne ici l'impact unique du livre dans la communication des idées et des faits dans le temps et dans l'espace. Il faut donc augmenter les courants d'échange de livres par-delà les frontières; à cet effet, les taxes applicables aux envois de livres doivent être les plus basses possible.

L'accroissement des frais d'impression et des tarifs postaux internationaux freine la libre circulation des livres et l'expansion de la culture.

L'UNESCO a déjà fait appel à l'UPU pour encourager les échanges car la poste joue un rôle important en tant que moyen de communication pour les pays en développement qui produisent moins de 30% de la production mondiale de livres. Le Préambule de la Constitution de l'UPU mentionne qu'il faut développer la communication par des services postaux efficaces et pour renforcer la collaboration dans les domaines culturel, social et économique. Nous espérons que cette convergence des objectifs de l'UNESCO et de l'UPU aura une incidence heureuse pour la satisfaction des besoins. Je puis vous assurer que l'UNESCO tient compte de vos préoccupations et j'espère qu'à son tour l'UPU pourra prendre les nôtres en considération, lors des travaux de ce Congrès.

L'URSS: L'allocution du représentant de l'UNESCO contient des aspects importants qu'il nous faut examiner. L'UNESCO et l'UPU sont des organisations spécialisées de l'ONU qui agissent chacune dans le domaine de leurs compétences. L'UNESCO a adopté une décision qui recommande la recherche de la paix, le renforcement de la collaboration et la diffusion de la culture. L'UIT a déjà reconnu intéressant l'appel lancé par l'UNESCO et il est vraisemblable que l'UPU devra aussi réagir positivement à cet appel et présenter dans les décisions du Congrès une disposition allant dans le sens des recommandations de l'UNESCO.

Le PRÉSIDENT demande à la Commission si elle désire discuter un texte de résolution pour préciser la suggestion de l'URSS.

L'INDE: Les idées présentées par l'UNESCO sont intéressantes et il ne fait pas de doute que la poste peut jouer un rôle, car il y a une responsabilité sociale de la poste, vu qu'elle est le moyen le plus populaire de diffusion d'informations. L'UNESCO a exprimé une certaine préoccupation sur la question des frais terminaux et ce souci devra être présent à l'esprit de la Commission lorsqu'elle s'occupera de ce sujet.

La GRANDE-BRETAGNE: La proposition de l'UNESCO vient de la part d'une grande organisation qui utilise beaucoup nos services. Nous soutenons l'idée de l'Inde et sommes d'avis qu'il est important de dire à l'UNESCO que nous accordons une grande importance à plusieurs points de son memorandum.

Le PRÉSIDENT: Il sera à mon avis judicieux de charger le Directeur général du Bureau international de faire part à l'UNESCO de l'intérêt que nous avons manifesté pour ce document.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit maintenant d'aborder une question très importante, celle des frais terminaux. A la suite de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, le CE a été chargé de poursuivre la réflexion engagée depuis plusieurs Congrès déjà. Cette délicate question préoccupe actuellement non seulement toutes les Administrations, mais aussi nos partenaires économiques, que ce soit nos usagers, les gros déposants ou des organismes internationaux comme l'UNESCO.

Frais terminaux
Convention,
article 62
Congrès — Doc 10
et Corr 1

Avant de donner la parole au Brésil, pays rapporteur de l'étude du CE, je tiens à m'associer aux éloges adressés par le CE aux membres du Groupe de travail et tout particulièrement au Brésil ainsi qu'à l'Amérique (Etats-Unis), qui a animé une étude fondée sur les coûts, pour la haute qualité du travail qui nous est présenté.

Le BRÉSIL (Note: Dans l'exposé ci-après, toutes les références de chapitres et de paragraphes se rapportent au Congrès — Doc 10):

Par sa résolution C 35, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CE:

- 1° de poursuivre l'étude des frais terminaux, notamment en ce qui concerne la méthode permettant de déterminer le volume du déséquilibre des échanges ainsi que la présentation et le règlement des comptes y relatifs;
- 2° d'examiner la possibilité de proposer une formule tarifaire pour établir le taux des frais terminaux en tenant compte de tous les facteurs qui se traduisent par des frais tant pour les Administrations d'origine que pour celles de destination;
- 3° de rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ce taux au cours de la période séparant deux Congrès et de faire les propositions nécessaires au prochain Congrès.

Le CE a confié ce travail à un Groupe constitué comme suit: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Brésil (pays rapporteur), Espagne, France, Kenya, Thaïlande et URSS. Le résumé complet des réunions de ce groupe se trouve au chapitre II.

La composition du trafic international de la poste aux lettres a été déterminée sur la base d'une statistique à laquelle participèrent 69 Administrations durant six mois. Pendant cette période, ce sont 54 678 sacs LC/AO et 305 252 sacs M qui furent pris en considération.

La méthode adoptée pour déterminer les valeurs des taux est fonction:

- 1° d'un système de prix, fondé sur les taux de base figurant à l'article 19 de la Convention et, d'autre part, sur les taux constants de l'article 24 de la Convention, relatif aux services spéciaux;
- 2° de la répartition du trafic par catégorie d'objets LC/AO, en fonction des différents types de services adoptés par la Convention et prenant, d'autre part, les sacs M en considération;
- 3° de la distribution de ces objets dans les différents échelons tarifaires ou en fonction des poids réels pour les sacs M.

Afin de permettre au CE de choisir la solution la plus équitable, le pays rapporteur a présenté plusieurs solutions. La récapitulation de ces variantes figure au paragraphe 51.

Trois situations qui résultent de la combinaison des systèmes tarifaires ont été considérées dans l'étude, à savoir:

- a) taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux;
- b) taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux;
- c) taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux.

Quant à l'étude complémentaire sur l'aspect des coûts, qui a été confiée à l'Amérique (Etats-Unis), la question est traitée au chapitre V.

La comparaison fait apparaître que, de façon générale, les recettes indiquées dans le rapport du Brésil sont analogues aux coûts figurant dans le résultat de l'étude complémentaire.

Une autre conclusion à laquelle on est arrivé, est qu'il y a une grande variation dans la valeur des coûts, ce qui avait déjà été démontré par les études précédentes. La raison en est notamment la diversité des méthodes de calcul des prix.

La description détaillée de ces raisons figure au paragraphe 84.

Enfin, les paragraphes 85 à 88 présentent les résultats de l'enquête.

Compte tenu des observations et réserves formulées, telles qu'elles apparaissent au paragraphe 19 et à l'annexe 1, le Conseil exécutif invite le Congrès:

- 1° à fixer les taux de frais terminaux par application du principe de l'équivalence (paragraphe 22 à 56 et 61 à 65), selon les critères suivants:
 - a) établissement de taux moyens mondiaux par kilogramme;
 - b) calcul de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M à partir de la composition du courrier déterminée lors de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;
 - c) utilisation pour le calcul de ces taux du système de prix en vigueur, composé par les taxes de base de la Convention et par les valeurs médianes des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations. A titre de référence, les taux de frais terminaux, calculés selon le système de prix en vigueur avant l'actualisation des taxes de base par le Congrès, se présentent comme suit: taux LC: 25,81 francs-or/kg; taux AO: 3,09 francs-or/kg; taux sacs M: 0,82 franc-or/kg;
- 2° à se prononcer pour la stabilité des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, c'est-à-dire, pour la non-modification des taux qui seront fixés et cela jusqu'au Congrès suivant;
- 3° à approuver la proposition 3062.4 en y insérant les taux fixés;
- 4° à adopter le projet de résolution fournissant la base juridique des principes pour le calcul des taux des frais terminaux et chargeant le Conseil exécutif d'étudier la procédure à appliquer pour un éventuel ajustement du niveau de ces taux (proposition 3000.4);
- 5° à prendre acte des résultats de l'étude selon l'aspect des coûts (paragraphe 66 à 89);
- 6° le cas échéant, à se prononcer sur l'opportunité d'utiliser l'inflation comme méthode de fixation des taux des frais terminaux (paragraphe 57 à 60).

Le PRÉSIDENT: Je remercie le Brésil de cette présentation très claire et très complète et j'invite les Etats-Unis d'Amérique à présenter l'étude sur "l'approche coûts" qu'ils ont animée au sein du Groupe de travail du Conseil exécutif sur les frais terminaux.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Cette étude sur l'aspect des coûts complète utilement le rapport brésilien. En effet, selon notre mandat, nous nous sommes penchés sur la question des coûts, car pour le Congrès de Rio de Janeiro l'étude canadienne avait étudié les recettes du fait des difficultés à cerner les coûts. Le Canada pensait donc que les recettes étaient censées donner une bonne image des coûts.

Par ailleurs, si l'on compare les résultats obtenus dans les deux approches étudiées par le Conseil exécutif, on constate que les résultats de l'étude sur "l'approche revenus", animée par le Brésil, sont très proches des résultats de l'étude sur "l'approche coûts", animée par les Etats-Unis d'Amérique, pour ce qui concerne le taux AO et le taux des sacs M. Par contre, pour les LC, "l'approche revenus" donne un taux plus élevé que "l'approche coûts". Ceci provient du fait que l'étude des coûts s'est fondée sur des LC d'un poids inférieur à 20 g, tandis que le poids moyen mondial des LC obtenu de l'étude du Brésil est de 21 g.

De plus, notre comparaison ne reflète pas le coût supplémentaire du fait des services spéciaux. Si l'on ajuste ces deux facteurs, les coûts de traitement d'un kg de LC par le pays destinataire sont de l'ordre de 20 à 23 francs-or alors que l'étude animée par le Brésil aboutit au taux de 25,81 francs-or.

Le PRÉSIDENT: Nous devons donc à présent étudier le Congrès -- Doc 10 et les propositions suivantes: la 3062.4 du CE avec un amendement y afférent (3062.7), les trois propositions fondées sur une structure à deux taux (3062.1, 3062.2, 3062.3) et une proposition d'étude, la proposition 3000.4.

Selon les conclusions du CE 1984, nous devons donc nous prononcer d'abord sur l'établissement de taux moyens mondiaux par kg, sur l'adoption de trois taux séparés LC, AO et sacs M et sur la fixation des taux à partir des résultats de l'étude conduite par le CE qui, je vous le rappelle, s'appuie sur les taxes de base de la Convention de Rio de Janeiro et sur les valeurs médianes des tarifs des services spéciaux. Elle aboutit aux valeurs suivantes: 25,81 francs-or/kg pour les LC -- 3,09 francs-or/kg pour les AO -- 0,82 franc-or/kg pour les sacs M.

La HAUTE-VOLTA intervient par une motion de procédure au terme de laquelle elle demande que les débats soient ajournés jusqu'à la prochaine séance.

Le PRÉSIDENT donne alors la parole à deux délégations contre cette motion de procédure, l'Inde et l'Ethiopie qui, après la présentation très complète du Doc 10, souhaitent entamer la discussion.

La motion de procédure est mise aux voix: pour: 44, contre: 65 et 12 abstentions. *La motion de procédure est rejetée.*

Le TOGO intervient avec une motion de procédure au terme de laquelle une suspension de séance est demandée.

Le PRÉSIDENT met directement aux voix cette motion: pour 47, contre 60, abstentions 13.

La motion de procédure est rejetée.

CUBA: Les frais terminaux sont la décision la plus importante que devra prendre ce Congrès. Il faudra donc tenir compte des principes de justice qui régissent les activités de l'Union et qui nous aident à perfectionner les services postaux. Rappelons-nous simplement que la création du principe des frais terminaux a permis d'éliminer l'injustice dont souffraient beaucoup de pays en cherchant à compenser les déséquilibres existants. Il nous faut donc consolider ce principe. Pour cela, nous souhaitons voir abandonner le principe de l'équivalence qui, s'il est adopté, se fera au détriment des pays qui reçoivent plus de courrier qu'ils n'en exportent et parmi lesquels nombreux sont ceux qui reçoivent des AO.

Nous avons analysé la proposition du CE; les travaux mathématiques et statistiques accomplis sont sérieux et ont été faits avec de bonnes intentions, mais le chemin de l'enfer n'est-il pas pavé de bonnes intentions? En effet, quelles sont les répercussions juridiques des propositions basées sur le principe de l'équivalence? Si l'on se réfère à la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, on peut constater que la résolution 3062.4 ne se fonde pas sur les coûts, mais plutôt sur les recettes. On a prétexté que cela était dû aux difficultés d'obtenir des renseignements des Administrations et qu'il était difficile de choisir une autre option pour calculer les frais terminaux.

Mais en fait, bien que l'étude s'intéresse au volume global du courrier acheminé, le principe de réciprocité ne nous paraît pas bien respecté. En effet, pourquoi inclure les services spéciaux pour les AO et pour les sacs M? A notre avis, cela conduit à des taux de rémunération qui ne sont pas le véritable reflet des recettes.

D'ailleurs, n'a-t-on pas dit que le principe de l'équivalence était bilatéral mais que les difficultés rencontrées dans l'étude empêchaient l'application stricte de ce principe? N'a-t-on pas reconnu que les alternatives étudiées peuvent déformer le principe évoqué et que le choix fait du taux moyen mondial déforme le résultat?

Nous voudrions maintenant dire quelques mots sur l'évolution du principe de l'équivalence. C'est parce que l'on s'est aperçu qu'il fallait bien rémunérer les déséquilibres que le Congrès de Rio de Janeiro a souhaité agir. Pourquoi chercher maintenant un autre principe qui joue contre la majorité des pays?

Nous ne pourrions pas accepter un équilibre financier qui se base uniquement sur une équivalence des revenus, dès lors que l'on ne tient pas compte notamment des différents niveaux de développement ainsi que des différences dans les résultats financiers dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Nous ne pouvons pas accepter la formule qui tend à fonder les équivalences sur la base de la perception de taxes, alors que dans la pratique cela n'est pas possible puisque les taxes peuvent varier et que pour des raisons économiques les taxes ne peuvent pas être les mêmes dans un pays en développement que dans un pays industrialisé.

Aussi, comment accepter ces frais terminaux quand la proposition présentée sépare les LC des AO et frappe ainsi les pays que l'on veut aider?

Le principe de l'équivalence et le principe de taux différenciés LC et AO ainsi que la réduction du taux des sacs M ne sont pas dans l'esprit de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, même avec les meilleures intentions. En effet, selon la proposition du CE, pour un volume égal de courrier entraînant des coûts égaux, certains pays seront bien rémunérés et d'autres mal. Ceci dépendra de la structure du courrier et de la répartition entre les LC et les AO. Nos études fondées sur des relations bilatérales le démontrent.

Tous les pays peuvent faire les calculs les concernant, mais pour nous, il est clair que les pays qui reçoivent plus de courrier qu'ils n'en expédient seront moins bien rémunérés dans l'avenir pour un même volume de courrier. De la même manière, ceux qui paient actuellement paieront moins. On voit donc mieux maintenant à qui sont utiles les résultats de l'étude: à la minorité des pays, alors qu'ils sont nocifs à la majorité des pays.

Le mandat donné par la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro n'a pas débouché sur les réponses que l'on pouvait souhaiter.

Aussi, ceux qui ont réclamé une solution juste continueront à la réclamer. Voici pourquoi nous nous opposons à la proposition du CE. Nous défendons le statu quo, non pas parce que nous en tirons un bénéfice, mais parce que les frais terminaux sont un principe juste qui fait que les moins développés sont aidés par les plus développés.

Le PRÉSIDENT remercie Cuba qui vient de se prononcer pour le statu quo. Il fait observer toutefois que le Groupe de travail des frais terminaux (GT 3) comportait quatre pays exportateurs nets et quatre pays importateurs nets de courrier.

Le SOUDAN: Il faut rendre hommage à la Commission 5 du Conseil exécutif pour les travaux qu'elle a effectués sur cette question très délicate qui revêt une importance capitale pour les pays de l'Union. Lors de la dernière réunion du Conseil exécutif en 1984, les membres n'ont pas été en mesure de déterminer un taux de rémunération pour chaque catégorie d'envois, si bien qu'ils laissent au Congrès le soin de fixer lui-même ces taux. C'est la raison pour laquelle la proposition 3062.4 du Conseil exécutif ne comporte aucun élément chiffré. L'étude du Conseil exécutif a été menée par des spécialistes selon des méthodes techniques qui n'ont pas été comprises par un certain nombre de pays en développement. Par conséquent, le principe de l'équivalence sur lequel s'est fondée l'étude du Conseil exécutif doit être mis en doute par les pays en développement, car il peut leur être défavorable.

Ceci étant dit, le Soudan rejette le principe de l'équivalence ainsi que l'amendement de l'Australie (proposition 3062.7) à la proposition 3062.4 du Conseil exécutif.

L'URSS: Le Groupe de travail qui, sous la conduite du Brésil, s'est occupé de l'étude des frais terminaux a bien travaillé. Les conclusions de cette étude ne sont pas acceptées par certains, mais ce n'est certes pas là une raison pour affirmer que le GT 3 n'a pas effectué un bon travail. L'URSS, en tant que participant à ce Groupe de travail, confirme que le caractère technique et sérieux des travaux entrepris au niveau du Conseil exécutif ne devrait pas être mis en doute et que, si le Congrès décidait de ne pas fixer les taux de frais terminaux selon les recommandations de ce même Conseil, il lui incomberait de fonder sa décision.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

Deuxième séance

Mardi 3 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 9 h 35.

Le PRÉSIDENT signale que le nombre de pays représentés à la Commission est de 144. Pendant toutes les séances de la Commission 5, le Belize sera représenté par la Grande-Bretagne, le Cap-Vert par l'Angola et le Liechtenstein par la Suisse. Par ailleurs, dans cette séance, la Biélorussie est représentée par la Bulgarie (Rép. pop.) et l'Ukraine par l'URSS.

Communications

Le PRÉSIDENT: Il convient de ne pas perdre de vue le principe de l'universalité qui caractérise notre Union et de reprendre notre débat avec toute la sérénité nécessaire pour que nos travaux puissent déboucher sur un consensus. Lors de notre première séance, nous avons eu une excellente présentation du Congrès — Doc 10 par le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique. Le Brésil, pour sa part, nous a présenté les conclusions de l'“approche revenus”, à savoir pour l'essentiel:

Frais terminaux
Convention,
article 62
(suite)

Congrès — Doc 10
et Corr 1

Propositions
3062.4, 3062.7,
3062.8, 3062.1,
3062.2 et 3062.3

- l'établissement de taux moyens mondiaux par kilogramme;
- l'adoption de trois taux séparés, LC, AO et sacs M;
- le calcul des taux pour la rémunération des frais terminaux d'après un système de prix composé des taxes de base de la Convention en vigueur et de la médiane des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations.

Ces taux, calculés d'après les taxes de base de la Convention de Rio de Janeiro, sont: LC = 25,81 fr-or/kg; AO = 3,09 fr-or/kg et sacs M = 0,82 fr-or/kg.

Les Etats-Unis d'Amérique ont rappelé que l'étude sur l'“approche coûts” aboutissait à des conclusions plus ou moins identiques en ce qui concerne les taux AO et sacs M, alors que pour les LC, le taux se situait entre 20 et 23 francs-or par kilogramme.

Simultanément, avec l'examen du Congrès — Doc 10, les six propositions modifiant l'article 62, paragraphe 2, de la Convention doivent être prises en considération. Il s'agit premièrement de la proposition de base 3062.4 du Conseil exécutif qui introduit le principe de trois taux sans en fixer la valeur. L'amendement 3062.7 de l'Australie propose par kilogramme les valeurs suivantes: LC = 34,00 fr-or; AO = 3,65 fr-or et sacs M = 1,10 fr-or. Les valeurs proposées par la Suisse (proposition 3062.8) sont: LC = 15,00 fr-or; AO = 5,50 fr-or et sacs M = 1,50 fr-or.

Les propositions de Sri Lanka, du Bangladesh et de l'Afghanistan sont basées sur une structure à deux taux. Sri Lanka (proposition 3062.2) propose 8 francs-or par kilogramme pour les LC et AO et 2 francs-or par kilogramme pour les sacs M. Les valeurs correspondantes figurant dans les propositions 3062.3 et 3062.1 du Bangladesh et de l'Afghanistan sont respectivement de:

- 6,89 fr-or pour les LC/AO et 1,87 fr-or pour les sacs M;
- 7,00 fr-or pour les LC/AO et 1,50 fr-or pour les sacs M.

Avant de reprendre nos débats, j'invite les pays auteurs à bien vouloir présenter leurs propositions.

L'AUSTRALIE: Notre pays est un des plus grands créanciers en ce qui concerne les frais terminaux, ce qui explique pourquoi cette question nous préoccupe. Lors de la dernière séance, la remarque a été faite que l'Australie a formulé sa proposition afin d'engendrer des économies pour les pays développés en provoquant

des pertes pour les pays en développement. Rien n'est plus loin de la vérité. Nous visons une compensation équitable et adéquate pour le travail fait au nom des pays expéditeurs. Le système qu'on adoptera doit donner satisfaction aux pays créditeurs ainsi qu'aux Administrations débitrices.

J'aimerais maintenant passer à notre proposition 3062.7. L'Australie est un pays à coût relativement élevé. Selon nos estimations, le taux actuel de compensation de 5,50 francs-or par kilogramme pour les catégories LC et AO ne couvre que 60 à 65 % des frais du traitement du courrier international excédentaire pendant la période d'application des Actes de Rio de Janeiro. Mais nous avons reconnu que, dans un système universel, il est impossible pour les pays à coût élevé de couvrir toutes leurs dépenses. Il est important que dans un tel système un grand nombre de pays récupèrent tous leurs frais. Les taux que vous trouvez dans notre proposition ne couvriront que 60 à 65 % des frais que nous prévoyons pour la durée d'application des Actes de Hambourg, ce qui signifie le maintien de la situation actuelle pour notre Administration. Par contre, un nombre important de pays couvriront entièrement leurs coûts. Nous cherchons donc un équilibre juste entre les besoins des pays créditeurs et la capacité de payer des pays débiteurs, sans effet négatif sur le trafic international. Les taux que nous proposons sont des taux qui peuvent encore être supportés par le marché et nous sommes d'avis que le marché ne supportera pas des taux supérieurs.

En ce qui concerne le sujet des taux séparés pour les catégories LC et AO, il faut se rappeler que le traitement d'un kilogramme d'envois LC coûte plus cher que celui d'un kilogramme d'envois AO. Un taux combiné est donc extrêmement inéquitable pour un pays qui expédie beaucoup d'envois AO. Les pays en développement sont des importateurs nets de LC et de AO, mais les volumes et les proportions varient d'un pays à l'autre. Le pays qui importe une proportion plus élevée que la moyenne mondiale de courrier LC subventionne indirectement les pays se situant au-dessous de cette moyenne. Il n'y a aucune raison objective pour cela, ce qui explique pourquoi nous sommes rigoureusement en faveur d'un système de taux séparés. En conclusion, j'aimerais encore signaler que l'application des taux proposés par notre Administration constitue, en moyenne pour l'ensemble des pays créditeurs, une augmentation de l'ordre de 100 % par rapport au système actuel.

La SUISSE: Nous nous rallions à de nombreux éléments mentionnés par la délégation de l'Australie. Un des avantages de l'étude entreprise par le Groupe de travail du Conseil exécutif est sans doute qu'elle nous a donné une masse de données statistiques. Ses résultats sont très proches des coûts mesurés en Suisse. J'aimerais faire ressortir les aspects suivants:

- le poids moyen d'une lettre est de 21 g;
- le poids moyen d'un AO est de 177 g.

Il en résulte que 1 kg de LC comporte environ 48 envois, tandis que 1 kg de AO ne compte que 6 envois. Or, les coûts de traitement dans les pays de destination sont beaucoup plus élevés pour 1 kg de LC (48 envois) que pour 1 kg de AO (6 envois). Il va de soi aussi que les recettes dans le pays d'origine pour 1 kg de LC sont plus élevées que pour 1 kg de AO.

Ces constatations conduisent à prévoir des taux différents pour les LC et les AO puisque les coûts et les recettes sont eux aussi très différents. Des taux distincts permettent en outre de tenir compte de la structure du trafic entre les pays.

Jusqu'ici, les frais terminaux ont été calculés d'une façon quelque peu arbitraire. L'étude du Brésil nous permet de faire un pas de plus vers une solution plus équitable. Nous avons eu le sentiment que certaines Administrations créditrices craignent de voir baisser leurs revenus du fait de l'adoption de taux distincts. Pour la Suisse, en tant que pays débiteur, la solution des taux distincts risque de coûter plus cher. Nous l'appuyons néanmoins, car cette solution nous paraît juste. Mais la raison principale est que le tarif des AO ne peut pas supporter une nouvelle augmentation. Autrement, nous risquerions de perdre le trafic des gros clients au profit d'entreprises de messagerie. En ce qui concerne la méthode de calcul des taux, la Suisse aurait préféré que l'on se réfère aux coûts, même si ceux-ci sont particulièrement élevés en Suisse. Les études faites, tant par les Etats-Unis d'Amérique que par la Suisse, renforcent l'opinion selon laquelle des taux distincts devraient être adoptés. Notre proposition montre que nous ne nous opposons pas à une adaptation raisonnable du taux AO vers le haut si elle est compensée par une réduction correspondante du taux LC, afin d'atténuer les craintes de certaines Administrations. En conclusion, j'aimerais souligner que notre proposition tente de fournir une base de discussion. Ce que nous considérons comme essentiel, ce sont les taux distincts, même si cela risque de coûter à la Suisse, pays débiteur net, plus cher, car il s'agirait là de la solution la plus juste.

SRI LANKA: Le principe de l'équivalence, comme proposé par le Groupe de travail dont le Brésil était le pays rapporteur, aboutit à certaines propositions qui ne sont pas acceptables pour nous. Premièrement,

la conséquence de l'adoption de ce principe pour déterminer le niveau des paiements des frais terminaux ne semble pas claire. En outre, d'autres méthodes de calcul des frais terminaux, comme par exemple le taux combiné LC/AO, ne sont pas introduites dans les conclusions du Groupe de travail. La méthode d'adaptation des taux fixés par le Congrès de Rio de Janeiro en utilisant un taux d'inflation mondial ne fait pas non plus l'objet d'une proposition. Le Congrès — Doc 7 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 a été établi après la conduite d'une étude complète sur les frais terminaux en recourant à la taxe de base applicable aux envois de la poste aux lettres en vertu de l'article 19 de la Convention de Lausanne. Selon cette étude, le coût moyen mondial pondéré de traitement du courrier international d'arrivée contenant des LC, des AO et des sacs M était de 5,96 francs-or par kilogramme.

Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, la taxe de base afférente aux envois de la poste aux lettres a été majorée de 50%. En conséquence, la recette moyenne mondiale pondérée engendrée par un kilogramme de courrier international doit être majorée de 50%. De la même façon, le coût de traitement du courrier international d'arrivée doit être augmenté de 50%. En appliquant la formule ci-dessus sur la base actualisée, il est raisonnable de calculer pour les LC et les AO les taux révisés de 8,25 francs-or par kilogramme et de 2,25 francs-or par kilogramme pour les sacs M. Pour faciliter les calculs, il est proposé — en se fondant sur le contenu du rapport de l'étude sur les frais terminaux présenté au dernier Congrès en tant que Doc 7 — les taux de 8 francs-or pour les LC et les AO et de 2 francs-or par kilogramme pour les sacs M.

Le BANGLADESH: Pour les raisons développées dans l'exposé des motifs de la proposition 3062.3 et en ordre principal, pour que les taux correspondent au coût effectif du traitement du courrier, le Bangladesh propose une augmentation de 25% des taux prévus dans la Convention de Rio de Janeiro.

L'AFGHANISTAN retire la proposition 3062.1 en faveur de la proposition 3062.2 de Sri Lanka.

Le PRÉSIDENT: La Commission a donc à examiner deux systèmes possibles de frais terminaux:

- le premier comprenant trois taux distincts selon le paragraphe 90, point 1°, du Congrès — Doc 10;
- le second fondé sur deux taux, c'est-à-dire le maintien du statu quo avec plusieurs possibilités d'adaptation ainsi qu'il est indiqué au point 6° du paragraphe 90 précité.

Le Président invite la Commission à se prononcer au sujet de la structure des taux à retenir, soit pour une structure à trois taux LC, AO, sacs M, soit pour une structure à deux taux LC/AO et sacs M et ensuite à fixer le niveau des taux. Par ailleurs, afin que le débat soit le plus clair et le plus riche possible, il demande aux délégués de limiter leur temps d'intervention.

L'INDE: Selon une décision du Congrès, les débats de la Commission seront consignés dans des procès-verbaux. Ceci signifie-t-il que les interventions seront d'office reprises in extenso ou faudra-t-il en faire la demande expresse?

Le PRÉSIDENT confirme que les débats feront l'objet de procès-verbaux. Toutefois, les demandes d'insertion in extenso d'interventions sont soumises aux dispositions de l'article 24, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, c'est-à-dire que le texte rédigé dans l'une des langues utilisées au Congrès doit être remis au Secrétariat au plus tard deux heures après la fin de la séance.

L'INDE s'associe à la position défendue par Cuba et le Soudan lors de la première séance au sujet de ce qui est consigné dans le Congrès — Doc 10 à propos du principe de l'équivalence. Le Soudan a déclaré qu'au cours des débats du CE aucun argument convaincant n'avait été présenté pour étayer les conclusions de l'étude. L'Inde rappelle les réserves qu'elle a exprimées sur les conclusions du Conseil exécutif 1984, reproduites aux paragraphes 19 et 20 du Congrès — Doc 10, laissant croire que le principe de l'équivalence a été accepté par le CE comme méthode de détermination des frais terminaux. Lors des discussions en Commission 5 du Conseil exécutif 1984, ses membres ont jugé inutile de poursuivre le débat. L'Inde rappelle aussi, dans cet ordre d'idées, les deux motions d'ordre présentées au début des travaux de la Commission 5 du Congrès. A noter que le Congrès — Doc 10 est le plus volumineux de tous les documents présentés à ce Congrès et que les Administrations ont eu trop peu de temps pour l'examiner en raison de sa diffusion en mai 1984. Lors de la séance d'ouverture du Congrès, l'URSS a demandé aux délégations de faire preuve de franchise et de respect mutuel au cours des débats et notamment lors de l'examen de l'étude du CE sur les frais terminaux menée cinq ans durant. Au contraire des membres du CE, les autres membres de l'UPU n'ont été informés des résultats de l'étude qu'au travers de ce Congrès — Doc 10. Compte tenu de ces circonstances, une motion de procédure visant le report de l'examen de cette question pour la durée du

Congrès pourrait fort bien être introduite à l'instar d'une motion de ce genre adoptée au début du Congrès sur un autre sujet. Compte tenu de ces contraintes, pourrait-on examiner de plus près le Congrès – Doc 10? Cuba a rappelé la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro chargeant le CE de tenir compte de tous les facteurs ayant une incidence sur les coûts. Mais, compte tenu de divers facteurs, le Groupe de travail s'est penché presque uniquement sur le principe de l'équivalence et ceci à l'encontre de la résolution C 35. Ce principe suppose que les recettes reflètent les coûts. Or, les taxes ne sont pas fixées uniquement en fonction des coûts mais elles tiennent compte de facteurs sociaux, économiques ou politiques ou encore de subventions existant entre différents services. Ces facteurs jouent un rôle prédominant, surtout dans les pays en développement. L'aspect "recettes" devient donc de moins en moins représentatif de l'élément "coûts". Ce principe de l'équivalence peut être la cause de situations paradoxales; à titre d'exemple, deux Administrations pourraient échanger le même volume de courrier, dans une composition identique quant aux catégories et aux poids. Si l'une d'elles applique des taxes supérieures à celles de l'autre, ses recettes étant plus grandes, elle devrait en transférer une partie à l'autre Administration. La proposition 3062.4 du CE est fondée sur cette philosophie critiquable d'équivalence. De même, la proposition 3062.7 de l'Australie n'est pas acceptable, l'argument avancé étant que certains pays récupèrent leurs frais de traitement du courrier et d'autres non. Ceci reste une question de conjecture découlant de l'absence de données complètes sur l'aspect coût et il faut rappeler ici l'étude des Etats-Unis d'Amérique sur cette question. En présentant sa proposition 3062.8, la Suisse a dit qu'elle aurait pour conséquence de procurer plus de recettes aux pays créanciers. Ceux-ci ne sont pas nécessairement à la recherche de recettes plus importantes de même que les pays débiteurs ne tiennent à payer plus. Le tout est une question de principe selon lequel le facteur "coût" est le plus important. La Suisse a aussi déclaré qu'on ne pouvait augmenter les frais relatifs aux AO sans risquer une diminution du trafic. Or, les pays importateurs de courrier AO en majorité ne peuvent traiter ce courrier si les frais terminaux correspondants ne sont pas légèrement augmentés comme le suggère le Sri Lanka. L'attention est attirée sur le fait que le Congrès – Doc 10 contient plusieurs options. Le paragraphe 90, point 1°, et les systèmes de prix optionnels a), b) et c) découlent du principe de l'équivalence. En dehors de celui-ci, on peut aussi maintenir le statu quo et actualiser les taux; cette possibilité n'a pas fait l'objet d'une proposition de la part du CE, alors qu'elle apparaît dans divers points du Congrès – Doc 10. Sur le statu quo, il convient d'évoquer la proposition d'un taux combiné pour LC/AO ou de taux séparés pour ces deux catégories d'envois. Il semble, selon les résultats de l'étude, que la proportion en poids est de 27% de LC et de 73% de AO, calculée sur une moyenne mondiale; ces chiffres se trouvent dans l'étude basée sur le principe de l'équivalence. En réalité, les pays en développement connaissent la situation inverse et ceci n'a pas été suffisamment considéré dans la fixation de la moyenne mondiale à cause du volume réduit de trafic considéré en provenance de ces pays. La conséquence en est que l'application du principe de l'équivalence n'améliorerait pas la situation actuelle. C'est pour toutes ces raisons que l'Inde appuie les propositions 3062.2 et 3062.3 prévoyant le maintien du statu quo sous réserve de l'adaptation des taux. Par ailleurs, l'Inde se réserve le droit de prendre ultérieurement la parole au sujet de la proposition 3000.4.

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE: Les efforts énormes déployés par le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique pour l'élaboration de l'étude présentée dans le Congrès – Doc 10 méritent toutes nos félicitations. Le principe de l'équivalence, par contre, suscite en nous un profond sentiment d'injustice. Nous ne sommes pas d'accord avec le contenu de ces études et estimons qu'il faut maintenir un prix intégré pour les LC et AO. Nous préférons l'analyse des coûts et pensons que tous les efforts devraient tendre à améliorer la capacité des Administrations dans ce domaine. Nous appuyons la proposition du Sri Lanka.

Le PRÉSIDENT: Exprimer un équilibre en flux physique est un exercice extrêmement compliqué et il a été nécessaire de trouver un dénominateur commun, l'équilibre financier, et c'est de là que naît le principe de l'équivalence.

La FRANCE: L'étude du Groupe de travail est bonne dans ses options et dans sa réalisation. Elle prolonge et approfondit l'étude du Canada qui avait été à la base des décisions prises par le Congrès de Rio de Janeiro; en plus, elle repose sur un sondage beaucoup plus large (69 pays – 55 000 sacs LC/AO – 6 mois).

En ce qui concerne le niveau des taux, rappelons qu'indépendamment du relèvement important des taux des frais terminaux, le Congrès de Rio de Janeiro a introduit le DTS, ce qui a eu pour effet d'indexer les montants dus et l'évolution de ces montants est souvent très proche de l'évolution générale des prix. Cette situation est satisfaisante pour les pays créanciers, mais difficile à supporter pour les pays débiteurs, s'ils ne peuvent ajuster librement leurs tarifs, soit à cause d'une politique gouvernementale des prix, soit à cause de la concurrence.

Un ajustement modéré des taux des frais terminaux permet de préserver le trafic postal. Or, maintenant déjà, le trafic diminue et ceci n'est pas uniquement dû à la stagnation des économies; il y a une perte réelle de trafic au profit de concurrents privés et parfois publics.

Ces transferts inquiétants sont l'indice que des réseaux parallèles se mettent en place dans divers pays de destination.

En raison de l'indexation permanente des montants causée par l'intervention du DTS, et de la nécessité de conserver des prix compétitifs, il est indispensable de modérer l'ajustement des taux des frais terminaux. Nous sommes très attentifs aux craintes exprimées par certaines Administrations quant aux effets que le système à trois taux pourrait entraîner sur leurs recettes. Bien que ces craintes nous paraissent excessives, nous pouvons les comprendre et, de ce fait, nous rallier à la proposition 3062.8 de la Suisse, même si les taux proposés pour les AO et pour les sacs M sont nettement supérieurs à ceux résultant des études du Brésil et des Etats-Unis d'Amérique sur les coûts.

La France estime que le système des frais terminaux doit rester fondé sur l'idée d'une compensation économique des charges occasionnées aux pays de destination par le traitement du courrier excédentaire et ne pas dévier vers l'idée, aussi généreuse soit-elle, d'une aide allouée aux pays en fonction de leur degré de développement, qui relève d'une autre approche.

CUBA (motion d'ordre): Nous référant à l'article 7, paragraphes 3 et 4, du Règlement intérieur, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire que le Président commente chaque intervention ou manifeste sa préférence à l'égard de l'une ou l'autre de celles-ci.

Le PRÉSIDENT: Je n'ai pas le sentiment de manifester ma préférence pour un système mais j'essaie seulement de faire avancer le débat afin de trouver, sur ce difficile problème des frais terminaux, la solution la meilleure pour tous.

L'ÉGYPTE: Après une étude approfondie du Congrès – Doc 10, nous sommes d'avis que le principe de l'équivalence s'accompagne à l'heure actuelle d'un grand nombre de difficultés. C'est avec préoccupation que nous envisageons des taux séparés pour les LC et AO. Personne ne nie le sérieux et la qualité de l'étude effectuée par le Groupe de travail, mais nous pensons que ce problème peut être résolu par des moyens relativement simples et nous appuyons la proposition 3062.2 de Sri Lanka.

Le GHANA: Nous aimerions mettre en évidence les difficultés que rencontrent bien des Administrations pauvres lors de la réception de dépêches transportées par conteneur.

Les Administrations de destination n'ont aucune raison de distribuer les LC avant les AO et la séparation LC/AO suggérée dans plusieurs propositions constitue un grave danger pour le courrier international. Nous appuyons la proposition de Sri Lanka.

La JORDANIE: Nous saluons les efforts considérables réalisés par le Groupe de travail, mais aimerions cependant exprimer à ce sujet les considérations suivantes:

- 1° Le principe de l'équivalence peut sembler logique et raisonnable, car il se fonde sur la recherche d'un équilibre entre deux courants postaux. Or, la plupart des Administrations postales du tiers monde ont des tarifs nettement inférieurs à ceux des autres pays.
- 2° Les taxes de base ne constituent pas un critère permanent et stable des recettes, car les Administrations des pays en développement rencontrent des coûts nettement supérieurs à leurs recettes.
- 3° Il faut un minimum d'objectivité si l'on veut sauvegarder l'équilibre entre Administrations par le biais des frais terminaux.

Notre Administration est favorable au statu quo et demande que soit déterminé un taux de croissance valable à partir de la fin de ce Congrès. Nous estimons que la proposition de Sri Lanka est raisonnable et nous l'appuyons.

Le JAPON: Le Japon est l'un des pays qui reçoit plus de courrier qu'il n'en expédie et qui en général perçoit plus de frais terminaux qu'il n'en paie aux autres Administrations postales. Néanmoins, nous pensons qu'il n'est pas souhaitable d'augmenter les frais terminaux au-delà d'un niveau raisonnable. Plus les taux de frais terminaux sont fixés à un niveau élevé, plus la charge pesant sur les usagers dans le pays d'origine s'alourdit. De ce fait, la position de la poste en concurrence avec les sociétés de transport privé s'affaiblira, comme la France et d'autres orateurs l'ont exposé. Au Japon, le volume du courrier d'arrivée a sensiblement fléchi

immédiatement après l'application de taux des frais terminaux adoptés au Congrès de Rio de Janeiro, et il n'a pas encore retrouvé son niveau. Bien que notre pays soit l'un des plus grands pays créanciers, nous demandons instamment à la Commission de fixer les taux des frais terminaux à un niveau aussi raisonnablement bas que possible.

Le NÉPAL: Notre assemblée doit se souvenir des principes d'universalité qui ont toujours guidé ses décisions. Depuis cent ans, notre réglementation a toujours été susceptible d'être adoptée par tous les pays ou a pu bénéficier à la majorité d'entre eux sans nuire aux autres membres. Or, malgré le travail remarquable accompli par le CE et son Groupe de travail, un nombre écrasant de pays seront touchés par la proposition du CE et très peu en tireront un bénéfice. Le système présenté étant trop compliqué et défavorable aux pays du tiers monde, nous appuyons les propositions de Sri Lanka et du Bangladesh. En ce qui concerne le calcul des frais terminaux, nous appuyons le système combiné LC/AO.

La CHINE (RÉP. POP.): La conclusion de l'étude présentée par le Conseil exécutif nous satisfait pleinement. Les trois taux sont conformes à la réalité postale où le nombre de pièces de courrier par kilogramme à traiter varie selon les catégories, ce qui entraîne des coûts de traitement très différents selon les catégories. Nous avons écouté avec attention les pays qui nous ont entretenus des incidences financières qu'entraînerait l'adoption des trois taux. La proposition 3062.8 de la Suisse nous paraît un compromis acceptable par tous.

Le SÉNÉGAL: Le problème des frais terminaux qui occupe les différents Congrès depuis celui de Tokyo a permis de prendre des décisions qui ont satisfait les Pays-membres, car les solutions trouvées étaient simples, compréhensibles par tous et équitables. Les données de base prises en compte étaient justes, en particulier la composition du courrier échangé. Or, dans l'étude du Groupe de travail, les informations de seulement 69 pays ont été enregistrées. Ceci peut expliquer que certains des résultats suscitent des réserves de la part des pays n'ayant pas participé à l'enquête. En ce qui concerne le coût de traitement des LC et AO, les propositions de la Suisse et de l'Australie nous donnent des informations que nous contestons. Selon ces pays, il en coûte plus cher de distribuer des LC que des AO. C'est oublier que les pays en développement doivent supporter des frais de stockage des AO dans les ports ou les centres de tri, des frais de présentation en douane (si peu compensés par la taxe adéquate) et surtout des frais de distribution (la distribution des AO à domicile peut nécessiter l'usage d'un véhicule et celles en boîtes postales ou au guichet peut entraîner la remise à domicile d'un avis de mise en instance).

Le traitement des AO est donc pour ces pays plus compliqué et plus coûteux que celui des LC. Il conviendrait donc, si l'on sépare les LC des AO, que le taux des AO soit plus élevé que celui des LC, mais cela représenterait trop de complications. Il vaut mieux conserver le système actuel, qui se justifie encore, en le réajustant pour tenir compte de l'augmentation des coûts d'exploitation et de l'inflation. Nous appuyons donc la proposition de Sri Lanka.

Le SWAZILAND: Nous appuyons le Sri Lanka, car la proposition du CE entraînerait un préjudice très lourd pour les pays en développement. En effet, que nous traitions des LC ou des AO, les frais de personnel sont toujours très importants et la séparation des deux catégories ne nous paraît de ce fait pas justifiée.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Après examen du rapport du CE, nous avons constaté que la base de travail retenue est sérieuse et que les calculs précis effectués nous permettront de déterminer des frais terminaux acceptables puisque aussi bien des pays industrialisés que des pays en développement ont participé aux travaux.

Comme l'URSS et d'autres délégations, nous sommes favorables à l'adoption de trois taux et donc à la proposition 3062.4 avec les taux mentionnés dans le Congrès — Doc 10.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): A notre avis, le principe de l'équivalence ressemble à celui dit de réciprocité qui était périmé le jour de sa conception. Le déséquilibre de courrier devient intolérable dans le cas de certains pays en développement qui consacrent 25% et plus de leurs coûts de fonctionnement pour traiter le courrier international d'arrivée.

Jusqu'à présent, le principe des frais terminaux fondé sur les coûts était accepté et, de plus, à Rio de Janeiro, un seul taux LC/AO a été décidé. Le principe de l'équivalence est un bon principe mais cela est et reste une théorie qui n'explique pas suffisamment les réalités. Voilà pourquoi certains membres du CE sont réticents sur ce principe.

De plus, il est dit que ce principe se fonde sur un système rationnel de prix pour la poste aux lettres. Malheureusement, ce système de prix rationnel n'est défini nulle part. Nous avons bien une structure tarifaire uniforme dans notre Convention, mais chaque pays adopte des taxes d'affranchissement très différentes. A notre avis, le principe de l'équivalence se fonde sur des hypothèses erronées. Nous ne pourrions jamais réaliser un équilibre des recettes entre Administrations. Les coûts effectifs, comme les taxes, dépendent trop de contraintes socio-économiques et politiques propres à chaque pays.

Par contre, l'étude des Etats-Unis d'Amérique se fonde sur une approche réaliste et répond à l'esprit de la résolution C 35, en faisant de l'étude des frais terminaux une étude des frais de fonctionnement (transport, traitement des correspondances, etc.).

Malheureusement, les résultats obtenus ne sont pas exacts car les réponses prises en compte comprennent celles de nombreuses Administrations, dont les plus jeunes qui ne comptabilisent pas les LC et AO comme donnant lieu à des coûts séparés. Pour ces Administrations, le coût des LC et des AO est pratiquement le même, et toute séparation est purement artificielle. C'est pour cette raison que le Congrès de Rio de Janeiro avait combiné LC et AO ainsi qu'il a été fait dans l'Accord IATA/UPU.

Nous rejetons donc le principe de l'équivalence et la séparation en trois taux. Nous terminerons en faisant remarquer que les taux fixés à Rio de Janeiro ne couvraient déjà pas les coûts effectifs. C'est pourquoi nous appuyons la proposition de Sri Lanka qui est un compromis raisonnable entre ce que souhaitent les pays industrialisés et les pays en développement.

Nous souhaitons également qu'entre deux Congrès, un coefficient, pour tenir compte de l'inflation, soit appliqué aux taux et que le Congrès charge le CE de poursuivre l'étude sur les frais terminaux en lui donnant une instruction claire selon laquelle le principe à retenir est celui des coûts et non pas celui des recettes.

Le CANADA: En tant qu'Administration créancière au terme des frais terminaux, nous appuyons la proposition 3062.7 de l'Australie. L'Administration canadienne s'est occupée des premières phases de l'étude au sujet des frais terminaux et elle s'est toujours prononcée pour la mise au point d'une analyse systématique du problème. Un système fondé sur les recettes ou sur les coûts pourrait satisfaire à la fois les intérêts des Administrations créancières et débitrices. Une première étape concrète dans ce sens consiste à séparer les volumes LC et AO, ce qui permettrait de distribuer d'une façon plus équitable les crédits nécessaires en fonction du volume traité et des catégories de correspondances LC ou AO. La proposition de l'Australie reprend les éléments de l'étude du Conseil exécutif pour fixer les taux des frais terminaux et fixe une limite maximale à ces taux en fonction de ce que peut supporter le marché. En ce qui concerne l'incidence financière de cette proposition au niveau de notre Administration, nous constatons que nous allons y retirer un avantage certain du fait de l'augmentation de nos recettes d'un ordre de grandeur indiqué par l'Australie. C'est certainement aussi le cas pour les autres Administrations créancières en matière de frais terminaux. L'Inde a exprimé sa préoccupation du fait que l'on a utilisé le principe de l'équivalence et une méthodologie fondée sur les recettes qui aboutiraient à une rémunération inéquitable des frais terminaux. Certes, la méthode des équivalences a ses défauts, mais elle a l'avantage de nous fournir un système dont les résultats, d'après nos calculs, ne s'écartent pas de la situation réelle actuelle. En remerciant le Groupe de travail du Conseil exécutif de nous avoir fourni une méthode valable pour déterminer les frais terminaux, nous appuyons la proposition de l'Australie qui constitue une adaptation de la formule et représente le compromis le mieux équilibré.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous recherchons ici un taux de rémunération raisonnable et équitable pour le déséquilibre du courrier, équitable à la fois pour les débiteurs et pour les créanciers. Le principe de l'équivalence peut avoir certaines failles. Mais c'est le seul système que nous avons devant nous et qui se fonde sur une base scientifique. Le résultat final nous semble produire des taux qui, probablement, ne sont pas très éloignés des coûts effectifs du traitement du courrier sur une base globale. Cependant, nous ne préconisons pas que le principe de l'équivalence soit la solution correcte ou même la base pour un examen futur du niveau des taux. Ma délégation peut accepter la logique de séparer les taux pour les LC et les AO. Les coûts par kilogramme de ces deux catégories de correspondance sont tout à fait différents, mais nous ne devons pas oublier les problèmes d'exploitation et de statistiques. Les LC et les AO sont actuellement placés dans les mêmes sacs, mélangés dans les mêmes liasses.

La Suisse et la France ont dit que le taux des AO ne peut pas être augmenté. Nous comprenons leur raisonnement. Mais rien n'empêche les Administrations débitrices de subventionner une catégorie par une autre si un taux forfaitaire d'augmentation est enfin accepté. C'est une question à trancher par chaque Administration. En dépit des problèmes de statistiques, nous pouvons accepter la séparation entre LC et AO et appuyer la proposition 3062.7 de l'Australie. Les taux qui y sont proposés rapprocheraient les paiements, reçus au titre

du déséquilibre des frais encourus par la Nouvelle-Zélande, mais ne les couvriraient pas complètement. La proposition de Sri Lanka représente une augmentation de 42% de nos recettes tandis que la proposition de la Suisse représente une augmentation de 31,4%. Une augmentation de 40 à 50% des taux n'est pas irréaliste pour la durée d'application des Actes de Hamburg.

En résumé, la Nouvelle-Zélande peut appuyer la proposition 3062.7 de l'Australie ou 3062.2 de Sri Lanka, mais elle ne peut appuyer la proposition suisse 3062.8 à moins que le taux LC soit porté à 20 francs-or/kg au minimum.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Notre objectif essentiel consiste à offrir aux populations les moyens de communication aux coûts les plus bas possible.

Il est clair qu'il y a des déséquilibres importants dans les échanges postaux dans le monde et il est nécessaire de les compenser d'une façon équitable. Mon Administration est un des exportateurs principaux de courrier dans le monde, mais elle est très peu satisfaite du système actuel de rémunération des frais terminaux. Nous avons activement participé aux travaux du Groupe de travail, dont la composition était très équilibrée et très représentative.

Ce Groupe a travaillé d'une manière efficace et scientifique sous la direction du Brésil, qui a investi beaucoup pour constituer la base de données la plus complète jamais recueillie dans le domaine de la poste internationale. Les résultats, fort complexes je l'avoue, se retrouvent dans le Congrès — Doc 10. J'en relève un seul point. Les recettes produites par 1 kg de LC sont tellement différentes de celles produites par 1 kg de AO qu'il paraît difficile d'associer ces deux catégories d'envois pour la fixation d'un taux unique de frais terminaux par kilogramme. Les coûts de distribution par kilogramme de ces deux catégories de correspondance ne sont pas les mêmes et le marché n'offre pas des conditions identiques. L'augmentation à 5,50 francs-or des frais terminaux nous a fait perdre du courrier et nous ne sommes pas sûrs de rester encore un exportateur de courrier si ce taux est encore augmenté. Les AO sont très sensibles aux prix. Pour rester dans les affaires et continuer d'être transporteurs d'imprimés, il importe de diversifier les taux selon les catégories de correspondance.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

Troisième séance

Mercredi 4 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT signale que la République arabe syrienne est représentée par le Soudan. Il résume brièvement les débats des deux séances précédentes et lance un appel aux délégués pour qu'ils limitent leurs interventions afin de permettre à la Commission de remplir totalement le mandat qui lui a été confié.

Lors de la clôture de la 2e séance, il restait douze pays qui avaient demandé la parole. Il y a déjà maintenant neuf nouvelles demandes de parole. La liste des orateurs est la suivante: Bangladesh, Algérie, Iraq, Grande-Bretagne, Ethiopie, Congo (Rép. pop.), Costa-Rica, Colombie, Italie, Corée (Rép.), Portugal, URSS, Pays-Bas, Argentine, Roumanie, Mongolie (Rép. pop.), France, Luxembourg, Tchécoslovaquie, Mali, Pologne (Rép. pop.).

Avec l'accord de la Commission, la liste des orateurs énumérés ci-dessus est déclarée close.

Frais terminaux
Convention,
article 62,
paragraphe 2
Propositions
3062.4, 3062.7,
3062.8, 3062.1,
3062.2, 3062.3
(suite)

La COLOMBIE (motion d'ordre): Nous reprenons la proposition 3062.1, retirée par l'Afghanistan, selon l'article 16, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès en l'amendant en vue de fixer le taux des sacs M à 2 fr-or le kg au lieu de 1,50 fr-or. Nous nous réservons le droit d'intervenir plus tard pour en expliquer les motifs.

Le BANGLADESH: Je m'associe aux déclarations de Cuba, du Soudan et de l'Egypte sur la question du calcul des frais terminaux selon les coûts. J'appuie la proposition de Sri Lanka et retire ma proposition 3062.3.

L'ALGÉRIE: Le travail considérable effectué par le Groupe de travail et plus particulièrement par le Brésil mérite nos félicitations. Cependant, le principe de l'équivalence est contesté par certaines Administrations. Les taux proposés ne semblent pas refléter la réalité et seraient contraires aux intérêts des pays en développement. Je regrette de ne pouvoir soutenir la proposition du CE.

L'IRAQ: Je rends hommage à la tâche effectuée par le Groupe de travail, mais un certain nombre de considérations relatives aux pays du tiers monde n'ont pas été prises en considération de manière suffisante. Les pays en développement importent beaucoup plus d'envois postaux qu'ils n'en exportent. Je suis contre le principe de l'équivalence, qui n'est pas en principe équitable, j'appuie la proposition 3062.2 de Sri Lanka et considère qu'il faut fixer les taux des frais terminaux en tenant compte des coûts et me prononce en faveur d'un taux combiné LC/AO.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous aimerions relever que le contenu modéré des interventions reflète une volonté commune de rechercher la justice. Personne ne conteste le bien-fondé du paiement de frais terminaux, c'est le niveau de ce paiement qui est en discussion. Le Groupe de travail était équilibré et a fait un bon rapport qui a été approuvé par le Conseil exécutif. Nous appuyons la proposition 3062.7 de l'Australie, car elle tient compte de la composition du courrier en déséquilibre, se fonde sur les conclusions de l'étude du Conseil exécutif et préconise des taux distincts pour les LC et les AO. En outre, nous considérons que si un taux unique LC/AO est adopté, le taux des sacs M ne devrait pas être augmenté.

L'ÉTHIOPIE: Nous nous associons à toutes les félicitations adressées au Groupe de travail. Cependant, le principe de l'équivalence est inacceptable et nous préférons le maintien du statu quo, en utilisant le taux d'inflation comme méthode de fixation des taux des frais terminaux. Nous appuyons la proposition 3062.2 de Sri Lanka (motion de procédure). En référence à l'article 18, paragraphe 3, du Règlement intérieur, nous présentons une motion de procédure pour demander la clôture du débat.

L'ARGENTINE: La question actuellement débattue est si importante que nous nous opposons à la motion de procédure.

La COLOMBIE: Nous nous opposons également à la clôture du débat, car nous avons repris une proposition à notre compte et désirons pouvoir la présenter.

CUBA et l'INDE demandent que le vote sur la motion de procédure se déroule au scrutin secret.

Le Japon, la Pologne (Rép. pop.) et le Sénégal sont désignés comme scrutateurs.

Le vote sur la demande de clôture du débat donne le résultat suivant:

Pour:	85
Contre:	38
Abstentions:	3

Le débat sur les frais terminaux est ainsi clos.

Le PRÉSIDENT: Il convient maintenant de voter sur les questions en discussion. La proposition 3062.4 du Conseil exécutif présente le principe de trois taux séparés, sans fixer leurs niveaux. Les amendements 3062.7 et 3062.8 de l'Australie et de la Suisse respectivement proposent des valeurs numériques pour les taux en question. Les propositions 3062.2 de Sri Lanka et 3062.1, telle que reprise à son compte par la Colombie, se basent sur le système actuel de deux taux. Il paraît logique de trancher tout d'abord la proposition 3062.4 du Conseil exécutif, qui introduit le principe des trois taux sans en indiquer le montant.

Le CANADA suggère de voter sur le principe d'adoption de deux taux ou de trois taux de frais terminaux.

CUBA et l'INDE se prononcent en faveur de la procédure indiquée par le Président.

L'INDE, appuyée par la FRANCE, par motion d'ordre, demande que le vote sur l'ensemble des propositions en discussion se déroule au scrutin secret.

Le Brésil, l'Éthiopie et l'Inde sont désignés comme scrutateurs.

Mise au vote, la proposition 3062.4 du Conseil exécutif, en recueillant 40 voix pour, 90 contre et 2 abstentions, est rejetée.

En conséquence, les propositions 3062.7 et 3062.8, qui se basent sur un système de trois taux séparés, tombent.

Le PRÉSIDENT: Il reste maintenant la proposition 3062.2 de Sri Lanka (8 fr-or/kg pour les envois LC/AO et 2 fr-or/kg pour les sacs M) et celle de la Colombie, qui porte le numéro 3062.1 (7 fr-or/kg pour les LC/AO et 2 fr-or/kg pour les sacs M). La proposition de Sri Lanka, qui s'éloigne le plus du statu quo, est soumise au vote.

Avec 90 voix pour, 36 contre et 5 abstentions, la proposition 3062.2 de Sri Lanka est adoptée. Les taux des frais terminaux seront donc de 8 francs-or par kilogramme pour les LC et AO et de 2 francs-or par kilogramme pour les sacs M.

La proposition 3062.1 tombe.

L'ESPAGNE: La Commission vient d'adopter la proposition 3062.2 en déterminant ainsi la nouvelle rémunération applicable aux frais terminaux concernant les catégories LC/AO et sacs M. Nous avons des préoccupations à formuler quant à la deuxième partie de cette proposition qui concerne les sacs M. Il y a trois considérations qui nous mènent à la conclusion que le taux de 2 francs-or par kilogramme est trop élevé. On se rappelle la demande de l'UNESCO qui fait l'objet du Congrès — Doc 20. La coopération de l'UPU est sollicitée afin d'éviter la définition d'une structure tarifaire qui va à l'encontre des efforts qui visent une diffusion plus facile des livres et autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels. Un deuxième facteur d'importance constitue l'absence d'un monopole dans le secteur des sacs M. Finalement, comme on a pu l'apprendre à plusieurs occasions, le coût par kilogramme du traitement d'un sac M n'atteint même pas le niveau de 1,50 franc-or.

Notre délégation a l'intention d'intervenir lors des séances plénières afin de signaler les problèmes que nous venons d'évoquer.

Le PRÉSIDENT: Je passe la parole au Brésil pour la présentation de la proposition 3000.4 qui pose des principes pour le calcul des frais terminaux.

Frais terminaux
Proposition
d'ordre général

Le BRÉSIL: Nous remercions les délégations des louanges adressées au Brésil en tant que pays rapporteur de l'étude. Le rapport présenté dans le Congrès — Doc 10 a servi de base utile aux discussions, ainsi qu'à une orientation sur le niveau théorique des taux des frais terminaux. La solution adoptée par le Congrès se fonde sur l'une des variantes indiquées dans les conclusions du Conseil exécutif, à savoir le maintien du statu quo avec un taux d'inflation. En outre, nous espérons que le volume important de données statistiques recueillies sur le trafic postal international seront utiles à l'Union pour ses activités futures. A la suite de l'adoption des nouveaux taux des frais terminaux, la proposition 3000.4 doit être modifiée en conséquence. Le deuxième paragraphe de la partie qui commence avec le mot "considérant" et le point 2° de la partie commençant avec "charge" doivent être supprimés. L'objectif de cette proposition est d'établir une base juridique des principes pour le calcul des frais terminaux et pour la présentation des études à ce sujet. Etant donné l'importance attachée à la question des frais terminaux, il s'avère nécessaire que les études se poursuivent, afin d'arriver à une règle raisonnable qui peut être acceptée par nous tous.

L'URSS: Puisque le Congrès n'a pas suivi les recommandations du Conseil exécutif concernant l'étude dont le Brésil était le pays rapporteur, il nous semble peu utile d'entamer une nouvelle étude qui se rapporterait au même sujet. La décision adoptée concernant les taux des frais terminaux touche directement nos intérêts, étant donné que l'URSS est un exportateur net de courrier AO et un importateur net de LC. Nous regrettons également que lors des discussions concernant les taux des frais terminaux, la question de la qualité du service n'ait pas été soulevée. Personne n'a dit que si l'on doit rémunérer le travail fait, ce travail devrait répondre à des normes minimales de qualité.

L'INDE: Nous souhaitons que le Brésil, en plus des amendements qui viennent d'être proposés, fasse une référence à l'aspect des coûts qui devrait être considéré dans la prochaine étude.

Contrairement à l'URSS, nous pensons qu'une étude permanente des frais terminaux est indispensable si nous voulons connaître en détail le problème posé, d'autant plus que les données des études précédentes peuvent encore être exploitées.

Le problème qui se pose surtout ce matin est que toutes les Administrations du monde puissent prévoir une structure adéquate pour le traitement continu de toutes les catégories de courrier.

La poursuite de l'étude s'impose donc à condition qu'elle prenne en compte l'aspect des coûts.

La SUISSE: Constatant que l'étude du Brésil n'a pas convaincu les délégués, tout comme celle présentée par le Canada à Rio de Janeiro, et que toute étude qui ne présente pas les résultats attendus a de fortes chances de subir le même sort, nous pensons qu'il serait préférable de ne rien entreprendre jusqu'au prochain Congrès. Ensuite, nous pourrions reprendre l'étude sur les coûts en sachant les difficultés qui nous attendent; peu d'Administrations sont à même de calculer leurs coûts, et celles qui sont en mesure de le faire se réfèrent souvent à des techniques qui ne sont pas toutes identiques.

La FRANCE: Après le rejet des conclusions résultant de travaux coûteux qui se sont déroulés sur plusieurs années au sein du CE et considérant le regret exprimé par beaucoup de délégations estimant que l'aspect des coûts n'avait pas été pris en considération de façon valable, alors que justement les résultats de l'étude des coûts menée par les Etats-Unis rejoignent ceux du Brésil, on peut se demander s'il est utile de poursuivre une telle étude.

Cependant, si le Congrès le souhaite, nous n'y sommes pas hostiles. Mais, comme l'a dit l'Inde, il nous faut prendre en compte tous les aspects de la question. Nous devons donc ajouter à l'aspect des coûts et à l'aspect qualité de service, l'étude des conséquences pratiques de l'introduction du DTS comme unité de compte intermédiaire dans nos relations sur le niveau réel des frais terminaux perçus ou versés.

Ce dernier point est essentiel, car nos Actes continuent de se référer au franc-or qui est périmé. Pour combler cette lacune, il est nécessaire de considérer les effets réels du DTS.

CUBA: Après la décision prise ce matin sur le niveau des taux, la situation qui en résulte n'est toujours pas parfaite. Le nouveau CE pourra peut-être trouver une solution plus satisfaisante. Nous sommes donc favorables à une étude et nous appuyons les amendements présentés par le Brésil. Cependant, les recommandations de la résolution C 35 de Rio de Janeiro conservent pour nous toute leur valeur. Nous souhaitons donc, pour appuyer également la proposition de l'Inde, que le Brésil introduise le point 2° de la résolution C 35 dans sa proposition.

De cette manière, il sera clairement dit que les nouveaux taux à proposer prendront en compte l'aspect des coûts, aussi bien pour les Administrations d'origine que pour celles de destination.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Le projet de résolution 3000.4 ressemble à une étude de marché destinée à promouvoir le trafic de la poste internationale, mais qui ne s'occuperait pas des coûts. Or, l'étude devrait s'intéresser aux déséquilibres qui résultent des flux de trafic.

Quand, dans le texte, on parle de structure des flux de trafic, il vaudrait mieux reprendre le principe de base sur lequel tout le monde est d'accord pour le calcul des taux, à savoir l'idée du déséquilibre du courrier.

Si cela n'est pas dit clairement, nous risquons fort de voir la prochaine étude rejetée par le XXe Congrès.

La GRANDE-BRETAGNE: Bien que plusieurs pays soient sceptiques sur le sort qui sera réservé à une nouvelle étude, nous pensons que la question traitée est trop importante pour la laisser en suspens.

Le prochain CE devra faire des recommandations pour les taux à présenter au Congrès. Un travail de fond doit être mené. Nous sommes donc en désaccord avec l'opinion émise par la Suisse et l'URSS.

Par contre, le texte du Brésil laisse pas mal de souplesse au CE pour le travail à réaliser. Les données des études précédentes pourront être réexploitées, ce qui réduira d'autant le travail complémentaire à fournir par les Administrations. Comme nous ne sommes pas hostiles à ce que le texte fasse référence au coût des déséquilibres, nous appuyons donc le texte du Brésil qui doit cependant être complété par ce qui a été dit par l'Inde et la Tanzanie (Rép. unie).

L'ESPAGNE: Cette étude doit se poursuivre, mais étant donné son coût, il est souhaitable que nous énoncions très précisément toutes les variantes à prendre en compte pour que lors du prochain Congrès la majorité puisse accepter les résultats obtenus. On évitera ainsi ce qui s'est passé pour les études précédentes.

Le PRÉSIDENT: Une majorité de pays paraît souhaiter la poursuite de cette étude.

La proposition du CE, amendée par le Brésil, pourrait servir de base de travail pour le texte définitif qui comprendrait des références aux préoccupations exprimées, à savoir: le coût de traitement du courrier en déséquilibre, la qualité du service, l'introduction du DTS dans le calcul des rémunérations. Comme je ne crois pas qu'il nous faille donner un cadre trop contraignant au CE, je suggère que le Brésil, après consultation des délégations qui sont intervenues, nous propose un amendement écrit à la proposition 3000.4 que nous examinerons la semaine prochaine.

La Commission charge le Brésil de présenter à une prochaine réunion un amendement à la proposition 3000.4 pour tenir compte des résultats du vote sur les frais terminaux et des demandes formulées par les délégations, à savoir: introduction des notions de coût de traitement du courrier en déséquilibre, qualité du service et influence de l'introduction du DTS dans le calcul des rémunérations.

Le PRÉSIDENT propose à la Commission de passer à l'examen du point 7 de l'ordre du jour.

CUBA (motion d'ordre): Sur la base de l'article 18, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, je demande que le point 11 de l'ordre du jour soit discuté au début de la prochaine séance de la Commission. Cette demande est formulée à la suite de la décision prise en matière de frais terminaux et pour tenir compte du volume du travail de préparation incombant au Bureau international en matière de décompte des frais de transit et des frais terminaux.

Le PRÉSIDENT: Un travail important de revision des propositions de modification du Règlement à examiner dans la deuxième partie de l'ordre du jour est en effet à accomplir par l'Argentine et par le Secrétariat. C'est pourquoi je propose à la Commission d'adopter la proposition de Cuba.

L'ARGENTINE: La proposition de Cuba est pertinente. Un débat général pourrait avoir lieu demain au sujet des deux variantes proposées par le CE. La Commission pourrait opter pour l'un des deux systèmes de statistique et, en fonction de la décision prise, le pays rapporteur et le Secrétariat ajusteraient les propositions en conséquence en vue de leur examen ultérieur. L'Argentine appuie donc la proposition de Cuba.

La Commission approuve la proposition de Cuba à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3025.1 et la proposition 3024.1 corrélatives ont pour objet de modifier le paragraphe 6 de l'article 25 de la Convention pour étendre à toutes les catégories de correspondances d'un poids supérieur à 500 grammes, l'application éventuelle, par l'Administration de destination, de la taxe spéciale prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre f), pour la remise au destinataire d'un petit paquet dépassant 500 grammes. La taxe actuelle est de 60 centimes-or au maximum avec une majoration possible de 30 centimes-or en cas de remise à domicile.

Taxes spéciales
Propositions
3024.1 et 3025.1

La HONGRIE (RÉP. POP.): Notre proposition vise à étendre à tous les envois de la poste aux lettres la perception de la taxe de remise au destinataire prévue à l'article 25, paragraphe 6, de la Convention. Les opérations postales sont en fait identiques, quelle que soit la nature des envois, puisque tous les envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes imposent une charge supplémentaire au facteur et ils exigent plus de place pour le stockage au bureau de poste. Certaines Administrations appliquent déjà cette taxe en régime intérieur et la proposition a pour but de la prévoir dans les Actes à titre facultatif.

La SUÈDE: Cette proposition n'est pas judicieuse d'un point de vue concurrentiel. La Suède est en principe contre la perception de taxes additionnelles auprès du destinataire et elle se prononce contre la proposition de la Hongrie (Rép. pop.).

La CHINE (RÉP. POP.) est opposée à la proposition qui est contraire aux dispositions de l'article 19 prévoyant que les taxes de base comprennent la remise des envois au domicile des destinataires lorsque ce service existe dans le pays de destination. La proposition risque de mécontenter les usagers et de réduire par conséquent le trafic postal.

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.) se prononce pour le statu quo. Le petit paquet est le seul envoi de l'espèce existant sur le plan international. Ce terme de "petit paquet" a été choisi pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté avec le mot "envoi" qui comprend, entre autres, les lettres d'un poids de 2 kilogrammes. Or, percevoir une taxe supplémentaire pour la remise d'une lettre dépassant 500 grammes serait abusif eu égard aux taxes d'affranchissement déjà élevées.

Les propositions 3025.1 et 3024.1 sont rejetées.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3303.1 du CE est la suite logique d'une décision du Congrès de Rio de Janeiro qui a autorisé, à l'article III du Protocole final, le dépassement des limites supérieures indiquées à l'article 19, paragraphe 1. Il s'agit, dans un souci de cohérence, d'aligner les principes applicables aux taxes spéciales à ceux déjà prévus pour les taxes de base. Le CE a chargé la République arabe syrienne de présenter cette proposition.

Equivalents.
Limites maximales
Proposition
3303.1

La RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE donne lecture de l'exposé des motifs de la proposition et, au nom du CE, invite la Commission à l'adopter.

La proposition 3303.1 est adoptée sans objection.

Frais de transit
Congrès — Doc 9
Propositions
3061.3, 3061.4,
3061.5

Le PRÉSIDENT: Sous le point 8 de son ordre du jour, la Commission a à examiner le Congrès — Doc 9 et neuf propositions. Cet examen peut se faire en trois parties, à savoir:

- 1° examen du Congrès — Doc 9 et des propositions 3061.3, 3061.4 et 3061.5;
- 2° examen des propositions d'études 3061.2/Rev 1 et 3000.1;
- 3° examen des propositions de refonte de l'article 61, 3061.1, 3061.91, 3065.91 et 3065.92.

Pour la fixation du barème des frais de transit, le CE a été chargé de conduire une étude. A cet effet, un Groupe de travail a été constitué avec les Etats-Unis d'Amérique comme pays rapporteur.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Par sa résolution C 28, le Congrès de Rio de Janeiro avait chargé le CE de poursuivre l'étude sur la structure économique des barèmes de frais de transit. Pour mener à bien cette étude, le Conseil exécutif a constitué un Groupe de travail et désigné les Etats-Unis d'Amérique comme pays rapporteur. Sur la base des points de vue exprimés par les pays ayant répondu au questionnaire élaboré par le Groupe de travail, ce dernier a présenté, à la session 1982 du CE, un rapport articulé autour des conclusions suivantes:

- 1° la composante coût de transport des frais de transit doit être calculée sur la base des prix réellement payés aux transporteurs;
- 2° la composante coût postal continue à être calculée de manière traditionnelle;
- 3° les échelons de distance fixés antérieurement demeurent inchangés;
- 4° un coefficient de majoration doit être appliqué à ces deux composantes pour tenir compte de leur augmentation durant l'intervalle entre deux Congrès.

Ayant fait siennes les conclusions du rapport du Groupe de travail, et après avoir recueilli, grâce à une nouvelle consultation des Administrations, les éléments nécessaires au calcul des frais de transit, le CE présente au Congrès, d'une part, trois propositions relatives aux méthodes de calcul des frais de transit selon qu'ils sont fondés sur le prix de transport des quinze marchandises (proposition 3061.3), le prix de transport réellement payé (proposition 3061.4) ou le prix de transport réellement payé affecté d'un coefficient de majoration (proposition 3061.5) et, d'autre part, deux propositions de résolution visant respectivement à introduire dans les Actes les principes et la méthode de calcul des frais de transit (proposition 3000.1) et à entreprendre une étude destinée à réexaminer la méthodologie en vigueur, notamment en ce qui concerne les échelons de distance, et à éliminer les distorsions dans les données entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes (proposition 3061.2/Rev 1).

Pour la commodité des travaux, le PRÉSIDENT propose à la Commission de se prononcer en premier lieu sur les propositions 3061.3, 3061.4 et 3061.5 et d'aborder ensuite l'examen des propositions de résolution 3000.1 et 3061.2/Rev 1.

La GRANDE-BRETAGNE: Ma délégation a toujours soutenu l'idée qu'il n'était pas correct de calculer les frais de transit sur la base du prix des quinze marchandises. Elle se félicite que le CE ait pris en considération le prix effectivement payé aux transporteurs. Estimant raisonnable de prévoir une augmentation des coûts pendant la période qui sépare deux Congrès, la Grande-Bretagne se prononce en faveur de la proposition 3061.5.

La CHINE (RÉP. POP.): Mon pays ne peut accepter le principe de frais de transit fondés sur les prix de transport réellement payés avant la mise au point d'un mécanisme de vérification efficace des données fournies par les pays de transit. Constatant que 28 pays seulement ont fourni les données utilisées pour le calcul des barèmes figurant dans les propositions 3061.4 et 3061.5, ce qui constitue une représentativité insuffisante, nous estimons que cette méthode éliminerait tout fondement objectif pour le calcul des frais de transit. Ma délégation se déclare favorable au maintien du système actuel plus rationnel et appuie la proposition 3061.3.

La FRANCE: Il est indispensable de clarifier la question du calcul des frais de transit dans le cadre de nos relations avec les transporteurs. Ces derniers estiment que la référence au prix des quinze marchandises est totalement dépassée et qu'il n'est pas possible de comparer une dépêche postale avec des marchandises pondéreuses en vrac ne bénéficiant pas de surcroît de la priorité d'embarquement accordée à la poste. Cette situation aboutit à un blocage du dialogue avec les transporteurs dont la poste a cependant besoin. Il faut donc être lucide et adopter la référence au prix réellement payé. C'est pourquoi la France se prononce sans ambiguïté en faveur de la proposition 3061.5.

CUBA: L'établissement de taux de frais de transit fondés sur le prix des quinze marchandises est illogique et il convient d'abandonner cette référence au profit du prix réellement payé. L'introduction d'un coefficient de majoration entraînerait une augmentation des frais de transit trop importante par rapport aux coûts actuels. Mon pays appuie par conséquent la proposition 3061.4.

Le SÉNÉGAL: Par sa situation géographique, le Sénégal est un pays carrefour et donc un pays de transit. A l'instar de la France, nous avons constaté, à l'occasion de contacts avec les transporteurs, les mêmes réactions de ces derniers vis-à-vis de la référence au prix des quinze marchandises qui n'a plus aucune justification aujourd'hui. Sur la base de l'étude du CE et de notre propre expérience, nous appuyons donc la proposition 3061.5.

Le JAPON: Les quinze marchandises choisies ne sont pas représentatives du trafic postal. Nous ne sommes pas opposés au système prévu par la proposition 3061.5 mais nous voulons cependant souligner que ce barème fondé sur les prix réels ne permettra pas de couvrir nos coûts.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre délégation s'associe aux remerciements adressés à l'Amérique (Etats-Unis), pays rapporteur de l'étude, ainsi qu'aux membres du Groupe de travail pour l'excellent travail accompli qui réside dans le fait que l'on a tenu compte des conditions effectives qui existent pour la poste. La comparaison faite entre le transport effectué par la poste et les prix commerciaux de quelques marchandises transportées à l'heure actuelle par conteneurs ne correspond plus au transport exécuté par la poste qui est pour ainsi dire fait à la pièce. La méthode de calcul proposée par le Groupe de travail, qui est basée sur les frais effectifs, correspond pleinement à notre façon de voir. C'est la raison pour laquelle nous appuyons la proposition 3061.5.

L'ITALIE: Le facteur coût a souvent été évoqué ce matin, raison pour laquelle il faut être cohérent et appliquer les mêmes principes pour les frais de transit, en conséquence nous appuyons aussi la proposition 3061.5.

La COLOMBIE: Nous appuyons ce qu'a dit Cuba et il est certain que le coefficient d'évolution suggéré par la proposition 3061.5 serait très coûteux. Notre Administration, qui est une Administration de transit, subirait incontestablement un préjudice. La proposition 3061.4 fournirait une meilleure base d'équilibre pour déterminer la moyenne des coûts du transport, raison pour laquelle nous l'appuyons.

La proposition 3061.5 est adoptée par 61 oui, 56 non et 10 abstentions. Le tableau figurant au paragraphe 1 de l'article 61 de la Convention sera modifié en conséquence.

Cela étant, les propositions 3061.3 et 3061.4 deviennent sans objet.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

Quatrième séance

Jeudi 5 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Communications Les procurations permanentes suivantes sont valables: Angola pour le Cap-Vert, le Brésil pour Sao Tomé-et-Principe, la Grande-Bretagne pour le Belize et la Suisse pour le Liechtenstein. A la présente séance, la Biélorussie est représentée par la Bulgarie (Rép. pop.) et l'Ukraine par l'URSS. 96 Pays-membres sont présents ou représentés; le quorum étant de 73, la Commission peut valablement délibérer.

Décompte des frais de transit et des frais terminaux Le PRÉSIDENT: Comme convenu hier et afin de permettre au Bureau international en collaboration avec l'Argentine de reviser les propositions de modification des Actes en temps utile, nous commençons nos travaux par la définition du système statistique qui doit servir de base pour le Décompte des frais de transit et des frais terminaux.

Etude sur le système actuel de statistique Les problèmes concernant ce dernier Décompte portent sur les points suivants:

- 1° la détermination du système statistique;
- 2° le solde annuel à exonérer;
- 3° l'établissement du Décompte général;
- 4° l'échange de dépêches closes avec les unités militaires;
- 5° la modification à apporter aux articles 61 et 62 de la Convention.

Congrès — Doc 11

Cet après-midi, nous examinerons le Congrès — Doc 11, les propositions 3065.5/Rev 2, 3065.6/Rev 1, 3065.3, ainsi que les propositions 3065.9, 3579.5, 3579.2/Rev 1, 3579.7, 3065.8, 3065.2/Rev 1 et 3065.7. L'étude sur le système actuel de statistique qui fait l'objet du Congrès — Doc 11 ressort de la résolution C 62 du Congrès de Rio de Janeiro. Cette étude a débouché sur les deux propositions de base du Conseil exécutif 3065.5/Rev 2, présentant le système statistique a) fondé sur un comptage systématique et annuel des sacs classés par catégories tarifaires et de poids et 3065.6/Rev 1 présentant le système statistique C 1 fondé sur un comptage systématique et annuel des sacs et la détermination du poids moyen des sacs selon une statistique d'une durée d'un mois au maximum. De même, nous aurons à examiner la proposition 3065.3 du Nigéria qui prévoit l'établissement du Décompte des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface sur la base du poids réel.

Propositions 3065.5/Rev 2, 3065.6/Rev 1, 3065.3

Dans un premier temps, nous allons nous concentrer sur ces trois propositions de base. L'Argentine, pays rapporteur du Groupe de travail chargé de l'étude sur le système actuel de statistique, va nous présenter le Congrès — Doc 11.

L'ARGENTINE présente les résultats de l'étude effectuée en exécution de la résolution C 62 du Congrès de Rio de Janeiro qui a mené le CE à offrir au Congrès le choix entre deux systèmes aisés de statistique pour remplacer la méthode actuelle qui paraissait dépassée et peu fiable. Les deux systèmes proposés sont décrits au chiffre 31 du Congrès — Doc 11 et leur fonctionnement est illustré aux annexes 1 et 2 de ce document. Comme la Commission 5 a décidé d'adopter un taux des frais terminaux combiné pour les catégories LC et AO, il convient de reprendre d'une façon générale les propositions élaborées par le Bureau international en exécution du mandat du Conseil exécutif pour les deux systèmes de statistique proposés.

En effet, les deux systèmes de statistique a) et C 1 ont été conçus en fonction de taux différents pour les envois LC et pour les envois AO. Il n'est plus nécessaire de présenter un système de statistique pour ventiler le poids du courrier aérien entre LC et AO. Afin de faciliter le réaménagement des propositions, il convient de définir lequel des deux systèmes proposés par le Conseil exécutif a la préférence de la Commission.

Le NIGÉRIA: Depuis des années, nous constatons une diminution du volume du courrier en provenance de la plupart des pays pendant la période statistique triennale. Nous sommes d'avis qu'à une époque où l'on parle beaucoup de la compétition des entreprises privées, nos Administrations soeurs ne devraient pas nous priver des revenus d'une telle façon. Cette préoccupation constitue le motif de notre proposition 3065.3. Son adoption permettra de baser les décomptes des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface sur les poids réels au lieu de recourir à des méthodes statistiques.

Le PRÉSIDENT: Après cette présentation, trois possibilités s'offrent à nous: les systèmes statistiques a) et C 1, qui font l'objet des propositions 3065.5/Rev 2 et 3065.6/Rev 1, ainsi que la proposition 3065.3 du Nigéria. Je vous invite à débattre de ces propositions.

CUBA: L'étude approfondie effectuée au sujet du système statistique facilite notre travail d'une façon considérable et il convient donc de féliciter ses auteurs.

Premièrement, il est à signaler que la Commission, ayant opté pour un système de deux taux différents des frais terminaux au lieu de trois, a simplifié l'application éventuelle des systèmes de statistique a) et C 1. Mais, si le système a) paraît supérieur en ce qui concerne la fiabilité de ses résultats, on doit en même temps reconnaître que son application est lourde et coûteuse. Nous nous exprimons en faveur du système C 1, parce que plus simple et moins cher. Dans la période allant jusqu'au prochain Congrès, cette méthode pourrait être appliquée à titre d'essai, ce qui permettrait de l'abandonner si ses résultats ne donnaient pas satisfaction.

L'AUSTRALIE: Nous partageons les avis exprimés par Cuba. Dans le système a), l'Administration d'origine est obligée de peser et de compter chaque sac de courrier. Si l'Administration de destination désire effectuer un contrôle systématique, une répétition de ces mêmes travaux s'avère indispensable, ce qui signifie un accroissement énorme de travail.

Dans le système C 1, les sacs doivent également être comptés, mais le pesage, qui est nécessaire pour obtenir les poids moyens par catégorie LC/AO et sacs M, se fera pendant un mois par année seulement. Ce système nous paraît tout-à-fait praticable et nous sommes convaincus qu'il donnera de meilleurs résultats que le système actuel. C'est pourquoi nous appuyons le système C 1. Nous sentons également certaines sympathies pour le système basé sur les poids réels comme proposé par le Nigéria. C'est surtout l'absence de modalités d'application qui nous a fait renoncer à cette possibilité.

La FRANCE: Les systèmes a) et C 1 ont le comptage permanent des sacs en commun, ce qui constitue un avantage fondamental. Leur différence se situe dans la méthode de détermination des poids des sacs. Le système a) prévoit une ventilation en trois catégories selon le poids, ce qui pourrait mener à des situations injustes, comme le Congrès – Doc 11 le démontre clairement. L'Australie a soulevé les problèmes de vérification dans les pays de destination. Etant donné qu'il s'agit du courrier de surface, donc par exemple transporté par la voie maritime, il se peut que des milliers de sacs arrivent en même temps. Comment effectue-t-on des contrôles dans des situations pareilles?

On peut envisager des contrôles par épreuve, mais ceci soulève des questions de méthodologie statistique. Si la vérification par les pays de destination montre des différences avec les résultats annoncés par le pays expéditeur, nous risquerions de supporter une charge plus lourde qu'avec le système proposé par le Nigéria. Il s'ensuit donc que le système a) est trop difficile dans son application. Le système C 1, par contre, donne des résultats incontestables et, en conséquence, nous sommes en faveur de son adoption, peut-être tout d'abord à titre d'essai comme Cuba vient de le relever.

La COLOMBIE: L'application du système C 1 nous met à l'abri des difficultés soulevées par la France. Le système a) n'est pas si précis qu'on pourrait le penser, comme les exemples au chiffre 33 du Congrès – Doc 11 le démontrent.

L'URSS: Quand le CE a examiné cette question, nous étions en faveur d'une version modifiée du système C. Nous nous rallions donc au système le plus acceptable, c'est-à-dire le C 1.

La CHINE (RÉP. POP.): Nous sommes également en faveur du système C 1, étant donné que ce dernier permet la détermination du nombre réel des sacs, sans augmentation de la charge de travail des Administrations.

Le fait que, dans le cadre de ce système, les poids moyens sont calculés annuellement, au lieu d'une fois tous les trois ans, rend ce système particulièrement attrayant, en comparaison avec le système de statistique actuel.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): L'imprécision introduite par l'utilisation des catégories de poids dans le système statistique a) ne peut même pas être remédiable par l'adoption de la proposition 3579.2/Rev 1 de la France qui revise les poids moyens par catégorie sur la base des données recueillies par le Brésil dans le cadre de l'échantillonnage du trafic effectué au plan mondial en 1982—1983.

Quels que soient les poids moyens, le pays expéditeur aura tendance à remplir les sacs jusqu'à la limite supérieure de la catégorie. Un autre désavantage du système a) constitue l'absence de directives spécifiques pour le règlement des différences de poids constatées. La proposition 3580.91 du CE s'occupe uniquement de la régularisation des différences de poids *acceptées* après l'établissement des comptes particuliers. Un argument contre le système C 1 serait la possibilité de manipuler le poids moyen par sac, c'est-à-dire d'essayer de baisser le poids par sac pendant la période statistique. Le succès d'une telle action ne peut qu'être relatif, étant donné que l'Administration en question sera obligée d'envoyer *plus* de sacs pour le même nombre de kilogrammes de courrier et, comme on le sait, le nombre de sacs constitue un des paramètres qui détermine le montant du décompte. Les avantages du système C 1 sont clairs et nous n'hésitons pas à nous exprimer en sa faveur.

Le JAPON, la GRANDE-BRETAGNE et l'ARABIE SAOUDITE se déclarent également en faveur du système statistique C 1.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': De nombreuses délégations, dont la France, ont mis clairement en évidence que le système C 1 est préférable au statu quo, et meilleur et plus avantageux que le système a). C'est pourquoi je préconise également l'adoption du système C 1.

Le MAROC: Depuis le début du Congrès, nous n'avons cessé de parler de souplesse. Au nom de cette souplesse, nous accordons notre faveur au système C 1, même si nous pensons, à l'instar de Cuba, que ce système statistique est perfectible et si nous aspirons à un système fondé sur le poids réel des dépêches.

Le TOGO: Nous observons que les deux systèmes proposés ont des points faibles. Le système a) présente à nos yeux l'avantage d'éviter la pratique de rétention du courrier constatée avec le système actuel. Nous sommes cependant conscients que la ventilation des sacs par coupures de poids constitue sans nul doute un facteur d'imprécision bien mis en lumière dans le Congrès — Doc 9. Quant au système C 1, s'il a le mérite de prendre en considération le poids exact des dépêches, nous estimons qu'il favorise la rétention éventuelle du courrier.

Notre délégation est donc favorable à la proposition du Nigéria fondée sur le poids réel des dépêches mais sans ventilation par catégorie de poids. Cette proposition présente l'avantage de la clarté et de la simplicité et, à notre connaissance, elle rejoint la procédure actuellement pratiquée pour le courrier-avion.

Le CAMEROUN: Plusieurs délégations viennent d'indiquer que le système C 1 est le meilleur. Nous tenons cependant à souligner l'inconvénient essentiel de ce système qui réside dans la distorsion constatée par de nombreux pays au moment du comptage. A notre avis, une période de statistiques d'un mois par an est insuffisante pour dissuader les manipulations éventuelles sur le courrier. C'est pourquoi nous pensons qu'un comptage de deux mois pourrait être retenu par le Groupe d'étude.

Nous reconnaissons la lourdeur d'un système fondé sur le poids réel. Pourtant, faute de mieux, l'utilisation d'un tel système par les pays créanciers serait particulièrement opportune au moment où le Congrès plaide pour la réalité des coûts. Cette réalité des coûts n'est pas prise en considération par le système C 1 et nous amène à rechercher et à appuyer un système fondé sur un pesage systématique.

LE PRÉSIDENT: La liste des orateurs est close. Comme le prévoit le Règlement, je propose à l'Argentine et au Nigéria de faire usage de leur droit de réponse.

L'ARGENTINE: Je souhaite rappeler les différentes options qui ont été formulées avant d'aboutir à la présentation des deux systèmes proposés. Au départ, le système a) avait recueilli notre faveur dans la mesure où il paraissait plus avantageux que le système actuel.

Cependant, étant donné qu'il fallait trouver un autre système plus facile à réaliser d'un point de vue opérationnel, nous avons été conduits à imaginer le système C 1. Notre pays, qui est créancier et qui connaît un important trafic de transit, a été très heureux de parvenir à ce résultat. Nous pensons que ce système doit donner satisfaction à la grande majorité des pays, qu'ils soient créanciers ou débiteurs.

Le NIGÉRIA: Nous remercions le Togo d'avoir avancé des arguments en faveur de notre proposition. Ma délégation n'a pas analysé les détails concernant les différentes catégories, car nous pensons que ce sont ces détails qui compliquent notre système opérationnel. Pour nous, plus une réglementation est simple, meilleure elle est. Toutefois, mon Administration serait disposée à se rallier au système C 1 qui représente quand même une amélioration par rapport au système actuel.

Le PRÉSIDENT: J'en conclus que le Nigéria retire sa proposition 3065.3. La plupart des délégations se sont prononcées en faveur du système C 1; je propose en conséquence, sauf objection, que nous adoptions la proposition 3065.6/Rev 1.

Aucune objection n'étant formulée, la proposition 3065.6/Rev 1 est adoptée; la proposition 3065.3 a été retirée et la proposition 3065.5/Rev 2 tombe.

En conséquence, les propositions relatives au système a), 3065.9, 3579.5, 3579.2/Rev 1 et 3579.7, sont devenues sans objet.

Propositions
3065.9, 3579.5,
3579.2/Rev 1,
3579.7

Le PRÉSIDENT: Nous avons à examiner maintenant, toujours en relation avec le système statistique C 1, l'amendement des Etats-Unis d'Amérique 3065.8 concernant le courrier-avion. Mais, compte tenu de l'adoption d'un taux de frais terminaux unique LC/AO, il semblerait que cette proposition ait perdu sa raison d'être.

Proposition
3065.8

L'amendement 3065.8 des Etats-Unis d'Amérique est retiré.

Le PRÉSIDENT: Avant d'en terminer avec ce point de l'ordre du jour, il nous reste à examiner deux propositions:

Propositions
3065.2/Rev 1,
3065.7

- la proposition 3065.2/Rev 1 du Cameroun qui propose d'utiliser, quel que soit le système statistique retenu, les poids réels de plein droit sur l'initiative d'une seule Administration;
- l'amendement 3065.7 de la Roumanie à cette proposition qui prévoit, en cas de désaccord sur les résultats statistiques d'une année, de rendre obligatoire et automatique l'utilisation des poids réels pour l'année suivante.

Les deux propositions n'ont pas fait l'objet de propositions corrélatives au niveau des textes d'application. Je donne la parole au Cameroun pour expliciter sa proposition.

Le CAMEROUN: Compte tenu de la décision que vient de prendre le Congrès concernant le système statistique, mon pays retire sa proposition.

La proposition 3065.2/Rev 1 du Cameroun est retirée. L'amendement 3065.7 de la Roumanie est rejeté en conséquence.

Le PRÉSIDENT: Nous venons d'adopter le système statistique C 1. En conséquence, toutes les propositions corrélatives concernant le Règlement d'exécution présentées par le Conseil exécutif à propos du système a) deviennent sans objet.

Il en est de même pour un grand nombre des propositions présentées par les Pays-membres de l'Union, lesquelles se fondent sur la statistique de la Convention de Rio de Janeiro.

Les pays auteurs sont donc invités à réexaminer le contenu de leurs propositions à la lumière des décisions prises aujourd'hui et, le cas échéant, à se manifester auprès du Secrétariat de la Commission 5 si elles souhaitent soit retirer leurs propositions, soit présenter des propositions révisées.

Frais de transit

Reprenons maintenant le point 8 de l'ordre du jour, abandonné hier matin. Après avoir adopté le nouveau barème de frais de transit, il nous reste à examiner sous ce chapitre deux propositions relatives à la méthode de calcul des frais de transit, ainsi qu'une série de propositions concernant les règles de paiement de ces frais de transit.

Propositions
3061.2/Rev 1,
3000.1

Je vous rappelle que, dans les conclusions du Congrès – Doc 9 sur les frais de transit, le CE recommande l'adoption des propositions 3061.2/Rev 1 et 3000.1.

La proposition 3000.1 vise à donner un cadre juridique à la méthode de calcul qui est utilisée pour la détermination des frais de transit depuis le Congrès de Bruxelles de 1952, méthode modifiée en ce qui concerne l'élément coût du transport fondé désormais non plus sur le prix des quinze marchandises traditionnellement comparées au courrier, mais sur le prix du transport effectivement payé.

La proposition 3061.2/Rev 1 a pour objet de réexaminer la méthodologie suivie jusqu'à présent pour corriger les distorsions apparues lors du calcul des barèmes par le Bureau international.

Sauf objection de votre part, je propose que nous adoptions ces deux propositions.

Les propositions 3000.1 et 3061.2/Rev 1 sont adoptées sans objection.

Propositions
3061.1, 3061.91,
3065.91, 3065.92,
3065.93

Le PRÉSIDENT: Abordons maintenant l'examen des propositions relatives aux règles de paiement des frais de transit. Quatre d'entre elles émanent du CE: propositions 3061.1, 3061.91, 3065.91 et 3065.92. Une cinquième proposition, 3065.93, a pour auteur la Haute-Volta et constitue un amendement à la proposition du CE 3065.91.

Les propositions du CE résultent d'une étude dont l'objectif principal consistait à permettre le règlement direct des frais de transit entre les Administrations d'origine et les compagnies de navigation, sous réserve de l'accord du pays de transit. Cette occasion a été mise à profit pour restructurer l'article 61 de la Convention de manière à le rendre plus accessible aux Administrations.

La proposition 3061.1 prévoit que ne sont conservés à l'article 61 que les principes fondamentaux en matière de frais de transit. Par ailleurs, trois nouveaux articles issus de l'article 61 sont créés:

- l'article 61bis, qui fait l'objet de la proposition 3061.91, porte sur les barèmes et les documents de référence relatifs aux distances des parcours;
- l'article 65bis, créé par la proposition 3065.91, définit les règles de paiement et introduit la nouvelle disposition sur le règlement direct des frais de transit aux compagnies maritimes;
- l'article 65ter, au terme de la proposition 3065.92, concerne les frais de transit relatifs aux dépêches de surface déviées ou mal acheminées.

Enfin, l'amendement de la Haute-Volta 3065.93 à la proposition du CE 3065.91 est destiné à préciser que si des dépêches de surface sont expédiées par l'intermédiaire d'un pays tiers, sans l'intervention de ses services, le pays expéditeur doit payer au pays de destination des frais de transit dans le cas où ce dernier aurait supporté les frais de réacheminement sur le territoire du pays de transit.

En ce qui concerne les préoccupations exprimées par la Haute-Volta, je donne la parole à ce pays pour qu'il précise l'objet de sa proposition.

La HAUTE-VOLTA: Dans la Convention, les dispositions relatives au transit permettent qu'un pays soit traversé sans participation de ses services, sous réserve d'une autorisation préalable. La Convention précise alors que dans ce cas les frais de transit ne sont pas payés au pays traversé. Si une Administration postale n'intervient pas dans le transport territorial ou maritime des dépêches en transit sur son territoire, c'est que les opérations de réacheminement sont exécutées par quelqu'un d'autre (soit l'Administration d'origine, soit l'Administration de destination des dépêches). Ces opérations de réacheminement sont assez onéreuses, surtout si l'on a recours aux services d'une société privée de transport pour assurer la réception et le réacheminement des envois. Quand c'est le pays d'origine des dépêches qui supervise les opérations, les frais supplémentaires qui en résultent peuvent être compensés par le non-paiement des frais de transit au pays traversé.

Il en est tout autrement lorsque les opérations de réception et de réacheminement sont exécutées aux frais de l'Administration de destination des dépêches. En effet, cette Administration déboursa alors de l'argent pour payer les services d'un transitairé privé, et cela sans contrepartie. En effet, selon les règles en vigueur, elle ne peut être dédommée ni par l'Administration d'origine des dépêches ni par l'Administration de transit. Les textes actuels pénalisent donc les pays de destination qui assurent eux-mêmes le transit territorial ou maritime de leurs dépêches. En conséquence, nous souhaitons amender la proposition 3065.91, comme indiqué dans la proposition 3065.93.

Le PRÉSIDENT: Les dispositions prévues à l'article 65bis paraissent, semble-t-il, suffisantes pour régler des situations de ce type par accords bilatéraux.

Le SÉNÉGAL: Comme le Président vient de le rappeler, la Convention évoque bien les situations qui sont fréquentes dans les pays africains. Mais la Haute-Volta nous propose cet amendement pour clarifier au maximum ces situations dans nos textes, situations qui supposent évidemment des accords préalables. C'est pour que ces problèmes soient résolus d'une manière plus équitable que nous appuyons la proposition de la Haute-Volta.

CENTRAFRIQUE: De par notre situation géographique de pays enclavé, nous subissons les problèmes que souhaite résoudre cet amendement que nous appuyons.

Le TCHAD: Cet amendement ne peut qu'arranger les parties prenantes en la matière; nous appuyons donc la proposition de la Haute-Volta.

CUBA: Comme il n'y a pas de contradictions avec les dispositions actuelles, nous appuyons la Haute-Volta, car cela est un besoin pour les pays sans littoral.

La SUISSE appuie l'amendement de la Haute-Volta.

L'ESPAGNE: Cette proposition veut résoudre un faux problème. En effet, ces cas de transit par un pays intermédiaire où l'Administration n'intervient pas ont certainement été réglés par accords bilatéraux.

La FRANCE: Il semble qu'un besoin de clarification de la situation se fasse sentir. Si les pays les plus concernés, car enclavés, sont intervenus, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de souhaiter cet amendement. Tout en appuyant cet amendement, nous suggérons une modification d'ordre rédactionnel: il conviendrait de rédiger le paragraphe 1bis: "Lorsque l'Administration du pays traversé..." au lieu de "Lorsque le pays traversé...".

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.) appuie l'amendement proposé par la France.

La HAUTE-VOLTA accepte l'amendement proposé par la France.

L'ESPAGNE: Nous comprenons le souhait de voir certaines Administrations réglementer cela. Mais il existe toujours des accords entre l'Administration d'origine et celle de destination, et même avec le pays traversé. Nous ne trouvons donc pas utile de reprendre cela dans nos Actes.

Le SÉNÉGAL: Certes, il existe bien des accords bilatéraux ou trilatéraux. Mais le problème que veut résoudre l'amendement de la Haute-Volta est celui des pays africains qui sont liés par des accords plus généraux. C'est le cas des pays sans débouché maritime qui disposent de zones franches dans les ports des pays côtiers où les compagnies de transport viennent, aux frais des pays de destination, prendre livraison du courrier. Voilà pourquoi nous souhaitons combler la lacune existant dans nos textes.

L'ESPAGNE: A notre avis, les dispositions contenues dans l'article 65bis qui doit être créé existent déjà dans l'article 61, paragraphe 1, qui règle la situation.

Le PRÉSIDENT: Le paragraphe 1 de l'article 61 a été légèrement modifié par la proposition 3061.1. Dans la restructuration opérée, l'article 61 ne contient désormais que les principes, les règles de paiement étant transférées à l'article 65bis.

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.): Si l'on se réfère à l'annotation 11 figurant au paragraphe 2 de l'article 61 de la Convention, il est dit que s'il n'y a pas de prestations rendues, le droit de percevoir des frais de transit n'existe pas. Mais cela suppose qu'il y a eu accord préalable entre le pays de transit et le pays de destination. Donc, la Haute-Volta nous propose de réglementer un cas général.

La ROUMANIE propose un amendement au paragraphe 2 de la proposition 3065.91 qui devra être rédigé ainsi: "... moyennant l'accord préalable de ces Administrations et de celle du point d'embarquement concerné. Cet accord doit être conclu au moins trois mois avant l'année qui sera décomptée".

Motifs évoqués:

- absence de stabilité des transports maritimes;
- "faillite" des compagnies maritimes;
- accord des Administrations d'origine pour le règlement direct des frais de transit avec les compagnies maritimes.

Aucune délégation n'appuie cet amendement qui n'est pas retenu.

La proposition 3065.91 est acceptée amendée par la proposition 3065.93, telle que modifiée par la France.

Les propositions 3061.1, 3061.91, 3065.92 sont acceptées sans discussion.

La restructuration de l'article 61 est donc adoptée.

Le PRÉSIDENT: Actuellement, les dispositions du paragraphe 4 stipulent qu'une Administration débitrice est exonérée de tout paiement lorsque le montant dû ne dépasse pas 25 francs-or pour les frais de transit, ainsi que lorsque la différence de poids entre le courrier expédié et le courrier reçu ne dépasse pas 100 kilogrammes par an, séparément par voie de surface et par voie aérienne, en ce qui concerne les frais terminaux. Les propositions 3065.1 et 3583.1 visent à fixer le seuil d'exonération du paiement des frais terminaux à 500 francs-or pour 100 kilogrammes. Le CE, dans sa proposition 3065.6/Rev 1, suggère de fixer ce seuil à 1000 francs-or.

La CHINE (RÉP. POP.): Nous marquons notre préférence pour la proposition du CE et retirons nos propositions 3065.1 et 3583.1.

Le CANADA: Nous reprenons à notre compte la proposition 3065.1 que la République populaire de Chine vient de retirer, afin que la Commission puisse se prononcer sur le seuil de 500 francs-or car nous estimons qu'un montant de 1000 francs-or est trop élevé.

Le SÉNÉGAL, le SOUDAN et le MALI appuient la proposition reprise par le Canada.

La GRANDE-BRETAGNE: En ma qualité de membre du CE, j'appuie fermement la proposition 3065.6/Rev 1. J'estime que 500 francs-or est un très petit montant et, compte tenu des procédures comptables, il me semble que 1000 francs-or est une limite plus raisonnable.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: La proposition 3065.1 contient à notre avis une erreur rédactionnelle et nous suggérons que la dernière phrase "(Le reste sans changement.)" soit enlevée.

Le CANADA appuie la remarque de la Nouvelle-Zélande.

La FRANCE: Il y a entre les deux propositions une différence qui n'a pas été évoquée. En effet, dans la proposition du CE, comme d'ailleurs dans la rédaction actuelle de l'article 65, on précise que le seuil est fixé séparément pour la voie aérienne et pour la voie de surface. Or, cette notion n'apparaît pas dans la proposition 3065.1. Pour notre part, nous appuyons la proposition du CE.

La CHINE (RÉP. POP.): Notre intention lors de la rédaction de la proposition 3065.1 était bien de fixer un seuil séparément pour chaque voie d'acheminement.

La SUISSE: Actuellement, il est fait usage d'un seuil exprimé en kilogrammes et le taux est de 5,50 francs-or, ce qui représente donc 550 francs-or pour 100 kilogrammes. Maintenant que le taux a été porté à 8 francs-or, il y aurait une autre variante qui consisterait à fixer le seuil à 800 francs-or.

La GRANDE-BRETAGNE, l'ESPAGNE et la FRANCE appuient l'amendement proposé par la Suisse.

Le CANADA: Nous maintenons notre proposition avec un montant de 500 francs-or et demandons que l'on passe au vote.

Le SÉNÉGAL et la MAURITANIE appuient l'option du Canada.

L'ESPAGNE: Je propose que le paragraphe 4 de la proposition 3065.6/Rev 1 du CE soit amendé en ce sens que le texte soit celui du paragraphe 4 de l'actuel article 65, en maintenant une référence à un poids.

La JORDANIE: Le statu quo proposé par l'Espagne rejoint la suggestion de la Suisse, étant donné que 100 kilogrammes à un taux de 8 francs-or par kilogramme correspondent à 800 francs-or.

L'ARGENTINE: Je rappelle que le montant de 1000 francs-or figurant dans la proposition du CE est le résultat d'une étude qui tenait compte de l'éventualité de taux différents pour les LC et les AO. Comme il a maintenant été décidé de maintenir des taux unifiés par les LC/AO, cette proposition n'a plus le même sens et j'appuie l'Espagne dans sa demande de maintien du statu quo.

La NOUVELLE-ZÉLANDE et le MALI s'opposent à l'amendement présenté par l'Espagne.

Le PRÉSIDENT: Nous avons deux propositions qui diffèrent au niveau des taux. Il y a une alternative en ce qui concerne le seuil d'exonération pour les frais terminaux, soit 500 francs-or, soit 1000 francs-or.

L'introduction d'un seuil de 1000 francs-or dans le paragraphe 4 de la proposition 3065.6/Rev 1 est rejetée par 86 voix contre, 29 voix pour et 6 abstentions.

L'introduction d'un seuil de 500 francs-or dans le paragraphe 4 de la proposition 3065.6/Rev 1 du CE est acceptée par 93 voix pour, 21 voix contre et 6 abstentions.

La proposition 3065.6/Rev 1 est adoptée avec la modification signalée ci-dessus.

La proposition 3065.1 tombe.

La séance est levée à 18 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

Cinquième séance

Mardi 10 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Frais terminaux
Convention,
article 62
Proposition
d'ordre général
3000.7

Le PRÉSIDENT: Nous allons poursuivre ce matin l'ordre du jour, première partie, et régler les différents problèmes qui restent encore en suspens. Avant de commencer, je signale qu'en plus des procurations permanentes déjà mentionnées, la Guinée-Bissau sera représentée par le Portugal et le Mozambique par le Congo (Rép. pop.). En outre, pour les deux séances du 10 et du 11 juillet 1984, nous avons reçu des procurations de la Biélorussie pour la Bulgarie (Rép. pop.) et de l'Ukraine au profit de l'URSS.

Lors de la troisième séance de cette Commission, nous avons examiné le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 3000.4. Cette résolution du CE, qui concerne les principes pour le calcul des taux de frais terminaux, a posé certains problèmes compte tenu des décisions prises par la Commission, notamment celle relative au taux combiné des envois LC et AO. D'autre part, elle ne paraissait pas assez complète pour répondre aux préoccupations exprimées par certaines délégations. La Commission a chargé le Brésil, pays rapporteur de l'étude des frais terminaux, de préparer une proposition révisée en vue de prendre en compte ces préoccupations. J'invite donc le Brésil à présenter sa proposition 3000.7, qui est la version amendée de la proposition 3000.4.

Le BRÉSIL: L'objectif de la proposition 3000.4 était de fournir une base juridique des principes pour le calcul des frais terminaux et de charger le CE d'étudier les procédures qui devraient être appliquées à un éventuel ajustement des taux des frais terminaux, comme cela ressort du chapitre VI, point 4°, du Congrès — Doc 10. Dans l'amendement 3000.7, nous avons essayé de reprendre toutes les idées qui ont été exprimées en Commission, notamment la considération des coûts de traitement du courrier international, des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte intermédiaire pour les règlements, ainsi que d'autres facteurs utiles, afin de garantir une liberté maximale pour le nouveau Groupe de travail qui s'occupera de ces questions. Enfin, nous proposons de charger le CE de continuer à examiner la question des frais terminaux en vue de trouver une solution équitable aux problèmes résultant des déséquilibres de trafic entre les pays d'origine et de destination et de présenter au prochain Congrès, le cas échéant, ses recommandations concernant les propositions de modification des Actes qui pourraient s'imposer.

Le PRÉSIDENT: J'ouvre le débat au sujet du projet de résolution.

CUBA: Notre délégation tient à féliciter le Brésil pour l'excellent travail fait dans un délai très limité. La proposition qui en a résulté reprend les remarques faites et reflète l'opinion générale. Nous voudrions néanmoins proposer un petit changement. Au début de la proposition, on trouve le texte suivant: "Le Congrès, ayant pris connaissance... — des opinions exprimées à ce sujet à la Commission 5". Etant donné que les opinions exprimées au sein de la Commission ont abouti à des décisions, il paraît logique de remplacer les mots "opinions exprimées" par "décisions adoptées".

L'ÉTHIOPIE se déclare d'accord avec cette manière de voir.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous remercions également le Brésil pour sa synthèse excellente des discussions. Le texte proposé par le pays rapporteur nous paraît clair et flexible. C'est ainsi que la modification proposée par Cuba ne semble pas nécessaire.

L'INDE: La référence aux décisions, comme Cuba l'a proposé, ne comporte aucun inconvénient. Nous estimons d'ailleurs qu'un compromis peut être trouvé en remplaçant le texte en question par la phrase suivante: "Le Congrès ayant pris connaissance... – des opinions exprimées et des décisions adoptées à ce sujet à la Commission 5".

Le LIBAN: L'adjonction "le cas échéant" au deuxième paragraphe dans la partie "charge" de la résolution nous semble superflue et nous proposons en conséquence sa suppression.

Le PRÉSIDENT: Le but de ces mots est de ne pas enfermer l'étude du CE dans un cadre trop rigide.

Le KENYA: Nous proposons plutôt de remplacer "le cas échéant" par "si nécessaire".

SRI LANKA: Nous nous rallions aux opinions exprimées par Cuba et le Liban. Premièrement, nous sommes d'avis qu'une référence aux décisions de la Commission pourrait guider le CE dans ses travaux. En ce qui concerne l'expression "le cas échéant", il faut que l'on soit conscient des conséquences d'une formulation trop souple. Si le CE n'arrive pas à des conclusions ou à des recommandations, nous risquerions de manquer de lignes directrices pour le prochain Congrès, ce qui ne serait pas souhaitable. En conséquence, "le cas échéant" doit être supprimé du texte.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Il y a une différence entre opinions et décisions et les deux termes doivent figurer dans la résolution. C'est pourquoi nous partageons l'avis exprimé par l'Inde. Pour les raisons évoquées par Sri Lanka, nous sommes en faveur de la suppression de "le cas échéant".

La ZAMBIE: L'intitulé de la proposition 3000.4 est beaucoup plus précis que celui de la proposition 3000.7. A notre avis, il convient de conserver le titre original.

Le PRÉSIDENT: Le titre de la résolution 3000.7 pourrait être "Etude sur les frais terminaux", de façon à bien refléter les buts de la résolution.

La FRANCE: Trois problèmes distincts de rédaction forment l'objet de la discussion actuelle. Le premier problème concerne le texte après "ayant pris connaissance" au début de la proposition. Dans le souci de ne pas trop enfermer le CE dans un cadre trop rigide et afin de faciliter l'émergence de nouvelles idées, nous optons pour le compromis suggéré par l'Inde. D'autre part, nous sommes d'avis que la suppression de "le cas échéant" n'est pas possible, étant donné qu'il n'est nullement certain que l'étude aboutisse à des recommandations. Finalement, l'intitulé de la proposition 3000.4 ne peut plus convenir comme titre de la proposition 3000.7.

L'ARGENTINE: Le texte élaboré par le Brésil semble bien refléter ce qui a été décidé par notre Commission. Certaines précisions doivent cependant y être apportées. S'agissant de l'amendement présenté par Cuba, il faut tenir compte du fait que c'est le Congrès lui-même qui prend les décisions en dernier ressort. C'est pourquoi je suggère de rédiger comme suit l'amendement de Cuba: "Le Congrès... – ayant fait siennes les décisions adoptées à ce sujet par la Commission 5 – Convention (tarification et rémunération)".

MADAGASCAR: Je soutiens l'avis de l'Inde selon lequel il faut ajouter à ce considérant "et les décisions adoptées" car le mot "opinions" ne reflète pas exactement la teneur de nos débats. De même, j'appuie l'idée de supprimer, dans le deuxième dispositif, le membre de phrase "le cas échéant" ou toute expression similaire. En effet, la résolution charge le Conseil exécutif d'un travail qui doit nécessairement aboutir à des conclusions concrètes.

Le PRÉSIDENT: Je constate que, sauf sur trois points précis, l'ensemble de la Commission est d'accord sur la proposition 3000.7 du Brésil. A ce stade du débat, je propose de trancher par des votes les points de divergence qui subsistent. Concernant le titre de la résolution, nous avons deux propositions, l'une visant à reprendre celui de la proposition 3000.4 et l'autre suggérant d'intituler la résolution "Etude sur les frais terminaux". Je vous invite donc à voter.

Par 111 oui, 4 non et 5 abstentions, la Commission adopte le titre "Etude sur les frais terminaux".

Nous sommes en présence de trois possibilités de rédaction du deuxième considérant:

- a) le texte du Brésil "des opinions exprimées à ce sujet à la Commission 5";
 - b) l'amendement de Cuba "des décisions adoptées à ce sujet par la Commission 5";
 - c) l'amendement de l'Inde "des opinions exprimées et des décisions adoptées à ce sujet à la Commission 5".
- J'invite la Commission à voter en premier lieu au sujet de l'amendement de Cuba qui s'éloigne le plus du texte original.

Par 30 oui, 71 non et 21 abstentions, l'amendement de Cuba est rejeté.

L'amendement de l'Inde est adopté par 105 oui, 5 non et 14 abstentions.

Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur l'opportunité de supprimer le membre de phrase "si nécessaire", proposé par le Kenya et appuyé par la France au deuxième dispositif de la résolution, à la place de l'expression "le cas échéant".

Par 52 oui, 54 non et 18 abstentions, la Commission adopte l'expression "si nécessaire".

Afin que nul doute ne subsiste, le PRÉSIDENT donne lecture de la résolution 3000.7 compte tenu des trois amendements adoptés.

Taxes
d'affranchissement
et limites
de poids et
de dimensions.
Conditions
générales
Convention,
article 19

Le PRÉSIDENT: J'invite la Commission à examiner le point 9 du Congrès – Doc 39/Rev 2 comportant le Congrès – Doc 19 et Corr 1 et 18 propositions. Je propose de structurer le débat suivant sur cinq points:

- la fixation du niveau des taxes de base;
- l'examen des propositions d'ordre général en vue de l'établissement du niveau des taxes de base;
- l'examen des propositions concernant les limites de poids et les réductions tarifaires;
- l'examen d'un article IIIbis au Protocole final, et
- l'examen de propositions visant une nouvelle classification du courrier.

Propositions
3019.11, 3019.12
et 3019.13

J'ouvre donc le débat sur le premier point, à savoir sur le Congrès – Doc 19 et Corr 1 et les propositions 3019.11, 3019.12 et 3019.13. Le Congrès – Doc 19 traite d'une étude du CE faite selon une méthode traditionnelle pour la détermination des taxes de base et d'une étude complémentaire de la France qui tient compte des conséquences de l'introduction du DTS dans la Convention. Lors de sa session de 1984, le CE a chargé la France de présenter ce document au Congrès.

La FRANCE: Il convient tout d'abord de rappeler que c'est dans le cadre de l'étude sur la "simplification de la tarification et des conditions d'admission des envois de la poste aux lettres" que le Conseil exécutif, lors de sa session de 1982, a décidé "de charger le Bureau international de procéder à la consultation habituelle pour établir le niveau des taxes de base à soumettre au prochain Congrès. Cette enquête devait porter notamment sur les taxes appliquées dans les années antérieures de façon à permettre des extrapolations".

Cette consultation a donné lieu à la diffusion d'un questionnaire en juillet 1982 auquel 80 Administrations ont répondu.

Le Bureau international a procédé à une analyse très détaillée des informations communiquées par les Administrations postales. Cette analyse fait l'objet des paragraphes A à H du Congrès – Doc 19 (points 6 à 29).

Je vous rappelle les résultats les plus significatifs de cette analyse:

Niveau des taxes postales en vigueur dans les Administrations postales (paragraphe A, points 7 à 11).

Selon les informations communiquées au Bureau international:

40 Administrations, soit la moitié, majorent les taxes de base de Rio de Janeiro,

23 Administrations, soit 29%, les réduisent,

12 Administrations, soit 15%, adoptent les taxes de base,

5 Administrations, soit 6%, appliquent une majoration pour certains envois et une réduction pour d'autres.

L'analyse de la répartition des pourcentages de majoration et de réduction par rapport aux taxes de base a montré que:

- pour les lettres et les cartes postales,
 - la plupart des majorations signalées par les Administrations sont de 70% au maximum,
 - la plupart des réductions sont de 50% au maximum;
- pour les imprimés et les petits paquets,
 - la plupart des majorations sont de 80% au maximum,
 - la plupart des réductions sont de 50% au maximum.

Les taux de majoration sont souvent plus élevés que les taux de réduction, mais il convient de se rappeler que les possibilités de majoration de l'article 19 vont jusqu'à 100%, alors que les possibilités de réduction sont de 70% au plus.

La consultation a montré (paragraphe B) que la possibilité de surtaxer les envois non normalisés était utilisée par 9 pays sur 80.

A la question sur les perspectives d'ajustement des taxes postales avant le 1er janvier 1986 (paragraphe C), 47 Administrations ont répondu par l'affirmative. Les taux d'augmentation qui étaient annoncés allaient de + 10% à + 60%.

En ce qui concerne le niveau des nouvelles taxes de base à soumettre au prochain Congrès — c'est-à-dire au présent Congrès de Hambourg — les Administrations se sont réparties ainsi (paragraphe D):

- pour l'augmentation des taxes de base de Rio de Janeiro: 49 Administrations soit 6 Administrations sur 10, les taux d'augmentation préconisés allant de + 11% à + 100%;
- pour le statu quo: 28 Administrations;
- 3 Administrations n'exprimant pas d'opinion.

La révision des pourcentages actuels de majoration (100%) ou de réduction (70%) des taxes de base de l'article 19, paragraphe 1, n'est pas souhaitée (paragraphe E).

En effet, 3 Administrations sur 4 se sont prononcées pour le statu quo pour les deux pourcentages (majoration et réduction).

De même, 9 Administrations sur 10 se sont prononcées pour le maintien de l'article III du Protocole final de la Convention (paragraphe F).

La consultation portait également sur l'évolution rétrospective des taxes postales entre 1972 et 1982 pour la lettre de 20 g, d'une part, et pour l'imprimé pesant 100 g, d'autre part (paragraphe G). Les taxes communiquées par les Administrations ont été converties en francs-or par le Bureau international au moyen des équivalents entre les monnaies nationales et le franc-or.

Le Bureau international a calculé pour les deux catégories d'objets des taux de croissance quinquennale moyenne entre 1972 et 1982. Leur comparaison fait apparaître que, pour de nombreux pays, la croissance avait été plus rapide pour les imprimés de 100 g que pour les lettres de 20 g.

Compte tenu de ces différents résultats, le rapport présenté par le Bureau international au Conseil exécutif de 1983 (paragraphe H) a préconisé le maintien:

- des possibilités de majorer de 100% ou de réduire de 70% les taxes de base;
- de l'article III du Protocole.

Le Bureau international a également suggéré quatre éventualités d'augmentation des taxes de base actuelles envisageant un accroissement de 50%, trois éventualités prévoyant des possibilités de moduler différemment les taxes des AO.

Le Conseil exécutif de 1983 a décidé de reporter sa décision à sa session de 1984 et de charger le Bureau international de consulter à nouveau les Administrations sur les niveaux des taxes de base en se référant à ces quatre éventualités. Quatre-vingt-dix-neuf Administrations ont participé à cette consultation, à savoir:

- a) 50 Administrations, soit un peu plus de la moitié, étaient pour une augmentation uniforme de 50% des taxes de base de Rio de Janeiro;
- b) 17 Administrations étaient pour une augmentation de 50% des LC et de 62% des AO;
- c) 10 Administrations étaient d'avis d'augmenter les LC de 50% et les AO dans une proportion identique à celle existant entre les échelons de poids des LC, en partant d'un accroissement de 50% pour le 1er échelon;
- d) 17 Administrations étaient pour une solution comparable, en partant d'un accroissement de 62% pour le 1er échelon des AO.

Lors de sa session de 1984, le Conseil exécutif a examiné le rapport présenté par le Bureau international rassemblant les résultats des deux consultations et un document présenté par l'Administration française concernant les conséquences de l'introduction du DTS dans les Actes de l'UPU sur la question des taxes de base.

Je vais résumer le point de vue de la France qui est développé dans l'annexe 1 du Congrès — Doc 19.

La question essentielle, à laquelle il est indispensable, selon la France, de répondre avant d'envisager un éventuel ajustement des taxes de base, est de savoir comment le niveau actuel des taxes des Pays-membres de l'Union se situe par rapport aux taxes de base de Rio de Janeiro.

L'enquête du Bureau international repose sur une conversion des taxes des pays en franc-or, au moyen des équivalents entre les monnaies nationales et le franc-or.

Or, l'actualisation des équivalents avait été entravée, et parfois bloquée à partir de 1971, par le flottement généralisé des monnaies, conséquence de la suspension de la convertibilité du dollar en or.

Dans ces conditions, l'évolution retracée pour la période 1972–1982 ne correspond pas à la réalité; elle ne peut donc pas être utilisée pour nos décisions.

Dorénavant, l'UPU dispose depuis 1981 d'un mécanisme d'ajustement automatique des parités monétaires qui permet de déterminer la valeur réelle des taxes en DTS ainsi que leur valeur en franc-or calculée par l'intermédiaire du DTS. Il est donc ainsi possible de situer le niveau réel des taxes des pays par rapport aux taxes de base de l'article 19.

L'analyse chiffrée faite dans ces conditions sur 50 pays par l'Administration française montre:

1° que l'évolution réelle des taxes en DTS entre juillet 1981 et juillet 1983 pour les LC de 20 g est très différente de l'évolution calculée en franc-or par le Bureau international sur la période 1972–1982.

Exprimées en DTS, les taxes ont baissé pour la moitié des pays.

2° que le niveau moyen de ces taxes exprimées en DTS est, en juillet 1983, identique au niveau des taxes de base de Rio de Janeiro, un pays sur deux ayant des taxes plus basses.

La conclusion de cette analyse est que les taxes de base de Rio de Janeiro sont toujours valables.

Néanmoins, la France s'est déclarée disposée à envisager une augmentation des taxes de base de Rio de Janeiro de 20% au maximum, afin de disposer d'une marge pour faire face à des évolutions imprévisibles.

La discussion qui a eu lieu lors du Conseil exécutif de février 1984 a fait apparaître trois points de vue:

1° certaines délégations étaient d'avis de s'en tenir aux résultats des consultations effectuées par le Bureau international, en tenant compte notamment des réponses sur les quatre éventualités d'augmentation qui avaient été soumises. Quelques Administrations, tout en reconnaissant l'intérêt de l'étude française sur l'introduction du DTS, ont fait valoir qu'elle était présentée tardivement et ne portait que sur deux ans;

2° d'autres délégations se sont prononcées en faveur de l'analyse faite par la France et se sont ralliées à la proposition d'augmentation de 20% maximum des taxes de base. Elles ont fait valoir que cette analyse traduit l'évolution et le niveau réel des taxes à une date récente pour 50 pays;

3° enfin, quelques Administrations ont préconisé le renvoi de toute la question au Congrès, car la documentation fournie par la France nécessitait un examen plus approfondi.

Finalement, le Conseil exécutif a décidé de présenter trois possibilités au Congrès en priant celui-ci de trancher entre elles:

— 1re possibilité: augmentation uniforme de toutes les taxes de base de 50%, selon la proposition 3019.11;

— 2e possibilité: augmentation des taxes de base des lettres et cartes postales de 50% et des taxes de base des imprimés et des petits paquets de 62%, selon la proposition 3019.12;

— 3e possibilité: augmentation des taxes de base de 20%, selon la proposition 3019.13.

Le Conseil exécutif invite en outre le Congrès:

— à maintenir le pourcentage de majoration de 100% et de réduction de 70% des taxes de base des envois de la poste aux lettres;

— à maintenir la disposition de l'article III du Protocole final de la Convention.

Après cette présentation, le PRÉSIDENT propose à la Commission de débattre de cette question.

La CORÉE (RÉP.): Nous désirons garder les taxes de base aussi basses que possible. C'est la raison pour laquelle, lorsque le Bureau international nous a envoyé un questionnaire à ce sujet, nous nous sommes prononcés en faveur d'une augmentation de 25%. Cette réponse se fondait sur l'hypothèse que le présent Congrès adopterait des frais terminaux avec des taux séparés pour les LC et les AO. Comme notre Commission a décidé le statu quo dans ce domaine, nous estimons maintenant qu'une augmentation de 25% des taxes de base n'est pas suffisante, surtout pour les AO. Par conséquent, nous appuyons la proposition 3019.12.

La YOUGOSLAVIE: La délégation yougoslave a demandé la parole pour dire qu'elle se déclare favorable à la solution présentée dans la proposition 3019.13, c'est-à-dire pour une augmentation de 20% des taxes de base des envois de la poste aux lettres.

A la page 2, du Congrès — Doc 19, lettre A, on voit que parmi les 75 Administrations participant à la première consultation, 40 majorent les taxes de base, 23 les réduisent et 12 Administrations appliquent les taxes de base sans majoration ni réduction. Donc, sur 75 Administrations, 52% de celles-ci augmentent les taxes de base, 30% les réduisent et 18% les appliquent sans majoration ni réduction.

Les résultats sont semblables en ce qui concerne les taxes de base pour les imprimés. Bien que presque la moitié des Administrations ne majorent pas leurs taxes de base, toutes les analyses de l'étude ne sont basées que sur les 52% des Administrations qui augmentent leurs taxes de base. Toutes les conclusions ultérieures de cette étude sont tirées seulement des résultats qui concernent le groupe des 40 Administrations majorant les taxes de base.

A notre avis, pour avoir des résultats qui couvrent l'ensemble des 75 Administrations retenues dans l'étude, il fallait prendre en considération tous les participants et trouver la moyenne arithmétique pour ce groupe, qui englobe aussi bien les pays réduisant les taxes de base que ceux qui les majorent. En faisant ce calcul et en pondérant le pourcentage de majoration ou de réduction des taxes de base par le nombre de pays appliquant cette majoration ou cette réduction, mais aussi en prenant en considération les Administrations appliquant les taxes de base telles quelles, c'est-à-dire qui ont le pourcentage de majoration ou de réduction égal à zéro, on arrive à un résultat de la moyenne arithmétique pondérée de majoration de 13,46% pour les lettres et de 19,46% pour les imprimés.

Maintenant, je reviens à l'étude menée par la France. Je ne veux pas répéter les arguments et les preuves présentées en annexe 1 du document 19. Mais je voudrais vous dire que j'approuve totalement cette étude, tant dans sa conception que dans ses conclusions. Je constate d'ailleurs que les résultats de cette étude ainsi que l'analyse faite par la Yougoslavie se rejoignent et plaident en faveur d'une majoration de 20%.

Je veux signaler qu'il existe la possibilité de majoration de 100%, prévue déjà à l'article 19 et, dans les cas extrêmes, l'article III du Protocole final de la Convention. Les Administrations qui subiront des coûts d'exploitation élevés pourront toujours déterminer leurs tarifs sans égard aux limites des taxes de base prévues à l'article 19.

Je veux ajouter aussi que notre Congrès est préoccupé par l'avenir des services postaux, par la concurrence des entreprises privées et par plusieurs autres sortes de dangers et de menaces. La publicité consacrée à notre Congrès peut nous aider dans nos activités futures, en ce qui concerne le développement des services postaux. Mais, si après quarante jours de Congrès, l'on arrive à ce qu'un des résultats de nos travaux soit une augmentation considérable des taxes d'affranchissement des envois postaux, cette publicité se retournera contre nous. Je propose donc que la Commission adopte la proposition 3019.13. Le profit que nous tirerons de cette sage décision pourrait nous donner des satisfactions. Et d'ailleurs, nous pouvons toujours construire nos tarifs de manière à couvrir nos coûts. Au contraire, la mauvaise publicité de l'augmentation considérable des taxes de base donnera lieu à des situations paradoxales, selon lesquelles les Administrations se verraient empêchées de pouvoir profiter des taux élevés des taxes de base, qui seraient assurés par l'article 19 de la Convention.

Donc, encore une fois, la délégation yougoslave votera pour la solution d'augmentation des taxes de base de 20%.

Le JAPON: Nous avons examiné avec attention les trois variantes qui nous sont proposées par le CE, en tenant compte de divers facteurs tels que les coûts, l'équilibre avec les tarifs du régime intérieur, les fluctuations monétaires, la compétition avec le courrier privé, etc. Un de nos critères de décision est le fait que les taxes du service international devraient être supérieures à celles du service intérieur, ou tout au plus égales à ces dernières dans des cas exceptionnels. Compte tenu de ce critère et à cause du prix élevé de nos services postaux, nous croyons devoir dire que même les tarifs préconisés par la proposition 3019.12 pourraient être, dans des cas particuliers, inférieurs à nos tarifs intérieurs, au cours des sept prochaines années. Toutefois, nous ne voulons pas une augmentation importante des tarifs internationaux, étant donné la situation du marché postal. Une forte augmentation de nos taxes d'affranchissement accroîtrait le danger de voir nos clients se tourner vers des entreprises privées et nous désirons à tout prix éviter une telle situation.

Pour ces raisons et compte tenu également de l'augmentation prévisible du coût d'exploitation durant la période d'application de la nouvelle Convention, du niveau probable des tarifs du service domestique pendant la même période et du fait que la majorité des pays ayant participé à la consultation en la matière étaient favorables à cette option, nous appuyons la proposition 3019.11 visant à relever de 50% les taxes de base des envois de la poste aux lettres (LC et AO).

CUBA: Je félicite la France pour son étude et pour l'exposé qu'elle nous a présenté. En outre, j'appuie l'intervention de la Yougoslavie et me déclare également en faveur de la proposition 3019.13. Bien des délibérations tenues jusqu'à ce jour ont mis en évidence le danger constitué par les organismes de transport du courrier parallèles et je pense qu'il faut également agiter cet épouvantail lorsqu'il est question des taxes de base des envois de la poste aux lettres. Plusieurs délégations ont mentionné que des augmentations des taux de frais terminaux entraînent une baisse du volume du trafic postal et l'on utilise cet argument pour nous amener à réfléchir à la question. Je pourrais aussi dire que c'est l'augmentation incessante des taxes de base qui a provoqué ce phénomène.

L'ÉGYPTÉ: J'aimerais joindre ma voix aux remerciements adressés à la France pour les efforts déployés afin de mener à bien cette étude. Je ne voudrais pas répéter l'énumération de tous les maux dont nous souffrons face à l'augmentation des frais, mais en tant que représentant d'une Administration postale d'un pays en développement, je ne peux m'empêcher d'en souligner l'importance. J'appuie la proposition 3019.11, qui me paraît accorder une marge de manoeuvre appréciable pour les Administrations postales.

CENTRAFRIQUE: Nous félicitons la France pour son étude complète. La consultation organisée par le Bureau international a fait apparaître une tendance générale en faveur d'un relèvement des taux de base de 50 %, avec plusieurs variantes. Compte tenu des difficultés parfois rencontrées lors de l'augmentation des tarifs, notre délégation appuie la proposition 3019.13.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Je remercie et félicite la France pour son exposé et j'aimerais appuyer la déclaration que vient de faire l'Égypte, car il convient de souligner l'augmentation continue des frais dont souffrent les pays en développement. Je suis d'accord avec les explications fournies par la Yougoslavie, mais il me semble qu'il y a des facteurs qui nous poussent à accepter les solutions de compromis, c'est la raison pour laquelle ma délégation appuie la proposition 3019.11.

Le PRÉSIDENT donne la liste des orateurs inscrits et, avec l'accord de la Commission, déclare cette liste close. Pays inscrits, dans l'ordre: Soudan, Tchécoslovaquie, Inde, Barbade, Arabie saoudite, Autriche, Jordanie, URSS, Canada, Bénin, Ghana.

Le SOUDAN: Nous félicitons la France pour les efforts qu'elle a consentis dans le but de nous présenter cette étude, car la question des taxes est l'un des piliers essentiels du service postal. Dans notre pays, nous n'imposons pas de taxes supérieures et n'utilisons même pas les maximums fixés par la Convention. Cependant, bien que dans ce monde en mutation, nous ne sachions pas de quoi l'avenir sera fait en ce qui concerne les services postaux, nous pensons qu'une augmentation des taxes de base est nécessaire afin de nous permettre de couvrir les frais d'exploitation, sans que nous perdions cependant de vue les intérêts des usagers ou les propositions qui ont été faites concernant l'échange d'informations et dont la recommandation de l'UNESCO est l'expression. Nous appuyons donc la proposition 3019.11.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: Nous avons une politique de stabilité des tarifs. Compte tenu des explications de la France et de la Yougoslavie, nous appuyons la proposition 3019.13.

L'INDE: Les consultations effectuées ont montré que la majorité des Administrations souhaitent une augmentation de 50 %. Mais la moyenne arithmétique des augmentations appliquées n'est en fait que de 46 % pour les lettres et cartes postales et de 58 % pour les imprimés.

Bien que ce soit le coût de traitement des imprimés qui ait le plus augmenté nous appuyons cependant la proposition 3019.11 car la proposition 3019.13 et l'étude dont elle découle ne sont pas acceptables. L'adoption du DTS dans nos Actes ne peut éviter que nous augmentions les taxes de base. En effet, les fluctuations des monnaies nationales ne se produisent pas par rapport aux coûts postaux. Elles proviennent surtout de facteurs économiques généraux.

Les chiffres nous concernant dans l'annexe montrent qu'il n'y a pas eu réduction de nos taxes exprimées en DTS.

La BARBADE: Le Congrès venant d'approuver une augmentation des taux des frais terminaux de plus de 40 %, il est souhaitable que nous donnions aux Administrations la possibilité d'accroître leurs recettes. Sachant par l'étude que la majorité des Administrations ont appliqué une augmentation plus forte des taxes de base des imprimés et qu'il nous faut prévoir une croissance inévitable des salaires, nous appuyons la proposition 3019.12.

L'ARABIE SAOUDITE: A notre avis, la pression plus vive de la concurrence n'est pas due à une croissance de nos taxes de base mais plutôt à une non-diversification des services postaux et à un manque de rapidité dans nos acheminements.

Une augmentation de 50% nous semble refléter d'une manière assez juste les variations qu'il faut attendre pour les coûts d'exploitation; de plus, elle s'harmonise avec la décision prise pour les frais terminaux. Nous appuyons donc la proposition 3019.11.

L'AUTRICHE: Augmenter les taxes de base de 20% ne suffit pas puisque nous savons qu'à peu près 50% des Administrations ayant participé à l'enquête souhaitent une augmentation plus importante. De plus, les informations qui ressortent de l'étude, concernant les valeurs moyennes, sont parfaitement correctes. Il a été suffisamment répété que les taxes d'affranchissement se fondent sur les coûts d'exploitation. Si ces coûts augmentent, les taxes d'affranchissement doivent s'adapter. De plus, il faut que les taxes internationales ne soient pas inférieures à celles du service intérieur. Les frais d'exploitation des AO étant supérieurs à ceux des LC, il est donc normal de prévoir une augmentation supérieure pour cette catégorie d'envois. En ce qui concerne la concurrence, nous aimerions faire connaître le résultat de nos observations. Les tarifs de la concurrence sont toujours légèrement inférieurs à nos taxes et s'ajustent à la hausse après chaque modification de ces dernières. Nous n'avons donc pas à tenir compte de la concurrence pour prendre une décision. Nous appuyons la proposition 3019.12.

La JORDANIE: Nous venons d'augmenter de presque 50% les taux des frais terminaux. Ceci paraît être une bonne indication de l'augmentation également souhaitée pour les taxes de base pour les cinq prochaines années. Une augmentation de cet ordre paraît raisonnable. Elle permettrait de couvrir les frais d'exploitation et de tenir compte de l'inflation durant la période d'application. Nous appuyons donc la proposition 3019.11.

L'URSS: Nous sommes pour la souplesse en matière de tarification. Nous appuyons l'analyse faite par la Yougoslavie. Le problème de la stabilité qui préoccupe notre Administration est bien reflété dans la proposition 3019.13 que nous appuyons.

Le CANADA: Nous appuyons la proposition 3019.12, car il faut rétrécir le fossé qui sépare les LC des AO. L'étude faite par le Bureau international montre que c'est la tendance actuelle. Nous ne pouvons appuyer la proposition 3019.13 car notre situation n'était pas conforme aux conclusions auxquelles la France a abouti; en effet, notre monnaie n'a pas perdu de la valeur par rapport au DTS.

Le phénomène décrit ne nous paraît s'appliquer qu'à un nombre restreint de pays et son ampleur en serait certainement minorée si la période examinée avait été plus longue.

Le BÉNIN: La poste est un service public qui vit dans un monde de concurrence. Augmenter les taxes serait insupportable pour les populations à faible pouvoir d'achat et la concurrence s'emparerait encore plus de notre clientèle. Nous approuvons donc la démonstration statistique faite par la Yougoslavie et nous appuyons la proposition 3019.13.

Le GHANA: Afin de ne pas accroître encore l'inflation et les frais postaux dont souffrent tout particulièrement les pays en développement, nous appuyons la proposition 3019.13. De cette façon, on pourra également mieux tenir compte de la demande faite par l'UNESCO.

Soumise au vote, la proposition 3019.12 est rejetée avec 21 voix pour, 97 contre et 5 abstentions.

La proposition 3019.11 est adoptée avec 62 voix pour, 59 contre et 4 abstentions.

La proposition 3019.13 tombe.

Le PRÉSIDENT: Nous allons à présent examiner les demandes du CE figurant aux paragraphes 2 et 3 des conclusions du Congrès — Doc 19, à savoir conserver la majoration de 100% et la réduction de 70% des taxes de base et maintenir la disposition de l'article III du Protocole final de la Convention.

La Commission adopte sans discussion le maintien du pourcentage de majoration de 100% et de réduction de 70% des taxes de base des envois de la poste aux lettres et le maintien de la disposition de l'article III du Protocole final de la Convention.

Convention,
article 19

Propositions
d'ordre général
3000.2,
3000.5/Rev 1,
3000.6

Le PRÉSIDENT: Nous devons examiner une résolution d'étude de l'Argentine (proposition 3000.2). Elle charge le CE de conduire une étude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres selon le coût réel du service et de prévoir un mécanisme d'ajustement pendant la période d'application des Actes. L'amendement 3000.5/Rev 1 demande qu'en plus du coût des services, il soit tenu compte de l'évolution des besoins des clients, de l'influence de facteurs externes sur le volume du trafic, des différentes politiques économiques et sociales des Administrations postales et des conséquences de l'introduction du DTS sur le niveau des taxes et sur la répartition de ces taxes par rapport aux taxes de base fixées par le présent Congrès. L'amendement 3000.6 conserve comme principe fondamental de l'étude le coût du service, mais prévoit de prendre également en considération d'autres facteurs comme les besoins de la clientèle et l'influence d'éléments extérieurs sur le trafic ainsi que tout autre élément susceptible d'être considéré.

L'ARGENTINE: Depuis plusieurs Congrès, des augmentations importantes des taxes de base ont eu lieu. Le présent Congrès vient d'en faire de même en permettant une croissance de 50%. Mais on ne peut pas dire que ces décisions soient intervenues après une étude approfondie du coût de service. Les propositions présentées n'étaient fondées que sur les taxes existantes et leur évolution. Or, le coût du service est fondamental, d'autant que, souvent, la finalité de la poste n'est pas d'être une entreprise lucrative. Le caractère social l'emporte. Une étude dans ce domaine nous donnera les éléments suffisants pour prendre une décision raisonnable.

On peut constater qu'entre les Congrès le relèvement du niveau de taxes est important. Ceci peut nous attirer des critiques. Il serait préférable d'étudier si l'on ne pourrait pas trouver un mécanisme d'ajustement entre deux Congrès pour éviter des changements d'une telle ampleur. Notre Union fait des études pour les frais terminaux, il pourrait en être de même pour les taxes de base, puisque les frais terminaux représentent une partie des taxes appliquées par les Administrations. Ils rémunèrent en fait une partie du service rendu. Nous pensons que le moment est venu de confier au CE une étude de cette nature. Nous acceptons d'ailleurs l'amendement figurant à la proposition 3000.6. Il complète notre proposition car les éléments supplémentaires à prendre en compte permettront une meilleure évaluation des coûts des Administrations.

Le PRÉSIDENT: La parole est aux coauteurs des propositions d'amendement 3000.5/Rev 1 et 3000.6.

La GRANDE-BRETAGNE: Les coauteurs de l'amendement 3000.5/Rev 1 sont favorables à la proposition de l'Argentine de confier au Conseil exécutif une étude sur les taxes de base des envois de la poste aux lettres et partagent la plupart des commentaires présentés par ce pays. Ils pensent toutefois que d'autres facteurs que ceux cités par l'auteur devraient être pris en considération dans l'étude; non seulement celui des coûts qui est essentiel, mais aussi les facteurs sociaux et politiques dont l'impact est important dans un grand nombre de pays, la comparaison des prix et services offerts par la concurrence et, enfin, l'influence du DTS. L'Argentine n'a pas fait connaître sa position sur cet amendement, mais nous pensons qu'elle reconnaîtra le bien-fondé des motifs qui l'ont inspirée.

Le PRÉSIDENT: La plupart des préoccupations exprimées par les Administrations sont prises en considération dans les deux amendements, à l'exception, s'agissant de la proposition 3000.6, des facteurs sociaux et politiques et de l'influence du DTS.

Une solution de compromis pourrait être trouvée en incluant l'ensemble des préoccupations évoquées dans les propositions.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous sommes favorables à cette suggestion et pensons qu'une réunion des pays coauteurs des deux amendements ainsi que du pays auteur de la proposition principale permettrait de mettre au point rapidement un texte approprié.

La SUISSE: En qualité de coauteur de la proposition 3000.5/Rev 1, j'appelle l'attention de la Commission sur la première tâche confiée dans cette proposition au CE qui est d'étudier si les règles actuelles, de l'article 19, relatives à la fixation des taxes d'affranchissement sont encore appropriées. Nous constatons en effet que ces règles ne constituent plus aujourd'hui la seule référence utilisée par les pays pour fixer leurs taxes et que de nombreux autres éléments sont pris en considération. Par conséquent, nous souhaitons qu'à l'occasion de la réunion proposée par les Etats-Unis d'Amérique cet élément soit retenu.

Le PRÉSIDENT: J'invite les deux groupes coauteurs des amendements 3000.5/Rev 1 et 3000.6 à se réunir avec l'Argentine afin d'élaborer un texte de compromis reprenant l'ensemble des préoccupations exprimées. Si aucune solution ne pouvait intervenir, les propositions seraient alors discutées séparément.

L'examen des propositions 3000.2, 3000.5/Rev 1 et 3000.6 est reporté à la prochaine séance de la Commission 5.

Le PRÉSIDENT: Le point suivant de l'ordre du jour a trait à l'article 19 de la Convention. Huit propositions concernant les limites de poids et les réductions tarifaires sont soumises à notre examen: les propositions 3019.1, 3019.2, 3019.3, 3019.4, 3019.5, 3019.6, 3019.7 et 3019.8. Nous étudierons en premier lieu les propositions relatives aux limites de poids 3019.8 de la Suisse, 3019.1 de la République populaire de Chine et 3019.4 de la Tchécoslovaquie.

Convention,
article 19,
paragraphe 1, 5,
7 et 8

La proposition 3019.8 a pour objet de permettre aux Administrations intéressées de porter, par voie d'accord bilatéral, la limite maximale de poids des petits paquets à 2 kg au lieu de 1 kg et d'appliquer à ce nouvel échelon de poids la tarification prévue à l'article 19 pour les imprimés de même poids. D'application facultative, elle a été inspirée par le souci de répondre aux besoins de la clientèle en lui offrant un service nécessitant un minimum de formalités et un transport plus rapide que celui des colis postaux.

Proposition
3019.8

La SUISSE: Des propositions analogues à la nôtre ont déjà été présentées aux Congrès de Tokyo et de Rio de Janeiro, mais en raison de leur caractère obligatoire, elles se sont heurtées à l'opposition d'une majorité d'Administrations. C'est pourquoi je veux d'abord mettre en lumière le caractère facultatif de notre proposition qui vise à créer une base juridique pour favoriser le développement d'un service particulièrement apprécié par la clientèle.

Notre proposition est fondée sur une analyse commerciale de la situation, selon laquelle la poste doit, dans le contexte de concurrence actuel, tout mettre en oeuvre pour s'adapter aux besoins de la clientèle.

Des Administrations ont déjà procédé à des expériences sur une base bilatérale; il s'agit de la France, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse. Les résultats de ces expériences sont tout à fait concluants et font apparaître un trafic nouveau.

En ce qui concerne la Suisse, nous avons constaté pour l'année 1983 une augmentation nette de 200 000 envois dans nos seules relations avec la République fédérale d'Allemagne et la France. Les particuliers et les entreprises apprécient beaucoup cette nouvelle mesure et ont demandé à plusieurs reprises son extension à d'autres pays.

Nous observons enfin que les craintes émises à propos de la perte de recettes qui résulterait de l'application d'une telle mesure ne sont pas fondées dans la mesure où les dispositions de l'article 19 permettent de fixer des taxes couvrant les frais.

Le JAPON: Ma délégation appuie la proposition de la Suisse pour les raisons suivantes:

- 1° Depuis le Congrès de Tokyo qui avait fixé à 1 kg la limite maximale de poids des petits paquets, nos clients ont demandé une augmentation de ce poids à 2 kg et même plus.
- 2° Pour expédier de petites quantités de marchandises, la clientèle préfère le petit paquet au colis postal en raison de ses formalités plus simples.
- 3° L'adoption de cette mesure n'aura pas d'effets négatifs vis-à-vis des pays importateurs en raison de l'augmentation des frais terminaux relatifs à cette catégorie d'envois.
- 4° L'application de cette proposition est facultative.
- 5° La poste a là une occasion d'améliorer sa position vis-à-vis de la concurrence.

CUBA: Nous appuyons la proposition 3019.8 pour les raisons évoquées par l'auteur et par le Japon. Nous pensons, en outre, qu'en raison de son caractère facultatif, l'adoption de cette mesure permettra de dissiper les craintes que pourraient avoir certaines Administrations en ce qui concerne la normalisation des échelons de poids.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Ma délégation s'oppose à l'adoption de la proposition suisse. Elle considère que cette mesure provoquera un détournement du trafic des colis postaux vers le petit paquet, au détriment des Administrations postales. Nous nous interrogeons en outre, eu égard à l'adoption de la proposition 3019.11, sur les bases de calcul qui ont été utilisées pour déterminer les taxes de ce nouvel échelon de poids et demandons à Monsieur le Président de nous donner des précisions à ce sujet.

Le PRÉSIDENT: Bien entendu, les taxes figurant dans la proposition suisse seront réactualisées pour tenir compte de la décision que la Commission a prise concernant les taxes de base.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Nous appuyons la proposition 3019.8. Toutefois, en vue de faciliter l'adoption de cette mesure par les Administrations intéressées, et compte tenu de l'existence du Recueil de la Convention où figurent tous les renseignements concernant la participation des Pays-membres aux services facultatifs, nous proposons la modification suivante au texte de la proposition, à la dernière colonne: après "cette limite de poids peut aller jusqu'à 2 kg...", le texte actuel est remplacé par "... dans les relations entre les pays qui, selon les renseignements figurant dans le Recueil de la Convention, admettent cet échelon de poids".

Le SÉNÉGAL: Mon pays appuie sans réserve la proposition suisse en raison des arguments pertinents énoncés tant par l'auteur que par d'autres délégations, notamment celle du Japon. J'ajoute que dans notre service interne, où la limite de poids est fixée à 3 kg pour le paquet-poste, nos clients ne comprennent pas les différences existant entre le régime intérieur et le régime international. Pour mieux répondre aux besoins de la clientèle, nous serions favorables à une harmonisation des limites de poids de ces deux régimes. Toutefois, nous acceptons la limite de poids prévue par la Suisse, qui constitue une première étape dans ce sens. A propos de l'intervention de la Hongrie (Rép. pop.), nous estimons que le processus de l'accord bilatéral est simple puisqu'il suffit pour le conclure d'un simple échange de lettres entre les Administrations intéressées. Il est cependant nécessaire, comme le souligne la Hongrie (Rép. pop.), que cet accord soit signifié au Bureau international aux fins d'inscription dans le Recueil de la Convention. A cet égard, une annotation au Code annoté pourrait suffire.

La BULGARIE (RÉP. POP.): Nous souhaiterions des explications en ce qui concerne les taxes d'affranchissement applicables au nouvel échelon de poids prévu par la proposition suisse dans la mesure où le montant fixé dans cette proposition est différent de celui figurant dans la proposition 3019.11 que nous avons adoptée.

Le PRÉSIDENT: Lors de la présentation de la proposition de la Suisse, il a été dit que le nouvel échelon de poids créé reprenait le même niveau tarifaire que celui des imprimés de 1 à 2 kg. En raison de l'adoption de la proposition 3019.11, les taxes de ces imprimés figurant à l'article 19 vont être réactualisées et il en sera donc de même pour le tarif à appliquer aux petits paquets.

La FINLANDE: Notre délégation appuie la proposition 3019.8. Considérant la limite de poids générale de 2 kg pour la poste aux lettres du régime international, nous estimons qu'il serait opportun d'avoir la même limite pour les petits paquets. Nous pensons en outre que le transfert des colis postaux de faible poids vers les petits paquets permettrait à la poste de réaliser des économies.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre Administration participe à l'expérience relative à l'expédition de petits paquets jusqu'à 2 kg dans ses relations avec la Suisse. Cette expérience très concluante a eu pour résultat une augmentation du trafic des petits paquets. L'incidence négative sur le trafic des colis postaux est nettement compensée par les avantages offerts en matière de rapidité d'acheminement et de simplification de dédouanement et de manutention. Nous appuyons donc la proposition de la Suisse et nous nous rallions à l'amendement proposé par la Hongrie (Rép. pop.) qui permettra à tous les Pays-membres, en se référant au Recueil de la Convention, de connaître les Administrations participant au nouveau service.

Le PRÉSIDENT: La Suisse accepte-t-elle l'amendement de la Hongrie (Rép. pop.)?

La SUISSE: Ma délégation a présenté sa proposition de cette manière par analogie aux dispositions actuelles de l'article 19 concernant les imprimés. Dans le tableau de cet article, à la rubrique imprimés et à la colonne limite de poids, il est en effet indiqué: "... cette limite de poids peut aller jusqu'à 10 kg après entente entre les Administrations intéressées".

L'amendement pertinent de la Hongrie (Rép. pop.) me conduit à me demander si ces accords concernant les imprimés figurent dans le Recueil de la Convention.

Dans l'affirmative, il en sera de même pour les accords relatifs aux petits paquets et l'amendement ne serait plus utile. C'est pourquoi, je demande au représentant du Bureau international de bien vouloir nous éclairer sur ce point.

Je demande au délégué du Sénégal de bien vouloir préciser son amendement.

Le SÉNÉGAL: L'accord des Administrations intéressées doit faire l'objet d'un échange de lettres formel. Cet accord est ensuite communiqué au Bureau international qui annote en conséquence le Recueil de la Convention.

Le PRÉSIDENT: Il me semble en fait que la rédaction actuelle de la proposition de la Suisse, notamment en ce qui concerne la colonne "Limite de poids", donne satisfaction. La seule question en suspens, l'inscription dans le Recueil de la Convention, relève de la compétence du Bureau international. Je sou mets donc à votre approbation la proposition 3019.8 dans la rédaction présentée.

Soumise au vote, la proposition 3019.8 est adoptée par 112 voix pour, 5 voix contre et 4 abstentions.

La séance est levée à 12 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Sixième séance

Mercredi 11 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Communications Le PRÉSIDENT: En plus des procurations permanentes déjà annoncées, à partir de la présente séance, Sainte-Lucie sera représentée par le Canada.

Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales Le PRÉSIDENT résume brièvement les débats de la séance précédente et propose de reprendre le point 9 de l'ordre du jour, propositions 3019.1 et 3019.4. La proposition 3019.1 de la Chine (Rép. pop.) a pour objet de fixer pour les sacs M une limite de poids minimale qui ne devrait pas être inférieure à 5 kilogrammes. Il met en discussion la proposition 3019.1.

Convention, article 19 (suite) La BELGIQUE: Nous sommes sensibles aux motifs de la proposition 3019.1; toutefois, nous estimons qu'il ne serait pas justifié de refuser la possibilité de former des sacs M aux expéditeurs qui n'ont pas 5 kilogrammes d'imprimés pour un même destinataire et pour la même destination. Même si les cas sont rares, il ne serait pas équitable de limiter les facilités offertes à la clientèle quand les Administrations retirent des avantages évidents sur le plan de l'exploitation.

Propositions 3019.1 et 3019.4 L'adoption de cette proposition aurait pour conséquence d'augmenter la charge des frais terminaux des grands pays. En conséquence, notre délégation regrette de ne pas pouvoir appuyer la proposition 3019.1.

La BULGARIE (RÉP. POP.): Notre délégation ne peut pas appuyer cette proposition qui représente une limite à l'expédition d'imprimés.

Mise au vote, la proposition 3019.1 de la Chine (Rép. pop.), en recueillant 23 voix pour, 50 contre et 25 abstentions, est rejetée.

Le PRÉSIDENT: Nous devons discuter maintenant la proposition 3019.4 de la Tchécoslovaquie, qui vise à rendre facultatif l'échange des sacs spéciaux d'un poids supérieur à 15 kilogrammes.

La GRANDE-BRETAGNE: L'adoption de cette proposition créerait une situation plus rigide dans nos relations avec nos clients. Notre préoccupation est que chaque pays choisirait une limite de poids différente et nous aurions toute une gamme de poids entre 15 et 30 kilogrammes pour le monde entier et l'exploitation du service deviendrait très compliquée. En conséquent, notre délégation se prononce pour le statu quo.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: J'aimerais rappeler les motifs de notre proposition: "Il y a des Administrations postales qui ont fixé dans le régime interne une limite de poids des sacs inférieure à 30 kilogrammes. Pour ces Administrations, les sacs M — provenant de l'étranger — dont le poids dépasse cette limite occasionnent de graves difficultés. Elles sont obligées de traiter ces sacs M depuis leur arrivée au bureau d'échange de destination jusqu'aux bureaux de poste de distribution. La proposition a pour but de permettre aux Administrations de fixer une limite de poids dans le régime international de la même façon que dans le régime intérieur."

Cette possibilité existe déjà avec un caractère facultatif pour les envois de librairie qui peuvent atteindre 10 kilogrammes. Par contre, les pays doivent parfois accepter les sacs M qui dépassent les 30 kilogrammes.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Dans notre service d'exploitation, nous avons un grand nombre de collaboratrices de sexe féminin et de jeunes. Il existe une loi sur la protection du travail dans laquelle le déplacement des sacs qui dépassent 10 kilogrammes n'est pas autorisé. La proposition de la Tchécoslovaquie représente une possibilité de faciliter grandement nos services d'exploitation. Par conséquent, nous appuyons la proposition 3019.4.

L'URSS: Nous appartenons à un groupe de pays où le poids des sacs est limité; cela est fait en raison du rôle du travail de la femme dans nos Administrations. La proposition de la Tchécoslovaquie répond à nos réalités.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Au sein du CCEP, une étude a été faite pour savoir si le poids maximal des sacs postaux ne pourrait pas être abaissé de 30 à 25 kilogrammes. Il y a eu également l'avis des médecins qui sont arrivés à la conclusion qu'aucun inconvénient majeur n'était à prévoir et qu'il n'y aurait pas non plus d'avantages si l'on réduisait cette limite de poids. Pour les sacs M, il est proposé d'aller jusqu'à 15 kilogrammes, mais nous considérons que ce problème ne peut pas être tranché sans tenir compte des conclusions de l'étude du CCEP.

Dans notre pays, les sacs M, en moyenne, ont un poids qui va de 16 à 20 ou 25 kilogrammes. Nous considérons que pour les sacs M, il ne faudrait pas trouver une réglementation différente de celle que l'on a trouvée pour les sacs de la poste aux lettres; il nous faudrait rester à cette limite maximale de 30 kilogrammes.

Le Président met aux voix la proposition 3019.4, qui est rejetée par 18 voix pour, 58 contre et 29 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Nous avons à examiner maintenant les propositions 3019.2, 3019.6, 3019.3, 3019.5 et 3019.7 ayant trait aux réductions tarifaires, paragraphes 7, 8 et 10 de l'article 19 de la Convention.

Je vous propose de traiter tout d'abord les propositions 3019.2 du Japon et 3019.6 de l'Amérique (Etats-Unis), qui visent à porter de 10 à 20% la réduction maximale pouvant être accordée aux sacs spéciaux d'imprimés. Cette proposition est facultative et l'objectif est d'inciter les expéditeurs à un plus large recours aux sacs M.

Propositions
3019.2, 3019.6,
3019.3, 3019.5
et 3019.7

Les propositions 3019.2 et 3019.6 sont acceptées sans discussion.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3019.3 de la Finlande complète le paragraphe 8 de l'article 19, proposant que pour les sacs spéciaux d'imprimés la réduction pouvant atteindre 20% est indépendante des réductions prévues aux paragraphes 6 et 7 du même article 19.

La proposition 3019.3 est acceptée sans observation.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3019.5 des Etats-Unis d'Amérique vise à modifier le paragraphe 7 de l'article 19 de façon à donner aux Administrations la possibilité d'étendre la réduction dont peuvent bénéficier les livres et les brochures, les partitions de musique et les cartes géographiques aux envois contenant des enregistrements sonores ou des matériels audiovisuels et qui ne contiennent aucune publicité.

L'ALGÉRIE: A l'article 126, paragraphe 5, lettre e), il est indiqué que les enregistrements sonores et les matériels audiovisuels ne peuvent pas être expédiés comme imprimés, mais aux tarifs des lettres et des petits paquets. Les services postaux ne sont pas en mesure de vérifier si ces enregistrements constituent ou non des correspondances actuelles et personnelles, d'où le risque d'abus en cas d'adoption de la proposition. En conséquence et compte tenu de leur particularité, ces envois ne peuvent pas être assimilés aux expéditions pouvant bénéficier de la réduction appliquée en faveur des journaux.

Le CANADA: La réduction pour ces envois présente des problèmes au niveau de l'importation des matériels qui pourrait se faire au détriment de l'industrie nationale. Pour cette raison, nous avons des réserves concernant l'application de la réduction de 50% à ces envois.

L'ARABIE SAOUDITE: Nous considérons que les enregistrements sonores ainsi que les matériels audiovisuels ne peuvent pas être assimilés aux livres, brochures ou partitions de musique, qui sont les instruments de la coopération culturelle. La réduction sur ce type d'envoi pourrait être utilisée à des fins commerciales. C'est pourquoi nous ne pouvons pas appuyer cette proposition.

L'INDE: Pour les mêmes raisons avancées par les orateurs précédents, nous ne pouvons pas nous rallier à cette proposition.

L'ARGENTINE partage l'avis de l'Arabie saoudite.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS) maintient la proposition et explique encore une fois ses motifs, qui se fondent surtout sur le besoin de s'adapter aux nouvelles technologies.

Mise au vote, la proposition 3019.5 est rejetée par 11 voix pour, 84 contre et 13 abstentions.

Le PRÉSIDENT présente la proposition 3019.7 des Etats-Unis d'Amérique qui modifie le paragraphe 10 et qui prévoit pour les envois associant des catégories d'objets différents:

- a) que le poids total de l'envoi ne doit pas être supérieur au poids maximal de la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée;
- b) que le calcul de la taxe se fasse objet par objet en appliquant à chaque objet la taxe correspondant à sa catégorie.

CUBA: La procédure actuelle est beaucoup plus simple pour les Administrations que celle proposée; c'est la raison pour laquelle nous n'appuyons pas cette proposition.

L'ALGÉRIE: Cette proposition appelle deux remarques. La première a trait à la référence adoptée pour fixer le poids maximal de l'envoi mixte, soit le poids maximal de la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée; la seconde remarque concerne la taxation qui nous paraît très compliquée pour les agents qui auront à attribuer une taxation à chaque objet d'après les tarifs applicables à sa catégorie, alors que le texte actuel prévoit l'application de taxes de la catégorie dont le tarif est le plus élevé.

La BELGIQUE: Le texte actuel du paragraphe 10 de l'article 19 permet déjà de joindre une lettre à des objets passibles d'autres taxes. Personne ne songerait à recourir à cette formule, vu le prix prohibitif. Mais la possibilité existante de grouper plusieurs envois AO pour un prix raisonnable répond à un besoin réel. La Belgique a appuyé la proposition 2036.2 de la Suisse qui donne la liberté à l'Administration d'origine d'admettre dans les petits paquets des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. L'article 130, paragraphe 2, du Règlement de la Convention prévoit la possibilité d'inclure des factures ou des bordereaux dans les petits paquets. En résumé, nous estimons que toutes ces options répondent aux préoccupations des Etats-Unis d'Amérique dans un sens très commercial et en conséquence le texte du paragraphe 10 de l'article 19 de la Convention doit rester inchangé.

L'ARGENTINE: La proposition des Etats-Unis d'Amérique tend à donner des facilités plus grandes, ce qui est très positif. Il s'agit d'une modification d'extrême importance et nous pensons qu'elle devrait faire l'objet d'une étude par le CE. Cette étude, qui pourrait aboutir à une proposition pour le prochain Congrès, devrait s'occuper en premier lieu des complications pratiques des changements proposés.

La CHINE (RÉP. POP.): La méthode envisagée dans la procédure pose sans doute des difficultés lors du dépôt. Au lieu de peser l'envoi et de le taxer d'après son poids total, il faudrait peser chacune des pièces contenues dans l'envoi, calculer la taxe par pièce pour ensuite les additionner. Cette méthode a la tendance de réduire la rentabilité des opérations de dépôt. C'est pour cette raison que nous pensons qu'il est préférable de nous en tenir aux dispositions actuelles.

CUBA: Lors de l'adoption de la proposition 2036.2 de la Suisse au sein de la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation), plusieurs Administrations ont fait part de leur intention de déposer des réserves au Protocole final de la Convention. Notre délégation a proposé de faire appel à la décision en séance plénière. A notre avis, il n'est donc pas nécessaire que la proposition des Etats-Unis d'Amérique fasse l'objet d'une étude par le CE.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): En raison des observations faites, nous retirons notre proposition 3019.7 en acceptant en même temps la suggestion argentine de faire étudier cette question par le CE.

Le PRÉSIDENT: Je sou mets maintenant au vote la nouvelle proposition des Etats-Unis d'Amérique présentée comme une résolution d'étude pour le prochain CE.

Avec 59 voix pour, 37 contre et 20 abstentions, la Commission décide de demander aux Etats-Unis d'Amérique de préparer une résolution d'étude pour le prochain CE.

La proposition 3019.7 est retirée.

Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant à l'examen de la proposition 3303.91 du Japon qui vise à la création d'un nouvel article IIIbis au Protocole final. Cet article autoriserait les Administrations postales à concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure. Je propose de donner la parole au Japon pour le présentation de sa proposition.

Convention,
Protocole final,
article III

Réduction
des taxes
d'affranchissement
des envois
de la poste
aux lettres

Proposition
3303.91

Le JAPON: La réglementation du service intérieur dans un grand nombre de pays prévoit une réduction des taxes pour des envois déposés en grand nombre. Il est évident que cette possibilité, qui existe d'ailleurs au Japon, s'avère indispensable afin de faire face à la compétition du secteur privé. Les usagers, nos clients, se posent la question de savoir pourquoi une pareille réduction n'est pas prévue dans le service international. Le manque d'une disposition permettant des taxes réduites constitue une lacune et notre proposition vise à la combler. C'est dans notre intérêt d'encourager l'utilisation des services postaux par une plus grande flexibilité. Il ne s'agit pas seulement d'une réduction de taxes, mais également d'une réduction du travail à effectuer par l'Administration si le client s'occupe d'une partie des travaux, du tri par exemple. La poste et son usager peuvent profiter de cette coopération. Lors du Congrès de Tokyo, la même idée fait l'objet d'une proposition. A cette époque, des préoccupations ont été exprimées quant à la compensation du déséquilibre postal. Les problèmes de ce genre ont été résolus par les augmentations respectives des frais terminaux lors des Congrès suivants. Finalement, il faut souligner qu'il ne s'agit pas d'une mesure obligatoire; chaque Administration pourra décider si elle voudra utiliser les possibilités offertes par le nouvel article IIIbis du Protocole final.

L'URSS: L'introduction d'un nouvel article IIIbis, qui permettra aux Administrations d'aller plus bas que les taxes minimales prévues, a l'effet de contrebalancer le contenu de l'article III actuel du Protocole final qui offre l'option d'aller au-dessus des limites supérieures indiquées à l'article 19. L'adjonction de l'article IIIbis rendra possible l'adaptation des taxes au régime intérieur. Nous appuyons cette proposition.

La COLOMBIE: Notre délégation estime que la proposition 3303.91 offre un instrument qui permet pour la poste traditionnelle de retrouver sa clientèle, et, en conséquence, nous nous exprimons en faveur de son adoption.

Les PAYS-BAS: Nous aussi, nous appuyons cette proposition, étant donné qu'elle ouvre la possibilité de conduire une politique commerciale et de renforcer la capacité de compétition. Il est important de souligner son caractère facultatif; chaque Administration sera libre de concéder ou non une réduction. Cette option pourra assouplir la réglementation internationale plus ou moins rigide, mais il faut avouer, en même temps, que la réduction éventuelle sera limitée par les frais terminaux à payer par le pays expéditeur.

CENTRAFRIQUE: A la lumière des motifs présentés par l'auteur de la proposition, nous sommes en faveur de son adoption.

L'ARABIE SAOUDITE: Cette proposition s'aligne sur la réalité existant dans la plupart des Administrations et tient compte de la situation économique de nos clients. C'est parce qu'elle renforce la position du service postal que nous l'appuyons.

Le CANADA: Le but de la proposition de rendre le service postal plus compétitif est fort louable. Il y a tout de même un risque pour des Administrations comme la nôtre. La possibilité de réduction des taxes pourrait avoir comme conséquence le détournement des imprimés vers le pays ayant le tarif le plus bas.

Ce danger a été reconnu depuis longtemps, l'existence de l'article 23 de la Convention le prouve bien. On pourra même s'attendre à une guerre des prix et certains pays importants seraient peut-être à même d'offrir des conditions plus favorables que les petits pays. Il s'avère donc souhaitable de procéder avec prudence en introduisant des réductions uniquement sur la base d'accords bilatéraux dans un premier temps.

Le PRÉSIDENT: Il y a encore trois demandes de parole, après lesquelles je déclarerai clos le débat si vous êtes d'accord.

L'ARGENTINE: La possibilité de dépasser les limites supérieures indiquées à l'article 19, paragraphe 1, de la Convention, comme prévu dans l'article III du Protocole final, est liée à une condition très raisonnable. Ce dépassement est autorisé, si cela est nécessaire, pour mettre les taxes en rapport avec les coûts d'exploitation. Voilà un motif clair. Dans le cas de la proposition 3303.91, un motif semblable n'existe pas. Les taxes sont d'ailleurs très liées avec les taux des frais terminaux. On comprend d'un autre côté que le Japon cherche de meilleures conditions d'exploitation postale. Nous nous rallions donc au compromis proposé par le Canada qui envisage l'application des taxes réduites dans le service international, au moins au début, par le biais des accords bilatéraux.

La JORDANIE: En comprenant fort bien les préoccupations du Japon, nous nous permettons de demander si les réductions maximales de 70% comme prévues dans l'article 19, paragraphe 1, de la Convention ne sont pas suffisantes. Selon l'annotation 3 de ce même article, sous réserve des dispositions de l'article 8 de la Constitution (Unions restreintes), les Administrations ne peuvent consentir des réductions de tarifs supplémentaires (Congrès de Tokyo 1969 II 1347). J'invite la délégation japonaise à fournir des éclaircissements à ce sujet.

Le JAPON: Quant au commentaire de la part du délégué de la Jordanie, j'aimerais attirer l'attention de la Commission sur le fait que l'article 19 s'applique uniformément à tous les envois d'une catégorie donnée, donc indépendamment du nombre d'envois déposés. Il s'agit des taxes uniformes. Notre proposition vise à combler une lacune, dans le sens qu'elle prévoit une réduction supplémentaire en cas du dépôt d'un grand nombre d'envois d'une même catégorie. Le Canada et l'Argentine ont parlé des accords bilatéraux. Nous estimons qu'on devrait éviter des tarifs différents suivant la destination, appliqués à la même catégorie d'envois. Si on limite la réduction à certains pays de destination, nos clients auront de la peine à nous comprendre et il y aura aussi des difficultés au niveau de l'exploitation pour traiter ces envois d'une façon efficace.

Avec 75 voix pour, 24 contre et 20 abstentions, la proposition 3303.91 du Japon, qui vise à la création d'un nouvel article IIIbis du Protocole final concernant la réduction des taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres, est adoptée.

Le PRÉSIDENT: Pour en terminer avec le point 9 de l'ordre du jour, il nous reste à examiner trois propositions ayant trait à la classification du courrier: les propositions 3019.9, 3019.10 et 3000.3. La proposition 3019.9 de la Nouvelle-Zélande prévoit l'introduction pour le courrier international d'une nouvelle structure de classification en prenant comme critère le caractère physique des envois, normalisés ou non normalisés.

La proposition 3019.10 des pays nordiques, à savoir Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède, envisage de donner aux pays utilisant dans leur service intérieur un système de classification basé sur la notion de courrier prioritaire et non prioritaire la possibilité, à titre exceptionnel, d'appliquer ce système dans le service international.

Enfin, la proposition 3000.3 des pays nordiques vise à confier au CE, éventuellement en collaboration avec le CCEP, une étude pour examiner la possibilité de passer du système de tarification fondé sur le contenu des envois à un autre système fondé sur les notions de priorité et non-priorité ou éventuellement sur d'autres critères. Je propose aux pays auteurs de présenter leurs propositions.

La SUÈDE (motion d'ordre): Sur la base de l'article 18, paragraphe 1, du Règlement intérieur, je suggère que l'ordre de discussion des trois propositions soit modifié de telle sorte que nous examinions d'abord la proposition de résolution 3000.3 et ensuite seulement les propositions 3019.9 et 3019.10 qui sont plus concrètes et dont l'application est envisagée dès l'entrée en vigueur des Actes de Hamburg.

Le PRÉSIDENT: J'avais proposé l'examen simultané de ces trois propositions parce qu'il m'apparaissait qu'elles étaient de même nature. Je demande à la Nouvelle-Zélande si elle souhaite formuler des objections à cette suggestion de la Suède.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous pensons que, examinée indépendamment de notre proposition, la proposition 3000.3 de la Suède pourrait porter préjudice à nos intérêts si la Commission devait à la fois adopter celle-ci et rejeter la nôtre. C'est pourquoi nous souhaitons nous réserver le droit de proposer éventuellement des amendements à la proposition 3000.3 en fonction du sort qui sera réservé à la proposition 3019.9.

Le PRÉSIDENT: Sauf objection de la Commission, je propose de retenir la suggestion suédoise et je donne la parole à la Suède pour préciser le sens de la proposition 3000.3.

La SUÈDE: Nous savons tous que la question des principes de base relatifs à la tarification des envois de la poste aux lettres a déjà été traitée par les organes permanents de l'UPU. L'étude du CE qui a précédé le Congrès de Rio de Janeiro a conclu que le système actuel était satisfaisant pour de nombreuses Administrations, bien qu'il présentât des difficultés d'application pour certains pays. Malgré les améliorations apportées par le Congrès de Rio de Janeiro à ce système, la nature du contenu des envois reste à la base de notre tarification actuelle.

Depuis Rio de Janeiro, cette question ne fait plus l'objet d'une étude; elle reste cependant discutée au plan national et c'est ainsi que de nouveaux pays ont adopté dans leur service intérieur des systèmes de classification différents. Beaucoup d'Administrations considèrent aujourd'hui que les règles de l'article 19 ne sont plus satisfaisantes dans la mesure où elles ne répondent plus à leurs besoins.

De multiples arguments ont déjà été avancés en faveur d'une modification du système de tarification, aussi me bornerais-je à en avancer quatre:

- 1° le critère de la nature du contenu des envois exige l'application de règles détaillées compliquant l'exploitation du système et constituant une source de litiges pour l'Administration;
- 2° ce critère se révèle de plus en plus difficile à imposer à la clientèle alors que la poste lui offre dans le même temps des produits modernes comme le courrier électronique et le courrier accéléré;
- 3° les méthodes modernes d'impression rendent totalement obsolètes les règles de l'article 19 concernant les imprimés;
- 4° les fonctions économiques confiées au service postal exigent des systèmes de tarification souples à la fois pour des raisons de marketing et des considérations de coûts d'exploitation.

J'ajoute enfin que, dans notre proposition, nous suggérons que le CE envisage la possibilité d'introduire un nouveau système de tarification pour une période transitoire, parallèlement au système actuel, afin de donner un choix aux Administrations.

Je recommande en conséquence à la Commission d'appuyer et d'adopter notre proposition de résolution.

La COLOMBIE: Nous appuyons la proposition 3000.3 des pays nordiques.

Le CANADA: Nous appuyons le principe de cette étude qui nous semble justifié étant donné que le système de tarification traditionnel est de plus en plus contesté. Il est nécessaire de rechercher de nouvelles bases de tarification pour permettre au service postal d'être concurrentiel. Cependant, cette résolution, qui est en liaison avec la proposition 3019.10, envisageant l'application exceptionnelle, dans le service international, d'une classification fondée sur la notion de priorité et non-priorité pour les pays utilisant ce système dans leur service intérieur, insiste trop, selon nous, sur un système unique de tarification. Il en est d'ailleurs de même pour la proposition de la Nouvelle-Zélande qui prévoit une structure basée sur les envois normalisés et non normalisés. La proposition 3000.3 devrait donc être remaniée dans sa rédaction afin de prendre en considération les différentes variantes possibles en matière de tarification.

En outre, le CE devrait être chargé de déterminer si l'un de ces systèmes pourrait remplacer la méthode traditionnelle et de préparer éventuellement pour le prochain Congrès des propositions visant soit à appliquer un nouveau système de tarification, soit à mettre sur un pied d'égalité plusieurs systèmes.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous appuyons fermement le projet de résolution 3000.3. Nous nous interrogeons cependant sur le raisonnement qui est à la base des propositions 3019.9 et 3019.10 dans la mesure où celles-ci préjugent des résultats de l'étude en envisageant l'application immédiate d'un nouveau système de tarification. Nous suggérons donc que le critère de tarification retenu dans la proposition 3019.9 soit intégré dans le projet de résolution.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Je partage tous les arguments présentés par la Suède à l'appui du projet de résolution 3000.3. Le moment est en effet venu pour l'Union d'examiner de très près cette question. Je suis néanmoins préoccupé par l'amendement formulé par le Canada visant à inclure dans la proposition 3000.3 le critère fondé sur la notion d'envois normalisés et non normalisés, car nous n'avons pas encore discuté la proposition 3019.9. Je souhaiterais avoir l'occasion de présenter cette proposition avant que nous nous prononcions sur l'amendement au projet de résolution.

Le PRÉSIDENT: Je demande à la Suède, en sa qualité de porte-parole des pays nordiques, si elle est disposée à intégrer dans sa proposition l'ensemble des critères évoqués.

La SUÈDE: Nous ne voyons aucun inconvénient à préciser le texte de notre proposition mais nous souhaitons toutefois faire observer que dans sa rédaction actuelle, elle envisage déjà l'étude de l'ensemble des critères sur lesquels pourrait se fonder le nouveau système de tarification.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous voudrions préciser que notre proposition a pour objet l'application immédiate d'un nouveau système de tarification, dès l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg. Nous ne souhaitons donc pas son renvoi à priori pour étude. Nous réitérons par conséquent notre demande de présenter dès maintenant notre proposition 3019.9 en ajoutant qu'il serait incohérent d'amender dès à présent le projet de résolution si notre proposition devait être adoptée par la Commission.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous proposons que la proposition 3000.3 soit soumise telle quelle au vote et que nous examinions aussitôt après la proposition de la Nouvelle-Zélande. Si celle-ci était rejetée, son auteur pourrait alors indiquer s'il souhaite l'intégrer dans l'étude confiée au Conseil exécutif.

Mise au vote, la proposition 3000.3 est adoptée par 117 voix pour, 1 contre et 2 abstentions.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Notre Administration estime que les taux pour les envois doivent être attachés aux coûts des prestations et non au contenu des envois. Cette idée est appliquée par nous depuis 1977 et elle est très bien accueillie par la clientèle. Comme les coûts de traitement des envois normalisés sont minimes, les taux pour ces envois sont aussi très bas. Les envois non normalisés — des lettres et des articles de deuxième classe selon le choix des usagers — sont plus gros et ne peuvent pas être traités par l'équipement automatique, ce qui entraîne naturellement des coûts et des tarifs supérieurs. En ce qui concerne les Administrations de destination, notre proposition n'influence pas le processus actuel dans leurs services.

Il nous semble que l'article 19 de la Convention n'est plus approprié au besoin des pays qui ont passé au concept basé sur les envois normalisés et non normalisés. Il a été conçu dans une autre époque et subi plusieurs amendements au cours des derniers Congrès; il comprend tant d'exceptions que l'objectif original de l'uniformité des tarifs n'existe presque plus. Par notre proposition, nous ne cherchons pas à persuader les autres Administrations d'introduire le concept des envois normalisés et non normalisés dans leur service postal. Nous demandons seulement que les Administrations qui appliquent ce concept aient le droit de le faire pour leur service international sur une base facultative.

Nous ne voudrions pas que notre proposition soit renvoyée pour une étude qui retarderait son application pour au moins sept ans.

L'AUTRICHE: Le système tarifaire de la Convention est un des fondements de l'UPU. Un grand nombre de pays applique les mêmes dispositions sur les plans national et international. D'autres pays ont effectué des adaptations nécessaires pour faire face à la concurrence, ce qui a produit des différences dans les pratiques nationale et internationale. Mais il ne paraît pas opportun d'incorporer de nouvelles dispositions dès le Congrès de Hamburg. Nous nous opposons donc à la proposition qui nous est soumise et nous croyons que cette proposition doit être examinée dans le cadre de l'étude du CE sur la proposition 3000.3.

CUBA: Ma délégation ne peut pas appuyer la proposition 3019.9, car nous estimons que cela nous amènerait à abandonner le principe de l'universalité des Actes. Nous ne sommes pas contre des modifications, mais nous voulons les modifications bien fondées et répondant au besoin réel. Cette proposition doit faire l'objet d'une étude du CE en même temps que la résolution 3000.3.

La SUÈDE: Je voudrais présenter quelques commentaires sur la proposition des pays nordiques 3019.10 qui vise à introduire des mesures pratiques dès le Congrès de Hamburg, car nous ne voudrions pas attendre encore cinq à sept ans avant qu'un tel système puisse être approuvé par l'UPU. Par ailleurs, l'expérience des

pays qui appliquent ce système pourrait être extrêmement précieuse pour l'étude à entreprendre par le CE. Les pays nordiques ont essayé de trouver une solution pratique d'application du principe du courrier prioritaire et non prioritaire dans le service international en présentant la proposition 3019.10 sur les problèmes de tarification et trois autres propositions concernant les conditions de fermeture des envois non prioritaires, l'indication de la catégorie et la transmission des envois à d'autres pays. Mais après les contacts avec d'autres pays, nous avons constaté qu'un certain nombre de pays semble hésiter à adopter de telles mesures sans avoir les résultats d'une étude du CE sur le sujet.

Pour cette raison, les pays nordiques seront tout à fait d'accord pour que nos propositions ne soient pas mises aux voix aujourd'hui, mais renvoyées au CE pour étude comme fond de dossier à la proposition 3000.3.

Le CANADA: Dans notre service, nous cherchons aussi des moyens pour mieux faire face aux besoins des clients et nous espérons avoir, dans un proche avenir, des propositions pratiques concernant les problèmes tarifaires. Nous trouvons que les propositions que nous examinons sont très intéressantes. Nous croyons qu'en adoptant la proposition de la Nouvelle-Zélande nous aboutirons à des résultats positifs et nous ne pensons pas que cela pourrait poser des problèmes à notre service. Quant à la proposition des pays nordiques, nous avons quelques préoccupations concernant son application pratique.

Nous croyons que le système traditionnel sera maintenu par un certain nombre d'Administrations, mais nous sommes prêts à adopter les mesures suggérées par la proposition de la Nouvelle-Zélande. Quant à l'étude qui vient d'être approuvée, elle doit avoir un caractère général pour examiner le concept dans son ensemble ainsi que les conséquences de l'existence des systèmes parallèles.

La FINLANDE: Dans la proposition 3000.3, il s'agit de mesures à long terme; maintenant nous examinons les mesures à court terme. La proposition de la Nouvelle-Zélande apporte des idées nouvelles à ce sujet, mais nous pensons que la méthode proposée ne tient pas suffisamment compte des besoins des clients et de la concurrence. Au début, cette méthode sera peut-être plus économique, mais avec le développement de la technologie la différence des coûts diminuera.

Par ailleurs, à l'avenir, nous pourrions avoir les mêmes difficultés que nous avons maintenant avec les imprimés. C'est pourquoi il serait utile d'inclure cette proposition dans une étude générale sur de nouveaux systèmes de tarification.

L'AUSTRALIE: Nous avons dans notre service intérieur un système de tarification semblable à celui de la Nouvelle-Zélande. Cette proposition nous donnera la liberté d'adopter une structure tarifaire qui nous convient aussi dans le service international. Nous reconnaissons la validité du système traditionnel basé sur le contenu et nous ne cherchons pas à imposer notre solution aux autres pays, car la proposition de la Nouvelle-Zélande est de nature purement facultative. L'adoption de cette proposition ne rendra pas moins valable l'article 19 et nous continuerons à le respecter ainsi que les dispositions correspondantes du Règlement d'exécution. Mais aujourd'hui, les membres de l'UPU sont obligés d'adapter la Convention et son Règlement pour leur donner plus de souplesse afin que les Administrations puissent harmoniser leurs services intérieur et international. Au cours de discussions sur les frais terminaux, plusieurs pays ont déclaré qu'un envoi AO était plus coûteux à traiter qu'un envoi LC. Notre système de tarification est basé sur ce fait et j'espère que les pays qui ont défendu cet argument vont appuyer la proposition de la Nouvelle-Zélande.

Le JAPON: Nous déclarons que les catégories actuelles des envois de la poste aux lettres doivent être maintenues comme catégories de principe. Toutefois, nous ne rejetons pas l'idée d'une adaptation de notre système actuel, visant par là à répondre aux besoins de notre clientèle. Nous appuyons pleinement la proposition 3019.9.

L'ARGENTINE: Tout en reconnaissant la nécessité d'envisager les questions relatives à la tarification d'une façon réaliste, nous pensons que des modifications de l'importance de celles qui nous sont présentées ne peuvent pas être adoptées sans une étude préalable approfondie. Bien que nous partagions l'avis que cette proposition n'entraînerait pas de conséquences défavorables pour le pays de destination, nous pensons qu'elle bouleverserait le système de tarification prévu dans les Actes de l'UPU et nous nous demandons quelles autres conséquences elle pourrait entraîner.

L'amélioration du service postal est une préoccupation constante et nous nous demandons si notre système législatif actuel, qui ne permet une modification de nos services que tous les cinq ans, ne devrait pas être revu, ainsi que notre délégation l'a proposé précédemment. Cependant, nous estimons que la prudence est

de rigueur et nous suggérons que la proposition soit, avec d'autres concernant la tarification de la poste aux lettres, renvoyée au CE pour l'élaboration de recommandations qui seraient adressées au prochain Congrès.

L'ESPAGNE: L'Argentine vient d'exprimer avec éloquence les sentiments que je souhaitais exposer et j'appuie entièrement l'idée d'une étude détaillée.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Notre Commission vient d'appuyer l'idée d'une étude au sujet de cette nouvelle classification du courrier et nous pensons que celle-ci devra porter sur tous les aspects de ce problème. Il ne peut être déjà maintenant préjugé des résultats de cette étude et il n'est pas du tout certain qu'ils conduiront à une autre méthode de classification.

Les avantages du système actuel résident en particulier dans le fait que les services d'exploitation y sont habitués et qu'ils savent que faire d'une lettre, d'un imprimé ou d'un colis postal. A l'avenir, les choses pourraient être différentes et, si après le présent Congrès certains pays en venaient à introduire des innovations qui s'écarteraient du système actuel, des frictions et des problèmes pourraient surgir.

La proposition de la Nouvelle-Zélande n'indique par ailleurs pas comment fonctionnerait la nouvelle méthode par rapport à l'ancienne classification (imprimés, petits paquets, LC). Nous sommes donc d'avis que le système classique, qui a fait ses preuves et qui est partout connu, ne devrait être remplacé ou complété par un autre système que lorsqu'une raison tout à fait valable le justifie. Pour ces raisons, nous ne pouvons pas approuver la proposition de la Nouvelle-Zélande, bien que celle-ci contienne des idées qui méritent sans aucun doute d'être reprises dans l'étude que vient de décider notre Commission.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous aimerions répondre à certaines délégations et tout d'abord souligner que le rythme s'est bien accéléré depuis jadis et qu'il faut à l'heure actuelle trouver rapidement de nouvelles possibilités de nous adapter aux besoins de la clientèle, comme cela est d'ailleurs ressorti de la discussion sur l'avenir de la poste.

D'autre part, nous comprenons les craintes exprimées par certaines délégations au sujet des changements proposés et de la nécessité de faire preuve de prudence relativement à la modification des Actes. Les effets de notre proposition sur l'Administration de destination sont cependant nuls, puisque le fonctionnement du système serait à notre avis simplifié et que le traitement du courrier d'arrivée par l'Administration de destination ne différerait guère de celui qui est actuellement appliqué. Nous reconnaissons volontiers que, pour certaines Administrations, la notion d'envois normalisés/non normalisés n'est peut-être pas le système idéal, mais nous répétons qu'une Administration doit se soucier des désirs et des besoins de sa clientèle et que, tant que cela n'a pas d'effets pour l'Administration de destination, elle devrait être libre d'adopter le système qui lui convient le mieux.

Mise au vote, la proposition 3019.9 est rejetée par 69 voix contre, 16 pour et 26 abstentions.

Le PRÉSIDENT: Au point 10 de l'ordre du jour concernant l'exemption des frais de transit et des frais terminaux, trois propositions sont à examiner.

La proposition 3063.1 est adoptée sans discussion.

Le CANADA: Les propositions 3063.2 et 3063.3 estiment que l'absence de paiement lors du retour d'un envoi est injuste. En ce qui concerne les frais de transit, nous avons du mal à comprendre cette position, car l'Administration de transit n'est pas forcément la même à l'aller qu'au retour et nous ne comprenons pas pourquoi l'Administration dont les services sont empruntés ne recevrait pas une bonification pour son travail, d'autant plus que ni l'expéditeur ni le destinataire ne vivent dans son pays. Pour ce qui est des frais terminaux, nous pensons que la solution la plus équitable est que les frais soient mis en compte deux fois, ce qui a pour effet qu'ils s'annulent l'un par l'autre. En conclusion, nous nous opposons à la proposition 3063.2.

Mise au vote, la proposition 3063.2 est rejetée par 53 voix contre, 33 pour et 21 abstentions.

La HAUTE-VOLTA: Nous croyons utile de préciser certains aspects de notre proposition 3063.3 et, tout d'abord, de souligner qu'elle tend à une recherche d'équité. En effet, l'Administration postale qui doit renvoyer à l'origine des envois non distribués supporte des charges sans pour cela percevoir de taxes d'affranchissement, mais supporte en plus des frais de transit et des frais terminaux pour ces envois. L'exemption actuelle des envois en franchise et des pochées de sacs vides est justifiée car il n'y a pas eu perception de taxes par l'Administration expéditrice. Partant de ce principe, nous sommes d'avis que cette exemption doit être étendue aux envois retournés à l'origine.

L'INDE et le SÉNÉGAL appuient fermement la proposition de la Haute-Volta.

L'ARGENTINE: En lisant la proposition 3061.1 qui vient d'être acceptée, nous pensions que, par rapport au volume global des envois, seule une proportion infime de ceux-ci était visée et que d'habitude il existe une réciprocité dans les échanges. L'idée de supprimer cette exemption vise à alléger les opérations d'exploitation, notamment pendant la période de statistique. Dans le cas de la présente proposition, nous pensons que les mêmes arguments sont valables et qu'ici également c'est une infime partie du trafic qui est concernée. Notre proposition se basait sur le système de statistique actuel, mais, comme un nouveau système a été adopté par notre Commission, nous pensons que ces envois non distribués devraient également être séparés de façon permanente, avec tout le travail supplémentaire que cela représentera pour les bureaux d'échange. Nous sommes d'avis que cette proposition ne peut être acceptée, bien que ses idées soient intéressantes.

La CÔTE D'IVOIRE (RÉP.) et la CHINE (RÉP. POP.) soutiennent la proposition de la Haute-Volta qui répond aux préoccupations de bien des Administrations.

Le CANADA: Notre opposition à cette proposition repose sur les mêmes arguments que pour la précédente et nous appuyons les remarques de l'Argentine. Nous nous déclarons donc contre la proposition 3063.3.

La proposition 3063.3 est acceptée par 53 voix pour, 42 contre et 21 abstentions.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Septième séance

Lundi 16 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Communications Le PRÉSIDENT signale qu'en plus des procurations permanentes déjà mentionnées lors des séances précédentes, il a reçu, pour cette séance, celles du Kuwait en faveur du Liban, de la Guinée équatoriale en faveur du Cameroun et, jusqu'à la fin des travaux de la Commission, celles de la Biélorussie en faveur de la Bulgarie (Rép. pop.) ainsi que de l'Ukraine en faveur de l'URSS.

Approbation des procès-verbaux *Les procès-verbaux 1, 2 et 3 des trois premières séances ainsi que leurs additifs et corrigendums sont approuvés par la Commission.*

Décompte général des frais de transit et des frais terminaux Proposition 3065.4

Le PRÉSIDENT: Nous passons à l'examen des points 11 c), d), e) et f) de l'ordre du jour (première partie) ainsi que de la nouvelle proposition 3314.1 de l'URSS relative à l'article 14 du Protocole final de la Convention. En ce qui concerne le point 11 c), décompte général, la proposition 3065.4 du CE, en vue d'établir le décompte général au moins deux fois par an, est devenue sans objet. En effet, nous avons décidé la suppression de la référence au décompte général dans la proposition 3065.6/Rev 1, que nous avons adoptée, étant donné que ce nouvel article définit les principes en vue du calcul des frais de transit et des frais terminaux quel que soit le mode de règlement des comptes, à savoir par voie directe ou par l'intermédiaire du décompte général. La question de la périodicité de l'établissement du décompte général est renvoyée en deuxième partie de notre ordre du jour et sera examinée lorsque nous étudierons les propositions relatives à l'article 181 qui est l'article qui pose les principes en la matière.

La proposition 3065.4 est devenue sans objet.

Echange de dépêches closes Convention, article 66, paragraphe 4 Propositions 3066.1/Rev 1, 3066.2/Rev 1

Le PRÉSIDENT: S'agissant du point 11 d) relatif à l'échange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'ONU et avec des bâtiments ou des avions de guerre, quatre propositions nous sont présentées. Elles visent éventuellement à soumettre à la perception des frais terminaux les dépêches closes qui pourraient être adressées par des unités militaires ou des bâtiments et avions de guerre à des pays tiers. Deux d'entre elles, les propositions 3066.1/Rev 1 et 3575.1/Rev 1 du CE concernant le système statistique a), sont devenues sans objet, en raison de l'adoption du système statistique C 1.

*Les propositions 3066.1/Rev 1 et 3575.1/Rev 1 tombent.**Les propositions 3066.2/Rev 1 et 3575.2/Rev 1 sont adoptées sans objection par la Commission.*

Convention, Règlement, article 175 Propositions 3575.1/Rev 1, 3575.2/Rev 1

Le PRÉSIDENT: Les quatre propositions 3061.6, 3061.7, 3062.5 et 3062.6 relatives aux points 11 e) et f) de l'ordre du jour concernent le transfert du paragraphe 7 de l'article 61 de la Convention à l'article 170 du Règlement, dans le cadre de la restructuration des dispositions relatives aux frais de transit. Les propositions 3061.6 et 3062.5, fondées sur le système statistique a), sont devenues sans objet. Je sou mets à votre approbation les propositions 3061.7 et 3062.6.

Convention,
article 61,
paragraphe 7,
et article 62,
paragraphe 4

Propositions
3061.6, 3061.7,
3062.5 et 3062.6

Les propositions 3061.6 et 3062.5 tombent.

Les propositions 3061.7 et 3062.6 sont adoptées.

Le PRÉSIDENT: Pour en terminer avec le point 11 de l'ordre du jour, il reste à examiner la proposition 3314.1 de l'URSS qui vise à porter à 2 francs-or par kg le supplément aux frais de transit perçu pour les envois de la poste aux lettres acheminés en transit par le Transsibérien.

La proposition 3314.1 de l'URSS est adoptée par la Commission.

Le PRÉSIDENT: La première partie de l'ordre du jour est ainsi achevée, sous réserve de l'examen, lors d'une prochaine séance, du texte de compromis à réaliser par les pays auteurs des propositions concernant l'étude sur les taxes de base des envois de la poste aux lettres à confier au Conseil exécutif.

Le PRÉSIDENT: Nous abordons maintenant la seconde partie de notre ordre du jour que nous avons divisée en quatre chapitres, dans le souci d'en rendre l'examen logique et cohérent.

Ordre du jour
(deuxième partie)

Chapitre I: Règles de paiement des comptes au sens large (points 4, 5 et 6).

Chapitre II: Opérations permanentes de recensement du trafic (points 7 et 8).

Chapitre III: Opérations statistiques relatives au courrier de surface (points 9 à 14).

Chapitre IV: Conditions d'établissement, de transmission et d'approbation des comptes (points 15 à 18).

Congrès —
Doc 39/Rev 2/
Add 2/Rev 2

Avant d'approuver l'ordre du jour (deuxième partie) et de débattre de ces différents chapitres, je souhaiterais évoquer deux questions qu'il serait opportun de trancher rapidement.

Il s'agit, d'une part, du principe des paiements provisoires qui fait l'objet d'une proposition élaborée par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie — Nouvelle-Guinée et, d'autre part, du problème des délais au sujet duquel de nombreuses propositions d'amendement aux textes du CE ont été présentées.

En raison de la statistique triennale prévue par les Actes de Rio de Janeiro, le principe des paiements provisoires correspondait à une nécessité impérieuse afin d'assurer des rentrées d'argent régulières aux Administrations créditrices et d'éviter les problèmes de trésorerie qu'auraient rencontré les Administrations débitrices en cas de concentration des paiements relatifs à plusieurs années sur une courte période.

Avec l'adoption du système statistique C 1, les comptes seront établis chaque année et, compte tenu des complications résultant des opérations de régularisation, le CE n'a pas jugé utile de maintenir le principe des paiements provisoires posé à l'article 170 du Règlement d'exécution de la Convention. La proposition 3570.7/Rev 1 présentée par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie — Nouvelle-Guinée, comme amendement à la proposition 3570.5/Rev 1 du CE, a pour objet de réintroduire ce principe.

Il convient de noter qu'en raison de la refonte des articles du Règlement, le principe des paiements provisoires ne trouverait plus sa place à l'article 170 mais à l'article 179 qui traite de l'établissement des comptes. En outre, plusieurs propositions du CE devraient être révisées et il serait nécessaire de créer deux nouvelles formules correspondant aux formules C 21 et C 21bis prévues par les Actes de Rio de Janeiro pour régulariser les paiements provisoires.

C'est pourquoi, afin de permettre au Bureau international de préparer éventuellement des textes révisés, il convient que la Commission se prononce sur cette question. Avant d'en débattre, je donne la parole à l'un des coauteurs de la proposition 3570.7/Rev 1 et ensuite à un représentant du Bureau international, afin de savoir s'il est matériellement possible d'envisager l'élaboration de nouveaux textes avant la fin de nos travaux.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: La raison essentielle de notre proposition est que les revenus perçus au titre des frais terminaux représentent des sommes très importantes dont les Administrations créditrices ont absolument besoin pour pouvoir assurer leurs activités.

Au cours des dernières années, une étude a été faite par la Papouasie — Nouvelle-Guinée, avec la collaboration de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande; cette étude a montré que toutes les Administrations créancières estimaient juste de réduire au maximum le délai de paiement des rémunérations, de telle sorte que celles-ci interviennent dès que possible à la fin de la période de prestation.

Au terme de l'expérience réalisée pour l'année 1983, le Bureau international a pu établir le décompte final à la fin de l'année et les Administrations créancières ont perçu leur rémunération en février 1984. Par rapport à la pratique habituelle, quatre mois ont été gagnés. Or, aux termes de la proposition du CE, la réception des rémunérations sera soumise à un retard de sept mois et demi, ce qui constituerait une détérioration de la situation actuelle, dont les Administrations créancières ne sauraient se satisfaire.

C'est pourquoi les coauteurs de la proposition 3570.7/Rev 1 souhaitent la réintroduction du principe des paiements provisoires, dans le cadre du nouveau système statistique C 1.

A titre d'exemple d'application de ce principe, pour le trafic de l'année 1987, un paiement provisoire serait effectué en janvier 1988 sur la base du trafic de l'année 1986 et régularisé dès que les comptes définitifs de 1987 seront acceptés.

Selon nos entretiens avec le Bureau international, un tel système pourrait fonctionner de manière satisfaisante. Cette proposition est très importante pour les Administrations créancières dans la mesure où son application permettrait une rémunération du travail accompli pendant l'année dans le délai d'un mois à compter du début de l'année suivante.

La PAPOUASIE — NOUVELLE-GUINÉE: Nous appuyons l'exposé de la Nouvelle-Zélande, car nous pensons que les Administrations créancières ont le droit d'être payées le plus rapidement possible après l'année d'exploitation. D'autre part, le système de statistique C 1, récemment adopté, entraîne à notre avis un retard dans les paiements.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il s'agit d'une proposition qui a des implications très importantes et qui, pour être appliquée, nécessite des textes assez précis et des formules qu'il faut élaborer. Le programme de la Commission pour ces prochains jours étant particulièrement chargé, il va être très difficile de tout préparer à temps. Comme les auteurs de la proposition n'ont pas présenté tous les textes d'application, je suggère que la Commission se prononce maintenant sur le principe des paiements provisoires; ensuite, le Bureau international pourrait préparer les textes d'application à l'intention du prochain CE, ce qui permettrait aux Administrations d'appliquer ce principe à titre facultatif.

L'AUSTRALIE: Il n'y a, à notre avis, pas de difficultés pour l'adoption de ce principe des règlements provisoires.

Le PRÉSIDENT précise qu'un certain nombre de textes et de propositions doivent être revus et cite en exemple le fait que la proposition 3570.7/Rev 1 de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Papouasie — Nouvelle-Guinée ne repose pour le calcul des paiements provisoires que sur les données de la statistique annuelle.

Or, il faut rappeler que la statistique n'est qu'un des éléments nécessaires en vue de la détermination du trafic, l'autre élément étant le nombre de sacs expédiés annuellement. La suggestion du Sous-Directeur général au Bureau international de faire préparer par le Bureau international les textes d'application à l'intention du CE peut, dès lors, sembler judicieuse, vu le peu de temps dont la Commission dispose encore.

Le NIGÉRIA: Nous partageons l'avis de la Nouvelle-Zélande et appuyons par conséquent la proposition 3570.7/Rev 1.

Le CANADA: Nous appuyons la proposition en discussion et relevons le travail très détaillé fourni par ses auteurs. Nous sommes d'avis que s'il y a une possibilité quelconque de préparer rapidement les textes qui doivent être revus, il faut saisir cette occasion car le problème est si important qu'il ne faut ménager aucun effort à cet égard.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Un des avantages du nouveau système statistique C 1 est d'introduire un processus de paiement plus suivi, par conséquent nous ne sommes pas favorables au principe des paiements provisoires.

La SUISSE: Cette proposition a été présentée tardivement et, maintenant, le Secrétariat semble se trouver face à des problèmes de temps pour mettre au point tous les détails d'application pratique de cette proposition. Nous nous demandons s'il est vraiment utile d'avoir des paiements provisoires, maintenant que le système de statistique C 1 a été accepté. En principe, nous sommes opposés à la proposition 3570.7/Rev 1.

L'INDE: Nous ne comprenons pas, à l'instar de l'Australie, ce qui empêche d'instituer dès maintenant un principe des paiements provisoires.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous appuyons vigoureusement cette proposition car ces paiements provisoires permettraient aux Administrations créditrices d'être payées le plus rapidement possible. Nous pensons que le délai dont la Commission dispose est parfaitement suffisant pour modifier le libellé des textes qui doivent être revus.

L'AUSTRALIE: Les affirmations de certaines délégations ne sont pas très bien fondées et nous aimerions préciser les points suivants. Tout d'abord, nous ne voyons pas quelles complications seraient entraînées par le système que nous proposons; ensuite, cette proposition a été présentée il y a quatre semaines, ce qui est un délai suffisant pour examiner une proposition de cette importance. Notre délégation est tout à fait disposée à participer aux travaux d'un groupe chargé de revoir les textes qu'il est nécessaire de corriger, et ceci 24 heures sur 24 si le besoin s'en fait sentir. Notre proposition présente un système très simple, se fondant sur un mécanisme très simple et nous ne comprenons pas pourquoi on lui trouve tant d'aspects négatifs.

Le PRÉSIDENT propose comme base pour les discussions le texte suivant établi par le Bureau international: "Les Administrations créditrices peuvent prétendre au versement de paiements provisoires au titre des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface. Les paiements provisoires relatifs à une année sont calculés d'après les poids de courrier ayant servi de base au règlement définitif de l'année précédente. Les paiements provisoires interviennent dès que possible après la fin de l'année à laquelle ils se rapportent. Il est procédé ensuite à une régularisation des paiements provisoires aussitôt que les comptes définitifs de l'année sont acceptés ou admis de plein droit."

Ce sont les fondements de la proposition 3570.7/Rev 1 qui ont été repris dans ce texte et le Président demande à la Commission de se prononcer sur le principe des paiements provisoires; celui-ci est accepté par 74 voix pour.

Le principe des paiements provisoires est accepté.

En conséquence, ce point 9.1 de l'ordre du jour, comprenant la proposition 3570.7/Rev 1, ainsi que les points 6, 15 et 16 sont déplacés tout à la fin des travaux de la Commission.

L'AUSTRALIE, la NOUVELLE-ZÉLANDE et le CANADA sont d'accord pour participer à un Groupe de travail chargé du réaménagement des textes concernés.

La GRANDE-BRETAGNE est d'avis qu'un pays débiteur au moins devrait participer à ces travaux et se propose pour participer à ce Groupe de travail.

La FRANCE appuie la suggestion de la Grande-Bretagne.

Le PRÉSIDENT arrête la composition du Groupe de travail chargé de faire les propositions nécessaires en collaboration avec le Bureau international. Ce Groupe sera constitué de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada et de la Grande-Bretagne.

Le Congrès – Doc 39/Rev 2/Add 2/Rev 2 est adopté, compte tenu du renvoi de certaines questions après le point 18.

Les points 2 (après adjonction de la proposition 3962.1 à la liste des propositions retirées) et 3 de l'ordre du jour sont acceptés sans discussion.

Propositions
devenues sans
objet ou retirées

Propositions
à admettre
sans débat

Le PRÉSIDENT propose à la Commission, avant d'examiner les propositions, de traiter globalement du problème des délais qui se trouve posé dans nombre de propositions, ceci afin de faciliter les travaux et de permettre à la Commission de se prononcer en une seule fois sur des problèmes de même nature en vue de parvenir à dégager des solutions cohérentes.

Le Président précise également que les Commissions 6 et 7 ayant eu à examiner des propositions visant à modifier des délais ont dans quelques cas décidé de surseoir à statuer en attendant de connaître les décisions qui seraient prises en Commission 5.

Le Président rappelle en outre que le Congrès de Rio de Janeiro a déjà mené une action importante en vue d'harmoniser les délais concernant les différents types de comptes. Il indique aussi que l'étude sur les règles de paiement entreprise par le CE a montré que les délais actuels sont jugés satisfaisants par la majorité des Administrations. Bien qu'appuyée par certaines Administrations, la méthode proposée pose néanmoins des difficultés à de nombreuses délégations pour suivre les travaux. Le Président préfère, dans ces conditions, abandonner cette méthode.

Etablissement
et liquidation
des comptes

Convention,
Règlement,
article 101,
paragraphe 2

Propositions
2501.1, 2501.2,
2501.3, 2501.4

Le PRÉSIDENT: Les quatre propositions faisant l'objet du point 4 de l'ordre du jour sont relatives à trois domaines distincts: la référence à l'unité de compte, l'énumération des formules et les règles d'arrondissement.

Dans l'énumération des formules, je vous rappelle que la proposition 3501.2 a été adoptée sans débat, comme conséquence du nouveau système statistique. Pour la référence à l'unité de compte, le franc-or a été maintenu dans la Constitution et la résolution 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.), précisant que les montants exprimés en francs-or et centimes-or seront complétés par leur contre-valeur en DTS, a été adoptée. Nous pourrions donc laisser à la Commission de rédaction le soin de régler la question de la mention franc-or, DTS, centimes et décimales dans les Actes.

Cette même résolution 05/Rev 1 précise que "Toutes les dispositions des Actes de l'UPU où figurent des montants exprimés en francs et centimes-or ainsi que les formules intéressées devront être adaptées en conséquence". Cette indication permettra de régler le point 2bis de la proposition 2501.4 du Chili.

Avec l'accord des pays auteurs, notre Commission pourrait, compte tenu de l'adoption de la proposition 3501.2 du CE et de la résolution 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.), ne pas examiner les propositions 2501.1 de la Hongrie (Rép. pop.), 2501.2 de la Chine (Rép. pop.) et 2501.4 du Chili pour les renvoyer à la Commission de rédaction.

La proposition 2501.3 de la République démocratique allemande complète le paragraphe 2 de l'article 101 en étendant la disposition de l'article 217, paragraphe 5, du Règlement concernant les frais de transport aérien à tous les comptes. Elle suggère donc de ne pas modifier les comptes si, à l'issue des vérifications, il en résulte une différence inférieure à 10 francs-or. Mais je tiens à vous rappeler également que la Commission 6, en adoptant la proposition 4617.6, a accepté que le montant soit porté de 10 à 30 francs-or dans l'article 217, soit une somme supérieure à celle prévue pour l'exonération des comptes des frais de transit du courrier de surface où nous n'avons pas modifié le montant actuel de 25 francs-or.

Comme l'article 101 est un article général sur l'établissement des comptes, nous pourrions laisser à chaque article du Règlement traitant de ces questions le soin de fixer les seuils, l'article 101 ne traitant que des principes.

En résumé, je vous propose de laisser le soin à la Commission de rédaction pour les propositions 2501.1, 2501.2 et 2501.4 de régler les problèmes franc-or/DTS et de rejeter la proposition 2501.3 de la République démocratique allemande afin de ne pas introduire de limites dans l'article 101, qui garderait alors son caractère général.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: J'aimerais rappeler que le but de notre proposition est d'éviter qu'il soit indiqué des montants limites dans beaucoup d'articles et de paragraphes de nos Règlements. Il paraît préférable de faire figurer ces limites une fois pour toutes et, d'une manière générale, dans cet article de base.

La SUISSE: Nous appuyons le statu quo. La répétition des limites monétaires ou de poids qui figurent dans nos Actes facilite la clarté et la compréhension de ces textes.

Le PRÉSIDENT: Donc, je vous propose de voter sur le principe suivant: l'article 101 doit-il rester un article général ou comprendre la mention de seuils?

J'aimerais cependant faire remarquer une nouvelle fois que si la proposition 2501.3 est acceptée avec sa limite de 10 francs-or, il y aura une incohérence, d'une part, avec la décision de la Commission 6 qui, dans le cadre de l'article 217, fixe une limite de 30 francs-or et, d'autre part, avec le seuil d'exonération des comptes de frais de transit qui reste fixé à 25 francs-or.

La proposition 2501.3 est rejetée, n'ayant obtenu que 7 voix pour.

Le LUXEMBOURG: En tant que membre de la Commission de rédaction, j'aimerais vous faire part des problèmes qui ne vont pas manquer de se poser en son sein, si les propositions 2501.1, 2501.2 et 2501.4 lui sont transmises. Il n'est pas dans le rôle de cette Commission de prendre une décision sur un texte. Or, un paragraphe 2bis entièrement nouveau figure dans la proposition 2501.4. La question des arrondissements qui y figurent doit donc être tranchée par cette Commission, sans équivoque. En effet, d'une part, le CE nous suggère, dans la proposition 3501.2, de faire abandon des décimales, tandis que le Chili souhaite tout autre chose.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Dans notre proposition, les règles d'arrondissement peuvent être appliquées, quelle que soit l'unité monétaire utilisée dans les comptes. Ces règles pourraient rester inchangées, même si un jour on décide de n'utiliser qu'une seule unité monétaire.

Le PRÉSIDENT: Nous avons admis sans débat la proposition 3501.2 du CE qui cite les formules du nouveau système statistique où il est fait abandon des centimes dans le total ou le solde. Or, cette proposition, qui fait allusion au franc-or, va être revue par la Commission de rédaction.

En effet, le problème du DTS et du franc-or dans les Actes doit être réglé par la Commission en application de la résolution 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.). En toute logique, le choix des termes centimes ou décimales appartiendra à la Commission de rédaction selon la forme qui lui semblera la plus appropriée et compte tenu de la cohérence qu'il conviendra d'assurer entre la Convention, le Règlement et les Arrangements.

La FINLANDE: Nous partageons l'avis du Luxembourg, en soulignant qu'il s'agit d'une question de principe et non pas uniquement d'une question de rédaction. Si les montants figurant sur les formules énumérées dans la proposition 2501.4 du Chili sont exprimés en DTS, il faut savoir s'il est fait abandon des centimes dans le total, ou le solde, ou si par contre on procède à l'arrondissement à l'unité supérieure ou inférieure selon que le nombre de centimes dépasse ou ne dépasse pas 50.

Le PRÉSIDENT: A la suite de l'adoption de la proposition 05/Rev 1 de la République populaire de Chine, le DTS et le franc-or seront traités selon les mêmes principes.

Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant au point 5 de l'ordre du jour. La proposition 2503.1 de la République de Corée modifie le paragraphe 8 de l'article 103 en vue de réduire à 1 % au lieu de 5 % les différences dans les paiements provenant des variations de la valeur équivalente de la monnaie choisie. Cette différence donnerait lieu à un partage entre les deux Administrations concernées, sous condition que son montant ne soit pas inférieur à 500 francs.

Règles
de paiement
Convention,
Règlement,
article 103,
paragraphe 8
Proposition
2503.1

La SUÈDE: Dans les motifs de cette proposition, on peut lire qu'une variation dépassant 1 % en appliquant le système DTS sera très rare. Nous ne partageons pas cet avis et nous craignons qu'une limite trop basse ne crée des litiges inutiles. En conséquence, nous optons pour le statu quo.

Le JAPON et la GRANDE-BRETAGNE se rallient à cette manière de voir.

La proposition 2503.1 de la Corée (Rép.) est ensuite soumise au vote et, en recueillant 21 voix pour, est rejetée.

Convention,
Règlement,
article 103,
paragraphe 9
Propositions
2503.3 et 2503.4

Le PRÉSIDENT: La proposition 2503.3 du Chili et l'amendement 2503.4 de la France cherchent à mieux définir le début du délai de paiement de six semaines qui est prévu dans le paragraphe 9 de l'article 103 du Règlement de la Convention. J'aimerais savoir si le Chili accepte cet amendement.

Le Chili n'étant pas représenté, l'examen de cette proposition aura lieu à l'occasion d'une prochaine séance.

Convention,
Règlement,
article 103,
paragraphe 10
Proposition
2503.2

Le PRÉSIDENT: La proposition 2503.2 du Canada vise à faciliter la vérification de l'exactitude des paiements par la fourniture des informations supplémentaires lors du virement, comme notamment le taux de conversion utilisé et la date d'application de ce taux.

La proposition 2503.2 du Canada est adoptée sans discussion.

Confection
des dépêches
Feuille d'avis
Convention,
Règlement,
article 156,
paragraphe 1 et 2
Proposition
3556.2

Le PRÉSIDENT: Nous entamons maintenant les points 7 et 8 de l'ordre du jour qui concernent les opérations permanentes à réaliser en vue du dénombrement du trafic. Il y a deux sujets à discuter: la confection des dépêches et le dénombrement du courrier surface et avion. Tout d'abord, nous avons la proposition 3556.2 du CE concernant la feuille d'avis. Elle est une conséquence directe du comptage permanent des dépêches LC/AO et sacs M. Au paragraphe 1 de l'article 156, la possibilité de confectionner des dépêches sans feuille d'avis est supprimée, tandis qu'au paragraphe 2 il est indiqué selon quelles modalités doit être servie la feuille d'avis pour pouvoir procéder au dénombrement des sacs.

La proposition 3556.2 du CE est adoptée.

Confection
des dépêches
Etiquetage
des dépêches
Convention,
Règlement,
article 162,
paragraphe 4bis
et 5
Propositions
3562.2 et 2900.2

Le PRÉSIDENT: Concernant l'étiquetage des dépêches, deux propositions sont à examiner, la 3562.2 du CE et la 2900.2 de l'Espagne. Actuellement, les sacs "Exempt" ne sont formés que pendant la période statistique avec une étiquette C 28bis.

Maintenant, il faudra les former en permanence et les signaler sur l'étiquette C 28. Je vous rappelle que notre Commission a décidé la semaine dernière de conserver les sacs "Exempt" pour la voie de surface en vue de l'insertion des envois non distribués, retournés à l'origine. Il s'agissait de la proposition 3063.3 de la Haute-Volta.

La proposition 3562.2 du CE est adoptée.

Le PRÉSIDENT: Examinons le projet de résolution 2900.2 de l'Espagne qui charge le Bureau international de donner sous forme d'annotation dans l'édition annotée de la Convention la possibilité de modifier les formules C 18 et C 18bis aux Administrations qui se sont mises d'accord entre elles pour calculer les frais terminaux du courrier de surface d'après les poids réels.

La résolution 2900.2 de l'Espagne est adoptée.

Relevé des sacs
de dépêches
de surface
Convention,
Règlement,
article 169bis
Propositions
3569.94/Rev 2,
3912.91/Rev 1
et 3912.92/Rev 1

Le PRÉSIDENT: Dans le point 8 de l'ordre du jour, nous devons d'abord nous occuper du dénombrement des sacs par voie de surface. Trois propositions sont à étudier, c'est-à-dire la 3569.94/Rev 2 du CE, la 3912.91/Rev 1 du CE et la 3912.92/Rev 1, également du CE. La proposition 3569.94/Rev 2 crée un nouvel article 169bis traitant du relevé de sacs des dépêches de surface. Le bureau d'échange de destination établit, pour chaque bureau d'échange d'origine d'après les données des feuilles d'avis C 12, un relevé de sacs des dépêches reçues, conforme au modèle C 12bis objet de la proposition 3912.91/Rev 1. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.

Pour chaque Administration d'origine des dépêches, l'Administration de destination établit trimestriellement, d'après les relevés C 12bis, par bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé des sacs reçus conforme au modèle C 12ter, objet de la proposition 3912.92/Rev 1.

Les propositions 3569.94/Rev 2, 3912.91/Rev 1 et 3912.92/Rev 1 sont adoptées.

Le PRÉSIDENT: Il y a dix propositions au sujet du relevé de poids des dépêches-avion, dont quatre propositions du CE, qui sont le pendant pour le courrier-avion de ce que nous venons de voir pour le courrier de surface. Il s'agit des propositions 3569.95/Rev 1, 3957.1/Rev 1, 3953.3/Rev 1 et 3955.3/Rev 1. La première proposition crée le nouvel article 169ter concernant le relevé de poids des dépêches-avion. A l'aide du bordereau AV 7, légèrement modifié par la proposition 3957.1/Rev 1, qui instaure, tant pour le nombre que pour le poids, une colonne sacs M, en vue du dénombrement du poids des dépêches sur les relevés mensuels AV 3bis. Ces derniers sont récapitulés sur les relevés trimestriels AV 5bis. Les formules AV 3bis et AV 5bis font l'objet des propositions 3953.3/Rev 1 et 3955.3/Rev 1. Les dispositions de l'article 169ter ont été tirées de l'article 178 de la Convention de Rio de Janeiro et mises en harmonie avec le texte de l'article 169bis.

Relevé de poids des dépêches-avion

Convention, Règlement, article 169ter

Propositions 3569.95/Rev 1, 3957.1/Rev 1, 3953.3/Rev 1, 3955.3/Rev 1

Les propositions 3569.95/Rev 1, 3957.1/Rev 1, 3953.3/Rev 1 et 3955.3/Rev 1 sont adoptées.

Le PRÉSIDENT: En relation avec les formules AV 3bis et AV 5bis sont à examiner les propositions 3953.1 et 3955.1 de la République populaire de Chine ainsi que les propositions 3953.2 et 3955.2 de la République démocratique allemande. La proposition 3953.1 prévoit deux colonnes supplémentaires; une pour les sacs M et l'autre pour les colis postaux avion. On peut trouver la raison dans la proposition 4615.1 de la République populaire de Chine qui suggère d'utiliser comme relevé de poids l'AV 3bis au lieu de l'AV 3 pour l'établissement des comptes de frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination. Les propositions 3953.2, 3955.1 et 3955.2 ajoutent également une colonne supplémentaire pour les sacs M aux formules AV 3bis et AV 5bis. L'analyse de ces propositions montre qu'elles sont très voisines et les différences par rapport aux propositions du CE ne sont pas grandes. Je demande donc aux auteurs de ces propositions s'ils peuvent se rallier à la proposition du CE sur les sacs M.

Propositions 3953.1, 3955.1, 3953.2, 3955.2

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE accepte la proposition du CE.

Les propositions 3953.2 et 3955.2 sont retirées.

La CHINE (RÉP. POP.): L'idée de base de nos propositions est de remplacer les formules AV 3 par les formules AV 3bis dans le Règlement des frais de transport aérien intérieur. En comparant les éléments entrant en ligne de compte dans le calcul des frais terminaux et des frais de transport aérien intérieur, nous avons constaté que le nombre d'éléments pour le calcul des frais terminaux est plus grand que celui utilisé pour les frais de transport. Pour régler les frais terminaux pour le courrier-avion, on doit tenir compte de deux taux différents et du poids de chaque catégorie de sacs, tandis que pour régler les frais de transport aérien intérieur, les taux étant unifiés, il suffit de prendre en considération la somme des poids des envois de la poste aux lettres passibles de frais terminaux et des colis postaux. En conséquence, nous pensons que l'utilisation des formules AV 3bis en lieu et place des AV 3 pour régler les frais de transport aérien intérieur serait plus logique. La position de la Chine (Rép. pop.) est de s'en tenir à ces propositions.

Le PRÉSIDENT: Est-ce que la Chine (Rép. pop.) peut se satisfaire de la proposition du Conseil exécutif en ce qui concerne la question de la colonne des sacs M?

La CHINE (RÉP. POP.): Nous sommes d'accord avec la proposition du Conseil exécutif en ce qui touche la modification à apporter sur la formule AV 5bis.

La TCHÉCOSLOVAQUIE: En ce qui concerne l'AV 3bis et l'AV 5bis, nous partageons l'avis de la République démocratique allemande, étant coauteurs de la proposition 3953.2. Il nous semble qu'une proposition de la Tchécoslovaquie à propos de l'AV 7 a été approuvée par la Commission 6 (Poste aérienne). Cette proposition était différente de celle du Conseil exécutif, mais cette différence n'était pas importante. Il faut tout de même vérifier quelle était la décision prise par la Commission 6.

Le PRÉSIDENT: La Commission 6 a adopté la proposition 4907.2 dont vous parlez. Je pense que la Commission pourrait renvoyer la présente proposition à la Commission des formules pour qu'il y ait cohérence entre elle et la proposition 4907.2.

La FRANCE: La différence entre les formules visées respectivement par la proposition 4907.2 de la Tchécoslovaquie et la proposition 3957.1/Rev 1 que nous venons d'examiner est mince, mais cela a été l'objet d'un long débat sur la texture de la formule AV 7 à la Commission 6. La différence porte sur la fusion des colonnes 4 et 5 de la formule AV 7, visée par la proposition 3957.1/Rev 1, selon laquelle il n'y aurait plus qu'une colonne LC/AO, une indication des plis étant reportée, le cas échéant, dans une colonne d'observation. Nous pouvons nous en remettre à la décision de la Commission 6.

Le PRÉSIDENT: La formule de la proposition 4907.2 qui a été adoptée par la Commission 6 prévoit les colonnes nécessaires pour les sacs M. Au sein de la Commission des formules, à laquelle nous proposons d'envoyer la proposition 3569.95/Rev 1 en vue d'une harmonisation, il est bien évident que c'est la texture de la proposition 4907.2 qui prévaudra.

En ce qui concerne cette question de la colonne supplémentaire des sacs M, il semble que les pays qui avaient proposé une modification de texture de ces formules AV 3bis et AV 5bis se soient ralliés aux propositions du Conseil exécutif.

Les propositions 3953.1 et 3955.1 deviennent ainsi sans objet en ce qui concerne la création de la colonne supplémentaire "Sacs M".

Il reste à examiner dans la proposition 3953.1 de la Chine (Rép. pop.) s'il est nécessaire d'ajouter en plus d'une colonne 5bis "Poids sacs M" une colonne 5ter "Poids colis".

L'ARGENTINE: Il faut préciser ce qui va figurer dans cette colonne 5bis. Est-ce là qu'on mettra le poids des sacs M? Cette question s'est posée dans le cadre de l'examen au sein de la Commission 6 de la proposition 4615.1 qui a pour but de changer le système actuel en adoptant l'AV 3bis pour liquider les frais de transport intérieur des envois de la poste aérienne. Nous devrions tenir compte du résultat de l'examen de la proposition 4615.1 qui concerne le sujet que nous traitons.

Le PRÉSIDENT: Nous traiterons cette question de l'AV 3bis du service intérieur tout à l'heure. Revenons sur le principe de la création de cette colonne 5ter sur le poids des colis postaux.

Aucune objection n'étant formulée, la proposition 3953.1 est adoptée en ce qui concerne la création de la colonne 5ter "Poids colis".

Proposition
3578.2

Le PRÉSIDENT: Nous avons à examiner maintenant la proposition 3578.2 de la République démocratique allemande, qui a pour objet d'exiger de l'Administration qui rectifie un relevé récapitulatif AV 5bis des poids de courrier-avion reçu qu'elle joigne à l'appui les relevés détaillés AV 3bis sur lesquels les rectifications ont été faites. En cas de contestation des rectifications, l'Administration qui les aura effectuées doit produire les AV 7 relatifs aux dépêches litigieuses. Il s'agit d'appliquer aux relevés de poids destinés à la mise en compte des frais terminaux avion la procédure en usage pour les frais du transport aérien. Peut-on adopter cette proposition 3578.2?

Aucune objection n'étant formulée, la proposition 3578.2 est adoptée.

Proposition
3578.1

Le PRÉSIDENT: Il nous reste à examiner sous ce point 8.2 de l'ordre du jour la proposition 3578.1 de la République populaire de Chine qui a pour objet de supprimer la possibilité d'utiliser les AV 3 du service intérieur à la place des AV 3bis comme relevé de poids à annexer aux états AV 5bis. Ce problème est en fait réglé par la proposition 3569.95/Rev 1 du Conseil exécutif, puisque sa rédaction ne fait plus référence au relevé AV 3 du service intérieur actuellement évoqué au paragraphe 2 de l'article 178. Comme ce point n'est plus évoqué dans la proposition de base 3569.95/Rev 1, la proposition 3578.1 devient sans objet. La Chine (Rép. pop.) partage-t-elle cette manière de voir?

La CHINE (RÉP. POP.): Nous acceptons que notre proposition devienne sans objet.

La proposition 3578.1 devient sans objet.

Le PRÉSIDENT: Nous allons essayer de terminer ce point de l'ordre du jour sur les opérations permanentes en examinant le point 8.3 concernant la transmission et l'acceptation des relevés de sacs de dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion.

Nous avons quatre propositions à examiner: la proposition 3569.96 du Conseil exécutif avec l'amendement 3569.98 de la Roumanie, la proposition 3578.3 de la République démocratique allemande et la proposition 3578.4 du Chili. La proposition 3569.96 du Conseil exécutif crée le nouvel article 169quater pour préciser les conditions de transmission et d'acceptation des relevés C 12ter et AV 5bis respectivement pour les dépêches de surface et les dépêches-avion. Vous remarquerez que la disposition introduite au paragraphe 3 de la proposition élargit celle du paragraphe 6 de l'article 178 actuel en prévoyant que les relevés de trafic de courrier de surface ainsi que celui de voie aérienne peuvent être établis, après entente, par le pays expéditeur au lieu du pays destinataire.

Transmission
et acceptation
des relevés
de sacs
des dépêches
de surface
et des états
de poids
des dépêches-avion

Propositions
3569.96, 3569.98,
3578.3, 3578.4

L'amendement 3569.98 de la Roumanie se fixe les objectifs suivants:

- 1° pour la rectification effectuée sur les AV 5bis uniquement, renverser la charge de la preuve en précisant que si le pays destinataire conteste les rectifications effectuées par le pays expéditeur, il lui appartient de produire les bordereaux AV 7 et de refacturer les différences sur l'état AV 5bis du trimestre suivant;
- 2° de réduire à deux mois au lieu de trois mois le délai prévu pour l'acceptation des états AV 5bis;
- 3° en cas de carence du pays destinataire constatée par le pays à l'issue d'un délai total de quatre mois, c'est le pays expéditeur qui établit les relevés AV 5bis et C 12ter pour le courrier expédié.

La proposition 3578.3 de la République démocratique allemande poursuit deux objectifs:

- 1° introduire un délai de péremption de six mois pour la présentation des relevés de poids à l'instar de ce qui est prévu pour les comptes de frais de transport aérien;
- 2° préciser que les relevés descriptifs AV 3bis sont à établir en double exemplaire.

La proposition du Chili réduit à deux mois au lieu de trois mois le délai d'acceptation des AV 5bis.

L'analyse de ces quatre propositions montre qu'il y a quatre points à considérer:

- la transmission des relevés détaillés en double exemplaire;
- l'Administration qui doit fournir la preuve en cas de correction;
- le délai de transmission des relevés de six mois et, au-delà, le principe de la substitution du pays expéditeur au pays destinataire en cas de carence de ce dernier;
- le délai d'acceptation des relevés ramené de trois mois à deux mois.

Considérons d'abord la proposition 3578.4 du Chili qui réduit à deux mois le délai d'acceptation des AV 5bis. Je vous signale que la proposition 3569.96 du Conseil exécutif reprend les dispositions de l'article 178 actuel qui prévoit un délai de trois mois pour l'acceptation des états AV 5bis. Y a-t-il des Administrations qui appuient cette réduction des délais?

La proposition 3578.4 est rejetée.

Le PRÉSIDENT: Par sa proposition 3578.3, la République démocratique allemande suggère de modifier l'article 178 du Règlement de la Convention de manière à prévoir un délai maximal de six mois pour la transmission des relevés AV 3bis ou AV 3 et les états AV 5bis et la possibilité de refuser les états AV 5bis si ceux-ci ne parviennent pas dans ce délai.

La HONGRIE (RÉP. POP.) et la MONGOLIE (RÉP. POP.) appuient la proposition pour les motifs exposés.

La GRANDE-BRETAGNE: Cette proposition comble une lacune car aucun délai n'est fixé actuellement, l'expression "aussitôt que possible" étant insuffisante. Par ailleurs, le délai proposé de six mois paraît raisonnable pour permettre les règlements des comptes entre les Administrations.

La FRANCE, appuyée par le MALI, se prononce pour le statu quo. On peut, en effet, mettre en doute l'efficacité de la mesure envisagée, le délai de six mois paraissant, en outre, trop court et inapplicable.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Le délai de six mois est trop court et nous suggérons de le porter à douze mois.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Un même délai de six mois est déjà prévu à l'article 217, paragraphe 1, du Règlement et nous estimons qu'un délai de douze mois serait beaucoup trop long.

Le principe de fixation d'un délai de six mois contenu dans la proposition 3578.3 est adopté par 62 oui et 41 non.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Huitième séance

Mardi 17 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le PRÉSIDENT: Hier, nous avons commencé l'examen des quatre propositions au sujet de la transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion. La proposition 3578.4 du Chili a été rejetée et le principe du délai maximal de six mois contenu dans la proposition 3578.3 de la République démocratique allemande a déjà été accepté.

Je propose de poursuivre l'examen de cette dernière proposition pour discuter ensuite la proposition 3569.96 du CE et la proposition 3569.98 de la Roumanie qui amende celle du CE.

Transmission
et acceptation
des relevés
de sacs
des dépêches
de surface
et des états
de poids
des dépêches-avion

Convention,
Règlement,
article 169quater

Le LUXEMBOURG: Je ne vais pas gâcher votre temps précieux par des propos qui ne sont pas directement en rapport avec les questions dont nous devons encore discuter ici, mais je me vois tout de même obligé de soulever un point qui me semble d'une certaine importance.

En effet, malgré la décision du Conseil exécutif que les Commissions 4 et 5 ne devraient pas, et cela à très juste titre, siéger en même temps, ces deux Commissions tiendront des séances parallèles pendant toute la journée d'aujourd'hui.

Je saisis très bien les difficultés d'organisation qui se sont posées au Bureau du Congrès, mais je suis également d'avis que cette situation malheureuse aurait pu être évitée en modifiant déjà plus tôt la séquence des diverses Commissions.

De cette façon, les petites Administrations aux moyens réduits n'ayant qu'un seul délégué sont privées de leur participation aux débats sur une partie des questions relatives à la Convention.

Evidemment, je sais très bien que chaque délégation peut donner procuration. Toutefois, je suis d'avis qu'il devrait être un principe que tout pays représenté au Congrès même par un seul délégué uniquement puisse participer, comme cela était le cas lors des Congrès précédents, à tous les débats sur des questions qui sont en rapport avec les Actes obligatoires de l'Union que sont la Constitution et la Convention.

J'aimerais donc que le prochain Conseil exécutif tienne également compte de ces quelques considérations lors de son étude sur le fonctionnement et le déroulement du Congrès.

Déclaration

Le PRÉSIDENT: Dans le point 5 de l'ordre du jour, il restait à examiner la proposition 2503.3 du Chili et l'amendement 2503.4 de la France.

Propositions
2503.3 et 2503.4

Le CHILI accepte l'amendement de la France.

La proposition 2503.4 est adoptée.

Proposition
3578.3

Le PRÉSIDENT: La deuxième partie de la proposition de la République démocratique allemande traite de la transmission automatique des relevés AV 3bis à l'appui des états AV 5bis. Hier, nous avons étudié la proposition 3569.95/Rev 1 du CE qui crée un nouvel article 169ter concernant le relevé de poids des dépêches-avion. Le paragraphe 3 de cette proposition stipule que les relevés AV 3bis ne sont fournis à l'appui des états de poids AV 5bis que sur la demande de l'Administration d'origine des dépêches. Nous avons donc admis le principe de la non-transmission systématique des AV 3bis à l'appui des AV 5bis. Il semble alors que la deuxième partie de la proposition de la République démocratique allemande devienne sans objet.

En conclusion, la proposition 3578.3 de la République démocratique allemande tombe, à l'exception du principe de six mois qui avait déjà fait l'objet d'un vote lors de la septième séance de la Commission.

Propositions
3569.96
et 3569.98

Le PRÉSIDENT: Nous passons à la proposition 3569.96 du CE et à l'amendement 3569.98 de la Roumanie. La première proposition a pour objet la création d'un nouvel article 169quater, traitant de la transmission et de l'acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion. Sauf objection de votre part, on pourrait adopter cette proposition, pour ensuite examiner l'amendement de la Roumanie.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous sommes très satisfaits de cette proposition en général, mais il y a un détail dont nous ne sommes pas entièrement sûrs. Le paragraphe 2 dit "Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches les renvoie à l'Administration qui les a établis." On suppose donc que l'Administration d'origine va renvoyer un exemplaire du relevé en gardant l'autre, au lieu de renvoyer les deux. Est-ce que notre interprétation est juste?

Le PRÉSIDENT: Votre interprétation est exacte et je suis d'accord avec vous que le texte prête à confusion. Une formulation plus claire serait la suivante: "Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis."

La proposition 3569.96 du CE, sous réserve de la modification rédactionnelle sus-indiquée, est adoptée.

Le PRÉSIDENT: Il nous reste la proposition 3569.98 de la Roumanie qui constitue un amendement à la proposition du CE que nous venons d'accepter.

La ROUMANIE: Permettez-nous d'expliquer le principe des délais que nous avons proposé. Premièrement, nous avons précisé, pour l'Administration de destination, un délai de transmission des relevés de sacs C 12ter, des relevés de poids C 17 et C 15ter pour les dépêches de surface, des états de poids AV 5bis pour les dépêches-avion. Ces délais sont fixés à trois mois après la fin de la période de trafic ou de statistique. Deuxièmement, nous considérons que le délai de vérification des documents doit être uniforme dans la Convention. C'est pourquoi nous avons choisi ce délai de trois mois pour les documents concernés. Au cas où l'Administration de destination n'aurait pas transmis les relevés susmentionnés dans le délai prévu, l'Administration d'origine les demande à l'Administration de destination, qui doit les transmettre dans le délai d'un mois. Passé ce délai, l'Administration d'origine établit d'office ces documents qui doivent être annexés au compte concernant la période de trafic en question. En ce qui concerne le paragraphe 2 de la proposition en discussion, nous avons considéré que dans le cas où l'Administration qui fait la vérification voudrait apporter une modification, celle-ci devrait disposer du relevé AV 3bis qui devrait être appuyé par des états AV 5bis. La transmission du relevé AV 3bis devient alors nécessaire. Dans la deuxième partie de ce paragraphe, nous avons précisé que si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ces relevés AV 3bis, elle doit redemander les poids des dépêches litigieuses seulement dans le futur relevé AV 3bis qu'elle établira, en annexant à l'état AV 5bis correspondant des photocopies du bordereau AV 7 transmis par le bureau expéditeur pour les dépêches en cause. Dans mes premières remarques, le délai mentionné à la fin du paragraphe 2 doit être remplacé par un délai de trois mois. Le paragraphe 2 indique qu'une Administration d'origine n'ayant pas reçu les relevés des sacs C 12ter ou les états de poids AV 5bis doit les demander à l'Administration de destination, qui doit les transmettre dans un délai d'un mois. Passé ce dernier délai, l'Administration d'origine établit d'office lesdits relevés ou états.

Le PRÉSIDENT: En ce qui concerne le paragraphe 2 de la proposition 3569.98, j'aimerais rappeler que nous avons examiné hier et ensuite adopté la proposition 3578.2 de la République démocratique allemande. Il semble qu'il y a un manque de cohérence entre cette proposition et la procédure envisagée dans le paragraphe 2. Dans la première, c'est l'Administration qui a effectué la rectification qui fournit la preuve de celle-ci. Dans la proposition de la Roumanie, l'Administration d'origine fait la rectification et c'est l'Administration de destination qui, en cas de contestation des notifications faites par l'Administration d'origine, fournit la preuve en refacturant les différences sur le relevé du trimestre suivant. En simplifiant, on pourrait dire que, dans la proposition de la République démocratique allemande, la preuve est fournie par l'Administration d'origine et que dans la proposition de la Roumanie la preuve est à fournir par l'Administration de destination.

La FRANCE: En effet, il y a un défaut de cohérence entre les deux propositions. Si l'on se place sur le plan pratique, on doit dire que c'est à l'Administration qui relève les divergences de fournir les preuves. Avec la procédure proposée par la Roumanie, des rectifications sont effectuées et si ces rectifications ne sont pas admises par l'Administration de destination, c'est cette dernière qui doit se procurer des éléments justificatifs. Il s'agit là, à notre avis, d'une procédure qui va à l'encontre du désir de la Roumanie d'accélérer les règlements. C'est pourquoi nous sommes pour le statu quo.

Le PRÉSIDENT: Compte tenu que nous avons adopté la proposition 3578.2 de la République démocratique allemande, le paragraphe 2 de la proposition de la Roumanie devient sans objet.

En conséquence, le paragraphe 2 de la proposition 3569.98 de la Roumanie tombe.

Le PRÉSIDENT: Le paragraphe 2bis de la proposition de la Roumanie prévoit de faire établir les relevés de trafic expédiés pour le calcul des frais terminaux par le pays expéditeur en cas de carence du pays destinataire. Y a-t-il des oppositions à l'acceptation de ce principe?

La FRANCE: Cette proposition aboutit à la situation paradoxale de transférer la charge d'établir les comptes qui incombe logiquement au pays créancier, au pays débiteur. Nous appelons l'attention de l'ensemble des délégations sur les conséquences qui pourraient résulter de l'adoption d'une telle procédure et, pour notre part, nous nous y opposons fermement.

La ROUMANIE: Je considère que toutes les Administrations, qu'elles soient créancières ou débitrices, ont intérêt à adopter notre proposition puisqu'il s'agit en fait d'établir des délais respectés par tous afin d'obtenir un règlement des frais terminaux régulier.

L'ESPAGNE: L'acceptation de cette proposition irait à l'encontre d'un principe reconnu dans les relations commerciales selon lequel c'est au créancier d'établir les comptes, et cela constituerait un précédent fâcheux.

La ROUMANIE: La même proposition a été présentée pour les comptes de frais de transit et c'est dans un souci d'uniformisation des procédures que nous avons élaboré la présente proposition. Nous pensons en outre que celle-ci n'est contraire à aucun principe commercial.

La MAURITANIE: Mon pays appuie la proposition de la Roumanie. Il la considère normale et justifiée en ce sens qu'elle favorise un règlement régulier des comptes, au profit de l'ensemble des Administrations, qu'elles soient créancières ou débitrices.

L'ESPAGNE: Les pays de transit établissent effectivement d'office les comptes en cas de carence des Administrations destinataires, ainsi que l'a souligné le délégué de la Roumanie. Cependant, le principe de la présentation des comptes par le pays créancier reste maintenu.

Mis au vote, le paragraphe 2bis de la proposition 3569.98 de la Roumanie est rejeté par 45 voix contre, 24 pour et 34 abstentions.

Opérations
statistiques
du courrier
de surface

Confection
des dépêches

Le PRÉSIDENT: Nous abordons maintenant le chapitre III de notre ordre du jour consacré aux opérations statistiques du courrier de surface. Compte tenu des décisions que nous avons prises lors de notre dernière séance concernant les paiements provisoires, l'examen des propositions 3570.2, 3570.7/Rev 1 et 3581.3, figurant au point 9.1, est renvoyé au point 18bis. Au point 9 de ce chapitre III relatif à la confection des dépêches, douze propositions sont soumises à la Commission.

Période, durée
et application
de la statistique

Convention,
Règlement,
article 170

Propositions
3570.5/Rev 3,
3915.2/Rev 1

Nous traiterons d'abord les propositions 3570.5/Rev 3 et 3915.2/Rev 1 du CE qui portent sur la période, la durée et l'application de la statistique. La proposition 3570.5/Rev 3 définit les modalités de réalisation de la statistique au niveau des bureaux d'échange expéditeurs, à savoir l'établissement d'une statistique annuelle d'un mois, alternativement en mai et en octobre, et l'indication du poids moyen des sacs sur une formule C 15. Elle reprend en outre les dispositions précédemment contenues dans l'article 61, paragraphe 7, de la Convention. La proposition 3915.2/Rev 1 modifie la formule C 15 en vue de permettre de dégager, en fin de statistique, le poids moyen des sacs LC/AO et des sacs M. Des délégations ont-elles des remarques ou des objections à formuler au sujet de ces deux propositions du CE?

La COLOMBIE: Mon pays propose de reviser la proposition 3570.5/Rev 3 du CE. En effet, dans le cadre du système statistique C 1 adopté par le Congrès, la statistique est uniquement destinée à déterminer le poids moyen des sacs LC/AO, d'une part, et des sacs M, d'autre part. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir une période statistique alternée puisque le résultat d'octobre ne serait, en fait, pas différent de celui de mai; en revanche, cette procédure retarderait l'établissement des comptes alors que notre Commission s'efforce précisément de l'accélérer. C'est pourquoi nous proposons, en vue de simplifier le système, d'abandonner l'idée d'une alternance de la période statistique et de fixer cette période statistique, chaque année, en mai.

Le PRÉSIDENT: Je pense pouvoir dire que, dans l'esprit des rédacteurs de la proposition, l'alternance de la période statistique répondait au souci de prendre en compte les effets dus aux variations saisonnières de trafic.

L'ARGENTINE: Une alternance de la période de comptage fondée sur le risque de variation de trafic serait justifiée si la statistique devait déterminer des proportions de trafic entre les catégories LC/AO et les sacs M, comme prévu dans la conception originelle du système statistique C 1. Cette alternance n'est plus nécessaire étant donné qu'il ne s'agit plus que de déterminer le poids moyen des sacs. En conséquence, nous appuyons la suggestion de la Colombie qui nous semble fondée et plus rationnelle.

L'INDE: Du point de vue de la simplification des opérations statistiques, la proposition de la Colombie nous semble intéressante. Nous formulons cependant des réserves à propos de la représentativité de cette statistique qui ne prend pas en considération les variations de trafic. C'est pourquoi nous nous opposons finalement à cette proposition.

La GRANDE-BRETAGNE: Le texte du paragraphe 1 de la proposition du CE ne précise pas exactement la durée de la période statistique. Nous suggérons de préciser que cette durée soit de quatre semaines afin de faciliter les opérations de calcul du décompte annuel qui serait ainsi effectué sur la base de treize fois quatre semaines.

Le PRÉSIDENT: Le texte actuel de la proposition du CE me paraît très clair en ce qui concerne la durée de la période statistique, fixée à un mois, c'est-à-dire à la totalité des jours de ce mois. Le multiplicateur 13 évoqué n'a plus sa place dans le système que nous avons adopté, puisqu'il repose sur le trafic réel annuel en nombre de sacs auquel on applique un poids moyen par sac déterminé pendant une statistique d'un mois.

CUBA: La proposition de la Colombie présente effectivement certains mérites, mais nous pensons que le maintien par le CE d'une période statistique alternée est justifié par les variations de trafic qui peuvent se produire dans l'année. Nous appuyons donc la proposition du CE.

L'ARGENTINE: La question de la durée de la période statistique évoquée par la Grande-Bretagne est en fait indifférente dans la mesure où l'élément qui est pris en considération dans le décompte annuel n'est pas la durée de la période statistique, mais le nombre total des sacs enregistrés pendant l'année sur les feuilles d'avis C 12, auquel est appliqué le poids moyen déterminé pendant la période statistique.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Notre pays est favorable à l'adoption de la proposition du CE. Il souhaiterait en outre que la suggestion de la Grande-Bretagne, relative à la durée de la période statistique, soit retenue.

L'ÉTHIOPIE: Nous nous opposons à l'amendement de la Colombie pour les raisons évoquées par les orateurs précédents.

La GRANDE-BRETAGNE: Etant donné que nous débattons actuellement du problème de l'alternance du mois statistique, je me propose de revenir ultérieurement sur ma suggestion concernant la durée de cette statistique.

Le PRÉSIDENT: Nous avons admis le principe d'une statistique mensuelle, proposée par le CE, en adoptant le système C 1. Le mois me paraît être une notion très claire pour tout le monde. Par contre, si nous adoptions une durée de quatre semaines, la question se poserait alors de savoir quel jour et quelle semaine choisir comme début de la période statistique. En fait, ainsi que cela ressort de la discussion, le projet général du CE recueille l'assentiment de la Commission. Le seul point qui pose un problème est celui de l'alternance de la période statistique. C'est pourquoi je vous propose en premier lieu de mettre aux voix la proposition du CE sur ce point et, ensuite, dans l'hypothèse où la réalisation de la statistique alternativement en mai et en octobre serait rejetée, d'examiner la possibilité d'introduire l'amendement proposé par la Colombie.

Mise au vote, la proposition 3570.5/Rev 3 est adoptée sans modification par 92 voix pour, 10 contre et 3 abstentions.

La proposition corrélatrice 3915.2/Rev 1 est également adoptée.

Le PRÉSIDENT: Les six propositions que nous allons examiner maintenant traitent de la signalisation des sacs du courrier de surface pendant le mois de statistiques. Les propositions 3572.4/Rev 1 et 3928.2 émanent du CE alors que les propositions 3572.1, 3928.1 et 3572.5 et 3928.4 ont été présentées respectivement par l'Amérique (Etats-Unis) et le Chili. Les deux propositions du CE visent à ce que tous les sacs de surface soient accompagnés d'une étiquette C 28bis pendant la statistique en vue d'y indiquer le poids réel en lieu et place des tranches de poids figurant sur la précédente étiquette. Les propositions de l'Amérique (Etats-Unis) prévoient l'identification des "sacs M" par une croix sur l'étiquette C 28bis. Quant aux propositions du Chili, elles visent à identifier sur l'étiquette C 28bis les sacs "LC/AO" d'une part et les "sacs M" d'autre part.

Confection
et étiquetage
des dépêches
closes,
article 172

Propositions
3572.4/Rev 1
et 3928.2

Les propositions 3572.4/Rev 1 et 3928.2 du CE sont adoptées sans discussion.

Le PRÉSIDENT propose de passer au vote sur les propositions 3572.1 et 3928.1 de l'Amérique (Etats-Unis) et demande à cette dernière Administration si elle a des objections à formuler quant à l'amendement du Chili.

Propositions
3572.1, 3928.1,
3572.5 et 3928.4

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS) n'a pas d'objections à formuler quant à l'amendement proposé par le Chili, par les propositions 3572.5 et 3928.4.

Le CHILI: Après ce qui a été dit par l'Amérique (Etats-Unis), il n'est plus nécessaire de donner des explications. Notre délégation est d'avis qu'il convient de toujours améliorer un système quel qu'il soit sur la base des expériences faites. Ceci dit, nous demandons à l'Argentine, pays rapporteur de l'étude, s'il convient ou non de différencier sur l'étiquette C 28bis les sacs "LC/AO" et les "sacs M" en vue de faciliter le travail. Si l'Argentine estime que notre suggestion est superflue, nous sommes d'accord de retirer nos propositions 3572.5 et 3928.4.

L'ALLEMAGNE, RÉP. FÉD. D': Dans le but d'éviter, d'une part, toute confusion quant aux croix à apporter sur les étiquettes C 28bis et de réduire autant que possible le travail des Administrations, d'autre part, nous estimons qu'il conviendrait de signaler uniquement les "sacs M" comme le propose l'Amérique (Etats-Unis). C'est la raison pour laquelle nous appuyons les propositions 3572.1 et 3928.1 et les reprenons à notre compte.

L'ARGENTINE: Nous remercions le Chili d'avoir bien voulu consulter notre délégation quant à l'opportunité d'introduire une case pour les sacs "LC/AO" dans l'étiquette C 28bis. A notre avis, cette adjonction est superflue. En effet, l'introduction d'une case pour les "sacs M" est suffisante pour établir une distinction entre ces deux catégories d'envois.

L'INDE: Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'introduire des cases spécifiques dans l'étiquette C 28bis pour définir les envois "LC/AO" et les "sacs M" qui peuvent très facilement être identifiés par l'étiquette-adresse.

Le CHILI: Compte tenu des avis exprimés à ce sujet, nous retirons nos propositions 3572.5 et 3928.4.

Les propositions 3572.5 et 3928.4 sont retirées.

La CHINE (RÉP. POP.) appuie la proposition 3928.1.

Le PRÉSIDENT soumet au vote les propositions 3572.1 et 3928.1 de l'Amérique (Etats-Unis) visant à créer un cadre spécial dans l'étiquette C 28bis pour identifier les "sacs M".

Les propositions 3572.1 et 3928.1 de l'Amérique (Etats-Unis) sont adoptées par 75 voix pour, 9 contre et 18 abstentions.

La SUISSE: Suite à la décision que nous venons de prendre au sujet de la proposition 3928.1, il conviendrait de la soumettre à la Commission des formules afin que soit ajoutée une case pour les "sacs M" sur la formule C 28bis proposée par le CE.

Le PRÉSIDENT approuve la suggestion de la Suisse et propose de passer à l'examen des propositions 3573.4/Rev 2 du CE et 3573.5 de la Roumanie qui traitent de l'établissement du bordereau C 15.

La proposition 3573.4/Rev 2 du CE est adoptée sans discussion.

Le PRÉSIDENT: L'amendement à la proposition 3573.4/Rev 1 du CE présenté par la Roumanie sous la cote 3573.5 vise à créer un nouveau paragraphe 1bis à l'article 173 de la Convention en vue de faire transmettre par le pays expéditeur à celui de destination copies de tous les bordereaux C 15 du mois statistique.

CENTRAFRIQUE, la HONGRIE (RÉP. POP.), la CÔTE D'IVOIRE (RÉP.) et le MALI appuient la proposition 3573.5 de la Roumanie.

La FRANCE ne partage pas l'opinion exprimée par les délégations qui ont pris la parole précédemment. Elle considère que, d'une façon générale, il n'est pas souhaitable d'envoyer des copies de ce bordereau C 15 étant donné que les originaux sont insérés dans les dépêches reçues par les Administrations de destination. Ce travail supplémentaire occasionnerait des frais et n'avancerait en rien l'établissement des comptes puisqu'il faudra attendre la réception de la dernière dépêche de l'année pour connaître le nombre de sacs.

L'ARGENTINE: Nous estimons qu'il convient avant tout de prendre en considération le mécanisme du nouveau système statistique. Les bordereaux C 15 accompagnent les dépêches et il est inutile que l'Administration expéditrice en transmette une copie au pays de destination.

Les PAYS-BAS appuient la France et l'Argentine. La proposition roumaine occasionnerait du travail et des frais supplémentaires sans que la nécessité s'impose absolument.

La proposition 3573.5 de la Roumanie est rejetée par 46 voix contre, 24 pour et 25 abstentions.

Le PRÉSIDENT suggère de passer à l'examen de la proposition 3574.8/Rev 2 du CE et de l'amendement proposé au paragraphe 1 de l'article 174 de la Convention (proposition 3574.2 de l'URSS).

La proposition 3574.8/Rev 2 du CE ne donne lieu à aucune discussion et est adoptée.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3574.2 de l'URSS renforce le droit du pays de transit en lui permettant de vérifier le poids des sacs soumis à la statistique et de signaler les différences constatées tant au pays expéditeur qu'à celui de destination.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: La proposition 3574.2 de l'URSS est logique, raison pour laquelle nous l'appuyons.

L'ESPAGNE: La proposition de l'URSS serait difficile à mettre en oeuvre par le fait que les bureaux de transit ne disposent pas toujours de moyens matériels pour effectuer un tel contrôle. Nous regrettons de ne pouvoir appuyer la proposition de l'URSS.

La TURQUIE: Nous appuyons la proposition 3574.2, car le contrôle par les bureaux intermédiaires repose sur un bon principe.

L'ARGENTINE: Nous sommes du même avis que l'Espagne. Il est certain que le pays d'origine ou de destination doit pouvoir vérifier le poids des sacs, mais nous sommes conscients des difficultés qui attendent les pays intermédiaires. Nous n'appuyons donc pas la proposition 3574.2.

La HONGRIE (RÉP. POP.): Nous appuyons l'URSS, car les travaux à entreprendre pour obtenir une plus grande exactitude ne paraissent pas exagérés.

L'ARABIE SAOUDITE: Nous appuyons la proposition 3574.2, mais pour éviter les inconvénients signalés par l'Espagne, nous suggérons que les pays intermédiaires ne fassent des vérifications que pour les dépêches ouvertes par erreur ou pour celles dont le contenu n'est manifestement pas complet.

Mise au vote (avec la modification rédactionnelle suivante: "Au cas où il est constaté une indication erronée du poids" au lieu de "erronée de la catégorie de poids" afin de tenir compte du choix du système statistique décidé), la proposition 3574.2 de l'URSS est acceptée en recueillant 68 voix pour, 14 contre et 19 abstentions.

Le PRÉSIDENT: La proposition du CE 3574.93/Rev 2 crée un nouvel article 174bis sur l'établissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface. Il s'agit de définir le recensement des bordereaux C 15 par bureaux d'origine et bureaux de destination sur des relevés C 15bis à créer (par la proposition 3915.91/Rev 1). La procédure proposée indique également que les C 15bis sont récapitulés pour un même pays expéditeur sur un relevé C 15ter à créer (par la proposition 3915.92/Rev 1).

L'amendement 3574.96 de la Roumanie vise à réduire à deux mois le délai d'acceptation des relevés C 15, et à faire établir les relevés concernant le trafic statistique par les pays expéditeurs en cas de carence du pays destinataire et dans un délai total de quatre mois.

Les propositions 3574.93/Rev 2, 3915.91/Rev 1 et 3915.92/Rev 1 sont acceptées sans discussion par la Commission.

Le PRÉSIDENT: Nous allons maintenant traiter l'amendement proposé par la Roumanie. A noter qu'au point 4bis figure une erreur; il faut lire C 15ter là où est mentionné C 4ter. Comme nous avons déjà rejeté une proposition semblable, la 3569.98, dans un souci de cohérence, cette proposition pourrait être également repoussée ou déclarée sans objet.

La ROUMANIE: Nous insistons pour qu'un délai de transmission des C 15ter figure dans les textes.

Mise au vote, la proposition 3574.96 est rejetée par 43 voix contre, 10 pour et 47 abstentions.

Vérification des dépêches closes et établissement, transmission et acceptation des relevés statistiques, article 174

Propositions 3574.8/Rev 2 et 3574.2

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus, article 174bis

Propositions 3574.93/Rev 2, 3574.96, 3915.91/Rev 1 et 3915.92/Rev 1

Bulletin
de transit pour
les dépêches
de courrier
de surface,
article 176

Proposition
3576.2/Rev 1

Le PRÉSIDENT: La proposition du CE 3576.2/Rev 1 traite de l'article 176. Il s'agit d'aménagements en vue de donner exclusivement aux pays expéditeurs la possibilité de joindre aux dépêches de surface expédiées pendant le mois statistique un bulletin de transit C 19 de manière à connaître, en cas de doute, la voie d'acheminement suivie.

La proposition 3576.2/Rev 1 est acceptée sans discussion par la Commission.

Etablissement
du relevé annuel
du poids
des dépêches
en transit,
article 177bis

Propositions
3577.91/Rev 1,
3577.94,
3917.4/Rev 1,
3574.3

Le PRÉSIDENT: Avant d'examiner les propositions relatives à l'établissement du relevé annuel du poids des dépêches en transit, je voudrais signaler, dans la proposition du CE 3577.91/Rev 1, une erreur au point 5. Il convient en effet de lire: "Les Administrations de transit" au lieu de "Les Administrations de destination". La proposition du CE 3577.91/Rev 1 crée un nouvel article 177bis en vue de fixer les modalités d'acceptation et de transmission des relevés C 17 utilisés pour le calcul des frais de transit. Ce relevé est établi annuellement par pays d'origine et voie d'acheminement par le pays destinataire. Le nombre de sacs expédiés annuellement et le poids moyen obtenu lors de la période statistique y figurent.

Le pays expéditeur, après acceptation de ces relevés, est chargé de leur répartition entre les pays de transit et, en cas de carence des pays destinataires, de se substituer à eux pour les établir d'office. En cas de carence des pays expéditeurs, les pays de transit auront la possibilité d'établir d'office les relevés C 17. La formule C 17 est créée par la proposition 3917.4/Rev 1.

Les propositions 3577.91/Rev 1 et 3917.4/Rev 1 sont adoptées par la Commission sans discussion.

Le PRÉSIDENT: Nous devons examiner maintenant la proposition 3574.3 de l'URSS fondée sur l'ancien système statistique. Elle est une conséquence de la proposition 3574.2 de l'URSS, déjà adoptée et qui vise à permettre aux pays de transit ayant signalé une différence de poids par bulletin de vérification C 16, de corriger en conséquence les relevés C 17 au cas où le pays expéditeur n'aurait pas tenu compte des remarques faites.

La proposition 3574.3 de l'URSS est adoptée sans discussion par la Commission.

Le PRÉSIDENT: Nous devons maintenant prendre une décision pour la proposition 3577.94 de la Roumanie qui souhaite amender la proposition 3577.91/Rev 1 du CE. Cette proposition a pour but de compléter la proposition 3574.3 de l'URSS que nous venons d'adopter en introduisant un délai de contestation par le pays de transit des relevés C 17 reçus du pays expéditeur.

N'ayant obtenu aucun soutien, la proposition 3577.94 est rejetée.

Dépêches-avion
en transit par
voie de surface,
articles 171
et 174quater

Propositions
3574.95 et 3571.2

Le PRÉSIDENT: La proposition 3571.2 envisage le transfert des dispositions contenues dans l'article 171 au nouvel article 174quater qui fait l'objet de la proposition 3574.95. Ceci est la conséquence de la restructuration globale du titre V du Règlement de la Convention. L'article 171 disparaîtrait donc.

Les propositions 3571.2 et 3574.95 du CE sont adoptées sans discussion par la Commission.

Adresse spéciale
pour la
transmission
des formules

Convention,
articles 177
et 180bis

Propositions
3577.2 et
3580.92/Rev 1

Le PRÉSIDENT: La proposition 3577.2 a pour objet de supprimer l'article 177 comme conséquence du transfert des dispositions de cet article dans le nouvel article 180bis faisant l'objet de la proposition 3580.92/Rev 1 et ceci dans la logique de la restructuration du Règlement de notre Convention.

Aucune objection n'étant formulée, les propositions 3577.2 et 3580.92/Rev 1 sont adoptées.

Le PRÉSIDENT propose de reporter l'examen des points de l'ordre du jour concernant les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface et la régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers jusqu'au moment où la Commission aura traité de la question des paiements provisoires. Il propose dès lors de passer à l'examen des propositions relatives aux frais terminaux avion inscrits au point 17 de l'ordre du jour, 2^e partie.

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux

La proposition 3580.4/Rev 1 du CE reprend la disposition actuelle de l'article 180 en précisant la rédaction du paragraphe 2 et en introduisant la notion de "aussitôt que possible" pour l'établissement des comptes. La nouvelle formule AV 12 dans la proposition 3962.3/Rev 1 du CE fait apparaître des colonnes pour l'inscription du poids des sacs M et permet le recensement des poids par trimestre, compte tenu que c'est la périodicité qui a été choisie pour l'établissement des relevés de poids AV 5bis.

Frais terminaux avion
Convention, article 180
Propositions 3580.4/Rev 1 et 3962.3/Rev 1

Les propositions 3580.4/Rev 1 et 3962.3/Rev 1 sont adoptées sans discussion.

Le PRÉSIDENT: Cette proposition, présentée par la République démocratique allemande, par la Tchécoslovaquie et par l'URSS, prévoit le recensement séparé des sacs M et regroupe tous les éléments nécessaires au recto de la formule. Je voudrais m'adresser aux auteurs de cette proposition pour savoir s'ils peuvent se rallier à la formule proposée par le CE dans la proposition 3962.3/Rev 1 que nous venons d'adopter.

Proposition 3962.2

La TCHÉCOSLOVQUIE signale que la proposition 3962.2, allant dans le même sens que la proposition 3962.3/ Rev 1 adoptée par la Commission, peut être considérée comme retirée.

La proposition 3962.2 est retirée.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3580.1 de la Chine (Rép. pop.) vise à instituer un délai de dix-huit mois pour la péremption des comptes alors qu'actuellement le délai est de trois ans. La proposition 3580.2 du Chili, pour sa part, ramène ce délai à un an et, en outre, réduit à deux mois au lieu de trois le délai d'acceptation des comptes des frais terminaux avion.

Propositions 3580.1 et 3580.2

Le MALI, le SOUDAN, CUBA, le BÉNIN et la CÔTE D'IVOIRE (RÉP.) se prononcent pour le maintien du statu quo.

La BELGIQUE, l'INDONÉSIE, la ROUMANIE, l'ARABIE SAOUDITE et le ZIMBABWE appuient la proposition 3580.1 de la Chine (Rép. pop.).

Le CHILI, compte tenu des avis exprimés, retire sa proposition 3580.2.

La proposition 3580.1, mise aux voix, est adoptée par 60 voix pour, 26 contre et 16 abstentions.

La séance est levée à 12 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Neuvième séance

Mardi 17 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Propositions
3580.6 et 3580.7

Le PRÉSIDENT: Nous allons poursuivre le débat du point 17.1 de l'ordre du jour concernant l'article 180, avec l'examen des propositions 3580.6 de l'Australie et 3580.7 de la Grande-Bretagne comme amendement à la précédente proposition. L'objet de ces deux propositions est de modifier la périodicité des comptes des frais terminaux avion qui, actuellement, est annuelle. L'Australie propose de laisser le choix entre le trimestre, le semestre, l'année. De plus, après entente avec les Administrations, une autre périodicité pourrait être retenue. Pour la Grande-Bretagne, le principe général est le même avec seulement la suppression de la trimestrialité. Toutefois, le trimestre semble pouvoir être retenu après entente entre les pays. Je demande à l'Australie si elle accepte l'amendement présenté par la Grande-Bretagne.

L'Australie: Nous ne pouvons pas accepter l'amendement de la Grande-Bretagne parce que nous considérons que notre proposition est claire, directe et facile à appliquer. Ainsi que l'expliquent les motifs de notre proposition, elle se base sur le principe que les Administrations créancières ont le droit d'obtenir les recettes au titre des frais terminaux le plus rapidement possible après la période comptable. Avec cette proposition, ce serait l'Administration créancière qui transmettrait ces comptes sur une base trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Il y a la possibilité pour les Administrations de s'entendre pour que ces comptes soient établis plus fréquemment que stipulé au paragraphe 1. La seule raison avancée par la Grande-Bretagne dans les motifs de sa proposition est que, si la fréquence d'établissement des comptes est trimestrielle, il est possible que, dans certaines relations, des Administrations oscillent entre la position de débitrices nettes et celle de créancières nettes selon la régularité des flux de trafic. Aucune preuve n'a été avancée par la Grande-Bretagne à l'appui de cette thèse et cette situation ne pourrait en tout état de cause concerner qu'un nombre extrêmement limité de relations.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous ne sommes pas opposés à l'idée des comptes plus fréquents pour les frais terminaux du courrier aérien. Nous reconnaissons la validité des arguments qui ont été avancés, à savoir les comptes pour les sommes dues devraient se faire aussi près que possible du moment où le travail a été effectué. Mais, nous pensons qu'il faut également considérer les problèmes sur un plan pratique. Si l'on établit les comptes très fréquemment entre grandes Administrations qui échangent beaucoup de courrier et avec des fluctuations de trafic, on pourrait constater dans une période trimestrielle des oscillations d'une position de débiteur net à celle de créancier net. Alors, au lieu d'échanger les paiements, il s'agirait de rembourser des sommes versées en trop au cours du trimestre précédent. Cette situation se produira même avec les comptes semestriels, mais sera moins fréquente que dans le cas des comptes trimestriels.

CUBA: Etant donné qu'il s'agit de transformations importantes soit du système statistique, soit de l'établissement des frais terminaux, qui ont des incidences sur les services comptables que nous n'avons pas eu le temps d'examiner de près, nous préférons maintenir le statu quo. Nous nous sommes déjà habitués à l'établissement des comptes annuels et nous avons une procédure à cet effet. C'est la raison pour laquelle mon Administration ne peut accepter ni la proposition de l'Australie ni celle de la Grande-Bretagne.

La SUISSE: De l'avis de nos services comptables, la transmission et l'approbation des comptes annuels des frais terminaux du courrier aérien sont suffisantes. Cette façon de procéder évite le flux des documents.

La proposition de l’Australie pourrait créer une trop grande diversité de situations dans les règlements des factures et augmenter les travaux administratifs.

Soumise au vote, la proposition 3580.6 est rejetée avec 23 voix pour, 47 contre et 24 abstentions.

La proposition 3580.7 est retirée par la Grande-Bretagne.

Le PRÉSIDENT: Nous allons poursuivre l’examen du point concernant les frais terminaux avion au niveau de l’article 183 et des propositions 3583.3 et 3583.4. La proposition 3583.3 du Conseil exécutif a pour objet de supprimer le paragraphe 2 de l’article 183, étant donné que les dispositions de ce paragraphe sont contenues à l’article 65, paragraphe 4, de la proposition 3065.6/Rev 1 déjà adoptée.

Propositions
3583.3 et 3583.4

La proposition 3583.3 est adoptée sans objection.

La proposition 3583.4 est devenue sans objet, à cause du rejet de la proposition 3580.6.

Le PRÉSIDENT: Nous passons au point 18 de l’ordre du jour sur la revision des comptes des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, article 184, proposition 3584.3/Rev 1 du Conseil exécutif. Cette proposition vise à permettre l’établissement d’une nouvelle statistique si la statistique annuelle donnait un poids moyen des sacs, jugé non représentatif par une Administration, et que cela se traduise par un poids total annuel non conforme à la réalité. Cette proposition vise des cas d’exception.

Revision
des comptes
des frais
de transit
et des frais
terminaux
du courrier
de surface,
article 184

Proposition
3584.3/Rev 1

Le PRÉSIDENT propose à la Commission l’examen des propositions 3570.7/Rev 1, 3570.2 et 3581.3.

Période, durée
et application
de la statistique

L’AUSTRALIE: Les membres du Groupe de travail constitué lors de la séance précédente avaient compris que l’examen de toutes les propositions concernant le règlement des frais terminaux serait différé jusqu’à ce que le texte de compromis soit disponible. Nous ne sommes pas encore en mesure de retirer les propositions que l’on nous suggère de discuter maintenant et cette discussion doit à notre avis être différée.

Convention,
Règlement,
article 170

Proposition
3570.7/Rev 1

Le PRÉSIDENT: Nous sommes confrontés à un problème technique et matériel. Comme je l’ai expliqué tout à l’heure, il y a en préparation deux propositions sur les articles 179 et 181 du Règlement et, afin de ne pas retarder les travaux de notre Commission, je viens de lire la version française des textes qui sont actuellement à la traduction et à l’impression. Ces textes sont le résultat d’un consensus élaboré par les membres du Groupe de travail, ce qui permet de supposer que la Commission est d’accord.

L’AUSTRALIE: Nous comprenons le désir du Président, mais nous nous demandons si chaque groupe linguistique a bien compris, au travers de l’interprétation simultanée, le sens exact de ces textes. Nous suggérons que la Commission soit consultée et qu’elle exprime son intention sur la suite de la séance.

Le PRÉSIDENT: Les textes en question ne seront disponibles dans toutes les versions linguistiques que pour notre prochaine séance. Comme il n’y a pas d’autres propositions que nous puissions examiner en l’absence de ces deux textes, je lève la séance.

La séance est levée à 15 h 55.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L’Adjoint,
S. KOSSIGNON

Dixième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Quatre-vingt-deux Pays-membres sont présents ou représentés; le quorum étant de 76, la Commission peut délibérer valablement.

La Commission adopte le Congrès/C 5 — PV 4 et Add 1 sans observation.

Le PRÉSIDENT: La décision de notre Commission de maintenir le principe des paiements provisoires nous a conduit à suspendre l'examen de plusieurs propositions. Le Groupe de travail composé de l'Australie, du Canada, de la Grande-Bretagne et de la Nouvelle-Zélande a tenu sa réunion hier et il conviendra d'examiner les propositions 3579.92 et 3581.13. La première proposition vise à créer un nouvel article 179ter à la Convention, Règlement, en vue de définir les modalités de mise en oeuvre des paiements provisoires. La seconde proposition précise à l'article 181 du même Règlement les dispositions à prendre par le Bureau international lorsque les paiements provisoires sont réglés par l'intermédiaire du décompte général. Compte tenu de ces nouvelles dispositions et sous réserve de votre accord à leur sujet, certaines propositions déjà acceptées ont dû être réaménagées. De plus, deux anciennes formules supprimées font leur réapparition. La suite de nos travaux portera sur l'examen des propositions 3570.7/Rev 1, 3570.2 et 3581.3 du point 9.1 de notre ordre du jour ainsi que sur les points 15, 16 et 18bis. Enfin, nous examinerons le projet de résolution concernant l'étude sur les taxes de base des envois de la poste aux lettres (proposition 3000.5/Rev 2).

**Examen
des propositions
3579.92
et 3581.13**

La MAURITANIE propose de modifier le titre du nouvel article 179ter de la Convention, Règlement, comme suit:

Paielements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface

Les propositions 3579.92 et 3581.13, présentées par le Groupe de travail et visant à créer respectivement un article 179ter et un paragraphe 7bis à l'article 181 de la Convention, Règlement, sont adoptées compte tenu de l'amendement proposé par la Mauritanie. Le titre du nouvel article 179ter de la Convention, Règlement, se lit comme suit: "Paielements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface".

**Propositions
3570.7/Rev 1,
3579.10/Rev 1,
3581.9 et
3581.11/Rev 1**

L'AUSTRALIE: Compte tenu de l'adoption de ces deux propositions, nous retirons les propositions 3570.7/Rev 1, 3579.10/Rev 1, 3581.9 et 3581.11/Rev 1.

**Propositions
3570.2 et 3581.3**

Le PRÉSIDENT: Je sou mets à la Commission les propositions 3570.2 et 3581.3 du Mexique. Ces deux propositions visent à préciser que les paiements provisoires obéissent aux règles de paiements définies à l'article 103 de la Convention, Règlement. Suite à l'adoption de la proposition 2503.4 par notre Commission, il est précisé que le délai de six semaines prévu à l'article 103 pour le règlement des comptes a une portée générale et s'applique à tous les types de comptes, ce qui devrait répondre aux préoccupations du Mexique.

La proposition 3570.2 est rejetée par 72 voix contre, 2 voix pour et 2 abstentions.

La proposition 3581.3 est également rejetée par 68 voix contre, 1 voix pour et 23 abstentions.

Le PRÉSIDENT propose de passer à l'examen des six propositions 3579.6/Rev 3, 3579.11, 3920.3/Rev 2, 3921.3/Rev 2, 3579.1 et 3579.3 qui font l'objet du point 15 de l'ordre du jour. La proposition 3579.6/Rev 3 du CE adapte, d'une part, l'article 179 de la Convention, Règlement, au nouveau système statistique et, d'autre part, au principe des paiements provisoires. Cette proposition introduit les formules C 20 pour les frais de transit (proposition 3920.3/Rev 2) et C 20bis pour les frais terminaux (proposition 3921.3/Rev 2).

Etablissement, transmission et approbation des comptes des frais de transit et frais terminaux
— Frais de transit et frais terminaux du courrier de surface, article 179

Les propositions 3579.6/Rev 3, 3920.3/Rev 2 et 3921.3/Rev 2 sont adoptées sans observation.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3579.11, comme amendement à la proposition 3579.6 du CE, traite d'un élargissement de l'article 179 aux frais terminaux du courrier-avion qui fait l'objet de l'article 180 de la Convention, Règlement. Elle introduit au paragraphe 9 de l'article 179 un nouveau délai de transmission de six mois, mais fixe au paragraphe 10bis à trois ans le délai de péremption. Enfin, il est fait référence à l'intervention du Bureau international pour les comptes réglés par l'intermédiaire du décompte général. La fixation du délai de six mois proposée par la Roumanie ne semble pas avoir une portée pratique étant donné que le paragraphe 10bis institue un délai de péremption. En ce qui concerne l'intervention du Bureau international pour le décompte général, cette question sera discutée lors de l'examen des propositions se rapportant à l'article 181 de la Convention, Règlement, "Décompte général annuel. Intervention du Bureau international" (point 6 de l'ordre du jour).

Propositions 3579.6/Rev 3, 3579.11, 3920.3/Rev 2, 3921.3/Rev 2, 3579.1, 3579.3

La proposition 3579.11 de la Roumanie n'obtient aucun appui et se trouve ainsi rejetée.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3579.1 de la Chine (Rép. pop.), vise à ramener le délai de péremption de trois ans à dix-huit mois. Il convient de rappeler à ce propos que nous avons adopté la proposition 3580.1 de la Chine (Rép. pop.) visant ce même objet de l'article 180, raison pour laquelle nous devrions adopter cette proposition par souci de cohérence.

La proposition 3579.1 de la Chine (Rép. pop.) est adoptée sans observation.

La proposition chilienne 3579.3 est similaire à la proposition 3580.2 du même pays qui visait à modifier les délais de l'article 180 de la Convention, Règlement. La proposition 3580.2 ayant été rejetée, le Président demande au Chili s'il maintient la proposition 3579.3.

Le CHILI: A l'époque, nous avons retiré notre proposition 3580.2 du fait qu'elle n'avait pas reçu l'approbation de la majorité. Nous aimerions néanmoins que la proposition 3579.3 soit étudiée par la Commission vu qu'elle raccourcit les délais entre les Administrations.

La ROUMANIE: A notre avis, la proposition 3579.3 du Chili, qui s'éloigne le plus du statu quo, aurait dû être discutée avant la proposition 3579.1.

Nous appuyons la proposition du Chili.

Soumise au vote, la proposition 3579.3 est rejetée par 69 voix contre, 3 voix pour et 24 abstentions.

Le PRÉSIDENT: La proposition 3579.91/Rev 1 du CE, inscrite au point 16 de l'ordre du jour, crée l'article 179bis qui prévoit les règles à appliquer dans le cas où, après acceptation d'un compte, une facturation complémentaire s'avérerait nécessaire. Cette procédure vise des cas d'exception et ne pourrait être mise en oeuvre qu'après accord par les Administrations concernées. Je précise que l'acceptation des comptes avant paiement reste la règle. Un texte révisé est présenté uniquement pour modifier un numéro de formule.

Régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers

L'ESPAGNE: Des propositions présentées par le CE ont été modifiées par un Groupe de travail. Or, nous estimons que le Congrès n'est pas habilité à présenter au nom du CE des propositions que celui-ci n'a pas mises au point. La procédure normale aurait consisté à apporter des modifications sous forme d'amendement.

Proposition 3579.91/Rev 1

Nous ne voudrions pas que cette façon de procéder crée un précédent pour les Congrès futurs.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Sur le plan légal et juridique, l'Espagne a raison. Mais, face à une situation exceptionnelle, les questions d'ordre pratique ont primé. En effet, les propositions du CE se basaient sur l'utilisation de taux de frais terminaux différenciés pour les LC et pour les AO. Or, la Commission s'est prononcée en faveur d'un taux unique LC/AO. Par conséquent, il était nécessaire de revoir toutes les propositions du CE. Aucun pays n'était en mesure de le faire et de présenter des amendements. C'est pourquoi ce travail a incombé au Secrétariat et à la présidence de la Commission. Il est évident que, pour l'avenir, il faudra en revenir à la règle.

L'ARGENTINE: Le poids annuel est déterminé au moyen du nouveau système de statistique C 1, dont le paragraphe 1 de la proposition 3579.91/Rev 1 reprend, dans une certaine mesure, les dispositions. Afin de mieux adapter le texte de ce paragraphe au système que nous avons retenu, nous suggérons de supprimer la mention "de poids" qui, à notre avis, n'a plus de sens. Nous proposons la rédaction suivante: "En cas de différences signalées et acceptées après l'établissement du compte particulier de frais terminaux, celles-ci sont régularisées lors de l'établissement du compte particulier C 20bis de l'année suivante." En effet, la différence de poids est constatée une fois que la détermination du poids moyen des sacs par rapport à la quantité totale des sacs a été réalisée.

Le PRÉSIDENT: Le titre de l'article traite des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers. Les poids annuels sont obtenus en fonction du nombre de sacs et du poids moyen au cours de la période de statistique d'un mois. En conséquence, il s'agit bien d'une différence de poids global, une fois le calcul fait. C'est pourquoi, si la Commission est d'accord, je propose de supprimer uniquement les mots "à l'arrivée des dépêches".

Compte tenu des modifications apportées en séance au paragraphe 1 visant à supprimer les termes "à l'arrivée des dépêches", la proposition est adoptée sans discussion.

Décompte général
annuel –
Intervention
du Bureau
international
Propositions
3581.6/Rev 2,
3581.12, 3582.2,
3581.2, 3581.1,
3582.1, 3921.5,
3921.6, 3581.4

Le PRÉSIDENT: Nous allons aborder maintenant le point 6 de l'ordre du jour qui comprend l'examen des propositions 3581.6/Rev 2, 3581.12, 3582.2, 3581.1, 3582.1, 3921.5 et 3921.6.

Les propositions 3581.9 et 3581.11/Rev 1 ont été retirées, en début de séance, par les pays auteurs. Le principe de l'établissement du décompte général au moins deux fois par an étant repris dans la proposition 3581.6/Rev 2, la proposition 3581.4 devient sans objet.

Je vous propose d'examiner, en premier lieu, les trois propositions du CE qui portent sur l'article 181 du Règlement d'exécution de la Convention, à savoir les propositions 3581.6/Rev 2, 3921.6 et 3921.5.

La proposition 3581.6/Rev 2 vise, d'une part, à prendre en compte les modifications apportées au niveau des formules et, d'autre part, à établir le décompte général non pas annuellement mais au moins deux fois par an.

La GRANDE-BRETAGNE: Si la liquidation des comptes se fait plus d'une fois par an, nous voudrions savoir selon quelles modalités ces comptes supplémentaires seront préparés. Seront-ils envoyés à intervalles réguliers?

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Le principe d'établir le décompte général au moins deux fois par an a été admis à la dernière session du CE. Il s'agit de répondre aux vœux de nombreuses Administrations créancières qui voudraient que les opérations de régularisation par l'intermédiaire du Bureau international soient accélérées. Ces décomptes visent donc à régulariser des situations tardives ou des comptes qui ont fait l'objet de litiges.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Nous voudrions savoir quand sera discutée la proposition 3581.2.

Le PRÉSIDENT: La proposition de la République démocratique allemande ainsi que celle de la Roumanie seront examinées après les propositions du CE. Y a-t-il des objections à ce que nous adoptions les trois propositions concernées?

Aucune objection n'étant soulevée, les propositions 3581.6/Rev 2, 3921.6 et 3921.5 du CE sont adoptées.

Le PRÉSIDENT: Je vous propose d'examiner tout de suite la proposition 3582.2 du CE qui est corrélative à celles que nous venons d'adopter puisque son seul objectif est de supprimer dans le texte de l'article 182 le mot "annuel" qui se trouvait après les termes "décompte général".

La proposition 3582.2 est adoptée sans discussion.

Le PRÉSIDENT: Les propositions 3581.2 de la République démocratique allemande et 3581.12 de la Roumanie visent à inverser la procédure actuellement en vigueur pour le règlement des frais terminaux et des frais de transit du courrier de surface, de manière à faire du paiement direct la règle et du recours au décompte général l'exception.

L'INDE: Je prie le Président de bien vouloir demander à la République démocratique allemande de commenter sa proposition de suite.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Le problème a déjà été examiné lors du Congrès de Rio de Janeiro (proposition 2573.3). La proposition 3581.2 prévoit d'avoir recours aux règlements directs, comme cela existe déjà pour tous les autres comptes, cette procédure ayant fait ses preuves dans les relations bilatérales. Les avantages des règlements directs sont importants du point de vue financier et ces règlements permettent un apurement plus rapide des paiements entre les Administrations. Il faut noter que le décompte général établi par le Bureau international met en relation pour les paiements des Etats qui n'ont pas de relations postales entre eux. Je rappelle que la proposition ne lèse pas les droits des Administrations qui préfèrent passer par le décompte général pour le règlement de leurs comptes. En ce qui concerne les comptes relatifs à la voie de surface, le décompte général doit être l'exception. L'adoption de la proposition 3581.2 représenterait un avantage, non seulement pour les Administrations, mais aussi pour le Bureau international dont la tâche serait allégée.

Le SÉNÉGAL: J'estime que les arguments développés sont très valables et j'appuie cette proposition. Le décompte général du Bureau international a un côté pratique indéniable, mais il présente toutefois des inconvénients pour les Administrations créancières, en particulier, et même pour les Administrations débitrices. En effet, ce système ne permet pas de déterminer avec précision les sommes à percevoir des diverses Administrations débitrices. Bien que le document élaboré par le Bureau international contienne les indications indispensables, il n'en reste pas moins que des difficultés subsistent pour les services comptables pour l'établissement de leurs prévisions budgétaires et de leur balance. En fait de règlement de frais de transit et de frais terminaux, 80% des règlements du Sénégal s'opèrent bilatéralement et ce système est plus avantageux.

La BELGIQUE se prononce contre la proposition. A Rio de Janeiro, la proposition de la République démocratique allemande a été rejetée par 53 voix contre, 30 pour et 26 abstentions. Le premier paragraphe de l'article 181 indique bien que le décompte général sert de base au règlement des frais de transit et des frais terminaux entre Administrations. Il met bien en évidence que la liquidation des frais de transit et des frais terminaux par l'intermédiaire du décompte général constitue la règle tandis que les règlements particuliers devraient constituer l'exception. Le système actuel de compensation facilite et simplifie les opérations comptables. Il permet aussi l'apurement des débits qui, sans cela, seraient plus longs à récupérer par les Administrations créancières.

L'INDE: Selon nos renseignements, il semblerait que 85 Administrations participent au système du décompte général et qu'une douzaine d'Administrations seulement s'en tiennent aux décomptes directs. C'est pourquoi l'Inde n'est pas d'accord au sujet des arguments de la République démocratique allemande et du Sénégal, d'autant moins que les dispositions actuelles laissent les Administrations libres de choisir le système qui leur convient.

La GRANDE-BRETAGNE s'oppose à la proposition. Dans le passé, le système de liquidation des comptes annuels ne donnait pas satisfaction. Durant le Congrès de Hamburg, de nombreux changements ont été apportés à ce système et il est nettement amélioré et susceptible de satisfaire toutes les Administrations. Il prévoit des versements provisoires et la possibilité d'effectuer plusieurs paiements par an, si bien qu'il n'y aura plus de délais dans l'apurement des paiements. La Grande-Bretagne estime qu'un système centralisé des comptes réduit considérablement le nombre des paiements à effectuer. C'est ainsi qu'en 1981,

L'Administration britannique n'a dû payer que sept pays alors qu'elle était débitrice envers 61 pays; il s'agit là d'une grande économie d'argent et de travail. Toutes les données sont introduites dans un ordinateur et ceci permet des règlements plus fréquents. La mise en oeuvre et la gestion du système sont coûteuses pour le Bureau international et il serait inopportun que les pays se retirent de ce système, car son efficacité et sa rentabilité seraient diminuées.

L'ESPAGNE se déclare en faveur du statu quo. Le décompte général doit rester la règle et il faut inviter toutes les Administrations à y participer. Le statu quo permet de plus le système des règlements bilatéraux.

La BARBADE et la TANZANIE (RÉP. UNIE) appuient la proposition. Les petits pays n'ont pas de rapports avec tous les pays du monde. Le décompte général leur cause des difficultés du fait de problèmes de comptabilité, de langues et de change en devises étrangères. Dans un cas de l'espèce, une Administration affirmait avoir effectué les formalités nécessaires et il est apparu que c'est la Banque centrale qui refusait d'honorer le chèque. Il y a eu des cas où il a fallu attendre deux ou trois ans avant d'obtenir certains paiements. La faculté d'établir les comptes de façon bilatérale est insatisfaisante, car elle suppose l'accord de deux Administrations, si l'une d'elles n'est pas d'accord, c'est au détriment de la deuxième. En dernière analyse, l'échange de courrier entre deux Administrations est une opération purement bilatérale et rien ne devrait s'opposer au règlement direct des comptes. L'intervention d'un tiers, en l'occurrence le Bureau international, devrait être l'exception plutôt que la règle.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: La proposition 3581.2 a pour objet de clarifier la situation et, outre les avantages déjà mis en exergue, de prévoir l'établissement de décomptes directs entre les pays qui ont des relations postales, ceci étant l'idée maîtresse de cette proposition.

Mise aux voix, la proposition 3581.2 est adoptée par 53 oui, 39 non et 13 abstentions.

La ROUMANIE retire la proposition 3581.12, devenue sans objet.

Le PRÉSIDENT salue les trois Vice-Présidents de la Commission qui viennent de prendre place à la tribune et il présente la proposition 3581.1.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Les motifs de notre proposition 3581.1 sont clairs et nous ne désirons pas nous y étendre. Cependant, nous nous demandons quelles vont être les conséquences de la décision que la Commission a prise en faveur de la proposition 3581.2 de la République démocratique allemande, qui a entraîné la suppression du paragraphe 11 de l'article 181, alors que c'est justement une modification de ce paragraphe que vise notre proposition.

Le YÉMEN (RÉP. ARABE): Par l'adoption de la proposition 3581.2, nous avons décidé de supprimer le paragraphe 11 de l'article 181 et nous nous demandons comment il est maintenant possible de revenir sur une proposition qui concerne ce même paragraphe 11.

CUBA: Nous estimons qu'il est impossible de discuter d'un paragraphe qui a été supprimé par l'adoption, il y a quelques instants, de la proposition 3581.2.

La BULGARIE (RÉP. POP.): Le paragraphe 4 de la proposition 3581.2 apporte toute la lumière voulue sur les délais dans lesquels il convient de transmettre les relevés C 21 et C 21bis.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Nous maintenons notre proposition, car le paragraphe 4 de la proposition de la République démocratique allemande ne répond pas à la préoccupation que nous y avons exprimée. Nous suggérons d'englober l'idée que nous présentons dans la proposition 3581.1, puisque de toute manière un remaniement rédactionnel sera nécessaire. En outre, nous aimerions déclarer que lorsque nous avons voté sur la proposition de la République démocratique allemande, nous n'avions pas compris que l'ensemble des paragraphes était englobé dans ce vote; nous n'étions pas favorables au paragraphe 4 et aurions voulu que ce paragraphe soit discuté séparément du reste de l'article, car il concerne une question différente.

La FRANCE: Nous appuyons l'exposé de l'Amérique (Etats-Unis) car pour nous aussi il n'était pas clairement établi si l'ensemble du paragraphe était globalement discuté et mis au vote, ou si l'on adoptait le

principe de l'abandon du décompte général comme règle au profit d'une exception. Dans la proposition 3581.2, il y a des dispositions qui ont simplement été reprises de l'ancien article 181 et d'autres extrêmement importantes qui sont nouvelles.

Il y a à nos yeux un problème important qui n'a pas été évoqué au sujet du nouveau paragraphe 4 de l'article 181; en effet, il est maintenant prévu que l'intervalle entre le jour de l'envoi des relevés et la date limite à laquelle l'Administration intéressée peut présenter une objection à l'Administration qui a établi ces relevés est d'un mois. Il s'agit là d'un délai extrêmement court et cette disposition embarrassante risque d'être source de litiges.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission a adopté trois propositions relatives à l'article 181 et qui posent les principes suivants:

La proposition 3581.13 donne des directives au Bureau international pour les paiements provisoires réglés par l'intermédiaire du décompte général.

La proposition 3581.6/Rev 2 du CE adapte le texte de l'article 181 au nouveau système statistique et introduit le principe selon lequel le décompte général sera établi au moins deux fois par an.

La proposition 3581.2 de la République démocratique allemande fait du règlement direct la règle et du décompte général l'exception.

La proposition 3581.1 des Etats-Unis d'Amérique, fondée sur l'ancien système statistique, concerne les comptes réglés directement. Son principe ne pourrait être repris à l'article 181 que pour les paiements provisoires.

La SUISSE: Nous suggérons que la proposition de l'Amérique (Etats-Unis) soit insérée dans le nouveau paragraphe 4 de cet article 181 et que la phrase relative à l'intervalle d'un mois soit remplacée par la fin du texte de la proposition 3581.1: "au plus tôt le dernier trimestre de l'année civile correspondante". Nous appuyons donc les remarques de la France au sujet du délai très court qui serait maintenant à disposition pour présenter une objection. En outre, la rédaction du nouveau paragraphe 7 nous paraît contenir un élément superflu et nous proposons que le membre de phrase "si elles le jugent indispensable" soit supprimé. Il aurait, à notre avis, été souhaitable d'étudier cet article paragraphe par paragraphe, mais l'on peut considérer que les votes portaient sur les principes.

Le LUXEMBOURG: En votant la proposition de la République démocratique allemande, nous avons l'impression de nous prononcer seulement sur le principe général et nous aimerions relever qu'entre la proposition 3581.6/Rev 2 adoptée antérieurement et la proposition 3581.2, il y a une anomalie, par exemple au sujet du paragraphe 10, qui avait primitivement été supprimé et que l'on a ensuite déclaré sans changement. Nous suggérons que la proposition de la République démocratique allemande soit reprise en détail, paragraphe par paragraphe.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la phrase soulignée dans la proposition de l'Amérique (Etats-Unis) soit introduite dans notre proposition. Par contre, nous affirmons que notre proposition a été discutée, approuvée et qu'il n'est donc plus possible de la reprendre dans le détail.

CUBA: Nous basant sur le Règlement intérieur, nous ne comprenons pas qu'il puisse maintenant être présenté des amendements sur une proposition qui a régulièrement été approuvée.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il convient de ne pas perdre de vue que nous vivons une situation exceptionnelle car, dans toute cette question, le CE n'a pas eu le temps d'examiner en détail toutes ces propositions, notamment celles liées à la question de la statistique. Il aurait donc fallu, dès que le système statistique C 1 a été adopté, réunir un Groupe de travail chargé de réviser toutes les propositions, ce qui aurait représenté une tâche colossale. Nous nous trouvons maintenant dans une situation exceptionnelle et je pense qu'il ne faut pas prendre nos décisions en fonction du Règlement intérieur, mais tenter d'arriver à de bonnes décisions; même s'il y a des imperfections, il faut essayer de trouver la meilleure solution, tant que nous sommes encore en séance.

L'ESPAGNE: Nous insistons sur l'aspect juridique de cette question: deux propositions ont été mises aux voix et acceptées et nous nous demandons si les décisions que nous prenons maintenant sont correctes et suffisamment bien pensées.

Le PRÉSIDENT: Nous nous trouvons en présence de quatre propositions sur cet article 181 et nous avons adopté les propositions 3581.6/Rev 2, 3581.13 et 3581.2. Nous discutons maintenant la proposition 3581.1 qui ne peut viser que le règlement par la voie directe des paiements provisoires. Une fois les principes adoptés, il y aura un important travail de refonte de cet article 181. Je suggère que nous prenions une décision sur le point soulevé par la proposition de l'Amérique (Etats-Unis) et ce principe pourrait, s'il est adopté, trouver place dans l'article 181.

Ce principe est admis par 60 voix pour, 18 contre et 17 abstentions.

La GRANDE-BRETAGNE: A l'instar du Luxembourg, nous répétons qu'il y a un dilemme à surmonter car la proposition 3581.6/Rev 2 a été acceptée dans son intégralité. Or, celle de la République démocratique allemande, acceptée ultérieurement, contient des dispositions contraires à ce que avions accepté auparavant. Il y a là une décision juridique à prendre.

Le PRÉSIDENT: Mes assistants vont préparer à partir des principes adoptés un texte de synthèse de l'article 181 qui mettra fin aux contradictions qui ont pu apparaître. Je vous propose de passer à l'examen de la proposition 3582.1 du Chili. Cette proposition modifie le délai d'intervention du Bureau international et le réduit de un an à quatre mois lorsque les soldes figurant dans le décompte général n'ont pas été réglés.

La proposition 3582.1 est adoptée sans discussion.

Propositions
3501.2/Rev 1,
3577.91/Rev 2

Le PRÉSIDENT: Je vous propose d'examiner, pour la forme, les propositions 3501.2/Rev 1 et 3577.91/Rev 2 déjà admises par la Commission. Ces dernières ont fait l'objet de revisions pour prendre en compte les formules créées pour les paiements provisoires.

Les propositions revisées 3501.2/Rev 1 et 3577.91/Rev 2 sont acceptées sans discussion par la Commission.

Proposition
3500.2

Le PRÉSIDENT: La décision 3500.2 n'a plus sa raison d'être. Elle avait été élaborée pour pallier l'absence des formules et des propositions revisées à notre réunion ce matin, si le temps nous avait manqué.

La décision 3500.2 devient sans objet.

Proposition
3500.3

Le PRÉSIDENT: Cette résolution traite de la période transitoire qui va s'écouler jusqu'à la date de mise en application du nouveau système statistique. La version française comporte une faute de frappe. Après décide, au 3e paragraphe, il faut lire "les nouveaux taux adoptés" au lieu de "adaptés".

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: La proposition 3500.3 indique comment seront calculés les frais de transit et les frais terminaux du courrier de surface maintenant qu'un nouveau système statistique a été adopté.

En effet, les résultats de la statistique traditionnelle à réaliser en 1985 étaient prévus comme données de base pour les calculs de 1984, 1985 et 1986.

L'entrée en vigueur des Actes intervenant le 1er janvier 1986, cette résolution propose d'utiliser la statistique de 1985 pour l'établissement des comptes de 1984 et 1985.

Les poids révélés par cette statistique serviraient de base aux paiements provisoires relatifs à 1986. Une régularisation de ces paiements interviendrait aussitôt que les comptes définitifs établis selon le nouveau système de statistique auraient été acceptés.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Il semble incohérent de calculer des paiements provisoires sur les données de la statistique triennale que tout le monde s'accorde à trouver mauvaise. Il serait préférable de ne pas faire de paiements provisoires pour l'année 1986. Pour cette année-là, on utiliserait seulement les données obtenues avec le nouveau système statistique et les paiements interviendraient en 1987. Ensuite, le système des paiements provisoires pourrait entrer en vigueur.

Le CANADA: La proposition de l'Amérique (Etats-Unis) aboutirait à commencer la période de validité des Actes de Hamburg par une exception au principe des paiements provisoires que nous venons d'adopter. Certes, la statistique triennale n'a fait l'objet que de critiques, mais, en suivant la proposition faite par l'Amérique (Etats-Unis), il me semble que nous serions en contradiction avec les travaux de ces dernières heures. De plus, en procédant comme indiqué, il est certain qu'il y aurait des conséquences financières pour certaines Administrations.

La FRANCE: Il ne serait pas judicieux d'interrompre le processus des paiements provisoires. Nous appuyons donc la proposition 3500.3.

Mise aux voix, la proposition 3500.3 est adoptée par 92 voix pour, 1 contre et 1 abstention.

Le PRÉSIDENT: Nous allons continuer nos travaux sur l'article 181.

La situation est la suivante. Nous sommes en présence de quatre propositions, 3581.6/Rev 2, 3581.2, 3581.13 et 3581.1, sur l'article 181 adoptées par notre Commission. Je vais donc vous proposer un texte de synthèse en commençant par l'examen du paragraphe 1.

Article 181
(suite)

La SUISSE: La proposition du CE 3581.6/Rev 2 a été adoptée avant et donc nous ne pouvons supprimer le paragraphe 1. Pour régler les contradictions existantes, il nous faudrait réfléchir. Par motion de procédure, je demande donc une suspension de séance.

Le SÉNÉGAL: J'aimerais rappeler ce qu'a dit M. Gharbi. Il importe que nous soyons pratiques. Il nous faut garder les principes admis, mais adopter des solutions applicables. D'ailleurs, à mon avis, les deux propositions discutées ne visaient pas le même but. Celle du CE envisageait des modifications du fait du nouveau système de calcul des frais terminaux et de transit. Celle de la République démocratique allemande souhaitait plutôt faire intervenir un changement dans l'obligation de participer au décompte.

La NOUVELLE-ZÉLANDE appuie la Suisse qui souhaite une interruption de séance.

La MAURITANIE: Je n'appuie l'interruption de séance que si elle permet la recherche d'un compromis.

CUBA: Nous ne souhaitons pas que le Président présente un texte de compromis. Certes, les questions adoptées le sont, mais il y a trop de contradictions. Comment peut-il exister un texte de compromis? Nous appuyons donc la suspension de séance qui permettra de coordonner nos intérêts. Je proposerais même que, une fois un travail d'analyse accompli, nous revotions paragraphe par paragraphe en faisant table rase de tout ce qui a été décidé jusqu'à présent.

Mise aux voix, la suspension de séance est adoptée par 88 voix pour, 3 contre et 2 abstentions.

La séance est levée à 12 h 55.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Onzième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. D. PÉRIER, Président

La séance est ouverte à 15 h 45.

Décompte général
annuel —
Intervention
du Bureau
international

Convention,
Règlement,
article 181
(suite)

Proposition
3581.6/Rev 3
(synthèse des
propositions
3581.6/Rev 2,
3581.2, 3581.13
et 3581.1)

Le PRÉSIDENT: Avant de poursuivre la discussion de ce matin, je signale que j'ai reçu une procuration du Luxembourg au profit de la France. Quant à notre tâche de cet après-midi, je fais appel à votre compréhension afin que la Commission puisse terminer ses travaux d'une façon normale. Pendant la pause de midi, nous avons rédigé un texte qui reprend tous les principes des propositions qui ont été adoptées ce matin. Nous examinerons ce texte de synthèse, qui fait l'objet de la proposition 3581.6/Rev 3, paragraphe par paragraphe. Etant donné que, par manque de temps, la proposition en question n'a pas pu être traduite, je tâcherai d'aller lentement afin de faciliter l'interprétation.

Le texte que vous avez devant vous est composé des parties de texte des propositions originales et nous avons pris le soin d'indiquer la proposition pour chaque paragraphe dont il est issu. Pour commencer, la précision "annuel" a été enlevée du titre de l'article 181 comme conséquence de la proposition 3581.6/Rev 2 du CE visant à établir le décompte au moins deux fois par an. Le premier paragraphe de ce même article a été supprimé, comme conséquence de l'adoption du principe posé par la proposition 3581.2 de la République démocratique allemande.

La GRANDE-BRETAGNE: La proposition 3581.6/Rev 2 du CE a été acceptée ce matin. Dans cette proposition, le premier paragraphe de l'article 181 est présent. Il s'ensuit que nous n'avons pas le droit d'enlever maintenant le paragraphe en question. D'un autre côté, ayant adopté la proposition de la République démocratique allemande, la conservation du paragraphe paraît également impossible. En conséquence, nous nous trouvons dans une situation de contradiction flagrante.

Le PRÉSIDENT: Je viens de faire un appel à votre compréhension. J'aimerais souligner que nous n'avons adopté ce matin que des *principes*.

L'ESPAGNE: Nous nous rallions à l'opinion exprimée par la délégation de la Grande-Bretagne. A notre avis, il convient de reprendre les propositions originales et de voter sur chaque paragraphe séparément.

L'INDE: Notre délégation est arrivée à la même conclusion que la Grande-Bretagne. Quant à l'examen de la proposition 3581.6/Rev 3, nous nous trouvons dans une situation désavantageuse. En l'absence d'un texte traduit, une perception globale de la proposition nous est impossible. Nous vous prions en conséquence de lire le texte en question dans sa totalité.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE: Il y a lieu de féliciter le Président et le Secrétariat pour leur travail rapide et adéquat. Nous sommes à même de prendre une décision complète sur la base du texte proposé, étant donné que celui-ci comprend tous les principes adoptés par la Commission. Quant au problème posé par la délégation de la Grande-Bretagne, j'aimerais rappeler qu'avant que notre proposition ait été soumise au vote, notre délégation avait posé une question de procédure. Le Président de notre Commission a fourni une réponse satisfaisante, car aucune délégation ne l'a contestée. Nous nous rallions en conséquence à l'appel du Président, qui demandait de la compréhension de la part de nous tous.

La CHINE (RÉP. POP.): On a constaté que nous nous trouvions dans une situation de contradiction. En conséquence, nous devons revenir en arrière et resoumettre au vote toutes les propositions en question, en tenant compte, à chaque occasion, des décisions déjà prises.

La COLOMBIE: Nous sommes du même avis que la Chine (Rép. pop.), car le texte de la proposition 3581.6/Rev 3 nous place devant un noeud gordien. Il est préférable de faire preuve de compréhension en revotant proposition par proposition.

Le SOUDAN: Il est manifestement question d'une erreur de procédure. Il convient donc de repartir de la proposition 3581.6/Rev 2 du CE. Mais cette solution pose sans doute des problèmes d'ordre juridique. Nous posons la question de savoir s'il existe une procédure juridique qui permet de revenir à un stade antérieur.

Le PRÉSIDENT: Je précise une nouvelle fois qu'il n'existe pas de contradiction entre les textes des propositions que vous avez adoptés ce matin et celui de la proposition 3581.6/Rev 3, qui n'est qu'une synthèse de ces propositions.

Le SÉNÉGAL: Il faut que nous coopérions afin de trouver une solution. La raison des difficultés actuelles est la suivante: certaines Administrations tentent de revenir sur la décision pertinente de ce matin, qui a instauré le principe du règlement direct comme procédure normale et qui a classé le règlement par le décompte général du Bureau international comme procédure exceptionnelle. Notre délégation est tout à fait d'accord avec le texte proposé.

L'ARGENTINE: Nous partageons l'opinion du Sénégal. Le nouveau texte semble raisonnable et toutes les décisions prises y sont comprises. L'idée de la proposition 3581.6/Rev 2 du CE était l'introduction d'une publication plus fréquente du décompte général. Le principe de la proposition de la République démocratique allemande était plutôt d'avancer l'idée du règlement direct. On retrouve tous ces éléments dans le texte proposé et, en conséquence, nous insistons pour que ce texte soit examiné.

L'URSS: Nous rencontrons des difficultés inattendues ce dernier jour. Nous proposons, afin d'arrêter cette discussion vaine, la formation d'un Groupe de travail pour l'examen du texte de l'article 181. Le résultat du travail de ce groupe pourra être présenté en séance plénière.

Le PRÉSIDENT: Il n'est pas question de revenir sur les décisions. Nous examinons la forme d'un texte qui comprend l'essentiel des quatre propositions adoptées ce matin.

La SUISSE: Nous sommes d'avis que le texte présenté par le Président et le Secrétariat est correct et qu'il reflète bien les décisions prises. Etant donné que les différents votes sont intervenus dans des circonstances parfois confuses, les Administrations qui ont des objections à formuler peuvent le faire sous la forme d'un appel en séance plénière, en application de l'article 25, paragraphe 2, du Règlement intérieur du Congrès. Par ailleurs, il semble également possible de retenir l'idée exprimée par l'URSS.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Il appartient à la Commission de décider de la procédure à suivre pour approuver le texte de synthèse contenu dans la proposition 3581.6/Rev 3. Le Président a proposé que la Commission se prononce paragraphe par paragraphe. L'URSS suggère de renvoyer tout l'article 181 pour examen par la plénière. Les deux suggestions sont acceptables. Quant au fond, à mon avis, il n'y a pas vraiment contradiction entre les deux propositions adoptées ce matin. Les deux propositions partaient d'une optique différente. La proposition 3581.6/Rev 2 du Conseil exécutif visait uniquement à rendre le décompte général pluriannuel, tandis que la proposition 3581.2 visait le renversement du système actuel et à rendre le décompte général facultatif. C'est ce dernier principe qui a été accepté ce matin et le texte de la proposition 3581.6/Rev 3 reflète exactement cette décision.

Le SÉNÉGAL: La Commission est en mesure de décider du texte de synthèse qui nous est soumis.

Le PRÉSIDENT: Après ces éclaircissements, je sou mets au scrutin la procédure à suivre pour l'examen de la proposition 3581.6/Rev 3. Les délégations qui sont en faveur de l'examen paragraphe par paragraphe votent oui, celles qui sont contre la poursuite de l'examen votent non.

Par 77 voix pour, 0 contre et 7 abstentions, il est décidé de continuer l'examen de la proposition 3581.6/Rev 3, quant à la forme, paragraphe par paragraphe.

Le Président remercie la Commission pour la confiance ainsi exprimée et lit alors lentement le texte français de la proposition, qui est seulement disponible dans cette langue.

La suppression du premier paragraphe de l'article 181 du Règlement d'exécution de la Convention est acceptée par 63 voix pour, 11 voix contre et 16 abstentions.

Les paragraphes 2, 4, 6 et 6bis, tels qu'ils figurent à la proposition 3581.6/Rev 3, sont adoptés sans objection. Les paragraphes 3 et 5 de l'article 181 du Règlement d'exécution de la Convention sont supprimés sans objection.

Le paragraphe 7 est soumis au scrutin à la demande de l'Inde. La République démocratique allemande ayant entre-temps accepté l'amendement tendant à supprimer l'expression "si elles le jugent indispensable", le paragraphe 7 dans sa nouvelle version est adopté par 72 voix pour, 4 contre et 12 abstentions.

Les paragraphes 7bis, 7ter, 7quater, 7quinquies, 8 et 9 sont adoptés sans objection. Les paragraphes 10 et 11 sont supprimés sans objection.

La proposition 3581.6/Rev 3, représentant la synthèse des quatre propositions 3581.6/Rev 2, 3581.2, 3581.13 et 3581.1, est ainsi adoptée.

Convention,
article 19
Proposition
d'ordre général
3000.5/Rev 2

Le PRÉSIDENT: Nous revenons au point 9 de l'ordre du jour, première partie, pour examiner la proposition 3000.5/Rev 2 sur la principe d'une étude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres. La nouvelle proposition 3000.5/Rev 2 réalise le compromis entre les différentes notions contenues dans les propositions 3000.2, 3000.5/Rev 1 et 3000.6 et a obtenu l'aval des auteurs des propositions initiales.

Les propositions 3000.2 et 3000.6 sont retirées par leurs auteurs.

La proposition 3000.5/Rev 2 chargeant le Conseil exécutif d'une étude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres est adoptée à l'unanimité.

Divers

Le PRÉSIDENT: Nous venons d'examiner le dernier point de notre ordre du jour et avons ainsi assuré la mission confiée à notre Commission. Je vous rappelle les principales dispositions que nous avons arrêtées: Les frais terminaux seront fondés sur une structure à deux taux avec 8 francs-or pour les LC/AO et 2 francs-or pour les sacs M.

Le système statistique que nous avons choisi en vue de déterminer les poids du courrier de surface pour le calcul des frais terminaux et des frais de transit est le système C 1. Il consiste à appliquer au nombre réel des sacs un poids moyen par sac déterminé au cours d'une statistique annuelle d'un mois pendant laquelle les sacs sont pesés réellement.

Nous avons par ailleurs adopté un barème des frais de transit qui repose désormais sur les prix effectivement payés et décidé que les taxes de base de l'article 19 de la Convention seront majorées de 50 pour cent. Enfin, nous avons chargé le CE d'études d'une extrême importance concernant les frais terminaux, les taxes de base, la nouvelle classification du courrier et les frais de transit.

Notre action se révèle donc extrêmement fructueuse, et cela n'a été possible que grâce à votre compréhension, à votre collaboration, notamment lorsqu'il s'est agi de rechercher hors séance des textes de compromis, ainsi qu'à la sérénité qui a prévalu tout au long de nos travaux. Je n'oublie pas non plus l'aide efficace qui m'a été apportée par les pays animateurs des études confiées au Conseil exécutif et qui ont participé avec compétence à la rédaction ou à l'adaptation des textes de la Convention.

Je vous prie, pour toute l'aide que vous m'avez apportée, de bien vouloir accepter mes remerciements les plus chaleureux.

Je voudrais également associer dans ces remerciements tous ceux sans lesquels nos travaux n'auraient pu être menés à leur terme et je veux citer ici M. Gharbi, le personnel du Bureau international, et notamment le Secrétariat de la Commission 5, mon adjoint, M. Dayan, les interprètes, qui nous pardonneront d'avoir souvent dépassé l'horaire prévu, les équipes de rapporteurs, les hôtes pour leur dévouement et leur gentillesse, les techniciens, le Secrétariat du Congrès.

Je voudrais enfin joindre mes félicitations à celles déjà adressées à la République fédérale d'Allemagne pour la qualité exceptionnelle tant de l'organisation mise en place que des conditions d'accueil qui nous sont réservées depuis le début du Congrès.

Je terminerai enfin par vous dire à quel point ce fut une grande fierté pour moi et une source d'enrichissement d'avoir pu présider cette Commission importante. Je vous remercie une nouvelle fois de la confiance que vous avez ainsi manifestée envers mon pays.

(Applaudissements.)

La SUISSE: Avant de clore les travaux de la Commission, il convient de vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre collaborateur, M. Dayan, qui a fourni un travail considérable de préparation des séances parfois difficiles. A chaque Congrès, il y a toujours un jour critique. Je crois que, grâce à vous et aux Vice-Présidents, nous avons tiré le meilleur parti de la situation. Je tiens à vous féliciter de la manière habile avec laquelle vous êtes venu à bout de cette tâche difficile que vous avez assumée pour la première fois sans avoir l'expérience de cette Commission au Conseil exécutif. Ce n'était pas chose facile, surtout en raison des bouleversements qui sont intervenus au cours du Congrès. Il faut espérer que le Conseil exécutif sera à l'avenir à même de présenter des propositions claires qui ne devront plus être modifiées au Congrès.

Le ZIMBABWE: Au nom de ma délégation et en mon nom propre, je dirai que ce fut pour moi une expérience inattendue d'être assis à la tribune comme Vice-Président de la Commission 5, qui a traité d'innombrables questions délicates et difficiles.

Vous avez pu maîtriser admirablement la situation. Nous sommes heureux d'avoir pu travailler sous votre présidence et votre compétence. Merci pour l'excellent travail accompli à la tête de cette Commission.

(Applaudissements.)

Le PAKISTAN: Je vous remercie d'avoir élu le Pakistan à l'une des vice-présidences de cette Commission importante, ce qui est une marque de confiance à l'égard de mon pays. Le travail a été ardu. La confiance placée dans le Président a été très bonne et l'esprit de coordination a régné tout au long de nos délibérations. Nous sommes arrivés à la fin des travaux de cette Commission après de longs débats et vous méritez vraiment d'être félicité par tous nos collègues pour la façon dont vous avez présidé cette Commission, pour votre jugement, pour votre patience et pour votre dignité. Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements.)

L'ARGENTINE: J'associe mes remerciements à tous ceux qui ont été adressés au Président pour le travail très efficace qu'il a accompli dans l'exercice de ses fonctions. J'exprime également ma reconnaissance au Bureau international pour son aide au Groupe de travail chargé de mettre au point le système statistique et pour la tâche considérable qu'il a effectuée dans le court laps de temps séparant le dernier CE du début du Congrès, afin d'élaborer la quantité innombrable de propositions relatives à ce système statistique. Je remercie plus particulièrement M. Muñoz, Conseiller supérieur, avec qui nous avons travaillé la main dans la main avec beaucoup de succès.

J'adresse enfin mes chaleureuses félicitations à tous les membres du Bureau international.

La COLOMBIE: Nous félicitons sincèrement le Président pour le dynamisme et le courage avec lesquels il a dirigé notre Commission. En raison de l'importance des travaux qui lui ont été confiés et des décisions qu'elle a prises, la Commission 5 est devenue la Commission pilote du Congrès. La Colombie a participé avec enthousiasme à toutes les phases de la discussion, et plus particulièrement aux débats relatifs aux frais terminaux et au système statistique. Au terme de nos travaux, nous pensons que la France doit se sentir fière, Monsieur le Président, de votre rôle.

Nous félicitons la France, le Bureau international, M. Gharbi et tous ceux qui ont préparé la documentation mise à notre disposition.

Je remercie également l'Argentine pour les éloges adressés à notre compatriote, M. Muñoz, qui, depuis le Congrès de Vienne, est en quelque sorte le père de tous les travaux réalisés en matière de frais terminaux, domaine très important pour le développement de la poste.

Les travaux de la Commission sont clos à 17 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
D. PÉRIER

Le Secrétaire,
T. MUÑOZ

Le Secrétaire adjoint,
L. PINHEIRO

L'Adjoint,
S. KOSSIGNON

Rapports de la Commission 6

Première séance

Jeudi 21 juin 1984, 15 heures

Présidence de M. P. J. SMITH, Président

Le Président, en ouvrant la séance, exprime sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, l'Australie, et souhaite la bienvenue aux délégations présentes; il salue les trois Vice-Présidents de la Commission: l'Arabie saoudite, Cuba et le Danemark et fait allusion aux efforts déployés par MM. B.M. Andersen (Danemark) et D.G. Bullock (Canada), respectivement Président et Vice-Président de la Commission 6 (Poste aérienne) du Conseil exécutif issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

Ouverture
de la séance

Les Vice-Présidents ainsi que le Canada assurent le Président de leur soutien.

Mlle Jean M. Milne, Conseiller, et M. K.K. Samawi, Conseiller adjoint au Bureau international, assument le secrétariat de la Commission (Congrès — Doc 55).

Secrétariat

L'ordre du jour (Congrès — Doc 40) est approuvé.

Ordre du jour

Sur proposition du Président, la Commission convient de suivre l'ordre de discussion indiqué dans l'ordre du jour sous réserve d'examiner le point 5 (Taux de base de transport aérien du courrier) à sa quatrième séance, le 4 juillet 1984, lorsqu'un représentant de l'IATA présentera son point de vue sur la question, selon la décision prise par le Congrès.

Plan de travail

Par ailleurs, il est envisagé que certaines propositions concernant l'expédition d'objets dangereux seront renvoyées par les Commissions 4 et 7 à la Commission 6. Il est prévu d'examiner ces propositions à la troisième séance, le 29 juin 1984, pour permettre à un représentant de l'OMS de participer aux délibérations.

Il est également convenu de reporter l'examen de la proposition 4000.3.

Les propositions 4597.4 et 4907.1 sont retirées par leurs auteurs.

Propositions
retirées

Proposition 4074.1

D'après cette proposition, les dépêches-avion en transit seraient réacheminées par le vol demandé par l'Administration d'origine des dépêches même si ce vol n'est pas utilisé par l'Administration de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Selon l'Inde, auteur de cette proposition, l'Administration d'origine pourrait ainsi obtenir un taux de transport plus favorable, ce qui n'est pas le cas lorsque l'Administration de transit confie le courrier à sa compagnie nationale. L'expérience démontre que, dans l'état actuel du marché, les Administrations peuvent souvent négocier des taux préférentiels lorsqu'elles sont libres de donner le courrier à la compagnie de leur choix.

Examen
des propositions
diverses
ayant trait
à la Convention
Article 74

Cette proposition est appuyée par certaines Administrations qui la considèrent favorable aux petits pays. Une délégation fait remarquer que le choix du transporteur est souvent conditionné par la possibilité de le rémunérer en monnaie nationale.

Plusieurs représentants des pays de transit font cependant relever ce qui suit:

- l'obligation de confier le courrier à une compagnie qui n'est pas habituellement utilisée entraîne pour l'Administration intermédiaire la réorganisation de ses services (affectation des locaux, du personnel et des véhicules, etc.) surtout lorsqu'il s'agit de transborder les dépêches entre deux aéroports différents; par ailleurs, les agents chargés par certaines compagnies de la manutention du courrier au sol ne sont pas toujours prêts à coopérer;
- il faut insister sur le fait que l'Administration de transit n'est pas rémunérée pour ces prestations supplémentaires;
- les problèmes évoqués par les Administrations d'origine pourraient être résolus si celles-ci avaient recours aux transbordements directs entre deux compagnies aériennes différentes; les accords particuliers à conclure avec les compagnies selon la "formule d'application pratique pour le transbordement direct..." convenue avec l'IATA, devraient leur permettre de s'entendre sur un niveau de rémunération raisonnable.

Une délégation fait, par ailleurs, remarquer que l'adoption de la proposition 4074.1 irait à l'encontre du paragraphe 1 de l'article premier de la Convention qui "entraîne l'obligation, pour chaque Administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois, les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre Administration".

Pour répondre aux observations des pays de transit, l'Inde déclare que l'obligation d'acheminer le courrier par la voie demandée par l'Administration d'origine ne serait pas absolue. Quant à la possibilité d'organiser des transbordements directs, il faut que les deux compagnies soient d'accord à ce sujet, ce qui n'est pas toujours possible si l'une des compagnies travaille en pool avec une autre compagnie.

Une suggestion tendant à trouver une solution de compromis n'est pas appuyée.

Mise aux voix, la proposition 4074.1 est rejetée par 48 voix contre 23.

Convention, article 75

Proposition 4075.1

La proposition a pour but d'introduire dans les Actes de l'UPU une disposition qui pourrait renforcer la situation des Administrations postales vis-à-vis des compagnies aériennes sur le plan national en ce qui concerne la priorité due au courrier et favoriser un traitement rapide du courrier.

La proposition 4075.1 est adoptée sans discussion.

Réexpédition et retour à l'origine

Propositions 4076.1 et 4077.1

Le but de ces deux propositions est d'introduire le principe selon lequel les correspondances-avion (LC) sont toujours réexpédiées (proposition 4076.1) ou renvoyées à l'origine (proposition 4077.1) par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Les partisans de ces propositions font valoir entre autres que:

- la réexpédition ou le renvoi à l'origine des LC par la voie la plus rapide (normalement la voie aérienne) répond aux besoins des usagers car le client qui dépose une lettre ou une carte postale s'attend actuellement à ce qu'elle soit acheminée jusqu'au destinataire par la voie la plus rapide, et ne comprend pas que la poste, en cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine, change de moyen d'acheminement en route et ainsi retarde l'expédition de l'envoi;
- la réexpédition ou le renvoi à l'origine des LC par la voie la plus rapide, sans perception de taxes supplémentaires, est susceptible d'améliorer l'image de marque de la poste face à la concurrence;
- le coût pour les Administrations serait minime en raison de la réciprocité de l'échange et sera largement compensé par des tarifs déjà élevés; en plus, les cartes illustrées ne portant pas d'adresses ne seront pas réexpédiées ou renvoyées à l'origine.

Par contre, les opposants font observer que:

- lorsque le poids des LC est faible, les Administrations pourraient supporter les frais découlant de la réexpédition ou du renvoi à l'origine de ces envois par la voie aérienne, mais lorsque le poids est assez élevé, une telle pratique se traduirait par des frais de transport non négligeables;
- la mesure aurait des conséquences défavorables pour certains pays qui doivent inclure ces correspondances dans la statistique et paieraient par conséquent des frais terminaux en sus des frais de transport.

Un amendement tendant à limiter à 10 g le poids des LC à réexpédier par avion n'est pas retenu.
Ensuite, la proposition 4076.1 est adoptée par 59 voix et la proposition 4077.1 par 46 voix.

Proposition 4596.2

Cette proposition, qui découle des propositions 4076.1 et 4077.1, est adoptée à son tour.

Convention,
Règlement,
article 196

Proposition 4077.2

Cette proposition vise le renvoi à l'origine par voie aérienne des correspondances-avion non distribuables lorsque le service de transport normalement utilisé pour les correspondances sans surtaxes est suspendu.
La proposition 4077.2 est adoptée sans discussion.

Convention,
article 77

Propositions 4079.1, 4598.2 et 4609.1

Ces trois propositions visent à introduire le système d'arrondissement mathématique d'usage courant selon lequel les nombres comportant un 5 ou 50 après la virgule sont arrondis à l'unité supérieure.
Les propositions 4079.1, 4598.2 et 4609.1 sont adoptées sans discussion.

Convention,
article 79

Convention,
Règlement,
articles 198
et 209

Proposition 4082.1

La proposition prévoit le paiement direct des frais de transport aérien à un deuxième ou troisième transporteur en cas de transbordement direct sans que les Administrations nationales de ces transporteurs aient à donner leur consentement.
La proposition 4082.1 est adoptée sans discussion.

Convention,
article 82

Proposition 4083.1

Il s'agit d'aligner les prescriptions concernant le paiement des frais de transport aérien pour les dépêches déviées ou mal acheminées sur la pratique généralement suivie, en prévoyant comme règle le paiement des frais résultant des parcours réellement effectués.
 Après un bref échange de vues, la Chine (Rép. pop.) propose un amendement à la proposition, amendement qui sera présenté pour la deuxième séance de la Commission.

Convention,
article 83

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P. J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Deuxième séance

Lundi 25 juin 1984, 15 heures

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Communication
du Président

Le Président suggère que la Commission 6 aborde en premier lieu la proposition 4617.6 pour permettre à la Commission 4 d'examiner la proposition 2501.3 en toute connaissance de cause. En effet, cette dernière proposition a pour but d'inclure dans l'article 101, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention une réglementation générale concernant les différences dans les comptes qui ne sont pas prises en considération.

Convention,
Règlement,
article 217

Proposition 4617.6

La proposition tend à augmenter à 30 francs-or la limite en dessous de laquelle les différences dans les comptes ne sont pas prises en considération et à 50 francs-or le seuil d'exonération du paiement des frais aériens (article 217, paragraphes 5 et 7, du Règlement d'exécution de la Convention), ceci pour tenir compte de la dépréciation monétaire et simplifier les opérations comptables entre Administrations.

Après un échange de vues sur la possibilité de fixer les montants précités de façon proportionnelle par rapport aux montants en vigueur (respectivement 10 et 25 francs-or), *la proposition 4617.6 est adoptée à l'unanimité sans modification.*

Convention,
Règlement,
article 197

Proposition 4597.3

Il s'agit de préciser qu'il y a lieu de faire appliquer les dispositions plus complètes de l'article 155, paragraphe 1, du Règlement de la Convention en matière d'enlissement. Une Administration faisant observer que les dispositions de l'article 155 s'appliquent à l'ensemble des dépêches sans égard au mode du transport se demande si la précision s'impose. Pour éviter de multiplier les renvois aux dispositions communes, on pourrait faire une recommandation allant dans le sens souhaité par la proposition. L'auteur de la proposition ayant marqué son accord avec cette manière de voir, *la Commission décide de charger son Président, d'entente avec le Canada (auteur de la proposition) et le Secrétariat, de présenter un projet de recommandation approprié. Par conséquent, la proposition 4597.3 n'est pas retenue.*

Convention,
Règlement,
article 198

Proposition 4598.1

La proposition vise à indiquer le numéro du sac sur l'étiquette AV 8 pour faciliter le contrôle des sacs-avion faisant partie des dépêches échangées entre les bureaux d'origine et ceux de destination.

Selon le Canada (auteur de la proposition), appuyé par d'autres délégations, les avantages principaux de la numérotation seraient les suivants:

- une vérification plus rapide. En vérifiant les étiquettes, les bureaux de réception seraient à même de savoir si une dépêche reçue est complète;
- il serait possible de connaître les numéros des sacs manquants, ce qui permettrait de repérer immédiatement les données pertinentes inscrites sur la formule AV 7. Ces facteurs revêtent toute leur importance dans les cas où l'aéroport de débarquement est différent du bureau de destination;
- la surcharge modeste de travail résultant de la numérotation serait récompensée par les avantages obtenus.

Pour les opposants, les avantages de la numérotation sont moins évidents. Selon ces derniers, le système actuel de contrôle à partir du bordereau de livraison AV 7 donne satisfaction en cas d'inscription individuelle. Par ailleurs, on peut se demander si la numérotation serait efficace en cas d'inscription globale, vu le nombre important des sacs entrant en ligne de compte.

Il est également fait remarquer que la numérotation consécutive ne permet pas de constater l'absence du dernier sac (ou des derniers sacs) de la dépêche à moins d'indiquer, à côté du numéro, le nombre total des sacs. Dans tous les cas, le dernier sac, qui contient la feuille d'avis, porte la lettre "F".

Deux délégations proposent de différer la discussion sur cette proposition pour connaître la suite donnée par la Commission 4 à une proposition analogue (proposition 2562.1).

Mise au vote, la proposition 4598.1 est appuyée par 42 voix contre 40. De l'avis du Président, la proposition doit recueillir 43 voix pour être adoptée, étant donné qu'au début de la séance le quorum était de 85. *Cela étant, la proposition 4598.1 est considérée comme rejetée.*

Proposition 4000.8

En conformité avec les résolutions C 31 et C 39 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a étudié la principe et la méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur mais n'a pas estimé utile de modifier le système actuel.

La proposition 4000.8 vise à charger le Conseil exécutif:

- de poursuivre les recherches sur la question afin de déterminer si le maintien du droit à la perception des frais de transport aérien intérieur est toujours justifié;
- le cas échéant, d'étudier de nouveau la méthode actuelle de calcul afin d'instituer un système permettant à l'Administration de réception de récupérer les frais effectivement encourus, tout en donnant à l'Administration d'expédition les moyens de vérifier la base sur laquelle le paiement des frais est réclamé.

En présentant la proposition 4000.8, son auteur, la Grande-Bretagne, rappelle que, lors de la consultation réalisée dans le cadre de la dernière étude, une majorité des Administrations était en faveur de la suppression de la perception des frais de transport aérien intérieur. Une nouvelle étude semble se justifier pour les raisons suivantes:

- les frais terminaux couvrent tous les frais de transport de l'Administration de destination, y compris les frais de transport aérien. (Il n'y a pas de disposition analogue en ce qui concerne le courrier de surface.) Etant donné qu'une augmentation des frais terminaux est envisagée, il sera difficile pour les Administrations de réception de justifier le paiement des frais de transport aérien intérieur;
- en même temps, il est prévu de maintenir le statu quo en ce qui concerne le taux de base de transport aérien du courrier si bien que la différence entre le coût de transport par voie de surface et le coût du transport aérien sera encore diminuée; de ce fait il y aura encore moins de justification pour traiter de façon différente les deux modes de transport.

Plusieurs Administrations, sans s'opposer à l'idée de réexaminer la question, trouvent que les motifs avancés en faveur de la suppression de la perception des frais de transport aérien intérieur ne sont pas fondés. En particulier:

- les coûts de transport intérieur compris dans les frais terminaux sont les coûts de transport par voie de surface. Les coûts de transport par voie aérienne ne sont pas pris en considération et doivent être remboursés si ce transport est effectivement fourni;
- la différence entre le coût des deux modes de transport (surface et aérien) est toujours suffisamment élevée pour justifier la rémunération supplémentaire; il est raisonnable de supposer que le transport aérien est assuré pour garantir la qualité du service et non parce que le coût des deux modes de transport est semblable;
- dans la plupart des cas, les dépêches (quelle que soit leur composition) sont déchargées à un seul bureau d'échange de réception (ou tout au plus à quelques bureaux seulement). Ce courrier doit encore être réacheminé jusqu'à destination par l'Administration de destination.

Il est également fait valoir que la suppression du service aurait un effet négatif étant donné que le courrier en provenance de l'étranger serait réacheminé par voie de surface, avec des retards inévitables.

Certaines Administrations s'interrogent dès lors sur l'opportunité d'examiner la suppression de la perception des frais de transport aérien (première partie de l'étude). *En conclusion, toutefois, la proposition 4000.8 est adoptée dans son intégralité.*

Transport aérien
intérieur

Proposition
4000.8

Convention,
Formules
Formule AV 10

Proposition 4910.1

La proposition 4910.1 devient sans objet à la suite du retrait de la proposition 4597.4 (voir Congrès/C 6 — Rapp 1).

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Troisième séance

Vendredi 29 juin 1984, 9 h 30

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Proposition 4598.1

Le Président rappelle que, lors de la deuxième séance de la Commission, la proposition 4598.1 a été appuyée par 42 voix contre 40 et 3 abstentions. Dans l'hypothèse que la proposition devait recueillir 43 voix pour être adoptée (le quorum au début de la séance étant de 85), la Commission, sur sa suggestion, a considéré cette proposition comme rejetée (voir Congrès/C 6 — Rapp 2).

Le Président reconnaît cependant qu'il aurait fallu appliquer les paragraphes 1, lettre c), et 3 de l'article 21 du Règlement intérieur des Congrès, selon lesquels les propositions visant la modification de la Convention et son Règlement d'exécution doivent être adoptées par la majorité des Pays-membres présents et votant, les abstentions n'étant pas prises en considération.

De ce fait, la proposition 4598.1 est adoptée par 42 voix contre 40, contrairement à ce qui figure dans le deuxième rapport de la Commission (Congrès/C 6 — Rapp 2).

Ensuite, le Président salue les observateurs de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Communication
du Président

Le rapport de la première séance (Congrès/C 6 — Rapp 1) est approuvé sans observation.

Approbation
d'un rapport

Propositions 2000.1 et 2000.16

Le but de la proposition 2000.1 est de charger le Conseil exécutif d'étudier la possibilité de modifier la Convention afin de permettre l'expédition par la poste d'une "petite quantité" de certaines matières dangereuses échangées entre chercheurs scientifiques, laboratoires publics et universitaires et fabricants du secteur privé.

Selon l'amendement 2000.16, l'étude envisagée ne doit pas viser la modification de la Convention mais simplement examiner la possibilité d'expédier des matières dangereuses en petites quantités. La formulation de propositions à l'intention du prochain Congrès dépendra des conclusions de l'étude.

L'auteur de la proposition 2000.1 (Amérique (Etats-Unis)) marque son accord avec cet amendement. Il souligne l'importance du problème étant donné qu'à l'heure actuelle les expéditeurs des envois en question sont obligés de payer des sommes très élevées pour assurer leur transport par fret aérien.

La délégation de l'URSS s'oppose à l'adoption des propositions, faisant valoir que l'admission par la poste de matières dangereuses, même en "petite quantité", présenterait un danger pour les agents postaux. Elle s'interroge, par ailleurs, sur la possibilité de définir "une petite quantité" étant donné que même des quantités infimes de certaines substances peuvent provoquer des catastrophes. Une Administration, sans s'opposer à l'étude même, partage ce point de vue.

L'observateur de l'OACI, sans faire obstacle à l'étude du problème, formule des réserves concernant le 3e alinéa des considérants de la proposition 2000.1 qui laisse supposer que l'Organisation est sur le point d'autoriser l'expédition de petites quantités de certains types de substances dangereuses. Même si l'OACI devait assouplir sa réglementation, elle s'opposerait en principe à la transmission de telles substances par la poste. Il est toutefois possible que l'OACI donne son accord à la transmission de certains spécimens scientifiques de substances infectieuses, conformément à la procédure adoptée aux Etats-Unis.

Expédition
par la poste
d'objets
dangereux
Spécimens
scientifiques
de matières
dangereuses
Propositions
2000.1 et 2000.16

L'observateur de l'OMS, pour sa part, faisant allusion à l'étroite collaboration avec l'UPU au cours des dernières années, se félicite de l'étude proposée et déclare que l'organisation est disposée à renouveler son concours.

La proposition 2000.1, amendée par la proposition 2000.16, est adoptée.

Expédition
par la poste
des substances
infectieuses

Proposition
2000.12

Proposition 2000.12

Il s'agit d'un vœu qui s'adresse aux Administrations postales qui ne participent pas encore à l'échange des substances infectieuses et les prie d'examiner la possibilité de le faire en répondant favorablement à toute demande dans ce sens émanant des autorités de santé publique de leur pays.

L'observateur de l'OMS souligne l'importance de la collaboration entre les Administrations postales et les autorités de santé publique, et fait allusion aux démarches entreprises par l'OMS dans ce sens auprès de ses Etats-membres.

L'observateur de l'OACI attire l'attention de l'UPU sur la différence du point de vue technique entre les spécimens diagnostiques (mentionnés dans les motifs) et les substances infectieuses, mais ne voit pas d'objection quant à l'adoption de ce vœu. En ce qui concerne la référence aux "normes fixées d'entente avec l'OMS et l'IATA", il convient, actuellement, de se référer à la réglementation de l'OACI en la matière. Le Canada fait savoir qu'il doit s'abstenir de prendre position sur ce vœu, la position de son pays n'étant pas encore définie dans ce domaine.

La proposition 2000.12 est adoptée.

Matières
biologiques
périssables.
Matières
radioactives

Convention,
article 21

Proposition 2021.1

Pour faire bénéficier les envois contenant des matières biologiques périssables et des matières radioactives du service international plus rapide, il est suggéré d'introduire dans la Convention une disposition permettant d'expédier ces matières par les nouveaux services créés entre les pays en vertu de l'article 6 de la Convention. Selon les avis exprimés par certaines délégations, il est encore prématuré d'adopter une telle disposition tant que le service du courrier accéléré international ne sera pas réglementé par les Actes de l'UPU. Il conviendrait donc d'attendre le résultat de l'étude sur le CAI.

La proposition 2021.1 est retirée par son auteur.

Convention,
article 54

Colis (Arr.),
article 41

Propositions 2054.1 et 5041.1

Ces deux propositions ont pour but de souligner expressément dans les Actes de l'UPU que seul l'expéditeur d'un envoi contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives est responsable pour tous les dommages causés par un tel envoi ainsi que des conséquences qui en résultent.

Deux délégations s'expriment en faveur de ces propositions en faisant valoir qu'elles inciteraient l'expéditeur à être plus prudent.

D'autres délégations, par contre, expriment des craintes quant aux conséquences imprévisibles de l'adoption de ces propositions, faisant valoir que l'expéditeur ne peut être rendu responsable s'il a respecté les conditions d'admission prévues pour l'expédition des envois de l'espèce.

Par ailleurs, les propositions introduisent un élément nouveau, à savoir la responsabilité pour dommages causés au personnel; or, la législation en la matière varie selon le cas et le lieu.

Il est suggéré que la question soit examinée de façon plus approfondie dans le cadre de l'étude à entreprendre suivant la proposition 2000.16.

Les propositions 2054.1 et 5041.1 sont retirées par leur auteur, en attendant le résultat de l'étude précitée.

Convention,
Règlement,
article 111

Proposition 2511.1

Il s'agit de préciser que la Liste des objets interdits, publiée par le Bureau international, comprend également les Définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste, établies par l'OACI.

La proposition 2511.1 est adoptée sans modification.

Propositions 2518.1 et 5505.3

Le but de ces deux propositions du Conseil exécutif est de faciliter et d'accélérer le traitement postal et douanier des envois postaux contenant des médicaments urgents, en prévoyant un étiquetage spécial (impression en noir sur fond vert clair du symbole proposé par l'OMS et indication "Médicaments urgents" en langue française seulement).

Certaines délégations estiment que l'étiquetage préconisé n'a de sens que si les envois visés bénéficient d'un traitement adéquat, traitement qui devrait normalement exiger la perception de taxes. Il faut également définir avec précision certains éléments (genre d'expéditeur, destinataire, etc.). Il convient donc de renvoyer ces deux propositions au Conseil exécutif en vue d'approfondir l'étude.

La majorité des orateurs s'expriment en faveur de l'introduction de l'étiquetage spécial prévu dans les propositions et trouvent qu'une telle signalisation serait utile, notamment dans certains pays en développement où des médicaments sont importés.

Mise au vote, la proposition 2518.1 est adoptée par 78 voix contre 2. La proposition 5505.3 est adoptée en conséquence.

Convention,
Règlement,
article 118

Colis (Règl.),
article 105

Propositions 2521.1 et 5505.1

Ces deux propositions visent à remplacer l'étiquette blanche actuellement utilisée pour la signalisation des envois postaux contenant des matières radioactives par la mention apparente et durable "Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste", à porter sur l'emballage extérieur de l'envoi. Cette nouvelle signalisation, proposée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a été approuvée par le Conseil exécutif en 1982.

La proposition 2521.1 est adoptée sans discussion. La proposition 5505.1 est adoptée en conséquence.

Convention,
Règlement,
article 121

Colis (Règl.),
article 105

Propositions 2000.13 et 5000.4

Il s'agit de recommander aux Administrations qui participent à l'échange des matières radioactives sur le plan international de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions faisant l'objet des propositions 2521.1 et 5505.1 soient appliquées dès l'entrée en vigueur du "Règlement révisé de l'AIEA pour le transport sans danger des matières radioactives". A cet effet, le Bureau international est chargé d'informer les Administrations postales de la date précise de mise en vigueur du Règlement précité.

La proposition 2000.13 est adoptée sans discussion et la proposition 5000.4 est adoptée en conséquence.

Matières
radioactives

Propositions
2000.13 et 5000.4

Le Président de la Commission 6 (Poste aérienne) du dernier Conseil exécutif, M. B.M. Andersen, Dr en droit, du Danemark, présente le Congrès — Doc 16 sur les travaux effectués par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, ainsi que la proposition 4000.5 concernant la poursuite des travaux sur la maximalisation.

La Commission prend acte du Congrès — Doc 16.

Utilisation
maximale
de la voie
aérienne pour
le transport
du courrier

Proposition 4000.5

Une Administration fait observer qu'il est difficile pour certains pays de réaliser la maximalisation si les compagnies aériennes ne sont pas prêtes à accorder des taux de transport raisonnables.

La proposition 4000.5 est adoptée.

Congrès — Doc 16
et propositions
4000.5, 4000.7
et 4000.9

Propositions 4000.7 et 4000.9

La proposition 4000.7 du Conseil exécutif tend à introduire dans les Actes une réglementation de base pour le courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.) et à définir, par la même occasion, ce courrier par rapport aux "correspondances-avion".

La proposition 4000.9 (amendement) cherche à instituer la possibilité de fixer une surtaxe réduite pour le courrier S.A.L.

Sur proposition du Président, la Commission examine en premier lieu le principe d'inclure dans les Actes des dispositions régissant le courrier S.A.L.

Ce principe est adopté sans discussion.

Courrier
de surface
transporté
par voie aérienne
(S.A.L.)

Ensuite, le projet de texte est examiné, article par article.

L'article 67, qui introduit la nouvelle dénomination des correspondances-avion "envois de la poste aux lettres transportés par voie aérienne avec priorité", est adopté sans discussion.

Il en est de même de *l'article 69*, le Mexique, auteur de la proposition 4000.9, acceptant que celle-ci soit examinée en rapport avec le titre II (nouveau) (Courrier de surface transporté par voie aérienne S.A.L.).

L'article 84bis, qui introduit la possibilité pour les Administrations d'expédier par avion avec priorité réduite les dépêches de courrier de surface, soulève les points suivants:

- Une délégation propose que l'abréviation anglaise "S.A.L." (Surface Air Lifted) soit remplacée par la notion française "S.P.A." (surface par avion). Cette suggestion n'est pas appuyée étant donné que le terme S.A.L. est déjà reconnu sur le plan international.
- Il est également suggéré de remplacer la notion "priorité réduite" par "sans priorité" étant donné qu'il s'agit au fond de courrier de surface. Cette suggestion est également repoussée, plusieurs délégations insistant sur le fait qu'il importe de maintenir la notion de priorité (réduite) auprès des transporteurs pour éviter que le courrier en question ne subisse des retards une fois que le délai d'expédition est expiré.
- Enfin, une délégation souligne que l'accord à conclure avec l'Administration qui reçoit le courrier dans les aéroports de son pays doit préciser l'aéroport en question, étant donné que tous les aéroports ne sont pas équipés pour recevoir le courrier S.A.L.

La Commission décide de faire porter dans le Code annoté une annotation à ce sujet.

Ensuite, l'article 84bis est adopté dans son ensemble.

La Commission reprendra son examen de la proposition 4000.7 lors de sa séance du 10 juillet 1984.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Quatrième séance

Mercredi 4 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Le rapport de la deuxième séance (Congrès/C 6 — Rapp 2 et Corr 1) est approuvé sans observation.

Approbation
d'un rapport

Le Danemark, Président de la Commission 6 (Poste aérienne) du dernier Conseil exécutif, présente le Congrès — Doc 17. Il s'agit d'un rapport général qui résume les travaux réalisés par le Conseil exécutif, en consultation avec l'OACI et l'IATA, selon la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

Taux de base
du transport
aérien
du courrier

Avant de mettre en discussion ce rapport, le Président invite M. Knut Hammar skjöld, Directeur général de l'Association internationale du transport aérien (IATA), à prendre place dans la salle et à présenter le point de vue de l'IATA, conformément à la décision du Congrès.

Congrès — Doc 17

Le Directeur général de l'IATA fait l'exposé qui est reproduit in extenso comme annexe 1 au présent rapport. Cet exposé donne lieu à deux interventions portant sur les points ci-après:

Exposé de l'IATA

- 1° Comment peut-on faire du progrès dans le domaine de la maximalisation si l'on ne s'entend pas sur la question du taux de base du transport aérien du courrier?
- 2° S'agissant de la mise en place d'un mécanisme d'ajustement, des efforts déployés ces dernières années pour trouver un terrain commun n'ont pas abouti, faute d'un accord sur le point de départ concernant la fixation du taux. Pour qu'on puisse s'entendre, il convient d'aborder le problème avec un esprit de compromis.

En réponse à ces observations, le Directeur général de l'IATA fournit les indications suivantes:

- 1° La maximalisation est un domaine qui continue à intéresser les Administrations postales et les compagnies aériennes. Toutefois, ces dernières sont obligées de voir la maximalisation sous l'angle des considérations d'ordre économique et de la capacité disponible des avions. De ce fait, les intérêts des deux parties peuvent évoluer différemment. Dans l'état actuel des choses, il est normal que les compagnies aériennes s'intéressent davantage au fret aérien qui est en rapide progression.
- 2° S'agissant de l'ajustement du taux de transport du courrier, il faut rappeler que les tarifs du fret aérien se basent sur des prévisions à court terme et sont en principe révisés annuellement et, dans certains cas, tous les six mois. Consciente des contraintes d'ordre constitutionnel et opérationnel de l'UPU, l'IATA suggère, en guise de compromis, que le taux de base de transport aérien du courrier soit ajusté une seule fois entre deux Congrès. Il serait donc souhaitable qu'un tel ajustement puisse être envisagé, à titre expérimental, avant le prochain Congrès. A la lumière de l'expérience ainsi acquise, le prochain Congrès pourrait aborder la question en connaissance de cause. Les organes mixtes IATA/UPU devraient examiner cette question.

Le Président remercie M. Hammar skjöld qui se retire.

Ensuite, la Commission prend acte du Congrès — Doc 17 et approuve la recommandation du Conseil exécutif qui prévoit le maintien du statu quo en ce qui concerne le taux de base du transport aérien du courrier. Par la suite, le Président invite la Commission à se prononcer sur les deux demandes formulées par l'IATA dans l'allocution de son Directeur général, à savoir:

- a) la possibilité de maintenir à son niveau actuel de 4% le coefficient de majoration des distances aéro-postales;
- b) la mise sur pied d'un mécanisme permettant l'ajustement du taux de base du transport aérien du courrier entre deux Congrès.

De l'avis d'une délégation qui s'appuie sur les articles 15 et 28 du Règlement intérieur des Congrès, ces deux propositions sont irrecevables en l'absence d'une proposition les concernant.

Par ailleurs, il est fait remarquer que:

- a) la Commission ne dispose pas d'éléments d'appréciation lui permettant de prendre position sur le coefficient de majoration;
- b) s'agissant de l'ajustement du taux entre les Congrès, les travaux effectués jusqu'ici n'ont pas dégagé un point de départ qui permettrait au Congrès de déléguer la question au prochain Conseil exécutif. Par ailleurs, l'IATA ne semble pas insister sur l'établissement d'une telle procédure avant le prochain Congrès.

Revision
du taux de base
du transport
aérien

Propositions
4000.6 et 4000.10

Propositions 4000.6 et 4000.10

La proposition 4000.6, issue des études du Conseil exécutif, charge le futur Conseil exécutif de suivre, avec l'OACI et l'IATA, sur un plan général la question du taux de base de transport aérien en attirant son attention sur le rapport entre les tarifs du fret aérien effectivement payés et la rémunération du transport aérien du courrier.

La proposition 4000.10 (amendement) tend à ajouter un autre élément en demandant au Conseil exécutif de tenir compte également du rapport entre la rémunération du transport aérien du courrier et les tarifs passagers.

En présentant cette proposition, son auteur, le Chili, fait savoir qu'elle s'inspire d'une étude préliminaire des statistiques fournies annuellement à l'UPU par l'OACI.

La proposition 4000.10 est appuyée par certaines délégations, mais d'autres préfèrent la proposition 4000.6 du Conseil exécutif, pour les raisons suivantes:

- le dernier Conseil exécutif ne voulait pas lier les mains de son successeur; c'est pourquoi la proposition 4000.6 se borne à attirer l'attention du Conseil exécutif sur le rapport entre les tarifs des deux catégories de trafic aérien sans l'obliger à étudier la question. De ce fait, le Conseil est libre d'étudier ou non cette approche, ainsi que toute autre approche, y compris celle proposée dans la proposition 4000.10;
- l'étude proposée par le Chili risque de se heurter à des difficultés, étant donné qu'il est question de faire abstraction des coûts se rapportant exclusivement aux passagers. L'expérience avec l'ancienne "formule" a démontré combien il était difficile de fixer et de chiffrer les différents éléments de cette formule;
- la comparaison avec le fret aérien semble bien fondée, car les deux trafics voyagent dans les soutes des avions; au surplus, certains envois (journaux, périodiques, etc.) peuvent être acheminés comme courrier ou comme fret. Le rapport entre le courrier et les passagers est moins évident;
- la base de comparaison proposée risque d'être plus favorable à l'IATA.

L'observateur de l'OACI ne voit pas d'objection à la réalisation de l'étude proposée par le Chili, d'autant moins que le rapport entre les coûts des passagers et du courrier a été étudié il y a bon nombre d'années déjà. Il s'interroge cependant sur la base proposée dans les motifs de la proposition 4000.10.

Le Chili souligne qu'il n'est pas question d'imposer au prochain Conseil exécutif une nouvelle étude, mais uniquement de l'inviter à prendre en considération la comparaison entre la rémunération pour le transport du courrier et celle pour le transport des passagers.

Il demande de voter en premier lieu sur la proposition 4000.10 par scrutin secret.

Le scrutin secret est appuyé par deux délégations. Toutefois, le vote est reporté à la prochaine séance de la Commission, étant donné que la Commission 1 doit siéger incessamment dans la même salle.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Allocution de M. K. Hammarskjöld, Directeur général de l'IATA, devant la Commission de la poste aérienne du Congrès de l'UPU à Hamburg

C'est pour moi un privilège exceptionnel que de pouvoir m'adresser pour la troisième fois en dix ans à la Commission de la poste aérienne du Congrès. Lors des XVII^e et XVIII^e Congrès, j'avais pour pénible tâche de vous faire part des perspectives économiques menaçantes face auxquelles les compagnies aériennes se trouvaient, essentiellement, à la suite des chocs pétroliers avant ces deux conférences. Je suis aujourd'hui en mesure de vous brosser un tableau légèrement plus encourageant. Nous avons assisté en 1983 à une reprise du trafic international régulier alors que le développement de la capacité a été contenu et que les recettes se sont améliorées par rapport aux coûts. De ce fait le bilan d'exploitation après intérêt n'a été en 1983 que légèrement négatif et il est attendu un résultat bénéficiaire en 1984. Bien que ces chiffres soient encore loin d'être suffisants pour que les transporteurs obtiennent un taux de rendement des investissements capables d'attirer les capitaux nécessaires à une future expansion, les perspectives d'avenir semblent cependant prometteuses.

Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis que j'ai pris la parole à Rio, nos deux organisations, dans le cadre du Comité de contact IATA-UPU, ont pu avoir des entretiens fructueux, notamment sur la maximalisation du transport aérien du courrier, l'expédition d'objets dangereux par la poste, le règlement des comptes de la poste aérienne et le problème des bordereaux de livraison AV 7 disparus lors des opérations de transbordement direct. Nous espérons que cette collaboration se poursuivra pendant la prochaine période quinquennale sur des questions d'intérêt réciproque. En revanche, nos discussions sur les taux de base du transport aérien du courrier et sur la question connexe d'une révision de l'entente de 1948 concernant le rang de priorité accordé au courrier-avion n'ont malheureusement pas progressé de façon analogue. Même avant l'entrée en vigueur du tarif de 1,74 fr-or par t-km en juillet 1981 pour l'actuelle période d'application des Actes, l'IATA avait invité l'UPU à procéder d'urgence à un ajustement en hausse. Cette demande a été présentée au Congrès de Rio de Janeiro en 1979 et à la réunion du Comité de contact d'octobre 1980. On nous a informés à l'époque que même si le Conseil exécutif devait accepter le principe d'un rajustement, celui-ci ne pourrait entrer en vigueur avant janvier 1983. Quoi qu'il en soit, en 1981, le Conseil exécutif a chargé le GT 1 de la Commission 6 d'étudier la question et de lui en faire rapport en 1982. A cette date, le GT 1 avait conclu que tout nouveau taux de base susceptible d'être approuvé ne pouvait guère entrer en vigueur avant janvier 1984.

A la réunion du Groupe de travail mixte de mai 1982, il a été proposé que de nouvelles études soient entreprises d'une part sur la possibilité de recommander à ce Congrès un ajustement fondé sur le taux actuel de 1,74 fr-or (considéré comme valable à compter d'une date à convenir) qui serait indexé sur un prix unitaire (ou sur un autre indice) correspondant à la même date et, d'autre part, sur l'opportunité d'introduire dans les Actes de l'UPU une procédure de révision du taux de base du transport aérien sur la même base d'indexation. L'IATA a ensuite proposé que le nouveau taux entre en vigueur en janvier 1985. Or, à sa session de 1983, le Conseil exécutif a décidé que le taux de 1,74 devait être maintenu pendant toute la période d'application des Actes du Congrès de Rio de Janeiro et que, pour des raisons d'ordre pratique, un nouveau taux ne pourrait pas entrer en vigueur en janvier 1985, mais éventuellement en juillet 1985.

Après d'autres discussions, l'IATA a finalement proposé au Comité de contact, en mars 1984, que le taux soit révisé en juillet 1985 en fonction des coûts unitaires des compagnies aériennes tirés des chiffres les plus récents de l'OACI, autrement dit un indice simple et pratique. Sur la base des données existant à l'époque pour 1981, le taux aurait été de 1,98 fr-or par t-km. Par la suite, l'OACI a fourni des chiffres pour 1982, qui se traduisent par le taux de 2,00 fr-or par t-km, ce qui correspond à une augmentation de 3½% par an sur les quatre ans. L'IATA a également estimé qu'il devrait y avoir un mécanisme de révision des taux dans l'intervalle entre deux Congrès — le prochain ajustement devant avoir lieu en juillet 1988 — calculé selon les mêmes principes. Globalement, l'IATA a considéré ses propositions comme raisonnables et entièrement justifiées, ne serait-ce que sur la seule base des coûts, car celles-ci ne prévoyaient pas de compensation au

titre du décalage entre le moment où les chiffres de coût ont été fournis par l'OACI pour une année donnée et la revision tarifaire intervenue trois ans plus tard.

J'ai pris le temps de rappeler ces faits pour que vous puissiez avoir une idée des espoirs que nous fondions depuis cinq ans sur la question d'une revision en hausse des taux et de la façon dont ils ont été déçus d'année en année. Aussi est-ce avec profonde consternation et grande déconvenue que nous avons appris la décision de votre Conseil exécutif de non seulement maintenir en vigueur le taux actuel pendant la période en cours mais encore de ne pas le modifier pendant une nouvelle période de cinq ans. Les coûts des compagnies aériennes qui, avec la valeur du service, ont été acceptés comme justification première de la fixation des taux de transport au cours des derniers Congrès sont désormais rejetés comme insuffisants, en arguant du fait qu'ils ne tiennent pas compte de certaines considérations de marché comme la fluctuation des taux de change et l'élasticité de la demande, que les recettes "poste" sont supérieures de 50% aux recettes "fret", que le courrier est comparable à certaines catégories de fret transportées par les compagnies aériennes à des taux compétitifs par rapport à ceux de la poste et que des compagnies aériennes sont disposées à transporter le courrier à des prix inférieurs au taux actuel. Je voudrais maintenant traiter ces points un à un.

A propos des considérations de marché, le problème de la fluctuation des taux de change en est un de ceux qui ont des effets fâcheux sur l'ensemble du commerce international. Or, il ne peut être éludé s'il doit être appliqué un taux mondial unique et il touche à la fois les Administrations postales et les compagnies aériennes. L'argument concernant l'élasticité de la demande semble assez faible; après tout, les taux de transport aérien ne représentent qu'une modeste fraction des dépenses postales; pourtant, ils ne dépendent exclusivement et unilatéralement que de vous, situation d'ailleurs très peu ordinaire; et nous, prisonniers de cette situation, nous n'avons pourtant proposé qu'une légère augmentation de cette fraction. L'incidence nette sur la demande de courrier aérien semblerait donc négligeable. Les compagnies aériennes sont assez favorables à l'idée d'une orientation vers les marchés, mais ceux-ci se caractérisent par leur volatilité, et il est difficile de concilier les variations selon l'heure et le lieu avec un taux unique pour un réseau aéropostal mondial, si ce taux n'est pas suffisamment élevé.

La comparaison entre les recettes "poste" et les recettes "fret" semble, à notre avis, entièrement mal venue. Mises à part les expéditions de moins de 45 kg (poids analogue à celui du courrier; priorité de transport pratiquement comparable pour un rendement d'environ 3 fr-or par t-km), les deux catégories de chargement doivent être examinées séparément. Pour les compagnies aériennes, le coût du transport du courrier diffère sensiblement de celui correspondant au fret ordinaire, pour les raisons suivantes: délais de manutention plus courts, ce qui exige la présence de personnel supplémentaire aux heures de pointe; contrôle, au niveau de la direction, du traitement spécial réservé au courrier; sécurité; coût élevé du transbordement prioritaire, retour gratuit des sacs-avion postaux vides; établissement de documents et modes opératoires distincts en matière de transport; grande lenteur dans le règlement des comptes. De même, pour les recettes, contrairement à ce qui se passe pour le courrier, les tarifs de fret varient selon la route et le sens; ils sont soumis à des majorations considérables au titre de l'établissement de documents, de la manutention et de l'entreposage et — ce qui est encore plus important — ils sont révisés chaque année.

Je comprends que vous vous inquiétiez que le fret puisse être source de concurrence pour le courrier, mais je crois que la principale concurrence ne découle pas du fait que les tarifs de fret sont inférieurs. Au contraire, si l'on veut bien observer le développement phénoménal des services de coursiers et du courrier accéléré au cours des dernières années, on constate que la concurrence provient de la fourniture, à des tarifs beaucoup plus élevés, de prestations de première qualité. Les compagnies aériennes membres de l'IATA, ainsi que d'autres entreprises, participent de plus en plus à ce service de haute qualité qui est de plus en plus demandé par une clientèle de plus en plus avertie. Notre infrastructure est déjà en place dans le monde entier. Plus le taux postal est bas, plus les compagnies aériennes auront intérêt à trouver et à développer des marchés de fret, plus attrayants.

Quant au dernier point, concernant le fait que les compagnies aériennes soient disposées à transporter le courrier à des taux inférieurs aux taux de base actuels, cela est malheureusement vrai, mais pas nécessairement pour l'avenir. Ce phénomène existe toujours dans une certaine mesure avec les produits et denrées périssables. Dans les activités des compagnies aériennes, le phénomène se manifeste avec le transport des passagers et le fret et prend des proportions alarmantes en temps de crise. Comme vous le savez probablement, si les efforts considérables déployés au niveau des hautes directions pour que les accords sur les tarifs soient respectés, en revanche les responsables au plan local, soucieux d'atteindre leurs objectifs en fait de recettes face à la concurrence, ont violé ces accords. L'expérience de l'an passé laisse entendre qu'avec la reprise de la demande le phénomène retombera au niveau modeste qui prévaut dans un secteur sain.

Compte tenu de ces considérations, je dois vous faire part des sérieuses craintes des compagnies aériennes membres quant à l'incidence que pourrait avoir la décision de votre Conseil exécutif à propos du taux de transport sur notre capacité de continuer de maintenir la qualité de service et le niveau de priorité dont bénéficie le courrier. Il faut se rappeler que si les recettes "poste" sont aujourd'hui supérieures de 50% à celles du fret, elles étaient deux fois plus élevées en 1974. Malgré le désir de la haute direction des compagnies aériennes de maintenir la qualité du service pour le courrier — compte tenu du fait que l'écart entre les recettes "poste" et les recettes "fret" diminue régulièrement — il se peut que les responsables au plan local ne puissent pas résister aux pressions les incitant à donner la préférence au fret qui est plus rémunérateur. Bon nombre d'entre vous savent qu'il s'est déjà produit des cas où le courrier a été accepté, puis retardé — malgré sa priorité — en faveur du fret, et que dans d'autres cas les compagnies aériennes ne s'intéressent même plus à recevoir du courrier.

Cela ne pose peut-être pas un problème immédiat pour certaines Administrations assez favorisées qui disposent d'un grand nombre de services aériens d'une capacité suffisante, mais cela devrait être cause de préoccupations pour celles qui se trouvent dans une situation moins avantageuse. J'ai entendu dire que les Administrations n'ont aucune raison de s'inquiéter, car les compagnies aériennes pourraient être tenues, par leur législation nationale, de transporter le courrier. Or, ces lois ne sont pas universelles et, même là où elles existent, les Administrations pourraient constater qu'il ne serait politiquement sage de les appliquer. J'ai également entendu dire que, le courrier ne constituant qu'une faible partie du trafic aérien global, il devrait toujours y avoir de la place pour le transporter. Ce n'est désormais plus le cas. En effet, le coefficient général de remplissage pour nos compagnies membres était de 60% en 1983 et il devrait demeurer le même en 1984. Autrement dit, après avoir tenu compte des variations en fonction des parcours et du sens des liaisons aériennes ainsi que des variations saisonnières du trafic, de nombreux appareils décolleront avec un chargement complet. Les difficultés de la poste aérienne seraient particulièrement sérieuses durant les périodes de pointe de trafic, à l'époque des fêtes.

En conclusion, permettez-moi de soumettre à votre examen ce que je considère comme suggestions constructives. Notre désaccord sur le juste niveau du taux de transport est en fin de compte une affaire de bon sens. Le temps saura nous dire lequel d'entre nous était le plus près de la vérité. Si vous décidez de conserver le même taux au-delà de la période actuelle, j'estime qu'à tout le moins il serait sage de se prononcer simultanément sur des mesures suivantes:

- 1° En premier lieu, je recommande d'allier le gel du taux actuel au gel du coefficient actuel de 4% servant à calculer les distances postales. La méthode utilisée pour ce calcul a été établie il y a plus de dix ans et doit, de toute façon, être révisée en fonction de l'évolution des idées et des circonstances. Par exemple, les distances parcourues à l'heure actuelle par les compagnies aériennes sont beaucoup plus grandes par rapport aux distances orthodromiques, en raison des restrictions croissantes imposées en matière d'utilisation de l'espace aérien.
- 2° En second lieu, je recommande, si votre décision en ce qui concerne le taux devait s'avérer erronée au cours des quelques prochaines années, de prévoir un mécanisme, immédiatement disponible, d'ajustement des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, faute de quoi il risquerait de surgir des problèmes qui ne pourront pas être résolus avec la prochaine décennie.

Si ce Congrès décide de ne pas adopter les mesures qu'elles ont réclamées à maintes reprises, les compagnies aériennes remettront sérieusement en question l'utilité de poursuivre notre dialogue sur cette affaire et sur d'autres questions connexes. Je suis personnellement d'avis qu'une telle situation serait désavantageuse pour nous. Comme je l'ai mentionné au début de mon exposé, c'est pour moi un privilège exceptionnel que de pouvoir m'adresser, pour la troisième fois en dix ans, à la Commission de la poste aérienne du Congrès.

C'est fort vraisemblablement la dernière fois que cette occasion se sera présentée. J'aimerais donc en profiter pour remercier les représentants des pays, les fonctionnaires et le personnel du Bureau international — et plus particulièrement M. Sobhi et le Dr Andersen — de leur courtoisie, de leur amitié et de leur concours. Je suis convaincu que si nous faisons preuve de compréhension réciproque et d'imagination, et que si nous ne rejetons pas des solutions novatrices à de nouveaux défis, nous aurons ensemble un grand avenir. Dans le cas contraire, les forces des nouvelles exigences du marché imposeront de nouvelles solutions à des compagnies aériennes de plus en plus axées sur l'aspect commercial. Quant aux compagnies dynamiques, elles ne tarderont pas à relever le défi. Le moment de vérité est arrivé. Nous avons d'importantes décisions à prendre.

Je vous remercie encore une fois de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole et de l'aimable attention que vous avez bien voulu me prêter.

Cinquième séance

Mardi 10 juillet 1984, 14 h 50

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Taux de base
du transport
aérien
du courrier

Faisant suite à la demande formulée par l'auteur de la proposition 4000.10 (Chili) lors de la quatrième séance de la Commission (voir Congrès/C 6 — Rapp 4), le Président met cette proposition au vote par scrutin secret.

La proposition 4000.10 est rejetée par 39 voix contre, 31 pour et 11 abstentions.

Propositions
4000.6 et 4000.10
(suite)

Ensuite, *la proposition 4000.6 du Conseil exécutif concernant les futurs travaux sur le taux de base du transport aérien du courrier est adoptée sans modification.*

Réexpédition
et retour
à l'origine
(suite)

Propositions 4076.1, 4077.1 et 4077.2

A la demande de la Commission 10 (Rédaction), la Commission réexamine la proposition 4076.1, adoptée à sa première séance, en vue d'apporter certaines précisions au texte.

La Suède, auteur de la proposition 4076.1, suggère de supprimer la dernière phrase du paragraphe 2 et le paragraphe 5bis de l'article 76, pour faire ressortir que les Administrations postales prennent en charge les frais de la réexpédition par voie aérienne des lettres-avion et des cartes postales avion.

La Commission marque son accord sur cette suggestion. Toutefois, compte tenu de la nouvelle rédaction, la question se pose de l'interprétation à donner aux paragraphes 3 et 4 de cet article. Cela étant, *la Suède est priée, d'entente avec le Secrétariat, de revoir l'ensemble de l'article et de proposer un texte révisé pour la prochaine séance de la Commission.*

Convention,
articles 76 et 77

Convention,
article 83
(suite)

Propositions 4083.1 et 4083.2

Lors de sa première séance, la Commission 6 a différé l'examen de la proposition 4083.1 pour tenir compte d'un amendement que la Chine (Rép. pop.) s'est proposé de soumettre. Cet amendement, concrétisé par la proposition 4083.2, a pour objet d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 83 de la Convention une troisième exception à la règle énoncée au paragraphe 1 de cet article (paiement des frais de transport relatifs aux parcours réellement suivis). Selon cette exception, l'Administration paierait des frais de transport jusqu'à l'aéroport de chargement initialement prévu sur le bordereau de livraison AV 7, lorsque la déviation est causée par la compagnie aérienne ayant assuré le transport. A l'appui de cet amendement, l'auteur de la proposition fait valoir que le paiement des frais de transport relatifs aux parcours réellement suivis oblige l'Administration d'origine à régler ces frais et ensuite à récupérer les frais supplémentaires occasionnés par la déviation, ce qui donne lieu à des échanges de comptes inutiles.

La République fédérale d'Allemagne, auteur de la proposition 4083.1, accepte l'amendement proposé.

La proposition 4083.2 étant adoptée sans opposition, la proposition 4083.1 devient sans objet.

Convention,
Règlement,
article 197
(suite)

Proposition 4597.3

A sa deuxième séance, la Commission 6 a chargé son Président, d'entente avec l'auteur de la proposition 4597.3 (Canada) et le Secrétariat, de présenter un projet de recommandation concernant l'application des dispositions de l'article 155 du Règlement de la Convention à la formation des liasses du courrier aérien.

Le Président informe la Commission que le Canada accepterait l'introduction dans les Actes annotés d'une annotation convenable en lieu et place de la recommandation préconisée.

La Commission marque son accord avec cette procédure.

La Commission reprend son examen des propositions 4000.7 (projet de réglementation pour le courrier de surface transporté par voie aérienne) et 4000.9 (amendement).

La Commission décide d'incorporer dans le titre II nouveau de la Convention ("Courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.)") le principe de la proposition 4000.9, à savoir la possibilité pour les Administrations qui expédient du courrier S.A.L. de percevoir une surtaxe aérienne réduite. Elle laisse à l'appréciation de la Commission de rédaction le soin d'élaborer le texte précis de cette proposition ainsi que son emplacement dans le projet de Règlement.

Les articles 200, 205, 217bis, 217ter et 217quater sont ensuite adoptés sans modification.

Au sujet de l'article 218, la France propose de compléter le paragraphe 1, lettre b), chiffre 5°bis, comme suit: "les indications concernant les services de courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.) assurés en vertu de l'article 84bis de la Convention." *Cet amendement est adopté.*

Sous réserve des modifications précitées, la proposition 4000.7 est adoptée dans son ensemble.

Courrier
de surface
transporté
par voie aérienne
(S.A.L.)
(suite)

Propositions
4000.7 et 4000.9

Proposition 4908.91

Cette proposition du Conseil exécutif, découlant de l'article 217bis de la proposition 4000.7, prévoit la création d'une étiquette de sac AV 8bis afin de mieux identifier les sacs de courrier S.A.L.

Certaines délégations, sans s'opposer à la création de cette étiquette, estiment préférable, par analogie avec le bordereau de livraison C 18bis, de lui donner un numéro dans la série "C" des formules. Une délégation propose à cet effet le numéro C 28ter.

Ayant adopté par une majorité importante le principe d'une étiquette spéciale pour le courrier S.A.L., la Commission écarte par la suite par 62 voix pour, 23 contre et 16 abstentions l'amendement tendant à lui donner le numéro C 28ter.

Par conséquent, la proposition 4908.91 visant à créer l'étiquette AV 8bis est adoptée.

Une délégation fait observer qu'en cas d'adoption de la proposition 4908.2, il convient de munir l'étiquette AV 8bis de la mention "Postes".

Etiquette AV 8bis

Proposition
4908.91

Propositions 4000.2 et 4000.4.

La proposition 4000.2 du Conseil exécutif vise à recommander aux Administrations intermédiaires qui ne l'ont pas encore fait d'examiner la possibilité de diminuer le nombre de tarifs par groupe de pays de destination à l'occasion de la prochaine édition de la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1).

La proposition 4000.2 est adoptée sans discussion.

La proposition 4000.4 a pour but de recommander aux Administrations certaines mesures susceptibles d'accélérer l'acheminement du courrier aérien en transit à découvert.

Plusieurs délégations sont favorables à l'adoption de cette proposition. Il est toutefois suggéré d'éliminer le chiffre 4° du dispositif qui demande aux Administrations de transit d'indiquer, dans la Liste AV 1, la fréquence des expéditions vers le bureau de destination, étant donné que les renseignements en question sont trop variables.

Sous réserve de la suppression du chiffre 4°, la proposition 4000.4 est adoptée à une forte majorité.

Correspondances-
avion en transit
à découvert

Propositions
d'ordre général
4000.2 et 4000.4

Propositions 4080.1 et 4080.2

La proposition 4080.2, ainsi que les propositions corrélatives 4609.3, 4610.1, 4611.1, 4615.3, 4617.8, 4902.1, 4904.2, visant à supprimer le décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion à découvert sur la base de statistiques, sont retirées par leur auteur.

La proposition 4080.1 vise à porter la période de statistique prévue à l'article 80 de la Convention de quatorze à vingt-huit jours lorsque les dépêches sont formées moins de cinq fois par semaine ou lorsqu'elles empruntent moins de cinq fois par semaine les services d'un même pays intermédiaire.

Pour les partisans de cette proposition, une période de vingt-huit jours serait plus représentative et équitable, notamment dans les cas où les liaisons aériennes pour certaines destinations ne sont assurées qu'une ou deux fois par semaine ou lorsque, pour une raison quelconque, la statistique ne peut être effectuée normalement (grèves, etc.).

Les opposants évoquent le surcroît de travail qui résulterait du prolongement de la période de statistique, travail supplémentaire qui ne serait pas compensé étant donné que le Conseil exécutif a décidé de maintenir le taux de majoration à son niveau actuel de 5%.

Convention,
article 80

M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, fait observer que la Commission 5 s'est prononcée pour le système statistique C 1, avec une période statistique annuelle d'un mois. Il serait en conséquence fort souhaitable de faire coïncider les deux statistiques afin de simplifier la tâche des Administrations. *Mise au vote, la proposition 4080.1 est adoptée par 56 voix contre 43 et 3 abstentions. Les propositions corrélatives 4615.2 et 4904.1 sont adoptées en conséquence.*

La proposition corrélative 4610.2 est également adoptée sous réserve d'en mettre au point la rédaction à la lumière de la décision de la Commission 5 concernant la période de statistique.

Propositions 4608.1, 4610.3 et 4617.2

La proposition 4608.1 du Conseil exécutif cherche à éliminer autant que possible les doubles transmissions à découvert. La proposition 4610.3 a pour but de clarifier la procédure pendant la période de statistique, et la proposition 4617.2 tend à introduire une procédure uniforme à adopter lorsqu'une Administration n'est pas en mesure d'effectuer les opérations de statistique aux dates prévues.

Les propositions 4608. 1, 4610.3 et 4617.2 sont adoptées sans discussion.

Proposition 4617.3

La proposition 4617.3 cherche à supprimer la faculté prévue au paragraphe 4 de l'article 217 (Convention, Règlement) selon laquelle les paiements peuvent être basés sur la statistique établie en mai de l'année précédente lorsque la statistique a lieu en octobre.

La Bulgarie (Rép. pop.), auteur de la proposition, fait valoir que le paiement provisionnel complique les comptes entre les Administrations, étant donné que les sommes payées sont relativement modestes.

Cet avis est partagé par deux autres délégations. Cinq autres délégations sont en faveur du statu quo.

Au vote, la proposition 4617.3 est rejetée par 42 voix contre, 40 pour et 20 abstentions.

Propositions 4617.7 et 4617.9

Le Président aborde la question du règlement des comptes de poste aérienne en mettant en discussion le paragraphe 1 des propositions 4617.7 et 4617.9 qui visent à ramener à quatre mois et à deux mois respectivement le délai de six mois pour la transmission des comptes.

Par une motion d'ordre, Cuba propose d'ajourner le débat sur la proposition 4617.7 du Chili en attendant la décision de la Commission 5 sur la proposition 3574.1 à laquelle elle est liée.

La motion d'ordre étant appuyée, la Commission renvoie à sa prochaine séance la discussion sur le règlement des comptes.

Proposition 4600.1

Cette proposition prévoit l'établissement d'un bordereau de livraison AV 7 à l'intention de l'Administration de destination lorsque des dépêches-avion sont transmises par voie de surface.

La proposition 4600.1 est adoptée sans discussion.

Propositions 4600.2 et 4602.1

Il s'agit d'introduire la possibilité d'utiliser des bordereaux AV 7 transmis électroniquement par le transporteur aérien lorsque les deux exemplaires du bordereau devant accompagner les dépêches n'arrivent pas à destination.

Certaines délégations se montrent assez réticentes à l'égard de cette solution et se demandent s'il ne faudrait pas confier l'étude de la question au CCEP. Il est également rappelé que l'étude entamée par les organes mixtes IATA/UPU sur les bordereaux de livraison manquants en cas de transbordement direct pourrait apporter une solution au problème (création d'un bordereau de remplacement).

Par ailleurs, une délégation demande des précisions sur la procédure à suivre si le bordereau AV 7 établi primitivement ne coïncide pas avec celui établi électroniquement par la compagnie aérienne.

Pour répondre à cette dernière question, l'Amérique (Etats-Unis), auteur de l'étude, répond qu'il y aurait lieu de demander un fac-similé du bordereau AV 7 primitif. Elle fait également remarquer que la procédure envisagée est facultative et que si la question est renvoyée en attendant le résultat d'une étude du CCEP, la poste sera privée pendant plusieurs années de la possibilité de bénéficier de la technique moderne.

*Mise au vote, la proposition 4600.2 est adoptée par 56 voix pour, 20 contre et 27 abstentions.
En conséquence, la proposition corrélative 4602.1 est également adoptée.*

La séance est levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Sixième séance

Jeudi 12 juillet 1984, 15 heures

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Approbation
des rapports

Les rapports des troisième et quatrième séances (Congrès/C 6 — Rapp 3 et 4) sont approuvés sans observation.

Bordereau
de livraison
AV 7
(suite)Convention,
Règlement,
article 201**Propositions 4601.1 et 4907.2**

La proposition 4601.1 vise à introduire l'inscription séparée des sacs M sur le bordereau de livraison AV 7 pour tenir compte de la rémunération différenciée des frais terminaux.

Selon le système actuel, lorsque les sacs M sont transmis par voie aérienne, les Administrations peuvent soit créer des colonnes supplémentaires, soit utiliser la colonne d'observations.

Certaines délégations font observer que le nombre des cas où les sacs M sont transmis par voie aérienne est très restreint et ne justifie pas l'adjonction d'une colonne supplémentaire.

D'autres délégations trouvent que la modification s'impose pour clarifier la situation en ce qui concerne la comptabilité des frais terminaux. Une délégation fait allusion aux réponses des Administrations au questionnaire envoyé dans le cadre de l'étude 509/531 du CCEP d'où il ressort qu'une forte majorité des Administrations était en faveur de l'adjonction proposée.

Au vote, la proposition 4601.1 est adoptée par 84 voix contre 3 et 7 abstentions.

En conséquence, la proposition 4907.2 prévoyant la suppression de la colonne "plis LC/AO" et la création d'une colonne "M" est adoptée.

Propositions 4601.3 et 4601.4

La proposition 4601.3 a pour objet d'introduire comme règle l'inscription globale des dépêches sur le bordereau AV 7 afin d'accélérer le traitement du courrier.

La proposition 4601.4 (amendement) vise à remplacer les mots "documentation individuelle" figurant au paragraphe 1 par l'expression "inscription individuelle".

L'auteur de la proposition 4601.3 (Amérique (Etats-Unis)) accepte cet amendement.

En rapport avec le paragraphe 1bis de la proposition 4601.3, une délégation demande des précisions sur l'importance du délai devant permettre à l'Administration de réception de constater que "plus de 10% des dépêches originaires d'une même Administration ne correspondent pas aux indications portées sur les bordereaux AV 7 ou ne sont pas accompagnées du bordereau AV 7".

Pour répondre, l'auteur de la proposition exprime l'avis qu'un délai de trois mois pourrait être considéré comme raisonnable.

La proposition 4601.3, amendée par la proposition 4601.4, est adoptée.

Transbordement
direct des
dépêches-avion**Propositions 4000.3 et 4000.11**

La proposition 4000.3 tend à recommander aux Administrations notamment de veiller au respect de la "formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes" convenue avec l'IATA avant le Congrès de Rio de Janeiro et de s'assurer que les compagnies aériennes de départ prennent bien toutes les dispositions prévues à la "formule d'application" pour procéder normalement au transbordement direct.

L'amendement présenté par le Canada (4000.11) propose, en outre, de charger le Bureau international de terminer l'étude approuvée par le Conseil exécutif en 1984 concernant la création d'un bordereau de livraison AV 7 de remplacement pour faciliter le règlement des comptes entre les Administrations postales et les compagnies aériennes en cas d'absence du bordereau de livraison AV 7 lors d'un transbordement direct.

L'auteur de la proposition 4000.3 (France) ne s'oppose pas à cet amendement.

La proposition 4000.3, amendée par la proposition 4000.11, est adoptée sans opposition.

Propositions 4076.1/Rev 1, 4077.1 et 4077.2

A la demande de la Commission de rédaction, la Commission a réexaminé, à sa cinquième séance, la proposition 4076.1. Faisant siennes les modifications proposées par la Suède, la Commission a accepté d'instituer comme règle la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales avion par la voie la plus rapide (normalement la voie aérienne).

Pour permettre à la Commission d'étudier les incidences de cette décision sur l'article 76 dans son ensemble, la Suède a présenté, à sa sixième séance, la proposition 4076.1/Rev 1.

Sous réserve de modifications d'ordre rédactionnel, proposées par l'auteur de la proposition et par la France et qui seront transmises à la Commission de rédaction, *la Commission approuve la proposition 4076.1/Rev 1. Elle approuve en même temps la suggestion de la Suède de supprimer, au paragraphe 2 de la proposition 4077.1, les mots "selon le paragraphe 1"*.

Par ailleurs, la Suède, constatant que les dispositions régissant la réexpédition et le renvoi à l'origine par voie aérienne ne correspondent plus aux pratiques effectivement suivies par les Administrations, suggère de charger le prochain Conseil exécutif de revoir et d'actualiser ces dispositions.

La Commission approuve l'étude proposée et charge le Secrétariat d'élaborer à son intention un projet de résolution. La projet en question fait l'objet de l'annexe 1 au présent rapport.

Réexpédition
et retour
à l'origine
(suite)

Convention,
articles 76 et 77

Proposition 4616.2

Cette proposition vise à supprimer le compte général AV 11 en vue d'accélérer le règlement des comptes. Pour les partisans de la suppression, le compte AV 11 est peu utilisé, prête à confusion du fait que les comptes peuvent être présentés deux fois et ne fait que retarder le règlement des comptes AV 5.

Les opposants déclarent, par contre, que le compte général AV 11 est employé dans un grand nombre de relations, permet de régler des créances de poste aérienne, y compris les frais de transport aérien intérieur, par compensation, et contribue même à accélérer les paiements. En limitant le nombre d'opérations bancaires, il évite la fuite des devises et rend ainsi service aux pays en développement.

Mise au vote, la proposition 4616.2 est rejetée par 58 voix contre 21 et 19 abstentions.

Règlement
des comptes
de poste aérienne
(suite)

Convention,
Règlement,
articles 216
et 217

Propositions 4616.1, 4617.1, 4617.7 et 4617.9

La Commission ayant décidé de maintenir le compte général AV 11, aborde une série de propositions tendant à accélérer la transmission et la vérification de ces comptes. Il s'agit des paragraphes 3bis et 3ter de la proposition 4617.1 du Conseil exécutif qui émane des travaux du Comité de contact IATA/UPU et du paragraphe 2bis des propositions 4617.7 et 4617.9.

Le paragraphe 2bis de la proposition 4617.7 ayant été rejeté par une forte majorité, les paragraphes 3bis et 3ter de la proposition 4617.1 sont ensuite adoptés. De ce fait, le paragraphe 2bis de la proposition 4617.9 est également rejeté.

Par la suite, *la proposition 4617.1* qui contient également des modifications d'ordre rédactionnel (le transfert des règles concernant l'exonération du paiement figurant actuellement à l'article 216 et la suppression, au paragraphe 6 actuel, qui devient le paragraphe 7, des termes "sauf entente spéciale entre les Administrations") *est adoptée dans son ensemble. La proposition corrélatrice 4616.1 est également adoptée.*

Proposition 4911.1

En conséquence des mesures proposées pour accélérer l'établissement et la vérification des comptes généraux AV 11, la proposition 4911.1 envisage la suppression sur cette formule de l'acceptation par l'Administration débitrice.

Cette proposition est contestée par quatre délégations dont l'une fait remarquer que la suppression de cette signature irait à l'encontre de la législation nationale de certaines Administrations.

Mise au vote, la proposition 4911.1 est rejetée par 54 voix contre 23 et 16 abstentions.

Compte AV 11

Proposition
d'ordre général

Proposition 4000.1

Il s'agit d'une recommandation, issue également des travaux conjoints IATA/UPU, invitant les Administrations qui désirent régler les comptes de poste aérienne par compensation à avoir recours au compte général AV 11 plutôt qu'à les inclure dans des comptes généraux comportant plusieurs créances différentes. *La proposition 4000.1 est adoptée sans discussion.*

Convention,
Règlement,
article 102

Proposition 2502.1

Cette proposition a également pour but d'accélérer le paiement des frais de transport aérien dus aux compagnies aériennes.

La proposition est adoptée sans discussion.

Propositions
liées aux
décisions prises
par d'autres
Commissions

Propositions 4068.1, 4072.1, 4595.1 et 4596.1

Ces quatre propositions sont corrélatives à la proposition 2028.1 qui vise à introduire pour les mentions et étiquettes de service, autre que le français, une langue connue dans le pays d'origine et de destination. La proposition de base 2028.1 ayant été retirée, son auteur, le Canada *retire les propositions 4068.1, 4072.1, 4595.1 et 4596.1.*

Propositions 4597.5, 4601.2 et 4612.1

Ces propositions concernant l'utilisation des bacs ou autres conteneurs pour les échanges par voie aérienne sont liées à la proposition 2555.1 qui a été renvoyée par la Commission 4 au CCEP pour étude.

Cela étant, la Commission décide de transmettre également au CCEP les propositions 4597.5, 4601.2 et 4612.1.

En rapport avec la proposition 4612.1, le Président fait remarquer que le retour gratuit par avion de tels récipients devrait être examiné avec l'IATA, par l'intermédiaire des organes mixtes IATA/UPU.

Convention,
Règlement,
articles 208
et 209

Propositions 4608.2 et 4609.2

La proposition 4608.2, qui dépend de la proposition 2554.1, prévoit la confection de liasses par pays de destination (et non par groupes de pays de destination). Selon l'auteur de la proposition (Amérique (Etats-Unis)), une telle prescription réduirait sensiblement le volume des travaux et faciliterait l'identification et le tri des envois à découvert par l'Administration intermédiaire.

La proposition 4609.2 a pour but de faire insérer les bordereaux AV 2 dans le sac contenant la feuille d'avis C 12. Cette proposition complète les prescriptions visées par la proposition 4608.2.

Compte tenu du fait que la proposition 2554.1 a été adoptée par la Commission 4, *la Commission décide d'adopter la proposition 4608.2. La proposition 4609.2 est adoptée en conséquence.*

Article 212

Proposition 4612.2

Cette proposition dépend de la proposition 2568.2 concernant le délai de conservation des documents relatifs aux sacs vides. La proposition 2568.2 ayant été adoptée par la Commission 4, *la proposition 4612.2 est adoptée en conséquence.*

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Résolution C ...

Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par voie aérienne

Le Congrès,

ayant adopté
les propositions 4076.1/Rev et 4077.1 qui instituent comme règle la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),

soucieux
de généraliser autant que possible l'utilisation de la voie aérienne pour la réexpédition et le retour à l'origine des correspondances,

constatant
que les dispositions en la matière (notamment l'article 76 de la Convention) ne reflètent pas les pratiques actuellement suivies par les Administrations,

charge

le Conseil exécutif:

- de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être réexpédiés ou renvoyés à l'origine par voie aérienne;
- d'actualiser et simplifier les dispositions y relatives;
- de présenter au prochain Congrès les propositions qui découlent de cette étude.

Hamburg, le juillet 1984

Le Président du Congrès,

Septième séance

Mercredi 18 juillet 1984, 11 heures

Présidence de M. P.J. SMITH, Président

Approbation
d'un rapport

Le rapport de la cinquième séance (Congrès/C 6 — Rapp 5) est adopté sans observation.
En outre, la Commission autorise son Président à approuver les rapports des sixième et septième séances, selon le Règlement intérieur.

Règlement
des comptes
de poste aérienne
(suite)

Convention,
Règlement,
article 217

Propositions 4617.7 et 4617.9

Les parties des propositions 4617.7 et 4617.9 (amendement) concernant le compte général AV 11 ont été examinées lors de la sixième séance de la Commission et écartées. Par contre, l'examen des paragraphes 1 et 2 de ces propositions a été reporté étant donné que ces paragraphes de la proposition 4617.7 sont liés à la proposition 3574.5. Du fait du retrait de cette dernière proposition par son auteur (Chili), *la proposition 4617.7 devient sans objet.*

La proposition 4617.9 (amendement) tombe, faute d'appui.

Propositions 4617.1 et 4617.6

A sa deuxième séance, la Commission a adopté la proposition 4617.6 qui porte de 25 à 50 francs le total des comptes particuliers AV 5 donnant lieu à l'exonération de paiement. A sa sixième séance, la Commission a adopté la proposition 4617.1 visant, entre autres, à regrouper dans un nouveau paragraphe 6 les règles concernant l'exonération de paiement touchant à la fois les comptes AV 5 et le compte général AV 11. Constatant que les seuils d'exonération relatifs aux comptes AV 11 restent inchangés à 25 francs, *la Commission décide, en vue d'une harmonisation des règles, de porter ces derniers seuils à 50 francs. Ainsi, le paragraphe 6 de l'article 217 figurant dans la proposition 4617.1 est modifié en conséquence.*

Proposition 4617.4

Cette proposition qui prévoit la suppression du paragraphe 5 de l'article 217 concernant les différences dans les comptes est liée à la proposition 2501.3 qui a été rejetée par la Commission 5. De ce fait, *la proposition 4617.4 devient sans objet.*

Articles 215,
216 et 217

Propositions 4615.1, 4616.3 et 4617.5

Ces trois propositions sont corrélatives à la proposition 3578.1 concernant l'utilisation du relevé AV 3bis. La proposition 3578.1 est devenue sans objet à la suite de l'adoption par la Commission 5 de la proposition 3569.95/Rev 1 qui atteint essentiellement le même but.

Selon l'auteur de ces propositions (Chine (Rép. pop.)), la création d'une colonne M et d'une colonne distincte pour les colis postaux devrait permettre l'utilisation du relevé AV 3bis à la fois pour le calcul des frais terminaux et pour le règlement des frais de transport aérien intérieur.

Les propositions 4615.1, 4616.3 et 4617.5 sont adoptées sans discussion.

Étiquette
de sac-avion AV 8

Proposition 4908.2

Cette proposition envisage de munir l'étiquette de sac-avion AV 8 de la mention "POSTE" pour distinguer les sacs de courrier du fret et des bagages.

La Commission 4 ayant adopté une proposition analogue (proposition 2928.1), *la Commission 6 adopte à son tour la proposition 4908.2.*

Le Président rappelle qu'il convient d'attirer l'attention de la Commission 10 (Rédaction) sur la nécessité de porter la même mention sur la nouvelle étiquette AV 8bis à créer en vertu de l'adoption de la proposition 4908.91.

Au terme des travaux de la Commission, le Président remercie les membres de la Commission, les Vice-Présidents, le Secrétariat, les interprètes, les hôteses et les techniciens pour leur collaboration et se félicite du bon déroulement des travaux accomplis.

Divers

Le Danemark, au nom de tous les membres de la Commission, félicite le Président pour la manière humaine et compétente dont il a conduit les débats.

La séance est levée à 11 h 50.

Au nom de la Commission:

Le Président,
P.J. SMITH

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
K.K. SAMAWI

Rapports de la Commission 7

Première séance

Jeudi 21 juin 1984, 9 h 45

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Le Président a ouvert cette première séance en souhaitant une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 7. Il s'est déclaré très conscient de l'honneur fait à son pays et à lui-même en l'appelant à la présidence tout en formulant le vœu que les travaux se déroulent dans un parfait état de compréhension mutuelle. Puis il a invité les Vice-Présidents de la Commission, à savoir le Portugal et la République de Panama, à prendre place à la tribune et se dit heureux de pouvoir compter sur leur aide et leur coopération.

Ouverture
des travaux

MM. H. Noma, Conseiller supérieur au Bureau international, S. Fall, Conseiller adjoint, et A. Brix, Deuxième Secrétaire, ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire, Secrétaire adjoint et d'Adjoint de la Commission.

Désignation
du secrétariat

Sur proposition du Président, qui s'est référé à la proposition 011 adoptée par la séance plénière du 21 juin 1984, il a été décidé, à l'instar de ce qui a été fait aux précédents Congrès, que les délibérations de la Commission feraient l'objet d'un rapport pour chacune de ses séances. Celui-ci résumera les avis exprimés, toutefois, sans reproduire à nouveau les arguments figurant déjà dans les motifs des propositions ou des Congrès – Doc.

Compte rendu
des délibérations

L'Amérique (Etats-Unis) et le Canada ont fait connaître qu'ils participeraient aux travaux de la Commission, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès. Le Canada a, en outre, fait part de son intention d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux qui sera adopté par le présent Congrès. Toutefois, il se voit dans l'obligation de formuler certaines réserves, le moment venu. De plus, compte tenu de son besoin de s'adapter à un Arrangement auquel il n'était pas habitué, il compte faire une déclaration à l'effet qu'il harmonisera progressivement ses procédés d'exploitation concernant les colis postaux fondés sur des ententes bilatérales avec ceux de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution. Le Canada estime que l'adhésion à l'Arrangement le dotera d'un outil précieux quant à l'amélioration et à la compétitivité de ses services postaux internationaux. Il compte, d'autre part, prendre certaines initiatives complémentaires sur des bases bilatérales. Etant donné son intention d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux, le Canada a également demandé que sa délégation bénéficie du droit de vote. Le Président s'est félicité de l'intention du Canada tout en espérant que l'Amérique (Etats-Unis) suivra son exemple.

Communications

La République socialiste soviétique d'Ukraine, le Luxembourg, le Liechtenstein, la Malaisie et Sainte-Lucie sont représentés respectivement par l'URSS, la Belgique, la Suisse, le Sri Lanka et le Canada.

Procurations

Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès — Doc 41) est approuvé; les propositions ci-après ont été retirées par leurs auteurs: 5004.1, 5007.1, 5031.2, 5055.1, 5055.2, 5505.2, 5507.2, 5510.1, 5518.2 et 5519.1.

Congrès — Doc 23 et Add 1, 22 et Add 1

Les Congrès — Doc 23 et 22 ainsi que leurs additifs sont approuvés.

Propositions transférées à la Commission 6 (Poste aérienne)

La Commission a décidé que les propositions 5000.4, 5041.1, 5505.1 et 5505.3 qui ont des implications avec les travaux de la Commission 6 (Poste aérienne), soient renvoyées à celle-ci pour examen préalable. La Commission 7 a toutefois fait quelques observations sur ces propositions. S'agissant de la proposition 5041.1, certaines délégations ont estimé que si la résolution 5000.4, qui propose des mesures pour étendre le service actuellement limité des colis contenant des matières radioactives devait être prise en considération, il serait tout à fait normal que les conditions de sécurité nécessaires soient réunies. D'autres délégations par contre pensent, d'une part, que l'expéditeur ne peut être rendu responsable s'il a respecté les conditions d'admission prévues pour les envois dont il s'agit et, d'autre part, que l'article 41 de l'Arrangement concernant les colis postaux est suffisant pour résoudre les cas qui peuvent se poser. Quant à la proposition 5505.3, si elle est appuyée par certaines délégations, sa nécessité est jugée inopportune par d'autres délégations qui estiment que l'identification préconisée par cette proposition n'a de sens que si les colis visés bénéficient d'un traitement adéquat. En outre, aucune taxe n'est prévue pour une telle prestation.

Examen des propositions

Colis, Arrangement

Catégories de colis, article 4

Proposition 5004.3

Cette proposition vise à aligner la terminologie utilisée "internés civils" sur l'article 16 de la Convention, conformément à la Convention de Genève. Une délégation, appuyée par d'autres, estime qu'il y a deux sortes d'internés, les internés de guerre et les internés civils. Il convient plutôt de supprimer le terme "civils" de l'article 16 de la Convention et obtenir ainsi le même résultat.

Mise au vote, la proposition 5004.3 est adoptée par 46 voix contre 31 et 7 abstentions.

Propositions corrélatives à la proposition 5004.3

Propositions 5017.1, 5040.2, 5056.1, 5510.3, 5518.3

Adoptées sans objection.

Proposition 5004.4

La proposition 5004.4 est adoptée, sous réserve toutefois de la décision de la Commission 6 au sujet de la proposition 4000.7.

Propositions 5004.2 et 5004.5

La proposition 5004.2 préconise que l'accord préalable exigé pour certaines catégories de colis ne soit plus demandé lorsque les informations nécessaires concernant l'admission de tels colis figurent dans le Recueil des colis ou dans celui des articles d'argent.

L'amendement figurant dans la proposition 5004.5 maintient cet accord préalable seulement pour les colis "francs de taxes et de droits" et "contre remboursement". L'auteur de la première proposition ayant accepté l'amendement proposé, *la proposition 5004.5 est adoptée sans discussion. La proposition 5004.2 est par conséquent sans objet.*

Taxes principales, article 7

Proposition 5007.2

Pour l'auteur de cette proposition, la nouvelle formulation préconisée ne porte pas préjudice à la protection initiale de l'utilisateur contre des taxes élevées et donne en même temps aux Administrations une liberté comparable à celle déjà prévue par le Congrès de Rio de Janeiro en ce qui concerne la poste aux lettres. Bien que certaines délégations n'ont pas partagé ce point de vue, la plupart estiment raisonnable de donner une marge plus grande aux Administrations qui, compte tenu de la concurrence, ne peuvent appliquer des taxes trop élevées.

La proposition 5007.2 est adoptée.

Propositions 5009.1, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.3, 5014.4, 5306.2/Rev 1, 5009.2, 5009.3, 5014.1, 5014.2, 5029.1, 5031.1, 5306.1

Colis exprès,
article 9

Le Président et le pays rapporteur ont introduit cette série de propositions qui résultent de l'étude menée dans le cadre de la résolution C 15 du Congrès de Rio de Janeiro. Aux termes de cette résolution, le CE a été chargé d'étudier la modification des principes de fixation des taxes supplémentaires et de présenter un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Administrations. Sur la base des résultats d'une consultation des Administrations, le CE a considéré qu'il convenait de continuer à fixer dans l'Arrangement des taxes maximales qui n'auraient toutefois qu'une valeur indicative, mais permettraient aux Administrations de fixer leurs propres taxes en fonction de leurs coûts d'exploitation. Aussi, a-t-il décidé de faire sienne la proposition 5307.2, soumise par les pays nordiques au Congrès de Rio de Janeiro, mais qui avait été jugée irrecevable faute d'avoir été présentée dans les délais prévus. Cette proposition visait en effet à donner aux Administrations la faculté de percevoir, à titre exceptionnel, des taxes supplémentaires dépassant les limites supérieures fixées dans l'Arrangement. Cette décision s'est traduite par des modifications apportées aux articles 9, 11 et 14 de l'Arrangement ainsi que le transfert, après adaptation, de l'article VI du Protocole final dans l'Arrangement même. Les 14 propositions qui découlent de cette étude visent trois axes: le principe même d'accorder plus de liberté aux Administrations, la détermination de valeurs indicatives dans l'Arrangement, l'observation des taux fixés dans l'Arrangement en cas de réexpédition ou de renvoi.

Cette question sera reprise à la prochaine réunion.

La séance a été levée à 12 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S.FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Deuxième séance

Lundi 25 juin 1984, 9 h 35

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Communication Le Président a informé la Commission que, lors de la première séance, le Canada avait demandé, compte tenu de son intention d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux, à bénéficier du droit de vote. Toutefois, après l'étude par le Secrétariat, il a été confirmé que l'adhésion à l'Arrangement ne peut prendre effet qu'après l'achèvement des procédures stipulées dans la Constitution. Par conséquent, la délégation du Canada a été priée de ne pas prendre part au vote bien qu'elle soit admise à participer aux délibérations. La même réponse a été donnée à la délégation des Comores qui a également manifesté son désir d'adhérer au prochain Arrangement.

Procurations Le Luxembourg, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, Chypre et l'Etat de Bahrain sont représentés respectivement par la Belgique, la République populaire de Hongrie, l'URSS, la Grèce et l'Arabie saoudite.

Examen des propositions (suite) La Commission a poursuivi l'examen des propositions relatives aux taxes supplémentaires. Elle a tout d'abord retenu sans objection le principe visé dans la série de propositions résultant de l'étude entreprise par le CE dans le cadre de la résolution C 15 du Congrès de Rio de Janeiro, à savoir: la faculté laissée aux Administrations de fixer plus librement leurs taxes, la détermination de valeurs indicatives dans l'Arrangement et l'observation des taux maximaux prévus dans l'Arrangement en cas de réexpédition ou de renvoi de colis. La Commission a ensuite adopté sans opposition les propositions ci-après: 5009.1, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.3, 5014.4, 5306.2/Rev 1, 5009.2, 5009.3, 5014.1, 5014.2, 5029.1, 5031.1 et 5306.1. La Commission a toutefois accepté que les taux maximaux des taxes supplémentaires en cas de réexpédition ou de renvoi prévus à l'article 14 de l'Arrangement sont des valeurs indicatives destinées à permettre aux Administrations de se baser sur ces montants pour fixer leurs tarifs.

Proposition 5029.2

Cette proposition vise notamment les colis expédiés par des touristes et qui n'ont pu être livrés aux destinataires. Elle préconise de les renvoyer non pas au bureau d'origine mais directement à l'expéditeur afin d'éviter la répétition des taxes de renvoi. La plupart des délégations — notamment de pays à vocation touristique — ont souligné la nécessité d'adopter ladite proposition qui présente un avantage considérable spécialement en raison de la concurrence et contribue à améliorer l'image de marque du service. Bien que trouvant justifiés les motifs à l'appui de cette proposition, certaines délégations ont estimé qu'elle touche plusieurs dispositions de l'Arrangement et, de ce fait, devrait faire l'objet d'une étude préalable du CCEP. Quelques-unes de ces délégations redoutent en effet des complications dans l'application de cette disposition tandis que d'autres auraient préféré une solution dans le cadre de l'article 22 ou de l'article 31 ou bien encore, en apportant une modification appropriée à la formule CP 2bis.

En outre, une délégation a suggéré d'insérer dans le Code annoté, au sujet de l'article 106, paragraphe 2, une note demandant aux Administrations de recommander à l'expéditeur d'indiquer clairement son adresse sur le colis. La Commission a accepté cette suggestion.

Mise au vote, la proposition 5029.2 est adoptée par 78 voix pour, 4 contre et 2 abstentions.

Tenant compte toutefois des réserves faites par certaines délégations, la Commission a décidé que le CCEP fasse une étude visant à déterminer les conséquences possibles quant à l'application des nouvelles dispositions préconisées dans la proposition précitée et dans les propositions corrélatives (annexe 1) ainsi que les solutions aux problèmes pouvant surgir du fait de leur mise en exécution.

Propositions 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1
Adoptées sans objection.

Propositions
corrélatives
à la proposition
5029.2

Propositions 5013.1 et 5014.6
Adoptées sans objection.

Taxes
supplémentaires,
article 13

Propositions 5014.7 et 5014.8

La proposition 5014.7 vise à relever la taxe de présentation à la douane de 1 franc à 5 francs. L'amendement figurant dans la proposition 5014.8 fixe cette taxe à 2 francs. L'auteur de la proposition 5014.7 a accepté l'amendement proposé par la proposition 5014.8. La majorité des délégations ont également estimé que la taxe de 5 francs est trop élevée et par conséquent, se sont prononcées en faveur de la proposition 5014.8 qui leur semble répondre mieux au principe déjà retenu et visant à fixer dans l'Arrangement des taux d'orientation.

Tarif,
article 14

Une délégation appuyée par une autre a proposé un taux en harmonie avec la taxe prévue à l'article 24 de la Convention.

Mise au vote, la proposition 5014.8 est adoptée par 58 voix pour, 8 contre et 22 abstentions. La proposition 5014.7 devient sans objet.

Proposition 5000.1

L'examen de cette proposition est renvoyé en attendant la diffusion de la proposition d'amendement qui lui est associée.

Conditions
d'acceptation,
article 18

Propositions 5021.1 et 5021.3

La proposition 5021.1 prévoit un mode de calcul pour la taxation de correspondance non autorisée dans un colis. La plupart des délégations ont estimé que le mode préconisé non seulement s'avère compliqué mais également n'est pas en harmonie avec le but de l'article 21 qui traite des colis acceptés à tort. En outre, la règle relative à la taxation en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement des envois est stipulée à l'article 24 de la Convention et il y a lieu de maintenir le statu quo.

Traitement
des colis
acceptés à tort,
article 21

La proposition 5021.1 est retirée par son auteur.

L'examen de la suite des propositions relatives à l'article 21 sera repris à la prochaine réunion.

La séance est levée à 12 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Décision

Renvoi à l'origine des colis non livrés

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 5029.2, 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1,

considérant

l'intérêt qu'ont les Administrations à tirer profit des nouvelles dispositions dans les meilleurs délais possibles,

tenant compte cependant

des réserves formulées par certaines Administrations,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude sur les conséquences de l'application pratique des dispositions dont il s'agit et de faire, éventuellement, des propositions au prochain Congrès.

(Proposition 5029.2, Commission 7, 2e séance: Congrès — Doc ..., ... séance plénière)

Troisième séance

Jeudi 28 juin 1984, 15 h 30

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Le rapport de la première séance (Congrès/C 7 — Rapp 1 et Corr 1) est approuvé sans observation.

Approbation
du rapport

Le Président a informé la Commission qu'aux termes de la résolution C 15 du Congrès de Rio de Janeiro, relative à la revision des quotes-parts territoriales et maritimes, le CE a été chargé d'effectuer une nouvelle étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement. L'étude entreprise par le CE a abouti à la proposition 5046.1 qui vise, d'une part, à donner plus de liberté aux Administrations pour fixer leurs quotes-parts de départ et d'arrivée et, d'autre part, à supprimer les réserves y relatives au Protocole final. Si la proposition dont il s'agit est adoptée par la Commission, les réserves au Protocole final en ce qui concerne le tableau 1 de l'article I doivent, en principe, disparaître. Cela étant, le Président a prié les délégations de bien vouloir attendre la décision de la Commission sur la proposition 5046.1 avant de formuler des réserves éventuellement.

Communication

La République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentées respectivement par la Tchécoslovaquie et par l'URSS.

Procurations

Proposition 5021.3

Cette proposition sera examinée après la décision de la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation) à l'égard de la proposition 2036.5.

Examen
des propositions
(suite)

Propositions d'ordre général 5000.1 et 5000.5

La proposition 5000.1 recommande aux Administrations postales de ne pas vendre aux usagers des emballages, notamment des boîtes en carton, qui ne remplissent pas les conditions fixées à l'article 18 de l'Arrangement concernant les colis postaux et à l'article 104 de son Règlement d'exécution. Compte tenu du développement de la vente de ces emballages et du fait que la clientèle qui les utilise néglige souvent l'emballage intérieur, l'amendement figurant dans la proposition 5000.5 invite les Administrations postales, d'une part, à informer les usagers de la nécessité d'utiliser un emballage intérieur adéquat indépendamment de celui qui leur est vendu et, d'autre part, à assurer l'emballage extérieur par une fermeture répondant mieux aux conditions de transport des colis. L'auteur de la proposition 5000.1 a accepté cet amendement. Reconnaissant que la vente de tels emballages fait désormais partie de la gamme de produits que les Administrations offrent à la clientèle, la majorité des délégations ont apporté leur appui à la proposition 5000.5. Toutefois, considérant que ces emballages ne sont pas encore standardisés, une Administration a suggéré de supprimer le mot "normalisés" dans le titre et dans le texte de la proposition 5000.5. Cette suggestion a été acceptée par les auteurs de ladite proposition.

Ainsi amendée, la proposition 5000.5 est adoptée, la proposition 5000.1 devenant sans objet.

Compte tenu de la nécessité de standardiser les emballages dont il s'agit, la Commission a décidé que le CCEP examine, dans le cadre de ses contacts avec l'ISO, la possibilité de fixer des normes pour ce genre d'emballage (annexe 1).

Instructions
de l'expéditeur
au moment
du dépôt,
article 22

Proposition 5022.1

Cette proposition vise la suppression du mot "législation" dans le paragraphe 4 de l'article 22 de l'Arrangement. D'après son auteur, le mot "réglementation" utilisé est suffisant. Toutes les délégations intervenant au sujet de cette proposition ont cependant estimé que les deux mots "législation" et "réglementation" sont indispensables étant donné que dans la plupart des pays, ces deux termes désignent des dispositions applicables à divers degrés. Par conséquent, le texte actuel du paragraphe 4 de l'article 22 de l'Arrangement doit être maintenu.

Compte tenu de l'avis ainsi exprimé, *la proposition 5022.1 est retirée par son auteur.*

Colis avec
valeur déclarée,
article 23

Proposition 5023.1

Cette proposition visant à relever le montant de la déclaration de valeur de 5000 francs à 7000 francs *est approuvée sans objection.*

Colis contenant
des objets dont
la détérioration
ou la corruption
prochaines sont
à craindre,
article 36

Proposition 5036.1

De l'avis de son auteur, cette proposition est nécessaire pour combler une lacune. En effet, si l'article 36 a donné satisfaction jusqu'ici en ce qui concerne les colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre, l'expérience a montré qu'il s'est avéré insuffisant lorsque le contenu d'un colis est entièrement avarié et partant, devenu sans valeur. Une telle situation crée non seulement des problèmes mais provoque des protestations de la part de l'expéditeur ou du destinataire notamment à cause des frais de renvoi ou réexpédition. Les colis de cette nature doivent être traités de la même manière que ceux visés dans l'article actuel de l'Arrangement.

L'examen de cette proposition a provoqué une longue discussion au sein de la Commission. Une délégation qui s'est prononcée contre la proposition a avancé les arguments ci-après.

La proposition 5036.1 introduit un changement important en ce sens qu'elle va au-delà des dispositions actuelles. L'article 36 définit en effet les colis que les Administrations sont autorisées à détruire, c'est-à-dire ceux contenant des matières périssables qui présenteraient des risques de décomposition. La disposition proposée vise à permettre aux Administrations de choisir les colis à détruire qui pourraient concerner des objets brisés comme, par exemple, des micro-ordinateurs, des cadeaux ayant une valeur personnelle, etc. Les Administrations ne sont pas compétentes pour juger qu'un article est devenu sans valeur, quel que soit son état. En outre, un usager qui reçoit une note l'informant simplement que son colis a été détruit sera plus gêné que s'il recevait le colis endommagé. Par ailleurs, les fonctionnaires postaux pourraient abuser d'une telle disposition. Eu égard à l'article 5 de la Convention qui stipule que "tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit", la disposition proposée ne peut avoir qu'une valeur juridique douteuse. Enfin, sur le plan commercial, la proposition dont il s'agit désavantagerait les Administrations postales.

D'autres délégations ont formulé des réserves quant à l'application des mesures préconisées dans la proposition 5036.1.

Les Administrations qui appuient la proposition ont estimé qu'il est utile, à priori, de donner aux employés postaux l'autorisation de détruire les envois dont le contenu est avarié, tout en observant les formalités prévues à l'article 139 du Règlement d'exécution de l'Arrangement. Compte tenu des avis divergents développés de part et d'autre, la mise au vote de la proposition a été jugée nécessaire.

La proposition 5036.1 est rejetée par 43 voix contre, 38 pour et 15 abstentions.

Réclamations,
article 38

Proposition 5038.2

Tout en maintenant le délai de présentation des réclamations à un an pour les colis de surface, cette proposition vise, par contre, à limiter celui des colis-avion à six mois compte tenu du traitement rapide de ces derniers et de la nécessité de ne pas prolonger la conservation des documents. Toutefois, plusieurs délégations estiment, d'une part, que le délai de présentation des réclamations ne peut être proportionnel au temps de traitement ou du transport et, d'autre part, que le raccourcissement de ce délai réduit également la durée de responsabilité des Administrations et risquerait ainsi d'abaisser le niveau des prestations fournies aux usagers, ce qui ne favoriserait pas la position des Administrations vis-à-vis de la concurrence.

Compte tenu des avis ainsi exprimés, *la proposition 5038.2 est retirée par ses auteurs.*

Sont également retirées par leurs auteurs les propositions 5042.3 et 5042.91.

Proposition 5038.1

Cette proposition sera examinée après la décision de la Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération) au sujet de la proposition 3042.1.

Proposition 5039.3

Adoptée sans objection.

Principe et
étendue de la
responsabilité
des Adminis-
trations postales,
article 39

Proposition 5039.2

Cette proposition vise à doubler les montants des indemnités en cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis pour tenir compte de l'inflation au cours des dernières années et donner une plus grande capacité concurrentielle aux Administrations postales. L'augmentation prévue par cette proposition a été jugée trop élevée par la plupart des délégations qui ont préféré une augmentation de 50% des montants visés. Une Administration a cependant suggéré une augmentation de 75% des mêmes montants. Ayant constaté que la majorité des délégations se sont prononcées en faveur d'une majoration de 50% des montants fixés par le Congrès de Rio de Janeiro, l'auteur de la proposition a accepté de limiter l'augmentation au niveau suggéré.

La proposition 5039.2 est adoptée compte tenu de l'amendement ci-dessus.

Proposition 5039.4

Cette proposition sera examinée après la décision de la Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation) au sujet de la proposition 2051.1.

Proposition 5039.5/Rev 1

Cette proposition modifie le paragraphe 7 de l'article 39 de l'Arrangement pour l'aligner sur le paragraphe 6 du même article. Elle a été appuyée par plusieurs délégations qui ont souligné que la prime d'assurance n'est en principe, pas remboursée. Toutefois, considérant que le paragraphe 7 précité vise le cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, la plupart des délégations ont proposé d'amender la proposition 5039.5/Rev 1 dans le sens de prévoir la restitution de toutes les taxes, y compris celle d'assurance. Les auteurs de la proposition ont accepté cet amendement.

La proposition 5039.5/Rev 1 est adoptée compte tenu de l'amendement ci-dessus.

La séance a été levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Décision

Emballages utilisés pour le transport des colis postaux

Le Congrès,

ayant adopté
la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des colis postaux,

constatant toutefois
que lesdits emballages ne sont pas standardisés,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'ISO la possibilité de fixer des normes aux emballages vendus actuellement par les Administrations postales pour le transport des colis postaux.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance; Congrès – Doc ..., ... séance plénière)

Quatrième séance

Lundi 2 juillet 1984, 9 h 35

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

L'Uruguay, le Kuwait, le Luxembourg, la République socialiste soviétique de Biélorussie et la République socialiste soviétique d'Ukraine sont représentés respectivement par l'Argentine, le Liban, la Belgique, la Hongrie (Rép. pop.) et l'URSS.

Procurations

Proposition 5040.3

Cette proposition vise à incorporer dans le texte de l'article 40, paragraphe 2, lettre c), de l'Arrangement la sentence signalée à l'annotation 6 du même article qui rend l'expéditeur responsable lorsque le dommage résulte d'un emballage insuffisant. Toutes les délégations intervenues au sujet de cette proposition ont estimé que celle-ci est inopportune étant donné que tout colis doit remplir les conditions générales d'emballage prévues à l'article 104 qui engagent ainsi la responsabilité de l'expéditeur.

Compte tenu de cet avis unanime, *la proposition 5040.3 est retirée par son auteur.*

Examen
des propositions
(suite)

Non-responsabilité
des
Administrations
postales,
article 40

Proposition 5042.2

Adoptée sans objection.

Détermination de
la responsabilité
entre les
Administrations
postales,
article 42

Proposition 5043.1

Cette proposition sera examinée après la décision de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation) à l'égard de la proposition 2057.2.

Paiement
de l'indemnité,
article 43

Proposition 5046.1

Cette proposition, qui résulte des travaux du CE, a été commentée par le Président et par le pays rapporteur. Considérant que les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établies sur la base de prix de revient déterminés avant le Congrès de Rio de Janeiro, celui-ci a chargé le CE de procéder à une nouvelle étude sur les montants des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement. Le CE s'est efforcé de trouver une méthode qui offre aux Administrations plus de liberté que jusqu'ici et qui les dispenserait de formuler des réserves au Protocole final de l'Arrangement. Plusieurs mesures ont été proposées aux Administrations en vue de réduire ou d'éliminer lesdites réserves. Dans leur grande majorité, les Administrations se sont prononcées en faveur d'une libéralisation limitée des quotes-parts d'arrivée, mais avec fixation de taux d'orientation dont le montant serait proposé comme jusqu'ici par le CE. Sur la base de ce résultat et compte tenu du fait que les taux pratiqués par les Administrations, en fonction des possibilités de majoration prévues par l'Arrangement de Rio de Janeiro, correspondent presque à une augmentation de 100% des taux fixés à l'article 46, paragraphe 1, dudit Arrangement, le CE a considéré que le montant des taux d'orientation à proposer devrait marquer une augmentation de 100% par rapport aux taux actuellement inscrits à l'article 46, paragraphe 1, de l'Arrangement.

Cette proposition a donné lieu à une longue discussion faisant apparaître trois tendances. Certaines délégations ont appuyé ladite proposition en faisant valoir notamment qu'elle constitue un grand pas dans le

Quotes-parts
territoriales
de départ
et d'arrivée,
article 46

sens de la libéralisation amorcée par le Congrès de Rio de Janeiro pour permettre aux Administrations de majorer leurs quotes-parts de manière à couvrir leurs prix de revient. D'autres délégations estiment que cette libéralisation limitée ainsi octroyée n'est pas de nature à permettre à leurs Administrations de couvrir les frais relatifs au traitement des colis à l'arrivée — qui sont nettement supérieurs à ceux de départ — compte tenu de la restriction figurant au paragraphe 1, lettre a), qui limite la possibilité de majorer leurs quotes-parts d'arrivée au-delà du taux fixé pour leurs quotes-parts de départ. Une troisième tendance, au contraire, a manifesté son inquiétude au sujet des montants des quotes-parts d'arrivée demandés par certaines Administrations qui s'en servent comme moyen de produire des recettes. De l'avis des délégations en faveur de cette dernière tendance, le fait que ces Administrations réclament des quotes-parts d'arrivée nettement plus élevées que celles de départ risquerait d'être mis en question. Elles soulignent, en outre, la nécessité de disposer d'un moyen pour vérifier les quotes-parts de départ qui ne sont publiées nulle part. La proposition 5046.1, estiment-elles, risque d'empirer la situation. Nonobstant ces dernières remarques, la Commission a fait sien le principe visé dans la proposition du CE, c'est-à-dire la libéralisation limitée des quotes-parts d'arrivée avec la fixation de taux d'orientation dans l'Arrangement. L'examen de la proposition 5046.1 dans sa forme a fait apparaître trois amendements. Le premier a proposé la suppression de la référence au DTS mais la Commission a préféré maintenir cette référence en attendant la décision de la Commission 3 (Affaires générales) au sujet de la proposition de la Chine (Rép. pop.). Le deuxième amendement, appuyé par plusieurs délégations, visait la suppression, dans le paragraphe 1, lettre a), de l'obligation pour les Administrations de ne pas réclamer des quotes-parts d'arrivée supérieures à leurs quotes-parts de départ. Toutefois, tenant compte de l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, la Commission s'est prononcée par vote contre la recevabilité de cet amendement jugé incompatible avec la proposition initiale (56 voix contre, 34 pour et 10 abstentions). Le troisième amendement, considéré comme d'ordre rédactionnel et visant à ajouter, à la suite du paragraphe 1, lettre b), les mots suivants "à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts territoriales de départ", a été adopté sans objection. Cet amendement dissipe ainsi le doute émis par un certain nombre de délégations qui ont trouvé le libellé du paragraphe 1, lettre b), peu clair eu égard à la réserve contenue dans le paragraphe 1, lettre a). *La proposition 5046.1 ainsi amendée est adoptée.*

Proposition 5048.2

Cette proposition tend à modifier les délais de notification de nouvelles quotes-parts prévus à l'article 48, paragraphe 2, dont le texte a été transféré avec une légère modification à l'article 46 par la proposition 5046.1.

La proposition 5048.2 est adoptée sans objection.

Le paragraphe 3bis du nouvel article 46 est donc modifié par cette proposition.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Cinquième séance

Mercredi 4 juillet 1984, 9 h 30

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Les rapports des 2e et 3e séances (Congrès/C 7 — Rapp 2 et Corr 1/Rev 1 et Congrès/C 7 — Rapp 3) ont été approuvés sans observation.

Approbation
des rapports

L'Uruguay, la République démocratique populaire du Yémen, le Luxembourg, le Kuwait et la République socialiste soviétique de Biélorussie sont respectivement représentés par l'Argentine, la République arabe du Yémen, la Belgique, le Liban et la République populaire de Hongrie.

Procurations

Propositions 5000.4, 5041.1, 5505.1 et 5505.3

Ces quatre propositions ont été d'abord examinées par la Commission 6 (Poste aérienne) lors de sa 3e séance. Les propositions 5505.1, 5505.3 et 5000.4 ont été adoptées par cette Commission tandis que la proposition 5041.1 a été retirée par son auteur lors de la même séance de ladite Commission (3e séance, Congrès/C 6 — Rapp 3).

Examen
des propositions
(suite)

Propositions
examinées par
la Commission 6
(Poste aérienne)

Faisant siennes les décisions de la Commission 6 (Poste aérienne), *la Commission 7 a adopté sans objection les propositions 5505.1, 5505.3 et 5000.4, la proposition 5041.1 étant retirée par son auteur.*

Propositions 5048.1, 5054.1, 5058.2, 5301.1, 5304.1, 5305.1

La proposition 5046.1 ayant été adoptée lors de la 4e séance de la Commission, *les propositions corrélatives 5048.1, 5054.1, 5058.2, 5301.1, 5304.1 et 5305.1 sont adoptées sans objection.*

Propositions
corrélatives
à la proposition
5046.1

Toutefois, le Président a précisé que, compte tenu de l'adoption de la proposition 5046.1, les réserves formulées au Protocole final quant au tableau 1 de l'article I ne sont plus nécessaires. C'est la raison pour laquelle cette première partie de l'article I a été supprimée par la proposition 5301.1. Les Administrations qui désirent cependant formuler une réserve en ce qui concerne les quotes-parts d'arrivée exceptionnelles peuvent le faire mais de façon différente, la Commission 10 (Rédaction) devant en tout état de cause en tenir compte.

Proposition 5000.3

Cette proposition d'ordre général vise à charger le CE, conformément à la pratique, d'ajuster les quotes-parts de départ et d'arrivée à l'évolution des prix de revient et de maintenir le rapport étroit existant entre les quotes-parts afférentes au transit territorial et maritime et les frais de transit de même nature de la poste aux lettres.

La proposition 5000.3 est adoptée sans objection.

Propositions 5047.1/Rev 1, 5047.2 et 5047.3

Ces propositions étant liées à la décision de la Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération) au sujet des frais de transit territorial révisés de la poste aux lettres seront examinées ultérieurement. Toutefois, le Président a brièvement expliqué les raisons qui ont conduit le CE à présenter trois variantes. Aux termes de la seconde partie de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a été chargé de réajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux

Quotes-parts
territoriales
de transit,
article 47

articles 47 et 49 de l'Arrangement concernant les colis postaux en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres. A la suite de cette revision, les barèmes relatifs aux frais de transit territorial aussi bien que les frais de transit maritime ont été présentés suivant trois variantes:

- a) calcul sur la base des prix de transport des 15 marchandises;
- b) calcul sur la base des prix effectivement payés;
- c) calcul sur la base des prix effectivement payés avec coefficients de variation.

Les trois variantes qui ont été retenues par le CE en ce qui concerne le transit territorial font l'objet des propositions 5047.1/Rev 1, 5047.2 et 5047.3.

Proposition 5047.4

La résolution C 26 du Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CE de trouver une méthode de fixation des quotes-parts de transit qui tienne mieux compte des prix de revient des opérations de transit, notamment en éliminant les divergences existant, en ce qui concerne la rémunération du transit, entre les colis de surface et les colis-avion. Les résultats de plusieurs consultations ont permis de constater que les Administrations, dans leur grande majorité, étaient en faveur de la perception d'une rémunération de 1 franc-or par colis. S'agissant de la perception de quotes-parts de transit pour les dépêches closes de colis-avion, elles ont largement opté pour le maintien du statu quo. Compte tenu de ces résultats, le CE a décidé que les colis-avion en transit à découvert seront assujettis à une quote-part territoriale de transit de 1 franc-or par colis.

La proposition 5047.4 qui concrétise cette décision est adoptée sans objection.

Proposition
corrélative
à la proposition
5047.4

Proposition 5921.1

L'application pratique de la mesure prévue par la proposition 5047.4 devant se traduire par une modification du cadre "C" de la formule CP 21, la proposition 5921.1 répond à cette nécessité. Cependant, cette dernière devant être révisée, la Commission a décidé de surseoir à son examen.

Quotes-parts
maritimes,
article 49

Propositions 5049.1, 5049.2 et 5049.3

Ces propositions étant liées à la décision de la Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération) au sujet des frais de transit maritime révisés de la poste aux lettres seront examinées ultérieurement.

Application
de nouvelles
quotes-parts
à la suite
de modifications
imprévisibles
d'acheminement,
article 51

Proposition 5051.1

Cette proposition tend à réduire le délai à partir duquel l'Administration intermédiaire est autorisée à imputer à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours. Elle n'a toutefois pas été appuyée, les délégations intervenant à son sujet ayant toutes opté pour le maintien du statu quo.

Compte tenu de cette situation, *la proposition 5051.1 est retirée par son auteur.*

Conditions
d'approbation
des propositions
concernant
le présent
Arrangement
et son Règlement
d'exécution,
article 58

Proposition 5058.1

L'examen de cette proposition est différé en attendant les décisions de la Commission 3 (Affaires générales) au sujet des propositions 1022.1 et 1502.1.

Protocole final
Quotes-parts
territoriales
exceptionnelles,
article 1

Propositions 5301.2, 5301.4, 5301.5, 5301.7, 5301.8, 5301.10, 5301.11, 5301.13, 5301.15, 5301.16 et 5301.18

Par ces propositions, les Administrations concernées demandent l'autorisation de percevoir des quotes-parts d'arrivée exceptionnelles (article 1, tableau 1). Toutefois, à la suite de l'adoption de la proposition 5046.1, ces réserves ne sont plus nécessaires.

Les propositions 5301.2, 5301.4, 5301.5, 5301.7, 5301.8, 5301.10, 5301.11, 5301.13, 5301.15, 5301.16 et 5301.18 sont devenues sans objet.

Les propositions 5301.3, 5301.6, 5301.9, 5301.12/Rev 1, 5301.14, 5301.17, 5301.19, 5302.1, 5303.1, 5303.2, 5303.3, 5303.4, 5303.5, 5303.6, 5303.7, 5304.2, 5305.2 et 5305.3 qui concernent des réserves d'ordre tarifaire sont adoptées sans discussion.

La résolution C 27 du Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CE de poursuivre les travaux relatifs à la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts, effectués en exécution de la résolution C 74 du Congrès de Lausanne. Le Président a rappelé à cet égard que le CE, aux termes de son étude, a finalement considéré que le procédé d'inscription globale devrait être maintenu et par conséquent n'a pas présenté des propositions visant à modifier les dispositions de l'Arrangement. Une description détaillée des procédés prévus à l'article 55, paragraphe 2, a été cependant diffusée aux Administrations.

Résolution C 27
du Congrès
de Rio de Janeiro

Proposition 5519.91

Par sa résolution C 42, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CCEP d'effectuer une étude approfondie de l'ensemble des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux. Examiné par le CCEP et le CE, le rapport établi à la suite de cette étude a été soumis au Comité de contact CCD/UPU. Les conclusions auxquelles est parvenu ce Comité visent à concrétiser l'introduction, dans les Actes de l'UPU et sur un pied d'égalité, des deux systèmes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 relative aux colis postaux, à savoir:

Règlement
d'exécution

Renseignements
à fournir par les
Administrations,
article 101

- a) l'obligation de transmettre les documents attachés à chaque colis selon un procédé déterminé;
- b) l'obligation de transmettre les documents joints à la feuille de route CP 11/CP 20, si l'Administration de destination le demande.

Ce principe, qui donne ainsi à l'Administration de destination le droit de demander que les documents soient transmis d'une façon qui s'adapte le mieux à la méthode de dédouanement en vigueur dans son pays, a été retenu par le CE qui a approuvé également la création d'une enveloppe autocollante transparente pour la transmission des documents d'accompagnement des colis mais dont l'emploi reste toutefois facultatif. L'ensemble de ces mesures est concrétisé dans la proposition 5519.91.

Après les commentaires détaillés faits par le pays rapporteur, certaines délégations ont demandé des éclaircissements quant à l'application de ces mesures aux envois avec valeur déclarée supérieure à 1000 francs-or, compte tenu de l'article 108, lettre b), de l'Arrangement. Ces éclaircissements ayant été fournis, la proposition du CE a été appuyée par la majorité des délégations.

La proposition 5519.91 est adoptée.

La séance est levée à 12 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Sixième séance

Vendredi 6 juillet 1984, 16 h 05

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Adoption
des rapports

Le rapport de la 4e séance (Congrès/C 7 — Rapp 4) est approuvé sans observation.

Procuration

Le Luxembourg est représenté par la Belgique.

Examen
des propositions
(suite)

Proposition 5921.1/Rev 1
Adoptée sans discussion.

Proposition
corrélative
à la proposition
5047.4

Propositions
corrélatives
à la proposition
5519.91

Propositions 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5520.1
Adoptées sans objection.

Propositions 5905.91 et 5905.93

En décidant que l'Administration de destination aura désormais le droit de demander que les documents accompagnant le colis soient attachés à celui-ci, le CE a prévu la création d'une enveloppe CP 5 autocollante transparente pour la transmission de ces documents. La proposition 5905.91 définit les caractéristiques de cette enveloppe dont l'utilisation reste facultative. Certaines délégations, bien qu'approuvant la création d'une telle enveloppe, estiment néanmoins que, pour des raisons d'ordre pratique sinon de fabrication, les caractéristiques prévues ne doivent pas être aussi impératives. Toutefois, il a été précisé qu'il s'agit, en l'occurrence, de simples recommandations et que les Administrations ont toute liberté pour la fabrication et l'utilisation de cette enveloppe. La proposition 5905.93 amende la proposition 5905.91 dans le sens que le bulletin d'expédition soit également mis dans l'enveloppe CP 5 et que le texte imprimé sur cette enveloppe pour indiquer son contenu soit complété en conséquence.

La proposition 5905.93 est adoptée, la proposition 5905.91 devenant sans objet.

Propositions 5905.92 et 5905.94

A l'instar de la formule CP 5, le CE a également prévu, notamment pour les envois de petites dimensions, une enveloppe CP 5bis répondant aux mêmes caractéristiques que la formule CP 5. Cette décision du CE fait l'objet de la proposition 5905.92 amendée par la proposition 5905.94.

La proposition 5905.94 est adoptée compte tenu des mêmes remarques formulées à propos de la proposition 5905.91. La proposition 5905.92 est sans objet.

Quotes-parts
territoriales
de transit,
article 47

Propositions 5047.1/Rev 1, 5047.2 et 5047.3

En conclusion de l'étude entreprise dans le cadre de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro, le CE a proposé tant pour les frais de transit territorial que pour les frais de transit maritime des barèmes en trois variantes. La Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération) a opté pour la

3e variante basée sur les prix effectivement payés affectés d'un coefficient de variation. Compte tenu de ce choix, *la proposition 5047.3 correspondante est adoptée par la Commission; les propositions 5047.1/Rev 1 et 5047.2 deviennent sans objet.*

Propositions 5049.1, 5049.2, 5049.3

Comme pour les quotes-parts territoriales de transit, les quotes-parts maritimes sont rajustées en fonction des frais de transit maritimes révisés de la poste aux lettres selon la méthode comparative colis postaux — poste aux lettres.

La proposition 5049.3 qui correspond à l'option faite par la Commission 5 est adoptée; les propositions 5049.1 et 5049.2 deviennent sans objet.

S'agissant des quotes-parts maritimes, le Président a rappelé que plusieurs Administrations avaient souligné que l'adoption de l'une ou l'autre des propositions du CE se traduit, dans les échelons de distance dépassant 1000 milles marins, par une forte réduction des quotes-parts maritimes par rapport à celles fixées par le Congrès de Rio de Janeiro. De ce fait, ces Administrations se voient obligées de faire une réserve au Protocole final afin de pouvoir majorer de 50% au maximum, les quotes-parts maritimes prévues aux articles 49 et 50, en cas d'augmentation des frais dans les compagnies d'armement.

Quotes-parts
maritimes,
article 49

Proposition 5506.2

Cette proposition vise, d'une part, à obliger l'expéditeur à joindre aux documents prévus au paragraphe 1, tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier et, d'autre part, à placer le paragraphe 4 immédiatement après le paragraphe 1. De l'avis de nombreuses délégations, les expéditeurs ne savent généralement pas quels sont les documents qui doivent être joints aux envois. En outre, rendre obligatoire la fourniture de ces documents, risquerait d'alourdir les formalités à observer par la poste qui doit se limiter à attirer l'attention de l'expéditeur sur la nécessité de joindre à son envoi tout document permettant de faciliter le dédouanement. La proposition 5506.1 qui a été adoptée semble suffisamment répondre à la demande des services douaniers.

A la suite de ces considérations, la proposition 5506.2 est retirée par son auteur.

Formalités
à remplir
par l'expéditeur,
article 106

Proposition 5506.3

Tout en maintenant l'article 31, paragraphe 5, qui donne à l'expéditeur la possibilité de demander que son envoi ne soit pas réexpédié, le Congrès de Rio de Janeiro a supprimé la case prévue à cet effet sur la formule CP 2, afin d'éviter toute confusion dans le pays de destination de l'envoi. La proposition 5506.3 tend à combler cette lacune plutôt que de supprimer l'article 31, paragraphe 5. Certaines délégations se sont prononcées contre une telle proposition qu'elles ne jugent pas nécessaire. D'autres, par contre, appuient cette proposition, estimant que la disposition prévue à l'article 31, paragraphe 5, a été maintenue pour permettre à l'expéditeur d'empêcher la réexpédition de son envoi et que la proposition donne au bureau de destination le moyen de respecter cette volonté de l'expéditeur.

Mise au vote, la proposition 5506.3 est adoptée par 72 voix pour, 2 contre et 14 abstentions.

Proposition 5507.1

Cette proposition vise à ce que le bureau d'origine indique le poids du colis non seulement sur le bulletin d'expédition CP 2, mais aussi sur le colis. Les délégations qui ont appuyé cette proposition ont insisté sur le fait que cette indication du poids sur le colis devrait simplifier le travail des services des réclamations et permettre de vérifier rapidement s'il n'y a pas de diminution du poids du colis.

Cet avis n'est pas partagé par les délégations opposées à la proposition qui estiment que l'indication du poids sur le colis serait source de contestation lors de la distribution et n'offre pas d'avantages évidents. Cela étant et après accord de l'auteur de la proposition, la Commission a décidé de procéder à un vote sur le texte de la proposition 5507.1 complété par un amendement visant à maintenir le paragraphe 1, lettre a), actuel et à créer l'alinéa abis) ci-après:

"abis) sur le colis, à côté de la suscription, le poids du colis en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de gramme étant arrondie à la centaine supérieure;"

Le vote a donné les résultats suivants: oui 54, non 27, abstentions 10.

La proposition 5507.1 ainsi amendée est adoptée.

Formalités
à remplir
par le bureau
d'origine,
article 107

Propositions
corrélatives
à la proposition
5507.1

Les propositions 5508.1, 5907.1 et 5908.2 sont retirées par leur auteur.

Autres catégories
de colis,
article 110

Propositions 5510.2 et 5510.4

Cette proposition vise à aligner le texte de l'article 110, paragraphe 10, lettre b), sur celui de l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. L'amendement figurant dans la proposition 5510.4 complète ce texte en y incluant la référence à la Convention, également quant aux conditions de l'établissement de la formule.

L'auteur de la proposition 5510.2 ayant accepté cet amendement, *la proposition 5510.4 est adoptée sans discussion; la proposition 5510.2 devient sans objet.*

La séance a été levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Septième séance

Lundi 9 juillet 1984, 9 h 35

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Le Kuwait, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et Chypre sont représentés respectivement par le Liban, la République populaire de Hongrie, l'URSS et la Grèce.

Procurations

Propositions 5514.1 et 5514.2

La proposition 5514.1 tient compte du fait qu'actuellement un seul taux est appliqué pour le courrier LC/AO/CP et suggère que les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les liaisons aériennes qu'elles utilisent pour transporter leurs correspondances-avion ou, à défaut de liaison aérienne, qu'elles expédient lesdits colis par la voie de surface ordinairement utilisée pour leurs colis de surface. L'amendement contenu dans la proposition 5514.2 limite la portée de la proposition précédente aux seules dépêches closes en transit excluant ainsi les colis en transit à découvert.

Examen
des propositions
(suite)

Acheminement
et dédouanement
des colis-avion,
article 114

La proposition 5514.1 est appuyée par de nombreuses délégations qui considèrent que la disposition qu'elle prévoit permettrait l'acheminement rapide de tous les colis dans le sens de faire face à la concurrence. Les délégations qui préfèrent la proposition 5514.2 estiment que la disposition ne doit concerner que les dépêches closes et qu'il ne convient pas d'obliger les Administrations à créer spécialement des dépêches de colis-avion alors qu'elles ne participent pas à un tel service.

La proposition 5514.1 étant la plus radicale, elle a été mise au vote qui a donné les résultats suivants: 78 pour, 4 contre et 17 abstentions.

La proposition 5514.1 est adoptée, la proposition 5514.2 devenant sans objet.

Proposition 5515.91

L'examen de cette proposition est différé en attendant la décision de la Commission 6 (Poste aérienne) au sujet de la proposition 4000.7.

Colis de surface
transportés par
la voie aérienne,
article 115bis

Proposition 5519.2

Adoptée sans objection.

Etablissement
simplifié
des feuilles
de route
CP 11 et CP 20,
article 119

Propositions 5520.3/Rev 1, 5924.91/Rev 1

L'examen de ces propositions est différé en attendant la décision de la Commission 6 au sujet des propositions 4000.7, 4597.1, 4597.2 et 4908.91.

Transmission
en dépêches
closes,
article 120

Proposition 5520.4

Adoptée sans objection.

Proposition 5520.5

Adoptée sans objection.

Propositions 5520.2 et 5520.6

Le but recherché par la proposition 5520.2 est la transmission de la feuille de route spéciale CP 12 au bureau d'échange désigné par les Administrations intéressées. La proposition 5520.6 est un amendement d'ordre rédactionnel qui préconise de remplacer "ces dernières" par "ces Administrations". Considérant que les expressions "ces dernières" et "ces Administrations" ne sont ni claires ni précises, l'auteur de la première proposition 5520.2 a amendé sa propre proposition dans le sens de substituer l'expression "les Administrations intermédiaires" à l'expression "ces dernières". Compte tenu de cet amendement, *la proposition 5520.6 est retirée par son auteur.*

La proposition 5520.2, amendée par son auteur, a fait l'objet d'une longue discussion au terme de laquelle il a été considéré que la désignation des bureaux d'échange, auxquels doivent être transmises les feuilles de route spéciales CP 12, pourrait créer certaines difficultés étant donné que les CP 12 doivent normalement accompagner les dépêches et que de nombreux pays disposent de plusieurs bureaux d'échange pour les colis postaux. En outre, le Recueil des colis postaux se trouverait alourdi par l'énumération de ces différents bureaux d'échange.

Eu égard à ces avis, la proposition 5520.2 est retirée par son auteur.

Proposition 5522.1

L'examen de cette proposition est différé en attendant la décision de la Commission 6 au sujet de la proposition 4000.7.

Propositions 5523.1, 5913.1, 5523.91 et 5523.92

Ces propositions résultent de l'étude entreprise par le CCEP dans le cadre de la résolution C 74 du Congrès de Rio de Janeiro relative à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations, notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14.

Bien que les dispositions actuelles donnent généralement satisfaction, le CCEP a jugé utile de les compléter et de les clarifier. Aussi, a-t-il proposé de scinder le texte de l'article 123 actuel, la proposition 5523.1 stipulant les dispositions relatives à la vérification des dépêches et la proposition 5523.91 celles concernant la constatation des irrégularités. La proposition 5913.1 modifie la formule CP 13 en fonction de la proposition 5523.1, tandis que la proposition 5523.92 amende la proposition 5523.91 dans le sens de préciser, pour chaque cas particulier, le nombre et le traitement des bulletins de vérification CP 13 qui doivent être établis.

Proposition 5523.1

Adoptée sans objection.

Proposition 5913.1

Adoptée sans objection.

Propositions 5523.91 et 5523.92

Le pays rapporteur de l'étude du CCEP ayant accepté l'amendement fait par la proposition 5523.92, celle-ci a été mise au vote.

La proposition 5523.92 est adoptée par 72 voix pour, 0 contre et 9 abstentions; la proposition 5523.91 devient ainsi sans objet.

Propositions 5526.1, 5526.2 et 5526.3

Pour les mêmes raisons que pour l'article 123, le CCEP a clarifié et complété les paragraphes 2 et 3 de l'article 126 où il a notamment précisé le nombre d'exemplaires du procès-verbal CP 14 qui doit être établi et leur utilisation. La proposition 5526.1 supprime, au paragraphe 2, la référence à l'article 125, paragraphe 1, qui demeure inchangé, tandis que les propositions 5526.2 et 5526.3 constituent des variantes établies l'une sur la base du texte de l'article 126 de Rio de Janeiro et l'autre sur la base du texte précisé et complété de la proposition 5526.1.

Etant donné la subdivision de l'article 123 par les propositions 5523.1 et 5523.92 déjà adoptées par la Commission, *la proposition 5526.2 est devenue sans objet.*

L'examen des deux variantes a montré que la proposition 5526.3, qui va plus loin dans le sens de la clarification souhaitée par le CCEP, est appuyée par de nombreuses délégations. Toutefois, compte tenu du soutien manifesté par certaines Administrations en faveur de la proposition 5526.1, la Commission s'est prononcée par vote.

La proposition 5526.3 est adoptée par 78 voix pour, 11 contre et 11 abstentions; la proposition 5526.1 devient sans objet.

Proposition 5530.1

Adoptée sans objection.

Réserve à la livraison de colis spoliés ou avariés, article 130

Proposition 5000.2

Cette proposition a pour but de recommander aux Administrations qui ne participent pas au service des avis de non-livraison d'accepter ceux-ci étant donné que la livraison peut avoir lieu, dans certains cas, si l'expéditeur est informé des motifs de non-livraison. Cette proposition est appuyée par certaines délégations qui considèrent qu'elle va dans le sens des mesures qui doivent être prises pour faire face à la concurrence. Toutefois, d'autres délégations sont d'avis que l'acceptation de l'avis de non-livraison entraîne un entreposage inutile et des frais de magasinage.

Mise au vote, la proposition 5000.2 est adoptée par 78 voix pour, 11 contre et 11 abstentions.

Avis de non-livraison, article 133

Proposition 5535.2

L'examen de cette proposition est différé en attendant la décision de la Commission 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération) au sujet de la proposition 3543.3.

Renvoi de colis à l'origine, article 135

Proposition 5540.1

Adoptée sans objection.

Traitement des réclamations, article 140

Proposition 5541.91

Adoptée sans objection.

Règlement en cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés, article 141bis

Proposition 5543.2

Retirée par son auteur.

Attribution et reprise de quotes-parts, taxes et droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition, article 143

Proposition 5546.2

Il s'agit, pour tenir compte de la dépréciation monétaire, de relever les montants au-dessus desquels il est établi un état CP 17 et le compte général CP 18. Ces montants sont prévus respectivement aux paragraphes 4 et 7 de l'article 146 du Règlement d'exécution de l'Arrangement.

Certaines des délégations qui s'opposent à cette proposition font valoir qu'une étude préalable du CE est nécessaire; d'autres, qui appuient cette proposition, sont plutôt d'avis que les frais de récupération de sommes aussi minimes seraient coûteux et qu'il ne convient pas d'alourdir la tâche du CE par une telle étude. Deux Administrations ont proposé de porter les montants prévus aux paragraphes 4 et 7, respectivement à 20 et 50 francs et à 15 et 40 francs. La proposition la plus radicale étant mise au vote, *la proposition 5546.2 est adoptée par 53 voix pour, 40 contre et 8 abstentions.*

Etablissement des comptes, article 146

Proposition 5546.3

Cette proposition vise à supprimer l'état des différences CP 17 jugé superflu compte tenu de la présence des formules CP 11, CP 12 et CP 20, qui confirment les modifications pouvant être apportées dans les comptes CP 16.

Les Administrations en faveur de cette proposition considèrent qu'elle simplifie le travail tandis que celles qui s'y opposent estiment nécessaire le maintien de la formule CP 17 comme l'avait proposé le Congrès — Doc 12 de Rio de Janeiro, mais également compte tenu de la proposition 5546.2 déjà adoptée par la Commission.

Mise au vote, la proposition 5546.3 est rejetée par 50 voix contre, 27 pour et 19 abstentions.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Huitième séance

Mercredi 11 juillet 1984, 9 h 35

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Au cours de ses séances précédentes, la Commission a différé un certain nombre de propositions liées à des propositions devant encore être traitées par d'autres Commissions. Cela étant, et compte tenu que la présente séance devait être la dernière, le Président a fait savoir à la Commission qu'il a soulevé cette question lors de la réunion du Bureau du Congrès qui s'est tenue ce jour. Ce dernier a donc décidé d'accorder à la Commission 7 une séance supplémentaire devant avoir lieu la semaine prochaine et dont la date et l'heure seront précisées ultérieurement.

Communications

La Guyane, qui prend part pour la première fois à la Commission, et l'Amérique (Etats-Unis) ont informé celle-ci de leur désir d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux qui sera adopté par le présent Congrès. Le Président les a félicités pour leur heureuse initiative.

Le Kuwait, l'Uruguay, le Luxembourg, le Cap-Vert, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la Guinée équatoriale et Chypre sont représentés respectivement par le Liban, l'Argentine, la Belgique, la République populaire d'Angola, la République populaire de Bulgarie, le Gabon et la Grèce.

Procurations

Le rapport de la 5e séance de la Commission (Congrès/C 7 – Rapp 5 et Corr 1) est approuvé sans observation.

Approbation
des rapports

Proposition 5546.5

Adoptée sans objection.

Examen
des propositions
(suite)

Propositions 5546.4, 5546.6 et 5546.1

L'examen de ces propositions est différé en attendant la décision de la Commission 4 (Poste aux lettres – Réglementation) au sujet des propositions 3574.5 et 2931.91.

Etablissement
des comptes,
article 146

Propositions 5548.1 et 5548.3

La proposition 5548.1 vise à fixer le délai d'acceptation des comptes CP 18 à trois ans afin de l'aligner sur celui des comptes particuliers C 20 et C 20bis fixé à l'article 179, paragraphe 9, de la Convention. L'amendement qui lui est associé limite ce délai à dix-huit mois.

Règlement
des comptes,
article 148

L'auteur de la proposition 5548.1 ayant accepté l'amendement prévu dans la proposition 5548.3, la discussion s'est limitée à cette dernière. Les délégations qui appuient cette proposition relèvent que le délai de dix-huit mois correspond à celui de la conservation des documents concernant les colis postaux. En outre, ils estiment qu'un délai supérieur risquerait d'entraîner des différences importantes en raison des fluctuations monétaires. De l'avis d'une délégation, certaines Administrations ne pourraient pas respecter ce délai, tandis qu'une autre délégation attire l'attention de la Commission sur la disposition du paragraphe 5 de l'article 146 selon laquelle les Administrations débitrices peuvent refuser d'accepter les comptes CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de dix-huit mois.

Mise au vote, la proposition 5548.3 est adoptée par 56 voix pour, 26 contre et 9 abstentions; la proposition 5548.1 devient sans objet.

Proposition 5548.2

L'examen de cette proposition est différé en attendant la décision de la Commission 4 au sujet de la proposition 3574.5.

Délai
de conservation
des documents,
article 150

Proposition 5550.1

L'examen de cette proposition est également différé en attendant la décision de la Commission 4 au sujet de la proposition 2507.1.

Colis,
Règlement,
formules

Formule CP 2bis

Proposition 5902.3

Adoptée sans discussion.

Formule CP 8

Proposition 5908.1

Le but de cette proposition est de permettre aux Administrations faisant usage d'un code à barres, d'avoir recours à une étiquette CP 8 portant ce code en vue, d'une part, d'un traitement automatique et rapide des colis et, d'autre part, de faciliter les recherches en cas de réclamations. Afin d'éviter toute ambiguïté, une délégation a proposé un amendement visant à compléter la phrase prévue par la remarque, de la manière suivante:

"Remarque — Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CP 8 portant lesdits codes *en plus des indications déjà prévues.*"

Cet amendement est accepté par l'auteur de la proposition. Toutefois, une autre délégation estime que la disposition visée par la proposition devrait figurer plutôt à l'article 107, paragraphe 1, lettre a). A ce sujet, il a été relevé que pour l'étiquette C 4 (étiquette pour les envois recommandés), qui fait l'objet d'une proposition similaire (2904.1), l'article 131, paragraphe 4, ne convient pas pour l'adjonction d'une remarque de ce genre et qu'en harmonie avec cette disposition il est proposé de mentionner cette remarque dans la partie "Formules". Bien qu'appuyant la proposition, une dernière délégation aurait souhaité que le CCEP étudie préalablement les avantages et les inconvénients des différents systèmes utilisés actuellement dans ce domaine. En effet, ce sujet d'étude figure dans le programme de travail du CCEP pour la période 1984—1989 (résolution 014 adoptée par la 15e séance plénière du 28 juin 1984).

Sur proposition du Président, il est convenu d'approuver la proposition 5908.1 amendée, en attendant le résultat de l'étude prochaine du CCEP.

La proposition 5908.1, amendée comme ci-dessus, est adoptée.

Formule CP 9

Proposition 5909.2

Adoptée sans objection.

Formule CP 11

Propositions 5911.1 et 5911.2

La proposition 5911.1 vise à permettre au bureau d'échange de destination d'effectuer un contrôle simple et rapide du nombre total des colis reçus, y compris celui des colis expédiés hors sacs. L'amendement, par la proposition 5911.2 qui lui est associée, suggère d'indiquer, sur la feuille de route, le nombre de colis compris dans la dépêche. Ce nombre doit être connu aux fins de contrôle, au départ et à l'arrivée, en vue de l'établissement éventuel de la feuille de route spéciale CP 12 et notamment des besoins de la statistique. *La proposition 5911.2 est adoptée sans objection, la proposition 5911.1 étant retirée.*

Formule CP 20

Propositions 5920.1 et 5920.2

Ces propositions concernent la feuille de route pour les colis-avion, qui a les mêmes caractéristiques que la feuille de route CP 11. La proposition 5911.2 étant adoptée, c'est la proposition correspondante qui est retenue.

La proposition 5920.2 est donc adoptée, la proposition 5920.1 étant retirée.

Proposition 5914.1

Formule CP 14

La proposition 5914.1 est la conséquence de la proposition 2934.91 qui a été considérée comme étant sans objet par la Commission 4 lors de sa 6e séance.

Cela étant, la proposition 5914.1 est devenue sans objet.

Propositions 5915.1 et 5915.2

Formules CP 15 et CP 15bis

Il s'agit de propositions visant à apporter des modifications d'ordre rédactionnel aux formules CP 15 et CP 15bis.

Les propositions 5915.1 et 5915.2 sont adoptées sans objection.

Proposition 5922.1

Formule CP 22

L'examen de cette proposition est différé en attendant la décision de la Commission 4 au sujet de la proposition 2931.91.

La proposition 4000.7 du CE préconise de grouper toutes les dispositions concernant le courrier de surface transporté par voie aérienne dans des titres nouveaux de la troisième partie de la Convention et de son Règlement d'exécution. La proposition 4000.7, amendée par la proposition 4000.9, a été adoptée par la Commission 6 (Poste aérienne) lors de sa huitième séance. Les propositions 5004.4, 5515.91, 5520.3/Rev 1, 5924.91/Rev 1 et 5522.1 visant les adaptations nécessaires à l'Arrangement concernant les colis postaux ont donc été examinées par la Commission 7, compte tenu de la décision de la Commission 6.

Propositions dont l'examen a été différé

Proposition 5004.4

Catégories de colis, article 4

Adoptée sans objection.

Proposition 5515.91

Colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.), article 115bis

Adoptée sans objection.

Proposition 5520.3/Rev 1

Transmission en dépêches closes, article 120

Adoptée sans objection.

Proposition 5522.1

Remise des dépêches, article 122

Adoptée sans objection.

Proposition 5924.91/Rev 1

Formule CP 24

Adoptée sans objection.

Proposition 5506.2

Reprise d'une proposition retirée

Cette proposition qui vise l'obligation pour l'expéditeur de joindre aux documents prévus à l'article 106, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement "tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier..." a été retirée par son auteur lors de la sixième séance de la Commission. Se fondant sur l'article 16, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, la délégation de l'Espagne a repris pour son compte ladite proposition en faisant valoir notamment que l'intérêt des Administrations est conforme au principe énoncé dans cette proposition. Elle considère, en outre, que les arguments évoqués au cours de la sixième séance de la Commission quant à la vérification et à la surveillance que ladite proposition imposerait aux Administrations, ne sont pas fondés. Il s'agit, en l'occurrence, d'une clause de sauvegarde pour les Administrations contre un recours

éventuel de l'expéditeur. Les délégations qui abondent dans le sens de la délégation espagnole ont repris les arguments qu'elles avaient antérieurement développés, invoquant en outre la non-responsabilité des Administrations prévue à l'article 40, paragraphe 3, de l'Arrangement.

Les délégations opposées à la proposition 5506.2 ont maintenu les avis précédemment exprimés à savoir, d'une part, que la proposition va au-delà du souhait de la douane qui a seulement demandé à la poste d'inviter l'expéditeur à joindre à son envoi tout document nécessaire au dédouanement et que, d'autre part, une telle exigence de la part de la poste risquerait de la défavoriser face à la concurrence.

D'autres délégations, enfin, ont indiqué que l'obligation visée ne doit pas concerner les colis cadeaux mais uniquement les colis commerciaux. A cet égard, un amendement visant à ajouter au début de la dernière phrase du paragraphe 2, les mots "En ce qui concerne les colis commerciaux..." a été présenté. Considérant qu'il ne convient pas d'établir une différence entre colis cadeaux et colis commerciaux, l'Espagne n'a pas accepté cet amendement qui, à son avis, va à l'encontre du but recherché par la proposition 5506.2 étant donné que la douane exige les documents dont il s'agit pour les colis cadeaux à partir d'une certaine valeur. Compte tenu de cette situation, la Commission a décidé de voter d'abord sur la proposition 5506.2 qui va plus loin que l'amendement suggéré.

La proposition 5506.2 est rejetée par 75 voix contre 18 pour et 5 abstentions.

L'amendement à ladite proposition est également rejeté par 71 voix contre, 10 pour et 16 abstentions.

La séance est levée à 12 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

L'Adjoint,
A. BRIX

Neuvième séance

Mercredi 18 juillet 1984, 9 h 30

Présidence de M. M. RAJASINGHAM, Président

Les rapports des 6e, 7e et 8e séances (Congrès/C 7 – Rapp 6 et Corr 1, Rapp 7, Rapp 8 et Corr 1) sont approuvés sans observation.	Adoption des rapports
Le Kuwait, la République socialiste soviétique de Biélorussie, Belize, le Liechtenstein, Sao Tomé-et-Principe, le Mozambique, la Guinée-Bissau, Sainte-Lucie, le Cap-Vert, Chypre, la Malaisie sont représentés respectivement par la Jordanie, la République socialiste de Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne, la Suisse, le Brésil, la République populaire du Congo, le Portugal, le Canada, l'Angola, la Grèce et le Sri Lanka.	Procurations
Les propositions ci-après concernant les articles Obis, I, III, IIIBis, IV, VIBis, VIIbis, IX et Xbis du Protocole final sont adoptées sans discussion.	Examen des propositions (suite)
5300.91, 5300.92, 5300.93, 5300.94, 5300.95, 5300.96, 5300.97, 5300.98, 5300.99, 5300.100, 5300.101, 5300.102, 5300.103, 5300.104, 5300.105, 5300.106, 5300.107, 5300.108, 5300.109, 5300.110, 5300.111, 5300.112, 5300.113, 5300.114, 5300.115, 5300.116, 5300.117, 5300.118, 5300.119, 5300.120, 5300.121, 5300.122, 5300.123, 5300.124, 5300.125, 5300.126, 5300.127, 5300.128, 5300.129, 5300.130, 5300.131, 5300.132, 5300.133, 5300.134, 5300.135, 5300.136, 5300.137, 5300.138, 5300.139, 5300.140, 5300.141, 5300.142, 5300.143.	Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles, article Obis
5301.20, 5301.21, 5301.22, 5301.23, 5301.24, 5301.25, 5301.26, 5301.27, 5301.28, 5301.29, 5301.30, 5301.31, 5301.32, 5301.33, 5301.34/Rev 1, 5301.35.	Quotes-parts territoriales de transit, article I
5303.8, 5303.9, 5303.10, 5303.11, 5303.12, 5303.13, 5303.14, 5303.15, 5303.16, 5303.17, 5303.18.	Quotes-parts maritimes, article III
5303.91.	Etablissement des quotes-parts moyennes, article IIIBis
5304.3, 5304.4.	Quotes-parts supplémentaires, article IV
5306.91/Rev 2, 5306.92.	Traitement des colis admis à tort, article VIBis

Interdiction,
article VIIbis 5307.91.

Dédommagement,
article IX 5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.4, 5309.5.

Avis
de réception,
article Xbis 5310.91.

Conditions
d'approbation
des propositions
concernant
le présent
Arrangement et
son Règlement
d'exécution,
article 58 Proposition 5058.1
Les propositions 1022.1 et 1502.1 ayant été renvoyées au CE pour étude par la Commission 3 (Affaires
générales), *la proposition 5058.1 qui en est la conséquence devient sans objet.*

Traitement
des colis
acceptés
à tort,
article 21 Propositions 5021.3 et 5021.4
La proposition 2036.5 ayant été considérée comme sans objet par la Commission 4 (Poste aux lettres –
Réglementation), *la proposition 5021.3 qui en est la conséquence devient aussi sans objet.*
La proposition 5021.4 qui constitue un amendement à la proposition 5021.3 reprend les éléments de cette
dernière mais de façon plus approfondie pour fournir davantage de renseignements à la disposition des
Administrations. Elle s'aligne ainsi sur le texte de la proposition 2036.6 adoptée par la Commission 4, à la
place de la proposition 2036.5.
La proposition 5021.4 est adoptée sans objection.

Réclamations,
article 38 Proposition 5038.1
La proposition 3042.1 ayant été retirée par son auteur à la 5e séance de la Commission 4, *la proposition
5038.1 qui lui est associée devient sans objet.*

Principe et
étendue de la
responsabilité des
Administrations
postales,
article 39 Proposition 5039.4
La proposition 2051.1 ayant été rejetée par la Commission 4 lors de sa 6e séance, *la proposition 5039.4 qui
lui est associée devient sans objet.*

Paiement
de l'indemnité,
article 43 Proposition 5043.1
La proposition 2057.2 ayant été retirée par son auteur lors de la 7e séance de la Commission 4, *la propo-
sition 5043.1 qui lui est associée devient sans objet.*

Renvoi des colis
à l'origine,
article 135 Proposition 5535.2
La Commission 4 ayant adopté la proposition 3543.3, *la proposition 5535.2 qui lui est associée est adoptée
sans objection.*

Etablissement
des comptes,
article 146 Propositions 5546.1, 5546.4, 5546.6
Les propositions 2931.91 et 3574.5 ayant été retirées par leurs auteurs, *les propositions 5546.1, 5546.4
et 5546.6 qui en sont les conséquences deviennent sans objet.*

Proposition 5548.2

La proposition 3574.5 ayant été retirée par son auteur, *la proposition 5548.2 qui en est la conséquence devient sans objet.*

Règlement
des comptes,
article 148

Proposition 5550.1

La Commission 4 ayant adopté la proposition 2507.1 lors de sa 7^e séance, *la proposition 5550.1 qui lui est associée est adoptée sans objection.*

Délai
de conservation
des documents,
article 150

Proposition 5922.1

La proposition 2931.91 ayant été retirée par son auteur lors de la 8^e séance de la Commission 4, *la proposition 5922.1 qui en est la conséquence devient sans objet.*

Formule CP 22

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a exprimé ses remerciements à tous les membres de la Commission pour la collaboration et la compréhension qu'ils n'ont cessé de manifester tout au long des travaux. Grâce à cet esprit de coopération, la tâche qui lui a été confiée a été largement facilitée et les travaux de la Commission, qui se sont déroulés de façon harmonieuse, ont pu se terminer dans les délais prévus. Il a également adressé ses remerciements au Secrétariat de la République fédérale d'Allemagne, au Secrétariat du Bureau international et en particulier à M. Noma, dont il a souligné le dévouement et l'efficacité, aux interprètes et à tous ceux qui ont contribué à la réussite des travaux de la Commission.

Allocutions

(Applaudissements.)

Au nom de tous les délégués, M. Mouzin, de la délégation française, a remercié le Président en ces termes: "Je souhaite, à la fin des travaux de notre Commission, venir au nom de l'ensemble de mes collègues, vous remercier et, si je puis me le permettre, vous féliciter pour la manière dont vous avez dirigé nos travaux.

Nous avons en effet terminé dans le temps qui nous était imparti, sans hâte excessive et avec le sentiment d'avoir, pour chacune des questions que nous avions à étudier, pu disposer du temps nécessaire à un examen sérieux. Nous avons ainsi pu procéder à des échanges de vues où, si nos manières de voir ont pu être parfois divergentes, elles ont toujours été présentées dans un sens constructif, dans la plus grande courtoisie et en apportant chacun nos arguments pendant que vous dirigiez nos débats avec une autorité bienveillante et une compétence très sûre.

Je reviendrai, si vous le voulez bien, sur ces différents qualificatifs que je viens d'utiliser car ils sont sans doute l'expression de vos qualités personnelles concrétisées par:

- votre souhait permanent de construire, avec sérieux, à l'image de la carrière que vous avez parcourue avec une solide continuité, du grade de "cadet assistant controller" en 1956, à celui de Directeur général des postes de votre pays en 1976;
- votre constante courtoisie qui est un reflet de votre patrie mais dont vous possédez l'essence même car elle se manifeste dans toutes les réunions auxquelles vous participez ou que vous animez personnellement;
- votre autorité bienveillante en est une autre caractéristique, et sans doute s'agit-il là d'une constante, car votre goût des relations humaines se manifeste aussi dans vos participations à des travaux divers dans le domaine postal tant dans votre pays que dans l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, dans la Conférence des pays du Commonwealth dont vous êtes le "coordinator". Mais elle se manifeste aussi hors du domaine postal avec des activités variées dans le domaine du journalisme et du mouvement coopératif.

Du reste, votre goût des relations humaines s'agrémenté aussi d'un don d'expression poétique puisque, aussi bien, vous avez acquis une solide réputation de conteur et je crois savoir que le titre de "Tusitala" vous a été reconnu en raison de ce talent.

J'en reviendrai maintenant à mon dernier qualificatif de compétence, qui est sans doute trop bref pour retracer l'ensemble des connaissances et des activités qui sont les vôtres dans les différents domaines de la vie postale, où je retiendrai seulement des faits parmi les plus notoires, à savoir votre expérience dans la gestion moderne des services, dans le management d'une grande Administration postale et enfin dans l'animation du secteur particulier de la caisse d'épargne.

Vous vous êtes acquis une réputation de dirigeant au plein sens du terme et également de défenseur face aux attaques de la concurrence puisque vous avez gagné un procès qui fait référence en matière de défense du monopole postal, où d'ailleurs le juge avait, je crois, votre patronyme, ce qui prouve, si besoin en était, que le nom même de Rajasingham est un solide rempart pour la poste.

Puis-je maintenant personnaliser un peu plus cette communication faite au nom de mes collègues en insistant sur l'ensemble de vos qualités d'honnête homme au sens familial et social du terme, père de famille à la réputation exemplaire, membre estimé du Rotary Club, éminent manager de la Conférence du Commonwealth, votre prédilection pour les lettres marquée par le diplôme obtenu dans votre jeunesse ne pouvait, si vous me permettez ce mauvais jeu de mots en français, que se concrétiser dans tous les domaines de la lettre, tant dans l'écrit dont vous êtes souvent l'auteur, que dans le message concret où vous apportez tous vos efforts pour favoriser la circulation nationale et internationale de la lettre.

Avec la fin de cette Commission, ainsi que vous l'avez fait noter, se clôt une étape particulièrement estimable de votre carrière aux affaires internationales et en particulier dans les organes de l'Union. Nous quitterons cette séance avec le sentiment de nous éloigner d'un ami mais, tous, nous garderons l'espoir que les circonstances de notre vie professionnelle ou familiale nous accorderont le plaisir de retrouver l'amicale poignée de main qui, avec votre courtoisie naturelle, accompagne toujours votre rencontre.

C'est sur cet espoir que nous vous souhaitons une heureuse continuation de votre carrière professionnelle et de votre vie familiale et que nous formons des vœux pour que s'effacent rapidement certaines déceptions que vous avez pu éprouver. Nous nous séparons donc, Monsieur le Président, en vous adressant un très déférent, mais très cordial "au revoir M. Rajasingham".

(Applaudissements.)

Le Canada s'est associé sans réserve aux paroles prononcées par M. Mouzin, de la délégation française, et a félicité le Président tout en espérant que son pays, lorsqu'il sera partie prochainement à l'Arrangement concernant les colis postaux, apportera sa contribution constructive aux travaux de cette Commission extrêmement intéressante.

Répondant à ces allocutions, le Président remercie encore une fois tous les membres de la Commission et se déclare heureux d'avoir apporté sa modeste contribution au service postal, auquel il a consacré toute sa carrière. Dans les limites de son autorité, il a toujours combattu comme un soldat sur le champ de bataille pour relever et améliorer le niveau du service postal afin que ce dernier demeure parmi les plus distingués. A ce titre, l'UPU peut compter sur la coopération de la Malaisie.

Approbation
des rapports

Conformément à l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, le rapport de la dernière séance de la Commission sera approuvé par le Président de la Commission.

La séance est levée à 10 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Le Secrétaire,
H. NOMA

Le Secrétaire adjoint,
S. FALL

Rapports de la Commission 8

Première séance

Vendredi 22 juin 1984, 9 h 30

Présidence de Mme O. ILIĆ, Président

Le Président souhaite la bienvenue aux délégués et se déclare extrêmement reconnaissant de l'honneur qui a été fait à la Yougoslavie et à l'Administration de son pays par sa nomination à la présidence de la Commission 8.

Ouverture
de la séance

Après avoir assuré l'assemblée de son dévouement et fait appel à l'esprit de compréhension et de collaboration de tous les délégués pour la bonne marche des travaux, il se félicite d'avoir à ses côtés les délégués de l'Egypte, de l'Indonésie et des Pays-Bas en qualité de Vice-Présidents.

M. E.M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international, assume les fonctions de coordonnateur selon le Congrès — Doc 55; Mlle J.M. Milne, Conseiller, et M. A. Gueorguievski, Premier Secrétaire au Bureau international, sont désignés respectivement Secrétaire et Secrétaire adjoint de la Commission.

Secrétariat

Après avoir informé la Commission que le Liechtenstein, le Luxembourg et Saint-Marin sont représentés par les délégations de la Suisse, des Pays-Bas et de l'Italie respectivement, le Président, constatant que le quorum est atteint, déclare que la Commission peut valablement délibérer.

Procurations
et quorum

L'ordre du jour (Congrès — Doc 42) étant adopté sans modification, la Commission accepte, sur la demande du représentant de l'UIT, d'examiner les propositions d'intérêt commun pour l'UPU et l'UIT figurant sous le point 8 (télégrammes-mandats et télégrammes-virements), immédiatement après le point 5.

Ordre du jour

La Commission prend note de la liste des Pays-membres de la Commission 8 (Congrès — Doc 45).

Liste
des Pays-membres
de la Commission

L'examen du Congrès — Doc 48 ne donne lieu à aucune remarque. Les propositions énumérées sous le groupe a) de ce document, notamment 6002.2 R, 6039.1 R, 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R, sont transférées à la Commission de rédaction.

Propositions
d'ordre
rédactionnel

La Commission examine et approuve sans discussion les propositions d'ordre technique suivantes énumérées sous le point 5 de l'ordre du jour et relatives notamment aux formules:

Propositions
d'ordre
technique

- de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

<u>6901.1, 6901.3</u>	MP 1
<u>6903.1</u>	MP 3

<u>6904.1</u>	MP 4
<u>6912.3</u>	MP 12
<u>6913.1</u>	MP 13
<u>6913.3</u>	MP 13
<u>6914.1</u>	MP 14
<u>6916.1</u>	MP 16
<u>6916.3</u>	MP 16
— de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:	
<u>8903.2</u>	R 3
<u>8904.2</u>	R 4
<u>8906.2</u>	R 6
<u>8907.2</u>	R 7
<u>8908.2</u>	R 8
<u>8909.2</u>	R 9
<u>8910.2</u>	R 10

En outre, en approuvant la proposition 6901.3 et les propositions corrélatives susmentionnées des Pays-Bas concernant l'indication du montant du mandat en toutes lettres, la Commission décide de laisser à la Commission 10 le soin d'adapter les formules AP 5, AP 5bis, AP 6 et AP 6bis de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

Télégrammes-
mandats et
télégrammes-
virements

Mandats,
Règlement,
articles 130
et 143

Chèques,
Règlement,
article 118

Propositions 6530.4, 6543.3 et 7518.3

Ces propositions concrétisent le désir du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de remplacer (dans la partie "Adresse") les indications de service télégraphique "MANDAT" et "VIREMENT" par une seule indication de service télégraphique, dans le cadre de la rationalisation du service des télégrammes. Informé de cette proposition, le Conseil exécutif a décidé, à sa session 1984, de consulter les Administrations sur la possibilité d'utiliser à cet effet l'indication de service "FINPOST". Une très forte majorité s'est dégagée en faveur de cette indication. Pour sa part, le CCITT, tout en exprimant sa satisfaction pour ce résultat, a exprimé sa préférence pour le terme "POSTFIN", qui serait plus conforme aux termes déjà retenus pour les adresses télégraphiques postales (Postgen, Postbur et Postex).

Lors de l'examen de ces propositions par la Commission, certaines Administrations se prononcent également en faveur du terme "POSTFIN". D'autres font savoir qu'elles désirent consulter leurs services avant de prendre position. En conséquence, *la décision à prendre concernant le terme à utiliser est renvoyée à une prochaine réunion de la Commission 8.*

L'Observateur de l'UIT prend note que l'UPU a approuvé le principe d'une seule indication de service télégraphique et attend sa décision sur le terme à utiliser.

D'après les propositions 6530.4, 6543.3 et 7518.3, le terme "FINPOST" (ou "POSTFIN") figurerait dans la partie "Adresse" du télégramme et le terme "MANDAT" ou "VIREMENT" à la première ligne de la partie "Texte". La Suisse propose, pour plus de clarté, de transférer l'élément "Numéro postal d'émission" qui figure actuellement dans la partie "Adresse" à la partie "Texte", immédiatement après "MANDAT" ou "VIREMENT". *Cette modification est approuvée par la Commission.*

Compte tenu de cet amendement, les propositions 6530.4, 6543.3 et 7518.3 sont adoptées sous réserve de la décision à prendre sur l'indication de service télégraphique ("FINPOST" ou "POSTFIN").

Propositions 6500.2 et 7500.3

Ces résolutions ont essentiellement pour but de prévoir l'utilisation par les Administrations postales de la nouvelle indication de service télégraphique dès la mise en application de la nouvelle réglementation du CCITT si celle-ci intervient à une date autre que celle fixée pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hambourg.

Sous réserve de la décision à prendre sur la nouvelle indication de service ("FINPOST" ou "POSTFIN"), *les propositions 6500.2 et 7500.3 sont également adoptées.*

Propositions 6530.1, 6543.1 et 7518.1

Il s'agit d'aligner les dispositions postales concernant l'ordre des indications de service télégraphiques (URGENT ou LT) sur la réglementation du CCITT actuellement en vigueur.

Les propositions 6530.1, 6543.1 et 7518.1, qui devront tenir compte du réaménagement du libellé des télégrammes apporté par les propositions 6530.4, 6543.3 et 7518.3, sont adoptées.

Proposition 6530.2

La proposition 6530.2, qui vise à supprimer l'indication en toutes lettres du montant du mandat télégraphique, est adoptée.

Proposition 7518.2

Il s'agit de supprimer l'indication en toutes lettres de la somme à créditer lorsque le montant à virer est compris dans un code télex secret. *La proposition 7518.2 est adoptée.*

Proposition 6530.3

Il est surtout question, dans cette proposition, de distinguer les noms féminins des noms masculins afin d'éviter des erreurs de paiement. A cet effet, il est prévu, au paragraphe 2, d'ajouter des exemples de noms féminins et de préciser, au paragraphe 6, que le nom patronymique du bénéficiaire doit être précédé, dans tous les cas, par "Monsieur", "Madame" ou "Mademoiselle". Dans les trois cas cependant, il est proposé d'utiliser les termes abrégés ("M", "Mme" et "Mlle") en vue de réaliser des économies. A ce propos, l'Observateur de l'UIT informe la Commission que le développement des noms peut augmenter le coût, car la taxation se fait par groupes de 10 lettres.

Au cours d'un long débat, plusieurs délégations appuient le but recherché par le Japon dans sa proposition 6530.3. Toutefois, un nombre important d'orateurs émet des doutes concernant l'opportunité d'utiliser les abréviations "M", "Mme" et "Mlle", estimant que la sécurité prime l'élément "prix".

Mis aux voix, l'emploi des abréviations, tel qu'il est prévu au paragraphe 6 de la proposition 6530.3, est rejeté par 31 voix contre 13, avec 12 abstentions. Par contre, un amendement présenté par le Gabon et tendant à prévoir que le nom patronymique du bénéficiaire doit être précédé par l'un des mots "Monsieur", "Madame" ou "Mademoiselle" est approuvé par 37 voix contre 3, avec 12 abstentions. Ainsi modifié, le paragraphe 6 de la proposition 6530.3 est adopté.

La Commission décide également, sur proposition de la France, d'aligner le paragraphe 2 sur le paragraphe 6 relatif au développement du nom ("Monsieur", etc.).

Le Maroc estime que le paragraphe 6 actuel trouverait mieux sa place après le paragraphe 2, auquel il est lié. Cette proposition est appuyée par plusieurs délégations. Il est également suggéré par Madagascar de rapprocher les paragraphes 4 et 7, qui visent le lieu de paiement.

Faute de temps, la Commission ne peut terminer son examen de la proposition 6530.3. Afin d'orienter ses membres, elle prie le Bureau international de présenter, pour sa prochaine session, un texte des paragraphes 2 à 7 de l'article 130, indiquant les changements qui ont déjà été approuvés.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. ILIĆ

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
A. GUEORGIEVSKI

Deuxième séance

Jeudi 28 juin 1984, 9 h 30

Présidence de Mme O. ILIĆ, Président

Procurations
et quorum

La Commission est informée que Chypre, le Liechtenstein, Saint-Marin et le Yémen (Rép. dém. pop.) sont représentés respectivement par les délégations de la Grèce, de la Suisse, de l'Italie et du Yémen (Rép. arabe). Le quorum étant atteint, le Président déclare que la Commission peut valablement délibérer.

Approbation
d'un rapport

Le projet du rapport de la première séance de la Commission est approuvé sans observation.

Télégrammes-
mandats et
télégrammes-
virements
(suite)

La Commission reprend la question de l'indication de service télégraphique à utiliser dans la partie "Adresse" des télégrammes-mandats et des télégrammes-virements (voir Congrès/C 8 — Rapp 1) et *se prononce, à l'unanimité, pour le terme "POSTFIN"*.

Cette abréviation remplace, par conséquent, le terme "FINPOST" figurant dans les propositions 6530.4, 6543.3, 7518.3, 6500.2 et 7500.3 déjà approuvées en principe lors de la première séance de la Commission.

Mandats,
Règlement,
articles 130
et 143**Proposition 6530.3 (suite)**

Lors de sa première séance, la Commission n'ayant pu terminer l'examen de cette proposition a chargé le Bureau international de présenter un texte des paragraphes 2 à 7 de l'article 130, indiquant les changements qui avaient déjà été approuvés (voir le Congrès — Doc 66).

Reprenant son examen de la proposition 6530.3, sur la base de ce texte, la Commission prend les décisions suivantes:

Paragraphe 2 actuel

La Commission estime inutile d'ajouter des exemples des noms féminins, étant donné que les explications nécessaires figureront immédiatement après dans le nouveau paragraphe 3 (ancien paragraphe 6).

Paragraphe 3 actuel

La Commission écarte l'idée de rendre obligatoire l'envoi d'un seul télégramme-mandat lorsque plusieurs mandats sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire. En effet, on estime qu'une telle mesure pourrait se heurter à la réglementation nationale de certains pays. De même, la Commission décide, par une forte majorité, de maintenir la façon actuelle d'indiquer le numéro d'émission.

En conséquence, le paragraphe 3 actuel de l'article 130 reste inchangé.

En conclusion, le réaménagement des paragraphes 2 à 7 de l'article 130, tel qu'il figure dans le Congrès — Doc 66, est approuvé.

Proposition 6543.2

Cette proposition vise à prévoir l'envoi obligatoire d'un avis d'émission lors de la transmission des mandats de versement télégraphique. Elle donne lieu à un débat prolongé sur l'opportunité de compléter le texte par un renvoi à l'article 131 concernant l'établissement des avis d'émission. L'auteur de la proposition doute de l'utilité d'un tel renvoi mais accepte un amendement de la Belgique tendant à ajouter, dans le texte de la proposition, après les termes "et d'avis d'émission", les termes "*conformes au modèle MP 3 ci-annexé*". Ainsi amendée, la proposition 6543.2 est adoptée par une majorité importante.

Proposition 6000.1

Le Président présente la proposition 6000.1 qui émane de l'étude effectuée par le Conseil exécutif à la suite de la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro et qui contient un certain nombre de recommandations à l'intention des Administrations en vue de la promotion des services financiers postaux, notamment celle du service des mandats.

Trois Administrations (la République fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse) font des déclarations à l'appui de cette recommandation en soulignant notamment ce qui suit:

- les bureaux de poste sont ouverts dans le monde entier; il importe d'utiliser et de rentabiliser cette infrastructure au maximum en multipliant le nombre de prestations financières offertes aux usagers;
- les pays qui assurent actuellement les services financiers postaux ne peuvent satisfaire pleinement leurs clients que dans la mesure où les autres pays ont introduit les services en question;
- faute de la possibilité de transférer des fonds par voie postale dans certaines relations, les clients vont s'adresser aux banques dont le réseau couvre le monde entier;
- il faut considérer le service des mandats de poste comme le point de départ des services financiers postaux en espérant d'instaurer d'autres services, notamment le service des chèques postaux à une étape ultérieure;
- à côté des solutions proposées dans la proposition 6000.1, il faut entreprendre des actions plus directes en intervenant auprès de l'échelon supérieur des dirigeants des pays dans lesquels les services sont peu développés, voire inexistantes. A cet effet, il convient d'attirer l'attention des dirigeants sur l'importance et l'urgence du problème chaque fois que l'occasion se présente (par exemple lorsque des hauts fonctionnaires du Bureau international rendent visite dans ces pays ou lors de séminaires ou d'autres rencontres).

Le Portugal est d'avis que la recommandation est trop orientée vers les mandats de poste et propose de lui donner une teneur plus générale. La Commission préfère cependant s'en tenir au texte élaboré par le Conseil exécutif qui lui semble assez complet.

En adoptant la proposition 6000.1, la Commission fait siens les avis exprimés par les trois orateurs (voir ci-devant) et charge son Président de faire, en séance plénière, si l'occasion se présente, une déclaration sur l'importance du développement des services financiers postaux.

Propositions 6000.2 et 6000.3

Le Président présente la proposition 6000.2 du Conseil exécutif qui prévoit une révision quant au fond des Arrangements concernant les services financiers (y compris l'Arrangement concernant les journaux et écrits périodiques) "en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales...". L'amendement 6000.3 présenté par le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, plus radical, vise une étude de l'utilité même des Arrangements, donc de la suppression éventuelle des Arrangements et des services qui auraient perdu leur raison d'être.

En commentant la proposition 6000.3, la Norvège fait observer, à titre d'exemple, que l'Arrangement concernant les abonnements est très peu usité à l'heure actuelle, le service étant assuré en général en vertu de l'article 19, paragraphe 6, de la Convention. Par ailleurs, l'étude 5 "Presse et trafic postal" figurant dans le Programme de travail du CCEP pour la période 1984 à 1989 (proposition 014) pourrait également avoir des incidences pour ce service et diminuer encore l'utilité de l'Arrangement en question.

La proposition 6000.3 (amendement) est adoptée sans opposition. La proposition 6000.2 devient ainsi sans objet.

Propositions 6006.1 et 6006.2

La proposition 6006.1, qui vise à relever de 30 à 50 francs le montant maximal de la taxe à percevoir à l'émission, est retirée par son auteur.

La proposition 6006.2 prévoit un nouveau montant maximal de 45 francs, ainsi qu'un relèvement des limites (minimale et maximale) de la taxe à percevoir par l'Administration intermédiaire, pour tenir compte de l'augmentation constante des prix de revient des services financiers.

La proposition 6006.2 est adoptée sans opposition.

Propositions 6028.1 et 6028.3

La proposition 6028.1 vise à remplacer le système actuel de rémunération de l'Administration de paiement par un pourcentage fixe (1,25%) du montant d'un mandat payé, cela pour faciliter les opérations de calcul.

Propositions
d'ordre général
concernant
les services
financiers
postaux

Aspects tarifaires
des services
financiers
postaux
Mandats,
Arrangement,
article 6

Article 28

Plusieurs Administrations s'opposent au nouveau système proposé et à la hausse considérable des rémunérations qui en découlerait. Si cette augmentation était reflétée dans les taxes, elle aurait des conséquences néfastes pour le service surtout dans l'état actuel de concurrence acharnée avec les banques.

L'Egypte, auteur de la proposition 6028.1, la retire.

La proposition 6028.3 tend à relever la rémunération de l'Administration de paiement en conformité avec le système actuel en précisant qu'il s'agit d'une rémunération *maximale*.

La Tunisie fait observer que l'introduction du terme "maximale" serait contraignante et s'opposerait à la conclusion des accords particuliers en application du paragraphe 3 de l'article 28.

Au vu de ces observations, la Suisse retire le mot "maximale".

Ainsi modifiée, la proposition 6028.3 est adoptée.

Proposition 6028.2

Cette proposition vise à augmenter de 15 à 25 francs le montant de la taxe perçue à l'émission à partir duquel l'Administration de paiement peut demander une rémunération supplémentaire.

La proposition 6028.2 est adoptée sans discussion.

Chèques,
Arrangement,
article 42bis

Proposition 7042.91

Il s'agit de créer un nouvel article en vue de donner à l'Administration d'origine la possibilité de percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

La proposition 7042.91 est acceptée sans opposition.

Remboursements,
Arrangement,
article 17

Proposition 8017.1

Il est question d'augmenter de 2 à 3 francs la rémunération de l'Administration du pays d'encaissement afin de couvrir les coûts d'exploitation.

La proposition 8017.1 est adoptée sans opposition.

Propositions
relatives à
l'Arrangement
concernant
les mandats
de poste et
les bons postaux
de voyage

Propositions 6002.1, 6013.1, 6029.1, 6501.1, 6528.91, 6546.3

Ces propositions, dont la proposition 6002.1 est la principale, ont pour but d'introduire un système qui permettrait le transfert des fonds par la poste entre les pays pratiquant les modes d'échange différents (mandats-cartes et mandats-listes).

Elles sont adoptées sans discussion.

Article 4

Propositions 6004.1 et 6004.2

Ces deux propositions identiques visent à relever le montant maximal d'un mandat de 5000 à 7000 francs.

Ces propositions sont adoptées sans discussion.

Arrangement,
article 9,
Règlement,
article 106,
et formule MP 12

Propositions 6009.1, 6506.1, 6912.2

Pour tenir compte des exigences de la mécanographie, il est suggéré, dans la proposition 6009.1, d'autoriser l'apport de communications destinées au bénéficiaire de mandats aussi bien sur une partie du recto de la formule MP 12, que sur le verso.

La Commission adopte sans discussion la proposition 6009.1 ainsi que les propositions corrélatives 6506.1 et 6912.2.

Proposition 6009.2

Il s'agit de donner aux bénéficiaires la possibilité de percevoir le montant de leurs mandats payables en main propre par l'intermédiaire de mandataires habilités à cet effet.

La proposition 6009.2 est adoptée sans discussion.

Propositions 6011.1, 6510.1, 6515.1, 6525.1, 6534.1

La proposition 6011.1 vise l'harmonisation de la procédure de réexpédition des mandats en prévoyant, dans tous les cas, l'émission de nouveaux titres, le montant du mandat initial étant réglé avec l'Administration l'ayant établi. Il est aussi proposé d'autoriser la réexpédition des mandats avec avis de paiement ou à remettre en main propre seulement à destination des pays qui assurent ces services.

La proposition 6011.1 ainsi que les propositions corrélatives 6510.1, 6515.1, 6525.1 et 6534.1 sont adoptées sans objections.

Arrangement,
article 11,
et Règlement,
articles 110,
115, 125 et 134

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. ILIĆ

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
A. GUEORGUEVSKI

Troisième séance

Mardi 3 juillet 1984, 15 heures

Présidence de Mme O. ILIĆ, Président

Procurations et quorum	Le Président informe la Commission que le Liechtenstein, le Luxembourg et l'Uruguay sont représentés respectivement par la Suisse, les Pays-Bas et l'Argentine. Le quorum étant atteint, la Commission passe aux débats.
Approbation d'un rapport	Le projet du rapport de la deuxième séance (Congrès/C 8 — Rapp 2) appelle une remarque de la part de la France, qui propose d'insérer dans le texte concernant la proposition 6009.2, après le terme "mandats", les mots "payables en main propre". <i>Ainsi complété, le projet du rapport est adopté.</i>
Propositions relatives à l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (suite)	Propositions <u>6504.1, 6901.91, 6912.91</u> Résultant des études effectuées au sein de la CEPT, la proposition 6504.1 vise à introduire, à côté des formules MP 1 et MP 12, les formules MP 1bis et MP 12bis mieux adaptées aux besoins du traitement informatisé et à la lecture optique. La Suède, auteur de cette proposition, précise que ces nouvelles formules peuvent également être utilisées dans un système manuel. De même, elles peuvent être munies d'une copie, si l'Administration d'expédition le désire. <i>La proposition 6504.1 et les propositions corrélatives 6901.91 et 6912.91 sont adoptées sans discussion.</i>
Règlement, article 104, et formules MP 1bis et MP 12bis	Proposition <u>6500.1</u> Pour éviter d'introduire dans les Actes des précisions nombreuses et détaillées, il est suggéré d'autoriser la Suède, pays auteur des propositions en question, à déposer au Bureau international les caractéristiques techniques des nouvelles formules MP 1bis et MP 12bis, par analogie avec ce qui est prévu pour les post-chèques. (Ainsi, le fond de sécurité annexé à la proposition 6901.91 (feuille rose) ne sera pas reproduit dans les Actes.) Il est également prévu que les pays participant à l'émission de ces formules désignent un porte-parole qui sera autorisé à communiquer au Bureau international toute modification aux caractéristiques ainsi déposées. <i>La proposition 6500.1 est adoptée sans objection.</i>
Règlement, article 146	Proposition <u>6546.2</u> Cette proposition, conséquence de la proposition 6504.1, vise la possibilité de récapituler les mandats MP 1bis et MP 12bis dans l'ordre des numéros de séquence ainsi que la possibilité de simplifier les décomptes sur la base des accords bilatéraux. <i>La proposition 6546.2 est adoptée sans discussion.</i>
Article 105	Proposition <u>6505.1</u> <u>Paragraphe 2</u> Le paragraphe 2 de la proposition 6505.1 comporte deux éléments, à savoir: — suppression de l'obligation d'indiquer les fractions d'unités monétaires dans la somme en lettres; — introduction de la possibilité d'écrire le montant en lettres, chiffre par chiffre, système très répandu dans les services bancaires.

La suppression de l'indication des fractions d'unités monétaires est adoptée sans objection. Par contre, plusieurs pays sont d'avis que l'introduction (facultative) de l'indication du montant chiffre par chiffre pourrait causer des difficultés pour les agents de guichet des pays de paiement lors de comparaison du montant en lettres et en chiffres (surtout dans le cas où les mandats sont établis manuellement), étant donné que la langue utilisée est celle prescrite par l'Administration d'émission.

Par ailleurs, la Commission estime que le terme "littéralement", proposé par la France, conviendrait mieux que le terme "globalement" pour désigner la présentation traditionnelle du montant en toutes lettres; le choix définitif du terme approprié est laissé à la Commission de rédaction.

Mise aux voix, cette partie (paragraphe 2) de la proposition 6505.1, modifiée selon la suggestion de la France, est adoptée par 27 voix contre 13 et 10 abstentions.

Paragraphe 4

Il s'agit de préciser que ni l'apposition de la signature de l'agent ni celle d'un indicatif chiffré n'est obligatoire. L'auteur de la proposition, la Suisse, présente un amendement en proposant d'insérer, après les mots "indicatif chiffré", les mots "pouvant la remplacer".

Un pays fait observer que le caractère facultatif de cette partie de proposition n'est pas mis en évidence.

A ce propos, la Suisse relève que l'apposition de la signature de l'agent est prévue sur les formules mais ne l'est pas expressément dans l'Arrangement.

La proposition 6505.1 est alors adoptée dans son ensemble sous réserve des modifications indiquées ci-devant.

Proposition 6511.3

Article 111

Cette proposition vise à préciser que la signature est exigée sur les mandats non établis selon un procédé mécanographique et à supprimer la mention concernant l'indicatif chiffré remplaçant la signature.

Constatant qu'il s'agit de la conséquence de l'adoption de la proposition 6505.1, *la Commission accepte la proposition 6511.3 sans opposition.*

Propositions 6901.2, 6912.1, 6913.2, 6916.2

Formules MP 1, MP 12, MP 13 et MP 16

Conséquence de la proposition 6505.1, cette série de propositions vise à supprimer dans les formules MP 1, MP 12, MP 13 et MP 16 la séparation entre les hachures réservées aux unités et aux fractions du montant. En prenant en considération la possibilité de continuer à inscrire dans les formules les fractions d'unité monétaire du montant, si l'Administration d'émission le désire, *la Commission approuve les propositions 6901.2, 6912.1, 6913.2 et 6916.2 par 34 voix pour, 3 contre et 12 abstentions.*

Proposition 6505.2

Règlement, article 105

Il s'agit de consacrer comme règle le remplacement de l'indication du montant en toutes lettres par l'indication fournie par un "protectographe", terme qui remplace les mots "une machine dite à protéger les chèques".

La proposition 6505.2 est adoptée sans discussion.

Proposition 6507.1

Article 107

Cette proposition, visant à augmenter de 200 à 300 francs la limite à partir de laquelle les mandats sont soumis à la recommandation d'office, est approuvée sans discussion.

Propositions 6507.91 et 6511.2

Articles 107bis et 111

La proposition 6507.91 prévoit la création d'un nouvel article 107bis "Mandats adressés "Poste restante" ou à des personnes séjournant dans des hôtels ou pensions". Le but recherché est de contrecarrer des actions frauduleuses en stipulant la recommandation d'office ou la transmission télégraphique.

La proposition 6507.91 ainsi que la proposition corrélative 6511.2 sont adoptées sans opposition.

Proposition 6511.1

Cette proposition vise à apporter des précisions concernant les irrégularités des mandats-cartes, notamment dans les dispositions figurant sous les lettres a), b), e) et h) de l'article 111 du Règlement d'exécution de l'Arrangement.

La Commission marque son accord avec les modifications concernant les lettres a), b) et h). La proposition relative à la lettre e) devient, en principe, sans objet, étant donné l'adoption de la proposition 6511.3. La Commission accepte, toutefois, de mettre au singulier le mot "signatures".
Ainsi modifiée, la proposition 6511.1 est adoptée.

Formule MP 14

Proposition 6914.2

Cette proposition, qui est la conséquence de la proposition 6511.1, est adoptée sans discussion.

Articles 122
et 128

Propositions 6522.1 et 6528.1

La proposition 6528.1 vise le renvoi au bureau d'échange des mandats-listes impayés par une liste MP 2 spéciale comme les mandats en franchise afin de faciliter la comptabilité.

La proposition 6528.1 ainsi que la proposition corrélatrice 6522.1 sont adoptées sans objection.

Article 146

Proposition 6546.1

Il est question de préciser que les différences dans les comptes, qu'il s'agisse de la récapitulation des titres ou du calcul des rémunérations, sont à reprendre dans le prochain compte mensuel ou, le cas échéant, à négliger.

La proposition 6546.1 est adoptée sans opposition.

Proposition 6546.4

Cette proposition vise (paragraphe 1) à simplifier l'établissement des comptes mensuels en suggérant de ne récapituler sur le compte que les mandats payés pendant le mois précédent.

Il est aussi proposé (paragraphe 2bis) d'individualiser les mandats payables en main propre soit par une mention marginale "MP", soit par une inscription sur des feuilles séparées.

Le paragraphe 1 de cette proposition ne soulève pas d'objection. En ce qui concerne la procédure d'individualisation des mandats payables en main propre, une délégation fait observer que la nouvelle disposition (paragraphe 2bis) va à l'encontre de la simplification recherchée du service des mandats de poste.

Mise aux voix, cette deuxième partie de la proposition est approuvée par 34 voix, contre 2 et 13 abstentions.
Cela étant, la proposition 6546.4 est adoptée dans sa totalité.

Article 149

Proposition 6549.1

Il est prévu, lorsque le total des versements effectués à titre d'acomptes est supérieur au montant dû à l'Administration correspondante pour la période considérée, de suivre les directives formulées pour la régularisation par l'Administration débitrice. *Elle est adoptée sans objection.*

Formules MP 1
et MP 12

Propositions 6901.4 et 6912.4

Ces deux propositions visent à augmenter les dimensions du cadre réservé aux endossements au verso des formules MP 1 et MP 12, en omettant les mots "Quittance du bénéficiaire".

Lors de leur examen, Madagascar, en appuyant en principe le but recherché par l'Italie, auteur des propositions, suggère de rétablir les mots "Quittance du bénéficiaire".

Cet amendement étant accepté par l'Italie, *la Commission approuve les propositions 6901.4 et 6912.4 ainsi amendées en laissant à la Commission de rédaction le soin de rétablir les mots "Quittance du bénéficiaire" au verso des formules en question.*

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. ILIĆ

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
A. GUEORGIEVSKI

Quatrième séance

Jeudi 5 juillet 1984, 15 heures

Présidence de Mme O. ILIĆ, Président

Le Président informe la Commission que Chypre, le Liechtenstein et le Luxembourg sont représentés respectivement par la Grèce, la Suisse et les Pays-Bas. Constatant que le quorum est atteint, il invite la Commission à passer aux débats.

Procurations
et quorum

Propositions 7500.1 et 7500.2

La proposition 7500.1 du Conseil exécutif est présentée par le Président en sa qualité de Président de la Commission 8 (Services financiers postaux) du dernier Conseil exécutif. Elle concerne l'adoption, à titre provisoire, des caractéristiques techniques des postchèques et de la carte de garantie postchèque utilisée par certaines Administrations européennes et déposées au Bureau international, ainsi que leur communication aux Administrations qui en font la demande.

Propositions
relatives à
l'Arrangement
concernant
les chèques
postaux

La proposition 7500.2 prévoit en plus une procédure pour la modification ultérieure de ces caractéristiques techniques. A cet effet, il est suggéré que les pays participant à l'émission des postchèques désignent un porte-parole qui sera autorisé à communiquer les modifications éventuelles au Bureau international. En même temps, le Conseil exécutif est chargé de suivre l'évolution du service des postchèques et, le cas échéant, de proposer l'adaptation de la procédure actuelle.

La proposition 7500.2 est adoptée; la proposition 7500.1 devient ainsi sans objet.

Proposition 7549.2

Cette proposition vise à apporter des modifications d'ordre rédactionnel (paragraphe 1 et 2) concernant l'établissement des postchèques et à mentionner dans un nouveau paragraphe 3bis certains éléments supplémentaires de protection, lesquels ne peuvent être reproduits sur le modèle VP 14.

Postchèques

Chèques,
Règlement,
article 149

La proposition 7549.2 est adoptée sans objection.

Proposition 7549.1

Il s'agit de préciser que les formules de postchèques du service intérieur éventuellement utilisées doivent satisfaire aux autres dispositions de l'article 149.

La proposition 7549.1 est adoptée sans discussion.

Proposition 7550.1

Cette proposition vise à accorder aux Administrations la possibilité de munir la carte de garantie postchèque d'une flèche indiquant le sens d'introduction dans les distributeurs automatiques. *Elle est adoptée sans discussion.*

Article 150

Proposition 7552.2

Cette proposition tend à prescrire la présentation d'une pièce d'identité lors de l'encaissement de trois postchèques ou plus à la fois, cela afin d'augmenter la sécurité des paiements.

Article 152

La proposition 7552.2 est adoptée sans opposition.

Article 153

Proposition 7553.2

Cette proposition a pour but de limiter à un mois au maximum le délai de renvoi des postchèques à l'Administration d'origine.

En présentant cette proposition, son auteur, les Pays-Bas, évoque plusieurs arguments en faveur de son adoption (faciliter la fourniture de nouveaux postchèques, détecter plus rapidement les cas de fraude, minimiser les incidences des fluctuations des taux de change).

Appuyée par certaines délégations, l'Italie fait remarquer que dans certains pays les règles de paiement relèvent de la comptabilité de l'Etat, ce qui empêcherait ces pays d'observer le délai proposé. De ce fait, l'Italie propose d'aligner le texte sur celui de l'article 146, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats et de le libeller comme suit:

"5bis. Les postchèques payés doivent être renvoyés à l'Administration d'origine aussi vite que possible mais au *plus tard avant la fin du* mois qui suit celui du paiement."

Sur le plan rédactionnel, le Maroc suggère de remplacer "Administration d'émission" par "Administration d'origine" afin d'harmoniser le texte avec le titre de l'article.

Les Pays-Bas acceptent ce dernier amendement mais s'opposent à la modification de l'Italie en insistant sur la nécessité de renvoyer les postchèques dans le délai le plus bref.

La proposition 7553.2, considérée plus radicale que l'amendement de l'Italie est mise aux voix en premier lieu. *Amendée par le Maroc, elle est adoptée par 22 voix contre 3 avec 8 abstentions. L'amendement de l'Italie devient ainsi sans objet.*

Arrangement,
article 53Proposition 7053.1

Il s'agit de donner aux Administrations qui ne publient plus des listes des titulaires des comptes la possibilité de s'entendre sur d'autres formes d'échange de ces informations (téléphone, télex, télétransmission). *La proposition 7053.1 est adoptée sans discussion.*

Règlement,
article 105Proposition 7505.1

Cette proposition vise, en alignant le texte sur le paragraphe 2 de l'article 105 du Règlement des mandats, à indiquer le nom de l'unité monétaire sur les avis de virement par son abréviation *usuelle* et à supprimer dans ce paragraphe la référence au Recueil des équivalents de l'UPU, cela afin de ne pas empêcher l'utilisation des abréviations de monnaies contenues notamment dans la norme ISO 4217 — 1978.

La Suède, auteur de la proposition, suggère de remplacer les mots "abréviation usuelle de nom de l'unité monétaire" par "l'abréviation usuelle *du* nom...".

Ainsi corrigée, la proposition 7505.1 est adoptée sans discussion.

Proposition 7505.2

Cette proposition, visant à autoriser chaque Administration à utiliser, sans restriction, pour les virements internationaux les formules de son service intérieur, *est approuvée sans discussion.*

Articles 106
et 108Propositions 7506.1, 7506.2 et 7508.1

La proposition 7506.1 tend à instituer comme règle la transmission quotidienne des listes de virements aux bureaux d'échange correspondants et à supprimer la faculté de grouper, sur une même liste, les virements de plusieurs jours. Cette même idée est reprise dans la proposition 7508.1 qui vise à regrouper dans un même article toutes les dispositions concernant la notification des virements. La proposition 7508.1 prévoit en plus l'utilisation des moyens électroniques pour la transmission des ordres de paiement. (La proposition 7506.2 concerne le transfert du paragraphe 2 de l'article 106 à l'article 108.)

Le principe de la transmission journalière des listes de virements est contesté par certaines Administrations qui l'estiment trop contraignant surtout pour les pays en développement. Les partisans de cette disposition insistent cependant sur la nécessité pour la poste d'éviter tout ralentissement des opérations afin de faire face à la concurrence.

Mise aux voix, la proposition 7506.1 est adoptée par 18 voix contre 12, avec 6 abstentions.

Au sujet de la proposition 7508.1, son auteur, les Pays-Bas, précise que l'on peut procéder aux échanges au moyen de disques, bandes magnétiques ou cassettes. Cela étant, il conviendrait d'ajouter les mots "*par exemple*" avant ("télétransmission des données").

L'emplacement des différents éléments du texte de la proposition 7508.1 fait l'objet de plusieurs suggestions. En conclusion, les orateurs s'entendent sur le texte suivant:

"Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis /.../ et expédiés une fois par jour ouvrable, éventuellement soumis à la recommandation, en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les Administrations peuvent également convenir d'utiliser les moyens électroniques (par exemple télétransmission de données)."

Ainsi amendée, la proposition 7508.1 est adoptée ainsi que la proposition 7506.2.

Propositions 7510.1 et 7514.1

Articles 110
et 114

Il s'agit de renoncer à l'envoi de la confirmation écrite VP 5 lorsque la demande d'annulation est transmise par télex ou par télétransmission et qu'un code secret a été convenu entre les Administrations concernées. *La proposition 7510.1 qui introduit cette faculté ainsi que la proposition corrélatrice 7514.1 sont adoptées sans discussion.*

Proposition 7560.1

Article 160

Le timbre en relief n'étant plus d'usage courant, il est proposé de frapper les attestations d'une empreinte du timbre à date.

Cette proposition est adoptée sans opposition.

Propositions 7913.1 et 7913.2

Formules VP 13
et VP 13bis

Ces propositions visent à augmenter les dimensions du cadre réservé aux endossements sur le verso des formules VP 13 et VP 13bis. En raison de l'adoption des propositions analogues 6901.4 et 6912.4 (voir Congrès/C 8 — Rapp 3), *elles sont adoptées sous réserve de rétablir les mots "Quittance du bénéficiaire".*

Proposition 8005.1

Propositions
relatives à
l'Arrangement
concernant
les envois contre
remboursement
Arrangement,
article 5

Cette proposition vise à laisser à l'Administration expéditrice plus de liberté quant au mode de l'envoi à l'expéditeur des montants de remboursements encaissés.

Elle est adoptée sans opposition.

Proposition 8503.1

Règlement,
article 103

Cette proposition, conséquence de la proposition 6505.1, qui a été adoptée lors de la troisième réunion de la Commission (voir Congrès/C 8 — Rapp 3) *est acceptée sans discussion.*

Propositions 8903.1, 8904.1, 8906.1, 8907.1, 8908.1, 8909.1, 8910.1

Formules

Ces propositions de modification des formules R 3, R 4, R 6, R 7, R 8, R 9 et R 10, conséquence de la proposition 6505.1, déjà adoptée, *sont acceptées sans opposition.*

Proposition 8511.1

Règlement,
article 111

Cette proposition vise à compléter le titre de l'article en y ajoutant les mots "Renvoi à l'origine" et à prescrire l'indication des motifs du renvoi sur les envois contre remboursement en application de l'article 143 du Règlement d'exécution de la Convention.

Elle est adoptée sans objection.

Proposition 8512.1

Article 112

Cette proposition prévoit la destruction de la formule de mandat de remboursement afférente à un envoi renvoyé à l'origine afin d'éviter tout risque de paiement à l'expéditeur.

Elle est adoptée sans opposition.

Propositions
relatives à
l'Arrangement
concernant
les abonnements
aux journaux
et écrits
périodiques

Propositions 11905.1, 11905.2, 11906.1 et 11906.2

Ces propositions de modification des formules AP 5, AP 5bis, AP 6 et AP 6bis, découlent de la proposition 6505.1 déjà approuvée. *Elles sont acceptées sans discussion.*

Propositions
liées aux
décisions prises
par d'autres
Commissions

Propositions 6051.1, 7056.1, 8019.1, 9024.1 et 11019.1

Ces propositions dépendent des propositions 1022.2 et 1502.10 qui n'ont pas été adoptées par la Commission 3 (voir le Congrès/C 3 — PV 3) *et deviennent ainsi sans objet.*

Approbation
des rapports

Conformément à l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, les rapports des deux dernières séances de la Commission seront approuvés par le Président de la Commission.

Clôture
des travaux

Après les mots de remerciement du Président et les félicitations adressées à ce dernier, la séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
O. ILIĆ

Le Secrétaire,
J.M. MILNE

Le Secrétaire adjoint,
A. GUEORGUEVSKI

Rapports de la Commission 9

Première séance

Vendredi 29 juin 1984

Présidence de M. M. AOUIJIL, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

La Commission 9 (Coopération technique) a tenu sa première séance, sous la présidence de M. Mimoun Aoujil, Directeur des postes et des services financiers du Maroc. Les fonctions de Vice-Présidents ont été confiées à M. L. Weekes, Postmaster General de Barbade, représenté par Mme Haynes A., Senior Administrative Officer, M. T.N. Ike, Directeur des services postaux du Nigéria, et M. M.S. Al Moadhadi, Directeur général de l'Administration des postes de Qatar.

Ouverture
des travaux

Dans son discours d'ouverture (voir annexe 1), le Président, après avoir exprimé sa gratitude pour la marque de confiance manifestée à l'égard de son pays et de lui-même, a fait un exposé sur la situation de la coopération internationale dans le contexte socio-économique actuel du monde en soulignant l'intérêt que les pays en développement accordent à l'autosuffisance collective et à la coopération régionale. Il a par ailleurs situé la poste et ses problèmes par rapport à cette situation internationale et énuméré les mesures proposées par le Conseil exécutif en vue de parvenir à une amélioration des services postaux. Il a rappelé que ces mesures font l'objet des documents que le Congrès est appelé à examiner dans le cadre de cette Commission. Le Secrétaire général du Congrès a fait un exposé (voir annexe 2) pour appeler l'attention des délégués sur les réalisations accomplies en application des directives du Congrès de Rio de Janeiro, sur les grandes orientations du programme de la prochaine période quinquennale proposées au Congrès et sur les grands thèmes qui seront abordés au cours des discussions de la Commission. Chacun des trois Vice-Présidents a, par la suite, exprimé sa gratitude et assuré le Président de sa coopération pour la réussite des travaux de la Commission.

Le Président, après avoir constaté que le quorum (72 pays) exigé est largement dépassé, a déclaré que la Commission peut valablement délibérer.

Quorum

Le Luxembourg est représenté par la France et la Biélorussie par l'Ukraine.

Procurations

M. R. Ramírez, Conseiller supérieur, M. M. Mazou, Conseiller, et M. N. Sebakunzi, Premier Secrétaire, ont été désignés respectivement comme Secrétaires et Secrétaire adjoint de la Commission.

Secrétariat

L'ordre du jour qui a fait l'objet du Congrès — Doc 43/Rev 1 a été approuvé sans modification.

Approbation
de l'ordre
du jour

Propositions
qui peuvent
être adoptées
sans discussion
au sein de
la Commission

Proposition
3500.1

La proposition 3500.1, concernant l'assistance technique en matière de règlements internationaux qui a été renvoyée à la Commission 9 par la Commission 5, a été adoptée sans discussion. La recommandation faisant l'objet de cette proposition sera mise en oeuvre dans le cadre des actions de coopération technique qui seront approuvées par le Congrès.

Questions et
propositions
à examiner
par le Congrès
en matière
de coopération
technique
soumises par le
Conseil exécutif

Congrès — Doc 18

Le Congrès — Doc 18 a été approuvé. Ce document constitue une note d'introduction à six documents distincts (Congrès — Doc 18.1, 18.1/Add 1, 18.2, 18.3, 18.4 et 18.5) et aux propositions 015, 016, 017, 018, 027, 028 et 030.

L'assistance
technique
de l'UPU

Parties I et II

Congrès —
Doc 18.1

Le Président a suggéré que le document soit examiné partie par partie. Cette suggestion ayant été acceptée, les deux premières parties ont été présentées de la façon suivante, par M. Aoujil.

La première partie expose les grandes orientations du système des Nations Unies au titre de la coopération internationale, l'évolution des politiques de l'UPU et du PNUD en matière d'assistance technique. Il y est souligné notamment que:

- le PNUD reste l'organe central de financement et de coordination, malgré la diminution de ses ressources;
- les gouvernements sont de plus en plus encouragés à participer à la programmation, à l'exécution et à l'évaluation des programmes et projets;
- les relations entre l'UPU et les Unions postales restreintes se sont renforcées et la participation de ces Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU a été définie dans la résolution CE 6/1983 prise par le Conseil exécutif à sa session de 1983;
- les commissions économiques régionales et les gouvernements sont de plus en plus associés à la programmation régionale;
- la baisse des allocations du PNUD a été compensée par une augmentation des ressources complémentaires diverses, entre autres le Fonds spécial et le budget de l'UPU.

La deuxième partie dresse le bilan et l'évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1979–1983 et fait ressortir que le programme d'activités adopté par le Congrès de Rio de Janeiro a été réalisé conformément aux principes et priorités définis dans la résolution C 37. Le volume total de l'assistance technique de l'UPU pour la période 1979–1983 a presque doublé par rapport à l'exercice quinquennal précédent. Il faut cependant signaler que la part du PNUD dans l'ensemble des ressources a diminué de 14% d'un exercice quinquennal à l'autre.

Quelques difficultés ont néanmoins surgi en ce qui concerne la réalisation de certains objectifs et la mise en oeuvre de quelques éléments des projets nationaux. Mais dans l'ensemble les activités ont été mises en oeuvre de manière convenable.

Les nombreuses délégations qui sont intervenues ont fait connaître qu'elles approuvent le bilan des activités menées conformément à la politique fixée par le Congrès de Rio de Janeiro.

Les avis et commentaires exprimés sur les deux premières parties du document peuvent se résumer comme suit:

- Plusieurs intervenants se sont déclarés satisfaits des efforts déployés par l'UPU dans le domaine de la coopération technique ainsi que de la qualité du document en cours d'examen.
- Les programmes et les projets doivent être adaptés aux besoins réels des pays et être conçus, non pas toujours en fonction de leur rentabilité économique, mais aussi en fonction de leur utilité sociale.
- S'agissant de l'application du critère de pays prioritaires pour la répartition des ressources disponibles, une délégation a indiqué que l'UPU devrait adopter plutôt un critère cadrant avec les réalités de chaque pays (population, superficie, obstacles naturels, etc.), car tous les pays en développement méritent d'être aidés. La même délégation a indiqué que, dans le cadre de la programmation, il conviendrait d'élaborer un plan mondial de développement des postes qui aboutirait à la création des commissions régionales de développement des postes; une première initiative pourrait être prise dans

ce domaine, dans le cadre des actions envisagées au titre des projets postaux identifiés conformément aux priorités définies dans le Plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique en l'an 2000; il a alors été suggéré par le Président de la Commission de reprendre cette dernière question lors de l'examen du point relatif aux perspectives d'avenir de l'assistance technique.

- L'UPU et les Unions restreintes devraient continuer à rechercher les voies et moyens d'instituer une collaboration efficace dans le domaine de l'assistance technique; les dispositions de la résolution CE 6/1983 devraient permettre aux Unions restreintes de jouer un rôle plus actif en ce qui concerne les activités d'assistance technique de l'UPU.
- Une délégation, agissant également en tant que mandataire d'une Union restreinte, a fait état des priorités et des projets financés dans le cadre de cette Union (développement de la poste en zones rurales, organisation des services financiers, création d'un centre de recherches) et sollicité le concours du PNUD pour assurer le suivi des diverses actions entreprises grâce aux ressources des Pays-membres. Le Liban a fait la déclaration reproduite en annexe 3 au présent rapport.
- Une liaison plus étroite devrait être établie entre les études du CCEP et les activités d'assistance technique.
- Il serait souhaitable que l'UPU continue ses efforts en vue d'obtenir des ressources complémentaires de la Banque mondiale et d'autres organismes financiers.
- Tout en remerciant les pays développés pour l'aide qu'ils accordent, plusieurs intervenants ont souhaité une augmentation de l'aide bilatérale, malgré la conjoncture internationale difficile.
- Une délégation a proposé la création d'un fonds interadministrations pour le financement des projets. Une autre a suggéré le recours au Programme de Vienne pour la science et la technique au service du développement en vue de développer les technologies postales. Une délégation (la République populaire de Chine) a annoncé ses contributions au Fonds spécial pour 1984 (20 000 francs suisses) et 1985 (30 000 francs suisses).
- Tout en souscrivant aux propositions du Conseil exécutif concernant les moyens supplémentaires à accorder au titre de l'assistance technique, une délégation a rappelé l'appel lancé par les pays socialistes en faveur du désarmement; elle affirme que la réduction des dépenses consacrées à l'armement permettrait d'accroître les ressources affectées à l'assistance technique pour le développement économique et social des pays défavorisés.
- Il importe de poursuivre et de développer les activités de coopération technique entre pays en développement.
- L'évaluation des activités d'assistance technique devrait être systématique. Une délégation a proposé, en ce qui concerne le suivi des actions d'experts et de consultants, une formation préalable de leurs homologues qui préparerait les intéressés à cette fonction. La même délégation a indiqué que l'obligation de rester au service de la poste devrait être une condition préalable pour les agents bénéficiaires d'une formation postale.
- Les résultats des activités d'évaluation menées à tous les niveaux devraient être utilisés plus systématiquement pour aider le Bureau international à améliorer davantage les opérations d'assistance technique.
- Il est souhaitable de tenir compte des idées émises lors du débat général sur "les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications" pour mettre au point la politique et le programme d'activités de coopération technique au titre de la prochaine période quinquennale.

En réponse à la question posée par une délégation, relative aux différents aspects de la présence accrue de l'UPU sur place, M. Cicéron, Secrétaire général adjoint du Congrès, a fourni les indications ci-après:

- l'idée d'une présence accrue sur place a été retenue par le Congrès de Rio de Janeiro; la mise en pratique de cette idée devient une nécessité d'autant plus impérieuse que le nombre d'experts au titre des projets nationaux diminue et que les pays ont besoin d'un appui technique et psychologique de l'UPU pour élaborer leurs programmes et pour intervenir auprès des autorités compétentes en vue de la prise en compte des priorités des services postaux;
- s'ils ont les qualités techniques voulues, les experts et consultants ne connaissent pas suffisamment la politique de l'UPU; parfois aussi, la durée de leur mission est trop courte;
- les fonctionnaires de l'UPU en visite sur place ne disposent pas non plus du temps nécessaire, leurs missions étant forcément de durée limitée en raison des travaux à effectuer au siège;
- l'action sur place permettra d'améliorer l'efficacité des activités de l'UPU sur le terrain, en collaboration avec les Unions postales restreintes;
- la présence de l'UPU sur place correspond aux mesures prises par l'ensemble des organisations du système des Nations Unies, en vertu de la politique de restructuration édictée par l'Assemblée générale de l'ONU;

- conformément à la proposition soumise au Congrès par le Conseil exécutif, la présence de l'UPU sur place s'effectuera suivant des modalités économiques et efficaces.

La séance est levée à 18 h 25.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Allocution du Président de la Commission 9 au XIXe Congrès postal universel de Hamburg (29 juin 1984)

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général du Congrès,
Monsieur le Secrétaire général de l'UIT,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Au moment où s'ouvre la première séance de notre Commission, je voudrais m'acquitter d'un agréable devoir: celui de rappeler que le XIXe Congrès a, lors de sa première séance plénière, élu trois Vice-Présidents pour cette Commission. C'est donc avec le plus grand plaisir que je vous présente Mme A. Haynes, Senior Administrative Officer du Ministère de l'information et de la culture, représentant M. L. Weekes, Postmaster General de Barbade, M. Mohammed Saïf Al Moadhadi, Directeur général des postes de l'État de Qatar et M. T.N. Ike, Directeur des postes du Nigéria. Je leur demande de bien vouloir prendre place à la tribune.

Madame et Messieurs, je vous félicite très sincèrement pour votre élection à la vice-présidence de la Commission; je suis persuadé de pouvoir compter sur votre concours actif pour accomplir la tâche qui m'est assignée.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc ressent comme un privilège et un grand honneur le fait d'avoir été élu par le XIXe Congrès postal universel pour assurer la présidence de la Commission de la coopération technique. Il voit en cette élection une marque particulière de sympathie.

La délégation marocaine sait néanmoins que la tâche est lourde de responsabilité. Mais, à en juger par la présence ici aujourd'hui de la quasi-totalité des pays participant au Congrès, elle ne doute pas qu'elle peut compter sur l'ensemble des Pays-membres de la Commission pour remplir honorablement son mandat. Aussi, je voudrais vous exprimer à vous tous ma profonde gratitude pour la marque de confiance manifestée à l'égard de mon pays.

Permettez-moi de saisir l'occasion qui m'est offerte pour remercier, au nom de tous les membres de la Commission, l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne pour la très grande hospitalité prodiguée à nos délégations depuis l'ouverture du Congrès.

Je voudrais également exprimer mes sentiments de grande déférence aux Chefs de délégations et aux délégués présents à notre rencontre d'aujourd'hui, aux observateurs des Unions postales restreintes et de toutes les autres organisations qui participent à nos travaux. La présence de ces personnalités constitue un gage du vif intérêt que leurs institutions attachent à la coopération internationale en faveur du développement des services postaux.

Je salue la présence de M. F. Pageau, Doyen du Congrès, et de M. Butler, Secrétaire général de l'organisation soeur, l'Union internationale des télécommunications.

C'est avec un grand plaisir que je note la présence parmi nous de M. M.I. Sobhi, Directeur général du Bureau international, de M. F. Cicéron, Vice-Directeur général ad interim, respectivement Secrétaire général et Secrétaire général adjoint du Congrès.

Je tiens à souligner, devant cette auguste assemblée, combien nous apprécions le travail remarquable que ces deux hauts fonctionnaires ont accompli à la tête du Bureau international et tout spécialement pour le développement de la coopération technique au sein de l'UPU comme en témoigne le bilan des activités contenu dans les documents soumis à notre Commission. A propos du Secrétariat de notre Commission, il m'est agréable de vous présenter:

- M. Ramírez, Conseiller supérieur;
- M. Mazou, Conseiller;
- M. Sebakunzi, Premier Secrétaire.

Ces fonctionnaires du Bureau international assumeront respectivement les fonctions de Secrétaires et de Secrétaire adjoint de notre Commission ainsi que cela est indiqué dans le document Congrès — Doc 55. Nous aurons recours à eux toutes les fois que notre Commission aura besoin d'un avis technique. D'avance, je les remercie pour leur précieux concours.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Afin de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue le secteur postal, il m'a paru nécessaire de vous livrer quelques réflexions sur la situation socio-économique mondiale depuis la fin des années 70.

On a souvent rappelé que cette période a marqué les débuts d'une prise de conscience de l'interdépendance et de la nécessité de rechercher une action commune pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'adoption d'une stratégie internationale du développement qui privilégie notamment la coopération horizontale est, à tous égards, considérée comme une étape importante dans cette voie. Il faut cependant reconnaître que si de louables efforts ont été accomplis, les objectifs fixés alors sont loin d'être atteints; en effet, le taux d'alphabétisation reste chroniquement bas dans certaines régions du monde. Les niveaux des activités économiques et les revenus accusent un recul sensible aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. En effet, comme on pourra le noter à la lecture du rapport quinquennal sur le développement des services postaux soumis au Congrès, la croissance annuelle de l'économie mondiale a considérablement régressé en passant de 6% et 5,1% durant la période 1960—1973 pour les pays en développement et les pays industrialisés respectivement, à 1,9% et 0,4% pour ces deux groupes de pays en 1980—1982. Ces tendances négatives de l'économie mondiale n'ont pas manqué d'affecter sérieusement la situation des pays en développement au début des années 80. D'où une nouvelle stratégie internationale qui se fixe notamment comme objectifs:

- un taux moyen de croissance de l'ordre de 7% du PIB pendant la décennie pour ce qui concerne les pays en développement;
- un accroissement de l'aide publique au développement en provenance des pays développés en vue d'atteindre, et si possible dépasser, l'objectif international de 0,7% du produit national brut des pays industrialisés;
- le renforcement des infrastructures des pays en développement à un niveau suffisant pour permettre l'élimination des goulots d'étranglement et des difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement en matière de transport et communication.

Il est par ailleurs réconfortant de constater que partout la même volonté de mettre en oeuvre une stratégie privilégiant l'autosuffisance collective et une coopération régionale systématique anime tous les responsables. Il est donc permis d'espérer que, pour les pays en développement dans leur ensemble, les objectifs de la nouvelle stratégie internationale pour les années 80 pourront être atteints. On éviterait ainsi les effets négatifs des promesses non réalisées, des stratégies globales de développement ne tenant pas compte des priorités régionales et des ressentiments qui en résultent pour l'avenir de la coopération internationale.

Mesdames et Messieurs,

Après cette brève incursion dans les arcanes des stratégies internationales du développement, il nous faudrait maintenant en venir à nos préoccupations immédiates et examiner la situation actuelle des services postaux du tiers monde.

A l'image des autres secteurs économiques, la poste des pays en développement se caractérise encore par sa faible part dans l'ensemble mondial. On peut en effet relever que:

- au titre de l'année de référence 1979, qui marque celle du Congrès de Rio de Janeiro, le trafic des lettres et cartes postales de 128 pays en développement représente 14,21% des échanges mondiaux tandis que 36 pays industrialisés fournissent 85,79% de l'ensemble des correspondances de cette même catégorie;
- les infrastructures postales restent dramatiquement insuffisantes notamment dans les zones rurales même si des efforts remarquables ont été accomplis au cours des cinq dernières années pour augmenter, de façon notable, le nombre d'établissements postaux;
- dans un nombre assez important de régions, les besoins en formation sont encore énormes, en dépit des moyens déjà déployés pour y répondre.

Si des conditions socio-économiques défavorables sont à l'origine des insuffisances constatées, il ne faut pas perdre de vue la faible priorité accordée au service postal.

Cette brève évocation des problèmes posés nous permet de mesurer l'urgence et l'ampleur des tâches à accomplir. Les documents soumis au Congrès contiennent non seulement un bilan des réalisations au cours des cinq dernières années et un programme des actions à entreprendre pour la prochaine période quinquen-

nale, mais également des idées pour le long terme. On pose notamment comme hypothèse d'avenir une assistance technique postale fondée à la fois sur une plus grande sélectivité des domaines d'interventions et des pays bénéficiaires de l'aide de l'UPU, sur un recours plus systématique à la coopération horizontale et enfin sur l'intégration de l'action de l'Union dans l'ensemble des efforts entrepris sur le plan régional en faveur du développement.

En ce qui concerne le moyen terme, je voudrais appeler l'attention de la Commission sur certaines mesures préconisées par le Conseil exécutif dans les documents que nous aurons à étudier.

Il s'agit notamment:

- de l'urgence d'une action de sensibilisation des responsables postaux aux problèmes de gestion;
- de la formation et de la spécialisation des cadres;
- de l'action systématique à mener en vue du renforcement des activités d'information publique;
- de la mise en oeuvre de la politique d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain admise par les Congrès de Lausanne et de Rio de Janeiro et enfin
- du financement des activités d'assistance technique.

A propos de ce dernier point, on peut se féliciter de l'intérêt constant manifesté par le Programme des Nations Unies pour le développement en faveur des services postaux. Il convient de l'en remercier bien vivement. Mais, comme chacun le sait, cette institution qui reste la principale source de financement des activités d'assistance technique de l'UPU est confrontée à des problèmes de ressources financières.

Fort heureusement, un certain nombre de Pays-membres de l'UPU ont fourni un concours complémentaire pour la réalisation des projets soit sous forme d'assistance multilatérale ou bilatérale, d'assistance en nature ou de contribution au Fonds spécial de l'UPU.

Face à l'importance et à l'urgence des besoins des pays, le Conseil exécutif a formulé des propositions concrètes, sur lesquelles notre Commission aura à se prononcer, à l'intention du Congrès.

Je suis persuadé que nous aurons tous à coeur d'avoir des débats à la fois ouverts et constructifs, à la hauteur des ambitions que nous nourrissons tous, pays développés et pays en développement, pour l'avenir de la poste dans le monde.

Je vous remercie.

M. AOUJIL

Allocution du Secrétaire général du XIXe Congrès postal universel à la séance d'ouverture de la Commission 9

Monsieur le Président,
Madame et Messieurs les Vice-Présidents,
Honorables délégués,

Je suis particulièrement heureux de prendre part à la séance d'ouverture de votre Commission, dont la dénomination en soi constitue une raison d'espérance. Je considère en effet que le développement du service postal de l'ensemble des pays de l'Union ne peut se réaliser sans coopération et assistance entre ceux qui bénéficient de ressources et de techniques avancées et ceux qui luttent pour relever le défi du sous-développement. Je me réjouis d'autant que je constate qu'un grand nombre de délégués de toutes les régions du monde participent nombreux aux travaux de la Commission, ce qui témoigne de la solidarité agissante qui existe entre toutes les Administrations postales de l'Union.

Je me réjouis enfin de constater que les travaux de la Commission de la coopération technique seront conduits sous la direction d'un homme dont les compétences et les qualités humaines sont connues de nous tous. Permettez-moi, honorables délégués, d'adresser mes chaleureuses félicitations à M. Aoujil pour le choix fait par le Congrès en désignant son pays et plus encore pour celui qui le porte en personne à la présidence de la Commission.

Je suis persuadé que, grâce à sa perspicacité et à sa parfaite intégrité, vos travaux se dérouleront dans un climat harmonieux.

A propos des travaux que vous allez bientôt entreprendre, permettez-moi d'appeler brièvement votre attention sur quelques aspects de la situation actuelle de la coopération de l'UPU et de ses perspectives d'avenir.

Tout d'abord, je suis heureux de vous signaler que, d'une manière générale, toutes les directives données par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, notamment dans le cadre des priorités fixées dans la résolution C 37, ont été mises en oeuvre de façon satisfaisante. En effet, malgré la diminution sensible de liquidité au PNUD et la stagnation des contributions au titre du Fonds spécial, un grand nombre de projets ont pu être réalisés. Ce résultat a pu être atteint grâce notamment aux multiples initiatives prises pour obtenir des ressources complémentaires auprès des pays, auprès de la Banque mondiale et des banques régionales ou d'autres institutions internationales. Je rends un hommage particulier aux pays qui, malgré les difficultés que connaît leur économie nationale, ont consenti de louables efforts, soit pour continuer à fournir, soit pour augmenter leurs contributions en faveur de l'amélioration et du développement des services postaux des pays démunis.

Honorables délégués,

Vous aurez à débattre des questions fort importantes et à opérer des choix qui influenceront notablement sur la nature des activités d'assistance technique, non seulement pour les cinq prochaines années, mais également pour les deux décennies à venir.

S'agissant du programme quinquennal, les domaines prioritaires proposés par le Conseil exécutif tiennent compte des choix collectifs opérés par les instances gouvernementales de chacune des régions concernées. Les priorités portent notamment sur la gestion, la formation des cadres, l'amélioration et l'extension des services postaux en zones rurales, la promotion des services financiers, la mise en oeuvre des activités d'information publique. Quant aux pays bénéficiaires de l'assistance technique, il importera de décider si l'Union postale universelle ne devrait pas continuer à donner la priorité aux pays défavorisés, tout en respectant le principe posé par la Constitution, à savoir que l'UPU accorde son concours à tous les pays qui sollicitent son aide.

Parmi d'autres questions nécessitant une attention particulière de votre part, figure celle qui porte sur la mise en oeuvre de l'idée d'une décentralisation poussée ou d'une présence accrue de l'UPU sur place, admise, comme vous le savez, par les Congrès de Lausanne et de Rio de Janeiro. En raison de la nécessité

d'apporter un concours technique actif aux Administrations pour l'élaboration de leurs programmes et projets, de même que pour la défense des projets auprès des Ministères compétents, il importera d'assurer une présence accrue sur place, bien entendu selon des modalités qui tiennent compte des moyens limités de l'Union.

En ce qui concerne le programme à long terme, le document sur l'avenir de l'assistance technique indique ce que pourraient être les grandes lignes de l'action de l'UPU au cours des vingt prochaines années. Dans la mise en oeuvre de ce programme, il importera de faire la part des incertitudes quant à l'évolution des besoins des Administrations, quant à l'évolution des ressources propres dont disposeront ces Administrations et enfin quant à l'évolution des moyens que pourra fournir la communauté internationale en faveur de l'assistance technique. Il s'agit néanmoins pour la Commission et le Congrès de se prononcer sur quelques principes directeurs qui engageront l'avenir, notamment quant à la nature des interventions de l'UPU en matière de coopération au développement.

La question des ressources financières mérite, elle aussi, l'attention de la Commission. En effet, comme chacun le sait, le Programme des Nations Unies pour le développement, qui reste la principale source de financement des activités d'assistance technique de l'UPU, traverse une période de crise que nous souhaitons tous provisoire. Il en résulte, pour les pays de l'UPU, la nécessité de consentir des efforts supplémentaires pour permettre à l'Union de répondre à l'attente des pays défavorisés.

Je suis persuadé que les décisions qui seront prises en cette matière comme dans d'autres domaines seront à la mesure de la solidarité agissante qui a toujours prévalu dans les relations entre les Pays-membres de l'Union.

Il me reste à vous souhaiter plein succès dans vos travaux et à vous remercier de votre aimable attention.

Déclaration de la délégation du Liban

Monsieur le Président,

Comme la délégation libanaise prend la parole pour la première fois au sein de cette Commission, je voudrais saisir cette occasion pour vous présenter à vous et à vos collaborateurs mes meilleurs vœux de succès dans l'accomplissement de vos tâches.

Monsieur le Président,

Vous êtes certainement au courant, ainsi que les collègues ici présents, des besoins urgents du Liban en matière d'assistance de toutes sortes après la guerre et l'occupation qui ont conduit à la destruction totale des bâtiments, des équipements et du matériel de l'Administration postale libanaise. Nous avons déjà évoqué ce problème au cours de la séance plénière d'hier et vous avez certainement été touchés par la situation qui règne au Liban. En plus des besoins en matière de formation, de recyclage du personnel et en expertises techniques, il nous faut aussi disposer d'écoles professionnelles pour la formation des jeunes fonctionnaires et des cadres moyens des services postaux.

Monsieur le Président,

Le temps ne me permet pas de vous exposer tous les besoins du Liban dans le domaine de l'assistance technique, mais nous vous promettons de présenter des listes détaillées à ce sujet. Pour l'instant, nous vous demandons d'inclure le nom de notre pays parmi ceux qui ont besoin de différentes sortes d'assistance.

Deuxième séance

Lundi 2 juillet 1984

Présidence de M. M. AOUJIL, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Le Président annonce les procurations reçues: la Grande-Bretagne représente Belize, la Suisse a procuration pour le Liechtenstein, la France pour le Luxembourg et l'Argentine pour le Chili.

Procurations

Le Président, après avoir constaté que le quorum (72 pays) est largement dépassé, considère que la Commission peut délibérer valablement.

Quorum

Le Président a exposé la troisième partie du document 18.1 "Perspectives et programme d'action" en mettant en relief deux idées essentielles. D'abord, il est proposé un ordre de priorité par catégorie de pays bénéficiaires d'assistance, à savoir les pays les moins avancés (première priorité), les autres pays défavorisés (deuxième priorité) et les pays en développement non défavorisés (troisième priorité). Toutefois l'application de ce principe ne doit pas exclure celle du critère de la motivation qui permettrait d'aider les pays qui sont mieux disposés à recevoir et à utiliser l'assistance fournie. La deuxième idée concerne les domaines prioritaires qui ont été définis notamment sur la base des objectifs fixés au niveau régional dans le but d'adapter le plus possible le programme aux réalités des pays ou groupes de pays.

L'assistance technique de l'UPU

Congrès – Doc 18.1 (suite)

L'Observateur du PNUD a signalé que lors de la trente et unième session du Conseil d'administration du PNUD, qui a clos ses travaux à la fin de juin 1984, six nouveaux programmes par pays ont été approuvés pour un montant de 120 millions de dollars EU, portant ainsi à plus de 140 le nombre de programmes approuvés au titre du 3e cycle de programmation. Il a indiqué en particulier, que pour la première fois depuis 1980, le PNUD a enregistré une amélioration notable quant aux ressources obtenues par l'institution grâce au niveau record de paiement des contributions pour l'exercice 1983 (99% des contributions annoncées), atteignant ainsi environ 700 millions de dollars EU. Des contributions supplémentaires de l'ordre de 30 millions de dollars EU pour 1983 et 1984 ont également amélioré la trésorerie du PNUD. L'Observateur du PNUD a par ailleurs indiqué que depuis quelque temps une amélioration notable a été enregistrée en ce qui concerne les contributions sous forme de "fonds en dépôt" et de "participation aux coûts", mais aussi que certains pays donateurs ont augmenté leurs contributions au fonds central. Il a ajouté que malgré cette amélioration de la situation financière les niveaux de programmation seront maintenus à 55% des chiffres indicatifs de planification (CIP) pour le troisième cycle, exception faite de 23 petits pays insulaires dont le plafond sera porté à 80% des CIP.

La déclaration du PNUD, dont la Commission a pris note, a donné lieu aux commentaires suivants:

- Un grand nombre de délégations se sont félicitées des indications fournies par l'Observateur du PNUD relatives à une amélioration notable des ressources du PNUD grâce au niveau record de paiements des contributions atteint au titre de 1983 et aux contributions supplémentaires. Elles ont souhaité qu'une part conséquente de ces contributions soit affectée au développement des services postaux.
- Plusieurs intervenants ont souhaité que le PNUD consente des efforts en vue d'accorder une attention accrue aux projets de développement postal.

- D'autres délégations ont posé la question de savoir si le PNUD ne pouvait pas affecter une partie des ressources directement à l'UPU en faveur des Administrations postales compte tenu du fait que ces dernières rencontrent des difficultés pour obtenir l'assistance voulue au titre des chiffres indicatifs de planification.

L'Observateur du PNUD a signalé que seuls les gouvernements bénéficiaires de l'aide du PNUD sont souve-
rains pour décider des secteurs auxquels ils désirent affecter les ressources obtenues de cette institution.

Le Secrétaire général adjoint du Congrès a confirmé la déclaration de l'Observateur du PNUD en indiquant
que l'UPU n'a pas ménagé ses efforts pour apporter son concours technique et psychologique aux Adminis-
trations postales en vue de convaincre les autorités nationales de l'importance et du rôle de la poste ainsi
que de la nécessité de lui accorder une priorité dans le cadre de la planification nationale.

Toutes les délégations intervenues ont donné leur appui total aux orientations et programme d'action,
esquissés dans la partie III du Congrès — Doc 18.1. Les commentaires peuvent se résumer comme suit:

- Certains pays fournisseurs d'aide ont renseigné la Commission sur l'aide consentie aux pays en déve-
loppement et ont réaffirmé leur volonté de poursuivre l'assistance qu'ils considèrent comme une
nécessité dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale.
- Un grand nombre de pays en développement ont remercié le PNUD et les pays fournisseurs d'aide
pour l'assistance multilatérale ou bilatérale reçue et ont souhaité que cette assistance soit poursuivie
et s'accroisse.
- Certaines délégations éprouvent quelques difficultés à accepter la conception restrictive de l'assistance
selon laquelle les pays bénéficiaires sont classés en trois catégories.
- La stabilité dans l'emploi du personnel formé devrait constituer une préoccupation permanente et
prioritaire des Administrations en vue de réduire sinon d'éviter un exode de ce personnel vers le
secteur privé ou vers d'autres secteurs de l'Etat.
- L'action de formation devra être élargie à certains domaines spécialisés et profiter également au per-
sonnel d'exploitation.
- L'utilisation des études du CCEP doit faire l'objet d'une plus grande attention de la part des Adminis-
trations. A ce sujet, le Secrétaire général adjoint a signalé que les études du CCEP sont élaborées de
manière à ce qu'elles aboutissent autant que possible à des orientations et à des conclusions en vue
de permettre aux Administrations de les exploiter directement.
- Plusieurs délégations considèrent le développement des activités d'information publique comme un
secteur prioritaire surtout du fait que la poste et ses activités sont mal connues.
Le Secrétaire général adjoint a indiqué à cet égard qu'un consultant spécialiste de ce domaine vient
d'être recruté en vue de contribuer à l'élaboration d'un schéma de programme d'action à mettre en
oeuvre par le Bureau international en faveur des Administrations des pays en développement. Il a
signalé que des propositions concrètes seront bientôt soumises à l'appréciation des Administrations.
- L'assistance technique devrait être globale et exhaustive, et non parcellaire. Elle devrait comporter,
autant que possible, des projets intégrés, c'est-à-dire des projets comportant plusieurs éléments.
- Une délégation a attiré l'attention de la Commission sur le fait que le Congrès — Doc 18.1 aurait dû
mentionner le rapport existant entre le développement et le désarmement; elle a rappelé les déclara-
tions faites à ce sujet par la Conférence des pays non alignés et celle des pays latino-américains; elle
a en outre signalé qu'en matière de recrutement d'experts et de consultants, le Bureau international
devrait recourir à un éventail aussi large que possible de pays.
- Une délégation a justifié (voir annexe 1) les propositions faites lors de la première séance et concer-
nant la création d'un fonds interadministrations et d'un plan mondial de développement postal en
soulignant notamment le fait que sa suggestion pourrait trouver sa place parmi les activités prévues
au titre des projets de modernisation des services postaux dans le cadre du Plan d'action de Lagos
pour le développement de l'Afrique. Au sujet du Fonds interadministrations, le Président a rappelé
que la question du Fonds de développement postal abordée par la Commission 4 du CCEP issu du
Congrès de Rio de Janeiro reste à l'étude puisqu'elle est inscrite au programme du CCEP pour la
prochaine période quinquennale (cf. proposition 014 du CCEP).
- Une délégation a proposé qu'une étude soit entreprise par le CE en vue de l'élaboration d'un pro-
gramme global commun relatif à l'assistance technique. Ce programme comprendrait des éléments
provenant:
 - de certaines études du CCEP;
 - d'options retenues à la suite du débat général du XIXe Congrès sur les mutations de la poste
face à l'évolution du marché des communications;

- des divers projets de coopération définis par la Commission 9;
- des programmes des pays et des Unions restreintes.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Déclaration de la délégation du Gabon

Monsieur le Président,

Lors de notre intervention au cours de la première séance de notre Commission, notre délégation a fait une proposition relative à la création d'un fonds de développement des projets postaux et une autre concernant une structure mondiale de développement des postes.

S'agissant du premier élément de cette proposition, c'est-à-dire l'opportunité de création d'un fonds de développement des projets postaux, deux raisons militent en faveur de cette suggestion.

Premièrement, la diminution constante, malgré une note d'espoir aujourd'hui, en ce qui concerne les ressources du PNUD.

Deuxièmement, non-prise en compte des projets postaux comme priorités dans les plans nationaux de développement.

Ces deux principales raisons à notre avis justifient amplement l'opportunité de création du fonds en question.

On pourrait suggérer que le Fonds spécial actuel soit reconverti en un Fonds spécial de développement postal qui pourrait être alimenté par les Administrations postales selon un pourcentage à déterminer au prorata de leurs ressources respectives.

Si cette idée est retenue par le Congrès, elle pourrait faire l'objet d'une étude plus approfondie par le prochain Conseil exécutif, notamment en ce qui concerne le statut du fonds et ses questions annexes, en particulier le montant de l'unité de contribution de chaque membre.

La seconde idée a trait à la création d'une structure mondiale de développement des postes. Il nous plaît de rappeler que lors des assises du Conseil exécutif de 1984, notre délégation avait émis l'idée de création d'un plan mondial de développement des postes. Nous pensons qu'une telle structure se situe dans le droit fil des actions du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique et des programmes et projets de modernisation des services postaux prévus par l'UPU dans le cadre de ce Plan.

Cette structure pourrait être relayée au niveau régional par des commissions régionales de développement des postes qui correspondraient naturellement à chacune des régions géographiques reconnues par l'Union.

Troisième séance

Mardi 3 juillet 1984

Présidence de M. M. AOUJIL, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Le Président, après avoir constaté que le quorum (72 pays) exigé est largement dépassé, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement. Quorum

Belize, le Liechtenstein, le Luxembourg, la République démocratique du Yémen, le Kuwait et la Jordanie ont été représentés respectivement par la Grande-Bretagne, la Suisse, la France, la République arabe du Yémen, le Liban et l'Iraq. Procurations

La partie III du document Congrès – Doc 1 portant sur les perspectives d'avenir et le programme d'action de l'UPU a continué de faire l'objet de commentaires de la part des délégations. Les interventions relatives à cette partie du document peuvent être résumées comme suit:

L'assistance technique de l'UPU (suite)

— Les délégations ont été unanimes pour reconnaître que le document sur le programme d'action est satisfaisant dans son ensemble.

Congrès – Doc 18.1

— S'agissant de l'insuffisance de la priorité accordée à la poste par les autorités gouvernementales, certaines délégations ont souligné le rôle que pourrait jouer le PNUD pour faire prendre conscience de l'importance de la poste dans le développement économique, social et culturel d'un pays. En revanche, d'autres pays ont indiqué que les Administrations postales devraient sortir de leur réserve pour essayer de convaincre elles-mêmes les autorités gouvernementales.

L'Observateur du PNUD a admis que les Représentants Résidents ont pour rôle d'être les porte-parole de l'ensemble des organisations du système des Nations Unies. A ce titre, ils doivent les aider toutes et plus spécialement les petites institutions comme l'UPU dans leurs rapports avec les responsables gouvernementaux. S'agissant plus spécialement des démarches à entreprendre concernant la prise en compte des besoins en matière postale, l'Observateur du PNUD a indiqué que la préparation des travaux relatifs au 4e cycle de programmation serait le moment le plus opportun pour sensibiliser les autorités nationales des pays en développement aux problèmes postaux.

Le Secrétaire général adjoint a remercié le PNUD pour ses nombreuses interventions en faveur du développement des services postaux. Il a rappelé notamment l'action personnelle que l'Administrateur du PNUD a engagée à l'issue du Congrès de Rio de Janeiro pour demander aux Représentants Résidents d'appeler l'attention des responsables de la planification nationale sur l'intérêt qu'il convient d'accorder aux projets qui visent l'amélioration des services postaux.

— Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles étaient satisfaites du programme de promotion des activités d'information publique prévu au titre des actions prioritaires pour la prochaine période quinquennale.

— Tout en appuyant l'ensemble des actions prioritaires préconisées dans le document, une délégation a souhaité que:

- les pays du Sahel figurent dans la première catégorie des pays prioritaires;
- l'UPU coordonne les activités des Unions postales restreintes pour éviter une éventuelle compétition entre ces institutions en Afrique;

- les Unions postales restreintes soient associées aux actions entreprises par l'UPU pour la recherche des ressources financières complémentaires en vue du financement des activités de coopération technique.

Le Président a fait la synthèse des interventions relatives à la troisième partie du Congrès — Doc 18.1. Ces interventions ont été groupées en trois catégories à savoir les déclarations, les observations et les propositions. Les déclarations portent sur l'assistance fournie et reçue, sur l'amélioration de la situation financière du PNUD et sur les efforts que devrait déployer cette institution pour que les projets postaux soient pris en compte lors de l'élaboration des programmes par pays. Les observations concernent le concept restrictif quant aux pays bénéficiaires de l'aide, la stabilité dans l'emploi du personnel postal, la formation des cadres de maîtrise des services d'exécution, des cadres moyens et supérieurs, l'utilisation des études du CCEP et le développement des activités d'information publique. Les propositions visent la création d'un fonds interadministrations et l'élaboration d'un plan mondial de développement des postes ainsi que la mise en oeuvre d'un programme global commun relatif à l'assistance technique. S'agissant de ces deux groupes de suggestions, il a été décidé, sur l'accord des délégations qui en sont les auteurs, de les renvoyer pour étude, l'une au Conseil exécutif (programme global commun) et l'autre au Conseil consultatif des études postales (Fonds interadministrations de développement des postes et Plan mondial de développement des postes).

Proposition
015
et amendements
027 et 030

Dans la partie IV du document Congrès — Doc 18.1, il est demandé au Congrès de se prononcer sur les priorités et principes d'action de l'assistance technique proposés pour le prochain programme quinquennal. Le Président a proposé à la Commission un débat sur les projets de résolutions qui font l'objet de la proposition 015 et des amendements 027 et 030.

Des interventions qui ont eu lieu au sujet de la proposition 015 et de ses amendements 027 et 030, deux tendances se sont dégagées:

- La première est celle des délégations qui approuvent la proposition sous réserve qu'elle soit modifiée en supprimant le quatrième tiret du dispositif 3, relatif aux mesures visant à accroître la présence de l'UPU sur le terrain. Cette modification fait l'objet de la proposition 027 émanant du groupe des pays membres de l'Union postale arabe. Ceux qui appuient cet amendement signalent que la création d'une structure de l'UPU sur place entraînerait des dépenses injustifiées, et introduirait un système bureaucratique contraire à l'esprit de la résolution CE 6 adoptée par le Conseil exécutif en 1983, concernant la participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU.
- La deuxième tendance est celle des délégations qui approuvent le projet de résolution objet de la proposition 015, avec l'amendement figurant dans la proposition 030. Les défenseurs de cette thèse estiment que la présence accrue de l'UPU sur le terrain est nécessaire parce qu'elle permettrait de mieux faire connaître la poste, ce qui du reste va dans le sens de l'une des priorités retenues dans le programme d'action. Par ailleurs, certaines délégations ont souligné que les charges ne paraissent pas excessives dans la mesure où le recrutement des consultants régionaux pour une durée relativement courte serait accompagnée d'une redéfinition des tâches du personnel du Bureau international. A propos des consultants régionaux, une délégation a exprimé le souhait que le recrutement des experts soit ouvert à tous les pays y compris les pays en développement, bien entendu en tenant compte des compétences professionnelles. S'agissant des relations avec les Unions restreintes, l'action de l'UPU sur le terrain est plutôt complémentaire à celle des Unions restreintes d'autant que celles-ci ne couvrent pas toujours tous les pays de leur région ou sous-région. Une délégation a indiqué qu'en vertu de la souveraineté des Etats, ceux-ci établissent des relations directes avec l'UPU; les Unions restreintes ne devraient pas servir d'écran entre l'UPU et ses Pays-membres.

Le Secrétaire général adjoint du Congrès a donné les précisions ci-après:

- a) une présence accrue de l'UPU sur le terrain ne signifie pas qu'il sera créé des bureaux régionaux. Il s'agit d'une présence de caractère purement opérationnel qui serait assurée pour une large part par les experts et consultants étant entendu que des modalités plus précises concernant la mise en oeuvre du système seraient étudiées par le Conseil exécutif;
- b) la présence de l'UPU sur le terrain permettrait d'aider les Administrations postales à élaborer leurs programmes, d'assurer l'efficacité des actions entreprises (évaluation et suivi sur place) et enfin de mieux collaborer avec les Unions restreintes puisque l'UPU serait plus près d'elles;

- c) il n'est nullement question d'engager des dépenses supplémentaires mais plutôt de mieux utiliser les ressources disponibles.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Quatrième séance

Lundi 9 juillet 1984

Présidence de M. M. AOUIJIL, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Quorum	Le Président, après avoir constaté que le quorum (75 pays) exigé est largement dépassé, a déclaré que la Commission pouvait délibérer valablement.
Procurations	Le Président a annoncé les procurations suivantes: l'Autriche est représentée par l'Allemagne, Rép. féd. d', Belize par la Grande-Bretagne, le Burundi par le Rwanda, la République du Cap-Vert par l'Angola, la République centrafricaine par le Cameroun, la Dominique par la Barbade, la Guinée équatoriale par le Gabon, le Kuwait par le Liban, le Liechtenstein par la Suisse, le Luxembourg par la France, le Mozambique par la République populaire du Congo, Sao Tomé-et-Principe par le Brésil, Sainte-Lucie par le Canada, le Suriname par les Antilles néerlandaises et l'Uruguay par l'Argentine.
Approbation du rapport de la première séance	Le rapport qui fait l'objet du Congrès/C 9 — Rapp 1 a été approuvé sans modification.
L'assistance technique de l'UPU (suite)	L'examen de la proposition 015 et des amendements 027 et 030 s'est poursuivi au cours de la quatrième séance.
Propositions 015, 027 et 030	<p>Plusieurs délégations ont appuyé la proposition 015 sous réserve qu'il soit tenu compte de l'amendement relatif à la collaboration de l'UPU avec les Unions restreintes qui fait l'objet de la proposition 030. Les raisons à l'appui de cet amendement portent sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'importance et l'utilité de la coopération internationale ainsi que la nécessité de son renforcement; — les Unions restreintes ont les moyens et la capacité de collaborer avec l'UPU en matière de conception, d'exécution et d'évaluation des projets d'assistance technique; — les Unions restreintes connaissent l'ampleur et la nature des problèmes posés aux Administrations postales de leurs Pays-membres; — les Unions restreintes peuvent contribuer à rendre les interventions de l'UPU plus rapides et plus efficaces. <p>D'autres délégations ont souligné le fait que la présence accrue de l'UPU sur le terrain est nécessaire pour faire connaître davantage le rôle et l'importance de la poste dans le développement économique, social et culturel d'un pays.</p> <p>Une délégation a proposé que, dans le troisième dispositif du projet de résolution 015, le terme "semblent disposés" soit remplacé par "sont disposés" en vue d'insister sur la détermination des pays bénéficiaires d'aide afin de tirer pleinement parti de l'assistance technique.</p> <p>Trois délégations ont fait les déclarations qui figurent en annexes au présent rapport (voir annexes 1, 2 et 3). L'Observateur d'une Union postale restreinte a signalé que son institution a établi de solides liens de coopération avec l'Union postale universelle; les Unions restreintes ont la pleine capacité de constituer le relais naturel de l'UPU dans leur région respective; toute présence de l'organisation mondiale sur le terrain devrait donc se faire par l'intermédiaire des Unions restreintes.</p>

Après une motion de procédure pour la clôture du débat acceptée par consensus et à la suite du retrait de la proposition 027 par la délégation du Soudan au nom des coauteurs, *la proposition 030 qui constitue un amendement à la proposition 015 a été adoptée à l'unanimité.*

Une délégation coauteur de la proposition 028 signale que celle-ci devient sans objet en raison du retrait de la proposition 027. La proposition 028 est donc retirée.

Propositions
016 et 028

Les observations et les commentaires relatifs à la proposition 016 peuvent être résumés comme suit:

- a) trois délégations ont émis des réserves quant à l'augmentation de 40% proposée au titre des ressources budgétaires de l'UPU affectées aux activités d'assistance technique estimant que le PNUD devrait demeurer la seule source à laquelle il importe de recourir pour obtenir l'accroissement des moyens en la matière. L'une d'entre elles considère comme prématuré le fait de fixer d'ores et déjà un pourcentage d'augmentation au titre des ressources réservées à l'assistance technique alors que les autres rubriques du budget de l'Union seront examinées quant au taux d'accroissement à accepter pour la prochaine période quinquennale;
- b) les nombreuses délégations favorables au réajustement des crédits destinés à l'assistance technique ont fait valoir la perte de la valeur réelle des ressources accordées par le Congrès de Rio de Janeiro, les besoins importants et urgents des pays en développement et la nécessité de maintenir à un niveau convenable d'efficacité la coopération internationale indispensable à l'amélioration des services postaux;
- c) s'agissant de la recherche des ressources financières complémentaires, une délégation a réitéré le souhait de voir les Unions restreintes associées à cette action.

Le Secrétaire général a fourni les précisions ci-après à la suite des diverses interventions relatives à l'augmentation de 40% des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique et à la collaboration avec les Unions restreintes:

- a) ainsi que cela a été indiqué dans le projet de résolution soumis par le Conseil exécutif, l'augmentation des ressources destinées à l'assistance technique servira à supprimer les effets de l'inflation qui, suivant les informations fournies par le PNUD, est évaluée à 8% par an;
- b) les pays les plus faibles économiquement n'auront pas à souffrir beaucoup de cette augmentation compte tenu du niveau faible du montant qui serait demandé à chaque Administration;
- c) du point de vue de la gestion des ressources budgétaires, la situation au sein de l'UPU ne peut être comparée à celle des autres organisations internationales; en effet, depuis cinq ans, le niveau des dépenses a été maintenu à la croissance zéro;
- d) par rapport au budget de l'UPU, le pourcentage des ressources affectées à l'assistance resterait pratiquement inchangé, même à la suite de l'augmentation de 40% demandée; en effet, de 6,33% qu'il était en 1981, il se situerait aux environs de 6,85% en 1986;
- e) la collaboration de l'UPU avec les Unions restreintes est effective depuis plus de dix ans.

Après une motion de procédure pour proposer la clôture du débat acceptée par 70 voix pour, 9 voix contre et 22 abstentions, la proposition 016 intitulée "Financement des activités d'assistance technique de l'UPU" a été mise au vote. *Le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 016 a été adopté par 81 voix pour, 2 voix contre et 20 abstentions.*

Le Président a indiqué que le texte de cette résolution devra être harmonisé avec celui de la résolution 030 déjà approuvée. Les propositions 016 et 030 ont été envoyées à la Commission 10 pour mise au point.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Déclaration de la République démocratique allemande

La délégation de la République démocratique allemande se déclare d'accord avec les priorités de la coopération technique prévues dans le projet de résolution O15.

Cependant, nous ne pouvons appuyer les principes d'action qu'à condition que ceux-ci ne conduisent pas à une augmentation des dépenses administratives. Si le budget de l'Union devait être chargé par des frais supplémentaires concernant une activité régionale, nous ne pourrions pas donner notre accord. Les moyens financiers destinés à la coopération technique doivent être utilisés pour les projets eux-mêmes.

Dans ce contexte, j'aimerais revenir encore une fois aux priorités susmentionnées. Nous croyons entièrement justifié le fait que la rationalisation de la gestion de la poste est considérée comme la priorité numéro 1 de la coopération technique. C'est justement la gestion rationnelle qui permet de rendre encore plus efficaces tous les processus du développement de la poste. A ce propos, je me réfère au Congrès — Doc 18.1/Annexe 1.

La République démocratique allemande est prête à faire bénéficier les pays en développement des expériences qu'elle a acquises dans ce domaine. Compte tenu des résultats obtenus lors de la mise en oeuvre des cours de recyclage organisés en 1981 et 1983 à l'intention des formateurs de pays en développement, il est prévu de réaliser au mois de septembre 1985 un autre cours de formation portant sur la "Gestion et planification de la poste" au Centre de formation de notre Office central de formation à Dresde. Pour permettre à un nombre de pays aussi élevé que possible d'y participer, ce cours sera organisé en langue anglaise. Le cours sera interrégional, c'est-à-dire destiné à des stagiaires originaires des régions d'Afrique et d'Asie ainsi que des pays arabes. Le financement du cours doit s'effectuer en coopération avec l'UPU, en utilisant des contributions versées par la République démocratique allemande en monnaie nationale au PNUD.

Dans ce contexte, je tiens à signaler que les pays intéressés peuvent utiliser les chiffres indicatifs de planification (CIP) du PNUD pour l'année 1985.

La délégation de la République démocratique allemande est prête à donner volontiers des renseignements plus détaillés sur ce cours.

Déclaration de la délégation du Mexique

Monsieur le Président,

S'agissant de la coopération technique, la délégation du Mexique se permet de lancer un appel à tous les pays développés pour qu'ils approuvent une augmentation de leurs contributions au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds spécial de l'UPU.

De même, nous lançons un appel tout particulier à tous les Pays-membres de l'Union postale universelle afin qu'ils appuient toutes les propositions visant à accroître les ressources financières destinées à la coopération technique dans le cadre du budget ordinaire. La présence de l'UPU sur le terrain est également très nécessaire, car elle permettrait d'obtenir davantage de ressources financières pour réaliser des projets d'amélioration des services postaux. Il ne sert à rien que les pays développés aient une poste parfaite si dans les pays en développement la poste connaît un retard faute d'assistance technique et de ressources financières et matérielles.

Déclaration de la délégation de la Finlande

Monsieur le Président,

Nous suivons avec grand intérêt le débat concernant la proposition 015 du Conseil exécutif et les amendements 027 et 030.

Il semble y avoir certains doutes au sujet d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain, plus particulièrement sur le plan financier. En rapport avec ce qui a été dit ici et comme j'ai une certaine expérience des activités d'assistance technique sur le terrain, je voudrais, au nom de la délégation finlandaise, formuler certaines observations sur cette proposition et sur ses amendements.

Premièrement: Comme nous le savons tous, il est accordé une très faible priorité aux activités postales dans le cadre de l'assistance technique, ce qui rend difficile la participation du secteur postal à l'établissement des programmes de développement par les autorités nationales du plan. Je suis convaincu qu'une présence accrue de l'UPU sur le terrain aiderait non seulement l'UPU, mais également les Unions restreintes ainsi que les Administrations postales nationales à faire prendre conscience aux gouvernements de l'importance de la poste dans l'infrastructure de base d'un pays.

Deuxièmement: Il semble que le suivi et l'évaluation soient des mots clés lorsqu'il s'agit d'améliorer les activités futures de coopération pour le développement. Au moins en ce qui nous concerne, le Gouvernement finlandais met de plus en plus l'accent sur l'importance de la rétroaction dans les questions de coopération pour le développement. A propos de nos activités d'assistance technique dans le secteur postal, l'Organisme finlandais de développement international (FINNIDA) a souligné, à plusieurs reprises, le rôle de l'UPU en tant qu'institution spécialisée de l'ONU en matière de suivi et d'évaluation de projets. Je suis tout à fait persuadé que — c'est tout au moins le point de vue de la Finlande — la présence accrue de l'UPU permettrait aux PTT, grâce à cette rétroaction, de fournir plus facilement à la FINNIDA des renseignements directs et, par conséquent, d'augmenter nos possibilités de poursuivre et d'améliorer ces activités.

Troisièmement: Il est, à notre avis, de la plus haute importance que l'UPU évalue avec précision l'état des services postaux dans le monde, en particulier dans les pays en développement. Grâce à une présence accrue sur le terrain, l'UPU devrait posséder une connaissance plus détaillée de la situation des services postaux dans diverses régions en développement.

Quatrièmement: Au moins en ce qui concerne les missions de consultants et d'experts à court terme, nous considérons comme très important que lors des réunions d'information ces derniers reçoivent des renseignements directement liés à ces missions. Je suis fermement convaincu qu'une présence accrue de l'UPU également dans ce domaine apporterait une plus grande efficacité et, partant, assurerait le succès de ces mêmes missions.

Il va sans dire qu'il ne doit pas y avoir concurrence entre cette présence accrue de l'UPU et les Unions restreintes. Au contraire, en travaillant la main dans la main, il y aurait, à n'en pas douter, de meilleures possibilités de faire mieux connaître aux gouvernements le rôle de la poste. Nous référant à ce qui a déjà été mentionné, nous croyons certainement que la proposition 015 dûment modifiée par l'amendement 030 ferait reposer sur une base solide l'accroissement et l'amélioration des activités de coopération technique dans le secteur postal.

Enfin, Monsieur le Président, en ayant à l'esprit ce que M. Cicéron a si nettement fait observer au cours de la séance précédente concernant l'aspect financier, il ne devrait pas en résulter des dépenses supplémentaires.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Cinquième séance

Mercredi 11 juillet 1984

Présidence de M. M. AOUIL, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Le Président, après avoir constaté que le quorum (75 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission pouvait délibérer valablement. Quorum

Le Président a donné lecture des procurations. Procurations

Les rapports qui font l'objet des documents Congrès/C 9 — Rapp 2 et Congrès/C 9 — Rapp 3 ont été approuvés compte tenu des modifications apportées au rapport 2, à la demande de l'observateur du PNUD. Approbation de deux rapports

Le Président rappelle le contenu du Congrès — Doc 18.1/Add 1 relatif à la formation en matière de gestion en indiquant notamment:

- les initiatives prises dans le domaine considéré au sein des écoles multinationales et de certaines Administrations;
- les principes d'action, la catégorie des fonctionnaires à former et les modalités pratiques de ce type d'enseignement.

L'assistance technique de l'UPU (suite)
Congrès — Doc 18.1/Add 1

Les observations et les commentaires sur cette question peuvent être résumés comme suit:

- plusieurs délégations ont admis que la formation des cadres postaux en matière de gestion est extrêmement importante et qu'elle doit constituer à l'avenir l'une des premières priorités pour les Administrations postales. Certaines d'entre elles ont indiqué les initiatives qu'elles ont prises, tandis que d'autres ont annoncé les projets qu'elles envisagent de mettre en oeuvre dans ce domaine;
- certaines délégations se sont prononcées contre la prolifération des écoles de formation en gestion et ont recommandé l'organisation de cette formation dans des écoles à caractère multinational pour éviter la dispersion des efforts. Elles ont estimé, en effet, que le nombre restreint de participants et les ressources modiques des pays ne justifient pas la création de telles écoles et l'organisation de tels cours au niveau national. A ce sujet, une délégation a annoncé que son pays était disposé à transformer son école nationale en un institut multinational en vue de faire bénéficier tous les autres pays de sa région des infrastructures disponibles en la matière;
- un grand nombre de délégations ont reconnu l'importance de la formation des cadres postaux à un niveau universitaire; elles ont cependant insisté sur le caractère spécifique de la formation en matière de gestion postale. Ces deux types de formation doivent être considérés comme complémentaires;
- tout en appuyant le programme de formation prévu dans le document soumis par le Conseil exécutif, une délégation a exprimé le souhait que l'UPU encourage l'initiative de l'UPAP tendant à la création d'un institut de management postal pour la formation des gestionnaires des pays membres de cette Union restreinte; elle a également indiqué que, dans la mesure du possible, la formation des décideurs en matière de gestion devrait se dérouler dans des écoles multinationales existant dans les régions en développement. A ce sujet, une autre délégation a fait remarquer que les écoles postales supérieures des pays développés, qui accueillent des élèves originaires des pays en développement, s'attachent à adapter les programmes de cours aux besoins des pays du tiers monde; il importe que la formation

des décideurs ait un contenu universitaire de haut niveau, afin de permettre aux bénéficiaires de dialoguer avantageusement avec leurs collègues des autres secteurs; les enseignements universitaires généraux doivent être complétés par la formation technique postale;

- une délégation a suggéré qu'il soit ajouté au programme de cours proposé des sujets tels que la gestion des ressources humaines, des moyens matériels et financiers, les méthodes et les moyens du contrôle de gestion ainsi que les techniques d'organisation;
- tout en se félicitant du concours constant accordé par l'UPU aux écoles multinationales, l'observateur d'une Union restreinte a souhaité qu'une étroite collaboration s'instaure entre l'UPU et les Unions restreintes pour la réalisation du programme de formation en matière de gestion.

Le Président a ensuite présenté de la manière suivante la synthèse des interventions: toutes les délégations sont unanimes pour reconnaître que la formation postale est prioritaire; la formation reçue par les cadres postaux devrait atteindre un niveau universitaire afin de donner du prestige et de la valeur à cet enseignement et par suite à l'entreprise postale; l'utilisation des moyens communs de formation devrait être encouragée pour éviter les doubles emplois; enfin la formation postale devrait garder son caractère spécifique.

Le Secrétaire général adjoint a fourni les précisions ci-après:

- la politique de l'UPU en matière de formation a toujours été orientée vers la décentralisation; cette politique sera suivie également dans toute la mesure possible en ce qui concerne la formation dans le domaine de la gestion, malgré certaines contraintes qui tiennent parfois à l'insuffisance des structures dans les régions en développement;
- les Unions restreintes seront davantage associées aux activités de formation;
- il conviendrait d'éviter la dispersion des efforts en ce qui concerne la création des moyens de formation;
- la formation des décideurs en matière de gestion constitue un enseignement spécialisé de haut niveau et nécessite des moyens importants parfois difficiles à obtenir dans les pays en développement;
- les pays en développement qui font des efforts en faveur d'autres pays dans le domaine de la formation, de même que les pays développés qui prennent en charge la formation des cadres postaux des pays en développement, méritent d'être remerciés pour leurs actions;
- le problème du niveau de formation des cadres postaux n'a pas échappé au Bureau international; toutefois il est à craindre que la formation dans un cadre purement universitaire ne privilégie la formation générale au détriment de la formation technique postale.

La Commission a pris acte du document Congrès — Doc 18.1/Add 1.

En introduisant le Congrès — Doc 18.5, relatif à l'avenir de l'assistance technique, le Président relève le fait que:

- suivant les lignes d'actions préconisées, l'UPU n'effectuerait plus les tâches qui ne requièrent pas une technicité au-dessus des possibilités des Administrations requérantes ni certains travaux administratifs qu'elles sont en mesure d'entreprendre;
- l'UPU continuerait d'aider les pays pour les tâches opérationnelles d'une technicité au-dessus de leurs capacités et développerait ainsi les fonctions de caractère plus général;
- les principes directeurs à observer devraient porter sur l'autodéveloppement des pays, le recours à la coopération technique horizontale, la recherche des ressources financières complémentaires à celles qui sont fournies par le PNUD, l'application d'une politique sélective basée sur deux critères, à savoir la qualité de pays défavorisés et le degré de motivation et, enfin, l'intégration des actions de l'UPU dans l'ensemble des efforts entrepris au plan régional.

Les commentaires peuvent être résumés comme suit:

- un certain nombre de délégations ont exprimé leurs préoccupations à propos de l'interprétation à donner à la notion de caractère complémentaire de l'aide de l'UPU. Elles ont souligné le fait que les besoins sont et continueront d'être considérables d'autant que l'augmentation rapide de la démographie et du taux d'alphabétisation accroîtront la consommation postale; l'action de l'UPU en matière d'assistance technique demeurera essentielle en faveur de certains pays même pour les tâches opérationnelles;
- l'observateur d'une Union restreinte a indiqué que, l'Union postale universelle devant dans l'avenir s'occuper des activités de caractère général, c'est le lieu de souligner le rôle que les Unions restreintes devraient jouer en matière d'activités opérationnelles qu'elles sont à même de maîtriser du fait qu'elles

appréhendent mieux les problèmes de leur région. Ce serait là un bel exemple de la collaboration entre les Unions restreintes et l'UPU;

- à propos de la collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes, une délégation a suggéré qu'un accord soit conclu entre l'UPU et les Unions restreintes en vue de définir le cadre général de leurs relations;
- une autre délégation a proposé qu'une banque de données informatiques soit créée au Bureau international en vue de favoriser le développement des communications postales. Les informations stockées par cette banque de données seraient de deux types: le premier concernerait les informations relatives à la technique et aux prestations postales et destinées aux clients de la poste dans le monde entier; le second porterait sur les informations relatives à la coopération internationale que les Administrations postales exploiteraient avantageusement.

Le Président a ensuite résumé de la manière suivante les diverses interventions:

- le document Congrès — Doc 18.5 contient en fait des formulations générales sur ce que pourrait être l'assistance technique dans l'avenir; à ce titre, il n'est guère possible de fournir des indications concrètes et précises;
- l'importance d'une collaboration plus étroite entre l'UPU et les Unions restreintes est maintenant ressentie par tous;
- dans son action de sensibilisation des pays à la priorité à accorder aux services postaux, l'UPU ne peut pas franchir les limites de la souveraineté nationale en matière de définition des programmes à soumettre au financement de l'assistance technique;
- il est de la plus haute importance que les pays atteignent progressivement le stade de l'autodéveloppement.

Au souhait exprimé par une délégation au sujet de l'éventualité d'une initiative de l'UPU auprès de l'Organisation des Nations Unies pour faire connaître la poste, le Secrétaire général adjoint a fourni les indications ci-après:

- le Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel a été communiqué aux Nations Unies et diffusé dans les pays en développement par l'intermédiaire des Représentants Résidents;
- l'UPU a participé à l'élaboration de la stratégie pour les deuxième et troisième Décennies des Nations Unies pour le développement; une mention, discrète il est vrai, du secteur postal figure dans le document final relatif à la deuxième Décennie du développement;
- au plan régional, l'UPU a participé activement à la définition du programme et de la stratégie de la Décennie des transports et communications en Afrique, ce qui a eu pour résultat que plus d'une centaine de projets postaux ont été acceptés comme prioritaires au titre de ce programme; l'Union participe actuellement à la préparation du programme de la Décennie des transports et communications en Asie et au Pacifique;
- des initiatives ont été prises auprès des banques internationales et régionales à la demande de certains pays africains, ce qui prouve que les gouvernements de ces pays accordent une certaine priorité au développement de leurs services postaux.

La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.5.

La séance est levée à 17 h 55.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Sixième séance

Jeudi 12 juillet 1984

Présidence de M. M. AOUIJIL, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Quorum

Le quorum (75 pays) exigé étant largement dépassé, le Président considère que la Commission peut délibérer valablement.

Procurations

Le Président donne lecture des procurations.

La coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Congrès —
Doc 18.2

Le Président a présenté le document en rappelant que le but essentiel de la coopération horizontale (CTPD) est de promouvoir l'autonomie individuelle et collective des pays en développement. Il a fait état des actions entreprises dans ce domaine et a souligné l'intérêt qu'il y a de les accroître et de réaffirmer l'appui de l'UPU au concept de CTPD.

Plusieurs délégations ont souligné l'importance, l'intérêt et les avantages de cette forme de coopération technique. Elle permet aux pays d'atteindre un certain degré d'autonomie, de bénéficier des expériences et des progrès réalisés par d'autres pays ayant un développement comparable et de créer une saine émulation entre les pays.

D'autres délégations ont en revanche estimé qu'il convient d'être prudent dans l'utilisation de la CTPD car le recours systématique à cette forme de coopération risque de retarder le développement postal aussi bien dans les pays bénéficiaires que dans les pays donateurs de l'aide. Elles estiment en effet que des progrès ne peuvent être obtenus par les services postaux que s'ils recourent également aux expériences et aux techniques plus avancées disponibles dans les pays développés.

Toutefois, un grand nombre de délégations ont reconnu que le concept de la CTPD est de plus en plus accepté puisque les obstacles, notamment ceux d'ordre psychologique, ont fortement diminué, ce qui témoigne de l'utilité de cette coopération horizontale.

Certaines délégations ont insisté sur le fait que la CTPD doit provenir des seules initiatives des pays en développement eux-mêmes.

De nombreuses délégations ont affirmé que le meilleur moyen de tirer profit de la CTPD est d'instaurer un système d'échange de personnel et d'informations sur les réalisations auxquelles sont parvenus d'autres pays en développement. S'agissant d'experts et consultants, plusieurs intervenants ont souhaité qu'en plus du recensement des spécialistes dans divers domaines postaux il soit prévu une formation spécifique qui leur permettrait d'aborder avec efficacité les missions qui leur seraient confiées. Par ailleurs, une délégation a souhaité que le Bureau international poursuive l'initiative prise il y a quelques années d'organiser des missions sous forme d'équipes opérationnelles composées de spécialistes des pays développés et en développement. Elle estime que ce serait une contribution précieuse au renforcement de la CTPD.

Tout en se félicitant des efforts entrepris par le Bureau international pour le recrutement des experts et consultants originaires des pays en développement, une délégation a suggéré que des réunions soient organisées à l'intention d'experts et de leurs homologues non seulement pour le suivi des recommandations faites à l'occasion des missions, mais aussi pour mettre au point les programmes et les projets d'avenir; des séminaires pourraient également être organisés dans le cadre de la CTPD pour entreprendre le suivi du débat général ayant eu lieu durant le Congrès et qui a porté sur les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications.

Deux délégations ont fait des observations en ce qui concerne les activités mises en oeuvre ou prévues par l'UPU au titre de la CTPD. L'une a indiqué que les centres multinationaux de documentation et de recherches postales ne peuvent être efficaces que s'il en existe au niveau national. L'autre a suggéré que "l'agencement et l'aménagement des bureaux de poste" soit considéré comme une activité pouvant intéresser la CTPD, car beaucoup de pays en développement pourraient profiter d'un large échange de savoir-faire dans ce domaine dans le cadre des Unions postales restreintes.

Le Président a fait la synthèse des interventions en soulignant que la CTPD a fait des progrès réels, que les obstacles psychologiques ne constituent plus un handicap et, enfin, que la CTPD ne doit pas être considérée comme une fin en soi ni un substitut mais plutôt comme une nouvelle dimension de l'assistance technique.

Le Secrétaire général adjoint a fourni les précisions suivantes:

- la CTPD doit être considérée comme l'affaire des pays concernés et le Bureau international ne peut jouer qu'un rôle de catalyseur à cet égard;
- l'UPU devrait être davantage sur le terrain pour mieux assurer le suivi des recommandations faites par les experts et consultants;
- on peut considérer qu'il n'y a plus d'obstacles psychologiques en ce qui concerne l'acceptation de l'idée de CTPD, mais il faut reconnaître également que, dans sa forme concrète, la CTPD se heurte encore à des réticences de la part de certaines Administrations, en ce qui concerne l'utilisation des experts et consultants originaires de pays en développement;
- l'UPU a déjà entrepris des initiatives de formation des spécialistes-consultants en Asie et en Amérique latine; un projet analogue sera prochainement réalisé pour les pays arabes en collaboration avec l'UPA au titre d'un projet financé par le PNUD;
- les pays fournisseurs d'aide devraient accroître leurs efforts pour détacher les meilleurs agents pour les activités de CTPD;
- une mobilisation plus grande des ressources financières en faveur de la CTPD de la part des pays bénéficiaires et des pays donateurs est souhaitable.

La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.2.

Plusieurs délégations ont appuyé le projet de résolution sur la coopération technique entre pays en développement en soulignant les efforts qui doivent être entrepris tant par les pays fournisseurs que bénéficiaires d'aide pour développer cette activité.

Proposition 017

Le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 017 a été adopté à l'unanimité.

Le Président a introduit la discussion sur le Congrès — Doc 18.3 en rappelant que, compte tenu des difficultés particulières des pays les moins avancés, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un programme spécial d'action en leur faveur. L'UPU n'a pas non plus ignoré cet état de choses et des mesures ont été prises, d'autres sont proposées pour sortir les services postaux des pays concernés des difficultés qu'ils connaissent actuellement.

L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Congrès — Doc 18.3

Les intervenants ont appuyé le document 18.3 et le projet de résolution 018; ils se sont félicités des actions entreprises et envisagées par l'UPU pour soutenir les services postaux des pays les moins avancés. En particulier, les délégations des pays concernés ont exprimé leur profonde reconnaissance à l'égard de l'UPU, des pays développés, du PNUD et des Unions restreintes pour l'assistance qu'ils ont reçue.

Néanmoins, plusieurs pays ont souhaité que l'aide, et en particulier celle du PNUD, soit accrue compte tenu de l'importance des besoins en matière d'amélioration et de développement de leurs services.

Une délégation (la République de Corée) a annoncé l'augmentation de sa contribution au Fonds spécial de l'UPU (elle sera portée à 10 000 Sfr par an) en vue de contribuer notamment à l'amélioration des services postaux des pays les plus défavorisés.

Après une motion de procédure pour la clôture du débat acceptée par consensus, *la Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.3.*

Une délégation a suggéré que, dans le sixième dispositif du projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 018, le mot "recommande" soit remplacé par le mot "invite". Il a été décidé de soumettre la mise au point du texte de la proposition à la Commission 10.

Proposition 018

La Commission a adopté le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 018 en tenant compte de la modification signalée ci-dessus.

L'action
de formation
postale au
sein de l'UPU

Congrès —
Doc 18.4

Le Président a présenté le Congrès — Doc 18.4 relatif à l'action de formation postale au sein de l'UPU en soulignant qu'il s'agit essentiellement d'un document de caractère général qui n'appelle pas de commentaires particuliers. Il a indiqué qu'il s'agit également d'un document de référence auquel les Administrations qui le souhaitent pourraient recourir dans le cadre de leurs activités de formation.

Quelques délégations ont remercié l'UPU et certains pays pour leurs aides en matière de formation et ont fait état des réalisations et des besoins de leurs pays dans le domaine considéré.

Deux délégations ont fait les déclarations qui figurent en annexe au présent rapport (annexes 1 et 2).

La Commission a ensuite pris acte du Congrès — Doc 18.4.

Divers

Le Président a indiqué que, cette séance étant la dernière, il approuvera au nom de la Commission les rapports des quatrième, cinquième et sixième séances comme le lui autorise l'article 24, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès. Par ailleurs, il envisage également de soumettre un rapport final de la Commission au Congrès, à l'instar de l'initiative prise dans ce sens lors du Congrès de Rio de Janeiro.

Le Président, ayant constaté qu'aucune autre question n'a été soulevée sous ce point de l'ordre du jour, a procédé à la clôture des travaux de la Commission 9 en prononçant l'allocution jointe au présent rapport (cf. annexe 3).

La séance est levée à 13 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
M. AOUJIL

Les Secrétaires,
R. RAMÍREZ
M. MAZOU

Le Secrétaire adjoint,
N. SEBAKUNZI

Déclaration de la délégation du Bénin

Je veux une fois encore renouveler mes remerciements à l'Union postale universelle pour la formation des cadres de l'Administration postale du Bénin.

Comme dans ma première déclaration, je réitère également nos remerciements à l'Administration française des postes et télécommunications, à la Régie des postes belges et à l'Entreprise des PTT suisses pour l'aide qu'elles nous ont apportée dans le domaine de la formation professionnelle et de la formation permanente de nos agents.

Je profite de l'occasion pour signaler qu'au niveau sous-régional des pays appartenant à l'UAPT, de nombreuses actions et activités ont été entreprises dans le domaine de la formation professionnelle, comme l'a d'ailleurs rappelé le représentant de cette Union restreinte. Le mérite de cette dernière est d'avoir eu à constater qu'il n'existe aucune formation spécifique ni aucune structure de recherche en matière de caisse d'épargne et d'avoir tenté de combler cette lacune en créant, lors de sa sixième session ordinaire tenue à Lomé en 1981, l'Institut africain des caisses d'épargne, dont le siège est à Cotonou, en République populaire du Bénin.

La mise en place de cet organisme répond fort heureusement aux objectifs de la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui chargeait le Bureau international de l'UPU de prendre les mesures nécessaires en vue de développer et de généraliser l'épargne postale.

Cette action s'intègre également dans les objectifs du Plan d'action de Lagos où les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA ont recommandé "la création des mécanismes institutionnels orientés vers la mobilisation des ressources financières internes, en particulier sous la forme d'épargne nationale".

Les statuts de l'Institut africain des caisses d'épargne ont été approuvés à Cotonou en 1982, lors de la session annuelle de l'UAPT. Son but est d'assurer une collaboration effective entre les institutions nationales des caisses d'épargne qui en sont membres, d'assurer la promotion de l'épargne et la protection de l'épargnant.

L'Institut africain des caisses d'épargne constitue en outre et essentiellement un centre de formation, d'information et de recherches pour le développement de l'épargne dans les Pays-membres.

Bien que créée dans le cadre de l'UAPT, cette jeune institution sous-régionale jouit d'une autonomie totale. Elle est actuellement composée de dix pays africains: le Bénin, la République centrafricaine, le Congo (Rép. pop.), la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

En attendant de se faire connaître plus amplement, l'Institut africain des caisses d'épargne a chargé le Bénin, pays abritant son siège, de présenter ses vœux de plein succès au XIXe Congrès de l'Union postale universelle.

L'IACE collabore déjà assez étroitement avec l'Institut international des caisses d'épargne et il entend développer ses relations avec toutes les institutions internationales poursuivant des buts analogues et en particulier avec l'Union postale universelle.

Il espère surtout figurer parmi les organismes internationaux susceptibles de bénéficier de l'aide et de l'assistance multilatérale et bilatérale.

Déclaration de la délégation du Gabon

Monsieur le Président,

Je m'efforcerai d'être bref. Néanmoins, dans mon intervention, je voudrais développer trois volets qui sont:

- la formation professionnelle en matière postale au Gabon;
- la participation du Gabon aux actions organisées par l'UPU;
- les vœux de mon pays en direction de l'Union.

Monsieur le Président,

L'Administration postale du Gabon, comme beaucoup d'autres Administrations postales à travers le monde, attache une très grande importance aux problèmes de formation de son personnel, car, comme nous le savons tous, de la formation du personnel dépend la qualité des prestations rendues au public et donc du développement de toute Administration.

En effet, depuis son érection en Office en 1964, l'Administration des postes et télécommunications du Gabon a toujours assuré elle-même tant la formation des agents d'exécution que celle des agents d'encadrement. Je dois préciser que cette formation initiale, à laquelle sont associées des actions de formation permanente (recyclages, séminaires, colloques, etc.) est entreprise chaque année de manière régulière.

Et, à partir de cette année, va s'ouvrir le premier cours des inspecteurs des postes, qui sont considérés au Gabon comme faisant partie des cadres supérieurs. C'est, il faut l'avouer, un pari que nous avons engagé contre nous-mêmes et nous avons fait le serment de réussir, en dépit de certaines difficultés sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure.

Pour assurer ces formations, l'Office des postes et télécommunications du Gabon s'est doté d'un instrument de choix, il s'agit d'un complexe scolaire dénommé Ecole nationale des postes et télécommunications. On y trouve, en effet, suffisamment de salles de classe dotées d'un équipement didactique relativement adapté, un magasin d'imprimés, des salles de guichets fictifs pour travaux pratiques à l'école, et surtout un bureau pilote situé dans l'enceinte de l'école et dans lequel les stagiaires effectuent de réelles opérations face à des vrais clients.

Monsieur le Président, honorables délégués, je vous prie de mesurer l'importance de l'effort que notre Administration consent en matière de formation, car c'est un secteur qui figure toujours parmi les priorités de planification de notre pays.

Dans le cadre de la participation du Gabon aux actions organisées par l'UPU, j'ai le plaisir de vous signaler que le Gabon, répondant aux demandes formulées en ce sens par l'UPU, a accepté d'abriter à titre gracieux, grâce aux structures adéquates qu'offre son école dont je faisais état plus haut, deux séminaires pendant deux années consécutives:

- le premier au mois de juillet 1983 portait sur les relations publiques et l'action commerciale et avait vu la participation de douze pays africains;
- le deuxième, qui se déroule en ce moment même (2 juillet — 10 août 1984), d'une durée de six semaines, porte sur la formation des formateurs, avec une participation d'une dizaine de pays environ.

Monsieur le Président,

Nous exprimons toute notre reconnaissance pour cette confiance que l'UPU ne cesse de renouveler à notre Administration pour l'organisation matérielle de telles rencontres et nous en sommes très honorés.

Nous devons cependant déplorer que cette organisation matérielle, dont les charges sont éprouvantes, soit confiée sans aucune aide à l'Administration organisatrice, je cite le Gabon.

Concernant les vœux exprimés par le Gabon en matière de coopération avec l'UPU, il nous souvient que nous avons, en son temps, déposé un projet d'aide en matière de recrutement de formateurs, dont l'insuffisance dans notre école est la plus grande difficulté ressentie actuellement.

Nous avons malheureusement reçu une réponse non satisfaisante, réponse qui subordonnait le recrutement au fait que nous devions nous-mêmes assumer seuls toutes les charges de rémunération, d'hébergement et autres de ces fonctionnaires. Nous en avons été navrés, mais nous ne perdons pas l'espoir que notre demande, qui reste toujours valable, sera réexaminée de manière à trouver la solution qui lui convient dans le cadre de la coopération.

Je vous remercie.

Allocution du Président de la Commission 9 à l'occasion de la séance de clôture

Monsieur le Secrétaire général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Nous voilà arrivés au terme de nos travaux, après six séances riches d'enseignement.

Qu'il me soit permis de vous redire combien le Maroc se sent honoré d'avoir été choisi pour conduire les travaux de cette Commission.

A l'ouverture des travaux de la Commission, je vous ai brossé un tableau de la situation des services postaux dans les pays en développement en vous indiquant les mesures prioritaires préconisées par le Conseil exécutif pour aider les pays à améliorer les services considérés.

Certes, les problèmes signalés sont loin d'avoir trouvé des solutions à l'issue de nos rencontres. Cependant, les résultats auxquels nous sommes parvenus témoignent de la détermination de tous les Pays-membres de l'Union postale universelle à contribuer au développement harmonieux des services postaux à travers le monde. En effet, qu'il s'agisse du programme d'action pour les cinq prochaines années en faveur de l'ensemble des pays, qu'il s'agisse du programme spécial conçu au profit des pays les moins avancés, qu'il s'agisse des initiatives propres à renforcer la coopération technique horizontale, qu'il s'agisse de la mobilisation des ressources financières ou encore de l'avenir de l'assistance technique, la richesse des débats et des échanges témoigne d'une étude approfondie des documents soumis à notre Commission.

Pour ma part, je retiens de nos travaux quatre idées-forces.

La première est que les autorités nationales devront accorder plus d'attention aux besoins postaux dans le financement des programmes de développement. Des suggestions fort intéressantes ont été avancées à ce sujet. Parmi les suggestions faites par le Conseil exécutif et approuvées par notre Commission figure une présence accrue de l'UPU sur le terrain et une action d'information plus intense.

La deuxième idée-force est que dans toutes ses activités en matière de coopération technique, l'UPU doit associer les Unions postales restreintes qui sont les interlocuteurs privilégiés de l'Union dans leurs régions respectives.

La troisième idée-force retenue est qu'à terme, l'assistance technique de l'UPU devra être sélective, notamment quant aux domaines d'interventions, même si, pour de nombreuses années encore, l'Union devra continuer à répondre aux sollicitations d'un nombre important de pays, pour satisfaire leurs demandes, dans les secteurs les plus divers.

La quatrième idée-force porte sur un rappel, à savoir que le développement est d'abord l'affaire de chaque pays et que l'aide doit demeurer complémentaire aux efforts nationaux.

Les avis exprimés par les uns et les autres constitueront des orientations pour le futur Conseil exécutif et pour le Bureau international dans la mise en oeuvre du programme d'action et la réalisation des objectifs de développement.

D'ores et déjà, j'ai pu noter le formidable esprit de solidarité qui règne parmi les Pays-membres de l'Union postale universelle. Ce qui m'a le plus réjoui, c'est la participation à nos travaux de la grande majorité des pays présents au Congrès; c'est aussi et surtout la nombreuse et active participation des pays industrialisés et les déclarations fort encourageantes qu'ils ont faites concernant la poursuite de leur assistance en faveur des pays qui en ont besoin.

Je suis particulièrement heureux des résultats auxquels nous sommes parvenus grâce à votre contribution et je vous en remercie très sincèrement.

Mesdames et Messieurs,

Si vous avez constaté quelques imperfections dans la conduite des travaux de la Commission, je vous prie de bien vouloir m'en excuser; ces imperfections procèdent du seul souci de favoriser un échange de vues aussi large que possible, quels que soient les points de vue.

En ce moment solennel, je m'en voudrais de ne pas profiter de l'occasion qui se présente pour exprimer la gratitude de notre Commission aux autorités de la République fédérale d'Allemagne pour les facilités qui sont mises à notre disposition.

Je remercie les Vice-Présidents, le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint ainsi que les membres du Secrétariat de la Commission pour leur précieux concours.

Ma reconnaissance et ma sympathie vont aux membres du Secrétariat du pays hôte, aux interprètes, aux traducteurs, aux secrétaires et à ceux qui, invisibles à nos yeux, ont contribué de manière essentielle au déroulement des travaux, à tous les agents anonymes si dévoués et dont le concours nous a été si précieux. Mesdames et Messieurs les délégués, amis de partout, en déclarant clos les travaux de la Commission de la coopération technique du XIXe Congrès postal universel, je garde l'espoir que l'esprit de solidarité qui a prévalu durant nos rencontres demeurera vivace aussi longtemps que possible pour le bien de la communauté internationale.

A ceux d'entre vous qui quittent Hamburg avant la fin du Congrès, je souhaite un bon retour dans leur pays.

Je vous remercie.

M. AOUJIL

Procès-verbaux de la Commission 10

Première séance

Vendredi 22 juin 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Après les souhaits de bienvenue, le PRÉSIDENT évoque la mémoire de M. Anouar Bakir, ancien Président de la Commission de rédaction. Il rappelle les attributions de la Commission et donne lecture de sa composition.

Les délégués des 12 Pays-membres de la Commission sont présents:

Algérie (vice-présidence)	MM. M. Gadouche
Belgique (présidence)	A. Bruggeman
Bénin	C.S. Houndadjo
Cameroun	J.B. Nkolo Fanga
Canada	A. Fallu
Finlande	M. Wallenius
France	J. Mouzin
Gabon (vice-présidence)	A. Nguema Allogo
Luxembourg	J. Hoffmann
Mali	A. Yattara
Niger	B. Ali
Suisse	M. Cordey

Composition
de la Commission

Sur proposition du PRÉSIDENT, le Secrétariat de la Commission est composé des fonctionnaires du Bureau international dont les noms suivent:

MM. E. Niend (Secrétaire)
J.-L. Devecchi (Secrétaire adjoint)
T. Der Hovsépian
M.S. Ouadahi
Mlle G. Carrera

Secrétariat

Le SECRÉTAIRE donne des indications sur la méthode de travail proposée. La Commission approuve cette méthode qui est décrite à l'annexe 1 au présent procès-verbal.

Méthode
de travail

Groupe de travail
des formules

Le Groupe de travail des formules est constitué comme suit:

Présidence:

Algérie

Membres:

Finlande

Mali

Luxembourg

Suisse

Secrétariat:

MM. L. Rubens (Secrétaire) (22.6 — 8.7.84 et 24 — 27.7.84)

E. Aguilar (Secrétaire) (9 — 23.7.84)

I. Haider (Secrétaire adjoint)

J. Miserez (Adjoint)

du Bureau international

Examen
des propositions

Propositions
adoptées sans
modification

010, 011, 1703.1, 1715.1, 1716.1, 1716.2, 1716.3, 1721.1, 1725.91, 5004.3, 5007.2, 5040.2, 5056.1, 5510.3, 5518.3

Propositions
adoptées avec
modifications

1717.1: adoptée sous réserve de la modification suivante:

- insérer dans la deuxième phrase du paragraphe 3 les mots "en discussion" après "l'auteur de la proposition,".

1718.1/Rev 2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le paragraphe 3 comme suit:

"3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure /.../ ayant pour objet de proposer:

- a) (supprimé);
- b) la suspension de la séance;
- c) la levée de la séance;
- d) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- e) la clôture du débat sur la question en discussion;
- f) (supprimé).

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1."

- réunir les deux dernières phrases du paragraphe 7 en remplaçant le point par la conjonction "et".

1720.3: adoptée sous réserve de rédiger le paragraphe 3bis comme suit:

"3bis. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote."

5004.5: adoptée sous réserve de la modification suivante:

- remplacer les mots "Pour ce qui est" du début de la deuxième phrase par "S'agissant".

5017.1: adoptée sous réserve de la modification suivante:

- ajouter l'indication "du présent Arrangement." à la fin de la deuxième phrase après "... à l'article 8."

Décision
du Congrès,
adoptée sans
modification

"Décision

Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'étudier les propositions 1719.1 et 1721.2.

(Propositions 1719.1 et 1721.2, 4e séance plénière)."

La séance est levée à 9 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Méthode de travail de la Commission

Aux termes de l'article 16, paragraphe 7, du Règlement intérieur des Congrès, "Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés".

Des instructions ont été données aux Secrétariats du Congrès et des Commissions afin qu'ils observent strictement cette prescription de manière que la Commission de rédaction reçoive le résultat des travaux au plus tard le lendemain de chaque séance considérée.

Sur la base des renseignements qui lui parviennent des Commissions, le Secrétariat de la Commission de rédaction établit des "Pièces" qui servent de base aux discussions de la Commission 10 et qui ne sont distribuées qu'aux membres de celle-ci.

Chaque membre de la Commission dispose, dans la salle de réunion, d'un cahier spécial pour le classement des "Pièces" précitées auxquelles sont joints tous les documents (propositions, résolutions, etc.) décrits sur les "Pièces" et qui doivent permettre aux membres d'accomplir leur tâche. A l'issue de chaque séance, ce cahier spécial doit rester dans la salle de réunion à la place occupée par chaque délégué, afin que le Secrétariat puisse préparer les séances suivantes. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que les membres de la Commission apportent leurs cahiers de propositions personnels pour assister aux séances de la Commission.

Les "Pièces" seront en principe examinées dans l'ordre de leur numérotage. Etant donné que les textes de base ne sont pas reproduits dans les propositions en regard de l'article modifié, les membres de la Commission devront, pour l'examen des textes qui leur seront soumis, utiliser les fascicules 1 à 4 du Code annoté. Ces fascicules seront mis à leur disposition dans la salle de réunion de la Commission.

Les procès-verbaux de la Commission de rédaction porteront la cote "Congrès/C 10 – PV ...". Ils reproduiront sous une forme succincte les décisions arrêtées par la Commission.

Hamburg, le 19 juin 1984

Deuxième séance

Lundi 25 juin 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Le Congrès/C 10 – PV 1 est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Examen
des propositions

4075.1, 4079.1, 4082.1, 4598.2, 4609.1, 6530.1, 6530.2, 6543.1, 7518.1, 7518.2.

Propositions
adoptées sans
modification

Propositions
transmises à
la Commission 6
(Poste aérienne)

4076.1, 4077.1, 4077.2, 4596.2
Voir note ci-annexée.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

6901.1, 6901.3, 6903.1, 6904.1, 6912.3, 6913.1, 6913.3, 6914.1, 6916.1, 6916.3, 8903.2, 8904.2, 8906.2,
8907.2, 8908.2, 8909.2, 8910.2.

La séance est levée à 8 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Commission 10 (Rédaction)

Note de renvoi à la Commission 6 (Poste aérienne) de certaines propositions

Au cours de sa deuxième réunion, le 25 juin 1984, la Commission 10, lors de l'examen de la proposition 4076.1 adoptée par la Commission 6, a constaté que celle-ci comportait quelques imprécisions de fond qui pourraient rendre difficile l'application des nouvelles dispositions.

En effet, cette proposition pose le principe d'une réexpédition normale par la voie la plus rapide (la voie aérienne notamment) des lettres et cartes postales avion, la réexpédition des autres envois continuant à dépendre de l'engagement par le destinataire à payer les surtaxes aériennes/taxes combinées correspondant au nouveau parcours...

Cependant, le nouveau texte introduit également l'application "par analogie" aux lettres et cartes postales des dispositions ci-dessus concernant le paiement d'un supplément de taxe (paragraphe 2 de la proposition). De l'avis de la Commission 10, les points ci-après devraient être précisés pour faciliter la mise en forme rédactionnelle du texte:

- 1° l'application "par analogie" signifie-t-elle qu'un engagement devrait être signé avant toute réexpédition par voie aérienne des lettres et cartes postales avion;
- 2° sinon, il est souhaitable de préciser comment seraient perçues les surtaxes aériennes/taxes combinées dues pour le nouveau parcours.

Pour ces raisons, la Commission 10 a jugé opportun de renvoyer à la Commission 6 pour un nouvel examen la proposition 4076.1, ainsi que les propositions 4077.1, 4077.2 et 4596.2 qui sont en relation avec elle.

Hamburg, le 25 juin 1984

Pour la Commission 10:
Le Président,
A. BRUGGEMAN

Troisième séance

Jeudi 28 juin 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Le Congrès/C 10 — PV 2 est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Examen
des propositions

Propositions
adoptées sans
modification

024, 4617.6, 5011.1, 5014.4, 5014.8, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1.

Propositions
adoptées avec
modifications

4000.8: adoptée sous réserve de libeller le dispositif de la résolution comme suit:

"charge

le Conseil exécutif

- a) de poursuivre l'étude de la question des frais de transport aérien intérieur afin de déterminer si le maintien du droit de percevoir ces frais est toujours justifié;
- b) s'il estime qu'un tel maintien se justifie, d'étudier à nouveau les méthodes de calcul à appliquer, dans le but d'instituer un système permettant à l'Administration de destination de couvrir les coûts réels afférents à ce transport, et à l'Administration d'origine de vérifier efficacement les bases de calcul des frais réclamés."

5009.1: adoptée sous réserve de remplacer à la deuxième ligne du paragraphe 1 les mots "si celle-ci est" par "si elle est".

5009.2 et 5009.5: adoptées sous réserve de fusionner ces deux propositions avec le texte suivant:

"2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'expéditeur ou réexpédié; toutefois, dans ces cas, le montant de la reprise ne peut dépasser 5 francs."

5009.3 et 5009.4: adoptées sous réserve de fusionner ces deux propositions avec le texte suivant:

"3. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 1, que les colis qui leur sont destinés soient livrés par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution /.../, une taxe de 5 francs au maximum ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée."

5012.1: adoptée sous réserve de remplacer à la deuxième ligne les mots "si celle-ci est" par "si elle est".

5013.1: adoptée sous réserve que le texte donné sous abis) soit placé sous lettre a) et que le texte actuel de la lettre a) devienne abis).

5014.1: adoptée sous réserve de remplacer le mot "origine" par "expéditeur".

5014.2: adoptée sous réserve de remplacer le mot "origine" par "expéditeur".

5014.3: adoptée sous réserve de remplacer le mot "origine" par "expéditeur".

5014.5: adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

"/.../ En cas de renvoi à l'expéditeur ou de réexpédition (articles 29, paragraphe 3, lettre b), et 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 20 francs."

5014.6: adoptée sous réserve que le texte donné sous abis) soit placé sous lettre a) et que le texte actuel de la lettre a) devienne abis).

5029.1 et 5029.2: adoptées sous réserve de fusionner ces deux propositions et de procéder aux modifications suivantes:

- supprimer dans le texte figurant sous lettre a) du paragraphe 3 les mots "jusqu'au bureau du domicile de l'expéditeur";
- remplacer le texte figurant sous lettre b) du paragraphe 3 par le suivant:
 "b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'expéditeur, sous réserve des articles 9, paragraphe 2, dernière phrase, et 14, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres d), h) et i)."

5031.1: adoptée sous réserve de libeller le texte donné sous lettre c) comme suit:

"c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation, sous réserve des articles 9, paragraphe 2, dernière phrase, et 14, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres d), h) et i)."

5306.1 et 5306.2/Rev 1: fusionnées et adoptées sous réserve de retenir le texte suivant:

"A titre exceptionnel, les Administrations sont autorisées à dépasser les limites supérieures des taxes supplémentaires indiquées aux articles 9 à 12 et 14, si cela est nécessaire pour mettre ces taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services. Toutefois, en cas de renvoi à l'expéditeur (article 29, paragraphe 3, lettre b)), ou de réexpédition (article 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant des taxes reprises ne peut dépasser les taux fixés dans l'Arrangement. Les Administrations désireuses d'appliquer cette disposition doivent en informer le Bureau international dès que possible."

"Décision

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984.
(Congrès — Doc 1, 8e séance plénière)."

"Décision

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979–1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979–1984.
(Congrès — Doc 2, 8e séance plénière)."

Décisions
du Congrès,
adoptées sans
modification

"Décision

Approbation du Rapport du Directeur général 1980—1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général 1980—1984.

(Congrès — Doc 3, 8e séance plénière)."

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

5902.1, 5902.2, 5909.1.

Autre question
traitée

A la suite de l'examen des propositions 5029.1 et 5029.2, la Commission a exprimé le souhait que puisse figurer dans le Code annoté une annotation à l'article 29 pour expliquer le but et l'esprit des modifications apportées à cet article (voir exposé des motifs).

La séance est levée à 9 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Quatrième séance

Vendredi 29 juin 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Dix membres de la Commission sont présents.

Le Congrès/C 10 – PV 3 est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

6000.1, 6004.1, 6004.2, 6006.2, 6009.1, 6028.2, 6506.1, 6515.1, 6525.1, 8017.1.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

6011.1: adoptée sous réserve de supprimer, à la deuxième ligne du paragraphe 3bis, les mots "du bénéficiaire".

Propositions
adoptées avec
modifications

6028.3: adoptée sous réserve de supprimer, à la deuxième ligne du paragraphe 1, le mot "maximale".

6500.2: adoptée sous réserve de remplacer le mot "FINPOST" par "POSTFIN" dans le titre et dans le premier considérant de la résolution.

6530.3: adoptée sous réserve des modifications figurant à l'annexe 1 du présent procès-verbal.

6530.4: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- premier tiret du paragraphe 1: remplacer "FINPOST" par "POSTFIN";
- deuxième tiret: biffer "numéro postal d'émission et";
- dans la partie "Texte", premier tiret: ajouter, après "MANDAT" ", suivi du numéro postal d'émission".

6534.1: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 1 comme suit:

"1. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée selon les dispositions de l'article 110 et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission."

6543.2: adoptée sous réserve d'ajouter, à la deuxième ligne, ... et d'avis d'émission "conforme au modèle MP 3 ci-annexé".

6543.3: adoptée avec les mêmes modifications que la proposition 6530.4.

7042.91: adoptée sous réserve de la rédiger comme suit:

"Article 42bis

Taxes

L'Administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque."

7500.3: adoptée sous réserve de remplacer le mot "FINPOST" par "POSTFIN" dans le titre et dans le premier considérant de la résolution.

7518.3: adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

"La partie "Adresse" contient:

- POSTFIN (précédé, s'il y a lieu, d'autres indications de service télégraphiques);
- /.../ l'indication de service postale AVIS INSCRIPTION s'il y a lieu;
- nom du bureau de chèques destinataire.

La partie "Texte" contient:

- VIREMENT, suivi du numéro postal d'émission;
- (le reste sans changement)."

"Décision

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Le Congrès

décide

- d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international concernant les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
 - a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit Rapport;
 - b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
 - c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès – Doc 5 et Add 1, 13e séance plénière)."

"Décision

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès

décide

de prendre acte des conclusions du Rapport du Directeur général du Bureau international concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, admettant ainsi que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la politique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation, dans les limites de ses compétences.

(Congrès – Doc 15, 13e séance plénière)."

6000.3, 6002.1, 6009.2, 6013.1, 6029.1, 6501.1, 6510.1, 6528.91, 6546.3.

6912.2.

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Article 130

Etablissement des mandats télégraphiques

2. Le nom du bénéficiaire est transformé en un groupe mixte composé de chiffres, de signes et de lettres. Cette transformation se fait de la manière suivante:

- a) le chiffre 1) est utilisé pour identifier le groupe;
- b) toutes les parties du nom du bénéficiaire sont séparées par une barre de fraction, suivant l'exemple ci-après: La mention "M Jean de Biasé" se transforme en "1) MONSIEUR/JEAN/DE/BIASE".
/.../

3. (Sans changement.)

6. Le nom patronymique d'un bénéficiaire, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots /.../ "Monsieur", "Madame" ou "Mademoiselle", à moins que cette indication... (le reste sans changement).

Cinquième séance

Lundi 2 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Le Congrès/C 10 — PV 4 est approuvé.

Approbat
du procès-verbal
de la séance
précédente

Examen
des propositions

Propositions
adoptées sans
modification

06, 014, 2000.12, 2000.13, 2511.1, 2518.1, 2521.1, 4000.5, 4598.1, 5000.4, 5023.1, 5039.3, 5505.1, 5505.3.

Propositions
adoptées avec
modifications

012: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne du deuxième considérant, les mots "à maintenir et à améliorer les" par "au maintien et à l'amélioration des".

019: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- supprimer les mots "postal universel" à la première ligne du premier considérant;
- ajouter le "sa" avant "disposition" à la dernière ligne du premier considérant;
- libeller le premier paragraphe du dispositif comme suit:

"décide

- a) de changer la dénomination "Journée de l'UPU" en "Journée mondiale de la poste";
- b) de consacrer le 9 octobre de chaque année comme "Journée mondiale de la poste",

invite

/.../ les Pays-membres de l'Union à célébrer cette Journée et à la mettre à profit (ainsi que la Semaine internationale de la lettre écrite dans laquelle se situe le 9 octobre), pour mieux faire connaître aux autorités et au public, d'une part, les buts poursuivis par l'Union postale universelle et son oeuvre et, d'autre part, le rôle primordial de la poste dans le processus de développement économique, social et culturel, ainsi que les divers services mis à la disposition du public par les Administrations postales."

2000.1 et 2000.16: fusionnées et adoptées sous réserve des modifications suivantes:

- supprimer le mot "actuellement" à la lettre a) du premier considérant;
- remplacer le mot "présentement" par "actuellement" dans l'avant-dernière ligne de la lettre c) du premier considérant et mettre entre virgules la partie de la phrase "aux termes des dispositions de l'article 21 de la Convention";
- remplacer les mots "petites quantités" par "petite quantité" à la deuxième ligne du troisième considérant;
- libeller la dernière ligne du dernier considérant comme suit: "dans les dépêches internationales, d'envois contenant une "petite quantité" de matières dangereuses,";
- libeller le dispositif comme suit:

“charge

le Conseil exécutif:

- d’étudier la possibilité de /.../ permettre l’expédition d’envois contenant une “petite quantité” de certaines matières dangereuses;
- de formuler le cas échéant en matière de préparation des envois (emballage, étiquetage, etc.) et de transport les prescriptions qui devraient être appliquées pour l’expédition de tels projets;
- (3e tiret sans changement);
- de diffuser ses conclusions à tous les Pays-membres après achèvement de son étude; et
- de formuler le cas échéant des propositions visant à modifier les Actes de l’Union conformément aux conclusions de son étude.”

5000.5: adoptée sous réserve de libeller la recommandation comme suit:

*“Recommandation***Emballages /.../ utilisés pour le transport des envois postaux**

Le Congrès,

notant

que l’utilisation d’emballages vendus par les Administrations postales va en se développant,

constatant toutefois

que les utilisateurs de tels emballages ont tendance à négliger l’emballage intérieur,

invite

les Administrations postales à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux, de la nécessité:

- d’une part, d’utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié,
 - d’autre part, de veiller à une fermeture convenable de l’emballage extérieur,
- afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions.”

5039.2: adoptée sous réserve de modifier les montants indiqués comme suit:

90 au lieu de 120

135 au lieu de 180

180 au lieu de 240

225 au lieu de 300

- paragraphe 4, remplacer, à la deuxième ligne, “300” par “225”.

5039.5/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer, à la fin du paragraphe 7, les mots “de taxes payées, à l’exception de la taxe d’assurance” par “de toutes les taxes payées”.

6000.3: adoptée sous réserve de modifier le texte du premier considérant, de le placer avant le dispositif et de modifier le dispositif comme suit:

“notant par ailleurs

que les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l’épargne et les abonnements aux journaux et écrits périodiques ne sont exécutés que par un nombre très limité d’Administrations et que certaines dispositions d’autres Arrangements concernant les services financiers postaux (telles celles relatives au service des bons postaux de voyage) ne sont plus d’actualité,

charge

le Conseil exécutif:

1° de procéder /.../ à:

- a) une étude sur l’utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l’Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l’utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s’efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s’imposent.”

6002.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- ajouter le mot “des” avant “bureaux de poste”, à la dernière phrase du paragraphe 2bis;
- remplacer par “2bis” le chiffre 3 à la première ligne du paragraphe 2ter.

6009.2: adoptée sous réserve de libeller la dernière phrase du paragraphe 4 comme suit:

"/.../ L'expéditeur demandant le paiement d'un mandat en main propre acquitte une taxe spéciale égale à celle qui est prévue à l'article 24, paragraphe 1, lettre t), de la Convention."

6013.1: adoptée sous réserve de supprimer les mots "de l'étranger" dans la première ligne du paragraphe 2.

6029.1: adoptée sous réserve d'ajouter le mot "mixte" après "système d'échange" à la première ligne du paragraphe 1bis.

6501.1: adoptée sous réserve de libeller comme suit la phrase figurant sous chiffre 1° de la lettre a) du paragraphe 1:

"1° la liste des pays avec lesquels elle échange des mandats de poste et des mandats de versement, ainsi que les systèmes d'échange convenus sur la base de l'Arrangement;"

6510.1: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 1 comme suit:

"1. Lors de la réexpédition, un nouveau mandat est établi pour la somme restant disponible après déduction de la taxe postale et éventuellement de la taxe télégraphique si la réexpédition a lieu par voie télégraphique. Dans ce dernier cas, la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique. Le montant du mandat est ensuite converti en la monnaie du pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays de réexpédition."

6528.91: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller l'intitulé du titre IIbis comme suit: "Système d'échange mixte";
- ajouter les mots "elles sont" avant "compatibles" à la fin de la dernière ligne de l'article 128bis;
- remplacer les mots "aux termes" par "selon les dispositions" dans la phrase figurant sous lettre d) de l'article 128ter.

6546.3: adoptée sous réserve d'ajouter les mots "d'échange" après "système" à la troisième ligne du paragraphe 1.

"Décision

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des envois postaux, constatant toutefois

que lesdits emballages ne sont pas normalisés,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus /.../ par les Administrations postales /.../.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)."

La séance est levée à 9 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Sixième séance

Mardi 3 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 h 30.

Onze membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 5 est adopté sous réserve des modifications suivantes concernant les propositions 2000.1 et 2000.16*:

- remplacer les mots “petites quantités” par “petite quantité” à la deuxième ligne du troisième considérant;
- libeller la dernière ligne du dernier considérant comme suit:
“dans les dépêches internationales, d’envois contenant une “petite quantité” de matières dangereuses,”;
- libeller les deux premiers tirets du dispositif comme suit:
“charge
le Conseil exécutif:
 - d’étudier la possibilité de permettre l’expédition d’envois contenant une “petite quantité” de certaines matières dangereuses;
 - de formuler le cas échéant en matière de préparation des envois (emballage, étiquetage, etc.) et de transport... (le reste sans changement).”

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

5042.2, 3574.6.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

3500.1: adoptée sous réserve de libeller la recommandation conformément à l’annexe 1 du présent procès-verbal.

Propositions
adoptées avec
modifications

5048.2 et 5046.1: fusionnées et adoptées sous réserve de:

- libeller le paragraphe 3bis de l’article 46 comme suit:
“3bis. Les modifications des quotes-parts territoriales d’arrivée selon le paragraphe 1 ne peuvent entrer en vigueur que le 1er janvier. Pour être applicables, ces modifications doivent être notifiées quatre mois au moins avant cette date au Bureau international qui les communique aux Administrations intéressées au moins trois mois avant la date de leur entrée en vigueur. Lorsque ces délais n’ont pas été observés, ces modifications n’entrent en vigueur que le 1er janvier de l’année suivante.”;
- supprimer le paragraphe 2 de l’article 48 qui devient sans objet;

* Ces modifications figurent déjà au Congrès/C 10 – PV 5.

- libeller le paragraphe 1, lettre b), de l'article 46 comme suit:
 - "b) de réduire à leur gré leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ou de les majorer jusqu'à concurrence de leurs prix de revient, à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts territoriales de départ."

5046.1: en attendant la décision de la Commission 3 au sujet de l'article 7 de la Constitution.

Proposition
dont l'examen
est différé

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Recommandation**Assistance technique en matière de règlements internationaux**

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro... (le reste sans changement),

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en oeuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

recommande

1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:

- a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
- b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;
- c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en oeuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux; /.../

2° (sans changement),

charge

le /.../ Bureau international:

- 1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en oeuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;
- 2° /.../ de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;
- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;

- 4° /.../ de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations /.../ concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique. (Deuxième phrase de la lettre c), chiffre 1°, du premier élément du dispositif.)

(Proposition 3500.1, Commission 9, 1re séance)

Septième séance

Mercredi 4 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Le Congrès/C 10 – PV 6 est adopté.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Examen
des propositions

1031.1 R*, 1702.1, 1709.1**, 1720.1, 1724.1, 2004.1, 2009.1, 6002.2 R, 6039.1 R, 6500.1, 6505.2, 6507.1, 6546.1, 6549.1.

Propositions
adoptées sans
modification

1502.5 et 1502.9: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller les textes figurant sous jbis) et jter) comme suit:

Propositions
adoptées avec
modifications

“jbis) déterminer en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;”

“jter) désigner en temps utile, sous réserve de l’approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:

- d’assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
- de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;”

2000.8: adoptée sous réserve de supprimer les mots “dans les pays” à la fin de la phrase du cinquième considérant.

2000.14: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- dans le troisième considérant lire “le voeu” au lieu de “la voeu” (version française seulement);
- remplacer, à la troisième ligne du dispositif, le mot “participer” par “contribuer” et présenter ce dispositif comme suit:
“recommande
aux Administrations postales, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste:
– de tout mettre en oeuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays;
– /.../ de choisir des sujets susceptibles de contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d’amitié entre les peuples, à l’instauration et au maintien de la paix dans le monde.”

* La modification qu’implique la proposition adoptée ne sera introduite dans l’article 31 de la Constitution que si d’autres modifications à la Constitution sont décidées par le Congrès.

** La Commission est d’avis qu’avec l’adoption de cette proposition, l’article 11 du Règlement intérieur des Congrès peut remplacer l’article 9 de ce Règlement.

2000.19: adoptée sous réserve de libeller la résolution sur le "Service du courrier accéléré international" comme indiqué en annexe 1.

2004.2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- compléter la première phrase par les termes "en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services.";
- supprimer la dernière phrase "Le cas échéant... suspension de services."

2010.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- le paragraphe 2 reste sans changement;
- créer le paragraphe 2bis libellé comme suit:
"2bis. Les formules à l'usage des Administrations postales ainsi que leurs copies éventuelles doivent être remplies de manière telle que les inscriptions soient parfaitement lisibles. La formule originale est transmise à l'Administration concernée ou à la partie la plus intéressée."

6504.1: adoptée sous réserve de libeller les paragraphes 1, 2 et 2bis comme suit:

"1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule:

- soit en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 ci-annexé,
- soit en papier résistant de fond blanc, imprimé en rose et conforme au modèle MP 1bis ci-annexé.
.../ La partie inférieure de cette formule doit présenter une zone de lecture blanche de dimensions conformes à ce modèle.

2. (Sans changement.)

2bis. Les caractéristiques techniques des formules MP 1bis et MP 12bis et les renseignements concernant leur utilisation sont déposés au Bureau international."

6507.91: adoptée sous réserve de supprimer les mots "de poste" à la première ligne.

6511.1 et 6511.3: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le texte figurant sous lettre e) comme suit:

"omission de timbre, de signature sur les mandats non établis selon un procédé mécanographique, ou d'autres indications de service;".

6511.2: adoptée sous réserve de remplacer les mots "omission de l'" par "non".

6522.1: adoptée sous réserve d'ajouter une virgule après le mot "Arrangement", à la deuxième ligne.

6528.1: adoptée sous réserve de remplacer les mots "la liste" par "une liste".

7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R

Les cinq propositions ci-dessus qui ont pour but de remplacer en matière de postchèques les mots "Administration d'émission" par "Administration d'origine" devraient être intégrées dans l'étude de la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux confiée au Conseil exécutif. (Projet de décision en annexe 2.)

La Commission considère en effet qu'il y a notamment lieu:

- de tenir compte de la définition du mot "émission" telle qu'elle figure dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international;
- de veiller à ce que la terminologie employée dans l'ensemble de l'Arrangement concerné soit harmonisée.

6505.1, 6546.2, 6546.4.

6901.2, 6901.4, 6901.91, 6912.1, 6912.4, 6912.91, 6913.2, 6914.2, 6916.2.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 15 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Service du courrier accéléré international (CAI)

Le Congrès,

conscient:

- 1° (sans changement),
- 2° (sans changement),
- 3° des avantages résultant de l'exécution de ce service et de son renforcement face à la concurrence exercée par certaines entreprises spécialisées dans le transport et la remise de documents et de la petite messagerie,
- 4° (sans changement),
- 5° (sans changement),

notant avec satisfaction:

- 1° (sans changement),
- 2° le fait que le Conseil exécutif a élaboré un accord type contenu dans le "Guide à l'usage des pays désirant participer à un service CAI", et
- 3° le fait que le CCEP a /.../ inclus ce sujet dans son programme de travail /.../ pour 1984—1989,

tenant compte

des /.../ travaux déjà réalisés sur le CAI lors des différentes conférences /.../ et notamment de la Conférence de Washington en septembre 1983,

charge le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de toute urgence les actions nécessaires au développement technique, économique et pratique de ce service en vue de son application rapide par le plus grand nombre possible d'Administrations postales /.../;
- b) de mettre l'accent sur les progrès en ce domaine dans le rapport qu'il présente à chaque session du CE, afin que ce dernier puisse suivre de près le développement du service CAI;
- c) (sans changement);
- d) de présenter éventuellement au prochain Congrès des propositions visant à inclure dans les Actes de l'Union les principes de base du courrier accéléré international.

Décision

Dispositions concernant l'émission et le paiement des postchèques

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'inclure les propositions d'ordre rédactionnel 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R dans l'étude portant sur la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (décision C ...).

(Propositions 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R, Commission 10, 7e séance)

Huitième séance

Jeudi 5 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Le projet de Congrès/C 10 – PV 7 est adopté.

Examen
des propositionsPropositions
adoptées sans
modification

3061.5, 3062.2, 5048.1, 5054.1, 5058.2, 5301.1, 5301.3, 5301.6, 5301.9, 5301.12/Rev 1, 5301.14, 5301.17, 5301.19, 5302.1, 5303.1*, 5303.2*, 5303.3*, 5303.4*, 5303.5*, 5303.6*, 5303.7*, 5304.1, 5305.1, 5519.91.

Propositions
adoptées avec
modifications

3303.1: adoptée sous réserve de remplacer, à l'article III, paragraphes 1 et 2 (troisième et quatrième ligne respectivement), les mots "de tirer partie" par "d'appliquer".

5000.3: adoptée sous réserve de:

- libeller le deuxième considérant comme suit:
"étant donné
 - que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts... (le reste sans changement);
 - que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la "méthode comparative poste aux lettres – colis postaux" décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);
 - que les quotes-parts maritimes ont été établies comme celles du Congrès de Rio de Janeiro, ... (le reste sans changement)";
 - remplacer dans la première partie du dispositif, à la première ligne, le mot "d'orientation" par "indicatifs".

5046.1: adoptée sous réserve de remplacer à l'article 46, paragraphe 1, le mot "d'orientation" par "indicatif" et de supprimer dans le tableau les montants exprimés en DTS.

5047.4: adoptée sous réserve de transférer le mot "cependant" au début du paragraphe 4bis et de supprimer le montant exprimé en DTS.

* Sous réserve d'énumérer à l'article III du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux les pays auteurs de ces propositions qui "sont autorisés à majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 49 et 50".

5304.2, 5305.2, 5305.3.

Propositions
dont l'examen
est différé

La séance est levée à 8 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Neuvième séance

Vendredi 6 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Le projet de Congrès/C 10 — PV 8 est adopté.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées sans
modification

05/Rev 1, 1519.2, 2011.1, 2031.2, 2500.4, 2530.2, 3033.1, 3543.3, 6546.4*.

Propositions
adoptées avec
modifications

08: adoptée sous réserve de remplacer dans le texte figurant sous lettre a) du dispositif les mots "en tant que hôte" par "en tant qu'hôte".

031: adoptée sous réserve de libeller le dispositif de la résolution comme suit:

"charge

le Conseil exécutif d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en oeuvre des nouveaux services, afin /.../:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales;
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification."

1502.6: adoptée sous réserve de remplacer à la première ligne du texte figurant sous lettre o) les mots "peuvent être" par "seront".

1519.3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer à la première ligne du paragraphe 1 le mot "bis" par "ter" après "aux paragraphes 1 ...";
- remplacer la numérotation du paragraphe "1bis" par "1ter".

1519.4: adoptée sous réserve de remplacer à la fin du texte figurant sous la lettre d) le mot "recevables" par "admisses".

* La Commission 10 suggère de faire figurer dans la liste des abréviations du Code annoté l'abréviation M.P. et sa signification.

2000.3: adoptée sous réserve de libeller le dispositif de la résolution comme suit:

"charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à modifier la présentation de la Liste des objets interdits afin d'en rendre plus aisée la consultation."

2022.1: adoptée sous réserve de remplacer les termes de la dernière ligne du paragraphe 1 par les suivants:

"... complémentaire égale à la taxe /.../ d'un envoi du service international de même catégorie et de poids correspondant à l'excédent constaté."

2031.1: adoptée sous réserve de libeller la dernière phrase du paragraphe 3 comme suit:

"Sur présentation d'un nombre suffisant de coupons-réponse, les Administrations doivent fournir les timbres-poste nécessaires à l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire correspondant à l'un des échelons de poids n'excédant pas 20 grammes /.../ à expédier par voie aérienne comme envoi surtaxé ou non surtaxé."

2036.2: adoptée sous réserve de compléter le texte du paragraphe 3 par les termes suivants: "échangés entre l'expéditeur et le destinataire ou les personnes résidant avec eux."

6546.2: adoptée sous réserve de supprimer le mot "numérique" à la deuxième ligne du paragraphe 2bis.

1707.1/Rev 1

Voir note ci-annexée.

Proposition
renvoyée à
la Commission 3

2028.2.

Proposition
dont l'examen
est différé

2933.91.

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Commission 10 (Rédaction)*Note de renvoi d'une proposition à la Commission 3 (Affaires générales)*

Au cours de sa séance du 6 juillet 1984, la Commission 10, en examinant la proposition 1707.1/Rev 1 (article 7 du Règlement intérieur des Congrès), adoptée par la Commission 3, a constaté que le texte de cette proposition n'est pas en harmonie avec la nouvelle disposition de l'article 102, paragraphe 6, lettre jter), également adoptée par cette Commission à l'issue de l'examen des propositions 1502.5 et 1502.9.

En effet, les textes adoptés sont les suivants:

Règlement général, article 102, paragraphe 6, lettre jter) (Congrès/C 10 – PV 7)

"jbis) déterminer en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;"

"jter) désigner en temps utile, sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:

- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
- de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;"

Règlement intérieur, article 7 (proposition 1707.1/Rev 1)

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des quatre Pays-membres qui assumeront /.../ les vice-présidences du Congrès. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres.

2. Le Congrès approuve également, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des Pays-membres qui assumeront les présidences et les vice-présidences des Commissions.

3 à 6. (Sans changement.)

La Commission 10 a relevé, en comparant ces deux dispositions, les différences ci-après:

- selon le Règlement général le principe d'une "*répartition géographique équitable*" concernerait les vice-présidences du Congrès, les présidences et vice-présidences des Commissions,
- alors que, selon le Règlement intérieur, le principe de la "*répartition géographique*" ne s'appliquerait qu'aux vice-présidences du Congrès.

De l'avis de la Commission, une harmonisation des deux textes apparaît souhaitable et à cet effet elle a jugé opportun de renvoyer la proposition 1707.1/Rev 1 à la Commission 3 pour un nouvel examen.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Pour la Commission 10:
Le Président,
A. BRUGGEMAN

Dixième séance

Lundi 9 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 9 est adopté.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

3061.1, 3061.91, 7505.2, 7550.1, 7552.2, 7560.1, 8005.1.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

3061.2/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller le chiffre 2° du dispositif comme suit:

“2° de réexaminer la méthodologie en vigueur, en particulier en ce qui concerne les échelons de distances pour les adapter aux réalités des parcours territoriaux et maritimes qu’empruntent les dépêches /.../ en transit /.../”

Propositions
adoptées avec
modifications

3065.91: adoptée sous réserve de mettre au paragraphe 1, deuxième ligne, une virgule entre les mots “tra- versés” et “ou”.

3065.92: adoptée sous réserve de remplacer à la première ligne le mot “dirigées” par “acheminées”.

7053.1: adoptée sous réserve de remplacer:

- à la première ligne, le mot “Lorsque” par “Dans le cas où”, et
- à la deuxième ligne, les termes “dont elles peuvent se transmettre réciproquement” par “d’échanger”.

7500.2: adoptée sous réserve de remplacer le titre “Décision” par “Résolution”.

7510.1: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 2bis comme suit:

“2bis. Si la demande d’annulation est transmise par d’autres moyens de télécommunications et que, pour de tels échanges, il ait été convenu... (le reste sans changement).”

7514.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne, les mots “n’a été” par “n’ait été”.

7549.1: adoptée sous réserve de remplacer, au paragraphe 4, le mot “d’origine” par “émetteur”.

7549.2: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 3bis comme suit:

“3bis. Les textes et motifs de couleur bleu foncé qui figurent au recto de la formule sont imprimés en relief (taille-douce).”

8511.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la dernière ligne, les mots "en tout cas" par "dans tous les cas".

8512.1: adoptée sous réserve de lire au paragraphe 1, lettre c), première ligne, "afférente" au lieu de "afférents".

Propositions
qui n'ont pas pu
être examinées

3065.93, 7505.1, 7506.1, 7506.2, 7508.1, 7553.2.

Propositions
dont l'examen
est différé

3000.1, 3065.6/Rev 1, 8503.1.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

7913.1, 7913.2, 8903.1, 8904.1, 8906.1, 8907.1, 8908.1, 8909.1, 8910.1, 11 905.1, 11 905.2, 11 906.1, 11 906.2.

La séance est levée à 9 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Onzième séance

Mardi 10 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 10 est adopté.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

2000.10, 2028.2, 2037.1, 5047.3, 5049.3, 5304.2, 5305.2, 5305.3, 5501.1, 5506.1, 5506.3, 5510.4, 5514.1, 5518.1, 5520.1, 5520.4, 5523.1, 5526.3, 5540.1, 5541.91, 5546.2.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

020: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer dans le troisième considérant, à la première ligne, les mots "beaucoup de" par "plusieurs";
- supprimer dans le dispositif, à la première ligne, le mot "tels".

Propositions
adoptées avec
modifications

023: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer à la deuxième ligne du deuxième considérant les mots "faire mieux" par "mieux faire";
- libeller le dispositif comme suit:
"charge
le Conseil exécutif /.../ d'examiner la possibilité de faire éditer un ou plusieurs livres sur /.../ ce thème /.../."

2036.3: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 4bis comme suit:

"4bis. Chaque Administration doit veiller dans toute la mesure du possible à ce que les renseignements concernant les interdictions en vigueur dans son pays, visées au paragraphe 4, lettre f), et communiquées au Bureau international conformément au Règlement d'exécution, soient /.../ énoncés de façon claire, précise et détaillée et qu'ils soient tenus à jour."

2036.6: adoptée sous réserve de libeller la dernière phrase du paragraphe 7 comme suit:

"Cette information doit indiquer de manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné suite à /.../ saisie."

3065.6/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller la proposition comme indiqué en annexe 1 au présent procès-verbal.

3065.93: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 1bis comme suit:

"1bis. Lorsque l'Administration du pays traversé ne participe pas au transport territorial ou maritime des dépêches, les frais de transit correspondants sont payables à l'Administration de destination si celle-ci supporte les coûts afférents à ce transit."

5000.2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le premier considérant comme suit:
"considérant
l'intérêt primordial pour un expéditeur d'être informé le plus rapidement possible de la non-livraison de son colis /.../ au destinataire,";
- remplacer dans le deuxième considérant le mot "origine" par "expéditeur";
- remplacer dans le troisième considérant les mots "renvoi à l'origine des colis" par "renvoi des colis à l'expéditeur".

5519.2: adoptée sous réserve d'ajouter à la première ligne du paragraphe 5, après "internés", le mot "civils".

5520.5: adoptée sous réserve de remplacer à la quatrième ligne du paragraphe 4, les mots "pour les" par "des".

5530.1: adoptée sous réserve de supprimer à la deuxième et à la troisième ligne du paragraphe 3 les termes "et annexé au colis" et "et destiné au destinataire".

6505.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller comme suit les deux premières phrases du paragraphe 2:
"Le montant des mandats et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'émission. Le montant en lettres peut être exprimé /.../ chiffre par chiffre écrits isolément /.../."*
- libeller le paragraphe 4 comme suit:
"4. Lorsque les mandats de poste sont établis selon un procédé mécanographique, la signature manuscrite de l'agent ou l'apposition d'un indicatif chiffré pouvant la remplacer ne sont pas obligatoires."

7505.1: adoptée sous réserve de remplacer, après "usuelle", le mot "de" par "du".

7553.2: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 3bis comme suit:

"3bis. Les postchèques payés doivent être renvoyés à l'Administration d'émission aussitôt que possible et au maximum dans un délai d'un mois après le paiement."

8503.1: adoptée sous réserve de libeller les deux premières phrases du paragraphe 2 comme suit:

"Le montant du remboursement et le nom de l'unité monétaire doivent être indiqués en toutes lettres dans la langue prescrite par l'Administration d'origine. Le montant en lettres peut être exprimé /.../ chiffre par chiffre écrits isolément /.../."*

"Décision

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle

Le Congrès,

vu

l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général,

élit

- au poste de Directeur général du Bureau international M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil);
- au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Félix Cicéron (France).

La présente décision prend effet au 1er janvier 1985.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

(Congrès — Doc 24 et 68/Rev, 15e séance plénière)."

* La Commission souhaite que le Code annoté porte l'indication des exemples cités dans l'exposé des motifs.

04, 2000.11, 5507.1, 5523.92, 7506.1, 7506.2, 7508.1.

Propositions
dont l'examen
est différé

5905.93, 5905.94, 5913.1, 5921.1/Rev 1.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 9 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Article 65

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

1. Le décompte des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier de surface transporté par la voie aérienne) est établi pour chaque Administration d'après les poids annuels de chacune des deux catégories /.../ LC/AO et sacs M. Ces poids sont calculés d'après, d'une part, le nombre réel annuel des sacs /.../ LC/AO et des sacs M et, d'autre part, le poids moyen des sacs de ces deux catégories /.../ déterminé selon leur poids réel au cours d'une période de statistique. Le Règlement d'exécution fixe les modalités /.../ de cette statistique.

2. (Transféré au paragraphe 3bis.)

3. Le décompte des frais terminaux du courrier-avion est établi pour chaque Administration d'après le poids réel annuel de chacune des deux catégories /.../ LC/AO et sacs M.

3bis. Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter le courrier de surface ou le courrier de surface transporté par la voie aérienne /.../ sur la base du poids réel ou d'une manière différente. Elles peuvent également convenir d'une périodicité autre que celle prévue au Règlement d'exécution pour la période statistique. En ce qui concerne les frais terminaux du courrier-avion, les Administrations peuvent s'entendre pour appliquer dans leurs relations réciproques une méthode statistique simplifiée pour déterminer ces frais.

4. L'Administration débitrice est exonérée de tout paiement lorsque le solde annuel /.../ ne dépasse pas:
— 25 francs-or pour les frais de transit;
— 500 francs-or pour les frais terminaux en prenant en compte séparément le courrier de surface et le courrier-avion.

5. (Supprimé.)

6. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui d'après elle différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.

7. (Sans changement.)

Douzième séance

Mercredi 11 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 11 est adopté.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédenteExamen
des propositionsPropositions
adoptées sans
modification1502.4, 2046.1, 2050.2, 3042.3, 4080.1, 4600.2, 4602.1, 4610.3, 4617.2, 7506.1, 7506.2.04: adoptée sous réserve de libeller la résolution conformément à l'annexe 1 au présent procès-verbal.Propositions
adoptées avec
modifications09: adoptée sous réserve de libeller le dernier considérant comme suit:"vul'établissement par le Bureau international du Décompte général annuel des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface,".016: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer, au chiffre 3^o du premier élément du dispositif (décide...), à la première ligne, les mots "disponibles pour" par "affectés à";
- ajouter au chiffre 3^o du dernier élément du dispositif (charge...), à la première ligne, entre les mots "efforts" et "en vue", la phrase suivante: "avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes";
- supprimer, au chiffre 4^o du dernier élément du dispositif le dernier membre de la phrase commençant par "grâce notamment...".

030: adoptée sous réserve de:

- remplacer dans le troisième considérant (conscient...), à la troisième ligne, les termes "semblent disposés" par "sont disposés";
- biffer au chiffre 3^o du deuxième élément du dispositif (charge...), quatrième tiret, quatrième ligne, le mot "postales".

032: adoptée sous réserve:

- de libeller le titre de la résolution comme suit:
"Résolution
/.../ Choix de la classe de contribution"
- d'ajouter au deuxième considérant (estimant...), deuxième ligne, après le mot "unité", les termes "de contribution".

1525.3 et 1525.4: fusionnées et adoptées sous réserve des modifications reproduites en annexe 2 au présent procès-verbal.

1707.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

"1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif la désignation des /.../ Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres.

2. (Supprimé.)

3 à 6. (Sans changement.)."

2000.11: adoptée sous réserve de libeller le voeu conformément à l'annexe 3 au présent procès-verbal.

2052.1*: adoptée sous réserve de modifier le paragraphe 1 comme suit:

"1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise, soit dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3. La responsabilité est toutefois maintenue /.../ lorsqu'une spoliation totale ou une avarie totale est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi recommandé ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi totalement spolié ou totalement avarié.

b) (Supprimé.)."

3000.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

— remplacer le titre "Résolution" par "Décision";

— libeller le premier considérant comme suit:

"considérant

/.../ les principes établis par la Commission technique du transit (CTT) et entérinés par le Congrès de Bruxelles 1952 pour régir la détermination des frais de transit, à savoir:

1° institution d'un taux unique pour les deux catégories LC et AO /.../ étant donné que, du point de vue de la rétribution du transit, le courrier postal est considéré comme une marchandise sui generis sans égard à sa composition LC et AO;

2° fixation de la rétribution du transit /.../ sur la base du prix de revient du courrier en transit;

3° décomposition du prix de revient en deux éléments: les "frais de transport" et les "frais postaux",

— lire, à la deuxième ligne du deuxième considérant, "de nombreuses" au lieu de "des nombreuses";

— remplacer au troisième considérant les mots "compte tenu" par "tenant compte";

— libeller la lettre b) du dispositif comme suit:

"b) Frais postaux

/.../

— Dépenses pour les frais généraux d'ordre administratif, c'est-à-dire celles occasionnées globalement à l'Administration de transit (personnel, locaux, matériel, etc.) par les opérations afférentes au transit territorial et maritime;

ainsi que:

— pour le transit territorial, (le reste sans changement);

— pour le transit maritime, (le reste sans changement)";

— remplacer au dernier élément du dispositif, deuxième ligne, le mot "auparavant" par "ci-dessus".

* La Commission, bien qu'ayant constaté une certaine lourdeur dans la rédaction du paragraphe, a estimé néanmoins ne pas modifier le texte en raison de l'existence de dispositions analogues à l'article 53 de la Convention et à l'article 40 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

3000.7: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le titre et le premier considérant comme suit:

“Résolution

Etude sur les frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance

/.../ du Congrès – Doc 10 concernant les travaux effectués par le Conseil exécutif sur les frais terminaux, tenant compte

/.../ des opinions exprimées à ce sujet à la Commission 5 – Convention (tarification et rémunération) et des décisions prises,

constatant

qu’il convient... (le reste sans changement)”;

- remplacer au premier tiret du dispositif, troisième ligne, le mot “pays” par “Administrations”;
- remplacer au deuxième tiret du dispositif, première ligne, les mots “le cas échéant” par “si nécessaire”.

3019.8 et 3019.11: fusionnées et adoptées sous réserve de compléter la fin du tableau de la proposition 3019.11 par les données suivantes:

<u>au-dessus de</u> <u>1000 g jusqu’à 2000 g</u> <u>(échelon de poids</u> <u>facultatif)</u>	945	1890	283,5	<u>1 kg</u> <u>(cette limite de poids</u> <u>peut aller jusqu’à 2 kg</u> <u>après entente entre les</u> <u>Administrations</u> <u>intéressées)</u>
---	-----	------	-------	---

3049.1: adoptée sous réserve de biffer, à la deuxième ligne le mot “que”.

4000.2: adoptée sous réserve de remplacer dans le premier considérant, première ligne, le mot “exécution” par “application”.

4000.4: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- supprimer au chiffre 3° du dispositif le “; et” à la fin de la deuxième ligne et y ajouter un point “.”;
- supprimer le texte figurant sous chiffre 4° du dispositif.

4000.6: adoptée sous réserve de remplacer au premier tiret du dispositif, deuxième ligne, le mot “attirant” par “appelant”.

4083.2: adoptée sous réserve de libeller le texte du paragraphe 2 comme suit:

“2. Elle règle les frais de transport jusqu’à l’aéroport de déchargement initialement prévu sur le bordereau de livraison lorsque:

- la voie d’acheminement réelle n’est pas connue;
- les frais pour les parcours réellement suivis n’ont pas encore été réclamés;
- la déviation est imputable à la compagnie aérienne ayant assuré le transport.”

4608.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne, le mot “elles” par “ces correspondances”.

4615.2: adoptée sous réserve d’ajouter à la quatrième ligne, entre “ou” et “13” le mot “par”.

5507.1: adoptée sous réserve de libeller le texte figurant sous le paragraphe 1 comme suit:

“1. Le bureau d’origine ou le bureau d’échange expéditeur est tenu d’apposer ou d’indiquer:

a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d’expédition:

- aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d’ordre du colis et le nom du bureau d’origine; si l’Administration d’origine le permet, la partie de l’étiquette CP 8 à apposer sur le bulletin d’expédition peut être remplacée par une indication préimprimée ayant la même présentation que la partie correspondante de l’étiquette;
- /.../ le poids du colis en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure;

- b) sur le bulletin d'expédition seulement:
 - 1° l'empreinte du timbre à date;
 - 2° (Supprimé.)
- c) (Sans changement.)."

5523.92: adoptée sous réserve de scinder le paragraphe 1 comme suit:

"1. Lorsqu'un bureau intermédiaire reçoit une dépêche...

— au bureau de destination (inséré dans la dépêche remballée).

1bis. Les dispositions de la troisième phrase du paragraphe 1 sont appliquées, le cas échéant par analogie, en cas de manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie ou de toute autre irrégularité /.../. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route."

7508.1: adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

"Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis et expédiés une fois par jour ouvrable en franchise de port au bureau d'échange destinataire par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface); ces envois peuvent être soumis à la recommandation. Les Administrations peuvent également convenir d'utiliser pour cette transmission les moyens électroniques tels que la télétransmission de données."

Résolutions de
la Commission 2,
adoptées sans
modification

"Résolution

Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 4);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc ...),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983.

(Congrès – Doc 4/Annexe 6, Commission 2, 1re séance)."

"Résolution

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 4),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assurant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
 - 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.
- (Congrès – Doc 4/Annexe 5, Commission 2, 1re séance)."

Décision de
la Commission 3,
adoptée sans
modification

"Décision

Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude des propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1.

(Propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, Commission 3, 6e séance)."

Congrès – Doc 86, 4000.7, 4000.9, 4600.1.

Propositions
dont l'examen
est différé

4904.1, 4908.91.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 15 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Rédition de certaines publications de l'Union /.../

Le Congrès,

ayant adopté
un nouveau système de statistique du trafic international de la poste aux lettres, en vue du calcul des frais de transit et des frais terminaux,

étant donné
les expériences très positives résultant de l'utilisation de certaines publications que le Bureau international a éditées dans l'intérêt des Pays-membres de l'UPU,

conscient
de la nécessité de continuer à aider les Administrations postales à améliorer /.../ la gestion, l'organisation et le fonctionnement de leurs services postaux, en particulier pour qu'ils s'adaptent aux dispositions nouvelles des Actes /.../ de l'UPU,

charge

le Bureau international d'actualiser et de rééditer:

- le Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux;
- le Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international et
- le Guide opérationnel du service international des colis postaux.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

(Proposition 04, 15e séance plénière)

Article 125

Classes de contribution

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil exécutif.

1bis. Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

2. (Sans changement.)

3. (Texte actuel des Actes de Rio de Janeiro.)

4. (Sans changement.)

4bis. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil exécutif peut autoriser le déclassement d'une classe de contribution à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie.

5. (Sans changement.)

Voeu

Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude entreprise par le Conseil exécutif en concertation avec le Conseil de coopération douanière (CCD), résultats qui sont résumés dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès – Doc 1), d'une part, et la résolution C ... autorisant le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de la poursuite de l'étude des problèmes communs, d'autre part,

constatant

- que, /.../ le Comité de contact CCD/UPU et le Conseil exécutif ont considéré /.../ nécessaire, entre autres choses, de mieux faire connaître l'existence de l'Annexe F.4 à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention dite de Kyoto) dont l'application permettrait de faciliter le traitement douanier des envois postaux, et
- que, par cette annexe, le CCD, une fois de plus, a voulu contribuer à faciliter l'écoulement du trafic postal,

notant

que l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto n'a été ratifiée que par 11 pays sur les 95 membres du Conseil de coopération douanière,

tenant compte

de la suggestion du Comité de contact CCD/UPU,

/.../

émet le voeu

que les Administrations postales interviennent auprès des autorités /.../ chargées des questions douanières dans leur pays, afin que lesdites autorités effectuent les démarches en vue d'accélérer la ratification de l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto /.../.

Treizième séance

Jeudi 12 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Neuf membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 12 est adopté.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente1507.1, 1526.1, 3019.2, 3019.6, 3303.91, 5004.4, 5520.3/Rev 1, 5522.1, 5546.5, 5548.3.Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification3063.1 et 3063.3: fusionnées et adoptées avec le texte suivant:

“Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux du courrier de surface, les envois postaux non distribués retournés à l’origine, ainsi que les envois de sacs postaux vides. Ces derniers sont également exempts des frais terminaux du courrier-avion.”

021/Rev 1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer le mot “Résolution” par “Décision”;
- libeller le dispositif comme suit:

“*décide*

que le montant des frais à supporter par l’Union pour la reproduction des documents dans ces langues ne devra pas dépasser /.../ 150 000 francs suisses par année et par groupe linguistique.”

Propositions
adoptées avec
modifications3000.3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer dans le premier considérant, premier tiret, troisième et quatrième ligne, les mots “d’exploitation des services postaux” par “de l’exploitation postale”;
- libeller la première ligne du quatrième considérant comme suit:
“qu’il s’avère opportun d’examiner à nouveau, /.../ sans préjudice du résultat des études antérieures, les possibilités...”;
- libeller le deuxième élément du dispositif comme suit:
“d’examiner aussi, comme alternative, la possibilité d’admettre un tel /.../ système (ou d’autres systèmes) pendant une période transitoire parallèlement au système traditionnel;”.

3019.3: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 8 comme suit:

“8. La taxe applicable aux imprimés à l’adresse du même destinataire et pour la même destination, insérés dans un ou plusieurs sacs spéciaux, est calculée par échelons de 1 kilogramme jusqu’à concurrence du poids total de chaque sac. Les Administrations ont la faculté de concéder pour les imprimés expédiés

par sacs une réduction de taxe pouvant aller jusqu'à 10 pour cent qui peut être indépendante des réductions visées aux paragraphes 6 et 7. Ces envois ne sont pas soumis aux limites de poids fixées au paragraphe 1. Toutefois, ils ne doivent pas dépasser le poids maximal de 30 kilogrammes par sac. /.../”

4000.7 et 4000.9: fusionnées et adoptées sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer “par voie aérienne” par “par la voie aérienne” aux emplacements ci-après:
 - titre de la proposition (page 1)
 - intitulé du titre II (page 2, “Convention postale universelle”)
 - titre de l’article 84bis (page 2)
 - intitulé du titre II (page 2, “Règlement d’exécution de la Convention postale universelle”)
 - titre de l’article 217bis (page 2, “Règlement d’exécution de la Convention postale universelle”)
 - titre de l’article 217quater (page 3, “Règlement d’exécution de la Convention postale universelle”)
 - première ligne du texte de l’article 67 (page 4)
 - intitulé du titre II (page 5)
 - intitulé du titre II (page 7)
 - titre de l’article 217bis (page 7)
 - texte de l’article 217bis (page 7, paragraphes 1 et 2)
 - titre de l’article 217quater (page 8)
 - première ligne du texte de l’article 217quater (page 8);
- remplacer le titre de l’article 84bis, à la page 5, par le suivant: “Echange par la voie aérienne des dépêches de surface”;
- ajouter l’article 84ter libellé comme suit après l’article 84bis:
“Article 84ter
Surtaxes aériennes réduites
Les Administrations ont la faculté de percevoir, pour le courrier S.A.L., des surtaxes aériennes inférieures à celles qu’elles perçoivent, en vertu de l’article 69, pour les correspondances-avion.”;
- libeller comme indiqué ci-après le texte figurant sous chiffre 5°bis, lettre b), de l’article 218:
“5°bis les indications concernant les services du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.) assurés en vertu de l’article 84bis de la Convention;”

4600.1: adoptée sous réserve de libeller le texte du paragraphe 4 comme suit:

“4. Lorsque les dépêches-avion sont transmises par voie de surface à une Administration intermédiaire pour être réacheminées par la voie aérienne /.../, elles sont accompagnées d’un bordereau de livraison AV 7, à l’intention du bureau intermédiaire. Un bordereau de livraison AV 7 est également établi à l’intention du pays de destination pour les dépêches-avion réacheminées par voie de surface.”

5515.91: adoptée sous réserve de remplacer, dans le titre de l’article 115bis et à la première ligne du texte de cet article, les mots “par voie aérienne” par “par la voie aérienne”.

“Décision

Tarification des envois mixtes

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l’étude de la proposition 3019.7.

(Proposition 3019.7, Commission 5, 6e séance)”

“Décision

Tarification des envois selon le principe du courrier prioritaire et non prioritaire

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l’étude de la proposition 3019.10.

(Proposition 3019.10, Commission 5, 6e séance)”

5902.3, 5908.1, 5909.2, 5911.2, 5915.1, 5915.2, 5920.2, 5924.91/Rev 1.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 15 h 10.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Quatorzième séance

Vendredi 13 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

Le projet de Congrès/C 10 – PV 13 est adopté.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées sans
modification

Congrès – Doc 86, 2055.1, 2056.1, 2301.1, 2513.1, 2522.1, 2554.2, 2555.2, 2561.3, 2568.2.

2554.3: fusionnée avec la proposition 2554.1 qu'elle tend à amender.

Propositions
adoptées avec
modifications

017: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer dans le troisième considérant (notant...) les termes "dans ce secteur" par "en cette matière";
- remplacer dans le premier élément du dispositif:
 - deuxième tiret, "de fournir" par "à fournir",
 - troisième tiret, première ligne, "d'établir" par "à établir", et deuxième ligne, "d'en informer" par "à en informer".

018: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le premier élément du dispositif comme suit:
"invite
les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur... (le reste sans changement);
- premier tiret du troisième élément du dispositif, à la fin du texte, remplacer "résolution 015" par "résolution 030".

2000.20: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- lire dans le texte de la résolution "envois recommandés" au lieu de "recommandés";
- mettre un tiret avant chaque élément du premier considérant (notant...) et du second (conscient...);
- remplacer, au deuxième tiret du deuxième considérant, l'expression "des envois en recommandé" par "des envois recommandés";
- remplacer le texte du dernier tiret du dispositif par "à la facilitation de l'accès au service des lettres avec valeur déclarée."

2056.91: adoptée sous réserve de lire à la troisième ligne "et de l'article 56, paragraphe 6," au lieu de "et du paragraphe 6 de l'article 56".

2305.1: adoptée sous réserve de changer le numéro du paragraphe "2" par "3".

2305.2: adoptée sous réserve de remplacer au paragraphe 2, deuxième ligne, le mot "service" par "pays".

2500.1: adoptée sous réserve de libeller le texte des troisième et quatrième considérants comme suit:

"considérant

que le fait d'enlasser les envois normalisés de cette façon a souvent pour résultat de détériorer les bords de ces envois,

soucieux /.../

/.../ que ces envois demeurent aptes au traitement mécanique ou automatique et qu'ils ne causent aucun blocage des équipements."

2500.2: adoptée sous réserve de libeller le texte conformément à l'annexe 1 au présent procès-verbal.

2506.1: adoptée sous réserve de remplacer à la première ligne le mot "matériel" par "produit".

2507.1: adoptée sous réserve de lire à la troisième ligne "détruits" au lieu de "mis au rebut".

2511.2: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 3 comme suit:

"3. Il publie aussi:

— les Actes de l'UPU annotés par le Bureau international;

— la Genèse des Actes de l'UPU;

— le Vocabulaire polyglotte du service postal international."

2511.3: adoptée sous réserve de lire "un fichier" au lieu de "un Fichier".

2516.1*: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

— remplacer, à la troisième ligne, "300 francs" par "918,30 francs";

— ajouter, à la quatrième ligne après "les déclarations", les mots "en douane".

2516.2*: adoptée sous réserve de supprimer à la première ligne la mention "(300 DTS)".

3309.1: adoptée sous réserve de lire au paragraphe 2 "législation intérieure" au lieu de "législation interne".

"Décision

Réceptacles utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.)

Le Congrès

charge

/.../ le Conseil consultatif des études postales d'effectuer l'étude des propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1 ainsi que 4597.5, 4601.2 et 4612.1 et, à l'issue de ses travaux, de formuler éventuellement des propositions au Congrès.

(Propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1, Commission 4, 7e séance et propositions 4597.5, 4601.2 et 4612.1, Commission 6, 6e séance)."

2901.1.

Décision des
Commissions 4
et 6, adoptée avec
modifications

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 9 h 35.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

* La Commission souhaite que dans le Code annoté l'on porte une annotation pour expliquer que si le montant de 918,30 francs n'est pas arrondi, c'est parce qu'il est l'équivalent de 300 DTS, selon accord avec le Conseil de coopération douanière (CCD).

Résolution

Confection des dépêches

Le Congrès,

conscient
de l'importance du point de vue physiologique, qu'à l'occasion des opérations manuelles de chargement ou de déchargement, la manipulation des sacs utilisés pour le transport des dépêches soit aussi facile que possible,

constatant
qu'il arrive souvent que la façon dont les sacs sont fermés occasionne un déplacement du contenu /.../,

soucieux
de protéger dans toute la mesure possible le personnel postal contre tout risque de lésions provenant de l'instabilité de tels sacs,

recommande

aux Administrations de prescrire que les sacs soient fermés aussi près que possible du contenu de manière à assurer à celui-ci un maximum de stabilité.

Quinzième séance

Lundi 16 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Onze membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 14 est adopté moyennant quelques modifications concernant les propositions 2516.1 et 2500.2 dont il est tenu compte dans le procès-verbal définitif.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

1013.1, 1016.1, 1019.1, 1020.1, 1501.1, 1506.1, 1509.1, 2502.1, 4609.2, 4616.1, 4617.1.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

4000.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- remplacer “comptes de poste aérienne” par “comptes relatifs à la poste aérienne”:
 - dans le titre de la recommandation
 - à la première ligne du premier considérant
 - à la première ligne du deuxième considérant
 - à la première ligne du premier élément du dispositif;
- remplacer, dans le deuxième considérant, les termes “par voie de compensation et qui comportent des créances différentes” par “par voie de compensation /.../ comportant des créances de diverses natures”.

Propositions
adoptées avec
modifications

4000.3 et 4000.11: fusionnées et adoptées sous réserve des modifications reproduites en annexe 1 au présent procès-verbal.

4601.1, 4601.3 et 4601.4: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le texte du paragraphe 1 comme suit:

“1. Le numéro, l’origine et la destination de la dépêche, le nombre total et le poids total des sacs inscrits globalement, ainsi que toutes autres indications utiles figurant sur l’étiquette AV 8 ou sur la suscription extérieure doivent être reportés sur le bordereau AV 7. Les Administrations d’expédition peuvent, si elles le désirent, opter pour l’inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d’étiquettes rouges doivent être indiqués à part du nombre et du poids des autres sacs, et un “R” doit être marqué dans la colonne “Observations” du bordereau AV 7 pour indiquer qu’il s’agit des sacs munis d’étiquettes rouges. /.../ Le nombre et le poids des sacs M transportés par la voie aérienne selon les dispositions de l’article 161 doivent être inscrits dans des colonnes distinctes du bordereau AV 7.

1bis. Si l’Administration de réception constate que plus de 10 pour cent des dépêches... (le reste sans changement).”

4608.2: adoptée sous réserve de remplacer à la deuxième ligne les mots "par voie aérienne" par "par la voie aérienne".

Décision de
la Commission 3,
adoptée sans
modification

"Décision

Définition des termes "documentation", "document" et "publication"

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif de faire une étude de portée purement rédactionnelle en vue de définir les termes "documentation", "document" et "publication" utilisés dans les Actes et de présenter au prochain Congrès les propositions d'harmonisation des Actes compte tenu des définitions retenues.
(Commission 3, 8e séance)."

Proposition
attribuée au
Groupe de travail
des formules

4907.2.

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes

Le Congrès,

vu

/.../ les dispositions de l'article 74, paragraphe 4, de la Convention selon lesquelles "lorsque l'Administration du pays d'origine le désire, ses dépêches sont transbordées directement, à l'aéroport de transit, entre deux compagnies aériennes différentes, sous réserve que les compagnies aériennes intéressées acceptent d'assurer le transbordement et que l'Administration du pays de transit en soit préalablement informée",

rappelant

que cette règle, instituée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, a supprimé l'obligation de recueillir l'accord préalable de l'Administration intermédiaire, afin de faciliter le transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes,

rappelant

en outre que ledit Congrès a approuvé à cet effet la "formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes" convenue entre le Conseil exécutif et l'IATA,

constatant

que ces dispositions sont assez souvent perdues de vue et que notamment, faute d'être clairement informées par les Administrations expéditrices sur leurs intentions, les Administrations des pays intermédiaires ne savent pas toujours si elles doivent ou non intervenir pour les dépêches en transit, ce qui provoque des retards d'acheminement et des contestations avec les agents des compagnies, ainsi que des difficultés en cas de réclamation ultérieure,

notant

que l'absence dans la "formule d'application pratique" de dispositions régissant le traitement de dépêches normalement destinées à faire l'objet d'un transbordement direct, mais dont le bordereau de livraison AV 7 manque, donne lieu à des réclamations coûteuses et retarde le règlement des comptes lorsque les dépêches-avion ne sont pas remises à l'Administration postale à l'aéroport de transbordement, mais sont acheminées par une compagnie aérienne par le premier vol partant à destination,

charge

le Bureau international:

- a) de terminer l'étude entreprise par le Conseil exécutif en 1984 concernant la création d'un bordereau de livraison AV 7 de remplacement:
 - en mettant ce bordereau au point, en consultation avec l'IATA, et compte tenu des observations reçues des Pays-membres du Conseil exécutif en réponse à la lettre-circulaire du Bureau international No 3410.14(C)1400 du 18 avril 1984,
 - en élaborant les principes directeurs de son utilisation;
- b) de soumettre le bordereau de remplacement proposé et le projet de principes directeurs au Conseil exécutif à sa première session et de communiquer ceux-ci aux Administrations postales dès leur approbation par le Conseil exécutif;

- c) d'insérer dans la "formule d'application pratique", à publier dans les Actes annotés /.../, les principes directeurs d'utilisation du bordereau AV 7 de remplacement,

demande

aux Administrations:

- de veiller au respect de la "formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes", en particulier en ce qui concerne l'information préalable des Administrations des pays intermédiaires lors de l'établissement des liaisons avec transbordement direct des dépêches entre deux compagnies différentes (lettre B, chiffres 4° et 8°, de la formule);
- de s'assurer que les compagnies aériennes de départ (premiers transporteurs) prennent bien toutes les dispositions prévues à la "formule d'application" pour procéder normalement au transbordement direct avec les compagnies effectuant les parcours suivants (deuxièmes et éventuellement troisièmes transporteurs), sans l'intervention des Administrations des pays intermédiaires, y compris dans le cas où les compagnies opèrent sur des aéroports ou aéroports différents;
- d'admettre, pour les besoins comptables, le "bordereau AV 7 de remplacement" après son approbation /.../ par le CE.

Seizième séance

Mardi 17 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Dix membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 15 est adopté moyennant les modifications suivantes concernant l'annexe 1, dont il est tenu compte dans le procès-verbal définitif:

- remplacer "Recommandation" par "Résolution";
- remplacer, à la lettre a) du premier élément du dispositif, première ligne, le mot "effectuée" par "entreprise".

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

1003.1, 1705.1, 2020.1, 3061.7, 3062.6, 3066.2/Rev 1, 3314.1, 3569.93, 3569.97/Rev 1, 3575.2/Rev 1, 3577.93, 3578.6, 3578.97/Rev 1, 4596.2, 4612.2.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

Congrès – Doc 4/Annexe 13: adopté avec les montants des dépenses annuelles arrêtées sous réserve d'approbation par le Congrès du rapport final de la Commission 2 (Finances).

01: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller les considérants comme suit:
"soucieux
de veiller à ce que les services postaux internationaux soient, dans la mesure du possible, assurés dans l'ensemble des Pays-membres, selon les règles et conditions uniformes prévues par les Actes de l'Union,
/.../ reconnaissant
le droit inaliénable des Pays-membres de formuler des réserves auxdits Actes... (le reste sans change-
ment),
convaincu
que la minimisation... (le reste sans changement)";
- libeller le texte du dispositif comme suit:
"charge
le Bureau international d'inviter les Pays-membres, avant chaque Congrès, à reconsidérer leurs réserves
figurant aux Protocoles finals des Actes de l'Union."

Propositions
adoptées avec
modifications

02: adoptée sous réserve de libeller le texte de la résolution conformément à l'annexe 1 au présent procès-verbal.

013: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- deuxième considérant: mettre entre virgules les termes suivants: "dans le projet de norme internationale... (ISO)";

- troisième considérant: remplacer, à la première ligne, les mots "d'une adaptation de" par "d'adapter", et lire à la deuxième ligne "un des moyens les plus sûrs" au lieu de "un des plus sûrs moyens";
- quatrième considérant: lire, à la première ligne, "la position adoptée" au lieu de "la position prise";
- dispositif:
 - lettre a), première ligne, mettre entre virgules les termes "en relation avec l'ISO"
 - lettre b), troisième ligne, supprimer la virgule après "l'ISO"
 - lettre c), deuxième ligne, lire "modification" au lieu de "modifications".

2522.3: adoptée sous réserve de libeller le texte (troisième et quatrième ligne) comme suit: "l'empreinte de machine à affranchir prévue à l'article 188 ou...".

2523.1: adoptée sous réserve de supprimer au paragraphe 3bis, troisième ligne, le mot "sous".

2525.2 et 2525.3: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le texte du paragraphe 5 comme suit: "5. Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des échantillons de marchandises ou des objets analogues, des photographies, des coupures de toute sorte et des feuilles à replier. Il est également interdit de les enjoliver de tissus, broderies, paillettes ou matières similaires. De telles cartes, ainsi que celles dont la forme n'est pas rectangulaire, ne peuvent être expédiées que sous enveloppe fermée /.../ affranchie au tarif des lettres. Toutefois, des vignettes, des timbres de toute espèce, des étiquettes, de même que des bandes d'adresse en papier... (le reste sans changement)."

2529.1: adoptée sous réserve des modifications suivantes au paragraphe 2:

- première ligne, supprimer la virgule après "d'admettre" et après "sonores";
- deuxième ligne, remplacer "faculté" par "possibilité".

2531.5: adoptée sous réserve de lire à la deuxième ligne "les anomalies éventuellement constatées" au lieu de "les éventuelles imperfections à cet égard".

4076.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller le texte des paragraphes 1 et 2 comme suit:

"1. Les lettres-avion et les cartes postales-avion adressées à un destinataire ayant changé d'adresse sont réexpédiées sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les autres correspondances-avion sont réexpédiées par les moyens de transport normalement utilisés pour la correspondance non surtaxée, sauf dans les cas visés aux paragraphes 2 à 4. A cet effet, l'article 34, paragraphes 1 à 3, est applicable par analogie.

2. Les correspondances autres que les lettres-avion et cartes postales-avion peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse... (le reste sans changement)."

4077.1 et 4077.2: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le texte comme suit:

"1. Les lettres-avion et les cartes postales-avion non distribuables et à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). /.../

1bis. Les /.../ correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées; toutefois, en cas d'interruption de ces moyens de transport, le renvoi à l'origine a lieu par la voie aérienne.

2. Pour le renvoi des correspondances à l'origine par la voie aérienne /.../ à la demande de l'expéditeur, l'article 76, paragraphes 2 à 4, est applicable par analogie."

"**Décision**

Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984

Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XIXe Congrès au 1er janvier 1986.
(Congrès — Doc 94, 16e séance plénière)."

2501.1, 2501.2, 2501.4, 3501.2.

Propositions
dont l'examen
est différé

3912.2, 3917.5, 3920.4, 3921.4.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

La séance est levée à 10 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Publication d'une récapitulation sommaire des principales modifications apportées /.../ aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès

Le Congrès,

vu

/.../ le /.../ nombre important de décisions adoptées par chaque Congrès et qui doivent ensuite être insérées dans la législation ou la réglementation postale de tous les Pays-membres de l'Union,

notant

que ce travail constitue une lourde charge /.../, notamment pour les Administrations postales des pays en développement,

estimant

qu'il est hautement souhaitable de mettre à la disposition des Administrations un moyen susceptible de faciliter ce travail,

charge

le Bureau international de publier une récapitulation sommaire des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès.

Dix-septième séance

Mardi 17 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Dix membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 16 est adopté moyennant la modification suivante concernant la proposition 2522.3 dont il est tenu compte dans le procès-verbal définitif:

- supprimer “la” entre “de” et “machine”.

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

2531.4, 3569.95/Rev 1.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

2503.2: adoptée sous réserve de libeller la première phrase du paragraphe 10 comme suit:

“10. Lorsque le paiement est effectué, le chèque, la traite ou l’ordre de virement est accompagné de renseignements concernant l’intitulé, la période, le montant en DTS, le taux de conversion utilisé et la date d’application de ce taux pour chaque compte compris dans la somme totale payée.”

Propositions
adoptées avec
modifications

3535.2, 3535.3 et 3535.5/Rev 1: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller les paragraphes 3bis et 4 comme indiqué en annexe 1 au présent procès-verbal.

3535.4: adoptée sous réserve d’ajouter à la dernière ligne du paragraphe 5, après “du destinataire”, les mots “, si possible,”.

3556.2: adoptée sous réserve de supprimer, à la neuvième ligne du texte figurant sous la lettre a) du paragraphe 2, le mot “tarifaires”.

3562.2: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 4bis comme suit:

“4bis. Lorsqu’il s’agit de sacs ne contenant que des envois exempts de frais de transit et de frais terminaux, l’étiquette C 28 doit porter en caractères très apparents /.../ l’indication “Exempt”.”

3569.94/Rev 2: adoptée sous réserve de:

- remplacer
 - à la première ligne du paragraphe 1, les mots “Suite à” par “Après”
 - à la deuxième ligne du paragraphe 1, les mots “pour chaque” par “par”;
- lire à la troisième ligne du paragraphe 2 “par voie d’acheminement”.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

3909.3, 3912.91/Rev 1, 3912.92/Rev 1, 3955.3/Rev 1, 3957.1/Rev 1.

2900.2: adoptée sous réserve des modifications d'ordre rédactionnel reproduites en annexe 2 au présent procès-verbal.

3953.1 et 3953.3/Rev 1: le Secrétariat du Groupe de travail des formules a été informé au sujet des modifications apportées par la Commission 5 à ces deux propositions.

La séance est levée à 15 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

**Libellé des paragraphes 3bis et 4 de l'article 135
à partir des propositions 3535.2, 3535.3 et 3535.5/Rev 1**

3bis. L'avis de réception doit être signé en priorité par le destinataire et, si cela n'est pas possible, par une autre personne y autorisée en vertu des règlements du pays de destination, ou, si ces règlements le prévoient, par l'agent du bureau de destination /.../.

4. Le bureau de destination renvoie par le premier courrier la formule C 5, dûment complétée, directement à l'expéditeur; cette formule est transmise à découvert et en franchise postale par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si l'avis de réception est renvoyé sans avoir été dûment complété, l'irrégularité est signalée au moyen de la formule C 9 prévue à l'article 147 et à laquelle est joint l'avis de réception en question.

Décision

/.../ Annotation sur les formules C 18 et C 18bis permettant de les compléter en cas de besoin

Le Congrès,

vu

que certaines Administrations ont recours au poids réel /.../ pour la détermination des frais terminaux du courrier de surface,

tenant compte

de l'existence de taux distincts des frais terminaux pour les envois LC/AO, d'une part, et les sacs M, d'autre part,

estimant

qu'il serait possible de faciliter la tâche des Administrations intéressées à connaître le poids des sacs de chaque dépêche, en prévoyant des colonnes pour l'indication du poids brut des sacs /.../ LC/AO et des sacs M,

charge

le Bureau international d'insérer dans le Code annoté, en ce qui concerne les formules C 18 et C 18bis, une annotation semblable à la note 3 relative à la formule AV 7 qui autoriserait les Administrations à compléter lesdites formules, le cas échéant, par /.../ des colonnes supplémentaires destinées à l'indication du poids brut des sacs LC/AO et des sacs M /.../.

Dix-huitième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 10 h 45.

Sept membres de la Commission sont présents.

Le projet de Congrès/C 10 – PV 17 est adopté moyennant la modification suivante concernant la proposition 3535.4, dont il a été tenu compte dans le procès-verbal définitif:

- remplacer "(si possible)" par "si possible".

Approbation
du procès-verbal
de la séance
précédente

2306.1/Rev 2, 2310.91/Rev 1, 2313.1, 2500.3, 2503.4, 2553.1, 2561.4, 2561.6, 2564.5, 2565.2, 2565.3, 2587.1, 2588.2, 3547.2, 3547.5, 3571.2, 3572.1, 3572.4/Rev 1, 3574.8/Rev 2, 3577.2, 3580.1, 3580.4/Rev 1.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

2000.21: adoptée sous réserve de libeller le dispositif comme suit:

"prie instamment

les Administrations

- d'étudier favorablement l'utilisation, à titre expérimental, /.../ de récipients autres que les sacs postaux pour l'échange de dépêches internationales, et
- (sans changement)."

Propositions
adoptées avec
modifications

2551.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la quatrième ligne du paragraphe 4:

- la virgule placée après "du pays de destination" par un point;
- les termes "tout en avertissant" par "Elle en avertit".

2560.1: adoptée sous réserve de supprimer le signe "(x)" à la fin de la quatrième ligne du paragraphe 4.

2563.1: adoptée sous réserve de libeller la deuxième phrase du paragraphe 3bis comme suit:

"Ce bulletin doit être inséré dans une enveloppe sur laquelle est portée la mention "C 27" à l'angle supérieur droit du recto /.../."

2563.2: adoptée sous réserve de supprimer le signe "(x)" au milieu de la quatrième ligne du paragraphe 3.

2564.3: adoptée sous réserve de libeller la phrase comme suit:

"Sauf entente spéciale entre les Administrations d'expédition et de réception des dépêches maritimes, une copie du bordereau C 18 est transmise par avion soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale."

3536.3: adoptée sous réserve de libeller la dernière phrase comme suit:

“Lorsque l’expéditeur a demandé un avis de réception et une remise en main propre au destinataire, la formule C 5 doit /.../ être signée par ce dernier ou, en cas d’impossibilité, par son mandataire dûment autorisé.”

3570.5/Rev 3: adoptée sous réserve de remplacer à la dernière ligne du paragraphe 4 les mots “révélés par” par “qui ressortiront de”.

3573.4/Rev 2: adoptée sous réserve de libeller les deux premières phrases du paragraphe 1 comme suit:

“1. En ce qui concerne les dépêches de surface formées pendant la période de statistique, le bureau d’échange expéditeur joint un bordereau C 15 à la feuille d’avis C 12. Il inscrit sur ce bordereau le nombre de sacs et leur poids respectif par catégories (LC/AO et sacs M).
(Le reste sans changement.)”

3574.2: adoptée sous réserve de remplacer à la sixième ligne les mots “de la catégorie de” par “du”.

3574.93/Rev 2: adoptée sous réserve de libeller les paragraphes 2 et 3 comme indiqué en annexe 1 au présent procès-verbal.

3574.95: adoptée sous réserve de libeller le paragraphe 1 comme suit:

“1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, /.../ les dépêches-avion transportées fréquemment par voie de surface sur une partie de leur parcours dans un pays tiers, sont soumises au paiement des frais de transit.”

3580.92/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer à la fin de la troisième ligne du texte le mot “soient” par “doivent être”.

Propositions
dont l’examen
est différé

3569.96, 3574.3, 3576.2/Rev 1, 3577.91/Rev 1, 3578.2, 3578.3.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

2902.1, 2912.1, 2912.2, 2927.1, 2927.2, 2928.1, 3909.4, 3909.5, 3915.2/Rev 1, 3915.91/Rev 1, 3915.92/Rev 1, 3917.4/Rev 1, 3962.3/Rev 1.

2900.1: adoptée sous réserve des modifications d’ordre rédactionnel reproduites en annexe 2 au présent procès-verbal.

2904.1, 2914.1, 3909.6, 3928.1, 3928.2: le Secrétariat du Groupe de travail des formules a été informé au sujet des modifications apportées par les Commissions 4 et 5 à ces propositions.

La séance est levée à 13 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Article 174bis

Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus par voie de surface

1. (Sans changement.)
2. A partir des relevés statistiques C 15bis /.../ des bureaux d'échange d'une même Administration d'origine, l'Administration de destination établit et transmet dès que possible, pour approbation par l'Administration d'origine, un relevé récapitulatif des sacs reçus, classés par catégories (sacs LC/AO et sacs M), conforme au modèle C 15ter ci-annexé. Ce relevé permet de calculer les poids moyens des sacs LC/AO d'une part, et des sacs M d'autre part, pendant la période de statistique.
3. Les poids moyens des sacs, visés au paragraphe 2, appliqués au nombre total de sacs LC/AO et de sacs M reçus pendant l'année déterminent, pour chacune de ces catégories, le poids à considérer pour l'établissement des comptes des frais terminaux du courrier de surface.
4. (Sans changement.)

Voeu

Confection et utilisation des formules du service international

Le Congrès,

constatant

que le papier utilisé pour la confection des formules du service international n'est pas toujours de qualité acceptable, ce qui rend /.../ difficile la lecture des inscriptions et complique /.../ toutes les opérations,

considérant

que la confection des formules en papier de bonne qualité facilite les opérations postales et contribue à éviter des erreurs,

invite

toutes les Administrations postales, conformément au voeu C 8 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, à faire confectionner, en papier de bonne qualité, les formules du service international.

Dix-neuvième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 17 h 35.

Dix membres de la Commission sont présents.

2501.2*, 3576.2/Rev 1**, 3579.1, 3582.2, 3583.3, 4615.1, 4616.3, 4617.5, 4617.6, 5304.3, 5307.91, 5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.5, 5310.91, 5021.4, 5535.2.

Examen
des propositions
Propositions
adoptées sans
modification

3000.5/Rev 2: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- premier considérant, deuxième ligne, lire “taxes fixées par le Congrès” au lieu de “taxes de la Convention”;
- troisième considérant, deuxième ligne, supprimer le mot “rapidement”;
- quatrième considérant, quatrième ligne, remplacer le mot “techniques” par “systèmes”;
- cinquième considérant, supprimer les mots “de l’intervention”;
- dispositif, chiffre 1^o:
 - première ligne: remplacer “règles actuelles” par “dispositions”
 - deuxième ligne, lire “lettres” au lieu de “letres”
 - sixième ligne: supprimer “de l’intervention”;
- chiffre 3^o du dispositif, à la fin, remplacer “les propositions nécessaires” par “des propositions appropriées”.

Propositions
adoptées avec
modifications

3500.3: adoptée sous réserve de libeller le texte de la résolution conformément à l’annexe 1 au présent procès-verbal.

3501.2/Rev 1: adoptée sous réserve d’insérer, à la première ligne, après “francs-or” les mots “ou en DTS” et de remplacer, à la troisième ligne, “centimes” par “décimales”.

3569.95/Rev 1 et 3578.3: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le deuxième paragraphe comme suit:

“2. Pour chaque Administration d’origine des dépêches, l’Administration de destination établit, par bureau d’origine et par bureau de destination, trimestriellement et d’après les indications portées sur les relevés AV 3bis, un état des poids des dépêches-avion reçues, conforme au modèle AV 5bis ci-annexé. Les relevés AV 3bis et l’état AV 5bis doivent être transmis à l’Administration d’origine des dépêches dans un délai maximal de six mois.”

* Par suite de l’adoption de la proposition 2501.2, les propositions 2501.1 et 2504.4 sont devenues sans objet.

** La Commission a néanmoins émis un doute en ce qui concerne l’utilisation dans cet article des termes “bureau d’échange *expéditeur*” et “bureau d’échange *d’origine*”.

3569.96 et 3578.2: fusionnées et adoptées sous réserve de libeller le deuxième paragraphe comme suit:

"2. Après leur acceptation, l'Administration d'origine des dépêches /.../ renvoie un exemplaire à l'Administration qui les a établis. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle les considère comme admis de plein droit. En ce qui concerne les dépêches-avion, si les vérifications font apparaître des divergences, les relevés AV 3bis rectifiés doivent être joints à l'appui des états AV 5bis dûment modifiés et acceptés. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ces relevés AV 3bis, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules AV 7 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses."

3574.3 et 3577.91/Rev 2: fusionnées et adoptées sous réserve de transférer la modification introduite par la proposition 3574.3 à l'article 177bis en tant que paragraphe 2bis et avec les modifications reproduites en annexe 2.

3579.6/Rev 3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- paragraphe 7, lettre a):
 - première ligne, supprimer la virgule après "20bis"
 - troisième ligne, après "catégorie" supprimer les mots "d'envois" et lire "telle qu'elle ressort des" au lieu de "déterminée à partir des";
- lettre b):
 - première ligne, supprimer la virgule après "C 20"
 - deuxième ligne, lire "tel qu'il ressort des" au lieu de "déterminé à l'aide des";
- paragraphe 10bis, deuxième ligne, lire "dix-huit mois" au lieu de "trois ans".

3579.91/Rev 1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- paragraphe 1, première ligne, supprimer les mots "à l'arrivée des dépêches";
- paragraphe 2, troisième ligne, remplacer "se fera" par "intervient".

3579.92: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le titre de l'article 179ter comme suit:
"Paielements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface";
- à la première ligne, lire "prétendre à des paiements" au lieu de "prétendre au versement de paiements";
- supprimer, à la cinquième ligne, les mots "à effectuer".

3581.6/Rev 3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- paragraphe 2, lire à la quatrième ligne "en double exemplaire" au lieu de "en deux exemplaires";
- paragraphe 4, troisième ligne, remplacer "l'intervalle" par "le délai";
- paragraphe 6bis, deuxième ligne, lire "... les paiements provisoires, fixés à l'article 179ter, sont..." (le reste sans changement);
- paragraphe 7, aux sixième et septième lignes, enlever la virgule après "retard" et "international", respectivement; à l'avant-dernière ligne, lire "C 21 ou C 21bis," et, à la dernière ligne, insérer le mot "simultanément" entre "adressée" et "à l'Administration";
- paragraphe 7ter, quatrième ligne, lire "le délai" au lieu de "l'intervalle";
- paragraphe 7quater, troisième ligne, lire "... et qui sont acceptés ou considérés comme admis...";
- paragraphe 7quinquies, libeller le texte comme suit: "Le Bureau international prend toutes dispositions utiles pour faire paraître /.../ le décompte général en temps opportun de telle manière /.../ que les règlements des paiements provisoires puissent intervenir dans les conditions fixées à l'article 179ter."

3582.1: adoptée sous réserve de supprimer, aux deuxième et quatrième lignes du paragraphe 1, le mot "annuel" et d'ajouter, à la dernière ligne du même paragraphe, une virgule après "année".

3584.3/Rev 1: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- paragraphe 1, supprimer "postale" après "Administration";
- paragraphe 3, lettre d), première ligne, lire "constatation, après la fin de l'année d'une différence..." au lieu de "... qu'il existe une différence".

4610.2* : adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

"1. Les frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert prévus à l'article 80 de la Convention sont calculés sur la base de statistiques effectuées annuellement et alternativement pendant les quatorze ou vingt-huit premiers jours des mois de mai ou d'octobre de telle sorte que ces périodes coïncident avec celles qui se rapportent aux statistiques /.../ relatives au courrier de surface en transit prévues à l'article 170."

4617.1: adoptée sous réserve de remplacer au paragraphe 6, aux première, deuxième et troisième lignes, le chiffre "25" par "50".

5303.91: adoptée sous réserve de lire, aux deuxième et troisième lignes, "... les Etats-Unis d'Amérique sont autorisés à établir des quotes-parts territoriales...".

5304.4: adoptée sous réserve de lire, à la première ligne, "par la voie aérienne".

5306.91/Rev 1: adoptée sous réserve d'ajouter dans le texte, après "Biélorussie", "la République populaire de Bulgarie, la République de Cuba,".

5309.4: adoptée sous réserve de remplacer, à la deuxième ligne, "seront" par "sont".

5550.1: adoptée sous réserve de remplacer, à la dernière ligne, "mis au rebut" par "détruits".

"Résolution

Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par la voie aérienne

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 4076.1/Rev 1 et 4077.1 qui instituent comme règle la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales-avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),
soucieux

de généraliser autant que possible l'utilisation de la voie aérienne pour la réexpédition et le retour à l'origine des correspondances,

constatant

que les dispositions en la matière (notamment l'article 76 de la Convention) ne reflètent pas les pratiques actuellement suivies par les Administrations,

charge

le Conseil exécutif:

- de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être réexpédiés ou renvoyés à l'origine par la voie aérienne;
- d'actualiser et simplifier les dispositions y relatives;
- de présenter au prochain Congrès les propositions qui découleront de cette étude.

(Congrès/C 6 — Rapp 6/Annexe 1)."

Résolution de
la Commission 6,
adoptée avec
modifications

"Décision

Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la résolution C 10 relative à l'examen des Arrangements concernant les services financiers postaux,

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cet examen, d'harmoniser la terminologie utilisée dans la contexture des formules prévues dans les Arrangements concernant les services financiers postaux.

(Proposition 6000.2, Groupe de travail des formules de la Commission 10, 4e séance)."

Décision de
la Commission 6,
adoptée avec
modifications

* La présente rédaction du texte à laquelle la Commission est arrivée, après de longues discussions, lui est apparue tenir compte le plus adéquatement possible de la décision de la Commission 6 (proposition 3570.5/Rev 2) visant à faire coïncider les périodes de statistique concernant les frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert avec la statistique relative au courrier de surface en transit.

Propositions
attribuées au
Groupe de travail
des formules

3920.3/Rev 2, 3921.3/Rev 2, 3921.5, 3921.6, 4908.2.

La séance est levée à 22 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Mise en oeuvre des décisions prises par le Congrès de Hamburg en matière de statistique des frais de transit et des frais terminaux

Le Congrès,

tenant compte

des décisions prises concernant:

- le système statistique des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface;
- /.../ les paiements provisoires à effectuer par les pays débiteurs en matière de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface,

décide

ce qui suit:

- 1° Les résultats de la statistique triennale prévue pour le mois de mai 1985 selon la Convention de Rio de Janeiro et son Règlement d'exécution serviront de base pour l'établissement et le règlement des comptes des années 1984 et 1985.
- 2° Les poids annuels ressortant de cette statistique seront utilisés pour les paiements provisoires relatifs à l'année 1986. A cette fin, /.../ les nouveaux taux adoptés seront appliqués aux poids ainsi retenus pour établir, tant /.../ les frais de transit que les frais terminaux.
- 3° Le nouveau système statistique adopté par le Congrès de Hamburg sera mis en application au 1er janvier 1986 et la statistique d'un mois, destinée à la détermination du poids moyen des sacs, se déroulera en octobre 1986.
- 4° Dès que les comptes définitifs de 1986, établis selon le nouveau système statistique /.../ auront été acceptés ou considérés comme tels, interviendra la régularisation des paiements provisoires déjà effectués.

Article 177bis

Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit

1. Aussitôt après la réception de la dernière dépêche de surface de l'année, l'Administration de destination établit un relevé annuel de poids des dépêches reçues en transit, conforme au modèle C 17 ci-annexé. Ce relevé est établi pour chaque voie d'acheminement et pour chaque Administration d'origine des dépêches d'après les indications portées sur les relevés C 12ter et C 15ter.

2. Les relevés C 17, établis en autant d'exemplaires qu'il y a d'Administrations intermédiaires, plus une /.../ pour le pays d'origine /.../, sont transmis aussitôt que possible à l'Administration centrale du pays expéditeur. Celle-ci, après avoir procédé à leur acceptation, répartit les relevés C 17 entre les Administrations centrales des pays intermédiaires.

2bis. Si une Administration intermédiaire constate des différences entre les inscriptions sur les relevés C 17 et celles dont disposent ses services, elle modifie les relevés C 17 et les renvoie à l'Administration centrale du pays expéditeur en se référant éventuellement aux bulletins de vérification correspondants.

3. Si le pays expéditeur le juge nécessaire, il peut demander au pays destinataire que lui soient communiquées copies des relevés C 12ter et C 15ter sur la base desquels les relevés C 17 ont été établis.

4. Si, /.../ quatre /.../ mois après la fin de l'année, l'Administration de destination n'a pas transmis les relevés C 17 à l'Administration centrale du pays d'origine, cette dernière les établit d'office, par voie d'acheminement, d'après les documents en sa possession. Ces relevés, revêtus de la mention "Etabli d'office", sont ensuite répartis entre les Administrations intermédiaires.

5. Si, six mois après la fin de l'année, les Administrations intermédiaires n'ont pas reçu des Administrations d'origine les relevés C 17, elles les établissent d'office d'après leurs propres indications. A cet effet, elles peuvent demander à l'Administration d'origine des dépêches une copie dûment acceptée des relevés C 12ter et C 15ter qui la concernent. Les relevés C 17, revêtus de la mention "Etabli d'office", sont, dans ce cas, annexés au compte particulier C 20.

Vingtième séance

Mercredi 25 juillet 1984

Présidence de M. A. BRUGGEMAN, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Dix membres de la Commission sont présents.

033: adoptée sous réserve des modifications reproduites en annexe 1.

Examen
des propositions
Proposition
adoptée avec
modifications

Décision reproduite en annexe 2.

Décision de
la Commission 7,
adoptée sans
modification

Décision reproduite en annexe 3 avec les modifications apportées.

Décision du
Groupe de travail
des formules,
adoptée avec
modifications

"Décision

Approbation du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Le Congrès

approuve

le rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et

charge

le Conseil exécutif d'étudier les procédures relatives au dépôt des pouvoirs des délégués et leurs consé-
quences (article 3 du Règlement intérieur des Congrès).

(Congrès/C 1 – Rapp 1, 18e séance plénière)."

Décision
du Congrès,
adoptée avec
modifications

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
A. BRUGGEMAN

Le Secrétaire,
E. NLEND

Le Secrétaire adjoint,
J.-L. DEVECCHI

Résolution

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Le Congrès,

vu

que le Conseil exécutif /.../ et le Conseil consultatif des études postales /.../ sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès,

considérant

que la durée du mandat de ces /.../ organes correspond à la période qui sépare deux Congrès successifs,

constatant

qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes qu'il adopte,

tenant compte

du fait que chaque Congrès arrête une nouvelle composition et de nouvelles attributions /.../ pour le Conseil exécutif et pour le Conseil consultatif des études postales,

estimant

que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales.

Décision

Renvoi à l'origine des colis non livrés

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 5029.2, 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1,

considérant

l'intérêt qu'ont les Administrations à tirer profit des nouvelles dispositions dans les meilleurs délais possible,

tenant compte cependant

des réserves formulées par certaines Administrations,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions visées dans les propositions précitées et de présenter au prochain Congrès un rapport sur les conséquences de l'application pratique des dispositions dont il s'agit.

(Proposition 5029.2, Commission 7, 2e séance)

Décision

/.../ Annotation sur les formules C 18 et C 18bis permettant de les compléter en cas de besoin

Le Congrès,

vu

que certaines Administrations ont recours au poids réel /.../ pour la détermination des frais terminaux du courrier de surface,

tenant compte

de l'existence de taux distincts des frais terminaux pour les envois LC/AO, d'une part, et les sacs M, d'autre part,

estimant

qu'il serait possible de faciliter la tâche des Administrations intéressées à connaître le poids des sacs de chaque dépêche, en prévoyant des colonnes pour l'indication du poids brut des sacs /.../ LC/AO et des sacs M,

charge

le Bureau international d'insérer dans le Code annoté, en ce qui concerne les formules C 18 et C 18bis, une annotation semblable à la note 3 relative à la formule AV 7 qui autoriserait les Administrations à compléter lesdites formules, le cas échéant, par /.../ des colonnes supplémentaires destinées à l'indication du poids brut des sacs LC/AO et des sacs M /.../.

Procès-verbaux du Groupe de travail des formules

Première séance

Mardi 26 juin 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Après les souhaits de bienvenue, le Président rappelle que, conformément à la décision prise par la Commission 10 lors de sa première séance, le Groupe de travail des formules est constitué comme suit:

Composition
du Groupe
de travail

Membres:

Algérie (présidence)	MM. M. Gadouche
Finlande	M. Wallenius
Luxembourg	J. Hoffmann
Mali	A. Yattara
Suisse	M. Cordey

Le Secrétariat de la Commission est composé des fonctionnaires du Bureau international désignés ci-après:

Secrétariat

MM. L. Rubens (Secrétaire, du 22 juin au 8 juillet 1984 et du 24 au 27 juillet 1984)
E. Aguilar (Secrétaire, du 9 au 23 juillet 1984)
J. Haider (Secrétaire adjoint)
J. Miserez (Assistant)

Le Groupe de travail regroupera avant leur examen les propositions concernant une même formule.

Méthode
de travail

Dans le but de permettre au Bureau international d'accélérer les travaux d'impression des Actes du Congrès de Hamburg, le Groupe de travail a décidé que l'impression des formules qui ne font pas l'objet d'une proposition de modification devrait être entreprise le plus tôt possible. Ces propositions figurent à l'annexe 1 au présent procès-verbal.

Formules
ne faisant pas
l'objet
d'une proposition
de modification

Proposition 6903.1, formule MP 3: adoptée sans modification.

Examen
des propositions
Mandats

Proposition 6904.1, formule MP 4: adoptée sans modification.

La séance est levée à 8 h 45.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
L. RUBENS

Formules ne faisant pas l’objet d’une proposition de modification

<i>Convention</i>	<i>Colis</i>	<i>Chèques</i>	<i>Recouvrements</i>
C 3/CP 4	CP 1	VP 1	RP 1
C 5	C 3/CP 4	VP 2	RP 2
C 6	CP 6	VP 3	RP 3
C 7	CP 12	VP 4	
C 8	CP 16	VP 5	
C 9bis	CP 17	VP 6	<i>Epargne</i>
C 10	CP 18	VP 7	
C 11	CP 19	VP 9	CE 1
C 13	CP 23	VP 10	CE 2
C 16	CP 24	VP 12	CE 3
C 19	CP 25	VP 14	CE 4
C 22		VP 15	CE 5
C 23			CE 6
C 24			
C 25			
C 26	<i>Mandats</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Abonnements</i>
C 29			
C 30	MP 2	R 1	AP 1
VD 1	MP 5	R 2	AP 4
VD 2	MP 6	R 5	AP 9
VD 3	MP 7	R 5bis	
VD 4	MP 8	R 5ter	
AV 1	MP 9		
AV 3	MP 10		
AV 5	MP 11		
AV 6	MP 15		
AV 7 S			
AV 9			

Deuxième séance

Lundi 2 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Le procès-verbal de la première séance est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la première
séance

Proposition 5902.1, formule CP 2: adoptée. Cependant, comme le début du texte des instructions données par l'expéditeur ainsi que l'instruction de la lettre a sont présentés à la première personne du singulier, il a été décidé, pour en uniformiser la présentation, de remplacer dans les instructions concernées (lettres c et d) "que le colis soit renvoyé à l'origine" par "que le colis me soit renvoyé".

Examen
des propositions

La séance est levée à 14 h 15.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
L. RUBENS

Troisième séance

Judi 5 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Approbation
du procès-verbal
de la deuxième
séance

Le procès-verbal de la deuxième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions 6901.1, 6901.2, 6901.3, formule MP 1: adoptées.

Proposition 6901.4, formule MP 1: adoptée. Cependant, l'indication "quittance du bénéficiaire" figurant au verso de la formule actuelle est maintenue, mais les espaces entre le filet supérieur, cette indication et l'indication "Reçu la somme indiquée d'autre part" sont réduits par déplacement vers le bas afin d'élargir le cadre réservé aux endossements.

Proposition 6901.91, nouvelle formule MP 1bis: adoptée avec les modifications suivantes apportées par souci d'harmonisation:

- a) au recto de l'original et de la copie:
 - la rubrique "Nom du bénéficiaire" est complétée comme suit:
"Nom et prénom du bénéficiaire";
 - la rubrique "Montant en toutes lettres et en caractères latins" est complétée comme suit:
"Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins";
- b) au verso de l'original:
 - dans la partie réservée à la quittance du bénéficiaire, l'indication "Reçu la somme indiquée au recto" est remplacée par:
"Reçu la somme indiquée d'autre part".

Note: Il est précisé que le modèle de fond de sécurité déposé au Bureau international n'est pas à reproduire dans le "Formulaire de l'UPU".

Proposition 6912.1, formule MP 12: adoptée.

Proposition 6912.2, formule MP 12: adoptée. Cependant, pour disposer de plus d'espace, la ligne séparant les rubriques "Date d'émission" et "Nom et adresse de l'expéditeur/Communications" est déplacée vers le haut à la hauteur du milieu de l'espace séparant les deux champs de hachures destinés au montant en lettres, l'indication "Nom et adresse de l'expéditeur/Communications" étant elle aussi déplacée en conséquence.

Proposition 6912.3, formule MP 12: adoptée.

Proposition 6912.4, formule MP 12: adoptée, sous réserve des modifications supplémentaires décidées à propos de la proposition 6901.4 concernant la formule MP 1.

Proposition 6912.91, nouvelle formule MP 12bis: adoptée avec les modifications suivantes apportées par souci d'harmonisation:

- a) au recto de l'original et de la copie:
 - la rubrique "Montant en toutes lettres et en caractères latins" est complétée comme suit:
"Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins";
- b) au verso de l'original:
 - dans la partie réservée à la quittance du bénéficiaire, l'indication "Reçu la somme indiquée au recto" est remplacée par:
"Reçu la somme indiquée d'autre part".

Note: Il est précisé que le fond de sécurité déposé au Bureau international n'est pas à reproduire dans le "Formulaire de l'UPU".

Propositions 6913.1, 6913.2 et 6913.3, formule MP 13: adoptées. En outre, par souci d'harmonisation et pour élargir le cadre réservé aux endossements (au verso de la formule), le filet et l'indication "Quittance du bénéficiaire" sont déplacés vers le bas comme décidé pour les formules MP 1 et MP 12.

Propositions 6914.1 et 6914.2, formule MP 14: adoptées.

Propositions 6916.1, 6916.2 et 6916.3, formule MP 16: adoptées.

La séance est levée à 15 h 30.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
L. RUBENS

Quatrième séance

Mardi 10 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Approbation
du procès-verbal
de la troisième
séance

Dans un souci d'harmonisation et compte tenu du fait qu'il y a des personnes qui utilisent habituellement plus d'un prénom, la mention "prénom" est remplacée par "prénoms" dans les formules indiquées ci-après, déjà traitées dans les procès-verbaux des première et troisième séances:

PV 1

Proposition 6903.1, formule MP 3

Proposition 6904.1, formule MP 4

PV 3

Proposition 6901.1, formule MP 1

Proposition 6913.1, formule MP 13

Proposition 6914.1, formule MP 14

Proposition 6916.1, formule MP 16

Sous réserve des modifications ci-dessus, le procès-verbal de la troisième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions 8903.1 et 8903.2, formule R 3: adoptées.

Propositions 8904.1 et 8904.2, formule R 4: adoptées.

Toutefois, au verso des formules R 3 et R 4, le filet gras est abaissé et les autres rapprochés pour laisser plus de place aux endossements.

Propositions 8906.1 et 8906.2, formule R 6: adoptées.

Propositions 8907.1 et 8907.2, formule R 7: adoptées.

Propositions 8908.1 et 8908.2, formule R 8: adoptées.

Propositions 8909.1 et 8909.2, formule R 9: adoptées.

Toutefois, comme dans le cas des formules R 3 et R 4, le filet gras au verso des formules R 8 et R 9 est abaissé et les autres rapprochés, pour laisser plus de place aux endossements.

Propositions 8910.1 et 8910.2, formule R 10: adoptées.

Cependant, au recto, les mots "Nom et prénoms" sont remplacés par "Nom et prénoms du bénéficiaire".

En outre, au verso, l'espace réservé aux endossements est élargi.

Propositions 11905.1, formule AP 5, et 11905.2, formule AP 5bis: adoptées, sous réserve qu'au verso le cadre réservé aux endossements soit élargi comme dans le cas des formules R 3, R 4, R 8, R 9 et R 10. Par ailleurs, il a été noté qu'au verso de ces formules, la mention "Reçu la somme indiquée au recto" n'est pas en accord avec celle d'autres formules qui remplacent les mots "au recto" par "d'autre part".

Proposition 11906.1, formule AP 6: adoptée.

Proposition 11906.2, formule AP 6bis: adoptée.

A propos des formules AP 5, AP 5bis, AP 6 et AP 6bis, la rubrique "Montant en toutes lettres et en caractères latins" reste inchangée. En revanche, dans d'autres formules (MP 1, MP 12, MP 13, MP 16, R 3, R 4, R 6, R 7, R 8, R 9 et R 10), la mention "et unité monétaire" est intercalée entre le mot "montant" et la phrase "en toutes lettres et en caractères latins".

Par ailleurs, il a été considéré comme désirable que l'harmonisation de la texture des formules des services financiers fasse l'objet d'un examen spécifique dans le cadre de la révision des Actes concernant ces derniers (proposition 6000.2).

Proposition 7913.1, formule VP 13, et proposition 7913.2, formule VP 13bis: leur examen détaillé est reporté, l'étude d'une nouvelle présentation des formules ayant été demandée.

Proposition 2933.91, formule C 33/CP 10: adoptée avec les modifications suivantes:

- supprimer les deux motifs suivants: "Déménagé" et "N'existe plus";
- agrandir les cases réservées aux motifs de non-remise.

Proposition 5913.1, formule CP 13: adoptée avec les modifications suivantes: au verso, dans la partie 4, remplacer les mots "Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations" par "Description et cause apparente de la spoliation ou de l'avarie, ou autres observations".

Proposition 5921.1/Rev 1, formule CP 21: adoptée.

La séance est levée à 15 h 30.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
E. AGUILAR

Cinquième séance

Vendredi 13 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Approbation
du procès-verbal
de la quatrième
séance

Le procès-verbal de la quatrième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions 7913.1, formule VP 13, et 7913.2, formule VP 13bis: adoptées, la nouvelle présentation des formules préparée par le Groupe de travail ayant donné satisfaction.

Proposition 4904.1, formule AV 4: adoptée.

Proposition 4908.91, formule AV 8bis: en suspens; elle sera traitée dès qu'une décision sera prise par la Commission 4 au sujet de la proposition 2928.1, concernant la formule C 28.

Propositions 5902.2 et 5902.3, formule CP 2bis: adoptées. Toutefois, au point "d" des instructions, le mot "jours" est abaissé jusqu'au niveau de la phrase "renvoyé à l'expéditeur après" et une ligne pointillée est intercalée entre ces deux mentions.

Proposition 5905.93, formule CP 5: adoptée.

Proposition 5905.94, formule CP 5bis: adoptée.

Proposition 5908.1, formule CP 8: adoptée.

Propositions 5909.1 et 5909.2, formule CP 9: adoptées, avec les modifications suivantes:

au recto, sous la rubrique "Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint", ajouter en bas une case spacieuse, dont l'en-tête de la moitié gauche portera la mention "Nom et adresse complète de l'expéditeur", et la moitié droite l'en-tête "Nom et adresse complète du destinataire".

En outre, pour compenser l'espace pris sur la rubrique libellée "Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant", les modifications suivantes y sont apportées:

- le motif "Le colis n'a pas été réclamé" est déplacé sur la moitié droite du module en face de la mention "Le colis a été refusé par le destinataire";
- le motif "l'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition" est déplacé sur la moitié droite du module supérieur immédiat, en face de la mention "L'adresse est insuffisante";
- les instructions situées en bas de cette même rubrique et commençant par la phrase "Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou..." sont abaissées au profit des cases précédentes. La mention "origine" de la seconde ligne de ces instructions est remplacée par "expéditeur";
- *au verso*, sous la rubrique "Le colis doit être": dans l'instruction libellée "renvoyé au bureau d'origine par voie", la mention "au bureau d'origine" est remplacée par "à l'expéditeur". La mention "nombre de jours" située au côté droit, sous la case "aérienne", est déplacée vers la gauche de quelque 25 mm;
- dans l'avant-dernière case, la mention "au bureau d'origine" est remplacée par "à l'expéditeur".

Proposition 5911.2, formule CP 11: adoptée.

Proposition 5915.1, formule CP 15: adoptée.

Proposition 5915.2, formule CP 15bis: adoptée.

Proposition 5920.2, formule CP 20: adoptée.

Proposition 5924.91/Rev 1, formule CP 24bis: en suspens; elle sera traitée lorsqu'une décision sera prise au sujet de la proposition 2928.1, concernant la formule C 28.

Le Bureau international est chargé d'examiner ce modèle d'étiquette, ainsi que les autres modèles du même genre, afin d'actualiser les noms des bureaux de poste, certains d'entre eux n'étant plus conformes à la réalité.

Proposition 2901.1, formule C 1: en suspens.

La séance est levée à 16 heures.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
E. AGUILAR

Sixième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Le procès-verbal de la cinquième séance est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la cinquième
séance

Proposition 3912.92/Rev 1, formule C 12ter: adoptée, la référence au compte C 20 étant corrigée à valoir pour le relevé C 17.

Proposition 4907.2, formule AV 7: adoptée, mais modifiée comme suit: L'en-tête de la colonne 4 est libellé "sacs et plis LC/AO¹". Celui de la colonne 6 "sacs CP et colis hors sac²".

Proposition 3957.1/Rev 1, formule AV 7: sans objet.

Proposition 2901.1, formule C 1: adoptée.

Proposition 2900.2, formules C 18 et C 18bis: adoptée. Le Bureau international est chargé d'insérer dans le Code annoté, au sujet des formules C 18 et C 18bis, une annotation similaire à la note 3 concernant la formule AV 7.

La séance est levée à 9 h 30.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
E. AGUILAR

Septième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Le procès-verbal de la sixième séance est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la sixième
séance

Proposition 2912.1, formule C 12: adoptée.

Examen
des propositions

Proposition 2912.2, formule C 12: adoptée.

Proposition 3912.2, formule C 12: adoptée, avec la modification suivante:

— dans le cadre V, la case "Autres indications" est réduite d'une ligne.

Proposition 3915.2/Rev 1, formule C 15: adoptée en format A 5.

Proposition 3915.91/Rev 1, formule C 15bis: adoptée avec adjonction en bas de la colonne 1 de la mention "à porter au relevé C 15ter".

Proposition 3915.92/Rev 1, formule C 15ter: adoptée, avec adjonction en bas, à gauche, sous les colonnes 1 et 2, du texte "à porter au relevé C 17" qui complète les mots "Poids moyen des sacs".

Proposition 2914.1, formule C 14: adoptée sous réserve de biffer le cadre "Suite demandée". Par ailleurs, dans le cadre 1, la case "sont mal dirigés" est maintenue et la case "sont parvenus en excédent" ajoutée.

Proposition 2904.1, formule C 4: adoptée.

Proposition 2928.1, formule C 28: adoptée.

Proposition 5924.91/Rev 1, formule CP 24bis: adoptée.

Proposition 4908.91, formule AV 8bis: adoptée.

Ainsi qu'il a été signalé lors de la cinquième séance du Groupe de travail, s'agissant de formules sous forme d'étiquettes, le Bureau international est chargé de les harmoniser et d'actualiser les noms des bureaux de poste y mentionnés. Les étiquettes dont le caractère postal n'est pas évident doivent en outre porter la mention "Postes", reproduite en sens vertical près de l'oeillet.

Propositions 2927.1 et 2927.2, formule C 27: adoptées.

Proposition 2902.1, formule C 2/CP 3: adoptée.

Proposition 2900.1. Cette proposition a été approuvée par la Commission 4 (voeu C 78). La question du grammage du papier à utiliser pourrait faire l'objet d'une proposition au prochain Congrès.

Propositions 3909.3, 3909.4, 3909.5 et 3909.6, formule C 9: adoptées sous réserve de légers réajustements des textes-guides pour en faciliter l'emploi, la structure de base étant celle de la proposition 3909.5.

Proposition 3962.3/Rev 1, formule AV 12: adoptée.

Proposition 3917.4/Rev 1, formule C 17: adoptée sous réserve d'ajouter au-dessous de la mention "Poids total LC/AO + M", dans la case au bas de la formule le texte "à porter au compte C 20", la note et les renvois de note étant supprimés.

Propositions 3928.1 et 3928.2, formule C 28bis: adoptées, avec la modification suivante:

- la case supérieure (Poids) est élargie, afin de laisser suffisamment d'espace pour les indications à y inscrire.

La séance est levée à 16 h 30.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
E. AGUILAR

Huitième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. M. GADOUCHE, Président

La séance est ouverte à 23 h 10.

Le procès-verbal de la septième séance est approuvé.

Approbation
du procès-verbal
de la septième
séance

Proposition 3920.4, formule C 20bis: supprimée.

Examen
des propositions

Proposition 3921.4, formule C 21bis: supprimée.

Proposition 3955.3/Rev 1, formule AV 5bis: adoptée.

Propositions 3953.1 et 3953.3/Rev 1, formule AV 3bis: adoptées.

Proposition 3920.3/Rev 2, formule C 20: adoptée.

Proposition 3921.3/Rev 2, formule C 21: adoptée, avec le nouveau numéro C 20bis et sous réserve d'élargissement du cadre "Frais terminaux" au bas de la formule.

Proposition 3921.6, formule C 21: adoptée, sous réserve de remplacer le mot "provisionnel" par "provisoire".

Proposition 3921.5, nouvelle formule C 21bis: adoptée, sous réserve de remplacer le mot "provisionnel" par "provisoire".

Proposition 3917.5, formule C 17bis: supprimée.

Proposition 3912.91/Rev 1, formule C 12bis: adoptée.

Proposition 4908.2, formule AV 8: adoptée.

Le Groupe de travail a adopté les montants indiqués en francs-or dans les formules où il y a eu une augmentation desdits montants. Il a également ajouté les équivalents en DTS.

La séance est levée à 23 h 45.

Au nom du Groupe de travail:

Le Président,
M. GADOUCHE

Le Secrétaire,
E. AGUILAR

**Table de concordance concernant la numérotation des articles
dans les projets d'Actes et dans les Actes définitifs**

Table de concordance

concernant la numérotation des articles dans les projets d'Actes et dans les Actes définitifs du Congrès de Hamburg 1984

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE		Art. 107	Art. 107
		108	108
		109	109
		110	110
Art. I	Art. I	111	111
II	II	112	112
III	III	113	113
IV	IV	114	114
V	V	115	115
VI	VI	116	116
VII	VII	117	117
		118	118
		119	119
RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE		par. 1	par. 1
		par. 1bis**	par. 3
		par. 1ter**	par. 2
		par. 2 et 3	par. 4 et 5
Art. 101	Art. 101	120	120
par. 1 à 8	par. 1 à 8	121	121
par. 9 et 10 (supprimés)		122	122
102	102	123	123
par. 1 à 5	par. 1 à 5	124	124
par. 6	par. 6	125	125
a) à g)	a) à g)	par. 1	par. 1
gbis)	h)	par. 1bis	par. 2
h) à j)	i) à k)	par. 2 à 4	par. 3 à 5
jbis) à jquater)*	v) à x)	par. 4bis	par. 6
k) à t)	l) à u)	par. 5	par. 7
par. 7 à 14	par. 7 à 14	126	126
103	103	127	127
104	104	128	128
105	105	129	129
106	106	130	130
par. 1 et 2	par. 1 et 2		
par. 3 (supprimé)			

* Les lettres jbis) à jquater) ont été transférées à la fin du paragraphe.

** Les paragraphes 1bis et 1ter ont été inversés.

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
<i>Règlement général, Annexe — Règlement intérieur des Congrès</i>		CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE	
Art. 1	Art. 1	Art. 1	Art. 1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	par. 1 et 2	par. 1 et 2
par. 1 à 4	par. 1 à 4	par. 2bis	par. 3
par. 5 (supprimé)		5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
par. 1	par. 1	8	8
par. 2 (supprimé)		9	9
par. 3 à 6	par. 2 à 5	10	10
8	8	par. 1 et 2	par. 1 et 2
9	9	par. 2bis	par. 3
10	10	par. 3	par. 4
11 (supprimé)		11	11
12	11	12	12
13	12	13	13
14	13	14	14
15	14	15	15
16	15	16	16
17	16	17	17
18	17	18	18
par. 1 et 2	par. 1 et 2	19	19
par. 3	par. 3	20	20
a) (supprimé)		21	21
b) à e)	a) à d)	22	22
f) (supprimé)		23	23
par. 4 et 5	par. 4 et 5	24	24
par. 6 (supprimé)		25	25
par. 7	par. 6	26	26
19	18	27	27
20	19	28	28
par. 1 à 3	par. 1 à 3	par. 1	par. 1
par. 3bis	par. 4	a)	a)
par. 4 et 5	par. 5 et 6	abis)	b)
21	20	b) à d)	c) à e)
22	21	par. 2	par. 2
23	22	29	29
24	23	30	30
25	24	31	31
25bis	25	32	32
26	26	33	33
27	27	34	34
28	28	35	35
		36	36
		par. 1 à 4	par. 1 à 4
		par. 4bis	par. 5
		par. 5 à 8	par. 6 à 9

Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 37	Art. 37	Art. 65bis	Art. 68
38	38	par. 1	par. 1
39	39	par. 1bis	par. 2
40	40	par. 2	par. 3
41	41	65ter	69
42	42	66	70
43	43	67	71
44	44	68	72
45	45	69	73
46	46	70	74
47	47	71	75
48	48	72	76
49	49	73	77
50	50	74	78
51	51	75	79
52	52	a)	a)
53	53	abis)	b)
54	54	b) et c)	c) et d)
55	55	76	80
par. 1 et 2	par. 1 et 2	77	81
par. 2bis	par. 3	par. 1	par. 1
par. 3 à 6	par. 4 à 7	par. 1bis	par. 2
56	56	par. 2	par. 3
par. 1 et 2	par. 1 et 2	78	82
par. 3 (supprimé)	par. 3 à 10	79	83
par. 4 à 11	57	80	84
56bis	58	81	85
57	59	82	86
58	60	par. 1 à 3	par. 1 à 3
59	61	par. 3bis	par. 4
60	62	83	87
61	par. 1 à 3	84	88
par. 4 (supprimé)	par. 1 à 3	84bis	89
par. 5	par. 4	84ter	90
par. 6 et 7 (supprimés)	63	85	91
61bis	64	86	92
62	par. 1 à 3		
par. 4 (supprimé)	65		
63	66		
64	67		
65	par. 1		
par. 2 (supprimé)	par. 2		
par. 3	par. 3		
par. 3bis	par. 4		
par. 4	par. 5 et 6		
par. 5 (supprimé)			
par. 6 et 7			

Protocole final

Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. I	Art. I		
II	II		
III	III		
IIIbis	IV		
IV	V		
V	VI		
VI	VII		
par. 1	par. unique		
par. 2 (supprimé)			

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. VII	Art. VIII	Art. 116	Art. 116
VIII	IX	par. 1 à 3	par. 1 à 3
IX	X	par. 3bis	par. 4
X	XI	par. 4 à 6	par. 5 à 7
Xbis	XII	117	117
XI	XIII	118	118
XII	XIV	par. 1 et 2	par. 1 et 2
XIibis	XV	par. 2bis	par. 3
XIII	XVI	par. 3	par. 4
XIV	XVII	119	119
XV	XVIII	120	120
XVI	XIX	121	121
XVII	XX	122	122
XVIII	XXI	123	123
XIX	XXII	par. 1	par. 1
XX	XXIII	a) à e)	a) à e)
XXI	XXIV	ebis)	f)
XXII (supprimé)		f)	g)
XXIII (supprimé)		par. 2 et 3	par. 2 et 3
XXIV (supprimé)		par. 3bis	par. 4
XXV (supprimé)		124	124
XXVI	XXV	125	125
XXVII	XXVI	126	126
		127	127
		128	128
		129	129
		130	130
		131	131
		par. 1 à 8	par. 1 à 8
		par. 8bis	par. 9
		par. 9 et 10	par. 10 et 11
		132	132
		133	133
		134	134
		135	135
		par. 1 à 3	par. 1 à 3
		par. 3bis	par. 4
		par. 4 et 5	par. 5 et 6
		136	136
		137	137
		138	138
		139	139
		140	140
		141	141
		142	142
		143	143
		144	144
		145	145
		146	146
		147	147
		148	148
<i>Règlement d'exécution de la Convention</i>			
Art. 101	Art. 101		
102	102		
par. 1 à 3	par. 1 à 3		
par. 3bis	par. 4		
103	103		
104	104		
105	105		
106	106		
107	107		
108	108		
109	109		
110	110		
111	111		
112	112		
113	113		
par. 1	par. 1		
a) à g)	a) à g)		
h) (supprimé)			
i) à k)	h) à j)		
par. 1bis	par. 2		
par. 2 à 6	par. 3 à 7		
114	114		
115	115		

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. 149	Art. 149	Art. 176	Art. 180
150	150	par. 1 et 2	par. 1 et 2
151	151	par. 3 (supprimé)	
par. 1 à 4	par. 1 à 4	par. 4 à 6	par. 3 à 5
par. 5 (supprimé)		177 (supprimé)	
152	152	177bis	181
153	153	178 (supprimé)	
154	154	179	182
155	155	par. 1 à 5 (supprimés)	
156	156	par. 6 et 7	par. 1 et 2
157	157	par. 8 (supprimé)	
158	158	par. 9 et 10	par. 3 et 4
159	159	par. 10bis	par. 5
160	160	par. 11	par. 6
161	161	179bis	183
162	162	179ter	184
par. 1 à 4	par. 1 à 4	180	185
par. 4bis	par. 5	180bis	186
par. 5 (supprimé)		181	187
par. 6 à 8	par. 6 à 8	par. 1 (supprimé)	
163	163	par. 2	par. 1
par. 1 à 3	par. 1 à 3	par. 3 (supprimé)	
par. 3bis	par. 4	par. 4	par. 2
par. 4 et 5	par. 5 et 6	par. 5 (supprimé)	
164	164	par. 6	par. 3
165	165	par. 6bis	par. 4
166	166	par. 7	par. 5
167	167	par. 7bis à 7quinquies	par. 6 à 9
168	168	par. 8 et 9	par. 10 et 11
par. 1 à 7	par. 1 à 7	par. 10 et 11 (supprimés)	
par. 7bis	par. 8	182	188
169	169	par. 1	par. 1
169bis	170	par. 2 (supprimé)	
169ter	171	par. 3	par. 2
169quater	172	183	189
170	173	par. 1	par. unique
171 (supprimé)		par. 2 (supprimé)	
172	174	184	190
par. 1	par. 1	par. 1 et 2	par. 1 et 2
par. 2 (supprimé)		par. 3	par. 3
par. 2bis	par. 2	a) (supprimé)	
173	175	b)	a)
par. 1	par. 1	c) (supprimé)	
par. 2 et 3 (supprimés)		d)	b)
par. 4	par. 2	par. 4 à 7	par. 4 à 7
174	176	185 (supprimé)	
par. 1	par. unique	186	191
par. 2 à 7 (supprimés)		187	192
174bis	177	188	193
174ter	178	189	194
175	179	190	195

Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 191	Art. 196	Art. 218	Art. 226
192	197	par. 1	par. 1
193	198	a)	a)
194	199	b)	b)
195	200	1° à 5°	1° à 5°
196	201	5°bis	6°
197	202	6° à 8°	7° à 9°
198	203	par. 2 et 3	par. 2 et 3
199	204	219	227
200	205	220	228
par. 1 et 2	par. 1 et 2		
par. 2bis	par. 3		
par. 3 (supprimé)			
par. 4	par. 4		
201	206		
par. 1	par. 1		
par. 1bis	par. 2		
par. 2 à 4	par. 3 à 5		
202	207		
par. 1	par. 1		
par. 1 bis	par. 2		
par. 2	par. 3		
203	208		
204	209		
205	210		
par. 1 et 2	par. 1 et 2		
par. 3 (supprimé)			
par. 4	par. 3		
206	211		
207	212		
208	213		
209	214		
210	215		
211	216		
212	217		
par. 1 à 3	par. 1 à 3		
par. 3bis	par. 4		
213	218		
214	219		
215	220		
216	221		
217	222		
par. 1 à 3	par. 1 à 3		
par. 3bis et 3ter	par. 4 et 5		
par. 4	par. 6		
par. 4bis	par. 7		
par. 5 à 7	par. 8 à 10		
217bis	223		
217ter	224		
217quater	225		

Formules

Note. — Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.

**ARRANGEMENT
CONCERNANT LES COLIS POSTAUX**

Projets d'Actes		Actes définitifs	
Art. 1	Art. 1	Art. 218	Art. 226
2	2	par. 1	par. 1
3	3	a)	a)
4	4	b)	b)
par. 1 à 4	par. 1 à 4	1° à 5°	1° à 5°
par. 5 (supprimé)		5°bis	6°
5	5	6° à 8°	7° à 9°
6	6	par. 2 et 3	par. 2 et 3
7	7	219	227
8	8	220	228
9	9		
10	10		
11	11		
12	12		
13	13		
a)	a)		
abis)	b)		
b) à n)	c) à o)		
14	14		
par. 1	par. 1		
a)	a)		
abis)	b)		
b) à n)	c) à o)		
par. 2	par. 2		
15	15		
16	16		
17	17		
18	18		
19	19		

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. 20	Art. 20	<i>Protocole final</i>	
21	21	Art. Obis	Art. I
22	22	I	II
23	23		
24	24	tableau	tableau
25	25	n° d'ordre	n° d'ordre
26	26	1	1
27	27	1bis	2
28	28	2 à 8	3 à 9
29	29	8bis	10
par. 1 à 4	par. 1 à 4	9 à 13	11 à 15
par. 4bis	par. 5	13bis	16
30	30	14 à 19	17 à 22
31	31	19bis	23
32	32	20 à 47	24 à 51
33	33	47bis à 47sexies	52 à 56
34	34	48 à 52	57 à 61
35	35	52bis	62
36	36	53 à 56	63 à 66
37	37	56bis et 56ter	67 et 68
38	38	57 et 58	69 et 70
39	39	58bis*	71
40	40	59 et 60	72 et 73
41	41	II	III
42	42	III	IV
43	43	IIIbis	V
44	44	IV	VI
45	45	par. 1	par. 1
46	46	par. 1bis	par. 2
par. 1 à 3	par. 1 à 3	par. 2 à 4 (supprimés)	
par. 3bis	par. 4	par. 5	par. 3
47	47	par. 6 (supprimé)	
par. 1 à 4	par. 1 à 4	V	VII
par. 4bis	par. 5	par. 1 (supprimé)	
par. 5 et 6	par. 6 et 7	par. 2	par. 1
48 (supprimé)		par. 2bis (supprimé)	
49	48	par. 2ter	par. 2
50	49	VI	VIII
51	50	VIbis	IX
52	51	VII	X
53	52	VIIbis	XI
54 (supprimé)		VIII	XII
55	53	IX	XIII
56	54	par. 1	par. 1
57	55	par. 1bis	par. 2
58	56	par. 2	par. 3
par. 1 et 2	par. 1 et 2	par. 2bis	par. 4
par. 3 (supprimé)		IXbis**	XIV
59	57	X	XV
60	58	Xbis	XVI

* Ce numéro ne figurait pas dans les projets d'Actes.

** Cet article ne figurait pas dans les projets d'Actes.

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
<i>Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux</i>		Art. 130	Art. 133
Art. 101	Art. 101	131	134
102	102	132	135
103	103	133	136
104	104	134	137
105	105	135	138
par. 1	par. 1	136	139
a) à h)	a) à h)	137	140
h bis)	i)	138	141
par. 2	par. 2	139	142
106	106	140	143
par. 1 à 7	par. 1 à 7	par. 1 et 2	par. 1 et 2
par. 7bis	par. 8	par. 3 (supprimé)	
107	107	141	144
108	108	141bis	145
109	109	142	146
110	110	143	147
111	111	144	148
112	112	145	149
113	113	146	150
114	114	147	151
115	115	148	152
115bis	116	149	153
116	117	150	154
117	118	151	155
118	119		
par. 1 et 2	par. 1 et 2	<i>Formules</i>	
par. 3 et 4 (supprimés)		Note. — Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.	
par. 5 à 8	par. 3 à 6		
119	120	ARRANGEMENT	
119bis	121	CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE	
120	122	ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE	
121	123	Art. 1	Art. 1
122	124	2	2
123	125	par. 1 et 2	par. 1 et 2
par. 1 à 6	par. 1 à 6	par. 2bis	par. 3
par. 7 à 9 (supprimés)		par. 2ter	par. 4
123bis	126	par. 3	par. 5
par. 1	par. 1	3	3
par. 1bis	par. 2	4	4
par. 2 à 7	par. 3 à 8	5	5
124	127	6	6
125	128	7	7
126	129	8	8
par. 1 et 2	par. 1 et 2	9	9
par. 3 (supprimé)		10	10
127	130		
128	131		
129	132		

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. 11	Art. 11	<i>Règlement d'exécution</i>	
par. 1	par. 1	<i>de l'Arrangement concernant les mandats de poste</i>	
par. 2 (supprimé)		<i>et les bons postaux de voyage</i>	
par. 3	par. 2	Art. 101	Art. 101
par. 3bis	par. 3	102	102
par. 4	par. 4	103	103
12	12	104	104
13	13	par. 1 et 2	par. 1 et 2
14	14	par. 2bis	par. 3
15	15	105	105
16	16	106	106
17	17	107	107
18	18	107bis	108
19	19	108	109
20	20	109	110
21	21	110	111
22	22	par. 1	par. 1
23	23	par. 1bis	par. 2
24	24	par. 1ter	par. 3
25	25	par. 2 à 4 (supprimés)	
26	26	par. 5	par. 4
27	27	111	112
28	28	112	113
29	29	113	114
par. 1	par. 1	114	115
par. 1bis	par. 2	115	116
par. 2 et 3	par. 3 et 4	116	117
30	30	117	118
31	31	118	119
32	32	119	120
33	33	120	121
34	34	121	122
35	35	122	123
36	36	123	124
37	37	124	125
38	38	125	126
39	39	126	127
40	40	127	128
41	41	128	129
42	42	128bis	130
43	43	128ter	131
44	44	129	132
45	45	130	133
46	46	131	134
47	47	132	135
48	48	133	136
49	49	134	137
50	50	par. 1	par. unique
51	51	par. 2 (supprimé)	
52	52		

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. 135	Art. 138	Art. 6	Art. 6
136	139	7	7
137	140	8	8
138	141	9	9
139	142	10	10
140	143	11	11
141	144	12	12
142	145	13	13
143	146	14	14
144	147	15	15
145	148	16	16
146	149	17	17
par. 1 et 2	par. 1 et 2	18	18
par. 2bis	par. 3	19	19
par. 2ter	par. 4	20	20
par. 3 à 8	par. 5 à 10	21	21
147	150	22	22
148	151	23	23
149	152	24	24
150	153	25	25
151	154	26	26
152	155	27	27
153	156	28	28
154	157	29	29
155	158	30	30
156	159	31	31
157	160	32	32
158	161	33	33
		34	34
		35	35
<i>Formules</i>		36	36
		37	37
Note. — Les numéros des formules n'ont pas été modifiés, mais on a ajouté les formules MP 1bis et MP 12bis.		38	38
		39	39
		40	40
		41	41
<i>Protocole final du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage</i>		42	42
		42bis	43
		43	44
		44	45
Art. unique	Art. unique	45	46
		46	47
		47	48
		48	49
ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		49	50
		50	51
		51	52
Art. 1	Art. 1	52	53
2	2	53	54
3	3	par. 1 à 3	par. 1 à 3
4	4	par. 3bis	par. 4
5	5		

[illegible]

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs

Projets d'Actes	Actes définitifs	Projets d'Actes	Actes définitifs
Art. 110	Art. 110	ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS Note. — Cet Arrangement, son Règlement d'exécution et les formules n'ont subi aucune modification.	
111	111		
112	112		
par. 1	par. 1		
par. 2 (supprimé)			
par. 3	par. 2		
113	113		
114	114		
115	115		
116	116		
117	117	ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE Note. — Cet Arrangement, son Règlement d'exécution et les formules n'ont subi aucune modification.	
118	118		
119	119		
120	120		
121	121		
122	122		
123	123		
<i>Formules</i>			
Note. — Les numéros des formules n'ont pas été modifiés.			

Index alphabétique

Index alphabétique

Note. — 1^o Un tiret remplace, pour les indications suivantes, une partie de titre commune, dont on évite ainsi la répétition.

2^o Le présent index étant subdivisé par Acte ou catégorie d'Actes, il convient de rechercher les références en partant de la disposition des Actes qui est à l'origine de l'objet des recherches. Il y a lieu de préciser que tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'Union ainsi que les questions d'ordre général se trouve dans la partie I.

I. Constitution, Règlement général, Règlement intérieur des Congrès — Questions d'ordre général — Organisation et fonctionnement du Congrès

Abréviations et signes utilisés 5—6

Actes définitifs. Table de concordance avec les projets d'Actes 687—700

— du Congrès de Hambourg. Mise en vigueur 183

Afrique du Sud 55—73, 76—83, 84—87

Appels en séances plénières 201—207

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès au sujet du CE et du CCEP 201

Approbation des procès-verbaux du Congrès 165, 181, 200, 220

— des projets d'Actes 213

Arriérés de contributions 324—327, 329—331

Assistance technique. Voir Coopération technique

Attribution des propositions d'ordre général et des

Congrès — Doc aux différents organes du Congrès 54

— des études au CE et au CCEP 200—201

Autorité de surveillance 342—343

Avenir des services postaux (L') 174—175

Choix des sujets de timbres-poste 147—151

Classes de contribution. Changement 175

Commission 1 (Vérification des pouvoirs). Désignation des membres 41

— — du Président et des Vice-Présidents 41

— Rapport 192—195, 198—199, 241—264

— Secrétariat 241

Commission 2 (Finances). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 266

— Rapport 201, 265—269

— Secrétariat 265

Commission 3 (Affaires générales). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 271—272

— Procès-verbaux 271—354

— Secrétariat 271

Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation).

Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 355, 357

— Rapports 355—406

— Secrétariat 355

Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et

rémunération). Désignation du Président et

des Vice-Présidents 41, 407

— Ordre du jour 408, 461—463

— Procès-verbaux 407—494

— Secrétariat 407

Commission 6 (Poste aérienne). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 495

— Rapports 495—519

— Secrétariat 495

Commission 7 (Colis postaux). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 522

— Rapports 521—550

— Secrétariat 521

Commission 8 (Services financiers postaux). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Liste des Pays-membres 551

— Ordre du jour 551

— Rapports 551—564

— Secrétariat 551

Commission 9 (Coopération technique). Désignation du Président et des Vice-Présidents 41

— Ordre du jour 565

— Rapports 195—196, 565—597

— Secrétariat 565

Commission 10 (Rédaction). Désignation des membres 41

— — du Président et des Vice-Présidents 41

— Méthode de travail 599, 601

— Procès-verbaux 599—672

— Secrétariat 599

Commissions du Congrès. Détermination 40

— Elaboration des procès-verbaux et des rapports 54

— spéciales 342

Composition

— du CCEP 308—315, 322—324

— du CE 308—315, 322—324

Conférences administratives 342

Congrès — Doc. Attribution aux différents organes du Congrès 54

Congrès postal universel

— extraordinaires 342

— Lieu du XXe 220—221

— Limite des dépenses pour le prochain 269

Conseil consultatif des études postales. Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès 201

— Composition, fonctionnement et réunions 308—315, 322—324

— Election des membres 182, 186—189

— Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du CE et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP 308

— Participation accrue des pays en développement

aux travaux du — 162—163

— Programme de travail 158—161

— Rapport sur l'ensemble de l'activité 87—90

— Répartition des études avec le CE 200—201

- Conseil exécutif. Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès 201
- Compétence législative 292—294
- Composition, fonctionnement et réunions 308—315, 322—324
- Election des membres 181—185
- Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du CE et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP 308
- Rapport sur l'ensemble de l'activité 87
- Répartition des études avec le CCEP 200—201
 - géographique des sièges du CE 196—197
- Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux 171—174
- Contrôle de qualité 163
- Coopération technique. Assistance technique de l'UPU 566—568, 575—577, 579—580, 587—588
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) 591
- Avenir de l'assistance technique de l'UPU (L') 588—589
- entre pays en développement 590—591
- Financement des activités d'assistance technique de l'UPU 583
- Formation postale 592
- Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique 580—583
- Questions et propositions à examiner par le Congrès 566
- Débat général sur les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications 95—96
- 1er thème: La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public 96—110
- 2e thème: Les problèmes financiers 110—116
- 3e thème: Gestion moderne de la poste 117—127
- 4e thème: Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux 128—144
- Décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) soumises au Congrès 183, 196, 198
- principales du Congrès. Récapitulation 350—351
- Déclarations de diverses délégations 36—39, 42—45, 52—54, 74—76, 84, 94, 117, 145—146, 148—150, 151, 156—158, 178—180, 182—183, 190—192, 196, 199—200, 210—212, 216, 220, 222—223, 242, 264, 286, 290—292, 328, 471, 574, 578, 584—586, 593—595
- de Hambourg 208—209
- sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées 151—155
- Dépenses de l'Union. Fixation pour les années 1986 à 1990 266—269
- Répartition 315—322
- Développement des services postaux 174—175
- Directeur général. Election 166—170, 273—282
- Prestation de serment 221—222
- Rapport 90—91
- Documents. Langues utilisées pour la publication 332—335
- Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international 166—170, 273—282
- des membres du CCEP 182, 186—189
- du CE 181—185
- Etudes. Répartition entre le CE et le CCEP 200—201
- Finances de l'Union. Rapport du Directeur général 266
- Formation postale 592
- Groupe de travail des formules. Désignation des membres 600, 673
- Méthode de travail 673
- Présidence 600
- Procès-verbaux 673—685
- Secrétariat 600, 673
- Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux. Réédition 175
- Guide opérationnel du service international des colis postaux. Réédition 175
- Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents 332—335
- Langues utilisées pour la publication des documents 332—335
 - les délibérations 336—342
- Lieu du XXe Congrès postal universel 220—221
- Limite des dépenses pour le prochain Congrès postal universel 269
- Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite 32—35
- des Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 29—31
- élus au CCEP 188—189
- au CE 183—185
- Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international. Réédition 175
- Monnaie type 282—285, 286—289, 306—307
- Nouveaux services. Réglementation internationale 307
- Organisation des Nations Unies (ONU). Message de M. J. Pérez de Cuéllar, Secrétaire général 27—28
- Recommandation concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées 151—155
- Relations avec l'UPU 147—151
- Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès. Mesures envisageables à court terme 295—296
- à long terme 296—306
- Participation en qualité d'observateur. Demande de l'Association du personnel du Bureau international 55
- de l'Association du transport aérien international (IATA) 55
- de Brunei 55
- de la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) 177
- de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) 55
- Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 29—31
- Poste (La). Journée mondiale 163—164
- Préambule de la Constitution 343—344
- Président du Congrès 20—21
- d'honneur du Congrès 19
- Présidents des Commissions du Congrès. Désignation 40—41
- Procès-verbaux du Congrès. Approbation 165, 181, 200, 220
- Projets d'Actes. Approbation 213
- Table de concordance avec les Actes définitifs 687—700
- Propositions d'ordre général. Attribution aux différents organes du Congrès 54
- Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art 176—177
- Rapport du Directeur général 90—91
- sur l'ensemble de l'activité du CCEP 87—90
- du CE 87
- Récapitulation des décisions principales du Congrès 350—351
- Réédition des "Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux", "Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international" et "Guide opérationnel du service international des colis postaux" 175
- Règlement intérieur des Congrès. Examen des propositions 45—51, 54, 322
- Réglementation internationale des nouveaux services 307
- Relations de l'UPU avec l'Organisation des Nations Unies et avec les autres organisations internationales 147—151
- Répartition des dépenses de l'Union 315—322
- géographique des sièges du CE 196—197
- Réserves aux Actes de l'Union 349
- Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (recommandations, vœux, etc.) soumises au Congrès 183, 196, 198
- Ressort de l'Union 345—349
- Séance de clôture 224—240
- d'ouverture 17—28
- inaugurale 9—15
- plénières. Ordre du jour 39, 146, 165, 181, 192, 198
- Signes et abréviations utilisés 5—6

Table de concordance entre les projets d'Actes et les Actes définitifs 687–700

- des matières 3

Union postale universelle. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales 147–151

Vice-Directeur général. Election 166–170, 273–282

- Prestation de serment 221

Vice-Présidents du Congrès 20, 21–23

Zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux 182–183

II. Convention

Adresses. Conditionnement 378

Appartenance des envois postaux 376

Approbation des projets d'Actes 213–215

Avis de réception 386–387

Barèmes des frais de transit 428–429, 434–436

Bordereau de livraison des dépêches-surface transportées par voie aérienne 397

- AV 7 514–515

Bulletin de vérification concernant l'échange des dépêches 397

Cartes d'identité postales 361, 377

Cartes postales 383

Cécogrammes 214, 383

Communications et renseignements à transmettre au BI 377

Comptes des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface. Etablissement, règlement, approbation et revision 463, 478–492

Conditionnement. Vérification du contenu 378–381

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution 376

Conditions générales d'admission des envois de la poste aux lettres 446–458, 492–494

Consultation entre Administrations 358

Contrôle douanier 369

Coupons-réponse internationaux 362

Courrier accéléré international 356–357

- de surface transporté par voie aérienne 503–504, 511

Déclaration de valeur 371

- en douane 396

Décompte général annuel 484–492

- des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres 381

Délai de conservation des documents 377

Dépêches. Acheminement. Bulletin d'essai 394

- avion 495
- – Acheminement 495
- – Réexpédition et renvoi à l'origine des dépêches-avion 496–497, 510, 515, 517
- – Priorité accordée par les compagnies aériennes 496
- – Transbordement 514–515
- closes. Echange 393
- Confection 374–375
- Etiquetage 394, 397
- Remise 394
- Vérification 395

Différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers 483–484

Déroptions aux dimensions des envois sous enveloppe 376

Empreintes des machines à affranchir. Caractéristiques 395

Envois de la poste aux lettres admis à tort 361

- Conditions générales d'admission 446–458, 492–494
- exprès 362
- non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur 362–363
- recommandés 371, 374, 384, 386
- – Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales 375
- – Réclamations 376, 377, 392
- – Signalisation 396
- soumis au contrôle douanier 378
- sous enveloppe à panneau transparent 382

Etablissement du nombre annuel des sacs de surface et des poids annuels des sacs-avion 463, 466–467

Etude sur les frais de transport aérien intérieur 499

Expédition d'objets dangereux par la poste 501–503

Formules 359, 381–382, 393–397, 463, 466, 467, 474–479, 483, 484

Frais de transit 434–436, 460–461, 474–475

- Barèmes 428–429, 434–436
- Dépêches déviées ou mal acheminées 434–436
- Paiements 434–436
- et frais terminaux. Décompte 436–437
- – Exemption 458–459
- Paiements provisoires 482
- – Etablissement, règlement, approbation et revision des comptes 463, 478–492
- – Statistique 474–478, 481–482, 488

Frais terminaux 411–427, 438–440

Imprimés 383

- à l'adresse d'un même destinataire 393
- Annotations et annexes autorisées 383

Interdictions 365–368, 397

Lettres avec valeur déclarée

- Déclaration de valeur 371
- Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales 376
- Réclamations 392
- Voies et modes de transmission 393

Liberté de transit 357

Liste des objets interdits 365

Matières biologiques périssables 502

- Matières radioactives 502, 503

Modalités d'affranchissement 361

Monopole postal 357, 358

Non-responsabilité des Administrations postales 369–370

Paiement des créances exprimées en DTS 512

- de l'indemnité 376, 397
- Règles 465–466

Petits paquets 365, 397

- Echelon de poids facultatif 447–449

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales 371–372

Priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes 496

Projets d'Actes. Approbation 213–215

Protocole final. Mise à jour 377

Publications 377

Récipients autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier 397

Réclamations 369, 371, 377, 396

Relevés des sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion. Transmission et acceptation 469–472

Remise en main propre 371, 387

Renvoi des sacs vides 375

Retrait. Modification ou correction d'adresse 362, 377

Sacs vides. Renvoi 375

Statistique 474–478, 481–482, 488

Substances infectieuses. Expédition par la poste 502

Suspension de service 358

Système international de codification 356

Taux de base du transport aérien 505–510

Taxes et conditions générales d'admission des envois de la poste aux lettres 446–458, 492–494

- Réduction 453–454
- spéciales. Limites maximales 427–428

Timbres-poste. Caractéristiques 395

- Choix des sujets 359

Transbordement direct des dépêches-avion par l'entremise des compagnies aériennes 514–515

Transit à découvert 374

Transmission des envois exprès et des correspondances-avion compris dans des dépêches-surface 393

Transport aérien. Taux de base 505–510
— intérieur 499
Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport
du courrier (S.A.L.) 503, 504, 511

III. Colis postaux

Adhésion 217–218
Approbation des projets d'Actes 216–218
Avis de réception 548
Avis de non-livraison 541
Colis avec valeur déclarée 528
— avariés ou insuffisamment emballés. Réception par les
bureaux d'échange 540
— avion. Acheminement et dédouanement 539
— Catégories 522, 538, 545
— exprès 523
— francs de taxes et de droits 522
— de surface acheminés par la voie aérienne (S.A.L.) 539, 545
— spoliés ou avariés. Réserve de livraison 541
— Renvoi à l'expéditeur 524–526, 541, 548
— — contenant des objets dont la détérioration ou la
corruption prochaines sont à craindre 528
— — non livrés 526
Comptes. Règlement 543, 549
Conditionnement 525, 527, 530
Déclarations en douane. Méthodes d'acheminement 535–536
Dédommagement 548
Délai de conservation des documents 544
Dépêches closes. Transmission 539–540
— Remise 540, 545
— Vérification par les bureaux d'échange 540
Emballages utilisés pour le transport des colis postaux
527, 530
Etablissement des comptes 541, 543, 548–549
Expéditeur. Instructions au moment du dépôt 528
Feuilles de route 539
— Etablissement simplifié des feuilles de route 539
Formalités à remplir par le bureau d'origine 537
— par l'expéditeur 537
Formules 544–545, 549
Indemnité. Paiement 531, 548
Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt 528
Interdictions 548
Non-responsabilité de l'Administration postale 531
Procès-verbal CP 14 545
Propositions. Approbation des propositions concernant
le présent Arrangement 534, 548
Projets d'Actes. Approbation 216–218
Quotes-parts
— Application de nouvelles quotes-parts à la suite de
modifications imprévisibles d'acheminement 534
— Attribution 541
— — simplification du procédé actuel 535
— d'arrivée exceptionnelles 216, 534, 547
— de départ 531–532
— maritimes 534, 537, 547
— moyennes. Etablissement 547
— réduction ou majoration 532
— supplémentaires 547
— territoriales de transit 533, 536, 547
— — de départ et d'arrivée 531
— — exceptionnelles 534
Réclamations et demandes de renseignements 528, 541,
548
— Traitement 541
Renseignements à fournir par les Administrations 535
Réserves tarifaires 547
Responsabilité des Administrations. Principe et étendue
529, 548
— Détermination entre les Administrations 531

Surtaxes aériennes 545
Tarif 525
Taxes principales 522
Taxes supplémentaires 522, 524
Traitement des colis acceptés à tort 525, 547–548
Transmission en dépêches closes 539, 540
Vérification des dépêches par les bureaux d'échange 540
Voies d'acheminement et quotes-parts 534

IV. Services financiers postaux

Abonnements aux journaux et écrits périodiques 564
Approbation des projets d'Actes 219–220
Chèques postaux 556, 561, 562–563
— Formules 563
— Postchèques 561–562
Envois contre remboursement 556, 563
— Formules 552, 563
Mandats 556–560
— Formules 551–552, 559, 560
Services financiers postaux. Propositions d'ordre général 555
— Aspects tarifaires 555–556
Télégrammes-mandats et télégrammes-virements 552–554

